



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



Int 187.61.5



Harvard College Library

FROM THE FUND OF

CHARLES MINOT

(Class of 1828).

Received 28 Jul. 1900-6 Feb. 1901.



NOUVEAU
RECUEIL GÉNÉRAL
DE
TRAITÉS
ET
AUTRES ACTES RELATIFS AUX RAPPORTS
DE DROIT INTERNATIONAL.

CONTINUATION DU GRAND RECUEIL

DE
G. FR. DE MARTENS

PAR

Felix Stoerk

Professeur de droit public à l'Université de Greifswald.
Membre de l'Institut de droit international.

DEUXIÈME SÉRIE.

TOME XXV.

PREMIÈRE LIVRAISON.



LEIPZIG
LIBRAIRIE DIETERICH
THEODOR WEICHER
1899.

Table des matières.

Traités, Conventions, Arrangements spéciaux.

1. 1896. Avril 20.	Russie, Autriche-Hongrie. Epidémies.
2. 1896. Avril 30.	Belgique. Mariages.
3. 1896. <u>Mai 22.</u> <u>Juin 17.</u>	Luxembourg, Allemagne. Commerce.
4. 1896. Juin 22.	Belgique, Japon. Commerce.
5. 1896. Juin 25.	Autriche-Hongrie, Italie. Assistance gratuite.
6. 1896. Juillet 18.	Allemagne. Service militaire.
7. 1896. Août 4.	France, Japon. Commerce.
8. 1896. Août 6.	Autriche-Hongrie. État civil.
9. <u>1887. Juin 25.</u> <u>1896. Août 29.</u>	Autriche-Hongrie, Uruguay. Extradition.
10. 1896. Octobre 16.	Allemagne, Pays-Bas. Phare et bouées.
11. 1896. Octobre 26.	Éthiopie, Italie. Paix.
12. 1896. Octobre 26.	Éthiopie, Italie. Prisonniers de guerre.
13. 1896. Novembre 4.	Colombie, Costa-Rica. Délimitation.
14. 1896. Novembre 12.	Danemark, Italie. Jaugeage.
15. 1896. Novembre 19.	Suisse, Espagne. Exécution de jugements.
16. 1896. Décembre 5.	Autriche. Etablissement et domicile.
17. 1896. Décembre 5.	Allemagne, Suisse. Service de douane.
18. 1896. Décembre 8.	Suisse, Grèce. Recensements de la population.
19. 1896. Décembre 17.	Suisse, Montévidéo. Affaire Consulaire.
20. 1896. Décembre 21/9.	Autriche-Hongrie, Bulgarie. Commerce.
21. <u>1896. Janvier 6.</u> <u>1897. Mars 31.</u>	Grande-Bretagne. Commerce.
22. <u>1896. Septembre 7.</u> <u>1897. Janvier 7.</u>	Serbie, Belgique, Danemark etc. Navigation.
23. <u>1896. Novembre 14.</u> <u>1897. Mai 22.</u>	Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique etc. Droit international privé.
24. 1897. Janvier 11.	Autriche. Brevets d'invention.

NOUVEAU
RECUEIL GÉNÉRAL
DE
TRAITES

ET
**AUTRES ACTES RELATIFS AUX RAPPORTS
DE DROIT INTERNATIONAL.**

CONTINUATION DU GRAND RECUEIL

DE
G. FR. DE MARTENS

PAR
Felix Stoerk
Professeur de droit public à l'Université de Greifswald.
Membre de l'Institut de droit international.

DEUXIÈME SÉRIE.

TOME XXV.



LEIPZIG
LIBRAIRIE DIETERICH
THEODOR WEICHNER
1900.

~~15.4~~

Int 187.61.5

FEB 6 1901

Minot fund

~~xxx~~ 3, Reg. 1-25

NOUVEAU
RECUEIL GÉNÉRAL
DE
TRAITÉS

ET
**AUTRES ACTES RELATIFS AUX RAPPORTS
DE DROIT INTERNATIONAL.**

CONTINUATION DU GRAND RECUEIL

DE
G. FR. DE MARTENS

PAR

Felix Stoerk

Professeur de droit public à l'Université de Greifswald.
Membre de l'Institut de droit international.

DEUXIÈME SÉRIE.

TOME XXV.

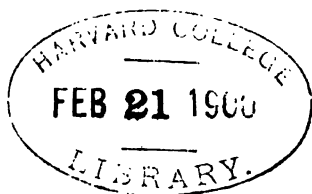
PREMIÈRE LIVRAISON.



↗ **LEIPZIG**
LIBRAIRIE DIETERICH
THEODOR WEICHER
1899.

15.5.9

920 $\frac{40}{2}$



Mint fund
(2511)

1.

RUSSIE, AUTRICHE-HONGRIE.

Arrangement concernant le régime prophylactique à appliquer en temps d'épidémie au trafic-frontière entre la Russie et l'Autriche-Hongrie; publié par ordonnance des ministres de l'intérieur et du commerce d'Autriche le 20 avril 1896.

Reichsgesetzblatt für die im Reichsrathe vertretenen Königreiche und Länder, 1896, No. 72.

Kundmachung der Ministerien des Innern und des Handels vom 20. April 1896, betreffend das Übereinkommen zwischen Österreich-Ungarn und Russland bezüglich der Anwendung sanitärer Vorkehrungen auf den Verkehr in den Grenzgebieten zur Zeit der Cholera.

Urtext.

Arrangement concernant le régime prophylactique à appliquer en temps d'épidémie au trafic-frontière entre la Russie et l'Autriche-Hongrie.

Disposition générale.

§ 1. Les principes adoptés par la Conférence sanitaire de Dresde seront en règle générale appliqués également dans le domaine du trafic-frontière. Ce n'est que dans le cas où le système de prophylaxie ne pourra, à cause des difficultés toutes particulières qui peuvent se présenter aux frontières, être considéré comme garantie suffisante qu'on pourra avoir recours à

Übersetzung.

Übereinkommen bezüglich der Anwendung sanitärer Vorkehrungen auf den Grenzverkehr zwischen Russland und Österreich-Ungarn zur Zeit der Epidemie.

Allgemeine Bestimmung.

§. 1. Die von der Dresdener Sanitätsconferenz angenommenen Grundsätze haben im allgemeinen in gleicher Weise auch auf den Verkehr in den Grenzgebieten Anwendung zu finden. Nur in dem Falle, wenn das System der Vorkehrungen wegen ganz besonderer Schwierigkeiten, welche sich an den Grenzen bieten können, nicht als hinreichend wirksam anzusehen

*) Les ratifications ont été échangées à Vienne le 25 janvier 1896.

des mesures de prévention plus rigoureuses d'après les règles suivantes.

Délimitation de la zone-frontière et devoirs qui incombent aux autorités des districts-frontière.

§ 2. Les dispositions du présent Arrangement s'appliquent aux territoires limitrophes des deux pays sur une zone d'une largeur ne dépassant pas dix kilomètres de chaque côté de la frontière.

§ 3. Seront appelées à veiller sur l'exécution des dispositions ci-dessus indiquées: en Russie, les Chefs des districts pour les territoires qui ne s'éloignent pas plus de 10 kilomètres de la frontière, et les Gouverneurs des Provinces limitrophes sous l'autorité supérieure desquels ces districts sont placés; en Autriche-Hongrie, toutes les autorités administratives de première instance dont la compétence s'étend sur un district qui ne s'éloigne pas plus de 10 kilomètres de la frontière, ainsi que les autorités de deuxième instance dont la compétence s'étend jusqu'à la frontière de l'État.

§ 4. Les autorités indiquées dans le paragraphe précédent s'informeront réciproquement sur l'apparition du choléra et sur les mesures prises contre la propagation de la maladie.

Afin de garantir l'efficacité des mesures de prévention prises aux frontières pour obvier à l'invasion du choléra d'un district contaminé, rentrant dans le sens du § 2 ainsi que pour restreindre la propagation du choléra dans le district-frontière même, il est indispensable que les

wäre, sollen strengere Massnahmen im Sinne der folgenden Bestimmungen in Wirksamkeit gesetzt werden können.

Festsetzung des Grenzgebietes und der Verpflichtungen, welche den Behörden in den Grenzbezirken obliegen.

§ 2. Die Bestimmungen des gegenwärtigen Übereinkommens finden grundsätzlich hinsichtlich der aneinander grenzenden Gebiete beider Staaten innerhalb einer Zone, deren Breite auf jeder Seite der Grenze zehn Kilometer nicht überschreitet, gleichmässige Anwendung.

§ 3. Zur Überwachung der Durchführung der vorerwähnten Bestimmungen sind berufen: in Russland die Vorstände der Bezirke für die nicht mehr als zehn Kilometer von der Grenze entfernten Gebiete und die Gouverneure der Grenzprovinzen, denen diese Bezirke unterstehen; in Österreich-Ungarn alle Verwaltungsbehörden I. Instanz, deren Amtsbereich einen nicht über zehn Kilometer von der Grenze entfernten Bezirk umfasst, ferner die Behörden II. Instanz, deren Wirkungskreis bis an die Grenze des Staates reicht.

§ 4. Die im vorstehenden Paragraphen bezeichneten Behörden werden sich über das Auftreten der Cholera und über die gegen die Weiterverbreitung der Krankheit ergriffenen Massnahmen gegenseitig in Kenntnis setzen.

Um die Wirksamkeit der Massnahmen, welche zur Abwehr der Einschleppung der Cholera aus einem im Sinne des §. 2 in Betracht kommenden verseuchten Bezirke an den Grenzen ergriffen wurden, zu sichern, sowie um die Verbreitung der Cholera im Grenzbezirke selbst hintanzuhalten, ist

autorités des districts-frontière des deux États limitrophes s'entraident autant qu'elles pourront.

En dehors des informations réciproques qu'aux termes des stipulations de la Conférence de Dresde, les Gouvernements sont tenus de se faire parvenir sur la première constatation cholérique et des mesures prises pour assainir le foyer contaminé, les Chefs des districts en Russie et les Chefs des autorités administratives de 1^{ère} instance en Autriche-Hongrie de deux territoires limitrophes s'aviseront réciproquement, avec le moins de délai possible, c. a. d. immédiatement, sur l'apparition du choléra, et simultanément avec leurs rapports officiels adressés à leur Gouvernement, sur le progrès de l'épidémie, les mesures prises pour étouffer la maladie et les restrictions appliquées au commerce et au mouvement de la population. Ces dernières doivent être aussi communiquées par la voie régulière aux Consuls qui se trouvent dans les rayons des territoires limitrophes.

Les autorités promulgueront, en outre, dans leur propre district, le texte des ordonnances importantes émanant des autorités de l'État voisin, pour préserver la population indigène des conséquences fâcheuses que pourrait entraîner l'ignorance des mesures sanitaires en vigueur au delà de la frontière.

§ 5. Il est à désirer que les autorités des districts intéressés soient informées, à temps, par les autorités compétentes de l'État voisin dans le cas où une troupe d'individus venant d'un territoire contaminé et par conséquent devant être placée sous contrôle

es unerlässlich, dass die Behörden der Grenzbezirke der beiden Nachbarstaaten sich gegenseitig möglichst unterstützen.

Abgesehen von den wechselseitigen Mittheilungen, welche sich gemäss den Bestimmungen der Dresdener Konferenz die Regierungen über die Feststellung des ersten Cholerafalles und über die zur Beseitigung des Seuchherdes getroffenen Massnahmen zu machen haben, werden sich die Vorstände der Bezirke in Russland und die Vorstände der Verwaltungsbehörden I. Instanz in Österreich-Ungarn hinsichtlich der beiden Nachbargebiete so schnell als möglich und zwar sofort über das Auftreten der Cholera und gleichzeitig mit den an ihre Regierung erstatteten amtlichen Berichten über den Gang der Epidemie, über die zur Tilgung der Krankheit ergriffenen Massnahmen, sowie über die dem Handel und Verkehr der Bevölkerung auferlegten Beschränkungen gegenseitig in Kenntniss setzen. Hinsichtlich der letzteren ist überdies den im Bereiche der aneinander grenzenden Gebiete befindlichen Consulen auf dem ordnungsmässigen Wege Mittheilung zu machen.

Ausserdem haben die Behörden in ihrem eigenen Bezirke den Wortlaut der von den Behörden des Nachbarstaates erlassenen Anordnungen von Belang kundzumachen, um die einheimische Bevölkerung vor den Nachtheilen, welche ihnen aus der Unkenntniss der jenseits der Grenze in Kraft stehenden sanitären Vorschriften erwachsen könnten, zu bewahren.

§. 5. Es ist wünschenswert, dass die Behörden der beteiligten Bezirke im Falle, wenn aus einem verseuchten Gebiete kommende und deshalb der sanitären Überwachung zu unterstellende Personen truppweise in das Gebiet des Nachbarstaates befördert

sanitaire, doit être transportée dans le territoire de l'État voisin. v. aussi § 18.

Information sur les lieux par des fonctionnaires délégués dans le territoire de l'État limitrophe.

§ 6. Pour faciliter l'information réciproque des autorités-frontières, celles-ci seront tenues d'aider, autant que faire se pourra, les fonctionnaires de l'administration sanitaire du pays limitrophe, délégués en cas de nécessité par leur Gouvernement pour se renseigner sur les lieux sur l'état de santé du district voisin.

Ces fonctionnaires produiront, pour recueillir les renseignements voulus, leurs papiers de légitimation aux autorités de 1^{ère} instance en Autriche-Hongrie, et aux personnes, désignées par les Chefs de districts en Russie, dont on fera connaître les noms et lieux de résidence au préalable.

Contrôle sanitaire dans le service de chemins de fer et de navigation fluviale.

§ 7. Les mesures sanitaires introduites dans le service des chemins de fer et de la navigation fluviale pour surveiller la circulation des voyageurs et le mouvement des marchandises, pourront être adoptées également dans le service de chemins de fer et de navigation locale pour les stations situées en proximité d'un district contaminé, ainsi que pour les stations situées à l'embranchement de routes fréquentées.

Pour les procédés à suivre dans le service de navigation fluviale, on s'en

werden sollen, die zuständigen Behörden des Nachbarstaates rechtzeitig in Kenntnis setzen. S. auch §. 18.

Informationen, welche von den in das Gebiet des Nachbarstaates entsendeten Beamten an Ort und Stelle eingeholt werden.

§ 6. Um die gegenseitige Information der Behörden im Grenzgebiete zu erleichtern, sollen diese gehalten sein, den Beamten der Sanitätsverwaltung des angrenzenden Staates, welche nöthigenfalls von ihrer Regierung entsendet wurden, um sich vom Gesundheitszustande im Nachbarbezirke an Ort und Stelle die Überzeugung zu verschaffen, möglichst an die Hand zu gehen.

Behufs Erlangung der gewünschten Auskünfte haben diese Beamten ihre Legitimationspapiere in Österreich-Ungarn den Behörden I. Instanz und in Russland den von den Bezirksvorständen bezeichneten Persönlichkeiten, deren Namen und Wohnorte ihnen vorher bekannt gegeben werden, vorzuweisen.

Sanitäre Überwachung im Eisenbahn- und Flussschiffahrtsdienste.

§ 7. Die Massnahmen, welche im Eisenbahn- und im Flussschiffahrtsdienste zur Überwachung des Verkehrs der Reisenden und der Warenbewegung eingeführt werden, sollen in gleicher Weise auf den lokalen Eisenbahn- und Schiffdienst für die in der Nähe eines verseuchten Bezirkes, sowie an der Kreuzung frequenter Routen gelegenen Stationen Anwendung finden können.

Hinsichtlich des im Flussschiffahrtsdienste einzuhaltenden Vorgehens wird

rapporte aux dispositions du règlement recommandé par la Conférence de Dresde du 15 avril 1893.

Prohibition partielle du passage de la frontière.

§ 8. Pour assurer le fonctionnement de ces stations de révision et pour garantir en même temps, sauf le contrôle sanitaire dans l'étendue admise par la dite Conférence, le passage de ces points-frontière, on pourra avoir recours à la prohibition du passage de la frontière aux points intermédiaires.

De même on pourra fermer les stations de chemins de fer et de navigation fluviale, dans lesquelles l'établissement de l'inspection sanitaire rencontrerait des difficultés.

Toutefois ces mesures prohibitives à l'égard des points-frontière et des stations ne seront prises qu'en cas de nécessité absolue.

Les Gouvernements contractants échangeront la liste des points-frontière, dont la fermeture et où l'établissement de stations de révision pourraient être prévus.

Organisation des stations sanitaires de frontière.

§ 9. Dans chacune des stations sanitaires la visite médicale se fera par un médecin.

La station sera munie des appareils de désinfection nécessaires. Les deux pays limitrophes se feront connaître les appareils et les moyens de désinfection qui seront employés sur les points sanitaires respectifs.

On portera dans ces stations les premiers secours aux individus atteints

sich auf die Bestimmungen der von der Dresdener Konferenz vom 15. April 1893 empfohlenen Vorschriften bezogen.

Theilweise Behinderung des Grenzübertrittes.

§ 8. Um die Durchführung der Revision in diesen Stationen zu sichern und zugleich den Verkehr unbeschadet der sanitären Überwachung in dem von der genannten Konferenz bestimmten Umfange über diese Grenzpunkte aufrecht zu erhalten, kann der Grenzübertritt in den zwischenliegenden Grenzstationen untersagt werden.

Ebenso können Eisenbahn- und Flussschiffahrtsstationen, in welchen die Einführung der sanitären Überwachung auf Schwierigkeiten stossen würde, geschlossen werden.

Jedenfalls sollen diese Sperrmassregeln bezüglich der Grenzpunkte und Stationen nur im Falle der unabweisbaren Nothwendigkeit ergriffen werden.

Die vertragschliessenden Regierungen werden das Verzeichnis der Grenzpunkte, deren Schliessung oder in welchen die Errichtung von Revisionsstationen in Aussicht genommen werden könnte, austauschen.

Einrichtung der Sanitätsstationen an der Grenze.

§ 9. Die ärztliche Untersuchung hat in jeder Sanitätsstation durch einen Arzt zu geschehen.

Die Station ist mit den nothwendigen Desinfectionsapparaten auszustatten. Die beiden Nachbarländer werden sich von den in den betreffenden Sanitätsstationen aufgestellten Apparaten und Hilfsmitteln zur Desinfection gegenseitig in Kenntnis setzen.

In diesen Stationen wird den von Cholera befallenen Individuen in einem

du choléra dans une localité isolée et spécialement affectée à ce service.

Chaque station disposera, en outre, d'un emplacement convenablement organisé destiné à recevoir les personnes devant rester sous contrôle sanitaire.

Tout malade y trouvera, sans retard, les secours indispensables.

La station ne pourra refuser ces soins non plus à un ressortissant de l'État limitrophe devant être secouru, avant qu'elle se soit mise en rapport avec l'autorité locale compétente du district-frontière.

Interdiction du passage de la frontière.

§ 10. Le passage de la frontière ne pourra être refusé qu'aux vagabonds, émigrants, indigents et pèlerins, lorsqu'ils viennent d'une zone-frontière contaminée et, dans ces conditions, aux personnes exerçant un commerce prohibé par ordonnance de l'autorité compétente, tels que: chiffonniers, marchands ambulants etc.

Cette défense ne peut entrer en vigueur qu'à partir du jour de la promulgation et notification simultanée prévue au § 4, par l'autorité compétente, de l'ordonnance respective.

Ces dispositions ne doivent nullement entraver la procédure d'extradition soit des vagabonds, des contrebandiers ou autres malfaiteurs.

Nécessité d'empêcher autant que possible le rassemblement d'hommes en temps d'épidémies.

§ 11. De même l'autorité compétente pourra, conformément aux ordon-

abgesonderten und eigens für diesen Zweck bestimmten Räume die erste Hilfe geleistet werden.

Ausserdem muss jede Station über ein entsprechend eingerichtetes Local verfügen, welches zur Aufnahme von Personen, die unter sanitärer Überwachung bleiben müssen, bestimmt ist.

Jeder Kranke soll daselbst ohne Verzug den nothwendigen Beistand finden.

Die Station darf diese Fürsorge auch nicht einem hilfsbedürftigen Angehörigen des Nachbarstaates verweigern, insolange sie sich nicht mit der zuständigen Ortsbehörde des Grenzbezirkes in das Einvernehmen gesetzt hat.

Verbot des Grenzübertritts.

§ 10. Der Grenzübertritt kann nur Vagabunden, Auswanderern, Bettlern und Wallfahrern untersagt werden, wenn dieselben aus einem verseuchten Grenzgebiete kommen, ferner im gleichen Falle Personen, welche einen durch Verfügung der zuständigen Behörde untersagten Handel betreiben, wie Hadernsammler, Hausierer etc.

Dieses Verbot darf nicht vor Ablauf des Tages in Wirksamkeit gesetzt werden, an welchem die Kundmachung und die im §. 4 vorgesehene gleichzeitige Mittheilung der bezüglichen Anordnung durch die zuständige Behörde stattgefunden hat.

Diese Bestimmungen dürfen keinesfalls den Vollzug der Ausweisung von Landstreichern, Schmugglern oder anderen Übelthätern aufhalten.

Von der Nothwendigkeit, zur Zeit der Epidemie die Ansammlung von Menschen so viel als möglich hintanzuhalten.

§ 11. Ebenso kann die zuständige Behörde in Übereinstimmung mit

nances sur le mouvement des ses nationaux, restreindre ou interdire l'entrée en masse des individus venant non seulement d'un district-frontière infecté mais même indemne pour se rendre aux marchés, foires, aux lieux de pèlerinage, à des assemblées etc. Toutefois pareille interdiction ne pourra avoir lieu que dans des cas tout exceptionnels et par ordonnance des Gouvernements à communiquer réciproquement, à l'avance et à temps.

Contrôle sanitaire à la frontière.

§ 12. D'autres personnes ne seront soumises qu'à une révision médicale, au contrôle de leurs effets et éventuellement, à un traitement spécial de prévention conformément aux dispositions adoptées par la Conférence internationale de Dresde.

Mesures de révision plus rigoureuses pour des cas particuliers.

§ 13. Une surveillance plus rigoureuse et plus étendue pourra être appliquée aux ouvriers sans travail (Handwerksburschen auf Wanderung, Masterovoi bez déla) et en masse, bateliers et personnes vagantes venant d'un endroit infecté, en faisant passer ces individus plusieurs fois la visite médicale et le contrôle de leurs effets.

Les objets reconnus spécialement suspects pourront même, après échange contre des effets nouveaux, être brûlés. Afin de faciliter la surveillance sanitaire, les transports en masse de ces personnes seront effectués, autant que possible, dans des wagons ou compartiments exclusivement affectés à

den bezüglich des Verkehres der eigenen Landesangehörigen bestehenden Anordnungen den Masseneintritt von Individuen nicht bloss wenn sie aus einem verseuchten, sondern auch wenn sie aus einem seuchenfreien Bezirke kommen, um Märkte, Messen, Wallfahrtsorte, Versammlungen zu besuchen, einschränken oder untersagen. Ein solches Verbot darf jedoch nur in ganz ausnahmsweisen Fällen und über Auftrag der Regierungen, worüber sie sich vorher rechtzeitig Mittheilung machen müssen, platzgreifen.

Sanitaire Überwachung an der Grenze.

§. 12. Andere Personen werden nur einer ärztlichen Revision, ihre Effecten einer Besichtigung und allenfalls einer besonderen Präventivbehandlung gemäss den von der Dresdener internationalen Sanitätsconferenz angenommenen Bestimmungen unterworfen.

Strengere Revisionsmassregeln in besonderen Fällen.

§. 13. Eine strengere und ausge dehntere Überwachung kann hinsichtlich der beschäftigungslosen Arbeiter (Handwerksburschen auf Wanderung, Masterovoi bez déla) und in Trupps, Schiffer und Landstreicher, wenn sie aus einem verseuchten Orte kommen, in der Weise eintreten, dass diese Leute der ärztlichen Untersuchung und deren Effecten der Besichtigung mehreremal unterzogen werden.

Die als besonders verdächtig erkannten Gegenstände dürfen auch verbrannt werden, nachdem sie gegen neue ausgetauscht wurden. Um die sanitäre Überwachung zu erleichtern, sollen Massentransporte solcher Personen thunlichst in Wägen oder Abtheilungen, welche ausschliesslich für

l'usage de ces voyageurs. Il sera désirable d'indiquer à l'avance aux stations-frontière l'arrivée de ces masses.

Facilités à apporter à la révision sanitaire.

§ 14. Les employés en fonction, y compris le personnel du service sanitaire, afin de ne pas entraver l'exercice de leurs devoirs, ne seront, au sens de la Convention de Dresde, soumis à aucun traitement de prévention.

La circulation nécessaire pour l'exploitation ou l'administration d'une terre s'étendant au delà de la frontière sera facilitée autant que faire se pourra et réglée à l'avance par les autorités compétentes. Toutefois les propriétaires mixtes feront leurs demandes à ces autorités en temps opportun, et doivent les faire même sans attendre l'apparition de l'épidémie pour que les autorités puissent régler d'avance les formalités nécessaires pour le passage d'un territoire à l'autre, en cas d'épidémies.

Surveillance de la circulation des ouvriers à la frontière.

§ 15. En cas d'apparition du choléra dans un district-frontière on se réserve de restreindre, autant que possible, l'aller et le retour des ouvriers employés dans des établissements, usines, chantiers, mines etc. situés dans la zone-frontière.

Dans ce cas on se réserve également le droit de faire cesser complètement la circulation des ouvriers et d'insister à ce que les ouvriers, qui ont leur domicile dans un endroit contaminé au delà de la frontière,

die Benützung seitens dieser Reisenden bestimmt sind, erfolgen. Wünschenswert ist, dass den Grenzstationen von dem Eintreffen dieser Trupps vorher Mittheilung gemacht wird.

Erleichterungen hinsichtlich der sanitären Revision.

§ 14. Die im Dienste stehenden Beamten, einschliesslich des Sanitäts-personales, sollen, um in der Erfüllung ihrer Pflichten nicht gehindert zu sein, im Sinne der Dresdener Convention einer Präventivmassregel nicht unterworfen werden.

Der behufs Bearbeitung und Bestellung eines jenseits der Grenze gelegenen Grundstückes nothwendige Verkehr soll, so weit als möglich, erleichtert und vorher von den zuständigen Behörden geregelt werden. Stets haben die beiderseits begüterten Besitzer ihre Ansuchen bei Zeiten, und zwar ohne erst das Auftreten der Epidemie abzuwarten, an diese Behörden zu richten, damit dieselben in die Lage kommen, die Art und Weise des Verkehrs von einem nach dem anderen Gebiete im Epidemiefalle vorher festsetzen.

Überwachung des Arbeiterverkehrs an der Grenze.

§ 15. Für den Fall des Auftretens der Cholera in einem Grenzbezirke bleibt vorbehalten, dass die Heim- und Rückkehr von Arbeitern, welche in Fabriken, Hütten, auf Bauplätzen, in Bergwerken, die innerhalb des Grenzgebietes liegen, beschäftigt sind, möglichst beschränkt werde.

Ebenso bleibt für diesen Fall die Berechtigung vorbehalten, den Übertritt der Arbeiter gänzlich einzustellen und darauf zu bestehen, dass die in einem Seuchenorte jenseits der Grenze wohnhaften Arbeiter in dem Orte, wo

soient logés là où ils travaillent. Toutefois le passage de la frontière pourra, mais sous des précautions particulières, être accordé à ces personnes un jour par semaine, p. ex. les dimanches et dans des cas spéciaux à décider par les autorités compétentes.

Restrictions du commerce par rapport à certains objets provenant d'un district-frontière contaminé.

§ 16. Indépendamment des produits, dont l'importation est interdite par les dispositions de la Conférence de Dresde, les autorités de l'État limitrophe ont droit d'exiger, en temps d'épidémie cholérique, des importateurs de lait, de produits de laitage, de légumes et de fruits provenant d'un district-frontière contaminé, la production d'un certificat de l'autorité compétente du lieu de provenance attestant l'innocuité de ces produits quant à la contagion.

Afin d'empêcher une restriction par trop rigoureuse du trafic-frontière et pour obvier à la contravention des ordonnances respectives qui sans doute en résulterait, on est convenu d'appliquer les prohibitions d'exportation prises en vue par la Conférence de Dresde pour les marchandises et articles de provenance suspecte dont l'entrée a été interdite par les États limitrophes, également dans le domaine du trafic-frontière.

sie arbeiten, untergebracht werden. Es kann aber diesen Personen, jedoch nur unter besonderen Vorsichten, der Grenzübergang an einem Tage der Woche und in besonderen Fällen, worüber die zuständigen Behörden zu entscheiden haben, gestattet werden.

Beschränkungen des Handels mit gewissen aus einem verseuchten Grenzbezirke kommenden Gegenständen.

§. 16. Zur Zeit der Choleraepidemie sind die Behörden des angrenzenden Staates berechtigt, abgesehen von jenen Gegenständen, deren Einfuhr durch die Bestimmungen der Dresdener Konferenz untersagt ist, von Jenen, welche Milch, Milchproducte, Gemüse und Früchte aus einem verseuchten Grenzbezirke zur Einfuhr bringen, die Vorweisung einer von der competenten Behörde des Ursprungsortes ausgestellten Bescheinigung zu verlangen, mit welcher bestätigt wird, dass diese Producte der Infection nicht verdächtig sind.

Um eine allzu strenge Einschränkung des Verkehrs im Grenzgebiete hintanzuhalten und den durch eine solche zweifellos hervorgerufenen Übertretungen der bezüglichlichen Vorschriften vorzubeugen, wurde vereinbart, dass hinsichtlich der im Sinne der Dresdener Konferenz zu erlassenden Ausfuhrverbote bezüglich der Waren und Gegenstände verdächtiger Herkunft, deren Einfuhr von den Nachbarstaaten untersagt wurde, in gleicher Weise auch in dem Verkehre innerhalb des Grenzgebietes vorzugehen ist.

Das vorstehende Übereinkommen, welches am 15. April 1896 in Kraft getreten ist, wird hiemit kundgemacht.

Badeni m. p.

Glans m. p.

BELGIQUE.

Loi modifiant quelques dispositions relatives au mariage;
signée à Bruxelles le 30 avril 1896.

Schweizerisches Bundesblatt 1897.

Gesetz betreffend Abänderung einiger Bestimmungen
über die Ehe.

Originaltext.

Léopold II, Roi des Belges,
A tous présents et à venir,
Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous
sanctionnons ce qui suit:

Article 1^{er}.

L'article 148 du Code civil est
remplacé par la disposition suivante:

„Le fils et la fille qui n'ont pas
atteint l'âge de 21 ans accomplis ne
peuvent contracter mariage sans le
consentement de leurs père et mère;
en cas de dissentiment, le consente-
ment du père suffit.

„Ce dissentiment peut être constaté
par acte notarié, par exploit
d'huissier, par procès-verbal dressé
par l'officier de l'état civil ou par
lettre de refus adressée à ce dernier
par la mère.“

Article 2.

L'article 149 du Code civil est rem-
placé par la disposition suivante:

„Si le père ou la mère est mort,
si l'un des deux est dans l'impossibilité
de manifester sa volonté ou s'il est
absent, le consentement de l'autre
suffit.

Übersetzung.

Leopold II, König von Belgien,
Gruss allen Gegenwärtigen und
Zukünftigen!

Die Kammern haben nachstehendes
Gesetz angenommen, das Wir hiermit
in Kraft erklären:

Artikel 1.

Der Art. 148 des Civilgesetzbuches
wird durch folgende Bestimmung er-
setzt:

„Söhne und Töchter, welche das
21. Altersjahr noch nicht zurückge-
legt haben, können nur mit Ein-
willigung ihrer Eltern eine Ehe ab-
schliessen; sind Vater und Mutter
geteilter Meinung, so genügt die Ein-
willigung des Vaters.

„Das Vorhandensein dieser Meinungs-
verschiedenheit kann durch notariellen
Akt, durch Amtshandlung eines Ge-
richtsdieners, durch ein vom Civil-
standsbeamten aufzunehmendes Pro-
tokoll, oder durch eine an diesen
gerichtete schriftliche Weigerungser-
klärung der Mutter konstatiert werden.“

Artikel 2.

Der Art. 149 des Civilgesetzbuches
wird durch folgende Bestimmung er-
setzt:

„Ist der Vater oder die Mutter ver-
storben, oder eines derselben in der
Unmöglichkeit, seine Willenserklärung
abzugeben, oder abwesend, so genügt
die Einwilligung des anderen Teiles.

„Cette impossibilité peut être constatée par une déclaration faite par le futur époux dont l'ascendant est incapable et par quatre témoins majeurs de l'un ou de l'autre sexe dans les conditions déterminées par les deux derniers alinéas de l'article 155.“

Article 3.

L'article 150 du Code civil est remplacé par la disposition suivante:

„Si le père et la mère sont morts, s'ils sont dans l'impossibilité de manifester leur volonté ou s'ils sont absents, les aïeuls et les aïeules les remplacent.
„S'il y a dissentiment entre l'aïeul et l'aïeule de la même ligne, il suffit du consentement de l'aïeul.

„S'il y a dissentiment entre les deux lignes, ce partage emportera consentement.

„Le dissentiment peut être constaté dans ces deux cas comme il est dit à l'article 148.“

Article 4.

Les articles 151, 152 et 153 du Code civil et l'article 3 de la loi du 16 août 1887 sont remplacés par les dispositions suivantes:

„Art. 151. Les enfants légitimes qui ont atteint la majorité fixée par l'article 148 sont tenus, avant de contracter mariage, de demander par un acte respectueux et formel le conseil de leur père et de leur mère, à moins que ceux-ci ne soient dans l'impossibilité de manifester leur volonté.

„Cette impossibilité peut être constatée par une déclaration faite conformément à l'article 149.“

„Das Vorhandensein dieser Unmöglichkeit kann unter den in den beiden letzten Alineas von Art. 155 festgesetzten Bedingungen durch eine Erklärung konstatiert werden, welche von dem zukünftigen Ehegatten, dessen Ascendent verhindert ist und von vier volljährigen Zeugen des einen oder andern Geschlechts abzugeben ist.“

Artikel 3.

Der Art. 150 des Civilgesetzbuches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

„Sind die Eltern nicht mehr am Leben, oder ausser Stande, ihren Willen zu erklären, oder abwesend, so treten die Grosseltern an ihre Stelle.
„Besteht Meinungsverschiedenheit zwischen dem Grossvater und der Grossmutter derselben Linie, so genügt die Einwilligung des Grossvaters.

„Besteht Meinungsverschiedenheit zwischen beiden Linien, so hat dies zur Folge dass die Einwilligung als vorhanden gilt.

„Die Meinungsverschiedenheit kann in den beiden letztgenannten Fällen nach den Bestimmungen des Artikels 148 konstatiert werden.“

Artikel 4.

Die Artikel 151, 152 und 153 des Civilgesetzbuches und der Art. 3 des Gesetzes vom 16. August 1887 werden durch folgende Bestimmungen ersetzt:

„Art. 151. Die ehelichen Kinder, welche das im Art. 148 festgesetzte Volljährigkeitsalter erreicht haben, sind verpflichtet, vor Eingang einer Ehe in einem förmlichen Ehrerbietungsakt den Rat ihrer Eltern einzuholen, vorausgesetzt, dass diese sich nicht in der Unmöglichkeit befinden, ihren Willen kundzugeben.

„Das Vorhandensein dieser Unmöglichkeit kann durch eine nach Vorschrift von Art. 149 abgegebene Erklärung konstatiert werden.“

„Art. 152. A défaut de consentement sur un acte respectueux, il pourra être passé outre, un mois après, à la célébration du mariage.

„Toutefois, si le fils ou la fille n'a pas atteint l'âge de 25 ans accomplis, le père et, à défaut du père, la mère, peuvent, dans les quinze jours de la notification, prendre leur recours contre celle-ci.

„Ce recours est formé par assignation à jour fixe devant le tribunal civil de première instance du domicile ou de la résidence de l'enfant.

„Le délai de comparution est de huitaine; le jugement n'est pas susceptible d'opposition, mais il peut être frappé d'appel dans la quinzaine du prononcé, s'il est contradictoire, ou de la signification, s'il est par défaut; le délai de comparution devant la cour est de huitaine.

„Le tribunal et la cour instruisent la cause d'urgence et entendent le procureur du roi ou le procureur général en chambre du conseil; ils statuent en séance publique. Le ministère des avoués n'est pas requis; les parties sont tenues de comparaître en personne; elles peuvent se faire assister d'un conseil.

„Si les motifs du refus sont reconnus fondés, le juge ordonne de surseoir à la célébration du mariage.“

„Art. 153. Le futur époux qui justifie de son indigence peut faire

„Art. 152. Wird auf einen Ehrerbietigkeitsakt die Einwilligung nicht erteilt, so kann gleichwohl, nach Verlauf eines Monats, die Ehe abgeschlossen werden.

„Haben jedoch der Sohn oder die Tochter das Alter von 25 Jahren noch nicht zurückgelegt, so kann der Vater, oder in Ermangelung desselben die Mutter innert der Frist von vierzehn Tagen nach erfolgter Verkündigung gegen den Eheabschluss Einsprache erheben.

„Diese Einsprache hat in der Form einer Vorladung auf einen bestimmten Tag vor den Civilgerichtshof erster Instanz des Wohn- oder Aufenthaltsortes des betreffenden Kindes zu geschehen.

„Die Vorladungsfrist beträgt 8 Tage; gegen das Urteil ist keine Opposition zulässig; jedoch kann gegen dasselbe innert einer Frist von vierzehn Tagen vom Tage der Eröffnung an, wenn das Urteil in contradiktorischer Verhandlung gefällt, vom Zeitpunkt der Notifikation an, wenn es in contumaciam ausgesprochen wurde, appelliert werden; die Frist für das Erscheinen vor dem Appellationshof beträgt acht Tage.

„Das Gericht und der Appellationshof nehmen die Instruktion des Processes nach beschleunigtem Verfahren vor und hören den k. Staatsanwalt resp. den Generalanwalt im Beratungszimmer an; das Urteil wird in öffentlicher Sitzung erlassen; die Mitwirkung von Avoués ist nicht erforderlich; die Parteien haben persönlich zu erscheinen; sie sind berechtigt, sich durch einen Advokaten verbeistanden zu lassen.

„Wenn die Verweigerung der Einwilligung als begründet erkannt wird, so verfügt der Richter den Aufschub des Eheabschlusses.“

„Art. 153. Brantleute, welche sich über ihre Armut auszuweisen ver-

dresser l'acte respectueux par l'officier de l'état civil de son domicile ou de sa résidence. Cet acte doit être notifié dans la huitaine au père ou à la mère, par l'officier de la résidence de ceux-ci ou par son délégué. A cet effet, l'officier de l'état civil qui dresse l'acte respectueux doit, le cas échéant, en transmettre immédiatement une copie certifiée conforme à l'officier de l'état civil du domicile ou de la résidence du père ou de la mère.

„L'acte respectueux n'est pas exigé du futur époux indigent si le père ou la mère dont le conseil doit être demandé n'a pas de demeure connue en Belgique. Ce fait sera attesté sous serment par le futur époux dont l'ascendant n'a pas de demeure connue en Belgique et par quatre témoins majeurs de l'un ou de l'autre sexe.

„Cette attestation sera reçue par l'officier de l'état civil du domicile ou de la résidence de l'un des futurs époux ou de l'un des témoins. Elle pourra être faite simultanément par le futur époux et les témoins ou séparément par chacun d'eux.

„L'officier de l'état civil dressera procès-verbal de la prestation de serment et de l'affirmation tant du futur époux que des témoins.

„Copie de ce procès-verbal sera envoyée, dans les trois jours, au procureur du roi. Le mariage ne pourra être célébré qu'un mois après la dernière attestation.“

Article 5.

L'article 155 du Code civil est remplacé par la disposition suivante :

mögen, können den Ehrerbietigkeitsakt den Civilstandsbeamten ihres Wohn- oder Aufenthaltsortes abfassen lassen, worauf von diesem Akte innert acht Tagen dem Vater oder der Mutter durch den Civilstandsbeamten ihres Wohn- oder Aufenthaltsortes oder dessen Stellvertreter Kenntnis zu geben ist. Zu dem Zweck hat der Civilstandsbeamte, welcher den Ehrerbietigkeitsakt abfasst, gegebenenfalls unverzüglich eine beglaubigte Kopie desselben an den Civilstandsbeamten des Wohn- oder Aufenthaltsortes des Vaters oder der Mutter zu übermitteln.

„Der Ehrerbietigkeitsakt ist für arme Brantleute nicht erforderlich, wenn der Vater oder die Mutter, deren Einwilligung nachgesucht werden muss, in Belgien keinen bekannten Wohnort haben. Dieser Umstand ist von demjenigen zukünftigen Ehegatten, dessen Ascendent in Belgien keinen bekannten Wohnsitz hat, sowie von vier volljährigen Zeugen des einen oder andern Geschlechts eidlich zu bestätigen.

„Diese Bestätigung ist vor dem Civilstandsbeamten des Wohn- oder Aufenthaltsortes des einen Ehegatten oder eines der Zeugen abzugeben. Sie kann von dem zukünftigen Ehegatten und den Zeugen gleichzeitig oder von jedem derselben einzeln abgegeben werden.

„Der Civilstandsbeamte hat über die Eidesleistung und über die Erklärungen des Ehegatten und der Zeugen ein Protokoll aufzunehmen.

„Abschrift dieses Protokolls ist innert drei Tagen dem k. Staatsanwalt zu übermachen. Die Ehe darf erst nach Verlauf eines Monats, von der letzten Bestätigung an gerechnet, abgeschlossen werden.“

Aktikel 5.

Der Art. 155 des Civilgesetzbuches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

„Il n'est pas nécessaire de produire, soit l'acte de décès du père ou de la mère, soit les actes de décès des père et mère, lorsque, dans le premier cas, la mère ou le père et, dans le second cas, les aïeul et aïeule attestent ces décès. Il doit être fait mention de ces attestations, soit dans l'acte de consentement des père, mère ou aïeuls, soit dans l'acte de mariage.

„L'absence de l'ascendant dont le consentement ou le conseil est requis est constatée par la représentation du jugement qui aurait été rendu pour la déclarer ou, à défaut de ce jugement, de celui qui aurait ordonné l'enquête. S'il n'est point intervenu pareils jugements, il y est suppléé par une déclaration faite sous serment par le futur époux dont l'ascendant est absent et par quatre témoins majeurs de l'un ou de l'autre sexe. Cette déclaration atteste que la demeure de l'ascendant est inconnue et que, depuis plus de six mois, il n'a plus donné de ses nouvelles. Elle peut être faite au moment de la célébration du mariage devant l'officier de l'état civil, qui en fera mention dans l'acte.

„Elle peut également être reçue avant cette célébration par l'officier de l'état civil du domicile ou de la résidence de l'un des futurs époux ou de l'un des témoins. Elle peut être faite simultanément par le futur époux et les témoins ou séparément par chacun d'eux. L'officier de l'état civil dresse procès-verbal de la prestation de serment et de l'affirmation tant du futur époux que des témoins.“

„Die Vorweisung der Todscheine, sei es des Vaters oder der Mutter, sei es beider Eltern, ist nicht erforderlich, wenn im erstern Falle die Mutter oder der Vater, im letzteren Falle die Grosseltern das Ableben der betreffenden Personen bescheinigen. Diese Bescheinigung muss entweder im Einwilligungssakt des Vaters, der Mutter oder der Grosseltern, oder aber im Eheschein vorgemerkt werden.

„Die Abwesenheit des Ascendenten, dessen Einwilligung oder Rat erforderlich ist, ist durch Vorweisung eines zu diesem Zweck erlassenen Urteils, oder in Ermangelung eines solchen durch Vorweisung des Urteils, worin ein Zeugenverhör zu deren Konstatierung angeordnet worden ist, nachzuweisen. Sind solche Urteile nicht vorhanden, so tritt an deren Stelle eine durch denjenigen zukünftigen Ehegatten, dessen Ascendent abwesend ist, sowie durch vier volljährige Zeugen des einen oder andern Geschlechts abzugebende eidliche Erklärung. Diese Erklärung soll bezeugen, dass der Aufenthaltsort des Ascendenten nicht bekannt und dass seit mehr als sechs Monaten keine Nachricht mehr von ihm eingegangen ist. Sie kann bei Anlass des Eheabschlusses vor dem Civilstandsbeamten abgegeben werden, welcher dieselbe im Eheschein vorzuzeichnen hat.

„Sie kann auch vor Abschliessung der Ehe vor dem Civilstandsbeamten des Wohn- oder Aufenthaltsortes eines der zukünftigen Ehegatten oder eines der Zeugen, und zwar durch den zukünftigen Ehegatten und die Zeugen gleichzeitig oder durch jeden derselben einzeln, abgegeben werden. Der Civilstandsbeamte hat über die Eidesleistung und die Erklärung des zukünftigen Ehegatten und der Zeugen ein Protokoll aufzunehmen.“

Article 6.

L'article 155^{bis} est ajouté au Code civil:

„Les pouvoirs conférés aux officiers de l'état civil par les articles 148, 150, 153 et 155 sont exercés, à l'étranger, par les agents diplomatiques, consuls et vice-consuls de Belgique.“

Artikel 7.

L'article 160 du Code civil est remplacé par la disposition suivante:

„S'il n'y a ni père ni mère, ni aïeux ni aïeules, s'ils se trouvent dans l'impossibilité de manifester leur volonté ou si l'ascendant dont le consentement est requis est absent, les fils ou filles mineurs de 21 ans ne peuvent contracter mariage sans le consentement du conseil de famille.“

Artikel 8.

Le n° 17 est ajouté à l'article 70, § 3, de la loi du 22 frimaire an VII sur l'enregistrement:

„Les procès-verbaux et autres actes dressés, en vertu des articles 148, 150, 153 et 155 du Code civil, par les officiers de l'état civil ou par les agents diplomatiques, consuls et vice-consuls de Belgique, ainsi que les lettres de refus prévues aux articles 148 et 150.“

Article 9.

L'avis du conseil d'État du 4 thermidor an XIII sur les formalités relatives au mariage est abrogé.

Promulguons la présente loi ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau

Novv. Recueil Gén. 2^e S. XXV.

Artikel 6.

Als Art. 155^{bis} wird folgender Zusatz ins Zivilgesetzbuch aufgenommen:

„Die in den Artikeln 148, 150, 153 und 155 den Civilstandsbeamten übertragenen Befugnisse werden im Auslande durch die diplomatischen Vertreter, Konsuln und Vizekonsuln Belgiens ausgeübt.“

Artikel 7.

Art. 160 des Zivilgesetzbuches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

„Wenn weder Vater noch Mutter, Grossvater noch Grossmutter am Leben, oder wenn dieselben ausser stande sind, ihren Willen kundzugeben, oder endlich im Falle der Abwesenheit desjenigen Ascendenten, dessen Einwilligung erforderlich ist, können Söhne oder Töchter unter 21 Jahren nur mit Bewilligung des Familienrates eine Ehe eingehen.“

Artikel 8.

Als Nummer 17 wird in Art. 70, § 3, des Gesetzes vom 22. Frimaire des Jahres VII, betreffend die Register-eintragungen, folgende Bestimmung aufgenommen:

„Die Protokolle und anderen auf Grund der Artikel 148, 150, 153 und 155 des Zivilgesetzbuches durch die Civilstandsbeamten oder durch die diplomatischen Vertreter, Konsuln und Vizekonsuln Belgiens errichteten Urkunden, sowie die in Art. 148 und 150 vorgesehenen Weigerungserklärungen.“

Artikel 9.

Der Erlass des Staatsrates vom 4. Thermidor des Jahres XIII über die Förmlichkeiten beim Eheabschluss ist aufgehoben.

Promulgieren gegenwärtiges Gesetz und ordnen an, dass dasselbe mit dem

B

de l'État et publiée par la voie du
Moniteur.

Donné à Bruxelles, le 30 avril
1896.

Léopold.

Par le Roi:

Le Ministre de la justice:

V. Begerem.

Scellé du sceau de l'État:

Le ministre de la justice:

V. Begerem.

Staatssiegel versehen und im Moniteur
öffentlich bekannt gegeben werde.

Gegeben in Brüssel, den 30. April
1896.

Leopold.

Im Namen des Königs:

Der Justizminister:

V. Begerem.

Gesiegelt mit dem Staatssiegel:

Der Justizminister:

V. Begerem.

3.

LUXEMBOURG, ALLEMAGNE.

Arrangement intervenu entre le Grand-Duché et l'Allemagne,
le 22 mai 1896, pour régler le commerce des eaux-de-vie
entre les deux pays.

Mémorial luxembourg. Du 15 juillet 1896.

Traduction.

Le Grand-Duché de Luxembourg
ayant, par une loi du 21 mars 1896,
adopté pour les eaux-de-vie une im-
position correspondant en substance
avec celle prévue par la loi allemande
du 24 juin 1887, il a été conclu, sous
réserve d'approbation par les deux
Gouvernements respectifs, l'arrange-
ment suivant entre le Gouvernement
grand-ducal luxembourgeois, représenté
par le Directeur général des finances
M. Mongenast, et le Gouvernement
de l'Empire allemand, représenté par
le conseiller intime effectif de légation
baron de Lindenfels, le conseiller
intime supérieur des finances Köhler,
le conseiller intime de Gouvernement
Conrad, et le conseiller intime de
Gouvernement Koreuber:

Abkommen.

Nachdem im Grossherzogthum Lu-
xemburg durch Gesetz vom 21. März
1896 eine mit dem deutschen Brannt-
weinsteuergesetze vom 24. Juni 1887
im Wesentlichen übereinstimmende Be-
steuerung des Branntweins eingeführt
worden ist, wird zwischen der Gross-
herzoglich-Luxemburgischen Regie-
rung, vertreten durch den General-
director der Finanzen Mongenast,
und der Kaiserlich-Deutschen Regie-
rung, vertreten durch den Wirklichen
Geheimen Legationsrath Freiherrn
von Lindenfels, den Geheimen
Ober-Finanzrath Köhler, den Ge-
heimen Regierungsrath Conrad und
den Geheimen Regierungsrath Ko-
reuber, vorbehaltlich der Geneh-
migung durch die beiderseitigen Re-

I. — Aucune restitution de droits (soit droits d'accise sur la fabrication des eaux-de-vie de matières farineuses et de fruits, soit droit de consommation, soit taxe complémentaire au droit de consommation, soit droit sur la distillation) ne sera accordée à l'exportateur pour les eaux-de-vie ainsi que pour les produits alcooliques de toute espèce qui passent du territoire de l'Allemagne dans celui de Grand-Duché et vice-versa.

De même il ne sera perçu à l'entrée de ces produits aucun droit de passage (Uebergangsabgabe).

Toutefois, l'exemption des droits d'Uebergangsabgabe pour les eaux-de-vie et les produits alcooliques consistant en liqueurs ou autres eaux-de-vie potables, ne sera accordée que pour autant qu'il soit justifié que ces spiritueux sont assujettis aux droits de donane ou ont déjà acquitté ces droits. Jouiront de la même exemption les eaux-de-vie se trouvant en libre circulation, qui auront été importées moyennant un certificat de passage (Uebergangsschein) ou celles se trouvant placées sous le contrôle de l'administration, qui auront été importées au moyen d'un acquit-à caution (Versendungsschein I), le tout sous réserve que l'importateur remplisse les obligations découlant de ces documents.

II. — Pour sauvegarder le droit réciproque des parties contractantes à l'impôt du chef des alcools, liqueurs et autres eaux-de-vie potables, importés de part et d'autre en franchise des droits, il sera procédé de la manière suivante:

a. Quant aux eaux-de-vie se trouvant en libre circulation qui auront été expédiées au moyen d'un certificat de passage de l'Allemagne dans le

gierungen, folgendes Abkommen geschlossen:

I. — Hinsichtlich des aus Deutschland nach Luxemburg und umgekehrt übergehenden Branntweins sowie der Branntweinfabrikate aller Art wird weder eine Rückvergütung der Branntweinsteuer (Maischbottich- oder Materialsteuer, Verbrauchsabgabe, Zuschlag und Brennsteuer) an den Ausführenden gewährt, noch im Lande der Einfuhr eine Uebergangsabgabe erhoben. Die Befreiung von der Uebergangsabgabe tritt jedoch für Branntwein und für Branntweinfabrikate, die in Likören oder sonstigen Trinkbranntweinen bestehen, nur dann ein, wenn sie nachweislich der Verzollung unterliegen oder unterlegen haben, oder wenn die Einfuhr im freien Verkehr auf Grund eines Uebergangsscheins oder im gebundenen Verkehr auf Grund eines Branntwein-Versendungsscheins I erfolgt und die aus dem Uebergangsscheine oder Versendungsscheine sich ergebenden Verpflichtungen erfüllt werden.

II. — Behufs Sicherstellung der beiderseitigen Einnahmen an Branntweinsteuer für den aus einem Lande in das andere übergangsabgabefrei übergehenden Branntwein, einschliesslich der Liköre und sonstigen Trinkbranntweine, wird, wie folgt, verfahren:

a. Für diejenige Branntweinmenge, welche im freien Verkehr auf Uebergangsschein von Deutschland nach Luxemburg mehr über-

Grand-Duché ou du Grand-Duché dans l'Allemagne, celui des deux États qui aura exporté une quantité plus grande qu'il n'en a reçu, bonifiera à l'autre État à raison de l'excédant de son exportation sur l'importation :

1^o le droit de fabrication pour les eaux-de-vie de matières farineuses ou de fruits au montant de . 0,13 mk.

2^o le droit de consommation au taux de 0,70 mk. par litre d'alcool pur.

b. Pour les alcools placés sous contrôle et expédiés au moyen d'un acquit-à-caution, il sera chaque fois perçu dans le pays où les eaux-de-vie entreront en libre circulation :

1^o le droit de consommation au taux de 0,70 mk. par litre d'alcool pur pour les eaux-de-vie ayant acquitté le droit de fabrication des matières farineuses ou des fruits ;

2^o le droit de consommation à raison de 0,70 mk. par litre d'alcool pur ainsi que la taxe complémentaire à ce droit pour les eaux-de-vie qui n'ont pas acquitté le droit de fabrication des matières farineuses ou des fruits.

Une bonification des droits de fabrication à raison de 0,13 mk. par litre d'alcool pur sera en outre accordée dans le cas sub 1^o, à l'instar de ce qui est prévu sub a pour la quantité d'eau-de-vie formant la différence entre les importations réciproques.

Pour les alcools, les liqueurs et autres eaux-de-vie potables se trouvant en libre circulation, qui auront été expédiés sans certificat de passage, il sera perçu dans le pays de destination un droit de passage (Uebergangsabgabe) de 96 mk. par hectolitre d'alcool pur, à moins qu'il ne soit justifié que ces produits ont acquitté les droits de douane.

geführt wird als von Luxemburg nach Deutschland, erstattet Deutschland an Luxemburg — im umgekehrten Falle Luxemburg an Deutschland — :

1. Die Maischbottich- oder Materialsteuer mit. 0,13 Mk.

2. die Verbrauchsabgabe mit 0,70 Mk. für das Liter reinen Alkohols.

b. Für denjenigen Branntwein, welcher im gebundenen Verkehr mit Branntwein-Versendungsschein I übergeht, wird,

1. wenn er der Maischbottich- oder Materialsteuer unterlegen hat, die Verbrauchsabgabe, und zwar stets mit 0,70 Mk. für das Liter reinen Alkohols,

2. wenn Maischbottich- oder Materialsteuer für ihn nicht erhoben ist, die Verbrauchsabgabe, und zwar stets mit 0,70 Mk. für das Liter reinen Alkohols, und der auf dem Branntwein ruhende Zuschlag in demjenigen Lande erhoben, in welchem der Branntwein in den freien Verkehr tritt. In dem Falle zu 1 findet ausserdem für die in das eine Land mehr als in das andere übergeführten Branntweinmengen eine Erstattung der Maischbottich- oder Materialsteuer mit 0,13 Mk. für das Liter reinen Alkohols, wie zu a, statt.

Wird Branntwein, einschliesslich der Liköre und sonstigen Trinkbranntweine, aus dem freien Verkehr ohne Uebergangsschein übergeführt, so unterliegt er in dem Bestimmungslande der Uebergangsabgabe von 96 Mk. für das Hektoliter reinen Alkohols, sofern er nicht nachweislich verzollt ist.

III. — Dans le cas où des quantités extraordinaires d'alcool étranger passibles des droits de douane à l'importation dans le Grand-Duché, y seraient mises en libre circulation et réexpédiées en Allemagne au moyen d'un certificat de passage, après avoir été transformées en liqueurs ou autres eaux-de-vie potables, avec ou sans addition d'eau-de-vie indigène, le Grand-Duché, et dans le cas réciproque l'Allemagne, se réserve le droit de ne pas porter en compte les eaux-de-vie étrangères expédiées dans ces conditions. La procédure à suivre dans les cas donnés fera l'objet d'une entente préalable avec l'autre partie.

IV. — Pour assurer l'exécution des dispositions sub II du présent arrangement, il sera procédé d'après les règles suivantes:

a. La délivrance des certificats de passage et des acquits-à-caution pour la circulation entre les deux États aura lieu dans le pays d'expédition, et la décharge dans le pays de destination, par l'autorité chargée de la délivrance et de la décharge de ces documents.

Pour le Grand-Duché il reste entendu que la délivrance des documents dont s'agit rentre dans les attributions dévolues à la „Direction“ et au „Bureau principal“ des douanes.

b. L'expédition des alcools au moyen de certificats de passage ou d'acquit-à-caution ainsi que le mode de délivrance et de décharge de ces documents se règlent conformément aux prescriptions en vigueur en Allemagne sur le transport des alcools, liqueurs et autres eaux-de-vie potables placées sous contrôle.

III. — Sollten grössere Mengen ausländischen Branntweins unter Verzollung nach Luxemburg eingeführt und, nach erfolgter Verarbeitung zu Likören oder sonstigen Trinkbranntweinen, mit oder ohne Zusatz von inländischem Branntweine, im freien Verkehr mit Uebergangsschein nach Deutschland übergeführt werden, so behält sich Luxemburg — im umgekehrten Falle Deutschland — das Recht vor, den hierbei übergeführten ausländischen Branntwein bei der für die Abrechnung vorgesehenen Anschreibung ausser Ansatz zu lassen. Ueber das hierbei einzuhaltende Verfahren ist vorher mit dem andern Theile eine Verständigung herbeizuführen.

IV. — Zur Ausführung der Bestimmungen unter II dieses Abkommens soll folgendes Verfahren eintreten:

a. Die Ausfertigung der Uebergangsscheine und der Versendungsscheine I für den Verkehr zwischen beiden Ländern erfolgt im Lande der Versendung und ihre Erledigung im Lande der Bestimmung durch diejenigen Behörden, welche die Befugniss zur Ausfertigung und Erledigung von Branntwein-Uebergangsscheinen oder Branntwein-Versendungsscheinen I besitzen.

Für das Grossherzogthum Luxemburg verbleibt es dabei, dass die ebengedachten Abfertigungen denjenigen beigezählt werden, welche zu dem Geschäftsbereiche der Zolldirection und des Hauptzollamts gehören.

b. Die Abfertigung des Branntweins auf Uebergangsschein oder Versendungsschein I und das Verfahren bei Ausstellung und Erledigung dieser Scheine richtet sich nach denjenigen Vorschriften, welche in Deutschland über die Versendung von unter Steueraufsicht stehenden Branntweine, Likören und sonstigen Trinkbranntweinen

Toutefois, en cas d'expédition de liqueurs on pourra renoncer à la détermination du degré de force et admettre une teneur alcoolique de 35 pCt. de leur volume, aussi longtemps qu'aucune des parties contractantes ne jugera nécessaire de procéder pour chaque envoi à la constatation du degré de force.

c. Il ne sera délivré de certificat de passage que pour l'eau-de-vie en libre circulation, qui d'après les prescriptions relatives à l'exportation en dehors des pays de l'Union douanière remplit les conditions requises pour obtenir une bonification.

Le certificat de passage sera donc formellement refusé au cas où l'examen de la marchandise présentée à l'expédition fournirait la preuve de traces d'une dénaturation préalable de l'eau-de-vie.

d. Il sera tenu par chaque bureau d'expédition du Grand-Duché un registre renseignant les entrées et les sorties des eaux-de-vie à porter en ligne de compte pour la liquidation réciproque à établir au prescrit des dispositions sub II, al. 1^{er}, a et b du présent arrangement. Dans ces registres on inscrira, exprimées en litre d'alcool pur:

1^o les quantités d'eau-de-vie en libre circulation expédiées au moyen d'un certificat de passage;

2^o les quantités d'eau-de-vie expédiées au moyen d'un acquit-à-caution qui ont payé les droits de fabrication des matières farineuses ou des fruits.

e. Au vu des registres tenus par les bureaux d'expédition du Grand-Duché ainsi que des pièces justificatives à l'appui, la direction des douanes établira, à la clôture de chaque exercice, un relevé provisoire, ensuite un relevé définitif, renseignant les quantités en litres d'alcool pur expédiées au moyen d'un certificat de passage ou d'un

gelten. Jedoch soll bei Versendung von Likören, so lange nicht von einem der vertragschliessenden Theile die jedesmalige Ermittlung des Alkoholgehalts für erforderlich bezeichnet wird, von dieser Ermittlung abgesehen und der Alkoholgehalt auf 35 Volumenprozent angenommen werden.

c. Ein Uebergangsschein ist nur für solchen im freien Verkehr befindlichen Branntwein auszufertigen, welcher nach den für die Abfertigung zur Ausfuhr nach dem Zollauslande bestehenden Vorschriften als vergütungsfähig zu behandeln ist. Die Ausfertigung eines Uebergangsscheines ist daher namentlich in dem Falle abzulehnen, wenn sich bei der Prüfung der zur Abfertigung vorgeführten Waare Spuren zuvoriger Denaturierung des Branntweins nachweisen lassen.

d. Von den betreffenden Abfertigungsstellen in Luxemburg wird über den Ein- und Ausgang von Branntwein, der nach Ziffer II Absatz 1 unter a und b bei der gegenseitigen Abrechnung in Betracht kommt, je ein Notizregister geführt. In diese Notizregister sind nach der Litermenge reinen Alkohols einzutragen:

1. Die Branntweinemengen, die im freien Verkehr auf Uebergangsschein abgefertigt worden sind,

2. die auf Versendungsschein I abgefertigten Branntweinemengen, die der Maischbottich- oder Materialsteuer unterlegen haben.

e. Die Zolldirektion in Luxemburg stellt auf Grund der von den luxemburgischen Abfertigungsstellen geführten Notizregister und der zugehörigen Beläge nach Ablauf jedes Rechnungsjahres zunächst eine vorläufige, dann eine schliessliche Nachweisung auf, aus der die Litermenge reinen Alkohols des auf Uebergangs-

acquitt-à-caution du territoire de la „Branntweinsteuer-Gemeinschaft“ dans le Grand-Duché et vice-versa. Le même relevé renseignera le montant des sommes à bonifier pour droits de fabrication de matières farineuses ou de fruits ainsi que pour droits de consommation et qui au termes des dispositions sub II, al. 1^{er}, a et b, doivent être portées en ligne de compte de part et d'autre.

Les sommes à payer à titre de solde de compte à l'une ou l'autre partie contractante seront fixées d'après les indications de ce relevé.

V. — Les arrangements faisant l'objet du protocole du 31 mars-14 avril 1858 et du protocole spécial du 20-25 octobre 1865 cesseront leurs effets à partir du 1^{er} octobre 1896 pour la durée du présent arrangement.

VI. — Le cordon douanier allemand établi à la frontière grand-ducale à la suite de la loi allemande sur l'imposition des eaux-de-vie du 24 juillet 1887, en vue d'empêcher l'importation en fraude d'eau-de-vie, sera supprimé dès l'achèvement dans le Grand-Duché des opérations relatives à la taxe complémentaire (Nachsteuer) et au plus tard le 1^{er} janvier 1897.

VII. — Le présent arrangement sortira ses effets à partir du 1^{er} octobre 1896 et aura force obligatoire pour toute la durée du traité actuellement en vigueur du 20-25 octobre 1865, concernant la continuation de l'accession du Grand-Duché au système douanier de la Prusse et des autres États de l'Union douanière allemande.

Toutefois, pour les cas où le présent arrangement causerait un préjudice notable à l'industrie de la distillerie exercée sur le territoire de l'une des parties contractantes, chacune des parties aura le droit de le résilier

schein oder Versendungsschein I aus dem Gebiete der Branntweinsteuer-gemeinschaft nach Luxemburg und umgekehrt übergegangenen Branntweins, sowie die Beträge an Maischbottich- oder Materialsteuer und Verbrauchsabgaben-Vergütung zu ersehen sind, die nach Maassgabe der Bestimmungen in Ziffer II, Absatz 1 unter a und b wechselseitig in Aufrechnung zu bringen sind.

Die herauszuzahlenden Beträge werden auf Grund dieser Nachweisung festgestellt.

V. — Die in dem Protokolle vom 31. März bis 14. April 1858 und dem Separatprotokolle vom 20.—25. Oktober 1865 getroffenen Vereinbarungen treten mit dem 1. Oktober 1896 für die Dauer dieses Abkommens ausser Kraft.

VI. — Die aus Anlass des deutschen Branntweinsteuergesetzes vom 24. Juni 1887 zur Verhinderung der heimlichen Einbringung von Branntwein an der luxemburgischen Grenze eingerichtete deutsche Grenzbewachung kommt nach Erledigung des Nachsteuergeschäftes in Luxemburg, spätestens am 1. Januar 1897, in Fortfall.

VII. — Das vorstehende Abkommen tritt am 1. Oktober 1896 in Wirksamkeit und bleibt für die Dauer des zur Zeit in Rechtskraft bestehenden, die Fortdauer des Zollanschlusses des Grossherzogthums Luxemburg an das Zollsystem Preussens und der übrigen Staaten des Deutschen Zollvereins betreffenden Vertrages vom 20.—25. Oktober 1865 verbindlich.

Für den Fall jedoch, dass sich aus diesem Abkommen eine erhebliche Benachtheiligung des Brennereigewerbes im Gebiete eines der vertragsschliessenden Theile ergeben sollte, steht jedem der vertragenden Theile

même pendant la durée du traité du 20-25 octobre 1865. Dans ce cas, le présent arrangement cessera ses effets à l'expiration de l'année du calendrier pendant laquelle aura lieu la résiliation, mais pour autant seulement que l'autre partie aura été prévenue avant le 1^{er} juillet de l'année en cours. Simultanément avec la cessation de la présente convention, les arrangements faisant l'objet des protocoles du 31 mars-14 avril 1858 et du 20-25 octobre 1865 entreront de nouveau en pleine et entière vigueur.

En cas de changement de la législation sur l'imposition des eaux-de-vie en vigueur en Allemagne ou dans le Grand-Duché, la dénonciation pourra avoir lieu pour une date plus rapprochée et dans un délai de résiliation plus court.

Le présent arrangement, dressé en deux exemplaires conformes, a été signé par les représentants des deux parties contractantes.

Berlin, le 22 mai 1896.

Mongenast. Lindenfels,
Kochler, Conrad, Koreuber.

das Recht zu, auch während der Dauer des Vertrages vom 20.—25. Oktober 1865 das gegenwärtige Abkommen zu kündigen, dieses tritt alsdann mit dem Ablaufe des Kalenderjahres, in dem die Kündigung erfolgt ist, ausser Wirksamkeit, vorausgesetzt, dass dem andern Theile vor dem 1. Juli des betreffenden Jahres die Kündigung angezeigt worden ist. Gleichzeitig mit dem Aufhören der Wirksamkeit des gegenwärtigen Abkommens gelangen die Verabredungen in den Protokollen vom 31. März bis 14. April 1858 und 20.—25. Oktober 1865 wieder in vollem Umfange zur Anwendung.

Im Falle einer Aenderung der in Deutschland oder Luxemburg geltenden Branntweinsteuergesetze kann die Kündigung auch zu einem anderen Termine und mit kürzerer Kündigungsfrist erfolgen.

Dieses in zwei gleichlautenden Exemplaren ausgefertigte Abkommen ist von den beiderseitigen Bevollmächtigten unterzeichnet worden.

Berlin, den 22. Mai 1896.

(gez.) *Mongenast.*

(L. S.)

(gez.) *v. Lindenfels,*

Köhler, Conrad, Koreuber.

(L. S.)

(Vorstehendes Abkommen ist Namens der Kaiserlich - Deutschen Regierung genehmigt worden.)

4.

BELGIQUE, JAPON.

Traité de Commerce et de Navigation, du 22 juin 1896*).

Moniteur belge du 8 janvier 1897.

Sa Majesté le Roi des Belges et Sa Majesté l'Empereur du Japon, animés d'un égal désir de maintenir les bons rapports déjà heureusement établis entre Eux, en étendant et en augmentant les relations entre leurs États respectifs, et persuadés que ce but ne saurait mieux être atteint que par la revision des traités jusqu'ici en vigueur entre les deux pays, ont résolu de procéder à cette revision sur les bases de l'équité et de l'intérêt mutuel, et ont nommé, à cet effet, pour Leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi des Belges, M. Paul de Favereau, Chevalier de l'Ordre de Léopold, etc., Membre de la Chambre des Représentants, Son Ministre des Affaires Etrangères,

Et Sa Majesté l'Empereur du Japon, M. le Vicomte Aoki Siuzo, Junii, Grand Cordon de l'Ordre Impérial du Soleil-Levant, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près de Sa Majesté le Roi des Belges,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et conclu les articles suivants:

Article 1^{er}. — Les sujets de chacune des deux Hautes Parties contractantes auront toute liberté d'entrer, de voyager ou de résider en un lieu quelconque des territoires et possessions de l'autre, et y jouiront d'une pleine et entière protection pour leurs personnes et leurs propriétés.

Ils auront un accès libre et facile aux tribunaux pour la poursuite ou la défense de leurs droits; ils auront, sur le même pied que les sujets du Pays, la faculté de choisir et d'employer des avoués, des avocats et des mandataires afin de poursuivre et de défendre leurs droits devant ces tribunaux, et, quant aux autres matières qui se rapportent à l'administration de la justice, ils jouiront de tous les droits et privilèges dont jouissent les sujets du Pays.

Pour tout ce qui concerne le droit de résidence et de voyages, la possession des biens et effets mobiliers de quelque espèce que ce soit, la transmission des biens mobiliers, par succession testamentaire ou autre, et le droit de disposer, de quelque manière que ce soit, des biens de toutes sortes qu'ils peuvent légalement acquérir, les sujets de chacune des deux Parties contractantes jouiront, dans les territoires et possessions de l'autre, des mêmes privilèges, libertés et droits, et ne seront soumis, sous ce rapport, à aucun impôt ou charge plus élevés que les sujets du Pays ou les sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée. Les sujets de chacune des Parties contractantes jouiront, dans les territoires et possessions de l'autre, d'une liberté entière de conscience, et pourront, en se conformant aux lois, ordonnances et règlements, se livrer à l'exercice privé ou public de leur

*) Les ratifications ont été échangées à Bruxelles le 18 décembre 1896.

tation ait lieu sur des navires japonais ou sur des navires belges, et quel que soit le lieu de destination, qu'il soit un des ports de chacune des Parties contractantes ou un des ports d'une Puissance tierce.

Art. 8. — Aucun droit de tonnage, de port, de pilotage, de phare, de quarantaine ou autres droits similaires ou analogues, de quelque nature ou sous quelque dénomination que ce soit, levés au nom ou au profit du Gouvernement, des fonctionnaires publics, des particuliers, des corporations ou des établissements de toutes sortes qui ne seraient également et sous les mêmes conditions imposés, en pareil cas, sur les navires nationaux en général ou les navires de la nation la plus favorisée, ne seront imposés dans les ports des territoires et possessions de chacun des deux Pays, sur les navires de l'autre. Cette égalité de traitement sera appliquée réciproquement aux navires respectifs de quelque endroit qu'ils arrivent et quel que soit le lieu de destination.

Art. 9. — En tout ce qui concerne le placement, le chargement et le déchargement des navires dans les ports, bassins, docks, rades, havres ou rivières des territoires et possessions des deux Pays, aucun privilège ne sera accordé aux navires nationaux, qui ne serait également accordé aux navires de l'autre Pays, l'intention des Hautes Parties contractantes étant que, sous ce rapport aussi, les navires respectifs soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. 10. — Le cabotage dans les territoires et possessions de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes est excepté des dispositions du présent Traité, et sera régi par les lois, ordonnances et règlement du Japon et de la Belgique respectivement. Il est toutefois entendu que les sujets japonais dans les territoires et possessions de Sa Majesté le roi des Belges, et les sujets belges dans les territoires et possessions de Sa Majesté l'Empereur du Japon, jouiront, sous ce rapport, des droits qui sont ou pourront être accordés par ces lois, ordonnances et règlements, aux sujets ou citoyens de tout autre pays.

Tout navire japonais chargé à l'étranger d'une cargaison destinée à deux ou plusieurs ports des territoires et possessions de Sa Majesté le Roi des Belges, et tout navire belge chargé à l'étranger d'une cargaison destinée à deux ou plusieurs ports des territoires et possessions de Sa Majesté l'Empereur du Japon, pourra décharger une partie de sa cargaison dans un port, et continuer son voyage pour l'autre ou les autres ports de destination où le commerce étranger est autorisé, dans le but d'y décharger le reste de sa cargaison d'origine, en se conformant toujours aux lois et aux règlements de douane des deux Pays.

Le Gouvernement Japonais consent cependant à permettre aux navires belges des continuer, comme précédemment, pendant la durée du présent Traité, à transporter leurs cargaisons entre les ports de l'Empire actuellement ouverts, excepté ceux d'Osaka, Niigata et Ebisu-Minato.

Art. 11. — Tout vaisseau de guerre ou navire de commerce de l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes qui serait forcé par un mauvais temps ou par suite de tout autre danger de s'abriter dans un port de l'autre, aura la liberté de s'y faire réparer, de s'y procurer toutes les provisions nécessaires et de reprendre la mer, sans payer d'autres charges que celles

qui seraient payées par les navires nationaux. Dans le cas, cependant, où le capitaine du navire de commerce se trouverait dans la nécessité de vendre une partie de sa cargaison pour payer les frais, il sera obligé de se conformer aux règlements et tarifs du lieu où il aurait relâché.

Si un vaisseau de guerre ou navire de commerce de l'une des Parties contractantes a échoué ou naufragé sur les côtes de l'autre, les autorités locales en informeront le Consul Général, le Consul, le Vice-Consul ou l'Agent Consulaire du lieu de l'accident, et s'il n'y existe pas de ces officiers consulaires, elles en informeront le Consul Général, le Consul, le Vice-Consul ou l'Agent Consulaire du district le plus voisin.

Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires japonais naufragés ou échoués dans les eaux territoriales de Sa Majesté le Roi des Belges, auront lieu conformément aux lois, ordonnances et règlements de la Belgique et, réciproquement, toutes les mesures de sauvetage relatives aux navires belges naufragés ou échoués dans les eaux territoriales de Sa Majesté l'Empereur du Japon, auront lieu conformément aux lois, ordonnances et règlements du Japon.

Tous navires ou vaisseaux ainsi échoués ou naufragés, tous débris et accessoires, toutes fournitures leur appartenant, et tous effets et marchandises sauvés desdits navires ou vaisseaux, y compris ceux qui auraient été jetés à la mer ou les produits desdits objets, s'ils sont vendus, ainsi que tous papiers trouvés à bord de ces navires ou vaisseaux échoués ou naufragés, seront remis aux propriétaires ou à leurs représentants, quand ils les réclameront. Dans le cas où ces propriétaires ou représentants ne se trouveraient pas sur les lieux, lesdits produits ou objets seront remis aux Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents Consulaires respectifs, sur leur réclamation, dans le délai fixé par les lois du Pays, et ces officiers consulaires, propriétaires ou représentants, payeront seulement les dépenses occasionnées pour la conservation desdits objets, ainsi que les frais du sauvetage ou autres dépenses auxquelles seraient soumis, en cas de naufrage, les navires nationaux.

Les effets et marchandises sauvés du naufrage seront exempts de tous droits de douane, à moins qu'ils n'entrent à la douane pour la consommation intérieure, auquel cas ils payeront les droits ordinaires.

Dans le cas où un navire appartenant aux sujets d'une des Parties contractantes ferait naufrage ou échouerait sur les territoires de l'autre, les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents Consulaires respectifs seront autorisés, en l'absence du propriétaire, capitaine ou autre représentant du propriétaire, à prêter leur appui officiel pour procurer toute l'assistance nécessaire aux sujets des États respectifs. Il en sera de même dans le cas où le propriétaire, capitaine ou autre représentant, serait présent, et demanderait une telle assistance.

Art. 12. — Tous les navires qui, conformément aux lois japonaises, sont considérés comme navires japonais, et tous les navires qui, conformément aux lois belges, sont considérés comme navires belges, seront respectivement considérés comme navires japonais et belges pour le but de ce Traité.

Art. 13. — Les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires de chacune des Hautes Parties contractantes résidant dans les

tation ait lieu sur des navires japonais ou sur des navires belges, et quel que soit le lieu de destination, qu'il soit un des ports de chacune des Parties contractantes ou un des ports d'une Puissance tierce.

Art. 8. — Aucun droit de tonnage, de port, de pilotage, de phare, de quarantaine ou autres droits similaires ou analogues, de quelque nature ou sous quelque dénomination que ce soit, levés au nom ou au profit du Gouvernement, des fonctionnaires publics, des particuliers, des corporations ou des établissements de toutes sortes qui ne seraient également et sous les mêmes conditions imposés, en pareil cas, sur les navires nationaux en général ou les navires de la nation la plus favorisée, ne seront imposés dans les ports des territoires et possessions de chacun des deux Pays, sur les navires de l'autre. Cette égalité de traitement sera appliquée réciproquement aux navires respectifs de quelque endroit qu'ils arrivent et quel que soit le lieu de destination.

Art. 9. — En tout ce qui concerne le placement, le chargement et le déchargement des navires dans les ports, bassins, docks, rades, havres ou rivières des territoires et possessions des deux Pays, aucun privilège ne sera accordé aux navires nationaux, qui ne serait également accordé aux navires de l'autre Pays, l'intention des Hautes Parties contractantes étant que, sous ce rapport aussi, les navires respectifs soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. 10. — Le cabotage dans les territoires et possessions de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes est excepté des dispositions du présent Traité, et sera régi par les lois, ordonnances et règlement du Japon et de la Belgique respectivement. Il est toutefois entendu que les sujets japonais dans les territoires et possessions de Sa Majesté le roi des Belges, et les sujets belges dans les territoires et possessions de Sa Majesté l'Empereur du Japon, jouiront, sous ce rapport, des droits qui sont ou pourront être accordés par ces lois, ordonnances et règlements, aux sujets ou citoyens de tout autre pays.

Tout navire japonais chargé à l'étranger d'une cargaison destinée à deux ou plusieurs ports des territoires et possessions de Sa Majesté le Roi des Belges, et tout navire belge chargé à l'étranger d'une cargaison destinée à deux ou plusieurs ports des territoires et possessions de Sa Majesté l'Empereur du Japon, pourra décharger une partie de sa cargaison dans un port, et continuer son voyage pour l'autre ou les autres ports de destination où le commerce étranger est autorisé, dans le but d'y décharger le reste de sa cargaison d'origine, en se conformant toujours aux lois et aux règlements de douane des deux Pays.

Le Gouvernement Japonais consent cependant à permettre aux navires belges des continuer, comme précédemment, pendant la durée du présent Traité, à transporter leurs cargaisons entre les ports de l'Empire actuellement ouverts, excepté ceux d'Osaka, Niigata et Ebisu-Minato.

Art. 11. — Tout vaisseau de guerre ou navire de commerce de l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes qui serait forcé par un mauvais temps ou par suite de tout autre danger de s'abriter dans un port de l'autre, aura la liberté de s'y faire réparer, de s'y procurer toutes les provisions nécessaires et de reprendre la mer, sans payer d'autres charges que celles

qui seraient payées par les navires nationaux. Dans le cas, cependant, où le capitaine du navire de commerce se trouverait dans la nécessité de vendre une partie de sa cargaison pour payer les frais, il sera obligé de se conformer aux règlements et tarifs du lieu où il aurait relâché.

Si un vaisseau de guerre ou navire de commerce de l'une des Parties contractantes a échoué ou naufragé sur les côtes de l'autre, les autorités locales en informeront le Consul Général, le Consul, le Vice-Consul ou l'Agent Consulaire du lieu de l'accident, et s'il n'y existe pas de ces officiers consulaires, elles en informeront le Consul Général, le Consul, le Vice-Consul ou l'Agent Consulaire du district le plus voisin.

Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires japonais naufragés ou échoués dans les eaux territoriales de Sa Majesté le Roi des Belges, auront lieu conformément aux lois, ordonnances et règlements de la Belgique et, réciproquement, toutes les mesures de sauvetage relatives aux navires belges naufragés ou échoués dans les eaux territoriales de Sa Majesté l'Empereur du Japon, auront lieu conformément aux lois, ordonnances et règlements du Japon.

Tous navires ou vaisseaux ainsi échoués ou naufragés, tous débris et accessoires, toutes fournitures leur appartenant, et tous effets et marchandises sauvés desdits navires ou vaisseaux, y compris ceux qui auraient été jetés à la mer ou les produits desdits objets, s'ils sont vendus, ainsi que tous papiers trouvés à bord de ces navires ou vaisseaux échoués ou naufragés, seront remis aux propriétaires ou à leurs représentants, quand ils les réclameront. Dans le cas où ces propriétaires ou représentants ne se trouveraient pas sur les lieux, lesdits produits ou objets seront remis aux Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents Consulaires respectifs, sur leur réclamation, dans le délai fixé par les lois du Pays, et ces officiers consulaires, propriétaires ou représentants, payeront seulement les dépenses occasionnées pour la conservation desdits objets, ainsi que les frais du sauvetage ou autres dépenses auxquelles seraient soumis, en cas de naufrage, les navires nationaux.

Les effets et marchandises sauvés du naufrage seront exempts de tous droits de douane, à moins qu'ils n'entrent à la douane pour la consommation intérieure, auquel cas ils payeront les droits ordinaires.

Dans le cas où un navire appartenant aux sujets d'une des Parties contractantes ferait naufrage ou échouerait sur les territoires de l'autre, les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents Consulaires respectifs seront autorisés, en l'absence du propriétaire, capitaine ou autre représentant du propriétaire, à prêter leur appui officiel pour procurer toute l'assistance nécessaire aux sujets des États respectifs. Il en sera de même dans le cas où le propriétaire, capitaine ou autre représentant, serait présent, et demanderait une telle assistance.

Art. 12. — Tous les navires qui, conformément aux lois japonaises, sont considérés comme navires japonais, et tous les navires qui, conformément aux lois belges, sont considérés comme navires belges, seront respectivement considérés comme navires japonais et belges pour le but de ce Traité.

Art. 13. — Les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires de chacune des Hautes Parties contractantes résidant dans les

territoires et possessions de l'autre, recevront des autorités locales toute l'assistance qui peut leur être donnée en vertu de la loi pour l'arrestation des déserteurs des navires de leur pays respectif.

Il est entendu que cette stipulations ne s'appliquera pas aux sujets du pays où la désertion a eu lieu.

Art. 14. — Les Hautes Parties contractantes conviennent qu'en tout ce qui concerne le commerce et la navigation, tout privilège, faveur ou immunité que l'une ou l'autre des Parties contractantes a déjà accordé, ou accorderait à l'avenir, au Gouvernement, aux navires ou aux sujets ou citoyens de tout autre État, sera étendu immédiatement et sans conditions au Gouvernement, aux navires ou aux sujets de l'autre Partie contractante, leur intention étant que le commerce et la navigation de chaque Pays soient placés, à tous égards, par l'autre, sur le pied de la nation la plus favorisée.

Art. 15. — Chacune des Hautes Parties contractantes pourra nommer des Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls, Proconsuls et Agents Consulaires dans tous les ports, villes et places de l'autre, sauf dans les localités où il y aurait inconvénient à admettre de tels officiers consulaires.

Cette exception ne sera cependant pas faite à l'égard de l'une des Parties contractantes sans l'être également à l'égard de toutes les autres Puissances.

Les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls, Proconsuls et Agents Consulaires exerceront toutes leurs fonctions et jouiront de tous les privilèges, exemptions et immunités qui sont ou seront accordés à l'avenir aux officiers consulaires de la nation la plus favorisée.

Art. 16. — Les sujets de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, dans les territoires et possessions de l'autre, de la même protection que les sujets du Pays relativement aux brevets, marques de fabrique et dessins, en remplissant les formalités prescrites par la loi.

Art. 17. — Les Hautes Parties contractantes sont d'accord sur l'arrangement suivant:

Les divers quartiers étrangers au Japon seront incorporés aux communes japonaises respectives, et feront dès lors partie du système municipal général du Japon.

Les autorités japonaises compétentes assumeront en conséquence toutes les obligations et devoirs municipaux y relatifs, et les fonds communs et les propriétés, s'il en est, qui appartiennent auxdits quartiers seront, en même temps, transférés auxdites autorités japonaises.

Lorsqu'une telle incorporation aura lieu, les baux perpétuels existants, en vertu desquels la propriété est actuellement détenue dans lesdits quartiers, seront confirmés, et aucunes conditions, de quelque nature que ce soit, autres que celles contenues dans lesdits baux existants, ne seront imposées par rapport à cette propriété. Il est, toutefois, entendu que les autorités consulaires mentionnées dans lesdits baux seront dans tous les cas remplacées par les autorités japonaises.

Toutes les terres qui peuvent avoir été antérieurement concédées libres de rentes par le Gouvernement japonais pour l'usage public desdits quartiers, seront, sauf le droit de domaine éminent, perpétuellement maintenues libres

de toutes taxes et charges affectées à l'usage public pour lequel elles avaient été originairement réservées.

Art. 18. — Le présent Traité prendra, du jour où il entrera en vigueur, lieu et place du Traité d'Amitié, de Commerce et de Navigation du 1^{er} août 1886 et de la Convention additionnelle du 4 octobre 1886, et à partir du même jour, lesdits Traité et Convention, de même que les règlements commerciaux annexés au Traité précité, cesseront d'être obligatoires; en conséquence, la juridiction jusqu'alors exercée par les tribunaux belges au Japon et tous les privilèges, exemptions et immunités exceptionnels dont jouissaient jusqu'alors les sujets belges comme une partie de cette juridiction ou comme y appartenant, cesseront et prendront fin absolument et sans notification, et tous ces droits de juridiction appartiendront à partir de ce moment aux tribunaux japonais et seront exercés par ces mêmes tribunaux.

Art. 19. — Le présent Traité n'entrera pas en vigueur avant le 16 juillet 1899. Il sortira ses effets une année après que le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur du Japon aura notifié au Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges son intention de mettre ledit Traité en vigueur. Cette notification pourra être faite en tout temps à partir du 16 juillet 1898. Le présent Traité restera valable pendant une période de douze ans après le jour où il entrera en vigueur.

L'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes aura le droit, à un moment quelconque après que onze ans se seront écoulés depuis l'entrée en vigueur de ce Traité, de notifier à l'autre son intention de mettre fin au présent Traité, et à l'expiration de douze mois après cette notification, ce Traité cessera et finira entièrement.

Art. 20. — Le présent Traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Bruxelles aussitôt que possible et pas plus de six mois après sa signature.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Traité et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Bruxelles, en double exemplaire, le 22 juin 1896.

(L. S.) *P. de Favereau.*

(L. S.) *Vicomte Aoki.*

Protocole.

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges et le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur du Japon jugeant utile, dans l'intérêt des deux Pays, de régler séparément du Traité de Commerce et de Navigation signé ce jour, certaines matières spéciales qui les concernent mutuellement, sont convenus, par leurs Plénipotentiaires respectifs, des dispositions suivantes:

1^o Il est entendu qu'un mois après l'échange des ratifications du Traité de Commerce et de Navigation signé ce jour, le Tarif d'importation actuellement en vigueur au Japon à l'égard des articles et marchandises importés au Japon par les sujets de Sa Majesté le Roi des Belges cessera d'être obligatoire. A partir du même moment, le Tarif général établi par la loi

intérieure du Japon, en vigueur à cette date, sera applicable à l'importation au Japon des articles et marchandises, produits naturels ou manufacturés, des territoires et possessions de Sa Majesté le Roi des Belges, le tout en se conformant aux dispositions de l'article 19 du Traité de 1866 existant actuellement entre les Parties contractantes, tant que ledit Traité restera en vigueur, et après ce moment, en se conformant aux dispositions de l'article 4 et de l'article 14 du Traité signé ce jour.

Mais aucune disposition de ce Protocole n'aura pour effet de limiter ou de modifier le droit du Gouvernement japonais de restreindre ou de prohiber l'importation des drogues, médecines, aliments ou boissons altérées; des gravures, peintures, livres, cartes, gravures lithographiées ou autres et photographies indécentes ou obscènes, ou tous autres articles indécents ou obscènes; des articles en violation des lois japonaises sur les brevets, les marques de fabrique ou la propriété littéraire; ou de tout autre article qui, pour des raisons sanitaires ou au point de vue de la sécurité ou de la morale publique, pourrait offrir quelque danger.

Sous tous les autres rapports, les stipulations des Traité et Convention actuels seront maintenues sans conditions jusqu'au moment où le Traité de Commerce et de Navigation, signé ce jour, entrera en vigueur.

2^o Le Gouvernement japonais, en attendant l'ouverture du Pays aux sujets belges, consent à étendre le système de passeports actuel, de manière à permettre aux sujets belges, sur la production d'un certificat de recommandation du Représentant de la Belgique à Tokio, ou d'un des Consuls de Belgique dans les ports ouverts du Japon, d'obtenir, sur demande, du Ministère Impérial des Affaires Etrangères à Tokio ou des autorités supérieures de la Préfecture dans laquelle est compris un port ouvert, des passeports valables pour une région quelconque du pays et pour une période n'excédant pas douze mois, étant entendu que les règles et règlements actuellement applicables aux sujets belges qui visitent l'intérieur de l'Empire, seront maintenus.

3^o Le Gouvernement japonais s'engage à adhérer, avant que la juridiction consulaire belge au Japon ait pris fin, aux Conventions internationales pour la protection de la propriété industrielle et de la propriété littéraire.

4^o Les Plénipotentiaires soussignés ont convenu que ce Protocole sera soumis à l'approbation des deux Hautes Parties contractantes en même temps que le Traité de Commerce et de Navigation signé ce jour, et que, quand ledit Traité sera ratifié, les stipulations contenues dans ce Protocole seront également considérées comme approuvées, sans qu'il soit besoin d'une ratification formelle ultérieure.

Il est également convenu que ce Protocole prendra fin en même temps que ledit Traité cessera d'être obligatoire.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Protocole et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Bruxelles, en double exemplaire, le 22 juin 1896.

(L. S.) *P. de Favereau.*

(L. S.) *Vicomte Aoki.*

Note.

Les soussignés, Ministre des Affaires Etrangères de Sa Majesté le Roi des Belges et Ministre Plénipotentiaire et Envoyé Extraordinaire de Sa Majesté l'Empereur du Japon, sont d'accord pour reconnaître que rien dans le Traité de Commerce et de Navigation qu'ils vont signer entre la Belgique et le Japon ne porte atteinte au droit qu'ont les deux Parties contractantes de régler, en vue d'événements de guerre, le commerce des armes et munitions de guerre par leurs territoires et possessions respectifs. Il est également entendu qu'en cette matière le traitement de la nation la plus favorisée est réciproquement garanti à chacun des deux pays.

Bruxelles, le 22 juin 1896.

(L. S.) *P. de Favereau.*

(L. S.) *Vicomte Aoki.*

Légation du Japon.

Bruxelles, le 22 juin 1896.

Le soussigné, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur du Japon, en vertu d'une autorisation spéciale du Gouvernement Impérial du Japon, a l'honneur d'informer le Ministre des Affaires Etrangères de Sa Majesté le Roi des Belges que le Gouvernement Impérial Japonais, reconnaissant l'avantage d'avoir les Codes de l'Empire qui ont été déjà promulgués, mis en vigueur quand les stipulations de Traité existant actuellement entre le Gouvernement du Japon et celui de Belgique cesseront d'être obligatoires, s'engage à ne faire la notification prévue par le premier paragraphe de l'article 19 du Traité de Commerce et de Navigation signé ce jour, que quand ces Codes, dont la mise en vigueur n'est pas encore effectuée, entreront en vigueur.

Le soussigné saisit cette occasion de renouveler à M. Paul de Favereau l'assurance de sa plus haute considération.

(L. S.) *Vicomte Aoki.*

5.

AUTRICHE-HONGRIE, ITALIE.

Convention pour l'assistance gratuite réciproque des malades indigents du 25 juin 1896.

Archives diplomatiques 1897.

Afin de régler d'une manière plus précise l'assistance à prêter aux sujets italiens tombés malades en Autriche ou en Hongrie et réciproquement aux sujets autrichiens ou hongrois tombés malades en Italie, et désirant, en particulier, étendre à tout le royaume d'Italie les effets des déclarations échangées en 1861 entre le royaume de Sardaigne et l'Autriche, concernant le traitement gratuit réciproque des malades indigents, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus de ce qui suit:

Nouv. Recueil Gén. 2^e S. XXV.

C

Art. 1^{er}. — Chacune des Parties contractantes s'engage à pourvoir à ce que, sur son territoire, les ressortissants indigents de l'autre, qui, par suite de maladie physique ou mentale, ont besoin de secours et de soins médicaux, soient traités à l'égal de ses propres ressortissants, jusqu'à ce que leur rapatriement puisse être effectué sans danger pour leur santé ou celle d'autres personnes.

Art. 2. — Les frais de ces secours et de ces soins, ainsi que ceux de l'enterrement, ne seront pas réclamés aux caisses de l'État, des provinces ou des communes, ni à quelque autre caisse publique de l'État auquel la personne secourue appartient.

Art. 3. — Le remboursement des frais en question ne pourra être réclamé que dans le cas où la personne assistée elle-même, ou d'autres personnes obligées en son lieu et place en vertu des lois en vigueur, sont en état de répondre de ces frais.

A cet effet chacune des Parties contractantes s'engage, sur une demande faite par voie diplomatique, à prêter à l'autre Partie l'appui admissible aux termes de la législation du pays, afin que ces frais, qui seront calculés d'après la taxe en usage, soient remboursés à qui de droit.

Art. 4. — Les frais qui, jusqu'à la date où le présent arrangement entrera en vigueur, auront été occasionnés aux hôpitaux des provinces vénitiennes et de Mantoue par le traitement des malades indigents, sujets autrichiens ou hongrois, ou aux hôpitaux autrichiens et hongrois par le traitement des individus indigents ressortissants des dites provinces italiennes, seront remboursés par les gouvernements respectifs, d'après le système observé jusqu'à présent.

Art. 5. — Le terme de la mise à exécution du présent arrangement sera fixé de commun accord dès que les formalités prescrites par les lois constitutionnelles des Parties contractantes auront été accomplies.

Il restera en vigueur jusqu'à ce que l'une ou l'autre des Parties contractantes aura annoncé — une année d'avance — son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi les soussignés ont signé le présent accord et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Vienne, en double expédition, le 25 juin 1896.

Pour l'Italie: L'Ambassadeur de Sa
Majesté le Roi d'Italie auprès
de Sa Majesté Impériale et
Royale Apostolique,

(L. S.) *Nigra*.

Pour l'Autriche et pour la Hongrie: Le
Ministre des affaires étrangères
d'Autriche-Hongrie,

(L. S.) *Goluchowski*.

Protocole.

Au moment de procéder à la signature de la présente convention concernant l'assistance gratuite réciproque des malades indigents, les soussignés sont convenus de déclarer, au nom des Parties contractantes, qu'il est bien entendu entre elles que le remboursement réciproque des frais

visés par l'art. 4 de la présente convention*) pourra s'effectuer à deux échéances distantes d'un an l'une de l'autre.

Fait à Vienne, en double expédition, le 25 juin 1896.

(L. S.) *Nigra*.

(L. S.) *Goluchowski*.

6.

ALLEMAGNE.

Loi sur le service militaire dans les colonies allemandes; du 18 juillet 1896.

Reichsgesetzblatt 1896 Nr. 23.

Bekanntmachung wegen Redaktion des Gesetzes, betreffend die Kaiserlichen Schutztruppen in den Afrikanischen Schutzgebieten und die Wehrpflicht daselbst. Vom 18. Juli 1896.

Auf Grund des Artikels 7 des Gesetzes vom 7. Juli 1896 (Reichsgesetzbl. S. 187) wird der Text des Gesetzes, betreffend die Kaiserlichen Schutztruppen in den Afrikanischen Schutzgebieten und die Wehrpflicht daselbst, nachstehend bekannt gemacht.

Alt-Aussee, den 18. Juli 1896.

Der Reichskanzler
Fürst *zu Hohenlohe*.

Gesetz betreffend die Schutzztruppen in den Afrikanischen Schutzgebieten und Wehrpflicht daselbst.

§. 1. — Zur Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung und Sicherheit in den Afrikanischen Schutzgebieten, insbesondere zur Bekämpfung des Sklavenhandels, werden Schutztruppen verwendet, deren oberster Kriegsherr der Kaiser ist.

I. Bildung, Ergänzung und Rechtsverhältnisse.

§. 2. — Die Schutztruppen werden gebildet:

- a) aus Offizieren, Ingenieuren des Soldatenstandes, Sanitätsoffizieren, Beamten und Unteroffizieren des Reichsheeres und der Kaiserlichen Marine, welche auf Grund freiwilliger Meldung den Schutztruppen zeitweise zugetheilt werden,
- b) aus angeworbenen Farbigen.

*) Pour l'exécution de l'art. 4, la loi italienne du 21 janvier 1897 autorise le gouvernement royal au paiement en deux termes annuels des sommes dues aux hôpitaux austro-hongrois pour le traitement des malades pauvres originaires des provinces de Vénétie et de Mantoue. Dans ce but, un crédit de 280.000 livres est inscrit au budget de l'intérieur pour l'exercice 1896—97 et un crédit sera inscrit au budget de 1897—98 pour le solde résultant de la liquidation définitive des dépenses dont il s'agit (art. 3 et 4 de la loi). Les communes des provinces de Venise et de Mantoue devront rembourser en 15 termes annuels, à partir de 1898 et sans intérêts, les deux tiers des sommes payées par l'État en vertu des dispositions précédentes (art. 4).

§. 3. — Die den Schutztruppen zugetheilten deutschen Militärpersonen und Beamten scheiden aus dem Heere, und soweit sie der Kaiserlichen Marine angehören, aus dieser aus, jedoch bleibt ihnen der Rücktritt, bei Wahrung ihres Dienstalters, unter der Voraussetzung ihrer Tauglichkeit, vorbehalten. Die den Schutztruppen zugetheilten Beamten gelten als Militärbeamte.

§. 4. — Hinsichtlich des strafgerichtlichen Verfahrens gegen die den Schutztruppen zugetheilten Militärpersonen finden die Vorschriften der Militär-Strafgerichtsordnung Anwendung, vorbehaltlich der durch die besonderen Verhältnisse gebotenen Abweichungen, welche durch Kaiserliche Verordnung bestimmt werden.

II. Versorgung.

§. 5. — In Betreff der Versorgungsansprüche der den Schutztruppen zugetheilten Militärpersonen und ihrer Angehörigen finden, soweit sie dem Heere angehörten, die Bestimmungen, welche für die aus den Etats für die Verwaltung des Reichsheeres besoldeten Militärpersonen gelten, und soweit sie der Kaiserlichen Marine angehörten, die Bestimmungen für die aus dem Marine-Etat besoldeten Militärpersonen mit den nachstehenden Massgaben Anwendung.

§. 6. — Als Dienstbeschädigung ist ausser den in den §§. 3, 51 und 59 des Reichs-Militärpensionsgesetzes vom 27. Juni 1871 erwähnten Beschädigungen auch die auf die klimatischen Einflüsse während der Zugehörigkeit zur Schutztruppe zurückzuführende bleibende Störung der Gesundheit anzusehen.

Die Entscheidung darüber, ob eine mit dem Dienst in den Schutztruppen in ursächlichem Zusammenhange stehende Dienstbeschädigung vorliegt, erfolgt für diejenigen Personen des Soldatenstandes, welche in das Heer zurückgetreten sind, durch die oberste Militärverwaltungsbehörde des Kontingents und für die in die Kaiserliche Marine Zurückgetretenen durch den Reichskanzler (Reichs-Marine-Amt).

§. 7. — Bei Bemessung der Höhe der Pension bleiben die Bezüge in den Schutztruppen ausser Betracht. Hinsichtlich der Offiziere, Ingenieure des Soldatenstandes, Deckoffiziere, Sanitätsoffiziere und oberen Beamten werden als pensionsfähiges Dienst Einkommen die Gebühren zu Grunde gelegt, welche ihnen nach ihrem Dienstalter und ihrer Charge, bei Fortsetzung ihres Dienstverhältnisses in der Heimat, zugestanden hätten. Soweit sie in ihrer früheren Stellung ein Dienst Einkommen nicht gehabt haben, wird der der Berechnung der Pension zu Grunde zu legende Betrag vom Reichskanzler bestimmt.

Als pensionsfähiges Dienst Einkommen gilt:

für den Oberbüchsenmacher der Betrag von	2200 Mark,
für Feldwebel der Betrag von	2000 „
für Büchsenmacher, Sergeanten, Unteroffiziere und Lazarethgehilfen der Betrag von .	1600 „
für das sonstige Personal der Schutztruppe der Betrag von	1200 „

jährlich.

§. 8. — Die Bemessung der Pension der Personen des Soldatenstandes der Unterklassen erfolgt unbeschadet ihres Anspruchs auf Pensionserhöhung und den Civilversorgungsschein nach den Bestimmungen des Reichsbeamten-gesetzes, sofern es für sie günstiger ist.

§. 9. — Jeder Offizier, Ingenieur des Soldatenstandes, Deckoffizier, Sanitätsoffizier oder obere Beamte, welcher nachweislich durch den Dienst in der Schutztruppe invalide und zur Fortsetzung des aktiven Militär- oder Seedienstes unfähig geworden ist, erhält an Stelle der im §. 12 des Gesetzes vom 27. Juni 1871 vorgesehenen Pensionserhöhung eine Erhöhung der Pension, welche beträgt:

- a) 1020 Mark jährlich, wenn die Pensionirung aus der Charge eines Deckoffiziers beziehungsweise eines Lieutenants oder Hauptmanns (Kapitänlieutenants II. Klasse oder, bei oberen Beamten, aus einem pensionsfähigen Dienst Einkommen von weniger als 3 600 Mark erfolgt,
- b) 750 Mark jährlich, wenn die Pensionirung aus einer anderen militä-rischen Charge (§. 7) oder, bei oberen Beamten, aus einem pensions-fähigen Dienst Einkommen von 3600 Mark und darüber erfolgt.

Militärpersonen der Unterklassen, welche in der vorbezeichneten Weise ganz invalide geworden sind, erhalten an Stelle der im §. 71 a. a. O. vor-gesehenen Zulage eine Pensionserhöhung von jährlich 300 Mark.

Für diejenigen, welche der Schutztruppe ohne Unterbrechung länger als drei Jahre angehört haben, findet für jedes weitere volle Dienstjahr eine Steigerung der Pensionserhöhung um ein Sechstel bis zur Erreichung des Doppelbetrages statt.

§. 10. — Bei denjenigen aus dem Dienst der Kaiserlichen Schutz-truppen scheidenden Personen, welche denselben ununterbrochen mindestens zwölf volle Jahre angehört haben, ist eingetretene Dienstunfähigkeit nicht Vorbedingung des Anspruchs auf Pension.

Für den Anspruch auf die Pensionserhöhungen (§. 9) ist jedoch der Nachweis der Invalidität erforderlich.

§. 11. — Die Zeit der Verwendung in Afrika wird bei der Pensionirung doppelt in Anrechnung gebracht, sofern sie mindestens sechs Monate ohne Unterbrechung gedauert hat. Seereisen ausserhalb der Ost- und Nordsee rechnen hierbei der Verwendung in Afrika gleich.

Ausgenommen von dieser Doppelrechnung ist die in solche Jahre fallende Dienstzeit, welche bereits als Kriegsjahr zu erhöhtem Ansatz kommt.

Die Doppelrechnung der Dienstjahre in der Schutztruppe hat auch für diejenigen Militärpersonen stattzufinden, welche ohne Pension aus der Schutz-truppe in ihr früheres Dienstverhältniss zurücktreten und demnächst aus diesem letzteren Dienstverhältniss pensionirt werden.

§. 12. — Versorgungsansprüche wegen einer in der Schutztruppe er-littenen inneren Dienstbeschädigung können nur innerhalb sechs Jahren nach dem Ausscheiden aus der Schutztruppe geltend gemacht werden.

Bei Verwundungen, äusseren Dienstbeschädigungen und der kontagiösen Augenkrankheit ist die Geltendmachung von Versorgungsansprüchen ohne Zeitbeschränkung zulässig.

Versorgungsansprüche, die nicht wegen Dienstbeschädigung erhoben

werden, sind nur insoweit zulässig, als sie bis zum Ausscheiden aus der Schutztruppe erhoben sind.

§. 18. — Scheiden Personen des Soldatenstandes aus der Schutztruppe mit Pension aus, so beginnt die Zahlung der letzteren mit dem Ablauf des Vierteljahres, welches auf den Monat folgt, in welchem das Ausscheiden stattgefunden hat. Bis zum Beginn der Pensionszahlung wird dem Pensionär das bisherige Gehalt belassen.

§. 14. — Werden Militärpersonen nach dem Ausscheiden aus der Schutztruppe wegen einer mit dem Dienst in letzterer in ursächlichem Zusammenhange stehenden Dienstbeschädigung pensionirt, nachdem sie in den Dienst des Heeres oder der Kaiserlichen Marine wieder übernommen waren, so fällt die gesammte von ihnen erdiente Pension dem Pensionsfonds des Reichsheeres beziehungsweise der Kaiserlichen Marine zur Last.

§. 15. — Hinterlässt eine der Schutztruppe angehörige Person des Soldatenstandes eine Witwe oder eheliche Nachkommenschaft, so gebührt den Hinterbliebenen für das auf den Sterbemonat folgende Vierteljahr noch das volle Gehalt des Verstorbenen.

§. 16. — Die in den §§. 41 ff., §. 56 und §§. 94 ff. des Gesetzes vom 27. Juni 1871 vorgesehenen Beihilfen stehen den Hinterbliebenen auch dann zu, wenn der Tod in Folge einer militärischen Aktion oder klimatischer Einflüsse und vor Ablauf von sechs Jahren nach dem Ausscheiden aus der Schutztruppe eingetreten ist. Ist der Tod in Folge einer solchen militärischen Aktion oder klimatischer Einflüsse eingetreten, so sind diese als Kriegsdienstbeschädigung im Sinne des §. 14 des Reichsgesetzes vom 13. Juni 1895 anzusehen.

Die Bestimmungen dieses Paragraphen finden auf die Angehörigen solcher Militärpersonen, welche nach einer militärischen Aktion vermisst werden, gleichmässig Anwendung, wenn nach dem Ermessen der obersten Militärverwaltungsbehörde das Ableben mit hoher Wahrscheinlichkeit anzunehmen ist.

§. 17. — Oberste Verwaltungs- beziehungsweise Reichsbehörde im Sinne der Pensionsgesetze ist für die Schutztruppen der Reichskanzler (Auswärtiges Amt, Kolonial-Abtheilung).

III. Wehrpflicht.

§. 18. — Durch Kaiserliche Verordnung wird bestimmt, in welchen Schutzgebieten und unter welchen Voraussetzungen wehrpflichtige Reichsangehörige, die daselbst ihren Wohnsitz haben, ihrer aktiven Dienstpflicht bei den Schutztruppen Genüge leisten dürfen.

§. 19. — Die in den Schutzgebieten sich dauernd aufhaltenden Personen des Beurlaubtenstandes des Heeres und der Kaiserlichen Marine können durch Kaiserliche Verordnung in Fällen von Gefahr zu nothwendigen Verstärkungen der Schutztruppe herangezogen werden. In dringenden Fällen können solche Verstärkungen vorläufig durch den obersten Beamten des Schutzgebiets angeordnet werden. Jede Einberufung dieser Art ist einer Dienstleistung im Heere oder in der Kaiserlichen Marine gleich zu achten.

§. 20. — Auf Geistliche sowie auf Missionare der in den Schutzgebieten thätigen Missionsgesellschaften finden die vorstehenden Bestimmungen (§§. 18 und 19) keine Anwendung.

§. 21. — In Betreff der Versorgungsansprüche der in den §§. 18 und 19 bezeichneten Militärpersonen finden die Bestimmungen dieses Gesetzes mit folgenden Einschränkungen Anwendung:

1. Die Pensionserhöhung des §. 9 ist nur bei Invalidität in Folge kriegischer Unternehmungen zu gewähren,
2. die Doppelrechnung der Dienstzeit nach Massgabe des §. 11 findet nur für die auf kriegische Unternehmungen entfallende Zeit statt.

Treten die in den §§. 18 und 19 genannten Angehörigen der Schutztruppen in ein Kapitulationsverhältniss zu diesen über, so fallen für das nunmehr beginnende Dienstverhältniss die vorstehend erwähnten Einschränkungen fort.

IV. Uebergangs- und Schlussbestimmungen.

§. 22. — Ausser den im §. 2 lit. a bezeichneten Militärpersonen können in die Schutztruppe auch solche Deutsche übernommen werden, welche der von dem Reichskommissar für Ostafrika angeworbenen Truppe angehören. Sie erhalten hierdurch die Rechte und Pflichten der vorerwähnten Militärpersonen.

§. 23. — Für die in die Schutztruppe übernommenen Personen ist der in der Truppe des Reichskommissars abgeleistete Dienst im Sinne dieses Gesetzes demjenigen in der Schutztruppe gleich zu achten.

§. 24. — Denjenigen aus dem Heere oder der Kaiserlichen Marine zur Truppe des Reichskommissars übergetretenen Militärpersonen, welche aus dieser bereits ausgeschieden sind oder in die Kaiserliche Schutztruppe nicht übernommen werden, und ihren Hinterbliebenen können Versorgungsansprüche nach Massgabe der bisherigen Bestimmungen über die Versorgung der Militärpersonen des Heeres und der Kaiserlichen Marine und ihrer Hinterbliebenen vom Reichskanzler zugestanden werden.

§. 25. — Die Kaiserliche Schutztruppe für Südwestafrika besteht aus Gemeinen des Reichsheeres und der Kaiserlichen Marine. Als pensionsfähiges Dienst Einkommen im Sinne des §. 7 dieses Gesetzes gilt:

für Gemeine, welche einschliesslich der im Heere oder in der Marine abgeleisteten Dienstzeit länger als drei Jahre gedient haben, der Betrag von 1400 Mark, für die übrigen Gemeinen der Betrag von 1200 Mark.

§. 26. — An die Stelle der §§. 22, 23 und 24 dieses Gesetzes treten für die Kaiserlichen Schutztruppen für Südwestafrika und für Kamerun folgende Uebergangsbestimmungen:

Für diejenigen Militärpersonen, welche aus den bei der Landeshauptmannschaft für Südwestafrika oder dem Gouvernement von Kamerun auf Grund von Dienstverträgen gebildeten Truppen in die betreffenden Kaiserlichen Schutztruppen übernommen werden, ist der in den ersteren bereits abgeleistete Dienst im Sinne dieses Gesetzes demjenigen in der Schutztruppe gleich zu achten.

Denjenigen Militärpersonen, welche aus den vorbezeichneten Truppen der Landeshauptmannschaft für Südwestafrika oder des Gouvernements von Kamerun bereits ausgeschieden sind oder in die Kaiserliche Schutztruppe nicht übernommen werden, und ihren Hinterbliebenen können Versorgungsansprüche nach Massgabe der bisherigen Bestimmungen über die Versorgung der Militärpersonen des Heeres und der Kaiserlichen Marine und ihrer Hinterbliebenen vom Reichskanzler zugestanden werden.

Vorstehende Bestimmungen finden auf die bei der Landeshauptmannschaft von Togo auf Grund von Dienstverträgen gebildeten Truppen entsprechende Anwendung.

§. 27. — Die näheren Vorschriften über die Organisation der Schutztruppen werden vom Reichskanzler erlassen.

7.

FRANCE, JAPON.

Traité de commerce; signé à Paris le 4 août 1896.

Archives diplomatiques. 1897.

Le Président de la République française et S. M. l'empereur du Japon, animés d'un égal désir de maintenir les bons rapports déjà heureusement établis entre eux en étendant et en augmentant les relations entre leurs États respectifs, et persuadés que ce but ne saurait être mieux atteint que par la revision des traités jusqu'ici en vigueur entre les deux pays, ont résolu de procéder à cette revision sur les bases de l'équité et de l'intérêt mutuels et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Le Président de la République française:

Son Exc. M. Gabriel Hanotaux, ministre des affaires étrangères;

Et S. M. l'empereur du Japon:

M. Soné Arazuké, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le gouvernement de la République française,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et conclu les articles suivants:

Article 1^{er}. — Il y aura réciproquement pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les États et possessions des deux hautes parties contractantes.

Les Français au Japon et les Japonais en France jouiront de la plus complète et constante protection pour leurs personnes et leurs propriétés.

Ils pourront réciproquement, dans toute l'étendue des États et possessions respectifs, voyager, résider et se livrer à l'exercice de leurs professions, acquérir, posséder et transmettre par succession, par testament, donation ou de toute autre manière que ce soit, des biens, valeurs et effets mobiliers

de toutes sortes; ils jouiront à cet effet des mêmes privilèges, libertés et droits que les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée, sans pouvoir être tenus à acquitter des impôts ou taxes autres ou plus élevés.

Ils auront un libre et facile accès auprès des tribunaux de justice tant pour réclamer que pour défendre leurs droits en toute instance et à tous les degrés de juridiction établis par les lois. Ils seront libres de choisir et d'employer dans toutes les circonstances les légistes, avoués, avocats et agents de toute classe qu'ils jugeraient à propos, et jouiront sous ce rapport des mêmes droits et privilèges qui sont ou seront accordés aux nationaux.

Art. 2. — Les ressortissants de chacune des deux hautes parties contractantes jouiront dans toute l'étendue des États et possessions de l'autre partie contractante d'une entière liberté de conscience et pourront, en se conformant aux lois, ordonnances et règlements du pays, élever et posséder des églises, se livrer à l'exercice privé ou public de leur culte; ils jouiront aussi, sous les mêmes conditions, du droit d'être inhumés suivant leurs coutumes religieuses dans des cimetières convenablement situés, lesquels seront établis dans le cas où il n'en existerait point et seront soigneusement entretenus.

Art. 3. — Les Français au Japon et les Japonais en France ne seront contraints, sous aucun prétexte, à subir des charges ou à payer des taxes, impôts, contributions ou patentes, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront perçus sur les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Ils ne seront astreints à aucun service obligatoire, soit dans les armées de terre ou de mer, soit dans les gardes ou milices nationales. Ils seront exempts de toutes contributions imposées en lieu et place du service personnel, de tous emprunts forcés et de toute autre contribution extraordinaire de quelque nature que ce soit.

Art. 4. — Les ressortissants de chacune des hautes parties contractantes pourront, en quelque lieu que ce soit des États et possessions de l'autre partie, exercer toute espèce d'industrie ou de métier, faire le commerce tant en gros qu'en détail de tous produits, objets fabriqués ou manufacturés, de tous articles de commerce licite, soit en personne, soit par leurs agents, seuls ou en entrant en société commerciale avec des étrangers ou avec des nationaux; ils pourront y posséder, louer, même par bail emphytéotique, et occuper les maisons et boutiques qui leur seront nécessaires, louer des terres, les prendre à bail emphytéotique, à l'effet d'y résider et d'y exercer leur profession; le tout en se conformant, comme les nationaux eux-mêmes et les ressortissants de la nation la plus favorisée, aux lois et règlements des pays respectifs.

Il est entendu qu'en tout ce qui concerne l'agriculture et le droit de propriété sur les biens immobiliers, les Français au Japon et les Japonais en France jouiront du même traitement que les citoyens ou sujets de la nation la plus favorisée.

Art. 5. — Les Français au Japon et les Japonais en France auront pleine liberté d'entrer avec leurs navires et leurs cargaisons dans tous les ports, mouillages et rivières de leurs territoires respectifs qui sont ou pourront être ouverts au commerce extérieur et jouiront, en matière de

commerce et de navigation, du même traitement que les nationaux et ressortissants de la nation la plus favorisée, sans avoir à payer aucuns impôts, taxes ou droits de quelque nature ou de quelque dénomination que ce soit, perçus au nom ou au profit du gouvernement, de fonctionnaires publics, de particuliers, de corporations ou établissements quelconques autres ou plus élevés que ceux imposés aux nationaux ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée, le tout en se conformant aux lois, ordonnances et règlements des pays respectifs.

Art. 6. — Les habitations, magasins et boutiques des citoyens ou sujets de chacune des hautes parties contractantes, ainsi que leurs dépendances, seront respectées.

Il ne sera point permis d'y procéder à des perquisitions ou visites domiciliaires non plus que d'examiner ou d'inspecter les livres, papiers ou comptes, sauf dans les conditions et formes prescrites par les lois, ordonnances et règlements applicables aux nationaux.

Art. 7. — Les droits de douane perçus à l'entrée en France et au Japon sur les produits de l'autre pays ne pourront être autres ou plus élevés que ceux imposés aux marchandises similaires originaires du pays le plus favorisé et en provenant dans les mêmes conditions.

Les droits perçus à la sortie de France et du Japon sur les produits destinés à l'autre pays ne pourront également être autres ou plus élevés que ceux imposés aux mêmes produits destinés au pays le plus favorisé.

Les hautes parties contractantes s'engagent, en outre, à n'établir aucune restriction ou prohibition d'importation ou d'exportation qui ne soit, en même temps, applicable aux autres nations.

Art. 8. — Les ressortissants de chacune des hautes parties contractantes jouiront, dans les États et possessions de l'autre, de l'exemption de tous droits de transit quelconques et d'une parfaite égalité de traitement avec les nationaux pour tout ce qui concerne le magasinage, les primes, les facilités et les drawbacks.

Les marchandises de toute nature originaires de l'un des deux pays et importées dans l'autre ne pourront être assujetties à des droits d'accise, d'octroi ou de consommation perçus pour le compte de l'État ou des communes, supérieurs à ceux qui grèvent ou grèveraient les marchandises similaires de production nationale.

Art. 9. — Les droits de douane perçus à l'entrée ou à la sortie des territoires de chacune des hautes parties contractantes, les primes et les drawbacks seront les mêmes, que les importations ou les exportations aient lieu par les navires français ou japonais ou par les navires de toute autre nationalité.

Art. 10. — Aucuns droits de tonnage, de port, de pilotage, de phare, de quarantaine ou autres droits similaires ou analogues, de quelque nature ou sous quelque dénomination que ce soit, levés au nom ou au profit du gouvernement, de fonctionnaires publics, de particuliers, de corporations ou d'établissements quelconques, qui ne seraient également et sous les mêmes conditions imposés en pareil cas sur les navires nationaux en général ou sur les navires de la nation la plus favorisée, ne seront imposés dans les ports des États et possessions de chacun des deux pays sur les navires de l'autre pays. Cette égalité de traitement sera appliquée réciproquement aux

navires respectifs, de quelque endroit qu'ils arrivent et quel que soit le lieu de destination.

Art. 11. — En ce qui concerne le placement des navires, leur chargement, leur déchargement dans les ports, rades, havres, bassins, docks ou rivières des États et possessions des deux pays, il ne sera accordé aux navires nationaux aucun privilège ni aucune faveur qui ne le soit également aux navires de l'autre puissance, la volonté des hautes parties contractantes étant que, sous ce rapport aussi, les bâtiments français et japonais soient respectivement traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. 12. — Il est fait exception aux dispositions du présent traité pour le cabotage dont le régime reste soumis aux lois, ordonnances et règlements de la France et du Japon respectivement. Il est entendu toutefois que les Français au Japon et les Japonais en France jouiront, pour tout ce qui concerne le cabotage, des droits et privilèges qui sont ou seront accordés par ces mêmes lois, ordonnances et règlements aux ressortissants de tout autre pays.

Tout navire français chargé en France ou à l'étranger d'une cargaison destinée en tout ou en partie à deux ou trois ports du Japon ou à l'étranger d'une cargaison destinée en tout ou en partie à deux ou plusieurs ports de France pourra, en se conformant aux lois et aux règlements de douane du pays, décharger une partie de sa cargaison dans un port et continuer son voyage pour l'autre ou les autres ports de destination, dans le but d'y décharger une autre partie ou le reste de sa cargaison d'origine.

Le gouvernement japonais concède en outre aux navires français le droit de continuer, comme par le passé, et pour toute la durée du présent traité, à transporter des cargaisons entre les ports ouverts de l'empire, à l'exception des ports d'Osaka, de Niigata et d'Ebisuninato.

Art. 13. — Tout navire de commerce de l'une des deux hautes parties contractantes qui serait forcé par le mauvais temps ou pour toute autre raison de se réfugier dans un port de l'autre partie contractante, aura la liberté de s'y faire réparer, de s'y pourvoir de tous les approvisionnements dont il aura besoin et de reprendre la mer sans payer d'autres droits que ceux qui seraient acquittés en pareille circonstance par les bâtiments nationaux. Dans le cas cependant où le capitaine d'un navire de commerce se trouverait dans la nécessité de vendre une partie de sa cargaison pour payer les frais, il sera obligé de se conformer aux règlements et tarifs du lieu où il aurait relâché.

S'il arrive qu'un navire quelconque de l'une des hautes parties contractantes échoue ou fasse naufrage sur les côtes de l'autre partie, les autorités locales en informeront sans retard le consul général, le consul, le vice-consul ou l'agent consulaire de la nationalité du navire le plus voisin, lequel sera admis à intervenir en sa qualité pour procurer toute l'assistance nécessaire.

Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires français naufragés ou échoués dans les eaux territoriales du Japon auront lieu conformément aux lois, ordonnances et règlements japonais, et réciproquement, toutes les mesures de sauvetage relatives aux navires japonais et échoués dans les

eaux territoriales de la France auront lieu conformément aux lois, ordonnances et règlements français.

Tous navires ou vaisseaux ainsi échoués ou naufragés, tous débris et accessoires, toutes fournitures leur appartenant et tous effets et marchandises sauvés desdits navires ou vaisseaux, y compris ceux qui auraient été jetés à la mer, ou les produits des dits objets, s'ils sont vendus, ainsi que tous papiers trouvés à bord de ces navires ou vaisseaux échoués ou naufragés, seront remis aux propriétaires ou à leurs représentants. Dans le cas où ces propriétaires ou représentants ne se trouveraient pas sur les lieux, lesdits produits ou objets seront remis aux consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires respectifs, et ces officiers consulaires, propriétaires ou représentants payeront seulement les dépenses occasionnées pour la conservation desdits objets, ainsi que les frais de sauvetage ou autres dépenses auxquels seraient soumis, en cas de naufrage, les navires nationaux.

Les marchandises et objets sauvés du naufrage seront exempts de tous droits de douane, à moins qu'ils n'entrent dans la consommation intérieure.

Art. 14. — Les navires de guerre de l'une des deux puissances pourront entrer, séjourner et se radoubler dans l'un des ports de l'autre puissance dont l'accès est permis aux navires de guerre de la nation la plus favorisée; ils y seront soumis aux mêmes règles et y jouiront des mêmes honneurs, avantages, privilèges et exemptions concédés à cette dernière.

Art. 15. — Les paquebots chargés d'un service postal et appartenant à des compagnies subventionnées par l'un des deux États contractants ne pourront être, dans les ports de l'autre État, détournés de leur destination ou être sujets à saisie, arrêt, embargo ou arrêt du prince.

Art. 16. — Tous les navires qui, conformément aux lois françaises, sont considérés comme navires français et tous les navires qui, conformément aux lois japonaises, sont considérés comme navires japonais seront respectivement considérés comme français et japonais pour l'application du présent traité.

Art. 17. — Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires de chacune des hautes parties contractantes résidant dans les États et possessions de l'autre partie recevront des autorités locales, pour la recherche, saisie et arrestation des déserteurs des navires de leur pays respectif, toute aide et assistance qui pourront leur être données conformément aux lois.

Il est entendu que cette stipulation ne s'appliquera pas aux ressortissants du pays où la désertion aura lieu.

Art. 18. — Les hautes parties contractantes conviennent que dans toutes les matières relatives au commerce, à la navigation et à l'exercice de l'industrie, tout privilège, faveur ou immunité que l'une d'elles a déjà accordés ou accorderait à l'avenir au gouvernement ou aux ressortissants de tout autre pays, seront étendus immédiatement et sans condition au gouvernement et aux ressortissants de l'autre partie, leur intention étant que, pour ce qui concerne le commerce, la navigation et l'industrie, les Français au Japon et les Japonais en France jouissent, sous tous les rapports, du traitement de la nation la plus favorisée.

Art. 19. — Chacune des hautes parties contractantes pourra nommer des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires dans tous les ports, villes et places de l'autre partie. Ces agents et les consuls

suppléants, chanceliers et secrétaires attachés à leur poste exerceront, en toute liberté, leurs fonctions et attributions et jouiront, à charge de réciprocité, de tous les privilèges, exemptions et immunités, ainsi que des pouvoirs qui sont ou seront accordés aux officiers consulaires de la nation la plus favorisée.

Ils n'entreront en fonctions et ne jouiront des droits, privilèges et immunités consulaires qu'après en avoir obtenu l'autorisation du gouvernement territorial.

En ce qui concerne le lieu de leur résidence, les deux gouvernements ne s'opposeront respectivement aucune restriction qui ne soit commune dans leur pays à toutes les nations.

Art. 20. — Les ressortissants de chacune des hautes parties contractantes jouiront, dans les États et possessions de l'autre partie, de la même protection que les nationaux pour tout ce qui concerne les brevets d'invention, les marques de fabrique ou de commerce, ainsi que les dessins ou modèles industriels et de fabrique de toute espèce, en remplissant les formalités prescrites par la loi.

Art. 21. — Le gouvernement de la République française donne, en ce qui le concerne, son adhésion à l'arrangement suivant :

Les divers quartiers étrangers qui existent au Japon seront incorporés aux communes respectives du Japon et feront dès lors partie du système municipal du Japon.

Les autorités japonaises compétentes assumeront en conséquence toutes les obligations et tous les devoirs municipaux qui résultent de ce nouvel état de choses et les fonds et biens municipaux qui pourraient appartenir à ces quartiers seront de plein droit transférés auxdites autorités japonaises.

Lorsque les changements ci-dessus indiqués auront été effectués, les baux à perpétuité en vertu desquels les étrangers possèdent actuellement des propriétés dans les quartiers seront confirmés et les propriétés de cette nature ne donneront lieu à aucuns impôts, taxes, charges, contributions ou conditions quelconques autres que ceux expressément stipulés dans les baux en question. Il est entendu toutefois qu'aux autorités consulaires dont il y est fait mention seront substituées les autorités japonaises.

Les terrains que le gouvernement japonais aurait concédés exempts de rentes, vu l'usage public auquel ils étaient affectés, resteront, sous la réserve des droits de la souveraineté territoriale, affranchis d'une manière permanente de tous impôts, taxes et charges ; et ils ne seront point détournés de l'usage auquel ils étaient primitivement destinés.

Art. 22. — Les dispositions du présent traité sont applicables à l'Algérie. Il est entendu qu'elles deviendraient en outre applicables aux colonies françaises pour lesquelles le gouvernement français en réclamerait le bénéfice. Le représentant de la République française à Tokyo aurait à cet effet à le notifier au gouvernement japonais dans un délai de deux ans à dater du jour de l'échange des ratifications du présent traité.

Art. 23. — A dater de la mise en vigueur du présent traité, seront abrogés le traité du 9 octobre 1858, la convention du 25 juin 1866 et en général tous les arrangements conclus entre les hautes parties contractantes existant antérieurement à cette date. En conséquence, la juridiction française

au Japon et les privilèges, exemptions ou immunités dont les Français jouissaient en matière juridictionnelle seront supprimés de plein droit et sans qu'il soit besoin de notification, du jour de la mise en vigueur du présent traité; et les Français seront dès lors soumis à la juridiction des tribunaux japonais.

Art. 24. — Le présent traité ne produira ses effets que trois ans au moins après la signature. Il entrera en vigueur une année après que le gouvernement de S. M. l'empereur du Japon aura notifié au gouvernement de la République française son intention de le voir mis à exécution.

Cette notification pourra être faite à un moment quelconque après l'expiration des deux années qui suivront la date de sa signature.

Le présent traité restera obligatoire pendant une période de douze ans à partir du jour où il aura été mis à exécution.

Chacune des hautes parties contractantes aura le droit, à un moment quelconque après que onze années se seront écoulées depuis l'entrée en vigueur du présent décret, de notifier à l'autre partie son intention d'y mettre fin et à l'expiration du douzième mois qui suivra cette notification, le traité cessera et expirera entièrement.

Toutefois, l'article 7 du traité pourra être dénoncé à toute époque par le gouvernement français et, dans ce cas, cet article cessera d'être en vigueur un an après sa dénonciation.

Art. 25. — Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Tokyo aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des deux pays ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 4 août 1896.

(L. S.) Signé. *G. Hanotaux.*

(L. S.) Signé. *Soné Arasuké.*

Protocole.

Le gouvernement de la République française et le gouvernement de S. M. l'empereur du Japon, estimant qu'il est utile aux intérêts des deux pays de régler certaines questions spéciales qui les intéressent mutuellement et qui ne sont pas prévues au traité de commerce et de navigation signé aujourd'hui, leurs plénipotentiaires respectifs sont convenus des stipulations suivantes:

I.

Il est convenu entre les hautes parties contractantes que, six mois après l'échange des ratifications du traité de commerce et de navigation signé ce jour-d'hui, le tarif d'importation ci-annexé sera, sous réserve des stipulations de l'article 19 du traité du 9 octobre 1858, aussi longtemps que ledit traité restera en vigueur, puis subséquemment des articles 7 et 18 du traité en date de ce jour, applicable aux produits du sol, des industries ou manufactures des États et possessions de la République française à leur importation au Japon. Mais rien de ce qui est contenu dans le traité, dans ce protocole ou dans le tarif annexé, ne pourra être tenu comme

limitant ou déterminant le droit du gouvernement français et du gouvernement japonais de restreindre ou de prohiber l'importation des drogues, médecines, aliments ou breuvages falsifiés, d'imprimés, peintures, livres, cartes, lithographes ou gravures indécentes ou obscènes, ou d'autres objets pouvant fournir quelque danger pour la sécurité ou la morale publiques, d'articles fabriqués en violation des lois qui, en France ou au Japon, réglementent les brevets d'invention, les marques de fabrique ou la propriété littéraire. Ce droit réciproque s'étendra également aux prohibitions sanitaires ou autres provenant de la nécessité de protéger la santé des personnes, ainsi que la conservation du bétail et des plantes utiles à l'agriculture.

Les droits *ad valorem* établis par ledit tarif seront, autant que cela sera reconnu possible, convertis en droits spécifiques par une convention supplémentaire, qui sera conclue entre les deux gouvernements dans le délai de six mois à compter de la ratification du traité en date de ce jour. Pour l'élévation desdits droits spécifiques, il est convenu qu'on prendra pour base la moyenne des prix établie par les relevés des douanes japonaises des six premiers mois de l'année 1894, en y ajoutant les frais d'assurance et de transport du lieu d'achat, de production ou de fabrication jusqu'au port d'arrivée, ainsi que les frais de commission, s'il en existe. Dans le cas où la convention supplémentaire ne serait pas entrée en vigueur au moment où le tarif nouveau commencerait à être appliqué, ce seront les droits *ad valorem* qui, dans l'intervalle, seront perçus. Ces droits seront calculés sur le prix réel des marchandises au lieu d'achat, de production ou de fabrication, augmenté des frais de transport et d'assurance dudit lieu jusqu'au port de déchargement, ainsi que les frais de commission, s'il en existe.

Au cas où l'article 7 du traité cesserait d'être en vigueur par suite de la dénonciation qui en serait faite par le gouvernement français, le tarif ci-annexé ou le tarif spécifique qui lui sera substitué cessera également d'être appliqué.

En ce qui concerne les articles non énumérés dans ledit tarif, le tarif général du Japon s'appliquera, dès qu'il sera en vigueur, sous réserve des stipulations de l'article 19 du traité du 9 octobre 1858 ou des articles 7 et 18 du traité conclu ce jourd'hui.

A dater du jour où le nouveau tarif aura son effet, le tarif d'importation actuellement en vigueur au Japon cessera d'être appliqué en ce qui concerne les objets et marchandises importés au Japon par des citoyens français.

En ce qui concerne toutes les autres stipulations des traités et conventions actuellement existants, elles seront maintenues sans conditions jusqu'à l'époque où le traité de commerce et de navigation en date de ce jour sera mis en vigueur.

II.

Le gouvernement japonais consent, en attendant l'ouverture complète du pays aux citoyens français, d'étendre le système existant des passeports de façon à permettre aux Français, sur la production d'un certificat favorable émanant de la légation de France à Tokyo ou de l'un quelconque des consulats de France dans les ports ouverts, d'obtenir sur leur demande du ministère impérial des affaires étrangères à Tokyo ou des autorités princi-

pales de la préfecture dans laquelle est situé un port ouvert, des passeports valables pour toute l'étendue du pays et pour toute période n'excédant pas douze mois.

Il est bien entendu que, sous cette réserve, les lois et règlements existants et régissant les citoyens français qui voyagent dans l'empire du Japon sont maintenus.

III.

Le gouvernement japonais s'engage, avant la cessation de la juridiction consulaire française au Japon, à adhérer aux conventions internationales concernant la protection de la propriété industrielle et de la propriété littéraire.

IV.

Les plénipotentiaires soussignés sont convenus que le présent protocole sera soumis aux deux hautes parties contractantes en même temps que le traité de commerce et de navigation signé en ce jour et que, quand ledit traité sera ratifié, les arrangements contenus dans ce protocole seront également considérés comme approuvés, sans qu'il soit nécessaire d'une ratification formelle subséquente.

Il est convenu que ce protocole prendra fin et cessera d'être obligatoire en même temps que le traité auquel il est annexé.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des deux pays ont signé le présent protocole et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 4 août 1896.

(L. S.) Signé. *G. Hanotaux.*

(L. S.) Signé. *Soné Arasuké.*

Tarif.

	Droit p. 100
Teinture d'aline	10
Rouge d'Andrinople et tissus de coton en couleurs	10
Fer en barres et verge	7 ¹ / ₂
Extrait de bois de campêche	10
Satins en soie et satins en soie et coton mélangés	10
Acier en saumons, lingots ou plaques	5
Mousselines de laine écruës ou blanc d'impression	8 ¹ / ₂
Mousselines de laine teintées ou imprimées	10
Autres tissus de laine pure ou mélangée	10
Draps de laine pure laine	10
Fils de laine à tisser	8
Savons communs	10
Chandelles et bougies	10
Vin, y compris le champagne	10
Machines à imprimer	5
Instruments scientifiques pour le dessin	10
Bijouterie imitation	10
Lorgnettes	10
Parfumerie	10

Déclaration.

Le soussigné, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. l'empereur du Japon, a l'honneur de déclarer, dûment autorisé à cet effet par un mandat spécial de son gouvernement, que le gouvernement impérial Japonais s'engage à ne pas faire la notification prévue par l'article 24 du traité signé aujourd'hui tant que les codes de l'empire qui ont déjà été promulgués, mais dont l'application a été ajournée, n'auront pas été mis effectivement en vigueur.

Signé. *Soné Arasuké.*

8.

AUTRICHE-HONGRIE.

Communication des actes de l'état civil; ordonnance
du 6 août 1896.

Oesterr. Reichsgesetzblatt, 1896, No. 150.

Verordnung der Ministerien des Innern und für Cultus und Unterricht vom 6. August 1896, betreffend den Austausch von Matrikenauszügen zwischen den im Reichsrathe vertretenen Königreichen und Ländern einer- und den Ländern der ungarischen Krone — mit Ausnahme von Croatien und Slavonien — anderseits.

Behufs Durchführung des zwischen den beteiligten beiderseitigen Ministerien vereinbarten regelmässigen Austausches von Matrikenauszügen, betreffend die in den im Reichsrathe vertretenen Königreichen und Ländern, beziehungsweise in den Ländern der ungarischen Krone — mit Ausnahme von Croatien und Slavonien — vorkommenden Geburten, Trauungen und Todesfälle ungarischer, beziehungsweise österreichischer Staatsbürger wird verordnet, wie folgt:

§. 1. — Die mit der Matrikenführung betrauten Organe werden angewiesen, in vierteljährigen Zeitabschnitten, und zwar in der ersten Hälfte der Monate Jänner, April, Juli und October, hinsichtlich der in dem abgelaufenen Quartale vorgekommenen Geburten, Trauungen und Todesfälle ungarischer, in Ungarn (einschliesslich der Stadt und des Bezirkes von Fiume) die Gemeindezuständigkeit besitzender Staatsbürger vorschriftsmässige, mit der Unterschrift und dem Amtssiegel des Matrikenführers versehene Matrikenauszüge im Wege der politischen Behörde erster Instanz an die politischen Landesbehörden einzusenden.

Auf Geburten, Trauungen und Sterbefälle ungarischer, in Croatien oder Slavonien die Gemeindezuständigkeit besitzender Staatsbürger findet die gegenwärtige Verordnung keine Anwendung.

§. 2 — Die Matrikenauszüge sind in jener Sprache auszufertigen, in welcher die Matriken geführt werden; eine Beglaubigung der Unterschrift des Matrikenführers hat nicht zu erfolgen.

§. 3. — Die Matrikenauszüge haben alle wesentlichen Daten der Matriken genau zu enthalten; ausserdem ist, insoweit die Matrikenführer auf Grund der Angaben der Parteien oder der vorgelegten Documente diesen Umstand in Erfahrung bringen können, in den Matrikenauszügen anmerkungswise anzugeben, in welcher ungarischen Gemeinde der ungarische Staatsbürger die Gemeindezuständigkeit besitzt. Diese letztere Bestimmung hat jedoch nur hinsichtlich jener Matrikenauszüge Geltung, bei welchen es sich um Matrikeneintragungen handelt, welche nach dem Beginne der Wirksamkeit dieser Verordnung vorgenommen wurden.

§. 4. — Bezüglich der Eheschliessungen, bei welchen beide Theile ungarische Staatsbürger sind, hat die Ausfertigung und Einsendung der Matrikenauszüge in duplo zu erfolgen.

§. 5. — Die erste im Monate October 1896 erfolgende Vorlage der im Sinne dieser Verordnung seitens der Matrikenführer auszufertigenden und einzusendenden Matrikenauszüge hat nicht nur die in dem eben abgelaufenen Quartale, sondern auch die vorher in der Zeit vom 1. October 1895 bis Ende Juni 1896 vorgekommenen Geburten, Trauungen und Todesfälle ungarischer Staatsbürger zu umfassen.

§. 6. — Die von den mit der Matrikenführung betrauten Organen einlangenden Matrikenauszüge sind von den politischen Landesbehörden zu sammeln und im Laufe der zweiten Hälfte der im §. 1 benannten Monate an das k. k. Ministerium des Innern vorzulegen.

§. 7. — Wegen Ausfertigung der Matrikenauszüge, hinsichtlich der im Gebiete der Länder der ungarischen Krone — mit Ausnahme von Croatien und Slavonien — vorkommenden Geburten, Trauungen und Todesfälle österreichischer Staatsbürger hat das königlich ungarische Ministerium des Innern mit der Verordnung vom 30. März 1896, Z. 26 740, die erforderliche Weisung erlassen, und werden die bezüglichen Ausfertigungen seitens des genannten königlich ungarischen Ministeriums — und zwar gleichfalls vierteljährlich — an das k. k. Ministerium des Innern geleitet werden.

§. 8. — Durch die Ausfertigung, beziehungsweise Entgegennahme der in Rede stehenden Matrikenauszüge kann weder der Entscheidung über die Staatsbürgerschaft und Zuständigkeit, noch über jene Fragen vorgegriffen werden, welche in Bezug auf die Giltigkeit einer Ehe sich ergeben können.

§. 9. — Diese Verordnung tritt am 1. September 1896 in Wirksamkeit.

Badeni m. p.

Gautsch m. p.

9.

AUTRICHE-HONGRIE, URUGUAY.

Traité d'extradition du 25 juin 1887, suivi d'un Protocole d'échange des ratifications, du 29 août 1896.

Oesterr. Reichsgesetzblatt, 1896, Nr. 221.

Seine Majestät der Kaiser von Österreich, König von Böhmen etc. etc. und Apostolischer König von Ungarn, und Seine Excellenz der constitutionelle Präsident der Republik Oriental von Uruguay, sind übereingekommen, einen Vertrag wegen Auslieferung von Verbrechern zu schliessen, und haben zu diesem Behufe zu Ihren Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der Kaiser von Österreich, Apostolischer König von Ungarn:

Herrn Manuel Freiherrn von Salzberg, Seinen bei der Republik Oriental von Uruguay accreditierten Ministerresidenten, und

Seine Excellenz der constitutionelle Präsident der Republik Oriental von Uruguay:

Herrn Dr. Julius Herrera y Obes, Seinen Staatssecretär, Minister des Innern und interimistischen Minister des Äussern;

welche, nachdem sie sich ihre Vollmachten mitgetheilt und dieselben in guter und gehöriger Form befunden, die nachfolgenden Artikel vereinbart haben:

Art. 1. — Die hohen vertragschliessenden Theile verpflichten sich in Gemässheit der Bestimmungen dieses Vertrages sich gegenseitig jene Individuen anzuliefern, welche von den Gerichten eines der vertragschliessenden Theile wegen einer der im Artikel 3 bezeichneten strafbaren Handlungen beschuldigt, verfolgt werden oder verurtheilt sind, wenn die strafbare Handlung ausserhalb des Gebietes jenes Staates begangen wurde, der um die Auslieferung ersucht wird.

Wenn die strafbare Handlung, wegen welcher die Auslieferung begehrt wird, ausserhalb des Gebietes des die Auslieferung begehrenden Staates begangen worden ist, so kann die Auslieferung zugestanden werden, wenn die Gesetzgebungen des die Auslieferung begehrenden und des um die Auslieferung angegangenen Staates die Verfolgung von strafbaren Handlungen solcher Art auch dann zulassen, wenn sie im Auslande begangen wurden.

Art. 2. — Ein österreichischer oder ungarischer Staatsangehöriger wird von Österreich oder Ungarn nie an die Regierung von Uruguay und ein Angehöriger der Republik Oriental von Uruguay von dieser nie an Österreich oder Ungarn ausgeliefert werden.

Wenn die strafbare Handlung, wegen welcher die Auslieferung begehrt wird, ausserhalb des Gebietes der vertragschliessenden Theile begangen worden ist, und die Auslieferung auch von dem Staate, in dessen Gebiete die strafbare Handlung begangen wurde, begehrt wird, so kann die Auslieferung und Übergabe an die Regierung des letzteren Staates erfolgen.

Art. 3. — Die Auslieferung wird wegen der folgenden strafbaren Handlungen zugestanden:

1. Mord und jede andere mit Vorsatz begangene Tödtung.
 2. Vorsätzliche Verletzungen und Beschädigungen von Personen, welche den nicht beabsichtigten Tod herbeiführten oder eine wahrscheinlich unheilbare Krankheit oder eine immerwährende Arbeitsunfähigkeit, die Zerstörung oder gänzliche Unbrauchbarmachung eines Gliedes oder Organes oder eine schwere Verstümmelung.

3. Nothzucht oder andere gewalthätige Angriffe auf die Schamhaftigkeit.

4. Polygamie, zweifache Ehe.

5. Verheimlichung, Beseitigung, Verwechslung oder Unterschiebung eines Kindes.

6. Vorsätzliche Brandlegung, vorsätzliche Schädigung einer Eisenbahn, welche den Tod oder die Beschädigung eines Bediensteten oder eines Reisenden herbeiführt hat.

7. Fälschung (Nachmachung, Verfälschung) von Geld, von Assignationen und Schuldverschreibungen des Staates, von Bankbillets oder anderen Wertheffekten des öffentlichen Credits, welche gleich dem Gelde gangbar sind, die Ausgabe, Inverkehrsetzung und der Gebrauch in Kenntnis der Fälschung dieser Gegenstände; die Fälschung von öffentlichen Urkunden, Poststempeln, Siegeln, Punzen und Marken des Staates; der Gebrauch dieser Gegenstände in Kenntnis ihrer Fälschung.

8. Raub (Sachentziehung unter Gewaltanwendung gegen eine Person).

9. Diebstahl (Sachentziehung ohne Gewaltanwendung gegen eine Person), Betrug, Untreue und Unterschlagung, Fälschung von öffentlichen und Privaturkunden, von Wechseln und anderen Handelspapieren, Gebrauch solcher Urkunden in Kenntnis der Fälschung, wenn in diesen Fällen der zugefügte Schaden den Betrag von 1000 fl. ö. W., falls Österreich oder Ungarn die Auslieferung begehrt, und den Betrag von 500 Nationalthaler (pesos nacionales) der Republik Oriental von Uruguay, falls diese die Auslieferung begehrt, übersteigt.

10. Meineid in Strafsachen zum Nachtheile des Beschuldigten.

11. Vorsätzliche und schuld bare Handlungen, welche den Untergang, die Strandung, die Zerstörung, die Beschädigung von Schiffen und Fahrzeugen herbeiführen (Baraterie).

12. Meuterei und Widersetzlichkeit der Schiffsmannschaft an Bord des Schiffes gegen den Capitän oder gegen Vorgesetzte.

13. Betrügerischer Bankerott.

In allen diesen Fällen wird die Auslieferung auch wegen Versuch, Mitschuld und Theilnahme erfolgen, wenn diese Handlungen nach den Gesetzgebungen des die Auslieferung begehrenden und des um die Auslieferung ersuchten Staates strafbar sind.

Art. 4. — Die Auslieferung wird auf diplomatischem Wege begehrt werden.

In Ermangelung einer diplomatischen Vertretung wird das Auslieferungsbegehren von dem Auswärtigen Amte des einen Staates unmittelbar an das Auswärtige Amt des anderen Staates gerichtet werden.

Die Auslieferung wird nur zugestanden werden, wenn ein Urtheil, ein

Anklageact, ein Haftbefehl oder ein dem Urtheile oder Haftbefehl gleichwertiger Act im Originale oder beglaubigter Abschrift beigebracht wird.

Diese Acte, welche in der Form ausgefertigt sein werden, die durch die Gesetzgebung des die Auslieferung begehrenden Staates vorgeschrieben ist, werden die Bezeichnung der strafbaren Handlung, um welche es sich handelt, sowie der Strafe, mit welcher dieselbe bedroht ist, enthalten und werden nach Möglichkeit von einer Personsbeschreibung des auszuliefernden Individuums oder anderen, seine Identität beurkundenden Belegen begleitet sein.

Art. 5. — In dringenden Fällen kann jeder der vertragschliessenden Staaten unter Bekanntgabe des Vorhandenseins eines Haftbefehles auf dem unmittelbarsten Wege die provisorische Verhaftung des Verfolgten oder Verurtheilten verlangen und erhalten, jedoch unter der Bedingung, dass der Act, auf den sich das Auslieferungsbegehren stützt, innerhalb zweier Monate vom Tage der geschehenen Verhaftung beigebracht wird.

Art. 6. — Wenn der Verfolgte oder Verurtheilte von der Regierung des Staates, welcher die Auslieferung begehrt hat, innerhalb dreier Monate von dem Tage, als derselbe ihr zur Verfügung gestellt wurde, nicht übernommen worden ist, so wird der Verhaftete in Freiheit gesetzt und kann aus demselben Grunde nicht mehr in Haft genommen werden. In diesem Falle trägt der die Auslieferung begehrende Staat die Kosten.

Art. 7. — Wenn die Auslieferung eines Individuums, dessen Auslieferung auf Grund dieses Übereinkommens von einem der vertragschliessenden Theile begehrt worden ist, auch von einem oder mehreren anderen Staaten wegen anderer strafbaren Handlungen begehrt worden ist, so wird er jenem Staate ausgeliefert, in dessen Gebiet er die schwerste strafbare Handlung begangen hat, und wenn die Strafen gleich schwer sind, der Regierung jenes Staates, dessen Ansuchen ein früheres Datum trägt.

Artikel 8. — In keinem Falle wird die Auslieferung wegen politischem Verbrechen oder Vergehen, oder wegen Handlungen oder Unterlassungen, welche mit solchen Verbrechen und Vergehen in Zusammenhang stehen, stattfinden.

Als politisches Delict oder als eine mit einem solchen Delict zusammenhängende Handlung wird ein gegen die Person eines Staatsoberhauptes oder gegen die Mitglieder der Familie eines Staatsoberhauptes verübtes Attentat nicht angesehen, wenn es den Thatbestand des Mordes, des Meuchelmordes oder der Vergiftung begründet.

Art. 9. — Der Ausgelieferte kann in keinem Falle in dem Staate, an welchen er ausgeliefert wurde, wegen eines politischen Verbrechens oder Vergehens, das der Auslieferung vorausging, verfolgt oder gestraft werden, desgleichen nicht wegen einer Handlung oder Unterlassung, die mit einem solchen Delict in Zusammenhang steht, auch nicht wegen einer in diesem Übereinkommen nicht aufgenommenen strafbaren Handlung.

Art. 10. — Die Auslieferung wird nicht zugestanden, wenn die Verjährung der Verfolgung oder der Strafe nach den Gesetzen des um die Auslieferung angegangenen Staates eingetreten ist.

Die Auslieferung wird auch nicht zugestanden, wenn der Auszuliefernde in dem Staate, welcher um die Auslieferung ersucht wurde, wegen derselben

strafbaren Handlung, die das Auslieferungsbegehren begründet, bereits verfolgt und ausser Verfolgung gesetzt wurde, oder wenn die Verfolgung noch dauert, oder die Strafe bereits abgeübt ist.

Art. 11. — Die Auslieferung findet auch dann statt, wenn der Auszuliefernde in einen Rechtsstreit verwickelt ist, oder wenn er wegen Verpflichtungen, die er gegen Private eingegangen hat, zurückgehalten wird, unbeschadet des Rechtes des Beschädigten, sein Recht vor dem competenten Gerichte geltend zu machen.

Art. 12. — Wenn der Auszuliefernde in dem Staate, welcher um die Auslieferung angegangen wurde, wegen einer anderen strafbaren Handlung, als die, wegen welcher die Auslieferung begehrt wurde, verfolgt oder zurückgehalten wird, so wird die Auslieferung verschoben, bis die Verfolgung ihr Ende genommen hat, und im Falle der Verurtheilung, bis die Strafe vollstreckt oder nachgelassen ist.

Art. 13. — Alle Gegenstände, welche zur Verübung der strafbaren Handlung gedient haben oder welche durch dieselbe erlangt worden sind, ferner welche zur Überweisung dienen können, werden zugleich mit dem Ausgelieferten überschickt werden.

Diese Überschickung findet auch statt, wenn die Auslieferung wegen des Todes oder der Flucht des Auszuliefernden nicht eintreten kann.

Es sind hiebei alle Gegenstände solcher Art inbegriffen, welche der Verfolgte in dem Staate, in den er sich geflüchtet hat, versteckt oder hinterlegt hat, sowie diejenigen, welche erst in der Folgezeit aufgefunden werden. Es werden jedoch dadurch die Rechte Dritter auf diese Gegenstände nicht berührt und es müssen ihnen dieselben, wenn das Strafverfahren beendet ist, kostenfrei zurückgestellt werden.

Art. 14. — Die Kosten, welche durch die Anhaltung, Verhaftung, Verpflegung und den Transport des Individuums, dessen Auslieferung zugestanden wurde, entstehen, sowie die Kosten für den Transport der im vorstehenden Artikel bezeichneten Gegenstände, werden von den vertragschliessenden Theilen getragen, insoweit sie innerhalb ihres Gebietes auflaufen. Die Kosten des Transportes zur See werden von dem Staate getragen, welcher die Auslieferung begehrt hat.

Art. 15. — Wenn in einer, jedoch nicht politischen, strafgerichtlichen Untersuchung einer der vertragschliessenden Theile die Abhörung von Zeugen oder die Vornahme anderer Untersuchungshandlungen im anderen Staate für nöthig erachtet, so wird zu diesem Ende ein Ersuchschreiben auf dem im Artikel 4 vorgezeichneten Wege gestellt werden, dem in Gemässheit der Gesetze des Staates, dessen Rechtshilfe beansprucht wird, Folge gegeben werden wird.

Die vertragschliessenden Theile verzichten auf den Ersatz der Kosten, welche durch solche Ersuchschreiben veranlasst werden, mit Ausnahme für die Gutachten der Sachverständigen in Handelssachen und in Sachen der gerichtlichen Medicin.

Art. 16. — Die vertragschliessenden Theile erklären, dass die drei Texte des Übereinkommens, nämlich der deutsche, der ungarische und der spanische Text, als gleichmässig authentisch betrachtet werden müssen, und dass, falls sich eine Verschiedenheit zwischen diesen drei Texten vorfinden

oder ein Zweifel über die Auslegung irgend einer Stelle vorkommen sollte, der nicht durch die Vergleichung des einen Textes mit den beiden übrigen behoben werden kann, die für die Auslieferung des Beschuldigten günstigere Auslegung Geltung haben soll.

Art. 17. — Das gegenwärtige Übereinkommen tritt mit dem Tage seiner Kundmachung, welche nach den in den vertragschliessenden Staaten geltenden Gesetzen stattfinden wird, in Wirksamkeit.

Die Kundmachung wird spätestens sechs Monate nach dem Austausche der Ratificationen erfolgen.

Jeder der vertragschliessenden Theile hat das Recht, dieses Übereinkommen zu kündigen, es bleibt jedoch in Geltung bis zum Ablaufe eines Jahres vom Tage der Kündigung.

Dieses Übereinkommen wird ratificiert, die Ratificationen sobald als möglich in Montevideo ausgetauscht werden.

Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten das gegenwärtige Übereinkommen unterzeichnet und demselben ihr Siegel beigeschlagen.

So geschehen in Montevideo, am 25. Juni Eintausend achthundert sieben und achtzig.

(L. S.) *Manuel Freyh. v. Salsberg* m. p.
(L. S.) *Julio Herrera y Obes* m. p.

Übersetzung.

Austauschprotokoll.

In den Amtsräumen des Ministeriums der Auswärtigen Angelegenheiten der Republik Oriental von Uruguay traten zusammen die Herren: der hochwohlgeborene Herr Anton Grubissich de Keresztúr, interimistischer Geschäftsträger der österreichisch-ungarischen Monarchie, und Seine Excellenz, Herr Doctor Jayme Estrázulas, Ressortminister, zu dem Zwecke des Austausches der Ratificationen der in dieser Stadt am 25. Juni 1887 abgeschlossenen und durch die beiderseitigen Bevollmächtigten unterzeichneten Convention über die Auslieferung von Verbrechern und nahmen nach Mittheilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten, sowie nach ordnungsmässiger Verlesung der Ratificationsurkunden der gedachten Convention und nach Constatierung ihrer Übereinstimmung in allen Vertragspunkten, deren Austausch hiernach in schriftlicher Form vor, welchem die Erklärung vorausging:

seitens des Herrn interimistischen Geschäftsträgers der österreichisch-ungarischen Monarchie auf Grund der Weisungen seiner Regierung und seitens des Herrn Ministers der Auswärtigen Angelegenheiten zufolge des Gesetzes vom 11. Mai 1895, durch welches die gedachte Convention genehmigt wird, dass die höheren Gerichtsbehörden des ersuchten Staates in jedem Falle über die Auslieferungsbegehren nach dem für ihre eigenen Gerichte mit Rücksicht auf die Landesgesetze geltenden Verfahren entscheiden würden.

Urkund dessen haben die Herren Bevollmächtigten das gegenwärtige Protokoll in doppelter Ausfertigung aufnehmen lassen und die Parien des-

selben gefertigt und mit ihren Siegeln gesiegelt in Montevideo am zwanzig neunten Tage des Monats August des Jahres Eintausend achthundert neunzig und sechs.

(L. S.) *Anton de Grubissich Keresztúr* m. p.,
österreichisch-ungarischer Geschäftsträger.

(L. S.) *Jayne Estrásulas* m. p.

Der vorstehende Verbrecher-Auslieferungsvertrag sammt dem Austauschprotokolle wird mit Wirksamkeit für die im Reichsrathe vertretenen Königreiche und Länder kundgemacht.

Wien, am 8. November 1896.

Badeni m. p.

Gleispach m. p.

10.

ALLEMAGNE, PAYS-BAS.

Traité sur l'entretien des installations destinées à servir la navigation dans la mer côtière et dans les embouchures de l'Ems; signé à Berlin de 16 octobre 1896.

Reichsgesetzblatt 1897, Nr. 33.

Vertrag zwischen dem Deutschen Reiche und dem Königreiche der Niederlande über die Unterhaltung des Leuchtfeuers auf Borkum sowie über die Betonung, Bekakung und Beleuchtung der Fahrstrassen der Unterems und ihrer Mündungen. Vom 16. Oktober 1896.

Seine Majestät der Deutsche Kaiser, König von Preussen, im Namen des Deutschen Reichs,
und

Ihre Majestät die Königin der Niederlande, und in Allerhöchst Ihrem Namen Ihre Majestät die Königin-Regentin des Königreichs der Niederlande,

in Erwägung, dass die am $\frac{28. \text{Dezember } 1884}{2. \text{Januar } 1885}$ zwischen der Königlich Preussischen und der Königlich Niederländischen Regierung geschlossene Uebereinkunft, betreffend die Unterhaltung des Seefeuers auf Borkum und der Betonung und Bekakung des Fahrwassers und der Watten der Emsmündungen, mit Ende Dezember 1894 abgelaufen ist,

in Erwägung ferner, dass auch das Abkommen vom $\frac{10.}{16.}$ April 1887, betreffend die Beleuchtung der Unterems, mit dem 1. Januar 1895 weiterer Ergänzung bedarf,

sind übereingekommen, vorbehaltlich der im nachstehenden Artikel 14 getroffenen Bestimmung, an Stelle der seit dem letzten Dezember 1894 ab-

gelaufenen Uebereinkunft vom $\frac{28. \text{Dezember } 1884}{2. \text{Januar } 1885}$ sowohl wie auch des

Abkommens vom $\frac{10.}{16.}$ April 1887, einen neuen Vertrag zur Regelung der gegenseitigen Verpflichtungen Preussens und der Niederlande, betreffend die Unterhaltung des Seefeuers auf Borkum sowie der Betonnung, der Bebakung und der Beleuchtung der Fahrstrassen der Unterems und ihrer Mündungen, abzuschliessen und haben zu diesem Zwecke zu Allerhöchst Ihren Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der Deutsche Kaiser, König von Preussen:
Allerhöchst Ihren Staatsminister, Staatssekretär des Auswärtigen
Amtes Herrn Adolf Freiherrn Marschall von Bieberstein,
und Ihre Majestät die Königin-Regentin der Niederlande:
den ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister Ihrer
Majestät der Königin der Niederlande bei Seiner Majestät dem
Deutschen Kaiser, König von Preussen, Herrn Dr. jur. D. A.
W. van Tets van Goudriaan,

die, nach gegenseitiger Mittheilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten, über folgende Bestimmungen übereingekommen sind:

Art. 1. — Die Königlich Preussische Regierung und die Königlich Niederländische Regierung verpflichten sich, und zwar:

die Erstgenannte: die Betonnung und Bebakung der Mündungen der Unterems sowie die Leuchthürme auf Borkum, die Leuchtbaken auf dem Randsel und die Leuchthürme bei Pilsum und bei Campen in gutem Zustande beziehungsweise in ordnungsmässigem Betriebe zu erhalten,

die Letztgenannte: die Küstenlichter in Delfzyl und in Watum in ordnungsmässigem Betriebe zu erhalten:

Art. 2. — Die Kosten der Unterhaltung und Verwaltung der im Artikel 1 aufgeführten Einrichtungen werden vom 1. Januar 1895 (Eintausend achthundertfünfundneunzig) an von beiden Staaten je zur Hälfte getragen, und zwar nach Massgabe der in den folgenden Artikeln enthaltenen Festsetzungen und vorbehaltlich der Bestimmungen in den Artikeln 8 und 14.

Art. 3. — Die Königlich Niederländische Regierung und die Königlich Preussische Regierung ernennen jede zwei Bevollmächtigte, die den Titel „Ständige Kommissare zur Beaufsichtigung der Betonnung und Beleuchtung der Emsmündungen“ führen.

Art. 4. — Die im Artikel 3 genannten ständigen Kommissare sollen wenigstens einmal jährlich, und zwar im Monat Mai, zusammenkommen:

1. zur Abhaltung einer Besichtigung der in dieser Uebereinkunft behandelten Betonnung, Bebakung und Beleuchtung;
2. zur Besprechung der im Interesse einer sicheren Schiffahrt für wünschenswerth zu erachtenden Aenderungen oder Erweiterungen genannter Betonnung, Bebakung und Beleuchtung;
3. zur Aufnahme eines Protokolls über die thatsächlichen Ausgaben sowohl Preussens als der Niederlande für die Unterhaltung und

Verwaltung mehrgenannter Betonung, Bebakung und Beleuchtung im abgelaufenen Rechnungsjahre ($\frac{1. \text{ April}}{31. \text{ März}}$) und

4. zur Aufstellung eines Voranschlags der unter 3 bezeichneten Kosten für das Rechnungsjahr ($\frac{1. \text{ April}}{31. \text{ März}}$), welches auf dasjenige folgt, in dem die Zusammenkunft stattfindet.

Die Bestimmungen unter 3 und 4 dieses Artikels treten mit Rücksicht auf das im Artikel 14 Bestimmte am 1. Januar 1897 in Kraft.

Art. 5. — Die unter 2 des Artikels 4 gedachten Aenderungen oder Erweiterungen bedürfen der Genehmigung durch beide Regierungen.

Sind sie aber derart, dass die Ausgaben dafür die für die Unterhaltung und Verwaltung im laufenden Jahre ausgeworfenen Beträge nicht überschreiten, und sind die ständigen Kommissare darüber völlig gleicher Ansicht, so kann zu der Aenderung oder Erweiterung ohne weiteres Benehmen zwischen den Regierungen geschritten werden.

Art. 6. — Der unter 4 des Artikels 4 bezeichnete Voranschlag unterliegt der Genehmigung beider Regierungen, die sich ihre Entschliessung gegenseitig mittheilen.

Stellt sich die Nothwendigkeit einer Ueberschreitung in Folge von Naturereignissen etc. im Laufe eines Etatsjahrs heraus, so soll ein vorheriges Benehmen mit dem anderen Theile und die Einholung seiner Zustimmung stattfinden. Mehrausgaben, über welche nicht vorher ein Einverständnis mit dem anderen Theile erzielt worden ist, fallen allein dem Staate zur Last, der sie gemacht hat.

Art. 7. — Geht aus dem unter 3 des Artikels 4 gedachten Protokolle hervor, dass weniger ausgegeben ist, als veranschlagt war, so kommt der Rest beiden Regierungen, und zwar jeder zur Hälfte, zu gute.

Art. 8. — Als Kosten, welche auf Grund dieses Vertrags von beiden Staaten gemeinsam zu tragen sind, werden nicht betrachtet die Ausgaben für neue Anlagen, sowie die Kosten, welche etwa in Folge einer einseitigen Aenderung einer vereinbarten neuen Anlage entstehen. Neue Anlagen, welche auf gemeinsame Kosten ausgeführt werden sollen, sind vielmehr besonders zu vereinbaren und deren Projekte und Kostenanschläge gemeinsam festzustellen. Eine Abweichung von denselben ist ohne Zustimmung des anderen Theiles unzulässig.

Art. 9. — Nach Eingang des im Artikel 4 unter Nr. 3 bezeichneten Protokolls wird baldthunlichst zwischen beiden Regierungen abgerechnet werden.

Die Zahlung des danach von der Königlich Niederländischen Regierung zu erstattenden Betrags wird in der Regel in der Zeit vom 1. April bis 30. Juni jedes Jahres erfolgen.

Art. 10. — Die ständigen Kommissare sind befugt, ausser der im Artikel 4 vorgeschriebenen Zusammenkunft so oft Versammlungen abzuhalten, als sie es für die ihnen anvertrauten Interessen wünschenswerth erachten.

Art. 11. — Ueber die Verhandlungen der ständigen Kommissare werden Protokolle in deutscher und in holländischer Sprache geführt. Beglaubigte

Abschriften dieser Protokolle in beiden Sprachen sind den beiden Regierungen seitens ihrer Kommissare einzureichen.

Art. 12. — Diese Uebereinkunft wird auf unbestimmte Zeit geschlossen.

Sollte einer der vertragschliessenden Staaten eine Aenderung oder die Aufhebung der Uebereinkunft wünschen, so kann er dieselbe auf den 1. April jedes Jahres kündigen.

Zwischen der Kündigung und dem Aufhören des Vertragsverhältnisses soll indess ein Zeitraum von mindestens einem Jahre liegen.

Art. 13. — Das Recht beider vertragschliessenden Staaten, in Fällen der Noth, insbesondere eines Krieges oder der Bedrohung mit einem Kriege, die auf ihrem Gebiete befindlichen Leuchtfeuer auszulöschen und die Tonnen und Baken zu entfernen, wird durch diesen Vertrag nicht berührt.

Art. 14. — Die Festsetzung des Betrags der Betriebs- und Unterhaltungskosten der oben im Artikel 1 aufgeführten Anlagen für den Zeitraum vom 1. Januar 1895 bis zum letzten März 1897 und die Abrechnung darüber zwischen den beiden Staaten nach dem Grundsatz, welcher im ersten Absatze des Artikels 2 festgestellt ist, sollen noch erfolgen auf Grund der im Eingange dieses Vertrags bezeichneten Uebereinkommen vom 28. Dezember 1884 und $\frac{10}{16}$ April 1887. Soweit es zur Erreichung dieser

2. Januar 1885 Absicht erforderlich ist, erleiden die in diesem Verträge getroffenen Bestimmungen eine entsprechende Aenderung.

Art. 15. — Der gegenwärtige Vertrag soll ratifizirt werden und der Austausch der Ratifikations-Urkunden soll sobald als thunlich in Berlin bewirkt werden.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten denselben unterzeichnet und ihre Siegel beigedrückt.

So geschehen zu Berlin, in doppelter Ausfertigung, den 16. Oktober 1896.

(L. S.) Freiherr von *Marschall*.

(L. S.) *van Tets van Goudriaan*.

Der vorstehende Vertrag ist ratifizirt worden und die Auswechselung der Ratifikations-Urkunden hat stattgefunden.

11.

ETHIOPIE, ITALIE.

Traité de paix, du 26 octobre 1896.

Archives diplomatiques 1897.

Au nom de la Très-Sainte Trinité.

Sa Majesté Humbert I. Roi d'Italie, et Sa Majesté Menilek II, Empereur d'Ethiopie, désireux de mettre fin à la guerre et de faire revivre leur ancienne amitié, ont stipulé le traité suivant:

Pour conclure ce traité, Sa Majesté le Roi d'Italie a délégué, comme son envoyé plénipotentiaire, le major docteur César Nerazzini, chevalier des Saints Maurice et Lazare, officier de la couronne d'Italie. Les pleins pouvoirs du major Nerazzini ayant été reconnus en bonne et due forme, Son Excellence le major Nerazzini, au nom de Sa Majesté le roi d'Italie, et Sa Majesté Ménilek II, Empereur d'Ethiopie et des Pays Galla, en son propre nom, ont convenu et conclu les articles suivants:

Art. 1^{er}. — L'état de guerre entre l'Italie et l'Ethiopie a pris définitivement fin. En conséquence, il y aura paix et amitié perpétuelles entre Sa Majesté le Roi d'Italie et Sa Majesté le Roi d'Ethiopie, ainsi qu'entre leurs successeurs et sujets.

Art. 2. — Le traité conclu à Outchalé le 25 Miazia 1881 (correspondant au 2 mai 1889) est et demeure définitivement annulé ainsi que ses annexes.

Art. 3. — L'Italie reconnaît l'indépendance absolue et sans réserve de l'empire éthiopien comme État souverain et indépendant.

Art. 4. — Les deux puissances contractantes n'ayant pu se mettre d'accord sur la question des frontières, et désireuses cependant de conclure la paix sans délai et d'assurer ainsi à leurs pays les bienfaits de la paix, il a été convenu que dans le délai d'un an, à dater de ce jour, des délégués de confiance de Sa Majesté le Roi d'Italie et de Sa Majesté l'Empereur d'Ethiopie établiront, par une entente amicale, les frontières définitives. Jusqu'à ce que ces frontières aient été ainsi fixées, les deux parties contractantes conviennent d'observer le statu quo ante, s'interdisant strictement de part et d'autre de franchir la frontière provisoire, déterminée par le cours des rivières Mareb, Belessa et Mouna.

Art. 5. — Jusqu'à ce que le gouvernement italien et le gouvernement éthiopien aient d'un commun accord fixé leurs frontières définitives, le gouvernement italien s'engage à ne faire de cession quelconque de territoire à aucune autre puissance. Au cas où il voudrait abandonner de sa propre volonté une partie du territoire qu'il détient, il en ferait remise à l'Ethiopie.

Art. 6. — Dans le but de favoriser les rapports commerciaux et industriels entre l'Italie et l'Ethiopie, des accords ultérieurs pourront être conclus entre les deux gouvernements.

Art. 7. — Le présent traité sera porté à la connaissance des autres puissances par les soins des deux gouvernements contractants.

Art. 8. — Le présent traité devra être ratifié par le gouvernement italien dans le délai de trois mois à dater de ce jour.

Art. 9. — Le présent traité de paix conclu ce jour sera écrit en amharigna et en français, les deux textes absolument conformes, et fait en deux exemplaires, signés des deux parties, dont un restera entre les mains de Sa Majesté le Roi d'Italie et l'autre entre les mains de Sa Majesté l'Empereur d'Ethiopie.

Etant bien d'accord sur les termes de ce traité, Sa Majesté Menilek II, Empereur d'Ethiopie, en son propre nom, et Son Excellence le major docteur Nerazzini, au nom de Sa Majesté le Roi d'Italie, l'ont approuvé et revêtu de leurs sceaux.

Fait à Addis-Abeba, le dix-sept Tekemt mil huit cent quatre-vingt-neuf (correspondant au 26 octobre 1896).

(L. S.) Maggiore *Cesare Nerazzini*
inviato plenipotenziario di S. M. il Re d'Italia
(Sigillo di S. M. l'Imperatore Menilek II).

12.

ETHIOPIE, ITALIE.

Convention relative à la reddition des prisonniers de guerre
italiens, du 26 octobre 1896.

Archives diplomatiques 1897.

Au nom de la Très-Sainte Trinité.

Entre Sa Majesté Menilek II, Empereur d'Ethiopie et des Pays Galla, et Son Excellence le major docteur César Nerazzini, envoyé plénipotentiaire de Sa Majesté Humbert I, Roi d'Italie, a été convenue et conclue la présente convention :

Art. 1^{er}. — Comme conséquence du traité de paix entre le royaume d'Italie et l'empire d'Ethiopie signé ce jour, les prisonniers de guerre italiens retenus en Ethiopie sont déclarés libres. Sa Majesté l'Empereur d'Ethiopie s'engage à les réunir dans le plus bref délai possible et à les remettre à Harar au plénipotentiaire italien, aussitôt que le traité de paix aura été ratifié.

Art. 2. — Pour faciliter le repatriement de ces prisonniers de guerre et leur assurer tous les soins nécessaires, Sa Majesté l'Empereur d'Ethiopie autorise un détachement de la Croix-Rouge italienne à venir jusqu'à Gueldessa.

Art. 3. — Le plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi d'Italie, ayant spontanément reconnu que les prisonniers ont été l'objet de la plus grande sollicitude de la part de Sa Majesté l'Empereur d'Ethiopie, constate que leur entretien a entraîné des dépenses considérables et que de ce fait le gouvernement italien est redevable envers Sa Majesté des sommes correspondant à ces dépenses.

Sa Majesté l'Empereur d'Ethiopie déclare s'en rapporter à l'équité du gouvernement italien pour le dédommager de ces sacrifices.

En foi de quoi, Sa Majesté l'Empereur d'Ethiopie, en son propre nom, et Son Excellence le major docteur César Nerazzini, au nom de Sa Majesté le Roi d'Italie, ont approuvé et revêtu de leurs sceaux la présente convention.

Fait à Addis-Abeba le 17 Tekemt 1889 (correspondant au 26 octobre 1896).

(L. S.) Maggiore *Cesare Nerazzini*,
inviato plenipotenziario di S. M. il Re d'Italia.
(Sigillo di S. M. l'Imperatore Menilek II.)

13.

COLOMBIE, COSTA-RICA.

Convention d'arbitrage pour la délimitation des frontières,
du 4 novembre 1896.*Archives diplomatiques 1897.*

La République de Costa-Rica et la République de Colombie désirant terminer la question de frontières pendante entre les deux pays et résoudre définitivement la délimitation territoriale et ayant convenu de mettre en vigueur, avec les additions et les modifications qui seront indiquées, les conventions d'arbitrage conclues à San José, le 15 décembre 1880 et à Paris le 20 janvier 1888, ont accrédité à cet effet, comme plénipotentiaires, M. Ascension Esquivel, de Costa-Rica, et M. le général Jorge Holguin, ministre des affaires étrangères de la Colombie, qui ont rédigé les articles suivants:

Art. 1^{er}. — On déclare remises en vigueur les conventions d'arbitrage indiquées et qui seront observées et accomplies avec les modifications déterminées dans les articles suivants.

Art. 2. — Les hautes parties contractantes désignent comme arbitre S. Exc. M. le président de la République française; dans le cas inattendu où celui-ci ne daignerait pas accepter, on choisirait S. Exc. M. le président des États-Unis mexicains, et si celui-ci se refusait aussi, la mission d'arbitre sera confiée à l'excellentissime président de la Confédération suisse. Les hautes parties contractantes ont en ces trois personnages une confiance illimitée.

Les hautes parties contractantes tiennent à déclarer que si, pour remettre en vigueur les conventions d'arbitrage, elles n'ont pas désigné comme arbitre le gouvernement d'Espagne, qui avait auparavant accepté cette mission, c'est en considération des difficultés qu'éprouve la Colombie de recourir tant de fois aux bons offices de ce gouvernement, puisqu'elle avait souscrit, il y a peu de temps, avec l'Equateur et le Pérou, un traité de délimitation qui désigne comme arbitre Sa Majesté Catholique qui avait servi d'arbitre dans les travaux laborieux de la délimitation colombienne-vénézuélienne.

Art. 3. — L'acceptation du premier arbitre sera demandée dans le délai de trois mois, à partir de la vérification de l'échange des ratifications du présent traité. Il est convenu que si, à la suite du refus de l'un des arbitres, on devait recourir à celui qui le suit dans l'ordre de désignation, la demande d'acceptation se fera dans le délai de trois mois à partir du jour où le refus aura été notifié aux parties.

Si, passé trois mois, aucune des deux parties n'avait sollicité l'acceptation, celle qui se trouverait présente resterait autorisée à la demander et l'acceptation serait valable comme si les deux parties l'avaient sollicitée.

Art. 4. — L'arbitrage aura lieu conformément aux règles suivantes:

Dans le délai de huit mois, compté à partir du jour où aura été notifiée l'acceptation de l'arbitre aux hautes parties contractantes, celles-ci présenteront leurs mémoires et documents.

Pour que l'acceptation passe pour suffisamment notifiée aux parties, de sorte que celles-ci ne puissent alléguer l'ignorance de ce fait, il suffit qu'elle soit publiée dans le journal officiel du pays de l'arbitre.

L'arbitre communiquera, dans le délai de trois mois, les mémoires de la partie adverse au représentant de chaque gouvernement intéressé pour que celui-ci puisse y répondre dans le délai des six mois suivants.

L'arbitre doit prononcer son arrêt pour que celui-ci soit valable dans le délai d'un an à compter de la date de l'échéance du terme accordé pour répondre aux mémoires, que les mémoires aient été présentés ou non.

L'arbitre peut déléguer ses fonctions à quelqu'un qu'il ne laissera pas intervenir directement quand il s'agira de prononcer l'arrêt définitif.

La décision de l'arbitre, quelle qu'elle soit, doit, en vertu du traité, être considérée parfaite et obligatoire pour les hautes parties contractantes. Aucun recours contre cette décision n'est admissible. Les deux parties s'engagent à s'y soumettre complètement et renoncent à toute réclamation contre la décision.

Art. 5. — Les articles 2 et 4 de la présente convention remplacent les articles 2 et 6 de la convention du 25 décembre 1880 et les articles 1 et 4 de la convention du 10 janvier 1886. Sauf les modifications et les additions expresses qui doivent être accomplies, les conventions d'arbitrage sus-citées sont remises en vigueur dans toutes leurs autres parties.

Art. 6. — La présente convention sera soumise à l'approbation du congrès de Colombie dans ses sessions actuelles et du congrès de Costa-Rica dans ses sessions prochaines; elle sera échangée à Panama, à San José de Costa-Rica ou à Washington, dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé et scellé le présent accord à Bogota le 4 novembre 1896.

(L. S.) *Ascension Esquivel.*
(L. S.) *Jorge Holguin.*

14.

DANEMARK, ITALIE.

Déclaration pour la reconnaissance mutuelle des certificats de jaugeage, du 12 novembre 1896.

Archives diplomatiques, 1897.

Le gouvernement de S. M. le Roi d'Italie et le gouvernement de S. M. le Roi de Danemark, animés du désir de faciliter autant que possible le commerce et la navigation entre l'Italie et le Danemark, ont résolu de stipuler l'arrangement suivant, pour ce qui concerne la reconnaissance mutuelle en Italie et en Danemark des lettres de jauge des navires de commerce et, à cet effet, ils ont autorisé les soussignés à déclarer ce qui suit:

Art. 1^{er}. — Les navires italiens, munis d'un certificat spécial délivré par les autorités compétentes italiennes, constatant le tonnage net, déterminé d'après les règles en vigueur en Danemark, ou d'après les règles en vigueur en Angleterre, ou bien portant sur leurs papiers de bord une annotation par ces mêmes autorités indiquant le tonnage ainsi déterminé, payeront dans les ports du Danemark les taxes et droits qu'ils doivent sur la base du jaugeage net résultant des certificats spéciaux ou de l'annotation susdits.

Art. 2. — En défaut des certificats spéciaux ou de l'annotation mentionnés dans l'article 1^{er}, les navires italiens ne pourront jouir dans les ports du Danemark de la déduction du volume des espaces, qui, d'après les règles danoises, ne sont pas compris dans le tonnage net, qu'à la condition de se soumettre au remesurage nécessaire pour la détermination du volume des dits espaces.

Art. 3. — Les navires danois, munis d'un certificat spécial délivré par les autorités danoises compétentes constatant le tonnage net, déterminé d'après les règles en vigueur en Italie, ou bien portant sur leurs papiers de bord une annotation, pas ces mêmes autorités, indiquant le tonnage net ainsi déterminé, payeront dans les ports d'Italie les taxes et droits qu'ils doivent, sur la base du tonnage net résultant du certificat spécial ou de l'annotation susdits.

Art. 4. — En défaut du certificat spécial ou de l'annotation mentionnés à l'article 4, les navires danois arrivant dans un port italien payeront les droits qu'ils doivent sur la base de la capacité nette inscrite sur leur certificat ordinaire, augmentée du volume des espaces qui ne sont pas admis à déduction d'après les règles en vigueur en Italie.

Le mesurage partiel de ces espaces sera fait par un expert autorisé; il sera limité aux mesures strictement nécessaires, et il ne concernera pas les locaux dont les dimensions résultent déjà du certificat de tonnage ordinaire.

Art. 5. — Les vapeurs danois pourvus d'un certificat de jauge délivré avant le 1^{er} avril 1895, jouiront du traitement auquel ils ont été jusqu'ici soumis. C'est-à-dire que les capitaines de ces navires pourront demander que les espaces de la chambre à machines, admis à déduction, soient déterminés d'après les règles italiennes.

Art. 6. — Les frais de jaugeage seront calculés sur la base des règlements en vigueur dans les pays respectifs et seulement pour le mesurage des espaces qui ont été réellement jaugés.

Art. 7. — La présente déclaration entrera en vigueur immédiatement après sa publication.

Fait en double exemplaire à Rome le 12 novembre 1896.

Le Ministre des affaires étrangères
de S. M. le Roi d'Italie,
(L. S.): *Visconti Venosta*.

L'Envoyé extraordinaire et Ministre
plénipotentiaire
de S. M. le Roi de Danemark
(L. S.): *de Reventlow*.

15.

SUISSE, ESPAGNE.

Traité entre la Suisse et l'Espagne sur l'exécution réciproque des jugements ou arrêts en matière civile ou commerciale, du 19 novembre 1896.

Schweis. Bundesblatt, 49. Jahrgang, Bd. III.

Le Conseil fédéral
de la Confédération suisse
et

Sa Majesté
la Reine Régente d'Espagne,
au nom de Son
Auguste Fils, Sa Majesté le
Roi Don Alphonse XIII,

également animés du désir de faciliter la prompt exécution des jugements ou arrêts rendus réciproquement dans leurs États respectifs, en matière civile et commerciale, ont résolu de conclure un Traité dans ce but et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires à cet effet, savoir:

Le Conseil fédéral
de la Confédération suisse:
M. Charles-E. Lardet, Consul Général de Suisse en Espagne, et

Sa Majesté
la Reine Régente d'Espagne:
Don Carlos O'Donell y Abreu,
Duc de Tetuan, Marquis d'Alamira, etc., etc.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants.

Article 1^{er}.

Les jugements ou arrêts définitifs en matière civile ou commerciale, rendus dans l'un des deux États con-

Novo. Recueil Gén. 2^e S. XXV.

El Consejo Federal
de la Confederación Suiza
y

Su Majestad la Reina
Regente de España,
en nombre de su Augusto
Hijo Su Majestad el Rey
Don Alfonso XIII,

igualmente animados del deseo de facilitar la pronta ejecución de las sentencias ó fallos dictados recíprocamente en sus Estados respectivos, en materia civil ó comercial, han convenido de común acuerdo ajustar un Tratado con dicho objeto, nombrando al efecto por sus Plenipotenciarios, á saber:

El Consejo Federal
de la Confederación Suiza:
á Don Carlos E. Lardet, Cónsul General de Suiza en España, y

Su Majestad la Reina
Regente de España:
á Don Carlos O'Donell y Abreu,
Duque de Tetuan, Marqués de Alamira, etc. etc.

Quienes despues de haberse comunicado sus respectivos plenos poderes hallados en buena y debida forma, han convenido en los artículos siguientes:

Artículo 1.

Las sentencias ó fallos definitivos en materia civil ó comercial dictados en uno de los dos Estados contratantes,

E

tractants, soit par les tribunaux ordinaires, soit par des arbitres ou des tribunaux de prud'hommes, légalement constitués, seront exécutoires dans l'autre État aux conditions suivantes.

Article 2.

L'exécution sera requise directement par la partie intéressée, auprès du tribunal ou de l'autorité du lieu où l'exécution doit avoir lieu et à qui appartient la compétence pour accorder l'exequatur.

La demande d'exécution sera accompagnée :

- 1^o D'une copie littérale du jugement ou de l'arrêt, dûment légalisée par le représentant diplomatique ou consulaire du pays dans lequel l'exécution est requise ;
- 2^o d'un document établissant que la partie adverse a été dûment citée et que le jugement ou l'arrêt lui a été notifié ;
- 3^o d'un certificat délivré par le greffier du tribunal qui a rendu le jugement, certificat légalisé dans les formes prévues au chiffre 1, constatant que le jugement ou l'arrêt dont l'exécution est requise est définitif et exécutoire, attendu qu'il n'existe ni appel ni opposition.

Article 3.

L'autorité compétente statuera sur la demande d'exécution dans la forme prévue par la loi, après avoir entendu le Ministère public, si la loi le prescrit.

Elle accordera à la partie contre laquelle l'exécution est requise le délai légal ou d'usage pour défendre ses droits.

Elle indiquera aux deux parties le jour où il sera prononcé sur la demande.

ya por los tribunales ordinarios, ya por árbitros ó tribunales comerciales (tribunales de prud'hommes), legalmente constituidos, serán ejecutorios en el otro Estado bajo las condiciones siguientes.

Artículo 2.

La ejecución se pedirá directamente por la parte interesada al tribunal ó á la autoridad del punto donde el cumplimiento deba efectuarse y á quien corresponde la competencia para conceder al exequatur.

A la demanda de ejecución acompañarán :

- 1^o Una copia literal de la sentencia ó fallo debidamente legalizada por el representante diplomático ó consular del país en que se pide el cumplimiento ;
- 2^o de un documento justificando que la parte contraria ha sido debidamente citada y que se le ha notificado la sentencia ó fallo ;
- 3^o de una certificación expedida por el escribano del tribunal que ha dictado la sentencia, certificación legalizada en la forma expresada en el párrafo primero, haciendo constar que la sentencia ó fallo, cuyo cumplimiento se pide, es definitiva y ejecutoria por no existir apelación in oposición.

Artículo 3.

La autoridad competente determinará sobre la demanda de cumplimiento en la forma prevista por la ley, despues de oído el Ministerio Fiscal, si la ley lo prescribe.

La misma concederá á la parte contra la cual se pide el cumplimiento, el plazo legal ó de costumbre para defender sus derechos, y señalará á las dos partes el día en que haya de resolverse la demanda.

Article 4.

La décision qui accorde l'exécution est transcrite par l'autorité de qui elle émane dans le jugement ou dans l'arrêt. Elle sortira ses effets dans la procédure d'exécution ultérieure.

Article 5.

L'autorité saisie de la demande d'exécution n'entrera point dans la discussion du fond de l'affaire.

La décision qui accorde ou qui refuse l'exécution ne sera point susceptible d'opposition à raison de la non-comparution d'une partie, mais elle pourra être l'objet d'un recours devant l'autorité compétente dans les délais légaux et suivant les formes déterminées par la loi du pays où elle a été rendue, si toutefois cette loi prévoit un tel recours.

Article 6.

L'exécution pourra être refusée dans les cas suivants :

- 1^o Si la décision émane d'une juridiction incompétente.
- 2^o Si elle a été rendue sans que les parties aient été dûment citées ou légalement représentées.
- 3^o Si les règles du droit public du pays où l'exécution est demandée s'opposent à ce que la décision de la juridiction étrangère y reçoive son exécution.

Article 7.

Quand l'exécution emportera contrainte par corps, cette partie du jugement ou de l'arrêt ne sera pas exécutoire si la législation du pays où l'exécution doit avoir lieu n'admet pas la contrainte par corps dans le cas dont il s'agit.

Article 8.

Les actes judiciaires, tels que citations, notifications, sommations, com-

Artículo 4.

La decisión concediendo el cumplimiento se transcribirá por la autoridad de quien emane la sentencia ó fallo surtiendo sus efectos en el procedimiento de ejecución ulterior.

Artículo 5.

La autoridad á cuyo poder raya la demanda de ejecución no entrará á discutir el fondo del asunto.

La decisión que conceda ó deniegue la ejecución, no será susceptible de oposición por la no comparencia de una parte, pero podrá ser objeto de un recurso ante la autoridad competente en los plazos legales y segun las formas que determine la ley del Pais en que se haya dictado, siempre que esta ley prevea semejante recurso.

Artículo 6.

La ejecución no podrá negarse sino en los casos siguientes :

- 1^o Si la decisión emana de jurisdicción incompetente.
- 2^o Si ha sido dictada sin que las partes hayan sido debidamente citadas ó legalmente representadas.
- 3^o Si las reglas de derecho público del Pais á donde se pide la ejecución se oponen á que la decisión de la jurisdicción extranjera reciba en él su cumplimiento.

Artículo 7.

Cuando la ejecución lleve aparejada „Detención personal“, esta parte de la sentencia ó fallo no será ejecutoria si la legislación del Pais donde haya de efectuarse el cumplimiento no admite la „detención“ en el caso de que se trata.

Artículo 8.

Las actas judiciales, tales como citations, notificaciones, requerimientos,

missions rogatoires et autres actes de procédure seront transmis à qui de droit par les agents diplomatiques ou consulaires des gouvernements respectifs; le gouvernement du pays requis veillera à leur signification, soit exécution, à moins que les règles du droit public du pays requis ne s'y opposent.

Les frais resteront à la charge du pays requis.

Ces actes, citations, notifications, sommations, etc., devront être accompagnés de traductions françaises dûment certifiées, s'ils étaient rédigés dans une autre langue.

Article 9.

Le présent Traité sera ratifié et les ratifications seront échangées à Madrid dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé, en double expédition, et y ont apposé leurs cachets à Madrid le dix-neuf Novembre mil huit cent quatre-vingt seize.

(signé) *Ch^e-Ed. Lardet.*
(L. S.)

exhortos y demas diligencias de procedimiento se transmitirán á quien corresponda por los Agentes diplomáticos ó consulares de los Gobiernos respectivos. El Gobierno del Pais requerido cuidará de su notificación ó cumplimiento á no ser que las reglas de derecho público de éste no se opongan á ello. Los gastos serán de cuenta del Pais requerido.

Estas actas, citaciones, notificaciones, requerimientos, etc., deberán ir acompañadas de traducciones francesas debidamente certificadas, si estuvieran redactadas en cualquier otro idioma.

Artículo 9.

El presente Tratado será ratificado y sus ratificaciones canjeadas en Madrid á la mayor brevedad posible.

En fé de lo cual los respectivos Plenipotenciarios han firmado este Tratado, por duplicado, poniendo en él el sello de sus armas en Madrid el diez y nueve de Noviembre de mil ocho cientos noventa y seis.

(firm^o) *El Duque de Tetuan.*
(L. S.)

16.

AUTRICHE.

Loi sur l'établissement et le domicile du 5 décembre 1896.

Oesterr. Reichsgesetzblatt 1896, Nr. 222.

Gesetz vom 5. December 1896, wodurch einige Bestimmungen des Gesetzes vom 3. December 1863 (R. G. Bl. Nr. 105), betreffend die Regelung der Heimatverhältnisse, abgeändert werden.

Mit Zustimmung beider Häuser des Reichsrathes finde Ich anzuordnen, wie folgt:

Art. 1. — Die §§. 8, 9 und 10 des Gesetzes vom 3. December 1863, R. G. Bl. Nr. 105, betreffend die Regelung der Heimatverhältnisse, werden hiermit aufgehoben und haben an deren Stelle nachfolgende Bestimmungen zu treten:

§. 1. — Das Heimatrecht wird durch ausdrückliche Aufnahme in den Heimatverband erworben.

§. 2. — Die ausdrückliche Aufnahme in den Heimatverband kann von der Aufenthaltsgemeinde demjenigen österreichischen Staatsbürger nicht versagt werden, welcher nach erlangter Eigenberechtigung durch zehn der Bewerbung um das Heimatrecht vorausgehende Jahre sich freiwillig und ununterbrochen in der Gemeinde aufgehalten hat.

Wird der Aufenthalt in einer Gemeinde unter Umständen begonnen, durch welche ein freiwilliger Aufenthalt ausgeschlossen ist, so beginnt der Lauf der zehnjährigen Frist erst mit dem Tage, an welchem diese Umstände aufgehört haben. Treten solche Umstände erst nach Beginn des Aufenthaltes ein, so ruht während ihrer Dauer der Lauf der zehnjährigen Frist.

Durch freiwilliges Aufgeben des Aufenthaltes in der Gemeinde wird die begonnene zehnjährige Aufenthaltsfrist unterbrochen. Als eine Unterbrechung des Aufenthaltes wird jedoch eine freiwillige Entfernung nicht angesehen, wenn aus den Umständen, unter welchen sie erfolgt, die Absicht erhellt, den Aufenthalt beizubehalten.

Die in einer Gemeinde begonnene Ersitzung des Heimatrechtes wird durch eine lediglich infolge der Erfüllung der gesetzlichen Wehrpflicht bedingte Abwesenheit weder gehemmt noch unterbrochen. Dagegen ruht während der Dauer einer anderweitigen unfreiwilligen Abwesenheit der Lauf der zehnjährigen Frist.

Der Bewerber darf ferner während der festgesetzten Aufenthaltsfrist der öffentlichen Armenversorgung nicht anheimfallen. Die Befreiung vom Schulgelde hinsichtlich der eine Schule besuchenden Kinder, sowie der Genuss eines Stipendiums, endlich eine nur vorübergehend gewährte Unterstützung sind nicht als Acte der Armenversorgung anzusehen.

§. 3. — Zur Geltendmachung des in Gemässheit des §. 2 dieses Gesetzes erworbenen Anspruches auf die ausdrückliche Aufnahme in den Heimatverband sind nicht bloss der Anspruchsberechtigte selbst, beziehungsweise seine Nachfolger im Heimatrechte, das heisst jene Personen, welche gemäss der Bestimmungen der §§. 6, 7, 11, 12 und 13 des Gesetzes vom 3. December 1868, R. G. Bl. Nr. 105, ihr Heimatrecht von jenem des Anspruchsberechtigten ableiten, sondern auch die bisherige Heimatgemeinde, und falls es sich um einen Heimatlosen handelt, jene Gemeinde berechtigt, welcher der Heimatlose auf Grund der Bestimmungen des 3. Abschnittes des Heimatgesetzes zugewiesen worden ist.

Eine jede Gemeinde ist verpflichtet, von der auf Grund des §. 1 oder 2 erfolgten Aufnahme einer Person in den Heimatverband die bisherige Heimatgemeinde zu verständigen.

§. 4. — Hat ein österreichischer Staatsbürger seinen Aufenthalt in der Gemeinde, in welcher er gemäss §. 2 dieses Gesetzes den Anspruch auf Aufnahme in den Heimatverband derselben erworben hat, aufgegeben oder das Gebiet der Gemeinde unfreiwillig verlassen, so kann dieser Anspruch von dem Berechtigten selbst oder seinem Nachfolger im Heimatrechte nur binnen zwei Jahren, von dessen Heimatgemeinde dagegen binnen fünf Jahren nach dem Aufhören des Aufenthaltes in der Gemeinde geltend gemacht werden.

Die in Gemässheit der §§. 2, 3 und 4 einzubringenden Gesuche zur Geltendmachung des Anspruches auf ausdrückliche Aufnahme in den Heimatverband sind als gebührenfrei zu behandeln.

§. 5. — Ausländer und Personen, deren Staatsbürgerschaft nicht nachweisbar ist, erlangen unter den im §. 2 festgesetzten Bedingungen den Anspruch auf Zusicherung der Aufnahme in den Heimatverband einer österreichischen Gemeinde; die Aufnahme wird jedoch erst dann wirksam, wenn die Betroffenen das österreichische Staatsbürgerrecht erlangt haben.

§. 6. — Wenn die Aufenthaltsgemeinde es unterlässt, über den geltend gemachten Anspruch auf die Aufnahme in den Heimatverband (§§. 2, 3 und 4), beziehungsweise die Zusicherung desselben (§. 5) innerhalb einer Frist von sechs Monaten, von der Einbringung des Anspruchsgesuches an gerechnet, zu entscheiden, fällt die Entscheidung der vorgesetzten politischen Behörde zu.

Dieselbe Behörde entscheidet im Falle der Berufung, wenn die Aufnahme in den Heimatverband, beziehungsweise die Zusicherung derselben in den Fällen der §§. 2 bis 4, beziehungsweise 5, von der Aufenthaltsgemeinde verweigert wurde.

§. 7. — Ausser den in den §§. 2 bis 4, beziehungsweise 5 bezeichneten Fällen entscheidet über Ansuchen um ausdrückliche Aufnahme in den Heimatverband mit Ausschluss jeder Berufung die Gemeinde.

§. 8. — Die Aufnahme in den Heimatverband darf weder auf eine bestimmte Zeit beschränkt, noch unter einer den gesetzlichen Folgen des Heimatrechtes abträglichen Bedingung erteilt werden.

Jede solche Beschränkung oder Bedingung ist nichtig und als nicht beigesetzt zu betrachten.

§. 9. — Zur Einführung einer Gebühr für die freiwillige Aufnahme in den Heimatverband, sowie zur Erhöhung solcher Gebühren ist ein Landesgesetz erforderlich.

Diese Gebühren haben in die Gemeindecasse einzufliessen.

Für die Aufnahme in den Heimatverband, welche auf Grund der Bestimmungen der §§. 2 bis 4 dieses Gesetzes erfolgt, darf eine Gebühr nicht erhoben werden.

§. 10. — Definitiv angestellte Hof-, Staats-, Landes-, Gemeinde-, Bezirksvertretungs- und öffentliche Fonds-Beamte und Diener, Geistliche und öffentliche Lehrpersonen, endlich die k. k. Notare erlangen mit dem Antritte ihres Amtes das Heimatrecht in der Gemeinde, in welcher denselben ihr ständiger Amtssitz angewiesen wurde.

Art. 2. — Dieses Gesetz tritt mit dem Tage der Kundmachung in Wirksamkeit.

Der Beginn des Laufes der im Artikel 1, §. 2 festgesetzten Fristen wird auf den 1. Jänner 1891 festgesetzt.

Art. 3. — Mit dem Vollzuge dieses Gesetzes ist Mein Minister des Innern beauftragt.

Wien, am 5. December 1896.

Frans Joseph m. p.

Badeni m. p.

17.

ALLEMAGNE, SUISSE.

Traité destiné à régler le service de douane à la frontière;
signé à Berlin le 5 décembre 1896.

Reichsgesetzblatt, 1897, No. 19.

Vertrag zwischen dem Deutschen Reiche und der Schweiz, betreffend die Einrichtung schweizerischer Nebenzollämter bei den auf badischen Gebiete belegenen Stationen Altenburg, Jestetten und Lotstetten der schweizerischen Eisenbahnlinie Eglisau-Schaffhausen und die schweizerische Zollabfertigung am Grenzacherhorn. Vom 5. Dezember 1896.

Seine Majestät der Deutsche Kaiser, König von Preussen, im Namen des Deutschen Reichs, einerseits, und der Bundesrath der Schweizerischen Eidgenossenschaft andererseits, von dem Wunsche geleitet, die Zollabfertigung im Verkehre zwischen beiden Ländern zu erleichtern, haben zu diesem Zwecke Unterhandlungen eröffnen lassen und zu Bevollmächtigten ernannt, nämlich:

Seine Majestät der Deutsche Kaiser, König von Preussen:
Allerhöchstihren Staatsminister, Staatssekretär des Auswärtigen Amtes, Herrn Adolf Freiherrn Marschall von Bieberstein,

der Bundesrath der Schweizerischen Eidgenossenschaft:
Seinen ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigen Minister bei Seiner Majestät dem Deutschen Kaiser, König von Preussen, Herrn Dr. A. Roth,

welche folgenden Vertrag vereinbart und festgestellt haben:

Art. 1. — 1. Auf den auf deutschem Gebiete belegenen Stationen Altenburg, Jestetten und Lotstetten der Eisenbahnlinie Eglisau—Schaffhausen werden schweizerische Nebenzollämter errichtet werden, mit der Befugniss der zollamtlichen Abfertigung aller auf den genannten Stationen eingeladenen, zum Weitertransporte nach der Schweiz in der Richtung nach Rafz oder Neuhausen bestimmten Waaren, sowie der nach dem schweizerischen Gebiete sich begebenden Reisenden.

2. Zur Erleichterung des Waarenverkehrs in der Richtung von Grenzach nach Riehen—Lörrach und umgekehrt, kann die schweizerische Zollkontrolle durch das schweizerische Nebenzollamt am Grenzacherhorn bei dem dort belegenen deutschen Nebenzollamt auf deutschem Gebiete vorgenommen werden.

Der bei diesem deutschen Nebenzollamte von der Landstrasse Säckingen — Basel nach Landauerhof—Riehen sich abzweigende, auf deutschem Gebiete parallel der Landesgrenze verlaufende und in etwa 50 Meter Entfernung vom Grenzsteine Nr. 149 das schweizerische Gebiet erreichende Verbindungsweg wird beiderseits als Zollstrasse anerkannt.

Die beiderseitigen Zollämter werden zusammenwirken, um Unterschleifen bei dem zollpflichtigen Verkehr auf dem im vorstehenden Absatz erwähnten

Verbindungswege vorzubeugen und Vergehen gegen die Zollgesetze zur Entdeckung zu bringen, und es wird hierbei jede von dem zuständigen Beamten gewünschte Auskunft bereitwilligst ertheilt werden.

Es soll darauf Bedacht genommen werden, dass die beiderseitigen Waarenabfertigungen möglichst unmittelbar auf einander folgen können, und dass das schweizerische durch das deutsche Zollamt beim Eintreffen zollpflichtiger, beziehungsweise der Zollkontrolle unterstellter Gegenstände benachrichtigt wird, falls schweizerisches Zollpersonal nicht zur Stelle sein sollte.

Art. 2. — Den schweizerischen Zollbehörden steht das Recht zu, Vergehen gegen die schweizerische Zollgesetzgebung, welche bei Vornahme der nach Artikel 1 auf deutschem Gebiet erfolgenden Zollkontrolle auf letzterem entdeckt worden sind, zu untersuchen, daselbst Waaren und Effekten, welche mit diesen Vergehen in Verbindung stehen, mit Beschlag zu belegen und auf schweizerisches Gebiet zu bringen, die Zollvergehen nach den Strafbestimmungen des schweizerischen Zollgesetzes abzuurtheilen, desgleichen Ordnungsbussen zu erkennen, welche mit Uebertretung der Zollvorschriften verknüpft sind. Für den Betrag dieser Ordnungsbussen können Waaren und Effekten für verhaftet erklärt werden.

Art. 3. — Die zuständigen deutschen Behörden werden auf Ersuchen der schweizerischen Behörden wegen Uebertretung der schweizerischen Zollgesetze bei den im Artikel 1 genannten schweizerischen Zollämtern.

- a) Zeugen und Sachverständige vernehmen,
- b) amtliche Besichtigungen vornehmen und den Befund beglaubigen,
- c) Vorladungen und Erkenntnisse der schweizerischen Behörden an Angeschuldigte, auch wenn sie Angehörige des Deutschen Reichs sind, behändigen lassen.

Art. 4. — Die deutschen Behörden werden den in Gemässheit der Artikel 1 und 2 auf deutschem Gebiete dienstlich thätig werdenden schweizerischen Zollbeamten den nöthigen polizeilichen Schutz gewähren und den hierauf bezüglichen Ersuchen dieser Beamten in gleicher Weise nachkommen, wie entsprechenden Ersuchen von deutschen Zollbeamten.

Art. 5. — Schweizerischen Grenzwächtern, welche bei der am Grenzhorn auf deutschem Gebiet erfolgenden Zollkontrolle verwendet werden, ist das Tragen der Uniform mit dem Seitengewehr gestattet.

Auch dürfen zur Verhütung von Unterschleifen uniformirte und mit Seitengewehr bewaffnete schweizerische Grenzwächter die Züge auf der Eisenbahnstrecke Neuhausen—Rafz begleiten und sich während des Aufenthalts der Züge auf den deutschen Stationen dieser Strecke daselbst aufhalten.

Art. 6. — Während seines in Gemässheit der vorstehenden Bestimmungen auf deutschem Gebiet erfolgenden Aufenthalts ist das schweizerische Zollpersonal den deutschen Gesetzen, sowie der deutschen Gerichtsbarkeit und Polizeigewalt insoweit unterworfen, als nicht die Ausübung seiner zolldienstlichen Verrichtungen, mithin die Disziplin, Dienstvergehen oder Dienstverbrechen in Frage stehen.

Art. 7. — Der vorstehende Vertrag wird vorläufig auf die Dauer von zehn Jahren, vom Tage der Auswechslung der Ratifikationen an gerechnet,

abgeschlossen. Sollte zwölf Monate vor dessen Ablaufe von keiner Seite Kündigung erfolgen, so bleibt derselbe auch fernerhin in Kraft bis zum Ablauf eines Jahres von dem Tage ab, an welchem dessen Aufhebung von der einen oder anderen Seite verlangt wird.

Art. VIII. — Der gegenwärtige Vertrag soll ratifizirt und die Ratifikations-Urkunden sollen in Berlin sobald als möglich ausgewechselt werden.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten den gegenwärtigen Vertrag in doppelter Ausfertigung unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

Geschehen zu Berlin am 5. Dezember 1896.

Freiherr von *Marschall*.

(L. S.)

Roth.

(L. S.)

Der vorstehende Vertrag ist ratifizirt worden und die Auswechslung der Ratifikations-Urkunden hat am 17. April 1897 zu Berlin stattgefunden.

18.

SUISSE, GRÈCE.

Déclaration échangée relativement aux données recueillies, lors des recensements périodiques de la population, du 8 déc. 1896.

Eidgenössische Amtliche Sammlung 1897.

Erklärung zwischen der Schweiz und Griechenland betreffend Austausch von Volkszählungsmaterial. (In Kraft getreten am 29. Mai 1897.)

Originaltext.

Übersetzung.

Le gouvernement
de la Confédération suisse
et

Die Regierung der
schweiz. Eidgenossenschaft
und

le gouvernement
de S. M. le Roi des Hellènes

die Regierung seiner Majestät
des Königs von Griechenland

sont convenus de ce qui suit relativement aux données recueillies, lors des recensements périodiques de la population, au sujet des ressortissants d'un des pays résidant sur le territoire de l'autre:

haben über die gegenseitige Mittheilung von Volkszählungsergebnissen, welche die auf dem Gebiete des einen der beiden Staaten niedergelassenen Angehörigen des andern Staates betreffen, nachstehende Vereinbarung getroffen:

Article 1^{er}.

Artikel 1.

Les deux gouvernements de Suisse et de Grèce s'engagent à se remettre

Die Regierungen der Schweiz und Griechenlands verpflichten sich, nach

réci-proquement et sans frais, après chaque recensement de la population de leur territoire, des bulletins individuels se rapportant spécialement aux ressortissants de l'autre État compris dans lesdits recensements.

En ce qui concerne la confection et le contenu des bulletins de recensement, les deux gouvernements ne sont tenus à aucune obligation quelconque.

Article 2.

Il est bien entendu que la délivrance ou l'acceptation des bulletins ne préjugera pas les questions d'identité ou de nationalité.

Article 3.

Les bulletins individuels seront remis par le gouvernement suisse au consulat général de Grèce à Genève et par le gouvernement hellénique au consulat général de la Confédération à Patras.

Article 4.

Chacun des deux gouvernements se réserve le droit de dénoncer l'accord en question moyennant avis préalable donné une année à l'avance.

En foi de quoi, le chef du Département politique fédéral a signé, au nom de la Confédération suisse, la présente déclaration, qui sera échangée contre une déclaration analogue signée par le ministre hellénique des affaires étrangères.

Berne et Athènes, le 8 décembre 1896.

(L. S.) *A. Lachenal.*
(L. S.) *A. Skousés.*

jeder in einem der beiden Staatsgebiete durchgeführten periodischen Volkszählung sich gegenseitig die Zahlkarten der bei diesen Volkszählungen inbegriffenen Angehörigen des andern Staates kostenfrei zu übermitteln.

In Bezug auf die Einrichtung und den Inhalt der Zahlkarten sind beide Regierungen an keinerlei Verpflichtung gebunden.

Artikel 2.

Es wird ausdrücklich erklärt, dass die Zustellung oder Annahme der Zahlkarten Identitäts- oder Staatsangehörigkeitsfragen in keiner Weise präjudizieren sollen.

Artikel 3.

Die Zahlkarten sind seitens der schweizerischen Regierung an das griechische Generalkonsulat in Genf, seitens der griechischen Regierung an das schweizerische Generalkonsulat in Patras zu übermitteln.

Artikel 4.

Jede der beiden Regierungen behält sich das Recht vor, diese Vereinbarung durch eine ein Jahr zum voraus abzugebende Erklärung zu kündigen.

Zur Urkund dessen hat der Vorsteher des eidgenössischen politischen Departements im Namen der schweizerischen Eidgenossenschaft gegenwärtige Erklärung unterzeichnet, welche gegen eine gleichlautende durch den griechischen Minister der auswärtigen Angelegenheiten zu unterzeichnende Erklärung ausgetauscht werden soll.

Bern und Athen, den 8. December 1896.

(L. S.) *A. Lachenal.*
(L. S.) *A. Skousés.*

19.

SUISSE.

Correspondance relative à la démission de M. Rappaz Consul de Suisse à Montévidéo, du 17 décembre 1896.

Schweiz. Bundesblatt, 1896, No. 52.

Bericht des Bundesrates an die Bundesversammlung, betreffend das schweizerische Konsulat in Montevideo. (Vom 17. Dezember 1896.)

Tit.

Unterm 9. dies hat der Nationalrat uns eine von 386 Schweizerbürgern in Uruguay unterzeichnete Eingabe, worin verlangt wird, es sei unser Ministerresident in Buenos Ayres, Herr Rodé, abzuberufen und Herr Grimm, schweizerischer Konsul in Montevideo, durch Herrn Rappaz zu ersetzen, zu vorgängiger Berichterstattung überwiesen.

Diese Eingabe ist die Frucht der von einer Anzahl Anhänger des Herrn Rappaz im Schosse der Schweizerkolonie in Montevideo hervorgerufenen und geförderten Agitation. Diese Herren schreiben den Rücktritt des Herrn Rappaz dem Grolle zu, den Herr Rodé gegen ihn hegen soll, und können es dem Herrn Grimm, gegen dessen Rechtschaffenheit und Tüchtigkeit sie nichts einzuwenden haben, nicht verzeihen, dass er sich zum Nachfolger des Herrn Rappaz hat wählen lassen.

Die Wahrheit ist, dass Herr Rodé in dieser Angelegenheit nichts anderes gethan hat, als die ihm obliegende amtliche Pflicht zu erfüllen und die von Bern erhaltenen Weisungen zu befolgen, und dass der Bundesrat sich zu seinem Bedauern in die Notwendigkeit versetzt gesehen hat, Herrn Rappaz zur Demission zu veranlassen, nachdem er vergebens erwartet hatte, Herr Rappaz werde so viel Takt und Patriotismus besitzen, freiwillig zurückzutreten, um Missdeutungen und Lärm zu vermeiden. Herr Rappaz hat es jedoch vorgezogen, einen geräuschvollen Rücktritt zu veranstalten, und wir haben gute Gründe dafür, anzunehmen, dass er, statt die entstandene Erregung nach Kräften zu beschwichtigen, derselben vielmehr Vorschub geleistet und seine Mitbürger dazu aufgereizt hat, die Entscheide des Bundesrates zu missachten. Die zahlreichen Aktenstücke, die wir Ihnen vorzulegen uns beehren, geben hierüber überzeugende Aufschlüsse. Wir verweisen mit Bezug auf alle Einzelheiten auf die Akten und beschränken uns hier darauf, unsere Entscheide kurz aufzuführen und die Gründe dafür anzugeben.

Mit Schreiben vom 25. September 1895 machte uns unser Ministerresident in Buenos Ayres, Herr Rodé, auf die Lage aufmerksam, in der sich unser Konsul in Montevideo, Herr Dr. Rappaz, befand. Er hatte schon wiederholt konstatieren müssen, dass Herr Rappaz in der Ausübung seiner Funktionen sich nachlässig zeigte. Da schriftliche Vorstellungen ihren Zweck nicht erreichten, so benutzte Herr Rodé seinen Aufenthalt in Montevideo dazu, um sich Auskunft zu verschaffen, und erlangte bald die Gewissheit, dass die finanzielle Lage des Herrn Rappaz, die schon lange schlimm gewesen,

im höchsten Grade bedenklich geworden war. Bei diesem Anlass stellte Herr Rodé ausserdem fest, dass die Konsulatsarchive sich in traurigem Zustand befanden. Von den in Art. 48 des Konsularreglements vorgeschriebenen Büchern besass Herr Rappaz nur das Protokoll und das Immatrikulationsregister; weder Passregister, noch Kopierbuch, noch Kassabuch, noch Conto-Corrent-Buch waren vorhanden. Unser Konsul bewahrte auch weder Minuten noch Abschriften der abgesandten Briefe und Aktenstücke auf. Sein Protokoll befand sich in einem bedauerlichen Zustand; aus den Jahren 1892 und 1893 war darin keinerlei amtliche Ausfertigung erwähnt, und die hierauf bezüglichen Seiten waren ganz leer.

Diese von Herrn Rodé am 7. Juni 1895 gemachten Wahrnehmungen werden in allen Punkten bestätigt durch den von Herrn Fluri, Kanzler der schweizerischen Gesandtschaft in Buenos Ayres, unterm 30. Mai 1896 bei Übergabe des Konsulats an den neuen Konsul abgefassten Bericht über den Zustand der Archive des schweizerischen Konsulats in Montevideo. Wir legen diesen Bericht hier bei, damit Sie sich ein Bild machen können von der Unordnung, die stets auf dem Konsulat zu Montevideo herrschte, so lange Herr Rappaz diese Stelle inne hatte.

Herr Rodé schloss seinen Bericht damit, dass er um die Ermächtigung nachsuchte, Herrn Rappaz daran zu erinnern, dass er versprochen habe, seinen Rücktritt zu erklären; Herr Rodé wünschte, nötigenfalls noch weiter gehen und Herrn Rappaz zur Demission anhalten zu dürfen.

Am 4. November 1895 richteten wir an Herrn Rodé folgendes Telegramm: „Rappaz mettra ordre dans ses affaires ou démissionnera. Faites au mieux.“

Herr Rodé begab sich am 30. Dezember nochmals nach Montevideo, und nachdem er von verschiedenen Seiten weitere Erkundigungen eingezogen hatte, erstattete er uns unterm 21. Januar 1896 einen Bericht, der denjenigen vom 25. September 1895 in allen Teilen bestätigte. Bei einer Unterredung mit Herrn Rappaz gab dieser zu, dass er sich finanziell in sehr bedrängter Lage befinde; er entschuldigte sich damit, das könne bei jedermann vorkommen, er sei nicht daran schuld, und sein Ruf leide nicht darunter, namentlich in Uruguay nicht. Als Herr Rodé ihm zu verstehen gab, der Bundesrat wünsche seinen Rücktritt, nahm Herr Rappaz seine Zuflucht zu allerlei Ausreden, versicherte, seine Lage sei zwar schwierig, aber doch nicht unmittelbar gefahrdrohend, und er zweifle nicht daran, dass sie sich wieder bessern werde. Er versprach, seine Demission einzureichen, falls nicht die erwartete Besserung eintrete.

Unter diesen Umständen stellte uns Herr Rodé folgende Anträge:

1. den Status quo einstweilen fortbestehen zu lassen, unter dem Vorbehalt, im Bedürfnisfalle telegraphisch weitere Anträge zu stellen;
2. angesichts der zwingenden Notwendigkeit, das Konsulat in Montevideo anderen Händen zu übergeben, den Herrn Konsul Rappaz entweder direkt oder durch Vermittlung der Gesandtschaft davon zu benachrichtigen, dass der Bundesrat auf einen zu bestimmenden Zeitpunkt hin, auf den 30. Juni oder den 31. Dezember 1896, seinen Rücktritt erwarte.

Der Bundesrat glaubte jedoch diesem Antrag nicht beipflichten zu sollen. Da die Konsolidierung der Finanzlage des Herrn Rappaz nach Ansicht des Herrn Rodé als ein Ding der Unmöglichkeit erschien, konnten wir nicht die Verantwortlichkeit dafür übernehmen, dass ein die Würde und das Ansehen unserer Vertretung im Auslande gefährdender und den Interessen unserer Mitbürger in Uruguay nachteiliger Zustand noch länger fort dauere. Herr Rappaz mag an seiner misslichen ökonomischen Lage nicht schuld sein, seine persönliche Ehre mag dabei nicht gelitten haben, Unrecht hat er aber darin gehabt, dass er nicht einsah, wie sehr diese seine Lage mit der ferneren Ausübung des Amtes eines schweizerischen Konsuls unvereinbar war.

Angesichts übrigens der in der Verwaltung des Konsulats zu Tage getretenen Unordnung durften wir nicht länger anstehen, diesem Zustand ein Ende zu machen und Herrn Rappaz durch einen für dieses Amt geeigneteren Mann zu ersetzen.

Wir haben deshalb unterm 10. März 1896 beschlossen:

1. Herrn Rappaz neuerdings einzuladen, seinen Rücktritt zu erklären und ihm dabei zu bemerken, dass, wenn er dies nicht gutwillig thue, der Bundesrat genötigt wäre, ihn seines Amtes zu entheben;
2. ihm bis Ende Juni 1896 seine Konsularentschädigung von Fr. 3000 jährlich auszurichten, unter der Bedingung jedoch, dass er sich vorher darüber ausweise, dass er alle ihm etwa anvertrauten Depositen zurückerstattet habe;
3. das politische Departement mit den nötigen Schritten behufs Ernennung seines Nachfolgers zu betrauen.

Herr Rappaz fügte sich schliesslich, nicht ohne Protest zu erheben; seine Demission kam dem Herrn Rodé am 16. April zu.

Unter dem gleichen Datum richtete Rappaz an das politische Departement folgendes Schreiben:

Herr Bundesrat!

„Ich beehre mich, Ihnen mit Gegenwärtigen mein Begehren um Entlassung von dem Posten eines Konsuls in Montevideo zu bestätigen. Ich habe dieses Begehren schon unterm 16. April unserm Ministerresidenten in Buenos Ayres eingereicht. Nachdem ich dieses Amt beinahe fünfzehn Jahre bekleidet, versuche ich diesen Schritt zum zweiten Mal, nachdem mein Rücktrittsbegehren im Jahre 1889 abgelehnt worden war. Ich hätte es damals nicht zurückgezogen, wenn nicht das eidgenössische Departement des Auswärtigen mich lebhaft darum ersucht, ja geradezu gebeten hätte.“

Da Herr Rappaz geglaubt hat, diesen Punkt berühren zu sollen, so möge uns gestattet sein, seine mit der Wirklichkeit wenig übereinstimmenden Behauptungen zu berichtigen.

Durch Dekret des Ministeriums der auswärtigen Angelegenheiten der Republik Uruguay vom 1. März 1889 (der spanische Text dieses Dekrets ist dem Berichte des Herrn Rodé vom 8. August 1896 beigelegt) war Herr Dr. V. Rappaz, Konsul der schweizerischen Eidgenossenschaft in Monte-

video, zum Propaganda- und Einwanderungskommissär für die Schweiz, Piemont, Savoyen und Elsass-Lothringen ernannt worden. Er erhielt die Aufgabe, diese Länder zu besuchen und für die Auswanderung nach Uruguay Propaganda zu machen. Herr Rappaz nahm diese Mission an, ohne zunächst die in Art. 22 des Konsularreglements vorgesehene Ermächtigung des Bundesrates einzuholen. Dieser Artikel schreibt vor, dass die schweizerischen Konsularbeamten ohne diese Ermächtigung keine amtlichen Geschäfte für ausländische Regierungen führen dürfen. Er behauptet, damals dem Bundesrate seine Demission eingereicht zu haben; allein diese Angabe ist nicht richtig, und als Beweis führen wir hier den Brief an, den er unterm 28. Februar 1889, gerade als er im Begriffe war, als Agent der Regierung von Uruguay nach Europa zu reisen, an das Departement des Auswärtigen richtete.

Dieser Brief lautet in deutscher Übersetzung:

„Herr Bundesrats!

„Ich beehre mich, Ihnen zur Kenntnis zu bringen, dass ich am 28. Februar 1889 gemäss Art. 7 des schweizerischen Konsularreglements Herrn Emil Guyer zu meinem Konsulatskanzler ernannt und ihm nach Formular Nr. 1 des erwähnten Reglements das Brevet dafür erteilt habe. Da ich mich nach Europa begeben muss, so habe ich nach Massgabe von Art. 60 und 61 des erwähnten Reglements, die Führung des Konsulats unter meiner Verantwortlichkeit dem Kanzler anvertraut, dessen Unterschrift Sie am Fusse dieses Schreibens finden.“

Nach einigen Bemerkungen über die Person des Herrn Guyer schloss Herr Rappaz seinen Brief wie folgt:

„Ich gedenke, in wenigen Tagen nach Bern abzureisen, und hoffe dann der Ehre einer Persönlichen Audienz, die ich hiermit nachsuche, teilhaftig zu werden. Inzwischen benutze ich den Anlass etc.

(gez.) Dr. *Rappaz*, Konsul.“

Es steht, wie Sie sehen, kein Wort von einer Demission in diesem Briefe. Allerdings hatte Herr Rappaz nach seiner Ankunft in Bern eine Unterredung mit dem Vorsteher des Departements des Auswärtigen, wobei auch sein eventueller Rücktritt zur Sprache kam; aber es ist zu bemerken, dass Herr Rappaz sich nicht als ein mit einer amtlichen und besoldeten Mission von seiten der uruguayischen Regierung Beauftragter vorstellte, sondern angab, er komme in die Schweiz, um sich zu orientiren und zu vergewissern, ob er den ihm angebotenen Auftrag annehmen könne. Man erwiderte ihm daher, einstweilen sei sein Rücktritt nicht notwendig. Herr Rappaz konnte keinen Augenblick im Zweifel darüber sein, dass seine Eigenschaft als besoldeter Agent einer auswärtigen Regierung mit der Stellung eines schweizerischen Konsuls sich nicht vertrug (siehe auch Art. 12 der Bundesverfassung), und der allerelementarste Takt hätte ihm eingeben müssen, entweder den ihm von der uruguayischen Regierung anerbundenen Auftrag abzulehnen oder dem Bundesrat den Rücktritt von seinem Konsulatsposten zu erklären. Inzwischen brach über die La Plata-Staaten eine verhängnisvolle Krisis herein; Herr Rappaz musste eiligst nach Montevideo zurück-

kehren und übernahm dort im Dezember 1889 sein Konsulat wieder. Es geht aus den Büchern der Contaduria hervor, das Herr Rappaz von der uruguayischen Regierung unterm 11. März 1889 5000 Piaster in Gold bar bezogen hat (etwas mehr als Fr. 25,000) und 5000 Piaster in Gold oder Wechseln auf Europa; er empfing gleichfalls für das Jahr 1889 seine Entschädigung von Fr. 3000 als schweizerischer Konsul in Uruguay.

Unterm 20. Februar 1882 schrieb uns Herr Rappaz folgendes:

„Obgleich ich der deutschen und der italienischen Sprache mächtig bin, bitte ich Sie, mir alle Mitteilungen in französischer Sprache zukommen zu lassen.“

Folgende Thatsache beweist aber, dass unser ehemaliger Konsul nicht deutsch verstand. Unterm 18. Februar 1892 sandte die „Maschinenfabrik und Eisengiesserei“ in Schaffhausen an Herrn Rappaz den Frachtbrief und die Faktura für Maschinen, die für einen Kolonisten in Nueva Helvicia bestimmt waren, „mit der ausdrücklichen Bemerkung, die Ware nur gegen Erlegung des Fakturabetrages von Fr. 886.50 zu liefern“.

Trotz dieser ausdrücklichen Weisung lieferte Herr Rappaz den Frachtbrief und die Faktura dem Adressaten aus, ohne die Bezahlung der Faktura zu verlangen, und noch jetzt wartet die Maschinenfabrik Schaffhausen auf den Ersatz des Schadens, den sie durch des Herrn Rappaz' Schuld erlitten hat (Fr. 886.50 nebst Zins seit 1892; siehe Telegramm des genannten Geschäftshauses vom 14. dies.)

Hieraus erklärt sich die Gewohnheit des Herrn Rappaz, auf deutsch geschriebene Briefe nicht zu antworten, worüber sich unsere deutschsprechenden Miteidgenossen öffentlich beklagt haben.

Am 19. Mai 1896 nahm der Bundesrat die Entlassung des Herrn Rappaz an, und zwar, mit Rücksicht auf seine 14jährige Amtstätigkeit, unter Verdankung der geleisteten Dienste. An seine Stelle wurde Herr Albert Grimm von Basel, Vertreter der bedeutenden Firma Shaw, gewählt, ein Mann, der allgemeine Achtung genießt, auch von seiten derjenigen, die den Bundesrat schriftlich um seine Absetzung ersucht haben. „Herr Grimm“ — heisst es in einem der hier mitfolgenden Berichte — „ist unzweifelhaft der geachtteste Schweizerbürger in unserer Republik; in unserer ganzen Kolonie haben wir keinen achtungswertern und tüchtigern Mann.“ Seit seiner Wahl sind wir in unseren Erwartungen nicht getäuscht worden; Herr Grimm hat bereits gezeigt, dass er ein gewissenhafter Konsul ist, der unserem Lande sehr gute Dienste leisten kann. Wir hegen deshalb die Hoffnung, dass, wenn die Gemüter sich einmal beruhigt haben, seine heutigen Gegner ihm Gerechtigkeit widerfahren lassen werden.

Mit Schreiben vom 3. Mai (eingelangt nach der Ernennung des Herrn Grimm) übermittelte uns Herr Paul Lebet in Montevideo eine von 172 Schweizerbürgern in Uruguay unterzeichnete Petition, worin die Beibehaltung des Herrn Rappaz als Konsul nachgesucht wurde.

Gleichzeitig erhielten wir ein vom 2. Mai datiertes Schreiben des Herrn Dr. Rappaz, dessen Anfang folgendermassen lautete:

„Ich habe vernommen, dass entgegen meinen Bemühungen und meiner Absicht eine Petition von hier abgeht, um Sie zu bitten, meinen Rücktritt

vom Konsulatsposten nicht anzunehmen und mich in meiner Stellung zu belassen.

„Ich habe die Ehre, Sie zu ersuchen, diese Petition nur als einen Beweis der Sympathie, Zuneigung und Dankbarkeit meiner Landsleute mir gegenüber betrachten zu wollen und ihr keine Folge zu geben.“

Am 8. Juni antworteten wir Herrn Lebet, der Bundesrat habe die Kundgebung der Unterzeichner der Petition in diesem Sinne gedeutet, und sprachen die Hoffnung und den Wunsch aus, dass die guten Beziehungen, welche stets zwischen der Schweizerkolonie in Montevideo und Herrn Rappaz geherrscht hatten, sich bald auch zwischen ihr und dem neuen Konsul, Herrn Grimm, einstellen möchten.

Angesichts des von Herrn Rappaz selbst gestellten Ansuchens, der Petition vom 3. Mai keine Folge zu geben, hätten die Herren Brignoni, Lebet und Konsorten wohl ihren Feldzug einstellen und sich dem bundesrätlichen Entscheide fügen können. Aber es kam anders; der folgende Brief, den sie unterm 15. Juli an uns richteten, und die in der Eingabe an den Nationalrat vom gleichen Tage geführte Sprache beweisen zur Genüge, dass wir es mit Leuten zu thun haben, die so sehr überreizt sind, dass sie nicht einmal den offenbaren Widerspruch einsehen, der zwischen den Schlussanträgen ihrer Petition und dem Schreiben des Herrn Rappaz an den Bundesrat vom 2. Mai besteht.

„Wir danken“ — schreibt die Zwölferkommission unterm 15. Juli — „dem Bundesrat dafür, dass er sich mit unserer Eingabe beschäftigt hat; aber die Lage, in die wir nun trotz unserm ersten Gesuche und unserm Telegramm versetzt worden sind, legt uns die harte Notwendigkeit auf, uns an den schweizerischen Nationalrat zu wenden, ihm unsere Beschwerden in einer Denkschrift vorzulegen und seine verständnisvolle Vermittlung anzurufen.“

Wir wollen diese Denkschrift nicht in ihren Einzelheiten prüfen; aber wir gestatten uns, einen Satz daraus hervorzuheben, der eine ebenso schwere als ungerechte Beschuldigung unseres Ministerresidenten in Buenos Ayres in sich schliesst. Auf Seite 19 steht: „Der schweizerische Minister hat, wie es scheint, mit seinem politischen Takt, der auf einer bürgerlichen Erziehung beruhen soll, die uns fremd ist, den Zwiespalt in der zahlreichen Schweizerkolonie in Buenos Ayres begünstigt, statt vielmehr mit allen ihm zu Gebote stehenden Mitteln die Gemüter zu beruhigen.“

Wahr ist vielmehr, dass, als Herr Rodé im Jahr 1891 in Buenos Ayres anlangte, die dortigen Schweizer unter sich uneinig waren, und dass er, weit entfernt davon, diese Uneinigkeit zu schüren, die lobenswertesten Anstrengungen machte, unsere Mitbürger wieder zusammenzuführen. Wenn der Erfolg seinen Erwartungen noch nicht völlig entsprochen hat, so ist dies gewiss nicht seine Schuld; denn diejenigen, welche die Schwierigkeiten kennen, mit denen er in einer so zahlreichen, aus so verschiedenen Elementen zusammengesetzten Kolonie beständig zu kämpfen hat, werden ihm sicherlich keinen Vorwurf daraus machen, dass er noch keine Wunder verrichten konnte. Wir hatten bis jetzt immer nur Ursache, den Eifer zu loben, mit dem Herr Rodé seine Aufgabe erfüllt; er hat, ohne Mühen und Gefahren

zu scheuen, alle Provinzen Argentinien, wo sich schweizerische Kolonien befinden, bereist, hat sich angelegentlich über ihre materiellen und geistigen Bedürfnisse erkundigt, hat sich bei der argentinischen Regierung energisch dafür verwendet, dass Verbrechen, die an Schweizerbürgern begangen wurden, ihre Bestrafung fänden, und es ist ihm oft gelungen, für die Familien der Opfer ansehnliche Entschädigungssummen erhältlich zu machen. Es wäre daher wünschenswert, dass ihm gewisse Kritiken, zu denen vielleicht sein etwas lebhaftes Temperament früher Anlass geboten hat, erspart blieben; denn wenn solche Kritiken über den Ocean hinüberdringen, so können sie nur dazu beitragen, sein Ansehen zu vermindern und die Ausübung seines sonst schon heikeln Amtes zu erschweren.

Im vorliegenden Falle verdient er viel eher Anerkennung für die gewissenhafte Art und Weise, wie er seine Pflicht erfüllte, indem er den Bundesrat auf die Zustände beim Konsulat in Montevideo aufmerksam machte, damit dort Abhilfe getroffen werden könne.

Obwohl der Gegenstand der Petition ausschliesslich zu unseren Befugnissen gehört, so kann dies unserer Ansicht nach Sie nicht verhindern, mit uns anzuerkennen, dass die gegen unsern Ministerresidenten in Buenos Ayres und unsern Konsul in Montevideo, Herrn Grimm, vorgebrachten Beschwerden unbegründet sind und dass die Urheber der Petition sicherlich besser daran gethan hätten, die Beschlüsse des Bundesrates zu achten, dem nach der Verfassung die Aufgabe zukommt, die Interessen unseres Landes nach aussen wahrzunehmen.

Da die Petenten versprochen haben, sich Ihrem Entscheide unterziehen zu wollen, so hoffen wir, dass bei der schweizerischen Kolonie in Montevideo, für deren Gedeihen wir die besten Wünsche hegen, bald wieder Frieden und Eintracht einkehren werden.

Genehmigen Sie, Tit., die Versicherung unserer ausgezeichneten Hochachtung.

Bern, den 17. Dezember 1896.

Im Namen des schweiz. Bundesrates,

Der Bundespräsident:

A. Lachenal.

Der Kanzler der Eidgenossenschaft:

Ringier.

Bericht über den Stand der Archive des schweizerischen Konsulats in Montevideo. (Sammlung der eidgenössischen Gesetze und Verordnungen.)

Herr Rappaz hat die Bände I—V 1874—1880 zurückerstattet. Sämtliche folgenden Bände fehlen. Keine Spur von Bundesblatt, ebenso wenig vom schweizerischen Handelsamtsblatt.

Immatrikulationsregister. Wenige Eintragungen. Zwei im Jahre 1894, sechs 1895 und 1896. Kein Inhaltsverzeichnis. Die Ordnungsnummern folgen nicht aufeinander.

Passregister. Ebenfalls schlecht geführt. Vier Bände Protokoll schlecht geführt. Herr Rappaz muss die Weisungen und Formulare des

Novv. Recueil Gén. 2^e S. XXV.

F

Konsularreglements nicht richtig verstanden haben. Zuerst hat er Ein- und Ausgänge getrennt numeriert, so dass zwei Nummern 1, 2, 3 etc. vorhanden sind. Später numerierte er die Eingänge und die Ausgänge abwechselungsweise, so dass Ein- und Ausgänge des gleichen Geschäftes verschiedene Nummern tragen. Er notierte die Eingänge hintereinander, ohne zwischen den verschiedenen Geschäften Raum offen zu lassen; in gleicher Weise verfuhr er bei den Ausgängen. Da die Zahl der letzteren grösser gewesen zu sein scheint, bleiben für die Eingänge, d. h. auf der Rückseite der Blätter, leere Seiten. Abgesehen hiervon ist vom Monat August 1890 bis Mai 1892 kein Eingang registriert worden; sämtliche hierfür bestimmten Seiten sind unbeschrieben; dagegen sind die Ausgänge registriert. Endlich springen die Nummern von 878 auf 3089, von 2699 auf 3000, von 3261 auf 3662, von 3665 auf 3867, von 3876 auf 3948 über und wiederholen sich häufig. Es sind zahlreiche Ansradierungen vorhanden.

Eine Hinterlegung von 1060 Piaster seitens eines gewissen Isidor Diethelm, vom 22. Mai 1893, figurirt unter den Ausgängen statt unter den Eingängen. Die Rückerstattung dieser Hinterlage erfolgte am 22. Mai 1894.

Auch im Protokoll figurieren mehrere Empfangsscheine für Geldsummen, unterzeichnet durch die Brüder Premoli.

Fünf Bände Briefkopien. Von denselben datieren nur zwei aus der Zeit des Herrn Rappaz, welche Kopien der durch diesen vom Februar 1882 bis 31. Juli 1886 geschriebenen Briefe enthalten. Von letzterem Datum hinweg sind die Briefe nicht mehr kopiert. Bei der Inventaraufnahme erklärte Herr Rappaz: „Während eines gewissen Zeitraumes habe ich meine Briefe kopiert, nachher habe ich damit aufgehört, weil es mir zu langweilig wurde.“ Die Minuten seiner Briefe hat er ebenfalls nicht aufbewahrt oder vielmehr er scheint deren überhaupt keine gemacht zu haben. Die beiden vorhandenen Kopierbücher enthalten keine Register.

Dossiers und Dokumente. Dossiers sind keine vorhanden. Die bei den Vorgängern des Herrn Rappaz eingegangenen Briefe sind nach Handelsgebrauch etikettiert und geordnet. Jeder Jahrgang steckt in einem Umschlag, welcher die Jahrzahl trägt. Herr Rappaz begnügte sich damit, die ihm während des Jahres zugegangenen Briefe ohne irgend welches System an einen Haufen zu legen und daraus mit Bindfaden Pakete zu machen. Übrigens muss er diese Arbeit erst in letzter Zeit vorgenommen und dabei von links und rechts die Briefe, welche er noch besass, zusammen getragen haben, denn er sagte mir, diese Klassifizierung habe ihm drei Monate Arbeit gekostet. Ob die Korrespondenz vollständig vorhanden sei, lässt sich nicht sagen, da der Zustand des Protokolls eine Kontrolle nicht gestattete.

Herr Rappaz besitzt kein Kassen- und kein Kontokorrentbuch, so dass ich mit Ausnahme dessen, was ich im Protokoll vorfand, auch nicht mit einiger Sicherheit eruieren konnte, ob er Hinterlagen in Empfang genommen und solche noch in Verwahrung habe. Er selbst verneinte es, und Herr Grimm scheint der Ansicht zu sein, dass er deren nicht mehr besitze. Ich wüsste kein anderes Mittel, hierüber ins klare zu kommen, als durch Zeitungsanzeigen diejenigen Personen, welche beim Konsulate Hinterlagen zu fordern

haben mögen, einzuladen, innert einem bestimmten Termine dort vorzusprechen.

Das beste wäre, glaube ich, für den Augenblick sich bei der Versicherung unseres Exkonsuls zu beruhigen.

Kurz gesagt, ich habe das Konsulararchiv in einem traurigen Zustande und in einer solchen Unordnung vorgefunden, dass dasselbe für den neuen Konsul sozusagen unverwendbar sein wird. Ich habe denn auch Herrn Grimm den Rat erteilt, eine vollständig neue Buchführung einzurichten und neue Register anzufangen.

Mit Ausnahme obiger Aufstellungen war es mir, trotz langen Stunden der Arbeit, materiell unmöglich, einen Etat der unerledigten Geschäfte oder der Summen und Werttitel aufzustellen, welche das Konsulat noch in Verwahrung haben mag. Ich glaube übrigens, dass auch Herr Rappaz selbst hierzu ausser stande wäre.

Buenos Ayres, den 30. Mai 1896.

F. Flury,
Kanzler der Gesandtschaft.

20.

AUTRICHE-HONGRIE, BULGARIE.

Convention de commerce, signée à Vienne le 21/9 décembre 1896.

Oesterr. Reichsgesetzblatt 1897 Nr. 120.

Handelsconvention von 21. (9.) December 1896 zwischen der österreichisch-ungarischen Monarchie und Bulgarien. (Geschlossen zu Wien am 21. (9.) December 1896, ratificirt vom k. und k. Minister des Äussern am 13. Mai 1897 und in den beiderseitigen Ratificationen ausgewechselt zu Wien am 13. Mai 1897.)

(Urtext.)

Afin de régler les relations commerciales entre la Monarchie austro-hongroise et la Bulgarie par une Convention de commerce,

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême etc. et Roi Apostolique de Hongrie

et

Son Altesse Royale le Prince de Bulgarie

(Übersetzung.)

Zum Zwecke der Regelung der Handelsbeziehungen zwischen der österreichisch-ungarischen Monarchie und Bulgarien durch eine Handelsconvention haben

Seine Majestät der Kaiser von Österreich, König von Böhmen etc. und Apostolischer König von Ungarn

und

Seine Königliche Hoheit der Fürst von Bulgarien

ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême etc. et Roi Apostolique de Hongrie

le Sieur Agenor Comte Gołuchowski de Gołuchowo, Son Conseiller intime actuel, Chambellan, Ministre de la Maison Impériale et Royale et des affaires étrangères, Chevalier de l'Ordre de la Toison d'Or et Chevalier de 1^{ère} classe de l'Ordre Impérial de la Couronne de fer,

et

Son Altesse Royale le Prince de Bulgarie

le Sieur Dimitri J. Stancioff, docteur en droit, Son Agent diplomatique, Grand-officier de l'Ordre National Bulgare du Mérite Civil, Grand-Cordon de l'Ordre Médjidié, et

le Sieur Constantin G. Séraphimoff, Membre à la Haute Cour de Cassation de Bulgarie, Officier de l'Ordre National Bulgare du Mérite Civil,

lesquels après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme sont convenus de ce qui suit:

Article 1^{er}.

Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre l'Autriche-Hongrie et la Bulgarie. En ce qui concerne l'établissement et l'exercice d'un commerce, d'une entreprise de navigation ou d'une industrie, ainsi que par rapport à l'acquisition, la transmission, l'exercice et la poursuite des droits de toute nature les sujets des Parties contractantes seront traités réciproquement sur le pied d'une parfaite égalité. De même les sujets des Parties contractantes ne

zu ihren Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der Kaiser von Österreich, König von Böhmen etc. und Apostolischer König von Ungarn

den Herrn Grafen Agenor Gołuchowski von Gołuchowo, Allerhöchstihren wirklichen Geheimen Rath und Kammerer, Minister des Kaiserlichen und Königlichen Hauses und des Äussern, Ritter des Ordens vom Goldenen Vliese und Ritter des Kaiserlichen Ordens der eisernen Krone erster Classe

und

Seine Königliche Hoheit der Fürst von Bulgarien

den Herrn Demeter J. Stancioff, Doctor der Rechte, Seinen diplomatischen Agenten, Grossofficier des nationalen bulgarischen Civilverdienstordens, Grosscordon des Medschidje-Ordens, und

den Herrn Constantin G. Séraphimoff, Mitglied des bulgarischen Obersten Cassationshofes, Offizier des nationalen bulgarischen Civilverdienstordens,

welche nach gegenseitiger Mittheilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten über Folgendes übereingekommen sind:

Artikel 1.

Zwischen Österreich-Ungarn und Bulgarien wird volle und gänzliche Freiheit des Handels und der Schifffahrt bestehen. In Betreff der Errichtung und Ausübung von Handels-, Schifffahrts- oder Industrieunternehmungen, sowie in Bezug auf den Erwerb, die Übertragung, die Ausübung und die Verfolgung der Rechte aller Art sollen die Angehörigen der vertragschliessenden Theile gegenseitig auf dem Fusse vollständiger Gleichheit behandelt werden. Ebenso sollen

seront soumis par rapport à leur commerce et à leur industrie dans les ports, villes et lieux des États respectifs, soit qu'ils s'y établissent, soit qu'ils y résident temporairement, à des droits, taxes, impôts ou patentes, sous quelque dénomination que ce soit, autres ni plus élevés, que ceux qui seront perçus sur les nationaux, et les privilèges, immunités et autres faveurs quelconques, dont jouiraient en matière de commerce ou d'industrie les sujets de l'une des Parties contractantes, seront communes à ceux de l'autre.

Il est bien entendu que les sujets de chacune des Parties contractantes auront à se conformer à l'égard des matières dont il est fait mention dans cet article, uniquement aux lois et règlements généraux du pays applicables aux nationaux et aux sujets de la nation la plus favorisée, toutefois sans qu'ils soient astreints, en ce qui concerne l'exercice des droits qui leur sont conférés dans cet article, à demander une autorisation ou approbation spéciale des autorités du pays.

Les fondations, corporations, associations et en général toutes les personnes morales qui existent dans les territoires d'une des Parties contractantes sont, à l'exception des sociétés commerciales, de transport et d'assurance, exclues de la faculté d'acquérir, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, des biens immeubles sur les territoires de l'autre Partie.

Article 2.

Les sujets de chacune des Parties contractantes seront exempts sur les

die Angehörigen der vertragschliessenden Theile in Beziehung auf ihren Handel und ihre Industrie in den Häfen, Städten und Orten der betreffenden Staatsgebiete, sei es, dass sie sich hier niederlassen oder nur vorübergehend aufhalten, weder andere, noch höhere Gebühren, Taxen, Steuern oder Abgaben unter welcher Bezeichnung immer entrichten als jene, welche von den Einheimischen erhoben werden, und die Privilegien, Immunitäten und anderen Begünstigungen irgend welcher Art, welche in Ansehung des Handels oder der Industrie die Angehörigen eines der vertragschliessenden Theile geniessen sollten, werden auch jenen des anderen Theiles zukommen.

Es ist selbstverständlich, dass die Angehörigen eines jeden der vertragschliessenden Theile in Betreff der in diesem Artikel erwähnten Angelegenheiten lediglich die auf die Einheimischen und die Angehörigen der meistbegünstigten Nation anwendbaren, allgemeinen Gesetze und Verordnungen des Landes zu beobachten haben, ohne dass sie jedoch verhalten sind, in Betreff der Ausübung der ihnen in diesem Artikel übertragenen Rechte um eine besondere Ermächtigung oder Genehmigung der Landesbehörden einzuschreiten.

Die in dem Gebiete des einen der vertragschliessenden Theile bestehenden Stiftungen, Corporationen, Vereine und überhaupt alle juristischen Personen, mit Ausnahme der Handels-, Transport- und Versicherungsgesellschaften, können auf dem Gebiete des anderen Theiles unbewegliches Vermögen, sei es in entgeltlicher oder unentgeltlicher Weise nicht erwerben.

Artikel 2.

Die Unterthanen jedes der vertragschliessenden Theile werden auf dem

territoires de l'autre, de tout service militaire et de toute prestation militaire, ainsi que de toutes réquisitions extraordinaires qui seraient établies par suite de circonstances exceptionnelles. Sont toutefois exceptées les charges qui sont attachées à la possession à titre quelconque d'un bien-fonds, ainsi que les prestations et les réquisitions militaires auxquelles tous les nationaux peuvent être appelés à se soumettre comme propriétaires, fermiers ou locataires d'immeubles.

Il seront dispensés également de toute fonction officielle obligatoire, judiciaire, administrative ou municipale quelconque.

Article 3.

Les Parties contractantes s'engagent à régler les questions qui se rapportent à la navigation aussitôt que faire se pourra par la conclusion d'une convention spéciale.

De même on procédera à la conclusion d'une convention spéciale, visant à la protection des marques de fabriques et des modèles. Jusqu'à la signature de cette Convention les sujets des Parties contractantes seront traités réciproquement sur le pied de la nation la plus favorisée.

Le Gouvernement bulgare présentera au Sobranjé et tâchera de faire sanctionner dans le plus bref délai une loi sur les brevets d'invention conforme aux principes internationaux adoptés à cet égard.

Article 4.

Les négociants, fabricants et autres industriels qui prouvent, par l'exhibition d'une carte de légitimation in-

Gebiete des anderen von jedem Militärdienste und jeder militärischen Leistung, sowie auch von allen ausserordentlichen Requisitionen befreit sein, welche zufolge ausnahmsweiser Verhältnisse angeordnet werden. Hievon sind jedoch ausgenommen die Lasten, welche an den aus was immer für einem Titel stattfindenden Besitz eines unbeweglichen Gutes geknüpft sind, sowie die militärischen Leistungen und Requisitionen, zu welchen alle Einheimischen in ihrer Eigenschaft als Besitzer, Pächter oder Mieter unbeweglicher Güter herangezogen werden können.

Ebenso werden sie von jedem zwangsweisen Amtsdienste gerichtlicher, administrativer oder municipaler Art befreit sein.

Artikel 3.

Die vertragschliessenden Theile verpflichten sich, die auf die Schifffahrt bezüglichen Fragen sobald als thunlich durch den Abschluss einer eigenen Convention zu regeln.

In gleicher Weise wird an den Abschluss einer eigenen Convention über den Marken- und Musterschutz geschritten werden. Bis zur Unterzeichnung dieser Convention werden die Angehörigen der vertragschliessenden Theile gegenseitig auf dem Fusse der meistbegünstigten Nation behandelt werden.

Die bulgarische Regierung wird ein den geltenden internationalen Grundsätzen angepasstes Gesetz über Erfindungspatente dem Sobranje vorlegen und auf die ehebaldigste Sanctionierung desselben hinzuwirken bestrebt sein.

Artikel 4.

Kaufleute, Fabrikanten und andere Gewerbetreibende, welche sich durch Vorlegung einer von den Behörden

dustrielle délivrée par les autorités de leur pays, que, dans l'État où ils ont leur domicile, ils sont autorisés à exercer leur commerce ou industrie et qu'ils acquittent les taxes et impôts légaux, auront le droit, personnellement ou par des voyageurs à leur service, de faire des achats dans les territoires de l'autre Partie contractante, chez les négociants ou dans les locaux de vente publics, ou chez les personnes qui produisent ces marchandises. Ils pourront aussi prendre des commandes, même sur échantillons, chez les négociants ou autres personnes qui emploient dans leur industrie des marchandises du genre offert. Dans aucun cas ils ne seront astreints à acquitter pour cela une taxe spéciale.

Les industriels (voyageurs de commerce), munis d'une carte de légitimation industrielle, ont le droit d'avoir avec eux des échantillons, mais non des marchandises.

Les cartes de légitimation industrielle devront être délivrées conformément au modèle ci-annexé.

Les Parties contractantes se feront réciproquement connaître quelles autorités sont compétentes pour délivrer les cartes de légitimation industrielle, et quelles prescriptions doivent être observées par les titulaires de ces cartes pour l'exercice de leur profession.

Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables aux industries ambulantes, au colportage et à la recherche de commandes chez des personnes, n'exerçant ni commerce ni industrie.

En ce qui concerne les formalités auxquelles les voyageurs de commerce sont ou seront soumis dans les terri-

des Heimatlandes ausgefertigten Gewerbelegitimationskarte darüber ausweisen, dass sie in dem Staate, wo sie ihren Wohnsitz haben, zum Handels- oder Gewerbebetriebe berechtigt sind und die gesetzlichen Steuern und Abgaben entrichten, sollen befugt sein, persönlich oder durch in ihren Diensten stehende Reisende in dem Gebiete des anderen vertragschliessenden Theiles bei Kaufleuten oder in offenen Verkaufsstellen oder bei solchen Personen, welche die Waren produciren, Wareneinkäufe zu machen. Sie sollen ferner befugt sein, bei Kaufleuten oder anderen Personen, in deren Gewerbebetrieb Waren der angebotenen Art Verwendung finden, Bestellungen, auch unter Mitführung von Mustern, aufzusuchen. In keinem Falle sollen sie hiefür eine besondere Abgabe entrichten müssen.

Die mit einer Gewerbelegitimationskarte versehenen Gewerbetreibenden (Handlungsreisenden) dürfen wohl Warenmuster, aber keine Waren mit sich führen.

Die Gewerbelegitimationskarten sind nach dem in der Anlage enthaltenen Muster anzufertigen.

Die vertragschliessenden Theile werden sich gegenseitig Mittheilung darüber machen, welche Behörden zur Ausfertigung der Gewerbelegitimationskarten befugt sein sollen und welche Vorschriften von den Inhabern dieser Karten bei Ausübung ihres Gewerbebetriebes zu beobachten sind.

Die obigen Bestimmungen finden keine Anwendung auf den Gewerbebetrieb im Umherziehen, einschliesslich des Hausirhandels und des Aufsuchens von Bestellungen bei Personen, welche nicht Handel oder Gewerbe treiben.

Hinsichtlich der Formalitäten, denen die Handlungsreisenden in den Gebieten der vertragschliessenden Theile

toires des Parties contractantes, les Autrichiens et les Hongrois en Bulgarie et les Bulgares dans la Monarchie austro-hongroise jouiront du traitement de la nation la plus favorisée.

Article 5.

Les objets passibles d'un droit d'entrée, qui servent d'échantillons et qui sont importés dans le territoire douanier austro-hongrois par des fabricants, des marchands ou des voyageurs de commerce bulgares, et en Bulgarie par des fabricants, des marchands ou des voyageurs de commerce autrichiens ou hongrois seront, de part et d'autre, admis en franchise temporaire, moyennant les formalités de douane nécessaires pour en assurer la réexportation ou la réintégration en entrepôt. Ces formalités s'accompliront selon les lois ou règlements qui sont ou seront édictés dans les pays respectifs.

Article 6.

Les parties contractantes s'engagent à ne pas entraver le commerce réciproque par des prohibitions quelconques d'importation, d'exportation, ou de transit.

Elles ne pourront faire d'exceptions à cette règle que:

- a) pour les monopoles d'État actuellement en vigueur ou qui pourraient être établis à l'avenir;
- b) par égard à la police sanitaire et vétérinaire;
- c) dans des circonstances exceptionnelles par rapport aux provisions de guerre.

La réserve exprimée sous b) s'étend également aux mesures prohibitives prises dans le but d'empêcher, dans l'intérêt de l'agriculture, la propagation d'insectes ou d'autres organismes nuisibles.

unterworfen sind oder unterworfen sein werden, geniessen die Österreicher und die Ungarn in Bulgarien und die Bulgaren in der österreichisch-ungarischen Monarchie die Behandlung der meistbegünstigten Nation.

Artikel 5.

Die einem Einfuhrzolle unterliegenden Waren, die als Muster dienen und von bulgarischen Fabrikanten, Kaufleuten oder Handlungsreisenden in das österreichisch-ungarische Zollgebiet oder von österreichischen oder ungarischen Fabrikanten, Kaufleuten oder Handlungsreisenden in Bulgarien eingeführt werden, sollen gegenseitig, unter den zur Sicherung ihrer Wiederausfuhr oder Niederlegung in ein Entrepôt nöthigen Zollformalitäten, zeitweilig zollfrei zugelassen werden. Diese Formalitäten sollen gemäss den Gesetzen oder Vorschriften erfüllt werden, die in den betreffenden Gebieten entweder schon bestehen oder noch erlassen werden.

Artikel 6.

Die vertragschliessenden Theile verpflichten sich, den gegenseitigen Verkehr durch kein Ein-, Aus- oder Durchfuhrverbot zu hindern.

Ausnahmen hievon dürfen nur stattfinden:

- a) bei den gegenwärtig in Kraft stehenden oder in Zukunft etwa einzuführenden Staatsmonopolen;
- b) aus Rücksichten der Gesundheits- und Veterinärpolizei;
- c) in Beziehung auf Kriegsbedürfnisse unter ausserordentlichen Umständen.

Der unter b) bezeichnete Vorbehalt erstreckt sich auch auf jene Vorsichtsmassregeln, welche zum Schutze der Landwirtschaft gegen die Einschleppung und Verbreitung schädlicher Insekten und anderer schädlicher Organismen ergriffen werden.

Artikel 7.

Les marchandises de toute nature venant des territoires de l'une des Parties contractantes ou y allant seront réciproquement affranchies, dans les territoires de l'autre, de tout droit de transit et de taxes de consommation de toute sorte, soit qu'elles transitent directement, soit que pendant le transit elles doivent être déchargées, déposées ou rechargées.

Article 8.

Les marchandises d'origine ou de manufacture autrichienne ou hongroise, acquitteront, à leur entrée en Bulgarie, les droits fixés dans l'annexe A de la présente Convention.

Toute marchandise d'origine ou de manufacture autrichienne ou hongroise, sera traitée, à l'entrée en Bulgarie, sur le pied de la nation la plus favorisée.

Les marchandises d'origine ou de manufacture bulgare, seront traitées, à l'entrée dans le territoire douanier austro-hongrois, sur le pied de la nation la plus favorisée.

Si, par suite de lois ou de conventions conclues avec de tiers États, il était appliqué en Bulgarie à l'importation des marchandises un autre traitement douanier ou d'autres droits que ceux concertés en vertu de l'annexe A, l'importateur de marchandises autrichiennes ou hongroises aura le choix entre ce dernier traitement et ces droits, et ceux convenus dans l'annexe A.

Dans tous les cas l'importateur sera libre de choisir, d'après sa propre convenance, entre ces différents traitements et droits et n'en pourra être empêché ni directement ni indirectement.

Artikel 7.

Die Waren aller Art, welche von dem Gebiete des einen vertragsschliessenden Theiles kommen oder dahin gehen, werden wechselseitig im Gebiete des anderen von jedem Durchfuhrzolle, sowie von Consumabgaben jeder Art frei sein, sei es, dass sie direct transitiren, sei es, dass sie während der Durchfuhr abgeladen, eingelagert und wieder aufgeladen werden müssen.

Artikel 8.

Die aus Österreich-Ungarn herstammenden oder daselbst verfertigten Waren sollen in Bulgarien bei ihrer Einfuhr zu den in der Anlage A der gegenwärtigen Convention festgesetzten Wertzöllen zugelassen werden.

Alle aus Österreich-Ungarn herstammenden oder daselbst verfertigten Waren werden bei der Einfuhr in Bulgarien auf dem Fusse der Meistbegünstigung behandelt werden.

Alle aus Bulgarien herstammenden oder daselbst verfertigten Waren werden bei ihrer Einfuhr in das österreichisch-ungarische Zollgebiet auf dem Fusse der Meistbegünstigung behandelt werden.

Insoferne in Bulgarien infolge von Gesetzen oder Conventionen mit dritten Staaten für die Einfuhr von Waren andere Verzollungsarten oder Zölle als die gemäss der Anlage A vereinbarten in Anwendung kommen, hat der Importeur von österreichischen oder ungarischen Waren die Wahl, dieselben nach diesen letzteren Verzollungsarten und Zollsätzen oder nach den in der Anlage A vereinbarten Zöllen verzollen zu lassen.

In jedem Falle kann der Importeur zwischen diesen verschiedenen Verzollungsarten und Zollsätzen nach eigener Convenienz wählen und darf in der Ausübung dieses Rechtes weder

L'annexe B contient les dispositions détaillées sur le procédé établi pour le traitement douanier des marchandises soumises à un droit ad valorem.

Article 9.

Chacune des Parties contractantes s'engage, non seulement quant au montant des droits et taxes accessoires à percevoir à l'entrée et à la sortie, mais aussi quant à la perception et à la garantie de ces droits et taxes accessoires, comme en général, quant au traitement douanier à l'importation, au transit et à l'exportation, à faire profiter les produits du sol et de l'industrie de l'autre Partie de toute faveur, immunité ou facilité qui serait déjà accordée ou qui pourrait être à l'avenir accordée à une tierce Puissance, de manière que toute faveur pareille sera étendue immédiatement, par ce fait même, et sans compensation, aux produits du sol et de l'industrie de l'autre Partie contractante.

Article 10.

Les droits internes de production, de fabrication ou de consommation, qui grèvent ou grèveraient les produits du pays, soit pour le compte de l'État, soit pour le compte des administrations municipales ou corporations, ne pourront frapper, sous aucun prétexte, d'un taux plus élevé ni d'une manière plus onéreuse les produits similaires provenant des territoires de l'autre Partie contractante.

Article 11.

Les marchandises d'origine et de manufacture bulgare étant traitées dans la Monarchie austro-hongroise, quant à l'acquittement des droits et

unmittelbar noch mittelbar gehindert werden.

Die näheren Bestimmungen über das Verfahren bei der Verzollung von Waren nach ihrem Werte sind in der Anlage B enthalten.

Artikel 9.

Die vertragschliessenden Theile verpflichten sich nicht nur, was das Ausmass der Zölle und Nebengebühren bei der Ein- und Ausfuhr, sondern auch die Einhebung und Sicherstellung derselben, wie überhaupt die Zollbehandlung in der Ein-, Aus- und Durchfuhr betrifft, die Boden- und Industrieerzeugnisse des anderen Theiles an jeder Begünstigung, Befreiung oder Erleichterung theilnehmen zu lassen, welche einer von ihnen einer dritten Macht jetzt oder in Zukunft gewähren würde, so dass jede solche Begünstigung ipso facto sofort und ohne irgend eine Gegenleistung auf die Boden- und Industrieerzeugnisse des anderen vertragschliessenden Theiles ausgedehnt wird.

Artikel 10.

Innere Abgaben, welche in dem Gebiete des einen der vertragschliessenden Theile, sei es für Rechnung des Staates oder für Rechnung von Communen oder Corporationen, auf der Hervorbringung, der Zubereitung oder dem Verbranche eines Erzeugnisses gegenwärtig ruhen oder künftig ruhen werden, dürfen Erzeugnisse des anderen Theiles unter keinem Vorwande höher oder in lästigerer Weise treffen, als die gleichnamigen Erzeugnisse des eigenen Landes.

Artikel 11.

Sowie in der österreichisch-ungarischen Monarchie rücksichtlich der Zahlungen der Zölle und Nebengebühren die gegenüber der meistbegünstigten

taxes accessoires, d'après les dispositions en vigueur à l'égard de la nation la plus favorisée, les marchandises d'origine et de manufacture autrichienne ou hongroise ne seront également soumises en Bulgarie à aucun droit additionnel de douane, local ou de tout autre genre, à des taxes accessoires nouvelles ou supérieures à celles qui existent actuellement à l'égard des nations les plus favorisées, savoir:

1^o Le droit de plombage, à savoir:

- a) 30 centimes pour chaque grand plomb, la ficelle y comprise; et
- b) 5 centimes pour chaque petit plomb ou cachet, la ficelle y comprise.

2^o Il est perçu une taxe de 10 centimes pour chaque exemplaire des imprimés suivants, fournis par la douane:

- a) manifeste ou extrait de manifeste;
- b) déclarations en douane;
- c) feuilles délivrées pour les marchandises transportées d'un port bulgare dans un autre port bulgare;
- d) feuilles de transit;
- e) feuilles de transport délivrées par le bureau de douane d'entrée pour les marchandises devant être dédouanées par un autre bureau de douane.

3^o Une taxe de 5 centimes est perçue pour chaque exemplaire de quittance imprimée, délivré par la douane.

Il est également perçu une taxe de 5 centimes pour tous les autres imprimés fournis par la douane.

4^o Le droit de timbre est perçu conformément à la loi sur le timbre en vigueur.

5^o La taxe pour l'inspection des bestiaux; les taxes (beglik) sur les moutons.

Nation applicables Bestimmungen auch für Waren bulgarischen Ursprungs und bulgarischer Erzeugung gelten, so werden auch in Bulgarien Waren österreichischen oder ungarischen Ursprungs keinen lokalen oder anderweitigen Zollzuschlägen, keinen neuen oder höheren Nebengebühren als den derzeit gegenüber den meistbegünstigten Nationen bestehenden unterworfen werden, nämlich:

1. Der Plombengebühr, und zwar:

- a) von 30 Centimes für jede grosse Plombe, einschliesslich der Schnur; und
- b) von 5 Centimes für jede kleine Plombe oder Siegel, einschliesslich der Schnur.

2. Eine Taxe von 10 Centimes wird erhoben für jedes Exemplar der nachstehenden, vom Zollamte zu beziehenden Drucksachen:

- a) der Manifeste oder Auszüge aus denselben;
- b) der Zollerklärungen;
- c) der Geleitscheine für jene Waren, welche von einem bulgarischen Hafen nach einem anderen bulgarischen Hafen befördert werden;
- d) der Transitscheine;
- e) der Begleitscheine, welche von dem Eingangszollamte für jene Waren ausgefertigt werden, deren Verzollung durch ein anderes Zollamt stattfinden soll.

3. Eine Taxe von 5 Centimes kommt zur Einhebung für jedes Exemplar der von dem Zollamte ausgefertigten vorgedruckten Quittungen.

Ebenso wird eine Taxe von 5 Centimes für alle anderen vom Zollamte ausgegebenen Drucksachen eingehoben.

4. Der Stempelgebühr, welche nach dem in Geltung stehenden Stempelgesetz eingehoben wird.

5. Der Viehbeschauggebühr; der Triebgebühr für Schafe (beglik).

6° Le droit de quaiage, conformément à la circulaire du $\frac{15}{8}$ avril 1885.

7° Les droits de magasinage sont perçus conformément à l'article 64 de la loi des douanes.

8° Droit de statistique:

- a) 10 centimes par colis à l'exception des envois postaux;
- b) 15 centimes les 1000 kg des marchandises chargées en vrac;
- c) 10 centimes par tête de bétail.

Le droit de statistique est perçu tant à l'importation qu'à l'exportation.

Il est entendu que les taxes accessoires ne peuvent être perçues qu'en tant que les services auxquels ces taxes sont affectées ont été rendus effectivement et conformément aux prescriptions et lois douanières.

Il demeure en outre convenu que toute diminution de ces taxes additionnelles ou accessoires qui serait accordée aux marchandises d'un tiers État sera également appliquée sans délai aux articles similaires d'origine autrichienne ou hongroise.

Article 12.

En ce qui concerne les modes de transport, les frais, les facilités et autres avantages y afférents, le Gouvernement bulgare s'engage à traiter les marchandises, produits du sol et de l'industrie de la Monarchie austro-hongroise, transportés par voie ferrée dans la Bulgarie, exactement de la même manière que les marchandises de la nation la plus favorisée ou les marchandises indigènes.

Article 13.

Sans préjudice des arrangements spéciaux sur le traitement douanier

6. Der Quaigebühr in dem durch das Circular vom $\frac{15}{8}$ April 1885 festgestellten Ausmasse.

7. Den Magazinsgebühren gemäss Artikels 64 des Zollgesetzes.

8. Der statistischen Gebühr von:

- a) 10 Centimes für jedes Collo mit Ausnahme der Postsendungen;
- b) 15 Centimes für je 1000 kg bei unverpackt verladenen Waren;
- c) 10 Centimes für jedes Vieh.

Die statistische Gebühr wird sowohl bei der Einfuhr als bei der Ausfuhr eingehoben.

Es versteht sich, dass die Nebengebühren nur dann und nur insoweit erhoben werden können, als die Leistungen, für welche sie bezahlt werden sollen, thatsächlich und auf Grund der Zollvorschriften oder Gesetze erfolgt sind.

Es bleibt übrigens vereinbart, dass jede Verminderung dieser Zuschlags- oder Nebengebühren, welche den Waren eines dritten Staates zugestanden würde, ohne Verzug auch auf die gleichartigen Artikel österreichischen oder ungarischen Ursprungs Anwendung finden soll.

Artikel 12.

In Betreff der Beförderungsarten, der Kosten, der Erleichterungen und der anderen hierauf bezüglichen Vortheile verpflichtet sich die bulgarische Regierung, die Waren, Boden- und Industrieproducte der österreich-ungarischen Monarchie, welche in Bulgarien mit der Eisenbahn befördert werden, ganz in der gleichen Weise zu behandeln wie die Waren der meistbegünstigten Nation oder die einheimischen Waren.

Artikel 13.

Unbeschadet der besonderen Vereinbarungen über das Zollverfahren

du trafic sur les chemins de fer, il est convenu que les marchandises qui sont soumises sur les territoires de l'une des Parties contractantes au traitement de l'acquit-à-caution et qui, pour cette même raison ou pour une autre, y ont déjà été mises sous scellés, ne seront point déballées dans les territoires de l'autre Partie, et les scellés et plombs trouvés intacts ne seront pas remplacés pourvu que l'on ait satisfait aux exigences du contrôle.

Article 14.

La Bulgarie aura le droit de nommer des agents commerciaux dans toutes les places autrichiennes et hongroises qui ont une importance pour son commerce.

Le droit de nommer des fonctionnaires consulaires en Bulgarie, exercé jus'à présent par l'Autriche-Hongrie, reste maintenu.

Article 15.

La présente Convention s'étend aussi aux pays ou territoires unis, actuellement ou à l'avenir, par une union douanière à l'une des Parties contractantes.

Article 16.

La présente Convention entrera en vigueur 8 jours après l'échange des ratifications qui aura lieu au plus tard le 13 mai 1897; elle restera exécutoire jusqu'au 31 décembre 1903.
1^{er} mai 18 décembre

Dans le cas où aucune des Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, ladite Convention demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'un

im Eisenbahnverkehre wird festgesetzt, dass die Waren, welche in dem Gebiete eines der vertragschliessenden Theile dem Zollsicherstellungsverfahren unterzogen werden und aus gleichem oder anderem Grunde bereits unter Raum- und Colloverschluss gelegt worden sind, wenn sonst den Anforderungen der Controle Genüge geschehen, in dem anderen Gebiete nicht ausgepackt und die vorhandenen unverletzten Siegel und Plomben nicht durch andere ersetzt werden sollen.

Artikel 14.

Bulgarien wird das Recht haben, commerciale Agenten in allen österreichischen und ungarischen Plätzen, welche für seinen Handel von Bedeutung sind, zu bestellen.

Das seitens Österreich-Ungarns bisher in Bulgarien ausgeübte Recht der Ernennung von Consularfunctionären bleibt aufrecht.

Artikel 15.

Die gegenwärtige Convention erstreckt sich auch auf diejenigen Länder und Gebiete, welche gegenwärtig oder in der Zukunft durch eine Zollunion mit einem der vertragschliessenden Theile verbunden sind.

Artikel 16.

Die gegenwärtige Convention wird acht Tage nach dem Austausch der Ratificationen, welche spätestens am 13. Mai 1897 erfolgen wird, in Kraft treten und bis zum 31. December 1903 in Geltung bleiben.
1. Mai 18. December

Für den Fall, als keiner der vertragschliessenden Theile zwölf Monate vor Ablauf des genannten Zeitraumes seine Absicht, die Wirkungen dieser Convention aufhören zu lassen, kundgegeben haben wird, wird dieselbe

an à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncée.

Les Parties contractantes se réservent la faculté d'introduire dans la présente Convention d'un commun accord toutes modifications qui ne seraient pas en opposition avec son esprit et ses principes et dont l'utilité serait démontrée par expérience.

Article 17.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la Convention et l'ont revêtue du cachet de leurs armes.

Fait, à Vienne, en double expédition, le 21 décembre mil huit cent 9 décembre quatre-vingt-seize.

(L. S.) *Goluchowski* m. p.
(L. S.) *Dr. Stancioff* m. p.
(L. S.) *C. Séraphimoff* m. p.

bis zum Ablaufe eines Jahres, vom Tage, wo einer oder der andere der vertragschliessenden Theile sie gekündigt haben wird, in Kraft bleiben.

Die vertragschliessenden Theile behalten sich das Recht vor, an dieser Convention, im gemeinsamen Einvernehmen, jede Modification vorzunehmen, welche mit dem Geiste und den Grundsätzen derselben nicht im Widerspruche stehen und deren Nützlichkeit die Erfahrung dargethan haben wird.

Artikel 17.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten die Convention unterzeichnet und ihre Siegel beigedrückt.

So geschehen zu Wien in doppelter Ausfertigung am 21. December 1896.
9. December

(L. S.) *Goluchowsky* m. p.
(L. S.) *Dr. Stancioff* m. p.
(L. S.) *C. Seraphimoff* m. p.

Modèle.

Carte de légitimation pour Voyageurs de commerce.

Pour l'année (Armoiries.)
 Valable dans la Monarchie austro-hongroise et en Bulgarie.

Porteur.
 (Prénom et nom de famille.)
 Fait à le (jour, mois, année).
 (Sceau.) (Autorité compétente.)
 Signature.

Il est certifié que le porteur de la présente carte
 (possède un (désignation de la fabrique ou du commerce) à
 sous la raison
 { est employé, comme voyageur de commerce, dans la maison
 { qui y possède un (désignation de la fabrique ou du commerce).
 Le porteur de la présente carte désirant rechercher des commandes et
 faire des achats pour le compte de sa maison, ainsi que des maisons suivantes
 (désignation de la fabrique ou du commerce) à
 en outre, que ladite maison est tenue d'acquiescer dans ce pays-ci les
 impôts légaux pour l'exercice de leur commerce (industrie).

Signalement du porteur:
 Signes particuliers:
 Age:
 Taille:
 Cheveux:
 Signature.

Avia.
 Le porteur de la présente carte ne pourra rechercher des com-
 mandes ou faire des achats autrement qu'en voyageant et pour le compte
 de la maison susmentionnée. Il pourra avoir avec lui des échantillons,
 des maisons susmentionnées.
 mais point de marchandises. Il se conformera, d'ailleurs, aux dispositions en
 vigueur dans chaque Etat.

Nota. La ou le modèle ci-dessus contient un double texte, le for-
 mulaire à employer pour l'expédition des cartes présentera l'espace nécessaire
 pour y insérer l'un ou l'autre des textes, suivant les circonstances du cas
 particulier.

Commerce.

Muster.
 Gewerbe-Legitimationskarte für Handlungereisende.
 Für das Jahr (Wappen.) Nr. der Karte
 Gültig in der österreichisch-ungarischen Monarchie und in Bulgarien.

Inhaber:
 (Vor- und Zuname)
 (Ortname), den (Tag, Monat, Jahr).
 (Siegel) (Rechtsdr.)
 Unterschrift.

Es wird hiermit bescheinigt, dass Inhaber dieser Karte
 (eine Bescheinigung der Fabrik oder Handlung) in unter
 der Firma besitzt,
 (als Handlungsreisender im Dienste der Firma. In
 steht, welche eine Bescheinigung der Fabrik oder Handlung) dasselbst besitzt.
 Ferner wird, da Inhaber für Rechnung dieser Firma und ausserdem
 nachfolgender Firmen (Bescheinigung der Fabrik oder Handlung) in
 Warenbestellungen aufsuchen und Wareneinkäufe zu machen beabsichtigt,
 bescheinigt, dass für der Gewerbebetrieb vorgedachter Firmen im hiesigen
 Lande die gestaltlich bestehenden Abgaben entrichtet werden.

Bescheinigung der Person des Inhabers:
 Besondere Kennzeichen:
 Alter:
 Gestalt:
 Haare:
 Unterschrift.

Zur Beachtung.
 Inhaber dieser Karte ist ausschließlich im Umherziehen und aus-
 schliesslich für Rechnung der vorgedachten Firma berechtigt, Warenbe-
 stellungen aufsuchen und Wareneinkäufe zu machen. Er darf nur Waren-
 muster, aber keine Waren mit sich führen. Ausserdem hat er die in jedem
 Staate gültigen Vorschriften zu beachten.

Anmerkung: Von dem Doppelseiten wird in das Formular, welches
 dafür den entsprechenden Raum zu gewähren hat, die obere oder untere
 Zeile eingetragenen, je nachdem es den Verhältnissen des einzelnen Falles
 entspricht.

Annexe A.

Droits d'entrée en
Bulgarie.

Dénomination des marchandises.

Droits
d'entrée.

1. Sucre non raffiné, raffiné, candis; sucreries: dragées, bonbons, lokoum, halwa, pekmez (jus de raisins cuits) et fruits glacés avec sucre . . . ad val. 20⁰/₀.

2. Boissons spiritueuses: d'après une estimation spéciale appliquée également à toutes les provenances
alcool, eau-de-vie de raisins et prunes, arak, rhum, cognac, liqueurs et autres eaux-de-vie de toute sorte 18⁰/₀.

3. Bougies et savons ordinaires (savons de lessive) ad val. 18⁰/₀.

4. Cuirs de toute sorte ad val. 16⁰/₀.

5. Artikles de cuir . ad val. 16⁰/₀.

6. Cordes et articles de corderie de toute sorte à l'exception des ficelles . . . ad val. 25⁰/₀.

7. Chaussures de toute sorte avec semelles de cuir les 100 kg nets 280 frs.

8. Vêtements confectionnés dont la matière dominante à la superficie consiste en tissu de laine pure ou mélangée les 100 kg nets 300 frs.

Observation. Les chaussures et vêtements confectionnés qui n'entrent pas dans les Nos. 7 et 8, de même que la lingerie de toute sorte, les chapeaux et les diverses confections pour un usage immédiat suivent le régime du No. 22.

9. Draps et étoffes en laine, le mètre carré pesant plus de 400 grammes . . . ad val. 18⁰/₀.

10. Verres à vitres . ad val. 20⁰/₀.

11. Verreries en général ad val. 12⁰/₀.

Anlage A.

Zölle beim Eintritte nach
Bulgarien.

Bezeichnung der Waren.

Eingangs-
zölle

1. Zucker nicht raffiniert, raffiniert, Candiszucker; Zuckerwaren: Dragees, Bonbons, Lokum, Halwa, Pekmez (Saft von gesotteten Trauben) und mit Zucker glacierte Früchte . . . vom Werte 20⁰/₀.

2. Gebrannte geistige Getränke: Alkohol, Trauben- und Zwetschken-branntwein, Arak, Rum, Cognac, Liqueure und andere Brantweine jeder Art . . . vom Werte 18⁰/₀.

3. Kerzen und ordinäre Seifen (Waschseifen) . . . vom Werte 18⁰/₀.

4. Leder aller Art vom Werte 16⁰/₀.

5. Lederwaren . vom Werte 16⁰/₀.

6. Stricke und Seilerwaren jeder Art mit Ausnahme von Bindfaden . . . vom Werte 25⁰/₀.

7. Schuhwaren jeder Art mit Ledersohlen 100 kg netto 280 Frca.

8. Confectionirte Kleidungen, deren überwiegendes Materiale auf der Schauseite aus Geweben von reiner oder gemischter Wolle besteht . . 100 kg netto 300 Frca.

Anmerkung. Schuhwaren und confectionirte Kleidungen, welche nicht unter die Nummern 7 und 8 fallen, ebenso wie Waschwaren jeder Art, Hüte und verschiedene Confectionen für den unmittelbaren Gebrauch werden nach Nummer 22 behandelt.

9. Tuche und Stoffe aus Wolle, im Gewichte von mehr als 400 Gramm per Quadratmeter vom Werte 18⁰/₀.

10. Fensterglas . vom Werte 20⁰/₀.

11. Glaswaren aller Art v. W. 12⁰/₀.

12. Porcelaines et faïences
ad val. 12⁰/₀.
13. Articles de mercerie, de
quincaillerie et de broserie ad
val. 12⁰/₀.

Observation. Rentrent ici les marchandises mentionnées sous les Nos. 418, 414, 517, 581, 584—587 inclusivement, 741—760 inclusive-ment de la statistique bulgare de l'année 1894, y compris les boutons et les peignes de toute sorte. Il est cependant entendu que les articles de vraie bijouterie c'est à dire les articles en or et les articles en pierres précieuses, même en combinaison avec des métaux sont exclus de cette catégorie.

14. Fils de lin . . ad val. 10⁰/₀.
15. Tissus de lin . . ad val. 10⁰/₀.
16. Farine de blé . . ad val. 10⁰/₀.
17. Bois à brûler, bois de
construction, bois sciés (y com-
pris les planches sciées) et douves
ad val. 8⁰/₀.
18. Eaux minérales . ad val. 10⁰/₀.
19. Machines et instruments
agricoles, ustensiles de toute
sorte pour arts et métiers, poêles
et fourneaux pour l'industrie,
ateliers, fabriques etc. . ad val. 8⁰/₀.
20. Ouvrages ordinaires en
fonte non polis, non vernis, non
peints ad val. 10⁰/₀.
21. Vis ad val. 8⁰/₀.
22. Tous les autres articles
non spécialement dénommés ad
val. 14⁰/₀.

12. Porzellan- und Fayence-
waren vom Werte 12⁰/₀.
13. Kurz- und Quincaillerie-
waren sowie Bürstenbinderwaren
vom Werte 12⁰/₀.

Anmerkung. Hierher gehören die unter den Nummern 418, 414 517, 581, 584 bis 587 inclusive, sowie 741 bis 760 inclusive der bulgarischen Statistik für das Jahr 1894 angeführten Waren mit Einschluss der Knöpfe und der Kämme aller Art. Dagegen sind die echten Bijouteriewaren, das sind die Gegenstände aus Gold und die Gegenstände aus Edelsteinen, auch in Verbindung mit Metallen, von dieser Kategorie ausgeschlossen.

14. Leinengarne vom Werte 10⁰/₀.
15. Leinengewebe vom Werte 10⁰/₀.
16. Mehl . . . vom Werte 10⁰/₀.
17. Brennholz, Bauholz, Säge-
waren (mit Einschluss der ge-
sägten Bretter) und Fassdauben
vom Werte 8⁰/₀.
18. Mineralwässer vom Werte 10⁰/₀.
19. Landwirtschaftliche Ma-
schinen und Instrumente, Ge-
räthschaften aller Art für Kunst
und Gewerbe, Öfen und Herde
für die Industrie, Werkstätten
Fabriken etc. . . vom Werte 8⁰/₀.
20. Gewöhnliche Gusseisen-
waren, nicht polirt, nicht ge-
firnisst, nicht bemalt vom Werte 10⁰/₀.
21. Schrauben . vom Werte 8⁰/₀.
22. Alle anderen nicht be-
sonders benannten Artikel
vom Werte 14⁰/₀.

Annexe B.

Dispositions spéciales concernant la perception des droits ad valorem des marchandises importées en Bulgarie. *)

Article 1.

L'importateur est tenu d'indiquer par écrit dans la déclaration la valeur et la dénomination commerciale de la marchandise importée.

Les droits ad valorem seront calculés sur la valeur déclarée qui se constituera du prix réel de vente des marchandises au lieu d'origine ou d'expédition, des frais de transport jusqu'à la frontière et des frais d'emballage, d'assurance et de commission réellement occasionnés jusqu'au lieu de destination.

L'importateur devra joindre à sa déclaration la facture de vente et la lettre de voiture ou le connaissement.

La valeur de la marchandise sera portée sur la déclaration en levs (francs) et fractions. Si le prix et les frais d'emballage sont indiqués dans la facture en florins v. a., ils seront pour le traitement douanier, réduits en francs d'après le cours du florin v. a. en francs, publié par la banque nationale de Sophia. Les frais de transport, d'assurance et de commission seront réduits sur la même base.

Article 2.

La visite douanière des marchandises aura lieu dans les 48 heures qui suivent la déclaration.

La douane ne pourra refuser de calculer le droit d'entrée d'après la

*) Ces dispositions ne s'appliquent pas aux boissons spiritueuses dénommées au No. 2 de l'annexe A.

Anlage B.

Besondere Bestimmungen, betreffend die Erhebung der Wertzölle von den in Bulgarien eingeführten Waren. *)

Artikel 1.

Der Importeur hat schriftlich in der Declaration den Wert und die handelsübliche Benennung der eingeführten Ware anzugeben.

Die Wertzölle werden nach dem declarirten Werte berechnet, welcher sich zusammensetzt aus dem wirklichen Verkaufspreise der Waren am Ursprungs- oder Absendungsorte, den Kosten des Transportes bis zur Grenze und den bis zur Ankunft im Bestimmungsorte thatsächlich erwachsenen Spesen für Emballage, Versicherung und Commission.

Der Importeur soll seiner Declaration die Verkaufsfactura nebst Frachtbrief oder Connossament beilegen.

Der Warenwert ist in der Declaration in Levs (Francs) und deren Bruchtheilen auszudrücken. Sind in der Factura der Preis und die Emballagekosten auf Gulden österreichischer Währung gestellt, so sind diese Beträge zum Behufe der Verzollung nach dem von der Nationalbank in Sofia veröffentlichten Curse des österreichischen Geldens in Francs umzurechnen. Derselbe Massstab ist auch der Umrechnung der Transport-, Versicherungs- und Commissionsspesen zugrunde zu legen.

Artikel 2.

Die zollamtliche Warenbeschau hat binnen 48 Stunden nach Abgabe der Declaration zu erfolgen.

Das Zollamt kann die Berechnung des Eingangszolles nach dem vom Im-

*) Diese Bestimmungen beziehen sich nicht auf die in Nr. 2 der Anlage A bezeichneten gebrannten geistigen Getränke.

valeur déclarée par l'importateur que dans le cas où, par suite d'une appréciation rigoureuse de la qualité et de la nature des marchandises présentées, elle a des doutes fondés sur l'exactitude de la valeur.

Si la douane, en conformité de cette disposition, juge que la valeur déclarée est inférieure à la valeur réelle, elle a, dans les 24 heures après la visite douanière, le droit d'augmenter la valeur déclarée.

Si l'importateur ne consent pas à cette augmentation, la douane aura le droit d'exercer la préemption ou de recourir à l'expertise.

En cas de préemption la douane aura à payer à l'importateur dans un délai de 15 jours la valeur déclarée, augmentée de 5 pour cent; il est entendu qu'il ne sera perçu ni le droit d'entrée ni une taxe quelconque.

Dans le cas d'une expertise laquelle aura lieu dans un terme de 15 jours, la douane sera tenue de remettre à la libre disposition de l'importateur, s'il le demande, la marchandise, en retenant des échantillons, à condition toutefois que l'importateur fournisse caution suffisante à garantir le droit d'entrée, les taxes additionnelles et les suppléments dudit droit qui pourraient résulter de l'expertise; l'importateur aura la faculté de présenter aux experts, à titre de renseignement, un certificat délivré par la chambre de commerce et d'industrie compétente sur le prix réel de la marchandise introduite.

Article 3.

Le droit de préemption de la douane est déchu dès que l'expertise est demandée.

porteur déclarirten Werte nur in dem Falle verweigern, in welchem es auf Grund einer gewissenhaften Prüfung der Beschaffenheit und der Natur der vorgewiesenen Waren begründete Zweifel in die Richtigkeit der Wertangabe setzt.

Wenn das Zollamt im Sinne dieser Bestimmung erkennt, dass der declarirte Wert geringer ist als der wirkliche Wert, hat es binnen 24 Stunden nach Vornahme der zollamtlichen Warenbeschau das Recht, den declarirten Wert zu erhöhen.

Falls der Importeur dieser Erhöhung nicht zustimmt, hat das Zollamt das Recht, das Vorkaufsrecht auszuüben oder die Expertise in Anspruch zu nehmen.

Im Falle der Ausübung des Vorkaufrechtes wird das Zollamt dem Importeur binnen einer Frist von vierzehn Tagen den um fünf Procent erhöhten declarirten Wert ausbezahlen; in diesem Falle wird weder die Eintrittszollgebühr noch irgend eine andere Gebühr entrichtet.

Im Falle der Einleitung einer Expertise, welche binnen vierzehn Tagen stattfinden soll, hat das Zollamt die Ware dem Importeur über dessen Verlangen zur freien Verfügung unter Zurückhaltung von Warenmustern und gegen angemessene Sicherstellung des Eingangszolles, der Nebengebühren und der aus Anlass der Expertise eventuell zu gewärtigenden Zollzuschläge auszufolgen; dem Importeur steht das Recht zu, den Experten als Informationsbehelf ein von der zuständigen Handels- und Gewerbekammer ausgestelltes Certificat über den wirklichen Preis der eingeführten Ware vorzulegen.

Artikel 3.

Das Vorkaufsrecht des Zollamtes erlischt, sobald die Expertise in Anspruch genommen wird.

Si l'expertise constate que la valeur de la marchandise ne dépasse pas de plus de 10 pour cent celle qui a été déclaré par l'importateur, le droit d'entrée sera perçu sur la valeur déterminée par les experts.

Si la valeur déterminée par les experts dépasse de 10 pour cent celle qui a été déclarée, le déclarant sera passible d'une amende qui sera fixée par le Ministre des Finances et qui pourra s'élever jusqu'au décuple des droits fraudés.

Il a été constaté que sous l'expression „droits fraudés“ sera comprise la différence entre les droits calculés sur la valeur déclarée et les droits calculés sur la valeur fixée par les experts.

Les frais d'expertise seront supportés à moitié par l'importateur et la douane, si la valeur déterminée par l'expertise n'excède pas de plus de 5 pour cent la valeur déclarée; dans les autres cas ils seront supportés par la partie succombante.

Aussitôt que le droit, les taxes additionnelles et l'amende résultant éventuellement de l'expertise auront été perçus par la douane, la marchandise sera délivrée à l'importateur, ou le reste du montant du cautionnement lui sera rendu sans délai, si la marchandise avait déjà été retirée.

Article 4.

En cas d'expertise le chef de la douane et l'importateur nommeront chacun un expert dans les huit jours qui suivent la demande de l'expertise. En cas de partage de voix ou, si l'importateur le requiert, au moment même de la constitution de l'arbitrage, les experts choisiront dans un délai de 8 jours un tiers arbitre. S'il y a

Wenn die Expertise ergibt, dass der Wert der Ware den vom Importeur declarirten Wert nicht um mehr als 10 Procent übersteigt, wird der Eingangszoll gemäss dem durch die Experten bestimmten Werte erhoben.

Übersteigt der durch die Expertise ermittelte Wert den in der Declaration angegebenen um mehr als 10 Procent, so verfällt der Declarant einer vom Finanzminister festzusetzenden Geldstrafe, welche bis zum Zehnfachen der hinterzogenen Zollgebühren bemessen werden kann.

Unter dem Ausdrucke „hinterzogene Zollgebühren“ wird die Differenz zwischen der nach dem declarirten Werte berechneten Zollgebühr und jener verstanden, welche nach dem von den Experten festgestellten Werte berechnet wird.

Die Kosten der Expertise werden vom Importeur und dem Zollamte zu gleichen Theilen bestritten, wenn der durch die Expertise festgestellte Wert den declarirten Wert um nicht mehr als 5 Procent übersteigt; in anderen Fällen werden diese Kosten vom unterliegenden Theile getragen.

Sobald vom Zollamte die Zollgebühr, die Nebengebühren und die etwa infolge der Expertise sich ergebende Strafe eingehoben sind, ist dem Importeur die Ware auszufolgen oder, falls er dieselbe bereits bezogen hatte, der Rest der Sicherstellung ohne Verzug zurückzustellen.

Artikel 4.

Die Expertise wird in der Weise veranstaltet, dass der Vorstand des Zollamtes und der Importeur binnen acht Tagen, nachdem dieselbe in Anspruch genommen wurde, je einen sachverständigen Schiedsrichter ernennen. Bei Stimmungleichheit oder auf Verlangen des Importeurs sofort bei Constituirung des Schiedsgerichtes

désaccord entre eux, le tiers arbitre sera nommé par le président du tribunal de département compétent ou, aux endroits où il n'existe pas de tribunal de département, par le juge local (Mirowii sadia) compétent.

La décision arbitrale devra être rendue dans les 5 jours qui suivront la nomination des arbitres.

Article 5.

En cas de non-paiement des droits d'entrée, des droits supplémentaires, de l'amende et des frais, au plus tard endéans les cinq jours de la notification de la décision des experts les marchandises, sauf le cas prévu par le dernier alinéa de l'article 2 concernant la délivrance de la marchandise contre cautionnement, pourront être vendues par la douane.

Le produit de la vente ou le cautionnement, après déduction des droits d'entrée, des droits supplémentaires, de l'amende et des frais, sera tenu à la disposition de l'ayant droit, en cas de vente, pendant une année à partir du jour de la vente, en cas de cautionnement, pendant une année à partir du jour de la notification de la décision définitive.

Si la somme disponible n'est pas réclamée dans le délai fixé, elle restera définitivement acquise au Trésor.

werden die beiden Sachverständigen binnen acht Tagen einen dritten Schiedsrichter erwählen. Wenn über diese Wahl unter ihnen keine Verständigung erzielt wird, so wird der dritte Schiedsrichter vom Präsidenten des kompetenten Departementgerichtes oder, wo ein solches nicht besteht, von dem zuständigen Ortsrichter (Mirowii sadia) ernannt.

Der Schiedsspruch muss innerhalb der auf die Ernennung der Schiedsrichter folgenden fünf Tage gefällt werden.

Artikel 5.

Wenn die Zollgebühren, die Zolzzuschläge, die Geldstrafen und sonstigen Kosten nicht spätestens binnen fünf Tagen nach erfolgter Verständigung der Partei von der Entscheidung der Expertise entrichtet werden, können die Waren, den im letzten Absatze des Artikels 2 vorgesehenen Fall der Ausfolgung der Ware gegen Sicherstellung ausgenommen, durch das Zollamt verkäuert werden.

Der Erlös des Verkaufes oder die Sicherstellungssumme wird nach Abzug der Eingangszollgebühren, der Zuschläge, der Geldstrafe und sonstigen Kosten zur Verfügung des Berechtigten bereitgehalten werden, und zwar im Falle des Verkaufes durch ein Jahr, vom Tage des Verkaufes an gerechnet, und im Falle der Sicherstellung durch ein Jahr vom Tage der Zustellung der entgeltigen Entscheidung.

Wenn der zur Verfügung bereit gehaltene Betrag während des bezeichneten Zeitraumes nicht reclamirt worden ist, verfällt derselbe endgiltig dem Staatsschatze.

En vertu des ordres de Sa Majesté l'Empereur et Roi, le soussigné, Ministre de la Maison Impériale et Royale et des affaires étrangères, ratifie le contenu de la Convention de commerce conclue entre la Monarchie

austro-hongroise et la Principauté de Bulgarie à Vienne, le 21 (9) Décembre 1896 et déclare que les stipulations de cette convention seront fidèlement observées et exécutées dans toute leur teneur.

En foi de quoi le soussigné a signé le présent document de sa propre main et lui a fait apposer le sceau du Ministère Impérial et Royal des affaires étrangères.

Fait à Vienne, le 13 Mai 1897.

Goluchowski m. p.

Protocole final

Au moment de procéder à la signature de la Convention de commerce conclue à la date de ce jour entre l'Autriche-Hongrie et la Bulgarie, les Plénipotentiaires soussignés ont fait les réserves et déclarations suivantes qui auront à former partie intégrante de la Convention même:

Ad article 1 de la Convention.

1. Les dispositions de l'article 1 relatives à l'établissement et l'exercice des professions ne seront pas appliquées:

- a) dans la Monarchie austro-hongroise aux pharmaciens, aux courtiers, au colportage, au commerce et aux professions exercées exclusivement en ambulant;
- b) en Bulgarie aux cabarettiers de village, aux pharmaciens, aux courtiers, au colportage, au commerce et aux professions exercées exclusivement en ambulant.

Il est convenu que la disposition indiquée sous b) ne pourra être appliquée aux pharmaciens autrichiens ou hongrois qui exercent actuellement cette profession en Bulgarie.

Schlussprotokoll.

Bei der Unterzeichnung der Handelsconvention, welche am heutigen Tage zwischen Österreich-Ungarn und Bulgarien abgeschlossen worden ist, haben die unterzeichneten Bevollmächtigten die nachstehenden Vorbehalte und Erklärungen abgegeben, welche einen integrierenden Theil der Convention selbst bilden sollen:

Zu Artikel 1 der Convention.

1. Die Bestimmungen im Artikel 1, betreffend den Antritt und die Ausübung von Gewerben, finden keine Anwendung:

- a) in der österreich-ungarischen Monarchie auf das Apotheker- und Handelsmäklergewerbe, dann das Hausirgewerbe und andere ausschliesslich im Herumwandern ausgeübte gewerbliche Verrichtungen;
- b) in Bulgarien auf das Dorfschankgewerbe, das Apotheker- und Handelsmäklergewerbe, dann das Hausirgewerbe und andere ausschliesslich im Herumwandern ausgeübte gewerbliche Verrichtungen.

Es wird jedoch vereinbart, dass die unter b) angeführte Bestimmung auf die österreichischen oder ungarischen Apotheker, welche gegenwärtig ihr Gewerbe in Bulgarien ausüben, nicht anwendbar ist.

2. Les sociétés anonymes et celles en commandite par actions, ainsi que les sociétés d'assurance de tout genre, existant sur les territoires de l'une des Parties contractantes en vertu des lois respectives, pourront, réciproquement, exercer sur les territoires de l'autre tous les droits, y compris celui d'estimer en justice, en se conformant aux lois et prescriptions qui y ont en vigueur sur cette matière et qui sont applicables aux sociétés de toute autre nation.

3. Les sujets de l'une des Parties contractantes qui exercent le métier d'expéditeur entre les divers points des territoires respectifs ou qui se livrent à la navigation ne seront soumis, par rapport à l'exercice de ce métier et de ces industries, à aucune taxe industrielle ou spéciale sur les territoires de l'autre, pourvu qu'ils aient leur résidence dans les territoires de leur propre pays. Toutefois, leurs agents en Bulgarie, en leur qualité de personnes exerçant un métier dans le pays, devront acquitter le droit de patente (impôt sur le revenu) proportionnellement à leurs revenus. De même, les expéditeurs qui s'occuperaient d'expéditions de marchandises entre deux points dans l'intérieur du pays seront soumis aux droits de patente, quant au revenu résultant de ces affaires.

Ad article 6.

La Bulgarie aura la faculté d'introduire pendant la durée de la présente Convention des monopoles sur le sel, le tabac, la poudre et le pétrole. Elle pourra de même introduire des monopoles sur les articles qui, pendant la durée de la présente Convention, seraient monopolisés en Autriche-Hongrie.

2. Die Actiengesellschaften und Commanditgesellschaften auf Actien, sowie die Versicherungsgesellschaften jeder Art, welche in dem Gebiete des einen vertragenden Theiles rechtlich bestehen, werden gegen Befolgung der diesbezüglich im anderen Gebiete geltenden und auf die Gesellschaften jeder anderen Nation anwendbaren Gesetze und Vorschriften auch dort alle ihre Rechte, auch dasjenige der Verfolgung ihrer Rechte vor Gericht ausüben können.

3. Die Angehörigen eines der vertragschliessenden Theile, welche das Speditionsgewerbe zwischen einzelnen Punkten der betreffenden Gebiete ausüben oder die Schifffahrt betreiben, werden rücksichtlich der Ausübung dieses Gewerbes oder dieser Unternehmung in dem Gebiete des anderen Theiles keiner gewerblichen oder anderen besonderen Abgabe unterworfen sein, wofern sie ihren Wohnsitz im Gebiete ihres eigenen Landes haben. Jedoch werden deren Agenten in ihrer Eigenschaft als im Lande ein Gewerbe ausübende Personen in Bulgarien die Patentsteuer (Einkommensteuer) nach Massgabe ihres Einkommens entrichten. Ebenso werden die Spediteure, welche die Warenspektion zwischen zwei Punkten im Innern des Landes betreiben, der Patentsteuer hinsichtlich des aus diesen Geschäften erzielten Einkommens unterliegen.

Zu Artikel 6.

Bulgarien kann während der Dauer der gegenwärtigen Convention Monopole auf Salz, Tabak, Schiesspulver und Petroleum einführen. Auch wird es Monopole auf jene Artikel einführen können, welche während der Dauer der gegenwärtigen Convention in Österreich-Ungarn monopolisirt werden sollten.

Ad article 8.

Pour faire jouir les marchandises du traitement conventionnel, la déclaration des marchandises devra indiquer leur origine.

Les importateurs de marchandises bulgares, autrichiennes ou hongroises seront, en règle générale, réciproquement dispensés de l'obligation de produire des certificats d'origine. Toutefois, la production de certificats d'origine pourra exceptionnellement être exigée par une des Parties contractantes pour le cas où elle aurait établi des droits différentiels d'après l'origine des marchandises, et que, selon la situation générale, tant par rapport aux droits douaniers, qu'en ce qui concerne les conditions de transport, il deviendrait probable que des marchandises provenant d'un tiers État qui, dans le cas dont il s'agit, y serait exclu du régime de faveur, soient introduites des territoires de l'autre Partie contractante.

Lesdits certificats pourront émaner de l'autorité locale du lieu d'exportation ou du bureau de douane d'expédition, soit à l'intérieur, soit à la frontière, ou bien d'un fonctionnaire consulaire, ou d'un agent commercial; enfin ils pourront, au besoin, même être remplacés par la facture si les gouvernements respectifs le croient convenable.

Les certificats d'origine doivent être délivrés gratuitement et seront rédigés d'après le formulaire annexé. Il en est de même du visa consulaire ou du visa d'un agent commercial, lorsque ce visa est exigé pour les certificats d'origine délivrés par les autorités locales ou par les bureaux de douane.

Chacune des Parties contractantes pourra exiger la présentation d'une

Zu Artikel 8.

Damit eine Ware der vertragsmässigen Behandlung theilhaftig werde, muss in der Warenerklärung die Angabe des Ursprungs enthalten sein.

Die Importeure bulgarischer, sowie österreichischer oder ungarischer Waren sollen in der Regel von der Verpflichtung, Ursprungszeugnisse vorzuweisen, gegenseitig entbunden sein. Sofern jedoch einer der vertragschliessenden Theile verschiedene Zollsätze je nach dem Ursprunge der Waren aufgestellt hätte, kann derselbe ausnahmsweise Ursprungszeugnisse dann verlangen, wenn nach den allgemeinen Verhältnissen, sowohl mit Rücksicht auf die Zollsätze, als auf die Transportbedingungen die Wahrscheinlichkeit vorliegen würde, dass Waren von der Provenienz eines dritten Staates, welcher in dem betreffenden Falle von der Meistbegünstigung ausgeschlossen sein sollte, aus den Gebieten des anderen vertragschliessenden Theiles eingeführt würden.

Diese Zeugnisse können von der Ortsbehörde des Ortes der Versendung oder dem Zollamte der Absendung, sei es im Innern des Landes oder an der Grenze gelegen, oder von einem Consularfunctionär oder commerciellen Agenten ausgestellt sein und können erforderlichenfalls auch durch die Factura ersetzt werden, wenn die betreffenden Regierungen es für angezeigt erachten.

Die Ursprungszeugnisse sind gebührenfrei auszustellen und nach dem anliegenden Formular abzufassen. Das Gleiche gilt bezüglich des Consularvisums oder des Visums eines commerciellen Agenten, wenn dieses Visum für die von den Ortsbehörden oder den Zollämtern ausgefertigten Ursprungszeugnisse verlangt wird.

Es soll jeder Theil berechtigt sein, bei Ursprungszeugnissen, welche nicht

traduction des certificats d'origine qui ne seraient pas dressés dans la langue employée dans son service douanier. Cette traduction pourra aussi être délivrée par un fonctionnaire du pays exportateur autorisé à se servir d'un sceau officiel.

Quant aux denrées coloniales, aux épices, aux huiles, aux fruits du midi, aux drogues, aux matières tinctoriales et à tanner, aux gommes et aux résines, il est entendu que ces articles importés de l'Autriche-Hongrie jouiront en Bulgarie du traitement conventionnel, même s'ils ne sont pas accompagnés de certificats d'origine.

Ad article 9.

1. Les dispositions de l'article 9 ne s'appliquent point:

- a) aux faveurs qui sont accordées à des États limitrophes pour faciliter le commerce des frontières;
- b) aux obligations imposées à l'une des Parties contractantes par les dispositions d'une union douanière déjà contractée ou qui pourrait être contractée à l'avenir.

2. Le taux des droits de sortie n'est pas limité par cette Convention; mais il est bien entendu que ces droits seront les mêmes pour toutes les directions dans lesquelles l'exportation se fait.

3. Seront observées conformément aux principes en vigueur en Autriche-Hongrie, quant au traitement douanier en Bulgarie, les règles suivantes:

L'intéressé sera libre de renvoyer à l'étranger, sans acquitter les droits d'entrée ou de sortie, ou une taxe quelconque de consommation, les marchandises, même après les avoir examinées, qui auraient été déclarées à l'entrée, mais qui n'auraient pas encore

in der Sprache seines Zolldienstes ausgestellt sind, die Beibringung einer Übersetzung zu fordern. Eine solche Übersetzung kann auch von einem zur Führung eines Dienstsiegels befugten Organe des exportirenden Landes ausgestellt werden.

Für Colonialwaren, Gewürze, Öle, Südfrüchte, Drogen, Farb- und Gerbstoffe, Gummen und Harze wird bei der Einfuhr aus Österreich-Ungarn die vertragsmässige Behandlung in Bulgarien jedenfalls auch ohne Vorweisung von Ursprungszeugnissen eintreten.

Zu Artikel 9.

1. Die Bestimmungen des Artikels 9 haben keine Anwendung zu finden:

- a) auf die Begünstigungen, welche anderen unmittelbar angrenzenden Staaten zur Erleichterung des Grenzverkehrs gewährt werden;
- b) auf die einem der vertragsschliessenden Theile durch die Bestimmungen einer schon abgeschlossenen oder etwa künftighin abzuschliessenden Zolleinigung auferlegten Verbindlichkeiten.

2. Die Ausfuhrzölle können in beliebiger, aber nur für alle Verkehrsrichtungen gleicher Höhe eingehoben werden.

3. In Übereinstimmung mit den in der österreichischen Monarchie geltenden Grundsätzen werden in Bulgarien bei der Verzollung die nachfolgenden Normen beobachtet werden:

Es ist der Partei gestattet, die zur Einfuhr declarirten, noch nicht in den freien Verkehr übergegangenen Waren auch nach erfolgter Beschau in das Ausland zurückzusenden, ohne einen Ein- oder Ausfuhrzoll oder irgend eine Verbrauchsabgabe zu bezahlen, voraus

passé dans le libre trafic, pourvu toutefois qu'il ne se soit pas, dans sa déclaration, rendu coupable d'une irrégularité qui justifierait une procédure pénale en matière de douane.

Dans ce cas on procédera, quant à la marchandise importée, conformément aux dispositions des lois des finances. La marchandise pourra de nouveau être réexportée, si la procédure pénale en matière de douane relative à la constatation aura prouvé la justesse de la déclaration.

Dans tous les cas l'importateur aura à acquitter les taxes accessoires dues en vertu de l'article 11.

Les marchandises pourront être entreposées dans les magasins de douane, ou placées dans des entrepôts réels ou fictifs, pour les réexporter, les faire transiter ou les mettre en consommation. Les droits d'entrée, accises et octrois, admis par la Convention, seront perçus des marchandises destinées à être dédouanées en raison des quantités retirées successivement des entrepôts. Les marchandises destinées au transit ou à la réexportation ne pourront être grevées à ce titre d'une taxe quelconque.

Ad article 10.

Les marchandises autrichiennes et hongroises ne pourront être grevées sous quelle dénomination que ce soit de taxes perçues au profit de l'État ou des communes (administrations municipales et corporations), autres que des droits de douane, des taxes accessoires prévues à l'article 11, des accises et des octrois.

Il est convenu que les accises et les octrois ne pourront grever, sous quelque dénomination que ce soit, les provenances autrichiennes ou hong-

gresetz jedoch, dass sie sich keine zum Zollstrafverfahren berechtigende Unregelmässigkeit in ihrer Declaration zuschulden kommen liess.

In letzterem Falle wird in Bezug auf die eingeführte Ware nach den Bestimmungen der Gefällagesetze weiter verfahren werden, und tritt die Berechtigung zur Wiederausfuhr wieder in Kraft, wenn das Zollstrafverfahren die Richtigkeit der Declaration erwiesen hat.

In jedem Falle aber sind die nach Massgabe des Artikels 11 schuldigen Nebengebühren von der Partei zu entrichten.

Die Waren können behufs ihrer Wiederausfuhr, ihrer Durchfuhr oder ihres Übertrittes in den freien Verkehr in Zollamtsmagazine oder in staatliche oder Privatniederlagen eingelagert werden. Die nach der Convention zulässigen Eingangszollgebühren, Accisen und Octrois werden jedoch von den zur Eingangsverzollung bestimmten Waren nur nach Massgabe der den Niederlagen jeweilig entnommenen Mengen erhoben. Die zum Transit oder zur Wiederausfuhr bestimmten Waren dürfen aus diesem Anlasse keinerlei Gebühr unterworfen werden.

Zu Artikel X.

Die österreichischen und ungarischen Waren dürfen ausser mit den Zöllen, den im Artikel 11 vorgesehenen Nebengebühren, den Accisen und Octrois, mit keinen anderen wie immer Namen habenden, für Rechnung des Staates oder der Gemeinden (Municipalverwaltungen und Körperschaften) einzuhebenden Gebühren belastet werden.

Es wird vereinbart, dass die österreichischen oder ungarischen Provenienzen von den Accisen und Octrois unter keiner wie immer gearteten Be-

roises ni d'un taux plus élevé, ni d'une manière plus onéreuse que les produits similaires bulgares. Ne seront, par conséquent, perçus les accises et les octrois des marchandises autrichiennes et hongroises dans une autre valeur monétaire que des marchandises bulgares et ne seront pas accordées aux produits bulgares, en ce qui concerne les droits d'accises et d'octrois, des faveurs quelconques telles qu'elles pourraient par exemple résulter du système d'abonnement etc.

Les accises et les octrois pourront être perçus sur les marchandises autrichiennes ou hongroises même dans le cas où les articles similaires ne seraient pas produits dans la Bulgarie.

Les dispositions précédentes sur les accises et les octrois ne sont applicables aux marchandises autrichiennes ou hongroises que dans le cas où les provenances de tout autre pays sont soumises au même traitement.

Les accises et les octrois seront perçus conformément aux dispositions suivantes:

A) Les articles de consommation sur lesquels des accises pourront être prélevées à l'importation pour le compte de l'État sont les suivants: les boissons et les comestibles, le fourrage, les combustibles et les matières d'éclairage, ainsi que les matériaux de construction. Toutes les autres marchandises seront exemptes en Bulgarie du paiement d'accise.

Pour les articles dénommés ci-après les accises ne dépasseront pas en Bulgarie les taux suivants:

	l'hectolitre frs. cts.
Alcool, pour chaque degré de l'alcoolomètre de Gay Lussac	0.75

zeichnung weder mit einem höheren Satze noch in einer beschwerlicheren Weise als die gleichartigen bulgarischen Producte getroffen werden können. Es werden daher auch die Accisen und Octrois von den österreichischen und ungarischen Waren in keiner anderen Geldvaluta erhoben werden als die bulgarischen Waren, und werden den bulgarischen Waren in Hinsicht auf die Accise- und Octroi-Abgaben keinerlei Begünstigungen, wie solche beispielsweise aus dem Abonnementsystem etc. sich ergeben können, eingeräumt werden.

Die Accisen und Octrois können von den österreichischen oder ungarischen Waren auch in dem Falle erhoben werden, wenn gleichartige Artikel in Bulgarien nicht erzeugt werden sollten.

Die vorstehenden Bestimmungen über die Accisen und Octrois finden aber auf die österreichischen oder ungarischen Waren nur dann Anwendung, wenn denselben die Provinzen aller anderen Länder gleichmässig unterworfen werden.

Die Accisen und Octrois werden in Gemässheit der nachfolgenden Bestimmungen eingehoben werden.

A) Verzehrungsgegenstände, von welchen bei der Einfuhr Accisen für Rechnung des Staates erhoben werden können, sind: Getränke und Nahrungsmittel, Viehfutter, Brennstoffe und Beleuchtungsmaterialien, sowie Baumaterialien. Von anderen Waren als diesen Verzehrungsgegenständen werden in Bulgarien Accisen nicht erhoben werden.

Für nachbenannte Artikel werden in Bulgarien die Accisen nachstehende Sätze nicht überschreiten:

	per Hektoliter Frns. Cts.
Alkohol für jeden Grad nach dem Alkoholometer von Gay Lussac	0.75

	frs. cts. l'hectolitre
Rhum, liqueur, cognac, bitter, absinthe etc.	80.—

Observ.: Le rhum, la liqueur etc. en fûts, titrant pls de 40 degrés d'alcool d'après l'alcoolomètre de Gay Lussac seront taxés, comme l'alcool.

	les 100 kg nets
Sucre	20.—
Bonbons, halwa et sucreries	40.—

Succédanés de café, y compris le café appelé café de Franck 20.—

	l'hectolitre
Bière	5.—

	les 100 kg nets
--	--------------------

Bougies de stéarine, de sperma ceti et bougies de luxe . 20.—

Poissons conservés tels que sardines etc. 50.—

Conserves, autres. 100.—

Huile d'olives et autres huiles comestibles 10.—

Une accise pourra être perçue par voie d'exception sur les allumettes en bois et en cire, les graisses et eaux parfumées, les savons parfumés et les cartes à jouer.

Cette taxe ne dépassera pas en ce qui concerne:

	frs. cts. les 100 kg nets
--	---------------------------------

les allumettes en bois . . . 30.—

les savons parfumés . . . 50.—

	la douzaine de jeu
les cartes à jouer	12.—

B) Les octrois qui, en conformité des dispositions de la loi bulgare du 30/18 décembre 1895, seront perçus au profit des communes (administrations municipales et corporations) ne dépasseront pour les articles dénommés ci-après les taux suivants:

	Fracs. Cts. per Hektoliter
Rum, Liqueur, Cognac, Bitter, Absinth etc.	80.—

Anmerk.: Rum, Liqueur etc. in Fässern, mit mehr als 40 Alkoholgraden nach dem Alkoholometer von Gay Lussac sind wie Alkohol zu behandeln.

	per 100 kg netto
Zucker	20.—

Bonbons, Halwa und Zuckerwaren 40.—

Kaffeesurrogate mit Einschluss des sogenannten Franck-Kaffees 20.—

	per Hektoliter
Bier	5.—

	per 100 kg netto
--	---------------------

Kerzen aus Stearin, Spermacet (Walrath) und Luxuskerzen 20.—

Conservierte Fische: Sardinen etc. 50.—

Andere Conserven 100.—

Olivensöl und andere Speiseöle 10.—

Ausnahmsweise darf eine Accise von Zündhölzchen und Wachszündkerzen, parfümirten Fetten und wohlriechenden Wässern, parfümirten Seifen und Spielkarten eingehoben werden.

Diese Taxe darf bei:

	Fracs. Cts. per 100 kg netto
--	------------------------------------

Zündhölzchen 30.—

Parfümirten Seifen 50.—

	per Dtzd. Spiele
Spielkarten	12.—

nicht übersteigen.

B) Die Octrois, welche in Gemässheit der Bestimmungen des bulgarischen Gesetzes von 30./18. December 1895 für Rechnung der Gemeinden (Municipalverwaltungen und Körperschaften) zur Einhebung gelangen, werden für die nachstehend aufgezählten Artikel die folgenden Sätze nicht überschreiten:

	francs. cts. le litre		Francs. Cts. per Liter
Vin et vinaigre en futaille	— 4	Wein und Essig in Gebinden	— 4
Alcool, eau-de-vie, rhum et cognac: par litre et degré d'après l'alcoolomètre de Gay Lussac	— 1/2	Alkohol, Branntwein, Rum und Cognac: per Liter und Grad nach dem Alkoholometer von Gay Lussac	— 1/2
Bière en futaille	— 4	Bier in Fässern	— 4
	la bouteille de 3/4 de litre		per 3/4 L.-Flasche
Diverses espèces de vin en bouteilles cachetées	— 50	Wein verschiedener Gattung in versiegelten Flaschen	— 50
Diverses espèces de liqueurs en bouteilles cachetées, telles que: rhum, absinthe, ver- mouth, bitter, curaçao, vanille, vodka russe etc.	— 80	Liqueure verschiedener Gat- tung in versiegelten Flaschen, wie: Rum, Absinth, Wermut, Bitter, Caracao, Vanille, Russischer Vodka	— 80
	le kilogr. net		per kg netto
Succédanés de café y compris le café appelé café de Frank	— 16	Kaffeesurrogate, mit Einschluss des sogenannten Frank- Kaffees	— 16
Sucre	— 4	Zucker	— 4
Sucreries telles que: lokoum, compotes, bonbons et autres articles en sucre	— 10	Zuckerwaren, wie: Lokum, ein- gemachtes Obst, Bonbons und andere Zuckerwaren	— 10
Huile d'olive et autres huiles comestibles	— 8	Olivenöl und andere Speise- öle	— 8
Poissons marinés, séchés et fumés	— 16	Marinirte Fische, getrocknet und geräuchert	— 16
Fromages de Suisse, de Hol- lande et autres	— 32	Schweizer-, Holländer- und andere Käse	— 32
	le mètre cube		per Kubikmeter
Bois de construction; planches brutes	1.—	Bauholz; rohe Bretter	1.—
	la tonne		per Tonne
Chaux	2.—	Kalk	2.—
	les 500 pièces		per 500 Stück
Briques	— 20	Ziegel	— 20
	le kilogr. net		per kg netto
Bougies stéariques	— 8	Stearinkerzen	— 8
Savon de lessive	— 8	Waschseife	— 8
Chaussures de toutes sortes avec semelles de cuir	— 28	Schuhwaren aller Art mit Ledersohlen	— 28
Vêtements confectionnés dont la matière dominante à la superficie consiste en tissu de laine pure ou mélangée	— 30	Confectionirte Kleider, deren überwiegendes Materiale auf der Schauseite aus Geweben von reiner oder gemischter Wolle besteht	— 30

Tous les autres articles qui ne sont pas spécialement dénommés ni dans la liste ci-dessus ni dans la loi pré-

Alle anderen Artikel, welche weder in der vorstehenden Liste noch in dem vorerwähnten Gesetze vom 30. 18. De-

citée du ³⁰/₁₈ décembre 1895 seront, en tant qu'ils n'entrent pas en franchise de douane, soumis à un octroi de 2 pour cent ad valorem.

L'acquiescement des octrois se fera pour les marchandises autrichiennes et hongroises simultanément avec le paiement des droits d'entrée. L'octroi une fois payé, la marchandise pourra librement circuler dans tout le pays et ne pourra être grevée à aucun titre de nouvelles taxes quelconques.

En tant que, aux termes des dispositions précédentes, les octrois seront perçus d'après la valeur des marchandises, ils seront calculés, sans autre procédure d'estimation, sur les valeurs fixées pour la perception des droits d'entrée.

Le présent protocole qui sera considéré comme approuvé et sanctionné par les Parties contractantes sans autre ratification spéciale, par le seul fait de l'échange des ratifications de la Convention de commerce à laquelle il se rapporte a été dressé en double expédition à Vienne, le ²¹/₉ décembre 1896.

(L. S.) *Goluchowski* m. p.

(L. S.) *Dr. Stancioff* m. p.

(L. S.) *C. Séraphimoff* m. p.

cember 1895 speciell angeführt sind, unterliegen, sofern sie nicht zollfrei eingehen, einer Octroigeßuhr von 2 Procent vom Werte.

Die Entrichtung der Octrois hinsichtlich der österreichischen und ungarischen Waren hat gleichzeitig mit der Zahlung der Eingangszollgebühren zu erfolgen. Sobald die Octroigeßuhr einmal entrichtet ist, kann die Ware im ganzen Lande frei verkehren und wird unter keinerlei Titel anderweitigen Taxen unterworfen werden können.

Soweit in Gemässheit der vorstehenden Bestimmungen die Erhebungen der Octrois nach dem Werte der Waren stattfindet, werden die Octrois ohne weiteres Schätzungsverfahren nach dem für die Erhebung der Zollgebühren festgestellten Werte berechnet werden.

Das gegenwärtige Protokoll, welches ohne besondere Ratification, durch die blosse Thatsache der Auswechslung der Ratificationen der Convention, auf welche es sich bezieht, als von den vertragschliessenden Theilen gebilligt und bestätigt anzusehen ist, wurde in doppelter Ausfertigung zu Wien am ²¹/₉ December 1896 unterzeichnet.

(L. S.) *Goluchowsky* m. p.

(L. S.) *Dr. Stancioff* m. p.

(L. S.) *C. Seraphimoff* m. p.

Die vorstehende Handelsconvention sammt Schlussprotokoll und Anlagen wird nach erfolgter Zustimmung der beiden Häuser des Reichsrathes hiemit kundgemacht.

Wien, am 18. Mai 1897.

Badeni m. p.

Biliński m. p.

Ledebur m. p.

Glans m. p.

Certificat d'origine.

Mr.¹⁾ certifie que d'après les documents
exhibés, Mr.²⁾ a embarqué le 189...³⁾
dans cette gare de⁴⁾,⁵⁾ colis⁶⁾
marque numéros avec poids brut de
..... kilogrammes, contenant⁷⁾ lesquelles
marchandises sont produites dans ce pays et sont de-
stinées à suivre jusqu'à la douane autrichienne ou hongroise
de⁸⁾ pour être expédiées à Mr.⁹⁾
à¹⁰⁾.

(Date, signature et sceau.)

-
- ¹⁾ Nom de l'autorité qui expédie le document.
²⁾ Nom du producteur ou négociant.
³⁾ Date.
⁴⁾ Nom de la gare du chemin de fer ou du port.
⁵⁾ Numéro des colis.
⁶⁾ Sorte des colis.
⁷⁾ Description générique des marchandises.
⁸⁾ Nom de la douane.
⁹⁾ Nom du destinataire.
¹⁰⁾ Nom du lieu de destination.

Ursprungs-Zeugnis.

.....¹⁾ bestätigt, dass nach den vorgelegten
Schriftstücken Herr²⁾ am 189...³⁾ im
Bahnhof von⁴⁾,⁵⁾ Frachtstücke⁶⁾
Zeichen Nummer im Bruttogewichte
von Kilogramm, enthaltend⁷⁾ facturirt
hat, welche Waren in diesem Lande erzeugt worden
und bestimmt sind, an das österreichische oder ungarische
bulgarische
Zollamt in⁸⁾ zu gehen, um an Herrn⁹⁾
in¹⁰⁾ weiterbefördert zu werden.

(Datum, Unterschrift und Siegel.)

-
- ¹⁾ Name der Behörde, die das Zeugnis ausstellt.
²⁾ Name des Erzeugers oder Händlers.
³⁾ Datum.
⁴⁾ Name des Bahnhofes oder Hafens.
⁵⁾ Zahl der Frachtstücke.
⁶⁾ Art der Frachtstücke.
⁷⁾ Angabe der Warengattung.
⁸⁾ Name des Zollamtes.
⁹⁾ Name des Empfängers.
¹⁰⁾ Name des Bestimmungsortes.

21.

GRANDE-BRETAGNE.

Correspondance concernant les moyens d'assistance diplomatique et consulaire pour le developpement du commerce anglais, du 6 janvier 1896 au 31 mars 1897.

Parliamentary Papers presented to both Houses of Parliament by Command of Her Majesty. Juin 1897. [C.—8432].

Correspondence respecting Assistance to British
Trade Abroad.

No. 1.

Foreign Office to Sir A. Rollit, M.P.

Dear Sir Albert Rollit,

Foreign Office, January 6, 1896.

I have noticed in the "Chamber of Commerce Journal," p. 218, a suggestion that it may perhaps be found possible, in consultation with Chambers of Commerce, for this Office to devise Regulations which will give the necessary assistance by Her Majesty's Diplomatic and Consular officers to the individual trader without prejudicing the rights or interests of others.

Mr. Curzon is very anxious to do anything which is possible in this direction if any definite suggestion can be put before him as to how our existing Regulations and Instructions can be amended with benefit to British trade, and he therefore suggests that as President of the Association of Chambers of Commerce and of the London Chamber of Commerce, you might perhaps be willing to depute some one to confer with me on the subject, in order that any suggestions may be considered. If anything is to be done, it would be well that the Conference should take place immediately.

Yours, &c.

(Signed) *H. G. Bergne.*

Inclosure in No. 1.

Extract from the "Chamber of Commerce Journal" of December 1895.

The Development of Colonial Trade.—We publish elsewhere (p. 221-223) the full text of a despatch forwarded by Mr. Secretary Chamberlain to the Colonial Governors directing them to supply such information as will enable merchants and manufacturers on this side to ascertain to what extent foreign nations are competing with Great Britain in meeting colonial requirements; and giving, where possible, an object lesson in the elements of this competition by means of patterns of the foreignmade articles which are taking the place of British goods. The despatch marks an important epoch in the economic history of this country, as it indicates the official abandonment of the principle of *laissez-faire*, and also the official recognition of

the fact that foreign competition is to be taken seriously into consideration both by Her Majesty's Government and by those immediately interested. This is a step upon which both Her Majesty's Government in general, and Mr. Secretary Chamberlain in particular, may be congratulated, the more especially, because of the confidential manner in which several of the leading Chambers of Commerce throughout the country were consulted in regard to terms and details, and invited to make practical suggestions. Such consultation constitutes an official recognition superior to that enjoyed by continental Chambers of Commerce whose powers of action and initiative are correspondingly limited in other directions. With a view of giving as much practical effect as is within its power to Mr. Secretary Chamberlain's despatch, the London Chamber offered to undertake the exhibition and distribution of such commercial samples as may in course of time be forthcoming from Colonial Governors. That offer has been accepted, and is now embodied in and forms part of the despatch itself. If those samples are forthcoming in any quantity and with any regularity, they will probably form the starting point for Commercial Museums in various districts, as the ultimate destination of such samples will probably be the districts in which similar British articles are chiefly produced. It is probable that much of the information which the despatch seeks so obtain from distributing and consuming houses in the Colonies, is in the possession of the leading export houses in London and throughout the kingdom. But that information—viz., the practical details of the extent to which foreign goods are entering into the orders for and the shipments to the Colonies—is generally looked upon as a legitimate trade secret; and the details would probably not be given even if the information were applied for from the firms in question.

It is, however, known in a general way that certain articles are produced far more cheaply abroad, or that continental manufacturers and workmen are more willing than our own to adapt themselves to certain requirements or alterations in manufacturing which meet the wants of colonial merchants. Competition between firms, both in this and colonial markets, requires that the export houses should supply their articles at the lowest possible price, and this they consider it their business to do entirely apart from the nationality of the goods. British manufacturers on the other hand are believed to be fully conversant with the fact that certain competitive articles are produced abroad, with which for various reasons they cannot or do not attempt to compete. Possibly, therefore, much of the information which will be supplied by Colonial Governors will be found to be already in the possession, as a matter of trade knowledge, of those interested. But if it should transpire, as is so often asserted by Her Majesty's Consuls in their Reports, and by travellers who visit what are termed neutral markets, that British manufacturers might, with greater attention to the peculiar demands of colonial purchasers, supply a larger proportion than they at present do of the goods which are now purchased from continental sources, much practical good would be effected. It is possible, also, that the information which will be supplied by the Colonial Governors, will either dispose of or strengthen allegations of the want of

adaptability of British manufacturers. Should this assumption be thus confirmed, whilst some idea is simultaneously obtained of the value of the market which will be available to producers by greater adaptability, possibly new firms disposing of newer methods and newer machinery may come forward to take the place of those who at present are not in a position to produce the necessary articles at the required price. In any case, therefore, it is to be expected that useful knowledge will be forthcoming as the result of Mr. Secretary Chamberlain's despatch, and on the nature of that information will depend the steps which may have to be taken in the future in order to supply what may be wanting in the present methods of conducting British trade with the Colonies.

The initiative, thus so satisfactorily taken by the Colonial Office, ought, in order to produce its full effect, to be completed by the India and Foreign Offices adopting, as far as possible, similar measures. Foreign competition has been, and promises in the future to be still more, keenly felt in India than in any other market, and an inquiry into the causes at work which have produced this result would, together with Mr. Chamberlain's despatch, make the ultimate report a truly Imperial one. The assistance which continental, and, to some extent, trans-continental countries, are receiving through their Embassies and Legations, might fittingly be called into existence by the Foreign Office issuing up-to-date instructions to Her Majesty's Ambassadors, Secretaries of Legation, Commercial Attachés, and the Consular service. There is an impression prevailing in commercial circles, which may or may not be well-founded, that Ambassadors and Secretaries of Embassy are unable to render assistance to individual traders except under instructions from Downing Street. There is little doubt, however, that the interests both of individual merchants and of entire trades are vigilantly supervised, and practical assistance given by the Ambassadors and Consuls of continental Powers, and we are only suggesting that the precedent thus established by foreign Governments, and within the limits of such existing foreign practice, should be adopted by our own Government, so that the British merchant, in whatever part of the world he may happen to find himself, may know that he can fall back upon, and will be supported by, Her Majesty's Representatives. If the question is examined by the Foreign Office in the same spirit as that which has animated the Colonial Office in the despatch to which we have referred, there is no doubt that means will be found to attain the end, and that it will be possible, perhaps again in consultation with Chambers of Commerce, to devise Regulations which will give the necessary assistance to the individual trader without prejudicing the interests or rights of others.

No. 2.

Sir A. Rollit, M.P., to Foreign Office.—(Received January 8.)

My dear Sir Henry Bergne, 30, Lowndes Square, London, January 7, 1896.

I am much obliged to Mr. Curzon for his interest, and to you for your letter, and shall be very pleased myself to come to the Foreign Office

accompanied by the Secretaries of the Associated Chambers, and the London Chamber, respectively, at any time which may be convenient. Meantime, will you kindly let me see a print of the existing Regulations and Instructions?

With thanks, yours, &c.

(Signed) *Albert K. Rollit.*

No. 3.

Foreign Office to Association of Chambers of Commerce of the
United Kingdom.

Dear Sir,

Foreign Office, January 16, 1886.

In reply to your inquiries I beg leave to say that the instructions to our Representatives abroad on commercial matters, may be divided into two categories, viz., those which were published and presented to Parliament in 1886, and Supplementary Instructions issued from this Department since that date.

With regard to the first named, I beg to refer you more especially to pp. 91 and 92 of Part I of „Parliamentary Paper No. 16, Commercial, 1886,” and also to pp. 22, 23, and 25, of Part II of the same paper, in which Mr. Bryce's Memorandum (a most important document to study in connection with this subject, and which forms paper No. 1 of Part II), was sent to our Missions and Consulates abroad.*)

The second category consists of circulars which have not been published, but which there is no objection to your reprinting or summarizing for confidential communication to any Chambers under your Association whom you may think well to ask for suggestions, in pursuance of the suggestion made by Sir Albert Rollit at the meeting here. I, at the same time, inclose a copy of the Index issued last year. A new one will be published in a few days, and a copy sent to you.

I am, &c.

(Signed) *George N. Curzon.*

Inclosure in No. 3.

Circulars addressed to Her Majesty's Diplomatic and
Consular Representatives Abroad.

Foreign Office, October 7, 1886.

The Board of Trade wish to obtain, from time to time, information respecting failures or bankruptcies in foreign countries for publication in the new Journal of Tariff and Trade Notices. They are aware of certain unofficial statements being issued, in the United States for instance, which have obtained some authority, but they are not aware of any official publications. They would be glad, therefore, if you would make inquiry whether there are official or unofficial statistics of failures in which

*) Vide Appendix.

could be communicated periodically for publication in the Board of Trade Journal. If such statistics are available, they might be forwarded direct, without any covering letter, to the Secretary to the Board of Trade, London.

I am, &c.

(Signed) *Iddesleigh.*

Sir,

Foreign Office, October 7, 1886.

In the Circular despatch from this Office of the 31st of July last, you were informed that the Board of Trade intended to publish a Journal of Tariff and Trade Notices. A copy of this publication will shortly be forwarded to the more important Consulates, for the information of Her Majesty's Consular officers, and to make them acquainted with the nature of this Journal.

In addition to the directions given in the Circular above-mentioned, as to subjects which may properly form Reports for this publication, the Board of Trade would be glad to include in it "details of verdicts and decisions in cases of commercial litigation between foreigners and British subjects abroad;" as well as "decisions in foreign Courts and Tribunals regarding Copyright, Patents, Trade-marks, and Designs, in which British subjects are interested." Should it not be convenient to you to make a précis of any particular legal proceedings of this character, you may forward newspapers or other publications containing trustworthy accounts which may appear to you to be important, and the Board of Trade will endeavour to make a suitable précis of these proceedings.

The Board of Trade suggest, further, that Her Majesty's Consuls should give special attention to any changes that may be passing with regard to articles in which British merchants are specially interested; what competition there is with regard to articles which are exported from this country to the district of your Consulate, and, as far as you may be able to supply particulars, with respect to articles exported from your district for consumption in the United Kingdom. The Board of Trade do not desire merely to obtain statistics from time to time on these matters, but to learn any information which may reach you as to trade movements or changes.

You will bear in mind that it is not intended that Memoranda for the Board of Trade Journal should in any way interfere with or supersede the Reports, in either the Annual or Miscellaneous Series, issued by this Office. Several of the subjects now adverted to by the Board of Trade are already treated by Her Majesty's Consuls under existing instructions. It is very possible, however, that Her Majesty's Consuls may be able to supply from time to time short notices on commercial matters which are of interest, and which it would be advisable to publish promptly, although they would not necessarily form the subject of Reports published separately.

I am, &c.

(Signed) *Iddesleigh.*

Sir,

Foreign Office, January 3, 1888.

The Lords of the Committee of Council for Agriculture have had under their consideration a representation that it would be interesting and instructive to agriculturists in this country if that Department were to circulate from time to time, summaries of those portions of Diplomatic and Consular Reports which relate to agriculture.

I am accordingly directed by the Marquess of Salisbury to instruct you to report as fully as possible, in future, on agricultural matters, especially with regard to particulars which are likely to be of utility or interest to agriculturists in this country.

You will issue instructions in the above sense to the British Vice-Consuls under your jurisdiction.

I am, &c.

(Signed) *James Fergusson.*

Sir,

Foreign Office, May 17, 1889.

In the interesting Reports upon Trade and Finance which are furnished to this Department by Diplomatic and Consular officers, it is constantly necessary to make use of foreign denominations of money or foreign weights and measures. As these, however, are only partially familiar to English readers statements involving them often carry no clear idea to the minds of those for whose information these Reports are destined. It would be much more convenient that, in every case, the equivalents in English money, weights, or measures should be used instead.

I am, therefore, directed by the Marquess of Salisbury to instruct you, whenever you have occasion to mention any sum of money, or any quantity of any article, to use in the text, in each case, not the foreign denomination, but the exact English equivalent. In the case of money, you should employ the English equivalent, according to the customary exchange; or, if it greatly varies, according to the exchange on the day on which you write.

In order to avoid any chance of error or misprint, you should give in the margin the foreign figures which you have converted into English figures in the text. It is essential for the comfort of the reader, and the easy comprehension of what is written, that this should be done, not once or twice only in the course of the Report, but on every occasion in which a sum of foreign money or a quantity of foreign goods is specifically mentioned.

I am, &c.

(Signed) *James Fergusson.*

Sir,

Foreign Office, July 30, 1889.

I am directed by the Marquess of Salisbury to acquaint you that his Lordship has received a communication from the Lords of the Committee of the Privy Council on Agriculture, in which they state that the Reports from Her Majesty's Representatives abroad, which have been furnished in compliance with the instructions issued by this Office on the 3rd January

and February of last year, have been much appreciated by the agricultural interests in this country, and Lord Salisbury has great pleasure in making this communication to you.

The Lords of the Committee are, however, of opinion that it would enhance the value of these Reports if they they could be supplemented from time to time by any information you may be able to gather of a reliable character with regard to the prospects of the corn crops within your Consular district.

Such information should be forwarded to this Office in separate despatches of this series at the time at which you are able to procure it, in order that it may be sent on to the Agricultural Department for publication or otherwise, as they may think best.

You will readily perceive that the value of such information will in great measure depend upon its being received at the earliest possible date.

You will understand that this instruction is not intended in any way to cancel those under which you are at present acting with regard to annual Reports on agriculture for publication by this Office, and you will communicate a copy of this Circular to the Vice-Consuls in your jurisdiction.

I am, &c.

(Signed) *James Fergusson.*

Sir,

Foreign Office, December 7, 1891.

It has been suggested that the value of the Reports of Her Majesty's Diplomatic and Consular officers abroad on trade, finance, and subjects of general interest, would be augmented by the introduction at their commencement of a short abstract of their contents. By means of this arrangement, the reader would more readily be enabled to see at a glance the general nature of the subjects dealt with in the Report, without necessarily having to examine the marginal notes on each page, which would still, however, be retained to indicate minor details in accordance with the instructions conveyed to you in the Circular despatch, Commercial, of the 22nd December, 1885.

In certain instances this plan has, to some extent, already been adopted, and, for the sake of uniformity, it is desirable that all Reports should be drawn up in this manner from the commencement of the forthcoming year.

Two Reports (No. 844, Annual Series, and No. 211 Miscellaneous Series) are herewith inclosed by way of illustrating what is required.*)

In the first of these, which affords a very fair example of the manner in which an ordinary trade Report should be arranged, it will be observed that Mr. Ward has given a summary of its general divisions at the top of p. 2.

In the second, which treats of the condition of labour in Italy, Sir D. Colnaghi has supplied an index to the salient features of his Report, which is printed on p. 83.

I am directed by the Marquess of Salisbury to request that a short

*) Not printed.

summary of this character, headed "Abstract of Contents," may in future be inserted at the commencement of your Reports; the pages can be left blank, and filled in at this Office when the Report is printed for publication.

I am, &c.

(Signed) *James W. Lowther.*

Sir,

Foreign Office, July 11, 1892.

The experience of the past few months has shown that the instructions addressed to Her Majesty's Consuls by the Circular from this Office of the 7th December last, with regard to prefacing their Reports with an abstract of the salient features of their contents, has, in the majority of cases, been carried out with commendable intelligence and uniformity. In other cases, however, which it is unnecessary to specify, and which are happily in the minority, but little care has been bestowed on the preparation of the abstract in question, and even in some few instances no attempt has been made to make one at all.

Such a prefix to a Report, if well done, not only materially enhances its value to the general reader, but also largely facilitates the work of indexing on the lines of that issued in Parliamentary Paper No. 17, Commercial, 1891, of which copies were supplied to Her Majesty's Consuls, and to the headings in which your attention is especially invited as a guide, both for marginal notes, and in preparing the abstract of contents.

It may, therefore, be useful to you to have further models of what is required for your guidance in addition to those already supplied in the Circular above referred to, and I am accordingly directed by the Marquess of Salisbury to transmit to you copies of two Reports, one of the Annual and one of the Miscellaneous Series.*) The abstracts prefixed to these Reports will, it is thought, afford an example, which may with advantage be followed, of the manner in which it is desired that the summary in question should be drawn up in all Reports on trade, finance, agriculture, and subjects of general interest from Her Majesty's Representatives abroad.

I am, &c.

(Signed) *T. V. Lister.*

Sir,

Foreign Office, April 5, 1893.

I am directed by the Earl of Rosebery to state to you that the Board of Trade have represented to his Lordship their wish to obtain from Her Majesty's Consuls more continuous Reports on subjects of interest for the Board of Trade Journal than have lately been supplied. I am accordingly to call your attention to the paragraph in the Circular of the 31st July, 1886, which asks for short notes suitable for publication in the Board of Trade Journal, and to the Circular of the 7th October, 1886, which specifies certain subjects to be reported upon in such notes. The Board of Trade

*) No. 996, Annual Series; No. 216, Miscellaneous Series.

express their desire to obtain "information relating to the course of trade, and the condition of the chief mining and manufacturing industries of the principal foreign countries, more especially those in which there appears to be the severest competition with producers and manufacturers in the United Kingdom."

You will bear in mind that, as was explained in the Circulars of 1886 above referred to, it is not intended that this information for the Board of Trade Journal shall interfere with the Reports, whether of the Annual or Miscellaneous Series, prepared for this Office. It will be convenient that these notes should be sent in the form of an inclosure in a covering despatch, and in the words which Her Majesty's Consuls wish to be used in publication, so as to avoid the necessity for referring a proof to them; but it will be in all cases for the Secretary of State to decide whether the information thus supplied is more suitable for publication as a Foreign Office Report or in the Board of Trade Journal.

I am, &c.

(Signed) *E. Grey.*

Foreign Office, April 5, 1893.

I think it well to mention to you that representations have been made to me to the effect that, in some instances, information with respect to changes in Foreign Customs Tariffs, or with regard to Bills before the Legislature to enact Tariff changes, has not been reported so promptly as to be useful for the benefit of manufacturers and merchants in this country.

I am quite aware that any oversight of this nature has been accidental and of infrequent occurrence; and I am fully sensible of the attention and care which, as a general rule, is given by Her Majesty's Missions abroad to these matters. I wish, however, to make known to you that representations of the nature referred to have been made, in order that these subjects may continue to receive prompt and full attention at all Her Majesty's Missions abroad.

I am, &c.

(Signed) *Rosebery.*

Foreign Office, June 25, 1895.

I transmit herewith a copy of a Circular which I have caused to be addressed to Her Majesty's Consular officers abroad, containing certain suggestions for their guidance in the preparation of their annual trade Reports.

I have to request that the requirements of this Circular, so far as they may apply, may be borne in mind in the preparation of any Report from which may come within the scope of the Commercial series and be intended for publication.

I am, &c.

(Signed) *Kimberley.*

Sir,

Foreign Office, June 25, 1895.

By a Circular despatch, Commercial, dated the 22nd December, 1885, some general instructions were addressed to Her Majesty's Consular officers abroad as to the shape in which their annual Reports on trade &c., should be drawn up for transmission to this Office. Since that date, various subsidiary instructions have, from time to time, been issued on points of detail which it is unnecessary to recapitulate. The general directions above mentioned have, during the past ten years, on the whole, been fairly well carried out; but in some instances, important portions of them have been overlooked or disregarded.

The Earl of Kimberley is well aware that the merits of a Report must necessarily depend upon many considerations. Apart from differences of individual capacity, which must, of course, occur in so large a body as Her Majesty's Consular Service, the local circumstances of various posts differ widely in regard to the facilities afforded for obtaining statistical and other information, and what may be a comparatively easy task in certain countries may be one of great difficulty in other which are less civilized. A uniform degree of interest or excellence in Reports is not, therefore, to be reasonably expected; but it is desirable that in all cases careful attention should be given to the directions which have from time to time been issued by the Secretary of State.

The principal point in which there appears to be a tendency on the part of some of Her Majesty's Consular officers to overlook the recommendations of the instructions of 1885 consists in the length to which their Reports at times extend, and the large and needless amount of undigested tabular matter that has often been introduced into them. The necessity of distinguishing important from unimportant subjects, and of excluding, or only briefly noticing, such as belong to the latter class, should be carefully borne in mind in the composition of a trade Report, and the extent to which the rule has been followed is one of the principal test by which the merits or demerits of such papers must be judged. Consular officers are in many instances too prone to attach to these Reports exhaustive Tables of imports and exports, the printing of which causes both expense and delay, and of which a large portion is of little or no interest to the British commercial community.

It is expedient and useless to state the total amount of value of the imports and exports at any particular place, but it is by no means necessary to mention each of the sundry articles which go to make up this whole. It is quite sufficient to enumerate the principal ones, giving preference to those which come from or go to Great Britain, or in which other foreign States are competing, or are likely to compete, with her. It is further essential that, whenever possible, such data should be compared with the figures of a previous year, or with an average of years. An observance of this direction will materially reduce the bulk of unwieldy tabular statements, and Lord Kimberley attaches much importance to it. Tables carefully prepared on these lines afford in themselves much valuable information in a convenient and intelligible shape, and although it may be proper to call attention to marked changes in the volume of export or import of any

particular article of commerce, and to the circumstances which have led to it, it is not necessary, as is sometimes done, to take item, and recapitulate, in the letterpress, what will be abundantly evident to any one who takes the pains to study the Tables themselves.

It is a common practice again with some writers to dwell at unnecessary length on matters of purely local interest. Such questions—when it seems necessary to allude to them at all—should be referred to as briefly as possible. This observation applies more particularly to local public works, which only assume importance when British enterprise is concerned in them, or when they may be considered instructive from an engineering point of view, or when—as in the case of harbour works—they affect the interests of British trade or shipping. The transmission of elaborate maps or plans should also be avoided as far as possible, the cost of their reproduction being often in excess of their value for the information of the British public. When a diagram is, in the opinion of the writer, essential to the illustration of something he is describing, it should be confined as far as possible to simple outlines on a scale suitable for an annex to a small paper.

Marginal headings for the various paragraphs have, in many cases, been given at far too great length, so much so, that in some cases they almost recapitulate the letterpress, and it thus often becomes a mechanical impossibility to place them opposite the paragraph to which they relate. They should, as far as possible, be confined to one word, or, at any rate, to a few short words.

Since the date when instructions were issued calling for separate annual Reports on agriculture, experience has shown that there is often insufficient material to justify the issue of such Reports as separate publications. This is a question which it may generally be left to the Consul to decide according to the local circumstances of his post. As a rule, the majority of them may with advantage, and in order to save multiplicity of publications, deal with the question of agriculture in their annual Reports in the same manner as with other subjects of economic interest. This suggestion is, however, not intended to modify the instructions sent to certain places on the 30th July, 1889, as to Reports on crop prospects. These are required by the Board of Agriculture, and are at once forwarded in manuscript to that Department on their receipt here.

Lord Kimberley sees no reason to modify the view expressed in the Circular of 1885, that a Report should not, unless under exceptional circumstances, occupy more than fifteen pages of print. This limit has in many cases been largely exceeded without any corresponding advantage. In cases where subsidiary Reports from Vice-Consuls are attached, this limit, for the whole, need not be strictly observed; but in all cases such brevity as is consistent with completeness should be carefully kept in view.

In some instances, Consular officers have relapsed into the practice of sending their own Reports at one date, and those of their subsidiary officers at others. Publications are thus multiplied, and the main desideratum—that all information from one district should be comprised in one paper—is frustrated. In this connection, it is only necessary to remind you of the instructions conveyed in the Circular of the 12th March, 1890, and to

impress on those officers, to whom they apply, the desirability of carefully observing them.

In addressing the present instruction to the Consular Service at large, Lord Kimberley is fully alive to the excellence and importance of the Consular Reports in general, which he also believes to be much appreciated by the public, and to the fact that the majority of Her Majesty's Consuls do not require to be reminded of the request and observations which it contains. He thinks it preferable, however, that the instructions should, as in previous cases, go to all, without discrimination.

I am, &c.

(Signed) *E. Grey.*

No. 4.

Foreign Office to Manchester Chamber of Commerce.

Sir, Foreign Office, February 28, 1896.

This Department has recently been in communication with the President of the Association of Chambers of Commerce of the United Kingdom on the subject of the extent of the assistance which can properly be rendered by Her Majesty's Diplomatic and Consular officers to persons engaged or interested in commercial enterprises abroad.

This subject, as you are aware, has been fully discussed at different times in Parliament, and papers, of which copies are inclosed, were presented to both Houses in 1886.

Since that date supplementary instructions have from time to time been issued by this Office, copies of which are also inclosed.

All these documents have been communicated to the Association, who are taking steps to draw the attention of the Chambers of Commerce connected with them to their salient features, in case they should have any suggestions to make—which have not already been put forward or considered—at the forthcoming annual meeting of the Association.

Lord Salisbury understands that the Manchester Chamber of Commerce would also be glad to be afforded an opportunity of considering the subject, and I need hardly assure you that his Lordship will be only too happy to give his best consideration to any suggestions which you may think well to offer.

I am to refer you more especially to pp. 91 and 92 of Part I of "Parliamentary Paper No. 16, Commercial, 1886," and also to pp. 22, 23, and 25 of Part II of the same paper, in which Mr. Bryce's Memorandum (a most important document to study in connection with this subject, and which forms Paper No. 1 of Part II) was sent to British Missions and Consulates abroad.

The Circular despatches which have been sent abroad subsequent to the publication of correspondence in 1886, are sent for your confidential use and information, and a copy of the latest edition of the index to Consular Reports is also inclosed.

I am, &c.

(Signed) *George N. Curzon.*

No. 5.

Blackburn Chamber of Commerce to Foreign Office.—(Received March 31.)

Dear Sir, 6, Richmond Terrace, Blackburn, March 30, 1896.

I am directed by the Council of this Chamber, which represents a very large manufacturing community, and the centre of the cotton industry, to respectfully ask you to forward, from time to time, for the examination of the members of the Chamber and of the trade generally, any samples of woven fabrics, in cotton, silk, woollen, and worsted, that you may receive from our Consuls abroad. These shall be carefully kept and returned to you when required, in good condition. We may mention that during the last month we have had the pleasure of exhibiting here the samples collected in Siam by Mr. Black, which were of great interest to our manufacturers.

I remain, &c.

(Signed) *Joseph Watson*, Secretary.

No. 6.

Association of Chambers of Commerce of the United Kingdom to the Marquess of Salisbury.—(Received April 1.)

My Lord, 1, Great College Street, Westminster, March 31, 1896.

I have the honour to inform your Lordship that at the recent annual meeting of this Association, representing eighty-seven Chambers of Commerce, the following Resolution was unanimously adopted respecting British Consuls and foreign trade:—

1. That whilst acknowledging the great value to British trade and commerce of the Reports of Her Majesty's Diplomatic and Consular Representatives abroad, and particularly of those which deal with special topics of commercial interest, the Association is assured that the Foreign Office will be willing to consider any suggestions that may be offered by Chambers of Commerce whereby further assistance can be rendered by it towards developing British industry and trade.

2. That each Chamber of Commerce be requested to carefully consider the instructions issued to Her Majesty's Secretaries of Legation and Consuls abroad, with reference to the collection of information for their annual and special Reports affecting British trade or the opening of new markets, with the view of making practical suggestions upon any points in which such Instructions appear not to be adequate for commercial requirements.

3. That the Foreign Office be requested to obtain through the Consuls samples of goods of foreign manufacture for which there is a considerable demand in the districts where they are resident, together with full particulars as to prices, &c., with a view to such samples being circulated among Chambers of Commerce interested in such manufactures, for local inspection.

With respect to the third paragraph of the above Resolution, I am desired by the Executive Council to state that the Chambers of Commerce attach great importance to the suggestion therein contained, and they trust

that Her Majesty's Government may be pleased to issue instructions to our Consuls abroad in the spirit of this recommendation, at the same time urging upon the Consuls to forward with the samples particulars as to prices, length and breadth of piece-goods, suggestions as to mode of packing, and any other information which it may be important or material for the British manufacturer or merchant to know in order to compete for such trade.

The Executive Council of this Association will be pleased to arrange for the inspection of such goods by members of our constituent Chambers interested in the particular industries concerned.

I have, &c.

(Signed) *Edward W. Fithian*, Secretary.

No. 7.

Memorandum of Instructions to Mr. Austin Lee on his Appointment as Commercial Attaché to Her Majesty's Embassy at Paris. April 1, 1896.*)

1. Your residence has been fixed at Paris, and, in your capacity of Commercial Attaché, you will assist in the transaction of all the commercial business of Her Majesty's Embassy, under the direction of Her Majesty's Representative. You will, however, be required, upon instructions from this Department, to be issued as occasion may arise, to visit any other country or place within the area assigned to you, as defined in the despatch of the 1st April, 1896, by which you were informed of your appointment,

2. You should avail yourself of every possible source of information in regard to commercial questions, not only in the country in which you reside, but also in the other countries within the area assigned to you. For this purpose you should take in such commercial and industrial papers and periodicals published in those countries as may appear best calculated to supply you with accurate information, and you will furnish Reports from time to time on any matters of interest you may find therein.

You should submit a list of such papers, &c., together with a statement of the expenses which will be incurred in their purchase, in order that you may receive the necessary authority to charge them.

3. You will pay especial attention to the preparation of your Annual Report, and of any Special Reports on matters of interest to British trade and industry. You should also be prepared to assist Her Majesty's Consuls and Vice-Consuls within the area assigned to you with advice, when required, in the preparation of their Commercial Reports.

4. You will carefully watch all Tariff questions in the countries assigned to you, and you should report without delay, and if necessary by telegraph, any changes in import or export duties, duties of all kinds on shipping, or in any dues, regulations, or formalities which affect the import or export trade.

5. You should follow the proceedings in the Legislatures of the various

*) Similar Instructions to the Commercial Attachés to Her Majesty's Embassies at Vienna, Berlin, and Madrid.

countries within your area, as well as the meetings of Chambers of Commerce and other public bodies, and should furnish abstracts of anything of interest of a commercial or industrial character, together with such comments of your own as may seem called for.

6. You should be prepared to give advice and assistance to British Consuls within the area assigned to you on all commercial matters, and also to British Chambers of Commerce, merchants, manufacturers, and shippers. You will be the recognized intermediary to whom they will have a right to turn for information and guidance in these matters.

You will therefore treat all such applicants with every consideration and courtesy, and will use your best efforts to meet their wishes so far as you properly can.

The correspondence annexed to this Memorandum will serve for your guidance as to the limits within which assistance can properly be given to British trade abroad. *)

You will understand that, although you are not expected and cannot be asked to act as agent or commercial traveller for private firms, or to push their particular business, it may still lie in your power to render them substantial assistance in the pursuance of legitimate enterprise, and you should endeavour to do so as far as possible.

7. You should cultivate friendly relations in the countries within your area with the Heads of those Departments which are concerned with industry or commerce, and also with the Heads of any great manufacturing or commercial firms with whom you may be acquainted, and who may be able to furnish you with valuable information, or may desire to be placed in relations with British firms.

8. In addition to reporting on purely commercial questions, you will also give your attention to and report, as occasion may arise, on the following subjects:—

(a.) Mining and industrial concessions, and enterprises of British subjects within the area assigned to you; any difficulties connected therewith; openings for extension or development, and possible new fields of enterprise.

(b.) Labour questions; strikes; rates of wages; workmen's Unions; insurance or pension schemes, &c.

(c.) Sanitary questions, especially in regard to quarantine and precautions against diseases of animals. It is important that any actual or prospective change in Laws or Regulations affecting these questions should be reported without delay.

(d.) Trade-marks and patents.

(e.) Railways and preferential railway rates; roads, waterways and telegraphs; changes in trade routes by land or water.

(f.) Technical education.

(g.) Bounties and subsidies.

(h.) Improvements in industrial methods and machinery.

(i.) The state and prospects of agriculture, including improvements in cultivation.

*) "Commercial, No. 16 (1886)," Parts I and II; Circular, August 11, 1896.

9. You will pay especial attention to the settlement of all claims by British subjects as to customs fines, or wrong charges and classifications for customs duties, and you will take all proper means to assist in such cases.

It will be desirable that on the 1st March in each year you should furnish a list of all such cases which may have come to your knowledge, and which may not have been settled, stating your views on the merits of each case, and giving the reasons why a settlement has not been arrived at.

10. You will be careful not to lose sight of commercial questions which affect India and the Colonies. You will furnish Reports upon such matters, and should be prepared to give information to Colonial Governments on matters of commercial interest, subject, where necessary, to instructions from this Office.

11. All communications with this Department should be made through Her Majesty's Representative, and all Reports which you may consider to be of a confidential character, and not suitable for publication, should be clearly marked "Confidential" at the top.

No. 8.

Foreign Office to Blackburn Chamber of Commerce.

Sir,

Foreign Office, April 2, 1896.

In reply to your letter of the 30th ultimo, asking that samples of woven fabrics directed from Her Majesty's Consuls abroad may be forwarded from time to time for the examination of the members of your Chamber and of the trade generally, I am received by the Marquess of Salisbury to inform you that at present such samples are not often received.

I am to add, however, that it is hoped that, with the assistance of the Association of Chambers of Commerce, more complete arrangements will shortly be made for receiving samples of this kind from Consuls, when they will be exhibited or circulated by the Association.

I am, &c.

(Signed) *George N. Curzon.*

No. 9.

Foreign Office to Association of Chambers of Commerce of the United Kingdom.

Sir,

Foreign Office, April 16, 1896.

I laid before the Marquess of Salisbury your letter of the 31st ultimo reporting a Resolution recently passed at the annual meeting of your Association with reference to Her Majesty's Consuls abroad and foreign trade, and requesting that Consular officers might be instructed to obtain and send home samples of goods in demand in the places where they are resident, accompanied by particulars as to price, length, breadth, and quality, or other details of interest to British merchants or manufacturers.

In reply, I am to point out that the objects of the Association are already to a very large extent covered by the existing instructions to British Consuls in certain localities, who have in the past forwarded, and still continue to send home, samples of goods which appear to them of interest to British trade.

Lord Salisbury is desirous to meet still further the wishes of the Chambers of Commerce in this direction, but fuller information appears necessary to enable him to formulate more complete instructions to Consuls with respect to samples.

It must be borne in mind that Consular officers, many of whom have a wide and valuable experience in commercial matters, are not all experts, who can be expected to discriminate as to the selection of the special articles of which the Chambers would desire to receive samples.

A merely general instruction on this head would probably entail the collection and consignment, at considerable cost to this Department, of a mass of materials of which but a small proportion might probably prove of any real value or interest. Many of these might, moreover, be both costly to procure and cumbersome to store.

It would therefore seem desirable to indicate very clearly the description of goods of which samples are required, the countries and special districts or ports from which it is desired to obtain them, and such more specific and technical information in each case as may enable a Consul to supply only what is wanted, and not materials which may be practically valueless.

If, therefore, you will consult the various Chambers with a view to such information being furnished and classified, and will then communicate again with this Department, the question of sending the requisite instructions to the various Consuls at the ports or in the countries indicated, authorizing them to collect and send home the samples desired, will be duly considered.

The question of expense must, however, be borne in mind. Samples should not be asked for which would be costly to procure, or which can easily be obtained by the ordinary channels of commercial intercourse, and selection should be made only of articles the inspection of which would prove of real value to English manufacturers or traders.

Should your Association at any future time desire similar information about any special articles of foreign manufacture or production, separate instructions can also in such case be sent to the Consuls or Consuls to obtain samples.

I am, &c.

(Signed) *George N. Curzon.*

No. 10.

Bradford Chamber of Commerce to Foreign Office.—(Received May 14.)

Sir,

Bradford, Yorkshire, May 13, 1896.

The Association of Chambers of Commerce has forwarded to this Chamber a copy of your letter of the 16th ultimo, in which you ask for

particulars as to the samples which it has been suggested should be collected and sent home by Her Majesty's Consuls.

Your letter has been carefully considered by the Tariff Committee of the Chamber, who desire me to suggest, in reference to the trade of this district, that the Consuls (especially those resident in countries which are not frequently visited by British traders) should be requested to forward:—

Samples of all articles of important consumption composed wholly or partly of wool, whether yarns or woven fabrics—

- (a.) Produced in the country itself;
- (b.) Imported from foreign countries;

together with the following information, which might be given either in a separate Return or (preferably) on tickets attached to the samples:—

1. The wholesale price at which the goods are sold.
2. Whether the price named is inclusive or exclusive of import duty.
3. The rate of import or other duty leviable on the goods.
4. In the case of textiles, the width of the goods, and, if possible, the weight per yard and the lengths in which the pieces are usually imported or sold.
5. If imported, the country of origin.
6. The quantity or value of the goods imported or produced in a given year.
7. Any other interesting information, such as mode of making-up, packing, &c.

I may mention that such samples would, in the vast majority of cases, be neither expensive nor bulky, and as a rule would be given freely.

The Committee desire me to add that it would be extremely useful if the Consuls would forward annually a Return showing whether British trade in such goods with the country to which the Consul is accredited is gaining or losing, and the causes, as far as can be stated, of such loss or gain.

Thanking you on behalf of this Chamber for the active interest you are taking in this matter, I am, &c.

(Signed) *G. Hoffmann*, Chairman,
Tariff Committee.

P.S.—A copy of this letter has been forwarded to the Association of Chambers of Commerce. *G. H.*

No. 11.

Foreign Office to Association of Chambers of Commerce of the
United Kingdom.

Sir,

Foreign Office, May 18, 1896.

With reference to my letter of the 16th ultimo, in regard to the collection and transmission to this country of samples by Her Majesty's Consuls, I am directed by the Marquess of Salisbury to state that a letter has now been received from the Bradford Chamber of Commerce, indicating the requirements of the trade of that district in this respect, and stating that a copy of their letter has been forwarded to your Association.

Nouv. Recueil Gén. 2^e S. XXV.

I

I am to request that you will move your Committee to collect and classify the information to be supplied by the various Chambers on this subject, and to state the result in one communication to this Department on which Her Majesty's Secretary of State will be enabled to decide as to what instructions can properly be sent to Her Majesty's Consuls in the matter.

I am, &c.

(Signed) *George N. Curzon.*

No. 12.

Manchester Chamber of Commerce to Foreign Office.—(Received June 9.)

Sir,

Manchester, June 6, 1896.

I am instructed by the Board of Directors of this Chamber to thank you for the letter addressed to me from your Department on the 28th February, with its inclosed documents, inviting suggestions from the Chamber on the subject of the assistance which can properly be rendered by Her Majesty's Diplomatic and Consular officers to persons interested in commercial enterprises abroad.

After due consideration of the documents just referred to, and of the experience of the Chamber bearing upon this important question, the Board is unable to add much to the observations conveyed to Mr. Bryce in a letter from the Chamber dated the 24th March, 1886, a copy of which is printed on p. 43 of its annual Report for that year inclosed, herewith. *)

The services which may be afforded to British commerce and industry by Her Majesty's Representatives abroad are of two kinds: (1) the supplying of timely information upon matters of interest to merchants and producers, manufacturing and agricultural, and (2) the rendering of particular assistance to individuals or firms engaged in mercantile or industrial enterprises in foreign countries, including those which are connected with contracts of a public character.

Upon the first of these subjects the Chamber, in its letter of the 24th March, 1886, suggested the following points upon which prompt information should be forwarded to Her Majesty's Government:—

1. Alterations in Customs Tariffs.
2. Roads, railways, waterways, or telegraphs, intended or needed.
3. Changes in trade routes by land or water.
4. The state and prospects of agriculture, including improvements in methods and changes in cultivation and the character of the seasons.
5. The course of prices and wages.
6. The state of the currency, changes therein, and their causes.
7. New manufactures.
8. Foreign competition with British manufactures.
9. Any other facts bearing upon the economic condition of the people.

The Board observes with satisfaction that in the Circulars sent to Her Majesty's Diplomatic and Consular officers since 1886 reports upon

*) Not printed.

some of these subjects have been specially called for. Upon others the information supplied in the annual Reports and in occasional communications published in the Board of Trade Journal, though often fairly satisfactory, is not always either so full or so promptly furnished as is desirable. The value of these Reports would be much enhanced if the method adopted by the United States' Consuls were more extensively adopted, viz., that of preparing and forwarding for publication special occasional statements illustrating the changes in manufactures and agriculture, discoveries and developments of natural resources, and inventions bearing upon processes of manufacture, agriculture, or transportation, increased competition of any kind with British industries, and investments of British capital in foreign industries. An example of useful intelligence upon the last-named of these subjects is afforded by the statement given in a recent Report of Her Majesty's Consul at Rouen (No. 1668) as to the large and growing employment of British capital in the industries of that town. Such Reports, furnished by American Consuls, are sometimes found to be valuable monographs supplying information not to be obtained elsewhere. A further excellence of these Reports is that they furnish, often very promptly, translations of public documents of great interest and value. Examples of the importance of this last-named service are afforded by papers upon the sugar interests of Cuba, published in the volumes of United States' Consular Reports for October 1894 and January 1895 (Nos. 169 and 172). These clearly set forth the principal grievances of the Cuban industrial interest lying at the root of the insurrection which broke out in February 1895.

Upon the second portion of the subject of this letter, viz., the rendering of official assistance to British subjects interested in mercantile or industrial enterprises abroad, the Board cannot adduce any instances, of which it has direct knowledge, of neglect or refusal on the part of Her Majesty's Representatives to afford such assistance. The Board is aware that complaints have been made of the unwillingness of Her Majesty's Representatives to give support to firms seeking contracts or concessions from foreign Governments in Turkey, in the countries of the Far East, and elsewhere, and that the more active aid of the Representatives of other Powers is said to have been the means of diverting important business from British to foreign houses to the detriment of British trade and industry. But the Board is sensible of the danger of intrusting to British Diplomatic and Consular officers anything like full authority to exert pressure at their discretion, on behalf of applicants, in such cases. I am, however, to express to you the concurrence of the Chamber with the rule laid down by Mr. Bryce in his Memorandum dated the 17th July, 1886, in which he states that where undue political influence is being used by the Representatives of other States on behalf of their citizens "it is no more than right that our Envoys should remonstrate and insist on an equally favourable hearing for British subjects as for other foreigners."

I am further to acknowledge, on behalf of this Chamber, the readiness with which the Secretary of State has instructed Her Majesty's Representatives in foreign countries to intervene and act on behalf of British subjects

having grievances or complaints against foreign Governmental Departments, so far as they properly can do so whenever such cases have been submitted to the Foreign Office by the Chamber.

I am, &c.
(Signed) *Elijah Helm*, Secretary.

No. 13.

Colonel Sir H. Vincent, M.P., to the Marquess of Salisbury.—(Received July 1.)

Dear Lord Salisbury, House of Commons, July 1, 1896.

I have placed upon the Order Book of the House of Commons this notice of motion:—

Sir Howard Vincent,—Trade in the United Kingdom,—That, in the opinion of this House, it is desirable that, having regard to the increasing competition encountered by British trade in the markets of the world, and the tendency of rival nations to increase the Tariff walls and other impediments to its development, an expert Royal Commission or Departmental Committee be appointed to consider whether any, and, if so, what improvements can be effected in the Commercial Departments of the Foreign Office and of the Board of Trade, and in Her Majesty's Diplomatic and Consular Services, so that the greatest possible assistance may be at all times rendered in the quickest manner, and with the least official circumlocution, to British trade and labour both within the United Kingdom and throughout the world.

Not with any idea that it can possibly be reached, but as the simplest way of submitting the matter to your consideration.

The appointment of such a Committee as is suggested, even if it was not fruitful of result, would be taken as affording conclusive evidence of the great desire of your Government to do its utmost on behalf of British trade. This, indeed, constitutes one of the strongest, if not the very strongest claim it has to the support of the artizan population. They care but little about mere politics or ordinary Bills; but they see with satisfaction that the unemployed have been reduced by one-half in your twelve months of office, by two-thirds compared to 1893–94, that there are 5,600 fewer paupers, that the emigration is less, that the exports are 10,000,000*l.* more, and every trade is prosperous. This wholly nullifies any legislative difficulties. At the same time it is a pity we cannot point to any real Parliamentary effort on labour questions—aliens, prison goods, or old-age pensions.

The appointment of a Committee would be a distinct act, and I believe it might be the means of doing a great deal of real good, advantageous to both the Foreign Office and the Board of Trade and to the commercial utility of both the Diplomatic and Consular Services.

Should your Lordship be favourably disposed, I might turn the motion into the form of a question. In any case, I am sure I shall be forgiven for the respectful suggestion.

Yours, &c.
(Signed) *C. E. Howard Vincent*.

No. 14.

Foreign Office to Colonel Sir H. Vincent, M.P.

Sir,

Foreign Office, July 14, 1896.

I am directed by the Marquess of Salisbury to acknowledge the receipt of your letter of the 1st instant inclosing a copy of a notice of motion which you have placed upon the Order Book of the House of Commons advocating the appointment of an expert Royal Commission or Departmental Committee to consider what improvements may be effected in the Commercial Departments of this Office and of the Board of Trade as well as in Her Majesty's Diplomatic and Consular Services in connection with assistance to British trade and labour.

You are aware that this matter was very fully discussed in the House of Commons in 1886, and again in 1892 in the correspondence which passed between you and this Department, which was published in the "Times" of the 9th April of that year. It has also formed the subject of debates in the House of Commons on several other occasions, notably, on the 30th August last, when Sir Albert Rollit raised the question in Supply.

With regard to the subsidiary question of the relations of the Commercial Department of this Office with that of the Board of Trade, I am to remind you that this is one of the questions that was very fully considered by the Royal Commission appointed to inquire into the Civil Establishments of the different Offices of State at home and abroad, and I am to refer you to the conclusions they arrived at as embodied in their fourth Report, laid before Parliament in 1890 (C.—6172).

Lord Salisbury is always very ready to accord his best consideration to any practical suggestions which may be brought to his notice. Only very recently the Association of Chambers of Commerce of the United Kingdom have had placed at their disposal all the instructions which have from time to time been sent from this Office to Her Majesty's Representatives abroad on commercial subjects in order that their sufficiency may be considered or suggestions made for their improvement. The Association have not as yet expressed any opinion that they are capable of being improved, but the subject is continuing to receive attention.

With regard to the labour question mentioned in your motion, any changes in foreign legislation, and any important movement or agitation abroad is at once report to this Office and forwarded to the Labour Department of the Board of Trade for their information, and, in the exercise of their discretion, for publication.

For the reasons above stated it does not appear to his Lordship that any useful purpose would now result from the appointment either of a Royal Commission or a Departmental Committee to inquire further into the matter.

Should you, however, feel disposed to embody the subject of the motion in the form of a question, I shall be happy to avail myself of the opportunity, in replying to it, to inform the House of several steps which are in course of being carried out by Her Majesty's Government for the furtherance of British trade abroad.

I am, &c.

(Signed) *George N. Curson.*

No. 15.

Association of Chambers of Commerce of the United Kingdom to the
Marquess of Salisbury.—(Received July 16.)

My Lord, 1, Great College Street, Westminster, July 15, 1896.

Referring to the letter which I had the honour of sending to your Lordship on the 31st March last respecting the assistance which can be rendered by Her Majesty's Diplomatic and Consular Representatives to the development of British trade abroad, I am now directed by the Executive Council of this Association to forward the inclosed summary of replies received from Chambers of Commerce.

The Executive Council trusts that the suggestions contained in these communications may obtain the favourable consideration of Her Majesty's Government.

I have, &c.

(Signed) *Edward W. Fithian*, Secretary.

Inclosure in No. 15.

British Consuls and Foreign Trade.

In response to the Circulars issued by the Association respecting the instructions given to Her Majesty's Diplomatic and Consular Representatives on commercial matters, the following communications have been received from Chambers of Commerce connected with the Association:—

Cardiff.—This Chamber makes the following recommendations:—

1. That the Reports should be printed and issued as early as possible in each year.

Certain delay could at once be obviated if the Foreign Office issued these as soon after their receipt as possible. For example, the Report for the year 1895 on the trade of the Consular district of New York has not been received yet (the 18th April, 1896), although the Report when received will be of great value, still, if received by the end of February, it would be even more useful.

The foreign Consuls at Cardiff have all had their Reports in the hands of their Governments some time since, and the Russian Consul will in a few weeks have issued a Special Report, setting forth full particulars of the coal trade of South Wales (hours of labour, wages, the working of the sliding scale, &c.). Such Reports issued promptly are invaluable to our foreign competitors, and thus place us at a disadvantage.

2. In some the exports and imports (foreign trade) are valued in English sterling. This should be done in all cases.

The values of each principal article in the Tariff should be given, and the coasting trade values should be carefully separated.

3. As regards coal—

(a.) The output per annum for the whole country, *e.g.*, America, Germany, France, Belgium, &c., is sometimes dealt with by the Consul-General or Attaché at the capital city.

(b.) As the import or export of coal, however, is made at each port separately, the Consul at such port could include it in his Report, where at present omitted.

In both cases it would be desirable for ready comparisons to have the Returns in "long tons" (2,240 lbs.).

4. A most important point is to have the shipping Returns of each port more divided, *e.g.*, under the separate headings of Foreign and Coasting Trades, and subdivided into cargo and ballast sections. It would be well to give the tonnage as per English nett register, or explain the nature of the ton given.

In framing the Reports, matter having an actual or even a possible bearing on British trade should receive special attention. For instance, it would be of great value, both to the Chambers of Commerce in this district and on the east coast and in Scotland, if "coal" was more fully dealt with.

Hull.—This Chamber is of opinion that the five recommendations forwarded by the Association to the Foreign Office on the 2nd December, 1895, practically cover the whole ground. The only suggestion they would venture to make is that the information should be given as promptly as possible, if necessary even by telegraph, and that the Reports should be published without loss of time.

Leeds.—In the opinion of this Chamber the present instructions to Consuls are sufficient for the purpose if carried out, but that care should be taken by the Government as to the selection of the Consuls themselves. The Chamber suggests that it might be well to appoint one or more gentlemen, with special commercial qualifications, as travelling Consuls, who would be in touch with the wants of the commercial classes here.

Barrow-in-Furness.—This Chamber suggests that the Foreign Office should take into consideration the expediency of selecting as Consuls and Vice-Consuls men of business training and experience, with a thorough knowledge of the language of the country for which the appointment requires to be filled up, and, where practicable, an Englishman resident in the district in question, provided his qualifications in all other respects are satisfactory.

Newport.—This Chamber is of opinion that—

1. The existing instructions to British Consuls abroad are adequate, but are not carried out.

2. That the belief expressed in the letter of the Glasgow Chamber, 19th March, 1896, to the Earl of Rosebery goes at once to the root of the matter, viz: "That benefit would ensue to the trading interests of this country if the selection of gentlemen for the position of British Consuls was made with greater regard for their special fitness and aptitude to grasp and deal with commercial affairs, and from among persons in sympathy with business pursuits in preference to those whose qualification is derived from naval or military service."

3. That it is desirable that the system of the United States' Government should be adopted of instituting either as collateral to or in substitution

for the British Consular system that of Commercial Agents, who should be, as is the case in America, required, whenever called upon to do so, to report exhaustively upon trade and commerce, either in their isolated or general phases or developments, together with all or any new departures as regards the treatment of raw materials or the production of the finished article, and also as regards the question of labour and wages.

Blackburn.—This Chamber recommends that British Commercial Attachés should be added to all our Embassies.

Edinburgh.—In the last issued Danish Consular Report there is a reference made to co-operative curing houses, which are said to have contributed greatly to the improvement of the bacon exported from Denmark, both in respect of quality and quantity.

It is worthy of remark that the export of bacon, butter, and eggs, from Denmark is rapidly increasing. The agrarian interest in Denmark is powerful, and is now pressing their Government to give increased facilities, especially as regards the export of butter. To this end it is proposed to subsidise steamers which may adopt a refrigerating system, so as to enable butter to be conveyed across sea in summer at a constant temperature of 45° to 50° Fahrenheit.

Complaints are made by foreigners and by merchants in our own Colonies of the indisposition of our manufacturers to adapt the style of their wares to suit the taste or convenience of the customers. In this respect other nations, and especially the Germans, appear to have acted with more judgment. They have taken pains to ascertain the requirements of certain markets, and have modified the manufactures accordingly. In this it is understood they have been aided by the careful reports of the Consuls, who give valuable suggestions for the guidance of their countrymen at home, and the general opinion seems to be that in this respect our Consular Service is defective. Probably it might be useful if the attention of the Government were called to this question.

Collection of Samples by Consuls.

In answer to the suggestions contained in the letter from Lord Salisbury to the Association, dated the 16th April (see Circular 352), the following communications have been received:—

Bradford desires that the Consuls (especially those resident in countries which are not frequently visited by British traders) should be requested to forward—

Samples of all articles of important consumption, composed wholly or partly of wool, whether yarns or woven fabrics—

- (a.) Produced in the country itself;
- (b.) Imported from foreign countries;

together with the following information, which might be given either in a separate return or (preferably) on tickets attached to the samples:—

1. The wholesale price at which the goods are sold.
2. Whether the price named is inclusive or exclusive of import duty.

3. The rate of import or other duty leviable on the goods.
4. In the case of textiles, the width of the goods, and, if possible, the weight per yard and the lengths in which the pieces are usually imported or sold.
5. If imported, the country of origin.
6. The quantity or value of the goods imported or produced in a given year.
7. Any other interesting information, such as mode of making-up, packing, &c.

Such samples would, in the vast majority of cases, be neither expensive nor bulky, and, as a rule, would be given freely.

It would be extremely useful if the Consuls would forward annually a Return showing whether British trade in such goods with the country to which the Consul is accredited is gaining or losing, and the causes, as far as can be stated, of such loss or gain.

Batley.—Respecting the special trade of this district, viz., the manufacture of heavy woollens and blankets at comparatively low prices, the Chamber suggests that the Consuls should obtain samples and patterns of the various classes of woollen fabrics in use in the countries where they reside, and particularly such classes (native or imported) which hold the market against British competition. Such samples need not be large or costly, half-yard lengths, the full width of the cloth, would be ample. The weight per yard or metre, and the price for which it is sold by the importer or native manufacturer, should, if possible, be given. The countries from which it is desirable to obtain patterns for this district are, speaking generally, the more remote and less frequented ones; but the following may be specially mentioned, viz., China, Japan, India, and the more important native States of Asia, Turkey, Egypt, Mexico, and the various States of Central and South America. With respect to travelling and carriage rugs (a new branch of manufactures, but one that is assuming considerable proportions) it would be necessary in sending home samples to send entire rugs.

Blackburn.—This Chamber suggests that samples of goods of foreign manufacture should be forwarded as soon as received to those Chambers of Commerce most nearly interested in their manufacture.

No. 16.

Colonel Sir H. Vincent, M.P., to Foreign Office.—(Received July 18.)

Sir,

House of Commons, July 15, 1896.

I have the honour to acknowledge the receipt of your letter of the 14th instant, which you have been so good as to address to me on behalf of the Marquess of Salisbury with reference to my letter to him of the 1st July on the subject of the Notice standing in my name for inquiry if any, and what, improvements can be effected in the Commercial Departments of the Foreign Office and the Board of Trade, and in the assistance to British commerce of Her Majesty's Diplomatic and Consular officers.

I am sensible that the matter has been under consideration before, and of the courteous attention extended to my representations in that direction by Lord Salisbury when previously at the Foreign Office, and your predecessor, Mr. James Lowther. I hear, too, frequent expressions of approval from the trading communities with which I am connected at the increased zeal on commercial subjects of the Foreign Office and of its Diplomatic and Consular services abroad. To this cause is doubtless due some portion of the vast improvement in British trade and employment, which is the striking characteristic of the past twelve months. Indeed, provided that Her Majesty's Ambassadors, Ministers, and Consuls have it constantly brought before them that what Lord Salisbury wishes, as Secretary of State for Foreign Affairs, is that no opportunity shall be lost of furthering British commerce in all parts of the world by every legitimate means, it is probable that there will be no lack of useful information and ready co-operation, but rather a fear that manufacturers and merchants will be less alert than their foreign rivals to avail themselves of the useful practical hints for the extension of their business open to them in the Commercial Reports presented to Parliament, and summarized in the Board of Trade Journal.

I will gladly take an early opportunity of asking you, as you suggest, in the House of Commons, for particulars of the steps which are being taken by Her Majesty's Government for the furtherance of British trade abroad.

May I venture meanwhile to say how glad industrial centres such as Sheffield will be to hear that this vital matter to the masses of the country is engaging the close observation of Lord Salisbury and yourself, aided by that practical acquaintance you possess of British commercial interests in the Far East and elsewhere.

I am, &c.

(Signed) *C. E. Howard Vincent.*

No. 17.

Question asked in the House of Commons, July 27, 1896.

Sir Howard Vincent,—To ask the Under-Secretary of State for Foreign Affairs, whether Her Majesty's Government have recently increased the number of Commercial Attachés in Europe and taken other steps to advance British trade abroad:

And, in such case, if he can indicate to the House the nature of the measures which have been adopted by Lord Salisbury and the Foreign Office to increase the demand in neutral markets for the products of British and Irish labour, and to enable manufacturers and merchants in the United Kingdom to have the latest and most accurate commercial information.

A n s w e r.

Since Her Majesty's Government came into power they have given very attentive consideration to the question of British Commercial interests abroad;

and in the Consular and Commercial Departments of the Foreign Office we have made the following suggestions, which have received the approval of the Secretary of State:—

1. Two new Commercial Attachés will be appointed: one for Germany, the Netherlands, and Scandinavia, to reside at Berlin; the other for Spain and Portugal, to reside at Madrid.

The Commercial Attachéship at Paris has been reorganized, and its district will in future cover France, Belgium, and Switzerland. The Commercial Attachéship in Russia and Western Asia has also been reconstituted, and the south-eastern parts of Europe have been included, while Asia has been excluded from its sphere.

2. A Consul for Lombardy has been appointed to reside at Milan, with a special view to the collection of commercial information.

3. The Consular staff in Siam will be increased by two new appointments, but the exact areas of the new Consuls' jurisdictions are not yet fixed.

4. We hope before long to appoint additional British Consuls in Yunnan, to promote the interests of British trade in that quarter.

5. Several new Consulships are in course of being created for the new ports that have been opened to foreign trade by the Treaty of Shimonoseki between China and Japan.

6. Mr. Brennan, Her Majesty's Consul at Canton, has been dispatched on a special mission of inquiry to the Treaty ports of China, Corea, and Japan, with instructions to report upon the manner in which British trade has been affected by the recent war.

7. Mr. Austin Lee, who is about to succeed Sir Joseph Crowe as Commercial Attaché at Paris, is engaged in the preparation of a special Report upon the Regulations with regard to trade and shipping of continental with the Port of London.

8. As a result of communications which have passed between the Foreign Office and the Association of Chambers of Commerce, supplementary instructions are in course of being issued to Her Majesty's Consuls regarding assistance to trade, the collection of samples, and information of a commercial nature.

9. More complete arrangements have recently been made for the immediate publication in the press of invitations for tenders for works abroad.

10. Arrangements have been made for the official participation of Great Britain in the exhibitions to be held next year at Brussels and in 1900 in Paris, and Parliament will be asked to make grants for this purpose.

No. 18.

Foreign Office to Association of Chambers of Commerce of the
United Kingdom.

Sir,

Foreign Office, August 7, 1896.

I am directed by the Marquess of Salisbury to acknowledge the receipt of your letter of the 15th ultmo, inclosing a summary of the views of the Chambers of Commerce, connected with the Association, on the general

question of official assistance to persons engaged in commercial enterprise abroad, and on the subsidiary question of the sufficiency of the instructions which have from time to time been issued by this Department to Her Majesty's Diplomatic and Consular officers in regard to that subject. It is gratifying to Lord Salisbury to find that, on the whole, the commercial community of this country recognize that their reasonable requirements are met by the present instructions, which they have now had an opportunity of examining, and that it is only to a few minor points of detail that they deem it necessary to call attention. Bearing in mind the exhaustive investigation to which the whole question was subjected in 1886, and the subsequent occasions on which it has been discussed in the House of Commons and elsewhere, his Lordship entertained but little doubt that this would be the practical outcome of the inquiries that it was suggested by this Department should be made, and which you were good enough to carry out. With these preliminary remarks I will pass on to the consideration of the various recommendations of the Chambers of Commerce, taking them in the order in which they stand in your letter under reply.

Cardiff (1.)—The Reports of Her Majesty's Representatives abroad, as you were informed in my letter of the 12th December 1895, are printed and issued with all possible expedition after their receipt at the Foreign Office. It is considered desirable, whenever possible, to give the writers themselves an opportunity of revising their proofs, and on such occasions they frequently add information that has come to their knowledge since their Report was first drawn up. Many gratifying tributes have of late years been paid both by the press and the public to the promptitude with which the Reports are issued. Every effort is, moreover, made to insure their being sent home at as early a date as possible after the expiration of the year with which they deal, but much depends upon the date when the necessary statistical data are available in foreign countries, in many of which the systems are by no means so perfect as they are in Great Britain. This circumstance alone would fully account for the advantages which the foreign Consular Representatives at Cardiff enjoy, and to which the Chamber of Commerce in that town allude. It would be altogether unfair to compare their position with that of a British Consular officer, in some remote region, where reliable statistical information is either altogether inaccessible, or not obtainable until after a long lapse of time.

As regards the specific case of the Report from New York, to which reference is made by the Cardiff Chamber, it was issued on the 23rd ultimo, or a week after the proof had been returned corrected by the Consul-General in that city.

(2.) Her Majesty's Representatives have received, as you are aware (Foreign Office Circular, 17th May, 1889), very stringent instructions to convert all foreign money, weights, and measures into their English equivalents, and in the rare instances when they fail to do so, their attention is at once called to the omission. The remarks from the Cardiff Chamber will, however, be again brought to their notice, but it may not be out of place to remark,

with regard to money, that it is difficult in financial Reports from countries—such, for example, as Greece—where the exchange is liable to constant fluctuations, to determine a fixed rate for conversion that conveys a clear appreciation of the purchasing power of money. Only a few years ago, in reviewing a Report from Her Majesty's Legation at Lisbon in which all currency had been converted into sterling in compliance with instructions, a leading financial organ of the press took occasion to strongly deprecate the new departure, arguing that those engaged in trade with Portugal would understand and appreciate the figures more had they been stated in currency. This incident is cited to show that the point is one with regard to which a difference of opinion does exist; but in order, as far as possible, to satisfy divergent views, the instructions above cited provide that all important figures should be given both in currency and sterling.

(3.) The observations with regard to coal, both under this number and in the concluding paragraph from the Cardiff Chamber, will be brought to the notice of Her Majesty's Consuls, who, however, do, as a rule, state the quantity and value of the imports and exports both of coal and of other articles in which there is any considerable trade at the ports where they are stationed.

(4.) Provision is already made in the Form of Return of British Shipping used by Her Majesty's Consuls for separating the cargo and ballast figures. Consular officers will be desired to distinguish coasting trade from other categories of shipping as far as circumstances permit. It is fair, however, to observe that in many places this practice has already been followed.

Hull.—The remarks already made on Cardiff (1) apply equally to the recommendations from Hull, and it is only necessary to add that such pieces of information as can properly be furnished by telegraph—as, for instance, changes in imposition of quarantine, or changes in Customs Regulations, &c.—are invariably transmitted in that manner, and immediately made public in this country.

Leeds.—In connection with the question of Consuls travelling, to which the Chamber in this city alludes, the fact is too often a together overlooked that a British Consular officer at a seaport has perhaps three times as much shipping business to attend to as the Consular Representative of any other nation. This work necessitates constant personal attendance at an office, and is incompatible with the discharge of duties that appertain to a commercial traveller. Nevertheless, it is believed that the wishes of the Leeds Chamber, as well as those expressed with regard to Commercial Attachés by the Chambers at Blackburn and Newport, will, in great measure, be met by the arrangement under which additional officers of that category are about to be appointed, as stated in the House of Commons, in reply to Colonel Sir Howard Vincent on the 27th ultimo.

Nevertheless, the work of the *bonâ fide* commercial traveller must continue to appertain to the sphere of private commercial enterprise, and cannot either legitimately or with advantage be usurped by the State; and it is Lord Salisbury's belief that in well-directed activity of this description, to which Chambers of Commerce no less than private firms and mercantile

Associations can in various degrees contribute, will be found one of the surest means of promoting British commercial interests in foreign parts.

With regard to the observations emanating from Leeds, Barrow-in-Furness, and Newport respecting the class of men who should be chosen for Consular posts, I am to observe that, although it is the duty of Consular officers to render all the assistance in their power within certain limits (that have been defined in the correspondence published in 1886) to British trading interests abroad, and although their qualifications in that respect are duly considered at the time of their selection, it must not be forgotten that there are other functions which they are primarily appointed to carry out, that have also to be borne in mind, and for which their suitability has to be weighed. At the present time it is almost an invariable practice to examine a Consular officer on first appointment in mercantile and commercial law as well as in the language of the country in which—on satisfying the Civil Service Commissioners in those and other subjects—he will reside.

The Newport Chamber of Commerce commence their remarks by asserting that the "existing instructions to British Consuls abroad are adequate, but are not carried out."

Past experience has shown that assertions of this kind, in general terms are often made on very slender grounds.

This Department does very strongly insist that if grounds for complaint exist they should be specified, when they will—as you have more than once been assured—be promptly investigated. In the absence of such particulars it is neither possible to investigate the complaint, nor to determine whether it is well founded or otherwise. In the meantime, the Newport Chamber of Commerce should be called upon to substantiate their assertion, if they are able to do so.

Edinburgh.—The third paragraph of the paper from the Chamber in this city seems to imply that Her Majesty's Consuls are remiss in supplying suggestions for the guidance of their countrymen at home. The only inference to be drawn from this remark is that neither the Reports themselves, nor the extracts from them that appear in the press, have been studied by the Edinburgh Chamber with the attention that it is fair to ask from those who undertake the work of criticism. If the Edinburgh Chamber would study the Index to Consular Reports under the heading of "Trade, &c., suggestions for improving," and consult the references there supplied, Lord Salisbury is inclined to think that their views, as expressed above, may undergo some modification.

Abundant evidence could, if necessary, be adduced to prove that the views of the Edinburgh Chamber as to the value of British Consular Reports are not those which are generally entertained. In support of this view, their attention might be called to an article in the "Textile Recorder" of Manchester for the month of April last, copy of which is inclosed.*) This article has been chosen—from a large number of an equally complimentary nature—because the United States' Consul at Bradford has seen fit to quote it in extenso in a recent Report to his Government.

*) Not printed.

It now only remains to refer briefly to the question of samples.

As you are aware, the suggestions made in regard to these have already, in many cases, been carried out. Only recently a large assortment was sent home with the Commercial Report from Zanzibar, some articles in which were sent to your Association, others to Manchester and Dundee. But the attention of Her Majesty's Consular officers—especially in the countries enumerated by the Batley Chamber—will be again called to the subject, and they will be instructed to carry out the wishes expressed by the Chambers at Bradford and Blackburn, so far as circumstances permit. It is thought that in the majority of cases samples received from abroad may most conveniently be distributed by your Association, but, as you are aware, there are other important Chambers, not connected with the Association, whose wishes and requirements have to be borne in mind.

It will also be desirable that this Department should be informed from time to time of any particular samples which the Association may desire to obtain from abroad.

Lord Salisbury would feel obliged if you would take steps to make the contents of this letter known to the Chambers of Commerce who have been good enough to offer recommendations and suggestions on the various points with which it deals.

I am, &c.

(Signed) *George N. Curson.*

Inclosure in No. 18.

Extract from the United States' Consular Reports for May 1896, Vol. LI, No. 188, p. 143.

British Consular Officers and Trade.—Under date of Bradford, April 17, 1896, Consul Meeker writes: "I forward herewith an article taken from the April issue of the 'Textile Recorder,' of Manchester, England, recognized as one of the leading trade journals of its class in this country." The article, headed "The duties of Consular Officers," says:—

"In the Reports of Her Majesty's Consuls at Havre and Calais notice is taken of the complaints which are made of the alleged inattention of our Consuls to the commercial interests of this country. It is frequently stated that in this respect our Representatives compare very badly with those of other countries who are at times depicted as a sort of conglomeration of all trades. We take leave to doubt that this is at all an accurate picture, but there appears to be reason to believe that in many respects the Consuls of other States do more in this direction than ours. Of all the ineffective ways of pushing a trade, that of sending trade catalogues to the various Consuls is the worst, especially as these are simply those circulating in this country. Of what use is it to send to Russia or Italy, for instance, a priced catalogue, in which the descriptions, specifications, and quotations are all in English? What the customer wants is a catalogue from which he can extract all the necessary information in his own language, and with the prices given in his own currency, including

freight and duty. When these documents are prepared, it is idle to send them to Consuls for display, just as we are convinced the dispatch of technical journals to the same quarters is. Few people going to a Consulate have the time to spare to look at them; they are there for other purposes. Besides, it is too much to expect a Consul to be an exaggerated commercial traveller. These duties should be delegated to the right persons, who should be, as Mr. Consul Keene, of Calais, says, persons 'whit the persuasive manner of the well-trained traveller or agent of other countries, of Germany especially, who has made a study of the business habits and requirements of the several districts he visits.' Traders in this country will have to look to it, and if objections be raised on the score of expense, then it may be pointed out that other countries get over the difficulty by the combination of two or three firms in different departments. What we ought to look for is the acquisition of Consuls who will make it their duty to do what their American and German brethren do—collect the fullest information on the trade of their districts and transmit it. We have from time to time published Reports from American Consuls which have been mines of formation, such, for instance, as the one dealing with the growth of cotton in Turkestan. No one who has watched the change in our Foreign Office Reports during the past few years can have failed to struck by the gradually increasing commercial element. This has become very noticeable, and although it is more marked in some cases than in others, it is perceptible in the great bulk of them. Sir Charles Oppenheimer's Reports from Frankfort, like those of Mr. Jamieson, from Shanghai, are of the grander type, taking a wide survey, but there are many others, such, for instance, as those from Havre and Rouen, recently published, which are very useful. It cannot be expected that these offices shall always be filled by experts in some particular industry, but if their occupants are capable of collating particulars derived from reliable observers at hand, they can render useful service. We do not want Representatives of the ornamental type, who simply 'chronicle small beer,' nor can we expect competent commercial experts in every trade, but between the two there is plenty of scope for capable, shrewd, and willing observers."

No. 19.

Circular addressed to Her Majesty's Consuls.

Sir,

Foreign Office, August 11, 1896.

With reference to the Circular despatch, marked Commercial, of the 16th December last, I am directed by the Marquess of Salisbury to inform you that it was thought expedient to invite delegates from the Association of Chambers of Commerce of the United Kingdom, and of the London Chamber of Commerce, to attend at this Office and discuss the question of assistance to British trade abroad.

As a result of deliberations which followed, it was decided to place at the disposal of the Association the instructions which had from time to time been issued by this Office on commercial subjects, in order that they should

be examined by the various Chambers connected with the Association, who would, at the same time, be invited to offer any observations on their sufficiency, and to make any suggestions for their improvement.

I am now to inclose, for your information, copy of a letter from the Association containing a summary of the views of the Chambers who have been consulted.*) and of the reply which Lord Salisbury has caused to be returned thereto.**)

You will be able to form a judgment, from this correspondence, as to the requirements of the British commercial community, and the extent to which, in the opinion of this Department, they may properly be met, and I am to request that you will carry out the suggestions, which are recognized as reasonable, so far as local circumstances permit.

I am especially to enjoin on the notice of Her Majesty's Consuls in the countries mentioned by the Batley Chamber of Commerce the wishes of that Chamber, as well as of the Chambers of Commerce of Bradford and Blackburn, with regard to the transmission of small and inexpensive samples of textiles to illustrate any observations which may occur in Reports respecting the demand for, or manufacture of, such goods. I am to inclose a copy of a recent Report that has been furnished by Her Majesty's Consul at Zanzibar,***) which, in Lord Salisbury's opinion, affords a fair example of what a trade Report should be, both in regard to its length, arrangement, and the nature of its contents.

I am again to remind you that it is very essential that your annual trade Report should be furnished as soon as possible after the expiration of the year with which it deals, and, should exceptional circumstances prevent its transmission, they must be reported to the Secretary of State, without fail, as provided by paragraph 2 of Chapter XIII of the General Consular Instructions, which has in many instances of late years unfortunately been disregarded.

I am, &c.

(Signed) *George N. Curson.*

No. 20.

Association of Chambers of Commerce of the United Kingdom to
Foreign Office.—(Received August 14.)

Sir, 1, Great College Street, Westminster, August 14, 1896.

I have the honour to acknowledge your letter dated the 7th instant, respecting the general question of Consular assistance to persons engaged in commercial enterprise abroad, and the instructions which have from time to time been issued to Her Majesty's Diplomatic and Consular officers on that subject. I shall have much pleasure in bringing your communication to the notice of our Executive Council and also of the Chambers of Commerce connected with the Association.

I am, &c.

(Signed) *Edward W. Fithian*, Secretary.

*) No. 15.

**) No. 18.

***) See Report No. 1765, Annual Series.

No. 21.

Foreign Office to Association of Chambers of Commerce of the
United Kingdom.

Sir,

Foreign Office, October 1, 1896.

With reference to previous correspondence respecting the question of official assistance to British trade abroad, I am directed by the Marquess of Salisbury to transmit herewith a copy of a recent Trade Report from Her Majesty's Consul at Stettin.

His Lordship would be glad to receive any observations which the Association may think well to offer with regard to the suggestion made by Mr. Powell in the despatch covering his Report.

I am, &c.

(Signed) *George N. Curzon.*

Inclosure in No. 21.

Consul Powell to the Marquess of Salisbury.

My Lord,

Stettin, August 18, 1896.

I have herewith the honour to transmit my annual Report on the trade and commerce of the Province of Pomerania for the year 1895, which, I regret to say, has been somewhat delayed, owing to the want of reliable data.

In reference to the Circular letter, Commercial, dated the 11th August, which inclosed correspondence on Consular Trade Reports, I would, with great deference, venture to suggest that the various Chambers of Commerce in the United Kingdom should provide Her Majesty's Consulates (yearly, if possible) with a short summary or compendium of the goods, manufactures, or trades specially connected with their several districts, upon which Reports from Consuls would prove of most value and interest.

Such a summary would, I feel sure, be of the greatest assistance in making annual Consular Reports, and might also enable Consuls to avoid dealing with a large amount of material practically useless for the purposes of British trade, because already in the hands of the Chambers, and which is at present included in Reports for fear of leaving anything untouched which might prove of service to commerce.

At the same time, this would in no way interfere with Reports on any local information or matters of interest that a Consul might deem to be of value outside the special requirements mentioned in the various summaries.

I have, &c.

(Signed) *Wilfred Powell.*

No. 22.

Association of Chambers of Commerce of the United Kingdom to Foreign Office.—(Received December 21.)

Sir, 1, Great College Street, Westminster, December 19, 1896.

In reference to the letter from the Foreign Office of the 1st October, inclosing a copy of a recent Trade Report from Her Majesty's Consul at Stettin, I am desirous to forward you the inclosed list, prepared by the Leeds Chamber of Commerce, of the more important trades carried on in Leeds and district, in order that the same may be communicated to Mr. Consul Powell, in response to his suggestion. I also inclose a number of copies which the Leeds Chamber of Commerce would be glad if you would send to other important Consulates where they would be likely to be useful.

I have, &c.

(Signed) *Edward W. Fithian*, Secretary.

Inclosure in No. 22.

Leeds Incorporated Chamber of Commerce.

The following is a list of the more important trades carried on in the city of Leeds and district:—

Woollens—

Woollen and worsted cloth manufacture of every description.
Manufacture of blankets, rugs, and felts.
Ready-made clothing.
Hats and caps.

Iron—

Iron and steel manufacture.
Engineering, including the manufacture of—
Locomotive, tramway, and traction engines.
Hydraulic and pumping machinery.
Textile machinery.
Printing machinery.
Engineers' tools.
Steam cultivators and other agricultural machinery.
Small-arms machinery.
Electric light machinery.
Stone-breaking and ore-crushing machinery.
Steam road rollers.
Brick-making machinery.
Nail-making.
Corrugated flue making for boilers.

Leather—

Tanning.
Currying.
Manufacture of all kinds of fancy leather.
Boots and shoes.

Flax-spinning and linen manufacture.
 Manufacture of chemicals.
 Manufacture of sanitary tubes, fire-clay work, glazed tiles, and art pottery.
 Malting and brewing.
 Corn milling.
 Manufacture of tobacco.
 Paper staining.
 Glass blowing.
 Soap making.
 Brush making.
 Coal mining.

No. 28.

Foreign Office to Consul Powell.

Sir,

Foreign Office, January 4, 1897.

I communicated to the Association of Chambers of Commerce, by direction of the Marquess of Salisbury, the suggestions contained in your despatch of the 18th August, 1896, respecting the yearly supply by the Chambers of Commerce of the United Kingdom to Her Majesty's Consuls of a summary of the goods, manufactures, or trades specially connected with their several districts upon which Reports would prove of most value and interest.

I am now directed by his Lordship to transmit copy of their reply, forwarding a list of the more important trades carried on in the city of Leeds and in the district around.*)

Similar lists will doubtless from time to time be submitted by the various Chambers of Commerce of the United Kingdom, and will be communicated to you in due course, and I am directed by Lord Salisbury to call your especial attention to them, with a view to the various subjects of interest in each case being borne in mind, and treated of either in your general Trade Report or in separate and supplementary Reports, according as their importance or immediate interest may render expedient.

I am, &c.

(Signed) *George N. Curzon.*

No. 24.

Circular addressed to Her Majesty's Principal Consular Representatives.

Sir,

Foreign Office, January 6, 1897.

A suggestion was recently made by Her Majesty's Consul at Stettin that the various Chambers of Commerce in the United Kingdom should provide Her Majesty's Consuls (yearly, if possible) with a short summary of the goods, manufactures, or trades specially connected with their several districts upon which Reports would prove of special value and interest.

*) No. 22.

The Association of Chambers of Commerce, to whom this suggestion was communicated, have, in reply, forwarded the accompanying list of the more important trades in which the town and district of Leeds are interested,*) with a request that it may be transmitted to Her Majesty's principal Consulates abroad.

Similar lists will doubtless from time to time be submitted by the various Chambers of Commerce of the United Kingdom, and will be communicated to you in due course, and I am directed by Lord Salisbury to call your especial attention to them, with a view to the various subjects of interest in case case being borne in mind and treated of either in your general Trade Reports or in separate and supplementary Reports, according as their importance or immediate interest may render expedient.

I am, &c.

(Signed) *George N. Curzon.*

No. 25.

Foreign Office to Association of Chambers of Commerce of the United Kingdom.

Sir,

Foreign Office, January 11, 1897.

With reference to your letter of the 19th ultimo respecting Consular assistance to British trade abroad, I am directed by the Marquess of Salisbury to request you to convey to the Leeds Chamber of Commerce the expression of his thanks for the prompt response which they have made to the suggestions of Her Majesty's Consul at Stettin in furnishing a list of the principal trades in which the town and district of Leeds are interested.

Copies of this list will be forwarded to Mr. Powell, as well as to the other principal British Consulates, as suggested in your letter, with the Circular of instructions, of which a copy is inclosed for the information of your Association.**)

I am, &c.

(Signed) *George N. Curzon.*

No. 26.

Foreign Office to Treasury.

Sir,

Foreign Office, March 20, 1897.

The Lords Commissioners of Her Majesty's Treasury are doubtless aware that since the death of Mr. Wrench in October last the post of Commercial Attaché at Constantinople has been vacant. The salary of Mr. Wrench as Consul and Commercial Attaché was 1,000*l.* a-year, and the appointment of Mr. Eyres as Consul, but not as Commercial Attaché, in his place at a salary of 800*l.* a-year, has thus set free the sum of 200*l.* a-year.

Lord Salisbury is of opinion that the time has now come for considering

*) Inclosure in No. 22.

**) No. 24.

the question of filling up the vacancy. There can be no doubt that there is urgent need of a Commercial Attaché at Constantinople at the present moment. It is manifestly undesirable that this post should be abolished at the very time when new Commercial Attachés with rearranged districts have just been appointed for the rest of Europe.

The necessity for such a post at Constantinople is particularly urgent, in view of the number and importance of the cases involving commercial interests throughout the Turkish Empire which are constantly being referred to Constantinople, and which it is found impossible to settle elsewhere; and still more in consequence of the negotiations that are now pending for a new Commercial Treaty between this country and Turkey, for the proper treatment of which the services of an expert Commercial Attaché on the spot would be particularly valuable.

In view of these facts, Lord Salisbury is of opinion that it would be desirable to revive the post of Commercial Attaché at Constantinople as a separate post at a salary of 800*l.* a-year, and I am to request you to move their Lordships to take this proposal into their early and most favourable consideration.

I am, &c.

(Signed) *George N. Curzon.*

No. 27.

Treasury to Foreign Office.—(Received April 1.)

Sir,

Treasury Chambers, March 31, 1897.

The Lords Commissioners of Her Majesty's Treasury have had before them your letter of the 20th instant, in which the Marquess of Salisbury represents the urgent need of reviving the Commercial Attachéship at Constantinople, but as a separate post, not in conjunction with a Consulship as formerly.

In view of the strong opinion expressed by the Secretary of State that the circumstances admit of no delay in establishing and filling the appointment, my Lords agree to its being made at once, at a salary of 800*l.* per annum.

I am, &c.

(Signed) *Francis Mowatt.*

Appendix.

No. 1.

Memorandum by Mr. Bryce respecting the question of Diplomatic and Consular Assistance to British Trade abroad.

The impression that British trade suffers through insufficient action being taken on its behalf by Her Majesty's Diplomatic and Consular officers has been so frequently conveyed, both in Parliament and in the press, that the grounds for it deserve to be carefully examined, and a respectful consideration given to the suggestions offered by merchants and manufacturers

for directing and enabling these officials to render more active help to interests admittedly vital to our prosperity. I must, however, begin by observing that, after reading many communications from mercantile persons and bodies, listening to many speeches, and conversing with many persons of ability and experience in commercial questions, I cannot discover that any want of efficiency is chargeable on the Diplomatic and Consular Services as a whole. They seem, in the great majority of instances, to have carried out the instructions given them by the Foreign Office with energy and tact, and their unfailing courtesy is admitted even by those who allege that their zeal lags behind their discretion.

The communications received by the Foreign Office on this subject include both complaints and suggestions. I will take the former first. They are reducible to two:—

1. It is said that the traditions of the Foreign Office and of the Diplomatic Service are unfriendly or, at best, indifferent, to the promotion of commercial interests; that there exists a certain disposition to snub British traders, and to leave them without the countenance and support to which they are entitled.

A charge of this kind is so vague that it can only be tested by instances. The few instances that have been cited do not bear it out. Whatever may have been the case in time past, when rich men often entered the Diplomatic Service as an excuse for fashionable idleness, there seems to be at present a full appreciation on the part of the Diplomatic and Consular Services of the extreme importance of our foreign trade to the general well-being and prosperity, as well as to the political influence, of this country. The duties now imposed on Secretaries of Legation and Consuls of preparing annual Commercial Reports reminds the members of both Services of the value which this Office sets upon their functions in regard to trade, just as the creation and constant activity of a Commercial Department within the Foreign Office testify to the anxiety of successive Secretaries and Under-Secretaries of State, as well as of the permanent Staff, to provide for the prompt and efficient handling of questions of this nature.

Sometimes it may happen that a Consul does not identify himself so fully with a merchant's projects as the merchant expects, or is not found able to supply all the information which his travelling fellow-countrymen desire. It must, however, be remembered that the Consul, living on the spot, sees difficulties which the visitor ignores, that in many foreign countries information is hard to procure, that a British Consul at a busy post is a hard-worked man, and that he is obliged to exercise much caution in espousing and aiding the schemes of persons whose commercial standing at home is imperfectly known to him.

Cases are of course put forward in which the Diplomats or Consuls of other States have successfully pushed the interests of their countrymen. But those who dwell on these cases in Parliament or in the press omit to notice either the cases in which British subjects have been similarly helped, or those, not rare, in which foreigners have suffered from the obtrusive attitude or grasping intrigues of Diplomats purporting to act

on their behalf. There are countries in which the commercial interests of a European nation have suffered from the excessive energy of its Consular Agents, an energy which has aroused the suspicion and alarm of the native authorities.

I may also remark that the countries in which British traders have been most largely supplanted by other foreigners are not those from which complaints of the interference of foreign Governments to help their subjects are most frequently received. There are, for instance, parts of Central and South America where we appear to have lost ground, but where our rivals are not believed to owe their success to any official action on their behalf.

One specific complaint, however, needs further notice. It is alleged that in some of the more remote and less developed countries, such as those of the East and in the Republics of Central and South America, British subjects who seek to obtain contracts or concessions from the Government of the country suffer from the reluctance of British Representatives to push their claims, while the subjects of some other State benefit by the constant pressure which the Envoys of their Governments exert.

Even admitting this to be the case—though there seems to be some exaggeration in the statements made as to the action of these Envoys, and still more in the estimate of the results attained thereby, it must be asked whether Her Majesty's Representatives ought to be instructed to follow such an example. Pressure upon such foreign Governments as those referred to usually means pressure upon some particular official who has the contract to give away. It is apt to be accompanied and softened by corruption, in the form either of a bribe or of some service to be rendered or commission paid to this official, inconsistent with the duty which he owes to his own Government. A Diplomatic Representative joining in, or even conniving at, such inducements runs a double risk, that of lowering the dignity and character of his own country, and that of soiling his own personal reputation. People begin to hint that he is himself to share the expected gains, and as he cannot tell the whole truth, he is obliged to remain under imputations which go far to destroy his influence and usefulness.

These dangers are especially visible in the case of loans at high rates of interest which the subjects of civilized States sometimes seek to press on Eastern Governments. Besides the political mischief which is apt to flow from such usurious transactions (of which there has been ample evidence in recent years), they confer no benefits on either the commerce or manufactures of the country to which the lender belongs, and are therefore no proper objects of the benevolent intervention of his Government.

Moreover, he who forces a contract upon a foreign State makes his own Government to some extent responsible for the honesty and business capacity of the contractor—things which he may not be able to guarantee. In getting the better of competitors from other countries he rouses jealousies and creates grounds of quarrel between his own and other European Governments; and in identifying himself with the contractor he disposes the latter to believe that he may rely on the power of his Government to compel

the payment of such debts as the foreign State may incur under the contract. Bearing all this in mind, I believe that if our Diplomats have erred in this matter by abstention, they have erred on the safer side. Cases may of course occur where other European Governments seek to use its political influence to obtain exceptional advantages for its subjects from an Eastern State. In such cases it is no more than right that our Envoys should remonstrate, and insist on an equally favourable hearing for British subjects as for other foreigners; but this, I believe, is the regular practice of Her Majesty's Agents and has been repeatedly approved by the Foreign Office.

2. The other complaint is that the information regarding commercial matters which is transmitted from abroad is not of the right kind, comes too late, and is not published in an accessible and attractive form.

There may be some foundation for this complaint. But it must be remembered that few of Her Majesty's Representatives can be expected to possess special competence for reporting on technical questions relating to particular branches of industry. No person can enlighten British manufacturers on such special matters unless he has himself a practical knowledge of them, and has kept that practical knowledge up to the level of to-day's requirements. Taking the Secretaries' and Consular Reports as a whole, they are equal in quality and superior in quantity to those prepared by the foreign Representatives of any other European country, or of the United States, and as good as can be looked for from persons few of whom possess special knowledge.

The suggestions made for the better promotion of British trade abroad by means of Her Majesty's Representatives are as follows; I give not only those addressed to the Foreign Office by its correspondents, but such also of those made in Parliament or the press as have come to my knowledge:—

1. The publication of a weekly commercial paper—somewhat analogous to the French "*Moniteur Officiel du Commerce*"—setting forth Tariff changes, movements in foreign markets, foreign commercial legislation, port and harbour regulations, &c.

2. The establishment of an office in London—like the French "*Bureau de Commerce*"—where Tariffs, Circulars, items of commercial news, &c., can be referred to by the public, who may inspect and copy.

3. That sample and specimen rooms should be attached to the principal Consulates abroad, where various classes of British manufactured goods would be on view, and that the expense of maintaining such rooms should be met by fees to be fixed by an Order in Council.

4. That Commercial Museums and Exhibitions of manufactured goods be established in well-chosen manufacturing centres, and that floating Museums or Exhibitions should be sent to various ports with samples of British goods.

5. That foreign Tariff changes and projected changes should be made known more rapidly than theretofore.

6. That Her Majesty's Diplomatic and Consular officers abroad should use their best efforts to place British subjects on a not less favourable

footing than foreigners in search of Concessions or other commercial enterprises.

7. That any such undertakings should be at once reported home by Her Majesty's Representatives.

8. That Consuls be chosen from men possessing commercial qualifications and technical knowledge.

9. That the names and addresses of Consuls abroad, and their office hours, should be made public.

10. That Trade Reports should appear at fixed and stated intervals; that more details respecting wages, hours of labour, cost of living, &c. should be put in them.

11. That copies of these Reports should at once be sent to trade journals. That samples of manufactured goods and of agricultural products be sent home with them.

12. That changes in the classification of goods for Tariff purposes be noted, and the decisions of Commercial Tribunals.

13. That more Commercial Attachés be appointed to Embassies and Legations.

14. That Consuls should assist in recovering debts, and recommend trustworthy lawyers and accountants.

15. That Consuls should report what means other countries adopt to push their trade.

16. That naval officers should write Trade Reports.

17. That Consuls, when at home on leave, should visit commercial centres, and acquire technical knowledge.

18. That they should answer inquiries regarding the stability of foreign business houses, and how far credit may safely be given them.

19. That Commercial Clerks (or "Chanceliers") should be appointed to all Consulates.

20. That a Department be constructed in the Foreign Office specially charged with the prompt collection, publication, and diffusion of important information concerning commercial and industrial affairs.

21. That the Foreign Office should send abroad advertisements, commercial newspapers, &c., to Consuls to distribute or show.

22. That every Consulate should keep a registry of persons who are willing to act as agents abroad for British traders.

23. That Her Majesty's Consuls should act as quasi Public Prosecutors in cases of trade-mark or patent infringements, &c.

24. That native agents be more employed by merchants in China and elsewhere than at present.

25. That the Commercial Department of the Foreign Office be "assisted by a Council or Advice, which should be drafted from the representative ranks of Chambers of Commerce, and that it should be assimilated with a kindred Department of the Colonial Office and India Office."

26. That Consuls should be placed in direct communication with Chambers of Commerce.

27. That Consuls should cultivate a "closer personal touch" with traders in their district.

28. That Consuls be allowed to buy and charge for such statistical information as they may be unable to procure otherwise, or not till too late a date.

Instead of examining in detail these suggestions, some of which are obviously useful, others obviously inapplicable, while many of them are acted on already, I shall state what seem to be the functions which the Foreign Office may properly instruct its Agents abroad to discharge, and what kind of action, both at home and abroad, the Foreign Office and its Agents may take without substantially increasing the present expenditure on the Diplomatic and Consular Services. Some of the forms of action suggested would require a very considerable increase, but it is evidently the duty of the Foreign Office to await in such a matter the expression of the wish of Parliament.

These functions and forms of action fall under two heads: those which relate to the conduct of Her Majesty's Representatives in foreign countries for the promotion of British trade there, and those which relate to the action, both of them and of the Foreign Office, in the collection, transmission, and diffusion at home of information serviceable to the industrial and commercial classes of this country.

It must be remembered that most of what is in the following remarks described as desirable has been and is now done by the Commercial Department of the Foreign Office or by Her Majesty's Agents abroad under their instructions. There are very few possible lines of action which the Commercial Department has not already opened up, so that further progress must be chiefly in improving some details, and in the maintenance of an unflagging interest and activity in commercial matters among those who serve the country.

I.—As to the action in foreign countries of Her Majesty's Representatives.

1. Her Majesty's Representatives and Consuls ought to be at all times ready to afford orally, or by letter, the best information they possess, to those British subjects who may apply for it, regarding the state of business in their respective districts, the openings for trade which exist, the new undertakings projected, the new industries started, the new lines of communication which are being opened, and (where they are in a position and feel at liberty to do so) the respectability of foreign commercial houses. Obviously, they can only speak to the best of their knowledge, information, and belief. They cannot be expected to incur expense and neglect their other duties for the purpose of procuring information for a private person, and if they venture to speak at all regarding the character of the firms as to which they may be questioned, they will have to speak guardedly, warning the questioner that they give no guarantee.

2. They ought to be prepared to introduce to persons or firms or Government officials in the districts where they reside such British subjects as come properly recommended. Here, too, there is much room for discretion as to the extent to which they may go in recommending a British

merchant or his agent to a foreigner. In some cases they will merely state that he is a British subject who has brought a letter from some person of respectability, or from the Foreign Office, as the case may be. Very rarely would it be expedient that they should make themselves responsible for any person not travelling on an official mission.

3. They may properly recommend to British subjects having legal business competent and trustworthy legal advisers and accountants, and render to British litigants such advice and help as their own experience may show to be useful. In many countries the difficulty of knowing the law of the country, and of ascertaining how far it is fairly administered in cases where foreigners are concerned, is a serious hindrance to traders who may not be established there, but do their business through the post or by local agents. A Consul cannot be expected to become a debt collector, but he may sometimes be able to keep or to help a British merchant out of a peculiarly annoying source of loss.

4. They may intercede on behalf of British ships which have unintentionally infringed Quarantine or Customs Regulations, and endeavour to obtain either exemption from any oppressive formality, or the remission of a fine imposed when there was no wrongful purpose on the part of the captain or freighter. Services of this kind are rendered every day, and are so much a matter of course that the commercial public at home hardly realize how essential they are, and how much of a Consul's time they occupy in busy ports.

5. It has been suggested that Consuls might regularly (as some now do occasionally) distribute the circulars of British trading firms, or might undertake the control of a show-room, to be placed at or near the Consulate, in which British goods could be displayed. Apart from the additional labour which this would impose on a Consul, to the disadvantage of his other duties, it must be observed that this would turn him into a sort of commercial agent, a character scarcely compatible with his position as representing a great State, and that it would be hard for him to show equal zeal in pushing the interests of the various firms who would seek to use him. Most of the commercial authorities whose opinion I have asked disapprove of the proposal.

6. The case of British subjects seeking to obtain contracts or concessions from foreign Governments presents special difficulties (adverted to above). It will of course be the duty of Her Majesty's Representative to secure a fair hearing and full consideration for his countrymen, and to see that competitors belonging to other countries gain no advantage by the influence of their Envoys. When exceptional pressure is being used by these Envoys, it may be necessary for him to exert similar pressure, and to remind the Government of the country where he resides that the British Government will regard exceptional favour shown to the subjects of other Powers as being a departure, amounting to a mark of unfriendliness to itself, from the safe rule of equal favour and open competition.

Such pressure, however, if justified by the circumstances of the case, would have to be employed under several conditions, viz.:—

That no preference should be sought for one of two or more British competitors *inter se*.

That no use of questionable means (e.g., by the offering of benefits to the Minister controlling the contract) should be connived at.

That, in the absence of special instructions from home, no guarantee should be given, nor the faith of Her Majesty's Government in any way pledged, on behalf of a person seeking a contract.

That, in the absence of such special instructions, no such action should be taken as would lay Her Majesty's Government under an obligation in respect of the favour shown to the British subject.

II.—As to obtaining and publishing of Intelligence from abroad.

Under this head three points have to be considered:—

(A.) The kind of information which the Diplomatic or Consular Agent ought to collect.

The existing instructions call the attention of the Consuls to most of the topics on which British manufacturers and merchants may desire to be informed. Adding to these some others which have been suggested, we arrive at such a list as the following:—

Information regarding labour, including rates of wages, hours of work, condition of workpeople, trades-unions, strikes and lock-outs, system of co-operation and profit sharing. Such information will be specially valuable in view of the recent establishment by the Board of Trade of a Labour Bureau for the diffusion of intelligence on industrial topics.

Information regarding manufactures, notices of inventions, of the development of new branches of industry, of the transfer of capital from one manufacture to another, of new appliances in agriculture.

Information on the movements of trade, the increasing or declining demand for certain kinds of goods, changes in taste or in the habits of life of a people as affecting demand for imported articles.

Information on legislation, changes in Customs Regulations, Tariffs, quarantine, and in the laws relating to commerce and industry.

Information relating to finance, banking, currency, public loans, and taxation.

Information relating to modes of communication and transport, rail-roads, lines of steamboats, rates of freight, directions in which traffic is beginning to flow.

Information as to the administration of the law, decisions on important commercial questions, regulations relating to law charges, changes in commercial procedure.

Information on undertakings and enterprises of moment, the construction of public works, the opening of mines, the granting of Concessions for working minerals or forests, or for other similar purposes.

Information relating to technical and industrial education, and as to the functions assumed by the State in connection therewith.

Information relating to Exhibitions, Congresses, Conferences, and other occasions on which traders meet or goods may be displayed.

Statistics of all kinds relating to commerce, shipping and industry.

Returns of the names of British merchants and firms engaged in business within each Consular district, and of the nature of the business in which they are engaged.

Of course, no one can expect a Diplomatic or Consular officer to report on all these matters at once, even supposing him competent to do so. The list is given as suggesting points, sometimes one, sometimes another of which may from month to month or year to year possess special importance, and therefore deserve to be reported on, whether by way of a concise statement of fact in a despatch, or of a reasoned treatment in a comprehensive Report.

It has been urged that a Consul should also be required to send home samples of the goods most in vogue in the country where he lives, or specimens of its chief products, and of those especially which compete with British manufactures. In several instances Consuls have already done this. Few, however, can possess the special knowledge of goods which would give value to their selection of samples. The expense of procuring proper samples in sufficient quantity and of their conveyance to England is a further, though not a grave difficulty, not to add that the Commercial Museums have not yet been established at trade centres where such samples could be advantageously displayed. Nevertheless, the experiment deserves to be tried, and instructions to this effect are now being drafted to Consuls*) in the more remote parts of the world, who may properly be instructed to endeavour to procure patterns of at least some classes of the goods (say, for example, textile fabrics) chiefly in demand in their districts. These may be sent when received to the leading Chambers of Commerce, to be displayed in a manner calculated to bring them to the knowledge of the merchants and manufacturers interested. In Germany such collections of samples have lately been exhibited in several towns, and have stimulated the manufacturers to produce goods of the kind popular in the foreign markets whence the samples come.

Whether accompanied by samples or not, thorough and accurate Reports on the topics above mentioned would obviously be valuable to British traders. Can such Reports, however, be expected? Secretaries of Legation and Consuls have rarely any practical knowledge of commerce, still more rarely any special acquaintance with a particular line of commerce or branch of manufacture. Now, considering the increasing specialization of business as well as of science, it is plain that the observations of a man, however intelligent, devoid of special knowledge of any department, will not give the trader in that department all the information he needs. No manufacturer of textile goods could determine his production or his shipments upon the contents of a Report written by a Diplomatist or Consul who had never made or dealt in textiles. Even if you suppose a Consul to have "got up" cottons or woollens, he would not have got up hardware goods also; or, vice versa, if he understood the iron trade, he would not understand cotton goods. Moreover, each of our great branches of

*) See Annex (B.).

industry already does this work for itself, for in each there are a few leading firms which issue Circulars and Reports relating to the foreign trade in the particular branch—Reports in which the sort of specific information is given which a merchant or manufacturer needs for his guidance. As is well observed by Mr. A. Provand in his Memorandum (printed in the correspondence), these Reports are different in their nature from those to be expected from Consuls. But their existence makes it unnecessary for a Consul to deal with the minutiae of a particular trade.

If merchants at home conceive that they need further data for their export business than what private Trade Circulars and Reports now supply, either the Diplomatic and Consular Services must be reinforced by a large number of trade specialists—men who, if they have not failed in business themselves, will be obtainable only by the temptation of large salaries, or else the commercial classes must themselves provide for getting what they desire through a better systems of agents sent out either by firms or by commercial bodies. The latter seems the simpler solution; and it deserves to be noted that several of the Consuls who have replied to the Foreign Office Circular ascribe the advantages lately gained by some foreign nations, especially the Germans, over English merchants to their larger use of commercial travellers, and the superior competence (in linguistic attainments and otherwise) of the travellers whom they employ. It is also observed that English houses, owing, apparently, to the difficulty of finding among their countrymen persons familiar with foreign tongues, are in the habit of employing foreigners as their commercial travellers. After a little these travellers set up for themselves, and thus connections which have been formed by the representatives of British firms are carried away into foreign hands, not to add that even while he is acting for a British firm, a foreigner is more apt to give incidental help to one of his fellow-countrymen than to an Englishman.

I shall refer presently to a suggestion that has been made for meeting this want of special qualifications among the Diplomats, viz., the appointment of Commercial Attachés. Meanwhile, it may be observed that the most we can expect from a Consul preparing a Report is that he should understand the laws, the social system, the commercial and industrial conditions of the country where he is placed, and that he should be careful to refer to the best sources, written or oral, for information on those matters which lie outside his own range of knowledge. He may thus produce Reports which will be useful to the merchant or manufacturer at home, not, perhaps, as a maker of or dealer in any special class of goods, but as a mercantile man, who wishes to know the prospects of British trade generally in a given district.

It is true that a British Consul is in one respect worse off than the Consular officers of other nations. He has far heavier duties connected with shipping, because our mercantile marine is much the largest in the world. In many ports the whole day is consumed in necessary routine work, and little time left for researches into commercial questions; nor is this disadvantage wholly compensated by the fact that he is brought into contact with an unusually large number of ship captains, brokers, under-

writers, and importing firms. He meets these persons as an official, not as a merchant. The Consuls of other States are very frequently engaged in trade, and, as traders, learn much which the British Consul, pressed by official duties, has neither the time nor the opportunities to pick up.

We should look in vain for men capable of discharging all the duties, political and social, literary and commercial, which the correspondents of the Foreign Office wish it to throw upon its Consuls; and even had we discovered the men, there would remain the difficulty of finding time for such multifarious work.

In seeking for information likely to be serviceable in his own country, a British Representative may be both guided and stimulated by the communications he receives from home. It is already the practice of the Foreign Office to call for occasional Reports on special subjects, and I conceive that in addition it might occasionally direct the attention of a Secretary of Legation or a Consul to some particular topic, requesting him to be specially careful to send home from time to time such facts as he could collect bearing on it. In giving such directions, the Foreign Office itself would naturally have regard to the suggestions made requests preferred to it by mercantile authorities at home. Mr. Consul Brown observes, with truth, that many persons find it easier to report on a subject if one starts from a basis of questions drawn up by a competent person than it is to construct a wholly original Report.

The practice of the American State Department is to require from many of its Agents abroad Reports at the same time upon the same branch of industry, and in this way a volume of interest to a particular trade is produced. But American Consuls have far less work than our own, and are more frequently men of practical commercial experience taken out of commerce for four years and then sent back to it on the accession of a new President.

The question remains what should be the respective parts of Diplomatic and of Consular officers in reporting on commercial subjects? Some of the mercantile persons and bodies that have addressed the Foreign Office seem to confound the functions of these two classes, yet they are sufficiently clearly distinguished. An Ambassador, or Minister, or Secretary of Embassy or Legation, ought to report on the commerce, or manufactures, or social conditions of a country as a whole. Statistics relating to these matters are usually published at the capital, and for the whole country; it is mere waste of time to force a Consul to repeat what can be better given from head-quarters. Changes in the law, including changes in Tariffs and Quarantine Regulations, are usually first announced at the capital, and apply to the whole of a State; it is therefore from a Diplomatic Agent that news on this subject should be expected. If he needs information from a port he can ask the Consul for it before sending his despatch home. When the matter to be investigated and reported on concerns a district in which no British Consul is stationed—and it must be remembered that we have few Consuls save in sea-ports—some one at the Embassy or Legation is usually fitter to deal with it than a Consul who may, perhaps, be less easily spared

from his post, and is likely to have fewer facilities than the capital affords for procuring information. On the other hand, the Consul stands at the point of import; he sees the goods entering and the merchants who take them; he can form a better opinion on many trade affairs than a Secretary of Legation, obliged to fulfil the social duties of a Court city. Hence the Consul is the person from whom to get not only the local statistics of his port and district, but remarks on the movements and tendencies of import trade, the reasons why other countries prevail in any particular line against British competition, and the effects of tariff changes upon trade, both as between various importing countries, *inter se*, and as between Great Britain and the home producers of the country where the Consul is stationed. The effect of opening new lines of transportation, whether by sea or by land, is also a matter on which the Consul is usually better able to report than the Diplomatist at a capital.

Bearing this distinction of functions and opportunities in mind, it is clear that some of the duties which our merchants wish to throw on the Consuls, *e.g.*, that of reporting changes made or likely to be made in Tariffs, ought not to be placed on them; and I conceive that in revising the existing instructions, the respective duties of Diplomatic Representatives on the one hand, and of Consuls on the other, might with advantage be more clearly defined. It is no less plain that, as each class is the complement of the other, efforts should be made to secure a due relation between their respective annual Reports, and to publish these in the same series.

(B.) The transmission of Intelligence from abroad.

There are three points to be dealt with under this head, *viz.*:—

Speed of transmission.

Regularity of transmission.

The intervals or periods at which transmission ought to take place.

The present practice is to require from every Secretary of Embassy or Legation, and every paid Consular officer, an annual Report on the trade, commerce, and navigation of the country or district (as the case may be) in which he is stationed, and from every Secretary of Embassy or Legation an annual Report on its finance. Occasional Reports on special subjects are sometimes called for, more frequently from Embassies than from Consulates. Information on commercial or industrial topics is occasionally forwarded without being called for, more frequently from Embassies than from Consulates, and it takes sometimes the form of a short despatch, sometimes of a regular Report.

The defects in our present practice are—

(a.) That the current intelligence (as it may be called) comes too slowly to be of much practical service.

This does not seem to be the fault of our Representatives abroad. It is rather due to the fact that, as hitherto the only regular means of publishing information supplied to the Foreign Office has been through the annual Reports, and Diplomats and Consuls have reserved for these Reports most of what they have to say about the trade of their districts. As this

deficiency is now to be remedied (see next paragraph), I see no objection to, and much gain in, instructing both Diplomatic and Consular Agents to transmit, with all possible speed, all such information as they can collect of present commercial value, leaving it to their discretion whether to send it as a short note in a despatch, or in the form of a Report (longer or shorter, as the case may require), and even empowering them, in urgent cases, to use the telegraphic wire. For commercial purposes, as well as in political negotiations, the briefest intimation in England of a new fact is often of more worth at the first possible moment after it has become known abroad than the fullest Report a week later.

(b.) That the annual Reports come in irregularly, and often too late to be of practical utility.

Upon this it is to be observed that (as many of our Consular correspondents point out) the annual Reports have to wait for the trade statistics of the year, and these statistics are in many countries not published till six (see Consul-General Perry's letter) or even eight months after the expiry of the year. If a Consul tries to get at the necessary statistics by private inquiry, or from the books of the local Custom-house, he is obliged to spend much time and trouble (see Consul-General Booker's letter), perhaps some expense, in obtaining the data whereon to ground his Report. Thus, a Report for one year is sometimes not ready for publication till late in the year succeeding; and remarks drawn from personal observation or inquiry, which would have been fresh, interesting, and valuable if published when they first occurred to the writer's mind in January, have become stale and profitless, because he has to wait until August for the statistics which are to accompany them.

This plea is a good one in many cases, but there are others in which it is unavailable. A reference to the list kept of the date of receipt of Commercial Reports shows that many have come in much too late, some so late as to be not worth publishing, while a few never come at all. Assuming Reports to be desirable, the supervision exercised over their appearance ought to be stricter than heretofore. A dilatory Consul ought to be more promptly recalled to a sense of his duties in the matter, a punctual and zealous Consul to obtain ampler recognition of his assiduity. In cases where the Report now waits on the tardy publication of foreign official statistics, it may sometimes be desirable to forward it separately at once, and the statistics later. Of course the quicker transmission and publication of short notes and current news generally will make delays in the appearance of the comprehensive Report less harmful.

It has been suggested that quarterly instead of annual Reports should be required. This would seem to impose too great a burden on Consuls, already a hard-worked class, and the argument for it will be much weakened if the plan of obtaining and publishing frequent occasional Notices be adopted. Mr. Consul Crawford proposes that whereas now all Consuls are instructed to report up to the 31st December for each year, they should be divided into four classes, and each class directed to report in a given quarter for the whole twelve months preceding. In any event, our aim should be to insure a greater regularity, as well as promptitude, than at present exists in the transmission of Reports.

(C.) The modes of publishing Intelligence transmitted from abroad.

One must at the outset distinguish between two kinds of commercial intelligence—that whose value depends on its being up to date, and giving the latest phase of the facts with which the merchant has to deal, and that which is useful because it presents a complete and reasoned account of all the material facts bearing on the subject, an account on which inferences and predictions may be safely based.

As respects the former kind of information, the main object is to publish quickly, to that manufacturers and merchants may forthwith possess and use the knowledge. Three methods of doing so have been suggested. One is to issue short papers, as Parliamentary Papers when Parliament is sitting; at other times as Office publications, containing the Reports from abroad, or the substance of commercial despatches. This has been done to some slight extent already, when a Report of peculiar immediate interest is received. The objection commonly made to the plan is that those to whom Parliamentary Papers are distributed find that the smaller ones, consisting of a page or two only, are very apt to get lost or torn, or into confusion, and that it is hard to hunt up in them afterwards a statement which one may fancy they contained. Besides, the public does not buy them, and Members of the two Houses, receiving so many papers, neglect them. They do not reach the commercial world, even though copies are sent to the Chambers of Commerce and the leading journals.

Another proposal is that information received at the Foreign Office should be sent by it, either directly or through the Board of Trade, to the various trade journals of the country, and, when of general interest, to the ordinary newspapers. This plan is open to the same objection that part of the intelligence would fail to reach the commercial classes, because there is no one trade journal which that class as a whole reads, while much of the information transmitted from abroad applies to trade generally, not to any particular trade, and is therefore not suitable for a specialist journal. It would cost the Office much trouble to allot the appropriate information to each trade journal, and it would take the merchant even more to refer back to a statement he had read in he did not know which of several such journals.

A third method would be to have an official journal specially devoted to foreign commercial news, and to publish in it such short Reports and extracts from despatches of Diplomats and Consuls as seemed valuable. This is done in Germany by an official paper called the "*Handels Archiv*," and in France by one called "*Annales du Commerce Extérieur*," published monthly, as well as in the weekly "*Moniteur Officiel du Commerce*." Similarly there exist in Austria two such journals, one called the "*Austria*," another "*Monatschrift für das Orient*." The advantage of having thus gathered into one series of newspaper issues a complete record of commercial intelligence from day to day, and of enabling all branches of export trade to ascertain what is passing abroad by taking in this one organ, is obvious, and is said to have been found considerable in German and French experience. The suggestion is further recommended by the facility with which

Consuls and others abroad, where it is hard to consult a variety of trade journals, could be thus kept informed of what was reported from other countries, and be stimulated in their inquiries for the commercial news likely to be serviceable in England.

Were this plan adopted, it might deserve to be considered whether such a journal, though in a sense official, should be committed, for the purposes of editing, printing, and publication, to a private publishing firm, so as to relieve a Government Department of a species of work for which it is possibly less fitted than a private publisher.

The existence of such an organ might be expected not only to remove the excuse which Diplomats and Consuls now have for not sending commercial news promptly home, but to suggest to them new directions in which they might look for news, new classes of facts which would have an interest for the commercial community in England. Notices of Exhibitions and Congresses, the sending out of which, at present, gives some trouble to the Foreign Office, could, with less exertion, be more widely announced through such a journal. And if it turned out, as might possibly happen, that it did not contain, and could not be made to contain, much which was really new to the firms most active in the several branches of export trade, it would at any rate serve to remove the imputation which is now cast on the Government of being sluggish in such matters. Complainers would see that private enterprise, in this as in many other matters, has already done almost as much as Government can hope to do.

The other kind of commercial information is that which comes home in the form of Reports, comprehensive Statements regarding the industries and commerce of a country or district fortified, if not illumined, by Statistical Tables. The Foreign Office publishes its Reports in three regular, and several minor, series:—

1. The General Series, entitled "Reports on Subjects of Commercial and General Interest by Her Majesty's Representatives in Foreign Countries."
2. The Diplomatic Trade Series, being "Reports by the Secretaries of Embassy and Legation on the Manufactures, Commerce, &c., of the Countries in which they reside."
3. The Consular Trade Series, being "Reports by Her Majesty's Consuls on the Trade of the Countries in which they reside."

Reports from China, Japan, and Siam appear in three minor separate series, each headed by the name of the country. Besides these, there are published from time to time a number of miscellaneous Reports on particular subjects usually occasioned by motions or questions in Parliament asking for them.

Of the three regular series, the two latter (Diplomatic Trade Series and Consular Trade Series) are Reports furnished annually in regular course by Secretaries and Consuls as a part of their ordinary duties. Reports belonging to the first or General Series are occasional, sometimes supplied by the writer of his own motion, wherever he has matter of interest to communicate; sometimes at the instance of the Foreign Office, when information on any topic of current interest is desired. They range over a great variety of subjects, whereas the regular Reports are specifically confined to commercial affairs.

All these Reports contain matter of much value, and have indeed served as models to the Reports required by various foreign Governments from their Representatives abroad. There are, however, some points in them which seem capable of improvement. One of these points, the need for speedier and more regular publication, has been already referred to. Another turns on the arrangement of the Reports. The Diplomatic Trade Reports and Consular Trade Reports ought, evidently, to be made to form not two but one series, since both relate to trade, and ought to be arranged, as far as possible, by countries, those dealing with the same country being placed together in the same volume. To distinguish these from the occasional Reports, they might be called the Annual Series. The annual Reports from China, Japan, and Siam should find a place among them. So ought the annual Reports from Secretaries of Embassy or Legation on the finance of the countries where they reside, which have hitherto been included in the General Series. All other Reports would be included in one series, to be called the General or Miscellaneous Series, these Reports being (for convenience of reference) numbered continuously for each year, and being, so far as possible, arranged by countries when ultimately published in volumes. Directions to this effect have just been given, and the Reports will be published. But in order to avoid the delay now caused by waiting for the arrival of a sufficient number of Reports to bind up in one volume, it seems desirable to let every Report be also published separately as soon as it is received at the Foreign Office. This plan (which has just been directed by the Secretary of State to be carried out) has the further advantage that those who desire to possess one particular Report, or a group of Reports relating to a particular country, will be able to procure either without being obliged to buy others which they may not need.

A somewhat freer hand than they are now supposed to possess might be allowed to those who edit the Reports, particularly those belonging to the Trade or Annual Series. Superfluous matter might be omitted, for the bulk of the Reports is formidable. The Statistical Tables might sometimes be better presented, or those from various Consulates in the same country placed together in one part of the volume. Each volume, and each of the longer Reports, ought to be indexed, nor would a somewhat fuller Table of Contents than is at present supplied be useless. A General Index for each year to the Annual Series, and another to the Miscellaneous Series, would be very serviceable, and would tend to increase the circulation of the Reports among the general public. Sir E. Hertslet suggests that at intervals, say, of seven or ten years there might be published a short Index to all the Reports of commercial interest for the preceding group of years, somewhat similar to the Index to Secretarial Trade Reports, 1871—77, which appeared in 1878, and I think the suggestion a good one.

The worth of the substance of the Reports depends of course on the abilities and diligence of the persons who prepare them. The more capable our Representatives abroad become, and the more they are encouraged to interest themselves in commercial affairs, so much the better shall we find their Reports. In one point the Foreign Office at home may help them,

viz., by sending them suggestions as to the points they should specially study and deal with, whether in their annual or in any occasional Report. The task of preparing the regular Trade Report is apt to become irksome, because monotonous; nor does the Consul always know what are the points as to which English commercial men are most inquisitive. His labours may be lightened and rendered more agreeable by well-conceived suggestions transmitted from the Commercial Department of the Foreign Office. I need scarcely say that this Department welcomes such suggestions from competent authorities.

That the form in which our Reports appear is unattractive cannot be denied. Their paper, their print, their appearance altogether do not allure a reader, and give little promise of the excellent matter they often contain. A little extra expense incurred upon these matters would not be thrown away. Booksellers never keep the Reports in stock, because they are never asked for. Members of both Houses of Parliament, to whom they have been hitherto sent, and to whom they are now supplied on request, seldom open them, indeed, usually sell them for waste paper. As the Foreign Office has no facilities for pushing their sale among the general commercial public, it might be worth while to ascertain whether any enterprising publisher would be willing either to take them over as printed, or to undertake the printing and publishing of them. He could be required to supply a certain number of copies for the public service, and would be free to dispose of the rest in such a way as would give them the best chance of making their way, while leaving a profit to himself. It seems not unreasonable to expect that a considerable sale might be obtained, if not for the whole of both series, yet certainly for selections from them. Unequal in merit they certainly are, but I have found many of them extremely interesting, with matter more novel and valuable than in some of the books of travel which succeed in the hands of private publishers. Their present low price has probably operated rather against than for them, so apt are people to fancy that whatever costs little is worth little. It is not to be forgotten that the prospect of a larger number of readers would react upon those who prepare the Reports, and who now complain, with good reason, that it is disheartening to write what brings neither fame nor profit to the writer, and is too little known to be valued by the mercantile world.

III.—Miscellaneous Suggestions.

It remains to advert to some other suggestions which have been made for increasing the commercial utility of our Services.

One is the establishment of Commercial Museums, a matter discussed in an interesting Memorandum by Mr. Kennedy and Mr. Bateman, of the Board of Trade, on the similar institutions in France, as also in a Report recently received from Mr. Crowe at Paris, which will shortly be published. English commercial opinion is not quite unanimous on this subject. Most of our authorities conceive that such Museums would be useful, but remark that they ought to be planted, not in the capital, but in such centres of

industry as Manchester, Leeds, Sheffield, Birmingham, Nottingham, Glasgow, Dundee. Others observe that although collection of foreign patterns would help to show the tastes and tendencies in matters of design and colour of consumers in foreign markets, British novelties would be less easy to procure, because manufacturers are jealous of letting their patterns come to the knowledge of their rivals. Nor is it clear that the State should bear the expense of such Museums. They seem rather an enterprise proper to be undertaken by the Chamber of Commerce of a great town, or by an Association of such Chambers; although no doubt Consuls ought to be encouraged or required to supply materials by sending home patterns and inventions, as well as samples of foreign produce, suitable for such a collection.

Much matter of interest to British traders is annually published in the official Reports of the leading European States and of the United States. The suggestion that extracts from these Reports should be collected and officially published here is a good one, but one which it does not seem the special province of the Foreign Office to carry out, although, of course, it is through our Diplomatic Agents that these documents might be most readily procured.

Still more weight has been laid upon the suggestion that there should be added to the Diplomatic Service a new class of persons specially trained for and charged with the duty of promoting British commercial interests. It was even proposed in the House of Commons last Session that a Commercial Attaché should be appointed at every foreign capital where Her Majesty is represented. Not to speak of the expense which this would involve, it may be doubted whether a Commercial Attaché would at most capitals find enough work to occupy him, or whether, by any exertions he might put forth, he could render much further help to British manufacturers and merchants than they now obtain through the press and private channels of information. His presence would be an excuse for the neglect of commercial affairs by the rest of the Embassy; there would be little promotion for him; nor would it be easy to secure, except by a large salary, capable men for a post so much out of the line of the regular service. Only a person of large commercial knowledge, judgment, and experience would be worth having, and such a person would be almost certain to prefer a private commercial career to the prospect which this special branch of diplomacy would hold out. If such a class of officials are needed, it is not necessarily in capitals that they would be most serviceable; but the view that they are generally needed seems anyhow to rest on a wholly exaggerated estimate of the service which Diplomatic Representatives can render to private traders.

More may be hoped from stimulating the interest of our present Diplomatic and Consular officers in commercial affairs, and from giving them both a stronger motive and better facilities for activity in this department of their duties. There will always be among our Diplomats some men with a special turn for mastering commercial subjects. Such men might be encouraged to prosecute inquiries into these subjects, and be selected by preference for posts where proficiency in them was likely to

be valuable. As regards the Consular branch, even if it be not turned into a regular service similar to the Diplomatic, a question too large to be discussed here, something more than has yet been attempted might be done to develop its aptitudes in this direction. Special regard might be had, in the appointment of Consuls, to their capacity for commercial work. Opportunities might be given to Consuls of obtaining the sort of knowledge which would help them, as, for instance, by extending their acquaintance with mercantile law and the methods of commerce, or by visiting some of the chief seats of British manufacturing industry. Promotion to a higher post might be influenced by the tact and zeal a Consul had shown in helping English trade, and by the mastery of commercial questions displayed in his Reports. He should be encouraged to communicate more frequently with the Foreign Office on these topics, and similarly the Commercial Department of the Office might become to a larger extent than at present the means of conveying to our Representatives the wishes and inquiries of the mercantile community at home. It is not easy to specify the precise forms which this kind of intercommunication would take, nor would it be prudent to anticipate large new results from it. All I suggest is that more might be done than is now done to focus, by means of the Foreign Office, the ideas and desires of those who in England are employed in foreign trade, and to radiate, so to speak, these ideas from home over all those places wherein help is sought or whence information is required.

It does not, however, follow that the motion which lies at the bottom of the proposal to appoint Commercial Attachés is an unfruitful one. We in England have much to learn from other countries, not only as respects the methods by which they conduct their industries and their commerce, but also as regards their legislation, the condition of the masses of their people, the various means by which they deal with those social and educational problems which confront all great modern States. Any one who has been accustomed to travel on the Continent of Europe or in North America is daily struck by the number of points in which the experience of other countries throws light on our difficulties—sometimes in the way of suggestion, sometimes in that of warning—and is led to desire that a more constant and systematic means existed than we now possess of obtaining and rendering available, for the benefit of Britain and her Colonies, the results of that experience. Of late years much has been done to procure such data, both by sending out occasional Commissioners to inquire on specific subjects, and by requiring special Reports from Her Majesty's Representatives in foreign countries. We have a Commercial Attaché at Paris, whose Reports on trade and industrial questions are excellent, and who should be frequently instructed to report on these questions as they arise in different parts of France. But our Diplomatic Representatives (even supposing that they could quit their posts to travel when required) are not always qualified by their knowledge, by their literary skill, or by the possession of a keenly observant mind, to obtain the right sort of information, or to present it in effective form. There would be ample occupation for two or three men of exceptional aptitude in going from place to place to report upon subjects belonging to what may be called the

realm of economic and social progress. One might be kept busy in the United States, where the diversity of laws and the continual development of new branches of industry furnishes an almost boundless field for instructive inquiry; two more in the Continent of Europe, with most of whose States we have frequent negotiations on commercial questions, in which a knowledge of their commercial condition becomes important. Although commerce and manufactures would afford the most frequent occasions for Reports, one might suggest a great number of other topics to which the inquiries of such roving Commissioners might be from time to time directed. Here are a few:—

The action of the State in promoting the development of agriculture.

The action of the State in promoting commerce (*e.g.*, Ministry of Commerce).

Systems of banking.

Methods of commercial education.

Technical schools and institutions.

Trade Societies and the Laws regulating them.

Strikes and disturbances thence resulting (*e.g.*, Belgium, Decazeville St. Louis).

Methods of out-door poor relief.

Methods of supplying hospital accommodation.

Sanitary authorities and regulations.

Co-operation among workmen.

Profit-sharing enterprises.

Dwellings of the poor, and the action of municipal authorities regarding them.

Liability of employers for accidents to workpeople.

Tribunals of Commerce.

Systems of commercial arbitration.

Patent Laws and the encouragement of inventors.

Copyright Laws.

Laws relating to bankruptcy.

Influence of Tariffs on production.

The effects of Bounties on production.

Schools of opinion on financial and Tariff questions.

Legal protection to homesteads.

Systems of house tenure in cities.

Laws relating to Corporations and Companies.

Limited liability of shareholders.

Laws relating to the sale of intoxicants.

Regulation by law or control by public authorities of public undertakings (*e.g.*, water, gas, electric lighting) and their economic effects.

Modes of land transfer and land registry.

Regulation of railways by law.

Working of railways by the State.

Systems of local rural government.

Systems of municipal government.

Methods of dealing with ecclesiastical endowments.

Methods of selecting candidates for public employment.
 Development of fisheries.
 State management of forests.
 New branches of manufacture started in foreign countries.

It would be easy to suggest many other subjects, especially if the sphere of Law proper were to be included, or that of Science proper (*e.g.*, medical science or scientific inventions). The above touch on those matters which an inquirer may deal with on their social and economic side without minute special knowledge.

Summary of Results.

I may conclude by recapitulating briefly the conclusions to which the communications received by the Foreign Office and the foregoing examination of their contents seem to point.

The Foreign Office may seek to continue to be itself useful, and to utilize the services of those who act under its instructions abroad in the following directions:—

Increased activity by Diplomats and Consuls in affording information and help to Englishmen seeking to do business abroad.

Action (firm but cautious) by Diplomats in remote countries in counteracting the pressure used by the Representatives of other States to push the mercantile interests of their countrymen.

More precise definition of respective duties of Diplomats and Consuls in procuring information.

Prompter transmission of current commercial news from abroad.

More regular transmission of annual Reports.

Better arrangement and prompter publication of Reports.

Publication in a special journal of current commercial foreign news.

Sending home of samples of goods and of foreign products for exhibition in Commercial Museums (when established) or otherwise.

Greater encouragement to members of Diplomatic and Consular Services to master commercial questions, and better facilities therefor.

Appointment of two or three qualified persons to be sent abroad to report upon commercial and industrial questions of immediate interest.

I conceive that Circulars may properly be issued to Her Majesty's Diplomatic Representatives and Consuls, conveying to them the substance of the suggestions with regard to their duties, and impressing upon them the value attached by the Foreign Office to the rendering by them of all such services as they properly can render to British commerce, assuring them also that the Foreign Office itself will not cease to guide and assist all their efforts in this direction, by turning to the most prompt and efficient account such materials as they can supply, and rendering itself a more and more perfect channel of communication between them and the commercial community at home.

Considering that in most of the specific directions above indicated something is being done already, and in several nearly as much as can be done, the above suggestions may appear disappointing to persons who have

been expecting great results from State action in the promotion of our foreign trade. That those who are suffering from the existing depression should look wistfully to Government for help is not surprising. Under the changed conditions of the world, with telegraphs and lines of steamers everywhere, with some large markets closed by protective Tariffs, with native dealers supplanting the whole system under which British mercantile houses did business through their branches abroad, the competition to which our commerce is exposed is far more severe than at any previous time. We must face this, perceiving that it was impossible under these changed conditions to retain the sort of monopoly which we practically enjoyed in many parts of the globe, and comforting ourselves with the knowledge that we are still far ahead of any other people.

But we must also admit that if our rivals have in some directions gained on us, this has been partly due to our own shortcomings. As we have neglected the technical training of our artisans, so we have done little to prepare by an appropriate education our young men for the career of commerce. There is no denying that the youths who go from Germany or Belgium to push their fortunes abroad in trade go better equipped than are our own in knowledge of languages and of the methods of business. They are willing to live more plainly than Englishmen will do, to work for smaller profits, to allow themselves fewer amusements. If they have less dash and enterprise than our countrymen, they have a steady tenacity and habits of systematic application not less valuable in the long run. They are more alive to the results attainable by attention to minutiae, and perhaps more keenly watchful of all such new facilities as the progress of science affords. Some of these disadvantages we may remove when once their existence has been realized; and it is rather by their removal than by any action on the part of Government that the maintenance of our commercial supremacy must be sought. The fabric of British trade was built up by the energy and self-reliance of individual men; it is the same qualities, supplemented by the knowledge and the training which have now become necessary, that are needed to maintain it.

Not the less, however, is it the clear and constant duty of the Government, which holds in its hands the threads of a vast organization stretching over the world, to do all that it legitimately can to further the interests of our commerce.

This is not likely to be forgotten by the Foreign Office, which has the best reason to know how wide is the range of our commercial relations, and how much strength and influence they give us. Manufacturing industry at home and commerce abroad are, and seem likely long to remain, the chief sources of our prosperity; the chief means by which this little country holds her splendid place in the world and has become the most potent of its civilizing forces.

(Signed) *James Bryce.*

Foreign Office, July 17, 1886.

No. 2.

Mr. Bryce to Mr. Calcraft.

Sir,

Foreign Office, July 27, 1886.

The Board of Trade are doubtless aware that, with the view of ascertaining what further assistance can be rendered by Her Majesty's Diplomatic and Consular officers abroad to British subjects engaged in trade, it was thought desirable to invite suggestions from various commercial bodies in this country to guide Her Majesty's Government in dealing with this delicate and difficult subject.

The correspondence, which, by the desire of the Secretary of State, I inclose herewith, embodies the recommendations which have been received in reply, with comments from some of the most experienced Consular officers. Together with the correspondence you will find a Memorandum which I have drawn up on the subject.*) I also subjoin the draft of a letter which, with the Board's concurrence, it is proposed to address to Chambers of Commerce and other commercial bodies who have been in communication with this Department upon the subject.**)

I am directed to say that Lord Rosebery will be glad to learn, at their earliest convenience, the opinion of the Board on the views and suggestions contained in these papers.

I am, &c.

(Signed) *J. Bryce.*

No. 3.

Mr. Calcraft to Mr. Bryce.—(Received July 30.)

Sir,

Board of Trade, London, July 30, 1886.

I am directed by the Board of Trade to acknowledge the receipt of your two letters of the 28th instant relating respectively to the trade journal proposed to be issued by this Department, and to the general question of the assistance that Government can render to British trade abroad, respecting which you inclose copies of recent correspondence and of a Memorandum which you have written upon the subject, together with the draft of a Circular which the Earl of Rosebery proposes to issue to the Chambers of Commerce upon these subjects.

Before proceeding to offer the observations of the Board of Trade on the views and suggestions contained in these papers, and especially in the proposed Circular, in accordance with Lord Rosebery's request, I am to acknowledge with special thanks the valuable co-operation which has been received from the Foreign Office in matters relating to trade during Lord Rosebery's term of office.

With regard to the proposed trade journal, I am to request that you will thank Lord Rosebery for the help promised by the Foreign Office in your letter, in the way of supplying information, and also in advising what can be usefully published.

*) No. 1.

**) See No. 4.

Turning to the draft letter to the Chambers of Commerce, the Board of Trade would make the following observations seriatim upon the suggestions contained therein:—

1. The Board of Trade quite concur in Lord Rosebery's opinion on this matter. The new trade journal is about to be issued by this Board, as being the Department which possesses all the available information respecting trade at home and abroad, and the Board trust that this publication will contain not only notices of Tariff changes and general commercial legislation, but will also treat of home and foreign trade generally.

2. The Board of Trade are disposed to think that the Patent Office Library might be utilized so as to be available to the public for consulting Tariffs and Blue Books; but this is a matter which will require further careful consideration.

3. The Board of Trade agree with the Foreign Office that it would be impracticable for Consuls to combine the charge of these show-rooms with their other duties.

They are aware that United States Consuls occasionally exhibit specimens of American ware at their Consulates; but it must be remembered that American export trade is much more limited in quantity and variety than British, and it would be manifestly impossible when, as in this country, there are about 3,000 branches of manufactures, to represent adequately the variety of products in the way proposed.

4. The Board of Trade agree with Lord Rosebery both as to the expediency of the museums being kept up by the commercial communities, and assisted by Her Majesty's officers by the supply of specimens. There is no doubt as to the advantage of such museums, and as to the valuable aid which Consuls could render in furnishing specimens.

5. The Board of Trade propose to publish in the journal notices of projected as well as actual Tariff changes, as they see no inconvenience in doing so if the stage of the Bill or project is clearly stated. It is often of great importance to merchants and manufacturers to have the information of approaching changes.

6 and 7. The Board of Trade concur with Foreign Office, and in (8) also. The Ministerial and judicial duties of Consuls are of great importance. They think, moreover, that it is desirable to offer special encouragement to such of Her Majesty's Representatives abroad as furnish Reports best calculated to give useful information to the commercial community.

9. The Board of Trade agreed to.

10. Is connected with the publication of the journal. If this document, which is now proposed to be published monthly or oftener, should, as the Board of Trade hope, come to be a weekly publication, abstracts or short Reports of Her Majesty's officers abroad will reach the public very quickly in this way.

11. This Board agree with the Foreign Office. They are likely to make heavier demands on the Foreign Office in this respect in connection with the new Labour Bureau.

12. The Board of Trade agree with Foreign Office.

13. The Board propose to publish changes of classification in the

journal, as these are often quite as important as changes in the Tariffs themselves.

14. Is a matter which concerns Foreign Office more than Board of Trade.

15 to 17. The Board of Trade concur generally with Foreign Office.

18. The Board of Trade are strongly of opinion that this is not a matter on which Her Majesty's Representative should express any opinion.

19. This must be considered in conjunction with the size and scope of the new journal as a compendium of trade information.

20. The Board of Trade quite agree with Foreign Office that the Consuls should take no part in litigation in these cases.

21. The Board of Trade consider that it might often be useful to have a list of special firms engaged in leading industries who should be consulted by the Commercial Departments of the two Offices whenever required, and they cannot recommend too strongly the expediency of close personal communication between the two Departments themselves whenever any commercial arrangement is contemplated.

22. Besides the reasons given by the Foreign Office, with which this Board agree, they consider that direct communication between the Consuls and the Chambers of Commerce would often involve the Foreign Office and Board of Trade in very serious complications.

23 and 24. The Board of Trade agree with Foreign Office.

In conclusion, the Board of Trade desire me to express a hope that the efforts now being made by the various Departments of Her Majesty's Government to assist trade in every legitimate way may meet with success, and receive the hearty approval and co-operation of the commercial and industrial communities, on whom the prosperity and welfare of this country so largely depend.

I have, &c.

(Signed) *Henry G. Calcraft.*

No. 4.

Letter addressed by Mr. Bryce to Chambers of Commerce and Commercial Associations of the United Kingdom.

Sir,

Foreign Office, July 31, 1886.

I am directed by the Earl of Rosebery to acquaint you that [*since the date of my former communication to you of the 4th March last] Her Majesty's Government have given their most careful and earnest consideration to the question of the further assistance which Her Majesty's Diplomatic and Consular officers can properly render to British subjects engaged in foreign trade.

With this object in view, Lord Rosebery directed that a selection of the more important suggestions that had at various times been made to

*) To the Association of Chamber of Commerce and others mentioned in foot-note to No. 22 (Part I) only.

him should be submitted for the observations of those of Her Majesty's Consuls who resided at posts where it was considered that the best opportunities existed for forming a valuable opinion.

Their replies will be found in the printed correspondence which I am now directed to inclose for your information, together with other correspondence relating to the same subject.

Lord Rosebery has little doubt but that the statements of fact made in these answers, as well as the general consensus of opinion which pervades them, will satisfy the Chambers of Commerce of the United Kingdom that both Her Majesty's Diplomatic and Consular Representatives have striven in the past to promote the commercial interests of their countrymen abroad; and that what is now chiefly needed to secure their fuller co-operation in any new direction, and stimulate their action generally, is some clear indication of the lines on which they can properly act consistently with their own position and the dignity of the country whose accredited Agents they are.

It may, therefore, be most convenient in the first place to summarize the most important suggestions which have already proceeded from yourselves and others, and, by dealing with each one separately, to endeavour to show how far they are capable of being put into execution.

1. The publication of an official commercial paper, setting forth Tariff changes, movements in foreign markets, foreign commercial legislation, Port and Harbour Regulations, &c.

Lord Rosebery understands that it is the intention of the Board of Trade shortly to issue a periodical of the nature proposed.

To be of real value, such a journal should, in his Lordship's opinion, embrace items of interest relating not only to foreign, but also to Colonial and Indian trade. Such being the case, it is obvious that the work could not have been satisfactorily undertaken by the Foreign Office alone, though that Office may supply a large part of the materials to be used in it; and it appears to be most convenient that the Board of Trade, to whom all available information relating to manufactures and commerce is referred by the other Departments, should undertake the publication of this journal.

2. The establishment of an office in London where Tariffs, circulars, items of commercial news, &c., can be referred to by the public, who may inspect and copy.

This suggestion is one upon which it hardly comes within the province of the Foreign Office to pronounce an opinion, and it will be necessary to consider, if it be adopted, whether effect should be given to it by the Government or whether the commercial community should not themselves take the initiative in creating such an institution. Lord Rosebery can, however, assure you that the Foreign Office will, at all times, be ready to afford such assistance as it can to insure the successful working of such a centre of information.

3. That sample and specimen rooms should be attached to the principal Consulates abroad, where various classes of British manufactured goods might be kept on view, and

that the expense of maintaining such sample rooms should be met by fees to be fixed by an Order in Council.

This, again, is a proposal which would require much careful consideration, for it would not only largely increase the work of our Consuls, but might tend to put them in the position of commercial agents—a position inconsistent with their official duties. Although Consuls might without impropriety give their advice and countenance to the establishment of sample-rooms, the maintenance and management of such rooms, whether at home or abroad, would rather seem to devolve primarily on the commercial community, which, through Chambers of Commerce or other bodies possessing special knowledge, could best manage them.

4. That Commercial Museums of foreign manufactured goods and products be established in wellchosen centres in the United Kingdom, as also Exhibitions of British goods to be opened at foreign ports, or sent in vessels from place to place.

The last preceding observations apply to this suggestion with equal force. The cost of such Museums or Exhibitions ought, it is conceived, to be borne by those for whose benefit they are created, but Her Majesty's officers abroad would be instructed to do everthing in their power to procure materials for exhibition therein.

5. That changes in foreign Tariffs should be made known more rapidly than heretofore, and that projected changes should be promptly reported.

The existing instructions have for years past provided for this, so far as concerns the transmission home of a change actually made. It is not generally the duty of the Consul, but rather of the Ambassador or Minister at the capital where the information is promulgated, to transmit it immediately.

As to "projected changes," Lord Rosebery conceives that great caution would be needed in publishing officially any information that does not record accomplished facts, as he considers that if a Minister were to report a projected Tariff change, believing it likely to be effected, and such change were, for some cause or other, never carried out, after having been publicly announced in this country as probable, great inconvenience might be occasioned to persons interested. As regards the prompter dissemination at home of intelligence of change actually made, the matter is receiving attention, and the Board of Trade periodical publication already referred to will afford a convenient channel of communication for the purpose.

6. That Her Majesty's Diplomatic and Consular officers abroad should use their best efforts to place British subjects on a not less favourable footing than foreigners in search of Concessions or other commercial enterprises.

With regard to this matter, you may refer to the printed correspondence inclosed, from which it will be seen that instructions in this sense have already been sent to Her Majesty's Diplomatic Representatives abroad. The despatches from Sir R. Morier, Sir E. Thornton, and Sir E. Monson, of the 22nd April, 1st May, and 8th January, respectively, have, however, an important bearing on this question. They showed the limitations which

must be imposed on diplomatic action of this nature, and Lord Rosebery believes that the force of their observations cannot fail to be appreciated.

7. That any such enterprises should be at once reported home by Her Majesty's Representatives.

Instructions in this sense have already been issued.

8. That Consuls be chosen from men possessing commercial qualifications and technical knowledge, and that Commercial Clerks should be appointed to all Consulates.

This is a matter that requires, and is entitled to receive, further and careful consideration, as does any other practical proposal for increasing the efficiency in commercial matters of the Consular Service; but it must be borne in mind that the duties and qualifications required of Consuls are both numerous and varied, and that commercial matters constitute a part only of their work.

With regard to the appointment of Commercial Clerks, it must be remembered that the Consuls have to select their own Clerks, and have to pay them out of their office allowances. Many, no doubt, do employ Commercial Clerks, but to insist upon their all doing so would lead to a very large increase of expense.

9. That the names and addresses of Consuls abroad, and their office hours should be made public.

Information respecting the above is to be found in the Foreign Office List and the official directories; and the attention of Her Majesty's Consuls shall be called to the point, in order that full publicity on the spot may be secured.

10. That Trade Reports should appear more frequently and regularly, and that copies of them should be sent to trade journals.

Trade Reports will in future be published separately as soon as they have been received, and all possible promptitude will be used in obtaining them. They are sent, as soon as they appear, to Chambers of Commerce and the leading newspapers.

11. That Diplomatic and Consular Reports should give fuller details on the industry and the condition of the working classes.

Increasing attention has been of late years paid in official Reports to these subjects, and the importance of procuring full information regarding them will not be lost sight of.

12. That samples of goods be sent home with the Reports.

Instructions have already been sent abroad to many of Her Majesty's Consuls to forward samples of the manufactured goods chiefly in demand in the countries where they reside.

13. That changes of classification of goods be noted, and decisions of Commercial Tribunals reported.

This is already done, but the attention of Consuls shall again be called to the point.

14. That Commercial Attachés be appointed to Embassies and Legations.

This suggestion was fully discussed in a debate in the House of Commons last Session. Its adoption would involve considerable expense, and until more powerful reasons can be shown than those hitherto adduced on behalf of such a proposal, the Secretary of State cannot pronounce in its favour. You will find the arguments respecting it considered in a Memorandum which will be printed in the papers to be laid before Parliament.

15. That Consuls should assist in recovering debts, and recommend trustworthy lawyers and accountants.

Consuls frequently give such assistance as far as their position permits, but, as their support is very apt to be asked for unjust or fictitious claims, no general instruction can be given on the subject. Moreover, their interference in litigation is obviously a matter of much delicacy.

16. That Consuls should report what means other countries adopt to push their trade.

This they already do, and will no doubt continue to do.

17. That Consuls, when at home on leave, should visit centres of British manufacture, and acquire technical knowledge.

This suggestion has already been acted upon in several cases, and Consuls will be encouraged, in certain cases, to pay such visits. At the same time, it is fair to bear in mind that a Consul's leave is his holiday, and it would not be reasonable to insist upon his devoting his leisure to work of this nature. If such a practice were made generally obligatory, questions would arise regarding the extension of Consular leave, and the incurring of considerable additional expenditure, neither of which courses the Secretary of State, as at present advised, is satisfied it would be politic to adopt.

18. That they should report on the solvency of business houses, and how far credit may safely be given.

Lord Rosebery sees great difficulty in the practical application of this suggestion, for reasons which must be obvious to all business men.

Such a course might open a door to all kinds of misapprehension, complaint, and possibly even litigation, and is one which cannot properly be made the subject of any general direction.

19. That a Special Department of the Foreign Office be charged with the prompt collection publication, and diffusion of important information concerning commercial and industrial affairs.

These duties, so far as they fall within the sphere of the Foreign Office, are already discharged, and, it is believed, in a manner satisfactory to the commercial community, by its Commercial Department. The new arrangements which are now being made for the better arrangement and speedier publication of Reports, taken in conjunction with the periodical about to be issued by the Board of Trade, will (it is hoped) have the effect of giving effect to the wishes expressed for a somewhat prompter publication of commercial intelligence.

20. That Her Majesty's Consuls should act as quasi-Public Prosecutors in cases of trade mark infringement, &c.

This duty is one which, in Lord Rosebery's opinion, could not be properly assigned to Her Majesty's Consuls, being, as it is, essentially the work of not only a lawyer, but a lawyer possessed of special technical knowledge of such matters. Consular officers could not be expected to execute the function with satisfaction either to themselves or to them whose interests they might be attempting to represent.

21. That the Commercial Department of the Foreign Office be assisted by a Council of Advice, to be composed of persons chosen from the Chambers of Commerce, and that it should work in co-operation with a similar Department in the Colonial and India Offices.

It is already the practice of the Commercial Department of the Foreign Office to consult Chambers of Commerce and other commercial bodies on matters in which their opinion may be of value or assistance. It would not add to the freedom or facility of these communications to add a further organization to the public offices indicated.

22. That Consuls should be placed in direct communication with Chambers of Commerce.

This would overtax the Consuls, who could not keep up two or more sets of communications. Such inquiries can be, and are, conducted through the Foreign Office, with, it is believed, general satisfaction to the interests concerned.

23. That Consuls should cultivate a "closer personal touch" with traders in their district.

This suggestion is too vague to be capable of embodiment in specific instructions, but the Foreign Office has every reason to believe that the general wish of Consular officers is to be in close and cordial relations with the British commercial community in which they are placed. Such has long been the spirit of the instructions they have received from the Department.

24. That Consuls be allowed to pay for early statistical information.

It is not possible to lay down any general rule upon this subject, but each application will, as hitherto, be considered upon its merits, with due regard to economy. In some cases the expenditure may properly be allowed, but it is obvious that if a general authority were given to Her Majesty's Consuls to purchase statistics at the public expense, a very heavy annual expenditure might be incurred, over which it would be difficult to exercise any control.

In addition to the above suggestions, the shipping community have urged the earlier communication of quarantine intelligence, and arrangements have accordingly been made*) for the more prompt transmission home of foreign Quarantine Regulations and restrictions, and for their daily transmission through the Board of Trade to Lloyd's and to the "Mercantile and Shipping Gazette." By this means the insufficient publicity which has been thought to arise from the fact that such notices have hitherto been

*) See Annex (A).

published only twice a-week in the "London Gazette" will for the future be avoided.

Various changes have also been directed to be carried out in the publication and classification of the Reports issued by the Foreign Office, which will, it is hoped, render them more generally useful to the commercial community, and secure from the public a larger and fuller appreciation of their substantial merits.

The above observations, as well as the correspondence sent herewith to you, and the Memorandum and other papers which will shortly be published, will, Lord Rosebery trusts, lead you to recognize that his Lordship has gone as far as he properly can at present with a view to carrying into effect such of the proposals submitted to him as are practicable and reasonable. Some of them have been already anticipated by existing instructions, while as regards those which do not appear capable of adoption at present, he feels satisfied that the reasons given above will suffice to show why they are not deemed feasible.

It is not within the province of this letter to discuss how far British merchants and manufacturers can assist themselves in the development of their trade with foreign countries; and it is obviously impossible for a Government to take the place of individuals and undertake work which should properly be left to, and can better be discharged by, private enterprise. Her Majesty's Government can only to the best of their power carry out the plans which occur to or are brought before them, by which British Agents in foreign countries can legitimately assist British traders. They are fully prepared to do so, both by the selection of the most competent men as their officers, and by instructing and encouraging them to lose no opportunity of reporting intelligence of value, of assisting by information and advice their countrymen abroad, and of suggesting means by which, in their opinion, British trade can be promoted. Much has already been done in this direction, and if more can be done, this can be effected only by the active co-operation and assistance of the commercial community, who have the best means of knowing in what form the help they desire can best be given.

All practical suggestions will be welcome, and every effort will be made to turn them to account. But it must be remembered that official action has its legitimate sphere, that there are kinds of assistance which, however beneficial they might prove to individual traders, cannot be given by public officers without risk, not only to their own character and position, but even to the dignity of the Government they serve.

It must also be remembered that every addition to a Consul's duties, and every Report compiled, posted, and published, causes an increase of expenses which have to be defrayed from public funds; and that it is the duty of the Secretary of State to take care that no serious permanent increase is made to the estimates except in accordance with the deliberate desire of Parliament, and to maintain a clear distinction between what are essentially public and merely private interests.

I have only, in conclusion, to add that Lord Rosebery is confident that by the full discussion and consideration which the matter has now

received, the energies of Her Majesty's Agents abroad will be still further stimulated, while the steps now taken by this Department, and to which I have already referred, will tend to the permanent benefit of British trade.

I am, &c.

(Signed) *J. Bryce.*

No. 5.

Circular addressed by the Earl of Rosebery to Her Majesty's Representatives abroad.

Sir,

Foreign Office, July 31, 1886.

You are doubtless aware, from the frequent discussions which have lately taken place, that the question as to what further assistance, if any, can be rendered by Her Majesty's Diplomatic and Consular officers abroad to British subjects engaged in trade, and to commercial enterprise generally, has for some time past been engaging the earnest consideration of Her Majesty's Government.

In the spring of the present year, various representations were addressed to this Office by persons interested in the question, but in order the more fully to elicit the views entertained by the commercial classes on so important a question, I directed that a letter should be addressed to the Association of Chambers of Commerce, as well as to other leading Chambers not incorporated with the Association, inviting them to submit any practical suggestions they might think fit to offer. Their replies, together with the earlier representations referred to, will be found under the headings I and IV of the printed Correspondence inclosed.

It will be seen that most of these recommendations were directed to the manner in which the Consular Corps, more particularly, might render greater assistance than hitherto to British merchants. I accordingly gave directions that a selection of these proposals should be forwarded to the Consular officers resident at the ports where the best opportunities exist for forming a sound opinion, in order that they might submit any remarks they had to offer on the possibility of carrying them into practical effect. Their replies, in which I may observe that there exists a remarkable unanimity of opinion on the chief questions of principle involved, will also be found in the printed correspondence.

I have to call your attention to the Memorandum which has been drawn up by Mr. Bryce, and which deals with the various representations which have been made on this subject.

Lastly, I inclose, for your information, a copy of a Circular letter that has been addressed to the Commercial Bodies whose suggestions were invited, and of the correspondence which has passed between this Department and the Board of Trade. This letter will place clearly before you the views of Her Majesty's Government on these questions, and on the practicability of the plans proposed. They are indeed anxious that every assistance that British traders can reasonably ask for should be rendered to them by Her Majesty's Diplomatic and Consular Agents. They observe with pleasure, but without surprise, from this correspondence, that members

of both Services displayed the greatest readiness to afford their hearty co-operation in attaining the object in view. All that is therefore needed is a continued activity, not only in pursuing the methods hitherto adopted, but in discovering any others that can legitimately be employed.

It is obvious that a matter of such importance cannot be deemed to have been finally disposed of during the comparatively brief consideration that Her Majesty's Government have been able to bestow upon it. Action must, moreover, be manifestly regulated by considerations of time and place. It is, therefore, not merely difficult, but inexpedient to attempt to lay down hard and fast rules for handling such questions. You will, however, find sufficient indication of what it is possible and expedient to do at once, as well as of the views of Her Majesty's Government on the whole question, in the Memorandum and correspondence herewith inclosed. The principles there stated are, it is believed, those on which the Diplomatic and Consular action in commercial matters of this country has generally proceeded; and you will, in following those lines, be able to dispel any misapprehensions that have existed among the mercantile community as to what is being done and can be done by members of your Service for their benefit. They will, it is hoped, be satisfied, by what has been said and by the directions given, that there exists an earnest desire on the part of Her Majesty's Government to accord to British enterprise all the assistance it can properly receive, and that nothing will be wanting on your part to carry out this purpose with zeal and judgment.

I am, &c.

(Signed) *Rosebery.*

No. 6.

Circular addressed by the Earl of Rosebery to Her Majesty's Consuls.

Sir,

Foreign Office, July 31, 1886.

You are doubtless aware, from the frequent discussions which have lately taken place, that the question as to what further assistance, if any, can be rendered by Her Majesty's Diplomatic and Consular officers abroad to British subjects engaged in trade, and to commercial enterprise generally, has for some time been engaging the earnest consideration of Her Majesty's Government. In the spring of the present year various representations were addressed to this Office by persons interested in the question; but in order the more fully to elicit the views entertained by the commercial classes on so important a question, Lord Rosebery directed that a letter should be addressed to the Association of Chambers of Commerce, as well as to other leading Chambers not incorporated with the Association, inviting them to submit any practical suggestions they might think fit to offer. Their replies, together with the earlier representations referred to, will be found in the printed correspondence inclosed.

A selection of the representations received was forwarded to the Consular officers resident at the posts where the best opportunities existed for forming a sound opinion, in order that they might submit any remarks they had to offer on the possibility of giving practical effect to these suggestions.

Their replies, together with the earlier representations referred to, will be found under the headings I and IV of the printed correspondence.

I am directed by Lord Rosebery to call your attention to a Memorandum which I have prepared, and which deals with the nature of the complaints made respecting and the means which have been suggested for the improvement of the existing practice, and also to draw your attention to the Circular letter to the Association of Chambers of Commerce and other commercial bodies, and to the correspondence which passed between this Department and the Board of Trade on the subject. This Circular letter will place before you clearly and categorically the views of Her Majesty's Government respecting the extent to which the various suggestions that have been submitted to them can be adopted. I may call your attention in particular to what is said in that letter with reference to the suggestions numbered 3, 5, 7, 9, 11, 13, 16 and 23.

You will gather from this correspondence that the Board of Trade concur in a suggestion which was made on behalf of this Office by myself at the annual meeting of the Associated Chambers of Commerce in February last, and have determined to publish monthly an official commercial paper. It is not contemplated that this publication should in any way interfere with the annual Trade Report, which it is at present part of your duty to prepare, but it is very desirable that items of commercial interest, in the form of short notes, should be from time to time forwarded by you to this Office in despatches. Such information could be conveniently disseminated by means of this new periodical, and with greater rapidity than if it were held back till all the material necessary for the annual Report were available. There is no reason why such information should not, however, be ultimately incorporated in your annual Report.

Among such items you will, of course, continue to mention, as directed by the existing instructions, any contracts or concessions for which British subjects may compete with hope of success.

With regard to your annual Trade Reports, Lord Rosebery feels confident that you will recognize the importance of preparing them at as early a date as possible after the termination of the period on which you are reporting. His Lordship is well aware of the difficulties which Her Majesty's Consuls, in certain countries, experience in consequence of the delay in the publication of official statistics. In many cases it may be better to report without awaiting these statistics; but if you find yourself involved in an inevitable delay, you will do well to mention in your Report the causes which have led to it.

In other respects his Lordship believes that existing instructions, if carefully attended to, are sufficient for your guidance. Arrangements have been made for the immediate publication in this country of all Reports, both Diplomatic and Consular, Annual and Miscellaneous, as separate papers out of as well as during the Parliamentary Session.

With regard to the transmission home of patterns and samples of goods mentioned in your Trade Reports, you will find in the correspondence an instruction which has been issued to Her Majesty's Consular officers in some of the more remote countries. The principle is one which may with

advantage be encouraged generally, when any special advantage is likely to accrue; but care should, of course, be taken to incur no considerable expenditure on this account without previous sanction from the Secretary of State.

You will gather from the correspondence that Her Majesty's Government are anxious that every assistance that British traders can reasonably ask for should be rendered to them by Her Majesty's Diplomatic and Consular Agents. They observe with pleasure, but without surprise, from this correspondence, that members of both Services displayed the greatest readiness to afford their hearty co-operation in attaining the object in view. All that is therefore needed is a continued activity, not only in pursuing this object by the methods hitherto adopted, but in discovering any others that can legitimately be employed.

It is obvious that a matter of such importance cannot be deemed to have been finally disposed of during the comparatively brief consideration that Her Majesty's Government have been able to bestow upon it. Action must, moreover, be manifestly regulated by considerations of time and place. It is, therefore, not merely difficult, but inexpedient to lay down hard and fast rules for handling such questions. You will, however, find sufficient indication of what it is possible and expedient to do at once, as well as of the views of Her Majesty's Government on the whole question, in the Memorandum and correspondence herewith inclosed. The principles there stated are, it is believed, those on which the Diplomatic and Consular action in commercial matters of this country has generally proceeded; and you will, in following those lines, be able to dispel any misapprehensions that have existed among the mercantile community as to what is being done and can be done by members of your Service for their benefit. They will, it is hoped, be satisfied, by what has been said and by the directions given, that there exists an earnest desire on the part of Her Majesty's Government to accord to British enterprise all the assistance it can properly receive, and that nothing will be wanting on your part to carry out this purpose with zeal and judgment.

I am, &c.

(Signed) *J. Bryce.*

Annexes.

(A.)

Circular addressed by the Earl of Rosebery to Her Majesty's Representatives abroad.

Sir,

Foreign Office, July 10, 1886.

The attention of Her Majesty's Government has recently been called to the importance attached by the shipping community of this country to the prompt receipt of early and accurate information with regard to the imposition or removal of quarantine on British arrivals in foreign countries.

It has not unfrequently happened that both Her Majesty's Diplomatic and Consular officers have forwarded to this Office notices relating to quarantine which may have been brought to their knowledge; considerable

confusion and often much unnecessary expense are thus caused by the transmission of similar intelligence from different Legations and Consulates in the same country.

It is understood that in most countries Regulations regarding quarantine are issued by the Government at the capital, and they would consequently be more easily and more quickly obtainable by Her Majesty's Embassies or Legations than by the Consular officers at the ports or elsewhere.

It appears, therefore, to Her Majesty's Government that the easiest and quickest course would be that, in future, Her Majesty's Ambassadors and Ministers should take steps to obtain the earliest communication of any intelligence relating to quarantine which would affect British shipping, and that they alone should transmit to this Office, by telegraph, in Code, a short summary of that information, forwarding at the same time, by post, the exact text and translation of the Regulations which have been communicated to them.

I have, accordingly, to instruct you to comply in future with this suggestion, and forward direct to this Office all the information which you may receive.

It will be advisable that you should instruct Her Majesty's Consuls in the country in which you reside in the sense of this despatch, and I inclose spare copies for transmission to them. It may be, moreover, of advantage that the Consuls should keep you fully informed, by telegraph or by post, of the Regulations respecting quarantine, which may be issued at the ports where they reside, in order that you may be able thereby to check the information received from the Central Government, and, if necessary, acquaint Her Majesty's Government of any difference of practice which may exist at various ports.

Her Majesty's Government trust that the adoption of this system will both assist the shipping community of this country and relieve Her Majesty's Agents abroad from the necessity of addressing representations to foreign Governments in cases where considerable hardship arises from the dispatch of vessels from this country in ignorance of the Quarantine Regulations prevailing abroad.

I am, &c.

(Signed) *Rosebery.*

(B.)

Circular addressed to certain of Her Majesty's Consuls.

Sir,

Foreign Office, July 22, 1886.

I am directed by the Earl of Rosebery to inform you that Mr. Spence, Her Majesty's Consul at Taiwan, recently sent home, with his Commercial Report, samples of various cotton cloths manufactured in China for native use, together with cards tinted so as to show the various colours and tints of the cloths worn. Full details as to the length and breadth per piece, the price, the mode of packing in bales, &c., were also given.

The samples were exhibited at the various Chambers of Commerce, where they excited great interest and attention. The specimens were im-

mediately matched; and it is believed that much advantage to British trade will follow.

I am directed by Lord Rosebery to instruct you to forward a similar Report respecting your Consular district, and so far as you can respecting the country in which you reside, with special reference to the tastes and requirements of the inhabitants.

You should give in your Report full and careful descriptions of the articles you mention, and send, if possible, samples of them, making, at the same time, any suggestions which may appear to you likely to be useful for the guidance of British merchants and manufacturers.

The samples could probably, in most cases, be procured without expense through the courtesy of those from whom you obtain your information; but where this is not the case, and the circumstances appear to you to justify it, Her Majesty's Government will not refuse to sanction the very moderate expenditure which you would find it necessary to incur for this purpose.

It is hoped that, by compliance with these directions, much may be done in the way of developing British industry and trade through the opening up of new markets for British goods and commercial enterprise.

You will give instructions in the sense of this despatch to such of the Vice-Consuls within your district as you may consider able to render assistance of the kind indicated.

I am, &c.

(Signed) *J. Bryce.*

22.

SERBIE, BELGIQUE, DANEMARK, SUÈDE, NORVÈGE,
PORTUGAL, ESPAGNE, PAYS-BAS, FRANCE, AUTRICHE-
HONGRIE, GRÈCE, ITALIE, RUSSIE, ALLEMAGNE.

Correspondance et rapports sur la législation des pays respectifs en matière de la responsabilité des propriétaires ou armateurs pour dommages en cas de perte ou accident de navires; du 7 septembre 1896 au 7 janvier 1897.

*Parliamentary Papers ordered, by the House of Commons, to be printed.
Mai 1897.*

Return giving Particulars respecting the Legal Limitation, in various European Countries, of Vessels under their Flags for Damages resulting from Loss or Accident.

Circular issued from Foreign Office to many of Her Majesty's Representatives Abroad.

Commercial.

Foreign Office, 7 September 1896.

I transmit herewith a copy of a letter and its enclosure from the Board of Trade respecting the legal limitation in European countries of the responsibility of vessels under their flags, against which vessels damages resulting from loss or accident are claimed, to the value of such vessels.

I have to request you to send home a report, in a form suitable for presentation to Parliament, setting forth the state of the law in regard to such matters in the country to which you are accredited, and, if necessary, citing briefly any leading decisions which may have been come to in the law courts in contested cases.

I am, &c.

(for the Marquess of Salisbury)

(Signed) *George N. Curzon.*

To Her Majesty's
Diplomatic Representatives
in certain Countries.

Enclosure, No. 1.

Board of Trade to Foreign Office.

Sir,

7, Whitehall Gardens, 15 August 1896.

I am directed by the Board of Trade to transmit to be laid before the Marquess of Salisbury, a copy of a question recently addressed to the President in the House of Commons by Sir E. Hill with regard to the law obtaining in certain European countries as to the liability of their ships

in the case of damages resulting from loss or accident, and also a copy of the reply given by Mr. Ritchie thereto.

A note has now been received from Sir E. Hill, asking that inquiries may be made in the different maritime countries as to the provisions of the law of shipowners' liability in each case, and suggesting that the information so obtained should be presented to Parliament.

I am accordingly to request you to move Lord Salisbury to be so good, if his Lordship sees no objection, as to cause a communication to be addressed to Her Majesty's representatives in these countries with a view to obtaining the required particulars.

I have, &c.

(Signed) *Francis J. S. Hopwood.*

Enclosure, No. 2.

Question asked in the House of Commons, and Answer, 21st July.

Sir Edward Hill,—To ask the President of the Board of Trade whether he is aware that many European states do by law limit the responsibility of vessels under their flags, against which damages resulting from loss or accident are claimed, to the value of such vessels?

And whether in such instances all rights to recover such damages, when ascertained, are against the vessel only?

Answer.

Mr. Ritchie,—I am aware that in many European states there is a law of the nature referred to by my honourable friend, but the exact effect of the provisions or the several statutes is a question of difficult legal construction, as to which I am not prepared to express an authoritative opinion.

[Replies received to the foregoing Circular.]

1.—*Servia.*

Commercial.

(M. 16,360.)

My Lord,

Belgrade, 18 September 1896.

With reference to your Lordship's Commercial Circular of the 7th instant, requesting me to furnish a report setting forth the state of the law in *Servia* in regard to the legal limitation of the responsibility of *Servian* vessels against which damages for loss or accident are claimed, I have the honour to state that it results from inquiries that have been made by Mr. Consul Macdonald that no special law exists in this country limiting the responsibility of vessels under the *Servian* flag. Any claim for loss or damage would be tried under the general law, and the courts would assess the

amount of damages from the report of their surveyors. The right to recover damages would be against the owner, and not against the vessel only.

No important case has yet come before the Servian courts.

I have, &c.

The Marquess of Salisbury, K.G.,
&c. &c. &c.

(Signed) *Edmund Fane.*

2.—Belgium.

Commercial.

(M. 16,513.)

My Lord,

Brussels, 17 September 1896.

On receipt of your Lordship's Despatch (Circular) of the 7th instant I requested Mr. Fraser to inquire and prepare a short report on the law of Belgium in regard to the limitation of the responsibility of vessels causing loss to other ships to the value of such vessels.

I have now the honour to enclose the interesting report which Mr. Fraser has drawn up on information procured by him from the Director General of the Belgian Marine Bureau here.

I have, &c.

The Marquess of Salisbury, K.G.,
&c. &c. &c.

(Signed) *F. R. Plunkett.*

Enclosure in No. 2.

Law of Belgium on the Limitation of Liability of Vessels causing Collision, &c.

Belgian law does not limit the liability of vessels, in the case of claims for damages resulting from loss or accident, to the value of such vessels; but, in terms of Article 7 of the second section (containing the Maritime Code) of the Belgian Commercial Code, which embodies the Merchant Shipping Law of 21st August 1879, the owners of such vessels may, in every case, discharge their liability to pay damages to injured parties by handing over to the latter such vessels and their freight; and, in such cases, all rights to recover such damages when ascertained are against the vessel only, and not against her owners, excepting always the case of a captain being at the same time owner of such vessel, who is held personally responsible for all damage caused by her.

The above-mentioned Article 7 of the Maritime Code runs as follows:—

[Translation.]—"Every shipowner shall be responsible in civil law for the acts of his captain, and bound by the engagements contracted by him, in so far as concerns the vessel and her shipment.

"Every shipowner may, in every case, acquit himself of such liability by handing over the vessel and her freight.

"Nevertheless, the right to thus acquit himself shall not be accorded to such individual as shall be at the same time captain and owner or part-owner of the vessel. And if the captain be only part-owner, then he shall be held liable for the engagements he contracts, in

so far as concerns the vessel and her shipment, in proportion only to his proprietary interest in her.

"The handing over of such vessel to claimants for damages shall not prejudice the right of the owner or part-owner to claim as against their underwriters."

Jurisprudence.

The leading case of the simplest kind, where both vessels concerned are of Belgian nationality, may be resumed as follows:—

Belgian Government Pilot Vessel v. an Ostend Fishing Boat, 1881.—In 1879 an Ostend fishing boat ran down and sank a pilot vessel belonging to the Belgian Government. In consequence of this accident, an action was brought by the Belgian Government against the owner of the Ostend fishing boat, and by a judgment of the Tribunal of Commerce at Ostend, dated 6th November 1879, the owner of the fishing boat was held responsible for the collision, but was permitted to discharge his liability by handing over to the owners of the pilot vessel his fishing boat, along with every article on board at the time of the collision, although the damages resulting to the Belgian Government were declared to be vastly in excess of the apparent value of the fishing boat and its contents.

Government appealed twice against this decision, which was, however successively confirmed, both by the Court of Appeal at Ghent (Judgment, dated 18th June 1881), and by the Supreme Court of Appeal in Brussels (Judgment, dated 24th November 1881).

The Supreme Court, in rejecting the appeal from the courts below, supported its decision by the three following considerations:—

"Whereas, in terms of the law of 19th June 1855, reproduced by Article 7 of the law of 21st August 1879, every shipowner being responsible in civil law for the acts of the captain of his vessel, and bound by the engagements contracted by the captain, in so far as concerns the vessel and her shipment, may, in every case, discharge such liability by handing over his vessel and her freight;

"And whereas, if this exception to the rules of common law is to be strictly construed, it must none the less carry with it the full meaning of its terms;

"And whereas, in the interests of merchant shipping, this exception limits the liability of every shipowner to the handing over of his vessel and her freight, whoever the party may be, personal or corporate, trader or non-trader, who brings the action"

The leading case in which a foreign vessel is sued by a Belgian vessel for a collision and sinking in Belgian waters, is that of the British ss. "Biela," v. the Belgian ss. "Vena," 1892. The British steamship "Biela" collided with and sank the Belgian steamship "Vena" (owned by J. Cockerill et Compagnie of Seraing) on 16th April 1888. As a result of the trial to determine the responsibility, which was decided against the "Biela," her

(British) owners wished to discharge their liability by handing over their vessel to the owners of the "Vena;" the latter, however, refused this tender, claiming full pecuniary damages to the amount of their loss as awarded by the court; and a further civil action was the result.

On 23rd July 1892 the Civil Tribunal at Antwerp delivered its judgment, declaring the above tender sufficient to meet the liability; and the most important considerations given in support of this decision were as follows:—

"In dealing with the claim for full payment of damages;

"In so far as concerns the exception made in the matter of the judgment of the court below:—

"Whereas, in terms of Article 1351 of the Belgian Civil Code the judgment of a law court cannot be invoked as proof of the existence of liability, excepting as regards the precise question which has been at issue up to the delivery of the judgment; and whereas, during the lengthy discussion of this case, the only question at issue was to discover whether, and to what extent, the collision which caused the loss of the ss. 'Vena,' should be ascribed to an error committed by the captain to whom the shipowners had entrusted the 'Biela;' and whereas the recognition of this error entails the declaration of the 'Biela's' liability and the obligation to repair the resulting damage, but, at the same time, does not exclude the right to have recourse, for the purpose of discharging such obligation, to the method of acquitting this obligation which has been admitted into Belgian law by favour accorded to merchant shipping;

"And, in so far as concerns the refusal of the tender made, on the ground that the British owners of the ss. 'Biela' should not be permitted to evade the provisions of the law of their own flag:—

"Whereas, in terms of Article 1998 of the Belgian Civil Code, a principal is bound to implement contracts made by his agent, but only in so far as such contracts are covered by the powers assigned to the agent; and whereas, as regards anything beyond these powers, a principal is only bound by his agent's acts, in so far as he has ratified such acts either expressly or tacitly; and whereas it is quite certain that the owners of the steamship 'Biela' did not instruct the captain of the 'Biela' to run down the ss. 'Vena,' and that therefore there can be no question of any obligation under the law of contracts;

"And whereas the present can only be a case of liability in civil law, resulting either from the incapacity of the ship's officers (as in Article 1884 of the Belgian Civil Code), or from the ownership of the object which causes the tort (as in Articles 1385 and 1386); and whereas Article 7 of the Belgian Merchant Shipping Law of 1879 (above-quoted) distinguishes between engagements contracted and errors committed, and declares a shipowner to be only responsible in civil law for the acts of his captain;

"And whereas the fact, that the right to discharge such liability by handing over the vessel and her freight (accorded in the same Article 7 of the Belgian law) is not admitted in British law, has not been contested in the present suit;

"And whereas, for that part of it, there can be no doubt of the propriety of executing a judicial decision rendered by a Belgian judge in conformity with Belgian law; and whereas there is no motive that could justify the exclusion of a foreigner from the disposition which Belgian law admits, in the interests of public utility, to modify the execution of such decision;

"On the above ground, the court sets aside every contrary conclusion alleged against the owners of the ss. 'Biela,' declares sufficient their tender to hand over the ss. 'Biela,' not only along with the net freight received for the voyage when the collision took place, but along with all the profits realised since that time by the working of the ship, after deduction of the actual expenses of working and maintenance"

(Signed) *Edmund Fraser.*

3.—Denmark.

Commercial.

(M. 16,668.)

My Lord,

Copenhagen, 25 September 1896.

With reference to your Lordship's Despatch, marked Circular of this series, of 7th September, requesting me to send home a report respecting the legal limitation in Denmark of the responsibility of vessels under their flags, against which vessels damages, resulting from loss or accident, are claimed, to the value of such vessels, I have the honour to enclose herewith, in translation, extracts from the maritime law of 1st April 1892, from which it appears that, practically, all rights to recover damages by loss and accident (particularly in cases of collisions), are solely against the vessel and the freight.

I have, &c.

The Marquess of Salisbury, K.G.,
&c. &c. &c.

(Signed) *Charles S. Scott.*

Enclosure in No. 3.

Extract from the Danish Maritime Law ("Sølov") dated 1st April 1892.

Section 7.—Provided it be not otherwise enacted by this law, the shipowner is personally responsible, that is with all his means, for all liabilities which he either himself or through others, incurs.

For claims arising from the skipper breaking or not fulfilling any contract which has been entered into by the owner himself, or under authorization from him, and the fulfilment of which was incumbent upon the skipper, as also for liabilities undertaken by the skipper, as such, and

not under any special power of attorney from the owner, the owner is only responsible with the "ship's property," that is, with the vessel and the freight, the owner, however, being always responsible, personally, for the claims of the crew under contracts of hire and service.

Section 8.—For damages caused by faults or negligence in the service on the part of the skipper or any of the crew, the owner is responsible with the vessel and freight. This also holds good in respect of damages caused by any person who, although not belonging to the crew, is working in the service of the vessel.

For what the owner thus shall have to cover, he may call upon the person who has caused the loss for indemnification.

Section 220.—In case of loss or damage arising to vessel or cargo by collision between vessels, if the fault is solely with the one party, that party is bound to make good the whole loss.

In case of both parties being in fault, the court shall take the importance and quality of faults committed on both sides into consideration, and shall decide accordingly whether, and in what proportion, the total loss shall be divided between the parties, or whether each vessel shall have to bear its own loss.

In deciding the question as to being in fault, the court has especially to consider whether the parties had sufficient time to consider how to act, or not.

Section 221.—If the collision is purely accidental, or if it cannot be proved to have been caused by the fault of any of the parties, each vessel is to bear its own loss.

Section 222.—For the damages which, according to Section 220, are to be made good, the owner is responsible with his vessel and freight, provided the collision be caused by any person for whom he is responsible according to Section 8.

4.—Sweden and Norway.

Commercial.

(M. 20,245.)

My Lord,

Stockholm, 26 October 1896.

In compliance with the request contained in your Lordship's Circular Despatch of this series of the 7th ultimo, I have the honour to transmit herewith the enclosed Reports setting forth the state of the laws both in Sweden and Norway, with regard to the liability of vessels under their flags, in the case of damages resulting from loss or accident.

I have, &c.

The Marquess of Salisbury, K.G.,
&c. &c. &c.

(Signed) J. Pakenham.

Enclosure 1 in No. 4.

Report on the Liability of Swedish Vessels in the case of Damages
resulting from Loss or Accident.

The principal rule laid down in Section 7 (Section 1) of the Swedish Maritime Law, is to the effect that, unless otherwise provided for in the said Law, the owner of a ship is personally responsible, that is to say with all his property, for each and every engagement which he may himself undertake or which any other person on his behalf may undertake with respect to the ship.

The following rules are exceptions to the above rule, or apply to such other cases where the owner's liability is limited to ship and freight, viz. :—

I. For claims based upon neglected, improper, or wrong fulfilment of engagements, which the owner himself or any other person on his behalf may have entered into, the carrying out of which has been the duty of the master, in his capacity as such, and also for engagements which the latter in capacity of master but not on the strength of a special power from the owners has undertaken, the owner shall only be responsible with ship and freight. The owner shall, however, be personally responsible for the crew's claims based on the agreements made by the master (Section 7, Section 2).

II. The owner is responsible with ship and freight for damage through fault or neglect in the service on the part of the master or any of the crew. This law will equally apply in cases where the damage is caused by some person not being a member of the crew but doing ship's service or working on board (Section 8).

III. If, in case of need, the master raises a loan for the continuation of the voyage, or for the preservation of the cargo, or for the further conveyance of the cargo, and for any of the said purposes signs a Bottomry-Bond in the manner herein below mentioned, pledging ship, freight, or cargo, the creditor shall, for the payment of his claim, only have to hold himself to the property thus pledged at the termination of the voyage (Section 174, Section 1).

IV. For any average contribution to be taxed on property, the owner shall only be responsible with the said property but not personally (Section 216).

V. Any person salvaging any wrecked or distressed ship, or her cargo, or anything which has belonged to any such ship or her cargo, as well as everyone assisting in any such salvage, shall have the right to receive salvage compensation out of the salvaged property (Section 224, Section 1).

The rules laid down under the above Sections I. and II. are exceptions in the strict sense to the main rule; the other instances, again, only refer to the cases where, as already mentioned, the owner's liability is limited to ship and freight.

British Legation, Stockholm,
26 October 1896.

Enclosure 2 in No. 4.

Report on the Liability of Norwegian Vessels in the case of Damages resulting from Loss or Accident, by Mr. A. Stewart MacGregor, Acting Consul-General, Christiania.

For information on the above question I have been referred by the Norwegian Home Department to the Maritime Law of Norway of the 20th July 1893, and more particularly to the following paragraphs of the same:—

Section 7, 8, 216 and 222, compared with Section 268, Section 4. Section 7 (Chapter II, Shipowners) is as follows:—

Provided it is not otherwise determined in this Law, a ship-owner is personally liable, *i.e.*, to the extent of his entire estate, for all liabilities incurred by himself, or on his behalf by other parties.

For claims arising from the omission of the master to perform a contract entered into by the owner or owners directly, or by his or their authority, and which it was the duty of the master to carry out, as well as for engagements which the master, in his capacity as such, and not in consequence of any special authority from the owner or owners, has entered into, the owner or owners shall be liable only to the extent of the estate of the ship (*i.e.*, the ship and the freight*); but the owner or owners are always personally liable for seamen's claims under the articles and contracts of service. In the event of the bankruptcy of the owner or owners, these latter claims shall have the same priority as those of servants for wages due.

Section 8.—For claims arising from loss or damage caused by any fraud, misconduct, or negligence of which the master, officers, or seamen have been guilty while in the service of the owner or owners, the latter shall be liable to the extent of the ship and the freight. The same rule shall apply in respect to loss or damage caused by any person other than the crew employed in the service of the ship.

Whatever the owner or owners have thus to make good can be, by him or them, claimed from the person or persons by whom such loss has been caused.

Section 216.—The owner of goods on which contribution to average is compulsory shall be liable for contribution to average only to the extent of such goods, and shall not be under any personal liability.

Section 222.—For the compensation which shall be given in accordance with Section 220**), the owners shall be liable to the extent of the ship and the freight, provided the collision has been caused by any person for whom they by virtue of Section 8 are responsible.

*) As regards a maritime lien for such claims see c. XI. of same laws.

**) Note 2. Re damages to ship or cargo from collisions.

Section 268.—A maritime lien upon the ship and the freight shall attach to the following claims:—

1. Pilotage, salvage, and expenses incurred in rescuing a ship from enemies.
2. The claims of the master and the crew for wages and other remuneration to which they are lawfully entitled for service on board the ship.
3. Claims for contribution to general average and expenses to be apportioned according to similar rules (Section 161, 2nd section, and Section 218, 2nd section), bottomry claims, and the claims of the owners of the cargo for goods sold during the voyage for the requirements of the ship.
4. Claims arising from obligations undertaken by the master in his capacity as such, or for the non-fulfilment of contracts concluded by the owners of the ship, personally or by deputy, and which it was the duty of the master to fulfil (*see* Section 7); claims for compensation for damage caused through the fault or negligence of any person employed on board in the service of the ship (*see* Section 8); and the claims of the master for money paid out, or undertaken to be paid by him, for the purpose of covering the expenses of the ship.

A maritime lien upon the ship shall also include the apparel of the ship, but not provisions, fuel, coal, or other engineers' stores. A maritime lien upon the freight shall attach to the gross freight for the voyage from which the claim originates.

A maritime lien for a bottomry claim shall attach to the ship, or the freight, or both, according to the wording of the bottomry-bond (*see* Section 175).

I may perhaps mention that by order of the Department of the Interior an interesting collection of laws, &c., relating to commerce and shipping of this country, was published in 1890 for the use of the United Kingdoms of Norway and Sweden.

A special feature of the said collection is that it has been issued with the Norwegian text and an English translation of the same printed side by side on alternate pages throughout the work.

The Maritime Law of Norway, of 20th July 1893, has also been published in Norwegian and English, and is thus accessible to British readers.

I have made careful inquiry as to the existence of test cases, and am informed that in such matters no leading decisions have been come to in the Norwegian law courts since the Maritime Law of Norway above referred to came into force.—1st July 1894.

Christiania, 17 October 1896.

(Signed) *A. Stewart MacGregor*,
Acting Consul General.

5.—Portugal.

No. 72.—Commercial.

(M. 20,246.)

My Lord,

Lisbon, 29 September 1896.

In compliance with the instructions contained in your Lordship's Despatch, marked Circular, Commercial, of the 7th instant, I have the honour to transmit herewith a memorandum by Mr. C. O. Thoraton upon the subject of limitation of responsibility in cases of collision at sea.

I have, &c.

The Marquess of Salisbury, K.G.,
&c. &c. &c.

(Signed) *H. G. MacDonell*

Enclosure in No. 5.

Limitation of Responsibility in Cases of Collision at Sea.

The provisions laid down in the Commercial Code of Portugal, with regard to responsibility in cases of collision at sea, run as follows, (Book III, Section vii.)—

Purely accidental collisions, or such as are occasioned by force majeure, confer no claim to compensation.

When one of the vessels is in fault, the damages done must be made good by it.

When both ships are culpable the damages are lumped together, and the total amount shared by the two vessels in proportion to their respective degrees of culpability.

If the collision is brought about through the fault of a third vessel, the responsibility rests with the latter.

When a doubt prevails as to which of two colliding vessels is really to blame, each must make good, at its own cost, the damage it has sustained, but both are jointly responsible for the combined injuries to cargoes or persons.

The responsibility laid by the preceding articles upon the vessels implicated does not relieve the actual authors of the disaster from responsibility towards the sufferers or the shipowners.

Further: On the high seas, between vessels of different nationalities, each one is bound by the prescriptions of the law of its own flag, and cannot lay claim to a higher scale of indemnity than is sanctioned by that law.

Neither in the articles above quoted, nor in the remainder of the code, is the responsibility of the owner of the offending vessel particularly defined as extending to the whole amount of the injury sustained by the other vessel, or as being limited to the actual value of the ship in fault. From inquiries made it would appear that there is no authoritative decision of the Portuguese Courts on record which would resolve the question. The opinions of the best authorities whom it has been possible to consult, without any positive assertion, concur in supposing that such responsibility is practically limited to the value of the offending ship with its cargo.

29 September 1896.

C. C. T.

6.—Spain.

Commercial.

(No. 20,247.)

My Lord,

San Sebastian, 29 September 1896.

With reference to your Lordship's Circular, Commercial, of 7th September, I have the honour to transmit herewith to your Lordship a report respecting the legislation in Spain on the subject of the limitation of the liability of vessels responsible for loss or damage.

I have, &c.

(Signed) *Henry Crofton Lowther.*

The Marquess of Salisbury, K.G.,

&c. &c. &c.

Enclosure in No. 6.

Limitation of Liability of Vessels in Spain.

The Spanish legislation on the subject of the limitation of the liability of vessels responsible for loss or damage is comprised in two Articles of the Spanish Commercial Code, forming part of a series, namely, Articles Nos. 826—839 inclusive, with reference to collisions at sea.

The two Articles in question which deal with the special subject of the limitation of the liability of vessels are Nos. 837 and 838, and run as follows:—

Articulo 837.

La responsabilidad civil que contraen los navieros en los casos prescritos en esta sección se entiende limitada al valor de la nave con todas sus pertenencias y fletes devengados en el viaje.

Translation.

The civil liability contracted by shipowners in the cases prescribed in this section is understood as limited to the value of the vessel, together with her appurtenances and freights acquired during the voyage.

Articulo 838.

Cuando el valor del buque y sus pertenencias no alcanzare á cubrir todas las responsabilidades, tendrá preferencia la indemnización debida por muerte ó lesiones de las personas.

Translation.

When the value of the vessel and its appurtenances shall not be sufficient to cover all the liabilities, claims for compensation for death or personal injury shall rank first.

7.—Netherlands.

Commercial.

(M. 20,248.)

My Lord,

The Hague, 31 October 1896.

With reference to your Lordship's Circular Despatch of this series of the 7th ultimo. calling for a report respecting the legal limitation in the

Netherlands of the responsibility of vessels under the Dutch flag, against which vessels damages resulting from loss or accident are claimed to the value of such vessels, I have the honour to transmit herewith a copy of the reply which I have received from the Netherlands Government to a note which was addressed to them by this Legation in the exact sense of your Lordship's above-named Despatch.

Your Lordship will perceive that the note of Monsieur Roëll contains a statement to the following effect concerning the Netherlands law on the subject in question.

The Netherlands Commercial Code recognises the principle of the Civil Law according to which the property of the debtor serves as security for his liabilities to his creditors.

The law, however, grants the proprietor of a vessel the power to divest himself of his responsibility for the acts and liabilities of the captain of such vessel by abandoning his rights to the latter as also to the value of the freight paid or still to be collected.

The captain, therefore, being responsible for damages caused by the vessel by his fault, as for instance in the case of a collision, it follows that generally the indemnity which the injured party can obtain does not in reality exceed the value of the ship, plus the freight.

Monsieur Roëll adds that he is informed by the Minister of Justice that the above statement is in conformity with the principles of Netherlands jurisprudence.

I have, &c.

The Marquess of Salisbury, K.G.,
&c. &c. &c.

(Signed) *Henry Howard.*

Enclosure in No. 7.

Monsieur le Ministre,

The Hague, 27 October 1896.

En reponse à l'office de M. le Chargé d'Affaires interimaire du 9 Septembre dernier, j'ai l'honneur de vous informer que le Code de Commerce néerlandais reconnait le principe du droit civil, suivant lequel tous les biens du debiteur servent de gage à ses obligations envers ses créanciers.

Toutefois la loi donne la faculté au propriétaire d'un navire de se soustraire par moyen de l'abandon du navire et du fret gagné ou à percevoir à la responsabilité qui resulte pour lui des faits et obligations du capitaine.

Or le capitaine étant responsable du dommage que le navire par sa faute, aurait causé par exemple en cas d'abordage, il s'ensuit que généralement l'indemnité que la partie lésée peut obtenir ne dépassera pas de fait la valeur du navire augmentée du fret.

D'après ce que me mande le Ministre de la Justice, la jurisprudence est conforme aux principes ci-dessus indiqués.

Veillez, etc.

Henry Howard, Esq., C.B.,
&c. &c. &c.

(Signed) *J. Roëll.*

8.—France.

Commercial.

(M. 20,249.)

My Lord,

Paris, 16 November 1896.

With reference to your Lordship's Circular Despatch of this series of 7th September 1896, I have the honour to transmit herewith translation of a report on the limitations prescribed by French Law to the Civil Responsibility of owners of vessels.

This report has been supplied to Her Majesty's Embassy by Dr. Gouhin, an eminent French jurist, as the technical difficulties presented by the subject made it almost impossible for anyone except a legal expert to prepare a satisfactory and complete statement.

I have, &c.

The Marquess of Salisbury, K.G.,
&c. &c. &c.

(Signed) *Martin Gossekin.*

Enclosure in No. 8.

On the Limitations of the Civil responsibility of Shipowners fixed by French Law.

When an action for damages has been brought against the owner of a vessel which has been the cause of loss or accident, French law allows the owner in principal to escape the consequences of the action by abandoning both vessel and cargo (Note 1). By this exceptional provision, the law has intended to protect shipowners, by substituting a real and limited guarantee for the responsibility by common law, which is personal and without limitations.

Let us first lay down the conditions, and secondly the exact extent of this abandonment.

First, on the conditions on which depends the right of a shipowner to divest himself of all responsibility by abandoning both vessel and cargo.

In the first place, the proprietor of a ship which has been the cause of an accident is responsible for the damage done, without limitation and to the extent of his whole property, according to common law, whenever he is at the same time the captain of the said ship (Note 2).

Secondly, the owner is still responsible, without limitation and to the extent of his whole property, for the damage caused by his vessel, even when another person is acting as captain, whenever the damage done is the result of his own personal fault (Note 3). This is the case, for instance, when a casualty has been caused by the fault of the captain, which fault has been committed in consequence of executing the strict formal orders of the owner (Note 4); when the owner has entrusted the command of the vessel to a captain who is notoriously incompetent (4 bis.); when the equipment of the vessel is manifestly defective and insufficient (4 ter.).

The owner is also responsible, without limitation and to the extent of his whole property, for the damage caused by his ship, if he has, expressly

or tacitly, ratified the acts of the captain which were the cause of the damage (Note 5).

Finally, the owner is also responsible, without limitation and to the extent of his whole property, if he has, directly or indirectly, renounced his right to abandon the ship and cargo; as for instance, if, after notice of action has been given by the persons aggrieved, he has dispatched the vessel on a fresh voyage, by which it may have become more or less seriously reduced in value (Note 6).

In short, the owner of a ship has not the right to escape from his responsibility by the abandonment of the vessel and cargo if the case falls under one of the categories mentioned above; that is to say, he can only do so under the following conditions:

1. That he is only the owner of the ship, without being at the same time the captain of it.
2. That he, personally, had nothing to do with the fault which was the first cause of the accident.
3. That he has not ratified the act of the captain which has been the cause of the accident.
4. That he has not renounced his right of abandonment.

1a. On the case of a shipwreck in a seaport or harbour, or in the waterways leading to it, and also on the case of damage caused by the vessel to harbour-works.

In these two cases, the general rule is applied in the same way; i.e., the owner of the vessel may free himself, even vis-à-vis of the State, from all expenses incurred in raising the vessel, or in repairing the harbour-works, as well as from any claim for damages, by the abandonment of the ship and cargo; however, in these two cases, there is one exception to the general rule; viz., that the power of abandonment is vested in the owner or part owner of the vessel, even when he is the captain, unless it is proved that the accident has been caused by his fault (Note 7).

2. On the exact results of the abandonment of the ship and cargo.

If the shipowner has complied with the four conditions mentioned above, he can, by abandoning ship and cargo, escape entirely from the consequences of any action for damages that may be brought against him. The effect of this abandonment is to free him totally and entirely as regards both his person and his property from any prosecution on account of the accident caused by his ship. It has been decided that the owner who has abandoned both ship and cargo is liable for nothing more; neither to the passengers who may have lost their baggage by an accident caused by the fault of the captain (Note 8); nor to the heirs of a person who may have died in a shipwreck caused by the imprudence of the captain (Note 9); nor to the victims of a collision (Note 10).

And, in all cases of this sort, the owner of a ship cannot be held liable for any indemnity whatever, beyond the ship and cargo abandoned by him, even when the ship is already encumbered, either by privileged debts or by mortgages which would cover its whole value (Note 11), a fortiori, when the ship has become a total loss (Note 12).

Note.

French jurisprudence holds that the power granted to shipowners to divest themselves of all responsibility by the abandonment of ship and cargo constitutes a purely civil right, of which French citizens alone can avail themselves, except in the case of this right being expressly conceded to foreigners by treaty (Note 13).

(Signed) *Claude Couhin,*

Paris, 14 November 1896.

Docteur en Droit,
Avocat à la Cour d'Appel de Paris.

Notes.

(1 and 2.) Article 216 of the Commercial Code.

(3.) This principle has never been derogated from in practice. See Cass. ch. civ., 17th May 1892, Dalloz, 1892, 1, 326.

(4.) See two decrees of the Supreme Court, ch. civ., of 18th March 1878, Dalloz, 1878, 1, 193.

(4 bis. and 4 ter.) This is derived from the fundamental principle laid down by Article 1382 of the Civil Code. See the note of M. Irvillain, Dalloz, 1878, 1, 193.

(5.) Cass. ch. des req., 7th November 1854, Dalloz, 1854, 1, 437, and Rennes, 16th June 1860, Dalloz, 1861, 2, 161.

(6.) Cass. ch. des req., 31st December 1856, Dalloz, 1857, 1, 188, and Poitiers, 3rd July 1876, Dalloz, 1877, 2, 70.

(7.) Article 216 of the Commercial Code, with the addition of the law of 12th August 1885.

(8.) Paris, 24th May 1862, Dalloz, 1862, 2, 175.

(9.) Poitiers, 23rd February 1876, Dalloz, 1876, 2, 132.

(10.) See the decisions quoted in the supplement to Dalloz; V. Maritime Law, No. 1304.

(11.) There is no doubt on this point, in view of the general terms of the law.

(12.) Paris, 24th May 1862, Dalloz, 1862, 2, 175, and Rouen, 16th December 1868, Dalloz, 1872, 1, 79.

(13.) Rennes, 21st December 1887, Dalloz, 1889, 2, 145.

9.—Austria-Hungary.

Commercial.

(M. 20,250.)

My Lord,

Vienna, 1 November 1896.

In compliance with the instructions contained in your Lordship's Circular Despatch of this series of the 7th of September last, I have the honour to transmit herewith a report, which has been drawn up by Mr. C. Barclay, Third Secretary in this Embassy, from information supplied to him by Her Majesty's Consuls in this country, respecting the legal limitation in Austria-Hungary of the responsibility of vessels under the national flag against which vessels damages, resulting from loss or accident are claimed to the value of such vessels.

I have to observe that a new shipping law is under the consideration of the Austrian and Hungarian Governments. I am, however, informed that the principles laid down in the accompanying report, which are based on the laws at present in force, will not undergo any material change in the proposed new act of legislation.

I have, &c.

The Marquess of Salisbury, K.G.,
&c. &c. &c.

(Signed) *Ralph Milbanke.*

Enclosure in No. 9.

Report on the Legal Limitation in Austria and Hungary of the Responsibility of Vessels under the Austro-Hungarian Flag.

Laws Governing Austrian and Hungarian Shipping.

In order to understand more clearly the legal limitation of the responsibility of vessels under the Austro-Hungarian flag, against which vessels damages resulting from loss or accident are claimed to the value of such vessels, the following enumeration of the laws governing Austrian and Hungarian shipping in general might not be out of place:—

1. The "Editto Politico di Navigazione," of 25th April 1774, which contains the general regulations for navigation.

2. The Law of 7th May 1879, dealing with the registration and nationality of merchant vessels.

3. The "Code de Commerce de Napoléon I.," which was promulgated in 1808 in the provinces then forming part of the Kingdom of Italy, and which, owing to the subsequent acquisition of certain portions of that territory by Austria, has crept into the laws of this country. This law, though not official, but used owing to the want of any other, is the one generally recognised when dealing with questions of private navigation.

4. The Law of 17th December 1862, which introduced in Austria and Hungary the first four books of the German Commercial Law.

5. And, lastly, the Civil Code.

These last two laws are consulted in dealing with questions of private navigation only when the "Code de Commerce de Napoléon I." proves inadequate, or when the questions are in contradiction to the generally recognised principles of International Law.

Liability of Owner.

Austrian civil law defines the relations existing between a vessel and its owner, and the responsibility of the latter.

According to this law the principle of the "Code Napoléon" generally obtains, namely, "that the owner of a vessel is liable to a third party for the acts of the captain in so far as the vessel and freight are concerned." But whereas, according to the "Code Napoléon," this liability is unlimited, *i.e.*, that the owner is liable with his whole fortune, according to Austrian and Hungarian civil law the liability varies in proportion to the damage done and culpability incurred. Special questions as to the nature and extent

of culpability are answered in the "Éditto Político," as well as in the civil and commercial law books.

This general principle of unlimited liability has in this country certain limitations, in the sense that the liability of an owner extending to his whole fortune (*fortune de terre*) is to be distinguished from that extending to his ship and cargo alone (*fortune de mer*).

"Abandonment."

By the "Code Napoléon" an owner can release himself from his personal liability with his whole fortune by handing over his *fortune de mer* to his representative (the captain of the vessel), and by making a declaration of "abandonment."

Definition of "Abandonment."

The "abandonment" comprises the so-called *fortune de mer* of the owner, i.e., vessel and freight. With regard to the freight certain questions have to be considered; but the rule generally observed is, that the freight of the actual journey, regarding which the claim is made, is alone to be considered.

Legality of "Abandonment."

Article 216, Lib. II., of the "Code de Commerce de Napoléon I.," says, "Every owner of a vessel is by civil law responsible for the acts of the captain, in so far as the ship and freight are concerned. The responsibility disappears with the 'abandonment' of the vessel and freight."

As this clause is not in contradiction to any existing Austrian or Hungarian laws, it has in Austria and in Hungary the validity of actual law.

Declaration of "Abandonment."

The declaration of "abandonment" can be made by the owner or his representative, the captain, at the nearest consulate, or before the local magistrates or in certain ports before specified competent authorities, at the time when the vessel is insured. It must be done according to certain rules (laid down for the declaration of "abandonment") whereby the insured, by the total cession of his vessel, and sometimes also of its freight and cargo, to the insurers, acquires from these an absolute claim to the full amount of his insurance policy.

A satisfactory reason for "abandonment" must be stated in the declaration. This reason and the "abandonment" must be formally attested, and the act is then final.

Case cited as Precedent.

In Austria-Hungary the validity of this clause of the "Code Napoléon" is universally recognised by jurists. A proof of this is given in the judgment rendered in the High Court of Justice in Vienna on 20th November 1857, No. 4364. This judgment maintained the verdict of the Court of Appeal of Trieste, to the effect that the owner of a vessel is liable for damages caused by the captain only to the extent of the value of the vessel.

Claim cannot be made against Vessel only.

The further question, whether in cases of responsibility being limited by law all rights to recover damages are against the vessel only, finds an answer in the above-mentioned shipping laws, as well as in the existing Austrian and Hungarian common laws. By these no claim can be raised against a vessel as an independent article of value, but against the owner, and that, as a rule, in the law courts of the vessel's port of origin. In the case of foreign tribunals successfully laying an embargo on a vessel in the course of a voyage, the captain can be proceeded against as representing the owner, and a personal claim can be made against the latter before the same tribunals. The extent of the personal liability is, however, on such occasions limited to the value of the vessel.

New Shipping Regulations under Consideration.

New shipping regulations are now under the consideration of the Austrian and Hungarian Governments, but it is probable that the main principles laid down as to the limitation of the responsibility of vessels will not be materially affected.

Vienna, 1 November 1896.

Colville Barclay.

10.—Greece.

Commercial.

(M. 20,251.)

My Lord,

Athens, 5 November 1896.

With reference to your Lordship's Circular, marked Commercial, of the 7th September last, transmitting a copy of a letter from the Board of Trade respecting the legal limitation in European countries of the responsibility of vessels under their flags, against which vessels damages resulting from loss or accident are claimed, to the value of such vessels, I have the honour to transmit a short report on the subject, founded on information received from the Greek Ministry for Foreign Affairs in answer to a note which I addressed to Monsieur Skousés on the 22nd of September last.

I have, &c.

The Marquess of Salisbury, K.G., (Signed) *Edw. H. Egerton.*
&c. &c. &c.

Enclosure in No. 10.

Answer to Queries respecting the Legal Limitation in Greece of the Responsibility of Vessels under the Greek Flag, against which Vessels Damages resulting from Loss or Accident are claimed, to the Value of such Vessels.

Legal Limitation of the Responsibility of Vessels under the Greek Flag.

Both the captain and the owner of a Greek vessel are bound to pay compensation for any damage to another vessel resulting from loss or

accident, in accordance with Articles 216 and 221 of Greek Commercial Law, which provide:—

Article 216.

1. That all owners of vessels are responsible for damages caused through the fault or negligence of the captain of such vessel, so far as the ship and her voyage are concerned; but that this responsibility ceases should the owners elect to abandon ship and freight.

Article 221.

2. That every captain or commander charged with the command of a vessel of any description is responsible for errors committed by him during the time of his service, even when such errors are of the most trivial description.

With regard to the third point mentioned in the Circular, the Ministry of Justice is unable to furnish any leading decisions bearing on this point.

Her Britannic Majesty's Legation, Athens,
5 November 1896.

11.—Italy.
Commercial.

(M. 2570.)

My Lord,

Rome, 7 January 1897.

With reference to your Lordship's Circular Dispatch of this series, of the 7th September last, I have the honour to forward herewith to your Lordship a report setting forth the state of the law in Italy in regard to the liability of shipowners in cases of accident, &c.

I have, &c.

The Marquess of Salisbury, K.G., (Signed) *Francis Clare Ford.*
&c. &c. &c.

Inclosure in No. 11.

The Italian law in regard to the limitation of the responsibility of vessels, against which damages resulting from loss or accident are claimed to the value of such vessels, may be found in Articles 1629, 1630, 1631, of the Civil Code, and the Chapters of the Code of Commerce bearing upon maritime trade and navigation treat specially of the question.

The following is a translation of the Articles in the Civil Code bearing on the question:—

Article 1629.

Carriers by land or sea have the same liability as hotel-keepers in respect of the custody and preservation of the goods entrusted to them.

Article 1630.

Carriers are liable not only for what they have already received on their vehicle or vessel, but also for what is consigned to them in the port or place of business, to be carried in their vessel or in their vehicle.

Article 1631.

They are liable for the loss or damage to the goods entrusted to them, unless they can prove that such goods were lost or suffered damage or injury in consequence of accident or "force majeure."

The Articles of the Code of Commerce bearing on the question are as follows:—

Article 491.

Shipowners are responsible for the action of the master, and of the other persons forming the crew, and they are bound by the obligations incurred by the captain for matters connected with the ship and the navigation thereof. Nevertheless, every shipowner or joint-owner who has not assumed any personal liability may, in all cases, by abandoning the vessel and relinquishing the freight received, or to be received, free himself from the aforesaid responsibility and obligations, with the exception of those referring to the fees and wages of the crew. The power of such abandonment cannot be exercised by any person who is at the same time master and owner or joint-owner of the vessel.

Should the master be only joint-owner he is not, in default of special agreement, personally liable in respect of the vessel and voyage, except in proportion to his share.

Article 496.

The master or owner in command of a vessel is liable for any fault, however slight, committed by him in the discharge of his duties.

The liability of the master, in the case laid down in the present Code, does not cease until it is proved that obstacles (*ostacoli*) had arisen due to accident or "force majeure."

Article 498.

Masters are responsible for all goods shipped. They issue a receipt for such goods in the form of a bill of lading.

Masters are not liable for valuables, money, or bonds, which have not been declared as such.

Masters are also answerable for damages, which from whatever cause may happen, to goods kept on deck without the written consent of the shipper.

Article 505.

In case of contravention of the enactments contained in Clauses 500, 502, 503, 504 (which refer to the ship's papers, visits, command, and pilotage) the master is responsible for damages to the parties interested in the vessel and cargo.

Article 660.

If the collision of vessels is due to accident or "force majeure," the damages and losses resulting therefrom are borne by the goods which have suffered such loss, and no other right of recovery can be exercised.

Article 661.

If the collision is due to the fault of one of the vessels, such vessel is liable for the damages and losses resulting therefrom. The indemnities

due to persons killed or wounded take priority, in the event of the amount to be distributed being found insufficient.

Article 668.

The liability of the vessels as set forth in the preceding clauses exempts the persons at fault from their liability towards the injured parties and the owners of the vessel.

12.—Russia.

Commercial.

(M. 2571.)

My Lord,

St. Petersburg, 30 November 1896.

In accordance with the instructions contained in your Lordship's Despatch of this series, marked circular, of the 7th September last, I have the honour to transmit herewith to your Lordship a report which has been drawn up by Mr. Consul General Michell, respecting the legal limitation in Russia of the responsibility of vessels against which damages resulting from loss or accident are claimed.

I have, &c.

The Marquess of Salisbury, K.G.,
&c. &c. &c.

(Signed) *N. R. O'Connor.*

Enclosure in No. 12.

Memorandum.

The law of Russia, respecting the legal limitation of the responsibility of vessels for damages resulting from loss or accident, is to the following effect:—

The owner of a vessel becomes liable for all damage and loss arising from the unfaithfulness, dishonesty, and incompetence of the shipmaster, in the event that the latter is not able to satisfy the claim or the vessel in respect of such damage or loss.

A shipowner may, however, free himself from all responsibility under any claim brought against his vessel by a surrender of his rights of property in the same, as also of the freight received by him or payable in respect of such vessel on the voyage at the end of which a claim has arisen. With this surrender his liability ceases in every respect.

From the operation of this rule are especially excluded the owners of sea or river towing vessels, who are bound to satisfy, without limitation of amount, all claims brought against such vessels for damage and loss occasioned by the incompetence, infidelity or dishonesty of the captain.

Moreover, special provision is made by the law in cases of collision between merchant vessels as to the amount of remuneration payable by a shipowner or shipmaster when damages have been adjudged against either. Payment of the loss sustained is regulated on a fixed basis, but the law in such cases is silent as to the limitation of the pecuniary responsibility of the shipowner.

St. Petersburg, 23 November 1896.

(Signed) *John Michell.*

13.—Germany.
Commercial.

(M. 2572).

My Lord,

Berlin, 26 November 1896.

With reference to your Lordship's Circular, Commercial, of the 7th of September last, I have the honour to enclose a Report which has been furnished to me by Dr. Schneider, a German advocate practising in Berlin, to whom I applied in the absence, and on the recommendation of the Legal Adviser to Her Majesty's Embassy, setting forth the state of German law respecting the legal limitation of the responsibility of shipowners against whose vessels damages resulting from loss or accident are claimed, to the value of such vessels.

In this Report Dr. Schneider has dealt chiefly with the case of losses resulting from collisions at sea; and in a further letter addressed to Her Majesty's Embassy on the 25th instant, he justifies this as follows:—

"The question was: In what cases is the liability of shipowners limited to the value of their vessels in case damages from loss or accident are claimed against such vessels?

"The general principle is contained in Articles 451 and 452 quoted in my Report. The principle chiefly applies to damages caused by collisions at sea, which are treated of in Article 736 and the following, and in the decisions quoted, though of course it must be applied also in the case of damages resulting from shipwreck, fire, and other maritime casualties. I do not believe, however, that such accidents form part of the question, because damages arising therefrom are not caused by the vessel against which the damages are claimed, such damages arising only from collisions. In such cases the general principle of Articles 451 and 452 of the Commercial Code must be applied, as no special provisions exist in German law with regard to them.

"I intentionally did not treat in my Report of the very detailed provisions of German law on maritime insurance, *havarie*, abandon, &c., these matters being in no direct connection with the question placed before me."

I have, &c.

The Marquess of Salisbury, K.G.,
&c. &c. &c.

(Signed) *Frank C. Lascelles.*

Enclosure in No. 18.

(Translation.)

Report by Dr. Schneider on the Legal Limitation, according to German Law, of the responsibility of Shipowners against whose Vessels damages resulting from Loss or Accident are claimed, to the Value of such Vessels.

In the following I am to answer the question in how far, according to the laws in force in Germany, claims against the owners of ships sailing under the German flag for damages resulting from loss or accident caused by their ships, are restricted to the value of such vessels.

Nouv. Recueil Gén. 2^e S. XXV.

O

The regulations on the point are chiefly contained in the General German Commercial Code (*Allgemeinen Deutschen Handelsgesetzbuch*) which has force for the whole of Germany.

The second section of the fifth book, which treats of maritime trade, under the heading "Damage caused by collisions at Sea," provides as follows:—

Article 736.

If two ships collide and on either or both sides ship or cargo alone, or both ship and cargo are damaged or entirely lost in consequence of the collision, and in case the collision was caused by the fault of a member of the crew of one of the ships, then the owner of that ship must pay for the damage caused to the other ship or its cargo, in accordance with Articles 451 and 452.

The owners of the cargoes of both ships are not required to contribute to the payment of damages.

The personal responsibility of the persons belonging to the crew to answer for the consequences of their fault is not touched by this article.

Article 737.

In case no person of the crew of either of the ships is to blame, or in case the collision was caused by the fault of both parties, no claim for the damages sustained by one or both ships shall be allowed.

Article 738.

The two foregoing articles apply without distinction as to whether both ships or one of them were under way or were merely drifting or were anchored or moored to a quay.

Article 739.

If a ship, damaged in a collision, sinks before it can reach a harbour, it is presumed that the sinking of the ship was caused by the collision.

Article 740.

When a ship is in charge of a pilot whose engagement is compulsory (*Zwangslootsen*), and the members of the crew have fulfilled their duties, the owner of the ship is not held responsible for damage which is caused by a collision due to the fault of the pilot.

Article 741.

The regulations of this section also apply when more than two ships collide.

When such a collision is caused by the fault of a member of the crew of one ship, the owner of that ship is also held responsible for the damage which may be caused by the consequent collision of the other vessel with a third ship.

Articles 451 and 452, referred to in Article 736, read, as follows:—

Article 451.

The owner of a ship is held responsible for damage caused to a third party by the fault of a member of the crew while performing his duty.

Article 452.

The owner of the ship is not held personally responsible for the claims of a third party, and his responsibility is limited to the value of the ship and the freight earned, in the following cases:—

1. When a claim is based on a legal transaction concluded by the master of the ship as such in accordance with the powers granted him by law, and not by the special authorisation of the owners;

2. When the claim is based on the non-fulfilment or the incomplete or defective fulfilment of a contract entered into by the owner of the ship in so far as the carrying out of the contract falls to the duty of the master, without distinction as to whether the non-fulfilment or the incomplete or defective fulfilment was caused by the fault of a member of the crew or not;

3. When the claim is based on the fault of a member of the crew.

This article, however, does not apply in the cases specified under Nos. 1 and 2 if the owner of the ship is personally to blame for the non-fulfilment of the contract, or if he has specially guaranteed the fulfilment.

In the Imperial law concerning navigation on inland waters of 15th June 1895 (Binnenschiffahrtsgesetz, Reichsgesetzblatt of 1895, p. 301 ff.), the section treating of collisions reads as follows:—

Section 92.—In regard to the duty of indemnification arising from the collision of vessels on rivers or other inland waters, the provisions of Articles 736 to 741 of the Commercial Code apply, with the alteration that the "Schiffseigner" takes the place of the "Rheder" (Schiffseigner and Rheder are identical, and both mean the owner of the vessel).

Section 3 of this law is, apart from the change of the word "Rheder" into "Schiffseigner," verbatim the same in its first paragraph as Article 451 of the Commercial Code; the additional second paragraph reads thus:—

The crew of a vessel is understood to include the master, the seamen (Section 21), and all other persons employed on the ship, with the exception of pilots whose engagements is compulsory.

The first paragraph of Section 4 of the same law, with the exception of the change of the word "Rheder" into "Schiffseigner," is also verbatim the same as Article 452 of the Commercial Code.

The second and third paragraphs of this section read, in the inland navigation law, as follows:—

By the foregoing provisions the personal responsibility of the shipowner in cases when the damage is caused by his own fault, is not touched. The shipowner, however, even though he be himself in command, is only held responsible for damage caused by defective navigation or handling of the vessel to the extent of the value of the ship and the freight earned, unless a malicious intention can

be proved against him. If several vessels are being towed in a train, the responsibility only extends to the vessel that has caused the damage and to the freight earned by the said vessel. In the case of tugboats the towing charge is considered to represent the freight earned.

As by paragraph 2 of this section, the responsibility of shipowners is more limited in the case of inland navigation, the limits of the application of the Commercial Code and of the inland navigation laws must be determined. In general it may be stated that the latter law applies to vessels which are intended for navigation on rivers or inland waters, and are thus used, while the Commercial Code applies to seagoing ships navigating for profit.

In general the leading principles of the above laws may be summed up as follows:—

Responsibility for damage caused by a collision only arises when a member of the crew of one of the vessels, not being a pilot compulsorily engaged, has caused the collision by his fault; in this case the guilty person is held responsible in proportion to the gravity of his fault, with his entire capital; the shipowner, on the other hand, only to the extent of the value of the ship and the freight earned.

If the fault lies with the shipowner personally, he is, in proportion to the gravity of his fault, held responsible with his entire capital. In the case of inland navigation this responsibility is restricted by paragraph 2, of Section 4 of the law, in the sense that if the damage was caused by the faulty handling of the vessel, the owner is only liable to the extent of the value of the ship and the freight earned, even though he commanded the ship personally, unless malicious intention can be proved against him. Apart, therefore, from a personal fault of the shipowner, he is only held responsible with ship and freight, the so-called "*fortune de mer*," if the collision is caused by the fault of a member of the crew.

The details of the general provisions of Articles 736 and the following need not be entered into.

The following questions only need be dealt with:—

1. When is the shipowner held responsible with ship and freight only?
2. What persons are included in the ship's crew?
3. What is understood by being held responsible with ship and freight?
4. What damages are to be compensated?
5. How is a claim against a shipowner made good?

1. For damages caused by their own fault shipowners are personally responsible with their entire capital; the exceptions specified in the inland navigation law are stated above.

The restricted responsibility of the shipowner with ship and freight only takes effect when the damage is caused by a member of the crew in the execution of his duties.

It is necessary, therefore (in order that a claim may be substantiated), that—

- (a) A fault should have been committed by a member of the crew;
- (b) Actual damage should have been done;
- (c) That there be causal connection between the fault (a) and the damage (b).

(a) The fault may be one of negligence or malice, of commission or, under certain circumstances, of omission. The omission of an act which would have been calculated to prevent the damage does not, however, in itself constitute a fault; but it is considered as such if obligation existed for the employment of precautionary and protective measures, or if a measure was omitted which was indicated by the circumstances as calculated to prevent the damage, and could be recognised as such. Measures of this kind are: carrying the lights prescribed by law for the prevention of collisions, making the necessary fog signals, effecting the necessary manœuvres for preventing a threatened collision, &c. *See* Commentary on the Commercial Code (*Handelsgesetzbuch*), by Gareis and Fuchsberger; Lewis' "Seerecht," I., pp. 43, 44. Decisions of the "Reichsoberhandelsgericht," vol. 13, p. 115; vol. 23, p. 353.

Regulations for the guidance of masters in such cases are laid down in the following Imperial Decrees:—

1. Decree for the prevention of collisions at sea, of 7th January 1880, together with the Decree of 6th February 1881. (*Reichsgesetzblatt*, 1880, No. 1; 1881, No. 4.)

2. Decree prescribing the action to be taken by ships' masters after a collision at sea has occurred, of 15th August 1876. (*Reichsgesetzblatt*, 1876, No. 18, together with the Supplementary Decree of 29th July 1889. *Reichsgesetzblatt*, 1889, No. 17.)

3. Distress and pilot signal regulations for ships at sea, and in territorial waters, of 15th August 1876. (*Reichsgesetzblatt*, 1876, No. 18.) Compare also the Imperial Law respecting the investigation of casualties at sea, of 27th July 1877.

Apart from the special regulations contained in the above, the general regulations laid down in Articles 23 and 24 of the above-mentioned Decree of 7th of January 1880 are of decisive importance.

Article 24 especially provides that—

"None of these regulations shall exempt a ship or shipowner, the master or the crew of a vessel, from the consequences of an omission to carry lights or make signals, of omitting to keep a proper lookout, or in general from the consequences of the omission of any precautionary measure which is dictated by general maritime practice or by the special circumstances of the case."

In this connection the general provision of Article 478 of the Commercial Code (*Handelsgesetzbuch*) should be noted, according to which the commander of the ship (captain, master) is bound to exercise, in the execution of his duties, the care which can be expected from a capable navigator.

It may be seen from this that the application of the conception of a "fault," in the sense of Article 451 of the Commercial Code (*Handelsgesetzbuch*), is a very wide one. There can be no doubt, therefore, especially in consideration of Article 482 of the "*Handelsgesetzbuch*," that a "fault" would exist if the master of a ship, being in foreign territorial waters, did not observe the navigation and police regulations prevailing there. (*See* decision of the "*Reichsoberhandelsgericht*," vol. 23, p. 116.)

The refusal of a master to employ a pilot in so-called pilot waters (*Reichsoberhandelsgericht*, vol. 11, p. 329) does not under all circumstances constitute a fault in the sense of the law, except in cases where there is legal obligation to employ a pilot. (The master, however, must be allowed the opportunity of proving that a pilot would have handled the ship in the same manner as he did.)

The damage must have been caused by the fault of the crew, or a member or members of the crew, in the discharge of their duties, that is to say, the action or omission must be directly connected with the working of the ship, *i.e.*, its navigation for purposes of profit.

The shipowner is responsible with ship and freight in the aforesaid cases "*principaliter*;" that is to say, the person who has suffered loss need not, in the first place, take action against a guilty member of the crew, who is also responsible, but against whom a claim for damages would, as a rule, prove fruitless.

Add (b) and (c). The damage and the causal connection between the damage and the fault are dealt with below, under Nos. 4 and 5.

2. According to the inland navigation law the ship's crew consists of the master, the seamen (Section 21), and all other persons employed on board the vessel, with the exception of the pilot compulsorily engaged. According to Section 21 of the said law the term "seamen" (*schiffsmannschaft*, crew, in the narrower sense), includes, with the exception of the master, all persons employed in the navigation of the ship, especially the mates, boatswains, sailors, ship boys, engineers and firemen.

According to Article 445 of the Commercial Code the master (captain), the seamen (equipment crew), as well as other persons employed on board the ship, belong to the crew, (*Schiffsbesatzung*, including, therefore, doctors, paymasters, &c.).

Pilots whose engagement is compulsory are considered by the Commercial Code to belong to the ship's crew, but according to Article 740 the responsibility of the shipowner is excluded when the ship is in command of such a pilot, except the fault can nevertheless be proved to lie with another member of the crew. The question whether a person is a pilot compulsorily engaged in the sense of Article 740 is to be decided according to the law in force in the harbour in question, as it depends upon whether, according to the existing Government regulations in the territorial waters concerned, compulsion existed for engaging a pilot (*see* decision of the "*Oberhandelsgericht*," vol. 7, p. 25), and whether, according to the regulations in force in the harbour in question, the person acting as pilot was one to whom the master, under compulsion of the authorities, was obliged to entrust the

command of the ship. (*See* Fuchsberger and Gareis on Article 740 of the Commercial Code.)

3. In cases when the restricted responsibility of the owner, limited to the value of the ship and the freight earned, takes effect, the injured party has a claim only to—

(a) The ship in question, with its equipment. By "equipment" (Zubehör) is understood, according to Article 443 of the Commercial Code, all articles which are intended for the permanent use of the ship in navigation, including especially the ship's boats; in doubtful cases articles entered on the ship's inventory are regarded as belonging to its equipment. Without attempting to make an exhaustive list, the following may be considered as parts of the ship: masts, engines, rudder and steering gear, funnels, fog horns, ropes, sails, &c.; as equipment, its anchors, chain cables, spars, signal bells, logs, sounding leads, lamps and lanterns, signal flags, rocket apparatus, oars, &c. The following articles do not belong to the equipment: the kit of the members of the crew, the medicine chest of the ship's doctor, the nautical instruments (telescopes, charts, chronometers) used by the captain; also provisions and stores, and ballast intended for a particular voyage.

(b) The freight, that is to say, the sum earned by the conveyance of the cargo.

4. By Article 736 of the Commercial Code only that damage is to be compensated which was caused to the other ship or its cargo by the collision. By cargo, in the sense of Article 736, are to be understood such goods only as have actually been received into the ship, and which have thereby been brought into material connection with the same, and not goods which it is merely intended to ship by the vessel in question. (*See* decision of the "Reichsgericht," voll. 9, pp. 160, 161.)

According to Article 737, damages for injury sustained by either ship cannot be claimed if no fault can be proved, or if the fault lies with both parties. As this article speaks solely of the injury sustained by the other ship, the shipowner remains liable, even when both vessels were in fault, to compensate the owners of the cargo of the other vessel for losses sustained by them. (*See* decision of the "Reichsoberhandelsgericht," vol. 13, p. 114.)

The obligation to indemnify extends to the whole damage done, and therefore includes indirect losses; such, for instance, as may accrue to a shipowner by the fact of his vessel having already been chartered for a further voyage.

5. (a) It is a question which has been much discussed by legal and judicial authorities, and which has not been settled beyond dispute, according to what law the legal liabilities of shipowners resulting from collisions at sea are to be decided; whether this is to be done according to the laws of the country under whose flag the ships concerned sail, i.e., of their country of origin, or according to the laws of the country where the case is tried, or, in case the collision occurred in waters under territorial jurisdiction, according to the laws in force there.

Without entering into the details of this very interesting question of international law, some of the most important decisions of the highest courts are given below:—

(a) If the collision took place within German territory, the liability of the shipowner will be adjudged according to the German Commercial Code, even if both vessels are foreign ones, and even if they fly the same flag. (Decision of the "Reichsgericht," volume 21, p. 137-142.)

(b) If the collision took place in the high seas, the German Judge must base his decision on the law in force at the place where the suit is brought, even if foreign ships are concerned. (*See* decision of the "Reichsgericht," volume 19, pp. 10, 11. "Senffert Archiv," volume 14, No. 197. [Ober-Tribunal, Berlin] and decision of the "Oberappellationsgericht," Lübeck in Bremen Suits, volume 2, p. 8 ff.)

(c) If the collision took place within the territory of a foreign State, the German Court, in determining the responsibility of the German shipowner, must apply the provisions of the German Commercial Code. (Decision of the "Reichsoberhandelsgericht," volume 24, p. 86 ff. "Reichsgericht," volume 29, p. 95.)

Whether these decisions are well founded or whether they were based upon reasons of expediency is a question which need not be entered into. Their practical effect undoubtedly is, that in regard to the conditions and extent of the responsibility of the shipowner and the principles of evidence, the German Judge applies German Law.

(b) Any person who desires to make good a claim for damages in accordance with the provisions cited above, must prove the causal connection between the fault committed and the damage sustained. It will generally suffice that he should prove that a member of the crew of the vessel is to blame for the collision; such proof suffices, even if the particular person who was in fault cannot be ascertained. In case the name and nationality of the colliding vessel was not ascertained at the time, the identity of the ship against which the claim is made must be proved. (Decision of the "Reichsoberhandelsgericht," volume 8, p. 358.)

The claimant need not furnish proof of the fault of the other party in a collision if he can show that the master of the other vessel contravened the rules laid down in the Imperial decree for the prevention of collisions at sea, of 7th January 1880, or the regulations for distress and pilot signals. If this proof is furnished, no further proof is required to show that the contravention in question was in causal connection with the damage sustained. ("Reichsoberhandelsgericht," volume III, p. 40, IV. p. 123 ff., IX. 171; XXIII. 186 ff.—XVIII. 291. "Reichsgericht," volume 21, p. 109.)

The defendant is of course entitled to combat these presumptions drawn from the apparent outward circumstances of the case, proving that accidental causes prevented his compliance with the legal regulations, or that the collision was caused by a fault on the part of the other vessel.

Exceptions may be allowed according to the circumstances of each individual case, and errors of judgment in a moment of extreme danger may, under certain circumstances, be regarded as excusable.

The foregoing short sketch, which is based on decisions of the Courts and on legal authorities, especially the Commentaries to the "Handelsgesetzbuch" by Fuchsberger and Gareis (1891), and the "Seerecht" by Schaps (1896), does not claim to be complete. It only gives a general view of the highly interesting legal question of the liability of the shipowner with ship and freight. The author is prepared, if necessary, to furnish a systematic completion of this sketch.

Berlin, October 1896.

23.

ALLEMAGNE, AUTRICHE-HONGRIE, BELGIQUE, ESPAGNE,
FRANCE, ITALIE, LUXEMBOURG, PAYS-BAS, PORTUGAL,
SUÈDE ET NORVÈGE, SUISSE.

Union internationale pour établir des règles communes concernant plusieurs matières de droit international privé, se rapportant à la procédure civile; signée à la Haye le 14 novembre 1896, suivi d'un protocole additionnel du 22 mai 1897*).

Reichsgesetzblatt No. 21, 1899.

(Uebersetzung.)

Sa Majesté le Roi des Belges,
Sa Majesté le Roi d'Espagne
et en Son Nom Sa Majesté la
Reine-Régente du Royaume,
le Président de la République Française, Sa Majesté
le Roi d'Italie, Son Altesse
Royale le Grand-Duc de
Luxembourg, Duc de Nassau,
Sa Majesté la Reine des
Pays-Bas et en Son Nom Sa
Majesté la Reine-Régente
du Royaume, Sa Majesté le
Roi de Portugal et des Algarves, etc., etc. et le Conseil
Fédéral Suisse,

Seine Majestät der König der
Belgier, Seine Majestät der
König von Spanien und in
Seinem Namen Ihre Majestät
die Königin-Regentin, der
Präsident der Französischen
Republik, Seine Majestät
der König von Italien, Seine
Königliche Hoheit der Gross-
herzog von Luxemburg, Herzog von Nassau, Ihre Majestät die Königin der Niederlande und in Ihrem Namen Ihre Majestät die Königin-Regentin, Seine Majestät der König von Portugal und Algarbien, etc. etc. und der Schweizerische Bundesrath,

*) Ratifiée.

désirant établir des règles communes concernant plusieurs matières de droit international privé, se rapportant à la procédure civile, ont résolu de conclure un traité à cet effet et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi des Belges:

le Comte Degrelle-Rogier, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près la Cour Royale des Pays-Bas;

Sa Majesté le Roi d'Espagne et en Son Nom Sa Majesté la Reine-Régente du Royaume:

M. Arturo de Baguer, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près la Cour Royale des Pays-Bas;

Le Président de la République Française:

le Comte de Ségur d'Aguesseau, chargé d'affaires de France à la Haye, et M. Louis Renault, Professeur de droit des gens à l'université de Paris, jurisconsulte conseil au Département des affaires étrangères;

Sa Majesté le Roi d'Italie:

le Marquis Paul de Gregorio, Son chargé d'affaires à la Haye;

Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau:

le Comte de Villers, Son chargé d'affaires à Berlin;

Sa Majesté la Reine-Régente du Royaume des Pays-Bas:

M.M. Jonkheer J. Röell, Ministre des affaires étrangères, W. van der Kaay, Ministre de la justice,

von dem Wunsche beseelt, mehrere auf den Civilprozess bezügliche Fragen des internationalen Privatrechts gemeinsam zu regeln, sind übereingekommen zu diesem Zwecke einen Vertrag zu schliessen und haben zu Ihren Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der König der Belgier:

Allerhöchstseinen ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister am Königlich Niederländischen Hofe Grafen Degrelle-Rogier,

Seine Majestät der König von Spanien und in Seinem Namen Ihre Majestät die Königin-Regentin:

Allerhöchstseinen ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister am Königlich Niederländischen Hofe Herrn Arturo de Baguer,

der Präsident der Französischen Republik:

den Französischen Geschäftsträger im Haag Grafen de Ségur d'Aguesseau und den Lehrer des Völkerrechts an der Universität von Paris, Rechtsbeistand des Auswärtigen Amts Herrn Louis Renault,

Seine Majestät der König von Italien:

Allerhöchstseinen Geschäftsträger im Haag Marquis Paul de Gregorio,

Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Luxemburg, Herzog von Nassau:

Allerhöchstseinen Geschäftsträger in Berlin Grafen de Villers,

Ihre Majestät die Königin-Regentin der Niederlande:

Allerhöchstihren Minister der auswärtigen Angelegenheiten Herrn Jonkheer J. Röell, Allerhöchst-

et T. M. C. Asser, membre du Conseil d'état, Président des conférences de droit international privé, qui ont eu lieu à la Haye dans les années 1893 et 1894;

ihren Justizminister Herrn W. van der Kaay und das Mitglied des Staatsraths, Präsidenten der in den Jahren 1893 und 1894 im Haag stattgefundenen Konferenzen des internationalen Privatrechts Herrn T. M. C. Asser,

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, etc., etc.:

Seine Majestät der König von Portugal und Algarbien, etc. etc.:

le Comte de Sélir, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près la Cour Royale des Pays-Bas;

Allerhöchstseinen ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister am Königlich Niederländischen Hofe Grafen de Sélir,

Le Conseil Fédéral Suisse:

der Schweizerische Bundesrath:

M. Ferdinand Koch, Consul-général de la Confédération Suisse à Rotterdam,

den Schweizerischen Generalkonsul in Rotterdam Herrn Ferdinand Koch,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

die, nach gegenseitiger Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten über folgende Bestimmungen übereingekommen sind:

a) Communication d'actes judiciaires ou extrajudiciaires.

a) Mittheilung gerichtlicher oder ausserordentlicher Urkunden.

Article 1^{er}.

Artikel 1.

En matière civile ou commerciale, les significations d'actes à destination de l'étranger se feront dans les États contractants sur la demande des officiers du ministère public ou des tribunaux d'un de ces États, adressée à l'autorité compétente d'un autre de ces États.

In Civil- oder Handelssachen erfolgen die aus einem der Vertragsstaaten nach einem anderen Vertragsstaate zu bewirkenden Zustellungen von Schriftstücken auf Grund eines an die zuständige Behörde des anderen Staates zu richtenden Ersuchens der Beamten der Staatsanwaltschaft oder der Gerichte.

La transmission se fera par la voie diplomatique, à moins que la communication directe ne soit admise entre les autorités des deux États.

Die Uebermittlung erfolgt auf diplomatischem Wege, es sei denn, dass der unmittelbare Geschäftsverkehr zwischen den Behörden der beiden Staaten zugelassen ist.

Article 2.

Artikel 2.

La signification sera faite par les soins de l'autorité requise. Elle ne pourra être refusée que si l'État, sur

Die Zustellung liegt der ersuchten Behörde ob. Sie kann nur abgelehnt werden, wenn sie nach der Auffassung

le territoire duquel elle devrait être faite, la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

Article 3.

Pour faire preuve de la signification, il suffira d'un récépissé daté et légalisé ou d'une attestation de l'autorité requise, constatant le fait et la date de la signification.

Le récépissé ou l'attestation sera transcrit sur l'un des doubles de l'acte à signifier ou annexé à ce double, qui aurait été transmis dans ce but.

Article 4.

Les dispositions des articles qui précèdent ne s'opposent pas

1^o à la faculté d'adresser directement, par la voie de la poste, des actes aux intéressés se trouvant à l'étranger;

2^o à la faculté pour les intéressés de faire faire des significations directement par les soins des officiers ministériels ou des fonctionnaires compétents du pays de destination;

3^o à la faculté pour chaque État de faire faire, par les soins de ses agents diplomatiques ou consulaires, les significations destinées à l'étranger.

Dans chacun de ces cas, la faculté prévue n'existe, que si les lois des États intéressés ou les conventions intervenues entre eux l'admettent.

b) Commissions Rogatoires.

Article 5.

En matière civile ou commerciale, l'autorité judiciaire d'un État con-

des Staates, auf dessen Gebiete sie erfolgen soll, geeignet erscheint, seine Hoheitsrechte zu verletzen oder seine Sicherheit zu gefährden.

Artikel 3.

Zum Nachweise der Zustellung genügt ein mit Datum versehenes und beglaubigtes Empfangsbekenntniss oder eine Bescheinigung der ersuchten Behörde, aus der sich die Thatsache und die Zeit der Zustellung ergibt.

Das Empfangsbekenntniss oder die Bescheinigung ist auf ein Doppel des zuzustellenden Schriftstücks zu setzen oder dem Doppel anzuhäften, sofern ein solches zu diesem Zwecke mit übersandt war.

Artikel 4.

Die Bestimmungen der vorausgehenden Artikel schliessen nicht aus:

1. dass Urkunden den im Auslande befindlichen Beteiligten unmittelbar durch die Post zugesandt werden;

2. dass die Beteiligten die Zustellung unmittelbar durch diejenigen Gerichtsvollzieher oder sonstigen Beamten vornehmen lassen, die in dem Lande, wo die Zustellung erfolgen soll, hierfür zuständig sind;

3. dass jeder Staat die in einem anderen Staate zu bewirkenden Zustellungen mittelst seiner diplomatischen oder konsularischen Vertreter vornehmen lässt.

Die in diesen Fällen vorgesehenen Zustellungsarten sind jedoch nur insoweit statthaft, als es den Gesetzen der beteiligten Staaten oder den zwischen ihnen bestehenden Vereinbarungen entspricht.

b) Ersuchungsschreiben.

Artikel 5.

In Civil- oder Handelssachen können die gerichtlichen Behörden eines Ver-

tractant pourra, conformément aux dispositions de sa législation, s'adresser par commission rogatoire à l'autorité compétente d'un autre État contractant pour lui demander de faire, dans son ressort, soit un acte d'instruction, soit d'autres actes judiciaires.

Article 6.

La transmission des commissions rogatoires se fera par la voie diplomatique, à moins que la communication directe ne soit admise entre les autorités de deux États.

Si la commission rogatoire n'est pas rédigée dans la langue de l'autorité requise, elle devra, sauf entente contraire, être accompagnée d'une traduction, faite dans la langue convenue entre les deux États intéressés, et certifiée conforme.

Article 7.

L'autorité judiciaire à laquelle la commission est adressée, sera obligée d'y satisfaire. Toutefois elle pourra se refuser à y donner suite:

- 1^o si l'authenticité du document n'est pas établie;
- 2^o si dans l'État requis l'exécution de la commission rogatoire ne rentre pas dans les attributions du pouvoir judiciaire.

En outre, cette exécution pourra être refusée, si l'État, sur le territoire duquel elle devrait avoir lieu, la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

Article 8.

En cas d'incompétence de l'autorité requise, la commission rogatoire sera

tragsstaates, nach Massgabe der Vorschriften seiner Gesetzgebung, sich durch Ersuchungsschreiben an die zuständige Behörde eines anderen Vertragsstaates wenden, um innerhalb deren Geschäftskreises die Vornahme einer richterlichen Prozesshandlung oder anderer gerichtlicher Handlungen zu erbitten.

Artikel 6.

Die Uebermittlung der Ersuchungsschreiben erfolgt auf diplomatischem Wege, es sei denn, dass der unmittelbare Geschäftsverkehr zwischen den Behörden der beiden Staaten zugelassen ist.

Ist das Ersuchungsschreiben nicht in der Sprache der ersuchten Behörde abgefasst, so muss es, vorbehaltlich anderweiten Uebereinkommens, von einer als wortgetreu beglaubigten Uebersetzung in die zwischen den beiden beteiligten Staaten vereinbarte Sprache begleitet sein.

Artikel 7.

Die Gerichtsbehörde, an die das Ersuchen gerichtet ist, ist verpflichtet, ihm zu entsprechen. Sie kann jedoch ablehnen, ihr Folge zu geben:

1. wenn die Echtheit der Urkunde nicht feststeht;
2. wenn im ersuchten Staate die Erledigung des Ersuchens nicht in den Bereich der Gerichtsgewalt fällt.

Ausserdem kann die Erledigung abgelehnt werden, wenn sie nach der Auffassung des Staates, auf dessen Gebiete sie erfolgen soll, geeignet erscheint, seine Hoheitsrechte zu verletzen oder seine Sicherheit zu gefährden.

Artikel 8.

Im Falle der Unzuständigkeit der ersuchten Behörde ist das Ersuchungs-

transmise d'office à l'autorité judiciaire compétente du même État, suivant les règles établies par la législation de celui-ci.

Article 9.

Dans tous les cas où la commission rogatoire n'est pas exécutée par l'autorité requise, celle-ci en informera immédiatement l'autorité requérante, en indiquant, dans le cas de l'article 7, les raisons pour lesquelles l'exécution de la commission rogatoire a été refusée et, dans le cas de l'article 8, l'autorité à laquelle la commission est transmise.

Article 10.

L'autorité judiciaire, qui procède à l'exécution d'une commission rogatoire, appliquera les lois de son pays, en ce qui concerne les formes à suivre.

Toutefois, il sera déféré à la demande de l'autorité requérante, tendant à ce qu'il soit procédé suivant une forme spéciale, même non prévue par la législation de l'État requis, pourvu que la forme dont il s'agit, ne soit pas prohibée par cette législation.

c) Caution „judicatum solvi”.

Article 11.

Aucune caution ni dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne peut être imposé, à raison soit de leur qualité d'étrangers, soit du défaut de domicile ou de résidence dans le pays, aux nationaux d'un des États contractants, ayant leur domicile dans l'un de ces États, qui seront demandeurs ou

schreiben von Amtswegen an die zuständige Gerichtsbehörde desselben Staates unter Beobachtung der dafür nach dessen Gesetzgebung massgebenden Regeln abzugeben.

Artikel 9.

In allen Fällen, in denen das Ersuchen von der angegangenen Behörde nicht erledigt wird, hat diese die ersuchende Behörde unverzüglich hiervon zu benachrichtigen, und zwar im Falle des Artikels 7 unter Angabe der Gründe, aus denen die Erledigung des Ersuchens abgelehnt, und im Falle des Artikels 8 unter Bezeichnung der Behörde, an die das Ersuchen abgegeben worden ist.

Artikel 10.

Die ein Ersuchen erledigende Gerichtsbehörde hat hinsichtlich der zu beobachtenden Formen des Verfahrens die Gesetze ihres Landes in Anwendung zu bringen.

Wünscht indessen die ersuchende Behörde, dass nach einer besonderen Form verfahren werde, so kann, auch wenn diese in der Gesetzgebung des ersuchten Staates nicht vorgesehen ist, dem Antrage entsprochen werden, sofern die Gesetzgebung dieses Staates das gewünschte Verfahren nicht verbietet.

c) Sicherheitsleistung für die Prozesskosten.

Artikel 11.

Treten Angehörige eines der Vertragsstaaten in einem anderen dieser Staaten als Kläger oder Intervenienten vor Gericht auf, so darf, sofern sie in irgend einem der Vertragsstaaten ihren Wohnsitz haben, ihnen wegen ihrer Eigenschaft als Ausländer oder deswegen, weil sie keinen Wohnsitz oder

intervenants devant les tribunaux d'un autre de ces États.

Article 12.

Les condamnations aux frais et dépens du procès, prononcées dans un des États contractants contre le demandeur ou l'intervenant dispensés de la caution ou du dépôt, en vertu soit de l'article 11, soit de la loi de l'État où l'action est intentée, seront rendues exécutoires dans chacun des autres États contractants par l'autorité compétente, d'après la loi du pays.

Article 13.

L'autorité compétente se bornera à examiner :

1^o si, d'après la loi du pays où la condamnation a été prononcée, l'expédition de la décision réunit les conditions nécessaires à son authenticité ;

2^o si, d'après la même loi, la décision est passée en force de chose jugée.

d) Assistance judiciaire gratuite.

Article 14.

Les ressortissants de chacun des États contractants seront admis dans tous les autres États contractants au bénéfice de l'assistance judiciaire gratuite, comme les nationaux eux-mêmes, en se conformant à la législation de l'État où l'assistance judiciaire gratuite est réclamée.

Article 15.

Dans tous les cas, le certificat ou la déclaration d'indigence doit être délivré ou reçu par les autorités de la rési-

Aufenthalt im Inlande haben, eine Sicherheitsleistung oder Hinterlegung, unter welcher Benennung es auch sei, nicht auferlegt werden.

Artikel 12.

Entscheidungen, wodurch der Kläger oder Intervenant, der nach Artikel 11 oder nach dem in dem Staate der Klagerhebung geltenden Rechte von Sicherheitsleistung oder Hinterlegung befreit war, in die Prozesskosten verurtheilt ist, sind in jedem der anderen Vertragsstaaten durch die zuständige Behörde nach Massgabe der dortigen Gesetze für vollstreckbar zu erklären.

Artikel 13.

Die zuständige Behörde hat ihre Prüfung darauf zu beschränken :

1. ob nach den Gesetzen des Landes, wo die Verurtheilung erfolgt ist, die Ausfertigung der Entscheidung die für ihre Beweiskraft erforderlichen Voraussetzungen erfüllt ;
2. ob nach denselben Gesetzen die Entscheidung die Rechtskraft erlangt hat.

d) Armenrecht.

Artikel 14.

Die Angehörigen eines jeden der Vertragsstaaten werden in allen anderen Vertragsstaaten unter denselben gesetzlichen Bedingungen und Voraussetzungen zum Armenrechte zugelassen, wie die Angehörigen des Staates, in dessen Gebiete die Bewilligung des Armenrechts nachgesucht wird.

Artikel 15.

Das Armuthszeugniss oder die Erklärung des Unvermögens zur Bestreitung der Prozesskosten muss in allen Fällen von den Behörden des

dence habituelle de l'étranger, ou, à défaut de celle-ci, par les autorités de sa résidence actuelle.

Si le requérant ne réside pas dans le pays où la demande est formée, le certificat ou la déclaration d'indigence sera légalisé gratuitement par un agent diplomatique ou consulaire du pays où le document doit être produit.

Article 16.

L'autorité compétente pour délivrer le certificat ou recevoir la déclaration d'indigence pourra prendre des renseignements sur la situation de fortune du requérant auprès des autorités des autres États contractants.

L'autorité chargée de statuer sur la demande d'assistance judiciaire gratuite conserve, dans les limites de ses attributions, le droit de contrôler les certificats, déclarations et renseignements qui lui sont fournis.

e) Contrainte par corps.

Article 17.

La contrainte par corps, soit comme moyen d'exécution, soit comme mesure simplement conservatoire, ne pourra pas, en matière civile ou commerciale, être appliquée aux étrangers appartenant à un des États contractants dans les cas où elle ne serait pas applicable aux ressortissants du pays.

Dispositions finales.

I. La présente Convention sera ratifiée. Les ratifications en seront déposées à la Haye le plus tôt possible.

gewöhnlichen Aufenthaltsorts des Ausländers, oder in Ermangelung eines solchen, von den Behörden seines derzeitigen Aufenthaltsorts ausgestellt oder entgegenkommen sein.

Hält der Antragsteller sich nicht in dem Lande auf, wo das Armenrecht nachgesucht wird, so ist das Zeugnis oder die Erklärung des Unvermögens kostenfrei von einem diplomatischen oder konsularischen Vertreter des Landes zu beglaubigen, in dessen Gebiete die Urkunde vorgelegt werden soll.

Artikel 16.

Die zur Ertheilung des Armuthszeugnisses oder zur Entgegennahme der Erklärung über das Unvermögen zuständige Behörde kann bei den Behörden der anderen Vertragsstaaten über die Vermögensverhältnisse des Antragstellers Erkundigungen einziehen.

Der Behörde, die über den Antrag auf Bewilligung des Armenrechts zu entscheiden hat, bleibt in den Grenzen ihrer Amtsbefugnisse das Recht gewahrt, die ihr vorgelegten Zeugnisse, Erklärungen und Auskünfte auf ihre Richtigkeit hin zu prüfen.

e) Personalhaft.

Artikel 17.

Die Personalhaft findet in Civil- oder Handelssachen gegen die einem der Vertragsstaaten angehörenden Ausländer nur in den Fällen statt, in denen sie auch gegen Inländer anwendbar sein würde. Es macht dabei keinen Unterschied, ob die Haft Mittel der Zwangsvollstreckung oder nur eine Sicherheitsmassregel sein soll.

Schlussbestimmungen.

I. Vorstehendes Abkommen soll ratifiziert werden. Die Ratifikationsurkunden sollen so bald als möglich im Haag hinterlegt werden.

II. Elle aura une durée de cinq ans à partir de la date du dépôt des ratifications.

III. Elle sera renouvelée tacitement de cinq ans en cinq ans, sauf dénonciation, dans un délai de six mois avant l'expiration, de ce terme par l'une des Hautes Parties contractantes.

La dénonciation ne produira son effet qu'à l'égard du ou des pays qui l'auraient notifiée. La Convention restera exécutoire pour les autres États.

IV. Le protocole d'adhésion à la présente Convention pour les Puissances qui ont pris part à la Conférence de la Haye de Juin/Juillet 1894, restera ouverts jusqu'au 1 janvier 1898.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs sceaux.

Fait, à la Haye le 14 novembre 1896, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique aux États signataires ou adhérents.

(L. S.) Comte de Grelle-Rogier.
 (L. S.) Ségur d'Aguesseau.
 (L. S.) L. Renault.
 (L. S.) Comte de Villers.
 (L. S.) Comte de Sédir.
 (L. S.) Arturo de Baguer.
 (L. S.) P. de Gregorio.
 (L. S.) J. Röell.
 (L. S.) van der Kaay.
 (L. S.) T. M. C. Asser.
 (L. S.) F. Koch.

Now. Recueil Gén. 2^e S. XXV.

II. Es gilt für die Dauer von fünf Jahren von dem Zeitpunkte der Hinterlegung der Ratifikationsurkunden an gerechnet.

III. Es gilt als stillschweigend von fünf zu fünf Jahren erneuert, wenn es nicht mit sechsmonatlicher Frist vor Ablauf dieses Zeitraums von einem der Hohen vertragschliessenden Theile aufgekündigt wird.

Die Aufkündigung hat Wirkung nur für das oder die Länder, von denen sie ausgegangen ist. Hinsichtlich der übrigen Staaten bleibt das Abkommen in Kraft.

IV. Den Mächten, die an der im Juni 1894 im Haag abgehaltenen Konferenz theilgenommen haben, bleibt das Recht des Beitritts zu diesen Abkommen bis zum 1. Januar 1898 vorbehalten.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten das vorliegende Abkommen unterzeichnet und ihre Siegel beigeschrieben.

So geschehen im Haag am 14. November 1896, in einem einzigen Exemplar, das in den Archiven der Niederländischen Regierung niedergelegt bleibt und wovon beglaubigte Abschriften den Staaten, die das Abkommen unterzeichnet haben oder ihm später beitreten, auf diplomatischem Wege übermittelt werden sollen.

(L. S.) Comte de Grelle-Rogier.
 (L. S.) Ségur d'Aguesseau.
 (L. S.) L. Renault.
 (L. S.) Comte de Villers.
 (L. S.) Comte de Sédir.
 (L. S.) Arturo de Baguer.
 (L. S.) P. de Gregorio.
 (L. S.) J. Röell.
 (L. S.) van der Kaay.
 (L. S.) T. M. C. Asser.
 (L. S.) F. Koch.

P

Pour la Suède et la Norvège,
(signé) *Aug. Gyldenstolpe*,
le 1^{er} février 1897.

Pour l'Empire d'Allemagne,
(signé) *Brincken*,
le 9 novembre 1897.

Pour la Monarchie Austro-
Hongroise,
(signé) *Okolicsányi*,
le 9 novembre 1897.

Für Schweden-Norwegen,
(gez.) *Aug. Gyldenstolpe*,
den 1. Februar 1897.

Für das Deutsche Reich,
(gez.) *Brincken*,
den 9. November 1897.

Für die Oesterreichisch-Ungarische
Monarchie,
(gez.) *Okolicsányi*,
den 9. November 1897.

Protocole additionnel.

Les Gouvernements de Belgique, d'Espagne, de France, d'Italie, de Luxembourg, des Pays-Bas, de Portugal, de Suisse, États signataires de la convention de droit international privé du 14 novembre 1896, et de Suède et de Norvège, États adhérents à cette convention, ayant jugé opportun de compléter ladite convention, les soussignés, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

ad Article 11.

Il est bien entendu que les nationaux d'un des États contractants, qui aurait conclu avec un autre de ces États une convention spéciale d'après laquelle la condition de domicile, contenue dans l'article 11, ne serait pas requise, seront, dans le cas prévus par cette convention spéciale, dispensés, dans l'État avec lequel elle a été conclue, de la caution et du dépôt mentionnés à l'article 11, même s'ils n'ont pas leur domicile dans un des États contractants.

Zusatzprotokoll.

Nachdem die Regierungen Belgiens, Spaniens, Frankreichs, Italiens, Luxemburgs, der Niederlande, Portugals und der Schweiz, die das Abkommen zur Regelung von Fragen des internationalen Privatrechts am 14. November 1896 vollzogen haben, und die Regierung Schweden-Norwegens, die diesem Abkommen nachträglich beigetreten ist, eine Ergänzung des Abkommens für wünschenswerth befunden haben, sind die Unterzeichneten nach gegenseitiger Mittheilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten über die nachstehenden Bestimmungen übereingekommen:

Zu Artikel 11.

Es besteht Einvernehmen darüber, dass die Angehörigen eines der Vertragsstaaten, der mit einem anderen dieser Staaten ein Sonderabkommen getroffen hat, wonach die Bedingung des Wohnsitzes (Artikel 11) kein Erforderniss bildet, in den in diesem Sonderabkommen vorgesehenen Fällen nicht gehalten sind, in dem Staate mit dem es abgeschlossen ist, die in Artikel 11 erwähnten Sicherheiten oder Hinterlegungen zu leisten, selbst wenn sie keinen Wohnsitz in einem der Vertragsstaaten haben.

ad Articles I et II des dispositions finales.

Le dépôt des ratifications pourra avoir lieu dès que la majorité des Hautes Parties contractantes sera en mesure de le faire et il en sera dressé un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à tous les États contractants.

La présente convention entrera en vigueur quatre semaines après la date dudit procès-verbal.

Le terme de cinq ans visé à l'article II commencera à courir de cette date, même pour les Puissances qui auront fait le dépôt après cette date.

ad Article III des dispositions finales.

Les mots: „sauf dénonciation dans un délai de six mois avant l'expiration," etc. seront entendus dans ce sens, que la dénonciation doit avoir lieu au moins six mois avant l'expiration.

Le présent protocole additionnel fera partie intégrante de la convention et sera ratifié en même temps que celle-ci.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent protocole additionnel et l'ont revêtu de leurs sceaux.

Fait à La Haye, le 22 mai 1897, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique aux États signataires ou adhérents.

Zu Artikel I und II der Schlussbestimmungen.

Die Niederlegung der Ratifikationsurkunden kann erfolgen, sobald die Mehrzahl der Hohen vertragschliessenden Theile hierzu in der Lage ist. Es soll darüber ein Protokoll aufgenommen werden und beglaubigte Abschrift davon auf diplomatischem Wege allen Vertragsstaaten zugestellt werden.

Das gegenwärtige Abkommen tritt vier Wochen nach dem Tage der Vollziehung des Protokolls in Kraft.

Der im Artikel II festgesetzte fünfjährige Zeitraum beginnt mit diesem Tage auch für die Mächte, welche die Ratifikationsurkunden erst später hinterlegen.

Zu Artikel III der Schlussbestimmungen.

Die Worte: „wenn es nicht mit sechsmonatlicher Frist vor Ablauf dieses Zeitraumes aufgekündigt wird," u. s. f. sind dahin auszulegen, dass die Aufkündigung wenigstens sechs Monat vor dem Ablauf erfolgen muss.

Das vorliegende Zusatzprotokoll soll einen wesentlichen Bestandtheil des Abkommens bilden und zu gleicher Zeit wie dieses ratifiziert werden.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten das vorliegende Abkommen unterzeichnet und ihre Siegel beigedrückt.

So geschehen im Haag am 22. Mai 1897, in einem einzigen Exemplar, das in den Archiven der Niederländischen Regierung niedergelegt bleibt und wovon beglaubigte Abschriften den Staaten, die das Abkommen unterzeichnet haben oder ihm später bei-

	treten, auf diplomatischem Wege über- mittelt werden sollen:
pour la Belgique (L. S.) Comte de Grelle-Rogier,	für Belgien (L. S.) Comte de Grelle-Rogier.
pour la France (L. S.) Ségur d'Aguesseau,	für Frankreich (L. S.) Ségur d'Aguesseau,
pour le Luxembourg (L. S.) Comte de Villers,	für Luxemburg (L. S.) Comte de Villers,
pour le Portugal (L. S.) Comte de Sélir,	für Portugal (L. S.) Comte de Sélir,
pour l'Espagne (L. S.) Arturo de Baguer,	für Spanien (L. S.) Arturo de Baguer,
pour l'Italie (L. S.) P. de Gregorio,	für Italien (L. S.) P. de Gregorio,
pour les Pays-Bas (L. S.) J. Röell, (L. S.) van der Kaay, (L. S.) T. M. C. Asser,	für die Niederlande (L. S.) J. Röell, (L. S.) van der Kaay, (L. S.) T. M. C. Asser,
pour la Suède et la Norvège (L. S.) Aug. F. Gyldenstolpe.	für Schweden-Norwegen (L. S.) Aug. F. Gyldenstolpe,
pour la Suisse (L. S.) F. Koch.	für die Schweiz (L. S.) F. Koch,
pour l'Empire d'Allemagne (L. S.) Brincken, le 9 novembre 1897.	für das Deutsche Reich (L. S.) Brincken, den 9. November 1897.
pour la Monarchie Austro- Hongroise (L. S.) Okolicsányi, le 9 novembre 1897.	für die Oesterreichisch-Ungarische Monarchie (L. S.) Okolicsányi, den 9. November 1897.

24.

AUTRICHE.

Loi sur les brevets d'inventions du 11 janvier 1897.

Oesterr. Reichsgesetzblatt, 1897, No. 30.

Gesetz vom 11. Jänner 1897, betreffend den Schutz von Erfindungen
(Patentgesetz).

Mit Zustimmung beider Häuser des Reichsrathes finde Ich anzuordnen,
wie folgt:

I. Allgemeine Bestimmungen.

Gegenstand des Patentschutzes.

§. 1. — Unter dem Schutze dieses Gesetzes stehen neue Erfindungen,
welche eine gewerbliche Anwendung zulassen.

Für dieselben werden auf Ansuchen Patente ertheilt.

Vom Patentschutze ausgeschlossene Erfindungen.

§. 2. — Patente werden nicht ertheilt:

1. Für Erfindungen, deren Zweck oder Gebrauch gesetzwidrig, unsittlich oder gesundheitsschädlich ist, oder die offenbar auf eine Irreführung der Bevölkerung abzielen;

2. für wissenschaftliche Lehr- oder Grundsätze als solche;

3. für Erfindungen, deren Gegenstand einem staatlichen Monopolsrechte vorbehalten ist;

4. für Erfindungen von

a) Nahrungs- und Genussmitteln für Menschen,

b) Heil- und Desinfectionsmitteln,

c) Stoffen, welche auf chemischem Wege hergestellt werden,
soweit die unter Z. 4 a bis c erwähnten Erfindungen nicht ein bestimmtes technisches Verfahren zur Herstellung solcher Gegenstände betreffen.

Neuheit.

§. 3. — Eine Erfindung gilt nicht als neu, wenn sie bereits vor dem Zeitpunkte ihrer diesem Gesetze entsprechenden Anmeldung

1. in veröffentlichten Druckschriften derart beschrieben wurde, dass danach die Benützung durch Sachverständige möglich erscheint; oder

2. im Inlande so offenkundig benützt, öffentlich zur Schau gestellt oder vorgeführt wurde, dass danach die Benützung durch Sachverständige möglich erscheint; oder

3. den Gegenstand eines im Geltungsgebiete dieses Gesetzes in Kraft gestandenen Privilegiums gebildet hat und zum Gemeingute geworden ist.

Die Regierung ist ermächtigt, auswärtigen Staaten die im Patentblatte (§. 44) kundzumachende Begünstigung einzuräumen, dass die von ihnen amtlich herausgegebenen Patentbeschreibungen nicht schon von dem

Tage ihrer Herausgabe, sondern erst nach einer Frist von höchstens sechs Monaten veröffentlichten Druckschriften im Sinne dieses Gesetzes gleichgeachtet werden.

Anspruch auf ein Patent.

§. 4. — Auf die Ertheilung des Patenten hat nur der Urheber einer Erfindung oder dessen Rechtsnachfolger Anspruch. Bis zum Beweise des Gegentheiles wird der erste Anmelder als Urheber der Erfindung angesehen. Eine spätere Anmeldung kann den Anspruch auf ein Patent nicht begründen, wenn die Erfindung bereits Gegenstand eines Patenten oder Privilegiums oder einer in Verhandlung befindlichen und zur Patent- oder Privilegiums-ertheilung führenden früheren Anmeldung ist. Treffen diese Voraussetzungen nur theilweise zu, so hat der spätere Anmelder bloss Anspruch auf Ertheilung eines Patenten in entsprechender Beschränkung.

Wird die Verbesserung oder sonstige weitere Ausbildung einer bereits durch Patent geschützten oder zur Patentirung angemeldeten und hiezu führenden Erfindung von dem Inhaber des Stammpatentes oder von dessen Rechtsnachfolger angemeldet, so steht es demselben frei, für die Verbesserung oder sonstige weitere Ausbildung entweder ein selbständiges Patent oder ein von dem Stammpatente abhängiges Zusatzpatent zu erwirken.

Ergiebt sich, dass die gewerbliche Verwendung einer zur Patentirung angemeldeten Erfindung die vollständige oder theilweise Benützung einer bereits patentirten Erfindung voraussetzt, so ist das angemeldete Patent mit dem Beisatze zu ertheilen, dass es von einem anderen bestimmt zu bezeichnenden Patente abhängig sei (Abhängigerklärung). Dieser Beisatz ist auch in die Kundmachung über die Ertheilung des Patenten und in die Patenturkunde aufzunehmen.

§. 5. — Dem ersten Anmelder steht jedoch ein Anspruch auf Ertheilung des Patenten nicht zu, wenn er nicht Urheber der angemeldeten Erfindung oder dessen Rechtsnachfolger ist, oder wenn der wesentliche Inhalt seiner Anmeldung den Beschreibungen, Zeichnungen, Modellen, Geräthschaften oder Einrichtungen eines Anderen oder einem von diesem angewendeten Verfahren ohne Einwilligung desselben entnommen ist und im ersten Falle vom Urheber oder dessen Rechtsnachfolger, im letzteren vom Beeinträchtigten Einspruch erhoben wird.

Ist die Erfindung der Reihe nach von einem Erfindungsbesitzer dem anderen ohne Einwilligung entnommen worden, so geht im Falle des Widerstreites der frühere Erfindungsbesitzer dem späteren vor.

Arbeiter, Angestellte, Staatsbedienstete gelten als die Urheber der von ihnen im Dienste gemachten Erfindungen, wenn nicht durch Vertrag oder Dienstesvorschriften etwas anderes bestimmt wurde.

Vertrags- oder Dienstesbestimmungen, durch welche einem in einem Gewerbsunternehmen Angestellten oder Bediensteten der angemessene Nutzen aus den von ihm im Dienste gemachten Erfindungen entzogen werden soll, haben keine rechtliche Wirkung.

Erfindungsschutz auf Ausstellungen.

§. 6. — Erfindungen, welche auf inländischen Ausstellungen zur Schau gestellt werden, kann vom Tage ihrer Zulassung zur Ausstellung bis drei Monate

nach Schluss der Ausstellung ein zeitweiliger Patentschutz unter erleichterten Bedingungen eingeräumt werden.

Die Gewährung, sowie die Festsetzung der Bedingungen dieses Schutzes bleiben den Verordnungsgewalt des Handelsministers vorbehalten.

Vertreter.

§. 7. — Wer nicht im Inlande wohnt, kann den Anspruch auf Ertheilung eines Patentes und die Rechte aus dem Patente nur geltend machen, wenn er einen im Inlande wohnhaften Vertreter hat.

Der Name und Wohnort dieses Vertreters, sowie jede hinsichtlich der Vertretung entstehende Veränderung ist unter Vorlage der Vollmacht behufs Eintragung in das Patentregister beim Patentamte anzumelden.

Im Verordnungswege ist zu bestimmen, welchen Inhalt die bei dem Patentamte zu hinterlegende Vollmacht haben soll.

Der Ort, wo der Vertreter seinen Wohnsitz hat, und in Ermangelung eines solchen der Ort, wo das Patentamt seinen Sitz hat, gilt für die das Patent betreffenden Angelegenheiten als Wohnsitz des nicht im Inlande wohnenden Patentinhabers.

Die an den Vertreter geschehenen Zustellungen haben dieselben Rechtswirkungen, wie wenn sie an den Patentinhaber selbst erfolgt wären.

Wirkung des Patentes.

§. 8. — Das Patent hat die Wirkung, dass der Patentinhaber ausschliesslich befugt ist, betriebsmässig den Gegenstand der Erfindung herzustellen, in Verkehr zu bringen, feilzuhalten oder zu gebrauchen.

Ist das Patent für ein Verfahren ertheilt, so erstreckt sich die Wirkung auch auf die durch dieses Verfahren unmittelbar hergestellten Gegenstände.

§. 9. — Die Wirkung des Patentes tritt gegen denjenigen nicht ein, welcher bereits zur Zeit der Anmeldung, im guten Glauben die Erfindung im Inlande in Benützung genommen oder die zu solcher Benützung erforderlichen Veranstaltungen getroffen hat (Vorbenützer).

Derselbe ist befugt, die Erfindung für die Bedürfnisse seines eigenen Betriebes in eigenen oder fremden Werkstätten auszunützen.

Diese Befugnis kann nur zusammen mit dem Betriebe vererbt oder veräussert werden.

Der Vorbenützer kann verlangen, dass seine Befugnis von dem Patentbesitzer durch Ausstellung einer Urkunde anerkannt werde. Wird diese Anerkennung verweigert, so hat auf Antrag das Patentamt über den erhobenen Anspruch in dem für den Anfechtungsprocess vorgesehenen Verfahren zu entscheiden. Die anerkannte Befugnis ist über Ansuchen des Berechtigten in das Patentregister einzutragen.

§. 10. — Der Kriegsverwaltung steht das Recht zu im Einverständnisse mit dem Handelsminister von Erfindungen, welche sich auf zur Hebung der Wehrkraft nothwendige Kriegswaffen, Spreng- oder Munitionsartikel, Befestigungen oder Kriegsschiffe beziehen, für ihren Bedarf Gebrauch zu machen oder durch ihre geschäftlich Beauftragten Gebrauch machen zu lassen,

ohne dass der Kriagsverwaltung gegenüber aus dem ertheilten Patente irgend welche Rechte geltend gemacht werden können.

Insoferne über eine billige Vergütung zwischen dem Patentbesitzer und der Kriagsverwaltung unter Zustimmung des Finanzministers eine Vereinbarung nicht zustande kommt, entscheidet hierüber der Finanzminister im Einvernehmen mit dem Handelsminister und der Kriagsverwaltung.

Die Ausübung des der Kriagsverwaltung zustehenden Gebrauchsrechtes ist von dem Gange dieser Verhandlungen unabhängig.

§. 11. — Stellt sich, wenn auch nach der Ertheilung eines Patentes für eine Erfindung heraus, dass deren Gegenstand in einer bestimmten Anwendungsart einem staatlichen Monopolsrechte vorbehalten ist, so hat das Patent rücksichtlich dieser Anwendungsart gegenüber der Staats- oder Kriagsverwaltung keine Wirkung.

§. 12. — Auf Fahrzeuge und auf Einrichtungen an Fahrzeugen, welche nur vorübergehend aus Anlass ihrer Benützung im Verkehre in das Inland gelangen, erstreckt sich die Wirkung eines Patentes nicht.

Verhältnis mehrerer Patentbesitzer zu einander.

§. 13. — Das von mehreren Personen als Theilhabern derselben Erfindung angesuchte Patent wird denselben ohne Bestimmung der Theile ertheilt.

Das Rechtsverhältnis der Theilhaber an einem Patente untereinander richtet sich nach bürgerlichem Rechte.

Das Recht dritten Personen die Benützung der Erfindung zu gestatten, steht im Zweifel nur der Gesamtheit der Theilhaber zu; jeder für sich ist aber befugt, Eingriffe in das Patent gerichtlich zu verfolgen.

Dauer des Patentes.

§. 14. — Die Dauer des Patentes beträgt 15 Jahre; der Lauf dieser Zeit beginnt mit dem Tage der Bekanntmachung der angemeldeten Erfindung im Patentblatte (§. 57).

Zusatzpatente erreichen ihr Ende mit dem Stammpatente. Ein Zusatzpatent kann jedoch als selbständiges Patent ausdrücklich aufrechterhalten werden, wenn das Stammpatent zurückgenommen, nichtig erklärt oder darauf verzichtet wird. Seine Dauer bestimmt sich sodann nach dem Anfangstage des Stammpatentes. In Ansehung des Fälligkeitstages und des Ausmasses der Jahresgebühren tritt das selbständig gewordene Zusatzpatent an die Stelle des Stammpatentes.

Enteignung.

§. 15. — Fordert es das Interesse der bewaffneten Macht oder der öffentlichen Wohlfahrt oder sonst ein zwingendes Staatsinteresse, dass eine Erfindung, für welche ein Patent angesucht oder bereits ertheilt worden ist, ganz oder theilweise von der Staats- oder Kriagsverwaltung selbst benützt oder der allgemeinen Benützung überlassen werde, so ist die Staats- oder Kriagsverwaltung berechtigt, dieses Patent oder das Recht zur Be-

nützung der Erfindung auf Grund des von der politischen Landesbehörde in Wien geschöpften Erkenntnisses gegen angemessene Entschädigung ganz oder theilweise zu enteignen und die Erfindung auf Grund des Enteignungserkenntnisses in Benützung zu nehmen oder der allgemeinen Benützung zu überlassen.

Bei Gefahr im Verzuge kann die Staats- oder Kriegsverwaltung über vorläufige Bewilligung der genannten politischen Landesbehörde bereits auf Grund des eingebrachten Enteignungsgesuches jedoch vorbehaltlich des nachfolgenden Enteignungserkenntnisses die Erfindung sofort in Benützung nehmen oder der allgemeinen Benützung überlassen.

Ausser dem Patentinhaber gebührt auch jenen Personen, welchen die Benützung der Erfindung bereits rechtlich zustand, falls sie derselben nunmehr verlustig werden, eine angemessene Entschädigung aus dem Staatsschatze.

Hinsichtlich des Masses der Entschädigung ist auf das Zustandekommen einer Vereinbarung mit dem Patentwerber oder Patentinhaber und mit den etwaigen Benützungsberechtigten hinzuwirken; kommt eine solche nicht zustande, so steht die Entscheidung über die eingebrachte Entschädigungsklage den Gerichten erforderlichenfalls nach Einvernehmung von Sachverständigen zu. Der Patentinhaber hat das Recht, einen der Sachverständigen zu wählen. Bei dem Ausmasse der Entschädigung ist in allen Fällen bloss auf jene Wirkungen Rücksicht zu nehmen, welche die Enteignung des Patentes für das Inland zur Folge hat.

Die Verhandlung über das Mass der Entschädigung hat für die Ausübung der Befugnisse, welche die Staats- oder Kriegsverwaltung in Ansehung der Erfindung für sich oder für die Bevölkerung in Anspruch nimmt, keine hemmende Wirkung.

Von einer solchen Inanspruchnahme des Patentes sind die im Patentregister eingetragenen Interessenten durch das Patentamt sofort zu verständigen.

Gebundenheit der Patente an die bestehenden Gesetze.

§. 16. — Ein ertheiltes Patent entbindet in keinem Falle von der Beobachtung der gesetzlichen Vorschriften, die aus öffentlichen Gesundheits-, Sicherheits- oder Sittlichkeitsrücksichten oder im allgemeinen Staatsinteresse bestehen oder erlassen werden.

§. 17. — Der Urheber der Erfindung oder dessen Rechtsnachfolger ist, soweit er sich auf die Ausübung der patentirten Erfindung beschränkt, unbeschadet der Bestimmungen des §. 16, an die bezüglich des Antrittes von Gewerben geltenden Vorschriften nicht gebunden.

Übertragung.

§. 18. — Das Recht aus der Anmeldung eines Patentes und das Patentrecht gehen auf die Erben über; ein Heimfallsrecht findet an diesen Rechten nicht statt.

Beide Rechte können zur Gänze oder nach ideellen Theilen durch Rechtsgeschäft, richterlichen Ausspruch oder letztwillige Verfügung auf andere übertragen werden.

Die zur Erwerbung des Patentrechtes erforderliche Eintragung der Übertragung (§. 28) hat durch das Patentamt über gerichtliche Requisition oder über ein schriftliches Übertragungsgesuch eines der Beteiligten zu erfolgen. Mit dem Übertragungsgesuche ist die Übertragungsurkunde vorzulegen, auf welcher, wenn sie nicht den Charakter einer öffentlichen Urkunde besitzt, die Unterschrift des Übertragenden beglaubigt sein muss.

Das Übertragungsgesuch und die Übertragungsurkunde unterliegen nach Form und Inhalt der Prüfung des Patentamtes.

Wird das Recht aus der Anmeldung eines Patentes übertragen, so ist das Patent im Falle seiner Ertheilung, sofern sowohl das Übertragungsgesuch als auch die Übertragungsurkunde den vorerwähnten Anforderungen entsprechen, für den Rechtsnachfolger des Anmelders auszufertigen.

Verpfändung.

§. 19. — Das Patentrecht kann den Gegenstand eines Pfandrechtes bilden.

Freiwillige Lizenzen.

§. 20. — Der Patentinhaber ist berechtigt, die Benützung der Erfindung dritten Personen für das ganze Geltungsgebiet des Patentes oder für einen Theil desselben mit oder ohne Ausschluss anderer Benützungsberechtigter zu überlassen (Lizenz).

Zwangslicenzen.

§. 21. — Der Inhaber eines Patentes auf eine Erfindung, welche ohne Benützung einer früher patentirten Erfindung nicht verwertet werden kann, ist berechtigt, vom Inhaber der letzteren die Ertheilung der Erlaubnis zur Benützung derselben zu verlangen, wenn seit dem Tage der Bekanntmachung des früher ertheilten Patentes im Patentblatte drei Jahre verflossen sind, und die spätere Erfindung von erheblicher gewerblicher Bedeutung ist.

Die bewilligte Lizenz berechtigt den Inhaber des früheren Patentes auch seinerseits von dem nachfolgenden Patentinhaber eine Lizenz zu verlangen, welche ihn zur Benützung der späteren Erfindung ermächtigt, unter der Voraussetzung jedoch, dass diese letztere mit der früheren Erfindung in einem thatsächlichen Zusammenhange steht.

Erscheint die Ertheilung der Erlaubnis zur Benützung einer Erfindung an Andere im öffentlichen Interesse geboten, so ist jedermann, auch wenn die Voraussetzungen des Absatzes 1 und 2 nicht vorliegen, im Falle des Nachweises seiner persönlichen Vertrauenswürdigkeit berechtigt, nach Ablauf von drei Jahren vom Tage der Bekanntmachung des ertheilten Patentes im Patentblatte vom Patentinhaber die Erlaubnis zur Benützung der Erfindung für seinen Betrieb zu begehren.

Wird in diesen Fällen die Lizenz vom Patentinhaber verweigert, so entscheidet das Patentamt über das gestellte Begehren und setzt im Falle der Lizenzeinräumung die zu leistende Vergütung, Sicherstellung, sowie die sonstigen Bedingungen der Benützung mit Rücksicht auf die Natur der Erfindung und die Umstände des Falles fest.

Handelt es sich um eine Entscheidung über die Einräumung einer Lizenz im öffentlichen Interesse, so hat das Patentamt über die Frage des

vorhandenen öffentlichen Interesses die Anschauung der beteiligten Ministerien einzuholen und diese Anschauung seiner eigenen Entscheidung zugrunde zu legen.

Auf Patente der Staats- oder Kriegsverwaltung finden die vorstehenden Bestimmungen keine Anwendung.

Licenzübertragung.

§. 22. — Die vom Patentinhaber oder Patentamte eingeräumte Lizenz kann ohne Zustimmung des Patentinhabers vom Lizenzträger unter Lebenden nur mit dem Betriebe, dem die Lizenz dienstbar ist, übertragen werden und übergeht von todeswegen nur dann auf die Rechtsnachfolger desselben, wenn von diesen das lizenzberechtigte Unternehmen fortgeführt wird.

Wirkungen der Eintragungen in das Patentregister.

§. 23. — Das Patentrecht (§. 18), das Pfandrecht und die sonstigen dinglichen Rechte an Patentrechten werden mit der Eintragung in das Patentregister erworben und gegen Dritte wirksam.

Für den Zeitpunkt der Erwerbung der Lizenzrechte bleiben die Bestimmungen des bürgerlichen Rechtes massgebend. Dritten Personen gegenüber werden die Lizenzrechte erst mit der Eintragung in das Patentregister wirksam.

Die Rangordnung der vorgenannten Rechte wird durch die Reihenfolge der an das Patentamt gelangten Eingaben um Eintragung bestimmt, vorausgesetzt, dass die Eingabe zur Eintragung führt.

Gleichzeitig eingelangte Eingaben geniessen die gleiche Rangordnung.

Belastungen.

§. 24. — Wer ein Patent erwirbt, übernimmt die darauf haftenden Lasten, welche im Zeitpunkte der Überreichung des Eintragungsgesuches bei dem Patentamte aus dem Patentregister ersichtlich oder zur Eintragung ordnungsmässig angemeldet sind.

Streitanmerkungen.

§. 25. — Die bei den Gerichten anhängigen Streitigkeiten, welche die Zugehörigkeit eines Patent, ein Pfandrecht sowie ein anderes dingliches Recht an einem Patente betreffen, sowie die Anträge auf Einräumung von Lizenzen (§. 21), dann auf Zurücknahme, Nichtigserklärung, Aberkennung, Abhängigerklärung oder Entscheidung über die relative Wirkungslosigkeit eines Patent, können auf Ansuchen den Gegenstand einer Streitanmerkung im Patentregister bilden.

Die Streitanmerkung hat die Wirkung, dass die Entscheidung auch gegen diejenigen Personen, welche erst nach dem Zeitpunkte des Einlangens des Gesuches um Streitanmerkung beim Patentamte Eintragungen in das Patentregister erwirkt haben, ihre volle Wirksamkeit aussert.

Erlöschung.

§. 26. — Das Patent erlischt:

1. bei rechtzeitiger Zahlung der Jahresgebühren spätestens mit Ablauf des 15. Jahres;

2. wenn die fällige Jahresgebühr nicht rechtzeitig bei der Casse des Patentamtes oder zur Überweisung an diese bei einer Postanstalt des Inlandes eingezahlt wurde;

3. wenn der Patentinhaber auf dasselbe verzichtet.

Betrifft der Verzicht nur einzelne Theile des Patenten, so bleibt das Patent hinsichtlich der übrigen Theile, sofern dieselben noch den Gegenstand eines selbständigen Patenten bilden können, aufrecht.

In den Fällen der durch Zeitablauf (1 und 2) eingetretenen Erlöschung wirkt dieselbe mit dem auf den Ablauf des letzten Giltigkeitsjahres folgenden Tage, in dem Falle des Verzichtes (3) mit dem auf die Bekanntgabe des Verzichtes an das Patentamt folgenden Tage.

Rücknahme.

§. 27. — Ein Patent kann ganz oder theilweise zurückgenommen werden, wenn der Patentinhaber oder dessen Rechtsnachfolger es unterlässt, die Erfindung im Inlande im angemessenen Umfange auszuüben oder ausüben zu lassen oder doch alles zu thun, was erforderlich ist, um eine solche Ausübung zu sichern. Die Rücknahme kann in diesem Falle nicht früher, als nach Ablauf von drei Jahren vom Tage der Bekanntmachung des ertheilten Patenten im Patentblatte erfolgen. Diese Zeitbeschränkung entfällt, wenn der Patentinhaber oder dessen Rechtsnachfolger, ungeachtet die Erfindung im Auslande ausgeübt wird und das öffentliche Interesse die Ausübung auch im Inlande erfordert, fortfährt, den inländischen Bedarf statt durch eine im angemessenen Umfange gehaltene Ausübung im Inlande ausschliesslich oder doch zum allergrössten Theile durch die Einfuhr zu decken.

Der Rücknahme des Patenten muss eine Androhung derselben unter Angabe der Gründe und unter Festsetzung einer angemessenen Frist zur entsprechenden Ausübung der Erfindung vorausgehen.

Die Rücknahme wirkt mit dem im Rücknahmeerkenntniss anzusetzenden letzten Tage des für die gesetzmässige Ausübung im Inlande festgesetzten Zeitraumes.

Auf Patente der Staats- oder Kriegsverwaltung finden diese Bestimmungen keine Anwendung.

Nichtigerklärung.

§. 28. — Das Patent wird nichtig erklärt, wenn sich ergibt,

1. dass der Gegenstand nach §§. 1, 2 oder 3 nicht patentfähig war;

2. dass die Erfindung Gegenstand des Patenten oder Privilegiums eines früheren Anmelders ist.

Trifft eine dieser Voraussetzungen (1 und 2) nur theilweise zu, so erfolgt die Erklärung der Nichtigkeit durch entsprechende Beschränkung des Patenten.

Die rechtskräftige Nichtigerklärung eines Patentes wirkt auf den Zeitpunkt der Anmeldung des Patentes zurück. Im Falle des Punktes 2 bleiben jedoch die von dem späteren Anmelder rechtmässig bestellten, von dritten Personen redlich erworbenen und seit einem Jahre im Patentregister eingetragenen Lizenzrechte, die durch keine rechtlich begründete Streitanmerkung betroffen wurden (§. 25), unbeschadet der hieraus gegen den späteren Anmelder entspringenden Ersatzansprüche von dieser Rückwirkung unberührt.

Aberkennung.

§. 29. — Das Patent wird dem Patentinhaber aberkannt, wenn der Nachweis erbracht wird:

1. dass der Patentinhaber nicht Urheber der Erfindung oder dessen Rechtsnachfolger ist oder als solcher nicht anzusehen ist (§. 5), oder

2. dass der wesentliche Inhalt der Anmeldung den Beschreibungen, Zeichnungen, Modellen, Gerätschaften oder Einrichtungen eines anderen oder einem von diesem angewendeten Verfahren ohne dessen Einwilligung entnommen war.

Trifft eine dieser Voraussetzungen (1 und 2) nur theilweise zu, so wird das Patent dem Patentinhaber nur theilweise aberkannt.

Der Anspruch auf Aberkennung des Patentes steht im ersten Falle nur dem Urheber, dessen Rechtsnachfolger und demjenigen zu, der im Sinne des §. 5 als Urheber anzusehen ist, im zweiten Falle nur dem Beeinträchtigten und verfährt gegen den gutgläubigen Patentinhaber innerhalb dreier Jahre vom Zeitpunkte seiner Eintragung im Patentregister.

Die aus der Aberkennung entspringenden wechselseitigen Ersatz- und Rückforderungsansprüche sind nach bürgerlichem Rechte zu beurtheilen und im Civilrechtswege geltend zu machen.

Wenn der Urheber oder der Beeinträchtige der Obsiegende ist, steht es ihm frei, binnen 30 Tagen nach Zustellung der rechtskräftigen Aberkennungsentscheidung die Übertragung des Patentes auf seine Person zu begehren.

Die Unterlassung eines solchen rechtzeitigen Übertragungsbegehrens wird dem Verzicht auf das Patent gleichgehalten.

Die von dem früheren Patentbesitzer rechtmässig bestellten, von dritten Personen redlich erworbenen und seit einem Jahre im Patentregister eingetragenen Lizenzrechte bleiben, sofern sie durch keine rechtlich begründete Streitanmerkung betroffen wurden (§. 25), unbeschadet der hieraus gegen den bisherigen Patentbesitzer entspringenden Ersatzansprüche, im Falle einer solchen Patentübertragung auch gegenüber dem neuen Patentbesitzer aufrecht.

Abhängigerklärung.

§. 30. — Der Inhaber eines Patentes kann bei dem Patentamte die Entscheidung beantragen, dass die gewerbliche Verwendung einer patentirten Erfindung die vollständige oder theilweise Benützung seiner Erfindung voraussetze. Über einen solchen Antrag hat das Patentamt in dem für den Anfechtungsprocess vorgesehenen Verfahren zu entscheiden.

Vergeltungsrecht.

§. 31. — Gegen Angehörige eines ausländischen Staates, welcher Erfindungen österreichischer Staatsangehöriger keinen oder unvollständigen Schutz gewährt, kann durch Verordnung des Gesamtministeriums ein Vergeltungsrecht in Anwendung gebracht werden.

Bosnien und Hercegovina.

§. 32. — Hinsichtlich der Giltigkeit der nach diesem Gesetze ertheilten Patente in Bosnien und der Hercegovina sind die auf Grund des Gesetzes vom 20. December 1879, R. G. Bl. Nr. 136, erlassenen Verordnungen massgebend.

II. Patent-Behörden, -Organe und -Einrichtungen.

Wirkungskreis des Patentamtes.

§. 33. — Die Ertheilung, die Rücknahme, Nichtigerklärung, Abkennung und die Abhängigerklärung, die Entscheidung über die relative Wirkungslosigkeit eines Patentes (§. 9), dann die Entscheidung über Feststellungsanträge (§. 111) und Lizenzeinräumungen (§. 21), sowie alle Eintragungen in das Patentregister erfolgen durch das Patentamt.

Das Patentamt ist ferner verpflichtet, auf Ersuchen der Gerichte über Fragen, welche Patente betreffen, schriftliche Gutachten abzugeben, sofern in dem gerichtlichen Verfahren von einander abweichende Gutachten von Sachverständigen vorliegen.

Sitz und Zusammensetzung des Patentamtes.

§. 34. — Das Patentamt hat seinen Sitz in Wien.

Es besteht aus einem Präsidenten, dessen Stellvertretern und aus der erforderlichen Anzahl von rechtskundigen und fachtechnischen Mitgliedern als Räten.

Die Mitglieder sind theils ständige, theils nicht ständige.

Der Präsident sowie die Vorsitzenden der Beschwerde- und Nichtigkeitsabtheilung (§. 36) müssen rechtskundig sein.

Der Präsident, seine Stellvertreter und die ständigen Mitglieder sind besoldete Staatsbeamte.

Die nichtständigen Mitglieder geniessen Functionsgebühren.

Die Organisirung des Patentamtes wird im Verordnungswege festgestellt.

§. 35. — Der Präsident, dessen Stellvertreter und die Mitglieder des Patentamtes werden über Vorschlag des Handelsministers vom Kaiser ernannt.

Die Berufung der nicht ständigen Mitglieder erfolgt auf die Dauer von fünf Jahren, nach deren Ablauf ihre Wiederberufung zulässig ist.

Das Patentamt bildet hinsichtlich seiner Geschäftsgebarung nach aussen hin ein selbstständiges Amt. Hinsichtlich der Oberleitung untersteht es unmittelbar dem Handelsminister, welcher auch dessen Hilfspersonale bestellt.

Abtheilungen.

§. 36. — In dem Patentamte werden gebildet:

1. Anmeldeabtheilungen für die Patentanmeldungen, Übertragungen, Pfändungen, freiwillig eingeräumte Lizenzen, Abhängigerklärungen (§. 4) und Streitanmerkungen,

2. Beschwerdeabtheilungen für die Beschwerden, und

3. eine Nichtigkeitsabtheilung für die Anträge auf Rücknahme, Nichtig-erklärung, Aberkennung und Abhängigerklärung (§. 30) von Patenten, dann für Entscheidungen über die relative Wirkungslosigkeit eines Patenten, für Feststellungsanträge und für Anträge auf Ertheilung von Zwangslizenzen.

Beschlussfassung in den Abtheilungen.

§ 37. — Die Anmeldeabtheilungen fassen ihre Beschlüsse in der Besetzung von drei ständigen Mitgliedern mit Einschluss des Vorsitzenden, unter denen sich, soweit es sich nicht um Beschlüsse im Sinne des §. 40 handelt, zwei fachtechnische Mitglieder befinden müssen.

Die Endentscheidungen der Beschwerdeabtheilungen und der Nichtigkeitsabtheilung erfolgen mit Einschluss des Vorsitzenden, in der Besetzung von zwei rechtskundigen und von drei fachtechnischen Mitgliedern. Zu Zwischenentscheidungen in diesen beiden Abtheilungen genügt die Anwesenheit von drei Mitgliedern, von denen zwei fachtechnische Mitglieder sein müssen.

Zu den Berathungen können Sachverständige, welche nicht Mitglieder sind, zugezogen werden; an den Abstimmungen nehmen dieselben nicht theil.

Die einen Beschluss oder eine Entscheidung vorbereitenden Verfügungen werden in allen Abtheilungen namens derselben von dem mit der Angelegenheit betrauten Referenten erforderlichenfalls im Einvernehmen mit einem fachtechnischen Mitgliede getroffen.

Die Beschlüsse und Entscheidungen erfolgen mit absoluter Stimmenmehrheit. Bei Stimmengleichheit entscheidet die Stimme des Vorsitzenden.

Die Beschlüsse und die Entscheidungen erfolgen im Namen des Patentamtes, sind mit Gründen zu versehen, schriftlich auszufertigen und allen Betheiligten von amtswegen zuzustellen.

Geschäftsordnung des Patentamtes.

§. 38. — Die Geschäftsordnung des Patentamtes wird, insoweit dieses Gesetz nicht Bestimmungen darüber trifft, vom Handelsminister und sofern andere Ressortminister betheiligt erscheinen, im Einvernehmen mit diesen im Verordnungswege geregelt.

Beschwerden gegen die Beschlüsse und Entscheidungen der Abtheilungen.

§ 39. — Gegen die Beschlüsse der Anmeldeabtheilungen findet die Beschwerde an die Beschwerdeabtheilung statt. Dieselbe ist, insoferne im Gesetze für einzelne Fälle nicht andere Bestimmungen getroffen sind, binnen 30 Tagen nach Zustellung des Beschlusses bei dem Patentamte zu überreichen.

An der Beschlussfassung über die Beschwerde darf kein Mitglied theilnehmen, welches bei dem angefochtenen Beschlusse mitgewirkt hat.

Gegen die Endentscheidungen (Zwischen- und Endscheidungen) der Beschwerdeabtheilungen findet ein weiterer Rechtszug, sowie eine Beschwerde an den Verwaltungsgerichtshof nicht statt.

Gegen die Entscheidungen der Nichtigkeitsabtheilung steht die Berufung an den Patentgerichtshof offen.

Gegen die einen Beschluss einer Anmeldeabtheilung oder eine Entscheidung der Beschwerdeabtheilungen oder Nichtigkeitsabtheilung vorbereitenden Verfügungen des Referenten findet eine abgesonderte Beschwerde, beziehungsweise Berufung, nicht statt.

Ebenso ist gegen Zwischenentscheidungen der Nichtigkeitsabtheilung eine abgesonderte Berufung nicht zulässig, doch kann die Abänderung der vorbereitenden Verfügungen des Referenten in allen drei Abtheilungen, sowie der Zwischenentscheidungen der Beschwerdeabtheilung und Nichtigkeitsabtheilung bei den betreffenden Abtheilungen selbst beantragt werden.

Beschlüsse und Beschwerden über Registereintragungen.

§. 40. — Die Beschlüsse des Patentamtes, welche Eintragungen in das Patentregister im Sinne der §§. 9, 18, 19, 20, 21, 23 und 25, sowie in das Patentanwaltregister im Sinne des §. 43 betreffen, sind in einer aus drei rechtskundigen Mitgliedern zu bildenden Anmeldeabtheilung zu fassen. Von den Beschlüssen sind alle Beteiligten zu verständigen.

Binnen 30 Tagen nach der Zustellung kann gegen den Beschluss Beschwerde erhoben werden.

Die Beschwerde geht mit Ausnahme des im §. 43 dem Handelsministerium vorbehaltenen Falles an die Beschwerdeabtheilung des Patentamtes.

Patentgerichtshof.

§. 41. — Als Berufsstanz gegen die Endentscheidungen der Nichtigkeitsabtheilung des Patentamtes wird ein Patentgerichtshof in Wien bestellt.

Derselbe wird aus einem Präsidenten oder einem Senatspräsidenten des Obersten Gerichts- und Cassationshofes als Präsidenten und Vorsitzenden, einem Rathe des Handelsministeriums, zwei Hofräthen des Obersten Gerichts- und Cassationshofes oder deren Stellvertretern und aus drei fachtechnischen Mitgliedern als Räthen gebildet.

Die Mitglieder des Patentgerichtshofes und deren Stellvertreter werden über den vom Handelsminister im Einvernehmen mit den beteiligten Ministerien gemachten Vorschlag vom Kaiser auf die Dauer von fünf Jahren ernannt. Ihre Wiederberufung ist zulässig.

Während ihrer Functionsdauer finden auch die Mitglieder des Patentgerichtshofes die Bestimmungen des Artikels 6 des Staatsgrundgesetzes über die richterliche Gewalt und des zur Durchführung desselben ergangenen Gesetzes vom 21. Mai 1868, R.G.Bl. Nr. 46, Anwendung.

Die Mitglieder des Patentgerichtshofes genießen Functionsgebühren.

Die drei fachtechnischen Mitglieder werden aus der Liste der ernannten

fachtechnischen Mitglieder von Fall zu Fall vom Präsidenten des Patentgerichtshofes berufen.

Das für den Patentgerichtshof erforderliche Hilfs- und Kanzleipersonal wird vom Handelsministerium beigelegt.

Ausschliessungsgründe.

§. 42. — Mitglieder des Patentamtes und des Patentgerichtshofes sind von der Mitwirkung ausgeschlossen:

1. in Patentangelegenheiten, in welchen sie selbst Partei sind, oder in Ansehung deren sie zu einer der Parteien in dem Verhältnisse eines Mitberechtigten, Mitverpflichteten oder Regresspflichtigen stehen;

2. in Patentangelegenheiten ihrer Ehefrauen oder solcher Personen, welche mit ihnen in gerader Linie verwandt oder verschwägert sind, oder mit welchen sie in der Seitenlinie bis zum vierten Grade verwandt oder im zweiten Grade verschwägert sind;

3. in Patentangelegenheiten ihrer Wahl- oder Pflegeeltern, Wahl- oder Pflegekinder, ihrer Mündel oder Pflegebefohlenen;

4. in Patentangelegenheiten, in welchen sie eine der Parteien vertreten oder vertreten haben oder bezüglich deren sie einen materiellen Vortheil oder Schaden erfahren oder in Aussicht haben.

Die Mitglieder des Patentgerichtshofes sind überdies in Patentangelegenheiten ausgeschlossen, in welchen sie bei Schöpfung der Entscheidungen bei dem Patentamte mitgewirkt haben.

Patentanwälte.

§. 43. — Zur berufsmässigen Vertretung von Parteien vor den Behörden in Patentangelegenheiten sind nur Advocaten, die behördlich autorisirten Privattechniker, Patentanwälte und die Finanzprocuratur befugt.

Den behördlich autorisirten Privattechnikern, sowie den Patentanwälten ist jedoch die berufsmässige Vertretung von Parteien in Streitigkeiten über die Zurücknahme, Nichtigerklärung oder Aberkennung eines Patentes oder Privilegiums, sowie in allen nichttechnischen Angelegenheiten untersagt.

Die Patentanwälte werden nach Massgabe des Bedarfes im Einvernehmen mit der Gewerbebehörde vom Patentamte bestellt.

Die Ausübung der Patentanwaltschaft bleibt von der Eintragung des Anwaltes in das bei dem Patentamte geführte Patentanwaltregister abhängig. Diese Eintragungen sind im Patentblatte kundzumachen.

Jede derartige Eintragung unterliegt einer Gebühr von 100 fl.

Zu Patentanwälten können nur jene Personen bestellt werden, welche

1. grossjährig sind,

2. die österreichische Staatsbürgerschaft besitzen und im Inlande wohnen,

3. nicht wegen eines aus Gewinnsucht begangenen Verbrechens, Vergehens oder wegen einer derartigen Übertretung verurtheilt wurden,

4. sich über die entsprechende technische Befähigung durch Vorlage eines Diplomes oder der Zeugnisse über die erfolgreich abgelegten vorgeschriebenen Staatsprüfungen an einer inländischen technischen Hochschule, an der Hochschule für Bodencultur, an einer Bergakademie oder an einer

philosophischen Facultät einer inländischen Universität, oder über die erfolgreich abgelegten gleichwertigen Prüfungen an einer einen gleichen Rang einnehmenden analogen ausländischen Hochschule auszuweisen vermögen,

5. eine mindestens zweijährige Praxis bei einem inländischen Patentanwälte zurückgelegt haben, und

6. durch eine nach vollendeter Praxis vor dem Patentamte mit gutem Erfolge abgelegte Prüfung ihre Vertrautheit mit den Bestimmungen der Patentrechte des In- und Auslandes dargethan haben.

Die Taxe für die Prüfung aus dem Patentrechte beträgt 20 fl.

Die Patentanwälte unterstehen der Disciplinargewalt des Patentamtes.

Im Falle zeitweiliger oder dauernder Verhinderung des Patentanwaltes zur Führung der ihm obliegenden Geschäfte ist das Patentamt erforderlichenfalls berechtigt, zur Fortführung oder Abwicklung dieser Geschäfte für denselben einen Stellvertreter zu bestellen.

Gegen die Versagung der Eintragung in das Patentanwaltregister steht dem Betroffenen binnen 30 Tagen nach Zustellung der Entscheidung die Beschwerde an das Handelsministerium offen.

Die Erlassung der näheren Bestimmungen über die Einrichtungen des Institutes der Patentanwälte und über das Disciplinarverfahren gegen die Patentanwälte bleibt dem Handelsminister im Einvernehmen mit dem Minister des Innern im Verordnungswege vorbehalten. Die Entscheidung darüber ob die an einer ausländischen Hochschule erfolgreich abgelegten Prüfungen den erfolgreich an einer inländischen analogen Hochschule abgelegten Staatsprüfungen gleichwertig seien (Absatz 4 dieses Paragraphen) trifft der Handelsminister im Einvernehmen mit dem Minister für Cultus und Unterricht und dem Ackerbauminister.

Patentblatt.

§. 44. — Von dem Patentamte wird ein periodisch erscheinendes amtliches Patentblatt herausgegeben, in welches die in diesem Gesetze vorgesehenen Kundmachungen aufzunehmen sind.

Die Einrichtung und Herausgabe dieses Blattes wird vom Handelsminister im Verordnungswege geregelt.

Patentregister.

§. 45. — Bei dem Patentamte wird ein Patentregister geführt, welches die fortlaufenden Nummern, den Gegenstand und die Dauer der erteilten Patente, sowie den Namen, die Beschäftigung und den Wohnort der Patentinhaber und ihrer Vertreter enthält. Der Anfang, der Ablauf, die Erlöschung, die Anfechtung, die Rücknahme, die Erklärung der Nichtigkeit und die Aberkennung des Patent, die Enteignung desselben, die Selbstständigerklärung eines Zusatzpatentes, dann die Abhängigerklärung eines Patent, sowie die Übertragungen eines Patent, Lizenzeinräumungen, Pfandrechte, sonstigen dinglichen Rechte an einem Patente, die Wirkungslosigkeit eines Patent gegenüber einem Vorbenützer (§. 9), die Feststellungsentscheidungen (§. 111) und Streitanmerkungen sind im Register ersichtlich zu machen.

Die zu den bestehenden Patenten gehörigen Beschreibungen, Zeichnungen, Modelle und Probestücke, dann die den Registereintragungen zugrunde liegenden Gesuche und Urkunden werden vom Patentamte in einem besonderen Archive aufbewahrt.

Die Einsicht in das Patentregister und in die Beschreibungen und die Besichtigungen der Zeichnungen, Modelle und Probestücke, auf Grund deren die Ertheilung der Patente erfolgt ist, dann die Einsicht in die Gesuche und Urkunden, sowie die Entnahme von Abschriften und Copien steht, soweit es sich nicht um ein der Staats- oder Kriegsverwaltung zustehendes, noch nicht bekanntgemachtes Patent handelt (§. 65), jedermann frei. Das Patentamt hat die Kundmachung aller Veränderungen zu veranlassen, welche den Bestand und die Zugehörigkeit eines Patentbesitzes betreffen.

Das Patentamt veröffentlicht die Beschreibungen und Zeichnungen der ertheilten Patente, soweit deren Einsicht jedermann freisteht, in selbständigen Druckschriften (Patentschriften).

Auf Verlangen ertheilt das Patentamt beglaubigte Ausfertigungen über die Registereintragungen.

Geldstrafen.

§. 46. — Die von dem Patentamte verhängten Geld- und Ordnungsstrafen fließen dem Staatsschatze zu.

Zustellung.

§. 47. — Die Zustellung der Ausfertigungen des Patentamtes erfolgt von amtswegen durch Diener des Patentamtes oder durch die Post.

Für einen Patentinhaber, welcher zeitweilig keinen Vertreter im Inlande besitzt oder dessen Aufenthalt im Inlande unbekannt ist, kann das Patentamt erforderlichenfalls zu seiner Vertretung einen Curator bestellen, an den die Zustellung mit derselben Rechtswirkung wie an den Patentinhaber selbst erfolgen kann.

III. Verfahren.

A. Bei der Ertheilung von Patenten.

Patentanmeldung.

§. 48. — Die Anmeldung einer Erfindung behufs Erlangung eines Patentbesitzes hat bei dem Patentamte zu erfolgen, und zwar in der vorgeschriebenen schriftlichen Form entweder durch unmittelbare Überreichung oder durch die Post.

Als Zeitpunkt der Anmeldung gilt der Zeitpunkt des Einlangens der Anmeldung bei dem Patentamte.

Umfang der Anmeldung.

§. 49. — Die Vereinigung von zwei oder mehreren Erfindungen in eine einzige Anmeldung ist nur dann gestattet, wenn diese Erfindungen auf den nämlichen Gegenstand als Bestandtheile oder wirkende Mittel Bezug nehmen.

Anmeldungseingabe.

§. 50. — Die Anmeldung muss enthalten:

1. den Vor- und Zunamen, die Beschäftigung und den Wohnort des Patentwerbers und, wenn das Gesuch durch einen Vertreter überreicht wird, überdies dieselben Angaben bezüglich seines ständigen inländischen Vertreters;
2. das Ansuchen um Ertheilung des Patentes;
3. eine kurze, sachgemässe Bezeichnung der zu patentirenden Erfindung (Titel);
4. die Anzahl Jahre, für welche der Anmelder die Jahresgebühr vor der Patentertheilung entrichten will.

Beilagen der Anmeldung.

§. 51. — Der Anmeldung müssen beigeschlossen sein:

1. Die Anmeldegebühr von 10 fl. (§. 114) oder die Bestätigung über die erfolgte Einzahlung dieser Gebühr bei einem Postamte zur Überweisung an die Casse des Patentamtes;
2. falls der Patentwerber seine Anmeldung durch einen Vertreter überreicht, die dem letzteren ausgestellte Vollmacht;
3. die den Vorschriften dieses Gesetzes gemäss (§. 52) abgefasste Beschreibung der angemeldeten Erfindung in zwei von dem Patentwerber oder seinem Vertreter unterfertigten Exemplaren.

Patentbeschreibung.

§. 52. — Die Patentbeschreibung muss:

1. die Erfindung derart klar, deutlich und vollständig beschreiben, dass danach die Benützung der Erfindung durch Sachverständige möglich ist;
2. dasjenige, was neu ist und somit den Gegenstand des Patentes bildet, am Schlusse der Beschreibungen in einem oder mehreren Patentansprüchen genau und in unterscheidender Weise hervorheben;
3. die zur Verständlichkeit der Beschreibung nöthigen, in dauerhafter Weise hergestellten Zeichnungen enthalten, erforderlichenfalls auch von Modellen und Probestücken begleitet sein.

Bis zu dem vom Patentamte gefassten Beschlusse, die Anmeldung bekannt zu machen, sind Abänderungen der in der Beschreibung enthaltenen Angaben zulässig.

Berühren die Abänderungen das Wesen der Erfindung, so kann das Patentamt (Anmeldeabtheilung) nach Einvernehmung der Betheiligten beschliessen, dass die Anmeldung als erst in dem Zeitpunkte der Vornahme dieser Abänderungen erfolgt anzusehen ist (§. 54).

Weitere Erfordernisse der Anmeldung.

§. 53. — Die Feststellung weiterer Erfordernisse der Anmeldung und der Patentbeschreibung bleibt der Verordnungsgewalt des Handelsministers im allfälligen Einvernehmen mit den betheiligten Ressortministern überlassen.

Priorität.

§. 54. — Mit dem Zeitpunkte der ordnungsmässigen Anmeldung eines Patentes (§§. 48—53) erlangt der Bewerber das Recht der Priorität für seine Erfindung.

Von diesem Zeitpunkte an genießt er gegenüber einer jede später angemeldeten gleichen Erfindung den Vorrang.

Trägt die Anmeldung Mängel an sich, so kann sie nach rechtzeitiger Behebung derselben (§. 55) als im Zeitpunkte ihrer ersten Überreichung ordnungsmässig erfolgt angesehen werden, sofern die behobenen Mängel das Wesen der Erfindung unberührt liessen.

Hat die rechtzeitige Behebung der Mängel eine nachträgliche Änderung des Wesens der Erfindung zur Folge, so ist die Erfindung erst mit dem Zeitpunkte der Behebung der Mängel als ordnungsmässig angemeldet anzusehen, und genießt erst von diesem Zeitpunkte das Recht der Priorität.

Vorprüfung.

§. 55. — Die Anmeldung unterliegt einer Vorprüfung durch ein Mitglied der Anmeldeabtheilung.

Entspricht hiebei die Anmeldung nicht den vorgeschriebenen Anforderungen, so wird der Patentwerber aufgefordert, die Mängel innerhalb einer bestimmten Frist zu beheben.

Ergibt die Vorprüfung, erforderlichenfalls nach Einvernehmung der betreffenden Sachverständigen, dass eine nach §§. 1, 2 oder 3 patentfähige Erfindung offenbar nicht vorliegt, so wird der Patentwerber nach allfälliger Vorladung und Vernehmung durch das mit der Vorprüfung betraute Mitglied der Anmeldeabtheilung hievon unter Angabe der Gründe mit der Aufforderung verständigt, sich binnen einer bestimmten Frist zu äussern.

Nach rechtzeitig abgegebener Äusserung oder nach ungenütztem Ablaufe der Frist fasst die Anmeldeabtheilung über die Anmeldung Beschluss.

Der Präsident des Patentamtes hat das Recht, über die Grundsätze, nach denen die Vorprüfung geschehen soll, und über das dabei von den Mitgliedern der Anmeldeabtheilung zu beobachtende Verfahren Normen aufzustellen, in welchen insbesondere hervorzuheben ist, dass bei der Vorprüfung der Wert der angemeldeten Erfindung keiner wie immer gearteten Beurtheilung zu unterziehen ist.

Zurückweisung der Anmeldung.

§. 56. — Ist durch die ursprüngliche oder verbesserte Anmeldung den vorgeschriebenen Anforderungen nicht genügt, oder ergibt sich, dass eine nach §§. 1, 2 oder 3 patentfähige Erfindung offenbar nicht vorliegt (§. 55), so wird die Anmeldung mit Beschluss zurückgewiesen.

Soll die Zurückweisung aus einem Grunde erfolgen, welcher dem Patentwerber nicht bereits anlässlich der Vorprüfung bekannt gegeben war, so ist denselben vorher Gelegenheit zu geben, sich auch über diesen Abweisungsgrund binnen einer bestimmten Frist zu äussern.

Annahme der Anmeldung, Bekanntmachung und Aufgebot

§. 57. — Erachtet das Patentamt die Anmeldung für gehörig erfolgt und die Ertheilung eines Patentes nicht für ausgeschlossen, so verfügt es die öffentliche Bekanntmachung der Anmeldung (Aufgebot). Die Bekanntmachung der Anmeldung geschieht in der Weise, dass Name, Beschäftigung und Wohnort des Patentwerbers, der Gegenstand der Erfindung und die in seiner Anmeldung enthaltenen Patentansprüche oder deren wesentlicher Inhalt, sowie der Tag der Anmeldung durch das amtliche Patentblatt einmal veröffentlicht werden.

Mit dem Tage der Ausgabe des Patentblattes (Bekanntmachung), welcher auf demselben ersichtlich zu machen ist, treten für den Gegenstand der Anmeldung zu Gunsten des Patentwerbers einstweilen die gesetzlichen Wirkungen des Patentes ein (§. 8).

Gleichzeitig mit der Bekanntmachung ist die Anmeldung mit sämtlichen Beilagen bei dem Patentamte durch zwei Monate zu jedermanns Einsicht auszulegen. Das Patentamt kann erforderlichenfalls die Auslegung auch an anderen Orten verfügen.

Die ausgelegte Patentbeschreibung genießt bis zur Ertheilung des Patentes, und wenn eine solche nicht erfolgen sollte, bis zum Ablaufe von fünf Jahren seit dem Tage der Auslegung den durch die Gesetze den Werken der Literatur eingeräumten Schutz.

Auf Antrag des Patentwerbers ist die Bekanntmachung und Auslegung auf die Dauer von wenigstens drei, höchstens aber von sechs Monaten, vom Tage des Beschlusses der Bekanntmachung an gerechnet, auszusetzen.

Einspruch.

§. 58. — Innerhalb der Auslegefrist von zwei Monaten seit dem Tage der Bekanntmachung kann gegen die Ertheilung des Patentes bei dem Patentamte Einspruch erhoben werden.

Der Einspruch ist schriftlich in zweifacher Ausfertigung einzubringen. Er kann nur auf folgende durch bestimmte Thatfachen begründete Behauptungen gestützt werden:

1. dass der Gegenstand patentfähig ist (§§. 1 bis 3);
2. dass die Erfindung dem Wesen nach mit einer im Inlande früher angemeldeten oder früher patentirten oder privilegierten Erfindung übereinstimmt;
3. dass der Patentwerber nicht Urheber der Erfindung oder dessen Rechtsnachfolger ist, oder als solcher nicht anzusehen ist (§. 5);
4. dass der wesentliche Inhalt der angefochtenen Anmeldung den Beschreibungen, Zeichnungen, Modellen, Geräthschaften oder Einrichtungen eines Anderen oder einem von diesem angewendeten Verfahren ohne dessen Einwilligung entnommen wurde.

In dem unter 3 genannten Falle ist nur der Urheber oder dessen Rechtsnachfolger, in dem unter 4 genannten Falle nur der Beeinträchtigte zum Einspruche berechtigt.

Eine Ausfertigung des Einspruches ist dem Anmelder zur Erstattung seiner schriftlichen Äusserung innerhalb einer 30tägigen, aus berücksichtigenswerten Gründen verlängerbaren Frist zuzustellen.

Einspruchverfahren.

§. 59. — Sobald die Äusserung erstattet oder die Frist zu ihrer Erstattung abgelaufen ist, trifft der mit der Angelegenheit betraute Referent wegen des etwa nothwendigen weiteren Schriftenwechsels, wegen Vernehmung der Betheiligten, Herbeischaffung der von den Parteien angebotenen Beweismittel, Aufnahme von Beweisen, sowie überhaupt zum Zwecke der möglichst verlässlichen Aufklärung des wahren Sachverhaltes die entsprechenden Verfügungen.

Beweiswürdigung und Beschluss.

§. 60. — Nach Durchführung des Vorverfahrens hat das Patentamt (Anmeldeabtheilung) über die Ertheilung des Patentes unter freier Würdigung der vorgebrachten Beweise in nicht öffentlicher Sitzung Beschluss zu fassen.

Kosten.

§. 61. — In der Entscheidung hat das Patentamt (Anmeldeabtheilung) nach freiem Ermessen zu bestimmen, zu welchem Antheile und Betrage die Kosten des Verfahrens und der Rechtsvertretung den Parteien zur Last fallen.

Patentanmeldung des Einsprechenden.

§. 62. — Hat der Einspruch in den Fällen des §. 58, Z. 3 und 4, die Zurückziehung oder Zurückweisung der Anmeldung zur Folge, so kann die Partei, welche Einspruch erhob, falls sie innerhalb 30 Tagen nach Zustellung des hierauf bezüglichen Beschlusses des Patentamtes die Erfindung ihrerseits anmeldet, verlangen, dass als Tag ihrer Anmeldung der Tag der zurückgezogenen oder zurückgewiesenen Anmeldung festgesetzt werde.

Beschwerde.

§. 63. — Gegen den Beschluss, durch welchen die Anmeldung zurückgewiesen oder zur Verbesserung zurückgestellt wird (§§. 56 und 60) kann der Patentwerber, und gegen den Beschluss, durch welchen die Ertheilung des Patentes in beschränktem oder vollem Umfange ausgesprochen wird, der Patentwerber oder die Partei, welche Einspruch erhob, innerhalb 30 Tagen nach Zustellung des Beschlusses Beschwerde einlegen.

Verspätet eingebrachte Beschwerden sind ohne Einleitung des Beschwerdeverfahrens zurückzuweisen.

Die Beschwerde und deren Beilagen sind in der für die Gegner erforderlichen Anzahl von Abschriften zu überreichen.

Eine Ausfertigung der Beschwerde ist der Gegenpartei zur Erstattung der Beschwerdeeinrede binnen einer mindestens 14 tägigen, aus erheblichen Gründen verlängerbaren Frist mitzutheilen. Für das weitere Verfahren vor den Beschwerdeabtheilungen sind die für die Anmeldeabtheilungen gegebenen Vorschriften (§§. 59 bis 62) in gleicher Weise massgebend.

Im Beschwerdeverfahren ist das Vorbringen neuer Thatsachen zulässig.

Soll die Entscheidung über die Beschwerde auf andere als die in dem angefochtenen Beschlusse der Anmeldeabtheilung berücksichtigten Umstände gestützt werden, so ist den Betheiligten zuvor Gelegenheit zu geben, sich hierüber binnen einer bestimmten Frist zu äussern.

Patenturkunde. — Kundmachung.

§. 64. — Ist die Ertheilung des Patent^{es} endgiltig beschlossen, so verfügt das Patentamt die Eintragung der geschützten Erfindung in das Patentregister, die Kundmachung der Ertheilung im Patentblatte, die Ausfertigung der Patenturkunde für den Patentinhaber, sowie die Drucklegung und Veröffentlichung der Patentbeschreibung.

Patente der Staats- oder Kriegsverwaltung.

§. 65. — Handelt es sich um eine im Interesse der Ausrüstung der bewaffneten Macht oder sonst im Staatsinteresse von der Staats- oder Kriegsverwaltung angemeldete Erfindung oder um eine angemeldete Erfindung, bezüglich deren die Staats- oder Kriegsverwaltung ihr Enteignungsrecht geltend gemacht hat (§. 15), so erfolgt über deren Antrag die Patent^{er}theilung ohne jede Bekanntmachung. In diesem Falle unterbleibt auch die Auslegung und Drucklegung der Beschreibung sowie die Eintragung des Gegenstandes der Erfindung in das öffentliche Patentregister. Doch kann die Bekanntmachung und öffentliche Eintragung von der Staats- oder Kriegsverwaltung nachträglich jederzeit begehrt werden.

Die Dauer solcher Patente, deren Bekanntmachung unterblieben ist, läuft vom Tagd der endgiltig beschlossenen Ertheilung.

Versagung.

§. 66. — Wird die Anmeldung nach der Bekanntmachung (§. 57) zurückgezogen oder wird das Patent versagt, so ist dies ebenfalls bekannt zu machen.

Mit der Bekanntmachung der Rückziehung oder Versagung des Patent^{es} gelten die Wirkungen des einstweiligen Schutzes (§. 57, Abs. 2) als nicht eingetreten.

B. Bei der Anfechtung von Patenten.

Antragstellung.

§. 67. — Die Einleitung des Verfahrens wegen Rücknahme, Nichtig^{er}klärung oder Aberkennung von Patenten erfolgt nur über Antrag. Das Patentamt ist jedoch berechtigt, das über einen Rücknahme- oder Nichtig^{keits}antrag eingeleitete Verfahren im Falle der Rückziehung des Antrages von amtswegen fortzusetzen.

Wohnt der Antragsteller nicht im Inlande, so ist er verpflichtet, sich durch einen Advokaten im Inlande vertreten zu lassen und hat dem Gegner auf dessen Begehren für die Kosten des Verfahrens Sicherstellung zu leisten. Dieses Begehren muss bei sonstigem Verluste des Anspruches auf Sicherstellung binnen 14 Tagen nach Zustellung des Antrages gestellt sein.

Die Höhe der Sicherstellung wird von dem Patentamte nach freiem Ermessen festgesetzt. Dem Antragsteller wird für die Leistung der Sicherstellung eine Frist bestimmt, binnen welcher dieselbe zu leisten ist. Erfolgt die Sicherstellung nicht vor Ablauf der Frist, so gilt der Antrag als zurückgenommen.

Sofortige Abweisung.

§. 68. — Anträge auf Rücknahme, Nichtigerklärung oder Aberkennung eines Patentes, welche sich offenbar nicht auf einen gesetzlichen Grund stützen, sowie Eingaben, die kein bestimmtes Begehren enthalten oder zu deren Erhebung dem Antragsteller die Berechtigung fehlt (§§. 29 und 30), können vom Patentamte (Nichtigkeitsabtheilung) unter Angabe der Gründe ohne weiteres Verfahren zurückgewiesen werden.

Derartige Beschlüsse sind als Endentscheidungen anzusehen.

Form und Inhalt des Antrages.

§. 69. — Der Antrag hat eine gedrängte Darstellung des Streitfalles nebst dem bestimmten Begehren die Bezeichnung der geltend zu machenden Beweismittel zu enthalten.

Urkundliche Behelfe sind in Urschrift oder beglaubigter Abschrift anzuschliessen.

Der Antrag sammt dessen Beilagen ist, sofern er nur gegen einen Patentinhaber gerichtet ist, in zweifacher Ausfertigung bei dem Patentamte einzubringen.

Ist der Antrag gegen mehrere Patentinhaber gerichtet, so ist nebst der für das Patentamt bestimmten Ausfertigung für jeden der Belangten eine Ausfertigung des Antrages sammt Abschriften der Beilagen beizubringen.

Jeder Antrag kann lediglich ein einziges Patent sammt dessen Zusatzpatenten zum Gegenstande der Anfechtung machen.

Verfahren über Anfechtungsanträge.

§. 70. — Der mit der Angelegenheit betraute Referent hat, sofern der Antrag zur Einleitung des Verfahrens geeignet befunden wurde, eine Ausfertigung desselben sammt den Abschriften der Beilagen dem Belangten mit der Weisung zustellen zu lassen, innerhalb einer mindestens 30 tägigen Frist, deren Verlängerung der Referent aus rücksichtswürdigen Gründen bewilligen kann, seine Einwendungen in zweifacher Ausfertigung schriftlich zu erstatten.

Eine Ausfertigung der erstatteten Einwendungen und der Beilagen hat der Referent dem Kläger zustellen zu lassen.

Vorverfahren.

§. 71. — Sobald die Einwendungen erstattet sind, oder die Frist zu ihrer Erstattung fruchtlos abgelaufen ist, hat der Referent wegen des etwa nothwendigen weiteren Schriftenwechsels, ferner wegen Herbeischaffung der von den Parteien angebotenen Beweismittel, wegen Aufnahme derjenigen Beweise, deren Durchführung in der mündlichen Verhandlung nicht thunlich erscheint, sowie überhaupt zum Zwecke der möglichst verlässlichen Aufklärung des wahren Sachverhaltes und zur gehörigen Vorbereitung der Verhandlung die entsprechenden Verfügungen zu treffen.

Über die infolge dieser Verfügungen unter Zuziehung der Parteien vorgenommene Beweisaufnahme ist durch einen beeideten Schriftführer, erforderlichenfalls unter Zuziehung eines Technikers ein Protokoll aufzunehmen.

Ausschreibung der Verhandlung.

§. 72. — Nach Durchführung des Vorverfahrens erfolgt die Ausschreibung der mündlichen Verhandlung durch den Präsidenten des Patentamtes oder dessen Stellvertreter.

Die Ausschreibung der Verhandlung hat zu unterbleiben, wenn das Patentamt (Nichtigkeitsabtheilung) in nicht öffentlicher Sitzung entscheidet, dass der Antrag wegen Unzuständigkeit des Patentamtes oder wegen bereits entschiedener Sache als zur Verhandlung nicht geeignet zurückzuweisen sei.

Vorladung.

§. 73. — Zu der Verhandlung sind die betheiligten Parteien oder deren ausgewiesene Vertreter, sowie die nach Anordnung des Referenten (§. 71) bei der Verhandlung einzuvernehmenden Zeugen und Sachverständigen vorzuladen.

Das Ausbleiben der Betheiligten oder ihrer Vertreter steht der Verhandlung und Entscheidung nicht im Wege.

Verhandlung.

§. 74. — Die Verhandlung ist nach den sinngemäss anzuwendenden Vorschriften der §§. 171 bis 203 des Gesetzes vom 1. August 1895, R. G. Bl. No. 113 (Civilprocessordnung) zu leiten und durchzuführen.

Die Öffentlichkeit der Verhandlung kann ausser in den im §. 172 der Civilprocessordnung erwähnten Fällen, über Antrag auch dann für einen Theil des Verfahrens oder für die ganze Verhandlung ausgeschlossen werden, wenn durch die Öffentlichkeit ein wichtiges staatliches Interesse, oder ein Betriebs- oder Geschäftsgeheimnis einer der Parteien oder eines Zeugen einer Gefährdung ausgesetzt würde.

Den Mitgliedern des Patentamtes und Patentgerichtshofes, sowie Conceptsbeamten des Handelsministeriums bleibt trotz Ausschlusses der Öffentlichkeit der Zutritt gestattet.

Beweis und Beweisaufnahme.

§. 75. — Das Beweisverfahren ist, soweit durch dieses Gesetz nicht abweichende Bestimmungen getroffen werden, in sinngemässer Anwendung der Vorschriften der §§. 266 bis 383 des Gesetzes vom 1. August 1895, R. G. Bl. No. 113, über das gerichtliche Verfahren in bürgerlichen Rechtsstreitigkeiten (Civilprocessordnung) durchzuführen.

Das von den Zeugen vor dem Patentamte abgelegte Zeugnis, sowie die von den Parteien vor dem Patentamte eidlich abgegebene Aussage steht einem gerichtlichen Zeugnisse gleich.

Die vorstehenden Grundsätze über das Beweisverfahren gelten sowohl für das Vorverfahren als auch für die Verhandlung.

Berathung und Abstimmung.

§. 76. — Berathung und Abstimmung der Nichtigkeitsabtheilung erfolgen in nicht öffentlicher Sitzung.

Processkosten.

§. 77. — In der Entscheidung hat das Patentamt nach freiem Ermessen zu bestimmen, zu welchem Antheile und Betrage die Kosten des Verfahrens und der Vertretung den Parteien zur Last fallen.

Allfällige privatrechtliche Ansprüche sind vor die ordentlichen Gerichte zu verweisen.

Wer einen Antrag zurückzieht, hat dem Geklagten die aufgelaufenen Kosten zu ersetzen; die Höhe derselben wird durch das Patentamt bestimmt.

Inhalt der Entscheidung.

§. 78. — Die Ausfertigung der Entscheidung hat zu enthalten:

1. die Bezeichnung der Abtheilung und die Namen der Mitglieder, die an der Entscheidung mitgewirkt haben;

2. die Bezeichnung der Parteien, ihrer Vertreter und Bevollmächtigten, sowie ihre Parteistellung;

3. die Entscheidung;

4. den Thatbestand der Entscheidung, bestehend in einer gedrängten Darstellung des aus der mündlichen Verhandlung sich ergebenden Sachverhaltes unter Hervorhebung der in der Hauptsache von den Parteien gestellten Anträge und

5. die Entscheidungsgründe.

Verkündigung der Entscheidung.

§. 79. — Die Verkündigung der Entscheidung mit den wesentlichen Entscheidungsgründen hat, wenn möglich, mündlich unmittelbar nach dem Schlusse der mündlichen Verhandlung zu geschehen.

In allen Fällen ist aber den Parteien die Entscheidung sammt den vollständigen Entscheidungsgründen in schriftlicher Ausfertigung baldigst zuzustellen.

Protokollführung.

§. 80. — Über die Verhandlung ist durch einen beeideten Schriftführer, erforderlichenfalls unter Zuziehung eines Technikers ein Protokoll aufzunehmen. Dasselbe muss die Namen der anwesenden Mitglieder der Nichtigkeitsabtheilung, der Parteien und ihrer Vertreter, sowie die wesentlichen Vorkommnisse in der Verhandlung, insbesondere die Aussagen und Gutachten der allfällig einvernommenen Zeugen und Sachverständigen, sowie die Parteienanträge und Beschlüsse darüber enthalten.

Über die nicht öffentliche Sitzung ist ein abgesondertes Protokoll zu führen, aus welchem das Ergebnis der Berathung und Abstimmung ersichtlich sein muss.

Jedes dieser Protokolle ist vom Vorsitzenden und dem Schriftführer zu unterfertigen.

Acteneinsicht.

§. 81. — Den Parteien oder deren Vertretern ist, insoweit nicht die Bestimmungen des §. 65 entgegenstehen, die Einsicht in die Verhandlungsacten mit Ausnahme der Berathungsprotokolle gestattet.

Muthwillenstrafen.

§. 82. — Parteien oder deren Vertreter, welche sich eine offenbar muthwillige Patentanfechtung zu Schulden kommen lassen, können mit Geldstrafen bis 300 fl. belegt werden.

Rechtshilfe.

§. 83. — Die Gerichte sind verpflichtet, dem Patentamte Rechtshilfe zu leisten.

Wiedereinsetzung und Wiederaufnahme des Verfahrens.

§. 84. — Eine Wiedereinsetzung gegen versäumte Fristen findet nicht statt.

Wurde mit einer Entscheidung die gänzliche oder theilweise Rücknahme, Nichtigerklärung oder Aberkennung eines Patentes erwirkt, oder ein darauf abzielender Antrag ganz oder theilweise abgewiesen, so kann auf Antrag einer Partei das geschlossene Verfahren wieder aufgenommen werden:

1. wenn eine Urkunde, auf welche die Entscheidung gegründet ist, fälschlich angefertigt oder verfälscht ist;

2. wenn sich ein Zeuge oder ein Sachverständiger einer falschen Aussage oder der Gegner bei seiner Vernehmung eines falschen Eides schuldig gemacht hat, und die Entscheidung auf diese Aussage gegründet ist;

3. wenn die Entscheidung durch eine im Wege des gerichtlichen Strafverfahrens zu verfolgende Betrugshandlung des Vertreters der Partei, ihres Gegners oder dessen Vertreters erwirkt wurde;

4. wenn ein Mitglied, welches bei der Entscheidung oder bei einer der Entscheidung zugrundeliegenden früheren Entscheidung mitgewirkt hat, sich in dem Streite zum Nachtheile der Partei einer nach dem Strafgesetze zu ahndenden Verletzung seiner Amtspflicht schuldig gemacht hat;

5. wenn ein strafgerichtliches Erkenntnis, auf welches die Entscheidung gegründet ist, durch ein anderes rechtskräftig gewordenes Urtheil aufgehoben ist.

Die Wiederaufnahme kann jedoch nur innerhalb eines Jahres nach Rechtskraft der zu behebenden Entscheidung und unbeschadet der inzwischen erworbenen Rechte dritter Personen von den Streittheilen begehrt werden.

Insbesondere erwerben diejenigen, welche seither die Erfindung in Benutzung genommen haben oder die hiezu erforderlichen Veranstaltungen getroffen haben, die einem Vorbenützer der Erfindung zustehende Befugnis (§. 9).

Zur Entscheidung über das Wiederaufnahmsbegehren ist jene Patentbehörde (Nichtigkeitsabtheilung des Patentamtes oder Patentgerichtshof) berufen, welche die angefochtene Entscheidung gefällt hat.

Dem Gesuche um Wiederaufnahme des Verfahrens kommt eine den Vollzug der Entscheidung hemmende Wirkung nicht zu.

§. 85. — Ist die Eintragung der Ausserkraftsetzung eines Patentes in das Patentregister durch das Patentamt aus Versehen erfolgt, so hat das Patentamt nach Feststellung des Versehens die Löschung dieser Eintragung zu verfügen und kundzumachen. — Inzwischen im guten Glauben erworbene Rechte dritter Personen bleiben in einem solchen Falle wie in dem Falle der Wiederaufnahme gewahrt.

Vollstreckung.

§. 86. — Rechtskräftige Aussprüche des Patentamtes, sowie des Patentgerichtshofes geniessen gerichtliche Executionsfähigkeit.

Berufung.

§. 87. — Derjenigen Partei, welche sich durch eine Endentscheidung der Nichtigkeitsabtheilung des Patentamtes beschwert erachtet, steht die Berufung an den Patentgerichtshof offen.

Gegen die im Laufe des Vorverfahrens oder der Verhandlung getroffenen Entscheidungen und gefassten Beschlüsse der Nichtigkeitsabtheilung findet ein abgesondertes Rechtsmittel nicht statt. Dieselben können nur mit der Berufung an den Patentgerichtshof angefochten werden, sofern sie auf die Endentscheidung einen Einfluss geübt haben. (§. 89).

Die Berufung ist binnen 30 Tagen nach dem Zustellungstage der angefochtenen Entscheidung beim Patentamte schriftlich anzumelden und zu begründen. Die Berufungsschrift und deren Beilagen sind in der für die Gegner erforderlichen Anzahl von Abschriften zu überreichen.

Vorlage der Berufungsschrift.

§. 88. — Die rechtzeitig überreichte und den gesetzlichen Anordnungen entsprechende Berufungsschrift ist sammt allen Verhandlungsacten vom Patentamte dem Patentgerichtshofe vorzulegen und hat aufschiebende Wirkung.

Verspätet überreichte oder den Anforderungen des §. 87 nicht entsprechende Berufungsschriften sind vom Patentamte (Nichtigkeitsabtheilung) zurückzuweisen.

Entscheidung des Patentgerichtshofes.

§. 89. — Der Patentgerichtshof trifft seine Entscheidung über die im Sinne des §. 88 zulässige Berufung auf Grund der dem Patentamte vorgelegenen Thatfachen und Beweise.

Nur dann, wenn seitens des Patentamtes wesentliche Formen des Verfahrens verletzt wurden, deren Ausserachtlassung die Schöpfung einer gesetzmässigen Entscheidung verhinderte, verweist der Patentgerichtshof die Streitangelegenheit zur nochmaligen Verhandlung und Entscheidung an das Patentamt.

Geschäftsordnung.

§. 90. — Der Patentgerichtshof hat seine Geschäftsordnung selbst zu erlassen und dieselbe zu veröffentlichen.

Verfahren.

§. 91. — Im übrigen finden für das Verfahren vor dem Patentgerichtshof die Bestimmungen der §§. 68 bis 84 sinngemässe Anwendung.

Eine neue Beweisaufnahme findet in diesem Verfahren nicht mehr statt.

Art der Abstimmung.

§. 92. — Der Patentgerichtshof entscheidet mit absoluter Stimmenmehrheit. Bei Stimmengleichheit gibt die Stimme des Vorsitzenden den Ausschlag.

Einschränkung der Nichtigkeits- und Rücknahmeanträge.

§. 93. — Die vom Patentamte oder Patentgerichtshofe rechtskräftig getroffene Entscheidung

1. im Nichtigkeitsstreite:

- a) dass eine bestimmte Thatsache der Patentfähigkeit der Erfindung im Sinne der §§. 1, 2 und 3 nicht im Wege steht,
- b) dass die Erfindung mit dem Gegenstande eines früheren Patentes oder Privilegiums nicht übereinstimmt,

2. im Rücknahmestreite:

dass die Erfindung gcsctzmässig zur Ausübung gelangte, kann über das im Laufe des Streites gestellte Begehren des Patentinhabers nach Massgabe der vom Patentamte oder Patentgerichtshofe hiertüber getroffenen Anordnung in das Patentregister mit der Wirkung eingetragen werden, dass nach dem Zeitpunkte der Eintragung die neuerliche Anfechtung des Patentcs aus einem auf die gleiche Thatsache und dieselben Beweismittel gestützten Grunde auch seitens dritter Personen ausgeschlossen ist.

Nähere Bestimmungen für den Patentgerichtshof.

§. 94. — Die näheren Bestimmungen über die Organisation des Patentgerichtshofes, über das Verfahren vor demselben und über die Vollziehung seiner Entscheidungen und Verfügungen sind im Verordnungswege festzustellen.

VI. Patenteingriffe und -Anmassungen.**Eingriff.**

§. 95. — Einen Eingriff begeht, wer ohne Zustimmung des Patentinhabers

- a) betriebsmässig den Gegenstand der geschützten Erfindung herstellt, in Verkehr bringt, feilhält oder gebraucht (§. 8);
- b) die geschützte Erfindung, welche er bereits zur Zeit ihrer Anmeldung im Inlande im guten Glauben in Benützung genommen oder hinsichtlich welcher er die zu solcher Benützung erforderlichen Veranstaltungen getroffen hat, nicht bloss für die Bedürfnisse seines eigenen Betriebes in eigenen oder fremden Werkstätten ausnützt (§. 9).

Einstellungsklagen.

§. 96. — Gegen jeden Eingriff hat der Verletzte eine Klage auf Anerkennung seines Patentrechtes, Unterlassung fernerer Eingriffshandlungen, Beseitigung der Eingriffsgegenstände, Umgestaltung der Eingriffsmittel, Entschädigung oder Herausgabe der Bereicherung.

Die Gerichtsbarkeit über diese Klagen steht den mit der Handelsgerichtsbarkeit betrauten Gerichtshöfen zu.

Wissentlicher Eingriff.

§. 97. — Ist der Eingriff wissentlich begangen worden, so bildet er ein Vergehen und ist von den zur Ausübung der Strafgerichtsbarkeit berufenen Gerichtshöfen erster Instanz an den Schuldigen mit Geld von 500

bis 2000 fl. oder mit Arrest von drei Monaten bis zu einem Jahre, womit Geldstrafe bis 2000 fl. verbunden werden kann, zu bestrafen.

Die strafgerichtliche Verfolgung findet nur auf Verlangen des Verletzten als Privatankläger statt.

Die gleichzeitige Anwendung der strengeren Bestimmungen des allgemeinen Strafgesetzbuches, insbesondere derjenigen über den Betrug, ist hierdurch nicht ausgeschlossen.

Die Geldstrafen fliessen in den Staatsschatz.

Bedeutung der Patentbeschreibung für den Eingriff.

§. 98. — Bei der Beurtheilung des Eingriffes in ein Patent ist ausschliesslich die dem Patente zugrundeliegende Beschreibung der Erfindung (§. 52) massgebend, und es darf keine wie immer geartete nachträgliche, in dieser Beschreibung nicht enthaltene Darstellung des Patentgegenstandes berücksichtigt werden.

Militärgerichtsbarkeit.

§. 99. — Activ dienende Personen der bewaffneten Macht und der k. k. Gendarmerie unterliegen hinsichtlich aller nach diesem Gesetze zu beurtheilenden Vergehen und Übertretungen der Militär-Gerichtsbarkeit.

Verfall der Eingriffsgegenstände.

§. 100. — Bei der Verurtheilung wegen des im §. 97 bezeichneten Vergehens ist auf Verlangen des Verletzten auszusprechen, dass die im Besitze des Schuldigen befindlichen Eingriffsgegenstände, wenn nicht anders für deren Aussergebrauchsetzung bis zum Ablaufe der Patentdauer Sicherheit geleistet wird, verfallen sind, und dass die zur Begehung des Eingriffes ausschliesslich oder vorzugsweise dienlichen Werkzeuge, Vorrichtungen und anderen Hilfsmittel, sofern nicht auch bezüglich dieser in gleicher Hinsicht Sicherheit geleistet wird, auf Kosten des Verurtheilten für diesen Zweck unbrauchbar gemacht werden.

Ist eine Loslösung der patentirten Bestandtheile von den Eingriffsgegenständen ohne Zerstörung des Eingriffsgegenstandes nicht durchführbar, so erstreckt sich der Verfall auf den gesammten, mit dem patentirten Bestandtheile fest verbundenen Eingriffsgegenstand.

Die für verfallen erklärten Gegenstände sind, woferne nicht zwischen dem Verurtheilten und dem Verletzten wegen deren Überlassung auf Abrechnung der dem letzteren etwa gebührenden Entschädigung ein Übereinkommen zustande kommt, oder woferne der Verletzte nicht gewillt ist, die für verfallen erklärten Gegenstände um den vom Gerichte zu bestimmenden Schätzwert auf Abrechnung der ihm etwa gebührenden Entschädigung zu übernehmen, ihrer patentverletzenden Form zu entkleiden, nöthigenfalls aber zu vernichten.

Der Vollzug eines solchen Ausspruches erfolgt auf Kosten des Verletzers, erforderlichenfalls unter Zuziehung von Sachverständigen.

§. 101. — Ergibt das strafgerichtliche Verfahren, ohne zu einer Verurtheilung des Beschuldigten zu führen, dass der objective Thatbestand

eines Eingriffes erwiesen vorliegt, so ist auf Verlangen des Verletzten in dem freisprechenden Urtheile der Verfall der Eingriffsgegenstände und die Unbrauchbarmachung der Hilfsmittel nach Massgabe der Bestimmungen des §. 100 auszusprechen.

Der Vollzug eines solchen Ausspruches erfolgt erforderlichenfalls unter Zuziehung von Sachverständigen.

Die Kosten des Vollzuges haben beide Theile zu gleichen Theilen zu tragen.

Vom Verfall ausgenommene Eingriffsgegenstände.

§. 102. — Die zur Erfüllung eines Vertrages mit der Kriegsverwaltung erzeugten Eingriffsgegenstände (§§. 100 und 101) und vorbereiteten Herstellungsmittel dürfen, sofern die Kriegsverwaltung innerhalb einer vom Richter zu bestimmenden Frist die Einbringung eines Enteignungsgesuches nachzuweisen vermag (§. 15), weder verfallen erklärt, noch unbrauchbar gemacht oder einer dahin gerichteten sicherstellungsweisen Vorkehrung (§. 105) unterzogen werden.

Der durch diese Eingriffsgegenstände dem Enteigneten zugefügte Schaden ist in die zu berechnende Gesamtentschädigung einzubeziehen.

Entschädigung.

§. 103. — Bei der Verurtheilung wegen des im §. 97 bezeichneten Vergehens hat das Strafgericht auf Verlangen des Verletzten neben der Strafe auch auf eine Entschädigung zu erkennen, soweit die Ergebnisse des Strafverfahrens eine verlässliche Beurtheilung der privatrechtlichen Ansprüche ermöglichen. Die Entschädigung umfasst nicht bloss die eigentliche Schadenshaltung und den Ersatz des entgangenen Gewinnes, sondern es soll überdies nach freiem, durch die Würdigung aller Umstände geleitetem Ermessen des Gerichtes dem Verletzten für erlittene Kränkungen oder anderweitige persönliche Nachtheile eine angemessene Geldsumme zugesprochen werden. Gegen den Ausspruch über den Entschädigungsanspruch steht beiden Theilen die Berufung zu.

Eine zuerkannte Entschädigung schliesst die Geltendmachung eines weitergehenden Entschädigungsanspruches vor dem Civilrichter nicht aus.

Veröffentlichung des Strafurtheils.

§. 104. — Wird auf Strafe erkannt, so ist zugleich dem Verletzten über dessen Begehren die Befugnis zuzusprechen, die Verurtheilung des Schuldigen und, wenn nach Ermessen des Gerichtes ein gerechtfertigtes Interesse des Verletzten hiefür besteht; auch die Gründe des Strafurtheils in einem oder mehreren öffentlichen Blättern, auf Kosten des Verurtheilten bekannt zu machen. Das Höchstausmass dieser Kosten, die sonstigen Bedingungen der Bekanntmachung, sowie die Frist zu derselben sind unter Bedachtnahme auf die Anträge des Verletzten im Strafurtheile zu bestimmen.

Sicherstellungsweise Vorkehrungen.

§. 105. — Sind genügende Gründe vorhanden, um eine bestimmte Person des Vergehens des Eingriffes für verdächtig zu halten, und erscheint

in objectiver Beziehung die Annahme eines Patenteingriffes auf Grund eines vorgenommenen gerichtlichen Augenscheines oder eines eingeholten Sachverständigengutachtens gerechtfertigt, so ist in jeder Lage des Strafverfahrens und bei Gefahr im Verzuge selbst vor Einleitung desselben auf Verlangen des Verletzten im Wege der gerichtlichen Beschlagnahme, der gerichtlichen oder anderweitigen Verwahrung oder Obhut und sonstiger Massnahmen das Geeignete vorzukehren, damit durch diese Sicherstellungsverfahren Eingriffsgegenstände und Eingriffsmittel dem künftigen Verfall oder der Umgestaltung im Sinne der §§. 100 und 101 nicht entzogen und Fortsetzungen und Wiederholungen der als strafbar verfolgten Handlung verhindert werden.

Über dieses Begehren hat das Strafgericht sofort zu entscheiden; es bleibt ihm überlassen, die begehrte Beschlagnahme oder Verwahrung, sowie die sonst begehrten Massnahmen unbedingt oder gegen eine von dem Verletzten zu erlegende Cautio zu bewilligen. Das Gericht ist befugt, jederzeit die Aufhebung dieser Sicherstellungsverfahren zu verfügen, und hat dies zu thun, wenn der Beschuldigte eine angemessene Sicherstellung leistet.

Sind sicherstellungsweise Vorkehrungen vor Einleitung des Strafverfahrens bewilligt worden, so hat der Sicherstellungswerber binnen acht Tagen nach Vornahme derselben die Strafverfolgung zu beantragen, widrigenfalls die sicherstellungsweisen Vorkehrungen über Antrag des Beschuldigten aufzuheben sind.

Vorläufiger Patentschutz.

§. 106. — Die Einleitung des Strafverfahrens ist auch in dem Falle zulässig, wenn für die unbefugt benützte Erfindung zwar ein Patent noch nicht ertheilt ist, aber für dieselbe nach §. 57 die Wirkungen eines ertheilten Patentes einstweilen eingetreten sind.

Die Fällung des Urtheiles sowie die im §. 105 genannten Vorkehrungen können jedoch vor der Ertheilung des Patentes stattfinden.

Vorfragen.

§. 107. — Ergiebt sich im Laufe des Strafverfahrens, dass das Urtheil von einer Vorfrage über die Giltigkeit oder Wirksamkeit des verletzten Patentes abhängt, so ist das Strafgericht berechtigt, auch über die Vorfrage zu entscheiden. Das Strafgericht kann aber, wenn die Vorfrage schon vor Beginn des Processes oder während desselben durch ausreichend begründeten Parteienantrag bei dem Patentamte anhängig gemacht wurde, das Urtheil bis zum Eintreffen der rechtskräftigen Entscheidung über die Vorfrage aussetzen, welche Entscheidung sodann dem Urtheile zugrunde zu legen ist.

Das Strafgericht kann in Eingriffsprocessen, bei welchen es in die Lage kommt, über eine Vorfrage zu entscheiden, die Einvernehmung fachtechnischer Mitglieder des Patentamtes als Sachverständiger in der Hauptverhandlung veranlassen. Mitglieder des Patentamtes, welche bei einer Entscheidung über den Bestand oder die Wirksamkeit des verletzten Patentes bereits mitgewirkt haben, sind von der Einvernehmung als Sachverständige ausgeschlossen.

Die Wirkung der gerichtlichen Entscheidung über die Vorfrage bleibt nur auf den betreffenden Straffall beschränkt.

Urtheile, in denen über eine Vorfrage erkannt wird, sind von den Gerichten dem Patentamte in beglaubigter Abschrift mitzutheilen.

Klagen vor dem Civilrichter.

§. 108. — Bei den wegen Eingriffes vor dem Civilrichter erhobenen Klagen (§. 96) haben die Bestimmungen der §§. 98, 100, 102, 105, 106 und 107 sinngemäss zur Anwendung zu gelangen.

Das Recht auf Entschädigung im Sinne des §. 103 steht dem Verletzten gegen jedermann zu, dem ein schuldbarer Eingriff zur Last fällt.

Selbst wenn den Beklagten kein Verschulden trifft, ist der Verletzte befugt, von ihm die Herausgabe der erfolgten Bereicherung zu fordern.

§. 109. — Werden Ersatzansprüche auf Grund dieses Gesetzes vor dem Civilrichter erhoben, so hat dieser sowohl über das Vorhandensein als auch über die Höhe des Schadens, desgleichen über den Bestand und die Höhe der Bereicherung nach freiem durch die Würdigung aller Umstände geleitetem Ermessen zu entscheiden.

Eingriffe in ein patentirtes Verfahren.

§. 110. — Handelt es sich bei einer vor dem Civilrichter wegen Eingriffes geltend gemachten Klage um einen Eingriff in eine Erfindung, welche ein Verfahren zur Herstellung eines neuen Stoffes zum Gegenstande hat, so gilt bis zum Beweise des Gegentheiles jeder Stoff von gleicher Beschaffenheit als nach dem patentirten Verfahren hergestellt.

Feststellungsantrag.

§. 111. — Es ist jedermann gestattet, durch Entscheidung feststellen zu lassen, dass Erzeugnisse, welche er herstellen, in Verkehr bringen oder gebrauchen will, oder ein Verfahren, welches er anzuwenden beabsichtigt, weder ganz, noch theilweise unter ein von ihm bestimmt zu bezeichnendes Patent fallen.

Dieser Feststellungsantrag ist in zweifacher Ausfertigung bei dem Patentamte schriftlich einzubringen, welches hierüber in der Nichtigkeitsabtheilung zu entscheiden hat. Dem Antrage muss eine genaue und deutliche Beschreibung und Zeichnung des betreffenden Gegenstandes oder Verfahrens in drei Exemplaren beigegeben sein.

Ein solcher Feststellungsantrag kann nur gegen je ein Patent sammt seinen Zusatzpatenten gerichtet sein, und über denselben kann das eingeleitete Verfahren nur dann fortgeführt werden, wenn der Patentinhaber nicht nachzuweisen vermag, dass gegen den Antragsteller eine vor Einbringung des Feststellungsantrages von ihm eingebrachte, denselben Streitgegenstand betreffende Eingriffsklage bei Gericht noch anhängig ist.

Das Verfahren über einen Feststellungsantrag richtet sich nach den für das Nichtigkeitsverfahren gegebenen Vorschriften, mit der Abänderung, dass die Kosten des Feststellungsstreites vor dem Patentamte in allen Fällen der Antragsteller zu tragen hat.

Der Feststellungsentscheidung ist eine Ausfertigung der vom Antragsteller beigebrachten Beschreibung und Zeichnung des betreffenden Gegenstandes oder Verfahrens beigegeben.

Die rechtskräftige Entscheidung, dass ein bestimmtes Erzeugnis oder Verfahren nicht unter ein bestimmtes Patent fällt, schliesst jeden gerichtlichen Schritt des Patentinhabers gegen denjenigen, der die Feststellungsentscheidung erwirkte, wegen Eingriffes hinsichtlich des in der Entscheidung bezeichneten Erzeugnisses oder Verfahrens aus.

Haftung aus ungerechtfertigten sicherstellungsweisen Vorkehrungen.

§. 112. — Die Erwirkung von gerichtlichen sicherstellungsweisen Vorkehrungen, welche nachträglich als ungerechtfertigt erkannt werden, verpflichtet den Antragsteller zur Ausgleichung aller durch solche Vorkehrungen dritten Personen ohne ihr Verschulden verursachten Nachtheile.

Der Civilrichter hat über diese Entschädigungsansprüche, sofern sie vor Abschluss des Verfahrens über den Eingriff geltend gemacht werden, zugleich mit der Entscheidung in der Hauptsache zu erkennen. Bei Bestimmung des Entschädigungsbetrages ist auf die Vorschrift des §. 273 des Gesetzes vom 1. August 1895, R. G. Bl. Nr. 113 (Civilprocessordnung) Bedacht zu nehmen.

Patentanmassung.

§. 113. — Eine Patentanmassung begeht:

1. wer Gegenstände oder deren Verpackung mit einer solchen Bezeichnung versieht und in Verkehr setzt, welche geeignet ist, den Irrthum zu erregen, dass die Gegenstände oder das Herstellungsverfahren durch ein Patent nach Massgabe dieses Gesetzes geschützt seien;

2. wer in öffentlichen Anzeigen, auf Aushängeschildern, auf Empfehlungskarten oder in ähnlichen Kundgebungen eine Bezeichnung anwendet, welche geeignet ist, den Irrthum zu erregen, dass die darin erwähnten Gegenstände oder das darin erwähnte Herstellungsverfahren durch ein Patent nach Massgabe dieses Gesetzes geschützt seien.

Die Patentanmassung bildet eine Übertretung, welche von der politischen Behörde nach Massgabe der Vorschriften der Gewerbeordnung zu bestrafen ist, und wobei stets auf den Verfall der betreffenden Kundgebungen und der mit der vorschriftswidrigen Bezeichnung versehenen Verpackung, auf den Verfall der Gegenstände selbst aber nur dann zu erkennen ist, wenn die unter allen Umständen zu verfügende Beseitigung der angemassenen Bezeichnung nicht ohne Zerstörung des Wertes der Gegenstände oder doch nicht ohne eine diesem Werte annäherungsweise entsprechende Mühewaltung vollzogen werden könnte. War in diesen Fällen der Übertreter Inhaber eines bestehenden Patentess für jene Gegenstände, welche er als noch unter Patentschutz stehend ausgibt, so tritt die Strafbarkeit seines Vorgehens erst mit Ablauf eines Jahres nach Aufhören des Patentschutzes ein.

V. Gebühren.

Anmeldegebühr und Jahresgebühren.

§. 114. — Für jedes Patent, sowie für jedes Zusatzpatent ist gleichzeitig mit der Anmeldung eine Anmeldegebühr von 10 fl. zu bezahlen.

Überdies ist für jedes Patent nach Massgabe der in Anspruch genommenen Dauer des Patentschutzes eine Jahresgebühr zu entrichten.

Dieselbe beträgt:

für das	1. Jahr	. . . . .	20 fl.
" "	2. "	"	25 "
" "	3. "	"	30 "
" "	4. "	"	40 "
" "	5. "	"	50 "
" "	6. "	"	60 "
" "	7. "	"	80 "
" "	8. "	"	100 "
" "	9. "	"	120 "
" "	10. "	"	140 "
" "	11. "	"	180 "
" "	12. "	"	220 "
" "	13. "	"	260 "
" "	14. "	"	300 "
" "	15. "	"	340 "

Für Zusatzpatente ist ausser der Anmeldegebühr, sofern sie nicht zu selbständigen Patenten erklärt werden (§. 14), für ihre gesammte Geltungsdauer die Jahresgebühr nur einmal, und zwar im Ausmasse von 25 fl. zu entrichten.

Die Jahresgebühren sind vom Tage der Bekanntmachung der Anmeldung im Patentblatte (§. 57) an gerechnet von Jahr zu Jahr im vorhinein fällig und können für ein Patent entweder jahrweise oder für mehrere oder alle 15 Jahre zusammen im vorhinein bei der Casse des Patentamtes entrichtet werden.

Die Jahresgebühr für das erste Jahr ist spätestens innerhalb dreier Monate nach dem Tage der Bekanntmachung der Anmeldung im Patentblatte (§. 57) einzuzahlen. Erfolgt die Einzahlung nicht innerhalb dieser Frist, so gilt die Anmeldung als zurückgenommen.

Die Jahresgebühren für das 2. bis 15. Jahr sind spätestens innerhalb dreier Monate nach der Fälligkeit zu entrichten. Für jede nach dem Fälligkeitstage erfolgende Zahlung dieser Jahresgebühren eines ertheilten Patenten ist nebst der Jahresgebühr eine Zuschlagsgebühr von 5 fl. zu entrichten.

Die Jahresgebühren können von jeder an dem Patente interessirten Person eingezahlt werden.

Demjenigen, welcher seine Mittellosigkeit nachweist, sowie Arbeitern, welche nachweislich auf ihren Arbeitslohn beschränkt sind, können, sofern sie das Patent als Urheber der Erfindung für sich ansuchen, die Anmeldegebühr und die Jahresgebühr für das erste Patentjahr oder auch bloss die erste Jahresgebühr bis zum Ablaufe des dritten Monates nach der Fälligkeit der zweiten Jahresgebühr gestundet und wenn das Patent mit Beginn des zweiten Jahres erlischt, erlassen werden.

Eine Rückzahlung der eingezahlten Anmeldegebühr findet niemals statt, der ersten Jahresgebühr nur in dem Falle, wenn die Anmeldung vor dem Tage ihrer Bekanntmachung im Patentblatte (§. 57) zurückgezogen oder wenn das angemeldete Patent versagt wird, aller weiteren eingezahlten, noch nicht fällig gewordenen Jahresgebühren, wenn auf das Patent verzichtet oder wenn dasselbe zurückgenommen oder nichtig erklärt wird.

Der Handelsminister kann nach drei Jahren seit der Wirksamkeit dieses Gesetzes im Einvernehmen mit dem Finanzminister eine Herabsetzung oder Erhöhung der Anmelde- und Jahresgebühren bis zu 50 Procent ihres jetzigen Ausmasses anordnen.

Abänderung der Beschreibung.

§. 115. — Jede, auf Ersuchen des Anmelders oder dessen Rechtsnachfolgers im Sinne des §. 52 vorzunehmende nachträgliche Abänderung der Beschreibung unterliegt einer Gebühr von 5 fl.

Verfahrensgebühren.

§. 116. — Gleichzeitig mit der Überreichung:

- | | |
|--|-------------------|
| 1. einer Beschwerde (§. 63) ist eine | Gebühr von 10 fl. |
| 2. eines Antrages auf Rücknahme, Nichtigkeitsklärung oder Aberkennung (§. 67) eine | „ „ 25 „ |
| 3. einer Berufung (§. 87) eine | „ „ 25 „ |
| 4. eines Feststellungsantrages (§. 111) eine | „ „ 20 „ |
| 5. eines Gesuches um Eintragung einer Übertragung in das Patentregister eine | „ „ 10 „ |
| 6. eines Gesuches um Eintragung | |
| a) einer freiwillig eingeräumten Lizenz (§§. 20 und 21) in das Patentregister eine | „ „ 10 „ |
| b) einer vom Patentamte eingeräumten Zwangslizenz (§. 21) in das Patentregister eine | „ „ 5 „ |
| 7. eines Gesuches um Streitanmerkung (§. 25) eine | „ „ 5 „ |
- zu entrichten.

Unterbleibt die Zahlung, so gelten die Begehren als nicht gestellt.

Die Beschwerdegebühr (1.) ist zur Gänze zurückzuerstatten, wenn die Beschwerde gerechtfertigt befunden wird. Von den unter 2, 3 und 4 bezeichneten Gebühren werden 15 fl. zurückerstattet, wenn der Antrag oder die Berufung zurückgewiesen oder aber das Verfahren eingestellt wurde, ohne dass es in diesen Fällen zu der mündlichen Verhandlung kam.

Stempelgebühren.

§. 117. — Die auf Grund dieses Gesetzes ausgefertigten Patenturkunden sind stempelfrei. Im übrigen bleiben die hinsichtlich aller anderen Eingaben und Ausfertigungen die bestehenden Bestimmungen des Stempel- und Gebührengesetzes aufrecht.

Gebührenbefreiung.

§. 118. — Demjenigen, welcher seine Mittellosigkeit nachweist, sowie Arbeitern, welche nachweislich auf ihren Arbeitslohn beschränkt sind, kann die Bezahlung der nach den §§. 115 und 116, Z. 1, 2 und 3 zu entrichtenden Gebühren erlassen werden.

Hierüber, ebenso wie über die im §. 114 zugelassene Stundung und Erlassung der Anmeldegebühr und der ersten Jahresgebühr entscheidet endgültig der Präsident des Patentamtes.

VI. Übergangsbestimmungen.

§. 119. — Für die am Tage der Wirksamkeit dieses Gesetzes bereits ertheilten oder angesuchten Privilegien bleiben die Bestimmungen des kaiserlichen Patentes vom 15. August 1852, R. G. Bl. No. 184, und gegebenenfalls des Gesetzes vom 27. December 1893, R. G. Bl. No. 191, auch weiterhin massgebend.

§. 120. — Privilegiengesuche, über welche am Tage der Wirksamkeit dieses Gesetzes die auf Grund des kaiserlichen Patentes vom 15. August 1852, R. G. Bl. No. 184, begehrten Privilegien noch nicht ertheilt wurden, können, über rechtzeitiges Ansuchen der Gesuchsteller nach alltällig veranlassten Ergänzungen nach den Bestimmungen dieses Gesetzes in Verhandlung genommen werden. In diesem Falle kommt den angemeldeten Erfindungen, woferne deren Beschreibungen den Anforderungen des §. 12 des erwähnten kaiserlichen Patentes entsprechen, die Priorität vom Zeitpunkt der ursprünglichen Einreichung des Gesuches zu.

Bei der Prüfung der Neuheit im Sinne des §. 3 dieses Gesetzes ist die Neuheit nach diesem Prioritätszeitpunkte zu beurtheilen. Der mit solchen Privilegiengesuchen erlegte Betrag der Privilegientaxe ist für die über solche Gesuche zu ertheilenden Patente innerhalb dreier Monate nach dem Tage der Bekanntmachung der Beschreibung im Patentblatte auf den im §. 114 für die Anmeldegebühr und die betreffende Jahresgebühr angesetzten Betrag zu ergänzen, widrigens das Gesuch als zurückgenommen gilt. In diesem Falle ist die erlegte Privilegientaxe nach Abzug der Anmeldegebühr von 10 fl. dem Gesuchsteller zurückzuzahlen.

§. 121. — Dem Inhaber eines auf Grund des kaiserl. Patentes vom 15. August 1852, R. G. Bl. No. 184, ertheilten Privilegiums steht es frei, die Umwandlung des Privilegiums in ein Patent nach Massgabe dieses Gesetzes anzusuchen.

In diesem Falle unterliegt die Erfindung dem durch dieses Gesetz vorgeschriebenen Vorprüfungs- und Aufgebotverfahren, wobei als Anmeldezeitpunkt der Erfindung der dem Privilegium zustehende Prioritätszeitpunkt zu gelten hat.

Die Entrichtung einer Anmeldegebühr für derartige Umwandlungspatente entfällt, wenn die Umwandlung innerhalb eines Jahres vom Tage der Wirksamkeit dieses Gesetzes angesucht wird.

Die bereits abgelaufene Privilegiendauer ist bei der Bemessung der Dauer des Umwandlungspatentes in Anrechnung zu bringen.

Für die Fälligkeit und den Betrag der Jahresgebühr ist der ursprüngliche Ertheilungstag des Privilegiums massgebend.

Die für das umgewandelte Privilegium im vorhinein gezahlten, jedoch noch nicht fällig gewordenen Jahrestaxen sind unter Ausserachtlassung der Registrirungsgebühr von dem Besitzer des Umwandlungspatentes bei der Fälligkeit der entsprechenden Jahresgebühr auf den Betrag der fällig gewordenen Jahresgebühr zu ergänzen. Wurde ein solches Privilegium initiative in Ungarn ertheilt, so sind die im vorhinein gezahlten, jedoch noch nicht fällig gewordenen Registrirungsgebühren auf den Betrag der fällig ge-

wordenen Jahresgebühr zu ergänzen. Die Unterlassung dieser Ergänzungen steht der unterlassenen Zahlung der Jahresgebühr gleich.

§. 122. — Die den behördlich concessionirten Inhabern von Privilegien-agentien durch ihre Concession eingeräumten Rechte zur Erwirkung und Verwertung von Privilegien bleiben durch das gegenwärtige Gesetz unberührt.

Ihre Eintragung in das Patentanwaltregister behnfs berufsmässiger Vertretung von Parteien in Patentangelegenheiten im Sinne dieses Gesetzes bleibt jedoch von der Erfüllung der hiefür in §. 43 aufgestellten Bedingungen abhängig, wobei das Patentamt befugt ist, in berücksichtigungswerten Fällen die Erbringung des Nachweises über die entsprechende technische Befähigung durch Prüfungszeugnisse, sowie die zweijährige Praxis bei einem inländischen Patentanwälte und die Ablegung der Prüfung aus dem Patentrechte nach-zusehen.

§. 123. — Das vorstehende Patentgesetz tritt an dem durch Ver-ordnung des Handelsministers und Justizministers festzusetzenden Tage, spätestens aber mit dem ersten Tage des auf die Kundmachung folgenden dritten Kalenderjahres in Wirksamkeit.

§. 124. — Mit dem Vollzuge dieses Gesetzes sind Mein Handels-ministers, Mein Justizminister, Mein Minister des Innern, Mein Finanzminister, Mein Minister für Cultus und Unterricht und Mein Ackerbauminister betraut.

Wien, den 11. Jänner 1897.

Franz Joseph m. p.

Badeni m. p.

Gleispach m. p.

Gautsch m. p.

Glanc m. p.

Biliński m. p.

Ledeber m. p.

Druck von G. Kroyzig in Leipzig.

Dieterich'sche Verlagsbuchhandlung, Theodor Weicher, Leipzig

gegründet im Jahre 1780 in Hitzingen.



Seiden erschienen:

Deutsche Rechtsalterthümer

VON

Jacob Grimm.

IV^e Ausgabe

besorgt von

Dr. A. Heusler, und Dr. R. Hübner,

a. o. Professor an der Universität Berlin.

a. o. Professor an der Universität Bonn.

2 Bände Gross-Oktav.

brosch. M. 30.—, gebd. M. 35.—

Das zweite von Jacob Grimm's Hauptwerken, 1828 erschienen, hat seither nur unveränderte Abdrucke erlebt (1854 und 1881). In der vorliegenden vermehrten Ausgabe sind des Verfassers eigene handschriftliche Nachträge in reicher Fülle dem Text eingegliedert worden, wie Ähnliches schon bei anderen Schriften Grimm's, im besondern seiner Deutschen Grammatik, geschehen war. Der Umfang des Textes ist dadurch ungefähr um ein Drittel angewachsen. Die Herausgeber haben dem Neudruck eingehende Quellen- und Sachregister zugesellt, wodurch die Handhabung des für die germanische Altertumskunde unentbehrlichen Werkes erleichtert wird.

Zu beziehen durch jede Buchhandlung.

Verlag von H. Kreyzig in Leipzig.

NOUVEAU
RECUEIL GÉNÉRAL
DE
TRAITÉS
ET
AUTRES ACTES RELATIFS AUX RAPPORTS
DE DROIT INTERNATIONAL.

CONTINUATION DU GRAND RECUEIL

DE
G. FR. DE MARTENS

PAR
Felix Störck

*Professeur de droit public à l'Université de Gießenwald.
Membre de l'Institut de droit international.*

DEUXIÈME SÉRIE.

TOME XXV.

DEUXIÈME LIVRAISON.



LEIPZIG
LIBRAIRIE DIETERICH
THEOPHIL WECHER
1900.

Table des matières.

Traités, Conventions, Arrangements spéciaux etc.

-
- | | | | |
|-----|---------------------------|-----------------------|--|
| 25. | 1897. | Janvier 25. | Congo. Rapport sur l'état du pays. |
| 26. | 1897. | Janvier 26. | Japon, Portugal. Commerce. |
| 27. | 1897. | Février 4. | Grande-Bretagne, Chine. Burmah et Thibet. |
| 28. | 1897. | Février 7. | France. Nationalité. |
| 29. | 1897. | Février 16. | Bulgarie, Serbie. Commerce. |
| 30. | 1897. | Février 21. | France. Collisions sur mer. |
| 31. | 1897. | Mars 4. | Belgique, France. Caisses d'épargne. |
| 32. | 1897. | Mars 17. | République Sud-Africaine, Orange. Alliance. |
| 33. | 1897. | Mars 30. | Allemagne, Espagne, Grande-Bretagne. Alcoola. |
| 34. | 1897. | Avril 7. | Grande-Bretagne, Mexique. Délimitation. |
| 35. | 1897. | Avril 9. | Pérou. Monnaies d'argent. |
| 36. | 1897. | Avril 10. | France, Brésil. Arbitrage. |
| 37. | 1897. | Avril 15. | Allemagne, Belgique. Chemins de fer. |
| 38. | 1897. | Avril 28. | Allemagne, Orange. Commerce. |
| 39. | 1897. | Avril 28. | Russie, Commerce. |
| 40. | 1897. | Mai 28. | Luxembourg. Domicile de secours. |
| 41. | 1897. | Juin 9. | Allemagne. Loi sur l'émigration. |
| 42. | 1897. | Juin 12/24. | Pays-Bas, Bulgarie. Commerce. |
| 43. | 1897. | Juillet 2. | Bulgarie, Russie. Commerce. |
| 44. | 1897. | Juillet 3. | Suisse, Bade. Pêche dans les Eaux limitrophes. |
| 45. | 1897. | Juillet 9. | France, Allemagne, Possessions coloniales. |
| 46. | 1897. | Juillet 12/25. | Grande-Bretagne, Bulgarie. Commerce. |
| 47. | 1897. | Juillet 30. | Vénézuéla. Etrangers. |
| 48. | 1897. | Juillet 30. | Autriche-Hongrie. Juridiction consulaire. |
| 49. | 1897. | Juillet 30/Août 18. | Suisse, France. Boissons. |
| 50. | 1897. | Août 6. | Grande-Bretagne. Marchandises étrangères. |
| 51. | 1897. | Août 7. | Norvège. Loi sur les droits de douane. |
| 52. | 1897. | Septembre 18. | Grande-Bretagne, France. Rapports en Tunisie. |
| 53. | 1897. | Sept. 25/Décembre 28. | Espagne. Certificats d'origine. |
| 54. | 1897. | Septembre 30. | Allemagne, Russie. Caution iudicatum solvi. |
| 55. | 1897. | Octobre 20. | Grande-Bretagne, Japon. Marques de fabrique. |
| 56. | 1897. | Octobre 29. | Belgique, France etc. Union monétaire. |
| 57. | 1897. | Novembre 29. | Allemagne. Propriété littéraire. |
| 58. | 1896. | Décembre 14. | Portugal, Danemark. Commerce. |
| 59. | <u>1897. Décembre 31.</u> | | Grèce. Contrôle international. |
| 60. | 1898. | Janvier 12. | |
| 60. | 1898. | Février 4. | Allemagne. Importation. |
| 61. | 1898. | Mars 14. | Allemagne. Emigration. |

NOUVEAU
RECUEIL GÉNÉRAL
DE
TRAITÉS

ET
**AUTRES ACTES RELATIFS AUX RAPPORTS
DE DROIT INTERNATIONAL.**

CONTINUATION DU GRAND RECUEIL

DE
G. FR. DE MARTENS

PAR

Felix Stoerk

Professeur de droit public à l'Université de Greifswald.
Membre de l'Institut de droit international.

DEUXIÈME SÉRIE.

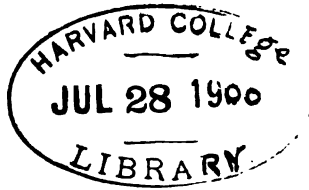
TOME XXV.

DEUXIÈME LIVRAISON.



LEIPZIG
LIBRAIRIE DIETERICH
THEODOR WEICHER
1900.

15. 4 .



Haven fund
(XXV 2)

ÉTAT INDÉPENDANT DU CONGO.

Rapport au roi-souverain sur l'état du pays, du 25 janvier
1897.

Archives diplomatiques 1897.

Sire,

J'ai eu l'honneur, au mois de mars dernier, de soumettre à l'examen de Votre Majesté les résultats favorables du mouvement commercial dans l'État indépendant du Congo pendant l'année 1895. Les statistiques accusent une activité croissante dans les transactions et un mouvement rapide de progression par rapport aux données antérieures de même nature, puisque, depuis dix ans qu'existe l'État, la valeur de ses échanges extérieurs a sextuplé*). Plus récemment, du budget pour l'exercice 1897, ressort avec non moins d'évidence la sérieuse majoration des ressources financières de l'État, dont les revenus propres, précisément au moment où l'on prophétisait sa ruine, ont monté, en dehors des avances du Gouvernement belge et du subside de Votre Majesté, de 74,261 en 1886 à 6,369,300 fr. en 1897.

Au point de vue des intérêts matériels dont le Gouvernement de Votre Majesté a la gestion, il est donc permis de dire que la situation est bonne et laisse entrevoir un avenir fort satisfaisant.

Le développement de toute puissance publique est subordonné, dans une large mesure, à la création et à l'existence des voies et moyens suffisants, et c'est à cette condition que celle fondée par Votre Majesté en Afrique remplira la vaste tâche qui lui incombe et les obligations qu'elle a contractées par les traités. La sauvegarde de ses sources légitimes de revenu constitue pour elle un devoir impérieux, tant national qu'international, et une obligation toute spéciale envers la Belgique, créancière de l'État indépendant du Congo du chef d'avances qu'il tient à honneur de chercher à lui rembourser avant la date fixée.

*) En 1886, le commerce spécial de l'État indépendant du Congo représentait environ 3.500.000 fr.; il a atteint, en 1895, 21.623.867 fr. 06.

Il n'est pas moins intéressant de faire ressortir les progrès accomplis dans le domaine moral, depuis que les traités conclus avec les Puissances*) ont constaté la situation de l'Association internationale du Congo, devenue en 1885 l'État indépendant du Congo, et qu'ils ont, en reconnaissant son pavillon, consacré une œuvre qui doit sa naissance et son épanouissement à la Haute pensée de Votre Majesté, à Ses efforts et à Ses sacrifices. Votre Majesté a été Partie à ces traités en raison de Ses titres antérieurs de fondateur et de possesseur de l'Association internationale; aujourd'hui encore, c'est à Elle qu'appartient l'État et qu'incombe le soin d'en régler les destinées, dans le triple intérêt des populations indigènes, de la mère Patrie et de la civilisation.

Votre Gouvernement, Sire, se souvient, comme ses actes le prouvent, de ce qu'il doit aux Puissances qui ont encouragé ses débuts, et il considère comme un de ses premiers devoirs d'être fidèle observateur des obligations qu'il a contractées, de concert avec elles et au même titre, à la Conférence de Berlin et à celle de Bruxelles.

C'est ainsi que, dans toutes ses difficultés internationales, il a cherché à recourir, comme mode de solution, à la médiation et à l'arbitrage; c'est ainsi, comme je le montrerai plus loin, qu'il a lutté avec succès contre la traite, enrayé le trafic spiritueux et des armes à feu, protégé et favorisé les missions, sans distinction de cultes, assuré à tous les pavillons la libre navigation dans ses eaux intérieures.

Il n'a créé aucun impôt, aucune charge publique qui n'atteigne les nationaux au même titre que les étrangers. Ses droits de douane excluent tout traitement différentiel; il n'a établi aucun droit de transit ni mis aucun obstacle à la circulation des marchandises quelle que soit leur provenance. Il a assuré la liberté commerciale, telle que l'entend l'Acte de Berlin, en garantissant la liberté des échanges et des transactions: „Sera puni . . . quiconque a employé la violence ou des menaces pour contraindre les indigènes, sur les voies de communication intérieure ou sur les marchés, à céder leurs marchandises à des personnes ou à des prix déterminés.“ — „Seront punis . . . ceux qui par violences, injures, menaces . . . auront porté atteinte à la liberté du commerce ou de la navigation, dans le but soit d'arrêter des caravanes de commerce sur les chemins publics, soit d'entraver la liberté du trafic par terre ou par eau . . .“

Il a garanti la sécurité et la stabilité des droits de propriété privés en leur donnant, par sa législation foncière, une consécration légale et en les mettant à l'abri des contestations, par l'adoption d'un régime cadastral calqué sur celui est en vigueur dans les colonies Australiennes.

Il estime que le droit de propriété n'est pas un monopole interdit par l'Acte de Berlin, et que ce serait violer l'esprit de cet acte, y inscrire

*) Les traités qui ont reconnu le pavillon de l'Association datent du 22 avril 1884 pour les États-Unis d'Amérique du 8 novembre pour l'Empire d'Allemagne, du 16 décembre pour la Grande-Bretagne, du 19 décembre pour l'Italie, du 24 décembre pour l'Autriche-Hongrie, du 27 décembre pour les Pays-Bas, du 7 janvier 1885 pour l'Espagne, du 5 février pour la France et la Russie, du 10 février pour la Suède et la Norvège, du 14 février pour le Portugal, du 23 février pour le Danemark et la Belgique.

ce qui n'y est pas, que de contester, sous prétexte de liberté commerciale' le droit de propriété qui, dans tous les pays, appartient à l'État sur les biens vacants. En cette matière, il s'est, du reste, inspiré de précédents nombreux, et, sans vouloir multiplier les citations, je signalerai quelques témoignages empruntés à l'histoire, à celle de la Grande-Bretagne en particulier. Bluntschli, définissant les opinions en cours relatives aux biens vacants, écrivait: „L'une considère comme bien vacant le terrain susceptible d'être l'objet de la propriété et pouvant le devenir à la suite d'une occupation, mais ne l'étant pas encore; d'après l'autre opinion, l'État est propriétaire de tout le territoire non occupé, et l'on ne peut s'en approprier aucune parcelle sans l'autorisation de l'État. Le premier système était admis, en partie du moins, par les Romains, et le second, plus conforme aux idées germaniques, est admis mis par le monde moderne. Il est appliqué en grand dans les colonisations de l'Angleterre et des États-Unis de l'Amérique du Nord, et les intérêts des colons, comme ceux de la bonne culture du sol, sont évidemment mieux sauvegardés avec ce système qu'avec le premier.“ On pourrait citer aussi la plupart des autres colonies anglaises, le Canada et les colonies Australasiennes, Queensland, Victoria, Nouvelle-Galles du Sud, dont les *Crown-Lands Acts* sont l'expression du système.

Une valeur plus grande lui est donnée et par les arguments concordants des juristes belges et étrangers, — MM. Van Berchem, Van Maldeghem et de Paepe, conseillers de la Cour de cassation de Belgique, MM. Westlake et Sir Horace Davey, Conseils de la Reine, et M. de Martens, à Saint-Petersbourg, — et par l'application qu'ont faite les principales Puissances intéressées, dans le bassin conventionnel du Congo, des principes posés par l'Acte général. En premier lieu, la Charte royale accordée, le 3 septembre 1888, à la Compagnie anglaise de l'Afrique orientale, dont le territoire est entièrement situé dans le bassin conventionnel du Congo, autorise spécialement la Compagnie, par l'art. 23, „à exploiter les mines ou autres industries, à accorder à des tiers des concessions de mines, le droit d'exploiter les forêts ou d'autres droits; d'améliorer, d'assainir, de planter, de cultiver toutes les terres acquises, ou à acquérir par la Compagnie, à coloniser ses territoires et à provoquer l'immigration de colons, à concéder toutes terres comprises dans les territoires de la Compagnie, à terme ou à perpétuité, à titre de gage ou autrement.“

Une ordonnance impériale du 26 novembre 1895 sur la création, la prise de possession et l'aliénation du domaine, dans l'Afrique Orientale allemande, stipule dans son article premier:

„Sous réserve des revendications à la propriété ou à d'autres droits réels que des personnes privées ou juridiques, des chefs ou des communautés existant entre les indigènes peuvent établir, ainsi que sous réserve des droits d'occupation acquis par des tiers sur la base de contrats faits avec le Gouvernement impérial, tout le pays compris dans les limites du Protectorat de l'Afrique Orientale allemande constitue le domaine, comme étant sans maître. La propriété de ce domaine appartient à l'Empire.“

Quant aux possessions françaises dans le bassin conventionnel du Congo, sans vouloir reproduire chacune des dispositions d'un arrêté du Commissaire général au Congo, du 26 septembre 1891, citons-en l'art. 19: „Les terres

vagues et les terrains abandonnés dont nul ne peut revendiquer légalement la propriété, seront considérés comme appartenant à l'État et faisant partie du domaine colonial. Ils pourront, à ce titre, être aliénés et concédés dans les termes des art. 5 et suivants. Sont réputées terres vagues, celles qui ne sont pas légalement occupées ni réellement utilisées par personne."

Ce droit de propriété étant ainsi reconnu partout, son libre exercice en découle comme une conséquence nécessaire. L'État peut vendre ou concéder ses domaines ou, s'il le juge plus utile, en tirer parti lui-même dans l'intérêt des finances publiques.

C'est grâce à ces droits sur le domaine, que l'État a été à même de créer les ressources qui lui sont indispensables pour accomplir sa mission nationale et internationale, et surtout pour remplir vis-à-vis de l'indigène son rôle d'éducateur. L'État estime que le travail est un des meilleurs moyens de régénérer l'indigène: c'est dans ses exploitations agricoles que le natif vient s'y initier, apprendre à défricher et à cultiver le sol, à planter le café et le tabac, à recueillir le caoutchouc et autres produits végétaux, en même temps qu'il y trouve une équitable rémunération.

Il va dans dire que ces résultats ne seront durables que s'ils sont obtenus, comme le veut le gouvernement, par des modes toujours empreints d'humanité; les instructions gouvernementales sur l'exploitation des forêts domaniales s'inspirent de ce sentiment.

Elles prescrivent de procéder, autant que possible, par la voie de la persuasion et en provoquant chez les natifs le goût de l'habitude du travail. Là où ce moyen est inefficace, l'exploitation se fait sous forme d'impôt en nature. „Quel que soit le mode d'exploitation adopté, ajoutent les instructions, les agents sont tenus d'accorder aux indigènes une rémunération qui ne sera, en aucun cas, inférieure au montant du prix de la main-d'œuvre nécessaire à la récolte du produit; cette rémunération est fixée par le Commissaire du district qui soumet son tarif à l'approbation du Gouverneur général.

„L'Inspecteur d'État en mission vérifie si ce tarif est en rapport avec la main-d'œuvre, il veille à sa stricte observation et il examine si les conditions générales d'exploitation ne donnent lieu à aucune plainte justifiée. Il fait comprendre aux agents chargés du service que, par le fait de rétribuer équitablement l'indigène, ils emploient le seul moyen efficace d'assurer la bonne administration du domaine, et de faire naître chez lui le goût et l'habitude du travail."

En exigeant de l'indigène un impôt en nature ou en travail, l'État n'a du reste rien innové. Il s'est inspiré d'exemples donnés ailleurs: d'autres contrées existent „où les habitants n'usent que de peu d'articles sur lesquels on peut lever des droits, ne consomment pas de spiritueux, ne prennent pas de patentes et n'ont pas besoin de timbres. Et cependant, lorsque les indigènes forment les quatre-vingt-dix-neuf centièmes de la colonie, et lorsqu'ils occasionnent une grosse part de ses dépenses pour la police, l'administration et la justice, il n'est que juste qu'ils contribuent, et cela dans une mesure importante, à défrayer des débours faits, comme ils le

sont incontestablement jusqu'à un certain point, pour leur protection et leur conservation." Ainsi s'exprimait le Gouverneur des îles Fidji, Sir A. H. Gordon, dans une lettre adressée par lui, le 16 février 1876, au Comte de Carnarvon, Ministre des Colonies. Il ajoutait qu'après une étude attentive de la question et après avoir pris l'avis d'hommes aussi compétents en matière coloniale que Sir Hercules Robinson et le Comte Grey, il était arrivé à la conclusion que dans un tel milieu, il faut „établir l'impôt sur le village ou le district plutôt que sur les individus, et qu'un impôt en nature (*tax of produce*) sera facilement prélevé avec les meilleurs résultats pécuniaires, et avec un plus grand avantage de stimuler l'industrie indigène et d'augmenter beaucoup l'import du commerce de la communauté."

Les impôts en nature furent de tout temps et de tous les pays; leur importance est en raison de l'intensité de l'usage des monnaies; ils disparaissent lorsque celui-ci devient général, et quand la valeur du travail de l'homme et des choses peut être exactement appréciée et remboursée au moyen de l'équivalent en numéraire. Je signalerai ici incidemment que l'État ne néglige aucun effort pour généraliser l'emploi des monnaies nationales, et Votre Majesté sait que dans des portions déjà considérables des territoires qu'Elle gouverne, le troc primitif a disparu devant les progrès rapides de l'usage de l'argent.

Les mêmes considérations peuvent être invoquées lorsqu'il s'agit de prestations de services, qui, du reste, sont, dans la pratique, exigées principalement pour assurer les transports faits dans l'intérêt public: on sait l'importance, en Afrique, du service des transports, et les conséquences désastreuses que pourrait avoir un arrêt dans le ravitaillement des postes avancés. Des prestations analogues ou similaires ont existé de tout temps, et si elles ont pu disparaître en Europe, elles subsistent encore dans beaucoup de colonies; pour n'en citer qu'un exemple tout récent, l'organisation dont vient d'être dotée Madagascar impose des prestations de travail à fournir par les indigènes, de cinquante jours au maximum chaque année, pour le service des travaux publics ou militaires. Les législations européennes connaissent aussi le travail, le service ou l'aide rendus obligatoires dans les circonstances d'accident ou de calamité publique. — Au surplus, il est à constater que les réquisitions de porteurs deviennent de plus en plus rares, car l'indigène, assuré d'une rémunération, s'offre de plus en plus nombreux sur la route des caravanes.

Si, au point de vue purement spéculatif, l'État estime avoir été, vis-à-vis des indigènes, fidèle observateur des obligations que lui imposent l'humanité et le droit, il y a lieu, au surplus, de jeter un regard sur le domaine de faits et d'envisager, dans leur ensemble, les résultats acquis par notre administration de dix ans, en ce qui concerne la condition matérielle et morale de ces indigènes, plus spécialement au point de vue des prescriptions édictées par l'Acte de Bruxelles. A cet égard, un parallèle entre l'état de choses existant en 1885 et la situation actuelle n'est pas sans signification.

En abordant cet exposé, la pensée tout d'abord se reporte naturellement à la traite, le plus terrible des fléaux qui aient frappé la race

indigène et qui a mis, pendant des siècles, obstacle à son relèvement. L'État du Congo hérita, dès sa naissance, de la tâche la plus lourde et la plus périlleuse dans l'œuvre antiesclavagiste. Les territoires qui lui étaient échus avaient le triste privilège d'être dans leur majeure partie livrés aux *ranzias* et de compter les principaux centres esclavagistes et les plus importants marchés de chair humaine. Quelle que fût la bonne volonté des puissances qui, dans l'Acte de Berlin, condamnaient solennellement la traite des esclaves, les plus optimistes n'osaient espérer que dans un avenir lointain la disparition des pratiques abominables du genre de celles dont Stanley avait été le témoin sur les rives du Haut-Congo.

A vrai dire, la croisade contre la traite, en quelque sorte ordonnée par la Conférence de Berlin, resta, les années suivantes, à l'état de vœu, et le Gouvernement du Congo, qui pour sa part organisait déjà alors une chaîne de postes défensifs contre les envahissements des esclavagistes, était condamné à déplorer que, malgré certains succès partiels, une grande partie de ses provinces restassent encore en leur pouvoir. Telles étaient à cette époque les horreurs et les cruautés qui furent dénoncées au monde civilisé, telle était la situation déplorable où semblaient agoniser les peuplades de l'Afrique centrale, décimées et massacrées par leurs oppresseurs, que, mues par un sentiment de légitime indignation, les Puissances avisèrent de nouveau, par l'Acte de Bruxelles, à porter un coup décisif à la traite.

La Conférence de Bruxelles a caractérisé le rôle réservé à l'État du Congo dans la campagne antiesclavagiste, l'importance des charges qui lui incombaient, les difficultés de la tâche que lui assignait le périlleux honneur d'être à l'avant-garde sur le champ de bataille. Le nombre des ennemis à combattre, l'organisation de leurs bandes, leur installation d'ancienne date dans des régions qu'ils avaient terrorisées, leur approvisionnement en armes à feu et en munitions, l'asservissement même des indigènes, étaient autant de motifs d'appréhension et d'inquiétude sur l'issue finale de la lutte entreprise, et sur le sort définitivement réservé aux populations africaines. Il semble bien que, dans cette rencontre entre la civilisation et l'esclavagisme, dont l'enjeu était la vie et la liberté de millions d'êtres humains, l'insuccès eût à jamais ruiné l'espérance d'un avenir meilleur. C'est ainsi qu'entre les mains de l'État du Congo les circonstances placèrent la destinée de l'Afrique centrale et de ses tribus, et la situation était nettement définie par un missionnaire anglais, lorsque avec son expérience acquise par de longs séjours en Afrique, il disait, en 1893, au cours de la campagne militaire: „J'ai la conviction que, à moins que les Arabes ne soient anéantis, un massacre général se produira . . . , c'est le moment pour les Européens de jouer leur dernière carte contre les Arabes. S'ils l'emporteront ou non, je ne saurais le dire.“

La civilisation l'emporta, et l'histoire n'eût-elle à enregistrer que cette victoire pour l'État du Congo — due d'ailleurs à la bravoure des officiers belges — qu'il eût bien mérité de ceux qu'intéresse le sort des populations indigènes. Si, aujourd'hui, peut s'ouvrir pour elles une ère nouvelle de liberté et de régénération, si l'amélioration de leur condition matérielle et morale peut maintenant être poursuivie, elles le doivent à l'anéantissement et à la ruine définitive des esclavagistes.

On a dit autre part au prix de quels sacrifices d'hommes et d'argent, au prix de quelle vaillance toujours et parfois de quel héroïsme ces résultats ont été atteints. Les faits sont là pour attester que ces sacrifices n'ont pas été inutiles : les chasseurs d'hommes réduits à l'impuissance, leurs bandes dispersées, leurs chefs disparus, les forteresses de l'esclavagisme rasées, les indigènes réédifiant leurs villages à l'abri des postes de l'État, s'adonnant en paix aux cultures et aux plantations, une ère de calme de tranquillité succédant aux sombres et sanglants épisodes du régime antérieur. Chacun des courriers d'Afrique porte la preuve des progrès de cette période de pacification, et montre les indigènes, délivrés d'un joug odieux, renaissant à la confiance et vivant paisibles dans leurs foyers.

Disparition de la traite ne veut certes pas dire disparition de l'esclavage. Si l'une, avec tout son cortège de meurtres et de crimes, devait et pouvait être combattue même par la force des armes, l'esclavage domestique, ancré de temps immémorial dans les coutumes indigènes, ne comportait pas de mesures de répression aussi radicales. La conférence de Bruxelles comme celle de Berlin ont marqué cette distinction, et les africanistes les plus expérimentés reconnaissent unanimement que l'extinction de l'esclavage domestique ne peut être amenée que graduellement et doit être l'œuvre du temps. L'État du Congo n'a pas, lui non plus, pensé que, dans ce domaine, il devait user de mesures de contrainte générale qui, en heurtant violemment l'état social indigène, eussent vraisemblablement provoqué des résistances et suscité des révoltes. Mais tout au moins, durant le cours de ses premières années d'existence, s'est-il constamment attaché à saper cette institution coutumière. Il l'a fait d'abord par sa législation civile, laquelle ne connaît pas le statut servile, et n'accorde aucune sanction aux transactions dont un esclave serait l'objet. En cette matière, la loi coutumière ne pourrait être d'application, comme contraire à l'ordre public. L'esclave domestique, qu'il soit assujéti à un autre indigène ou à un non-indigène, est donc, en tout temps, maître de sa personne et assuré de voir consacrées par l'autorité les revendications qu'il ferait de sa liberté. — Il l'a fait par une réglementation rigoureuse du contrat de louage de service, qui notamment n'autorise que les engagements à durée limitée, de manière à éviter que ce contrat ne dégénère en esclavage déguisé. — Il l'a fait par sa législation pénale qui punit tout acte attentatoire à la liberté d'autrui, et, en cette matière, il appartient au tact et à la circonspection du Parquet d'intervenir entre indigènes d'une manière progressive et de graduer les ménagements : „Est puni d'un à cinq ans de servitude pénale celui qui, par violences, ruses ou menaces, a enlevé ou fait enlever, arrêté ou fait arrêter arbitrairement, détenu ou fait déténir une personne quelconque.“ — „Est puni des mêmes peines celui qui a enlevé ou fait enlever, arrêté ou fait arrêter, détenu ou fait déténir des personnes quelconques pour les vendre comme esclaves ou qui a disposé de personnes placées sous son autorité dans le même but.“ — Il l'a fait encore en édictant une surveillance minutieuse sur le personnel et la composition des caravanes ; il l'a fait enfin en s'attaquant aux sources mêmes du mal, c'est-à-dire en travaillant à la disparition de ces coutumes qui, comme l'anthropophagie et les sacrifices humains, constituent pour la plus grande part la raison

d'être de l'esclavage intérieur. D'après leurs instructions, les agents s'appliquent, soit par la persuasion, soit, quand l'exemple est nécessaire, par l'application de la loi pénale, à détourner les indigènes de ces usages barbares, et il est satisfaisant de constater que ces pratiques vont en diminuant. Les guerres intestines de tribu à tribu, cette autre cause de nombreuses réductions en servitude, tendent aussi à décroître en raison du rôle, d'arbitre que les agents de l'État sont appelés à remplir entre les chefs, et les rapports administratifs montrent que cette intervention bien-faisante se fait sentir davantage, au fur et à mesure que l'influence de l'État se développe et se consolide.

C'est en effet dans l'extension continue et toujours plus effective de cette autorité de l'État et de l'influence de la civilisation que nous estimons qu'on doit rechercher le seul moyen efficace d'abolir complètement ces coutumes. La preuve en est faite aujourd'hui, car partout où sont établis des postes suffisamment organisés, l'indigène rompt peu à peu avec les usages que réprouve le blanc. C'est ainsi que les actes de cannibalisme ou que les sacrifices à l'occasion de naissances ou de décès deviennent de plus en plus rares dans le voisinage des stations. De semblables résultats ne peuvent encore être espérés là où l'indigène reste entièrement livré à lui-même. Ce n'est que peu à peu que cette œuvre d'éducation morale produira tous ses effets.

L'État hâte le moment de cette réalisation en poursuivant sans relâche l'occupation effective de tous ses territoires et l'organisation de plus en plus compacte de ses postes et de ses stations, ce que déjà la Conférence de Bruxelles préconisait en premier lieu comme éminemment favorable aux intérêts des populations indigènes. Ce travail s'est continué interrompu depuis dix ans que l'État en a la tâche. Le nombre de ses postes est allé sans cesse se multipliant — de 13 en 1885, ils sont arrivés au nombre de 115 en 1895 —; ses agents rayonnent en tous sens dans chacun des districts; les itinéraires s'ajoutent aux itinéraires: le pays est reconnu dans sa plus grande étendue; le réseau du fleuve et de ses affluents est relevé; des services de communications régulières relient les centres principaux. L'État a pris pied jusque ses frontières les plus reculées, et il n'est plus de région où l'Européen n'ait passé et établi des points de contact avec les populations.

Parallèlement à cette occupation s'est poursuivi progressivement le développement des services administratifs, judiciaires et militaires, développement que l'Acte de Bruxelles recommandait aux Puissances africaines.

L'administration des quatorze districts s'est améliorée grâce aux relations plus suivies avec le Gouvernement de Boma, grâce aussi à l'action plus régulière des chefs-lieux, à l'augmentation du personnel européen, disséminé jusqu'aux postes secondaires, et de valeur de plus en plus grande, en raison des conditions de plus en plus favorables qui lui sont faites. Le nombre des agents européens, très modeste en 1885, de 289 en 1891, est aujourd'hui de 684. On est obligé de laisser encore parfois à des auxiliaires noirs une autorité dont ils abusent en l'absence d'une surveillance immédiate du blanc. Le Gouvernement s'emploie à ce que des postes de ce genre ne soient pas abandonnés à eux-mêmes, et il espère, si

les ressources de l'État continuent à s'accroître, que le personnel européen se multiplie suffisamment pour qu'un contrôle incessant soit exercé sur eux, et qu'ainsi disparaître une source d'abus réels.

Une extension considérable a été donnée au service judiciaire. Alors qu'au début n'existait que le tribunal de première instance, auquel, par la suite, vinrent s'adjoindre quelques tribunaux territoriaux dans le Bas-Congo, la justice régulière a été étendue à tout le territoire de l'État par l'établissement de tribunaux territoriaux dans les chefs-lieux de la plupart des districts: à Matadi, Poppocabacca, Léopoldville, Coquilhatville, Nouvelle-Anvers, Basoko, Stanley-Falls et Loulouabourg. Au près de ces tribunaux est attaché un substitut du Procureur d'État docteur en droit. L'existence de ces juridictions régulières dans le Haut-Congo mettra fin à la compétence étendue que les circonstances avaient fait provisoirement attribuer aux conseils de guerre: l'action de ces derniers ne s'exercera dorénavant qu'à l'égard des militaires et non plus des civils. D'autre part, ce sera exclusivement devant le tribunal de première instance du Bas-Congo, dans des garanties plus grandes de contrôle et de publicité, que seront jugées les infractions commises par les Européens lorsqu'elles seront punissables de la peine de mort ou qu'elles présenteront un caractère exceptionnel de gravité, tel que le meurtre. Tous les jugements quelconques, en cause d'indigènes ou de non-indigènes, sont sujets à appel. La composition du tribunal d'appel a été renforcée; formé jadis d'un juge unique, il est composé actuellement d'un président et de deux conseillers, dont la nomination est subordonnée à des conditions rigoureuses de capacité et d'expérience judiciaire.

La législation pénale a été successivement complétée, et l'une de ses préoccupations a été de ne laisser sans répression aucune atteinte à la personne, à la liberté ou à la propriété des indigènes. A ce point de vue spécial de la protection due aux races aborigènes, il faut rappeler cette partie de la législation édictée pour réprimer la traite et qui a été mise en harmonie avec les prescriptions de l'Acte de Bruxelles. D'un autre côté, la loi pénale n'a pu continuer à rester indifférente aux pratiques barbares consacrées par la coutume: les sacrifices humains sont frappés des peines de l'homicide; l'épreuve du poison, la mutilation des cadavres, l'anthropophagie sont érigées en délits.

Les statistiques des affaires pénales font naître le regret de constater que des condamnations ont été prononcées contre des Européens certaines même contre des agents de l'État. Au cours de ces trois dernières années, on relève à charge de ceux-ci treize jugements de condamnation du chef de violence contre les indigènes. Quoique isolés et relativement peu nombreux en présence du chiffre considérable d'agents, ces faits sont de ceux qui ne peuvent être tolérés; dans les cas de l'espèce, les instructions données au Parquet prescrivent des poursuites rigoureuses, et Votre Majesté a manifesté l'intention de donner de moins en moins suite aux requêtes en grâce.

L'élaboration de la législation civile et commerciale se poursuit également. Au début, il avait été pourvu immédiatement aux titres du Code civil relatifs à l'état-civil et au mariage; depuis, ont été promulgués, en 1888, le livre du Code civil sur les „Contrats ou obligations conven-

tionnelles", et, en 1895, le livre sur les "Personnes", qui s'est occupé d'appeler à la vie civile, par la formalité de l'immatriculation, les indigènes suffisamment éduqués pour en comprendre les droits et les devoirs.

La Force publique, enfin, a été accrue en suffisance pour veiller efficacement à l'ordre public: elle compte, indépendamment des auxiliaires, 8,000 miliciens, 4,000 volontaires nationaux et 2,000 volontaires étrangers.

L'État s'est attaché à créer une armée purement nationale, en vue d'alléger le budget des charges considérables dont le grevaient les recrutements au dehors, et dans l'intérêt politique majeur de mettre fin à la dépendance où il se trouvait, à cet égard, vis-à-vis de l'étranger. Il considère du reste le temps du service militaire comme une école salubre pour l'indigène, où celui-ci apprend le respect de l'autorité et la règle du devoir. Il s'est félicité, dans cette pensée, de voir s'accroître le nombre des miliciens nationaux, et, pour que l'institution conservât toute sa valeur, des dispositions spéciales ont été édictées pour prévenir les abus, régulariser les recrutements, assurer le bien-être des soldats en service et faire un sort aux miliciens congédiés. Le décret sur le recrutement de la force publique, élaboré par le Conseil Supérieur et que nous analyserons, n'est pas plus rigoureux qu'aucune autre législation similaire, et l'incorporation se fait dans d'aussi sûres garanties de liberté humaine que dans les armées d'Europe. Comme c'est le cas dans presque tous les pays, le recrutement indépendamment des engagements volontaires, „a lieu par des levées annuelles“, mais „dans les limites du contingent fixé par le Roi-Souverain“, et dans ces limites, „le Gouverneur Général détermine les districts et les localités où s'opère la levée ainsi que la proportion à fournir par chaque localité“. „Le mode suivant lequel s'opère la levée est déterminé par le commissaire de district, de commun accord avec le Chef indigène“, et, bien que la voie du tirage au sort soit recommandée, il faut reconnaître qu'il serait difficile, dans les circonstances actuelles, de toujours et partout recourir à ce mode dans chaque village, et de méconnaître l'autorité coutumière du chef de village, lorsqu'il désigne les miliciens parmi les hommes sous sa dépendance. Comme nous l'avons vu plus haut du reste, des autorités coloniales britanniques, dans un milieu analogue, ont jugé que l'impôt doit être demandé plutôt au village qu'à l'individu, et le régime qui vient d'être établi à Madagascar admet également que les rôles des prestataires soient établis chaque année par les chefs de village, sous la surveillance des Gouverneurs: c'est toujours le même souci de concilier, dans la mesure du possible, les exigences des services publics avec les intérêts et les convenances des communautés indigènes. „La durée du service actif est de 5 ans. A l'expiration de ce terme, les hommes font pendant 2 ans partie du cadre de la réserve; „le temps passé sous les drapeaux ne peut donc dépasser 7 ans, terme que l'expérience prouve ne pas être excessif, et il est strictement interdit de garder sous les drapeaux des hommes qui ne sont plus portés sur les contrôles ou dont le terme de service est expiré“, sous peine de délit. Chaque homme „touche une solde journalière de 21 centimes“ — „il est entretenu et équipé aux frais de l'État.“

Ces dispositions organiques ont été complétées par des instructions qui prescrivent „de veiller spécialement à ce que les miliciens soient traités

avec la plus grande humanité et reçoivent tous les soins que nécessite leur état. — Il doit être veillé à ce que les hommes reçoivent une nourriture suffisante, soient convenablement installés, que les malades soient l'objet de soins particuliers, que les hommes soient en toute circonstance convenablement traités, que les fautes qu'ils commettent soient réprimées conformément aux règlements, en évitant soigneusement toute sévérité excessive."

En fait, ce régime rend légères à l'indigène ses obligations de soldat; nous n'en voulons d'autres preuves que ces 4,000 volontaires qui sont actuellement enrôlés, et ces nombreux réengagements qui témoignent du goût de l'indigène pour le métier des armes. Ce n'est pas du reste avec une armée de mécontents que l'État aurait pu poursuivre sa campagne antiesclavagiste. On a eu à constater une seule mutinerie assez grave — celle de Luluabourg — et sauf ce cas exceptionnel, les commandants et officiers de nos troupes indigènes rendent hommage à leur esprit d'obéissance et même de dévouement à leurs chefs. Le nombre des désertions n'est pas considérable. L'État continue à s'intéresser à ses soldats après leur terme expiré; les congédiés, rapatriés à ses frais à leur lieu d'origine, avec, le cas échéant, femme et enfants, sont l'objet d'une protection spéciale et reçoivent des concessions de terre en une station à leur choix.

Il ne semble pas que des critiques sérieuses puissent être adressées à un tel régime. Il me paraît superflu d'ajouter qu'en imposant à ses populations indigènes le service militaire, l'État reste d'accord avec tous ses engagements internationaux. Le contraire ne pourrait être soutenu qu'en niant aussi la souveraineté du pouvoir. On en arriverait dès lors à concevoir un État qui n'aurait que des charges et des devoirs et aucun des moyens financiers et militaires qui lui sont indispensables pour s'en acquitter.

Des cas de révoltes partielles ont surgi inévitablement pendant cette première période, et surgiront encore. Certaines tribus de l'intérieur, ombrageuses et non encore accoutumées entièrement aux Européens, se sont opposées à l'installation ou au maintien de l'autorité de l'État. Ces révoltes dont, il faut le reconnaître, on voit des exemples aux débuts de toute entreprise coloniale et dont aucune partie de l'Afrique occupée ne se trouve indemne, ont été assez rapidement étouffées. L'emploi de la force a été ainsi rendu nécessaire, et les agents de l'État qui se sont trouvés dans l'alternative d'y recourir avaient leurs droits et leurs devoirs précisés dans les instructions du Gouvernement: „Avant d'en venir aux mains avec les indigènes, disent-elles, les agents chercheront à entrer en négociations avec eux, et ils doivent se persuader qu'il est plus avantageux d'obtenir pacifiquement la réparation du dommage causé à l'État que de l'obtenir par la force des armes. Le Gouvernement ne se dissimule pas que des répressions énergiques sont parfois nécessaires, mais il estime qu'il n'y faut recourir qu'exceptionnellement et alors seulement que tous les moyens de conciliation ont été épuisés . . . En tous cas, lorsque le recours à la force sera devenu inévitable, le Gouvernement doit être renseigné exactement et complètement sur les motifs qui l'ont décidé, et les opérations doivent être conduites alors de manière à ce que, autant que possible, les vrais coupables soient seuls atteints. Les troupes régulières et auxiliaires doivent toujours

être commandées par un Européen . . . La propriété des indigènes ne pourra être détruite et on ne pourra recourir à l'incendie des villages . . . Les opérations seront conduites sans cruauté . . . Les blessés devront être soignés, les cadavres respectés, les prisonniers traités avec humanité les femmes et les enfants placés sous la protection directe du chef des opérations . . ."

Le Gouvernement a la conviction que ces instructions ont été généralement observées; dans les rares cas où elles ont été transgressées, il n'a pas hésité, comme il le ferait encore à l'avenir, à frapper les agents responsables de peines disciplinaires ou judiciaires.

L'établissement de moyens de communication a été également considéré comme l'un des véhicules les plus sûrs pour apporter aux populations les bienfaits de la civilisation. Sous ce rapport, des résultats notables sont acquis. Le Bas-fleuve, où des vapeurs moyens ne dépassaient pas autrefois Boma, est ouvert à la navigation des steamers du plus fort tonnage; c'est ainsi que les vapeurs qui font le service mensuel entre Anvers et le Congo et atteignent le port de Matadi, jangent jusque 3,500 tonnes. Ce résultat est dû aux améliorations apportées à la navigation par le balisage complet du fleuve depuis son embouchure jusque Matadi, et par le service du pilotage et des sondages. En vue de prévenir le retour de déplacements de bancs de sable qui ont parfois occasionné des échouages, il a été décidé de compléter l'outillage du service maritime par l'adjonction d'un bateau dragueur actuellement en construction: des draguages périodiques assureront le bon entretien de la passe navigable. A Matadi s'amorce le chemin de fer, dû à l'initiative des capitaux belges et dont la construction se poursuit dans des conditions telles que son achèvement peut être prévu en 1898; l'exploitation s'en fait jusque Tumba et le rail atteint le kilomètre 220. Voyageurs et marchandises se trouveront, dans un avenir peu éloigné, transportés directement de Boma à Kinshassa, brûlant la route des caravanes et retrouvant au Pool le réseau navigable du haut fleuve que sillonnent aujourd'hui 15 bâtiments de la marine de l'État (elle en comptait 3 en 1883, 11 en 1889, 19 en 1894) et 16 bâtiments appartenant à des particuliers. Telle est actuellement la rapidité des communications dues à ces moyens de transport, que les courriers postaux peuvent parvenir à Boma au centre de l'État en un peu plus d'un mois; — des sous-perceptions de postes sont établies dans le Haut-Congo jusqu'au Tanganika, et des bureaux ambulants se trouvent à bord des vapeurs; — et les nouvelles seront plus promptes encore le jour où la ligne télégraphique et téléphonique, exploitée actuellement depuis Boma jusqu'à Tumba, aura reçu toute l'extension qui lui est assignée.

Votre Majesté se rappellera qu'elle a décidé de continuer la construction du télégraphe jusqu'aux Stanley-Falls dès l'achèvement du chemin de fer. Elle a prescrit de mettre à l'étude l'établissement d'une voie ferrée qui partirait du Lomami dans la direction du Katanga.

Il est encore à noter d'autres progrès, favorables à la classe indigène, réalisés dans deux ordres d'idées souvent dénoncés aux Puissances comme des questions vitales pour l'avenir de l'Afrique: nous devons parler du commerce des spiritueux et du trafic des armes à feu et des munitions.

On sait l'influence néfaste de l'alcoolisme sur les indigènes. A cet égard l'État a subordonné les considérations fiscales à la nécessité supérieure de protéger les populations contre l'introduction des spiritueux. Il a mis en application, dans la plus grande partie de ses territoires, le principe de prohibition décrété par l'Acte de Bruxelles, et récemment encore il a ramené la limite de cette prohibition de l'Inkissi au Kwilu, de manière à prévenir, dans la région de la zone du chemin de fer, l'importation de l'alcool. Là où, en raison de nécessités inéluctables et pour ne pas bouleverser les transactions commerciales, cette prohibition n'a pu être décrétée, l'État a taxé l'importation du maximum des droits d'entrée qu'autorisait l'Acte de Bruxelles. Ce droit, de 15 francs par hectolitre, aurait pu, à dater du 2 avril 1895, être porté à 25 francs; il est à espérer que cette majoration ne tardera pas à s'établir.

Quant au commerce d'armes à feu, l'État, réalisant par avance les vœux de la Conférence de Bruxelles, avait, dès 1888, interdit dans tous ses territoires l'introduction des armes perfectionnées et de leurs munitions, et même des armes ordinaires et de la poudre dans le Haut-Congo. Il est à constater que peu de fraudes sont commises en cette matière sur ces parties des frontières où l'État est à même d'exercer une surveillance rigoureuse; ailleurs, la guerre arabe en a administré la preuve, des armes et de la poudre ont pénétré en grande quantité, malgré les prescriptions de l'Acte de Bruxelles.

L'État s'est également préoccupé de l'hygiène publique et des conditions sanitaires des populations indigènes. Des commissions d'hygiène ont été établies dans tous les chefs-lieux de district. A leur initiative, — en même temps que les habitations destinées aux agents étaient construites dans des conditions plus saines tant au point de vue des matériaux employés que de la disposition des locaux, — de multiples mesures générales étaient prises, d'ordre prophylactique, telles que le drainage de marais, l'assainissement des villages des travailleurs noirs, l'établissement de plantations appropriées autour des centres populeux, la construction de travaux destinés à éviter les inondations. Les Commissaires de district s'attachent particulièrement à inculquer aux villages indigènes les principes élémentaires de l'hygiène. La vaccination a été rendue obligatoire pour tous les travailleurs de couleur; le service de vaccination et la fourniture du vaccin sont faits gratuitement. Un institut vaccino-gène fonctionnant à Boma a permis d'approvisionner régulièrement tous les postes. Les ravages causés autrefois par la variole ont diminué dans des proportions considérables; on ne saurait calculer les heureux résultats de cette mesure bienfaisante pour les indigènes, parmi lesquels la variole faisait jadis autant de victimes que la traite.

On peut dire que l'État ne s'est désintéressé d'aucun des domaines touchant directement la conservation et l'amélioration de la classe indigène. Il n'a pas davantage omis de favoriser de tous ses efforts le développement des institutions de bienfaisance, hospitalières et religieuses dont il considère la collaboration comme indispensable à la réalisation de ses vues. Il s'est surtout attaché à multiplier les missions, et il peut constater que le succès a répondu à son attente. Un seul coup d'œil comparatif le démontre. Aux débuts de son existence, l'État comptait sur ses territoires sept missions

appartenant à trois Congrégations, et trente missionnaires tout au plus exerçaient leur apostolat. Aujourd'hui nous nous félicitons de trouver 67 établissements, de 15 corporations religieuses diverses, se vouant à l'évangélisation par leur personnel de 223 missionnaires. Catholiques et protestants ont trouvé au Congo un vaste champ ouvert à leur zèle et ont indifféremment rencontré l'appui de l'autorité. A côté des 115 missionnaires catholiques — tous belges, pères de Scheut, Jésuites, Trappistes, Sœurs de la Charité, Sœurs de Notre-Dame, Sœurs Franciscaines — 108 missionnaires anglais, américains et suédois, s'adonnent à l'œuvre de la régénération morale des noirs. Ce nous est une satisfaction de constater que, nulle part ailleurs en Afrique, le développement des missions n'a été si prospère, et que le régime de faveur qui leur est fait au Congo leur a été un encouragement. Les résultats qu'elles ont obtenus sont des plus satisfaisants. De nombreuses conversions sont opérées, des écoles sont ouvertes où les enfants viennent recevoir l'éducation chrétienne, des mariages sont célébrés, créant l'union monogame et la famille.

L'État encourage ces efforts par l'allocation de subventions, et il a installé lui-même des colonies scolaires qu'il a confiées aux soins des missionnaires.

Les agents de l'État et les missionnaires sont ainsi, chacun dans sa sphère, appelés à contribuer au relèvement des peuplades qui leur sont confiées. Ni les uns ni les autres n'ont été au-dessous de leur tâche, et ce n'est un devoir de rendre ici hommage au zèle et au dévouement avec lesquels le personnel de l'État s'acquitte de sa tâche difficile. Il a fait preuve d'un grand sentiment de ses devoirs vis-à-vis des indigènes commis à sa protection, et si des défaillances ont pu être reprochées, il est de la vérité d'ajouter qu'elles ont été rares et individuelles. La Belgique peut être fière de ceux de ses enfants qui, au Congo, travaillent à la régénération d'un peuple en même temps qu'à la gloire et à la prospérité de leur patrie.

En résumé, Sire, le péril de la traite conjuré, un vaste territoire ouvert entier au progrès, des centres de civilisation surgissant de toutes parts, des routes se créant, les communications rendues faciles et rapides, un chemin de fer en voie d'achèvement, une flottille circulant sur tout le cours du fleuve et ses affluents, le commerce se développant, les missions florissantes, les écoles s'ouvrant, les populations protégées par la justice et s'initiant aux cultures et aux métiers manuels, leur situation matérielle et morale s'améliorant, des villages chrétiens se constituant, les coutumes barbares en voie de disparition, tel est le bilan de dix ans.

C'est — il convient de ne pas l'oublier — aux efforts méritoires et souvent pénibles de ceux qui servent Votre Majesté en Afrique, que la civilisation doit ce nouvel état de choses. Il est du devoir du Gouvernement de leur rendre ici cette justice, de se rappeler combien leur tâche est souvent ardue et périlleuse et combien ils ont besoin de l'autorité et de la confiance du Pouvoir pour la remplir. Si cette autorité venait à être ébranlée, la barbarie renaîtrait bien vite avec ses horreurs et ses abominations d'autrefois.

L'État Indépendant, conscient de sa situation et de son rôle, ne cherche pas de conquêtes. Il met son ambition à perfectionner son organisation intérieure, et à en étendre les rouages, à asseoir son autorité, à faciliter l'exploitation des ressources naturelles de ses territoires, à améliorer le sort des populations. C'est à ces soins multiples qu'il s'adonne avec ardeur, sans se laisser détourner de son but par des visées qui ne s'harmoniseraient pas avec ce programme.

Je suis, avec le plus profond respect,

Sire,

de Votre Majesté,
le très humble, très obéissant et très fidèle
serviteur et sujet,
Edm. van Eetvelde.

Bruxelles, le 25 janvier 1897.

26.

JAPON, PORTUGAL.

Traité de commerce et de navigation, du 26 janvier 1897.

Archives diplomatiques 1897.

S. M. le roi de Portugal et des Algarves, et S. M. l'empereur du Japon, animés d'un égal désir de maintenir les bons rapports déjà heureusement établis entre eux, en étendant et en augmentant les relations entre leurs États respectifs, et persuadés que ce but ne saurait être mieux atteint que par la revision des traités jusqu'ici en vigueur entre les deux pays, ont résolu de procéder à cette revision sur les bases de l'équité et de l'intérêt mutuels, et ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir:

S. M. le roi de Portugal et des Algarves:

Le conseiller Luiz Maria Pinto de Soveral, ministre et secrétaire d'État des affaires étrangères, grand cordon de l'ordre du Christ, de l'ordre de Saint-Michel et de Saint-Georges d'Angleterre, et de l'ordre de Ernest Pie de Saxe-Cobourg-Gotha, etc.

S. M. l'empereur du Japon:

M. Soné Arasuké, Jushii, 3^e classe de l'ordre impérial du Trésor Sacré, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la cour de S. M. Très-Fidèle.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et conclu les articles suivants:

Article 1^{er} — Les sujets de chacune des deux hautes parties contractantes auront toute liberté d'entrer, de voyager ou de résider en un lieu quelconque du territoire de l'autre, et y jouiront d'une pleine et entière protection pour leurs personnes et leurs propriétés.

Nouv. Recueil Gén. 2^e S. XXV.

T

Ils auront un accès libre et facile aux tribunaux pour la poursuite ou la défense de leurs droits; ils auront, sur le même pied que les sujets du pays, la faculté de choisir et d'employer des avoués, des avocats et des mandataires, afin de poursuivre et de défendre leurs droits devant ces tribunaux, et, quant aux autres matières qui se rapportent à l'administration de la justice, ils jouiront de tous les droits et privilèges dont jouissent les sujets du pays.

Pour tout ce qui concerne le droit de résidence et de voyage, la possession de biens et d'effets mobiliers de quelque espèce que ce soit, la transmission de biens mobiliers par succession testamentaire ou autre, et le droit de disposer de quelque manière que ce soit des biens de toutes sortes qu'ils peuvent légalement acquérir, les sujets de chacune des deux parties contractantes jouiront, dans le territoire de l'autre, des mêmes privilèges, libertés et droits et ne seront soumis, sous ce rapports, à aucun impôt ou charge plus élevés que les sujets du pays ou les sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée. Les sujets de chacune des parties contractantes jouiront, dans le territoire de l'autre, d'une liberté entière de conscience, et pourront, en se conformant aux lois, ordonnances et règlements, se livrer à l'exercice privé ou public de leur culte; ils jouiront aussi du droit d'inhumer leurs nationaux respectifs, suivant leurs coutumes religieuses, dans des lieux convenables et appropriés qui seront établis et entretenus à cet effet.

Ils ne seront contraints, sous aucun prétexte, à payer des charges ou taxes autres ou plus élevées que celles qui sont ou seront imposées aux sujets du pays ou aux sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée.

Les sujets de chacune des parties contractantes qui résident dans le territoire de l'autre ne seront astreints à aucun service militaire obligatoire, soit dans l'armée ou la marine, soit dans la garde nationale ou la milice: ils seront exempts de toutes contributions imposées en lieu et place du service personnel, et de tous emprunts forcés, de toutes exactions ou de contributions militaires.

Art. 2. — Il y aura, entre les territoires des deux hautes parties contractantes, liberté réciproque de commerce et de navigation.

Les sujets de chacune des parties contractantes pourront exercer en quelque lieu que ce soit du territoire de l'autre, le commerce en gros ou en détail de tous produits, objets fabriqués et marchandises de commerce licite, soit en personne, soit par leurs représentants, tant seuls qu'en société avec des étrangers ou des sujets du pays; ils pourront y posséder ou louer, même par bail emphytéotique, et occuper des maisons, des fabriques, des magasins et des boutiques, et louer des terrains et les prendre à bail emphytéotique, à l'effet d'y résider ou d'y exercer leur profession, le tout en se conformant aux lois, aux règlements de police et de douane du pays, comme les nationaux eux-mêmes.

Ils auront pleine liberté de se rendre avec leurs navires et leurs cargaisons dans tous les lieux, ports et rivières du territoire de l'autre, qui sont ou pourront être ouverts au commerce étranger, et ils jouiront respectivement, en matière de commerce et de navigation, du même traitement que les sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée, sans avoir à

payer aucun impôt, taxe ou droit de quelque nature ou dénomination que ce soit, perçus ou non au profit du gouvernement, des fonctionnaires publics, des particuliers, des corporations ou établissements quelconques, autres ou plus élevés que ceux imposés aux sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée.

Il est toutefois entendu que les stipulations contenues dans cet article ainsi que dans l'article précédent ne dérogent en rien aux lois, ordonnances, et règlements spéciaux en matière de commerce, d'agriculture, de mines, de pêche, de police et de sécurité publique en vigueur dans chacun des deux pays et applicables à tous les étrangers en général.

Art. 3. — Les habitations, fabriques, magasins et boutiques des sujets de chacune des hautes parties contractantes dans le territoire de l'autre, ainsi que leurs dépendances, seront respectés.

Il ne sera pas permis de procéder à des perquisitions ou visites domiciliaires dans ces habitations, fabriques, magasins et boutiques, ou bien d'examiner ou d'inspecter les livres, papiers ou comptes, sauf dans les conditions et formes prescrites par les lois, ordonnances et règlements applicables aux sujets du pays.

Art. 4. — Il ne sera imposé à l'importation directe dans le territoire de S. M. le roi de Portugal, de tous articles produits ou fabriqués dans le territoire de S. M. l'empereur du Japon, énumérés à la table A, de quelque endroit qu'ils viennent, et à l'importation directe dans le territoire de S. M. l'empereur du Japon, de tous articles produits ou fabriqués dans le territoire de S. M. le roi de Portugal, énumérés à la table B, de quelque endroit qu'ils viennent, aucuns droits autres ou plus élevés que ceux imposés sur les articles similaires produits ou fabriqués dans tout autre pays étranger.

L'importation directe consiste dans l'embarquement des marchandises dans un port de l'une des hautes parties contractantes et dans leur débarquement, durant le même voyage, dans un port de l'autre partie contractante, quelle que soit la nationalité du navire, et bien que celui-ci aborde, en escale ou en relâche, un ou plusieurs ports d'une tierce puissance. Elle est démontrée par le manifeste et les connaissements. Est assimilée à l'importation directe l'importation sous connaissement direct (*through bill of lading*), quand bien même les marchandises spécifiées sur ledit connaissement auraient été transbordées ou déposées dans les entrepôts d'une tierce puissance. Dans ce cas il sera exigé le certificat d'origine.

De même, aucune prohibition ne sera maintenue ou imposée sur l'importation dans le territoire de l'une des parties contractantes d'un article quelconque produit ou fabriqué dans le territoire de l'autre, de quelque endroit qu'il vienne, à moins que cette prohibition ne soit également appliquée à l'importation des articles similaires produits ou fabriqués dans tout autre pays.

Cette dernière disposition n'est pas applicable aux prohibitions d'articles qui, pour des raisons sanitaires, ou en vue de la sécurité ou de la morale publiques, pourront offrir quelque danger; elle n'est aussi pas applicable à d'autres prohibitions, provenant de la nécessité de protéger les droits de

propriété commerciale, industrielle ou littéraire, et de protéger la conservation du bétail et des plantes utiles à l'agriculture.

Art. 5. — Il ne sera imposé dans le territoire de chacune des hautes parties contractantes, à l'exportation d'un article quelconque à destination du territoire de l'autre, aucuns droits ou charges autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront payables à l'exportation des articles similaires à destination d'un autre pays étranger quel qu'il soit; de même, aucune prohibition ne sera imposée à l'exportation d'aucun article du territoire de l'une des parties contractantes à destination du territoire de l'autre, sans que cette prohibition soit également étendue à l'exportation des articles similaires à destination de tout autre pays.

Art. 6. — Les sujets de chacune des hautes parties contractantes seront exempts, dans le territoire de l'autre, de tout droit de transit, et jouiront d'une parfaite égalité de traitement avec les sujets du pays relativement à tout ce qui concerne l'emmagasinage, les primes, les facilités et les *drawbacks*.

Art. 7. — Tous les articles qui sont ou pourront être légalement importés dans les ports du territoire de S. M. le roi de Portugal sur des navires portugais pourront, de même, être importés dans ces ports sur des navires japonais; dans ce cas, ces articles n'auront à payer aucuns droits ou charges, de quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux imposés sur les mêmes articles importés par des navires portugais. Réciproquement, tous les articles qui sont ou pourront être légalement importés dans les ports du territoire de S. M. l'empereur du Japon sur des navires japonais pourront, de même, être importés dans ces ports sur des navires portugais; dans ce cas, ces articles n'auront à payer aucuns droits ou charges, de quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux imposés sur les mêmes articles importés par des navires japonais.

Cette égalité réciproque de traitement sera accordée indistinctement, soit que ces articles viennent directement des pays d'origine, soit qu'ils viennent de tout autre lieu.

De la même manière, il y aura parfaite égalité de traitement relativement à l'exportation; ainsi, les mêmes droits d'exportation seront payés, et les mêmes primes et *drawbacks* seront accordés, dans le territoire de chacune des hautes parties contractantes, sur l'exportation de tout article qui est ou pourra être légalement exporté, que cette exportation ait lieu sur des navires portugais ou sur des navires japonais et quel que soit le lieu de destination, qu'il soit un des ports de chacune des parties contractantes ou un des ports d'une puissance tierce.

Art. 8. — Aucun droit de tonnage, de port, de pilotage, de phare, de quarantaine ou autres droits similaires ou analogues, de quelque nature ou sous quelque dénomination que ce soit, levés au nom ou au profit du gouvernement, des fonctionnaires publics, des particuliers, des corporations ou des établissements de toutes sortes, qui ne seraient également et sous les mêmes conditions imposés, en pareil cas, sur les navires de la nation la plus favorisée, ne seront imposés dans les ports des territoires de chacun des deux pays sur les navires de l'autre.

Toutefois cette disposition ne portera pas sur les traités que le Portugal a conclus avec la République Sud-Africaine, le 11 décembre 1875, et l'État libre d'Orange, le 10 mars 1876, ni sur les stipulations intervenues ou qui pourront intervenir entre le Portugal et le Brésil.

Art. 9. — En tout ce qui concerne le placement, le chargement et le déchargement des navires dans les ports, bassins, docks, rades, havres ou rivières des territoires des deux pays, les navires portugais et les navires japonais jouiront réciproquement au Japon et au Portugal des privilèges accordés aux navires de la nation la plus favorisée.

Art. 10. — Le cabotage dans les territoires de l'une et de l'autre des hautes parties contractantes sera régi par les lois, ordonnances et règlements du Portugal et du Japon respectivement. Il est toutefois entendu que les sujets portugais dans le territoire de S. M. l'empereur du Japon et les sujets japonais dans le territoire de S. M. le roi de Portugal jouiront, sous ce rapport, des droits qui sont ou pourront être accordés par ces lois, ordonnances et règlements, aux sujets ou citoyens de tout autre pays.

Tout navire portugais chargé à l'étranger d'une cargaison destinée à deux ou plusieurs ports du territoire du Japon, et tout navire japonais chargé à l'étranger d'une cargaison destinée à deux ou plusieurs ports du territoire de S. M. le roi de Portugal, pourra décharger une partie de sa cargaison dans un port, et continuer son voyage pour l'autre ou les autres ports de destination où le commerce étranger est autorisé, dans le but d'y décharger le reste de sa cargaison d'origine, en se conformant toujours aux lois et aux règlements de douane des deux pays.

Art. 11. — Tout vaisseau de guerre ou navire de commerce de l'une ou de l'autre des hautes parties contractantes qui serait forcé par un mauvais temps ou par suite de tout autre danger de s'abriter dans un port de l'autre, aura la liberté de s'y faire réparer, de s'y procurer toutes les provisions nécessaires, et de reprendre la mer, sans payer d'autres charges que celles qui seraient payées par les navires nationaux. Dans le cas, cependant, où le capitaine du navire de commerce se trouverait dans la nécessité de vendre une partie de sa cargaison pour payer les frais, il sera obligé de se conformer aux règlements et tarifs du lieu où il aurait relâché.

Si un vaisseau de guerre ou un navire de commerce de l'une des parties contractantes a échoué ou naufragé sur les côtes de l'autre, les autorités locales en informeront le consul général, le consul, le vice-consul ou l'agent consulaire du lieu de l'accident, et, s'il n'y existe pas de ces officiers consulaires, elles en informeront le consul général, le consul, le vice-consul ou l'agent consulaire du district le plus voisin.

Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires portugais naufragés ou échoués dans les eaux territoriales de S. M. l'empereur du Japon auront lieu conformément aux lois, ordonnances et règlements du Japon et, réciproquement, toutes les mesures de sauvetage relatives aux navires japonais naufragés ou échoués dans les eaux territoriales de S. M. le roi de Portugal auront lieu conformément aux lois, ordonnances et règlements du Portugal.

Tous navires ou vaisseaux échoués ou naufragés, tous débris et accessoires, toutes fournitures leur appartenant, et tous effets et marchandises sauvés des dits navires ou vaisseaux, y compris ceux qui auraient été jetés à la mer ou les produits des dits objets, s'ils sont vendus, ainsi que tous papiers trouvés à bord de ces navires ou vaisseaux échoués ou naufragés, seront remis aux propriétaires ou à leurs représentants, quand ils le réclameront. Dans le cas où ces propriétaires ou représentants ne se trouveraient pas sur les lieux, les dits produits ou objets seront remis aux consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires respectifs, sur leur réclamation, dans le délai fixé par les lois du pays, et ces officiers consulaires, propriétaires ou représentants, payeront seulement les dépenses, occasionnées pour la conservation des dits objets ainsi que les frais de sauvetage ou autres dépenses auxquels seraient soumis, en cas de naufrage, les navires nationaux.

Les effets et marchandises sauvés du naufrage seront exempts de tous droits de douane, à moins qu'ils n'entrent à la douane pour la consommation intérieure, auquel cas ils payeront les droits ordinaires.

Dans le cas où un navire appartenant aux sujets d'une des parties contractantes ferait naufrage ou échouerait sur le territoire de l'autre, les consuls généraux, consuls, vice-consuls, ou agents consulaires respectifs seront autorisés, en l'absence du propriétaire, du capitaine ou autre représentant du propriétaire, à prêter leur appui officiel pour procurer toute l'assistance nécessaire aux sujets des États respectifs. Il en sera de même dans le cas où le propriétaire, capitaine ou autre représentant, serait présent et demanderait une telle assistance.

Art. 12. — Tous les navires qui, conformément aux lois portugaises, sont considérés comme navires portugais, et tous les navires qui, conformément aux lois japonaises, sont considérés comme navires japonais, seront respectivement considérés comme navires portugais et japonais pour le but de ce traité.

Art. 13. — Si un marin déserte d'un vaisseau de guerre ou d'un navire de commerce appartenant à l'une ou l'autre des autres parties contractantes sur le territoire de l'autre, les autorités locales seront tenues de prêter toute l'assistance en leur pouvoir pour l'arrestation et la remise de ce déserteur, sur la demande qui leur sera adressée par le consul du pays auquel appartient le navire ou vaisseau du déserteur ou par le représentant dudit consul.

Il est entendu que cette stipulation ne s'appliquera aux sujets du pays où la désertion a eu lieu.

Art. 14. — Les hautes parties contractantes conviennent qu'en tout ce qui concerne l'exercice du commerce, la navigation et l'industrie, tous privilèges, faveurs ou immunités que l'une ou l'autre des parties contractantes a déjà accordés ou accorderait à l'avenir, au gouvernement ou aux sujets ou citoyens de tout autre État, seront étendus immédiatement et sans condition au gouvernement ou aux sujets de la partie contractante, leur intention étant que l'exercice du commerce, la navigation et l'industrie, de chaque pays soient placés, à tous égards, par l'autre, sur le pied de la nation la plus favorisée.

Les prescriptions de cet article et de l'article 4 ne s'appliquent pas aux faveurs, ayant le caractère de privilèges, que le Portugal a accordées ou accordera à l'Espagne et au Brésil.

Art. 15. — Chacune des hautes parties contractantes pourra nommer les consuls généraux, consuls, vice-consuls, pro-consuls et agents consulaires dans tous les ports, villes et places de l'autre, sauf dans les localités où il y aurait inconvénient à admettre de tels officiers consulaires.

Cette exception ne sera cependant pas faite à l'égard de l'une des parties contractantes sans l'être également à l'égard de toutes les autres puissances.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls, pro-consuls et agents consulaires exerceront toutes leurs fonctions et jouiront de tous les privilèges, exemptions et immunités qui sont ou seront accordés aux officiers consulaires de la nation la plus favorisée.

Art. 16. — Les sujets de chacune des hautes parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre, de la même protection que les sujets du pays relativement aux patentes, marques de fabrique et dessins, en remplissant les formalités prescrites par la loi.

Art. 17. — Le gouvernement de S. M. le roi de Portugal donne, en ce qui le concerne, son adhésion à l'arrangement suivant:

Les divers quartiers étrangers qui existent au Japon seront incorporés aux communes respectives du Japon et feront dès lors partie du système municipal du Japon.

Les autorités japonaises compétentes assumeront en conséquence toutes les obligations et tous les devoirs municipaux qui résultent de ce nouvel état de choses, et les fonds et biens municipaux qui pourraient appartenir à ces quartiers seront, de plein droit, transférés aux dites autorités japonaises.

Lorsque les changements ci-dessus indiqués auront été effectués, les baux à perpétuité en vertu desquels les étrangers possèdent actuellement des propriétés dans les quartiers seront confirmés, et les propriétés de cette nature ne donneront lieu à aucuns impôts, taxes, charges, contributions ou conditions quelconques autres que ceux expressément stipulés dans les baux en question. Il est toutefois entendu qu'aux autorités consulaires dont il est fait mention seront substituées les autorités japonaises.

Les terrains que le gouvernement japonais aurait concédés exempts de rentes, vu l'usage public auquel ils étaient affectés, resteront, sous la réserve des droits de la souveraineté territoriale, affranchis d'une manière permanente de tous impôts, taxes et charges, et ils ne seront point détournés de l'usage auquel ils étaient primitivement destinés.

Art. 18. — Le présent traité prendra, du jour où il entrera en vigueur, lieu et place des stipulations du traité et de tous les arrangements et conventions subsidiaires existant entre les hautes parties contractantes, et, à partir du même jour, les dites stipulations, arrangements et conventions cesseront d'être obligatoires.

Art. 19. — Le présent traité entrera en vigueur le 17 juillet 1899, correspondant au 17^e jour du 7^e mois de la 32^e année de Meiji, et il restera

valable pendant une période de douze ans après le jour où il entrera en vigueur. Il sera exécutoire, pour le Portugal, dans la métropole, aux îles adjacentes (Madère, Porto-Santo et Açores) et à Macao.

L'une ou l'autre des hautes parties contractantes aura le droit, à un moment quelconque après que onze ans se seront écoulés depuis l'entrée en vigueur de ce traité, de notifier à l'autre son intention de mettre fin au présent traité et à l'expiration de douze mois après cette notification, ce traité cessera et finira entièrement.

Art. 20. — Le présent traité sera ratifié par les hautes parties contractantes et les ratifications en seront échangées à Lisbonne au plus tôt possible, n'excédant pas le délai de six mois après la signature.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux pays ont signé le présent traité, fait en double exemplaire et écrit en langue française, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Lisbonne le 26 janvier 1897, correspondant au 27^e jour du 1^{er} mois de la 30^e année de Meiji.

(L. S.) *Luiz de Soveral.*

(L. S.) *Soné Arasuké.*

27.

GRANDE-BRETAGNE, CHINE.

Arrangement modifiant la portée de la Convention du 1^{er} mars 1894 concernant Burmah et Thibet; conclu à Peking le 4 février 1897*).

Parliamentary Papers, presented to both Houses of Parliament by Command of Her Majesty, septembre 1897 [C-8654].

In consideration of the Government of Great Britain consenting to waive its objections to the alienation by China, by the Convention with France of the 20th June, 1895**) of territory forming a portion of Kiang Hung, in derogation of the provisions of the Convention between Great Britain and China of the 1st March, 1894,***) it has been agreed between the Governments of Great Britain and China that the following additions and alterations shall be made in the last-named Convention, hereinafter referred to as the original Convention:—

Art. 1. — It is agreed that the frontier between the two Empires from latitude 25° 35' north shall run as follows:

Commencing at the high peak situated approximately in that latitude and in longitude 98° 14' east of Greenwich and 18° 16' west of Peking, the

*) Les ratifications ont été échangées à Peking le 5 juin 1897.

**) V. N. R. G. 2^e série T. XXIII.

***) V. N. R. G. 2^e série T. XX, p. 794.

line shall follow, as far as possible, the crest of the hills running in a south-westerly direction to Warung Peak (Kauyang), and shall extend thence to Sabu Pum.

From Sabu Pum the frontier shall run in a line along the watershed slightly to the south of west through Shatrung Pum to Namienku Pum.

Thence it shall follow a line to be fixed after local investigation, dividing the Szis and the Kumsas as far as the Tabak Kha; thence the Tabak Kha to the Namtabet; thence the Namtabet to the Paknoi Kha; thence the Paknoi Kha to its source near Talang Pum; thence the Talang Pum ridge to Bumra Shikong.

From Bumra Shikong the frontier shall follow a line running in a south-west direction to the Laisa Kha; thence the Laisa Kha to the Molè stream, running between Kadón and Laisa; thence the Molè to its confluence with the Cheyang Kha; thence the Cheyang Kha to Alaw Pum; thence the Nampaung stream to the Taping.

Art. 2. — (The Taping to the Shweli River.)

From the junction of the Taping and the Nampaung streams the frontier shall follow the Taping to the neighbourhood of the Lwalaing ridge; thence a line running approximately along the Lwalaing ridge and the Lwalaing stream to the Namwan; thence the Namwan to its junction with the Shweli.

Great Britain engages to recognize as belonging to China the tract to the south of the Namwan River, near Namkhai, which is inclosed to the west by a branch of the Nam Mak River and the Mawsin range of hills up to Loi Chow Peak, and thence by the range running in a north-easterly direction to the Shweli River.

In the whole of this area China shall not exercise any jurisdiction or authority whatever. The administration and control will be entirely conducted by the British Government, who will hold it on a perpetual lease from China, paying a rent for it, the amount of which shall be fixed hereafter.

Art. 3. — (The Shweli to the Mekong.)

From the junction of the Namwan and Shweli the frontier shall follow the northern boundary of the State of North Hsinwi, as at present constituted, to the Salween, leaving to China the loop of the Shweli River, and almost the whole of Wanting, Mong-ko, and Mong-ka.

Starting from the point where the Shweli turns northward near Namswan, i. e., from its junction with the Namyang, the frontier shall ascend this latter stream to its source in the Mong-ko Hills, in about latitude $24^{\circ} 7'$ and longitude $98^{\circ} 15'$, thence continue along a wooded spur to the Salween at its junction with the Namoi stream. The line shall then ascend the Salween till it meets the north-west boundary of Kokang, and shall continue along the eastern frontier of Kokang till it meets the Kunlong circle, leaving the whole circle of Kunlong to Great Britain.

The frontier shall then follow the course of the river forming the boundary between Somu, which belongs to Great Britain, and Mêng Ting,

which belongs to China. It shall still continue to follow the frontier between those two districts, which is locally well known, to where it leaves the aforesaid river and ascends the hills, and shall then follow the line of water-parting between the tributaries of the Salween and the Meikong Rivers, from about longitude 99° east of Greenwich ($17^{\circ} 30'$ west of Peking), and latitude $28^{\circ} 20'$, to a point about longitude $99^{\circ} 40'$ east of Greenwich ($16^{\circ} 50'$ west of Peking), and latitude 23° , leaving to China the Tsawbwaships of Keng Ma, Mengtung, and Mengko.

At the last-named point of longitude and latitude the line strikes a very lofty mountain range, called Kong-Ming-Shan, which it shall follow in a southerly direction to about longitude $99^{\circ} 30'$ east of Greenwich (17° west of Peking), and latitude $22^{\circ} 30'$, leaving to China the district of Chen-pien T'ing. Then, descending the western slope of the hills to the Namka River, it will follow the course of that river for about 10 minutes of latitude, leaving Munglem to China and Manglun to Great Britain.

The frontier shall then follow the boundary between Munglem and Kiang Tong, which is locally well known, diverging from the Namka River a little to the north of latitude 22° , in a direction somewhat south of east, and generally following the crest of the hills till it strikes the Namlam River [in about latitude $21^{\circ} 45'$ and longitude 100° east of Greenwich ($16^{\circ} 30'$ west of Peking)].

It shall then follow the boundary between Kiang Tong and Kiang Hung, which is generally formed by the Namlam River, with the exception of a small strip of territory belonging to Kiang Hung, which lies to the west of that river, just south of the lastnamed parallel of latitude. On reaching the boundary of Western Kyaing Chaing, in about latitude $21^{\circ} 27'$ and longitude $100^{\circ} 12'$ east of Greenwich ($16^{\circ} 18'$ west of Peking), the frontier shall follow the boundary between that district and Kiang Hung until it reaches the Mekong River.

Art. 4. — [No addition to original Convention.]

Art. 5. — It is agreed that China will not cede to any other nation either Mung Lem or any part of Kiang Hung on the right bank of the Mekong, or any part of Kiang Hung now in her possession on the left bank of that river, without previously coming to an arrangement with Great Britain.

Art. 6. — Article 6 of the original Convention shall be held to be modified as follows:—

It is agreed that, in order to avoid any local contention, the alignments of the frontier described in the present Agreement shall be verified and demarcated, and, in the event of their being found defective at any point, rectified by a Joint Commission appointed by the Governments of Great Britain and China, and that the said Commission shall meet, at a place hereafter to be determined by the two Governments not later than twelve months from the date of the signature of the present Agreement, and shall terminate its labours in not more than three years from the date of its first meeting.

If a strict adherence to the line described would intersect any districts,

tribal territories, towns, or villages, the Boundary Commission shall be empowered to modify the line on the basis of mutual concessions. If the members of the Commission are unable to agree on any point, the matter of disagreement shall at once be referred to their respective Governments.

Art. 7. — [No addition to original Convention.]

Art. 8. — [No addition to original Convention.]

Art. 9. — Add as follows:—

In addition to the Manwyne and Sansi routes sanctioned by the Convention of 1894, the Governments of Great Britain and China agree that any other routes, the opening of which the Boundary Commissioners may find to be in the interests of trade, shall be sanctioned on the same terms as those mentioned above.

Art. 10. — [No addition to original Convention.]

Art. 11. — [No addition to original Convention.]

Art. 12. — Add as follows:—

The Chinese Government agrees hereafter to consider whether the conditions of trade justify the construction of railways in Yünnan, and, in the event of their construction, agrees to connect them with the Burmese lines.

Art. 13. — Whereas by the original Convention it was agreed that China might appoint a Consul in Burmah, to reside at Rangoon; and that Great Britain might appoint a Consul to reside at Manwyne; and that the Consuls of the two Governments should each within the territories of the other enjoy the same privileges and immunities as the Consuls of the most favoured nation, and, further, that, in proportion as the commerce between Burmah and China increased, additional Consuls might be appointed by mutual consent to reside at such places in Burmah and Yünnan as the requirements of trade might seem to demand.

It has now been agreed that the Government of Great Britain may station a Consul at Momein or Shunning-fu, as the Government of Great Britain may prefer, instead of at Manwyne, as stipulated in the original Convention, and also to station a Consul at Ssumao.

British subjects and persons under British protection may establish themselves, and trade at these places, under the same conditions as at the Treaty ports in China.

The Consuls appointed as above shall be on the same footing as regards correspondence and intercourse with Chinese officials as the British Consuls at the Treaty ports.

Art. 14. — Instead of "Her Britannic Majesty's Consul at Manwyne" in the original Convention, read "Her Britannic Majesty's Consul at Shunning or Momein," in accordance with the change made in Article 13.

Art. 15. — [No addition to original Convention.]

Art. 16. — [No addition to original Convention.]

Art. 17. — [No addition to original Convention.]

Art. 18. — [No addition to original Convention.]

Art. 19. — Add as follows:—

Failing agreement as to the terms of revision, the present arrangements shall remain in force.

Special Article.

Whereas on the 20th day of January, 1896, the Tsung-li Yamén addressed an official despatch to Her Majesty's Chargé d'Affaires at Peking, informing him that on the 30th day of December, 1895, they had submitted a Memorial respecting the opening of ports on the West River to foreign trade, and had received an Imperial Decree in approval, of which they officially communicated a copy.

It has now been agreed that the following places, viz., Wuchow-fu, in Kwangsi, and Samshui City and Kong Kun Market, in Kwangtung, shall be opened as Treaty ports and Consular stations, with freedom of navigation for steamers between Samshui and Wuchow and Hong Kong and Canton, by a route from each of these latter places to be selected and notified in advance by the Imperial Maritime Customs, and that the following four places shall be established as ports of call for goods and passengers, under the same Regulations as the ports of call on the Yang-tzū River, namely, Kongmoon, Komchuk, Shiuhing, and Takhing.

It is agreed that the present Agreement, together with the Special Article, shall come into force within four months of the date of signature, and that the ratifications thereof shall be exchanged at Peking as soon as possible; in witness whereof the Undersigned, duly authorized thereto by their respective Governments, have signed the present Agreement.

Done at Peking in triplicate—three copies in English, and three in Chinese—the 4th day of February, in the year of our Lord 1897.

(Signed) *Claude M. MacDonald.*

(Seal.)

(Chinese signature of his Excellency Li.)

(Seal.)

28.

FRANCE.

Décret réglant l'application aux colonies de la législation sur la nationalité, du 7 février 1897.

Journal officiel du 10 février 1897.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu l'article 7 du décret du 25 mai 1881, relatif à la naturalisation des étrangers en Cochinchine;

Vu le décret du 10 novembre 1882, concernant la naturalisation des étrangers établis en Nouvelle-Calédonie;

Vu la loi du 26 juin 1889 sur la nationalité, et notamment l'article 5 ainsi conçu :

„Pour l'exécution de la présente loi, un règlement d'administration publique déterminera :

„1° Les conditions auxquelles ses dispositions sont applicables aux colonies autres que celles dont il est parlé à l'article 2 ci-dessus, ainsi que les formes à suivre pour la naturalisation dans les colonies ;“

Vu le décret du 13 août 1889, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 26 juin 1889 sur la nationalité ;

Vu la loi du 22 juillet 1893, portant modification de l'article 8, paragraphe 3, et de l'article 9 du code civil, relativement aux déclarations effectuées en vue d'acquérir ou de décliner la nationalité française ;

Le conseil d'État entendu,

Décète :

Titre 1^{er}.

Acquisition, perte et recouvrement de la qualité de Français dans les colonies autres que la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion.

Art. 1^{er}. — Les articles 7, 8, 9, 10, 12, 17, 18, 19, 20 et 21 du Code civil sont déclarés applicables aux colonies autres que la Guadeloupe, la Martinique, la Réunion sous les conditions suivantes :

Art. 7. — L'exercice des droits civils est indépendant de l'exercice des droits politiques, lesquels s'acquièrent et se conservent conformément aux lois constitutionnelles et électorales.

Art. 8. — Tout Français jouira des droits civils.

Sont Français :

1° Tout individu né d'un Français en France, aux colonies ou à l'étranger.

L'enfant naturel dont la filiation est établie, pendant la minorité, par reconnaissance ou par jugement, suit la nationalité de celui des parents à l'égard duquel la preuve a d'abord été faite. Si elle résulte pour le père ou la mère du même acte ou du même jugement, l'enfant suivra la nationalité du père ;

2° Tout individu né aux colonies de parents inconnus ou dont la nationalité est inconnue ;

3° Les étrangers naturalisés.

Peuvent être naturalisés :

1° Les étrangers qui peuvent justifier de trois années de résidence ininterrompue dans les colonies.

Est assimilé à cette résidence le séjour en pays étrangers pour l'exercice d'une fonction conférée par le gouvernement français :

2° Les étrangers après un an de résidence, s'ils ont rendu des services importants à la France ou à ses colonies, s'ils y ont apporté des talents distingués, ou s'ils y ont introduit soit une industrie, soit des inventions utiles, ou s'ils ont créé soit des établissements industriels ou autres, soit des exploitations agricoles, ou s'ils ont été attachés à un titre quelconque au service militaire dans les colonies ou les protorats français ;

3^o L'étranger, après un an de résidence, s'il a épousé une Française. Il est statué par décret sur la demande de naturalisation après une enquête sur la moralité de l'étranger.

Art. 9. — Tout individu né aux colonies d'un étranger, et qui y réside, peut, sur sa demande, formée dans l'année de sa majorité, être, sans autres conditions, naturalisé par décret.

Art. 10. — Tout individu né en France, aux colonies ou à l'étranger, de parents dont l'un a perdu la qualité de Français et qui réside aux colonies, peut, à tout âge, être naturalisé par décret.

Art. 12. — L'étrangère qui aura épousé un Français suivra la condition de son mari.

La femme mariée à un étranger qui se fait naturaliser Français et les enfants majeurs de l'étranger naturalisé pourront, s'ils le demandent, obtenir la qualité de Français, sans autres conditions, par le décret qui confère cette qualité au mari, ou au père, ou à la mère.

Deviennent Français les enfants mineurs d'un père ou d'une mère survivant qui se font naturaliser Français, à moins que dans l'année qui suivra leur majorité, telle qu'elle est réglée par la loi française, ils ne déclinent cette qualité en se conformant aux dispositions de l'article 12 du présent décret.

Art. 17. — Perdent la qualité de Français :

1^o Le Français naturalisé à l'étranger ou celui qui acquiert, sur sa demande, la nationalité étrangère par l'effet de la loi.

S'il est encore soumis aux obligations du service militaire pour l'armée active, la naturalisation ne fera perdre la qualité de Français qui si elle a été autorisée par le gouvernement français ;

2^o Le Français qui a décliné la nationalité française dans les cas prévus aux articles 12 et 18 ;

3^o Le Français qui, ayant accepté des fonctions publiques conférées par un gouvernement étranger, les conserve nonobstant l'injonction du gouvernement français de les résigner dans un délai déterminé ;

4^o Le Français qui, sans autorisation du Gouvernement, prend du service militaire à l'étranger, sans préjudice des lois pénales contre le Français qui se soustrait aux obligations de la loi militaire.

Art. 18. — Le Français qui a perdu la nationalité française peut la recouvrer, pourvu qu'il réside en France ou dans les colonies françaises, en obtenant sa réintégration par décret.

La qualité de Français pourra être accordée par le même décret à la femme et aux enfants majeurs, s'ils en font la demande.

Les enfants mineurs du père ou de la mère réintégrés deviennent Français, à moins que, dans l'année qui suivra leur majorité, ils ne déclinent cette qualité, en se conformant aux dispositions de l'article 12 du présent décret.

Art. 19. — La femme française qui épouse un étranger suit la condition de son mari, à moins que son mariage ne lui confère pas la nationalité de son mari, auquel cas elle reste Française.

Si son mariage est dissous par la mort du mari ou par le divorce, elle recouvre la qualité de Française, avec l'autorisation du Gouvernement,

pourvu qu'elle réside en France ou aux colonies, ou qu'elle y rentre en déclarant qu'elle veut s'y fixer.

Dans le cas où le mariage est dissous par la mort du mari, la qualité de Français peut être accordée par le même décret de réintégration, aux enfants mineurs, sur la demande de la mère, ou par un décret ultérieur, si la demande en est faite par le tuteur avec l'approbation du conseil de famille.

Art. 20. — Les individus qui acquerront la qualité de Français dans les cas prévus par les articles 18 et 19 ne pourront s'en prévaloir que pour les droits ouverts à leur profit depuis cette époque.

Art. 21. — Le Français qui, sans autorisation du Gouvernement, prendrait du service militaire à l'étranger ne pourra rentrer en France ou dans les colonies qu'en vertu d'une permission accordée par décret et recouvrer la qualité de Français qu'en remplissant les conditions imposées à l'étranger pour obtenir la naturalisation ordinaire.

Art. 2. — L'étranger naturalisé jouit de tous les droits civils et politiques attachés à la qualité de citoyen français. Néanmoins, il n'est éligible aux assemblées législatives que dix ans après le décret de naturalisation, à moins qu'une loi spéciale n'abrège ce délai. Le délai pourra être réduit à une année.

Les Français qui recouvrent cette qualité après l'avoir perdue acquièrent immédiatement tous les droits civils et politiques, même l'éligibilité aux assemblées législatives.

Art. 3. — Les descendants des familles proscrites lors de la révocation de l'Edit de Nantes continueront à bénéficier des dispositions de la loi du 15 décembre 1790, mais à la condition d'un décret spécial pour chaque demandeur. Ce décret ne produira d'effet que pour l'avenir.

Art. 4. — La naturalisation des étrangers et la réintégration dans la qualité de Français donnent lieu à la perception d'un droit de sceau de 100 fr. au profit de la colonie.

La remise totale ou partielle de ce droit peut être accordée par décret du Président de la République, sur la proposition du ministre des colonies et du ministre de la justice.

Titre II.

Des formes à suivre pour l'acquisition ou la répudiation de la qualité de Français dans les colonies autres que la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion.

Art. 5. — L'étranger qui veut obtenir la naturalisation dans les colonies doit produire une demande, y joindre son acte de naissance, un extrait du casier judiciaire et, le cas échéant, son acte de mariage et les actes de naissance de ses enfants mineurs, avec la traduction de ces actes s'ils sont en langue étrangère.

Art. 6. — L'étranger qui sollicite la naturalisation après trois ans de résidence ininterrompue dans la colonie doit joindre à sa demande les documents établissant qu'il y réside actuellement et depuis au moins trois ans.

Art. 7. — L'étranger qui a épousé une Française doit, s'il veut obtenir la naturalisation après un an de résidence, produire l'acte de naissance de

sa femme et l'acte de naissance du père de celle-ci, si cet acte est nécessaire pour établir son origine française.

Art. 8. — L'étranger qui, dans les conditions prévues par l'article 10 du code civil modifié par le présent décret, sollicite la naturalisation, doit produire les actes de naissance ou de mariage de celui de ses parents qui a eu la qualité de Français et de son grand-père dans la même ligne, ainsi que les documents attestant la perte de cette qualité.

Art. 9. — Si l'intéressé est dans l'impossibilité de se procurer les actes de l'état civil dont la production est exigée par le présent décret, ils sont suppléés par un acte de notoriété dressé dans les formes fixées par arrêté ministériel pris d'accord par le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice.

Art. 10. — La femme et les enfants majeurs de l'étranger qui demande à devenir Français, soit par la naturalisation, soit par la réintégration, doivent, s'ils désirent obtenir eux-mêmes la qualité de Français sans condition de stage, par application des articles 12 et 18 du code civil modifiés par le présent décret, joindre leur demande de naturalisation à la demande faite par le mari, par le père et la mère.

Art. 11. — La demande de naturalisation doit être remise, avec les pièces à l'appui, au maire de la commune ou à l'administrateur du territoire dans lequel réside le postulant.

Le maire ou l'administrateur procède d'office à une enquête sur les antécédents et la moralité du demandeur. Le résultat de cette enquête est renvoyé avec le procès-verbal et les pièces à l'appui au directeur de l'intérieur ou au fonctionnaire qui en exerce les attributions. Le dossier est transmis, avec son avis motivé, au gouverneur de la colonie.

Le gouverneur émet son avis sur la demande et le transmet ensuite, avec les pièces à l'appui, au ministre des colonies.

Il est statué par le Président de la République, sur la proposition du ministre des colonies et du ministre de la justice.

Art. 12. — Les déclarations souscrites, soit pour renoncer à la faculté de décliner la qualité de Français, soit pour répudier cette qualité, sont reçues par le juge de paix dans le ressort duquel réside le déclarant.

Elles peuvent être faites par procuration spéciale et authentique.

Elles sont dressées en double exemplaire.

Le déclarant est assisté de deux témoins qui certifient son identité. Il doit produire à l'appui de sa déclaration son acte de naissance, une attestation en due forme de son gouvernement, établissant qu'il a conservé la nationalité de ses parents et un certificat constatant qu'il a répondu à l'appel sous les drapeaux conformément à la loi militaire de son pays, sauf les exceptions prévues aux traités.

En cas de résidence à l'étranger, les déclarations sont reçues par les agents diplomatiques ou par les consuls.

Art. 13. — Les deux exemplaires de la déclaration et les pièces justificatives sont immédiatement envoyées par le juge de paix au procureur de la République; ce dernier les transmet sans délai, par l'intermédiaire du gouverneur, au ministre des colonies qui les fait parvenir au ministre de la justice.

La déclaration est inscrite à la chancellerie sur un registre spécial; l'un des exemplaires et les pièces justificatives sont déposés dans les archives, l'autre est renvoyé à l'intéressé avec la mention de l'enregistrement.

La déclaration enregistrée prend date du jour de sa réception par l'autorité devant laquelle elle a été faite.

Art. 14. — La déclaration doit, à peine de nullité, être enregistrée au ministère de la justice.

L'enregistrement est refusé s'il résulte des pièces produites que le déclarant n'est pas dans les conditions requises par la loi, sauf à lui à se pourvoir devant les tribunaux civils, dans la forme prescrite par les articles 855 et suivants du code de procédure civile.

La notification motivée du refus doit être faite au réclamant dans le délai d'un an à partir de sa déclaration.

À défaut des notification ci-dessus visées dans le délai susindiqué et à son expiration, le ministre de la justice remet au déclarant, sur sa demande, une copie de sa déclaration revêtue de la mention d'enregistrement.

Art. 15. — La renonciation du mineur à la faculté qui lui appartient, par application des articles 12 et 18 du code civil modifiés par le présent décret, de décliner, dans l'année qui suit sa majorité, la qualité de Français, est faite, en son nom, par son père; en cas de décès, par sa mère; en cas de décès des père et mère ou de leur exclusion de la tutelle, ou dans les cas prévus par les articles 142 et 143 du code civil, ou en cas de déchéance de la puissance paternelle, par le tuteur autorisé par délibération du conseil de famille.

Ces déclarations sont faites dans les formes prévues par les articles 12 et suivants du présent décret. Elles sont accompagnées de la production de l'acte de naissance du mineur et du décret conférant à son père ou à sa mère, selon le cas, la qualité de Français.

Art. 16. — Les déclarations faites soit pour renoncer à la faculté de décliner la qualité de Français, soit pour répudier cette qualité, doivent, après enregistrement, être insérées au Bulletin des lois.

Néanmoins, l'omission de cette formalité ne peut pas préjudicier aux droits des déclarants.

Aucun droit de sceau n'est perçu pour les déclarations.

Titre III

Dispositions générales.

Art. 17. — Il n'est rien changé à la condition des indigènes dans les colonies françaises.

Art. 18. — Sont abrogées les dispositions contraires au présent règlement.

Art. 19. — Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française et inséré au Bulletin des lois, ainsi qu'au Bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 7 février 1887.

Félix Faure.

BULGARIE, SERBIE.

Traité de Commerce; signé à Sofia le 16 février 1897.

Archives diplomatiques 1897.

Afin de régler les relations commerciales entre la Bulgarie et la Serbie par un Traité de Commerce. Son Altesse Royale le Prince de Bulgarie et Sa Majesté le Roi de Serbie ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir:

Son Altesse Royale le Prince de Bulgarie: le Sieur Christo N. Bracaloff, docteur en droit, Secrétaire Général du Ministère Princier des Affaires Etrangères, Grand-Officier de l'Ordre National Bulgare du Mérite Civil, Grand-Officier de l'Ordre du Medjidé, etc., etc., le Sieur Apostol Gheorgheff, Chef de Section au Ministère Princier des Finances, Officier de l'Ordre National du Mérite Civil, etc., et le Sieur Anton Manouchoff, Chef de Section au Ministère Princier du Commerce et de l'Agriculture, Officier de l'Ordre de Saint-Alexandre, etc.; et Sa Majesté le Roi de Serbie: le Sieur Rista Danitch, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire, Agent Diplomatique et Consul Général en Bulgarie, Commandeur de l'Ordre de Takowo, Grand-Croix de l'Ordre Princier de Saint-Alexandre, etc., etc., le Sieur Michel Zoukitch, Secrétaire Général du Ministère Royal des Affaires Etrangères, Commandeur de l'Ordre de Takowo, Commandeur de l'Ordre National Bulgare du Mérite Civil, etc., et le Sieur Mathias Boschkovitch, Secrétaire de Légation, Chevalier de l'Ordre de Tokowo, etc.,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit:

Art. 1^{er} — Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les sujets de la Principauté de Bulgarie et ceux du Royaume de Serbie, qui pourront, les uns et les autres, s'établir librement dans les territoires de l'autre Partie contractante. Les sujets bulgares en Serbie, et les sujets serbes en Bulgarie, soit qu'ils s'établissent dans les ports, villes ou lieux quelconques des territoires respectifs, soit qu'ils y résident temporairement, ne seront pas soumis, à raison de leur commerce et de leur industrie ou métier, à des droits, impôts, taxes ou patentes, sous quelque dénomination que ce soit, autres ni plus élevés que ceux qui seront perçus sur les nationaux; et les privilèges, exemptions, immunités et autres faveurs quelconques, dont jouiraient en matière de commerce ou d'industrie les sujets de l'une des Parties contractantes, seront communs aux sujets de l'autre.

Il est bien entendu que les sujets de chacune des Parties contractantes auront à se conformer, à l'égard des matières dont il est fait mention au présent article, uniquement aux lois et règlements généraux du pays en matière de commerce, d'industrie et de police, et également applicables aux nationaux et aux sujets de la nation la plus favorisée.

Art. 2. — Les négociants, les fabricants et les industriels en général qui pourront prouver par une carte de légitimation dont la forme sera prescrite d'un commun accord, qu'ils acquittent, dans le pays où ils résident, les droits et impôts nécessaires pour l'exercice de leur commerce et de leur industrie, ne seront soumis, à ce titre, à aucun droit ou impôt ultérieur dans l'autre pays, lorsqu'ils voyagent ou font voyager leurs commis ou agents, avec ou sans échantillons, dans l'intérêt exclusif du commerce et de l'industrie qu'ils exercent, et à l'effet de faire des achats ou de recevoir des commissions.

Les sujets des Parties contractantes seront réciproquement traités comme les nationaux, lorsqu'ils se rendront d'un pays à l'autre, pour visiter les foires et marchés, à l'effet d'y exercer leur commerce et d'y débiter leurs marchandises.

Les sujets d'une des Parties contractantes, qui exercent le métier de charretier entre les divers points des territoires respectifs, ou qui se livrent à la navigation, ne seront soumis, par rapport à l'exercice de ce métier ou de cette industrie, à aucune taxe industrielle sur les territoires de l'autre.

Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables :

1^o Aux personnes qui se livrent à la recherche de commandes sans avoir le caractère de commerçants ou d'industriels, ainsi qu'à ceux cherchant des commandes chez des personnes n'exerçant ni commerce ni industrie.

Toutefois, les commis-voyageurs d'une Partie contractante ne seront pas traités sous ce rapport, sur le territoire de l'autre, moins favorablement que les nationaux.

2^o Aux cabaretiers de village, aux pharmaciens, aux courtiers, au colportage, au commerce et aux professions exercées exclusivement en ambulant.

Il est convenu que les dispositions indiquées sub n^o 2 ne pourront être appliquées aux pharmaciens et aux cabaretiers de village déjà établis.

Art. 3. — Les sujets de chacune des Parties contractantes seront exemptés, sur les territoires de l'autre, de tout service militaire, soit sur terre, soit sur mer, dans la troupe régulière ou dans la milice.

Ils seront dispensés également de toute fonction officielle obligatoire, soit judiciaire, soit administrative ou municipale, du logement de soldats, de toute contribution de guerre, de toute réquisition ou prestation militaire, de quelque sorte que ce soit, à l'exception des charges provenant de la possession ou de la location des immeubles et des prestations et réquisitions militaires qui seront supportées également par tous les sujets du pays à titre de propriétaires ou de locataires de biens immeubles.

Ils ne pourront, ni personnellement, ni par rapport à leurs propriétés mobilières ou immobilières, être assujettis à d'autres devoirs, restrictions, taxes ou impôts qu'à ceux auxquels seront soumis les nationaux.

Art. 4. — Les Bulgares en Serbie et les Serbes en Bulgarie auront réciproquement le droit d'acquérir et de posséder des biens de toute sorte et de toute nature, meubles ou immeubles, et en pourront librement disposer par achat, vente, donation, permutation, contrat de mariage, testament, succession ab intestat et par quelqu'autre acte que ce soit, aux mêmes conditions que les nationaux, sans payer des droits, contributions et

taxes autres ou plus élevés que ceux auxquels sont soumis, en vertu des lois, les sujets du pays même.

Les fondations, corporations, associations et, en général, toutes les personnes morales qui existent dans les territoires d'une des Parties contractantes sont, à l'exception des sociétés commerciales ou d'assurance, exclues de la faculté d'acquérir, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, des biens immeubles sur les territoires de l'autre Partie.

Art. 5. — Les Bulgares en Serbie et les Serbes en Bulgarie seront entièrement libres de régler leurs affaires comme les nationaux, soit en personne, soit par l'entremise d'intermédiaires qu'ils choisiront eux-mêmes, sans être tenus à payer des rémunérations ou indemnités aux agents, commissionnaires, etc., dont ils ne voudront pas se servir, et sans être, sous ce rapport, soumis à des restrictions autres que celles qui sont fixées par les lois générales du pays.

Ils seront absolument libres dans leurs achats et ventes, dans la fixation du prix de tout objet de commerce et dans leurs dispositions commerciales en général, en se conformant toutefois aux lois de douane de l'État et en se soumettant à ses monopoles.

Ils auront également libre et facile accès auprès des tribunaux de toute instance et de toute juridiction, pour faire valoir leurs droits et pour se défendre.

Ils pourront se servir, à cet effet, d'avocats, de notaires et d'agents qu'ils jugeront aptes à défendre leurs intérêts, et ils jouiront en général, quant aux rapports judiciaires, des mêmes droits et des mêmes privilèges qui sont ou seront accordés à l'avenir aux nationaux.

Art. 6. — Les produits du sol ou de l'industrie bulgare qui sont importés en Serbie, et les produits du sol ou de l'industrie serbe qui sont importés en Bulgarie, seront respectivement soumis, quant aux droits d'importation, d'exportation, de transit, quant aux réexportations, au courtage, aux droits locaux, octrois ou autres droits de consommation, quant aux formalités douanières, aux prix de transport sur les voies ferrées ou bateaux à vapeur appartenant à l'État, — au même traitement que les produits du pays ou ceux de la nation la plus favorisée.

Art. 7. — Les Hautes Parties contractantes s'engagent à ne pas entraver le commerce réciproque par des prohibitions quelconques d'importation ou d'exportation ou de transit.

Elles ne pourront faire d'exception à cette règle que :

a) Pour les monopoles d'État actuellement en vigueur ou qui pourraient être établis à l'avenir;

b) Par égard à la police sanitaire et vétérinaire et surtout dans l'intérêt de la santé publique et conformément aux principes internationaux adoptés à ce sujet;

c) Dans les circonstances exceptionnelles, par rapport aux provisions de guerre;

d) Pour l'importation et le transit des bêtes à cornes venant des deux pays. Il est entendu que le transit du menu bétail venant de Serbie par les voies ferrées ainsi que le commerce réciproque des porcs restent libres.

Les réserves exprimées sub litt. b) s'étendent également aux mesures

prohibitives prises dans le but d'empêcher, dans l'intérêt de l'agriculture, la propagation d'insectes ou d'autres organismes nuisibles.

Le régime des armes et munitions de guerre reste soumis aux lois et règlements des États respectifs.

Art. 8. — Quant au montant, à la garantie et à la perception des droits, à l'importation et à l'exportation, ainsi que par rapport au transit, chacune des Parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre de toute faveur que l'une d'elles pourrait accorder à une tierce Puissance. Toute faveur ou immunité accordée, plus tard, sous ces rapports, à un tiers État, sera étendue immédiatement, sans compensation, et par ce faite même, à l'autre Partie contractante.

Les dispositions qui précèdent ne s'appliquent point:

a) Aux faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement à d'autres États limitrophes pour faciliter le commerce de frontière, ni aux réductions ou franchises de droits de douane, accordées seulement pour certaines frontières déterminées ou aux habitants de certains districts;

b) Aux obligations imposées à l'une des Parties contractantes par les engagements d'une union douanière contractée déjà ou qui pourrait être contractée à l'avenir.

Art. 9. — Les produits du sol et de l'industrie serbes énumérés au tarif A, joint au présent traité, sont soumis à leur entrée en Bulgarie aux droits fixés par ledit tarif.

Les produits du sol et de l'industrie bulgares énumérés au tarif B, joint au présent traité, acquitteront à leur entrée en Serbie les droits y fixés.

Dans le but de faciliter le trafic réciproque à travers la frontière commune, les Parties contractantes sont convenues des dispositions spéciales contenues à l'annexe C jointe au présent traité.

Toutes marchandises ou produits dénommés au non dans les tarifs A et B, seront traités réciproquement, à l'entrée dans les territoires respectifs, sur le pied de la nation la plus favorisée.

Art. 10. — Les marchandises de toute nature, venant de l'un des territoires respectifs, ou y allant, seront réciproquement affranchies, dans l'autre, de tout droit de transit, soit qu'elles transitent directement, soit que, pendant le transit, elles doivent être déchargées, déposées et rechargées.

Art. 11. — Pour favoriser le trafic spécial qui s'est développé entre les deux pays voisins, les objets suivants seront admis et exportés des deux côtes, avec obligation de les faire retourner en franchise temporaire de droits à l'entrée et à la sortie et conformément aux lois et règlements en vigueur dans chacune des Parties contractantes:

a) Toutes les marchandises, à l'exception des articles de consommation, qui, en sortant du libre trafic, sur les territoires d'une des Parties contractantes, seront expédiées aux foires et marchés sur les territoires de l'autre Partie contractante, pour y être déposées dans les entrepôts ou magasins de douane, ainsi que les échantillons importés, réciproquement, par les commis-voyageurs des maisons bulgares et serbes, à la condition que toutes ces marchandises et ces échantillons, n'ayant pas été vendus, soient reconduits au pays d'où ils parviennent, dans un terme établi à l'avance;

Les sacs de toute sorte, vides, marqués et ayant déjà servi, ainsi que les tonneaux vides et marqués, qui sont importés des territoires de l'autre Partie contractante pour être réexportés remplis, ou qui sont réimportés, après avoir été exportés remplis;

b) Le blé à moudre appartenant aux propriétés traversées par la ligne frontière, ainsi qu'en général les céréales à moudre;

c) Les objets destinés à être vernis, brunis et peints, et les objets destinés à être réparés.

Dans le cas sub litt. b, il sera tenu compte du poids, défalcation faite, toutefois, des déchets naturels ou légaux.

Dans les autres cas, l'identité des objets exportés et réimportés devra être prouvée, et les autorités compétentes auront, à cette fin, le droit de munir ces objets, aux frais de la partie intéressée, de certains signes caractéristiques.

Art. 12. — Les droits internes de production, de fabrication ou de consommation, qui grèvent ou grèveraient les produits du pays, soit pour le compte de l'Etat, soit pour le compte des administrations municipales ou corporations, ne pourront frapper, sous aucun prétexte, ni d'un taux plus élevé, ni d'une manière plus onéreuse, les produits similaires provenant de l'autre pays.

Si l'une des Parties contractantes juge nécessaire d'établir un droit d'accise ou de consommation nouveau, ou un supplément de droits sur un article de production ou de fabrication nationale, l'article similaire étranger pourra être immédiatement grevé, à l'importation, d'un droit égal qui, toutefois, ne sera pas plus élevé que celui payé par les mêmes produits de la nation la plus favorisée.

Art. 13. — Les articles d'orfèvrerie et de bijouterie en or, argent, platine ou autres métaux précieux, importés des territoires de l'une des Parties contractantes, seront soumis, dans les territoires de l'autre, à un régime de contrôle obligatoire ou facultatif, tel qu'il est établi, par la loi du pays, pour les articles similaires de fabrication nationale.

Art. 14. — Aucun droit d'escale ni de transbordement ne pourra être perçu dans les territoires des Parties contractantes, et les conducteurs des marchandises ne pourront être, sauf les dispositions de navigation et de police sanitaire, ainsi que celles qui sont nécessaires pour garantir la perception des impôts, contraints de s'arrêter, de décharger ni de recharger à un endroit déterminé.

Art. 15. — Les Bulgares en Serbie et les Serbes en Bulgarie jouiront, en ce qui concerne les marques de fabrique et de commerce, les dessins industriels et les modèles ainsi que les brevets d'invention, de la même protection que les nationaux.

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes, qui désirent jouir de la protection de leurs marques, de leurs dessins ou de leurs modèles dans les territoires de l'autre Partie contractante, doivent effectuer le dépôt de ces marques, dessins ou modèles, conformément aux prescriptions en vigueur dans ces derniers territoires, savoir, en Bulgarie, à la Préfecture du District de Sofia, et en Serbie, au Tribunal de Commerce à Belgrade.

Art. 16. — Les navires de l'une des Parties contractantes seront, dans les ports de l'autre, traités, soit à l'entrée, soit pendant leur séjour, soit

à la sortie, sur le même pied que les navires nationaux ou ceux de la nation la plus favorisée, tant sous le rapport des droits et des taxes, quelle qu'en soit la nature ou la dénomination, perçus au profit de l'État, des communes, corporations, fonctionnaires publics ou établissements quelconques, que sous celui du placement de ces navires, de leur chargement et déchargement, dans les ports, rades, baies, havres, bassins et docks, et, généralement, pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires, leurs équipages et leurs cargaisons.

Il en est de même pour le cabotage.

En même temps, les Parties contractantes s'engagent à prendre toutes les mesures qui sont en leur pouvoir, pour établir une correspondance directe dans le service des bateaux des Sociétés de navigation bulgares et serbes sur le Danube, ainsi que pour l'expédition directe, par les administrations des Chemins de fer des deux Parties, des marchandises transportées par leurs bateaux respectifs. Dans ce cas, on appliquera les mêmes tarifs, bénéfices et réductions des prix de transport (restitutions) qui sont accordés aux nationaux ou aux sujets de la nation la plus favorisée.

Art. 17. — La nationalité des navires de chacune des Parties contractantes sera constatée d'après les lois et règlements du pays auquel les navires appartiennent.

Quant à la preuve du tonnage des navires, il suffira de produire les certificats de jaugeage, délivrés conformément aux lois du pays auquel ces navires appartiennent.

Les chalands sans pont et à rames ou à voile, radeaux et nevrats (radeaux servant à un seul voyage) ne sont pas soumis à des formalités de légitimation autres qu'à la production, devant des autorités douanières, de papiers constatant leur propriétaire, leur provenance et destination.

De même, seront applicables, sous la condition de réciprocité, aux navires de l'une des Parties contractantes et à leurs cargaisons, toutes les faveurs que l'autre aurait accordées ou accorderait à l'avenir à un tiers État par rapport au traitement des navires et de leurs cargaisons.

Reste excepté, cependant, des dispositions du présent traité, l'exercice de la pêche nationale.

Art. 18. — Toutes les marchandises, qu'elles qu'en soient la nature et la provenance, dont l'importation, l'exportation, le transit ou la mise en entrepôt pourra avoir lieu dans les États de l'une des Parties contractantes, par les navires nationaux, pourront également y être importées, exportées, passer en transit ou être mises en entrepôt, par des navires de l'autre Partie, en jouissant des mêmes privilèges, réductions, bénéfices et restitutions, et sans être soumises à d'autres ou plus forts droits de douane ou taxes, ni à d'autres ou plus fortes restrictions, que ceux qui sont en vigueur pour les marchandises, à leur importation, exportation, transit ou à leur mise en entrepôt, par navires nationaux.

Art. 19. — Le présent Traité s'étend aux pays qui appartiennent à présent ou appartiendront à l'avenir au territoire douanier des Hautes Parties contractantes.

Art. 20. — Le présent Traité entrera en vigueur le 1^{er} avril 1897, et restera exécutoire jusqu'au 1^{er} janvier 1904. Dans le cas où aucune

des Parties contractantes n'aurait notifié douze mois avant la fin de ladite période son intention de faire cesser ses effets, le traité demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'un an à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncé.

Les Parties contractantes se réservent la faculté d'introduire dans ce traité, d'un commun accord, toutes les modifications qui ne seraient pas en opposition avec son esprit et ses principes, et dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

Art. 21. — Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Belgrade le plus tôt possible.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé le présent Traité et l'ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Sofia, en double expédition, le seize février de l'an de grâce mil huit cent quatre-vingt-dix-sept.

(L. S.)	<i>C. N. Bracaloff</i> , m. p.	(L. S.)	<i>R. Danich</i> , m. p.
(L. S.)	<i>Ap. Gheorghieff</i> , m. p.	(L. S.)	<i>M. Zoukitch</i> , m. p.
(L. S.)	<i>A. Manouchoff</i> , m. p.	(L. S.)	<i>M. Boschkovitch</i> , m. p.

Annexe A.

Droits ad valorem à percevoir sur les marchandises serbes à leur entrée en Bulgarie.

10 0/0

1. Marmelade de prunes sans sucre.
2. Eaux minérales.
3. Lin et chanvre bruts.
4. Sandales tannées (opantzi).

12 0/0

5. Poteries de toute sorte.
6. Cuillères, assiettes, boîtes, embouchoirs, boukliés, bidons, tchoutoura, — tout de bois, même peint.
7. Chaux.
8. Laine brute ou lavée.
9. Voitures, chars, traîneaux ordinaires, c'est-à-dire, peints ou non, avec ou sans ferrures, mais non rembourrés et sans ressorts.

14 0/0

10. Caviar.
11. Cire.
12. Ciment et chaux hydraulique.
13. Ouvrages de menuiserie, comme : râteaux, fourches, pelles, essieux, bancs, chaises, caisses, tables, lits, armoires, échelles, peints ou non ou en combinaison avec d'autres matières ordinaires.
14. Briques et tuiles, tuiles cannelées, kerpitch.
15. Chevaux, juments, mulets, ânes.
16. Couvertures de lits, coussins.

Annexe B.

Droits à percevoir à l'entrée en Serbie.

Dénomination.	100 kg.	
	Fr.	c.
1. Poissons salés en barils, excepté les sardines . . .	10	—
2. Vinaigre naturel de vin	3	—
3. Mott de raisins non-pressés	5	—
4. Laine en suint, lavée ou peignée	Exempté.	—
5. Poils d'animaux de toute sorte		
6. Peaux d'animaux de toute sorte, brutes, salées ou séchées, boyaux séchés ou salés, os, cornes et sabots		

Annexe C.

Faveurs spéciales accordées au trafic frontière.

Afin de donner au trafic des districts frontières et à leurs habitants, les facilités qu'exigent les besoins du commerce, les Parties contractantes sont convenues de ce qui suit:

I. — Entre le territoire de la Principauté de Bulgarie et le territoire du Royaume de Serbie il est établi une zone s'étendant jusqu'à vingt kilomètres de la frontière commune dans laquelle les habitants des pays respectifs jouiront de faveurs spéciales.

Cette distance de vingt kilomètres est comptée à partir de la frontière politique à l'intérieur de chacun des pays contractants, de sorte que la zone frontière est constituée par deux bandes de territoire de chaque côté de la frontière ayant une largeur totale de 40 kilomètres.

II. — Resteront libres, à l'entrée des pays respectifs, de tout droit de douane, de l'impôt sur l'obrt, droit de consommation ou toute autre taxe municipale, communale ou d'État, à l'exception de la taxe de statistique:

a) Toute quantité de marchandises pour laquelle la somme totale des droits à prélever ne dépasse pas un franc;

b) Fruits frais du pays, y compris les raisins, noix et noisettes, plantes potagères, pommes de terre, oignons et aux, et autres légumes de table;

c) Herbe, feuillage (fane) et autres plantes pour la nourriture du bétail (fourrage), foin, paille, mousse, avelanèdes et glands, noix de galle, joncs, roseaux et cannes ordinaires;

d) Pain de farine en quantité de dix kilogrammes ou moins; viande fraîche, en quantité de quatre kilogrammes ou moins; fromages et beurre, en quantité de deux kilogrammes ou moins; farine sans distinction, en quantité de 50 kilogrammes ou moins;

e) Outils en bois servant à l'agriculture, comme fourches, pelles, râteaux, brouettes, charrettes et autres;

f) Œufs de toute sorte;

g) Lait frais, caillé et caillebotte;

h) Houille, lignite et charbon de terre en tourbe ou en briquettes;

i) Pierres à bâtir et de taille, pierres à paver taillées ou non taillées, ainsi que meules de moulins, pierres à aiguiser et cous, et, en général, les

pierres non polies taillées ou non taillées, cailloux, sable, chaux, tuiles, briques, tuiles cannelées et kerpitch;

j) Volaille vivante et morte, gibier, ruches avec abeilles vivantes, poissons frais;

k) Bois de chauffage;

l) Nattes et paillassons, balais, sacs de roseaux et autres ouvrages de vannerie en verges, joncs, écorce, saule, roseaux, cannes ordinaires, herbe ou paille;

m) Les voitures servant effectivement au transport des personnes et des marchandises, les charrettes, les paniers et appareils similaires pour le transport, tous ces objets déjà employés, usagés, non destinés à la vente et servant pour le transport ou l'emballage des effets ou marchandises; les bêtes de somme et de trait, les embarcations avec inventaire régulier;

n) Cartes d'échantillons et échantillons qui ne peuvent servir à aucun autre usage;

o) Ameublements, ustensiles de ménage, meubles et instruments importés par les sujets de l'une des Parties contractantes qui viennent établir leur domicile dans le territoire de l'autre Partie. Jouiront de la même franchise de droits les trousseaux des fiancées et nouvelles mariées, sujettes de l'un des pays contractants, qui contractent mariage dans l'autre.

III. Pour jouir du traitement favorisé, exposé ci-haut, dans le trafic-frontière, les propriétaires des marchandises importées doivent présenter un certificat délivré par les autorités locales indiquant qu'ils sont domiciliés effectivement dans la zone frontière de vingt kilomètres fixée plus haut.

Les dits certificats d'origine qui ne sont soumis à aucune taxe, pourront être également délivrés par les autorités douanières en base des passeports des importateurs.

Les autorités administratives compétentes respectives pourront délivrer, même pour une période plus étendue, des certificats servant de légitimation pour le libre exercice du commerce de frontière aux personnes qui veulent profiter régulièrement des faveurs accordées au trafic-frontière.

Les certificats ne peuvent être soumis dans le territoire de l'autre Partie contractante à aucun droit de timbre ni autre taxe quelconque.

IV. — Les marchandises ci-après désignées, directement importées dans les territoires douaniers des pays contractants, par la frontière commune, jouiront, à condition que leur origine bulgare ou serbe soit dûment certifiée, des droits réduits et exemptions comme suit:

Dénomination.		100 kilogr.
		Fr. Cent.
1. Vin en fûts et en outres	produits des districts limitrophes de Krayna, Timok, Pirot, Vrania et Nich; ainsi que de ceux de Widin, Trn, Pazardjiz, Svistov, Pleven, Philipople et Eski-Zagra . . .	2 50
2. Rakia	grosdovitza (comovitza) et slivovitza n'ayant pas plus de 16° d'après l'alcoomètre de Wagner ou 40° d'alcool d'après l'alcoomètre centigrade Gay-Lussac, excepté les rakias fabriques d'alcool	— 50

3. Bière en fûts et en bouteilles	5	—
4. Beurre, crème et graisses	5	—
5. Fromages du pays de toute sorte	2	—
6. Viandes (fraîches, fumées ou salées), lards, salami, jambons, pasturma, saucisses et autres charcuteries	2	—
7. Fèves, haricots, légumes frais ou secs, grains, semences, fruits frais ou secs, comme : prunes, noix, etc., etc.	—	50
8. Raisins, excepté les raisins secs	1	—
9. Farines et autres produits de meunerie, graines mondées, perlées, égrugées, semoules ou gruaux	1	—
10. Brebis, moutons, chèvres, porcs, par tête	—	30
11. Caparaçons, sacs et autres ouvrages de chanvre, de lin et de poils d'animaux	10	—
12. Toile de chanvre et de lin, même mêlée de coton, production du pays des districts de Lescovetz et Belgrade, ainsi que des districts de Sophia, Philippople, Roustschouk et Widin	12	—
13. Antérias courtes (pamouklia groudognac); bonneteries et tricoterics	25	—
14. Ouvrages de corderie comme cordes, ficelles, licous, filets, traits de harnais et autres du district de Wrania, ainsi que des districts de Sophia, Philippople, Trn et Widin	5	—
15. Tapis et tcherga, grosses couvertures de laine	25	—
16. Abas, soukno, des districts de Timok et Pirot, ainsi que des districts de Sophia, Philippople, Sliven et Sevlievo	15	—
17. Chalak de toute sorte de fabrication indigène des districts de Timok et Pirot, ainsi que des districts de Sophia, Philippople, Sliven et Sevlievo	25	—
18. Cordonnets (gaktan) de laine ou de coton de l'arrondissement de Paratchine, du district de Wrania, ainsi que des districts de Sophia, Philippople, Tirnovo et Sevlievo	26	—
19. Méchines, sahtian et vidélo	25	—
20. Douves et bois de construction de toutes sortes	—	50
21. Charbon de terre, lignite, briquettes, plomb (antimoine), bruts		exempts
22. Bois de chauffage et charbon de bois		"

Note. — Les marchandises ci-dessus dénommées, excepté la grozdovitsa et la slivovitsa, ne pourront pas être frappées de droits de consommation (accise) ou autre taxe quelconque au profit de l'État ou des communes, autres ni plus élevés que ceux dont elles sont grevées actuellement.

(L. S.) *C. N. Bracaloff*, m. p.

(L. S.) *R. Danitsch*, m. p.

(L. S.) *Ap. Ghéorgheff*, m. p.

(L. S.) *M. Zoukitch*, m. p.

(L. S.) *A. Monouchoff*, m. p.

(L. S.) *M. Boschkovitch*, m. p.

Article additionnel au Traité de Commerce conclu le
16 février 1897 entre la Bulgarie et la Serbie.

Propriétés limitrophes mixtes.

Les propriétés et les terrains en général à travers lesquels passe la ligne frontière de telle manière que les habitations avec les propriétaires se trouvent sur le territoire de l'une des parties contractantes, tandis que les propriétés et les terrains se trouvent sur le territoire de l'autre, sont dénommés propriétés limitrophes mixtes.

En vue d'écarter les inconvénients qui surgissent lors de la culture et de l'exploitation de ces propriétés mixtes situées sur la frontière bulgaro-serbe, les délégués des parties contractantes sont tombés d'accord, pour le règlement des rapports douaniers relativement à ces propriétés, sur les bases suivantes:

1. Tout habitant limitrophe, qui possède des propriétés au delà de la frontière, est tenu de déclarer par écrit à la douane requise, jusqu'au premier mars de chaque année au plus tard, qu'il possède des propriétés mixtes sur le territoire de l'autre État et d'indiquer dans sa déclaration, en détail, l'étendue de ses propriétés: champs, prairies, marais, forêts, cabanes, maisons ou chaumières et ainsi de suite.

Ces déclarations doivent être accompagnées d'un certificat délivré par la commune compétente bulgare ou serbe, dans le rayon de laquelle se trouvent situées les propriétés et constant que les intéressés sont en effet les propriétaires de ces immeubles ou bien qu'ils en sont les fermiers. Les certificats en question ne sont valables que pour un an.

2. A la réception d'une pareille déclaration, la Douane la fait enregistrer dans un registre spécial et délivre au propriétaire une feuille de route d'après le modèle qui sera établi. Les feuilles de route sont délivrées aux propriétaires contre paiement d'une taxe de 60 centimes.

Au cas où le propriétaire aurait perdu sa feuille de route, il lui en sera délivré un duplicata pour lequel il payera la même taxe.

3. Après avoir rempli les conditions susindiquées, les propriétaires d'immeubles mixtes auront le droit, sans autre formalité, de passer librement et de faire transporter, par la frontière, d'une partie de leurs propriétés à l'autre:

a) Tous instruments aratoires, outils et ustensiles destinés à la culture de leurs terres avec obligation de réexporter tout ce qui a été importé.

Les ressortissants des deux parties contractantes seront tenus de déclarer et exhiber à la douane limitrophe, au point douanier ou poste de frontière, tous leurs instruments, accessoires et ustensiles que l'office douanier mentionnera sur la feuille de route.

Ces articles devront être réexportés au lieu d'où ils étaient importés, jusqu'à la fin de novembre de chaque année au plus tard.

Si un propriétaire quelconque omet de déclarer ses outils et instruments aratoires, les douanes des parties contractantes procèdent à l'égard des articles non déclarés comme elles procèdent à l'égard de toute autre marchandise qui est importée dans leur territoire;

b) Le bétail employé à la culture des propriétés mixtes, exploitées par

les propriétaires mêmes, ou affermées, et situées sur le territoire de l'autre partie contractante.

Les propriétaires de pareils immeubles seront tenus de présenter le bétail à l'office douanier pour être vérifié d'après la feuille de route.

Le bétail importé pour la culture des immeubles en question devra être réexporté au lieu d'où il a été importé, dans un délai de trente jours. Il sera fait exactement mention dans la feuille de route du bétail importé sur le territoire étranger ainsi que de la date de l'importation et de la réexportation toutes les fois qu'elles ont lieu. Chaque date devra être confirmée par la signature des organes douaniers.

Les propriétaires d'immeubles mixtes qui traversent journellement la frontière pour vaquer à la culture de leurs terrains ou pour conduire leur bétail dans les pâturages ruraux, sont exempts de l'obligation de se présenter aux postes douaniers. Ils peuvent traverser directement la frontière, mais ils sont tenus de porter toujours leur feuille de route, afin de l'exhiber aux gardes douaniers et autres, toutes les fois qu'elle leur serait demandée pour être contrôlée et vérifiée;

c) Tous les produits du sol, tels que blé, foin, paille, bois, légumes, fruits, etc., à l'exception du tabac, qui proviennent d'un immeuble mixte, soit que cet immeuble ait étéensemencé et cultivé par son propriétaire, soit qu'il ait été racheté ou affermé, seront importés et exportés, sans être grevés d'aucune taxe douanière;

d) Le bétail importé ou envoyé librement par la frontière pour être conduit au pâturage ou pour être élevé dans une propriété mixte directement exploitée par son propriétaire ou affermée et située sur le territoire de l'autre Partie contractante, bétail qui devra être ensuite réexporté.

Les importateurs, respectivement les exportateurs, sont tenus de déclarer leur bétail pour être consigné dans leur feuille de route et de présenter à la douane une garantie qui leur sera restituée, après qu'ils auront réexporté le bétail au lieu d'où ils l'avaient importé. La caution émanant d'une personne solvable, est admise à titre de garantie.

Le plus long délai accordé pour la réexportation du bétail importé, soit pour être conduit au pâturage, soit pour être élevé, est de neuf mois. L'importation du bétail dans un des deux buts susmentionnés ne sera autorisée qu'en tant que ce bétail sera marqué au fer rouge et que, par un certificat émanant des autorités vétérinaires ou de police, il sera constaté qu'aucune maladie épizootique contagieuse n'existe sur les lieux de son origine.

Le bétail, obtenu par la reproduction, et les produits animaux, obtenus pendant le séjour du bétail sur le territoire étranger, seront affranchis de toute taxe douanière en tant qu'ils seront, en qualité et nombre, proportionnés au nombre, du bétail importé.

En cas de maladie épizootique, les Parties contractantes se réservent le droit de prohiber l'importation du bétail, celui-ci fût-il destiné au pâturage, à l'élevage ou à la culture d'une propriété mixte.

Toutes les fois que les propriétaires qui, ayant du bétail soumis à la réexportation ne l'auraient point, dans le délai fixé, réexporté sur le territoire d'où ils l'avaient importé, que la douane requise n'aurait pu s'en-

quérir d'où a disparu le bétail non réexporté et que les propriétaires intéressés n'auraient pu justifier la perte de leur bétail, les autorités douanières procéderont à l'égard de ces propriétaires comme à l'égard de contrebandiers. En pareil cas, il est immédiatement procédé à la saisie de l'immeuble mixte du propriétaire en garantie des taxes douanières et de la punition du coupable.

Les douanes chargées de la délivrance des feuilles de route, sont tenues de veiller à ce que le nombre du bétail importé soit proportionné à l'étendue des immeubles.

Les organes douaniers des deux Parties contractantes devront exercer le contrôle nécessaire pour que le bétail importé ne se confonde pas avec le bétail local.

Dans le cas où une tête de bétail quelconque, parmi le bétail déjà mentionné sur la feuille de route respective et importé pour être mis au pâturage ou pour être élevé, viendrait à périr, le propriétaire est tenu d'en informer la douane requise qui dresse procès-verbal. Cet acte, signé par le propriétaire, le Maire de la localité et le Directeur de la douane, est annexé à la feuille de route à titre de pièce justificative;

e) L'exploitation des forêts appartenant à des particuliers et situées sur des propriétés mixtes sera autorisée aux mêmes conditions que pour les régnicoles, et ces forêts seront administrées conformément aux lois régissant cette matière dans chacune des deux Parties contractantes:

f) Le manger et le boire nécessaires pour la nourriture journalière des propriétaires d'immeubles mixtes sont affranchis de toute taxe tant à leur importation qu'à leur exportation. Ne font exception que les articles soumis à une taxe de monopole dans l'une ou dans l'autre des Parties contractantes;

g) Le fumier et les semences, destinés aux propriétés mixtes situées sur le terrain limitrophe, peuvent être, à toute époque de l'année, importés ou exportés sans être grevés d'aucune taxe douanière.

4. Ne bénéficieront des avantages susmentionnés que les immeubles mixtes qui, à l'époque de la délimitation de la frontière bulgaro-serbe, sont restés propriétés de ressortissants bulgares sur le territoire serbe et de ressortissants serbes sur le territoire bulgare.

Les privilèges prévus en faveur des propriétés mixtes sont transmissibles aux héritiers légitimes des propriétaires de ces immeubles, aux personnes les ayant reçues à titre de dot, d'achat, de vente et d'échange entre les ressortissants d'un seul et même pays.

5. La création de nouvelles propriétés mixtes ainsi que l'agrandissement de celles qui existent déjà ne sont autorisés d'aucune manière.

6. Les parties contractantes sont convenues de prendre toutes les mesures nécessaires pour supprimer, d'un commun accord, celles des propriétés mixtes dont l'existence donne lieu à des inconvénients pour l'administration financière et de police.

Pour atteindre ce but, une commission bulgaro serbe sera nommée par les Gouvernements contractants à l'effet de procéder, par voie d'échange ou d'expropriation, à l'extinction de ces propriétés ou à l'abolition des privilèges qui leur sont accordés par le présent article.

Les propriétaires des immeubles mixtes, en cas de vente ou transfert opéré dans le but susindiqué, seront exemptés de toute taxe de timbre ou d'enregistrement; toutefois les arriérés d'impôts d'État ou communaux seront prélevés par priorité.

Sofia, le 16 février 1897.

(L. S.)	<i>C. N. Bracaloff</i> , m. p.	(L. S.)	<i>R. Danitch</i> , m. p.
(L. S.)	<i>Ap. Ghéorgheff</i> , m. p.	(L. S.)	<i>M. Zoukitch</i> , m. p.
(L. S.)	<i>A. Manouchoff</i> , m. p.	(L. S.)	<i>M. Boschkovitch</i> , m. p.

Déclaration.

Au moment de procéder à la signature du Traité de Commerce, les délégués bulgares ont fait la proposition suivante :

Les Parties contractantes s'engagent à instituer dans un délai de quatre mois à partir de la ratification du Traité de Commerce, signé aujourd'hui, une commission mixte à l'effet de fixer sur le terrain, par des signes visibles, d'une manière définitive et stable, la ligne frontière telle qu'elle est établie par le Traité de Berlin et d'après les protocoles de la Commission Internationale qui l'avait délimitée en exécution du Traité de Berlin, comme aussi à élaborer et conclure le plus tôt possible une Convention Consulaire.

Sofia, le 16 Février 1897.

(L. S.)	<i>C. N. Bracaloff</i> , m. p.	(L. S.)	<i>R. Danitch</i> , m. p.
(L. S.)	<i>Ap. Ghéorgheff</i> , m. p.	(L. S.)	<i>M. Zoukitch</i> , m. p.
(L. S.)	<i>A. Manouchoff</i> , m. p.	(L. S.)	<i>M. Boschkovitch</i> , m. p.

Protocole final annexé au Traité de Commerce conclu le 16 février 1897 entre la Bulgarie et la Serbie.

Au moment de procéder à la signature du Traité de Commerce conclu à la date de ce jour entre la Bulgarie et la Serbie, les Plénipotentiaires soussignés ont fait les réserves et déclarations suivantes qui auront à former partie intégrante du Traité même :

Ad article 1. — §. 1. Le principe de traiter les sujets de l'autre Partie qui exercent un métier ou commerce, absolument sur le même pied que les nationaux quant au paiement des impôts, s'appliquera également à l'égard des statuts de corporations ou autres statuts locaux, là où il en existerait encore. L'application ne pourra cependant avoir lieu que lorsque toutes les conditions que les lois de chacune des Parties contractantes attachent au droit d'exercice de l'industrie, auront été remplies.

§ 2. Les sociétés anonymes et celles en commandite par actions (y compris les sociétés d'assurance de tout genre) fondées sur le territoire de l'une des Parties contractantes en vertu de lois respectives, pourront réciproquement exercer, sur le territoire de l'autre, tous les droits, y compris celui d'estimer en justice, en se conformant aux lois et prescriptions en vigueur sur cette matière.

Ad article 2. — En ce qui regarde le commerce aux foires et marchés, les sujets de l'autre Partie contractante seront traités absolument sur le même pied que les propres nationaux, tant pour le droit de se rendre aux foires et marchés que pour les taxes à payer à raison de ce commerce.

Ad article 7. — Littera a. — Il est entendu que le transit du tabac sera permis sans qu'il y ait besoin d'une autorisation préalable.

Littera b. — L'importation et le transit des produits d'animaux de toute sorte, comme: viandes, lards, graisses, peaux, cornes, os, sabots, boyaux, etc., ne seront soumis à aucune autre formalité que la production d'un certificat vétérinaire.

Ad article 8. — Afin de motiver la demande du traitement de faveur, la déclaration des marchandises devra contenir l'indication de l'origine.

Les importateurs de marchandises bulgares ou serbes seront en règle générale réciproquement dispensés de l'obligation de produire des certificats d'origine. Toutefois, la production de certificats d'origine pourra exceptionnellement être exigée par une des Parties contractantes pour le cas où elle aurait établi des droits différentiels d'après l'origine des marchandises, et que, selon sa situation générale, tant par rapport aux droits douaniers, qu'en ce qui concerne les conditions de transport, il deviendrait probable que des marchandises provenant d'un tiers État qui, dans le cas dont il s'agit, y serait exclu du régime de faveur soient introduites des territoires de l'autre Partie contractante.

Les dits certificats pourront émaner de l'autorité locale du lieu d'exportation ou du bureau de douane d'expédition, soit à l'intérieur, soit à la frontière, ou bien d'un agent consulaire; enfin, ils pourront, au besoin, même être remplacés par la facture, si les Gouvernements respectifs le croient convenable.

Les certificats d'origine doivent être délivrés gratuitement. Il en est de même du visa consulaire, lorsque ce visa est exigé pour les certificats d'origine délivrés par les autorités locales ou par les bureaux de douane.

Ad article 9. — Les dispositions concernant la perception des droits d'entrée ad valorem en Bulgarie et de l'impôt sur l'obrt en Serbie, prévues dans les traités existants, seront maintenues.

Sofia, le 16 février 1897.

(L. S.) *C. N. Bracaloff*, m. p.

(L. S.) *Ap. Ghéorgheff*, m. p.

(L. S.) *A. Manouchoff*, m. p.

(L. S.) *R. Danitch*, m. p.

(L. S.) *M. Zoubitch*, m. p.

(L. S.) *M. Boschkovitch*, m. p.

30.

FRANCE.

Décret promulguant le Règlement ayant pour objet de prévenir les abordages en mer, du 21 février 1897.*Journal officiel du 25 février 1897.*

Le Président de la République française,
Sur le rapport du Ministre de la Marine,
Vu la loi des 9 et 13 août 1791;
Vu l'article 225 du Code de commerce;
Vu les décrets des 28 mai 1858, 25 octobre 1862, 26 mai 1869,
28 octobre 1878, 4 novembre 1879 et 1^{er} septembre 1884;
Le Comité des inspecteurs généraux entendu,

Décète:

Article 1^{er}. — A partir du 1^{er} juillet 1897, les bâtiments de la marine nationale, ainsi que les navires du commerce français, auront à se conformer au règlement ayant pour objet de prévenir les abordages, annexé au présent décret.

Art. 2. — A compter de cette même date du 1^{er} juillet 1897, le décret et le règlement du 1^{er} septembre 1884 sur la matière sont abrogés. Toutefois, l'article 10 dudit règlement reste provisoirement en vigueur, mais seulement en ce qui concerne les bateaux de pêche.

Art. 3. — Le Ministre de la Marine est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 21 février 1897.

Félix Faure.

Par le Président de la République:

Le Ministre de la Marine,
G. Besnard.

Préliminaires.**Mise en vigueur.**

A partir du 1^{er} juillet 1897, le présent règlement devra être suivi par tous les navires de la marine nationale et par ceux du commerce dans les hautes mers et dans toutes les eaux attenantes accessibles aux bâtiments de mer.

Définitions. — Navires à voiles.**Navires à vapeur.**

Dans les règles ci-après, tout navire à vapeur qui marche à la voile, et non à la vapeur, doit être considéré comme un navire à voiles, et tout navire qui marche à la vapeur, qu'il porte ou non des voiles, doit être considéré comme un navire à vapeur.

Le mot navire à vapeur doit comprendre tout navire mû par une machine.

Un navire fait route ou est en marche, dans le sens de ces règles, lorsqu'il n'est ni à l'ancre, ni amarré à terre, ni échoué.

Règles concernant les feux, etc.

Visibilité.

Le mot visible, dans ces règles, lorsqu'il s'applique à des feux, veut dire visible par une nuit noire, avec une atmosphère pure.

Feux.

Article 1^{er}. — Les règles concernant les feux doivent être observées par tous les temps, du coucher au lever du soleil, et pendant cet intervalle on ne doit montrer aucun autre feu pouvant être pris pour un des feux prescrits.

Feux que doivent porter les bâtiments à vapeur.

Art. 2. — Un navire à vapeur faisant route doit porter :

a. Au mât de misaine ou en avant de ce mât, ou bien, si le navire n'a pas de mât de misaine, sur la partie avant du navire, à une hauteur au-dessus du plat-bord qui ne soit pas inférieure à 6^m10, et, si la largeur du navire dépasse 6^m10, à une hauteur au-dessus du plat-bord au moins égale à cette largeur, sans qu'il soit néanmoins nécessaire que cette hauteur au-dessus du plat-bord dépasse 12^m19, un feu blanc brillant, disposé de manière à montrer une lumière ininterrompue sur tout le parcours d'un arc de l'horizon de 20 quarts ou rums du compas, soit 10 quarts ou rums de chaque côté du navire, c'est-à-dire depuis l'avant jusqu'à 2 quarts sur l'arrière du travers de chaque bord; ce feu doit être visible d'une distance d'au moins 5 milles.

b. A tribord, un feu vert établi de manière à projeter une lumière ininterrompue sur tout le parcours d'un arc de l'horizon de 10 quarts ou rums du compas, c'est-à-dire depuis l'avant jusqu'à 2 quarts sur l'arrière du travers à tribord; ce feu doit être visible d'une distance d'au moins 2 milles.

c. A bâbord, un feu rouge établi de manière à projeter une lumière ininterrompue sur tout le parcours d'un arc de l'horizon de 10 quarts ou rums du compas, c'est-à-dire depuis l'avant jusqu'à 2 quarts sur l'arrière du travers à bâbord; ce feu doit être visible d'une distance d'au moins 2 milles;

d. Lesdits feux de côté vert et rouge doivent être munis, du côté du bâtiment, d'écrans s'avancant au moins 91 centimètres en avant du feu. de telle sorte que leur lumière ne puisse pas être aperçue de tribord devant pour le feu rouge, et de bâbord devant pour le feu vert.

e. Un navire à vapeur faisant route peut porter un feu blanc additionnel de même construction que le feu mentionné au paragraphe a. Ces deux feux devront être placés dans le plan longitudinal, de manière que l'un soit plus élevé que l'autre d'au moins 4^m57, et dans une position telle, l'un par rapport à l'autre, que le feu inférieur soit sur l'avant du feu supérieur. La distance verticale entre ces feux devra être moindre que leur distance horizontale.

Feux des navires à vapeur remorquant.

Art. 3. — Tout navire à vapeur remorquant un autre navire doit porter, outre ses feux de côté, deux feux blancs brillants, placés verticalement à 1^m83 au moins l'un de l'autre, et lorsqu'il remorque plus d'un navire, il doit porter un feu blanc brillant additionnel à 1^m83 au-dessus ou au-dessous des deux précédents, si la longueur de la remorque, mesurée entre l'arrière du remorqueur et l'arrière du dernier navire remorqué, dépasse 183 mètres. Chacun de ces feux doit être de la même construction, du même caractère et placé dans la même position que le feu blanc mentionné à l'article 2 *a*, à l'exception du feu additionnel qui peut être à une hauteur de 4^m27 au moins au-dessus du plat-bord.

Le remorqueur peut porter, en arrière de sa cheminée ou de son mât de l'arrière, un petit feu blanc sur lequel gouverne le bâtiment remorqué; mais ce feu ne doit pas être visible sur l'avant du travers du remorqueur.

Signaux de jour et de nuit à bord des navires qui ne sont pas maîtres de leur manœuvre.

Art. 4. — *a*. Un navire qui, pour une cause accidentelle, n'est pas maître de sa manœuvre, doit, pendant la nuit, porter à la même hauteur que le feu blanc mentionné à l'article 2 *a*, à l'endroit où ils seront le plus apparents, et, si ce navire est à vapeur, à la place de ce dernier feu, deux feux rouges disposés verticalement à une distance l'un de l'autre d'au moins 1^m83 et d'une intensité suffisante pour être visibles, tout autour de l'horizon, d'une distance d'au moins 2 milles; pendant le jour, ce même navire devra porter, sur une ligne verticale et à 1^m83 au moins de distance l'un de l'autre, dans l'endroit où ils seront le plus apparents, deux ballons ou marques noirs de 61 centimètres de diamètre chacun.

b. Un navire employé à poser ou à relever un câble télégraphique doit porter, dans la même position que le feu blanc mentionné à l'article 2 *a*, et, si c'est un navire à vapeur, à la place assignée à ce feu, trois feux placés sur une ligne verticale, à 1^m83 au moins l'un de l'autre. Le feu supérieur et le feu inférieur seront rouges, le feu du milieu blanc; ils auront une intensité suffisante pour être visibles sur tout l'horizon d'une distance d'au moins 2 milles. De jour, il devra porter, sur une même ligne verticale, à 1^m83 au moins l'une de l'autre, et placées dans l'endroit le plus apparent, trois marques de 61 centimètres au moins de diamètre chacune, dont la plus haute et la plus basse seront de forme sphérique et de couleur rouge, celle du milieu de forme biconique et de couleur blanche.

c. Les navires dont il est question dans le présent article ne portent pas de feux de côté quand ils n'ont aucun sillage, mais ils doivent en avoir, s'ils ont de l'erre.

d. Les feux et les marques de jour prescrits par le présent article doivent être regardés par les autres navires comme des signaux indiquant que le bâtiment qui les montre n'est pas maître de sa manœuvre et ne peut, par conséquent, pas s'écarter de sa route.

Ces signaux ne sont pas des signaux de navires en détresse et demandant assistance; ces derniers signaux sont spécifiés à l'article 31.

Feux des navires à voiles.

Art. 5. — Tout navire à voiles qui fait route et tout navire remorqué doivent porter les feux prescrits à l'article 2 pour un navire à vapeur faisant route, à l'exception des feux blancs mentionnés dans ledit article, qu'ils ne doivent jamais porter.

Feux exceptionnels pour les petits navires.

Art. 6. — Toutes les fois que les feux de côté, vert et rouge, ne peuvent être fixés à leur poste comme cela a lieu à bord des petits bâtiments faisant route par mauvais temps, ces feux doivent être tenus sous la main, allumés et prêts à être montrés; si l'on s'approche d'un autre bâtiment ou si l'on en voit un qui s'approche, on doit montrer ces feux à leur bord respectif suffisamment à temps pour prévenir la collision, de telle sorte qu'ils soient bien apparents et que le feu vert ne puisse pas être aperçu de bâbord, ni le feu rouge de tribord, et, s'il est possible, de telle sorte qu'ils ne puissent être vus au-delà de 2^{es} quarts sur l'arrière du travers de leur bord respectif.

Afin de rendre plus facile et plus sûr l'emploi de ces feux portatifs, les fanaux doivent être peints extérieurement de la couleur du feu qu'ils contiennent respectivement et doivent être munis d'écrans convenables.

Feux des petits bâtiments et des embarcations.

Art. 7. — Les navires à vapeur de moins de 40 tonneaux de jauge brute et les navires marchant à l'aviron ou à la voile de moins de 20 tonneaux de jauge brute, ainsi que les embarcations à l'aviron, lorsqu'ils font route, ne sont pas astreints à porter les feux mentionnés à l'article 2 *a*, *b* et *c*; mais, s'ils ne les portent pas, ils doivent être pourvus des feux suivants:

1^o Les navires à vapeur de moins de 40 tonneaux doivent porter:

a. Sur la partie avant du navire, soit sur la cheminée, soit en avant de celle-ci, à l'endroit où il sera le plus apparent et à 2^m74 au moins au-dessus du plat-bord, un feu blanc brillant construit et fixé comme il est prescrit à l'article 2 *a* et d'une intensité suffisante pour être visible d'une distance d'au moins 2 milles;

b. Des feux de côté, verte et rouge, construits et fixés comme il est prescrit à l'article 2 *b* et *c*, et d'une intensité suffisante pour être visibles d'une distance d'au moins 1 mille, ou un fanal combiné pour montrer un feu vert et un feu rouge depuis l'avant jusqu'à 2 quarts sur l'arrière du travers de leur bord respectif. Ce fanal ne doit pas être à moins de 91 centimètres au-dessous du feu blanc;

2^o Les petits navires à vapeur, tels que les embarcations que portent les bâtiments de mer, peuvent placer le feu blanc à moins de 2^m74 au-dessus du plat-bord, mais ce feu doit être au-dessus du fanal combiné mentionné au paragraphe 1 *b*;

3^o Les petits navires, à l'aviron ou à la voile, de moins de 20 tonneaux, doivent avoir prêt, sous la main, un fanal muni d'une glace verte d'un côté et d'une glace rouge de l'autre côté, et, s'ils s'approchent d'un autre navire ou s'ils en voient un s'approcher, ils doivent montrer ce fanal

assez à temps pour prévenir une collision, de telle sorte que le feu vert ne puisse être aperçu de bâbord ni le feu rouge de tribord;

4° Les embarcations à rames, lorsqu'elles marchent à l'aviron ou à la voile, doivent avoir prêt sous la main un fanal à feu blanc, qui sera montré temporairement assez à temps pour prévenir une collision.

Les navires dont il est question dans cet article ne sont pas obligés de porter les feux prescrits par l'article 4 *a* et par l'article 11, dernier paragraphe.

Feux des bateaux-pilotes.

Art. 8. — Les bateaux-pilotes, quand ils sont en service à leur station de pilotage, ne doivent pas porter les feux exigés des autres navires; ils doivent avoir en tête de mât un feu blanc visible tout autour de l'horizon et montrer un ou plusieurs feux provisoires d'une nature quelconque (*flare-up*) à de courts intervalles ne dépassant jamais quinze minutes.

S'ils s'approchent d'un autre navire ou s'ils en voient un s'approcher, ils doivent avoir leurs feux de côté allumés, prêts à servir, mais couverts, et les démasquer et les remasquer à de courts intervalles, pour indiquer la direction de leur cap; mais le feu vert ne doit pas paraître du côté de bâbord, ni le feu rouge du côté de tribord.

Un bateau-pilote, de catégorie de ceux qui sont obligés d'accoster un navire pour mettre un pilote à bord, peut montrer le feu blanc au lieu de le porter en tête de mât et peut, au lieu des feux de couleur ci-dessus mentionnés, avoir sous la main, prêt à servir, un fanal muni d'une glace verte d'un côté, et d'une glace rouge de l'autre côté, et l'employer comme il est dit plus haut.

Les bateaux-pilotes, lorsqu'ils ne sont pas à leur station occupés à un service de pilotage, doivent porter des feux semblables à ceux des autres navires de leur tonnage.

Feux des bateaux de pêche.

Art. 9*). — Réservé.

*) Dispositions provisoires.

Une entente internationale n'ayant pu encore s'établir en vue de la réglementation définitive de l'éclairage des bateaux de pêche, les dispositions de l'article 10 du règlement du 1^{er} septembre 1884, ci-dessous reproduites, resteront en vigueur jusqu'à nouvel avis, mais seulement en ce qui a trait aux bateaux de pêche:

Art. 10 du règlement du 1^{er} septembre 1884. — Les embarcations non pontées et les bateaux de pêche de moins de 20 tonneaux (jauge nette) étant en marche, sans avoir leurs filets, chaluts, dragues ou lignes à l'eau, ne seront pas obligés de porter les feux de couleur de côté; mais, dans ce cas, chaque embarcation ou chaque bateau devra, en leur lieu et place, avoir prêt sous la main un fanal muni sur l'un des côtés d'un verre vert et sur l'autre d'un verre rouge; et, s'il approche d'un navire ou s'il en voit s'approcher un, il devra montrer ce fanal assez à temps pour prévenir un abordage, et de manière que le feu vert ne soit pas vu sur le côté de bâbord, ni le feu rouge sur le côté de tribord.

(La partie suivante de cet article s'applique seulement aux bateaux et embarcations de pêche au large de la côte d'Europe, dans le nord du cap Finistère.)

A. Tous les bateaux et toutes les embarcations de pêche de 20 tonneaux (jauge nette) et au-dessus, lorsqu'ils sont en marche et ne se trouvent pas dans l'un des cas où ils ont à montrer les feux désignés par les prescriptions suivantes de cet article, doivent porter et montrer les mêmes feux que les autres bâtiments en marche.

Navire rattrapé par un autre.

Art. 10. — Un navire qui est rattrapé par un autre doit montrer à celui-ci, de la partie arrière du navire, un feu blanc ou un feu provisoire d'une nature quelconque (flare-up).

Le feu blanc mentionné dans cet article peut être fixe et placé dans un fanal; mais, dans ce cas, le fanal doit être muni d'écrans et disposé de

B. Tous les bateaux qui seront en pêche avec des filets flottants ou dérivants devront montrer deux feux blancs placés de manière qu'ils soient le plus visibles possible. Ces feux seront disposés de façon que leur écartement vertical soit de 1^m80 au moins et de 3 mètres au plus, et de manière aussi que leur écartement horizontal, mesuré dans le sens de la quille du navire, soit de 1^m50 au moins et de 3 mètres au plus. Le feu inférieur devra être le plus sur l'avant et les deux feux devront être placés de telle sorte qu'ils puissent être aperçus de tous les points de l'horizon, par nuit noire, avec atmosphère pure, à une distance de 3 milles au moins.

C. Un bateau pêchant à la ligne et ayant ses lignes dehors devra porter les mêmes feux qu'un bateau en pêche avec des filets flottants ou dérivants.

D. Si un bateau en pêche devient stationnaire par suite d'un engagement de son appareil de pêche dans un rocher ou tout autre obstacle, il devra montrer le feu blanc et faire le signal de brume d'un bâtiment au mouillage.

E. Les bateaux de pêche et les embarcations non pontées peuvent, en toute circonstance, faire usage d'un feu intermittent (c'est-à-dire alternativement montré et caché), en plus des autres feux exigés par cet article. Tous les feux intermittents montrés par un bateau qui chalute, drague ou pêche avec un filet à drague quelconque, devront être montrés de l'arrière du bateau.

Toutefois, si le bateau est tenu par l'arrière à son chalut, à sa drague ou à son filet à drague, le feu intermittent devra être montré de l'avant.

F. Chaque bateau de pêche ou embarcation non pontée étant à l'ancre, entre le coucher et le lever du soleil, devra montrer un feu blanc visible tout autour de l'horizon, à une distance de 1 mille au moins.

G. Par temps de brume, un bateau en pêche avec des filets flottants ou dérivants et attaché à ses filets, un bateau chalutant, draguant ou pêchant avec des filets à drague quelconques, un bateau pêchant à la ligne et ayant ses lignes dehors, devra, à intervalles de deux minutes au plus, sonner alternativement du cornet de brume et de la cloche.

Éclairage des chalutiers.

En ce qui concerne les chalutiers, en attendant la réglementation définitive à intervenir, leur éclairage est réglé comme suit:

Les navires pêchant au chalut, c'est-à-dire avec un appareil draguant le fond de la mer, doivent:

1^o Si ce sont des navires à vapeur, porter, dans la même position que le feu blanc mentionné à l'article 2a, un fanal tricolore construit et fixé de manière à montrer à la fois une lumière blanche depuis l'avant jusqu'à 2 quarts de chaque bord, une lumière verte à tribord et une lumière rouge à bâbord, depuis 2 quarts à partir de l'avant jusqu'à 2 quarts sur l'arrière du travers de leur bord respectif, et porter en outre, à 1^m83 au moins et 3^m66 au plus au-dessous de ce feu tricolore, un feu blanc dans un fanal construit de façon à projeter une lumière claire, uniforme et sans interruption tout autour de l'horizon;

2^o Si ce sont des navires à voiles, ils doivent porter un feu blanc dans un fanal construit et fixé de manière à projeter une lumière claire, uniforme et sans interruption tout autour de l'horizon; ils pourront aussi, lorsqu'ils s'approcheront d'un autre bâtiment ou lorsqu'ils en verront un s'approcher, brûler une torche assez à temps pour prévenir une collision.

Tous les feux mentionnés aux paragraphes 1^o et 2^o ci-dessus doivent être visibles d'une distance d'au moins 2 milles.

telle sorte qu'il projette une lumière non interrompue sur un arc de l'horizon de 12 rumb ou quarts du compas, soit 6 rumb de chaque bord à partir de l'arrière; ce feu doit être visible d'au moins 1 mille et placé autant que possible à la même hauteur que les feux de côté.

Feux des bâtiments au mouillage.

Art. 11. — Un navire de moins de 45^m72 de longueur, lorsqu'il est au mouillage, doit porter à l'avant, dans l'endroit où il peut être le plus apparent, mais à une hauteur n'excédant pas 6^m10 au-dessus du plat-bord, un feu-blanc dans un fanal disposé de manière à projeter tout autour de l'horizon une lumière claire, uniforme et non interrompue à une distance d'au moins 1 mille.

Un navire de 45^m72 ou plus de longueur, lorsqu'il est au mouillage, doit porter à la partie avant, à une hauteur au-dessus du plat-bord de 6^m10 au moins et de 12^m19 au plus, un feu semblable à celui qui a été mentionné dans le paragraphe précédent, et à l'arrière ou près de l'arrière un second feu pareil, qui doit être à une hauteur telle qu'il ne se trouve pas à moins de 4^m57 plus bas que le feu de l'avant.

On prendra pour la longueur du navire celle qui est donnée par son certificat d'inscription ou d'immatriculation.

Tout navire échoué dans un chenal ou près d'un chenal doit porter le feu ou les feux mentionnés ci-dessus, ainsi que les deux feux rouges prescrits par l'article 4 *a*.

Feux provisoires et signaux pour appeler l'attention.

Art. 12. — Tout navire peut, s'il le juge nécessaire pour appeler l'attention, montrer, en plus des feux prescrits par les présentes règles, un feu provisoire d'une nature quelconque (flare-up) ou faire usage de tout signal détonant ne pouvant être pris pour un signal de détresse.

Feux de position ou de signaux.

Art. 13. — Les présentes règles ne doivent en rien gêner la mise à exécution des prescriptions spéciales édictées par un Gouvernement quelconque, quant à un plus grand nombre de feux de position ou de signaux à mettre à bord des bâtiments de guerre au nombre de deux ou davantage, ainsi qu'à bord des bâtiments à voiles naviguant en convoi, non plus que l'emploi des signaux de reconnaissance adoptés par les armateurs avec l'autorisation de leurs gouvernements respectifs et dûment enregistrés et publiés.

Navire à vapeur faisant route à la voile seule.

Art. 14. — Tout navire à vapeur faisant route à la voile seulement, mais ayant sa cheminée dressée, doit porter de jour, à l'avant, à l'endroit où il sera le plus apparent, un ballon noir ou une marque noire de 61 centimètres de diamètre.

Signaux Phoniques pour la brume, etc.

Signaux phoniques de brume, de brouillard ou de neige.

Art. 15. — Tous les signaux prescrits par le présent article pour les navires faisant route devront être produits :

1° A bord des navires à vapeur, au moyen du sifflet ou de la sirène;

2° A bord des navires à voiles et des navires remorqués, au moyen du cornet de brume.

Les mots „son prolongé“ employés dans cet article signifient un son de quatre à six secondes de durée.

Tout navire à vapeur doit être pourvu d'un sifflet ou d'une sirène d'une sonorité suffisante, actionné par la vapeur ou par tout autre moteur pouvant la remplacer et placé de telle sorte que le son ne puisse être arrêté par aucun obstacle; il doit aussi être pourvu d'un cornet de brume actionné mécaniquement ainsi que d'une cloche, l'un et l'autre suffisamment puissants.

[Dans tous les cas où les présentes règles prescrivent une cloche, on peut se servir d'un tambour à bord des navires turcs, ou d'un gong, lorsque ces objets sont en usage à bord des petits navires de mer.]

Tout navire à voiles d'un tonnage brut de 20 tonnes et au-dessus doit avoir un cornet de brume et une cloche semblables.

Par les temps de brume, de brouillard, de bruine, de neige, ou pendant les forts grains de pluie, tant de jour que de nuit, les signaux décrits dans le présent article seront employés comme il suit :

a. Tout navire à vapeur ayant de l'erre doit faire entendre un son prolongé à des intervalles de deux minutes au plus;

b. Tout navire à vapeur en route, mais stoppé et n'ayant pas d'erre, doit faire entendre, à des intervalles ne dépassant pas deux minutes, deux sons prolongés séparés par un intervalle d'une seconde environ;

c. Tout navire à voiles faisant route doit faire entendre, à des intervalles n'excédant pas une minute, un son quand il est tribord amures, deux sons consécutifs quand il est bâbord amures, et trois sons consécutifs quand il a le vent de l'arrière du travers;

d. Tout navire au mouillage doit sonner la cloche rapidement pendant cinq secondes environ à des intervalles n'excédant pas une minute;

e. Tout navire qui remorque, tout navire employé à poser ou à lever un câble télégraphique, tout navire faisant route et ne pouvant se déranger de la route d'un navire qui s'approche, parce qu'il n'est pas maître de sa manœuvre ou qu'il ne peut manœuvrer comme l'exige ce règlement, devra, au lieu des signaux prescrits aux paragraphes a et c du présent article, faire entendre, à des intervalles ne dépassant pas deux minutes, trois sons consécutifs, savoir : un son prolongé suivi de deux sons brefs. Un navire remorqué peut faire ce signal, mais il n'en fera pas d'autre.

Les navires à voiles et embarcations d'un tonnage brut de moins de 20 tonnes ne sont pas astreints à faire les signaux mentionnés ci-dessus; mais, s'ils ne les font pas, ils doivent faire tout autre signal phonique d'une intensité suffisante à des intervalles ne dépassant pas une minute.

La vitesse des navires doit être modérée par temps de brume, etc.

Vitesse modérée en temps de brume, de brouillard, etc.

Art. 16. — Tout navire, par temps de brume, de brouillard, de bruine, de neige, ou pendant les forts grains de pluie, doit aller à une vitesse modérée, en tenant attentivement compte des circonstances et des conditions existantes.

Tout navire à vapeur, en entendant, dans une direction qui lui paraît être sur l'avant de son travers, le signal de brume d'un navire dont la position est incertaine, doit, autant que les circonstances du cas le comportent, stopper sa machine et ensuite naviguer avec précaution jusqu'à ce que le danger de collision soit passé.

Règles de barre et de route. — Préliminaires. — Risque de collision.

Constatacion du risque de collision.

Le risque de collision peut, quand les circonstances le permettent, être constaté par l'observation attentive du relèvement au compas d'un navire qui s'approche. Si ce relèvement ne change pas d'une façon appréciable, on doit en conclure que ce risque existe.

Entre deux navires à voiles.

Art. 17. — Lorsque deux navires à voiles s'approchent l'un de l'autre, de manière à faire craindre une collision, l'un d'eux doit s'écarter de la route de l'autre comme il suit, savoir:

a. Tout navire courant large doit s'écarter de la route d'un navire qui est au plus près;

b. Tout navire qui court au plus près bâbord amures doit s'écarter de la route d'un navire qui est au plus près tribord amures;

c. Lorsque deux navires courent large avec le vent de bords opposés, celui qui reçoit le vent de bâbord doit s'écarter de la route de l'autre;

d. Lorsque les deux navires courent large avec le vent du même bord, celui qui est au vent doit s'écarter de la route de celui qui est sous le vent;

e. Tout navire vent arrière doit s'écarter de la route d'un autre navire.

Entre deux navires à vapeur.

Art. 18. — Lorsque deux navires marchant à la vapeur font des routes directement opposées ou à peu près opposées, de manière à faire craindre une collision, chacun d'eux doit venir sur tribord de manière à passer par bâbord l'un de l'autre.

Cet article ne s'applique qu'aux cas où les navires ont le cap l'un sur l'autre ou presque l'un sur l'autre, en suivant des directions opposées, de telle sorte que la collision soit à craindre: il ne s'applique pas à deux navires qui, s'ils continuent leurs routes respectives, se croiseront sûrement sans se toucher.

Les seuls cas que vise cet article sont ceux dans lesquels chacun des deux bâtiments a le cap sur l'autre, en d'autres termes, les cas dans lesquels, pendant le jour, chaque bâtiment voit les mâts de l'autre navire

l'un par l'autre ou à très peu près l'un par l'autre et tout à fait ou à très peu près dans le prolongement de son cap; et, pendant la nuit, le cas où chaque bâtiment est placé de manière à voir à la fois les deux feux de côté de l'autre.

Il ne s'applique pas au cas où, pendant le jour, un bâtiment en aperçoit un autre droit devant lui et coupant sa route, ni au cas où, pendant la nuit, chaque bâtiment présentant son feu rouge voit le feu de même couleur de l'autre, où chaque bâtiment présentant son feu vert voit le feu de même couleur de l'autre, ni au cas où un bâtiment aperçoit droit devant lui un feu vert sans voir de feu rouge, enfin ni au cas où un bâtiment aperçoit à la fois un feu vert et un feu rouge dans toute autre direction que droit devant ou à peu près.

Entre deux navires à vapeur se croisant.

Art. 19. — Lorsque deux navires marchant à la vapeur font des routes qui se croisent de manière à faire craindre une collision, le bâtiment qui voit l'autre par tribord doit s'écarter de la route de cet autre navire.

Entre un navire à voiles et un navire à vapeur.

Art. 20. — Lorsque deux navires, l'un à vapeur, l'autre à voiles, courent de manière à risquer de se rencontrer, le navire sous vapeur doit s'écarter de la route de celui qui est à voiles.

Interprétation.

Art. 21. — Quand, d'après les règles tracées ci-dessus, l'un des navires doit changer sa route, l'autre bâtiment doit conserver la sienne et maintenir sa vitesse.

Nota. — Il peut se faire, par suite de temps couvert ou pour d'autres causes, que deux navires viennent à se trouver tellement rapprochés l'un de l'autre que la collision ne puisse être évitée par la manœuvre seule de celui qui doit laisser la route libre; dans ce cas, l'autre navire doit faire, de son côté, telle manœuvre qu'il jugera la meilleure pour empêcher l'abordage. (Voir art. 27 et 29.)

Éviter de couper la route d'un bâtiment sur l'avant.

Art. 22. — Tout navire qui est tenu, d'après ces règles, de s'écarter de la route d'un autre navire, doit, si les circonstances de la rencontre le permettent, éviter de couper la route de l'autre navire sur l'avant de celui-ci.

Diminuer de vitesse, stopper et même marcher en arrière.

Art. 23. — Tout navire à vapeur qui est tenu, d'après ces règles, de s'écarter de la route d'un autre navire, doit, s'il s'approche de celui-ci, ralentir au besoin sa vitesse ou même stopper ou marcher en arrière, si les circonstances le rendent nécessaire.

Navire qui en rattrape un autre.

Art. 24. — Quelles que soient les prescriptions des articles qui précèdent, tout bâtiment qui en rattrape un autre doit s'écarter de la route de ce dernier.

Tout navire qui se rapproche d'un autre en venant d'une direction de plus de 2 quarts sur l'arrière du travers de ce dernier, c'est-à-dire qui se trouve dans une position telle, par rapport au navire qui est rattrapé, qu'il ne pourrait, pendant la nuit, apercevoir aucun des feux de côté de celui-ci, doit être considéré comme un navire qui en rattrape un autre; et aucun changement ultérieur dans le relèvement entre les deux bâtiments ne pourra faire considérer le navire qui rattrape l'autre comme croisant la route de ce dernier au sens propre de ces règles, et ne pourra l'affranchir de l'obligation de s'écarter de la route du navire rattrapé jusqu'à ce qu'il l'ait tout à fait dépassé et paré.

Pendant le jour, un bâtiment qui rattrape un autre bâtiment, ne pouvant pas toujours reconnaître avec certitude s'il est sur l'avant ou sur l'arrière de cette direction par rapport à ce dernier, doit, s'il y a doute, se considérer comme un navire qui en rattrape un autre et s'écarter de la route de celui-ci.

Navire à vapeur dans les passes.

Art. 25. — Dans les passes étroites, tout navire à vapeur doit, quand la prescription est d'une exécution possible et sans danger pour lui, prendre la droite du chenal ou du milieu du passage.

S'écarter de la route des bateaux de pêche.

Art. 26. — Tout navire à voiles faisant route doit s'écarter de la route des navires à voiles ou embarcations pêchant avec des filets, des lignes ou des chaluts. Cette prescription ne donne pas aux navires ou embarcations qui sont occupés à une opération de pêche le droit d'obstruer un chenal fréquenté par des navires autres que des navires ou embarcations de pêche.

Circonstances particulières.

Art. 27. — En suivant et en interprétant les prescriptions qui précèdent, on doit tenir compte de tous les dangers de navigation et de collision, ainsi que des circonstances particulières qui peuvent forcer de s'écarter de ces règles pour éviter un danger immédiat.

Signaux phoniques pour les navires qui s'aperçoivent l'un l'autre.

Signaux phoniques pour les navires en vue.

Art. 28. — Les mots „son bref“ employés dans cet article signifient un son d'environ une seconde de durée.

Lorsque des navires sont en vue l'un de l'autre, un navire à vapeur qui est en marche doit, en changeant sa route conformément à l'autorisation ou aux prescriptions de ce règlement, indiquer ce changement par les signaux suivants, faits au moyen de son sifflet ou de sa sirène, savoir :

Un son bref pour dire: „Je viens sur tribord“; deux sons brefs pour dire: „Je viens sur bâbord“; trois sons brefs pour dire: „Je marche en arrière à toute vitesse.“

Observation absolue en toutes circonstances des précautions élémentaires.

Observation des précautions élémentaires.

Art. 29. — Rien de tout ce qui est prescrit dans ces règles ne doit exonérer un navire ou son propriétaire, ou son capitaine, ou son équipage des conséquences d'une négligence quelconque soit au sujet des feux ou des signaux, soit de la part des hommes de veille, soit enfin au sujet de toute précaution que commandent l'expérience ordinaire du marin et les circonstances particulières dans lesquelles se trouve le bâtiment.

**Réserve relative aux règles de navigation dans les ports
et à l'intérieur des terres.**

Réserve des règlements des ports.

Art. 30. — Rien dans ces règles ne doit entraver l'application des règles spéciales, dûment édictées par l'autorité locale, relativement à la navigation dans une rade, dans une rivière ou dans une étendue d'eau intérieure quelconque.

Signaux de détresse.

Signaux de détresse.

Art. 31. — Lorsqu'un bâtiment est en détresse et demande des secours à c'autres navires ou à la terre, il doit faire usage des signaux suivants, ensemble ou séparément, savoir:

Pendant le jour.

1° Coups de canon ou autres signaux explosifs tirés à intervalles d'une minute environ;

2° Le signal de détresse du code international indiqué par les signes N C;

3° Le signal de grande distance consistant en un pavillon carré, ayant au-dessus ou au-dessous un ballon ou quelque chose ressemblant à un ballon;

4° Un son continu produit par un appareil quelconque pour signaux de brume.

Pendant la nuit.

1° Coups de canon ou autres signaux explosifs tirés à intervalles d'une minute environ;

2° Flammes sur le navire, telles qu'on peut en produire en brûlant un baril à goudron, à huile, etc.;

3° Fusées ou bombes projetant des étoiles de toutes couleurs et de tous genres, ces fusées ou bombes lancées une à une à de courts intervalles;

4° Un son continu produit par un appareil quelconque pour signaux de brume.

31.

BELGIQUE, FRANCE.

Convention pour l'exécution du service des Caisses d'épargne, du 4 mars 1897. *)

Journal officiel du 8 septembre 1897.

Le gouvernement de la République française et le gouvernement de S. M. le roi des Belges, ayant jugé utile d'apporter des modifications de détail à l'arrangement conclu entre les deux pays, le 31 mai 1882, pour assurer des facilités aux déposants à la caisse nationale d'épargne de France et aux déposants à la caisse générale d'épargne et de retraite de Belgique, ont résolu de substituer audit arrangement la convention dont la teneur suit :

Art. 1^{er}. — Les fonds versés à titre d'épargne, soit à la caisse nationale d'épargne de France, soit à la caisse générale d'épargne et de retraite de Belgique, pourront, sur la demande des intéressés et jusqu'à concurrence d'un maximum de 1,500 fr., être transférés, sans frais, de l'une des caisses dans l'autre, et réciproquement.

Les demandes de transferts internationaux seront reçues, en France et en Belgique, dans tous les bureaux de poste ou agences chargés, dans ces pays, du service de la caisse d'épargne.

Les fonds transférés seront, notamment en ce qui concerne le taux et le calcul des intérêts, les conditions de remboursement, d'achat et de revente de rente ou d'acquisition de carnets de rentes viagères, soumis au lois, décrets, arrêtés et règlements régissant le service de l'administration dans la caisse de laquelle ces fonds auront été transférés.

Art. 2. — Les titulaires de livrets de la caisse nationale d'épargne de France, ou de la caisse générale d'épargne et de retraite de Belgique pourront obtenir, sans frais, le remboursement, dans l'un de ces pays, des sommes déposées par eux à la caisse d'épargne de l'autre pays.

Les demandes de remboursements internationaux, rédigées sur des formules spéciales mises à la disposition du public, seront déposées par les intéressés entre les mains du chef du bureau ou du receveur des postes de leur résidence, qui les fera parvenir en franchise de port à la caisse d'épargne détentrice des fonds.

Les remboursements seront effectués en vertu d'ordres de paiement qui ne pourront excéder 1,500 fr. chacun. Toutefois, jusqu'au 31 décembre 1900, chaque ordre de paiement pourra atteindre le chiffre de 2,000 francs.

Les ordres de remboursement seront payables seulement dans les établissements de poste ou autres chargés du service de la caisse d'épargne. Ils seront adressés directement et en franchise de port, par la caisse d'épargne qui les aura délivrés, aux bureaux désignés pour le paiement.

Art. 3. — Chaque administration se réserve le droit de rejeter les demandes de transferts ou de remboursements internationaux qui ne rempliraient pas les conditions exigées par ses règlements intérieurs.

*) Les ratifications ont été échangées à Paris le 26 août 1897.

Art. 4. — Les sommes transférées d'une caisse dans l'autre porteront intérêt, à charge de l'administration primitivement détentrice des fonds, jusqu'à la fin du mois pendant lequel cette demande s'est produite, et à charge de l'administration qui accepte le transfert à partir du premier jour du mois suivant.

Art. 5. — Il sera établi, à la fin de chaque mois, par la caisse nationale d'épargne de France et par la caisse générale d'épargne et de retraite de Belgique, un décompte des sommes qu'elles se doivent respectivement, du chef des opérations faites pour le service de la caisse d'épargne, et, après vérification contradictoire de ces décomptes, la caisse reconnue débitrice se libérera, dans le plus bref délai possible, envers l'autre caisse, au moyen de traites ou de chèques sur Paris ou sur Bruxelles.

Art. 6. — La caisse d'épargne de chacun des pays contractants pourra correspondre directement et en franchise, par la voie postale, avec la caisse de l'autre pays.

Art. 7. — Les bureaux de poste de deux pays se prêteront réciproquement concours pour le retrait des livrets à régler ou à vérifier.

L'échange des livrets entre la caisse d'épargne de chaque pays et les bureaux de poste ou agences de l'autre pays aura lieu en franchise.

Art. 8. — La caisse nationale d'épargne de France et la caisse générale d'épargne et de retraite de Belgique arrêteront, d'un commun accord, après entente avec les administrations des postes des deux pays, les mesures de détail et d'ordre nécessaires pour l'exécution de la présente convention.

Art. 9. — Chaque partie contractante se réserve la faculté, dans le cas de force majeure ou de circonstances graves, de suspendre en tout ou en partie les effets de la présente convention.

Avis devra en être donné à l'administration correspondante par la voie diplomatique.

L'avis fixera la date à partir de laquelle le service international cessera de fonctionner.

Art. 10. — La présente convention aura force et valeur à partir du jour dont les caisses d'épargne des deux pays conviendront, dès que la promulgation en aura été faite d'après les lois particulières à chacun des deux États, et elle demeurera obligatoire jusqu'à ce que l'une des deux parties contractantes ait annoncé à l'autre, six mois au moins à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets. Pendant les six derniers mois, la convention continuera d'avoir son exécution pleine et entière, sans préjudice de la liquidation et du solde des comptes entre les caisses d'épargne des deux pays, après l'expiration dudit terme.

Art. 11. — La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Paris aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les plénipotentiaires: le ministre des affaires étrangères de la République française, d'une part, et l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. le roi des Belges, d'autre part, ont signé la présente convention, qu'ils ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 4 mars 1897.

(L. S.) Signé.	<i>G. Hanotaux.</i>
(L. S.) Signé.	<i>Baron d'Anethan.</i>

32.

RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE, ÉTAT LIBRE
D'ORANGE.

Traité d'alliance; signé à Bloemfontein le 17 mars 1897.

Archives diplomatiques. 1897.

La République Sud-Africaine et l'État libre d'Orange, en raison des nombreux liens de sang et d'amitié qui unissent les deux peuples, et pour rendre communs les intérêts des deux pays en les unissant plus étroitement par un traité, désirent créer dans ce but une union fédérative entre les deux États. Mais, sachant d'autre part que pareille union ne peut entrer en vigueur et se réaliser qu'au bout de quelques années, et animés néanmoins du désir de formuler dès maintenant l'expression de ce désir et de ce sentiment qui poussent les deux pays à une union fédérative, ils sont, en attendant la réalisation de cette union, convenus de ce qui suit:

1^o Il existera une paix et une amitié perpétuelles entre la République sud-africaine et l'État libre d'Orange;

2^o La République sud-africaine et l'État libre d'Orange s'engagent à se soutenir mutuellement de toute leur force disponible et par tous les moyens possibles dans le cas où l'indépendance de l'un d'eux serait menacée ou attaquée, à moins que l'État qui doit fournir le soutien ne démontre le mal fondé de la cause de l'autre État.

Il est entendu entre les gouvernements des deux États qu'il est désirable qu'ils se tiennent aussi promptement que possible mutuellement au courant des affaires qui pourraient compromettre la paix ou l'indépendance de l'un ou des deux pays.

Fait et signé à Bloemfontein, ce 17 mars 1897.

S.-J.-P. Kruger,
Président d'État de la République
sud-africaine

M.-T. Steyn,
Président d'État de l'État libre
d'Orange.

Protocole.

Lors de la signature du traité d'alliance politique ci-dessus entre le Gouvernement de la République sud-africaine et l'État libre d'Orange, il a en outre été convenu ce qui suit:

1^o Les droits, privilèges et devoirs des officiers et citoyens de l'État qui accorde son appui à l'autre, ainsi que les conditions de l'approvisionnement en vivres, munitions, etc., seront réglés d'un commun accord entre les deux gouvernements, sous la réserve de l'approbation du premier Volksraad de la République sud-africaine et du Raad de l'État libre d'Orange;

2^o Les commissaires des deux États, pénétrés du désir de favoriser par tous les moyens la réalisation d'une union plus intime entre la République sud-africaine et l'État libre d'Orange, prenant en considération

que les citoyens des deux États par l'alliance politique actuellement existante sont déjà tenus de se prêter un mutuel appui en cas de danger et considérant par suite qu'il est désirable de faciliter à leurs citoyens respectifs l'obtention des droits politiques dans l'autre pays, s'engagent à proposer à leurs gouvernements de recommander à la représentation nationale d'accorder dans l'autre pays les droits civiques dans toute leur étendue aux citoyens des deux États et aux descendants légitimes qui jouissent dans leur pays de tous les droits politiques, le tout sur la présentation d'un certificat délivré par les autorités compétentes du pays qu'ils quittent, établissant qu'ils sont fidèles citoyens jouissant de tous leurs droits politiques dans leur pays et après avoir prêté serment de fidélité et avoir rempli les formalités, satisfait aux dispositions qui seraient arrêtées par la suite par les représentations nationales respectives. Sont aussi compris dans la rubrique de descendants légitimes les descendants légitimes de citoyens des deux pays actuellement décédés, mais qui jouissaient au moment de leur décès de tous les droits politiques de leur pays;

3^o Les deux commissaires s'engagent à recommander à leurs gouvernements respectifs de soumettre à l'approbation du premier Volksraad de la République sud-africaine et au Volksraad de l'État libre d'Orange un projet de loi tendant à l'institution d'un conseil de délégués, ainsi qu'il est convenu entre les parties.

S.-J.-P. Kruger,

Président d'État de la République
sud-africaine.

M.-T. Steyn.

Président d'État de l'État libre
d'Orange.

Bloemfontein, ce 17 mars 1897.

Voici le texte relatif à la création d'un conseil de dix membres devant se réunir alternativement à Pretoria et à Bloemfontein et chargé d'étudier les questions d'intérêts entre les deux pays en vue de la réalisation de l'union fédérative en préparation:

Les commissaires de la République sud-africaine et de l'État libre d'Orange s'engagent à recommander à leurs gouvernements respectifs de soumettre à l'approbation du premier Volksraad de la République sud-africaine et du Volksraad de l'État libre d'Orange le projet de résolution suivant:

- a) Qu'un conseil de délégués des deux pays sera institué;
- b) Que le conseil sera composé de dix membres, dont la moitié sera nommée par la République sud-africaine et l'autre moitié par l'État libre d'Orange;
- c) Que la nomination des membres et des secrétaires de ce conseil sera faite et leur démission acceptée ou refusée par les présidents d'État respectifs, après avoir pris l'avis et le consentement du Conseil exécutif;
- d) Que les membres resteront en fonctions pendant deux ans; à moins qu'ils ne donnent leur démission ou ne soient révoqués avant l'expiration de cette période;

e) Que les membres de ce conseil siégeront au moins une fois par an, à telle époque qui sera fixée par les deux gouvernements, autant que possible en dehors des sessions de l'un ou l'autre Volksraad;

f) Que les réunions du conseil auront lieu alternativement à Pretoria et à Bloemfontein, à moins que les gouvernements des deux États ne prennent, d'un commun accord, d'autres dispositions à cet égard;

g) Que le président du conseil de délégués sera choisi à chaque session parmi les membres et élu par eux; en cas de partage de voix, le choix sera décidé par le sort;

h) Que les présidents d'État et leurs représentants pourront toujours prendre part aux délibérations;

i) Que le devoir du conseil sera de délibérer, de donner son avis et de faire rapport par écrit aux gouvernements des deux États sur les questions d'intérêt commun, notamment la protection mutuelle, les relations commerciales, les propositions touchant l'union fédérative des deux États et l'objection qu'on pourrait y opposer, les recommandations tendant à favoriser l'unification des lois des deux pays et telles autres questions que les gouvernements respectifs jugeront à propos de lui soumettre;

j) Que les décisions du conseil des délégués seront prises à la majorité des voix, mais que la minorité aura la faculté et le droit de formuler son opinion et son avis par rapports séparés aux deux gouvernements. Aucune décision valable ne pourra être prise si sept membres au moins n'assistent à la séance;

k) Que tous les rapports du conseil seront présentés par les deux gouvernements à leurs Volksraads respectifs en les accompagnant de telles observations et de tels avis qu'ils jugeront à propos;

l) Que le conseil n'aura ni ne pourra exercer aucun pouvoir législatif, qu'il ne pourra s'attribuer aucun droit ni privilège autres que ceux mentionnés dans la présente loi, sous la réserve, toutefois, que le conseil aura le droit de fixer tel règlement d'ordre qu'il jugera convenable pour assurer la régularité de son fonctionnement;

m) Que les dépenses des délégués seront supportées par l'État auquel ils appartiennent.

S.-J.-P. Kruger,

Président d'État de la République
sud-africaine.

M.-T. Steyn,

Président d'État de l'État libre
d'Orange.

33.

ALLEMAGNE, ESPAGNE, GRANDE-BRETAGNE.

Arrangement concernant l'interprétation des dispositions de l'article IV du protocole de Sulu du 7 mars 1885 portant la défense d'importer les armes à feu, les munitions de guerre, et les alcools dans l'Archipel de Sulu; signé à Madrid le 30 mars 1897.

Parliamentary Papers presented to both Houses of Parliament by Command of Her Majesty. June 1897. C-8431.

Protocol between Great Britain, Germany, and Spain Explanatory of article IV of the Protocol of March 7, 1885, respecting the importation of fire-arms, munitions of war, and alcohol into the Sulu Archipelago.

Les Soussignés, son Excellence Sir Henry Drummond Wolff, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique;

Son Excellence Don Carlos O'Donell y Abreu, Duc de Tetuan, Ministre d'État de Sa Majesté le Roi d'Espagne; et

Le Sieur Eméric, Comte d'Arco-Valley, Chargé d'Affaires, *ad interim*, d'Allemagne;

Dûment autorisés pour se mettre d'accord sur la valeur et l'interprétation des dispositions de l'Article IV du Protocole de Sulu (Soló) du 7 Mars, 1885, sont convenus de ce qui suit, à savoir:

La formule générale employée dans la rédaction du dit Article n'est pas applicable au cas où les autorités Espagnoles défendraient en général et sans aucune exception l'importation dans l'Archipel susmentionné des armes à feu, des munitions de guerre, et des alcools.

Dans le cas où le Gouvernement Espagnol décréterait la prohibition d'importer les armes à feu, les munitions de guerre, et les alcools dans l'Archipel de Sulu (Soló), cette défense sera publiée dans les journaux officiels de Madrid et de Manille. Elle sera notifiée aux Gouvernements de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne au moyen de notes officielles.

Il est entendu que la dite prohibition ne s'appliquera pas aux marchandises qui se trouveraient en route au moment de la publication du Décret respectif, et que le Protocole du 7 mars, 1885, sera maintenu dans toutes ses parties simultanément avec le présent éclaircissement.

Fait à Madrid, en triple original, le 30 Mars, 1897.

(L. S.) *H. Drummond Wolff.*

(L. S.) *El Duque de Tetuan.*

(L. S.) *Graf Arco.*

(Translation.)

The Undersigned, his Excellency Sir Henry Drummond Wolff, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of Her Britannic Majesty;

His Excellency Don Carlos O'Donell y Abren, Duke of Tetuan, Minister of State of His Majesty the King of Spain; and

M. Eméric, Count d'Arco-Valley, Chargé d'Affaires, ad interim, of Germany;

Duly authorized to decide upon the import and interpretation of the provisions of Article IV of the Protocol of Sulu (Soló) of the 7th March, 1885, have agreed as follows, namely:

The general formula employed in the drawing up of the said Article shall not be applicable to the case in which the Spanish authorities may forbid generally, and without any exception, the importation of fire-arms, munitions of war, and alcohol, into the above-mentioned Archipelago.

In case the Spanish Government should forbid the importation of fire-arms, munitions of war, and alcohols in the Archipelago of Sulu (Soló), such prohibition shall be published in the official journals of Madrid and of Manilla. It shall be notified to the Governments of Great Britain and of Germany by means of official notes.

It is understood that the said prohibition shall not apply to merchandize which may be in transit at the moment of the publication of the Decree affecting it, and that the Protocol of the 7th March, 1885, shall be maintained in its integrity, together with the present explanation.

Done in Madrid, in triplicate, the 30th March, 1897.

(L. S.)	<i>H. Drummond Wolff.</i>
(L. S.)	<i>The Duke of Tetuan.</i>
(L. S.)	<i>Graf Arco.</i>

34.

GRANDE-BRETAGNE, MEXIQUE.

Traité concernant la démarcation des possessions respectives du 8 juillet 1893 et article additionnel y relatif du 7 avril 1897*).

Parliamentary Papers presented to both Houses of Parliament by Command of Her Majesty. Août 1897. C-8653.

Treaty and additional article between Great Britain and Mexico respecting the boundary between Mexico and British Honduras.

Signed at Mexico, July 8, 1893, and April 7, 1897.

Considering that on the 30th April, 1859, a Treaty was concluded between Her Britannic Majesty and the Republic of Guatemala, Article I of which was as follows:—

"It is agreed between the Republic of Guatemala and Her Britannic Majesty that the boundary between the Republic and the British Settlement

*) Les ratifications ont été échangées à Mexico le 21 juillet 1897.

and possessions in the Bay of Honduras, as they existed previous to and the 1st day of January, 1850, and have continued to exist up to the present time, was, and is, as follows: Beginning at the mouth of the River Sarstoon, in the Bay of Honduras, and proceeding up the mid-channel thereof to Gracias á Dios Falls, then turning to the right and continuing by a line drawn direct from Gracias á Dios Falls to Garbutt's Falls on the River Belize, and from Garbutt's Falls due north until it strikes the Mexican frontier;"

That on the 27th September, 1882, the Mexican Republic negotiated a Treaty of Limits with that of Guatemala, and, on fixing the dividing line between both countries in the Yucatan Peninsula, they determined as such the parallel of $17^{\circ} 49'$ north, which should run indefinitely towards the east;

That it is of manifest advantage for the preservation of the friendly relation which happily exist between the High Contracting Parties to define with all clearness what is the Mexican frontier to which Guatemala referred in its Treaty concerning its limits with the British possessions in the Bay of Honduras, and what are in consequence the boundaries of those possessions with Mexico;

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and the President of the United Mexican States have appointed as their Plenipotentiaries to conclude a Treaty of Limits;

Her Majesty the Queen, Sir Spenser St. John, Knight Commander of St. Michael and St. George, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Her Britannic Majesty in Mexico;

And the President of the United Mexican States, Señor Don Ignacio Mariscal, Secretary of State for Foreign Relations;

Who, after having communicated to each other their full powers, found in due form, have agreed upon the following Articles:—

Art. 1. — It is agreed between Her Britannic Majesty and the Republic of Mexico that the boundary between the Republic and the Colony of British Honduras was, and is, as follows:

"Beginning at Boca Bacalar Chica, the Strait which separates the State of Yucatan from Ambergris Cay and its dependent isles, the boundary-line runs in the centre of the channel between the above-mentioned cay and the mainland, south-westward as far as the parallel $18^{\circ} 9'$ north, and then north-west midway between two cays, as marked on the annexed map, as far as the parallel of $18^{\circ} 10'$ north; then turning to the westward, continues across the adjoining bay first westward to the meridian of $88^{\circ} 2'$ west, then north to the parallel $18^{\circ} 25'$ north, again westward to the meridian $88^{\circ} 18'$ west, and northward along that meridian to latitude $18^{\circ} 28\frac{1}{2}'$ north, in which is situated the mouth of the River Hondo, which it follows in its deepest channel, passing west of Albion Island, continuing up Blue Creek until the said creek crosses the meridian of Garbutt's Falls at a point due north of the point where the boundary-lines of Mexico, Guatemala, and British Honduras intersect; and from that point it runs due south to latitude $17^{\circ} 49'$ north, the boundary-line be-

tween the Republics of Mexico and Guatemala, leaving to the north, in Mexican territory, the so-called River Snosha, or Xnohha.

Art. 2. — Her Britannic Majesty and the Republic of Mexico, in order to facilitate the pacification of the Indian tribes living near the frontiers of Mexico and British Honduras, and to prevent any future insurrections among the same, agree to prohibit in an efficacious manner their subjects or citizens, and the inhabitants of their respective dominions, from furnishing arms or ammunition to these Indian tribes.

Art. 3. — The British Government and the Government of Mexico agree to use every effort to prevent the Indians living in the respective territories of the two countries from making ineursions into the possessions of the other Contracting Party, but neither Government can hold themselves responsible for the acts of those Indian tribes who may be in open rebellion against their authority.

Art. 4. — This Treaty shall be ratified by both parties, and the ratifications exchanged at Mexico as soon as possible.

In witness whereof, the Plenipotentiaries have signed the same, and affixed thereto their respective seals.

Done in two originals at the city of Mexico, the eighth day of July, in the year one thousand eight hundred and ninety-three.

(L. S.) *Spenser St. John.*
(L. S.) *Ign^o. Mariscal.*

Complementary Convention.

The High Contracting Parties to the Treaty between Great Britain and Mexico respecting the boundary between Mexico and British Honduras, which was signed on the 8th July, 1893, being desirous of assuring in perpetuity to vessels of the merchant navy of the United States of Mexico the free navigation of the territorial waters of British Honduras by the Strait which opens to the south of Ambergris Cay, otherwise known as the Island of San Pedro, have with that object named as their Plenipotentiaries, that is to say;

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Sir Henry Nevill Dering, a Baronet of England, a Companion of the Most Honourable Order of the Bath, Her Britannic Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Mexico, &c., &c., &c.;

And the President of the United States of Mexico, Señor Licenciado Don Ignacio Mariscal, Secretary of State and of the Department of Foreign Relations;

Who, having exhibited their respective full powers, found in good and due form, have agreed on the following Additional Article to the said Treaty:—

Article 3 bis. — Her Britannic Majesty guarantees to Mexican merchant-vessels, in perpetuity, the absolute liberty, as at present enjoyed, of navigating the Strait opening to the south of Ambergris Cay, otherwise

known as the Island of San Pedro, between this Cay and the mainland, as well as of navigating the territorial waters of British Honduras.

In witness whereof the Undersigned have signed the present complementary Convention, and have affixed thereto their seals, in Mexico, on the seventh day of April, one thousand eight hundred and ninety-seven.

(L. S.) *Henry Nevill Dering.*
(L. S.) *Ign^o. Mariscal.*

35.

PÉROU.

Décret, en date du 9 avril 1897, relatif à la frappe et à l'importation de la monnaie d'argent au Pérou.

Bulletin international des douanes, 1897.

1^o Est suspendue la frappe de la monnaie nationale d'argent.

L'Hôtel de la Monnaie ne pourra plus recevoir de lingots d'argent destinés à la frappe.

2^o Les soles d'argent seront considérés comme marchandise par le fait qu'ils auront été exportés du territoire, et ils ne pourront y retourner qu'en qualité de marchandise.

3^o En conséquence, les soles importés à partir du 10 mai prochain seront remis à l'Hôtel de la Monnaie. La présente disposition et celle qui la précède s'appliquent également à la monnaie d'argent étrangère.

4^o Aux effets de l'article ci-dessus, l'importation ne pourra s'effectuer que par le port du Callao, et la déclaration devra être faite en douane, qui livrera le numéraire à la Monnaie, afin qu'il soit fondu et converti en lingots aux frais de l'importateur, auquel il sera restitué ainsi transformé.

5^o La prohibition dont il s'agit ne s'applique pas aux soles que les passagers importent avec eux pour leur usage personnel en quantité ne dépassant pas 50 soles.

6^o La monnaie d'argent nationale, transportée d'un port à un autre de la République, devra être accompagnée d'un passavant établissant qu'elle n'a pas été importée mais embarquée sous le contrôle de la douane qui a délivré le passavant.

36.

FRANCE, BRÉSIL.

Traité pour soumettre à un arbitrage la difficulté pendant entre la France et le Brésil en matière des frontières du Brésil et de la Guyane française; signé à Rio le 10 avril 1897.

Archives diplomatiques 1897.

Le gouvernement de la République des États-Unis du Brésil et le gouvernement de la République française, désirant fixer définitivement les frontières du Brésil et de la Guyane française, sont convenus de recourir dans ce but à la décision arbitrale du gouvernement de la Confédération suisse.

L'arbitre sera invité à décider quelle est la rivière Yapoc ou Vincent-Pinson et à fixer la limite intérieure du territoire.

Pour la conclusion du traité, les deux gouvernements ont nommé leurs plénipotentiaires, savoir :

Le président de la République des États-Unis du Brésil a nommé le général de brigade Dionysio Evangelista de Castro Cerqueira, ministre d'État aux affaires étrangères;

Le président de la République française a nommé M. Stephen Pichon, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la même République au Brésil;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, qui ont été trouvés en bonne et due forme, ont arrêté les articles suivants :

Art. 1^{er}. — La République des États-Unis du Brésil prétend que, conformément au sens précis de l'article 8 du traité d'Utrecht, la rivière Yapoc ou Vincent-Pinson est l'Oyapoc qui débouche dans l'Océan à l'ouest du cap Orange et que la ligne de démarcation doit être tracée par le thalweg de cette rivière.

La République française prétend que, conformément au sens précis de l'article 8 du traité d'Utrecht, la rivière Yapoc ou Vincent-Pinson est la rivière Araguay (Araouary) qui débouche dans l'Océan au sud du cap Nord et que la ligne de démarcation doit être tracée par le thalweg de cette rivière.

L'arbitre résoudra définitivement les prétentions des deux parties en adoptant, dans le sens qui sera obligatoire et sans appel, une des deux rivières réclamées comme limite ou, s'il le juge bon quelqu'une des rivières comprises entre elles.

Art. 2. — La République des États-Unis du Brésil prétend que la limite intérieure dont une partie a été reconnue provisoirement par la convention de Paris du 28 août 1817 est le parallèle 2° 24' qui, partant de l'Oyapoc, va aboutir à la frontière de la Guyane hollandaise.

La France prétend que la limite intérieure de la ligne qui, partant de la source principale du bras principal de l'Araguary, court à l'ouest, parallèlement au fleuve des Amazones jusqu'à la rive gauche du Rio Branco et suit cette rive jusqu'à sa rencontre avec le point extrême de la montagne Acarary.

L'arbitre décidera définitivement quelle est la limite intérieure, en adoptant dans sa sentence, qui sera obligatoire et sans appel, une des lignes revendiquées par les deux parties ou en choisissant comme solution intermédiaire, à partir de la source principale de la rivière adoptée comme étant le Yapoc ou Vincent-Pinson jusqu'à la frontière de la Guyane hollandaise, la ligne de partage des eaux du bassin des Amazones qui, dans cette région, est constituée en presque totalité par le faite des monts Tumuc-Humac.

Art. 3. — Afin de mettre l'arbitre à même de prononcer sa sentence, chacune des parties devra, dans le délai de huit mois après l'échange des ratifications du présent traité, lui présenter un mémoire contenant l'exposé de ses droits et les documents à l'appui. Ces mémoires imprimés seront en même temps communiqués aux parties contractantes.

Art. 4. — A l'expiration du délai prévu dans l'article 3, chacune des parties aura un nouveau délai de huit mois pour présenter à l'arbitre, si elle le juge convenable, un second mémoire en réponse aux arguments de l'autre partie.

Art. 5. — L'arbitre aura le droit d'exiger des parties les éclaircissements qu'il jugera nécessaires et de régler les termes non prévus de la procédure d'arbitrage et les incidents occurents.

Art. 6. — Les dépenses de la procédure d'arbitrage établie par l'arbitre seront partagées par moitié entre les parties contractantes.

Art. 7. — Les communications entre représentants des parties contractantes se feront par l'intermédiaire du département des affaires étrangères de la Confédération suisse.

Art. 8. — L'arbitre se prononcera dans le délai maximum d'un an à compter du dépôt des premiers mémoires ou des seconds si les parties ont répliqué.

Art. 9. — Ce traité, une fois remplies les formalités légales, sera ratifié par les deux gouvernements et les ratifications seront échangées dans la capitale fédérale des États-Unis du Brésil dans le délai de quatre mois ou avant s'il est possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs signent ledit traité et y apposent leur sceau.

37.

ALLEMAGNE, BELGIQUE.

Convention destinée à régler les droits respectifs sur la ligne d'Aix-la-Chapelle à Maestricht; signée à Berlin le 15 avril 1897.

Reichsgesetzblatt 1897, Nr. 38.

Staatsvertrag zwischen dem Deutschen Reich und Belgien, betreffend die Aachen—Mastrichter Eisenbahn. Vom 15. April 1897.

Seine Majestät der Deutsche Kaiser, König von Preussen, im Namen des Deutschen Reichs, und Seine Majestät der König der Belgier, in Erwägung, dass die Königlich Belgische Regierung beabsichtigt, die von der Verwaltung der Eisenbahnen des Grand Central Belge zu Brüssel betriebenen Eisenbahnen zu erwerben, sind für den Fall der Ausführung dieser Absicht übereingekommen, einen Vertrag zur Regelung der Rechte Preussens und Belgiens an dem auf Preussischem Gebiete belegenen Theile der von der vorgenannten Verwaltung betriebenen Aachen-Mastrichter Eisenbahn abzuschliessen und haben zu diesem Zwecke zu Allerhöchstihren Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der Deutsche Kaiser, König von Preussen:

Allerhöchstihren Wirklichen Geheimen Rath, Direktor im Auswärtigen Amte, Herrn Paul Reichardt,

Allerhöchstihren Geheimen Legationsrath Herrn Franz von Aichberger,

Allerhöchstihren Geheimen Oberfinanzrath Herrn Friedrich Lehmann,

Allerhöchstihren Geheimen Regierungsrath Herrn Dr. Max Kieschke,

und

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire allemand, et Sa Majesté le Roi des Belges prenant en considération que le Gouvernement royal belge a l'intention d'acquérir les chemins de fer exploités par l'administration des chemins de fer du Grand Central Belge à Bruxelles, ont résolu de commun accord pour le cas où cette intention viendrait à se réaliser, de conclure une convention pour régler les droits de la Prusse et de la Belgique sur la section de la ligne d'Aix-la-Chapelle à Maestricht exploitée par l'administration précitée située sur le territoire prussien et ont dans ce but nommé pour leurs plénipotentiaires:

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse:

Monsieur Paul Reichardt, Son Conseiller Intime Actuel, Directeur au Département des Affaires Etrangères,

Monsieur Franz von Aichberger, Son Conseiller Intime de Légation,

Monsieur Friedrich Lehmann, Son Conseiller Intime Supérieur des Finances,

Monsieur le Dr. Max Kieschke, Son Conseiller Intime de Régence;

Seine Majestät der König der Belgier:

Allerhöchstihren ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bei Seiner Majestät dem Deutschen Kaiser, König von Preussen, Herrn Jules Baron Greindl,

Allerhöchstihren Administrator bei der Verwaltung der Staatsbahnen Herrn Arthur Dubois,

Allerhöchstihren Chefingenieur und Verwaltungsdirektor bei der Verwaltung der Staatsbahnen Herrn Eugène Hubert,

die, nach gegenseitiger Auswechselung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten, über folgende Artikel übereingekommen sind:

Artikel 1.

Die Preussische Regierung genehmigt, dass die zu Aachen und zu Maastricht domizilierte Aachen-Maastrichter Eisenbahngesellschaft und die Verwaltung der Eisenbahnen des Grand Central Belge zu Brüssel das Eigentum und alle ihre sonstigen Rechte an der Eisenbahnstrecke vom Bahnhof Aachen Marschierthor einschliesslich, über Richterich bis zur Preussisch-Niederländischen Grenze an den Belgischen Staat übertragen. Diese Uebertragung erfolgt nach Massgabe des in beglaubigter Abschrift anliegenden, zwischen der Belgischen Regierung einerseits und Herrn Montefiore Levi, Präsident des Verwaltungsraths der Antwerpen-Rotterdam Eisenbahngesellschaft, Herrn Eduard Despret, Präsident, und Herrn Joseph Devolder, Mitglied des Verwaltungsraths der Belgischen Ost-Eisenbahn-Gesellschaft andererseits unter dem 10. Februar 1897 abgeschlossenen Vertrags. Sie umfasst

Sa Majesté le Roi de Belges:

Monsieur Jules Baron Greindl, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse,

Monsieur Arthur Dubois, Son Administrateur à l'administration des chemins de fer de l'État,

Monsieur Eugène Hubert, Son Ingénieur en Chef, Directeur d'administration à l'administration des chemins de fer de l'État,

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article 1.

Le Gouvernement prussien donne son approbation à ce que la société du chemin de fer d'Aix-la-Chapelle à Maastricht ayant son siège à Aix-la-Chapelle et à Maastricht et l'administration des chemins de fer du Grand Central Belge à Bruxelles cèdent la propriété ainsi que tous leurs droits sur la section de chemin de fer partant de la station d'Aix-la-Chapelle Marschierthor inclusivement, par Richterich jusqu'à la frontière prussienne-néerlandaise. Cette cession s'opère conformément au contrat ci-joint en copie certifiée conforme, conclu le 10 Février 1897 entre le Gouvernement belge d'une part et Monsieur Montefiore Levi, Président du conseil d'administration de la Société anonyme des chemins de fer d'Anvers à Rotterdam, Monsieur Edouard Despret, Président, et Monsieur Joseph Devolder, Administrateur de la Société anonyme des chemins de fer de l'Est belge d'autre part. Elle

mit Ausnahme der im Artikel 2 des gegenwärtigen Vertrags bezeichneten Rechte insbesondere diejenigen, welche den vorgenannten Gesellschaften aus der von der Preussischen Regierung an die Aachen-Mastricht Eisenbahngesellschaft unter dem 30. Januar 1846 erteilten Konzessions- und Bestätigungs-Urkunde, sowie aus den zwischen ihnen selbst und den von ihnen mit der Verwaltung der Preussischen Staatsbahnen oder deren Rechtsvorgängern geschlossenen Verträgen zustehen.

Artikel 2.

Von dieser Veräusserung durch die Gesellschaften und von dem Erwerbe durch den Belgischen Staat sind ausgeschlossen und bleiben der Aachen-Mastricht Eisenbahngesellschaft vorbehalten folgende Rechte:

1. Das ihr durch den Vertrag vom 26. November 1874 eingeräumte 3. Dezember Recht zur unentgeltlichen Benutzung des zu Aachen, Burtscheiderstrasse 8, belegenen Hauses. Dieses Recht soll ihr nicht nur bis zum Erlöschen des unter dem 25. März 1872 geschlossenen Vertrages, betreffend die Regelung der Bedingungen für den gemeinsamen Gebrauch und Betrieb der Stationen Aachen T. und Aachen M. sowie der zwischen Aachen M. und Richterich liegenden Bahnstrecke, sondern bis zum Ablaufe des Jahres 1943 oder bis zur Auflösung der Gesellschaft, falls diese früher stattfindet, jedoch nur für eigene Zwecke zustehen.
2. Die Rechte, welche ihr an der Strecke von Bahnhof Aachen Rheinisch ausschliesslich, bis Richterich in der Richtung auf Kohlscheidt und Kämpchen gegen

comprend à l'exception des droits mentionnés dans l'article 2 de la présente convention, tous ceux qui ont été conférés aux compagnies précitées en vertu de l'acte de concession et de ratification octroyé par le Gouvernement prussien à la Société du chemin de fer d'Aix-la-Chapelle à Maestricht à la date du 30 Janvier 1846, ainsi qu'en exécution des contrats conclus entre elles et de ceux qu'elles ont conclus avec l'administration des chemins de fer de l'État prussien ou de ses prédécesseurs.

Article 2.

Dans cette aliénation par les compagnies et dans l'achat par l'État belge, ne sont pas compris et restent réservés à la Société du chemin de fer d'Aix-la-Chapelle à Maestricht, les droits suivants:

- 1^o Le droit de jouissance, à titre gratuit, de la maison sise Burtscheiderstrasse 8, à Aix-la-Chapelle, lequel droit lui a été conféré par le contrat du 26 Novembre 3 Décembre 1874. Ce droit lui sera maintenu, uniquement pour son propre usage, non seulement jusqu'à l'expiration du contrat conclu le 25 Mars 1872, concernant le règlement des conditions pour l'utilisation et l'exploitation en commun des stations d'Aix-la-Chapelle T. et d'Aix-la-Chapelle M. ainsi que de la section située entre Aix-la-Chapelle M. et Richterich, mais encore jusqu'à la fin de l'année 1943 ou jusqu'à la dissolution de la société si elle survient auparavant.
- 2^o Les droits qu'elle possède sur la section de la gare d'Aix-la-Chapelle Rheinisch exclusivement, jusqu'à Richterich dans la direction de Kohlscheidt et Kämpchen

den Preussischen Staat gemäss den Verträgen vom 21. März 1846, 28. Januar 1859, 27./31. Juli 1867 zustehen.

Artikel 3.

Die Belgische Regierung überträgt die Eisenbahnstrecke Aachen M. einschliesslich, über Richterich bis zur Preussisch-Niederländische Grenze schulden- und lastenfrei, mit allen an derselben gemäss Artikel 1 des gegenwärtigen Vertrags erworbenen Rechten jeder Art, mit allem Zubehör und mit den vorhandenen Materialien, Werkzeugen und Inventarien, also wie sie steht und liegt, jedoch ohne rollendes Material, an den Preussischen Staat zu vollem und unbeschränktem Eigenthume.

Diese Uebertragung findet statt sogleich, nachdem die Verwaltung des Grand Central Belge beziehungsweise der Aachen-Mastricht Eisenbahngesellschaft die Strecke dem Belgischen Staate übereignet haben wird. Die Preussische Regierung erklärt hiergegen und gegen Leistung der in den Artikeln 4 und 5 vereinbarten Zahlungen den Belgischen Staat aller Verpflichtungen für los und ledig, welche ihm beziehungsweise seinen Rechtsvorgängern gemäss den im Artikel 1 bezeichneten Urkunden obliegen oder in Zukunft erwachsen können.

Artikel 4.

Die Belgische Regierung erstattet an dem Tage, an welchem sie ihre Rechte an der Bahnstrecke Aachen M.—Richterich—Preussisch-Niederländische Grenze auf den Preussischen Staat überträgt, an die Preussische Regierung diejenigen 240 000 (Zweihundertvierzigtausend) Francs, welche die Verwaltung der Eisenbahnen des Grand Central Belge auf Grund des Artikels 4 des zwischen ihr und der

vis-à-vis de l'État prussien, en vertu des contrats du 21 Mars 1846, du 28 Janvier 1859 et du 27/31 Juillet 1867.

Article 3.

Le Gouvernement belge cède à l'État prussien en propriété pleine et entière, exempte de dettes et de charges, la section de ligne d'Aix-la-Chapelle M. (cette gare comprise) par Richterich jusqu'à la frontière prussienne-néerlandaise, ainsi que les droits de toute espèce acquis à cette ligne par application de l'article 1 de la présente convention avec toutes les dépendances et avec les matériaux, l'outillage et le mobilier existants, donc en bloc, sauf le matériel roulant.

Cette cession aura lieu aussitôt que la ligne aura été remise à l'État belge par l'administration du Grand Central Belge et la Société du chemin de fer d'Aix-la-Chapelle à Maestricht; par contre le Gouvernement prussien déclare libérer l'État belge, contre paiement des sommes convenues dans les articles 4 et 5, de toutes les obligations qui lui incombent, à lui et à ses prédécesseurs, en vertu des actes cités dans l'article 1 ou qui pourraient naître à l'avenir.

Article 4.

A la date où le Gouvernement belge cédera à l'État prussien ses droits à la section de ligne d'Aix-la-Chapelle M.—Richterich—frontière prussienne-néerlandaise, il paiera au Gouvernement prussien les 240 000 (deux cent quarante mille) francs dont l'administration des chemins de fer du Grand Central Belge est redevable au Gouvernement prussien comme successeur de la compagnie du chemin

Bergisch-Märkischen Eisenbahngesellschaft unter dem 25. März 1872 abgeschlossenen Vertrags der Preussischen Regierung als Rechtsnachfolgerin der Bergisch-Märkischen Eisenbahngesellschaft schuldete und bis zum Tage der Erstattung mit 5 Prozent jährlich verzinst.

Artikel 5.

Die Belgische Regierung zahlt ferner an die Preussische Regierung an dem im Artikel 4 vereinbarten Tage die Summe von 2 000 000 (Zwei Millionen) Mark deutscher Reichswährung als einmalige Abfindung und Entschädigung für alle Mehrausgaben jeder Art, welche der Preussischen Staatseisenbahnverwaltung aus der Uebnahme der Bahnstrecke Aachen M.—Richterich—Preussisch-Niederländische Grenze erwachsen werden.

Artikel 6.

Die Preussische Regierung übernimmt vorbehaltlich der Verständigung mit dem Eigenthümer des auf niederländischem Gebiete belegenen Theiles der Eisenbahn von Aachen nach Maastricht die Verpflichtung, die nach Artikel 3 in das Eigenthum des Preussischen Staates übergehende Eisenbahnstrecke in der Weise entweder selbst zu betreiben oder durch einen geeigneten Unternehmer betreiben zu lassen, dass ein durchgehender Verkehr auf der Linie Aachen—Maastricht bestehen bleibt; andererseits verpflichtet sich unter dem gleichen Vorbehalte die Belgische Regierung, einen solchen Verkehr ihres Eisenbahnnetzes mit den veräußerten Eisenbahnstrecken aufrecht zu erhalten. Insbesondere sichern beide Regierungen sich gegenseitig zu, dass in Folge der im Artikel 3 vereinbarten Veräußerung die zollamtliche Abfertigung von Reisenden,

de fer de Berg-Marche, en vertu de l'article 4 du contrat conclu le 25 Mars 1872 entre la dite compagnie et la compagnie du chemin de fer de Berg-Marche; jusqu'au jour du versement, cette somme rapporte un intérêt de 5 pour cent l'an.

Article 5.

Le Gouvernement belge paiera en outre au Gouvernement prussien à la date convenue dans l'article 4, la somme de 2 000 000 (deux millions) mark en monnaie de l'Empire allemand, en une fois et à titre d'indemnité du chef de toutes les dépenses en plus qui pourront résulter pour l'administration des chemins de fer de l'État prussien, de la reprise de la section de ligne d'Aix-la-Chapelle M.—Richterich—frontière prussienne-néerlandaise.

Article 6.

Le Gouvernement prussien assume sous réserve de l'entente avec le propriétaire de la section de la ligne d'Aix-la-Chapelle à Maastricht située sur le territoire hollandais l'obligation d'exploiter lui-même ou de faire exploiter par un entrepreneur convenable, la section cédée en vertu de l'article 3 à l'État prussien, de telle sorte qu'un trafic direct reste maintenu sur la ligne d'Aix-la-Chapelle à Maastricht; le Gouvernement belge prend d'autre part, sous la même réserve, l'engagement de maintenir un trafic semblable entre son réseau de chemins de fer et les sections de ligne vendues. Les deux Gouvernements se garantissent, en particulier, réciproquement que par suite de la vente convenue à l'article 3, la visite douanière des voyageurs, bagages et marchandises ne sera pas soumise à une aggravation

Gepäck und Waaren an den beiderseitigen Grenzen keiner Erschwerung unterworfen werden wird.

Artikel 7.

Die Belgische Regierung wird die Aachen-Mastricht Eisenbahngesellschaft und die Verwaltung der Eisenbahnen des Grand Central Belge verpflichten, rechtzeitig je einen Bevollmächtigten und einen Stellvertreter desselben in gehöriger Form zu ernennen, um die behufs der Ueberweisung der Strecke Aachen M.—Richterich—Preussisch-Niederländische Grenze erforderlichen Erklärungen vor den zuständigen Behörden abzugeben.

Artikel 8.

Die von der Verwaltung der Eisenbahnen des Grand Central Belge auf der Eisenbahnstrecke Aachen M.—Preussisch-Niederländische Grenze angestellten und beschäftigten Beamten und Arbeiter, welche nicht Deutsche Reichsangehörige sind, werden von der Preussischen Regierung nicht übernommen. Die Anstellung und Beschäftigung des Personals von Deutscher Reichsangehörigkeit im Preussischen Staats-Eisenbahndienst unterliegt in jedem Einzelfalle der besonderen Vereinbarung mit demselben und wird von der Preussischen Regierung mit Wohlwollen und gemäss den Ansprüchen der Billigkeit in Erwägung genommen werden.

Artikel 9.

Alle zur Ausführung dieses Vertrags erforderlichen Handlungen, Erklärungen, Vereinbarungen und Urkunden sowohl der beiden vertragsschliessenden Regierungen als der Aachen-Mastricht Eisenbahngesellschaft und der Verwaltung der Eisenbahnen des Grand Central Belge

de formalités à leurs frontières respectives.

Article 7.

Le Gouvernement belge obligera la Société du chemin de fer d'Aix-la-Chapelle à Maestricht, et l'administration des chemins de fer du Grand Central Belge à nommer chacune en due forme et en temps utile, un fondé de pouvoirs et un suppléant de ce fondé de pouvoirs, pour faire devant les autorités compétentes les déclarations nécessaires en vue de la reprise de la section de ligne d'Aix-la-Chapelle M.—Richterich—frontière prussienne-néerlandaise.

Article 8.

Les employés et ouvriers, nommés et occupés par l'administration des chemins de fer du Grand Central Belge sur la section de ligne d'Aix-la-Chapelle M.—frontière prussienne-néerlandaise, qui ne sont pas de nationalité allemande, ne seront pas repris par le Gouvernement prussien. La nomination et l'admission, dans le service des chemins de fer de l'État prussien, du personnel de nationalité allemande seront soumises dans chaque cas spécial à une entente particulière avec ce personnel et examinées par le Gouvernement prussien avec bienveillance et conformément aux règles de l'équité.

Article 9.

Toutes les transactions, déclarations, conventions et tous actes que nécessitera la mise à exécution de la présente convention, tant de la part des deux Gouvernements, que de celle de la Société du chemin de fer d'Aix-la-Chapelle à Maestricht et de l'administration des chemins de fer du

bleiben frei von Stempeln, Steuern und Gebühren jeder Art.

Artikel 10.

Der gegenwärtige Vertrag soll ratifiziert und der Austausch der Ratifikations-Urkunden soll, sobald als thunlich, in Berlin bewirkt werden.

Dessen zu Urkunde haben die Bevollmächtigten den gegenwärtigen Vertrag unterschrieben und mit ihren Insigeln versehen.

So geschehen Berlin, den 15. April 1897.

(L. S.) *Reichardt.*
(L. S.) *von Aichberger.*
(L. S.) *Lehmann.*
(L. S.) *Kieschke.*

Grand Central Belge, sont exempts de timbres, d'impôts et de taxes de toute espèce.

Article 10.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Berlin le plus tôt possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Berlin, le 15 Avril 1897.

(L. S.) *Greindl.*
(S. S.) *A. Dubois.*
(L. S.) *Hubert.*

Der vorstehende Staatsvertrag ist ratifiziert worden und die Auswechsellung der Ratifikations-Urkunden hat am 11. August 1897 stattgefunden.

Convention relative à la cession du Réseau des chemins de fer Grand Central Belge.

Entre les soussignés
d'une part

Paul de Smet de Naeyer, Ministre des Finances, et
Jules Vandenpeereboom, Ministre des Chemins de fer,
Postes et Télégraphes,
agissant au nom de l'État Belge,

d'autre part

Georges Montefiore Levi, Président du Conseil d'Administration de la Société anonyme des chemins de fer d'Anvers à Rotterdam,
Edouard Despret et
Joseph Devolder, respectivement Président et Membre du Conseil d'Administration de la Société anonyme des chemins de fer de l'Est-Belge,

il est convenu:

L'État Belge reprend toutes les lignes exploitées par l'Administration du Grand Central Belge tant en Belgique qu'à l'étranger, et ce, aux clauses et conditions suivantes:

Art. 1. — Le rachat comprendra:

A. la reprise de la concession des lignes suivantes de chemin de fer du réseau Grand Central Belge; savoir:

Marchiennes et Charleroi à Vireux,
 Berzée à Lanefte,
 Walcourt à Morialmé, Florennes et Philippeville,
 Mariembourg à Couvin,
 Louvain à Charleroi,
 Lodelinsart à Gilly avec embranchement,
 Lodelinsart à Jumet avec embranchement vers Dampremy,
 Lodelinsart à Chatelineau et à Montigny, Chatelineau à la frontière française vers Givet,
 Louvain à Herenthals,
 Anvers à Hasselt,
 Anvers à la frontière prussienne vers Gladbach,
 Turnhout à Tilbourg,
 Hasselt à Maestricht et Aix-la-Chapelle;*)

- B. la reprise de l'exploitation de la ligne de Landen à Hasselt, le rachat de la concession de cette même ligne devant être effectué par l'État Belge, suivant ce qui est stipulé sur ce point, par l'article VIII sub littéra B;
- C. la cession de tous les droits appartenant au Grand Central Belge et aux Sociétés concessionnaires qu'il représente, sur les lignes ou sections de lignes exploitées par le Grand Central Belge en territoire étranger ou de toutes indemnités qui seraient payées par les dits gouvernements pour le rachat de ces lignes ou sections de lignes;
- D. la cession à l'État Belge des bâtiments occupés par l'Administration du Grand Central Belge à Bruxelles, des ateliers de Louvain et de tous terrains à l'usage des chemins de fer et de leurs dépendances, même non portés aux plans approuvés par le gouvernement pour l'établissement des lignes, à moins qu'il ne s'agisse d'excédents non utilisés pour l'exploitation; ne sont pas compris non plus dans la cession les bâtiments occupés à Aix-la-Chapelle par la Direction de la Société du chemin de fer d'Aix à Maestricht. Toutefois le gouvernement réservera dans les bâtiments actuels du Grand Central Belge à Bruxelles et mettra gratuitement à la disposition des Sociétés d'Anvers-Rotterdam et de l'Est-Belge un local suffisant pour les bureaux de la liquidation et ce pour la durée de celle-ci;

*) La cession ne comprend pas les charbonnages domaniaux de Kerkrade, ni l'embranchement de Simpelveld à Kerkrade, ni le droit de parcours d'Aix-la-Chapelle à Richterich vers Kohlscheid.

Les sens et la portée des derniers mots soulignés sont précisés comme suit:

„Sur le territoire prussien il y a une section comprise entre Aix-la-Chapelle et Kohlscheid-Kämpchen qui est commune aux lignes d'Aix vers Maestricht et d'Aix vers Dusseldorf.

Cette communauté est et doit rester maintenue au profit de tous ceux qui y ont droit. — La Société d'Aix-Maestricht conservera notamment la communauté de cette section, pour les transports entre Aix-la-Chapelle et Kohlscheid, telle qu'elle résulte des conventions existantes entr'elle et l'État prussien.“

E. la cession de tout le matériel fixe ou roulant, de tout l'outillage et de tout le mobilier des ateliers, stations, magasins, bureaux, remises, enfin de tous objets mobiliers quelconques appartenant soit aux sociétés concessionnaires soit à l'Administration du Grand Central Belge ou affectés aux services de leur exploitation, tels que ce matériel, outillage, mobilier figurent aux inventaires dressés contradictoirement à la date du 31 décembre 1895.

Ne seront pas compris dans le rachat les approvisionnements, marchandises et objets en fabrication qui appartenaient au Grand Central Belge à la date du 31 décembre 1896. Ces approvisionnements, marchandises et objets en magasin ou en fabrication seront repris par l'État Belge en prenant comme base l'inventaire qui a été dressé contradictoirement à la date du 31 décembre 1895 modifié suivant les écritures des livres de magasin de 1896.

La partie de seconde part remettra à l'État Belge celles de ses archives qui pourraient être utiles en vue de l'exploitation future. Si quelque difficulté s'élevait à ce sujet elle serait soumise à des experts: chacune de deux parties en nommera un, et en cas de partage, il sera nommé un tiers expert par le Président du Tribunal de première instance de Bruxelles.

Art. 2. — Le rachat considéré comme conclu et effectué à la date du 1^{er} Janvier 1897.

A partir du 1^{er} Janvier 1897 et jusqu'à la reprise effective, l'Administration du Grand Central Belge continue provisoirement à exploiter le réseau pour compte de qui il appartiendra.

L'exploitation se fera dans des conditions normales, régulières et conformes aux précédents.

Un compte arrêté à la date de la reprise effective renseignera les recettes et les dépenses afférentes à cette période d'exploitation et déterminera les sommes à recevoir ou à payer de ce chef, par chacune des parties.

Ce compte comprendra pour la durée de l'exploitation provisoire les intérêts intercalaires sur les bénéfices de l'exploitation calculés conformément à ce qui a été fait pour établir le prix de cession du réseau Grand Central Belge.

L'Administration du Grand Central Belge pourra prélever sur les produits de l'exploitation provisoire les sommes nécessaires au paiement des parts revenant aux différentes sociétés dont les lignes constituent son réseau, conformément aux statuts et aux conventions existants.

Les sommes revenant à l'État suivant compte définitif lui seront dues et payées, valeur au jour de la reprise effective, avec intérêts à 3 pour cent à partir de cette date jusqu'à la date du paiement effectif.

Le paiement pourra être fait par versements successifs et il devra être entièrement soldé au plus tard dans les trois mois de la date de la reprise effective.

Les sommes dues au Grand Central Belge du chef des approvisionnements, marchandises et objets en magasin ou en fabrication seront portées en compte avec intérêts à 3 pour cent à partir du 1^{er} Janvier 1897.

Les dépenses comprendront une somme mensuelle de quatre mille francs (4 000 francs) fixée à forfait comme représentant, en dehors du traitement, la part des Directeurs dans les bénéfices.

Art. 3. — Comme conséquence du rachat à partir du 1^{er} Janvier 1897, l'État Belge entrera en pleine possession et jouissance des lignes formant l'objet des diverses concessions, reprises au littéra A de l'article I, comme si ces concessions avaient pris fin par l'expiration de leurs termes respectifs.

Art. 4. — Les voies, bâtiments et dépendances des diverses lignes seront livrés à l'État en pleine propriété, quittes et libres de toutes charges, conformément aux plans approuvés par le Gouvernement et y compris les agrandissements effectués depuis.

Les titres de propriété, en due forme, transcrits au bureau des hypothèques ou à leur défaut et exceptionnellement des expéditions des procès-verbaux de bornage et des plans d'abornement signés par les riverains et dûment approuvés par le Ministre des Travaux publics seront remis à l'État au plus tard dans le délai de six mois à compter du jour de la publication de la loi qui approuvera la cession du réseau dont il s'agit.

L'État Belge prendra possession des objets mobiliers et des immeubles autres que ceux désignés à l'alinéa premier du présent article, dans l'état où ils se trouvent au moment de la reprise, avec toutes les servitudes actives et passives qui y sont attachées et sans qu'il puisse y avoir lieu de part ni d'autre, à aucune majoration ou réduction de prix.

Les titres d'acquisition et tous contrats y relatifs seront pareillement remis à l'État dans le délai de six mois à compter du jour de la publication de la loi qui approuvera la cession du réseau dont il s'agit.

Art. 5. — L'État Belge sera tenu pour l'avenir, notamment envers les Gouvernements étrangers, de toutes les charges quelconques du réseau cédé ainsi que de l'exécution de toutes les conventions du Grand Central Belge concernant les relations de service pour autant que ces conventions aient été conclues conformément aux dispositions légales en vigueur.

Il ne reprend aucune des obligations incombant aux sociétés concessionnaires ou au Grand Central Belge, de quelque chef que ce soit, quant au passé, sauf ce qui est dit à l'article 10.

Art. 6. — La volonté expresse des parties étant de donner à la convention de rachat le caractère d'un forfait absolu, réglant définitivement et sans laisser ouverture à aucune réclamation ou contestation ultérieure leurs droits et obligations réciproques, il est entendu que le paiement du prix fixé à l'article suivant mettra fin à tous procès, litiges ou contestations existant entre elles et qu'elles s'interdisent formellement toutes actions ou réclamations en justice, ultérieures, à raison de faits, conventions ou engagements quelconques antérieurs au contrat définitif.

Les instances judiciaires en cours venant ainsi à cesser, les frais en seront supportés par la partie qui en a fait l'avance et nonobstant toute disposition contraire dans les jugements intervenus; toutefois, les dépens déjà payés à ce jour par l'une des parties à l'autre ne pourront être répétés.

Le contrat vaudra entre parties comme quittance définitive et pour solde et décharge absolue et sans réserve, de toutes obligations à ce jour pour quelque cause ou de quelque chef que ce soit.

Art. 7. — Le prix du rachat est fixé à la somme de deux cent soixantequatre millions trois cent vingt mille francs (264 320 000 francs), y compris vingt-deux millions de francs

(22 000 000 francs) pour le matériel, mobilier et outillage, la dite somme payable comme il est dit à l'article suivant.

Ce prix comprend toutes les sommes dues à la Société des chemins de fer d'Anvers à Rotterdam en principal et intérêts, du chef du rachat de la concession d'Anvers au Moerdyk et à Breda; en conséquence, le procès pendant entre l'État et la dite Société, devant le tribunal de commerce de Bruxelles, au sujet de la détermination du prix de rachat de la dite concession est définitivement terminé.

Art. 8. — Le paiement s'effectuera comme suit:

A. L'État prend à sa charge le service des intérêts et de l'amortissement des obligations des Sociétés d'Anvers-Rotterdam et de l'Est Belge qui n'ont pas été désignées pour être amorties par les tirages effectués antérieurement au 1^{er} Janvier 1897 et tel que ce service résulte des tableaux d'amortissement que ces Sociétés lui remettront aussitôt après la publication de la loi approuvant la présente convention.

Ces Sociétés remettront aussi à l'État les listes des tirages auxquels il a été procédé jusqu'aujourd'hui en vue de l'amortissement de ces titres, ainsi que les urnes contenant les numéros des titres, non encore désignés pour le remboursement. L'État aura le droit de faire vérifier les tableaux d'amortissement ainsi que les listes des tirages effectués, d'après les procès-verbaux transcrits dans les registres des deux Sociétés.

Les obligations dont l'État prend ainsi la charge sont au nombre et au capital de:

1^o pour la Société d'Anvers-Rotterdam quatre-vingt-un mille trois cent quatre-vingt-douze et quinze vingtième (81 392¹⁵/₂₀) obligations de cinq cents francs (500 francs) rapportant trois pour cent d'intérêt par an, pour quarante millions six cent quatre-vingt-seize mille trois cent soixante-quinze francs (40 696 375 francs);

2^o pour la Société de l'Est Belge

soixante-neuf mille quarante-trois (69 043) obligations de cinq cents francs (500 francs) à trois pour cent par an, pour une somme de trente-quatre millions cinq cent vingt-un mille cinq cents francs (34 521 500 francs);

deux cents (200) obligations de mille francs (1 000 francs) rapportant 4¹/₂ pour cent par an, pour une somme de deux cent mille francs (200 000 francs);

une (1) obligation de cinq cents francs (500 francs) rapportant cinq pour cent par an, pour une somme de cinq cents francs (500 francs).

Dans un délai de quatre mois à partir de la date de la publication de la loi approuvant la présente convention, le gouvernement offrira, au choix des porteurs, le remboursement en espèces de ces obligations au pair de leur valeur nominale.

En compensation des charges indiquées ci-dessus, le gouvernement retiendra une somme de soixante-quinze millions quatre cent dix-huit mille trois cent soixante-quinze francs (75 418 375 francs).

- B. L'État retiendra en outre sur le prix le rachat une somme de deux millions neuf cent trente-sept mille quatre cent vingt-sept francs cinquante centimes (2 937 427 fr. 50) moyennant la quelle le gouvernement prend à sa charge et à ses risques et périls, le rachat de la concession de la ligne de Landen—Hasselt, appartenant à la Société des chemins de fer de Tournai à Jurbise et de Landen à Hasselt.
- C. Le surplus du prix, soit cent quatre-vingt-cinq millions neuf cent soixante-quatre mille cent quatre-vingt-dix-sept francs cinquante centimes (185 964 197 francs 50) sera payé en titres de la dette publique de Belgique à 3 pour cent, première série (Janvier—Juillet) au pair, valeur au 1^{er} Janvier 1897, dans le délai de quatre mois à partir de la date de la publication de la loi approuvant la présente convention.

Ces titres seront remis comme suit:

pour vingt-neuf millions trois cent cinquante mille francs (29 350 000 francs) à la Société anonyme du chemin de fer l'Entre Sambre et Meuse;

pour vingt millions de francs (20 000 000 francs) à la Société du chemin de fer d'Aix-la-Chapelle à Maestricht;

pour cent trente-six millions six cent quatorze mille cent quatre-vingt-dix-sept francs cinquante centimes (136 614 197 francs 50) aux Sociétés d'Anvers-Rotterdam et de l'Est Belge qui en donneront quittance collective.

Ces deux dernières Sociétés s'engagent solidairement à remettre à la Société mutuelle des chemins de fer, la somme qui revient à cette dernière société comme étant substituée aux droits de la Société des chemins de fer du Nord de la Belgique, concessionnaire des lignes de Louvain à Hérenthals et de Turnhout à Tilbourg.

Une copie certifiée conforme de la quittance délivrée pour cette somme par la Société mutuelle des chemins de fer sera remise à l'État.

Sur la somme à remettre aux Sociétés d'Anvers à Rotterdam et de l'Est Belge, le gouvernement retiendra un million de francs (1 000 000 fr.) et les titres représentant cette somme ne seront délivrés aux susdites Sociétés que deux ans après la remise des titres de propriété dont il est question à l'article IV.

Cette somme constituera entre les mains de l'État Belge une garantie pour lui permettre d'effectuer le rachat des droits réservés ou concédés à des tiers sur les immeubles acquis pour l'établissement des lignes, de compléter l'acquisition et le bornage des terrains et les documents à remettre à cet égard par le Grand Central Belge ou les Compagnies concessionnaires.

Si la garantie ci-dessus stipulée était insuffisante, les soussignés de seconde part seraient tenus solidairement de la parfaire.

Toute réclamation du chef ci-dessus devra, à peine de déchéance, être produite par l'État dans le délai de deux ans indiqué au cinquième alinéa du paragraphe C du présent article; celui-ci expiré, le solde du prix de rachat, défalcation faite des sommes nécessaires pour faire face aux réclamations sera payé aux soussignés de seconde part, sans aucun retard.

Dans le cas où les titres à remettre en paiement du prix de rachat ne seraient pas délivrés avant le 1^{er} Juillet 1897, les intérêts semestriels seront payés aux intéressés à la date de leur échéance.

Art. 9. — Les Sociétés Belges dont l'État ne prend pas à sa charge le service des intérêts et de l'amortissement des obligations, rembourseront ces obligations à un taux qui ne pourra être inférieur au pair. Les obligations remboursées par ces Sociétés seront remises à l'État dans des conditions à régler d'un commun accord.

Art. 10. — Tous les décomptes de services, mixtes et internationaux, du chef de la convention, de trafic existant entre le chemin de fer de l'État et le Grand Central Belge, du chef de l'échange du matériel, des conventions avec les particuliers et de la communauté des stations, le loyer provisoire pour la cession des lignes d'Anvers au Moerdyk et à Breda etc. etc. afférents à l'exercice 1896 ou aux exercices précédents seront liquidés comme si la présente convention n'avait pas été conclue, toutes les dépenses afférentes à la période antérieure au 1^{er} Janvier 1897 restant à la charge du Grand Central Belge.

Le Gouvernement reprendra pour son compte les marchés de matériel et de fournitures conclus avec le Grand Central Belge et qui ne seront pas exécutés lors de la reprise effective.

Les marchés à traiter à partir du 1^{er} Janvier 1897 pour les besoins courants de l'exploitation seront conclus de commun accord avec le Gouvernement.

Art. 11. — Les soussignés de seconde part s'engagent à comparaître devant tel notaire qui leur sera désigné par Monsieur le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes pour prendre part aux actes authentiques destinés à réaliser les cessions qui font l'objet de la présente convention. Les frais de ces actes et en général tous les frais des actes authentiques nécessités par l'exécution de la présente convention de rachat seront supportés par l'État Belge. Par l'effet du rachat qui fait l'objet de la présente convention, l'Administration du Grand Central Belge et les Sociétés dont les droits sont rachetées seront libérées, à dater du 1^{er} Janvier 1897 de tous impôts au profit de l'État, relatifs aux immeubles et à l'exploitation cédés ou remis à l'État. Celui-ci les garantit contre toutes poursuites du chef d'impôts quelconques au profit de la Province ou de la Commune concernant les dits immeubles ou la dite exploitation.

Toutefois, cette libération et cette garantie ne s'appliquent pas à l'impôt patente, seul impôt dont la charge continuera, comme avant la cession, à incomber aux Compagnies, sur leurs bénéfices.

Art. 12. — La présente convention est conclue sous la réserve de la ratification préalable des assemblées générales de chacune des sociétés intéressées et de l'approbation de la présente convention par le pouvoir législatif.

Dans le cas où la ratification des Sociétés concessionnaires ne serait pas obtenue au plus tard le 30 Juin 1897 ainsi que dans le cas où le projet de loi approuvant la présente convention ne serait pas voté à cette date, la présente serait nulle et non avenue et aucune des parties ne pourra s'en prévaloir vis-à-vis de l'autre, notamment pour le règlement de ce qui serait dû aux Sociétés concessionnaires en cas de rachat ultérieur.

Art. 13. — Les frais de timbre de la présente convention et de toutes les conventions des Sociétés concessionnaires soit entre elles, soit avec l'État Belge relatives à la reprise d'une des lignes du réseau cédé sont à la charge des soussignés de seconde part; les frais d'enregistrement des mêmes conventions incomberont exclusivement à l'État.

Fait en double à Bruxelles, le 10 Février 1897.

de Smet de Naeyer.
Vandenpeereboom.
Montefiore Levi.
Despret.
Devolder.

Vertrag, betreffend den Uebergang des Miteigenthums der Aachen-Mastricht Eisenbahngesellschaft an der Eisenbahnstrecke Richterich—Kohlscheidt—Kämpchen auf den Preussischen Staat.

Zwischen der Königlich Preussischen Staatsregierung, vertreten durch
den Geheimen Ober-Finanzrath Lehmann und
den Geheimen Regierungsrath Dr. Kieschke
einerseits

und der Aachen-Mastricht Eisenbahngesellschaft zu Aachen und Maastricht, vertreten durch

den Justizrath Heinrich Gatzen, Vorsitzender der Direktion, und
den Spezialdirektor Martin Hubert Sommer
andererseits

ist unter dem Vorbehalt der landesherrlichen Genehmigung, sowie nach erfolgter Zustimmung der Generalversammlung der Aktionäre der vorgenannten Eisenbahngesellschaft folgender Vertrag abgeschlossen worden:

§. 1. — Das Miteigenthum der Aachen-Mastricht Eisenbahngesellschaft an der Eisenbahnstrecke Richterich (Trennpunkt)—Kohlscheid—Kämpchen geht mit der Perfektion dieses Vertrages auf den Preussischen Staat frei von allen Schulden und Lasten jeder Art über, dergestalt, dass die genannte Eisenbahnstrecke von diesem Zeitpunkt an im vollen und unbeschränkten alleinigen Eigenthum des Preussischen Staates steht. Die Aachen-Mastricht Eisenbahngesellschaft verzichtet gleichzeitig vom 1. Januar 1897 ab auf die ihr zustehenden 50 Prozent der jährlichen Bruttoeinnahme der Preussischen Staatseisenbahnverwaltung aus der Kohlenbeförderung vom Wurmrevier nach den Aachener Bahnhöfen und dem Trennpunkt bei Richterich.

§. 2. — Der Preussische Staat zahlt an die Aachen-Mastricht Eisenbahngesellschaft für die Abtretung dieses Miteigenthums und für den Verzicht auf diese 50 Prozent der jährlichen Bruttoeinnahme aus der bezeichneten Kohlenbeförderung (§. 1) die Summe von 1 129 100 (Eine Million Einhundertneunundzwanzigtausendeinhundert) Mark und überlässt ihr ausserdem das ihm gehörige, zu Aachen, Burtscheiderstrasse 8, belegene Haus mit Zubehör in dem Umfange und in der Art, wie sie dasselbe seither auf Grund des Vertrages vom 26. November 1874 besitzt und nutzt, zur unentgeltlichen Benutzung, jedoch nur für eigene Zwecke der Gesellschaft, bis zum Ablauf des Jahres 1943 oder bis zur Auflösung der Gesellschaft, falls diese früher stattfindet.

Die Auszahlung der vorstehend vereinbarten Entschädigung nebst 3 Proz. Zinsen vom 1. Januar 1897 ab bis zum Zahlungstage soll nicht später erfolgen, als vier Wochen, nachdem gemäss dem zwischen der Königlich Preussischen und Königlich Belgischen Regierung geschlossenen Vertrage das Eigenthum an der Eisenbahnstrecke Aachen M. einschliesslich Richterich—Preussisch-Niederländische Grenze auf den Preussischen Staat übergegangen ist.

§. 3. — Die Aachen-Mastricht Eisenbahngesellschaft hat bei dem Königlich Landgericht zu Cöln den Königlich Preussischen Eisenbahnfiskus verklagt auf Schadensersatz für Frachtausfälle aus denjenigen Kohlentransporten aus dem Wurmrevier nach und über Aachen, welche seit dem Bau der Eisenbahnlinien Herzogenrath—Alsdorf und Kohlscheidt—Morsbach über diese Linien statt über die Gemeinschaftslinie Kämpchen—Kohlscheidt—Richterich—Aachen gehen.

Die Aachen-Mastricht Eisenbahngesellschaft verpflichtet sich, für den Fall der Perfektion des vorliegenden Vertrages, diese Klage unter Uebernahme sämtlicher bis dahin ihr wie der Preussischen Staatseisenbahnverwaltung entstandenen gerichtlichen und aussergerichtlichen Kosten zurückzunehmen.

§. 4. — Die Aachen-Mastricht Eisenbahngesellschaft verpflichtet sich, sogleich nach der Perfektion des vorliegenden Vertrages das zur Uebertragung ihres Miteigenthums (§. 1) Erforderliche zu veranlassen und insbesondere einen Vertreter, sowie einen Stellvertreter desselben, zu ernennen und Königlich Preussischen Regierung zu bezeichnen, welche mit gehöriger Vollmacht zur Uebertragung dieses Miteigenthums an den Preussischen Staat versehen sind.

§. 5. — Seitens der Königlich Preussischen Staatsregierung wird die landesherrliche Genehmigung zu diesem Vertrage sobald als thunlich herbeigeführt werden.

Dieses Abkommen wird hinfällig, wenn zu demselben diese Genehmigung nicht bis zum 1. Oktober 1897 erlangt worden ist.

§. 6. — Dieser Vertrag wird als nicht geschlossen angesehen, wenn nicht bis zum 1. Januar 1898 die Ratifikation des zwischen der Königlich Preussischen und Königlich Belgischen Regierung abgeschlossenen Staatsvertrages über den Erwerb der Eisenbahnstrecke Aachen Marschierthor—Richterich—Preussisch-Niederländische Grenze durch den Preussischen Staat erfolgt sein wird.

§. 7. — Dieser Vertrag, sowie alle in Durchführung seiner Bestimmungen vorgenommenen Akte bleiben frei von Stempeln, Gebühren und Kosten jeder Art.

So geschehen in Berlin, den 27. April 1897.

(L. S.) *Lehmann.* (L. S.) Dr. *Kieschke.*

Aachen,
Maastricht, den 10. April 1897.

(L. S.) *Gatzert.* (L. S.) *Sommer.*

38.

ALLEMAGNE, ÉTAT LIBRE D'ORANGE.

Traité d'amitié et de commerce signé à Berlin le 28 avril 1897*).

Reichsgesetzblatt 1898 No. 11.

Freundschafts- und Handelsvertrag zwischen dem Deutschen Reiche und dem Oranje-Freistaate. Vom 28. April 1897.

Seine Majestät der Deutsche Kaiser, König von Preussen, im Namen des Deutschen Reichs einerseits, und der Hochedle Staatspräsident des Oranje-Freistaats andererseits, von dem Wunsche geleitet, die Beziehungen zwischen beiden Ländern zu fördern und zu befestigen, haben beschlossen, einen Freundschafts- und Handelsvertrag abzuschliessen, und zu Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der Deutsche Kaiser, König von Preussen:
Allerhöchstihren Staatsminister, Staatssekretär des Auswärtigen Amtes
Herrn Adolf Freiherrn Marschall von Bieberstein,
der Hochedle Staatspräsident des Oranje-Freistaats:
den Generalkonsul des Oranje-Freistaats für das Königreich der
Niederlande Herrn Dr. Hendrik Pieter Nikolaas Muller,

welche, nach gegenseitiger Mittheilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten, den folgenden Vertrag abgeschlossen haben:

Art. 1. — Zwischen dem Deutschen Reiche und dem Oranje-Freistaate soll fortdauernd Friede und Freundschaft und zwischen den Angehörigen der beiden Länder Freiheit des Handels bestehen.

Art. 2. — Die Angehörigen eines jeden der vertragschliessenden Theile sollen in dem Gebiete des anderen hinsichtlich der Ausübung ihrer Religion, sowie in Bezug auf Handel und Gewerbebetrieb dieselben Rechte, Privilegien und Begünstigungen aller Art geniessen, welche den Inländern zustehen oder zustehen werden, und keinen anderen oder lästigeren all-

*) Les ratifications ont été échangées à Berlin le 17 mars 1898.

gemeinen oder örtlichen Abgaben, Auflagen, Beschränkungen oder Verpflichtungen irgend welcher Art unterliegen, als denjenigen, welchen die Angehörigen der meistbegünstigten Nation unterworfen sind und unterworfen sein werden.

Art. 3. — Die Angehörigen eines jeden der vertragschliessenden Theile sollen in dem Gebiete des anderen gleich den Inländern berechtigt sein, ihren Wohnsitz zu nehmen, zu reisen, Gross- und Kleinhandel zu treiben, jede Art von beweglichem oder unbeweglichem Vermögen zu besitzen, durch Kaufvertrag, Tausch, Schenkung, letzten Willen oder auf andere Weise solches Vermögen zu erwerben und darüber zu verfügen, sowie Erbschaften kraft Gesetzes zu erwerben. Auch sollen sie in keinem dieser Fälle anderen oder höheren Abgaben und Auflagen unterliegen, als die Inländer.

Art. 4. — Die Deutschen in dem Oranje-Freistaat und die Angehörigen des Oranje-Freistaats in Deutschland sollen volle Freiheit haben, wie die Inländer ihre Geschäfte entweder in Person oder durch einen Agenten ihrer eigenen Wahl zu regeln, ohne verpflichtet zu sein, hierfür bevorrechtigten Einzelnen oder Körperschaften eine Vergütung oder Schadloshaltung zu zahlen, welche nicht auch von den Inländern selbst zu zahlen wäre.

Sie sollen freien Zutritt zu den Gerichten haben und hinsichtlich der Verfolgung und Vertheidigung ihrer Rechte alle Befreiungen und Vorrechte der Inländer geniessen.

Art. 5. — Aktiengesellschaften und sonstige kommerzielle, industrielle oder finanzielle Gesellschaften, welche in dem Gebiete des einen der vertragschliessenden Theile nach Massgabe der dort geltenden Gesetze errichtet sind, sollen in dem Gebiete des anderen Theiles alle Rechte ausüben befugt sein, welche den gleichartigen Gesellschaften der meistbegünstigten Nation zustehen.

Art. 6. — Die Angehörigen jedes der beiden vertragschliessenden Theile werden auf dem Gebiete des anderen hinsichtlich des Militärdienstes, sowohl in der regulären Armee, als in der Miliz und Nationalgarde, sowie hinsichtlich jedes Amtsdienstes gerichtlicher, administrativer und munizipaler Art, hinsichtlich aller militärischen Requisitionen und Leistungen, sowie in Bezug auf Zwangsanleihen und sonstige Lasten, welche zu Kriegszwecken oder in Folge anderer aussergewöhnlicher Umstände aufgelegt werden, dieselben geniessen, wie die Angehörigen der meistbegünstigten Nation.

Sie dürfen weder persönlich noch in Bezug auf ihre beweglichen und unbeweglichen Güter zu anderen Verpflichtungen, Beschränkungen, Taxen oder Abgaben angehalten werden, als denjenigen, welchen die Inländer unterworfen sein werden.

Art. 7. — Die vertragschliessenden Theile werden, sobald in dem Oranje-Freistaate der Schutz der Modelle, Muster, Fabrik- oder Handelszeichen, sowie der Bezeichnung oder Etikettirung der Waaren oder ihrer Verpackung nach Massgabe der in dieser Beziehung allgemein angenommenen Grundsätze durch Gesetz geregelt sein wird, durch ein Abkommen oder durch Austausch von Erklärungen die Förmlichkeiten festsetzen, von deren Erfüllung der Genuss der bezüglichen, von dem einen und anderen Theile seinen Angehörigen eingeräumten Rechte abhängig sein wird.

Art. 8. — Kein Einfuhr-, Ausfuhr- oder Durchfuhrverbot darf von einem der vertragschliessenden Theile dem anderen gegenüber erlassen werden, welches nicht entweder gleichzeitig auf alle, oder doch unter gleichen Voraussetzungen auch auf andere Nationen Anwendung findet.

Hinsichtlich der Ein- und Ausfuhr der Waaren, ihrer Durchfuhr oder zollamtlichen Niederlage, der zu zahlenden Zölle, welcher Art sie seien, und der Zollförmlichkeit jeder Art verpflichtet sich jeder der vertragschliessenden Theile, den anderen unverzüglich und ohne Weiteres an jeder Begünstigung, jedem Vorrecht oder jeder Herabsetzung in den Eingangs- und Ausgangs-abgaben, sowie jeder anderen Befreiung oder Konzession Theil nehmen zu lassen, welche er einer dritten Macht eingeräumt hat oder einräumen wird.

Begünstigungen, welche einer der beiden vertragschliessenden Theile unmittelbar angrenzenden fremden Staaten, Kolonien oder Gebieten zur Erleichterung des Verkehrs in den Grenzzonen, oder welche er fremden Staaten, Kolonien oder Gebieten durch eine schon abgeschlossene oder künftig abzuschliessende Zollvereinigung gewährt hat oder gewähren sollte, können von dem anderen Theile nicht in Anspruch genommen werden, solange diese Begünstigungen auch allen übrigen nicht angrenzenden, beziehungsweise nicht zollgeeinten Staaten, Kolonien oder Gebieten vorenthalten werden. Zu den letzteren Staaten ist auch der nicht angrenzende, beziehungsweise nicht zollgeeinte Schutzstaat einer in der bezeichneten Weise begünstigten Kolonie oder eines solchen Gebiets zu rechnen.

Ferner werden diejenigen besonderen Begünstigungen, welche der Oranje-Freistaat der an ihn angrenzenden Südafrikanischen Republik, ohne mit ihr eine Zollvereinigung abgeschlossen zu haben, bereits eingeräumt hat oder künftig einräumen wird, um den nachbarlichen Verkehr zwischen beiden Staaten auch ausserhalb der eigentlichen Grenzzonen zu erleichtern, von dem Deutschen Reiche so lange nicht in Anspruch genommen werden, als diese Begünstigungen auch allen übrigen Staaten, Kolonien oder Gebieten vorenthalten bleiben.

Art. 9. — Jeder der vertragschliessenden Theile kann in den Handelsplätzen des Gebiets des anderen Theiles Generalkonsuln, Konsuln, Vicekonsuln oder Konsularagenten bestellen.

Die Bestellung von Konsularagenten kann durch die Generalkonsuln, Konsuln und Vicekonsuln erfolgen, sofern diese nach der Gesetzgebung des Staates, welcher sie ernannt hat, dazu befugt sind.

Beide Theile behalten sich das Recht vor, die Zahlung von Konsularbeamten für einzelne Orte auszuschliessen. Dabei wird jedoch vorausgesetzt, dass dieser Vorbehalt gleichmässig allen Mächten gegenüber Anwendung findet.

Die Generalkonsuln, Konsuln, Vicekonsuln und Konsularagenten können aus Angehörigen beider Länder oder dritter Staaten gewählt werden. Sie treten ihre Thätigkeit an, sobald sie von der Regierung des Landes, in welchem ihnen ihr Amtssitz angewiesen ist, in den dort üblichen Formen zugelassen und anerkannt worden sind.

Das Exequatur soll ihnen kostenfrei erteilt werden. Beide Theile behalten sich das Recht vor, das Exequatur unter Mittheilung der Beweggründe wieder zurückzuziehen.

Von jeder Aenderung der Amtsbezirke der Konsuln wird die Regierung

des Staates, in welchem sie ihren Amtssitz haben, in Kenntniss gesetzt werden.

Art. 10. — Die Generalkonsuln, Consuln, Viceconsuln und ihre Kanzler oder Sekretäre, sowie die Konsularagenten, welche Angehörige des Staates sind, für welchen sie ernannt, sollen von der Militäreinquartierung und den Militärlasten überhaupt, von den direkten, Personal-, Mobiliar- und Luxussteuern befreit sein, mögen solche vom Staate oder von den Gemeinden auferlegt sein, es sei denn, dass sie Grundbesitz haben, Handel oder irgend ein Gewerbe betreiben, in welchen Fällen sie denselben Taxen, Lasten und Steuern unterworfen sein sollen, welche die sonstigen Einwohner des Landes als Grundeigenthümer, Kaufleute oder Gewerbetreibende zu entrichten haben.

Sie dürfen weder verhaftet, noch gefänglich eingezogen werden, ausgenommen für Handlungen, welche die Strafgesetzgebung des Staates, in welchem sie ihren Amtssitz haben, als Verbrechen bezeichnet und bestraft.

Art. 11. — Die Generalkonsuln, Consuln, Viceconsuln und ihre Kanzler oder Sekretäre, sowie die Konsularagenten sind verbunden, vor Gericht Zeugniß abzulegen, wenn die Landesgerichte solches für erforderlich halten. Doch soll die Gerichtsbehörde in diesem Falle sie mittelst amtlichen Schreibens ersuchen, vor ihr zu erscheinen.

Art. 12. — Die Generalkonsuln, Consuln, Viceconsuln und Konsularagenten können an dem Konsulatsgebäude das Wappen des Staates, für welchen sie ernannt sind, mit der Umschrift: „Generalkonsulat, Konsulat, Vicekonsulat oder Konsularagentur von . . .“ anbringen und ihre Landesflagge auf dem Konsulatsgebäude aufziehen.

Es versteht sich von selbst, dass die äusseren Abzeichen niemals so aufgefasst werden dürfen, als begründeten sie ein Asylrecht.

Art. 13. — Die Konsulatsarchive sind jederzeit unverletzlich, und die Landesbehörden dürfen unter keinem Vorwande und in keinem Falle die zu den Archiven gehörigen Dienstpapiere einsehen oder mit Beschlag belegen. Die Dienstpapiere müssen stets von den das etwaige kaufmännische Geschäft oder Gewerbe des Konsularbeamten betreffenden Büchern und Papieren vollständig gesondert sein. Die Amtsräume und Wohnungen der Berufskonsuln, welche Angehörige des Staates sind, der sie ernannt hat, sollen jederzeit unverletzlich sein. Die Landesbehörden sollen, soweit es sich nicht um Verfolgung von Verbrechen handelt, ohne Zustimmung des Konsuls keine Amtshandlung dort vornehmen.

Die daselbst niedergelegten Papiere und Bücher dürfen in keinem Falle durchsucht oder mit Beschlag belegt werden.

Art. 14. — In Fällen der Behinderung, Abwesenheit oder des Todes von Generalkonsuln, Consuln oder Viceconsuln sollen die Kanzler und Sekretäre, insoweit sie als solche der Regierung des Staates, in welchem sie ihren Amtssitz haben, namhaft gemacht worden sind, von Rechtswegen befugt sein, einstweilen die konsularischen Amtsbefugnisse auszuüben, und sie sollen während dieser Zeit die Freiheiten und Privilegien genießen, welche nach diesem Vertrage damit verbunden sind.

Art. 15. — Die Generalkonsuln, Consuln und Viceconsuln oder Konsularagenten können in Ausübung der ihnen zuertheilten Amtsbefugnisse

sich an die Behörden ihres Amtsbezirktes wenden, um gegen jede Verletzung der zwischen beiden Theilen bestehenden Verträge oder Vereinbarungen und gegen jede den Angehörigen des Staates für welchen sie ernannt sind, zur Beschwerde gereichende Beeinträchtigung Einspruch zu erheben. Wenn ihre Vorstellungen von diesen Behörden nicht berücksichtigt werden, so können sie, in Ermangelung eines diplomatischen Vertreters des genannten Staates, sich an die Zentralregierung des Landes wenden, in welchem sie ihren Amtssitz haben.

Art. 16. — Die Generalkonsuln, Consuln, Viceconsuln und ihre Kanzler, sowie die Konsulargenten haben das Recht, sowohl in ihrer Kanzlei als auch in der Wohnung der Betheiligten diejenigen Erklärungen aufzunehmen, welche die Reisenden, Handelstreibenden und alle sonstigen Angehörigen des Staates, für welchen sie ernannt sind, abzugeben haben. Sie können ausserdem, soweit sie nach den Gesetzen dieses Staates dazu ermächtigt sind, alle letztwilligen Verfügungen von Angehörigen dieses Staates aufnehmen und beurkunden.

In gleicher Weise können sie alle anderen Rechtshandlungen aufnehmen und beurkunden, bei welchen diese Angehörigen, sei es allein, sei es gemeinschaftlich mit Angehörigen oder sonstigen Einwohnern des Landes, in welchem sie ihren Amtssitz haben, betheiligt sind.

Zur Aufnahme und Beurkundung von Rechtshandlungen, an welchen ausschliesslich Angehörige des Staates, in welchem die Konsularbeamten ihren Amtssitz haben, oder eines dritten Staates betheiligt sind, sind diese Beamten nach Massgabe der Gesetze des Staates, für welchen sie ernannt sind, dann befugt, wenn die Rechtshandlungen bewegliche oder unbewegliche Gegenstände, welche sich in diesem Staate befinden, oder Angelegenheiten, welche daselbst zur Erledigung kommen sollen, ausschliesslich betreffen. Die Konsularbeamten können auch jede Art von Verhandlungen und Schriftstücken, welche von Behörden oder Beamten des Staates, für welchen sie ernannt sind, übersetzen und beglaubigen.

Alle vorerwähnten Urkunden sowie die Abschriften, Auszüge oder Uebersetzungen solcher Urkunden sollen, wenn sie durch die gedachten Konsularbeamten vorschriftsmässig beglaubigt und mit dem Amtssiegel der Konsularbehörde versehen sind, in jedem der beiden Staaten dieselbe Kraft und Geltung haben, als wenn sie vor einem Notar oder anderen öffentlichen oder gerichtlichen, in dem einen oder dem anderen der beiden Staaten zuständigen Beamten aufgenommen wären, mit der Massgabe, dass sie dem Stempel, der Registrirung oder jeder anderen in dem Staate, in welchem sie zur Ausführung gelangen sollen, bestehenden Taxe oder Auflage unterworfen sind.

Wenn gegen die Genauigkeit oder die Echtheit der Abschriften, Auszüge oder Uebersetzungen Zweifel erhoben werden, so soll die Konsularbehörde der zuständigen Landesbehörde auf Verlangen die Urschrift behufs Vergleichung zur Verfügung stellen.

Art. 17. — Die Generalkonsuln, Consuln, Viceconsuln und ihre Kanzler oder Sekretäre, sowie die Konsularagenten sollen in beiden Staaten aller Befreiungen, Vorrechte und Befugnisse theilhaftig sein, welche den Beamten gleichen Grades der meistbegünstigten Nation zustehen.

Art. 18. — Ueber die gegenseitige Auslieferung der Verbrecher und Erledigung von Requisitionen in Strafsachen wird zwischen den vertragsschliessenden Theilen eine besondere Vereinbarung getroffen werden.

Art. 19. — Die Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrags erstrecken sich ebenso, wie auf das Deutsche Reich, auch auf die mit demselben gegenwärtig oder künftig zollgeeinten Länder oder Gebiete.

Art. 20. — Der gegenwärtige Vertrag soll ratifizirt, und die Ratifikationen sollen in Berlin sobald als möglich ausgewechselt werden.

Derselbe soll zwei Monate nach der Auswechslung der Ratifikationen in Kraft treten und drei Jahre, vom Tage des Inkrafttretens an gerechnet, in Wirksamkeit bleiben.

Wenn ein Jahr vor Ablauf dieses Zeitraums keiner der vertragsschliessenden Theile dem anderen durch eine amtliche Erklärung seine Absicht kund giebt, die Wirksamkeit des Vertrags aufhören zu lassen, so soll derselbe noch ein Jahr von dem Tage ab in Geltung bleiben, an welchem der eine oder der andere der vertragsschliessenden Theile denselben gekündigt haben wird.

Die vertragsschliessenden Theile behalten sich die Befugniss vor, nach gemeinsamer Verständigung in diesen Vertrag jederlei Abänderungen aufzunehmen, welche mit dem Geiste und den Grundlagen desselben nicht im Widerspruche stehen und deren Nützlichkeit durch die Erfahrung dargethan sein sollte.

Zur Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten den gegenwärtigen Vertrag unterzeichnet und ihre Siegel begedrückt.

So geschehen zu Berlin, den 28. April 1897.

(L. S.) Freiherr von *Marschall*.

(L. S.) Dr. *Hendrik P. N. Muller*.

Die vorstehende Vertrag ist ratifizirt worden und die Auswechslung der Ratifikationen hat zu Berlin am 17. März 1898 stattgefunden.

39.

RUSSIE.

Règlement concernant les relations commerciales de l'Empire avec le Grand-Duché de Finlande. Avis du Conseil d'État souverainement sanctionné le 28 avril 1897.

Bulletin international des Douanes 1897.

Chapitre I. Marchandises finlandaises importées du Grand-Duché de Finlande dans l'Empire.

1. Les stipulations du tarif général des douanes, relatives aux marchandises exemptes de droits à l'entrée et à celles dont l'importation est

prohibée, s'appliquent également aux marchandises importées du Grand-Duché de Finlande.

2. Lorsque les marchandises finlandaises dénommées dans les tableaux ci-joints sont expédiées directement du Grand-Duché de Finlande, par voie de terre, par le lac de Ladoga ou par la Baltique et ses golfes, sur des navires finlandais ou russes, elles jouissent, à leur importation dans l'Empire, du traitement de faveur ci-après: les marchandises dénommées dans les tableaux I et II sont admises en franchise, et celles qui figurent au tableau III bénéficient de droits différentiels.

Remarque. — Si un navire marchand finlandais ou russe, chargé de marchandises dénommées dans les tableaux annexés au présent article et destinées à être importées dans l'Empire, est obligé, pour cause d'avarie, de relâcher dans un port étranger quelconque, le chargement de ce navire ne pourra être admis au traitement de faveur à son importation dans les ports russes, que si le capitaine ou le propriétaire du navire fournit, pour prouver le fait susmentionné, un certificat délivré par le consul russe ou par l'autorité du port de relâche, ou tout autre document analogue jugé suffisant par le Ministre des finances, attestant que le navire n'a pas effectué d'opérations de transbordement dans le port étranger et qu'il n'y a pas embarqué d'autres marchandises que celles qui ont été expédiées du Grand-Duché de Finlande.

3. Les marchandises qui ne jouissent qu'en quantité limitée du traitement de faveur établi dans les tableaux II et III annexés à l'article 2 seront réparties par le Sénat impérial impérial finlandais entre les personnes qui désirent bénéficier de ce régime de faveur. Cette répartition devra être notifiée tous les ans, au plus tard quinze jours avant la fin de chaque année, et dans la forme établie, au Ministère des finances, pour que celui-ci puisse prendre toutes les dispositions nécessaires. S'il était indispensable d'apporter des changements quelconques à la répartition primitivement établie, ces changements auraient lieu dans des délais qui seraient déterminés par le Ministre des finances d'accord avec le Sénat impérial finlandais.

4. Les marchandises finlandaises dénommées dans le tableau I (annexé à l'art. 2) peuvent être importées sans être accompagnées de documents certifiant leur origine. Les marchandises dénommées dans les tableaux II et III doivent être accompagnées de factures délivrées par le propriétaire ou l'administrateur de la fabrique ou de l'usine pour les articles manufacturés et par l'expéditeur pour toutes les autres marchandises. Les signatures des personnes ayant délivré les factures doivent être légalisées par les autorités locales qui devront en même temps attester que les marchandises mentionnées dans les factures sont d'origine finlandaise, et s'il s'agit d'articles manufacturés, que ceux-ci ont été fabriqués dans les fabriques ou usines établies avant 1859 ou bien, s'ils ont été fabriqués dans une fabrique établie à une date plus récente, certifier que cette fabrique appartient à un sujet de S. M. La forme de ces factures et de ces certificats sera déterminée par le Ministre des finances d'accord avec le Sénat impérial finlandais.

5. L'autorité finlandaise pourra demander que le régime de faveur soit accordé à l'importation des marchandises finlandaises dans les deux cas ci-après :

1^o Lorsqu'elles peuvent être assimilées à l'une des principales catégories de marchandises dénommées dans les tableaux annexés à l'article 2;

2^o Lorsque, tout en n'étant pas assimilables à l'une de ces catégories, les marchandises peuvent trouver dans l'Empire un placement avantageux pour l'industrie finlandaise.

Si le Ministre des finances juge que la concession de cette faveur ne peut nuire à l'industrie russe ou causer un préjudice considérable aux revenus du fisc, il pourra, dans le premier cas (§ 1), autoriser l'admission des marchandises finlandaises au régime de faveur, et dans le second (§ 2), solliciter l'autorisation souveraine dans la forme établie.

6. Les marchandises finlandaises non dénommées dans les tableaux annexés à l'article 2, ainsi que celles qui, tout en étant mentionnées dans les tableaux II et III, ne sont pas accompagnées des factures visées à l'article 4, peuvent être importées dans l'Empire, par voie de mer, par chemin de fer finlandais et par la douane de Schlussembourg, en acquittant les mêmes droits que ceux qui, d'après le tarif conventionnel, sont applicables aux marchandises étrangères, moyennant l'observation de toutes les dispositions et formalités prescrites pour ces dernières.

7. Les marchandises finlandaises dénommées dans les tableaux II et III (annexés à l'art. 2) sont soumises, à leur arrivée en douane, aux formalités douanières habituelles, sauf pour ce qui concerne la présentation des connaissements qui sont remplacés par les factures mentionnées à l'article 4. L'autorité douanière peut, si elle le juge convenable, autoriser la visite de ces marchandises sur le lieu de leur débarquement.

Remarque. — Lorsqu'un chargement arrivant par chemin de fer sera entré dans la juridiction d'une douane, celle-ci se conformera aux règlements établis dans l'Empire pour le transport par chemin de fer de chargements soumis aux formalités douanières.

8. En plus des objets dont les décisions en vigueur dans l'Empire autorisent l'importation par les points de passage situés sur les frontières de terre, peuvent être importés par les points de passage situés sur la frontière de terre finlandaise toutes les marchandises dénommées dans le tableau I (annexé à l'art. 2). Ces marchandises seront vérifiées et définitivement dédouanées dans les points de passage eux-mêmes, sans qu'il y ait besoin de présenter une déclaration, et moyennant simplement leur inscription sur des registres ad hoc.

Pour les marchandises autres que les produits agricoles bruts, on exigera la présentation de lettres de voiture délivrées par l'expéditeur. Le dédouanement définitif de toutes les marchandises dénommées dans le tableau I, ainsi que de celles figurant au tableau II, lorsque ces dernières sont accompagnées des factures visées par l'article 4, se fera dans la même forme par les postes douaniers de terre et dans la mesure de leurs attributions.

Remarque. — Les habitants des districts limitrophes, qui traversent la frontière dans le but de se livrer à des travaux agricoles ou industriels,

sont autorisés à importer en franchise avec eux les instruments indispensables à leur profession, pourvu qu'ils s'engagent à les réexporter après avoir achevé leurs travaux.

9. Si un industriel finlandais demande l'autorisation de transporter sur des chariots à Saint-Petersbourg les produits de sa propre fabrication moyennant le paiement des droits qui leur sont applicables, le Ministre des finances pourra lui accorder cette autorisation en adoptant telles mesures de précaution qu'il aura reconnu nécessaires.

10. Si l'on importe dans les points de passage ou par les postes douaniers situés sur la frontière de terre finlandaise des marchandises qui, tout en étant d'origine finlandaise, ne sont pas admises à l'importation par les points ou les postes susmentionnés (art. 8), ces marchandises seront traitées conformément aux règles établies pour la contrebande si elles n'ont pas été déclarées par l'importateur; si, au contraire, elles ont été déclarées avec leurs dénominations exactes, elles pourront être réexportées dans le Grand-Duché de Finlande. Ces dispositions sont également applicables aux marchandises dont l'importation est autorisée d'après le tableau II (annexé à l'art. 2), si ces marchandises arrivent dans des postes douaniers russes situés sur la frontière de terre finlandaise sans être accompagnées des factures établies à l'article 4.

11. Les marchandises finlandaises non soumises aux droits d'après le tarif des douanes en vigueur dans l'Empire et les marchandises dénommées dans les tableaux I et II (annexés à l'art. 2) sont dédouanées par la douane de Schlussembourg conformément à l'article 8, mais les lettres de voitures seront remplacées par des passeports douaniers (art. 15). Lorsque des marchandises finlandaises soumises aux droits sont destinées à la ville de Schlussembourg, elles seront également définitivement dédouanées dans la même forme par la susdite douane, dans la mesure des attributions accordées aux douanes de troisième classe,

12. Il est interdit aux navires arrivant du Grand-Duché de Finlande par le lac de Ladoga avec un chargement de marchandises soumises aux droits de relacher ou d'aborder à d'autres points ou lieux de la côte que les villes de Schlussembourg ou de Saint-Petersbourg. Les marchandises destinées à Saint-Petersbourg sont expédiées de Schlussembourg à Saint-Petersbourg sous la surveillance de la douane.

13. Lorsque les marchandises finlandaises dénommées dans le tableau I (annexé à l'art. 2) sont importées par mer, elles sont dédouanées sur la simple présentation des déclarations réglementaires. La remise de ces déclarations et la vérification des marchandises s'effectuera sur le lieu de débarquement, sauf pour les marchandises dont la vérification sur le lieu de débarquement sera jugée incommode par l'autorité douanière. Si la vérification ne fait pas découvrir un article prohibé ou exigeant la présentation de documents justificatifs, les marchandises vérifiées seront dédouanées sans autres formalités que leur inscription dans les registres.

14. Pour les marchandises dénommées dans le tableau IV ci-annexé, importées sans emballage par les paysans riverains finlandais sur leurs bateaux ou barques, les déclarations seront remplacées par des passeports douaniers (art. 15). Le Ministre des finances aura la faculté d'étendre

cette faveur à d'autres produits agricoles dont l'importation est autorisée d'après le tableau I (annexé à l'art. 2).

15. Les capitaines des navires arrivant par mer avec des marchandises finlandaises dénommées dans les tableaux annexés à l'article 2 ou sur lest doivent, même s'ils viennent d'un port où se trouve un bureau de douane, présenter le passeport douanier réglementaire portant indication du poids du chargement et du nombre des hommes qui composent l'équipage; ils doivent également présenter les passeports des personnes qui arrivent sur leur navire, ainsi que les papiers de bord prescrits, si le navire jauge plus de 20 tonnes.

16. Si le capitaine d'un navire jaugeant plus de 20 tonnes présente à la douane le certificat de jauge ou tout autre document relatif à la construction et à la capacité du navire, le tonnage du bâtiment sera calculé d'après ledit certificat ou document, sans qu'il y ait lieu de procéder à un nouveau jaugeage.

17. Les navires marchands finlandais jouissent pour le cabotage, c'est-à-dire pour le transport des marchandises entre les ports russes situés sur la mer Baltique et ses golfes, de tous les avantages accordés aux navires marchands russes.

Remarque. — Les navires appartenant à des personnes qui sont nées dans le Grand-Duché de Finlande sont assimilés dans les ports russes, en ce qui concerne les droits de navigation, aux navires de nationalité russe.

18. Tout capitaine de navire finlandais se rendant à Saint-Petersbourg ou à Cronstadt, à l'exception de ceux qui, conformément à l'article 14, sont dispensés de présenter une déclaration, doit s'arrêter à Cronstadt où il devra déclarer l'endroit où il désire présenter la déclaration et remplir les formalités établies pour les navires arrivant de l'étranger; ce n'est qu'après avoir rempli cette formalité qu'il pourra se rendre au lieu de sa destination muni du bulletin qui lui aura été délivré par le bureau de la marine.

19. Lorsque des marchandises finlandaises, pouvant être importées sans être accompagnées des factures visées par l'article 4, seront transbordées à Cronstadt d'un grand navire sur de petites embarcations pour être expédiées à Saint-Petersbourg, celles de ces marchandises qui sont importées sans emballage pourront, en cas de nécessité, être transbordées dans des endroits indiqués à cet effet par l'autorité maritime sur des embarcations non pontées.

20. Quand un navire finlandais se rend de Cronstadt à Saint-Petersbourg, la douane de Cronstadt peut, si elle le juge opportun, placer à bord de ce navire des gardiens, mais elle ne peut exiger que le capitaine leur paye l'indemnité établie à l'article 50 du règlement douanier. (Recueil des lois, t. VI, éd. de 1892.)

21. Les navires finlandais arrivant à Saint-Petersbourg devront aborder à l'un des points ci-après indiqués: 1^o les navires venant par mer, sur le Vassili Ostrow, au quai de la Grande Néva, entre la 13^e et la 21^e ligne, et sur la Petite Néva, en aval du pont de Touthchkow, entre la 1^{re} et la 5^e ligne, ainsi que près du pont de Kalinkine; 2^o les navires arrivant par

la Petite Néva, au quai du quartier de Pétersbourg, près du pont Sampsoniewski; 3^o les navires venant par le lac de Ladoga, au quai d'Orlow près du monastère de Smolna.

En dehors des endroits susindiqués, l'autorité douanière pourra autoriser les navires à aborder, pour décharger leurs marchandises, à tous les autres points qu'elle jugera convenables pour ces opérations.

22. Les navires arrivant du Grand-Duché de Finlande à Saint-Pétersbourg par la Petite Néva et la Névka, chargés de marchandises dénommées dans les tableaux annexés à l'article 2, devront, en passant devant le stationnaire, présenter leurs passeports et leurs manifestes, au vu desquels les stationnaires délivreront des permis spéciaux, pour qu'ils puissent continuer leur route jusqu'au lieu de débarquement. Ces permis seront restitués aux stationnaires par les capitaines des navires au moment où ceux-ci quitteront Saint-Pétersbourg.

23. Si un navire finlandais, arrivé dans un port russe avec des marchandises dénommées dans le tableau I (annexé à l'art. 2), quitte ce port sur lest, avec seulement les provisions de bord et sans qu'il y ait eu un changement dans le personnel de l'équipage, la douane apposera, sur le passeport avec lequel le navire est venu du Grand-Duché de Finlande, une annotation le dispensant de renouveler ce document, tous les règlements en vigueur relatifs à la sortie des navires devant, d'ailleurs, être observés. Cependant, si le navire repart après avoir pris un autre chargement, ou s'il y a eu un changement dans le personnel de l'équipage, il ne pourra quitter le port russe que lorsque la douane lui aura délivré un nouveau passeport.

24. La déclaration (art. 13) doit être remise à la douane suivant les règles établies, soit par le capitaine, soit par le fondé de pouvoir commercial finlandais (art. 45) qui, sans être muni d'une patente de commerce, peut se charger de remplir tous les devoirs du capitaine à l'arrivée et au départ des navires. Mais, pour avoir le droit de présenter les déclarations concernant les marchandises et les factures requises pour la visite, le fondé de pouvoir ou son commissionnaire doit être muni d'une patente de commerce.

25. Pour le déchargement et la visite des marchandises qu'il est permis de décharger et de visiter sur simple déclaration, une copie légalisée de la déclaration sera délivrée au capitaine. Cette copie devra être présentée sur le lieu du déchargement aux fonctionnaires et employés de la douane, afin qu'il puisse être procédé au déchargement et à la visite des marchandises.

26. Le fondé de pouvoirs est responsable de toute inexactitude relevée dans les déclarations qu'il a faites, si ces déclarations ne portent pas, en plus de sa signature, celle du capitaine ou du déclarant et si, pour justifier l'erreur, il ne produit pas la liste qui lui a été délivrée par le déclarant, revêtue de sa signature autographe. Dans ce dernier cas, la responsabilité retombera sur le capitaine et sur le déclarant. La responsabilité pour inexactitude relevée dans la facture présentée par le fondé de pouvoir incombe à la personne au nom de laquelle la facture a été déposée, et l'amende est garantie par les marchandises elles-mêmes.

27. Les personnes venant du Grand-Duché de Finlande sont autorisées à importer avec elles des armes pour leur propre usage, en quantité et aux conditions stipulées pour les voyageurs venant de l'étranger, mais il est interdit aux importateurs de marchandises et aux capitaines de petits navires d'être porteurs d'armes blanches ou d'armes à feu quelconques.

28. Les propriétaires finlandais porteurs de passeports en règle, qui importent des produits bruts et des ouvrages rustiques exempts de droits, sont autorisés à les vendre dans les ports et sur les marchés, directement sur leurs chariots et barques, moyennant l'observation des règlements établis pour le petit commerce.

Chapitre II. Marchandises russes exportées de l'Empire et importées dans le Grand-Duché de Finlande.

29. Les marchandises et articles de toute sorte, de provenance russe, sont admis en franchise de droits à leur exportation de l'Empire et à leur importation dans le Grand-Duché de Finlande, par mer, par voie de terre et par le lac de Ladoga. Sont exceptés: 1^o l'eau-de-vie et l'alcool de grains, dont l'importation dans le Grand-Duché de Finlande est interdite; 2^o les marchandises dénommées dans le tableau V ci-joint, qui sont imposées à leur entrée dans le Grand-Duché de Finlande; 3^o les cartes à jouer, qui sont assujetties au même impôt que les cartes fabriquées dans le Grand-Duché, et 4^o l'or de toute espèce, non ouvré, qui ne peut être admis en franchise à son exportation de l'Empire vers le Grand-Duché de Finlande que pour les besoins des usines finlandaises et moyennant la présentation de certificats spéciaux.

30. A l'exportation de l'Empire vers le Grand-Duché de Finlande de marchandises soumises aux droits d'exportation d'après le tarif général, à l'exception de l'os non ouvré (§ 4 de l'art. 29), l'expéditeur doit fournir un cautionnement égal aux droits qu'il devrait payer s'il envoyait ses marchandises à l'étranger. Ce cautionnement ne sera restitué à l'expéditeur que s'il présente un certificat, délivré par l'administration douanière finlandaise, attestant que les marchandises ont été importées dans le Grand-Duché et qu'elles ont subi le contrôle de la douane. Un certificat de même nature devra être présenté lors de l'exportation des marchandises soumises dans l'Empire à un droit d'accise, si l'expéditeur veut bénéficier de la restitution de l'accise.

31. L'exportation des marchandises russes par mer ou par le lac de Ladoga est assujettie aux mêmes formalités que le transport d'un port russe dans un autre port russe. Immédiatement après l'arrivée de ces marchandises dans un port finlandais, on doit présenter le passeport délivré par la douane de l'Empire d'où elles ont été expédiées.

32. Toutes les facilités accordées par le présent règlement, en matière de douanes, aux navires et aux marchandises finlandaises s'étendent aux navires et aux marchandises russes arrivant du Grand-Duché de Finlande et s'y rendant, en tant que ces facilités peuvent leur être applicables.

33. Les navires russes allant dans le Grand-Duché de Finlande y jouissent des mêmes droits que les navires finlandais; de plus, les navires

et les marchandises russes bénéficient dans le Grand-Duché de Finlande des mêmes avantages que ceux qui sont accordés dans l'Empire aux navires et aux marchandises finlandaises.

34. Lorsque des marchandises russes, admises en franchise de droits à leur importation de l'Empire dans le Grand-Duché de Finlande, sont importées sur des chariots, elles doivent être accompagnées de lettres de voiture délivrées par les douanes frontières de l'Empire: quant aux produits agricoles bruts et aux ouvrages rustiques, les passeports des conducteurs, délivrés par les mêmes douanes, remplaceront les lettres de voiture. Après avoir été transmises aux douanes de terre finlandaises, ces marchandises seront visitées et définitivement dédouanées, sans qu'on doive présenter une déclaration; elles seront simplement inscrites dans les registres et l'on mentionnera sur la lettre de voiture, si elle a été présentée, que ces marchandises ont été dédouanées, et sur les passeports des conducteurs, qu'elles ont traversé la frontière.

35. Si des marchandises exemptes de droits à leur importation dans le Grand-Duché sont expédiées par chemin de fer de l'Empire dans le Grand-Duché de Finlande, elles peuvent être visitées par le bureau d'expédition douanier finlandais à la station de Saint-Petersbourg pour être ensuite expédiées au lieu de destination. Ledit bureau d'expédition peut également, si les voyageurs ou les expéditeurs le désirent, visiter les effets des voyageurs, ainsi que les colis postaux et autres, et percevoir les droits qui leur sont applicables.

Chapitre III. Dispositions générales.

36. Les marchandises et articles de toute sorte, expédiés du Grand-Duché de Finlande dans l'Empire et vice-versa, à l'exception de ceux dénommés à l'article 38, doivent passer par les bureaux de douane russes et finlandais; les marchandises, y compris les produits agricoles, traversant la frontière sans passer par ces bureaux, seront traitées comme contrebande conformément aux décisions douanières en vigueur dans la localité où elles ont été saisies.

37. On établira des bureaux de douane dans la partie finlandaise de la frontière de terre, sur toutes les routes sur lesquelles il y a des bureaux de douane dans la partie russe et à une petite distance de ces derniers, et sur le lac de Ladoga, aux endroits qui seront désignés par l'administration finlandaise. Les navires et les embarcations se rendant de l'Empire dans le Grand-Duché de Finlande par le lac de Ladoga, doivent, avant d'avoir communiqué d'une façon quelconque avec la côte finlandaise, aborder aux endroits indiqués par le Ministre des finances d'accord avec l'administration finlandaise pour y être visités.

38. Les habitants riverains finlandais sont autorisés à transporter sur de petites embarcations, dans le gouvernement d'Estland, du poisson et des ouvrages de charpentier et de tonnelier, communs, confectionnés avec des bois d'essences finlandaises, pour les échanger contre des céréales, des légumes ou d'autres produits alimentaires et des briques; ces importations pourront se faire, moyennant l'observation des dispositions des articles 1071—1078

du règlement douanier (Recueil des lois, t. VI, édition de 1892), non seulement par les douanes et les postes douaniers, mais encore par les points suivants : port de Tolsbourg, quai de Maholm, Kaspervick, Eso, Alt-lsenhof (Pourtz), Vésó, Harra. Le Ministre des finances pourra, s'il le juge opportun, autoriser le commerce d'échange ci-dessus indiqué sur d'autres points de la côte.

39. Les marchandises étrangères ne peuvent être importées dans l'Empire à travers le Grand-Duché de Finlande aux conditions générales que par mer et sur chemin de fer finlandais; leur importation par voie de terre ou par le lac de Ladoga est interdite.

40. Les douanes finlandaises ne percevront pas de droits sur les marchandises étrangères qui, étant destinées à un port russe, seront importées, pour cause d'avarie, dans un port finlandais, si on déclare que ces marchandises seront transportées dans l'Empire par mer ou par chemin de fer. Dans ce cas, la douane finlandaise se bornera à dresser une liste détaillée des marchandises et à plomber les colis, et la douane russe, après réception des marchandises, délivrera au capitaine de navire ou au propriétaire du chargement un certificat qui devra être présenté aux douanes finlandaises, attestant que les plombs sont intacts et que les marchandises sont conformes à la liste.

41. Les marchandises étrangères ayant acquitté les droits dans les douanes de l'Empire peuvent être exportées à destination du Grand-Duché de Finlande aux mêmes conditions et avec les mêmes documents que les marchandises russes. Ces marchandises sont soumises dans le Grand-Duché de Finlande aux droits du tarif général du Grand-Duché, sans que la restitution des droits qu'elles ont acquitté dans l'Empire puisse être réclamée.

42. Les marchandises étrangères peuvent transiter en franchise de droits par chemin de fer sous le contrôle des douanes, aussi bien à travers l'Empire à destination du Grand-Duché de Finlande qu'à travers le Grand-Duché de Finlande à destination de l'Empire.

43. Les colis de marchandises peuvent être expédiés par la poste de l'Empire dans le Grand-Duché de Finlande et vice-versa, conformément aux décisions postales en vigueur, pourvu que le colis porte extérieurement l'indication de son contenu. Pour la perception des droits applicables aux colis postaux, on se conformera aux dispositions générales sur la matière.

44. Les effets appartenant à des personnes quittant le Grand-Duché de Finlande pour aller habiter l'Empire et vice versa peuvent être importés sans certificats d'origine, conformément aux règlements qui régissent les personnes venant de l'étranger; mais si la quantité de ces effets dépasse celle stipulée dans ces règlements, ils ne pourront être importés que moyennant l'autorisation préalable du Ministre des finances ou du Sénat Impérial finlandais, selon le cas.

45. L'autorité finlandaise peut nommer dans les villes de l'Empire, suivant son appréciation, des fondés de pouvoirs commerciaux, conformément à l'instruction à établir par le Ministre des finances d'accord avec le Gouvernement finlandais.

46. Dans des cas urgents, le Ministre des finances, les chefs des districts douaniers et les administrateurs des douanes indépendantes peuvent com-

muniquer directement avec l'administration des douanes et les gouverneurs finlandais.

47. Dans les affaires relatives à la recherche des marchandises importées en contrebande du Grand-Duché de Finlande dans l'Empire et réexportées lors des poursuites, les autorités des douanes frontières de l'Empire peuvent non seulement communiquer directement avec les autorités de police frontières finlandaises, mais encore déléguer dans le Grand-Duché de Finlande un de leurs fonctionnaires pour rechercher ces marchandises de concert avec le fonctionnaire finlandais. Les mêmes droits sont accordés dans le territoire de l'Empire à l'autorité douanière finlandaise dans les affaires relatives aux marchandises importées en contrebande dans le Grand-Duché de Finlande.

48. Le Ministère des finances de l'Empire et le Gouvernement du Grand-Duché de Finlande doivent contribuer, par l'adoption de toutes les mesures et de toutes les dispositions qui sont en leur pouvoir, à développer les relations commerciales entre l'Empire et le Grand-Duché de Finlande, et particulièrement en ce qui concerne la perception immédiate des droits applicables aux navires et aux marchandises dont l'importation est autorisée. le dédouanement le plus rapide dans les douanes frontières et les moyens à employer pour empêcher l'importation frauduleuse des marchandises d'un pays dans l'autre.

49. Le Ministère des finances et l'autorité finlandaise doivent se communiquer réciproquement toutes les décisions générales et particulières qui pourront être prises dans l'Empire ou dans le Grand-Duché de Finlande relativement aux relations commerciales entre l'Empire et le Grand-Duché.

50. Le Ministre des finances d'accord avec le Sénat impérial finlandais, et le Sénat impérial finlandais d'accord avec le Ministère des finances, sont autorisés à élucider et à compléter les stipulations du présent règlement en tant que ces dispositions ne seront pas contraires à l'esprit desdites stipulations.

40.

LUXEMBOURG.

Loi sur le domicile de secours, du 28 mai 1897.

Mémorial du 29 mai 1897, n° 31.

Nous Adolphe, etc.;

Notre Conseil d'État entendu;

De l'assentiment de la Chambre des députés;

Vu la décision de la Chambre des députés du 4 mai courant et celle du Conseil d'État du 7 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons;

Art. 1^{er}. — Les administrations communales organiseront les moyens convenables de donner des secours publics aux nécessiteux, conformément à la présente loi.

A cet effet, elles voteront des subsides aux bureaux de bienfaisance, ouvriront des souscriptions et feront faire des collectes pour le soulagement des pauvres infirmes et malades; elles prendront, suivant les circonstances, des mesures pour occuper les pauvres valides à des travaux d'utilité locale, ou pour leur procurer un autre travail salarié.

I. — Domicile de secours.

A. — Des Luxembourgeois.

Art. 2. — Le Luxembourgeois, né légitime ou légitimé, a son domicile de secours, à partir de son émancipation ou de sa majorité, dans la commune où son père habitait au moment de sa naissance.

Si le père était mort à cette époque, ou si l'intéressé est enfant naturel, il a son domicile de secours dans la commune où sa mère habitait au moment de sa naissance.

Si son père ou sa mère, quoique de nationalité luxembourgeoise, n'habitaient pas le Grand-Duché au moment de sa naissance, ou si le lieu de l'habitation qu'ils avaient alors ne peut être découvert, le lieu où il est né est son domicile de secours.

S'il est né à l'étranger d'un Luxembourgeois qui, au moment de sa naissance, n'habitait pas le Grand-Duché, il a pour domicile de secours le lieu où ses auteurs ont conservé le leur.

Art. 3. — Les dispositions de l'article qui précède seront sans application lorsque le père ou la mère de l'intéressé a, pendant sa minorité, habité une autre commune dans les conditions requises pour y acquérir domicile de secours: auquel cas le domicile de secours du père ou de la mère sera celui de l'intéressé.

Art. 4. — L'enfant mineur non émancipé a, s'il est légitime ou légitimé, le même domicile de secours que son père; en cas de décès du père, le même domicile de secours que la mère; en cas de décès des père et mère, le domicile de secours que le dernier mourant des parents avait au moment de son décès.

S'il est enfant naturel, même reconnu par son père, il a le même domicile de secours que sa mère, ou, lorsque celle-ci est décédée, le domicile de secours qu'elle avait au moment de son décès.

Art. 5. — Les enfants trouvés, nés de père ou de mère inconnus, les enfants abandonnés et les orphelins, ainsi que les aliénés, les aveugles et les sourds-muets, dont le domicile de secours ne peut être déterminé, ont leur domicile de secours dans la commune sur le territoire de laquelle ils ont été trouvés.

Art. 6. — La commune où l'indigent peut participer aux secours publics est remplacée, comme domicile de secours, par la commune où il a habité pendant quatre années consécutives et ce nonobstant des absences momentanées.

Art. 7. — La femme mariée a le domicile de secours de son mari.

Art. 8. — La veuve, la femme divorcée ou séparée de corps, la femme dont le mari a disparu ou réside à l'étranger, conservent le domicile du mari jusqu'à ce qu'elles en aient acquis un autre par elles-mêmes.

Les enfants mineurs qui sont confiés à la femme divorcée suivent la condition de leur mère.

Art. 9. — Le mineur émancipé ou devenu majeur comptera, pour l'acquisition d'un nouveau domicile de secours, l'habitation de ses parents antérieure à sa majorité ou à son émancipation.

La veuve, la femme divorcée ou séparée de corps, compteront de même l'habitation du mari antérieure au décès, au divorce ou à la séparation.

La femme dont le mari a disparu ou réside à l'étranger, comptera le temps pendant lequel son mari a habité la commune avant sa disparition ou son départ.

B. — Étrangers.

Art. 10. — Aucun étranger ne peut acquérir un domicile de secours dans le Grand-Duché, s'il n'est autorisé à s'y fixer par arrêté grand-ducal en conformité de l'art. 13 du Code civil et qu'ensuite il n'ait fait déclaration à une administration locale de vouloir prendre domicile dans la commune.

L'étranger admis et ayant fait cette déclaration acquiert son domicile de secours même dans une commune autre que celle où il a fait sa déclaration, s'il y demeure pendant quatre ans consécutifs et ce nonobstant des absences momentanées et qu'il supporte les charges et les contributions qui lui sont imposées d'après les lois générales du pays.

Art. 11. — L'étranger devenu Luxembourgeois peut porter en ligne de compte, pour l'application de l'art. 6, la durée de son habitation dans le pays antérieure à l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise.

S'il n'a pas acquis, par l'effet de l'habitation, un domicile de secours dans le pays, ce domicile sera, s'il est enfant légitime ou légitimé, au lieu où son père habitait au moment de sa naissance; si le père était mort à cette époque, ou si l'intéressé est enfant naturel, au lieu où sa mère habitait au moment de sa naissance; si le père ou la mère n'habitaient pas le Grand-Duché à cette époque, au lieu où il est né.

II. — Des séjours et des absences.

Art. 12. — Seront considérés comme momentanés, pour l'application de la présente loi, les séjours et les absences dont la durée, dans leur ensemble, n'aura pas dépassé respectivement le terme de six mois, sauf le cas de force majeure résultant de maladie.

Art. 13. — N'est point comptée soit comme temps d'habitation, soit comme temps d'absence, la durée du séjour sur le territoire d'une commune, des gendarmes et soldats volontaires en service actif, n'ayant pas le grade d'officier, ainsi que des douaniers n'ayant pas le grade de receveur.

Il en est de même de la durée du séjour des détenus et des individus mis à la disposition du Gouvernement dans les prisons et autres lieux; des aliénés dans les maisons de santé, des individus admis ou placés dans des

établissements de bienfaisance par la charité publique, ou des individus secourus à domicile par celle-ci.

Si le temps pendant lequel ces secours à domicile ont été accordés, n'a pu être établi d'une manière directe, il y a lieu d'en déterminer l'équivalent en journées de subsistance d'après le taux officiel de la journée de travail.

Le temps d'habitation ou d'absence antérieure et postérieure à celui qui ne peut compter, aux termes des paragraphes qui précèdent, sera réuni pour former le terme des quatre ou dix années requis par les art. 6 et 27 n° 3 de la présente loi.

Art. 14. — L'absence ou le séjour de l'indigent obtenu dans les conditions de l'art. 45 de la présente loi ne sera pas pris en considération pour la fixation du domicile de secours.

III. — Des secours à fournir.

Art. 15. — Tout indigent, indigène ou étranger, sera, en cas de nécessité urgente, secouru provisoirement par la commune où il se trouve.

A l'exception des cas prévus à l'art. 17, ces secours restent jusqu'à concurrence de quinze francs à charge de la commune qui les a fournis; le surplus, considéré comme secours provisoire, est remboursable comme tel, d'après les règles établies par la présente loi.

Art. 16. — Si la commune où des secours provisoires sont accordés, n'est pas le domicile de secours de l'indigent, le recouvrement des frais pourra être poursuivi à la charge de la commune de ce domicile, et respectivement de la commune constituée débitrice de l'assistance due dans les prévisions spéciales de l'art. 17, sauf le recours de celle-ci à l'État, s'il y a lieu.

Art. 17. — Les frais d'entretien et de traitement pendant les six premières semaines, en cas de maladie contractée par suite du travail ou de blessure reçue pendant et à l'occasion du travail, des domestiques à gages, des ouvriers ou apprentis travaillant pour le compte d'un patron, tombent entièrement à charge de la commune où se trouvent la maison, l'entreprise, l'exploitation ou l'établissement industriel auxquels ces personnes sont attachées. Si le malade ou le blessé ne se trouvent pas sur le territoire de cette commune, celle-ci devra en être avertie par la commune qui avance les secours à l'indigent malade ou blessé.

Si le traitement devait durer plus de six semaines, la commune du domicile de secours devra être avertie de cette circonstance au plus tard huit jours avant l'expiration du délai de six semaines; en cas contraire, la restitution des frais ne pourra être réclamée que pour le délai commençant huit jours avant l'avertissement donné.

Art. 18. — La commune où des secours provisoires ont été accordés, sera tenue d'en donner avis directement, dans le plus bref délai, par lettre recommandée, à la commune qui est ou qu'on présume être le domicile de secours de l'indigent et respectivement de celle qui se trouve tenue de l'obligation d'assistance déterminée par l'art. 17 qui précède.

Si l'on ne peut préciser laquelle de deux ou de plusieurs communes est le domicile de secours, l'avertissement sera donné dans le même délai et dans la même forme aux administrations de ces différentes communes.

Si, malgré les diligences de l'administration de la commune où les secours sont accordés, le domicile de secours de l'indigent ne peut être immédiatement découvert, ou si les secours ont été donnés à un étranger, l'avertissement sera donné le plus tôt possible au Gouvernement et il y sera joint un exposé de la situation et tous les renseignements recueillis qui pourront faciliter les recherches.

Art. 19. — A l'égard des aliénés indigents colloqués en vertu de l'art. 7 n° 3 de la loi du 7 juillet 1880, sur le régime des aliénés, la formalité de l'avertissement sera remplie de la même manière par la commune qui aura demandé la collocation.

L'État sera tenu des frais, en attendant que le domicile de secours soit établi ou reconnu.

Si la collocation a été ordonnée par application de l'art. 7 n° 4 ou n° 6 de la dite loi sur le régime des aliénés, ou si un individu mis à la disposition du Gouvernement a été placé au dépôt de mendicité ou à la maison de correction, le Gouvernement devra faire procéder aux formalités prévues par l'art. 18 de la présente loi.

Art. 20. — A défaut d'avoir donné des avertissements de la manière déterminée et dans le délai de huit jours au plus, la commune sera déchue du droit de réclamer le remboursement de toutes les avances faites antérieurement au huitième jour précédant l'envoi de ces avertissements.

Art. 21. — Si les communes qui sont présumées être le domicile de secours n'ont pas donné de réponse dans un mois, l'avertissement sera adressé au Gouvernement avec toutes les pièces justificatives tant des secours fournis que de l'accomplissement des devoirs prévus aux art. 18, 19 et 20.

Art. 22. — En dehors des cas prévus par l'art. 17, le remboursement des soins médicaux fournis à un indigent pourra être réclaté à la commune du domicile de secours de celui-ci par la commune qui les aura avancés.

Si le médecin traitant reçoit un traitement fixe de cette dernière commune pour soigner tout les indigents sans distinction, ce remboursement aura lieu pour une part proportionnelle aux soins donnés.

Art. 23. — Les frais relatifs à la sépulture des indigents décédés dans les hospices ou hôpitaux, dans le dépôt de mendicité ou dans les prisons, sont compris parmi les frais généraux de ces établissements.

Art. 24. — Le remboursement des frais d'assistance faits en exécution de la présente loi peut être poursuivi soit à charge des personnes secourues, soit à charge de ceux qui leur doivent des aliments. Il peut être également poursuivi à charge de ceux qui sont responsables de la blessure ou de la maladie qui a nécessité l'assistance ou à charge des sociétés ou caisses d'assurance auxquelles l'indigent secouru participe.

Ces actions se prescrivent par trois ans.

Les recours en question pourront aussi être exercés par l'État, si l'État doit intervenir dans les frais d'assistance.

Art. 25. — L'action en recouvrement des frais d'assistance qui sont prévus par la présente loi, sauf ceux dont il est fait mention à l'article

précédent, est prescrite un an après la date de l'envoi des états de débours. Cette prescription est interrompue par toute reconnaissance annuelle ou par toute réclamation faite annuellement conformément à la présente loi.

Art. 26. — Lorsque les personnes qui doivent les aliments à un aliéné ou à un épileptique reçu dans un hospice en vertu d'un arrêté de collocation pris par l'autorité compétente, sans être dans l'indigence, se trouvent cependant dans une position telle que les frais d'entretien du malade, s'ils restent entièrement à leur charge durant une série d'années, sont de nature à leur imposer des sacrifices excessifs, l'administration communale pourra, sous l'approbation du directeur général du service afférent, traiter avec la famille du malade. Dans ce cas, cette dernière supportera une partie des frais d'entretien proportionnés à ses ressources et pour le restant l'État et la commune interviendront conformément à la présente loi.

IV. — De l'intervention de l'État dans les frais de l'assistance publique.

Art. 27. — L'État interviendra, selon les proportions indiquées par l'art. 29, dans le paiement des frais d'entretien et de traitement:

1^o des indigents dont le domicile de secours est réglé par l'al. 3 ou par l'al. 4 de l'art. 2 ci-dessus;

2^o des enfants trouvés nés de père ou mère inconnus;

3^o des indigents qui, nonobstant des séjours momentanés, auront été volontairement absents pendant plus de dix années consécutives de la commune de leur domicile de secours, et sans en avoir acquis un autre en vertu de l'art. 6 de la présente loi;

4^o des indigents infirmes âgés de soixante-cinq ans accomplis;

5^o des orphelins indigents ou enfants abandonnés placés dans un établissement spécial jusqu'à l'âge de quinze ans accomplis;

6^o des aliénés, des épileptiques, des aveugles, des sourds-muets indigents;

7^o des vagabonds, mendiants et autres individus mis à la disposition du Gouvernement par décision d'une juridiction répressive, en vertu des art. 342 à 347, 563, n^o 6 du Code pénal, de la loi du 4 juillet 1843, sur la séquestration, et de l'arrêté royal du 3 février 1815.

Art. 28. — L'entretien et le traitement des indigents dont le domicile de secours n'a pu être découvert, sont à charge de l'État.

Art. 29. — Les frais d'entretien ou d'assistance des individus dont mention à l'art. 27 seront répartis entre les diverses sections composant la commune qui a la charge d'entretien, au marc le franc de leurs contributions foncière et mobilière réunies.

La part à supporter par l'État dans le paiement de ces frais sera:

1^o de 80 pCt. du contingent incombant aux sections d'après les bases ci-dessus, si, pendant l'exercice qui a précédé l'année de l'entretien, les centimes additionnels aux contributions perçus pour compte de la section, y compris les centimes de majoration perçus par les communes pour la voirie vicinale, se sont élevés à plus de 50 pCt.;

2^o de 65 pCt., si les centimes additionnels se sont élevés à plus de 25 pCt., sans dépasser 50 pCt.;

3^e de 50 pCt., si les centimes additionnels se sont élevés de 1 à 25 pCt., inclusivement;

4^e de 35 pCt., si la section n'a pas prélevé d'imposition communale.

Les habitants de la ville de Luxembourg sont censés payer, à raison de leur octroi, une imposition communale de 20 pCt.

A l'égard des communes ayant des fondations spéciales, des hospices civils ou des bureaux de bienfaisance, dotés ensemble de revenus propres supérieurs à 500 fr., la part contributive de l'État, prévue aux nos 1 à 6 incl. de l'art. 27, sera réduite dans la proportion existant entre le montant total des dépenses exposées dans l'intérêt de la bienfaisance en général et le montant de ces revenus propres.

Art. 30. — L'État contribuera, d'après les bases qui précèdent, aux frais incombant aux communes du chef du rapatriement d'individus appartenant aux catégories susdénommées, ainsi que de leur séjour dans les établissements publics de l'étranger.

Art. 31. — Lorsque des secours ont été accordés à un étranger en vertu de l'art. 15, mais en dehors des prévisions dont s'occupent l'art. 15 § 2 et l'art. 17, l'État supportera ces frais d'assistance.

Cependant, si l'étranger a résidé au moins pendant trois mois dans la commune qui a fourni les secours, cette commune doit supporter deux cinquièmes des frais exposés par elle.

Art. 32. — La commune qui se sera reconnue ou aura été déclarée définitivement domicile de secours, doit, après cette reconnaissance ou après la notification de la décision, faire connaître dans les huit jours au Gouvernement qu'il y a lieu à l'intervention de l'État, conformément à l'art. 27.

Elle joindra toutes les pièces justifiant l'intervention de l'État.

Si l'avis est donné après le délai indiqué, l'État ne sera tenu d'intervenir dans les frais d'assistance qu'à partir de la huitaine précédant la demande en intervention.

V. — Du paiement des frais avancés.

Art. 33. — Les avances faites à titre de secours seront remboursées par la commune débitrice, sur la présentation d'un état de débours.

La taxe de cet état sera demandée, à peine de déchéance, dans le mois de la présentation. Elle sera faite par le Gouvernement ou par son délégué spécial.

Art. 34. — A défaut de paiement dans les trois mois de la présentation de l'état de débours ou dans le mois de la notification de la décision intervenue sur la demande de taxe, un intérêt de 4 pCt. est dû sur les sommes à rembourser, à moins que l'administration débitrice n'ait obtenu du Gouvernement un délai de paiement.

Art. 35. — Le tarif pour le remboursement des frais d'entretien des indigents admis dans les maisons de santé, les hospices ou hôpitaux, tant privés que publics, est arrêté au commencement de l'année par le Gouvernement pour toute la durée de l'année.

Le prix d'entretien sera calculé sur les dépenses réelles de l'avant-dernière année écoulée.

Art. 36. — Si le domicile de secours ne peut être découvert, la commune où l'indigent a été secouru est à considérer provisoirement comme domicile de secours.

Si le domicile de secours est découvert ou si une commune qui n'y était pas tenue, a remboursé les frais d'assistance, le remboursement pourra être réclamé à charge du véritable domicile pour les cinq années antérieures à l'avertissement donné dans les formes et les délais prescrits par les art. 18, 19 et 20.

Ce remboursement partiel pourra être également réclamé dans les mêmes conditions, lorsque le domicile de secours des personnes visées à l'art. 5 est découvert.

VI. — Du renvoi de l'indigent dans sa commune.

Art. 37. — L'indigent secouru provisoirement sera renvoyé dans la commune où il a son domicile de secours, si celle-ci en fait la demande par lettre recommandée.

Le Gouvernement pourra requérir le renvoi, dans l'établissement qu'il désignera, des indigents dont les frais d'assistance sont pour une partie à charge de l'État.

Art. 38. — Si, nonobstant cette demande de renvoi, la commune du séjour de l'indigent continue les secours, ceux-ci resteront à sa charge, à moins qu'il n'y ait lieu d'appliquer l'art. 39.

Art. 39. — Le renvoi pourra être différé lorsque l'état de l'indigent l'exigera.

Le renvoi réclamé par la commune du domicile de secours pourra n'avoir pas lieu, si l'indigent est admis ou doit être traité dans un hospice ou institut spécial qui n'existerait pas dans la commune.

Le certificat du médecin qui aura constaté ces circonstances, doit être communiqué en copie par lettre recommandée à la commune du domicile de secours.

VII. — Des contestations.

Art. 40. — Toutes les contestations relatives au domicile de secours sont décidées, à la requête de la partie la plus diligente, par le Gouvernement ou par un conseiller de Gouvernement délégué.

Art. 41. — Les communes sont tenues de faire parvenir les renseignements demandés par l'autorité supérieure, dans le délai d'un mois. Elles pourront demander avant l'expiration de ce délai une prorogation, en faisant connaître les motifs qui justifient le retard.

Si les renseignements demandés n'ont pas été fournis à l'expiration des délais fixés, le Gouvernement pourra procéder à telle instruction qu'il jugera convenir, ou passer outre à la décision, qui aura le caractère d'une décision contradictoire.

Les frais d'instruction occasionnés par le silence de la commune intéressée resteront à sa charge, quelque soit le résultat de la décision intervenue.

Art. 42. — Il sera procédé aux enquêtes par la personne qui aura été déléguée à cet effet par le Gouvernement.

Les témoins sont entendus sous la foi du serment. Les personnes qui refuseraient de comparaître ou de déposer, sont passibles des peines comminées par l'art. 80 du Code d'instruction criminelle.

Art. 43. — Un recours au Conseil d'État, comité du contentieux, est ouvert contre les décisions intervenues conformément aux dispositions en vigueur.

Cependant, lorsque la contestation concerne exclusivement la taxe des débours faite au vœu de l'art. 33, le recours n'est recevable que pour autant que la somme réclamée ou taxée est au moins de trois cent francs.

Art. 44. — Lorsqu'une décision fixant le domicile de secours ou le montant de la taxe est passée en force de chose jugée, et que malgré l'invitation aucune délibération du conseil communal réglant le mode de remboursement des frais d'assistance ou d'entretien en question n'est intervenue dans le délai d'un mois, ces frais seront liquidés, sans autre formalité, sur le fonds des dépenses communales, à charge de la commune du domicile de secours, sans préjudice de la part pouvant éventuellement en incomber à l'État.

VIII. — Pénalités.

Art. 45. — Quiconque, dans l'intention de soustraire une commune aux charges que la présente loi impose, aura, directement ou indirectement, par des promesses, menaces, abus d'autorité ou de pouvoir, machination ou artifice coupable, amené un individu à quitter le territoire d'une commune, ou à y rester, sera puni d'une amende de cinquante francs à cinq cents francs, sans préjudice des dommages-intérêts, s'il y a lieu.

Art. 46. — Sera puni d'un emprisonnement de un à six mois et d'une amende de vingt-six francs à cent francs, celui qui se sera déchargé sur l'assistance publique des obligations qui lui sont imposées par les art. 203, 205, 206 et 212 du Code civil, soit qu'il ait refusé de remplir ces obligations alors qu'il est en état de le faire, soit que, par suite d'ivrognerie ou de débauche habituelle, il se trouve dans l'impossibilité de les remplir.

Dans les mêmes circonstances, la peine prévue par l'alinéa 1^{er} sera prononcée contre celui des époux qui sera en défaut de fournir à l'autre l'alimentation et l'habitation auxquelles il est tenu, soit en vertu de la loi, soit en exécution de décisions judiciaires.

Art. 47. — Les dispositions du Livre 1^{er} du Code pénal, à l'exception des §§ 2 et 3 de l'art. 72 et des §§ 2, 3 et 4 de l'art. 76, ainsi que celles de la loi du 18 juin 1879, portant attribution aux cours et aux tribunaux de l'appréciation des circonstances atténuantes, sont applicables aux infractions prévues par la présente loi.

IX. — Dispositions diverses.

Art. 48. — L'étranger n'a droit à aucun avantage ou émolument communal aussi longtemps qu'il n'a pas été admis à se fixer dans le Grand-Duché de la manière énoncée à l'art. 10, ou qu'il n'a pas acquis la qualité de Luxembourgeois.

Art. 49. — Ceux qui antérieurement à la mise en vigueur de la présente loi ont été admis à participer aux secours publics dans une commune, y conservent leur domicile de secours.

Art. 50. — La loi du 4 juillet 1848, sur le domicile de secours, la loi du 26 juin 1874, sur les frais d'entretien des aliénés et épileptiques indigents, l'arrêté royal du 6 novembre 1822, relatif aux frais d'entretien des enfants trouvés, et toutes dispositions contraires à la présente loi sont abrogés.

Art. 51. — La présente loi entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1898.

Mandons et ordonnons etc.

Luxembourg, le

Adolphe.

Ch. Rischard.

41.

ALLEMAGNE.

Loi sur l'émigration du 9 juin 1897.

Reichsgesetzblatt 1897, Nr. 26.

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden Deutscher Kaiser, König von Preussen etc. verordnen im Namen des Reichs, nach erfolgter Zustimmung des Bundesraths und des Reichstags, was folgt:

I. Unternehmer.

§ 1. — Wer die Beförderung von Auswanderern nach ausserdeutschen Ländern betreiben will (Unternehmer), bedarf hierzu der Erlaubniss.

§ 2. — Zur Ertheilung oder Versagung der Erlaubniss ist der Reichskanzler unter Zustimmung des Bundesraths zuständig.

§ 3. — Die Erlaubniss ist in der Regel nur zu ertheilen:

- a) an Reichsangehörige, welche ihre gewerbliche Niederlassung im Reichsgebiete haben;
- b) an Handelsgesellschaften, eingetragene Genossenschaften und juristische Personen, welche im Reichsgebiet ihren Sitz haben; an offene Handelsgesellschaften, Kommanditgesellschaften und Kommanditgesellschaften auf Aktien jedoch nur, wenn ihre persönlich haftenden Gesellschafter sämmtlich Reichsangehörige sind.

§ 4. — Ausländischen Personen oder Gesellschaften, sowie solchen Reichsangehörigen, welche ihre gewerbliche Niederlassung nicht im Reichsgebiete haben, darf die Erlaubniss nur ertheilt werden, wenn sie

- a) einen im Reichsgebiete wohnhaften Reichsangehörigen zu ihrem Bevollmächtigten bestellen, welcher sie in den auf die Beförderung der Auswanderer bezüglichen Angelegenheiten Behörden und Privaten gegenüber rechtsverbindlich zu vertreten hat,

- b) wegen der aus der Annahme und Beförderung der Auswanderer erwachsenden Rechtsstreitigkeiten dem deutschen Rechte und den deutschen Gerichten sich unterwerfen.

§ 5. — Vor Ertheilung der Erlaubniss hat der Nachsuchende eine Sicherheit im Mindestbetrage von fünfzigtausend Mark zu bestellen und im Falle beabsichtigter überseeischer Beförderung den Nachweis zu führen, dass er Rheder ist.

§ 6. — Die Erlaubniss ist nur für bestimmte Länder, Theile von solchen oder bestimmte Orte und im Falle überseeischer Beförderung nur für bestimmte Einschiffungshäfen zu ertheilen.

§ 7. — Bei Ertheilung der Erlaubniss an solche deutsche Gesellschaften, welche sich die Besiedelung eines von ihnen in überseeischen Ländern erworbenen Gebiets zur Aufgabe machen, ist der Reichskanzler an die Vorschriften des § 5 nicht gebunden.

Im Uebrigen können aus besonderen Gründen Ausnahmen von den Vorschriften des § 5 zugelassen werden.

§ 8. — Die Erlaubniss berechtigt den Unternehmer zum Geschäftsbetrieb im ganzen Reichsgebiete mit der Einschränkung, dass er ausserhalb des Gemeindebezirkes seiner gewerblichen Niederlassung und des Gemeindebezirkes seiner etwaigen Zweigniederlassungen bei der Ausübung seines gesamten Geschäftsbetriebs, soweit es sich dabei nicht lediglich um die Ertheilung von Auskunft auf Anfrage oder um die Veröffentlichung der Beförderungsgelegenheiten und Beförderungsbedingungen handelt, ausschliesslich der Vermittelung seiner nach §§ 11 ff. zugelassenen Agenten sich zu bedienen hat.

§ 9. — Der Unternehmer kann seine Befugnisse zum Geschäftsbetriebe durch Stellvertreter ausüben. Die Bestellung eines solchen ist erforderlich für die Geschäftsführung in Zweigniederlassungen.

Nach dem Tode des Unternehmers sowie im Falle einer Vormundschaft oder Pflegschaft kann der Geschäftsbetrieb noch längstens sechs Monate durch Stellvertreter fortgesetzt werden.

Die Bestellung eines Stellvertreters bedarf der Genehmigung des Reichskanzlers.

§ 10. — Die den Unternehmern ertheilte Erlaubniss kann unter Zustimmung des Bundesraths vom Reichskanzler jederzeit beschränkt oder widerrufen werden. Die Genehmigung der Bestellung eines Stellvertreters kann vom Reichskanzler jederzeit widerrufen werden.

II. Agenten.

§ 11. — Wer bei einem Betriebe der im § 1 bezeichneten Art durch Vorbereitung, Vermittelung oder Abschluss des Beförderungsvertrags gewerbmässig mitwirken will (Agent), bedarf hierzu der Erlaubniss.

§ 12. — Die Erlaubniss wird von der höheren Verwaltungsbehörde ertheilt.

§ 13. — Die Erlaubniss darf nur ertheilt werden an Reichsangehörige, welche im Bezirke der höheren Verwaltungsbehörde (§ 12) ihre gewerbliche Niederlassung oder ihren Wohnsitz haben und von einem zugelassenen Unternehmer (§ 1) bevollmächtigt sind.

Die Erlaubniss darf auch bei Erfüllung der vorstehenden Erfordernisse nicht erteilt werden:

- a) wenn Thatfachen vorliegen, welche die Unzuverlässigkeit des Nachsuchenden in Beziehung auf den beabsichtigten Geschäftsbetrieb darthun;
- b) wenn einer den Verhältnissen des Verwaltungsbezirktes der zuständigen Verwaltungsbehörde entsprechenden Anzahl von Personen die Erlaubniss zum Betriebe des Geschäfts eines Auswanderungsagenten erteilt oder ausgedehnt (§ 15) worden ist.

§ 14. — Vor Ertheilung der Erlaubniss hat der Nachsuchende eine Sicherheit im Mindestbetrage von fünfzehnhundert Mark zu bestellen.

§ 15. — Die Erlaubniss berechtigt zum Geschäftsbetrieb im Bezirke der die Erlaubniss ertheilenden Behörde, wenn sie nicht auf einen Theil desselben beschränkt wird. Im Einvernehmen mit dieser Behörde kann jedoch dem Agenten die Ausdehnung seines Geschäftsbetriebs auf benachbarte Bezirke von den für letztere zuständigen Verwaltungsbehörden gestattet werden.

§ 16. — Für andere als den in der Erlaubnissurkunde namhaft gemachten Unternehmer sowie auf eigene Rechnung darf der Agent Geschäfte der im § 11 bezeichneten Art nicht besorgen.

§ 17. — Dem Agenten ist es untersagt, seine Geschäfte in Zweigniederlassungen, durch Stellvertreter oder im Umherziehen zu betreiben.

§ 18. — Die dem Agenten erteilte Erlaubniss kann jederzeit beschränkt oder widerrufen werden.

Die Erlaubniss muss widerrufen werden:

- a) wenn den Erfordernissen nicht mehr genügt wird, an welche die Ertheilung der Erlaubniss nach § 13 Absatz 1 gebunden ist;
- b) wenn Thatfachen vorliegen, welche die Unzuverlässigkeit des Agenten in Beziehung auf den Geschäftsbetrieb darthun;
- c) wenn die Sicherheit ganz oder zum Theil zur Deckung der auf ihr haftenden Ansprüche verwendet worden ist und nicht binnen vier Wochen nach ergangener Aufforderung neu bestellt oder ergänzt wird.

§ 19. — Gegen die auf Grund der §§ 11 bis 15 und 18 von der höheren Verwaltungsbehörde getroffenen Verfügungen ist Beschwerde an die Aufsichtsbehörde zulässig. Die Frist zur Einlegung der Beschwerde beträgt zwei Wochen.

III. Gemeinsame Bestimmungen für Unternehmer und Agenten.

§ 20. — Die von den Unternehmern und von den Agenten bestellten Sicherheiten haften für alle anlässlich ihres Geschäftsbetriebs gegenüber den Behörden und gegenüber den Auswanderern begründeten Verbindlichkeiten sowie für Geldstrafen und Kosten.

§ 21. — Der Bundesrath erlässt nähere Bestimmungen über den Geschäftsbetrieb der Unternehmer und Agenten und deren Beaufsichtigung, namentlich auch

- a) über die von ihnen zu führenden Bücher, Listen, statistischen und sonstigen Nachweisungen sowie über die in Anwendung zu bringenden Vertragsformulare;
- b) über die Art und Weise der Sicherheitsbestellung und die Bedingungen, welche über die Haftbarkeit sowie über die Ergänzung und die Rückgabe der Sicherheit in die Bestellsurkunde aufzunehmen sind.

IV. Allgemeine Bestimmungen über die Beförderung von Auswanderern.

§ 22. — Der Unternehmer darf Auswanderer nur befördern auf Grund eines vorher abgeschlossenen schriftlichen Vertrags.

Den Auswanderern darf nicht die Verpflichtung auferlegt werden, den Beförderungspreis oder einen Theil desselben oder ihnen geleistete Vorschüsse nach ihrer Ankunft am Bestimmungsorte zu zahlen oder zurückzuerstatten oder durch Arbeit abzuverdienen; ebensowenig dürfen sie in der Wahl ihres Aufenthaltsortes oder ihrer Beschäftigung im Bestimmungslande beschränkt werden.

§ 23. — Verboten ist die Beförderung sowie der Abschluss von Verträgen über die Beförderung:

- a) von Wehrpflichtigen im Alter vom vollendeten siebzehnten bis zum vollendeten fünfundzwanzigsten Lebensjahre, bevor sie eine Entlassungsurkunde (§ 14 des Gesetzes über die Erwerbung und den Verlust der Bundes- und Staatsangehörigkeit vom 1. Juni 1870) oder ein Zeugniß der Ersatzkommission darüber beigebracht haben, dass ihrer Auswanderung aus dem Grunde der Wehrpflicht kein Hinderniss entgegensteht;
- b) von Personen, deren Verhaftung oder Festnahme von einer Gerichts- oder Polizeibehörde angeordnet ist;
- c) von Reichsangehörigen, für welche von fremden Regierungen oder von Kolonisationsgesellschaften oder ähnlichen Unternehmungen der Beförderungspreis ganz oder theilweise bezahlt wird oder Vorschüsse geleistet werden; Ausnahmen von dieser Bestimmung kann der Reichskanzler zulassen.

§ 24. — Auswanderer, welche sich nicht im Besitze der nach § 23, a erforderlichen Urkunde befinden, oder welche zu den im § 23 unter b und c bezeichneten Personen gehören, können durch die Polizeibehörden am Verlassen des Reichsgebiets verhindert werden.

Die Polizeibehörden in den Hafenorten sind befugt, die Unternehmer an der Einschiffung von Personen zu verhindern, deren Beförderung auf Grund dieses Gesetzes verboten ist.

V. Besondere Bestimmungen für die überseeische Auswanderung nach aussereuropäischen Ländern.

§ 25. — Verträge über die überseeische Beförderung von Auswanderern müssen auf Beförderung und Verpflegung bis zur Landung im aussereuropäischen Ausschiffungshafen gerichtet sein. Sie sind auf die Weiter-

beförderung und Verpflegung vom Ausschiffungshafen bis an das Auswanderungsziel zu erstrecken, insoweit dies bei der Ertheilung der Erlaubniss (§ 1) zur Bedingung gemacht ist.

Soll das Schiff in einem ausserdeutschen Hafen bestiegen oder gewechselt werden, so ist dies in den Beförderungsvertrag aufzunehmen.

§ 26. — Der Verkauf von Fahrscheinen an Auswanderer zur Weiterbeförderung von einem überseeischen Platze aus ist verboten.

Dieses Verbot findet jedoch keine Anwendung auf Verträge, durch welche der Unternehmer (§ 1) sich zugleich zur Weiterbeförderung vom überseeischen Ausschiffungshafen aus verpflichtet.

§ 27. — Der Unternehmer ist verpflichtet, den Auswanderern an dem zu ihrer Einschiffung oder Weiterbeförderung bestimmten Orte bei jeder nicht von ihnen selbst verschuldeten Verzögerung der Beförderung von dem vertragsmässig bestimmten Abfahrtstag an ohne besondere Vergütung Unterkunft und Verpflegung zu gewähren.

§ 28. — Falls die Verzögerung länger als eine Woche dauert, hat der Auswanderer, unbeschadet der ihm nach dem bürgerlichen Rechte etwa zustehenden Ansprüche auf Schadensersatz, das Recht, von dem Vertrage zurückzutreten und die Rückerstattung des gezahlten Ueberfahrtsgeldes zu verlangen.

§ 29. — Die Rückerstattung des Ueberfahrtsgeldes kann auch dann verlangt werden, wenn der Auswanderer oder einer der ihn begleitenden Familienangehörigen vor Antritt der Seereise stirbt oder nachweislich durch Krankheit oder durch sonstige ausser seiner Macht liegende Zwischenfälle am Antritte der Seereise verhindert wird.

Das Gleiche gilt, wenn in Fällen des § 26 Abs. 2 die Verhinderung im überseeischen Ausschiffungshafen eintritt, rücksichtlich des den Weiterbeförderungskosten entsprechenden Theiles des Ueberfahrtsgeldes.

Die Hälfte des Ueberfahrtsgeldes kann zurückverlangt werden, wenn der Auswanderer vor Antritt der Reise vom Vertrag aus anderen Gründen zurücktritt.

§ 30. — Wird das Schiff durch einen Seeunfall oder einen anderen Umstand an der Fortsetzung der Reise verhindert oder zu einer längeren Unterbrechung derselben genöthigt, so ist der Unternehmer (§ 1) verpflichtet, ohne besondere Vergütung den Auswanderern angemessene Unterkunft und Verpflegung zu gewähren und die Beförderung derselben und ihres Gepäcks nach dem Bestimmungsorte sobald als möglich herbeizuführen.

Diese Vorschrift findet sinngemässe Anwendung auf die Weiterbeförderung vom überseeischen Ausschiffungshafen aus (§ 26 Absatz 2).

§ 31. — Vereinbarungen, welche den Bestimmungen der §§ 27 bis 30 zuwiderlaufen, haben keine rechtliche Wirkung.

§ 32. — Der Unternehmer kann verpflichtet werden, zur Sicherstellung der ihm aus den §§ 27 bis 30 entstehenden Verpflichtungen eine das Ueberfahrtsgeld um den halben Betrag übersteigende Summe zu versichern oder einen der Versicherungssumme entsprechenden Betrag zu hinterlegen.

§ 33. — Der Unternehmer hat dafür Sorge zu tragen, dass das Schiff, mit welchem die Auswanderer befördert werden sollen, für die beabsichtigte

Reise völlig seetüchtig, vorschriftmässig eingerichtet, ausgerüstet und verproviantirt ist.

Die gleiche Verpflichtung trifft den Führer des Schiffes.

§ 34. — Jedes Auswandererschiff unterliegt vor dem Antritte der Reise einer Untersuchung über seine Seetüchtigkeit, Einrichtung, Ausrüstung und Verproviantirung.

Die Untersuchung erfolgt durch amtliche, von den Landesregierungen bestellte Besichtiger.

§ 35. — Vor Abgang des Schiffes ist der Gesundheitszustand der Auswanderer und der Schiffsbesatzung durch einen von der Auswanderungsbehörde (§ 40) zu bestimmenden Arzt zu untersuchen.

§ 36. — Der Bundesrath erlässt Vorschriften über die Beschaffenheit, Einrichtung, Ausrüstung und Verproviantirung der Auswandererschiffe, über die amtliche Besichtigung und Kontrolle dieser Schiffe, ferner über die ärztliche Untersuchung der Reisenden und der Schiffsbesatzung vor der Einschiffung, über die Anschliessung kranker Personen, über das Verfahren bei der Einschiffung und über den Schutz der Auswanderer in gesundheitlicher und sittlicher Hinsicht.

Die vom Bundesrath erlassenen Vorschriften sind durch das Reichsgesetzblatt zu veröffentlichen und dem Reichstage bei seinem nächsten Zusammenritte zur Kenntnissnahme vorzulegen.

§ 37. — Als Auswandererschiffe im Sinne dieses Gesetzes gelten alle nach aussereuropäischen Häfen bestimmten Seeschiffe, mit denen, abgesehen von den Kajütpassagieren, mindestens fünfundzwanzig Reisende befördert werden sollen.

VI. Auswanderungsbehörden.

§ 38. — Zur Mitwirkung bei Ausübung der dem Reichskanzler auf dem Gebiete des Auswanderungswesens zustehenden Befugnisse wird ein sachverständiger Beirath gebildet, welcher aus einem Vorsitzenden und mindestens vierzehn Mitgliedern besteht. Den Vorsitzenden ernennt der Kaiser. Die Mitglieder werden vom Bundesrathe gewählt. Alle zwei Jahre findet eine Neuwahl sämmtlicher Mitglieder statt. Im Uebrigen wird die Organisation des Beiraths durch ein vom Bundesrathe zu erlassendes Regulativ und seine Thätigkeit durch eine selbstgegebene Geschäftsordnung geregelt.

§ 39. — Die Anhörung des Beiraths muss erfolgen vor Ertheilung der Erlaubniss für solche Unternehmungen, welche die Besiedelung eines bestimmten Gebiets in überseeischen Ländern zum Gegenstande haben, sowie im Falle der Beschränkung oder des Widerrufs der einem Unternehmer ertheilten Erlaubnisse.

Ausserdem können auf dem Gebiete des Auswanderungswesens von dem Reichskanzler geeignete wichtigere Fragen dem Beirathe zur Begutachtung vorgelegt und von letzterem Anträge an den Reichskanzler gestellt werden.

§ 40. — Zur Ueberwachung des Auswanderungswesens und der Ausführung der darauf bezüglichen Bestimmungen sind an denjenigen Hafenplätzen, für welche Unternehmer zugelassen sind, von den Landesregierungen Auswanderungsbehörden zu bestellen.

§ 41. — In den Hafenorten übt der Reichskanzler die Aufsicht über das Auswanderungswesen durch von ihm bestellte Kommissare aus.

Diese Kommissare sind befugt, den im § 34 vorgesehenen Untersuchungen beizuwohnen, auch selbständig Untersuchungen der Auswandererschiffe vorzunehmen. Sie haben die Landesbehörden auf die von ihnen wahrgenommenen Mängel und Verstösse aufmerksam zu machen und auf deren Abstellung zu dringen.

Die Führer von Auswandererschiffen sind verpflichtet, den Kommissaren auf Erfordern wahrheitsgetreue Auskunft über alle Verhältnisse des Schiffes und über dessen Reise zu ertheilen, sowie jederzeit das Betreten der Schiffsräume und die Einsicht in die Schiffspapiere zu gestatten.

Im Auslande werden die Obliegenheiten der Kommissare behufs Wahrnehmung der Interessen deutscher Auswanderer von den Behörden des Reichs wahrgenommen, denen erforderlichenfalls besondere Kommissare als Hilfsbeamte beizugeben sind.

VII. Beförderung von ausserdeutschen Häfen aus.

§ 42. — Durch Kaiserliche Verordnung mit Zustimmung des Bundesraths können zur Regelung der Beförderung von Auswanderern und Passagieren auf deutschen Schiffen, welche von ausserdeutschen Häfen ausgehen, Vorschriften der im § 36 bezeichneten Art erlassen werden.

VIII. Strafbestimmungen.

§ 43. — Unternehmer (§ 1), welche den Bestimmungen der §§ 8, 22, 23, 25, 32 und 33 Abs. 1 oder den für die Ausübung ihres Geschäftsbetriebs von den zuständigen Behörden erlassenen Vorschriften zuwiderhandeln, werden mit Geldstrafe von einhundertfünfzig bis zu sechstausend Mark oder mit Gefängniss bis zu sechs Monaten bestraft.

Sind die Zuwiderhandlungen von einem Stellvertreter (§ 9) begangen worden, so trifft die Strafe diesen; der Unternehmer ist neben demselben strafbar, wenn die Zuwiderhandlung mit seinem Vorwissen begangen ist, oder wenn er bei der nach den Verhältnissen möglichen eigenen Beaufsichtigung des Stellvertreters es an der erforderlichen Sorgfalt hat fehlen lassen.

Die gleiche Strafe trifft Schiffsführer, welche den ihnen im § 33 Absatz 2 und im § 41 Absatz 3 auferlegten Verpflichtungen oder den auf Grund des § 36 erlassenen Vorschriften zuwiderhandeln, ohne Unterschied, ob die Zuwiderhandlung im Inland oder im Auslande begangen ist.

§ 44. — Agenten (§ 11), welche den Bestimmungen der §§ 15, 16, 17, 22 Absatz 2, 23 und 25 oder den für die Ausübung ihres Geschäftsbetriebs von den zuständigen Behörden erlassenen Vorschriften zuwiderhandeln, werden mit Geldstrafe von dreissig bis zu dreitausend Mark oder mit Gefängniss bis zu drei Monaten bestraft.

§ 45. — Wer ohne die nach §§ 1 und 11 erforderliche Erlaubniss die Beförderung von Auswanderern betreibt oder bei einem solchen Betriebe gewerbsmässig mitwirkt, wird mit Gefängniss bis zu einem Jahre und mit Geldstrafe bis zu sechstausend Mark oder mit einer dieser Strafen bestraft.

Die gleiche Strafe trifft denjenigen, welcher sich zum Geschäfte macht, zur Auswanderung anzuwerben.

§ 46. — Wer der Vorschrift des § 26 Absatz 1 zuwiderhandelt, wird mit Geldstrafe bis zu einhundertfünfzig Mark oder mit Haft bestraft.

§ 47. — Wer den auf Grund des § 42 erlassenen Vorschriften zuwiderhandelt, wird mit Geldstrafe von einhundertfünfzig bis zu sechstausend Mark oder mit Gefängnis bis zu sechs Monaten bestraft.

§ 48. — Wer eine Frauensperson zu dem Zwecke, sie der gewerbmässigen Unzucht zuzuführen, mittelst arglistiger Verschweigung dieses Zweckes zur Auswanderung verleitet, wird mit Zuchthaus bis zu fünf Jahren bestraft. Neben der Zuchthausstrafe ist der Verlust der bürgerlichen Ehrenrechte auszusprechen; auch kann zugleich auf Geldstrafe von einhundertfünfzig bis zu sechstausend Mark sowie auf Zulässigkeit von Polizeiaufsicht erkannt werden.

Dieselben Strafvorschriften finden auf denjenigen Anwendung, welcher mit Kenntniss des vom Thäter in solcher Weise verfolgten Zweckes die Auswanderung der Frauensperson vorsätzlich befördert; sind mildernde Umstände vorhanden, so tritt Gefängnisstrafe nicht unter drei Monaten ein, neben welcher auf Geldstrafe von einhundertfünfzig bis zu sechstausend Mark erkannt werden kann.

Schlussbestimmungen.

§ 49. — Welche Behörden in jedem Bundesstaat unter der Bezeichnung: Aufsichtsbehörde, höhere Verwaltungsbehörde, Polizeibehörde zu verstehen sind, wird von der Zentralbehörde des Bundesstaats bekannt gemacht.

§ 50. — Dieses Gesetz tritt am 1. April 1898 in Kraft. Mit dem gleichen Zeitpunkt erlöschen die auf Grund landesgesetzlicher Vorschriften ertheilten Genehmigungen zur Beförderung oder zur Mitwirkung bei der Beförderung von Auswanderern.

Urkundlich unter Unserer Höchsteigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem Kaiserlichen Insiegel.

Gegeben Neues Palais, den 9. Juni 1897.

(L. S.)

Wilhelm.

Fürst zu Hohenlohe.

42.

PAYS-BAS, BULGARIE.

Notes échangées destinées à établir réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée; signées à Constantinople le 12/24 juin 1897.

Staatsblad van het Koninkrijk der Nederlanden, No. 176.

Constantinople, le 12/24 juin 1897.

Le soussigné, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas à Constantinople, à ce autorisé par son Gouvernement, a l'honneur de déclarer à Monsieur l'Agent Diplomatique de la Principauté de Bulgarie en cette ville que la législation, qui régit actuellement les tarifs douaniers, tant aux Pays-Bas que dans leurs colonies, ne fait aucune différence entre les importations de l'étranger quelle que soit leur origine. Les mêmes tarifs sont donc applicables aux marchandises bulgares qu'à celles des autres nations.

Le soussigné saisit etc.

(signé) *O. D. van der Staal van Piershil.*

Monsieur Marcoff, Agent Diplomatique
de la Principauté de Bulgarie,
à Constantinople.

Agence Diplomatique de la Principauté de Bulgarie

Constantinople, le 12/24 Juin 1897.

Le soussigné, Agent Diplomatique de Bulgarie à Constantinople, a l'honneur d'accuser réception de la note en date d'aujourd'hui par laquelle Monsieur l'Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas en cette ville a bien voulu l'informer que la législation qui régit actuellement les tarifs douaniers tant aux Pays-Bas que dans leurs colonies, ne fait aucune différence entre les importations de l'étranger quelle que soit leur origine et que par suite les mêmes tarifs sont appliqués aux marchandises de provenance bulgare.

Prenant acte de cette communication et dûment autorisé par le Gouvernement de Son Altesse Royale le Prince de Bulgarie, le soussigné s'empresse de déclarer qu'à partir de ce jour les produits et les marchandises originaires des Pays-Bas et de leurs colonies jouiront en Bulgarie du traitement de la nation la plus favorisée durant la période de temps fixée par les conventions de commerce conclues entre la Bulgarie et les autres États.

Le soussigné profite de cette occasion pour renouveler à Monsieur l'Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté la Reine l'assurance de sa haute considération.

(signé) *Dr. Marcoff.*

BULGARIE, RUSSIE.

Convention de commerce conclue le 2 juillet 1897.

Bulletin international des Douanes 1897.

Art. 1^{re} — Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les deux Parties contractantes. En ce qui concerne l'établissement et l'exercice d'un commerce, d'une entreprise de navigation ou d'une industrie, ainsi que par rapport à l'acquisition, la transmission, l'exercice et la poursuite des droits de toute nature, les sujets des Parties contractantes seront traités réciproquement sur le pied d'une parfaite égalité. De même les sujets des Parties contractantes ne seront soumis par rapport à leur commerce et à leur industrie dans les ports, villes et lieux des États respectifs, soit qu'ils s'y établissent, soit qu'ils y résident temporairement, à des droits, taxes impôts ou patentes, sous quelque dénomination que ce soit, autres ni plus élevés, que ceux qui seront perçus sur les nationaux, et les privilèges, immunités et autres faveurs quelconques, dont jouiraient en matière de commerce ou d'industrie les sujets de l'une des Parties contractantes, seront communs à ceux de l'autre.

Il est bien entendu que les sujets de chacune des Parties contractantes auront à se conformer, à l'égard des matières dont il est fait mention dans cet article, uniquement aux lois et règlements généraux du pays applicables aux nationaux et aux sujets de la nation la plus favorisée, toutefois sans qu'ils soient astreints, en ce qui concerne l'exercice des droits qui leur sont conférés dans cet article, à demander une autorisation ou approbation spéciale des autorités du pays.

Les fondations, corporations, associations et, en général, toutes les personnes morales qui existent dans les territoires d'une des Parties contractantes sont, à l'exception des sociétés commerciales, industrielles, de transport et d'assurance, exclues de la faculté d'acquérir, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, des biens immeubles sur les territoires de l'autre Partie.

Art. 2. — Les sujets de chacune des Parties contractantes seront dispensés, sur les territoires de l'autre, de toute fonction officielle obligatoire, judiciaire, administrative ou publique, à l'exception des charges relatives à la tutelle. Ils seront également exempts du service militaire personnel dans les armées de terre ou de mer, dans la réserve ou dans la milice, ainsi que de toutes prestations ou réquisitions militaires ou autres, résultant du fait de guerre ou de circonstances exceptionnelles, à l'exception toutefois des charges attachées à la possession, à titre quelconque, d'un bien-fonds et de l'obligation du logement et autres charges militaires auxquelles sont assujettis les nationaux et les sujets de la nation la plus favorisée en leur qualité de propriétaires, fermiers ou locataires de bien-fonds.

Art. 3. — Si des sociétés anonymes et des associations commerciales, industrielles ou financières, domiciliées dans l'un des États contractants, sont régulièrement établies conformément aux lois en vigueur, elles seront

reconnues comme ayant une existence légale dans l'autre État, et notamment elles auront le droit d'estimer en justice aussi bien pour intenter des poursuites que pour y répondre.

Il est toutefois entendu que cette stipulation ne résoud pas la question de savoir si une société semblable, établie dans l'un des États, est autorisée à exercer un commerce ou une industrie sur le territoire de l'autre État, cette autorisation étant toujours subordonnée aux règlements qui sont ou seront prescrits sur la matière dans chaque État.

Dans tous les cas, les sociétés et associations susmentionnées jouiront, sur le territoire de l'autre État, des mêmes droits que ceux qui sont ou seront accordés aux sociétés semblables d'un État étranger quelconque.

Art. 4. — Les négociants, fabricants et autres industriels, qui prouvent, par l'exhibition d'une carte de légitimation délivrée par les autorités compétentes de leur pays, que, dans l'État où ils ont leur domicile, ils sont autorisés à exercer leur commerce ou industrie, auront le droit, personnellement ou par des commis-voyageurs à leur service, de faire des achats et même de prendre des commandes sur échantillons dans le territoire de l'autre État contractant.

Lesdits négociants, fabricants et autres industriels ou commis-voyageurs jouiront dans les États respectifs, par rapport aux passe-ports et aux taxes établies pour le commerce, des mêmes droits que ceux qui sont accordés aux sujets de la nation la plus favorisée.

Les industriels (voyageurs de commerce), munis d'une carte de légitimation, peuvent avoir avec eux des échantillons, mais non des marchandises. Les articles assujettis au paiement des droits de douane, importés par lesdites personnes comme échantillons, seront admis en franchise dans l'un et l'autre pays, pourvu que, si ces articles ne sont pas vendus, ils soient réexportés par n'importe quelle douane dans un délai fixé d'avance, et qu'il n'y ait pas de doute sur l'identité des articles importés et réexportés.

La réexportation des échantillons doit être garantie dans les deux États, à leur importation, par le versement du droit de douane qui leur est applicable ou par une caution.

Les deux Parties contractantes se feront connaître réciproquement les autorités qui seront chargées de délivrer les cartes de légitimation; elles se communiqueront le modèle de ces cartes, ainsi que les règlements auxquels doit être soumise l'industrie des commis-voyageurs.

Les nationaux d'une des Parties contractantes qui visitent les foires situées dans les limites de l'État de l'autre Partie, dans le but de se livrer à un commerce et de vendre leurs produits, seront traités sur le pied d'une parfaite égalité avec les nationaux de la localité, et ils ne seront pas assujettis à des taxes plus élevées que celles que doivent acquitter ces derniers.

Art. 5. — Les Parties contractantes s'engagent à ne pas entraver les relations commerciales réciproques par des prohibitions quelconques à l'entrée ou à la sortie et à autoriser le libre transit, sauf par les points qui sont ou seront fermés au transit.

Des exceptions ne sont admises que pour les marchandises qui, dans l'État de l'une des Parties contractantes, font ou feront l'objet d'un monopole

du Gouvernement, ainsi que pour certains articles auxquels peuvent s'appliquer, dans l'intérêt de l'hygiène, de la police vétérinaire, de la sécurité publique ou pour d'autres considérations d'une importance capitale, des mesures exceptionnelles d'interdiction.

Art. 6. — Les deux Parties contractantes s'engagent réciproquement à ne pas accorder une diminution de droits, un privilège, une immunité ou une exception quelconque aux sujets ou aux produits d'un tiers État en tout ce qui concerne les droits de douane à l'entrée ou à la sortie par les frontières de terre ou de mer et les taxes à percevoir sur les marchandises importées, exportées et autres, sans accorder immédiatement et sans conditions les mêmes immunités aux sujets et aux produits de l'autre Partie contractante, l'intention des Parties contractantes étant que les Russes en Bulgarie et les Bulgares en Russie jouissent du traitement de la nation la plus favorisée par rapport à l'importation, l'exportation, le transit, l'entreposage, la réexportation, les taxes intérieures, le courtage, les tarifs douaniers, les formalités à observer et tout ce qui a trait au commerce et à l'industrie, à l'acquisition de propriétés de toute sorte et à leur administration.

Art. 7. — Les produits du sol et de l'industrie russes dénommés dans l'annexe *A* à la présente convention à leur importation en Bulgarie, et les produits du sol et de l'industrie bulgares dénommés dans l'annexe *B* à la présente convention, à leur importation en Russie, ne seront pas soumis à des droits autres ou plus élevés que ceux qui sont fixés dans lesdites annexes.

L'annexe *C* contient les dispositions détaillées relatives aux formalités douanières auxquelles sont soumises les marchandises assujetties en Bulgarie au paiement des droits d'après leur valeur (*ad valorem*).

Art. 8. — Les produits du sol et de l'industrie bulgares jouissant en Russie, par rapport aux droits de douanes et aux taxes supplémentaires, du traitement de la nation la plus favorisée, les produits du sol et de l'industrie russes ne pourront être soumis en Bulgarie à des droits supplémentaires, de douane, intérieurs ou autres, ni à des taxes additionnelles autres ou plus élevés que ceux actuellement applicables aux nations les plus favorisées, et notamment :

1^o Droit de plombage, à savoir :

a. 30 centimes pour chaque grand plomb ;

b. 5 centimes pour chaque petit plomb ou cachet, y compris la ficelle.

2^o Taxe de 10 centimes pour chaque exemplaire des documents imprimés délivrés par la douane, à savoir :

a. manifestes ou extraits des manifestes ;

b. déclarations en douane ;

c. feuilles délivrées pour les marchandises transportées d'un port bulgare dans un autre port bulgare ;

d. feuilles de transit ;

e. feuilles des transports délivrées par la douane d'entrée pour des marchandises devant être dédouanées par une autre douane.

3^o Taxe de 5 centimes pour chaque quittance imprimée, délivrée par les douanes.

De même, une taxe de 5 centimes est perçue pour tous les autres documents imprimés délivrés par les douanes.

4° Droit de timbre, conformément à la loi en vigueur sur le timbre.

5° Taxe pour l'inspection des bestiaux; taxes sur les moutons (beglik).

6° Droit de quai, conformément à la circulaire du 3/15 avril 1885, n° 8752.

7° Droit de magasinage, conformément à l'article 64 de la loi des douanes.

8° Droit de statistique, à savoir:

a. 10 centimes par colis, à l'exception des colis postaux;

b. 15 centimes par 1000 kilogrammes de marchandises chargés en vrac;

c. 10 centimes par tête de bétail.

Le droit de statistique est prélevé tant à l'importation qu'à l'exportation.

Il est entendu que des taxes supplémentaires ne peuvent être perçues qu'en tant que les services auxquels ces taxes sont affectées ont été rendus effectivement et conformément aux prescriptions et lois douanières.

Il demeure en outre convenu que toute diminution de ces taxes supplémentaires ou additionnelles qui serait accordée aux marchandises d'un tiers État serait immédiatement appliquée aux articles similaires d'origine russe.

Art. 9. — Les marchandises de toute sorte, transportées à travers le territoire de l'une des parties contractantes par la route commerciale ouverte au transit, seront réciproquement exemptes de tout droit de transit, sans qu'il y ait lieu de tenir compte si elles sont transportées directement ou si, dans le cours du voyage, elles ont été déchargées, mises en entrepôt et chargées à nouveau.

Art. 10. — Les taxes intérieures établies au profit de l'État, de sociétés ou de corporations, qui grèvent ou grèveront la production, la fabrication ou la consommation d'un article quelconque dans les limites du territoire de l'une des Parties contractantes, ne pourront, sous aucun prétexte, frapper d'un taux plus élevé ou d'une manière plus onéreuse les produits similaires de l'autre Partie.

Art. 11. — Les marchandises qui sont soumises dans les limites du territoire de l'une des Parties contractantes au transport sous caution douanière et qui, pour cette raison ou pour une autre, sont déjà scellées, ne seront pas déballées dans les limites du territoire de l'autre Partie, et les plombs et cachets reconnus intacts ne seront pas remplacés par les plombs et cachets reconnus intacts ne seront pas remplacés par d'autres, pourvu qu'il soit satisfait aux exigences du contrôle.

Art. 12. — Ne seront pas considérées comme contraires aux stipulations de la présente convention:

1° Les immunités qui sont actuellement accordées ou qui seront accordées, à l'avenir à d'autres États limitrophes pour faciliter l'échange commercial de la zone frontière.

2° Les immunités à l'importation ou à l'exportation qui sont actuellement accordées ou qui seront accordées à l'avenir aux habitants du Gouvernement d'Archangel, ainsi qu'à ceux des côtes du nord et de l'est de la Russie d'Asie (Sibérie).

De plus, il est entendu, que les articles 6 et 7 de la présente convention ne s'appliquent pas aux décisions particulières contenues dans le traité conclu entre la Russie et la Suède et Norvège le 26 avril (5 mai) 1838, ni aux décisions en vigueur ou à intervenir relativement au commerce avec les États et possessions d'Asie voisins avec la Russie, et que lesdites décisions ne peuvent en aucun cas servir de prétexte pour modifier les relations commerciales établies entre les deux Parties contractantes.

Art. 13. — Les deux Parties contractantes se réservent le droit d'établir, d'après leur propre appréciation, des tarifs de transport sur leurs chemins de fer.

Dans tous les cas, dans l'application des taxes de transport, ainsi que des délais et des moyens de transport, il ne sera fait aucune différence entre les habitants des deux États contractants. Pour ce qui a trait particulièrement aux marchandises expédiées de Russie à destination d'une station bulgare quelconque ou en transit par la Bulgarie, on ne percevra pas sur les chemins de fer bulgares de taxes de transport supérieures aux taxes applicables dans la même direction et entre les mêmes stations de chemins de fer bulgares aux marchandises similaires bulgares ou étrangères. La même règle sera applicable aux chemins de fer russes relativement aux marchandises expédiées de Bulgarie à destination d'une station russe quelconque ou en transit à travers la Russie.

Il n'est fait exception que pour les chargements dont le transport à un tarif réduit peut être justifié par une considération d'utilité publique ou de bienfaisance.

Les deux Parties contractantes s'engagent à conclure, dans le plus bref délai possible, un accord particulier relatif aux tarifs réduits de communication directe entre les stations principales du réseau des chemins de fer russes et bulgares par les ports principaux des deux pays.

Art. 14. — La Bulgarie aura le droit de nommer des agents commerciaux dans toutes les localités de l'Empire russe ayant une importance pour le commerce bulgare.

Art. 15. — Les deux Parties se réservent le droit de conclure un accord particulier relatif à la reconnaissance et à la protection réciproque des marques de fabrique; jusqu'à la conclusion dudit accord, elles se concèdent réciproquement à ce sujet le traitement de la nation la plus favorisée.

Art. 16. — Les Parties contractantes se réservent le droit de conclure, aussitôt que possible, un accord particulier relatif à la navigation.

Art. 17. — La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à St.-Petersbourg le 2 septembre 1897 au plus tard. Elle entrera en vigueur huit jours après l'échange des ratifications et demeurera exécutoire jusqu'au 18 (31) décembre 1903.

Dans le cas où aucune des Parties contractantes n'aura notifié, douze mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, ladite Convention demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'un an à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncée.

Les Parties contractantes se réservent la faculté d'introduire dans la présente Convention d'un commun accord toutes les modifications qui ne seront pas en opposition avec son esprit et ses principes et dont l'utilité sera démontrée par l'expérience.

ANNEXE A.

Droits de douane à l'entrée en Bulgarie.

	Fr. C.
Câbles et cordes et tous articles de corderie, à l'exception des ficelles minces	<i>ad val.</i> 25 %
Sucre brut, sucre raffiné, sucre candi, et sucreries telles que: dragées, bonbons, loukoume, halva, etc., ainsi que les fruits cuits dans du sucre	<i>id.</i> 20 %
Vitres	<i>id.</i> 20 %
Boissons spiritueuses: eau-de-vie de raisin et de prunes, arack, rhum, cognac, liqueurs et autres eaux-de-vie de toute sorte, d'après une évaluation spéciale commune à toutes les provenances	<i>id.</i> 18 %
Esprit de vin (alcool)	hectolitre 12 60
Bougies et savon commun (pour blanchisseuses)	<i>ad val.</i> 18 %
Draps et tissus de laine pesant plus de 400 grammes par mètre carré	<i>id.</i> 18 %
Cuir de toute espèce non spécialement dénommés	<i>id.</i> 16 %
Ouvrages en cuir	<i>id.</i> 16 %
Cuir verni et chevreau pour bouts de chaussure	<i>id.</i> 12 %
Pelleteries de toute sorte	<i>id.</i> 12 %
Laine brute ou lavée	<i>id.</i> 12 %
Ouvrages en verre, de toute sorte	<i>id.</i> 12 %
Vaisselle en porcelaine ou en faïence	<i>id.</i> 12 %
Savon de toilette	<i>id.</i> 12 %
Parfums et eaux parfumées	<i>id.</i> 12 %
Ouvrages en bois, grossiers, tels que: cuillers, assiettes, boîtes, malles et similaires, même peints, mais non vernis ni polis, sans dorure ni argenture	<i>id.</i> 12 %
Vins mousseux ou non, en bouteilles	<i>id.</i> 12 %
Tuiles, carreaux et tuyaux en argile	<i>id.</i> 12 %
Poisson frais, salé, fumé, séché, de toute sorte	<i>id.</i> 12 %
Caviar noir	<i>id.</i> 12 %
Caviar rouge de toute sorte	<i>id.</i> 10 %
Noix et amandes	<i>id.</i> 10 1/2 %
Farine de froment	<i>id.</i> 10 %
Cuir grands et petits, verts (secs, salés à sec ou à l'état humide), destinés à être travaillés, même débarrassés de leurs poils	<i>id.</i> 10 %
Lin et chanvre, à l'état brut	<i>id.</i> 10 %
Fils et tissus de lin et de chanvre	<i>id.</i> 10 %
Tissus de jute	<i>id.</i> 12 %
Sacs en jute	<i>id.</i> 10 %
Clinquant et cannetille étirés et filés	<i>id.</i> 10 %
Chaux hydraulique et ciment	<i>id.</i> 10 %
Eaux minérales	<i>id.</i> 10 %

		Fr. C.
Articles de coutellerie et de serrurerie, à savoir: couteaux, ciseaux, fourchettes, pinces, crampons, pentures pour portes et fenêtres, verrous, crochets, cadenas et serrures, avec tous leurs accessoires, bruts ou travaillés . . .	<i>ad val.</i>	12 %
Ouvrages en fonte ni polis, ni vernis, ni peints. . .	<i>id.</i>	10 %
Machines et instruments agricoles; instruments de toute sorte pour arts et métiers; fours et fourneaux pour ateliers, fabriques, etc. . .	<i>id.</i>	8 %
Vis . . .	<i>id.</i>	8 %
Bois de construction scié; planches sciées; douves . .	<i>id.</i>	8 %
Samovars et cloches pour églises . . .		exempts.
Naphte et pétrole, bruts ou purifiés . . .	100 kil.	1 "
Chaussure de toute sorte avec semelles en cuir. . .	<i>id.</i>	280 "
Vêtements confectionnés dans lesquels un tissu de laine pure ou mélangée constitue la matière dominant à la surface . . .	100 kil.	300 "
Sel gemme . . .	100 kil. nets	3 08
Sel marin . . .	<i>id.</i>	3 04
Tabac en feuilles . . .	<i>id.</i>	258 "
Tabac à fumer . . .	kil. nets	29 80
Cigares . . .	<i>id.</i>	5 80
Cigarettes . . .	<i>id.</i>	29 80
Poudre de toute sorte . . .	100 kil. nets	112 "
Mitraille, feux d'artifice et autres matières explosibles	<i>id.</i>	140 "
Œufs de vers à soie, machines et tous accessoires pour la sériciculture . . .		exempts.
Toutes autres marchandises non spécialement dénommées	<i>ad val.</i>	14 %

ANNEXE B.

Droits de douane à l'importation en Russie.

Numéros du tarif russe.	Dénomination des marchandises.	Droits en or. R. C.
ex 34	Viande séchée . . .	poud 0 80
ex 39	Œufs . . .	<i>id.</i> 0 06
ex 117 § 4	Huile de rose . . .	exempte.
ex 124 § 1	Écorce à tan, non moulue . . .	poud brut 0 04

ANNEXE C.

Dispositions spéciales concernant la perception des droits *ad valorem* applicables aux marchandises russes importées en Bulgarie.

Art. 1^{er} — L'importateur est tenu d'indiquer par écrit dans la déclaration la valeur et la dénomination commerciale de la marchandise.

Les droits *ad valorem* seront calculés d'après la valeur déclarée, comprenant le prix réel des marchandises destinées à l'exportation augmenté

des frais de transport à la frontière bulgare et des frais d'emballage, d'assurance et de commission au lieu de destination de la marchandise.

L'importateur est tenu de joindre à la déclaration la facture de la vente de la marchandise et la lettre de voiture ou le connaissement. La valeur de la marchandise est indiquée dans la déclaration en lèvs (francs) et fractions. Si dans la facture la valeur est indiquée en roubles, ceux-ci, pour les effets de la perception des droits de douane, seront convertis en francs d'après le cours du rouble publié par la Banque Nationale de Sofia. Les frais de transport, d'emballage, d'assurance et de commission sont convertis de la même façon.

Art. 2. — Les marchandises de provenance russe ne pourront en aucun cas être soumises à des droits plus élevés que les marchandises similaires de toute autre provenance. Si, par suite de la promulgation de nouvelles lois ou de la conclusion de conventions avec une Puissance quelconque, on applique aux marchandises étrangères importées en Bulgarie un autre mode de perception des droits, ou si on les assujettit à des droits autres que ceux qui sont établis dans l'annexe A, l'importateur de marchandises russes aura le droit d'opter pour ce nouveau mode et ces nouveaux droits ou pour ceux qui sont fixés dans l'annexe A.

Dans tous les cas, l'importateur aura le droit de choisir parmi les divers procédés employés pour la taxation des marchandises et les divers droits, et il ne pourra lui être opposé aucun obstacle, ni directement, ni indirectement.

Le Gouvernement bulgare publiera périodiquement des listes des marchandises ayant acquitté les droits de douane avec indication de leurs prix et du pays de provenance.

Art. 3. — La visite douanière des marchandises aura lieu dans les 48 heures qui suivront la déclaration.

La douane ne pourra refuser de calculer le droit d'entrée d'après la valeur déclarée par l'importateur que dans le cas où, par suite d'une appréciation rigoureuse de la qualité et de la nature des marchandises présentées, elle a des doutes fondés sur l'exactitude de la déclaration.

Si la douane, en conformité de cette disposition, juge que la valeur déclarée est inférieure à la valeur réelle, elle a, dans les 24 heures après la visite douanière, le droit d'augmenter la valeur déclarée.

Si l'importateur ne consent pas à cette augmentation, la douane pourra exercer la préemption ou recouvrir à l'expertise.

En cas de préemption, la douane aura à payer à l'importateur, dans un délai de 15 jours, la valeur déclarée, augmentée de 5 %; il est entendu qu'il ne sera perçu ni le droit d'entrée ni aucune autre taxe.

Dans le cas d'une expertise, laquelle aura lieu dans un délai de 15 jours, la douane sera tenue de remettre la marchandise à la libre disposition de l'importateur, s'il le demande, sous réserve d'en garder des échantillons et pourvu que l'importateur fournisse une caution suffisante pour garantir le droit d'entrée, les taxes additionnelles et les droits supplémentaires qui pourraient être exigés à la suite de l'expertise; l'importateur aura la faculté de présenter aux experts, à titre de renseignement, un cer-

tificat délivré par la chambre de commerce et d'industrie compétente sur le prix réel de la marchandise introduite.

Art. 4. — Le droit de préemption de la douane est déchu dès que l'expertise est demandée.

S'il résulte de l'expertise que la valeur de la marchandise ne dépasse pas de plus de 10 % celle qui a été déclarée par l'importateur, le droit d'entrée sera perçu sur la valeur déterminée par les experts.

Si la valeur déterminée par l'expertise dépasse de 10 % celle qui a été déclarée, le déclarant sera passible d'une amende qui sera fixée par le Ministre des Finances et qui pourra s'élever jusqu'au décuple des droits fraudés.

Il a été convenu que sous l'expression „droits fraudés“ sera comprise la différence entre les droits calculés sur la valeur déclarée et les droits calculés sur la valeur fixée par les experts.

Les frais d'expertise seront supportés en parties égales par l'importateur et par la douane, si la valeur déterminée par l'expertise n'excède pas de plus de 5 % la valeur déclarée; dans les autres cas, ils seront supportés par la partie succombante.

Aussitôt que le droit, les taxes additionnelles et l'amende résultant éventuellement de l'expertise auront été perçus par la douane, la marchandise sera délivrée à l'importateur, ou le reste du montant du cautionnement lui sera rendu sans délai, si la marchandise avait déjà été retirée.

Art. 5. — En cas d'expertise le chef de la douane et l'importateur nommeront chacun un expert dans les huit jours qui suivent la demande d'expertise. En cas de partage de voix ou, si l'importateur le requiert, au moment même de la constitution de l'arbitrage, les experts choisiront dans un délai de huit jours un tiers arbitre. S'il y a désaccord entre eux, le tiers arbitre sera nommé par le président du tribunal du département compétent ou, aux endroits où il n'existe pas de tribunal de département, par le juge de paix compétent.

La décision arbitrale devra être rendue dans les cinq jours qui suivront la nomination des arbitres.

Art. 6. — En cas de non-paiement des droits d'entrée, des droits supplémentaires, de l'amende et des frais, et dans les cinq jours de la notification de la décision des experts, les marchandises pourront être vendues par la douane, sauf le cas prévu par le dernier alinéa de l'article 3 concernant la délivrance de la marchandise contre cautionnement.

Le produit de la vente ou le cautionnement, après déduction des droits d'entrée, des droits supplémentaires, de l'amende et des frais d'expertise, sera tenu à la disposition de l'ayant-droit, en cas de vente, pendant une année à partir du jour de la vente, en cas de cautionnement, pendant une année à partir du jour de la notification de la décision définitive.

Si la somme disponible n'est pas réclamée dans le délai fixé, elle restera définitivement acquise au Trésor.

Protocole final.

Ad art. 1^{er} — Les dispositions de l'art. 1^{er} relatives à l'établissement et à l'exercice des professions ne seront pas appliquées en Bulgarie aux

cabaretiers de villages, aux pharmaciens, aux courtiers, aux colporteurs et aux commerces et aux professions exercés exclusivement en ambulant.

Ad art. 6. — Le destinataire aura le droit de renvoyer à l'étranger, sans acquitter un droit quelconque d'entrée de sortie ou de consommation, les marchandises, qui auraient été déclarées à l'entrée, mais qui n'auraient pas encore passé dans le libre trafic, même après les avoir examinées pourvu, toutefois qu'il ne se soit pas, dans sa déclaration, rendu coupable d'une irrégularité qui justifierait une procédure pénale en matière de douane.

Dans ce cas on procédera, quant à la marchandise importée, conformément aux dispositions des lois douanières. La marchandise pourra de nouveau être réexportée, si la procédure pénale en matière de douane relative à la constatation aura prouvé la justesse de la déclaration.

Dans tous les cas l'importateur aura à acquitter les taxes accessoires dues en vertu de l'article 8.

Les marchandises destinées à la réexportation, au transit ou au libre trafic peuvent, au choix du destinataire, être déposées dans des entrepôts de douane ou des entrepôts particuliers. Les droits de douane, d'accise et d'octroi à percevoir conformément à la présente convention ne seront prélevés sur les marchandises destinées à être dédouanées qu'au prorata des quantités retirées des entrepôts.

Les marchandises destinées au transit ou à la réexportation ne sont pas assujetties au paiement de taxes quelconques.

Le Gouvernement bulgare s'engage à faciliter autant que possible aux sujets russes l'établissement d'entrepôts dans les localités où les relations commerciales l'exigeront, pourvu que la législation en vigueur sur la matière soit observée.

Ad art. 7. — Les Parties contractantes se réservent le droit d'exiger des certificats d'origine établissant la production ou la fabrication dans l'un des États des marchandises importées dans l'autre. De plus, chacune des Parties contractantes prendra des mesures pour que les certificats exigés entravent le moins possible le commerce. Pour les marchandises russes, les certificats d'origine peuvent être rédigés en russe.

Ad art. 10. — Les marchandises russes ne pourront être grevées sous quelle dénomination que ce soit de taxes perçues au profit de l'État ou des communes (administrations municipales et corporations), autres que des droits de douane, des taxes supplémentaires prévues à l'article 8, des droits d'accise et d'octroi.

Il est convenu que les droits d'accise et d'octroi ne pourront grever, sous quelque dénomination que ce soit, les provenances russes ni d'un taux plus élevé, ni d'une manière plus onéreuse que les produits similaires bulgares. Les droits d'accise et d'octroi ne seront pas conséquents pas perçus pour les marchandises russes dans une autre valeur monétaire que pour les marchandises bulgares, et il ne sera pas accordé aux produits bulgares, en ce qui concerne la perception des droits, des faveurs quelconques telles qu'elles pourraient par exemple résulter du système d'abonnement, etc.

Les droits d'accise et d'octroi pourront être perçus sur les marchandises russes même dans le cas où des articles similaires ne seraient pas produits dans la Bulgarie.

Les droits d'accises et d'octroi seront perçus conformément aux dispositions suivantes:

A. Les articles de consommation sur lesquels des droits d'accise pourront être prélevés à l'importation en Bulgarie pour le compte de l'État sont les suivants: les boissons et les comestibles, les fourrages, les combustibles et les matières d'éclairage, ainsi que les matériaux de construction. Toutes les autres marchandises seront exemptes en Bulgarie du paiement d'accise.

Pour les articles dénommés ci-après les droits d'accise ne dépasseront pas en Bulgarie les taux suivants:

	Fr. C.
Alcool, pour chaque degré de l'alcoolomètre de Gay-Lussac. hectol.	0 75
Rhum, liqueur, absinthe, cognac, etc.	30 "
Observation. — Le rhum, les liqueurs, etc., titrant plus de 40 degrés d'alcool d'après l'alcoolomètre de Gay-Lussac seront taxés comme l'alcool.	
	par 100 kil. nets.

Pétrole	5 "
-------------------	-----

Observation. — Le droit d'accise pour le pétrole destiné aux moteurs est restitué aux intéressés.

Sucre	20 "
Bonbons, halva et sucreries	40 "
Succédanés du café	20 "
Bière hectolitre	5 "
Huiles d'olives et autres huiles comestibles	10 "
Thé	100 "
Bougies de stéarine, de blanc de baleines et autres bougies de qualité supérieure	20 "
Conserves de poisson, telles que sardines, etc.	50 "
Caviar noir	100 "
Autres conserves	50 "

Exceptionnellement, un droit d'accise pourra être perçu sur les allumettes en bois et en cire, les graisses et eaux parfumées, les savons parfumés et les cartes à jouer.

Ce droit d'accise ne dépassera pas les taux suivants:

Allumettes en bois 100 kil. nets	30 "
Savons parfumés id.	50 "
Cartes à jouer douzaine de jeux	12 "

B. Le droit d'octroi qui, conformément aux dispositions de la loi bulgare du 18/30 décembre 1895, sera perçu au profit des communes (administrations municipales et corporations), ne dépassera pas, pour les articles dénommés ci-après, les taux suivants:

Vin et vinaigre en futaile litre	0 04
Alcool, eau-de-vie, rhum et cognac par litre et degrés d'après l'alcoolomètre de Gay-Lussac	0 005
Bière en futaile litre	0 04
Vins de toute sorte en bouteilles cachetées bouteille de $\frac{3}{4}$ de litre	0 50

	Fr. C.
Liqueurs et boissons similaires, telles que: rhum, absinthe, vermouth, bitter, curacao, vanille, eau-de-vie russe, etc., en bouteilles cachetées	bouteille de $\frac{3}{4}$ de litre 0 30
Succédanés du café	kilogr. net 0 16
Thé en paquets	id. 0 80
Thé en boîtes	id. 0 20
Sucre	id. 0 04
Sucreries telles que: lokoum, compotes, bonbons, etc.	0 10
Huile d'olive et autres huiles comestibles	0 08
Poisson mariné, séché et fumé	0 16
Carpes, silures, saumon blanc, maquereaux, brochets et autres poissons dénommés dans l'art. 19 de la loi bulgare du 18/30 décembre 1895, relative à l'octroi, ainsi que harengs, vobla, charagne et brème frais, salés, séchés et fumés	0 04
Caviar noir	0 80
Caviar de brochet	0 16
Caviar rouge	0 04
Fromages de toute sorte	0 32
Bois de construction, planches sciées	mètre cube 1 "
Chaux	tonne 2 "
Briques	500 pièces 0 20
Pétrole	kilogr. 0 03
Tabac, cigares, cigarettes de 1 ^{re} qualité	id. 1 "
Tabac, cigares, cigarettes de 2 ^e qualité	id. 0 80
Bougies stéariques	kilogr. net 0 08
Savon commun	id. 0 08
Chaussures de toute sorte avec semelles an cuir	id. 0 28
Vêtements confectionnés dont la partie dominante (à la surface) consiste en tissu de laine pure ou mélangée	kilogr. net 0 30

Tous les autres articles qui ne sont pas spécialement dénommés dans la liste ci-dessus ni dans la loi précitée du 18/30 décembre 1895 seront, en tant qu'ils n'entrent pas en franchise de droits, soumis à un droit d'octroi de 2 % ad valorem.

L'acquittement des droits d'octroi se fera pour les marchandises russes simultanément avec le paiement des droits de douane. L'octroi une fois payé, la marchandise pourra librement circuler dans tout le pays et ne pourra être grevée à aucun titre de nouvelles taxes quelconques.

Tant que, conformément aux dispositions précédentes, les droits d'octroi seront perçus d'après la valeur des marchandises, le montant de ces impôts sera calculé de la même façon que les droits de douane.

Ad annexe A. — Le pétrole et les autres huiles minérales raffinées servant à l'éclairage et non spécialement dénommées pourront être taxés, suivant le désir des importateurs, ou d'après le poids, et la base sera alors de 100 kilogr., ou d'après le volume, et 125 litres à la température de 15° C. seront considérés comme équivalant à 100 kil. nets.

Le présent protocole sera considéré comme approuvé et sanctionné par les Parties contractantes sans ratification spéciale, par le seul fait de l'échange des ratifications de la Convention à laquelle il se rapporte.

SUISSE, BADE.

Arrangement visant la pêche dans les eaux limitrophes
du 3 juillet 1897.*Eidg. amtli. Sammlung, Neue Folge B. XVI.*

Abgeschlossen in Konstanz den 3. Juli 1897.

Ratifiziert von der Schweiz den 3. September 1897.

" " Baden den 29. Juli 1897.

Datum des Inkrafttretens: 1. Januar 1898.

Übereinkunft betreffend die Erlassung einer Fischerei-
ordnung für den Untersee und Rhein.

Von dem Wunsche geleitet, die Fischereiordnung für den Untersee und Rhein mit der Übereinkunft, betreffend der Anwendung gleichartiger Bestimmungen für die Fischerei im Bodense d. d. Bregenz, den 5. Juli 1893*), in Einklang zu bringen und sonstige für die Erhaltung und Vermehrung der wertvollen Fischarten im Untersee und Rhein erforderliche Bestimmungen zu erlassen, sind der schweizerische Bundesrat und die grossherzoglich badische Regierung im Hinblick auf Art. 13, Absatz 2, der gedachten Übereinkunft und Art. II des Staatsvertrages vom 20./31. Oktober 1854, betreffend der Hoheitsgrenze zwischen dem Kanton Thurgau und dem Grossherzogtum Baden, übereingekommen, für den Untersee und Rhein neue fischerpolizeiliche Bestimmungen zu vereinbaren.

Zu diesem Zwecke haben:

der schweizerische Bundesrat den Herrn Oberforstinspektor Coaz und den Herrn Regierungsrat Dr. Egloff und

die grossherzoglich badische Regierung den Herrn Geheimen Legationsrat Freiherrn von Marschall und den Herrn Ministerialrat Föhrenbach zu Bevollmächtigten ernannt. Dieselben sind zusammengetreten und haben unter Vorbehalt der Genehmigung seitens ihrer Regierungen**) die beigeschlossene Fischereiordnung vereinbart, welche von den beiden Regierungen publiziert und an Stelle der auf die Fischerei bezüglichen Bestimmungen der Fischereiordnung für den Untersee und Rhein am 16. November 1861 treten soll.

Dessen zur Urkunde haben die Bevollmächtigten gegenwärtige Übereinkunft in zweifacher Ausfertigung vollzogen.

Geschehen zu Konstanz den 3. Juli 1897.

*J. Coaz.
Egloff.*

*Marschall.
Föhrenbach.*

*) Siehe eidg. Gesetzsammlung n. F., Bd. XIV, Seite 72.

**) Ratifiziert auf dem Wege des Notenaustausches.

Fischereiordnung für den Untersee und Rhein.

§. 1. — Geltungsgebiet der Fischereiordnung.

Die Fischereiordnung gilt gleichermassen für das badische und schweizerische Hoheitsgebiet.

Ihr Geltungsgebiet umfasst den ganzen Untersee und den Rhein von der Konstanzer Rheinbrücke bis zu dem Punkt, wo die badische Landesgrenze unterhalb Stiegen den Rhein verlässt.

Dasselbe erstreckt sich bei hohem Wasserstand landeinwärts soweit die über den normalen Wasserstand ausgetretene Überflutung reicht.

Den Bestimmungen dieser Fischereiordnung unterliegen ferner die Aach bis auf Höhe des ehemaligen Nonnenhauses unterhalb der Strassenbrücke Moos-Bohlingen, der Allensbacher und Markelfinger Mühlbach bis jeweils zur ersten Mühle, der Schlattgraben bis zur Eisenbahnbrücke Radolfzell-Stahringen, die sonstigen Zuflüsse des Untersees und Rheins bis auf 100 m. aufwärts und innerhalb einer Entfernung von 100 m. alle Gräben, Gruben und Vertiefungen, welche mit dem Geltungsgebiet dieser Fischereiordnung in einer fortdauernden Verbindung stehen.

§. 2. — Das Gebiet der allgemeinen Fischerei.

Auf dem Gebiet der allgemeinen Fischerei sind die Einwohner der nachbenannten Orte zur freien Ausübung der Fischerei nach Massgabe dieser Fischereiordnung zugelassen:

Badischerseits.

Konstanz.	Gundholzen.
Reichenau.	Hornstaad.
Allensbach.	Gaienhofen.
Markelfingen.	Hemmenhofen.
Radolfzell.	Wangen mit Marbach.
Moos.	Oehningen mit Stiegen.
Itznang.	

Schweizerischerseits.

Gottlieben.	Berlingen.
Triboltingen.	Steckborn mit Feldbach.
Ermatingen.	Mammern mit Neuenburg,
Mannenbach.	Eschenz.

Die Abgrenzungen des Gebiets der allgemeinen Fischerei sind folgendermassen bestimmt:

a. Rheinaufwärts.

Dasselbe begreift sich auf der linken Rheinseite die ganze Fläche (also bis zum Rand der Halde) bis auf Höhe des grauen Steins am Entenbühl. Die Grenze gegen den Rhein selbst bildet die Linie von dem Pfahl, der auf dem Standort der alten Groppenfächle geschlagen ist, nach dem Agerstenbach. Auf der rechten Rheinseite erstreckt sich das Gebiet der allgemeinen Fischerei landeinwärts bis zu den Pfählen, welche das Wollmatinger Ried abgrenzen; dasselbe wird gegen den Rhein zu begrenzt durch die Linie von dem oben beschriebenen Pfahl nach dem Pfahl, der am Bohl des Rheins in der Verlängerung der Linie Aussichtsturm Litzel-

stetten-Kirchturm Wollmatingen geschlagen ist; ausserhalb begreift dasselbe den ganzen oberhalb gelegenen Teil der Gemarkung Reichenau und wird hier durch die Uferlinie (Bohl) gegen den Rhein begrenzt.

b. Gegen den inneren oder Gnadensee.

Durch die Strasse Reichenau-Konstanz einerseits und die Linie von der mittleren Spitze der Westseite der Insel Reichenau (Genslehorn) nach der Südspitze der Halbinsel Mettnau andererseits.

c. Rheinabwärts.

Durch die Linie von der untersten Ecke der Umfassungsmauer des Fabrikanwesens in Oberstaad auf badischer Seite nach dem gegenüberliegenden Plattenbach auf schweizerischer Seite.

Ausgenommen von der allgemeinen Fischerei ist die domänenärarische Fischerei bei Gaienhofen vom Trappenstein bis zu den Erlen des Schlossgartens in Gaienhofen und 54 m. in den See hinein.

Das Gebiet der allgemeinen Fischerei begreift ferner in sich die Aach bis auf die Höhe des ehemaligen Nonnenhauses. Bei hohem Wasserstand erstreckt es sich landeinwärts, soweit die über den normalen Wasserstand ausgetretene Überflutung reicht. Ausgenommen hiervon ist nur das Wollmatinger Ried, wo bei jedem Wasserstand die im vorigen Absatz unter litt. *a* angegebene Abgrenzung massgebend bleibt.

§. 3. — Verhältnis der Fischereiordnung zu den Privatrechten.

Die Bestimmungen dieser Fischereiordnung sind auch für die auf Grund von Privatrechtstiteln zur Ausübung der Fischerei Berechtigten bindend.

Im übrigen ist für den Umfang ihrer Befugnisse der Inhalt der ihnen zustehenden Rechtstitel massgebend.

§. 4. — Fischereiaufsicht.

Die Wahrnehmung der Fischereiaufsicht steht auf dem ganzen Geltungsgebiete dieser Fischereiordnung dem Bezirksamt Konstanz zu. Dieselbe wird durch den Fischermeister und verpflichtete Fischereiaufseher gehandhabt, welche ihren Dienst nach Massgabe der erteilten Dienstweisung zu versehen haben.

Der Fischermeister wird von Baden ernannt, von welchem er auch seinen Gehalt erhält; die Fischereiaufseher werden von jedem der beteiligten Staaten nach Bedürfnis bestellt und von demjenigen, der sie angestellt hat, entlohnt.

Die Fischereiaufseher unterstehen der Aufsicht der Fischermeisters; die Disciplinargewalt über dieselben wird von der zuständigen Behörde des anstellenden Staates ausgeübt.

Zur Mitwirkung bei Wahrnehmung der Fischereiaufsicht und Fischereipflege steht dem Bezirksamt die Fischereikommission beratend und unterstützend zur Seite.

Dieselbe tritt auf Berufung durch das Bezirksamt zusammen und besteht:

1. aus dem Bezirksbeamten oder dessen Stellvertreter als Vorsitzendem und
2. aus vier gewählten Mitgliedern, welche in einer auf der Insel Reichenau abzuhaltenden Wahltagfahrt von den im Fischerbuch eingetragenen Fischern aus ihrer Mitte zur Hälfte aus der Zahl der

badischen und zur Hälfte aus der Zahl der schweizerischen Fischer jeweils auf die Dauer von fünf Jahren gewählt werden. Für jedes Mitglied wird in gleicher Weise ein Ersatzmann gewählt.

Als gewählt gelten diejenigen zwei badischen und diejenigen zwei schweizerischen Fischer, welche je die grösste und nächstgrösste Stimmenzahl auf sich vereinigen. Die Wahl geschieht mittelst geheimer Stimmgebung. Dieselbe ist von dem Bezirksbeamten oder dessen Stellvertreter unter Zuziehung zweier wahlberechtigter Fischer als Urkundspersonen zu leiten.

Der Dienst der gewählten Kommissionsmitglieder ist ein Ehrenamt ohne Anspruch auf Vergütung; die etwaige Gewährung von Tagesgebühren und Reisekostenersatz bleibt jedem der beteiligten Staaten hinsichtlich seiner Mitglieder überlassen.

§. 5. — Allgemeine Voraussetzungen zur Ausübung der Fischerei (Fischerkarten).

Niemand darf auf dem Geltungsgebiet dieser Fischereiordnung Fische oder Krebse fangen, ohne mit einer Fischerkarte versehen zu sein.

Zur Erteilung der Fischerkarte ist das Bezirksamt Konstanz zuständig.

Die Fischerkarte kann höchstens auf die Dauer eines Jahres und darf immer nur bis zum Schluss eines Kalenderjahres ausgestellt werden.

Sie kann verweigert, bezw. entzogen werden:

1. jedem, der wegen unberechtigten Jagens, wegen vorsätzlicher Zerstörung oder Beschädigung von Wasserbauten, Fischereianstalten und -vorrichtungen, oder wegen Einschwärzung von Waren in den letzten fünf Jahren zu einer Strafe von mindestens vier Wochen Gefängnis verurteilt worden ist;
2. jedem, der in den letzten fünf Jahren wegen Übertretungen fischereipolizeilicher Vorschriften mit Haft oder wegen Diebstahls von Fischen oder wegen unberechtigten Fischens oder Krebsens bestraft worden ist.

Der Inhaber einer Fischerkarte muss dieselbe bei der Ausübung der Fischerei stets mit sich führen und auf Verlangen des Aufsichtspersonals vorweisen.

Das beim Fischen in Anwesenheit des Inhabers einer Fischerkarte beschäftigte Hilfspersonal bedarf keiner Fischerkarte.

Desgleichen bedürfen Personen, welche die Angelfischerei nicht gewerbmässig und nur mittels Angelrute vom Schweizer Ufer aus betreiben, einer Fischerkarte nicht.

§. 6. — Besondere Voraussetzungen zur Ausübung der Netzfischerei.

Zur Ausübung der Fischerei mit Stellnetzen, Zuggarn, Böhren und Reusen sind nur diejenigen Personen befugt, welche als selbständige Fischer in das Fischerbuch aufgenommen (eingetragene Fischer, § 7) oder als Fischereigehtülfen in das Gehülfenverzeichnis eingetragen sind (eingetragene Fischereigehtülfen, § 8).

Fischerbuch und Gehülfenverzeichnis werden vom Bezirksamt Konstanz geführt.

Weibliche Personen sind von der Eintragung in das Fischerbuch und Gehülfenverzeichnis ausgeschlossen.

§. 7. — Einträge in das Fischerbuch.

Die Einträge in das Fischerbuch erfolgen gemeindeweise in der Reihenfolge der Anmeldungen.

Wer die Eintragung in das Fischerbuch beantragt, hat gleichzeitig die folgenden Nachweise beizubringen:

1. dass er Einwohner eines der im § 2 aufgeführten Orte ist;
2. dass er das 20. Lebensjahr zurückgelegt hat;
3. dass er wirtschaftlich selbständig ist;
4. dass er die Fischerei gewerbmässig und auf eigene Rechnung zu betreiben in der Lage ist;
5. dass er im Besitze einer für das laufende Jahr gültigen Fischerkarte ist.

Zur Erfüllung der unter Ziffer 4 erwähnten Voraussetzung bedarf es insbesondere des Nachweises des Besitzes eines eigenen Schiffes samt der erforderlichen Zugehör und ausreichender Fanggeräte oder doch mindestens des Nachweises der Teilhaberschaft an einem Zuggarn (einschliesslich Schiff).

Über den vollzogenen Eintrag in das Fischerbuch erteilt das Bezirksamt eine Bescheinigung.

Fällt nach erfolgtem Eintrag eine der oben aufgeführten Voraussetzungen nachträglich weg, so wird von Amts wegen der Strich des Eingetragenen im Fischerbuch verfügt.

Lehnt das Bezirksamt die beantragte Eintragung in das Fischerbuch ab oder verfügt es den Strich eines Eingetragenen im Fischerbuch, so ist hierüber ein mit Gründen versehener Bescheid zu erteilen, gegen welchen dem Betroffenen binnen 14 Tagen, vom Tage der Zustellung ab, der Rekurs an das Ministerium des Innern in Karlsruhe zusteht.

Personen, welche privatrechtlich zur Ausübung der Fischerei befugt sind, werden zum Eintrag in das Fischerbuch zugelassen, wenn sie im Besitze einer Fischerkarte sind.

Dieser Eintrag berechtigt jedoch zur selbständigen Ausübung der Fischerei nur in dem Umfang und nach Inhalt des vorhandenen Privatrechtstitels.

Die selbständige Ausübung der Fischerei darüber hinaus ist an die oben angeführten allgemeinen Voraussetzungen geknüpft.

§. 8. — Einträge in das Gehülfenverzeichnis.

Die im Fischereibetrieb eines eingetragenen Fischers beschäftigten Gehülfen sind zur Fischerei mit Stellnetzen, Zuggarn, Böhren, Reusen und Legangeln in Abwesenheit ihres Arbeitgebers nur befugt, wenn sie im Verzeichnis der Fischereigehülfen eingetragen sind.

Der Eintrag in das Verzeichnis der Fischereigehülfen erfolgt auf Antrag des Arbeitgebers unter der Voraussetzung, dass der Einzutragende Einwohner eines der im § 2 aufgeführten Orte ist, das 20. Lebensjahr zurückgelegt hat und sich im Besitz einer Fischerkarte befindet.

Das beim Fischen in Anwesenheit eines eingetragenen Fischers oder eingetragenen Fischereigehülfen beschäftigte Hilfspersonal bedarf des Eintrags in das Gehülfenverzeichnis nicht.

§. 9. — Besondere Voraussetzungen zur Ausübung der Angelfischerei.

1. Zum Fischen mit Legangeln sind nur die eingetragenen Fischer und eingetragenen Gehülfen befugt (§ 6).

In einem Fischereibetrieb dürfen an Legangeln an der Grundschnur gleichzeitig nicht mehr als 200 Drahtangeln und nicht mehr als 400 sonstige Angeln verwendet werden.

Die gleichzeitige Verwendung von Drahtangeln neben sonstigen Angeln ist untersagt.

Legangeln dürfen in der Zeit vom 1. Oktober bis einschliesslich 30. April nur in einer Wassertiefe von mindestens 1 m. ausgelegt werden.

2. Zur gewerbemässigen Fischerei mit der Angelrute, Handangel, der Zock-, Schweb- und Schwemmschnur sind alle Einwohner der in § 2 aufgeführten Orte befugt, sofern sie im Besitze einer Fischerkarte sind.

3. Die nicht gewerbemässig betriebene Angelfischerei darf nur mittels Angelrute, Handangel und Schwemmschnur ausgeübt werden und ist auch solchen Personen gestattet, welche in einem Ort am Untersee und Rhein nur vorübergehend sich aufhalten, sofern sie die Erlaubnis der Ortspolizeibehörde einer der im § 2 aufgeführten Gemeinden eingeholt haben und — von dem Falle in § 5, letzter Absatz, abgesehen — eine bezirksamtliche Fischerkarte besitzen.

§. 10. — Verbot der Neuerungen in den Fanggeräten.

Neuerungen in den zur Zeit der Erlassung dieser Fischereiordnung gebräuchlichen Fanggeräten sind nur mit bezirksamtlicher Genehmigung statthaft.

Im Zweifel wird die Fischereikommission darüber gehört werden, ob eine Neuerung vorliegt.

§. 11. — Fangverbote und verbotene Fanggeräte.

Es ist verboten:

1. die Anwendung explodierender oder sonst schädlicher Stoffe (insbesondere von Dynamit, Sprengpatronen, giftigen Ködern und von Mitteln zur Betäubung der Fische;
2. die Anwendung von Fallen und Schlagfedern, von Fischzangen, Fischgabeln und Geren (Harpunen), Schiesswaffen und anderen derartigen Fangmitteln, welche eine Verwundung der Fische herbeiführen können; der Gebrauch von Angeln, mit Ausnahme der sogenannten Juckschnur, mittels deren die Fische ohne Köder durch Anreissen gefangen werden, ist gestattet;
3. das Totschlagen von Fischen unter dem Eis;
4. die Anwendung von Drahtschleifen (Schlingen), Drahtböhren, Drahtreusen, Rechen und von künstlich dargestelltem, insbesondere elektrischem Licht, sowie der Steinglocke, mit Ausnahme der Stohrreiser bei Steckborn;
5. die Herstellung und der Gebrauch feststehender (ständiger, im Boden befestigter) Fangeinrichtungen, mit Ausnahme der Reiser (§ 35), der Fachen (§ 36) und der hohen Stellnetze zum Felchenfang (§ 29 am Ende);
6. der Gebrauch von Bandreusen zum Aalfang.

§. 12. — Maschenweite.

A. Allgemeine Vorschrift.

Fanggeräte jeder Art und Benennung dürfen nicht angewendet werden, wenn die Öffnungen (bei Maschen in nassem Zustande) in Höhe und Breite nicht wenigstens eine Weite von 32 mm. haben.

Bei der Kontrolle der Geflechte und Netze ist eine Abweichung von einem Zehnteil bei einzelnen Maschen nicht zu beanstanden.

B. Zulässigkeit einer geringeren Maschenweite.

1. Der Fang von Gangfischen und Kropffelchen (Kilchen) ist mit Fanggeräten gestattet, welche eine Weite der Öffnungen (Maschen) von mindestens 33 mm. haben.

2. In der Zeit vom 20. November bis 25. Dezember dürfen im Rhein Fachenböhren mit nur 23 mm. Maschenweite verwendet werden. Innerhalb zwei Jahren nach Inkrafttreten dieser Fischereiordnung dürfen die zur Zeit gebräuchlichen Fachenböhren mit nur 20 mm. Maschenweite noch aufgebraucht werden; neue Fachenböhren müssen dagegen eine Maschenweite von 23 mm. haben.

3. Der Fang von Trütschen und Bandreusen ist in der Tiefe des Sees gestattet, ohne dass eine bestimmte Weite der Öffnungen der Fanggeräte vorgeschrieben wäre (vergl. § 34).

4. Zum Umsetzen von Haseln dürfen Netze von nicht unter 17 mm. Maschenweite verwendet werden, jedoch nur in der Zeit vom 15. September bis 15. April und nur auf der Weisse; auch muss das sogenannte Haselwättle, welches hierbei gebraucht wird, eine Maschenweite von mindestens 20 mm. haben. Das Ausfangen der Hasel darf nur mit dem Haselwättle geschehen und dürfen die Haselnetze nicht enger zusammengesetzt werden, als zum Gebrauch des Haselwättle unumgänglich notwendig ist.

Werden beim Haselfang mit engmaschigen Netzen andere Fischarten mitgefangen, so sind dieselben sofort sorgfältig in das Wasser zurückzusetzen; ausgenommen hiervon sind Füre und Rotteln, sofern der Haselfang unter Eis geschehen ist, sowie Laugelen.

5. Zum Fang von Laugelen als Speisefische dürfen Netze von nicht unter 14 mm. Maschenweite verwendet werden; werden hierbei andere Fischarten mitgefangen, so sind dieselben sorgfältig in das Wasser zurückzusetzen.

Das Bezirksamt kann nach Anhörung der Fischereikommission den Laugelenfang zu allen andern als den in Ziffer 6 genannten Zwecken (Futter- und Köderfische) ganz oder teilweise verbieten.

6. Zum Zwecke des Fangs von Köderfischen zum eigenen Bedarf kann durch das Bezirksamt der Gebrauch von engmaschigen Netzen gestattet werden, doch wird dadurch an den Bestimmungen über Mindestmasse (§ 13) und Schonzeiten (§ 14) der Fische nichts geändert. Die Erlaubnis ist schriftlich zu erteilen.

In dem Erlaubnisschein sind jeweils die Arten der Fische, welche zu diesem Zweck gefangen werden dürfen, die Zeit des Fangs und die Wasserstrecke, in welcher derselbe ausgeübt werden darf, zu bezeichnen, sowie etwaige andere zur Verhütung des Missbrauchs erforderliche Bestimmungen zu treffen.

Die Erlaubnis zum Fang von Groppen und Grundeln mit der Streife ohne bestimmte Weite der Öffnungen soll nur unter Beschränkung

auf die Zeit vom 1. Januar bis 15. April, auf dem Rhein abwärts bis zur Linie Ermatingen-Schopflin und auf drei Tage in der Woche, jeweils Dienstag, Mittwoch und Freitag bis 10 Uhr nachts, erteilt werden.

Die Erlaubnis zum Fang von Laugelen und Bütten als Köderfische zum eigenen Bedarf mit Netzen ohne bestimmte Maschenweite gilt als allgemein erteilt.

7. Werden in den Fällen Ziffern 1—6 Fanggeräte mit geringerer als der erlaubten Maschenweite verwendet oder die engmaschigen Fanggeräte zum Fang anderer als der im Einzelfalle erlaubten Fischarten, insbesondere zum Fang von untermässigen oder von solchen Fischen missbraucht, für welche Schonzeit besteht, so kann das Bezirksamt unabhängig von der etwa verwirkten Strafe dem unzuverlässigen Fischer die in Ziffern 1—6 enthaltenen Vergünstigungen oder einzelne derselben auf bestimmte Zeit entziehen; beim zweiten Rückfall hat diese Entziehung auf die Dauer von 2—5 Jahren zu erfolgen.

Werden in der Zeit vom 20. November bis 25. Dezember auf den Laichstellen der Gangfische mit den unter Ziffern 1 und 2 erwähnten Fanggeräten Seeforellen, Felchen, Hechte und Äschen mitgefangen, so dürfen dieselben — mit Ausnahme der untermässigen — behalten werden.

Die in der Schonzeit gefangenen Seeforellen und Felchen unterliegen jedoch den in §§ 16 und 17 enthaltenen Vorschriften über Entnahme und Verwertung der Fortpflanzungselemente und über die Verkaufskontrolle.

C. Erfordernis einer grösseren Maschenweite.

1. Hohe Stellnetze müssen eine Maschenweite von mindestens 45 mm. haben (§ 27).

Die Verwendung von hohen Stellnetzen von weniger als 45, aber nicht unter 23 mm. Maschenweite ist nur zum Gangfischfang während der Sommerfangzeit gestattet (§ 31).

Niedere Stellnetze zum Felchenfang müssen eine Maschenweite von mindestens 40 mm. haben.

2. Zuggarne müssen eine Maschenweite von mindestens 35 mm. haben, doch ist die Anbringung eines Sackes von nur 32 mm. Maschenweite gestattet. Die Verwendung von Zuggarnen von weniger als 35, aber nicht unter 23 mm. Maschenweite ist nur zum Gangfischfang während der Laichzeit erlaubt.

Die Äschenwaad muss eine Maschenweite von mindestens 32 mm. haben.

3. Der Läufer auf dem Gottlieber Fischereigebiet muss eine Maschenweite von mindestens 35 mm. haben, welche auch für den Sack massgebend ist.

§ 13. — Mindestmasse (Schonmasse).

Werden untermässige Fische der nachgenannten Arten gefangen, so sind dieselben sofort sorgfältig in das Wasser zurückzusetzen. Als untermässig gelten diese Fische, wenn sie von der Kopfspitze bis zum Schwanzende (Schwanzspitzen) gemessen nicht wenigstens folgende Längen haben:

Aal	} 35 cm	Regenbogenforelle . . .	} 25 cm
Zander		Saibling (Bötel) . . .	
Seeforelle		Barbe	
Hecht		Karpfen	
Äsche			
Weissfelchen	} 30 cm	Kropffelchen	} 20 cm
Blaufelchen		Schleie	
Grosse Maräne			
Amerikanische Maräne			

Auf jedem Schiff müssen die obigen Mindestmasse eingeschnitten oder durch sonstige ständige Einrichtungen kenntlich gemacht sein.

§ 14. — Schonzeiten.

Für die nachbenannten Fischarten werden folgende Schonzeiten, während welcher dieselben nicht gefangen werden dürfen, festgesetzt;

1. vom 1. März bis 30. April für Äschen und Regenbogenforellen;
2. vom 1. April bis 31. Mai für Zander;
3. vom 1. Oktober bis 31. Dezember für Seeforellen;
4. vom 1. November bis 31. Dezember für Saiblinge;
5. vom 15. November bis 15. Dezember für Felchen (Weiss-, Blau-, Kropffelchen und Maränen).

Werden beim erlaubten Fange Fische, welche der Schonzeit unterliegen, mitgefangen so sind dieselben sofort sorgfältig in das Wasser zurückzusetzen.

§ 15. — Ausnahmen zu gunsten der Fischerei auf Seeforellen, Felchen, Äschen und Saiblinge.

Das Bezirksamt kann zuverlässigen Fischern die Fischerei auf Seeforellen, Felchen, Äschen und Saiblinge auch während der Schonzeit gestatten, wenn Sicherheit besteht, dass die Fortpflanzungselemente (Rogen und Milch) der gefangenen laichreifen Fische zu Zwecken der künstlichen Fischzucht Verwendung finden.

Für die Erlaubniserteilung haben die folgenden Grundsätze zu gelten:

1. Die Erlaubnis ist schriftlich zu erteilen. Der Fischer hat den Erlaubnisschein stets bei sich zu führen und auf Verlangen des Aufsichtspersonals vorzuweisen.
2. Für die Entnahme, Befruchtung und Ablieferung der Fortpflanzungselemente ist der nachfolgende § 16 massgebend.
3. Die Fischerei in der Schonzeit auf Felchen mit hohen Stellnetzen darf nur vom 25. November bis 5. Dezember zugelassen werden.
4. Die erteilte Erlaubnis ist jederzeit widerruflich und soll der Widerruf namentlich eintreten, wenn die Bedingungen der Erlaubnis nicht beachtet oder den Weisungen des Fischereiaufsichtspersonals hinsichtlich der Vornahme der Befruchtung und der Ablieferung der Fortpflanzungselemente nicht unbedingt Folge geleistet wird.

§ 16. — Künstliche Fischzucht.

Beim ausnahmsweise erlaubten Fang von Seeforellen, Felchen, Äschen und Saiblingen in der Schonzeit (§ 15) und beim Fang von

Gangfischen und Hechten zur Laichzeit sind den gefangenen laichreifen Fischen die Fortpflanzungselemente (Rogen und Milch) zu entnehmen, zu befruchten und zweckmässig verwahrt an das Aufsichtspersonal, bezw. an die von dem Bezirksamt jeweils zu bezeichnenden Brutanstalten abzuliefern.

Den Weisungen des Fischereiaufsichtspersonals hinsichtlich der Gewinnung, Behandlung und Ablieferung der Fortpflanzungselemente ist unbedingt Folge zu leisten.

Fischer, welche die Laichelemente nicht sorgfältig behandeln, werden als unzuverlässig betrachtet und im nächsten Jahr von der Erlaubnis zum Fang während der Schonzeit und Laichzeit ausgeschlossen.

Sobald alle Anstalten gefüllt sind, werden die gewonnenen Fischeier durch das Aufsichtspersonal an geeignete Stellen ausgesetzt.

Die im Geltungsgebiet dieser Fischereiordnung gewonnenen Fortpflanzungselemente und die Fischbrut dürfen nicht nach auswärts versendet werden (weder mit noch ohne Entgelt), es müssen vielmehr die ausgebrüteten Fische in ihr eigenes Fischwasser wieder eingesetzt werden. Das Bezirksamt kann von diesem Verbot Nachsicht erteilen.

§. 17. — Marktverbot.

Fische, deren Fang unter einem bestimmten Mass (§ 13) oder deren Fang zu einer bestimmten Zeit (§ 14) verboten ist, dürfen im ersten Fall nicht unter diesem Mass, im andern Fall nicht während dieser Zeit — die ersten drei Tage ausgenommen — feilgeboten, verkauft oder versendet werden. Unter den gleichen Voraussetzungen ist auch die Verabreichung solcher Fische in Wirtschaften untersagt.

Auf Felchen, zu deren Fang gemäss § 15 Erlaubnis erteilt worden ist, findet dieses Verbot keine Anwendung.

Die mit besonderer Erlaubnis gemäss § 15 in der Schonzeit gefangenen Seeforellen, Äschen und Saiblinge und die während der Schonzeit für Seeforellen gefangenen Silber- oder Schwebforellen dürfen während der Schonzeit nur feilgeboten, verkauft oder versendet werden, wenn sie mit dem vorgeschriebenen Kontrollzeichen versehen sind. Die Anbringung des Kontrollzeichens erfolgt durch das hierzu bestimmte Aufsichtspersonal, nachdem der Fischer nachgewiesen hat, dass er bezirksamtliche Fangerlaubnis besitzt und dass die Fortpflanzungselemente zur künstlichen Fischzucht verwendet worden sind oder dass die Fische zur Zeit des Fangens bereits verlaicht haben oder innerhalb der gebotenen Schonzeit nicht laichreif werden.

§. 18. — Ausnahme zu wissenschaftlichen Zwecken.

Das Bezirksamt kann von den Vorschriften über Maschenweite, Mindestmasse und Schonzeiten zu wissenschaftlichen Zwecken Ausnahmen bewilligen.

§. 19. — Verbot der Nachtfischerei.

Der Fang von Fischen zur Nachtzeit (von einer Stunde nach Sonnenuntergang bis eine Stunde vor Sonnenaufgang) unter Anwendung menschlicher Thätigkeit ist verboten.

Ausnahmen von diesem Verbot zu gunsten bestimmter zuverlässiger Fischer können durch das Bezirksamt in folgendem Umfang zugelassen werden:

1. in der Zeit vom 15. Februar bis 1. April zur Fischerei mit dem Zuggarn für die Nächte von Montag eine Stunde nach Sonnenuntergang auf Dienstag und von Mittwoch auf Donnerstag eine Stunde vor Sonnenaufgang;
2. In derselben Zeit (Ziffer 1) zur Fischerei mit dem Läufer auf dem Gottlieb Lehenzug (Griesserhalblehen) im Rhein jeweils für Dienstag Abend vom Beginn der Dämmerung bis nachts 10 Uhr;
3. in der Zeit vom 20. November bis 25. Dezember zur Fischerei auf Gangfische mit dem Zuggarn, Läufer, mit Stellnetzen und mit Fachenböhren, jedoch nur auf den Laichplätzen der Gangfische und, soweit diese Nachtfischerei mit dem Zuggarn, dem Läufer und mit Stellnetzen ausgeübt wird, mit Ausschluss der Zeit von Samstag eine Stunde nach Sonnenuntergang bis Montag eine Stunde vor Sonnenaufgang.

Die Erlaubnis zum Fang von Fischen zur Nachtzeit ist schriftlich zu erteilen. Dieselbe ist bei missbräuchlicher Anwendung (insbesondere mit Bezug auf den Fang untermässiger Fische) jederzeit widerruflich.

Werden beim erlaubten Fang Äschen, Seeforellen, Saiblinge und Felchen mitgefangen, während für sie Schonzeit besteht, so dürfen dieselben zwar behalten werden, sie unterliegen jedoch den in §§ 16 und 17 enthaltenen Vorschriften über Entnahme und Verwertung der Fortpflanzungselemente und Kontrolle durch das Fischereiaufsichtspersonal.

Über das Aussetzen von Stellnetzen und Böhren über Nacht vergl. §§ 28 und 33. Über die Nachtfischerei mit der Streife siehe § 12, B, Ziffer 6.

§. 20. — Seefeiertage.

Die Ausübung der Fischerei unter gleichzeitiger Anwendung menschlicher Thätigkeit hat an allen Seefeiertagen zu ruhen.

Ausgenommen ist die nicht gewerbsmässig betriebene Angelfischerei mit der Angelrute am Ufer aus und das Bühren von Fachenböhren in dem in § 33 angegebenen Umfang. Das Stehenlassen von über Nacht ausgesetzten Stellnetzen und Böhren von Seefeiertagen ist nur in dem in den §§ 28, 30 und 33 angegebenen Umfang erlaubt.

Als Seefeiertage gelten ausser den Sonntagen: Neujahr, Dreikönigstag, Mariä Lichtmess, Josephstag, Mariä Verkündigung, Karfreitag, Ostermontag, Himmelfahrtstag, Pfingstmontag, Fronleichnamstag, Peter und Paul, Mariä Himmelfahrt, Mariä Geburt, Allerheiligen, Christtag und Stephanstag.

§. 21. — Vorrang im Fischen.

Demjenigen, der zuerst auf dem Platz erscheint, bleibt das Vorrecht zum Fischen.

§. 22. — Zahl der Zuggarne.

In einem Fischereibetrieb darf gleichzeitig nur ein Zuggarn verwendet werden.

§. 23. — Beschaffenheit der Zuggarne.

Der Sack der Zuggarne darf nicht länger als 30 m. sein; es ist gestattet, vom Sack abgehendes Garn beiderseits am ersten Tuch vom Stab ab, jedoch nicht über 15 m. vom Stab, wieder zu verwenden.

Zuggarne dürfen höchstens eine Länge von 180 m. haben.

Die Zuggarne, welche im Rhein gebraucht werden, dürfen die folgenden Längen nicht überschreiten:

Die Zuggarne auf dem Konstanzer Fischereigebiet	80 m.
Die Zuggarne auf dem Fischereigebiet im Paradies für Gangfisch- und Äschenfang	65 m.
Der Läufer zum Gangfischfang auf dem Fischereigebiet im Paradies	55 m.
Das Zuggarn auf dem Gottlieber Fischereigebiet	110 m.
Der Läufer auf dem Gottlieber Fischereigebiet	55 m.
Die Ermatinger Gangfischfegge	180 m.

§. 24. — Zeitliche Beschränkungen in der Verwendung der Zuggarne.

Die Verwendung von Zuggarnen ist nur statthaft:

- a) in der Zeit vom 15. Februar bis 15. April (Fastenzeit);
- b) in der Zeit vom 15. Juni bis 30. September (Sommerzeit);
- c) zum Fang von Gangfischen mit Beschränkung auf diejenigen Gebiete, auf denen eine aus Privatrechtstiteln abgeleitete Befugnis zum Gangfischfang mit dem Zuggarn besteht, vom 20. November bis 25. Dezember.

In der Sommerzeit (oben litt. b) ist die Verwendung von Zuggarnen nur von Tagesanbruch bis nachmittags 4 Uhr gestattet.

In der Sommer- und Fastenzeit (oben litt. b und a) ist dieselbe an jedem Montag und Donnerstag in der Woche untersagt.

In der Zeit vom 15. Februar bis 15. April (Fastenzeit), ebenso vom 15. Juni bis 30. September (Sommerzeit) und vom 20. November bis 25. Dezember (Gangfischlaichzeit) darf in demselben Fischereibetrieb die Fischerei während des ganzen Zeitraums nur mit einer Netzart (Zuggarn oder Stellnetz) ausgeübt werden.

Wer während der Fastenzeit (15. Februar bis 15. April) mit dem Zuggarn gefischt hat, darf in der Frühjahrsschonzeit (15. April bis 1. Juni), während welcher das Zuggarn unbedingt verboten ist, auch nicht mit Stellnetzen fischen (§ 28).

Ausgenommen hiervon sind die hohen Gangfischstellnetze (§ 31).

§. 25. — Örtliche Beschränkungen in der Verwendung von Zuggarnen.

Bei Ausübung der Zuggarnfischerei muss der Anker auf die Weisse gelegt und das Garn auf die Halde heraufgezogen werden.

Die Fischerei mit Zuggarnen in der Tiefe des Sees ist untersagt. Die Ausführung des Zugs darf jedoch in der Zeit vom 15. Februar bis 15. April in einer Entfernung von 100 m. von dem auf der Weisse ausgeworfenen Anker erfolgen. In dieser Zeit ist es auch gestattet, an den Stellen, an denen die Halde sehr flach abfällt, den Anker bis zu einer Tiefe von 5 m. seewärts auszuwerfen.

§. 26. — Zahl der Stellnetze.

In einem Fischereibetrieb dürfen gleichzeitig verwendet werden:

- a) auf der Weisse und Halde nicht mehr als insgesamt 10 und auf der Weisse, Halde und Tiefe nicht mehr als insgesamt 15 Stellnetze;
- b) beim Treiben nicht mehr als 3 Stellnetze;
- c) an hohen Stellnetzen nicht mehr als 4.

Die in litt. b und c aufgeführten Stellnetze werden in die in litt. a festgesetzte Höchstzahl eingerechnet.

Stellnetze, welche zum Fang von Brachsmen verwendet werden, sind in die im Absatz 1 festgesetzten Höchstzahlen nicht einzurechnen, sofern sie eine Maschenweite von mindestens 75 mm. haben, nur in der Tiefe ausgesetzt werden und ihre Zahl 6 nicht überschreitet.

§. 27. — Beschaffenheit der Stellnetze.

Die Länge der Stellnetze darf 100 m., die Höhe der gewöhnlichen Stellnetze 1,50 m. und die Höhe der hohen Stellnetze 5 m. nicht überschreiten. Für die Messung der Höhe der Stellnetze ist der Zustand massgeblich, in dem sie getrocknet an Netzhaken aufgehängt sind.

Langelnetze (§ 12, B, Ziffern 5 und 6a) dürfen nicht länger sein als 10 m. und nicht höher als 1 m.

§. 28. — Zeitliche Beschränkungen in der Verwendung der Stellnetze.

Das Treiben mit Stellnetzen, das Übermorgensetzen und der Fang von Haseln mit Stellnetzen ist an jedem Montag und Donnerstag in der Woche verboten.

Erlaubt ist an diesen beiden Tagen dagegen:

- a) das Aussetzen der Netze über die kommende Nacht am Nachmittag und
- b) das Bühren von über Nacht ausgesetzten Stellnetzen am Vormittag, in welchem Falle die Netze nur in der Tiefe oder von der Halde nach der Tiefe (also senkrecht zum Zug der Halde) ausgesetzt sein dürfen.

Ausgenommen von dem Verbot des Absatzes 1 ist die Zeit vom 20. Mai bis 30. Juni (Brachsmenlaichzeit) und vom 20. November bis 25. Dezember (Gangfischlaichzeit).

Das Aussetzen von Stellnetzen darf in der Zeit vom 1. Oktober bis 31. März nicht vor 8 Uhr und in der Zeit vom 1. April bis 30. September nicht vor 4 Uhr nachmittags beginnen; die Bühren muss in der Zeit vom 1. Oktober bis 31. März bis 10 Uhr und in der Zeit vom 1. April bis 30. September bis 8 Uhr vormittags beendet sein. Die Stellnetze müssen regelmässig am nächstfolgenden Vormittag geführt und dürfen vor dem Nachmittag desselben Tages nicht wieder ausgesetzt werden. Nur in der Tiefe des Sees ist das Stehenlassen der ausgesetzten Stellnetze über zwei Nächte und einen Tag gestattet, in welchem Falle jedoch das Aussetzen der Netze ausserhalb des der Zuggarnfischerei zugewiesenen Bereichs zu geschehen hat. Ausserhalb des Zuggarngebietes hat ferner das

Aussetzen der Stellnetze während der Fastenzeit (15. Februar bis 15. April) an den Tagen zu geschehen, an welchen in den anschliessenden Nächten die Zuggarnfischerei gestattet ist.

An den Vorabenden der Sonn- und Seefeiertage (§ 20) dürfen Stellnetze nur in der Tiefe oder von der Halde nach der Tiefe (also senkrecht zum Zug der Halde) ausgesetzt und müssen dieselben am Vormittag des auf den betreffenden Sonn- oder Seefeiertag folgenden Werktags gebührt werden.

Das Treiben mit Stellnetzen ist nur von Tagesanbruch (eine Stunde vor Sonnenaufgang) bis nachmittags 4 Uhr, in der Zeit vom 1. Oktober bis 31. März bis nachmittags 3 Uhr gestattet.

Auch ist das sogenannte Schleienstufen von diesem Zeitpunkt ab verboten.

Das Treiben auf Gangfische mit hohen und niederen Stellnetzen ist nur in der Zeit vom 15. April bis 10. Juni gestattet (§ 31).

Das Aussetzen der Stellnetze beim Übermorgensetzen darf zwei Stunden vor Sonnenaufgang beginnen, mit dem Treiben aber auch in diesem Fall vor Tagesanbruch nicht angefangen werden.

Beim Haselfang mit engmaschigen Netzen (§ 12, B, 4) darf nach 4, bzw. 3 Uhr nachmittags nicht mehr eingesetzt, es dürfen aber die vor 4, bzw. 3 Uhr umgesetzten Hasel bis zur Nachtzeit (eine Stunde nach Sonnenuntergang) ausgefangen werden.

Wer während der Fastenzeit (15. Februar bis 15. April) mit einem Zuggarn gefischt hat, darf während der anschliessenden Frühjahrsschonzeit (15. April bis 1. Juni) keine Stellnetze in Verwendung bringen.

In der Zeit vom 15. bis 25. November ist der Gebrauch von Stellnetzen nur auf der Weisse gestattet.

§. 29. — Örtliche Beschränkungen in der Verwendung von Stellnetzen.

Das Stehenlassen von Stellnetzen im Schilf (bei Tag und über Nacht) ist untersagt; ebenso das Aussetzen von Stellnetzen über Nacht an Laichstellen der Brachsmen; erfolgt das Aussetzen der Netze in der Nähe der Laichstellen, auf der Halde, so darf nur von der Halde nach der Tiefe (also senkrecht zum Zug der Halde) gesetzt werden.

Die hohen Stellnetze dürfen nur in der Tiefe verwendet werden.

Während des Felchenlaichs dürfen in der Zeit vom 25. November bis 5. Dezember hohe Stellnetze auch auf der Weisse ausgesetzt werden (vergl. § 15, Absatz 2, Ziffer 3).

§. 30. — Fang von Gangfischen mit Stellnetzen während der Laichzeit.

Vor Beginn der Gangfischlaichzeit werden im Gebiet der allgemeinen Fischerei die Fangplätze für Gangfische unter die Stellnetzfisher alljährlich in der nachfolgend bestimmten Reihenfolge verteilt:

Diejenigen Fischer, welche die Fischerei mit Stellnetzen auf Gangfische in der Laichzeit betreiben wollen, haben ihre Absicht jeweils bis spätestens 1. November beim Fischermeister anzumelden. Der Fischermeister steckt im Beisein von zwei Mitgliedern der Fischereikommission in der Zeit vom 1. November bis zum Beginn der Fangzeit so viele Fangplätze aus als An-

meldungen erfolgt sind, und werden die ausgesteckten Fangplätze, nachdem sie mit fortlaufenden Nummern versehen worden sind, unter die angemeldeten Fischer erstmals durch das Los verteilt. Vom 20. November ab wird mit den Fangplätzen von den Inhabern derselben tageweise in der Art abgewechselt, dass jeder Fangplatz jeweils am nächstfolgenden Tag nachmittags 1 Uhr an den Inhaber der nächstfolgenden Nummer übergeht.

Bei dem vorbeschriebenen Abstecken der Fangplätze muss von dem Pfahl, der auf dem Standort der alten Groppenfächle geschlagen ist, in der Richtung Groppenfächle-Agerstenbach vom Pfahl bis zur rechtsseitigen Halde des Rheins abwärts überall eine Entfernung von 200 m. und von da abwärts von der rechtsseitigen Halde des Rheins eine Entfernung von 20 m. eingehalten werden.

In gleicher Weise werden die Fangplätze für Gangfische im Gnadensee von Allensbach bis zur Oberzeller Kirche verteilt; zur Auslosung werden dort jedoch nur eingetragene Fischer der Gemeinden Reichenau, Allensbach, und Markelfingen zugelassen.

Auf den übrigen Gangfischlaichplätzen werden Fangplätze nicht abgesteckt.

In der Zeit vom 20. November bis 25. Dezember dürfen auf dem Gebiet der allgemeinen Fischerei Stellnetze mit weniger als 32 mm. Maschenweite zum Gangfischfang nur auf den abgesteckten Fangplätzen verwendet werden. Im Gnadensee dürfen auf den nicht abgesteckten Fangplätzen solche Stellnetze nur in einer Entfernung von 100 m. voneinander ausgesetzt werden.

Die Fischerei auf Gangfische mit Stellnetzen auf dem einem andern Fischer zugewiesenen Fangplatz ist auch dann untersagt, wenn der betreffende Fischer von diesem Platze keinen Gebrauch macht.

Die Art und Weise, in welcher auf den Fangplätzen das Aussetzen der Stellnetze über Nacht und über Morgen stattzufinden hat, wird durch Vereinbarung der Fischer bestimmt; kommt eine solche nicht zu stande, so entscheidet hierüber der Fischermeister nach Anhörung der beiden Mitglieder der Fischereikommission endgültig. Der auf die eine oder andere Weise getroffenen Anordnung hat jeder Fischer unbedingt Folge zu leisten.

Das Bühren der ausgesetzten Stellnetze ist von Tagesanbruch (eine Stunde vor Sonnenaufgang) bis 10 Uhr vormittags und das Wiederaussetzen derselben von 1 Uhr mittags bis eine Stunde nach Sonnenuntergang gestattet. Das Stehenlassen der Stellnetze über die Sonntage ist untersagt.

Wer in der Gangfischlaichzeit die Stellnetzfisherei auf Gangfische ausübt, darf in derselben Zeit (20. November bis 25. Dezember) nicht auch die Fischerei mit dem Zuggarn betreiben.

§. 31. — Fang von Gangfischen mit Stellnetzen während der Sommerfangzeit.

Die Fischerei auf Gangfische mit hohem Gangfischstellnetzen ist in der Zeit vom 15. April bis 10. Juni mit Ausschluss des Montags und Donnerstags gestattet.

Auch die hohen Gangfischstellnetze dürfen nicht über 100 m. lang und 5 m. hoch sein.

Ihr unterer Teil muss auf 1 m. Höhe eine Maschenweite von 30 mm. haben. Die Unterzähre darf nicht anders als bei gewöhnlichen Stellnetzen beschaffen sein und dürfen sie namentlich nicht als schwebende Netze verwendet werden.

Die Verwendung der hohen Gangfischstellnetze ist nur von Tagesanbruch (eine Stunde vor Sonnenaufgang) bis mittags 12 Uhr gestattet.

§. 32. — Entfernung der Stellnetze voneinander.

Beim Aussetzen der Stellnetze hat jeder Fischer vom andern eine Entfernung von 20 m. einzuhalten, wobei der Abstand senkrecht von Stellnetz- wand zu Stellnetz wand zu messen ist.

Diese Vorschrift findet auf das Treiben mit Stellnetzen (insbesondere auch bei Verwendung der hohen Gangfischstellnetze, §§ 28 und 31) und beim Übermorgensetzen keine Anwendung.

§. 33. — Die Fischerei mit Böhren.

Böhren dürfen am Einlauf keinen grössern Durchmesser als 1 m. haben. In einem Fischereibetrieb dürfen gleichzeitig nicht mehr als 12 Böhren verwendet werden.

Vorstehende Beschränkungen finden auf die Fachenböhren keine Anwendung; die letzteren werden in die obige Höchstzahl nicht eingerechnet.

Das Aussetzen von Böhren muss bis spätestens nachmittags 4 Uhr, das Böhren derselben in der Zeit vom 1. Oktober bis 31. März bis 10 Uhr und in der Zeit vom 1. April bis 30. September bis 8 Uhr vormittags beendigt sein. Böhren, die über Nacht ausgesetzt wurden, müssen am nächstfolgenden Vormittag gebührt und dürfen vor dem Nachmittag desselben Tages nicht wieder ausgesetzt werden.

Das Stehenlassen von Böhren, welche am Vorabend der Sonn- und Seefeiertage (§ 20) ausgesetzt wurden, über diese Sonn-, bzw. Feiertage ist gestattet.

In der Zeit vom 20. November bis 25. Dezember darf das Böhren und Wiederaussetzen von Fachenböhren, welche an Laichstellen der Gangfische ausgesetzt wurden, von Tagesanbruch (eine Stunde vor Sonnenaufgang) bis zur Nachtzeit unbeschränkt stattfinden. Dagegen ist das Stehenlassen derselben über die Sonntage in diesem Falle untersagt; die am Samstag Abend ausgesetzten Böhren müssen am Sonntag Morgen vor 8 Uhr gebührt und dürfen an demselben Tage nicht wieder ausgesetzt werden.

Das Legen von Böhren auf die Miess ist untersagt.

Beim Aussetzen der Böhren hat jeder Fischer vom andern eine Entfernung von 20 m. einzuhalten.

§. 34. — Die Fischerei mit Reussen.

Reussen dürfen nur zum Trüschenfang in der Tiefe des Sees zwischen Berlingen und Mammern, und zwar in einem Fischereibetrieb gleichzeitig nicht mehr als 100, verwendet werden.

Die gleichzeitig verwendeten Reussen müssen an einem Stück sein; sie dürfen nur in der Längsrichtung des Seebettes ausgelegt und müssen an

jedem Ende, sowie in der Mitte mit sogenannten Schweben kenntlich gemacht werden; in jedem Jahr hat in der Zeit zwischen dem 1. und 15. Mai nach näherer Anordnung des Fischermeisters ein Wechsel der gebrauchten Plätze unter den Fischern stattzufinden.

Beim Aussetzen der Reusen hat jeder Fischer vom andern eine Entfernung von 50 m. einzuhalten.

Das Legen von Reussen im Schilf ist untersagt.

§. 35. — Reiser.

Der Umfang eines Reises, welcher durch die Kastenpfähle bestimmt wird, darf nach allen Richtungen keinen grösseren Durchmesser als 15. m. haben. Die Wehrpfähle dürfen vom Mittelpunkt des Reises (Reispfahl) keineswegs über 30 m. hinausgerückt und nicht auf die Weisse gesetzt werden. Jedes Reis muss durch Schwebzeichen, welche auf den Wehrpfählen anzubringen sind, deutlich erkennbar gemacht sein.

Vorhandene Reiser, deren Grössenverhältnisse die vorstehend angegebenen überschreiten, sollen bei der ersten notwendig werdenden gänzlichen oder teilweisen Erneuerung des Kastens diesen Anforderungen thunlichst entsprechend eingerichtet werden. Wehrpfähle bestehender Reiser, die über 30 m. vom Reispfahl abstehen, und innerhalb 12 Monaten nach Inkrafttreten dieser Fischereiordnung auf jene Entfernung zurückzusetzen.

Zur Errichtung neuer Reiser ist die bezirksamtliche Genehmigung erforderlich; doch darf die Anzahl der bestehenden Reiser hierdurch nicht vermehrt werden.

Die Reiser müssen stets in einem ihrem Zweck entsprechenden Zustand erhalten werden. Bei Verwahrlosung eines Reises kann das Bezirksamt nach Anhörung der Fischereikommission dem Besitzer die Wiederherstellung binnen einer angemessenen Frist aufgehen und bei deren fruchtlosem Verlauf denselben seines Rechts auf die Benutzung des Reises für verlustig erklären. Gegen die Anordnung und Entscheidung des Bezirksamtes steht dem Besitzer der Rekurs an das Ministerium des Innern in Karlsruhe zu. Die Verfügung über ein für verfallen erklärtes Reis steht ausschliesslich dem Bezirksamt zu. Die eigenmächtige Weiterbenutzung desselben durch den bisherigen Besitzer oder durch Dritte ist untersagt.

Sämtliche Reiser werden unter Namhaftmachung der Besitzer in ein beim Bezirksamt geführtes Verzeichnis eingetragen. Zum Zwecke der Weiterführung desselben muss jeder Übergang eines Reises an einen andern Besitzer (durch Veräusserung oder Erbfolge) dem Bezirksamt angezeigt werden.

Die Ausübung der Fischerei innerhalb der Wehrpfähle eines Reises ist nur dem rechtmässigen Besitzer und solchen Personen gestattet, welche die schriftliche Ermächtigung des Besitzers hierzu mit sich führen. Diese Ermächtigung muss, wo mehrere Anteilhaber an einem Reis vorhanden sind, von sämtlichen Teilhabern ausgestellt sein.

Die Ausübung der Fischerei mit dem Zuggarn innerhalb der Wehrpfähle eines Reises ist auch dem Besitzer untersagt.

§. 36. — Fache.

Neue Fache dürfen nicht errichtet und der Umfang bereits bestehender Fache nicht vergrößert werden.

Fache, welche durch Verwahrlosung seitens ihrer Besitzer in Zerfall geraten sind, dürfen nicht wieder aufgebaut werden; ob der hier vorausgesetzte Grad der Verwahrlosung anzunehmen ist, wird im Zweifel durch das Bezirksamt nach Anhörung der Fischereikommission entschieden. Die Wiederherstellung von Fachen, die durch Naturereignisse oder fremde Gewalt zerstört wurden, ist innerhalb 2 Jahren vom Zeitpunkt der Zerstörung an gestattet.

§. 37. — Das Miessen.

Die Entnahme von Miess aus dem See, bezw. Rhein ist untersagt.

Auf Ansuchen kann dieselbe in der Zeit vom 15. bis 31. März zugelassen werden; die Gesuche sind an den Fischermeister zu richten und darf die Entnahme und auf den von dem letzten ausgesteckten Plätzen stattfinden.

§. 38. — Schutz der Fischbrut.

Es ist verboten, den im Wasser befindlichen Fischlaich und die Brut wegzunehmen, zu zerstören oder zu beschädigen, auch die Fische und den Laich an den Laichplätzen unbefolgtermassen in einer die Fortpflanzung gefährdenden Weise zu stören.

Bleibt nach dem Rücktritt des Wassers Fischbrut in Gräben, Gruben und sonstigen Vertiefungen zurück, so dürfen die Fischer dieselbe an sich nehmen; sie sind jedoch verpflichtet, solche alsbald in den See oder Rhein wieder einzusetzen.

§. 39. — Schonvorschriften für Krebse.

Der Fang von Krebsen, welche vom Kopf- bis zum Schwanzende nicht mindestens 10 cm. messen, ist verboten.

Werden untermässige Krebse zufällig gefangen, so sind dieselben unverzüglich in das Wasser zurückzusetzen. In der Zeit vom 1. Oktober bis 30. Juni ist der Fang von Krebsen untersagt.

Bezüglich des Feilhaltens, der Veräusserung und Versendung von Krebsen zur Schonzeit und von untermässigen Krebsen finden die §§ 17 und 18 sinngemässe Anwendung.

Sollten zur Hebung des Krebsbestandes in der Folge Krebse in den Untersee und Rhein in grösserem Umfang eingesetzt werden, so kann das Bezirksamt den Fang von Krebsen im Geltungsgebiet dieser Fischereiordnung auf die Dauer von 5 Jahren ganz verbieten.

§. 40. — Strafbestimmungen.

Zu widerhandlungen gegen vorstehende Vorschriften werden mit Geld bis zu 150 Mark oder mit Haft bestraft.

Ebenso wird bestraft, wer im Geltungsgebiet dieser Fischereiordnung unberechtigt fischt oder krebst.

Im Falle des Absatzes 1 ist neben der Strafe auf Einziehung der verbotswidrig gefangenen und feilgehaltenen Fische und der bei der Aus-

im März:	}	5 Uhr morgens, 7 Uhr abends			
„ September:					
„ April:	}	4 „ „ 8 „ „			
„ August:					
„ Mai:	}	4 „ „ 9 „ „			
„ Juli:					
„ Juni:		3	„	„	9 „ „

§. 44. — Verhältnis zu früheren Vorschriften.

Diese Fischereiordnung tritt am 1. Januar 1898 in Kraft. Mit diesem Tage treten die §§ 1—37 der Fischereiordnung für den Untersee (äusserer See) und Rhein vom 16. November 1861, die Fischereiordnung für den Gnadensee (innerer See) vom 23. Januar 1865 und die bezirkspolizeiliche Vorschrift vom 18. Januar 1893, betreffend die Ausübung der Fischerei im Untersee und Rhein, ausser Wirksamkeit.

§. 45. — Übergangsbestimmungen.

Die im Gebrauch befindlichen Fanggeräte von unter 32 mm. Maschenweite, deren Verwendung nicht gemäss § 12, B, dieser Fischereiordnung zugelassen bleibt, dürfen noch bis 1. Januar 1899 verwendet werden.

Desgleichen tritt auch die Erhöhung des Mindestmasses für den Hecht von 30 auf 35 cm. mit dem 1. Januar 1899 in Wirksamkeit.

45

FRANCE, ALLEMAGNE.

Convention relative à la délimitation des possessions françaises du Dahomey et du Soudan et des possessions allemandes du Togo; signée à Paris le 9 juillet 1897.

Publication officielle du Ministère des Affaires étrangères de la République française.

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne ayant résolu, dans un esprit de bonne entente mutuelle de donner force et vigueur à l'accord préparé par leurs délégués respectifs pour la délimitation des possessions françaises du Dahomey et du Soudan et des possessions allemandes du Togo, les soussignés:

Son Excellence M. Gabriel Hanotaux, Ministre des Affaires étrangères de la République française;

Son Excellence M. le Comte de Münster, Ambassadeur de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, près le Président de la République française.

Dûment autorisés à cet effet, confirment le Protocole avec son annexe dressé à Paris, le 9 de ce mois, et dont la teneur suit:

Protocole.

Les soussignés :

René Lecomte, Secrétaire d'ambassade de première classe, sous-directeur adjoint à la Direction des affaires politiques du Ministère des Affaires étrangères ;

Louis-Gustave Binger, Gouverneur des colonies, chargé de la Direction des affaires d'Afrique au Ministère des Colonies ;

Félix de Müller, Conseiller de légation et premier secrétaire de l'Ambassade d'Allemagne à Paris ;

Docteur Alfred Zimmermann, Consul impérial, chargé des affaires du Togo à la section coloniale du Ministère des Affaires étrangères ;

Ernst Vohsen, Consul impérial en retraite ;

Délégués par le Gouvernement de la République française et par le Gouvernement de l'Empire allemand à l'effet de préparer un projet de délimitation définitive entre les possessions françaises du Dahomey et du Soudan et les possessions allemandes du Togo, sont convenus des dispositions suivantes qu'ils ont résolu de soumettre à l'agrément de leurs Gouvernements respectifs :

Art. 1^{er} — La frontière partira de l'intersection de la côte avec le méridien de l'île Bayol, se confondra avec ce méridien jusqu'à la rive sud de la lagune qu'elle suivra jusqu'à une distance de 100 mètres environ au delà de la pointe est de l'île Bayol, remontera ensuite directement au nord jusqu'à mi-distance de la rive sud et de la rive nord de la lagune ; puis suivra les sinuosités de la lagune, à égale distance des deux rives, jusqu'au thalweg du Mono, qu'elle suivra jusqu'au 7° degré de latitude nord.

De l'intersection du thalweg du Mono avec le 7° degré de latitude nord, la frontière rejoindra par ce parallèle le méridien de l'île Bayol qui servira de limite jusqu'à son intersection avec le parallèle passant à égale distance de Bassila et de Penesoulou. De ce point, elle gagnera la rivière Kara, suivant une ligne équidistante des chemins de Bassila à Bafilo par Kirikri et de Penesoulou à Séméré par Aledjo, et ensuite des chemins de Sudu à Séméré et d'Aledjo à Séméré, de manière à passer à égale distance de Daboni et d'Aledjo ainsi que de Sudu et d'Aledjo. Elle descendra ensuite le thalweg de la rivière Kara sur une longueur de cinq kilomètres et, de ce point, remontera en ligne droite vers le nord jusqu'au 10° degré de latitude nord, Séméré devant, dans tous les cas, rester à la France.

De là, la frontière se dirigera directement sur un point situé à égale distance entre Djé et Gandou, laissant Djé à la France et Gandou à l'Allemagne, et gagnera le 11° degré de latitude nord en suivant une ligne parallèle à la route de Sansanné-Mango à Pama et distante de celle-ci de trente kilomètres. Elle se prolongera ensuite vers l'ouest sur le 11° degré de latitude nord jusqu'à la Volta blanche, de manière à laisser en tout cas Pougno à la France et Koun-Djari à l'Allemagne. Puis elle rejoindra par le thalweg de cette rivière le 10° degré de latitude nord qu'elle suivra jusqu'à son intersection avec le méridien 3° 52' ouest de Paris (1° 32' ouest de Greenwich).

Art. 2. — Le Gouvernement français conservera pour ses troupes et son matériel de guerre le libre passage par la route de Kouandé à la rive

droite de la Volta par Sansanné-Mango et Gambaga, ainsi que de Kouandé à Pama par Sansanné-Mango, pour une durée de quatre années à partir de la ratification du présent Arrangement.

Art. 3. — La frontière déterminée par le présent Arrangement est inscrite sur la carte ci-annexée.

Art. 4. — Les deux Gouvernements désigneront des commissaires qui seront chargés de tracer sur les lieux la ligne de démarcation entre les possessions françaises et allemandes en conformité et suivant l'esprit des dispositions générales qui précèdent.

Art. 5. — En foi de quoi, les Délégués ont dressé le présent protocole et y ont apposé leurs signatures.

Fait à Paris, en double expédition, le 9 juillet 1897.

Les Délégués français:

(Signé): *René Lecomte*
G. Binger.

Les Délégués allemands:

(Signé): *F. von Müller.*
A. Zimmermann.
Ernst Vohsen.

46.

GRANDE-BRETAGNE, BULGARIE.

Traité commercial signé à Vienne le 12/24 juillet 1897.

Parliamentary Papers presented to both Houses of Parliament by Command of Her Majesty. Septembre 1897. C. — 8663.

Commercial Arrangement between the United Kingdom of Great Britain and Ireland and the Principality of Bulgaria.

The Undersigned, Francis Edmund Hugh Elliot, Esq., Her Britannic Majesty's Agent and Consul-General in Bulgaria, and his Excellency Dr. C. Stofloff, President of the Council and Minister for Foreign Affairs and Public Worship of His Royal Highness the Prince of Bulgaria, Grand Cross of the Princely Order of St. Alexander in Brilliants, Grand Cordon of the Orders of the Osmanieh and Medjidieh in Brilliants, &c., duly authorized by their respective Governments, have agreed as follows:—

Arrangement Commercial entre le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et la Principauté de Bulgarie.

Les Soussignés, Mr. Francis Edmund Hugh Elliot, Agent et Consul-Général de Sa Majesté Britannique en Bulgarie, et son Excellence M. le Docteur C. Stofloff, Président du Conseil et Ministre des Affaires Étrangères et des Cultes de Son Altesse Royale le Prince de Bulgarie, Grand-Croix de l'Ordre Princier de Saint-Alexandre en Brillants, Grand-Cordon des Ordres de l'Osmanieh et du Medjidieh en Brillants, &c., dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, sont convenus de ce qui suit:—

Article 1.

British subjects in Bulgaria, and Bulgarians in the United Kingdom of Great Britain and Ireland, shall respectively enjoy, immediately and unconditionally, in all matters relating to navigation, industry, and commerce, including importation and exportation, as well as transit, the same rights, privileges, liberties, facilities, immunities, and exemptions as are enjoyed, or may hereafter be enjoyed, by natives or by subjects of any other foreign State, without payment of any impost, tax, customs duty, or other due, charge, or expense, other or higher than those to which the latter are liable; further, no customs duties or other dues or charges shall be levied at any one frontier different from or higher than those which are levied at any other frontier on similar articles. British subjects in Bulgaria, and Bulgarians in the United Kingdom of Great Britain and Ireland, shall enjoy perfect equality of treatment with natives and the subjects of every other foreign State in all matters relating to bonding, bounties, drawbacks, facilities, patents for inventions, trade-marks, distinctive marks of manufacture or of origin, patterns, and designs.

Article 2.

No prohibition or restriction shall be maintained or decreed against the importation of any article the produce or manufacture of one or other of the contracting countries, from whatever place arriving, which shall not equally apply to the importation of the like article produced or manufactured in any other foreign country. It is, nevertheless, understood that each of the Contracting Parties reserves the

Article 1.

Les sujets Britanniques en Bulgarie, et les Bulgares dans le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, jouiront respectivement, immédiatement et sans conditions, en toute matière de navigation, d'industrie, et de commerce, tant pour l'importation et l'exportation que pour le transit, des mêmes droits, privilèges, libertés, facilités, immunités, et franchises dont jouissent, ou pourraient jouir à l'avenir, les nationaux ou les sujets de tout autre État étranger, éans payer aucun impôt, taxe, droit de douane, ou frais, autre ou plus élevé que ceux auxquels ces derniers sont assujettis; en outre, il ne sera prélevé à l'une des frontières des droits de douane ou autres droits ou charges, différents ou plus élevés que ceux qui sont prélevés à toute autre frontière sur les articles similaires. Les sujets Britanniques en Bulgarie, et les Bulgares dans le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, jouiront d'une parfaite égalité de traitement avec les nationaux et les sujets de tout autre État étranger, en tout ce qui concerne l'entreposage, les primes, les drawbacks, les facilités, les brevets d'invention, les marques de fabrique, les marques distinctives de fabrication et de provenance, les modèles et les dessins.

Article 2.

Il ne sera maintenu ou édicté contre l'importation d'un article quelconque, produit du sol ou de l'industrie de l'un ou de l'autre des pays contractants, de quelque provenance que ce soit, aucune prohibition ou restriction qui ne s'appliquerait pas également à l'importation du même article, produit du sol ou de l'industrie de tout autre pays étranger. Il est néanmoins entendu que chacune des

right to apply sanitary measures and restrictions affecting the importation of any goods or articles injurious to public health, or to animals or plants.

Article 3.

Her Britannic Majesty's Government consents that, during the term of the present Arrangement, articles of British origin or manufacture shall pay, on entering Bulgaria, the customs, octroi, and excise duties specified in Annex (A) and in the Final Protocol of the Treaty signed on the ^{9th}/_{21st} December, 1896, between the Austro-Hungarian and Bulgarian Plenipotentiaries, saving all reductions which have been or may be granted to other Powers, and excepting the articles scheduled in Annex 2 of the present Arrangement, which shall pay the duties therein specified.

Article 4.

Annexes Nos. 1, 2, and 3 shall be considered as forming an integral part of the present Arrangement.

Article 5.

The present Arrangement shall be applicable, so far as the laws permit, to all the Colonies and foreign possessions of Her Britannic Majesty, provided always that each of the said Colonies and foreign possessions shall be free to refuse its acceptance of the Arrangement within six months from the date of the signature thereof, notification to that effect being given by Her Majesty's Representative at Sophia to the Minister for Foreign Affairs of His Royal Highness the Prince of Bulgaria.

Parties Contractantes se réserve le droit d'appliquer des mesures et restrictions sanitaires concernant l'importation de toute marchandise ou colis nuisible à la santé publique, aux animaux, ou aux plantes.

Article 3.

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique consent, pour la durée du présent Arrangement, que les marchandises d'origine ou de manufacture Britannique acquittent à leur entrée en Bulgarie les droits de douane, d'octroi, et d'accise indiqués dans l'Annexe (A), et dans le Protocole Final du Traité signé le ⁹/₂₁ Décembre, 1896, entre les Plénipotentiaires Austro-Hongrois et Bulgares, sauf toutes les réductions accordées ou qui seront accordées à d'autres Puissances, et à l'exception des articles indiqués dans l'Annexe II du présent Arrangement, qui paieront les droits y mentionnés.

Article 4.

Les Annexes Nos. 1, 2 et 3 seront considérées comme formant partie intégrante du présent Arrangement.

Article 5.

Le présent Arrangement sera applicable, dans la mesure compatible avec les lois, à toutes les Colonies et possessions étrangères de Sa Majesté Britannique; sous la réserve, toutefois, que chacune des dites Colonies et possessions étrangères sera libre de renoncer à l'acceptation de l'Arrangement dans un délai de six mois à partir de la date de la signature de cet Arrangement, notification à cet effet étant donné par le Représentant de Sa Majesté Britannique à Sophia au Ministre des Affaires Étrangères de Son Altesse Royale de Prince de Bulgarie.

Article 6.

The present Arrangement shall come into effect on the $\frac{12^{\text{th}}}{24^{\text{th}}}$ July, 1897, and shall remain in force until the $\frac{19^{\text{th}}}{31^{\text{st}}}$ December, 1899.

In case neither of the Contracting Parties shall have notified six months before the end of the said period the intention of putting an end to it, the Arrangement shall remain binding until the expiration of one year from the day on which one or other of the Contracting Parties shall have denounced it.

Done in duplicate at Vienna, this $\frac{12^{\text{th}}}{24^{\text{th}}}$ day of July, in the year of our Lord 1897.

(L. S.) (Signed)
Francis E. H. Elliot.
(L. S.) (Signed)
Dr. C. Stoiloff.

Article 6.

Le présent Arrangement entrera en vigueur le $\frac{12}{24}$ Juillet, 1897, et demeurera exécutoire jusqu'au $\frac{19}{31}$ Décembre, 1899.

Dans le cas où aucune des Parties Contractantes n'aurait notifié six mois avant la fin de la dite période son intention d'en faire cesser les effets, le dit Arrangement demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'un an à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties Contractantes l'aura dénoncé.

Fait en double exemplaire à Vienne, ce $\frac{12}{24}$ Juillet, 1897.

(L. S.) (Signé)
Francis E. H. Elliot.
(L. S.) (Signé)
Dr. C. Stoiloff.

Annex Nr. 1.

1. The right of "cabotage" is maintained for British vessels. During the term of the Arrangement signed on the $\frac{12^{\text{th}}}{24^{\text{th}}}$ July, 1897, British vessels calling at Bulgarian ports shall not be liable to any dues or charges, other or higher than those set forth in the annexed Circular of the $\frac{3^{\text{rd}}}{15^{\text{th}}}$ April, 1885.

When ships can take advantage of the works now being constructed, or which may hereafter be constructed, at certain ports, the question of new dues to be paid at those ports shall be settled by mutual agreement.

2. In all operations relating to commerce or navigation (customs operations, fines, &c.) where British subjects are called upon to provide guarantees, bank guarantees will only

Annexe Nr. 1.

1. Le droit de cabotage est maintenu pour les navires Britanniques. Pendant la durée de l'Arrangement signé le $\frac{12}{24}$ Juillet, 1897, les navires Britanniques faisant escale aux ports de la Bulgarie ne seront soumis à aucuns droits ou charges autres ni plus élevés que ceux indiqués dans l'Ordonnance Circulaire du $\frac{3}{15}$ Avril, 1885, dont copie annexée.

Lorsque les navires pourront profiter des travaux des ports actuellement en construction, ou qui seront construits à l'avenir, la question de nouveaux droits à payer dans ces ports sera réglée d'un commun accord.

2. Dans toutes les opérations relatives au commerce ou à la navigation (opérations de douane, amendes, &c.) où les sujets Britanniques seront tenus de fournir caution, il ne sera accepté

be accepted as satisfactory if furnished by banks established in Bulgaria with the sanction of the Government of the Principality.

3. Every facility shall be granted to British subjects for bonding goods at the sea-ports; and the bonding of coal shall be permitted in depôts either on land or afloat.

4. British subjects shall be permitted freely to exercise the profession of ship-broker. British subjects shall be permitted freely to exercise the profession of grain-broker, provided they pay a licence tax of 400 fr. per annum.

5. In the event of the Government of Bulgaria undertaking the administration of the Sanitary and Light-house services on the Bulgarian coast of the Black Sea, it will not collect higher dues than those now levied by the existing Administrations.

6. With regard to the transport of goods by rail, the Bulgarian Government undertakes to admit British goods, and goods imported by British subjects or their agents, to the enjoyment of all advantages, or reductions of freight or of other charges, and to all privileges and facilities which have been, or may hereafter be, accorded to goods coming from any other foreign country, or imported by the subjects of the most favoured nation.

All goods landed at Bulgarian ports, including goods destined to be immediately dispatched to the interior of the Principality under the conditions of a tariff of through rates,

comme caution suffisante, en fait de garanties de banque, que les garanties des banques fondées en Bulgarie avec la sanction de l'autorité Princièrre.

3. Toute facilité sera accordée aux sujets Britanniques pour l'entreposage de marchandises aux ports de mer, et l'entreposage du charbon de terre sera permis tant dans les dépôts sur terre que des dépôts flottants.

4. L'exercice de la profession de courtier maritime sera libre pour les sujets Britanniques. L'exercice de la profession de courtier pour les céréales sera libre pour les sujets Britanniques qui paient la taxe de patente de 400 fr. par an.

5. Dans le cas où le Gouvernement Bulgare se chargerait de l'administration du service Sanitaire et du service des Phares sur le littoral Bulgare de la Mer Noire, il ne percevra pas des taxes plus élevées que celles actuellement prélevées par les Administrations existantes.

6. En ce qui concerne le transport de marchandises par chemin de fer, le Gouvernement Bulgare s'engage à faire participer les marchandises Britanniques, et celles importées par des sujets Britanniques ou leurs ayants cause, à tout avantage ou diminution de frais de transport ou d'autres charges, et à tout privilège et facilité qui sont ou qui seront accordés aux marchandises provenant de tout autre pays étranger, ou importés par les sujets de la nation la plus favorisée.

Toutes marchandises débarquées aux ports Bulgares, même celles qui seraient destinées à être immédiatement dirigées vers l'intérieur de la Principauté, sous les conditions d'un

may be cleared at the custom-house
of the port of entry.

(L. S.)

(Signed)

Francis E. H. Elliot.

(L. S.)

(Signed)

Dr. C. Stoiloff.

tarif de transport direct, pourront
être dédouanées à la douane du port
d'entrée.

(L. S.)

(Signé)

Francis E. H. Elliot.

(L. S.)

(Signé)

Dr. C. Stoiloff.

Ordonnance Circulaire adressée le 3 Avril, 1885, par le Ministère Princier
des Finances, à MM. les Directeurs des Douanes établies dans les Ports,
No. 8752.

(Traduction.)

Le Tarif concernant la perception des droits de port et annexé à
l'Ordonnance en date du 28 Février, année courante, No. 5277, prévoit des
taxes assez élevées; quelques-unes de ces taxes sont même inutiles. Le
Ministère des Finances désirant éviter des réclamations de la part des
propriétaires indigènes ou étrangers de bateaux et écarter toute difficulté, a
élaboré le Tarif ci-joint, aux lieu et place de l'ancien Tarif et des modifications
qui y ont été apportées à diverses reprises par les Circulaires ultérieures.
Vous êtes en conséquence prié, M. le Directeur, de vous conformer au
nouveau Tarif lors de la perception des droits de port afférents aux ba-
teaux qui arrivent dans nos ports.

Tarif des Droits de Port.

§ 1. Pour ancrage et bouée:—

Tous les bâtiments de commerce battant pavillon Bulgare ou étranger,
qui arrivent dans des ports Bulgares où le chargement et le déchargement
des marchandises sont autorisés, acquitteront les droits suivants:—

1. Si les bâtiments ne chargent ni ne déchargent, dans un délai de
huit jours à partir de leur arrivée dans le port, ils ne paient aucune taxe.
Passé ce délai, s'ils commencent à charger, ils acquittent:—

- a. Les bâtiments jaugeant jusqu'à 5 tonneaux, 1 fr.
- b. " " de 5 à 50 tonneaux, 2 fr. 50 c.
- c. " " de 50 à 300 " 10 fr.
- d. " " de 300 à 600 " 51 fr.
- e. " " de 600 tonn. et au delà, 20 fr.
- f. Les schleps ou radeaux, 2 fr.

Les bâtiments qui, après le délai de huit jours, ne chargent point de
marchandises acquitteront la moitié des taxes correspondantes; mais si après
avoir payé cette dernière taxe ils commencent à charger, ils devront ac-
quitter l'autre moitié.

Remarque 1: Les petits bâtiments qui voyagent munis d'un certificat
de cabotage, les bateaux de poste, et les Sociétés de Navigation qui font
un service régulier sont exemptés du payement de ces taxes.

Remarque 2: Les bâtiments venant d'un port Bulgare acquitteront la moitié du droit d'ancrage.

Remarque 3: Sont également exemptés du paiement du droit d'encrage les bâtiments qui, pour cause de tempête ou autre accident de mer, accostent à un point du littoral où le chargement et le déchargement des marchandises ne sont pas autorisés.

§ 2. Droits perçus annuellement des propriétaires de bâtiments et embarcations Bulgares:—

a. Tout propriétaire de bâtiment jaugeant jusqu'à 5 tonneaux paie annuellement 8 fr.

b. Tout propriétaire de bâtiment jaugeant de 5 à 50 tonneaux paie annuellement 15 fr.

c. Tout propriétaire de bâtiment jaugeant de 50 à 100 tonneaux paie annuellement 25 fr.

d. Tout propriétaire de bâtiment jaugeant de 100 à 200 tonneaux paie annuellement 40 fr.

e. Tout propriétaire de bâtiment jaugeant de 200 tonneaux et au delà paie annuellement 50 fr.

Les petites barques de pêche et les moulins à nef sont exemptés du paiement de ces taxes. Les barques payeront seulement les droits établis par la Loi sur la Pêche et les moulins acquitteront les droits prévus dans la Loi sur les Patentes.

§ 3. Les bâtiments neufs, construits dans la Principauté, paieront, lorsqu'ils seront lancés:—

a. Les bateaux jaugeant 5 tonneaux, 2 fr.

b. " " de 5 à 50 tonneaux, 10 fr.

c. " " de 50 à 100 " 15 fr.

d. " " de 100 à 200 " 20 fr.

e. " " 200 tonneaux et au delà, 25 fr.

§ 4. Les bâtiments construits à l'étranger et battant pavillon Bulgare acquittent les taxes dans la proportion prévue au § 3.

§ 5. Droits pour délivrer différents documents et pour visa:—

a. Les bâtiments sous pavillon Bulgare, qui désirent se munir d'un diplôme de sujétion doivent payer—

1. Les bâtiments jaugeant de 5 à 300 tonneaux, à 10 c. par tonneau ;

2. Les bâtiments jaugeant plus de 300 tonneaux paient 4 c. par tonneau en plus. Les diplômes doivent en outre être munis d'un timbre d'enregistrement de 1 fr.

b. Pour un acte de congé délivré à des bâtiments sous pavillon Bulgare il est perçu 5 fr. Cet acte doit être également muni d'un timbre de 1 fr.

c. Pour un rôle d'équipage délivré à des bâtiments sous pavillon Bulgare, pour un long ou court voyage, il est perçu 2 fr.

d. Pour un certificat de navigation le long du littoral, délivré aux petites embarcations, 1 fr. Ce certificat sera muni d'un timbre de 50 c.

e. Pour dresser ou légaliser un acte quelconque, 4 fr.

f. Pour visa, lors du départ du bâtiment, 2 fr.

Remarque 1: Sont exemptés du visa les documents délivrés aux petites embarcations naviguant le long du littoral.

Remarque 2: Toutes les autres taxes pour dresser et légaliser différentes actes relatifs à la navigation sont perçues par les Tribunaux compétents ou par les Agences de Bulgarie à l'étranger conformément au tarif annexé à la Loi sur la Navigation de Commerce. (Voir Législation Ottomane, Tome I, traduit par Ch. S. Arnaudoff, p. 346.)

§ 6. Droit de lest:—

a. Tout bâtiment qui a jeté son lest dans un port maritime Bulgare à l'endroit fixé par l'Administration du port paiera 3 centimes par tonne de jaugeage du bâtiment. Si le lest est déchargé à terre ou chargé dans un autre bâtiment, il ne sera perçu aucun droit.

b. Tout bâtiment qui prend du lest dans un port Bulgare où le lest est affermé, doit en payer le prix à l'entrepreneur conformément au tarif en vigueur.

Les droits de port doivent être acquittés en argent lorsqu'ils ne dépassent pas 20 fr., et en or lorsqu'ils sont supérieurs à cette somme, ainsi qu'il est établi pour les droits de douane.

(Translation.)

Circular addressed on the 3rd April, 1885, by the Ministry of Finance of the Principality to the Collectors of Customs at Bulgarian Ports, No. 8752.

The Tariff relative to the collection of port dues annexed to the Ordinance of the 28th February of the present year, No. 5277, provides for somewhat high dues; several of these dues are, indeed, useless. The Ministry of Finance, being desirous of avoiding claims on the part of native or foreign ship-owners, and wishing to avoid all difficulty, has drawn up the accompanying Tariff, instead of, and in the place of, the old Tariff, and the modifications which have been introduced into it on different occasions by former Circulars. You are therefore requested, M. le Directeur, to be guided by the new Tariff in the collection of port dues payable by vessels arriving in our ports.

Tariff of Port Dues.

1. For anchorage and buoyage:

All merchant-vessels under the Bulgarian or a foreign flag arriving in Bulgarian ports in which loading or unloading of cargo is permitted, shall pay the following dues:—

1. If vessels neither load nor unload within eight days after their arrival in port, they shall pay no dues. At the expiration of this period, if they begin to load, they shall pay:—

a. Vessels up to 5 tons, 1 fr.

b. " from 5 to 50 tons, 2 fr. 50 c.

c. " " 50 to 300 " 10 fr.

d. " " 300 to 600 " 15 fr.

e. " " 600 tons and over, 20 fr.

f. Tugs or rafts, 2 fr.

Vessels which, after a period of eight days, load no cargo, shall pay half the above dues, but if after paying the latter they commence to load, they shall pay the other half.

Note 1: Small vessels trading with a coasting certificate, mail-steamers, and Navigation Companies performing a regular service are exempted from payment of these dues.

Note 2: Vessels coming from a Bulgarian port shall pay half the anchorage dues.

Note 3: Exemption from anchorage dues is also granted to vessels which by stress of weather, or other accident of the seas, touch at a point on the coast where loading and unloading of cargo is not allowed.

2. Dues payable yearly by owners of Bulgarian vessels and craft:—

a. Every owner of a vessel measuring up to 5 tons pays 8 fr. a-year.

b. Every owner of a vessel measuring from 5 to 50 tons pays 15 fr. a-year.

c. Every owner of a vessel measuring from 50 to 100 tons pays 25 fr. a-year.

d. Every owner of a vessel measuring from 100 to 200 tons pays 40 fr. a-year.

e. Every owner of a vessel measuring 200 tons and above pays 50 fr. a-year.

Small fishing-boats and floating mill are exempt from payment of these dues. Fishing-boats shall pay only the dues imposed by the Fisheries Law, and mills shall pay the dues imposed by the Law of Licences.

3. New vessels built in the Principality will pay, when launched;—

a. Vessels measuring 5 tons, 2 fr.

b. " " from 5 to 50 tons, 10 fr.

c. " " " 50 to 100 " 15 fr.

d. " " " 100 to 200 " 20 fr.

e. " " " 200 tons and over, 25 fr.

4. Vessels built abroad, and flying the Bulgarian flag, shall pay dues at the rate provided for in section 3.

5. Duty for furnishing various documents, and for visa:—

a. Vessels under the Bulgarian flag desiring to provide themselves with a certificate of their nationality are liable to—

1. Vessels measuring from 5 to 300 tons, 10 c. a-ton.

2. Vessels measuring above 300 tons, 4 c. a-ton more. The certificates must further bear a registration stamp of 1 fr.

b. For a clearance certificate delivered to vessels under the Bulgarian flag, 5 fr. is collected. This certificate must also bear a stamp of the value of 1 fr.

c. For a list of the crew supplied to vessels under the Bulgarian flag, for a long or short voyage, 2 fr. is collected.

d. For a navigation certificate for the coast furnished to small boats, 1 fr. This certificate must bear a 50 c. stamp.

e. For drawing up or legalizing any certificate, 4 fr.

f. For visa, on the vessel's departure, 2 fr.

Novo. Recueil Gén. 2^e S. XXV.

CC

Note 2: The documents furnished to small craft plying along the coast are exempt from the visa.

Note 2: All other dues for drawing up and legalizing various certificates relating to navigation are collected by the competent Courts or by the Bulgarian Agencies abroad, in accordance with the Tariff annexed to the Law of Navigation and Commerce. (See "Législation Ottomane," Tome I, translated by Ch. S. Arnaudoff, p. 346.)

6. Ballast dues:—

a. Every vessel discharging ballast in a Bulgarian port in the place fixed by the port authority shall pay a duty of 3 centimes on every ton of the vessel's measurement. If the ballast is discharged ashore, or into another vessel, no dues are leviable.

b. Every vessel taking in ballast in a Bulgarian port in which ballasting is farmed out, shall pay the contractor the price fixed by the Tariff in force.

Harbour dues must be paid in silver when they do not exceed 20 fr., and above that amount in gold, as is laid down by the Custom-house Regulations.

Annex No. 2.

1. During the term of the Arrangement signed on the ¹⁹/₂₄th July, 1897, the impord duties on the goods specified below shall not exceed the rates scheduled as follows:—

(1.) Copper, in ingots, plates, and sheets, 10 per cent. ad valorem.

(2.) Caustic soda and soda of all kinds; potash; alums of all kinds; carbonate of ammonia; salt ammoniac; spirit of salt of ammonia and sulphate of ammonia; green and blue vitriol, 12 per cent. ad valorem.

(3.) Coal, 10 per cent. ad valorem.

(4.) Iron and steel scrap, 8 per cent. ad valorem.

(5.) Pig-iron, 8 per cent. ad valorem.

(6.) Steel and iron, in blooms, ingots, bars, plates, sheets, hoopiron,

Annexe No. 2.

1. Pendant la durée de l'Arrangement signé le ¹⁹/₂₄ Juillet, 1897, les droits d'importation sur les marchandises ci-dessous spécifiées ne dépasseront pas les limites des taux indiquées comme suit:—

(1.) Cuivre, en lingots, plaques, et feuilles, 10 pour cent ad valorem.

(2.) Soude caustique et soude de toute espèce; potasse; aluns de toute espèce; carbonate d'ammonium; salmiac; esprit de sel d'ammoniac et sulfate d'ammonium; vitriol vert et vitriol bleu 12 pour cent ad valorem.

(3.) Charbon de terre, 10 pour cent ad valorem.

(4.) Déchets de vieux fer et acier, 8 pour cent ad valorem.

(5.) Fonte brute en saumons, 8 pour cent ad valorem.

(6.) Fer et acier, en morceaux, lingots, barres, plaques, feuilles, tôles,

nail-rods, 10 per cent. ad valorem.

(7.) Wrought-iron and steel plates, polished, varnished, coated with copper, zinc, or tin, 12 per cent. ad valorem.

(8.) Tin plates, 12 per cent. ad valorem.

(9.) Coke, free.

(10.) Sacks of all kinds for the exportation of cereals, free.

(11.) Agricultural and other machinery, free.*)

2. With regard to the right which the Bulgarian Government reserves to levy excise dues on building materials and combustibles, it is agreed that, among building materials, only timber shall be liable to such dues, and that coal and coke shall be free from all excise dues. It is likewise agreed that the excise dues which may be levied on sweet preserves shall not exceed the rate of 40 fr. per 100 kilog.; and on sweetened biscuits, 10 fr. per 100, kilog.

(L. S.) (Signed)
Francis E. H. Elliot.

(L. S.) (Signed)
Dr. C. Stoiloff.

et bandes; fer pour fabrication de clous, 10 pour cent ad valorem.

(7.) Plaques d'acier et de fer forgé, polies, vernies, cuivrées, zinguées, étamées, 12 pour cent ad valorem.

(8.) Feuilles de fer-blanc, 12 pour cent ad valorem.

(9.) Coke, exempt.

(10.) Sacs de tout genre pour exportation de céréales, exempts.

(11.) Machines, agricoles et autres, exemptes.*)

2. En ce qui concerne la faculté que le Gouvernement Princier se réserve de prélever des droits d'accise sur les matériaux de construction et les combustibles, il est convenu que, comme matériaux de construction, seulement les bois de construction seront passibles de ce droit, et que le charbon de terre et le coke seront exempts de tout droit d'accise. Il est également convenu que le droit d'accise qui pourrait être prélevé sur les conserves sucrées ne dépassera pas le taux de 40 fr. par 100 kilog., et sur les biscuits sucrés de 10 fr. par 100 kilog.

(L. S.) (Signé)
Francis E. H. Elliot.

(L. S.) (Signé)
Dr. C. Stoiloff.

Annexe No. 3.

1. It is agreed that commercial travellers' certificates of qualification may be issued by the Chambers of Commerce in the United Kingdom

*) In conformity with the provisions of the Customs Law of January 8, 1885, Article 4, clauses (e) and (j), and of the Law for the Encouragement of Industry of December 20, 1894, Article 3, clause (b).

Annexe No. 3.

1. Il est convenu que les cartes de légitimation pour les voyageurs de commerce pourront être délivrées par les Chambres de Commerce dans

*) En conformité avec les prévisions de la Loi des Douanes du 8 Janvier, 1885, Article 4, clauses (e) et (j), et de la Loi pour l'Encouragement de l'Industrie du 20 Décembre, 1894, Article 3, clause (b).

and by the British Consular authorities in conformity with the form hereto annexed.

2. It is agreed that the certificate^s of origin which may be required on the importation of certain goods into Bulgaria shall be in conformity with the form hereto annexed. No certificate shall be required on the importation of cotton.

3. The above-mentioned certificates of origin shall be issued by the competent British Chamber of Commerce or local authority.

(L. S.) (Signed)
Francis E. H. Elliot.
(L. S.) (Signed)
Dr. C. Stoiloff.

le Royaume-Uni et par les autorités Consulaires Britanniques conformément au modèle ci-jointe.

2. Il est convenu que les certificats d'origine qui pourront être demandés à l'importation en Bulgarie de certaines marchandises seront conformes au modèle ci-jointe. Aucun certificat ne sera demandé à l'importation du coton.

3. Les certificats d'origine susmentionnés seront délivrés par la Chambre de Commerce ou l'autorité locale, Britannique, compétente.

(L. S.) (Signé)
Francis E. H. Elliot.
(L. S.) (Signé)
Dr. C. Stoiloff.

**Carte de Légitimation pour Voyageurs de Commerce
en Bulgarie.**

Le soussigné (nom, qualité, et résidence de l'autorité compétente) certifie que le porteur de la présente carte, M. (prénoms et noms) est autorisé à représenter

la fabrique (s) de
les maison (s) de commerce en dans le Royaume-Uni de la Grande-

Bretagne et d'Irlande sous $\frac{\text{la}}{\text{les}}$ raison (s) sociale (s).....

Signature.

Note.

The bearer of this certificate must not solicit orders nor make purchases otherwise than as a traveller, and on account of the above-mentioned firm. He may carry with him samples, but not goods. He must, moreover, conform to the Regulations in force in Bulgaria.

Avis.

Le porteur de la présente carte ne pourra rechercher des commandes ou faire des achats autrement qu'en voyageant et de la maison susmentionnée. Il pourra avoir des maisons susmentionnées avec lui des échantillons, mais point de marchandises. Il se conformera, d'ailleurs, aux dispositions en vigueur en Bulgarie.

Certificate of Origin.

I¹⁾ certify that it appears from the documents produced before me that Mr.²⁾ on the³⁾ 189 ..⁴⁾ dispatched by train from⁵⁾ station⁶⁾ marked⁷⁾ Nos of kilogrammes gross weight, containing⁸⁾ which goods are the produce of this country, and are destined for the port of⁹⁾ on account of Mr.¹⁰⁾ at¹¹⁾ to order.

Date, Signature, and Seal.
Date, Signature, et Scen.

- 1) Name and office of the official who signs the certificate.
- 2) Name of the manufacturer or merchant.
- 3) Date.
- 4) Name of the railway station or port.
- 5) Number of packages.
- 6) Description of packages.
- 7) General description of the goods.
- 8) Name of port of landing.
- 9) Name of consignee.
- 10) Place of destination.

Certificat d'Origine.

M.¹⁾ certifie que d'après les documents exhibés, M.²⁾ a facturé le³⁾ 189 ..⁴⁾ dans cette gare de⁵⁾ ce port⁶⁾ marque numéros avec poids brut de kilogrammes, contenant⁷⁾ lesquelles marchandises sont produites dans ce pays et sont destinées pour le port de⁸⁾ pour le compte de M.⁹⁾ a¹⁰⁾ ordre (to order).

- 1) Nom et qualité de l'autorité qui expédie le document.
- 2) Nom du producteur ou négociant.
- 3) Date.
- 4) Nom de la gare de chemin de fer ou du port.
- 5) Nombre des colis.
- 6) Sorte des colis.
- 7) Description générique des marchandises.
- 8) Nom du port de débarquement.
- 9) Nom du destinataire.
- 10) Nom du lieu de destination.

Declaration annexed to the Commercial Arrangement between Great Britain and Bulgaria.

It is understood that all the stipulations and conditions of the Treaties and Conventions actually in force are maintained in so far as they shall not have been modified for the term of the Arrangement signed on the ¹²/₂₄ July, 1897, by the said Arrangement itself, or by the conclusion of a special Convention between the two Contracting Parties.

(L.S.) (Signed)
Francis E. H. Elliot.

(L.S.) (Signed)
Dr. C. Stoiloff.

Déclaration annexée à l'Arrangement Commercial entre la Grande-Bretagne et la Bulgarie.

Il est entendu que toutes les stipulations et conditions des Traités et Conventions actuellement en vigueur sont maintenues en tant qu'elles n'auront pas été modifiées pour la durée de l'Arrangement signé le ¹²/₂₄ Juillet, 1897, par le dit Arrangement lui-même, ou par la conclusion d'une Convention spéciale entre les deux Parties Contractantes.

(L.S.) (Signé)
Francis E. H. Elliot.

(L.S.) (Signé)
Dr. C. Stoiloff.

Ministère des Affaires Étrangères et des Cultes,
Sofia, le 17 (29) Avril, 1897.

M. l'Agent,

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint un règlement fixant les limites maximum des taux des droits de statistique à prélever sur différentes catégories de marchandises importées et exportées par les frontières de la Principauté.

Ainsi que vous pourrez le constater, ce règlement offre toutes les garanties voulues que les droits de statistique ne grèveront nullement le commerce au delà de ce qui est strictement nécessaire pour couvrir les frais de statistique du mouvement commercial dans nos douanes.

En espérant que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique voudra bien reconnaître que ces droits ainsi limités n'apporteront aucune entrave au libre développement du commerce, je saisis, &c.

(Signé)

Dr. C. Stoiloff.

Mr. F. Elliot.

(Translation.)

Ministry of Foreign Affairs and Public Worship,
Sofia, April 17 (29), 1897.

M. l'Agent,

I have the honour to transmit to you herewith Regulations fixing the maximum limits of the rates of statistical dues to be levied on different categories of merchandize imported and exported by the frontiers of the Principality.

As you will see, these Regulations offer all the desired guarantees that the statistical dues will in no way burden trade more than is strictly necessary in order to cover the expenses of the statistical service in our custom-houses.

In the hope that Her Britannic Majesty's Government will recognize that the dues thus limited will cause no hindrance to the free development of trade, I avail, &c.

(Signed)

Dr. C. Stoiloff.

Mr. F. Elliot.

Droits de Statistique.

Les droits de statistique seront perçus d'après les dispositions ci-dessous indiquées:

Dix centimes par colis, avec les exceptions suivantes:—

1. Les envois postaux seront affranchis de tout droit de statistique.
 2. Les pointes de Paris et les clous de tout espèce, importés en caisses et en futailles, ainsi que les verres à vitre, paieront un droit de 10 centimes par 100 kilog.
 3. Le ciment et la chaux hydraulique, importés en futailles ou en sacs, paieront 10 centimes par 250 kilog.
 4. Le fer et d'acier, bruts ou demi-ouvrés, tels que le fer à cercles, le fer Suède, le fer et l'acier en barres, plaques, tôles, et feuilles, ainsi que le fer blanc, paieront toujours d'après les dispositions pour la marchandise chargée en vrac
 5. Le charbon de terre et le coke, importés en sacs, paieront le même droit que les importations chargées en vrac.
- Toutes marchandises, importées, chargées en vrac, paieront un droit de statistique de 15 centimes par 1,000 kilog.
- Les bestiaux paieront 10 centimes par tête.

(Translation.)

Statistical Dues.

Statistical dues shall be levied in the manner indicated below:

Ten centimes a package, with the following exceptions:

1. Postal parcels shall be exempt from all statistical dues.
 2. Paris tacks and nails of all kinds imported in cases or in casks, as well as window glass, shall be subject to a duty of 10 centimes per 100 kilog.
 3. Cement and hydraulic lime imported in casks or in sacks, will be subject to a duty of 10 centimes per 250 kilog.
 4. Iron and steel, unwrought, or half wrought, such as iron hoops, Swedish iron, iron and steel in bars, plates, sheets, and leaves, as well as tin-plates, will be subjected to duty under the same conditions as merchandize in bulk.
 5. Pit coal and coke, imported in sacks, shall be subject to the same duty as imports in bulk.
- All merchandize imported in bulk will be subject to a statistical duty of 15 centimes per 1,000 kilog.
- Cattle will be subject to a duty of 10 centimes a-head.

M. le Ministre,

Sofia, May 22, 1897.

I have the honour to acknowledge the receipt of your Excellency's note of the 17th (29th) April, communicating to me regulations fixing the maximum limits of the rates of statistical dues to be levied on different categories of merchandise imported and exported by the frontiers of the Principality.

I am authorized by Her Majesty's Government to accept these regulations as providing that the statistical dues shall not constitute a burden on British trade in excess of reasonable requirements for covering the expense of the statistical service.

(Signed)

F. Elliot.

His Excellency Dr. C. Stoyloff,
President of the Council.

47.

VÉNÉZUÉLA.

Décret relatif aux étrangers qui interviennent dans les luttes électorales, du 30 juillet 1897.

Archives diplomatiques, 1897.

Joaquin Crespo, président constitutionnel des États-Unis du Vénézuéla,

Considérant:

1^o Que les étrangers „domiciliés“ ne jouissent au Vénézuéla que des droits civils, suivant l'art. 9 de la Constitution nationale;

2^o Que les formalités électorales, aussi bien dans leurs actes préparatoires que dans l'acte définitif du vote, constituent un devoir et l'exercice du plus important des droits appartenant seulement aux citoyens vénézuéliens;

3^o Que beaucoup d'étrangers, en violation manifeste de la Constitution, prennent une part active aux propagandes électorales,

Décète:

Art. 1^{er} — L'étranger qui interviendra ou s'immiscera dans la procédure électorale, s'attribuant ainsi la faculté d'exercer une fonction qui ne lui est conférée ni par la Constitution, ni par les lois, sera sans retard soumis aux Tribunaux compétents pour les effets légaux que cela comportera.

Art. 2. — Le Gouvernement édictera d'autres mesures à l'égard de ceux qui méconnaîtront cette disposition, pour les punir, conformément à la loi, comme perturbateurs de l'ordre public.

Art. 3. — Le Ministre des relations intérieures est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait, signé, scellé du sceau de l'exécutif national et contresigné par le Ministre d'Etat du département des relations intérieures, au Palais fédéral, à Caracas, le 30 juillet 1897. Année 87° de l'Indépendance et 89° de la Fédération.

Joaquin Crespo.

48.

AUTRICHE-HONGRIE.

Ordonnances donnant exécution à la loi visant la juridiction consulaire du 30 août 1891: signées le 30 juillet 1897.

Oesterr. Reichsgesetzblatt, 1897, Nr. 178, 179.

Verordnung des Gesamtministeriums vom 30. Juli 1897, womit der Tag bestimmt wird, an welchem das Gesetz vom 30. August 1891 über die Ausübung der Consulargerichtsbarkeit (R. G. Bl. Nr. 136) in Wirksamkeit tritt.

Das Gesetz vom 30. August 1891, womit Bestimmungen über die Ausübung der Consulargerichtsbarkeit getroffen werden (R. G. Bl. Nr. 136), tritt am 1. Jänner 1898 in Wirksamkeit.

Badeni m. p.
Gautsch m. p.
Ledebur m. p.
Glanz m. p.

Welsersheimb m. p.
Biliński m. p.
Gleispach m. p.
Rittner m. p.

Guttenberg m. p.

Verordnung des Justizministers vom 30. Juli 1897, betreffend den Vollzug des Gesetzes vom 30. August 1891 über die Ausübung der Consulargerichtsbarkeit (R. G. Bl. Nr. 136).

§ 1. — Am 1. Jänner 1898 tritt gemäss der Verordnung des Gesamtministeriums vom 30. Juli 1897 (R. G. Bl. Nr. 178) das Gesetz vom 30. August 1891, womit Bestimmungen über die Ausübung der Consulargerichtsbarkeit erlassen werden (R. G. Bl. Nr. 136), in Wirksamkeit, — erhält die vom gemeinsamen Minister des Äussern im Einverständnisse mit den Regierungen der beiden Staatsgebiete erlassene und im Anhang e. verlautebarte Verordnung vom 30. Juli 1897, betreffend die organisatorischen Bestimmungen und die Geschäftsordnung der Consulargerichte, Geltung — und beginnt die Amtsthätigkeit des Consular-Obergerichtes in Constantinopel.

§ 2. — Von diesem Tage an ist nach § 22 des Gesetzes vom 30. August 1891 (R. G. Bl. Nr. 136) der bisherige Wirkungskreis des Obersten Gerichtshofes und der Oberlandesgerichte in Wien, Triest, Zara und Lemberg als dritter, beziehungsweise zweiter Instanz der Consulargerichtsbarkeit in Civilrechtsangelegenheiten, und der k. und k. Missionen, die als zweite und letzte

Instanz der Consulargerichtsbarkeit in Strafsachen wegen Übertretungen bestellt sind, eingeschränkt auf die Entscheidung über Rechtsmittel gegen richterliche Verfügungen, welche vor dem Inkrafttreten des in Rede stehenden Gesetzes bei Gericht ordnungsmässig überreicht wurden und eine richterliche Erledigung erfordern.

Gleispach m. p.

Anhang.

Verordnung des k. und k. gemeinsamen Ministers des Äussern vom 30. Juli 1897, betreffend die organisatorischen Bestimmungen und die Geschäftsordnung der Consulargerichte.

I. Theil. Consulargerichte erster Instanz.

§ 1. — Die derzeit bestehende Organisation und Geschäftsordnung der Consularämter als Consulargerichte erster Instanz bleibt, insoferne das Gesetz vom 30. August 1891 (R. G. Bl. Nr. 136), beziehungsweise der ungarische Gesetzartikel XXXI vom Jahre 1891 und diese Verordnung hierüber keine abweichende Verfügung enthalten, bis auf weitere Anordnung unverändert.

§ 2. — Die Haupt-Geschäftsausweise und die besonderen Ausweise, welche die Consularämter als Consulargerichte erster Instanz bisher an das betreffende Oberlandesgericht, welchem sie untergeordnet waren, vorzulegen hatten, sind von nun an dem Consular-Obergerichte in Constantinopel vorzulegen.

§ 3. — Recurse und Berufungen (Appellationen und Revisionen), welche in den bei den Consulargerichten anhängigen Angelegenheiten gegen richterliche Entscheidungen und Verfügungen bis zum 1. Jänner 1898 eingebracht werden und eine richterliche Erledigung erfordern, haben die Consularämter, als Consulargerichte erster Instanz dem betreffenden Oberlandesgerichte, welchem sie untergeordnet waren, und in Übertretungsfällen der in zweiter und letzter Instanz bisher berufenen k. und k. Mission zu unterbreiten; Rechtsmittel, welche am 1. Jänner 1898 oder später überreicht werden, sind ohne Unterschied dem Consular-Obergerichte in Constantinopel ordnungsmässig vorzulegen.

II. Theil. Das Consular-Obergericht.

I. Hauptstück. Organisation des Consular-Obergerichtes.

§ 4. — Zur Ausübung der auf die Erkenntnisse und Verfügungen der Consularämter Bezug habenden Consulargerichtsbarkeit in zweiter und letzter Instanz wird ein Consular-Obergericht in Constantinopel errichtet, welches seine Amtsthätigkeit am 1. Jänner 1898 zu beginnen hat.

Dasselbe tagt und hat seine Kanzleien in den ihm von der k. und k. Botschaft in Constantinopel angewiesenen Räumen.

§ 5. — Sein Titel ist: Kaiserlich königliches österreichisches und königlich ungarisches Consular-Obergericht; sein Siegel zeigt die Zeichnung (Formular Nr. 1).

§ 6. — Das Consular-Obergericht besteht aus einem Präsidenten, einem österreichischen und einem ungarischen Oberrichter, zwei österreichischen

und zwei ungarischen Oberrichter-Stellvertretern, einem Secretär, zwei Kanzlisten und zwei Dienern.

§ 7. — Die Besetzung der Stellen erfolgt durch Zuteilung nach den Bestimmungen des § 5 des Gesetzes vom 30. August 1891 (R. G. Bl. Nr. 136), beziehungsweise § 5 des Gesetzartikels XXXI vom Jahre 1891.

Die Besetzung der Stellen der Oberrichter-Stellvertreter geschieht auf dieselbe Weise und nach denselben Regeln, welche hinsichtlich der Besetzung der Oberrichterstellen massgebend sind. Zum Oberrichter-Stellvertreter kann auch der Obergerichtssecretär bestimmt werden, falls derselbe die vorschriftsmässige Richterbefähigung besitzt.

Die zugetheilten Personen behalten ihren bisherigen Titel, Rang und Charakter bei; doch hat für die Dauer der Zuteilung der Präsident den Titel: Präsident des k. k. österreichischen und k. ungarischen Consular-Obergerichtes, — der österreichische Oberrichter den Titel: k. k. österreichischer Consular-Oberrichter, und der ungarische Oberrichter den Titel: k. ungarischer Consular-Oberrichter zu führen.

§ 8. — Der Präsident, die Consular-Oberrichter und der Secretär, sowie das Kanzlei- und Dienerpersonal haben für die Zeit ihrer Zuteilung zum Consular-Obergerichte ihren dauernden Aufenthalt in Constantinopel zu nehmen.

Die Oberrichter-Stellvertreter verbleiben in der dienstlichen Verwendung, aus welcher sie entnommen werden, und haben nur zur Supplirung der Consular-Oberrichter über Einberufung durch den Präsidenten auf die Dauer ihrer Verwendung als Ersatzrichter Aufenthalt in Constantinopel zu nehmen.

Im Verhinderungsfalle des österreichischen Oberrichters kann nur ein österreichischer Oberrichter-Stellvertreter, und im Verhinderungsfalle des ungarischen Oberrichters nur ein ungarischer Oberrichter-Stellvertreter einberufen werden.

Der Präsident, die Consular-Oberrichter, sowie die Ersatzrichter werden für die Zeit ihrer Amtsführung der k. und k. Botschaft in Constantinopel attachiert, ohne dadurch zu der letzteren dienstlich in ein Abhängigkeitsverhältnis zu treten, und werden als der k. und k. Botschaft zugehörig nach aussen hin geführt.

§ 9. — Die Personalbezüge werden bestimmt:

- | | |
|---|------------------|
| 1. für den Präsidenten mit jährlichen | 12.000 fl. Gold, |
| 2. für die beiden Oberrichter je mit jährlichen | 8.000 " " |
| 3. für den Secretär mit jährlichen | 5.000 " " |
| 4. für die beiden Kanzlisten je mit jährlichen | 2.000 " " |
| 5. für die beiden Diener je mit jährlichen | 720 " " |

Die Oberrichter-Stellvertreter erhalten, wenn sie aus Beamten entnommen werden, die in Constantinopel in amtlicher Verwendung stehen, für die Dauer ihrer Stellvertretung eine tägliche Remuneration im Ausmasse der Hälfte der ihnen rangmässig zukommenden Diäten; Stellvertreter, welche nach ihrer dienstlichen Verwendung nicht in Constantinopel Aufenthalt haben, erhalten, so oft der Fall der Stellvertretung eintritt, und auf die Dauer derselben, die nach den Normen des Dienstzweiges, dem sie als Beamte angehören, für Dienstreisen sich ergebenden Diäten.

Die Übersiedlungskosten anlässlich der Zutheilung zum Consular-Obergerichte und der Enthebung von der Zutheilung und die Auslagen für Dienstreisen werden vergütet.

Andere Emolumente sind mit den Stellen beim Consular-Obergerichte nicht verbunden.

§ 10. — Die Personalbezüge vertreten jene systemmässigen Dienstesbezüge (Gehalt, Functions- oder Activitätszulage), welche dem Zugetheilten aus der ihm gewahrt bleibenden Beamtenstellung gebühren, jedoch für die Dauer der Zutheilung zurückzulassen sind, beziehungsweise eingestellt werden; der Betrag, um welchen die Personalbezüge jene systemmässigen Dienstesbezüge übersteigen, bildet eine Diensteszulage.

Hinsichtlich der als Präsident oder Oberrichter zugetheilten ungarischen Staatsbeamten ist der § 6 des ungarischen Gesetzartikels XXXI vom Jahre 1891 massgebend.

Der Genuss der Personalbezüge beginnt vom ersten Tage des dem Dienstantritte bei dem Consular-Obergerichte nächstfolgenden Monats und erlischt mit dem Ende des Monats, in welchem die Zutheilung bei dem Consular-Obergerichte auf was immer für eine Art aufhört.

Für diejenigen, die bei Gelegenheit der ersten Organisation des Obergerichtes demselben zugetheilt werden, beginnt der Genuss der Personalbezüge an dem Tage, an welchem dieselben den Dienst bei dem Consular-Obergerichte angetreten haben.

Die Personalbezüge werden monatlich im vorhinein erfolgt.

§ 11. — Die Vergütung von Übersiedlungs- und Reiseauslagen erfolgt nach den bezüglichen, für österreichische oder ungarische Staatsbeamte oder für Beamte des gemeinsamen Ministeriums des Äussern und der demselben unterstehenden Ämtern geltenden Normen je nach der Beamteneigenschaft der dem Consular-Obergerichte Zugetheilten.

§ 12. — Die Anweisung und Flüssigmachung der Personalbezüge, der Reisediäten, sowie der Remunerationen und der Vergütung von Reiseauslagen wird vom gemeinsamen Minister des Äussern beim Zahlamte des Ministeriums des Äussern veranlasst.

§ 13. — Das Consular-Obergericht entscheidet in zweiter und letzter Instanz in allen Rechtsangelegenheiten, in welchen die Consularämter als Consulargerichte in erster Instanz erkannt haben, insoferne nach den Gesetzen ein Rechtszug gegen die Erkenntnisse der Consulargerichte zulässig ist.

Das Consular-Obergericht entscheidet auch

1. Streitigkeiten zwischen den ihm untergeordneten Consulargerichten über die Gerichtszuständigkeit, und

2. auf Anzeige eines Consulargerichtes, das seine Gerichtsbarkeit auszuüben gehindert ist, oder auf Ansuchen der einen oder der anderen Partei über die Delegierung eines Consulargerichtes anstatt des sonst zuständigen Consulargerichtes; auch ausser dem Falle einer Anzeige oder eines Ansuchens ist es dem Consular-Obergerichte überlassen, aus Gründen der Zweckmässigkeit anstatt des sonst zuständigen Consulargerichtes ein anderes zu delegieren.

§ 14. — Dem Consular-Obergerichte liegt auch ob:

1. Die Geschäftsführung der Consulargerichte erster Instanz zu überwachen, wahrgenommene Gebrechen in der Ausübung der Consulargerichts-

barkeit zu rügen, die nöthigen Zurechtweisungen darüber zu erlassen und, wenn es sich um Beseitigung wahrgenommener Mängel handelt, deren Abstellung ausser den Grenzen seines eigenen Wirkungskreises liegt, dem gemeinsamen Minister des Äussern die Anzeige zu erstatten;

2. in Beziehung auf die Einrichtung der Consulargerichtsbarkeit und auf Erlassung oder Abänderung von einschlägigen Gesetzen oder Verordnungen auf Verlangen des gemeinsamen Ministers des Äussern Gutachten zu erstatten und an denselben Anträge auch selbständig zu stellen;

3. die Vorlage der von den Consulargerichten erster Instanz jährlich zu erstattenden Haupt-Geschäftsausweise und besonderen Ausweise zu überwachen; diese Ausweise zu prüfen, nöthigenfalls Aufklärung abzufordern und, wo Mängel oder Verzögerungen in der Geschäftsführung bemerkt werden, die entsprechenden Verfügungen zu treffen; aus den Haupt-Geschäftsausweisen der einzelnen Gerichte einen Gesamtausweis über die Geschäfte aller Consulargerichte erster Instanz nach dem Formulare Nr. 2 zusammenzustellen und denselben dem gemeinsamen Minister des Äussern vorzulegen, wobei die darüber bereits getroffenen Verfügungen anzuzeigen und diejenigen, welche den eigenen Wirkungskreis überschreiten, in Antrag zu bringen sind;

4. über die bei dem Consular-Obergerichte innerhalb eines Kalenderjahres vorgekommenen Geschäfte einen Haupt-Geschäftsausweis nach dem Formulare Nr. 3 unter Einem mit dem Gesamt-Geschäftsausweise der Consulargerichte erster Instanz dem gemeinsamen Minister des Äussern vorzulegen und ein Gutachten über Stand und Gang der Consularrechtspflege und über wahrgenommene Gebrechen in der Gesetzgebung zu erstatten.

§ 15. — Das Consular-Obergericht fasst seine Beschlüsse, fällt seine Entscheidungen und trifft seine Verfügungen in voller Rathsversammlung.

Die Rathsversammlung besteht aus dem Präsidenten, aus dem österreichischen und dem ungarischen Oberrichter und dem Schriftführer.

§ 16. — Die Urtheile des Consular-Obergerichtes sind mit den Worten einzuleiten: „Im Namen Seiner Majestät des Kaisers von Österreich und Apostolischen Königs von Ungarn.“

§ 17. — Alle Ausfertigungen des Consular-Obergerichtes sind mit dem Amtssiegel (Fig. A, Formular Nr. 1) und mit der Unterschrift des Präsidenten oder seines Stellvertreters zu versehen.

Erkenntnisse und Verfügungen werden den Consulargerichten erster Instanz zugefertigt und durch diese den Parteien bekannt gegeben.

Ein unmittelbarer schriftlicher Verkehr ist für das Consular-Obergericht nur mit den k. und k. gemeinsamen Behörden und den Behörden der im Reichsrathe vertretenen Königreiche und Länder, dann der Länder der ungarischen Krone und auch Bosniens und der Herzegovina eröffnet.

Die Form des Verkehres ist mit dem k. und k. Ministerium des Äussern der Bericht, mit den k. und k. Consularämtern als Consulargerichten erster Instanz der Erlass und mit den übrigen Behörden die Note.

Mit den Behörden des osmanischen Reiches und mit Behörden fremder Staaten ist jeder unmittelbare Verkehr ausgeschlossen, und es ist sich in bezüglichen Angelegenheiten an die k. und k. Botschaft in Constantinopel, wenn es sich um Einleitungen im osmanischen Reiche handelt, sonst aber an das gemeinsame Ministerium des Äussern zu wenden.

Erledigungen, die für Parteien bestimmt sind, darf das Consular-Obergericht nicht unmittelbar bestellen, sondern es hat wegen der Zustellung die Rechtshilfe auf dem aus dem Vorstehenden sich ergebenden Wege der Correspondenz in Anspruch zu nehmen.

§ 18. — Die Geschäftssprache des Consular-Obergerichtes ist in Übereinstimmung mit der Geschäftssprache des gemeinsamen Ministeriums des Äussern die deutsche Sprache.

Bei im Instanzenzuge an das Consular-Obergericht gelangenden Angelegenheiten ist die Erledigung in der Sprache auszufertigen, in welcher die Angelegenheit in erster Instanz erledigt wurde; für Angehörige der Länder der ungarischen Krone ist auf deren ausdrückliches Verlangen die Erledigung auch in der dortigen Staats- beziehungsweise Amtssprache hinauszugeben.

Über dem Consular-Obergerichte unmittelbar zukommende Eingaben von Angehörigen der Länder der ungarischen Krone hat die Ausfertigung der für die Partei bestimmten Erledigung, wenn die Eingabe in der Staats- beziehungsweise Amtssprache der Länder der ungarischen Krone abgefasst ist, in der gleichen Sprache zu erfolgen.

In der Correspondenz mit den Behörden der Länder der ungarischen Krone hat sich das Consular-Obergericht der dortigen Staats- beziehungsweise Amtssprache zu bedienen.

§ 19. — Der gemeinsame Minister des Äussern überwacht im Einvernehmen mit dem österreichischen und dem ungarischen Justizminister die Geschäftsführer des Consular-Obergerichtes, welches seine in der Handhabung des Aufsichtsrechtes erlassenen Weisungen zu befolgen und ihm auf Verlangen über alle Amtsgeschäfte Auskunft und Rechenschaft zu geben hat.

§ 20. — Dem gemeinsamen Minister des Äussern ist es vorbehalten, im Einvernehmen mit dem österreichischen und dem ungarischen Justizminister das Consular-Obergericht durch einen abgeordneten Commissär untersuchen zu lassen.

Der abgeordnete Commissär hat genau zu erforschen, ob in allen Zweigen der Justizpflege den Gesetzen gemäss vorgegangen werde, ob und inwieferne dem Gerichte oder einzelnen Personen Vernachlässigung ihrer Amtspflicht zur Last falle und wie den etwa bestehenden Missständen zu begegnen sei.

Er hat sich mit den Fähigkeiten und persönlichen Eigenschaften der Richter und Beamten soviel möglich vertraut zu machen.

Zu diesem Ende hat er einigen Gerichtssitzungen beizuwohnen, sich Process-, Concur-, Abhandlungs-, Vormundschafts- und andere Gerichtsacten, Ausarbeitungen der Referenten, die Einreichungs-, Raths- und Registratur-Protokolle vorlegen zu lassen und zu prüfen. Er hat sich ferner von der Richtigkeit der in den letzten Jahren vorgelegten Geschäftsausweise soviel möglich und wenigstens durch Vergleichung einiger Angaben mit den betreffenden Acten zu überzeugen. Über die wahrgenommenen Gebrechen hat er den Präsidenten und nach Beschaffenheit der Umstände auch andere Gerichtsbeamte zu vernehmen; übrigens aber bei seinen Amtshandlungen alles zu vermeiden, wodurch der Ehre und dem Ansehen des Gerichtes nahegetreten oder eine Verzögerung in der Geschäftsbehandlung verursacht werden könnte.

Aller eigenen Anordnungen hat er sich zu enthalten, insoferne nicht ein offenbar gesetzwidriges Verfahren dringende Abhilfe nothwendig macht.

Über den Erfolg der Untersuchung hat er dem gemeinsamen Minister des Äussern mit Beifügung seines Gutachtens zu berichten.

§ 21. — Bezüglich der Ausübung der Disciplinargewalt über das Hilfs- und Manipulationspersonal des Consular-Obergerichtes werden die betreffenden Vorschriften später erlassen werden.

Ebenso bleibt es später zu erlassenden Vorschriften vorbehalten, diejenigen Vorkehrungen zu bestimmen, welche erforderlich sind, dass in vorkommendem Falle gegen den Präsidenten oder gegen die Oberrichter das Disciplinarverfahren von Seite der gesetzlichen heimischen Disciplinarbehörde eingeleitet werden könne.

§ 22. — Die Kosten des Consular-Obergerichtes werden von dem gemeinsamen Ministerium des Äussern auf Rechnung des österreichischen und des ungarischen Justizetats vorschussweise bestritten und sind nach dem jeweiligen Ergebnisse der Abrechnung von beiden Justizetats zu gleichen Theilen in effectivem Golde halbjährig zu refundieren.

II. Hauptstück. Geschäftsordnung des Consular-Obergerichtes.

1. Abschnitt. Von den Amtspflichten und den Amtsverrichtungen der Gerichtspersonen.

§ 23. — Die dem Consular-Obergerichte zugetheilten Beamten und Diener haben die Normen, welche über das ämtliche und ausserämtliche Verhalten und über Amtspflichten im allgemeinen in demjenigen Dienstzweige bestehen, aus dem der betreffende Beamte oder Diener dem Consular-Obergerichte zugetheilt ist, auch in ihrer Verwendung beim Consular-Obergerichte zu beobachten.

§ 24. — Ein Richter darf in Rechtsangelegenheiten an der Verwaltung der Gerechtigkeitspflege nicht theilnehmen, insbesondere weder auf die Entscheidung der Angelegenheit Einfluss nehmen, noch der Berathschlagung beiwohnen:

1. in seinen eigenen und allen denjenigen Angelegenheiten, bei welchen er unmittelbar Schaden oder Vortheil zu erwarten hat;

2. in Angelegenheiten seiner Gattin, seiner Blutsverwandten in auf- und absteigender Linie, seiner Geschwisterkinder und derjenigen, die ihm noch näher verwandt oder bis zu eben diesem Grade verschwägert sind;

3. in Angelegenheiten seiner Wahl- oder Pflegeeltern, Wahl- oder Pflegekinder;

4. in Angelegenheiten seiner Mündel und Pflegebefohlenen;

5. in Angelegenheiten, in welchen er früher als Zeuge, Sachwalter, Rathgeber, Unterhändler oder Mittelsmann eingeschritten ist;

6. auch kann er in Angelegenheiten, worüber er schon bei einem untergeordneten Gerichte seine Stimme abgegeben hat, an der Entscheidung nicht theilnehmen;

7. endlich ist er von der Führung des Referates und des Vorsitzes ausgeschlossen, wenn der Richter, von welchem in der ersten Instanz entschieden wurde, mit ihm in einem der unter Z. 2 bezeichneten Verwandtschafts- oder Schwägerschaftsverhältnisse steht.

§ 25. — Ein Richter, dem nicht eines der aufgezählten Hindernisse entgegensteht, darf sich der ihm obliegenden Amtspflichten nicht entziehen.

§ 26. — Der Präsident des Consular-Obergerichtes führt den Vorsitz in der Rathsversammlung, hat die ihm untergeordneten Beamten und Diener nach ihren Fähigkeiten zu verwenden, die Arbeiten zweckmässig zu vertheilen, über alle Geschäfte die Oberaufsicht zu führen, auf Ordnung und Genauigkeit in der Behandlung derselben, auf die Beobachtung der Gesetze und die Hintanhaltung aller Missbräuche ununterbrochene Aufmerksamkeit zu verwenden, Beschwerden gegen Beamte und Diener zu untersuchen und, soweit Abhilfe nöthig ist, die der Sache angemessenen Verfügungen zu treffen.

Wenn der Präsident Wahrnehmungen macht, welche die Einleitung eines Disciplinarverfahrens erforderlich machen, hat er dem gemeinsamen Minister des Äussern es anzuzeigen.

Ihm liegt die Aufbewahrung und Evidenzhaltung der Personalstandes-Ausweise der zugetheilten Beamten und Diener ob.

Er hat mit den ihm vom gemeinsamen Minister des Äussern von Vierteljahr zu Vierteljahr auf Rechnung angewiesenen Geldern die laufenden Auslagen für das Consular-Obergericht zu bestreiten und dem gemeinsamen Minister des Äussern von Vierteljahr zu Vierteljahr Rechnung zu legen.

§ 27. — Die Amtsverrichtungen der Consular-Oberrichter und der Oberrichter-Stellvertreter werden im zweiten Abschnitte der Geschäftsordnung bestimmt.

§ 28. — Der Secretär führt das Rathsprotokoll und hat alle ihm vom Präsidenten zugewiesenen Geschäfte zu besorgen.

Er ist Vorstand der Kanzlei, hat die Kanzleibeamten und Diener zur Erfüllung ihrer Pflicht anzuhalten, den Geschäftsgang der Kanzlei zu überwachen, Gebrechen abzustellen, Nachlässigkeit und Unordnungen im Dienste, wenn Ermahnungen und Verweise erfolglos bleiben, unter eigener Verantwortung dem Präsidenten anzuzeigen.

§ 29. — Die Amtsverrichtungen des Kanzleipersonales ergeben sich aus dem zweiten Abschnitte der Geschäftsordnung.

Die Zuweisung der Kanzleigeschäfte an die einzelnen Beamten und Diener ist dem Ermessen des Präsidenten überlassen.

§ 30. — Die Kanzleibeamten und Diener sind verpflichtet, täglich im Amte zu erscheinen und während der vom Präsidenten bestimmten Amtsstunden und, wenn es der Dienst erfordert, auch länger zu arbeiten.

Dem Präsidenten ist überlassen, diejenigen Kanzleipersonen zu bestimmen, die auch an Sonn- und Feiertagen im Amte zu erscheinen haben.

§ 31. — Der Präsident und die Oberrichter des Consular-Obergerichtes haben jährlich auf einen mindestens achtwöchentlichen Urlaub Anspruch.

Der Präsident kann dem Secretär, den Kanzleibeamten und Dienern aus rücksichtswürdigen Gründen und, insoweit es den Dienstverhältnissen unannehmlich ist, in einem Kalenderjahre bis einschliesslich vier Wochen Urlaub ertheilen.

Die Beurlaubung des Präsidenten und der Oberrichter und die Ertheilung eines längerenurlaubes für den Secretär, die Kanzleibeamten und die Diener ist dem gemeinsamen Minister des Äussern vorbehalten.

§ 32. — Ein durch Krankheit oder einen anderen unvermeidlichen Zufall eingetretenes Hindernis, den Dienst zu versehen, ist dem Präsidenten und, wenn es bei diesem eintritt, dem gemeinsamen Minister des Äussern anzuzeigen.

§ 33. — In Fällen der Beurlaubung, Verhinderung oder Abwesenheit oder der Erledigung von Dienstplätzen ist die nöthige Supplirung zunächst aus den eigenen Arbeitskräften des Gerichtes zu verfügen.

Der Präsident wird von einem der beiden Oberrichter vertreten, und zwar ist, wenn der Präsident ein österreichischer Staatsangehöriger ist, der österreichische Consular-Oberrichter und, wenn er ein ungarischer Staatsangehöriger ist, der ungarische Consular-Oberrichter hiezu zunächst berufen.

Für die Consular-Oberrichter haben die Oberrichter-Stellvertreter einzutreten, und zwar ist, falls der Secretär als Oberrichter-Stellvertreter bestellt ist, zunächst dieser, dann, wenn ein anderer Stellvertreter zu Gebote steht, der nach seiner sonstigen dienstlichen Verwendung in Constantinopel oder in einem Orte mit geringerer Entfernung von Constantinopel sich aufhält, dieser und erst in letzter Linie einer der anderer ernannten Oberrichter-Stellvertreter durch den Präsidenten einzuberufen.

Es muss jedoch stets der Grundsatz beobachtet werden, dass anstatt eines österreichischen Oberrichters nur ein österreichischer Oberrichter-Stellvertreter und anstatt eines ungarischen Oberrichters nur ein ungarischer Oberrichter-Stellvertreter einberufen werden kann.

Die Supplirung des Secretärs hat ein hiezu sich eignender Concepts-beamter des k. und k. Consulates in Constantinopel zu übernehmen, und es hat der Vorstand des k. und k. Consulates über Verlangen des Präsidenten einen solchen zur Verfügung zu stellen.

§ 34. — Tritt der Fall einer Supplirung auf mehr als achttägige Dauer ein, oder wird zu Supplirungen ein Oberrichter-Stellvertreter einberufen, der nicht in Constantinopel Aufenthalt hat, so ist dem gemeinsamen Minister des Äussern sogleich Anzeige zu machen.

Überdies hat der Präsident mittels eines nach dem Formulare Nr. 4 eingerichteten Verzeichnisses dem gemeinsamen Minister des Äussern mit Schluss des Jahres anzuzeigen, welche Beamten während des Jahres abwesend oder in ihren Amtsverrichtungen verhindert waren.

2. Abschnitt. Von dem Geschäftsgange bei dem Gerichte.

§ 35. — Beim Consular-Obergerichte ist ein Einreichungsprotokoll nach dem Formulare Nr. 5 zu führen.

Der Protokollist hat täglich bei Eröffnung des Protokolles den Tag der Überreichung anzumerken und dann die überreichten Eingaben nach der Zahlenreihe einzutragen.

In die erste Längensrubrik ist die Zahl der Eingabe und nach erfolgter Zuteilung derselben, oder bei Gegenständen, deren Referent bereits bestimmt ist, dieser Bestimmung gemäss der Name des Referenten; in die zweite die Behörde, von welcher die Schrift einlangt, oder der Vor- und Geschlechtsname der Partei, welche sie überreicht, und der Gegenpartei,

wo eine solche vorkommt, mit kurzer Beziehung des Gegenstandes der Eingabe; in die dritte der Tag der Erledigung einzutragen.

§ 36. — Von dem Einreichungsprotokolle darf keine mit der Aufschrift an das Consular-Obergericht versehene Schrift zurückgewiesen oder dem Überbringer wieder ausgehändigt werden.

Ausser dem Amtsorte darf der Einreichungsprotokollist keine Eingabe annehmen.

Mündlich kann in dem Einreichungsprotokolle nichts angebracht werden.

Dem Einreichungsprotollisten ist auch nicht erlaubt, eine Eingabe mit dem Auftrage zu übernehmen, sie nicht sogleich, sondern erst zu einer bestimmten Zeit oder unter gewissen Bedingungen in das Einreichungsprotokoll einzutragen.

§ 37. — Bei dem Einreichungsprotokolle darf den Parteien nur darüber Auskunft ertheilt werden, ob und zu welcher Zeit eine Eingabe überreicht und mit welcher Nummer sie bezeichnet worden sei.

§ 38. — Das Einreichungsprotokoll muss täglich, und zwar an Werktagen genau durch fünf Stunden, an Sonn- und Feiertagen durch drei Stunden offen gehalten werden, welche der Präsident zu bestimmen hat.

Ausser diesen Stunden darf keine Eingabe angenommen werden. Die mittels der Post ankommenden Stücke sind ohne Zeitverlust durch einen Diener abzuholen und dem Einreichungsprotokollisten zu übergeben.

Die für das Einreichungsprotokoll festgesetzten Amtsstunden sind mittels Anschlag im Amtsgebäude ersichtlich zu machen.

§ 39. — Der Einreichungsprotokollist darf den Amtsort nichts verlassen, solange nicht alle, den Tag hindurch eingelangten Eingaben in die zweite Rubrik des Einreichungsprotokolles eingetragen und in der ersten Rubrik wenigstens die Protokollzahl angemerkt ist.

Ist an einem Tage nichts eingereicht worden, so ist dieses ausdrücklich zu bemerken.

§ 40. — Jede Eingabe ist gleich nach der Übernahme genau mit dem Tage, Monate und Jahre und mit der ihr nach der Zeitordnung der Überreichung gebührenden Protokollzahl, und zwar, wenn es die Partei verlangt, in deren Gegenwart zu bezeichnen.

Die Zahlen haben vom 1. Jänner bis letzten December eines jeden Jahres fortzulaufen und jede Bruchzahl, jede Überspringung oder Wiederholung der Zahlen ist dabei sorgfältig zu vermeiden.

Die Protokollnummer und der Tag, der Monat und das Jahr der Überreichung ist auch auf die zu einer Eingabe gehörigen Duplicate und Rubriken derselben zu setzen.

§ 41. — Die Beilagen der Eingabe hat der Einreichungsprotokollist durchzusehen, mit der Protokollzahl der Eingabe zu bezeichnen und die Anzahl derselben auf der Eingabe unter der Protokollzahl anzumerken.

Fehlt eine der in der Eingabe berufenen Beilagen, so ist dieses auf der Eingabe unter der Protokollzahl anzumerken.

§ 42. — Wenn eine Partei über die Zeit der Überreichung ihrer Eingabe einen Beweis zu erhalten wünscht, so ist eine Rubrik derselben beizubringen, auf welche der Einreichungsprotokollist die Protokollzahl und den Tag der Überreichung anzumerken hat.

§ 43. — Versiegelte Eingaben hat der Protokollist ohne Verletzung des Siegels zu eröffnen und, wenn sie in einem besonderen Umschlage liegen, die Protokollszahl auf der Eingabe und dem Umschlage, den Tag der Überreichung aber nur auf der ersteren anzumerken.

Befinden sich in dem nämlichen Umschlage mehrere Eingaben, so müssen sie mit fortlaufenden Zahlen bezeichnet und alle diese Nummern auch auf den Umschlag gesetzt werden.

Die Umschläge sind nach der Zahlenreihe zu sammeln, sechs Monate lang im Einreichungsprotokolle aufzubehalten und dann zu vertilgen.

§ 44. — Die an den Präsidenten gerichteten und verschlossen eingelangten Eingaben sind demselben uneröffnet zu übergeben.

Sobald eine dem Präsidenten zur Eröffnung übergebene Eingabe an den Einreichungsprotokollisten zurückgelangt, ist sie unter der vorläufig auf dem Umschlage angemerkten Zahl in das Einreichungsprotokoll einzutragen.

Zeigt sich später, dass in einem solchen Umschlage mehrere Stücke enthalten waren, so hat der Einreichungsprotokollist das erste mit der auf dem Umschlage vorläufig vorgemerkten Zahl, die übrigen mit den ihnen zur Zeit der Zurückstellung zukommenden Protokollzahlen zu versehen und die letzteren nachträglich auf dem Umschlagbogen anzumerken.

Werden von dem Präsidenten einzelne Stücke zurückbehalten, so ist dieses bei der betreffenden Protokollszahl in der zweiten Rubrik anzumerken.

§ 45. — Jeden Tag hat der Einreichungsprotokollist das Einreichungsprotokoll mit Ablauf der festgesetzten Zeit abzuschliessen und die Protokollbogen sammt den Stücken über neu anhängig gewordene Angelegenheiten und denjenigen Stücken, welche entweder wichtigerer Art sind oder deren Einsicht sich der Präsident vorbehalten hat, demselben vorzulegen.

Der Präsident hat die Bogen durchzusehen, in die Eingaben die nötige Einsicht zu nehmen, für neu anhängig gewordene Angelegenheiten den Referenten zu bezeichnen, hierauf den Protokollbogen am Schlusse sein „Gesehen“ beizusetzen und dieselben sammt den Acten zurückzustellen.

Wird eine Eingabe vom Präsidenten zurückbehalten, so hat er dieses in dem Protokolle anzumerken.

§ 46. — Hierauf hat der Einreichungsprotokollist die allenfalls noch ausständigen Eintragungen zu besorgen und die Eingaben noch am nämlichen Tage dem Referenten zuzusenden.

Dringende Eingaben müssen dem Referenten sogleich übersendet werden.

§ 47. — Über das Einreichungsprotokoll ist ein alphabetisch geordnetes Register nach dem Formulare Nr. 6 zu führen, in dessen erster Rubrik die Namen der Parteien und in Kürze die Angelegenheit, in dessen zweiter Rubrik die Nummern der in der nämlichen Angelegenheit eingelangten Eingaben und in dessen dritter Rubrik der Name des Referenten ersichtlich zu machen ist.

§ 48. — Das Einreichungsprotokoll und das Register sind von Zeit zu Zeit einzubinden und in dem Amtszimmer aufzubewahren.

§ 49. — Der Präsident hat über die Eingaben in Präsidialangelegenheiten und über die bei der Vorlage des Einreichungsprotokolles aus wichtigen Gründen von ihm zurückbehaltenen Eingaben eine Vormerkung nach Art des Einreichungsprotokolles zu führen und die Eingaben mit einer eigenen Präsidialreihenahl versehen zu lassen.

§ 50. — Die Benennung des Referenten steht dem Präsidenten zu. Jeder Oberrichter ist, die Fälle gesetzlicher Hindernisse ausgenommen, verpflichtet, die ihm zugetheilten Arbeiten zu übernehmen.

Vor Beendigung einer Angelegenheit ist in der Person des Referenten ohne wichtige Ursache keine Änderung vorzunehmen.

Zusammenhängende Gegenstände sind dem nämlichen Referenten zuzutheilen.

§ 51. — Für jeden Referenten ist im Einreichungsprotokolle ein Referentenbuch nach dem Formulare Nr. 7 zu führen. In der ersten Längenrubrik desselben, welche die Anzahl der einem Referenten zugetheilten Eingaben anweisen soll, haben die Zahlen von 1. Jänner bis letzten December fortzulaufen; in der zweiten Rubrik ist die Einreichungsprotokollszahl des Geschäftstückes nebst Monat und Tag der Überreichung einzutragen; in der dritten Rubrik ist der Tag der Erledigung des Geschäftstückes anzumerken.

§ 52. — Der Referent hat über jede ihm zugekommene Eingabe seinen Antrag schriftlich zu stellen.

Auf die Eingabe selbst darf der Antrag nur geschrieben werden, wenn dieselbe unzweifelhaft in den Gerichtsacten zurückzubehalten ist. Ausserdem ist stets abgesondert ein schriftliches Referat zu entwerfen.

Bei Eingaben, deren Erledigung sich aus dem klaren Wortlaute des Gesetzes ergibt, genügt es, auf die eine Spalte des halbgebrochenen Referatsbogens die Rubrik der Eingabe mit dem Wesentlichen der Bitte oder des Ersuchens anzuführen und auf die andere Spalte des Bogens den Entwurf der angetragenen Erledigung zu setzen.

Über wichtigere oder verwickelte Angelegenheiten ist aber auch ein kurzer Actenauszug zu verfassen und der Antrag durch ein Gutachten zu begründen.

§ 53. — Geschäftsstücke, welche bloss die Leitung des Verfahrens einer Rechtsangelegenheit betreffen, deren Erledigung keinen entscheidenden Einfluss auf die Rechte der Parteien nimmt und nach den Bestimmungen des Gesetzes zweifellos ist, ferner Geschäftsstücke, welche bloss anderen Behörden zu ertheilende Anankünfte oder andere untergeordnete Acte zum Gegenstande haben, unterliegen keiner Berathung, sondern sind vom Referenten sammt den entworfenen Ausfertigungen längstens von einem Sitzungstage zum anderen dem Präsidenten mit einem Verzeichnisse vorzulegen.

Ist der Präsident mit einem auf diese Art gestellten Antrage nicht einverstanden oder hält er dafür, dass die Eingabe einer vorläufigen Berathung zu unterziehen ist, so hat er den Referenten anzuweisen, das Geschäftstück in der Sitzung vorzutragen.

Alle übrigen Geschäftsstücke sind in derathsversammlung vorzutragen.

§ 54. — Der Präsident leitet die Berathung und Abstimmung.

Der Referent gibt seine Stimme zuerst, der Präsident gibt die seinige zuletzt ab.

Zu jedem Beschlusse wird absolute Stimmenmehrheit erfordert. Ergeben sich hierbei Schwierigkeiten, welche durch Theilung der Fragen und Wiederholung der Umfrage nicht behoben werden, so hat der Präsident die Frage, über welche Beschluss zu fassen ist, in die einzelnen, für die Entscheidung erheblichen Punkte aufzulösen und durch Einleitung besonderer Abstimmungen

über dieselben in geeigneter Weise die Vereinigung der Stimmen zu einem Mehrheitsbeschluss über den zur Verhandlung stehenden Gegenstand herbeizuführen.

§ 55. — Von der bereits abgegebenen Meinung zurückzutreten und eine neue abzugeben, oder einer anderen schon abgegebenen Meinung beizupflichten, ist jeder Stimmführer nur im Laufe der nämlichen Sitzung befugt, nach Beendigung der Sitzung darf der Beschluss nicht mehr geändert werden.

§ 56. — Die entworfenen Bescheide, Erkenntnisse, Entscheidungsgründe und andere Ausfertigungen sind von dem Referenten nach dem Beschlusse zu berichtigen, beziehungsweise umzuarbeiten.

§ 57. — Über jede Sitzung ist ein Protokoll aufzunehmen. Im Eingange desselben ist der Tag der Sitzung, und sind die anwesenden Gerichtspersonen anzugeben.

In die Mitte des Bogens kommt der Name des Referenten. Dann sind auf der linken Columnne die durch den Referenten vorgetragenen Geschäftstücke, lediglich mit den Einreichungsprotokollzahlen bezeichnet, in der Ordnung anzumerken, in welcher sie vorgetragen wurden. Die Abstimmung selbst ist auf der rechten Columnne zu verzeichnen.

Bei einhellig gefassten Beschlüssen geschieht dies nur durch die Beifügung des Wortes: „Einhellig“.

Bei nicht einhellig gefassten Beschlüssen ist ohne Wiederholung der von dem Referenten in dem Referate bereits angeführten Gründe und ohne unnütze Weitläufigkeit, jedoch klar und bestimmt darzustellen, welcher Meinung jeder Stimmführer war, mit welchen Gründen er dieselbe unterstützte, und wie die Mehrheit der Stimmen berechnet wurde.

Die etwa vorgenommene wiederholte Umfrage und Abstimmung und der ganze Vorgang bei der Berathung, Abstimmung und Schlussfassung überhaupt ist genau auseinander zu setzen.

Das Separatvotum desjenigen Richters, der seine Meinung gegenüber dem Mehrheitsbeschlusse geäußert hat, ist sammt der Begründung desselben in das Sitzungsprotokoll einzutragen.

Auch sind wichtigere Vorfälle, welche nicht die Berathung über die in Vortrag gebrachten Gegenstände betreffen, im Sitzungsprotokolle ersichtlich zu machen.

§ 58. — Dem Sitzungsprotokolle darf nichts beigelegt werden.

Das Sitzungsprotokoll ist mit der Unterschrift des Protokollführers und des Präsidenten zu versehen.

Die Sitzungsprotokolle sind unter Verschluss zu verwahren und in angemessenen Zeitabschnitten einzubinden.

§ 59. — Der Protokollführer hat diejenigen Geschäftstücke, zu welchen die Erledigungsentwürfe von dem Referenten bereits verfasst und unterfertigt sind, sammt dem Sitzungsprotokolle dem Präsidenten womöglich binnen 24 Stunden vorzulegen, die übrigen aber dem Referenten zur Entwerfung der Ausfertigung zurückzustellen; übrigens hat er gleich nach beendigter Sitzung ein Verzeichnis der erledigten Geschäftstücke an das Exedit abzugeben.

§ 60. — Der Präsident hat das Sitzungsprotokoll genau zu prüfen und, wenn er dasselbe unrichtig oder unvollständig findet, nöthigenfalls nach Rücksprache mit den Stimmführern berichtigen zu lassen.

§ 61. — Alle Erledigungsgründe sind kurz und deutlich zu schreiben, Abkürzungen, die zu einem Irrthume in der Ausfertigung Anlass geben könnten, sind zu vermeiden.

Die Beweggründe sind mit der Entscheidung hinauszugeben, sie können mit der Entscheidung selbst vereinigt werden.

Der Referent hat jedem Erledigungsentwurfe die nöthigen Bemerkungen in Betreff der Einrichtung der Ausfertigung und des Anschlusses von Acten und Urkunden beizufügen.

§ 62. — Die Erledigungsentwürfe sind dem Präsidenten vorzulegen. Dieser ist verpflichtet, sie genau durchzusehen und, wenn er sie mit dem gefassten Beschlusse in Übereinstimmung findet, das Expediatur und seine Unterschrift beizusetzen. Bemerkt er darin Sprachfehler, Undeutlichkeiten im Ausdrucke oder offenbare Versehen, so kann er gleich selbst die nöthige Verbesserung vornehmen. Wenn ihm aber eine das Wesen des Beschlusses berührende Abänderung nothwendig erscheint, so hat er sein Bedenken in der nächsten Sitzung zu eröffnen und nach dem darüber gefassten Beschlusse die Ausfertigung anzuordnen.

Die mit dem Expediatur des Präsidenten versehenen Entwürfe sind in das Expedit abzugeben. Ohne die Genehmigung des Präsidenten darf von dem Expedit nichts ausgefertigt werden.

§ 63. — Der Expeditor hat die an ihn gelangten Geschäftstücke in dem vom Protokollführer übergebenen Verzeichnisse (§ 59) zu löschen und, wenn binnen acht Tagen nach der Sitzung nicht alle, in diesem Verzeichnisse enthaltenen Stücke an ihn gelangen sollten, rücksichtlich der noch abgängigen dem Präsidenten die Anzeige zu machen.

Er hat alle eingelangten Stücke sogleich in das Expeditbuch (Formular Nr. 8) einzutragen und den Tag des Einlagens auf dem Entwurfe der Ausfertigung anzumerken.

Das Expeditbuch hat die Bestimmung, die richtige Ablieferung aller dem Gerichte überreichten Eingaben zu versichern und die Nachforschung, ob und wann ein Actenstück in das Expedit gekommen ist und wann es in die Registratur abgegeben wurde, zu erleichtern.

In die erste Rubrik sind im vorhinein die Zahlen des Einreichungsprotokolles in arithmetischer Ordnung, in die zweite bei jedem Stücke, sobald es dem Expedit zukommt, der Tag, an welchem dieses geschehen ist, in die dritte der Tag der Ausfertigung und in die vierte der Tag der Abgabe an die Registratur einzutragen.

§ 64. — Der Expeditleiter hat die Reinschrift der Erledigungen zu veranlassen.

Erledigungen, deren Beschleunigung von dem Präsidenten besonders angeordnet wird, sind sogleich, die übrigen in der Ordnung auszufertigen, in welcher sie an das Expedit gelangten. Rückstände sind sorgfältig zu vermeiden.

§ 65. — In der Kanzlei ist rein, leserlich und richtig abzuschreiben. Abkürzungen von Namen und Worten sind nicht gestattet. Auf jeder Aus-

fertigung muss die Geschäftszahl der Eingabe angemerkt werden, über welche sie erfolgt.

Jede Ausfertigung muss mit dem Entwurfe der Erledigung übereinstimmen und, um sich dessen zu versichern, collationiert werden. Die Namen derjenigen, welche abgeschrieben und welche collationiert haben, sind auf dem Entwurfe anzumerken.

§ 66. — Die Ausfertigungen sind mit dem Amtssiegel zu versehen, dem Präsidenten zur Unterschrift vorzulegen und nach gegebener Unterschrift ordnungsmässig zu bestellen.

§ 67. — Die Bestellungen haben in der Regel im Postwege zu geschehen. Bestellungen an die k. und k. Botschaft und das k. und k. Consulat in Constantinopel erfolgen durch die Übergabe der an dieselben gerichteten Geschäftsstücke bei dem Einreichungsprotokolle dieser Stellen.

§ 68. — Es sind im Expedite eigene Bestellbücher (Formular Nr. 9) für das Postamt, für die k. und k. Botschaft und für das k. und k. Consulat zu führen, in welchen die Einreichungsprotokollzahl, die Anzahl oder die Gewichtszahl der Beilagen und bei Poststücken auch die Adresse eines jeden Geschäftstückes einzutragen sind.

Der Expedito hat dem Kanzleibeamten oder Diener, welcher die Bestellung der Geschäftsstücke auszuführen hat, das betreffende Bestellbuch mit den Geschäftstücken zu übergeben.

Letzterer hat die Bestellung ungesäumt vorzunehmen, sich die Übergabe der Bestellstücke im Bestellbuche bestätigen zu lassen und das Bestellbuch spätestens am folgenden Tage dem Expedito zurückzustellen.

Der Expedito hat das Bestellbuch zu prüfen, wenn er Mängel bemerkt, die Verbesserung anzuordnen und schliesslich die Nummer des Bestellbuches und den Tag der erfolgten Bestellung auf dem Concepte der Erledigung anzumerken.

§ 69. — Die Concepte sammt allen Schriften, welche vom Gerichte nicht zur Bestellung bestimmt wurden, sind vom Expedito in die Registratur zur Aufbewahrung zu übergeben.

§ 70. — In der Registratur sind die Gerichtsacten in mehrere, mit Nummern oder Buchstaben bezeichnete Hauptabtheilungen, der Regel nach auf folgende Art abzusondern:

- I. Gesetze und Verordnungen;
- II. Dienstsachen;
- III. Streitsachen;
- IV. Verlassenschaftsabhandlungen, Pflückschafts-, Vormundschafts-, Curatelsangelegenheiten;
- V. Concurssachen;
- VI. Strafacten;
- VII. Vermischte Gegenstände.

Dem Ermessen des Präsidenten bleibt es überlassen, die Zahl der Hauptabtheilungen allenfalls zu vermehren, insbesondere den Acten in Handels- und Wechselangelegenheiten und in Ehrechtsangelegenheiten eigene Abtheilungen zu widmen.

§ 71. — Alle, über den nämlichen Gegenstand verhandelten Actenstücke sind, wenn sie auch in verschiedenen Jahren in die Registratur kommen, in einen Actenbund nach der Zeitordnung zusammenzulegen.

Für jede Angelegenheit ist daher, sobald das erste sich darauf beziehende Actenstück der Registratur zukommt, ein eigener Actenbund anzulegen. Die in jedem Jahre angelegten Actenbünde sind mit der Jahreszahl, dem Zeichen der Hauptabtheilung und mit einer Registraturszahl zu bezeichnen. Die Registraturszahlen haben in jeder Hauptabtheilung vom 1. Jänner bis letzten December des Jahres fortzulaufen.

Jedes in einen Actenbund gehörige Actenstück muss mit dem Zeichen des Actenbundes versehen sein.

Besteht zwischen zwei abgesondert registrierten Angelegenheiten ein Zusammenhang, so ist derselbe auf den Umschlägen der zusammenhängenden Actenbünde mit Berufung auf die Registratursbezeichnung anzumerken.

§ 72. — Über jeden Actenbund, worin sich mehrere Actenstücke befinden, ist ein Verzeichnis nach dem Formulare Nr. 10 zu führen und stets bei dem Actenbunde zu belassen.

Das Verzeichnis hat in der Aufschrift die Bezeichnung des Gegenstandes und des Actenbundes zu enthalten und aus vier Rubriken zu bestehen, deren erste für die Reihenzahl des Actenstückes, die zweite für das Datum, die dritte zur Bezeichnung der Art des Actenstückes und die vierte für die Einreichungsprotokollszahl desselben bestimmt ist.

Gelangen mit Referatsbögen auch Eingaben oder Beilagen zur Registratur, so sind alle Stücke unter einer und der nämlichen Reihenzahl einzutragen.

Die Reihenzahl ist auf der Rückseite jedes Actenstückes anzumerken.

§ 73. — Die Actenbünde sind in mässigen Fascikeln zwischen steifen Deckeln zusammenzulegen und in den Fächern der Registratur aufzustellen.

Der vordere Deckel eines Fascikels ist mit der Nummer der Hauptabtheilung, der Jahreszahl und mit der ersten und der letzten Registraturszahl der darunter befindlichen Actenbünde zu bezeichnen.

§ 74. — Jedes an die Registratur gelangende Actenstück ist zuerst im Registraturbuche (Formular Nr. 11) einzutragen.

Das Registraturbuch besteht aus zwei Rubriken; in der ersten sind die Einrichtungs-Protokollszahlen in arithmetischer Ordnung im Voraus zu verzeichnen, in der zweiten ist bei jeder Zahl die Bezeichnung des Actenbundes, in welchem das Actenstück eingelegt wird, anzumerken.

Das Registraturbuch hat die richtige Ablieferung aller Actenstücke in die Registratur zu versichern und die Auffindung des Actenbundes zu erleichtern, worin jedes Geschäftsstück zu finden ist.

§ 75. — In der Registratur sind ferner alphabetisch geordnete Nachschlageregister (Formular Nr. 12) zu führen, und zwar je eines für jede Hauptabtheilung.

Die Eintragung in diese Register hat in der ersten Rubrik nach den geeigneten Schlagwörtern, insbesondere den Namen der Parteien und, wo es thunlich ist, auch nach dem Gegenstande zu geschehen; in die zweite Rubrik ist die Registratursbezeichnung des Actenbundes, in welchem der Act sich befindet, einzutragen.

§ 76. — Die Registratur muss über jedes Actenstück sogleich Rechenschaft geben können. Es sind daher einerseits in der Registratur keine Rückstände hinsichtlich der Actenstücke zu dulden, anderseits keine Acten ohne die vorgeschriebenen Vorsichten auszufolgen.

§ 77. — Die Einsichtnahme und die Aushebung von Acten ist nur den Beamten des Gerichtes zum Gebrauche bei ihren Amtsgeschäften gestattet.

Anderen Personen darf die Einsicht nur mit Einwilligung des Präsidenten gewährt werden; zur Ausfolgung von Acten oder zur Ertheilung von Abschriften an dieselben oder an andere Behörden bedarf es eines besonderen gerichtlichen Auftrages.

§ 78. — Kein Actenstück ist ohne Empfangschein auszufolgen. Jeder Empfangschein wird dem nämlichen Actenbunde, in welchem sich die erhobenen Actenstücke befunden haben, an dem gehörigen Orte beigelegt.

Wenn Acten drei Monate nach deren Behebung nicht zurückgestellt werden, so hat der Leiter der Registratur die Zurückstellung zu betreiben und nach Umständen dem Präsidenten die Anzeige zu machen.

Im Falle des Ausscheidens eines Rathes oder anderen Beamten ist ein Verzeichnis der von ihm etwa noch nicht zurückgestellten Actenstücke zu verfertigen, um deren Zurückstellung bewirken zu können.

§ 79. — Nach welchem Zeitraume die entbehrlich gewordenen Registraturacten zu vertilgen sind, und wie hinsichtlich der Ausscheidung dieser Acten zu verfahren ist, wird durch besondere Vorschriften bestimmt werden.

§ 80. — Über alle gerichtlichen Verfügungen, über deren Befolgung von Amts wegen zu wachen ist, hat die Registratur eine Vormerkung (Betreibungsprotokoll, Formular Nr. 13) zu führen.

Jedem Concepte einer Verfügung, über deren Vollzug zu wachen ist, hat der Referent die Bemerkung, dass dieselbe in das Betreibungsprotokoll einzutragen sei, durch die Worte: „Zum Betreibungsprotokolle“ beizufügen.

§ 81. — Nach Ablauf der Frist hat der Beamte, welcher das Betreibungsprotokoll führt, dem Referenten über jeden unbefolgt gebliebenen Auftrag eine Erinnerung auf einem besonderen Bogen zuzusenden, damit sogleich die weitere Verfügung erlassen werden könne, im Falle aber binnen acht Tagen darüber nichts verfügt werden sollte, dem Präsidenten die Anzeige zu erstatten.

§ 82. — Jede Verfügung, durch welche ein in das Betreibungsprotokoll eingetragener Auftrag eine Abänderung erleidet, ist dem Beamten, welcher das Protokoll zu führen hat, zur Anmerkung in demselben mitzutheilen.

§ 83. — Über die in Präsidialgeschäften verhandelten Acten ist eine besondere Präsidialregistratur zu führen.

Goluchowski.

49.

SUISSE, FRANCE.

Arrangement concernant le contrôle du mouvement des boissons entre les deux pays; du 30 juillet/18 août 1897.

Schweizerisches Bundesblatt vom 22. Sept. 1897.

Le visa prévu à l'article 2 de la convention du 10 août 1877 devra désormais être apposé par les bureaux français chargés du contrôle du mouvement des boissons entre la Suisse et la France non seulement sur les acquits à caution suisses, mais encore sur les déclarations d'exportation des boissons fabriquées en Suisse avec de l'alcool monopolisé, telles que l'absinthe et le vermouth, le rhum, le cognac, l'eau-de-cerises, etc., artificiels, conformément aux prescriptions de l'article 1^{er} du décret du 23 septembre 1896 du président de la République française.

Das in Art. 2 der Übereinkunft vom 10. August 1877 vorgesehene Visum ist inskünftig von den französischen Bureaux, welche mit der Kontrolle des Getränkeverkehrs zwischen der Schweiz und Frankreich betraut sind, nicht nur den schweizerischen Geleitscheinen beizusetzen, sondern gemäss den Bestimmungen von Art. 1 des Dekrets des Präsidenten der französischen Republik, vom 23. September 1896, auch den Deklarationen für die Ausfuhr von in der Schweiz mit monopolisiertem Alkohol hergestellten künstlichen Getränken, wie Absinth, Wermut, Rhum, Cognac, Kirschwasser u. s. w.

Bern, den 30. Juli 1898.

Im Namen des schweiz. Bundesrates,

Der Bundespräsident:

Deucher.

Der Kanzler der Eidgenossenschaft:

Ringier.

Paris, den 18. August 1897.

Der Präsident der Französischen Republik:

Faure.

Durch den Präsidenten der Republik,

Der Minister des Auswärtigen:

E. Hamotaur.

50.

GRANDE-BRETAGNE.

Prohibition d'importer les marchandises étrangères fabriquées
dans les prisons.

(60 et 61 Vict. Chapitre 68 du 6 août 1897.)

Bulletin international des Douanes, 1897.

Le paragraphe ci-après sera ajouté au tableau des prohibitions et restrictions contenu dans la 42^e section du Customs Consolidation Act, 1876:

Marchandises, pour lesquelles il sera prouvé à la satisfaction des Commissaires des douanes, qu'elles ont été fabriquées ou produites en tout ou en partie dans une prison, une maison de détention ou de correction ou un établissement pénitentiaire, étrangers, à l'exception des marchandises en transit ou importées pour un usage autre que le commerce, ou d'une espèce qui ne se fabrique pas dans le Royaume-Uni.

51.

NORVÈGE.

Loi sur le Tarif général des douanes, entrée en vigueur le
7 août 1897.*Bulletin international des Douanes 1897.*

§ 1^{er} — Les droits suivants, applicables aux marchandises et aux navires, seront perçus par le Trésor:

a) Droits d'entrée; b) droits d'entrepôt; c) droits de tonnage et de phare.

§ 2. — Les droits d'entrée établis dans le tarif minimum seront perçus sur les bateaux de plaisance dénommés au n^o 5, sur les marchandises étrangères importées pour la consommation du pays, tant pour le compte de l'Etat que pour celui des particuliers, ainsi que sur les marchandises de fabrication indigènes ayant bénéficié d'un drawback à l'exportation.

Cependant, lorsqu'un pays étranger percevra sur les marchandises provenant de Norvège ou sur la navigation norvégienne des droits plus élevés que ceux qu'il applique à d'autres pays, le Roi pourra décider que les marchandises originaires de ce pays soient assujetties au tarif maximum.

En plus des marchandises pour lesquelles on aura obtenu ou l'on pourra obtenir l'entrée en franchise en vertu d'une concession ou autorisation spéciale, sont exempts à l'importation:

a) Les objets d'inventaire (exceptés ceux dénommés au n° 5 du tarif), y compris les meubles de cabine et de cuisine et les autres objets analogues, pourvu que lesdits articles soient en rapport, par leur nature et leur quantité, avec les besoins du navire sur lequel ils sont importés, et qu'ils soient conservés à bord pour y être employés. Lesdits objets d'inventaire, réexportés du pays comme marchandises de transit, ne seront passibles d'aucun droit d'entrée lors de leur retour en Norvège sur le même navire à l'usage duquel ils auront servi;

b) Les mêmes objets d'inventaire, recueillis comme simples épaves ou ayant appartenu à des navires échoués sur les côtes de Norvège, ainsi que les mêmes articles appartenant à des navires norvégiens échoués ou légalement déclarés en état d'innavigabilité à l'étranger, si les pièces justificatives ont été approuvées par le Département de la douane;

c) Les provisions de bord et autres objets d'avitaillement existant sur un navire arrivant de l'étranger et conservés à bord. Ces articles ne devront cependant pas dépasser la quantité jugée suffisante par la douane, eu égard au tonnage du navire, au nombre des hommes de l'équipage et des passagers et à la durée du séjour du navire au lieu d'arrivée. Si les passagers ou les marchandises doivent être débarqués dans plusieurs ports du royaume, la franchise pourra être maintenue jusqu'à l'arrivée du navire au lieu où le reste des marchandises et des passagers venant de l'étranger sera débarqué et pendant le séjour du navire dans ce port. Si, plus tard, le navire est expédié pour l'étranger, ou s'il fait route pour un autre point du royaume sans charger de marchandises, le reste des provisions et des autres objets nécessaires pourra être employé à bord du navire sans payer de droit, pourvu que leur quantité ne dépasse pas ce que la douane jugera convenable, eu égard à la durée du voyage projeté et à d'autres circonstances. Si, au contraire, le navire est expédié sur un autre point du royaume après chargement de marchandises destinées à l'intérieur, les droits applicables aux objets qui restent devront être acquittés, à moins qu'il ne s'agisse d'une quantité insignifiante. Il en sera de même en cas de débarquement de l'équipage, à moins que les articles restants ne soient placés sous la garde et les scellés de la douane.

Les dispositions ci-dessus seront applicables aux provisions de bord des navires à vapeur qui naviguent entre des ports étrangers et ceux du pays, sauf les restrictions spéciales que le Département de la douane jugera nécessaire d'adopter afin de prévenir tout abus.

Le café, le thé, le sucre, le beurre, de toute sorte, la viande et le lard, la toile à voiles, ainsi que les huiles destinées à l'éclairage ou au graissage des machines, peuvent être retirés des entrepôts et livrés en franchise pour le service du bord des navires destinés à des voyages à l'étranger ou à la pêche de la baleine, du morse et du phoque dans la mer du Sud ou la mer glaciaire du Nord, aussitôt que le navire aura été expédié et que l'équipage se sera rendu à bord, à condition, toutefois, que la douane estime que la quantité de cette sorte d'approvisionnement ne dépasse pas les besoins présumés, et à condition, en outre, que le capitaine affirme, par écrit et sur son honneur, que lesdits objets sont destinés à l'approvisionnement exclusif du service de bord ou des passagers, que les huiles

seront employées à l'éclairage ou au graissage des machines, et qu'aucune partie de ces articles ne sera introduite dans le pays avec son autorisation ou son consentement.

Si, pendant la réparation du navire, l'équipage séjourne à terre, la quantité des provisions apportées de l'étranger, que la douane aura jugée nécessaire à la consommation, pourra lui être délivrée exempte de droits;

d) Les effets d'habillement et les objets de voyage appartenant aux passagers qui arrivent, toutes les fois que la douane jugera que, en raison de leur quantité et de leur qualité, lesdits effets sont bien destinés à l'usage particulier desdits passagers. Si ces objets ne sont pas importés par le voyageur lui-même, la franchise ne leur sera accordée qu'autant que la douane estimera que l'importation n'en a lieu que pour l'usage particulier du voyageur, et qu'il s'agit d'articles ayant déjà servi.

Il en sera de même des effets d'habillement et des objets de voyage ayant appartenu à des Norvégiens morts à l'étranger, s'il est établi que ces objets ont déjà servi;

e) Les outils, harnais pour voitures et chevaux, ustensiles de ménage, effets mobiliers ou autres semblables, quand il est évident que lesdits objets ont déjà servi et quand il sont importés pour le compte et l'usage de personnes qui, ayant résidé à l'étranger pendant une année au moins, en ont été les propriétaires et s'en sont servi, ainsi qu'autres objets similaires portant également des traces d'usage, laissés par testament à des personnes habitant le pays.

D'autres articles ayant servi peuvent également, moyennant l'autorisation de l'administration douanière, être importés en franchise ou à un droit moins élevé que celui établi pour les marchandises en général;

f) Les échantillons ne paraissant pas destinés au commerce. (Voir, d'ailleurs, le § 14);

g) Les emballages renfermant des marchandises et généralement employés à cet usage, à condition qu'il ne soit pas stipulé expressément que lors de l'expédition ils seront compris dans le poids de la marchandise ou taxés séparément, ainsi que les emballages qui reviennent dans le pays après avoir servi de conditionnement à des marchandises exportées. Sont également considérées comme emballages les matières qui servent à arrimer les marchandises à bord des navires.

§ 3. — 1. Dans les transports effectués par voie de terre entre la Suède et la Norvège (sauf en ce qui concerne les cartes à jouer, qui sont soumises à un droit de timbre et d'importation, ainsi que l'eau-de-vie et les spiritueux, y compris les boissons préparées avec de l'alcool et le vin, qui son soumis à des droits de douane), les marchandises ci-dessous mentionnées seront admises en franchise de droits d'entrée jusqu'à concurrence des quantités indiquées ci-après;

Pain, 10 kilogr.

Lard, 10 kilogr.

Fil de toute sorte, en quantité totale de 5 kilogr,

Café et succédanés de café, en quantité totale de 5 kilogr.

Malt, 10 kilogr.

Gruau de riz, 5 kilogr.

Sucres, 5 kilogr.

Céréales non moulues, 40 kilogr.

Céréales moulues, 25 kilogr.

Tabac, 1 kilogr.

<p>Tissus de toute sorte, en quantité totale de 15 mètres, mais pour une valeur de 25 couronnes au maximum.</p>	<p>Bière, 5 litres. Autres marchandises, jusqu'à concurrence d'une valeur totale de 20 couronnes.</p>
---	---

Si les articles mentionnés dans le présent paragraphe sont importés en quantités supérieures à celles ci-dessus stipulées le droit sera perçu conformément au tarif sur la totalité de la marchandise.

L'exemption dont il est question dans le paragraphe précédent ne sera pas applicable aux marchandises importées dans un but commercial, qu'elles soient simplement destinées à la vente ou à payer des travaux effectués. Cette franchise ne sera pas non plus accordée aux marchandises importées par des commerçants ou pour leur compte, s'il s'agit d'articles faisant l'objet de leur commerce. L'importateur de ces marchandises devra, en outre, à la requête de tout employé de douane, faire connaître sa profession et sa résidence et produire une déclaration écrite et sous serment constatant que les marchandises ne sont pas importées pour faire le commerce, ni dans un des buts ci-dessus indiqués. Si les marchandises ne sont pas importées pour le propre compte de l'importateur la déclaration sera faite par celui pour le compte de qui l'importation s'effectue.

Si l'intéressé refuse de faire cette déclaration les marchandises seront soumises aux droits d'entrée.

2. Les marchandises qui sont transportées de Suède en Norvège par Svinesund ou par la baie située à l'est de Svinesund, dans des barques, des allèges ou des gabarres de moins de 4 tonnes, ou bien, en hiver, sur la glace, seront considérées par la douane comme si elles étaient importées par terre, à moins qu'elles ne soient transportées par mer sur la partie suédoise dudit point de passage ou de ladite baie, pour, de là, être dirigées sur la côte norvégienne, ou qu'elles ne soient conduites à la côte norvégienne pour être immédiatement expédiées plus loin par mer.

3. Les personnes qui possèdent ou exploitent des propriétés situées à la fois sur les deux côtés de la frontière peuvent importer en Norvège par la frontière norvégienne les graines, les animaux et les instruments nécessaires à l'exploitation.

4. Les articles pour usage domestique que les habitants des frontières exportent de Norvège en Suède, à l'effet de les faire blanchir, teindre, tanner, moudre, filer, tisser ou manufacturer d'une manière quelconque, ou bien pour leur faire subir des réparations, et qui sont réimportés après avoir subi cette main-d'œuvre ou ces réparations, seront admis en franchise de droits.

5. Les bêtes de traits et les véhicules, qui sont manifestement destinés à ne servir qu'à transporter des personnes ou des marchandises de Suède en Norvège, sont exempts de droits d'entrée.

6. A l'effet de prévenir les abus qui pourraient résulter des faveurs stipulées dans les alinéas 3, 4 et 5, le Département des finances et des douanes ou, dans des cas particuliers, l'autorité douanière compétente pourra prescrire les mesures de contrôle jugées nécessaires.

Le Département des finances et des douanes est autorisé à augmenter, à l'importation dans certaines parties du pays ou par certains chemins, les

concerne, qu'elles soient ou non accompagnées de ces accessoires. La même règle sera observée pour les ornements de peu d'importance.

Les règles dont il s'agit ne s'appliquent pas aux marchandises rangées sous les rubriques coton, lin, soie, et laine.

§ 6. — Lorsque les marchandises sont taxées d'après le poids, on entend par poids net le poids des marchandises sans emballage ni enveloppe, à moins qu'il ne soit autrement stipulé dans le tarif.

Le poids net est ordinairement déterminé par le pesage des marchandises avec les emballages dans lesquels elles se trouvent et après déduction, sur le poids brut, de la tare signalée dans le tarif et applicable aux différentes marchandises selon leur emballage.

A défaut de stipulations spéciales dans le tarif, la tare sera fixée comme suit:

Futailles et caisses	12 %
Bouteilles, flacons et cruches, avec ou sans enveloppes . . .	30 %
Emballage en métal	20 %
Tille, paille, roseaux et autres matières analogues	3 %
Sacs et autres emballages en toile ou serpillière, simples . . .	2 %
Id. id. doubles	3 %

Si les futailles ou caisses sont revêtues d'enveloppes en toile, nattes ou autres matières, on ajoutera 3 % à la tare fixée pour ces emballages sans enveloppe, et le total de la tare ainsi obtenu sera déduit du poids brut. Lorsque les marchandises sont importées dans un emballage extérieur consistant en futailles ou en caisses en plus de l'enveloppe ordinaire pour laquelle la tare a été déterminée dans le tarif ou dans les dispositions précédentes, il sera permis d'enlever, avant le pesage, l'emballage extérieur.

Lorsqu'il est stipulé qu'une marchandise doit être taxée avec le conditionnement immédiat, il ne sera accordé de déduction de poids que pour l'emballage extérieur dans lequel la marchandise est ordinairement importée, tel que futaille, caisse, etc., avec ou sans enveloppe.

Le pesage pour établir le poids net a lieu :

1° S'il n'existe dans le tarif ni dans les dispositions ci-dessus aucune prescription relative à la tare;

2° Si la douane juge nécessaire d'enlever l'emballage afin d'examiner la marchandise, ou si elle estime que l'emballage n'est pas celui généralement employé;

3° Si le contribuable n'est pas satisfait de la tare fixée dans le tarif ou dans les dispositions précédentes, et s'il n'est pas expressément stipulé dans le tarif qu'il n'a pas le droit de se faire taxer au poids net. Quand le poids net est adopté sur le désir du contribuable, il ne sera plus permis de la calculer avec la déduction de la tare sur le poids brut.

S'il n'y a pas de tare prescrite pour la marchandise ou l'emballage, ou si l'examen de la tare est impossible parce que la marchandise ne peut être séparée de son emballage à la douane, la tare est calculée d'après l'usage du commerce, ou, s'il n'est pas connu, d'après l'estimation de la douane.

Il ne sera alloué aucune réduction de poids ou de mesure pour les marchandises plus humides qu'à l'ordinaire. Si, cependant, par suite d'accidents de mer ou d'autres circonstances fortuites, les marchandises avaient été atteintes par l'eau, on prendrait pour base la mesure ou le poids des marchandises sèches de même nature.

§ 7. — Les marchandises déposées dans les magasins de la douane et qui y séjourneront plus de dix jours payeront un droit d'entrepôt qui courra, pour les marchandises importées par mer, du jour où commencera le déchargement du navire. Pour un délai de dix jours ou moins il ne sera pas perçu de droit, et pour chaque jour en plus de ces dix jours, il sera payé 30 öres par mètre cube de marchandises avec leurs emballages. Le minimum à payer pour des marchandises extraites en une fois des magasins sera de 40 öres.

§ 8. — Des droits de tonnage et de phare applicables aux navires qui importeront ou exporteront des marchandises seront perçus à raison de 80 öres par tonneau à l'entrée et de 50 öres à la sortie, sauf les restrictions ci-après :

A. Sont exempts des droits précités les navires norvégiens qui se livrent à la pêche ou à la chasse en mer, mais si les produits de leur campagne sont exportés à l'étranger, les droits de tonnage et de phare seront acquittés tant à la sortie qu'à l'entrée.

Quand, à leur retour en Norvège, ces navires importeront des marchandises étrangères, les droits à l'entrée seront perçus d'après les règlements habituels.

B. Les droits seront réduits à 40 öres par tonneau pour les navires venant ou partant d'Hammerfest, de Vadø et de Vadsø.

Pour le calcul des droits précités, il sera procédé comme suit :

a. Les droits seront calculés sur le nombre de tonneaux portés au certificat de jauge du navire, lorsque la douane jugera que le chargement est entier ; dans le cas contraire, les droits seront payés sur le nombre effectif de tonneaux chargés ou déchargés, mais jamais sur un tonnage plus élevé que celui qui est porté au certificat de jauge. Si la quantité des marchandises chargées ou déchargées à un même bureau de douane n'atteint pas un tonneau, il ne sera payé aucun droit de tonnage ni de phare. Les règles pour vérifier la quantité de tonneaux seront prescrites par ordonnance royale.

Les bateaux de pêche qui importent ou exportent du poisson vivant ou du homard acquitteront la moitié des droits sur leur tonnage net, sans qu'on ait à tenir compte de la quantité de poisson ou de homard qu'ils ont à bord.

b. Si un navire, dans le cours du même voyage, reprend, au moment de son départ, des marchandises qu'il a déchargées et déposées dans un entrepôt de douane, ces marchandises ne payeront de droits de tonnage et de phare ni à l'entrée, ni à la sortie. Cette franchise s'étendra également à ces marchandises si elles sont exportées par un autre navire, lorsque le navire sur lequel elles ont été importées aura subi des avaries telles qu'il ne puisse continuer son voyage. Il en sera de même si, en cas de relâche

forcée, on procède à la vente des marchandises avariées, et que cette vente a lieu conformément aux règlements administratifs.

c. Pour le paiement des droits de tonnage et de phare, on ne considère pas comme chargement l'espace occupé:

1^o A la sortie, par du foin, de la paille, du bois fendu (lattes) et autres bois, de la sciure et autres déchets de scieries, de la glace, des briques, des tuiles et des pierres taillées ou non, moulues ou non, qu'elles contiennent ou non des parties métalliques, à l'exception de l'apatite;

2^o A l'entrée, par du foin, de la paille, du plâtre, des engrais, du sable et des emballages dans lesquels les marchandises auront été exportées du pays;

3^o Par les bagages des passagers arrivant avec eux et par les provisions de bord et les autres objets indispensables pour le voyage projeté, tels que le charbon de terre pour les bateaux à vapeur et les engins de pêche;

4^o Par les marchandises importées dans le même voyage et par le même bâtiment qui les avait exportées.

§ 9. — Les navires étrangers et les marchandises par eux importées ou exportées ne seront pas soumis à des droits autres ni plus élevés que ceux payés par les navires norvégiens et les marchandises par eux importées ou exportées, à moins que le Roi n'impose une surtaxe de droits sur les marchandises ou les navires de quelque nation étrangère.

§ 10. — Toutes les fois que les marchandises étrangères, importées dans certains bureaux de douane, en franchise ou à droit réduit, en vertu de dispositions spéciales, seront expédiées sur d'autres points du royaume, on percevra les droits d'entrée ou la différence existant entre les droits acquittés au lieu d'expédition et le montant de ceux établis au lieu de destination.

Lorsqu'un produit, fabriqué dans une localité de la Norvège avec une matière étrangère entrant dans cette localité en franchise ou à des droits réduits, sera transporté dans une autre localité du royaume où ladite matière employée ne jouit pas des mêmes avantages, le produit fabriqué acquittera au lieu de destination le droit afférent à la matière dont l'article est fabriqué, déduction faite des droits qu'il ne payés au lieu d'expédition.

Toutefois, il sera fait exception en faveur des grains importés de la province de Finmark par les pêcheurs et transportés sur des bateaux affectés à la pêche.

§ 11. — Les droits d'entrée acquittés sur des échantillons réexportés sans avoir subi d'altération seront remboursés conformément aux règlements spéciaux que les douanes établiront à cet effet, pourvu qu'au moment de leur importation on ait manifesté l'intention de les réexporter. Le remboursement des droits d'entrée peut être accordé également par le Département de la douane pour les matières brutes et les matières accessoires employées à la fabrication des produits exportés à l'étranger, et, le cas échéant, pour d'autres marchandises ayant acquitté les droits lorsque ces marchandises seront réexpédiées à l'étranger sans avoir subi de modification.

Les navires de plus de 50 tonnes brutes construits dans les chantiers du pays jouiront des réductions de droit ci-après stipulées :

- a. Navires à vapeur en fer ou en acier, 2 cour. par tonne.
- b. Navires à vapeur en bois et navires à voiles en fer ou en acier, cour. 1.50 par tonne.
- c. Navires à voiles en bois, 1 cour. par tonne.

Les droits de tonnage et de phare seront restitués si les marchandises exportées sont réimportées dans le royaume par le même navire et pendant le même voyage. Si on ne réimporte qu'une partie des marchandises, l'Administration des douanes appréciera si ce remboursement doit avoir lieu, et, en cas d'affirmative, elle fixera la quotité de la somme. Lorsqu'au départ le capitaine a payé des droits de tonnage et de phare plus élevés que ceux perçus au port où il a débarqué son chargement, l'excédent des droits payés lui sera restitué, pourvu que dans le délai d'une année, à compter du jour où il a été expédié au départ, il adresse à la douane une demande de remboursement, accompagnée de renseignements justificatifs.

Tarif des droits d'importation et tares.

Monnaies, poids et mesures. — L'unité monétaire en Norvège est la couronne (*kroner*) qui se divise en 100 øres et vaut environ fr. 1,39. Pour les poids et mesures, la Norvège a adopté le système métrique.

N ^{os}	Désignation des marchandises.	Droits.	
		Tarif minimum. C. S.	Tarif maximum. C. S.
1	Ammoniaque	exempte.	exempte.
	Produits pharmaceutiques, c'est-à-dire tous produits qui ne se vendent qu'au détail par les pharmaciens, non dénommés :		
	a. renfermant de l'alcool. (Régime des Spiritueux, n ^{os} 53 et 54.)		
2	b. autres	exempts.	exempts.
3	Asphalte et bitume, mélangés ou non de résine, de sable ou de matières similaires, et ouvrages de ces matières	id.	id.
4	Cendres de bois et d'autres matières végétales .	exemptes.	exemptes.
Embarcations :			
5	a. Bateaux de plaisance, y compris leurs objets d'inventaire <i>ad val.</i>	15 %	15 %
6	b. autres, y compris leurs objets d'inventaire	exemptes.	exemptes.
7	Écorces et extraits d'écorces pour le tannage, de toute sorte, et écorce de bouleau	exempts.	exempts.

N ^{os}	Libre et coïr:	C. S.	C. S.
8	— non ouvrés	exempts.	exempts.
	— en ouvrages:		
	<i>a.</i> Chapeaux (voir n ^{os} 174 à 178).		
9	<i>b.</i> Nattes d'emballage et fil	id.	id.
10	<i>c.</i> Cordes kilogr.	0 05	0 07
11	<i>d.</i> Autres ouvrages id.	0 15	0 20
	Os, ainsi que défenses d'éléphant, dents de morse et similaires:		
12	<i>a.</i> non ouvrés, ainsi qu'en morceaux ou moulus	exempts.	exempts.
	<i>b.</i> en ouvrages:		
	— Boutons (voir n ^o 243).		
13	— Autres ouvrages, y compris le conditionnement immédiat kilogr.	1 „	1 20
14	Charbon d'os, ivoire et corne de cerf, calcinés .	exempts.	exempts.
15	Poudre à blanchir kilogr.	exempte.	0 02
16	Fleurs fraîches, coupées, ainsi que sèches, et autres plantes sèches pour ornement, ne rentrant pas dans les Produits pharmaceutiques kilogr.	3 „	4 „
17	— Feuilles coupées, y compris le conditionnement immédiat kilogr.	0 10	0 20
18	— Oignons de fleurs, y compris l'emballage et le conditionnement immédiat . . . kilogr.	0 25	0 35
19	Fleurs artificielles id.	15 „	20 „
	Parties de fleurs artificielles:		
20	<i>a.</i> Feuilles en papier id.	1 50	2 50
21	<i>b.</i> Autres id.	15 „	20 „
22	Plombagine	exempte.	exempte.
23	Creusets en plombagine	exempts.	exempts.
24	Crayons avec ou sans gaine, y compris les cartons et le conditionnement immédiat . . kilogr.	0 35	0 50
25	Encre liquide, y compris le conditionnement immédiat kilogr.	0 15	0 20
26	Poudre d'encre et autres matières pour la fabrication de l'encre, ainsi qu'encre de Chine, y compris le conditionnement immédiat kilogr.	0 80	1 20

GRANDE-BRETAGNE, FRANCE, TUNISIE.

Traité conclu pour déterminer les rapports de la Grande-Bretagne et de la France en Tunisie; signé à Paris le 18 septembre 1897*).

Parliamentary Papers presented to both Houses of Parliament by Command of Her Majesty, Octobre 1897 [C-8678].

With a view to determine the relations of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and France in the Regency of Tunis, and to clearly define the position as established by Convention of the aforesaid United Kingdom in the Regency, the Undersigned, duly authorized by their respective Governments, have agreed as follows:—

Article I.

The Treaties and Conventions of every kind in force between the United Kingdom of Great Britain and Ireland and France are extended to the Regency of Tunis.

The Government of Her Britannic Majesty will abstain from claiming for its Consuls, its subjects, and its establishments in the Regency of Tunis other rights and privileges than those secured for it in France.

Moreover, the treatment of the most favoured nation, which is secured on either side by the aforementioned Treaties and Conventions, and the reciprocal enjoyment of the lowest Customs Tariff are guaranteed to the United Kingdom of Great Britain and Ireland in the Regency of Tunis and to the Regency of Tunis in the United Kingdom for a period of forty years from the date of the exchange of ratifications of the present Agreement.

En vue de déterminer les rapports du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et de la France en Tunisie, et de bien préciser la situation conventionnelle du dit Royaume-Uni dans la Régence, les Soussignés, dûment autorisés par leur Gouvernements respectifs, sont convenus de ce qui suit:—

Article I.

Les Traités et Conventions de toute nature en vigueur entre le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et la France sont étendus à la Tunisie.

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique s'abstiendra de réclamer pour ses Consuls, ses ressortissants, et ses établissements en Tunisie d'autres droits et privilèges que ceux qui lui sont acquis en France.

En outre, le traitement de la nation la plus favorisée, qui est assuré de part et d'autre par les Traités et Conventions précitées, et la jouissance réciproque des Tarifs de Donane les plus réduits, sont garantis au Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande en Tunisie et à la Tunisie dans le Royaume-Uni pendant une durée de quarante années à partir de l'échange des ratifications du présent Arrangement.

*) Les ratifications ont été échangées à Paris le 15 octobre 1897.

All merchandize and all manufactured goods, the produce of the United Kingdom, imported into the Regency of Tunis, either directly, or after transshipment at Malta, shall enjoy the advantages conceded by the present Article.

It is further understood that the treatment of the most favoured nation in the Regency of Tunis does not comprise the treatment enjoyed by France.

Article II.

Cotton goods, the produce of the United Kingdom and of British Colonies and possessions, shall not be subject in the Regency of Tunis to import duties higher than 5 per cent. *ad valorem* at the port of discharge. They shall not be charged with any other tax or impost whatsoever.

This provision shall remain in force until the 31st December, 1912, and, after that date, until the expiration of six months from the day on which one of the Contracting Parties shall have notified to the other its intention of terminating its operation.

Article III.

The present Agreement shall be ratified, and the ratifications thereof shall be exchanged at Paris as soon as possible.

It shall come into force immediately after the exchange of ratifications.

The existing Customs Tariff on imports into the Regency of Tunis shall, however, continue to be applied until the 31st December, 1897.

Done at Paris, in duplicate, the 18th September, 1897.

(L.S.) *Edmund Monson.*

(L.S.) *G. Hanotaux.*

Toutes les marchandises et tous les produits manufacturés, originaires du Royaume-Uni, importés en Tunisie, soit par la voie directe, soit après transbordement à Malte, jouiront des avantages concédés par le présent Article.

Il est, d'ailleurs, entendu que le traitement de la nation la plus favorisée en Tunisie ne comprend pas le traitement Français.

Article II.

Les cotonnades originaires du Royaume-Uni et des Colonies et possessions Britanniques ne pourront pas être frappées en Tunisie de droits d'importation supérieurs à 5 pour cent de leur valeur au port de débarquement. Elles ne seront pas grevées d'autres taxes ou impôts quelconques.

Cette disposition restera en vigueur jusqu'au 31 Décembre, 1912, et, après cette date, jusqu'à l'expiration du sixième mois à partir du jour où l'une des Parties Contractantes aura notifié à l'autre son intention d'en faire cesser les effets.

Article III.

Le présent Arrangement sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Paris aussitôt que faire se pourra.

Il entrera en vigueur immédiatement après l'échange des ratifications.

Toutefois, le Tarif actuel des douanes à l'importation en Tunisie continuera à être appliqué jusqu'au 31 Décembre, 1897.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 18 Septembre 1897.

ESPAGNE.

Ordonnances royales en dates du 25 septembre et du 28 décembre 1897 relatives au certificate d'origine.

Bulletin international des Douanes 1897.

I. Ordonnance royale, en date du 25 septembre 1897,
relative aux certificats d'origine.

1^o Les règles *A* et *B* du cinquième paragraphe de la douzième disposition du Tarif douanier en vigueur seront modifiées comme ci-après :

A. Le certificat consistera essentiellement en une déclaration officielle faite ou présentée par devant l'autorité du lieu de production ou d'expédition des marchandises dans le pays producteur, établissant que les marchandises sont bien de fabrication ou de production dudit pays. Ce document devra, en plus de cette déclaration, contenir les indications qui sont détaillées plus bas.

Les certificats d'origine seront délivrés par les autorités que chaque pays proposera ou désignera comme administrativement autorisées à délivrer ces documents, et les douanes seront informées en temps opportun de la qualité des agents qui, à cet effet, auront été définitivement désignés et agréés. Les consuls d'Espagne pourront également délivrer des certificats d'origine lorsqu'ils y auront été spécialement autorisés par le Gouvernement, mais les négociants ne seront pas obligés de recourir aux consuls.

Le certificat d'origine sera délivré soit d'après la déclaration présentée par le producteur ou le fabricant des marchandises, ou par son mandataire, établissant que les marchandises sont bien des produits de sa fabrication ou de son industrie, soit d'après la déclaration d'un négociant patenté qui produira les factures authentiques, sans qu'il soit nécessaire, dans ce dernier cas, de mentionner dans le certificat le nom du fabricant ou du producteur. Le certificat sera délivré, selon le mode adopté pour chaque pays, soit d'après une déclaration signée et présentée à l'autorité compétente par le requérant, soit d'après la déclaration verbale faite par devant ladite autorité. Dans le premier cas, il sera fait mention que le certificat a été délivré sur la présentation d'une déclaration écrite, dans le second cas, le certificat portera la signature du déclarant au bas de la mention suivante : „ainsi déclaré sous ma responsabilité“.

B. Les certificats d'origine porteront les indications suivantes :

Le nom, la résidence et le domicile du fabricant qui demande le certificat directement et, s'il s'agit d'un mandataire, les mêmes indications, ainsi que celles relatives au déclarant même, et, pour les négociants patentés, leurs noms, résidences et domiciles. Dans tous les cas, les certificats d'origine devront mentionner la condition ou le caractère commercial autorisant le requérant à faire la déclaration d'origine :

Le nombre et l'espèce des colis, leurs marques, leurs numéros et leurs poids brut ;

La désignation des marchandises, suivant la matière et la classe, et, s'il s'agit de fils et de tissus, la spécification qu'ils sont en coton, chanvre, lin, laine, soie ou d'une mélange de ces matières;

Le lieu de destination en Espagne, ainsi que le nom et le domicile du consignataire au lieu de destination, ou de la personne qui sera chargée de les recevoir à l'arrivée et à l'expédition en douane.

Les certificats seront signés par l'autorité qui les aura délivrés, et la signature sera visée et légalisée par le consul d'Espagne.

Les consuls espagnols ne délivreront des certificats d'origine que lorsqu'ils en seront requis et dans le cas seulement où les déclarants sont connus au consulat, et si le consul est en mesure d'apprécier la parfaite exactitude de leurs déclarations.

Les autorités compétentes pour délivrer des certificats d'origine auront le droit et le devoir d'exiger que l'exactitude des déclarations faites devant elles soit prouvée, quelle qu'en soit la forme, et de se faire présenter à cet effet tous les documents nécessaires. Dans des cas exceptionnels, ou s'il existe de graves motifs de suspecter l'exactitude des certificats présentés par une maison de commerce déterminée, on pourra signaler, par voie diplomatique, le fait au Gouvernement du pays de provenance du certificat, afin qu'il soit adopté telle décision opportune et conforme aux lois du pays, et que, le cas échéant, il soit procédé d'une manière plus précise au contrôle des déclarations ultérieures qui seraient présentées par ladite maison de commerce.

Les certificats d'origine cesseront d'être valables trois mois après la date du visa consulaire, quand ils auront été délivrés dans les pays d'Europe, dans les régions du littoral méditerranéen de l'Asie, sur les côtes de la Mer Noire et dans les régions du littoral africain baignées par la Méditerranée et l'Océan jusqu'au golfe de Guinée. Ils seront périmés au bout de six mois s'ils ont été délivrés dans les autres parties du globe. Si, pour cause d'avaries, par suite de mesures sanitaires, d'interruptions générales dans le trafic ou d'autres cas de force majeure, la production de ces documents avait subi un retard, le délai de validité pourrait être prorogé, pourvu que l'administration ait été en mesure d'apprécier les motifs qui auraient justifié cette prorogation.

Pour que le bénéfice du régime conventionnel puisse s'étendre aux marchandises qui auront été emmagasinées dans les entrepôts officiels d'un pays quelconque, les intéressés devront présenter, en plus du certificat d'origine, une déclaration du chef de l'entrepôt établissant qu'il s'agit bien de marchandises entreposées, que les colis n'ont pas été changés, qu'aucune marchandise n'y a été introduite, et qu'ils n'ont subi aucune main-d'œuvre susceptible de modifier la nature de la marchandise;

2° Les dispositions ci-dessus entreront en vigueur et seront applicables à tous les certificats qui se délivreront à partir du 1^{er} janvier prochain; cependant, il est entendu que les certificats que les négociants présenteront en douane avant ce délai seront acceptés sans difficulté s'ils sont établis conformément aux nouveaux règlements;

3° Sont maintenues en vigueur les autres règles de la douzième disposition du tarif douanier.

II. Ordonnance royale, en date du 28 décembre 1897, portant désignation des Autorités qui pourront délivrer des certificats d'origine.

1^o Les douanes de la Péninsule et des îles Baléares reconnaîtront comme autorisés à délivrer des certificats d'origine les fonctionnaires et les corps d'État ci-après mentionnés. En conséquence, ils ajouteront foi aux certificats qu'ils auront délivrés, pourvu qu'ils soient établis conformément aux règlements en vigueur.

Seront considérées comme compétentes les autorités suivantes:

En Autriche-Hongrie, les autorités locales (Mairies), les Chambres de commerce et les bureaux de douanes;

En France, les Chambres de commerce françaises, les Maires et Adjoints, les Commissaires de police et les bureaux de douanes;

Dans la Grande Bretagne, les Chambre de commerce, les Maires, les Magistrats et les bureaux de douanes;

En Italie, les Chambres de commerce, les autorités municipales et douanières;

En Portugal, les autorités douanières et, à défaut de ces dernières, les autorités fiscales et administratives;

En Danemark, Suède et Norvège les Gouverneurs de province et, à leur défaut, les Secrétaires de province, les Maires et les Notaires publics;

En Turquie, les douanes et les autorités ottomanes;

2^o Pour les pays qui, en raison du manque d'informations nécessaires, n'ont pu être compris dans la nomenclature ci-dessus, les douanes continueront à se conformer, relativement à ce point précis, aux usages en vigueur, sans préjudice des dispositions que l'on jugerait opportun d'adopter;

3^o Est maintenue en vigueur l'ordonnance royale du 18 octobre 1892, en vertu de laquelle les Chambres de commerce espagnoles, légalement constituées à l'étranger, sont autorisées à délivrer des certificats d'origine, et les certificats émanants de ces institutions seront valables, pourvu qu'ils soient établis conformément aux dispositions qui font l'objet de l'ordonnance royale suscitée, en date du 25 septembre dernier.

54.

ALLEMAGNE, RUSSIE.

Arrangement ayant pour but de dispenser réciproquement les sujets plaidant devant les tribunaux de l'autre État contractant de toute caution ou dépôt qui pourrait être exigé d'eux en leur qualité d'étrangers; du 30 septembre 1897.

Reichsgesetzblatt 1897, Nr. 47.

Bekanntmachung über die wechselseitige Befreiung der Angehörigen des Deutschen Reiches und Russlands von der ihnen als Ausländer in Rechtsstreitigkeiten obliegenden Verpflichtung zur Sicherheitsleistung, Vorschusszahlung und Gebührenentrichtung. Vom 30. September 1897.

Die Kaiserlich deutsche und die Kaiserlich russische Regierung haben im gegenseitigen Einvernehmen festgestellt, dass Deutsche in Russland und Russen in Deutschland in den von ihnen als Haupt- oder Nebenklägern anhängig gemachten Rechtsstreitigkeiten nur unter denselben Voraussetzungen und in demselben Umfange verpflichtet sind, Sicherheit zu leisten, Kostenvorschuss zu zahlen oder Gebühren zu entrichten, wie die Angehörigen des Landes, wo der Rechtsstreit betrieben wird.

Berlin, den 30. September 1897.

Der Reichskanzler.

Im Auftrage:

Hellwig.

55.

GRANDE-BRETAGNE, JAPON.

Arrangement concernant la protection réciproque des brevets d'invention et des marques de fabrique et de commerce;
signé à Londres le 20 octobre 1897.

Parliamentary Papers presented to both Houses of Parliament by Command of Her Majesty. October 1897. C.-8679.

Protocol between Great Britain and Japan respecting Patents, trade-marks, and designs.

Whereas, by Treaty, Her Britannic Majesty has jurisdiction in relation to her subjects within the dominions of His Majesty the Emperor of Japan;

Whereas, by Article XVII of a Treaty signed between Great Britain and Japan on the 16th July, 1894,*) it is stipulated as follows: "The subjects of each of the High Contracting Parties shall enjoy in the dominions and the possessions of the other the same protection as native subjects in regard to patents, trade-marks, and designs, upon fulfilment of the formalities prescribed by law;"

Whereas, by Article XX of the same Treaty, it is agreed that, from the date on which such Treaty comes into force, the jurisdiction then exercised by British Courts in Japan shall cease, and that such jurisdiction shall be assumed and exercised by Japanese Courts;

And whereas it has been agreed between the Governments of Great Britain and Japan that the provisions of the above-mentioned Article XVII shall come into force at once;

The Undersigned, duly authorized for that purpose by their respective Governments, have agreed upon the following Articles:—

Article I.

Her Britannic Majesty consents to renounce all extra-territorial jurisdiction at present exercisable by British Courts in Japan for the judicial hearing and determination of matters in difference between British subjects and subjects of His Majesty the Emperor of Japan, or for the repression of crimes or offences committed by British subjects, in so far as it applies to the protection of patents, trade-marks, and designs.

Article II.

The foregoing Article shall not take effect until all other Powers which enjoy similar benefits to those conferred by Article XVII of the Treaty between Great Britain and Japan of the 16th July, 1894, and which possess extra-territorial jurisdiction in Japan, shall similarly have renounced their right to exercise such jurisdiction between their own subjects or citizens respectively, and subjects of His Majesty the Emperor of Japan, as well as for the repression of crimes or offences committed by their own subjects or citizens respectively, in so far as it applies to the protection of patents, trade-marks, and designs.

In witness whereof the Undersigned have signed the above Protocol, and have affixed thereto the seal of their arms.

Done at London, the 20th day of October, 1897.

(L.S.) *Salisbury.*

(L.S.) *Kato.*

*) V. N. B. G. 2^e série XXII, 594.

65.

BELGIQUE, FRANCE, GRÈCE, ITALIE, SUISSE

Convention additionnelle pour augmenter les contingents déterminés par l'article 9 de la convention du 6 novembre 1885 et par l'article 3 de l'acte additionnel du 12 décembre de la même année; signée à Paris le 29 octobre 1897.

Eidgenössische Amtliche Sammlung, neue Folge, Band XVI.

Übereinkommen betreffend teilweise Abänderung der Münzkonvention vom 6. November 1885 zum Zwecke der Erhöhung der Kontingente der Silberscheidemünzen.

Abgeschlossen am 29. Oktober 1897.

Hinterlegung der Ratifikationsurkunden am 30. Dezember 1897.

Le Conseil fédéral de la
Confédération suisse,

après avoir vu et examiné la convention monétaire additionnelle conclue sous réserve de ratification, à Paris, le 29 octobre 1897 par les plénipotentiaires de la Suisse, de la Belgique, de la France, de la Grèce et de l'Italie, convention qui a été approuvée par le Conseil des États le 17 décembre 1897 et par le Conseil national le même jour et dont la teneur suit:

(Originaltext.)

Le Conseil fédéral suisse, sa Majesté le Roi des Belges, le Président de la République française, sa Majesté le Roi des Hellènes et sa Majesté le Roi d'Italie:

ayant reconnu l'insuffisance des monnaies divisionnaires d'argent dans la circulation, insuffisance due, entre autres causes, à la disparition d'un grand nombre de ces monnaies, au développement constant des petites transactions et aux besoins nouveaux résultant de l'augmentation de la population et de certaines extensions coloniales,

Der Bundesrat der schweiz.
Eidgenossenschaft,

nach Einsicht und Prüfung des unterm 29. Oktober 1897 in Paris von den Bevollmächtigten der Schweiz, von Belgien, Frankreich, Griechenland und Italien unter Ratifikationsvorbehalt abgeschlossenen Münzübereinkommens, welches unterm 17. Dezember 1897 vom Nationalrat und am gleichen Tage vom Ständerate genehmigt worden ist und folgenden Wortlaut hat:

(Übersetzung.)

Da ein Mangel an Silberscheidemünzen zu Tage getreten ist, welcher unter anderm auf das Verschwinden einer grossen Anzahl dieser Münzen, auf die fortwährende Entwicklung des kleinen Verkehrs, sowie auf die infolge der Vermehrung der Bevölkerung und der kolonialen Ausbreitung eines Landesgesteigerten Bedürfnisse zurückzuführen ist, haben

der Bundesrat der schweizerischen Eidgenossenschaft, Seine Majestät der König von Belgien, der Präsident der französischen Republik, Seine Majestät der König der Hellenen und Seine Majestät der König von Italien

ont résolu de conclure une Convention additionnelle pour augmenter les contingents déterminés par l'article 9 de la convention du 6 novembre 1885*) et par l'article 3 de l'acte additionnel du 12 décembre de la même année, de manière à mettre ces contingents en harmonie avec le chiffre actuel de la population et à les accroître, en outre, dans la proportion de 1 franc par tête d'habitant:

et ont désigné à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir:

le Conseil fédéral suisse:

M. Charles-Edouard Lardy, son envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris;

sa Majesté le Roi des Belges:

M. le baron d'Anethan, son envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris;

le Président de la République française:

M. Gabriel Hanotaux, Ministre des Affaires étrangères de la République française;

sa Majesté le Roi des Hellènes:

M. N. Delyanni, son envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris;

sa Majesté le Roi d'Italie:

Son Excellence M. le comte Torrielli Brusati di Vergano, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à Paris.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

beschlossen, ein Zusatzübereinkommen abzuschliessen zum Zwecke der Erhöhung der in Art. 9 der Münzkonvention vom 6. November 1885 und Art. 3 des Zusatzaktes vom 12. Dezember des nämlichen Jahres vorgesehenen Kontingente, in der Meinung, dass diese Kontingente mit der gegenwärtigen Bevölkerungsziffer in Einklang gebracht und überdies um 1 Franken per Kopf der Bevölkerung vermehrt werden,

und haben zu ihren daherigen Bevollmächtigten ernannt:

Der Bundesrat der schweiz. Eidgenossenschaft:

Herrn Karl Eduard Lardy, seinen ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister in Paris;

Seine Majestät der König von Belgien;

Herrn Baron d'Anethan, seinen ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister in Paris;

Der Präsident der französischen Republik:

Herrn Gabriel Hanotaux, Minister der auswärtigen Angelegenheiten der französischen Republik;

Seine Majestät der König der Hellenen:

Herrn N. Delyanni, seinen ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister in Paris;

Seine Majestät der König von Italien:

Seine Excellenz Herrn Grafen Torrielli Brusati di Vergano, seinen ausserordentlichen und bevollmächtigten Botschafter in Paris,

welche, nach gegenseitiger Mitteilung ihrer in gehöriger Form befundenen Vollmachten, sich über folgende Artikel geeinigt haben:

*) V. N. R. G. 2^e série XI, 65.

Article premier.

Les contingents de monnaies divisionnaires d'argent, déterminés par l'article 9 de la convention du 6 novembre 1885 et par l'article 3 de l'acte additionnel du 12 décembre de la même année, sont augmentés:

pour la France, l'Algérie et les colonies de 180 millions de francs; pour la Belgique de 6 millions de francs; pour l'Italie de 80 millions de francs; pour la Suisse de 3 millions de francs.

Article 2.

Les hautes parties contractantes s'engagent à employer exclusivement des écus de cinq francs d'argent aux effigies respectives pour la fabrication des nouvelles pièces divisionnaires.

Toutefois, chacune d'elles pourra imputer sur les sommes stipulées à l'article premier, une frappe de lingots jusqu'à concurrence de trois millions de francs, à la condition de constituer avec le bénéfice pouvant résulter de cette opération un fonds de réserve destiné à l'entretien de la circulation monétaire d'or et d'argent.

Article 3.

L'arrangement du 15 novembre 1893 sera applicable aux nouvelles monnaies d'argent que le gouvernement italien pourra émettre après la mise en vigueur de la présente convention additionnelle.

Article 4.

Le gouvernement hellénique renonce à faire exécuter de nouvelles frappes de monnaies divisionnaires d'argent, jusqu'au moment où il aura pu prendre, envers ses alliés monétaires, les mêmes engagements que l'Italie a contractés pour sa monnaie division-

Artikel 1.

Die in Art. 9 der Münzkonvention vom 6. November 1885 und in Art. 3 des Zusatzaktes vom 12. Dezember des nämlichen Jahres festgesetzten Kontingente von Silberscheidemünzen werden erhöht:

für die Schweiz um 3 Millionen Franken; für Belgien um 6 Millionen Franken; für Frankreich, Algerien und die Kolonien um 180 Millionen Franken; für Italien um 80 Millionen Franken.

Artikel 2.

Die hohen Vertragsstaaten verpflichten sich, zur Prägung der neuen Scheidemünzen ausschliesslich Fünfrankenthaler eigenen Gepräges zu verwenden. Es ist jedoch jedem derselben gestattet, auf Rechnung der in Artikel 1 bestimmten Beträge Scheidemünzen bis auf die Summe von 3 Millionen Franken aus Silberbarren zu prägen unter der Bedingung, dass aus dem hieraus fliessenden Gewinne ein Reservefonds gebildet werde, der zum Unterhalt der Gold- und Silbermünzen des betreffenden Staates in zirkulationsfähigem Zustande dienen soll.

Artikel 3.

Die Bestimmungen des Abkommens vom 15. November 1893 sind auch auf diejenigen Silberscheidemünzen anwendbar, welche die italienische Regierung nach Inkrafttreten dieses Zusatz-Vertrages ausgeben wird.

Artikel 4.

Die griechische Regierung verzichtet auf die Prägung neuer Silberscheidemünzen bis zu dem Zeitpunkte, wo es ihr möglich sein wird, die nämlichen oder ähnliche, von allen hohen Vertragsstaaten angenommene Verpflichtungen einzugehen wie die,

naire par l'acte du 15 nov. 1893, ou des arrangements analogues, acceptés par toutes les hautes parties contractantes.

Article 5.

Les hautes parties contractantes s'engagent à ne faire frapper les contingents déterminés à l'article premier ci-dessus que jusqu'à concurrence d'un maximum de deux cinquièmes la première année, et d'un cinquième les années suivantes. Les annuités non utilisées pourront profiter aux exercices subséquents.

Article 6.

Toutes les autres dispositions, tant de la convention du 6 novembre 1885 et de ses annexes, que des actes additionnels des 12 décembre 1885 et 12 novembre 1893, sont et demeurent expressément maintenues.

Article 7.

La présente convention additionnelle aura la même durée que la convention du 6 novembre 1885, dont elle sera réputée faire partiss intégrante.

Article 8.

La présente convention additionnelle sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Paris, dans le délai de trois mois, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en quintuple expédition à Paris, le 29 octobre 1897.

(L. S.) *Lardy.*
(L. S.) *Baron d'Anethan.*
(L. S.) *G. Hanotaux.*
(L. S.) *N.-S. Delyanni.*
(L. S.) *G. Torrielli.*

welche Italien für seine Silberscheidemünzen in dem Übereinkommen vom 15. November 1893 übernommen hat.

Artikel 5.

Die hohen Vertragsstaaten verpflichten sich, von den in Artikel 1 hiervor bestimmten Kontingenten im ersten Jahre höchstens zwei Fünftel und in den folgenden Jahren höchstens ein Fünftel prägen zu lassen. Wird ein Jahresbetreffnis nicht vollständig erschöpft, so kann der fehlende Betrag in den folgenden Jahren nachgeprägt werden.

Artikel 6.

Alle übrigen Bestimmungen, sowohl der Münzkonvention vom 6. November 1885 und ihrer Beilagen, als der Zusatz-Verträge vom 12. Dezember 1885 und 15. November 1893, bleiben ausdrücklich aufrecht erhalten.

Artikel 7.

Der gegenwärtige Zusatz-Vertrag hat die nämliche Gültigkeitsdauer wie die Münzkonvention vom 6. November 1885 und ist als integrierender Bestandteil derselben zu betrachten.

Artikel 8.

Der gegenwärtige Zusatz-Vertrag soll ratifiziert, und es sollen die Ratifikationen längstens innerhalb drei Monaten in Paris ausgetauscht werden.

Zur Urkunde dessen haben die betreffenden Bevollmächtigten gegenwärtigen Vertrag unterzeichnet und demselben ihre Wappensiegel beigesdrückt.

Fünffach ausgefertigt in Paris, den 29. Oktober 1897.

(L. S.) *Lardy.*
(L. S.) *Baron d'Anethan.*
(L. S.) *G. Hanotaux.*
(L. S.) *N.-S. Delyanni.*
(L. S.) *G. Torrielli.*

57.

ALLEMAGNE.

Ordonnance destinée à donner exécution au traité du 9 septembre pour la protection internationale de la propriété littéraire et artistique*), du 29 novembre 1897.

Reichsgesetzblatt, 1897, No. 52.

Verordnung, betreffend die Ausführung der am 9. September 1886 zu Bern abgeschlossenen Uebereinkunft wegen Bildung eines internationalen Verbandes zum Schutze von Werken der Literatur und Kunst. Vom 29. November 1897.

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden Deutscher Kaiser, König von Preussen etc. verordnen im Namen des Reichs, auf Grund des Gesetzes vom 4. April 1888, betreffend die Ausführung der am 9. September 1886 zu Bern abgeschlossenen Uebereinkunft wegen Bildung eines internationalen Verbandes zum Schutze von Werken der Literatur und Kunst (Reichs-Gesetzbl. S. 139), nach erfolgter Zustimmung des Bundesraths, was folgt:

§ 1. — Werden besondere Abkommen, die mit anderen Verbandsländern über den Schutz von Werken der Literatur und Kunst abgeschlossen sind, ausser Kraft gesetzt, so unterliegt die Anwendung der Uebereinkunft auf Werke, welche bis dahin nach Massgabe dieser Abkommen zu behandeln und in ihrem Ursprungslande beim Inkrafttreten der Uebereinkunft noch nicht Gemeingut geworden waren (Artikel 14 der Uebereinkunft), den nachstehenden Einschränkungen:

1. Der Druck der Exemplare, deren Herstellung zur Zeit der Aufhebung des Abkommens erlaubterweise im Gange war, darf vollendet werden; diese Exemplare sowie diejenigen, welche zu dem gedachten Zeitpunkt erlaubterweise hergestellt waren, dürfen verbreitet und verkauft werden. Ebenso dürfen die zu dem gedachten Zeitpunkte vorhandenen Vorrichtungen (Formen, Platten, Steine, Stereotypen etc.) noch vier Jahre lang benutzt werden; diese Frist beginnt mit dem Schlusse des Jahres, in welchem das Abkommen aufgehoben worden ist.
2. Werke, welche vor der Aufhebung des Abkommens in einem der übrigen Verbandsländer veröffentlicht sind, geniessen den im Artikel 5 der Uebereinkunft vorgesehenen Schutz des ausschliesslichen Uebersetzungsrechts nicht gegenüber solchen Uebersetzungen, welche zu dem gedachten Zeitpunkt in Deutschland erlaubterweise bereits ganz oder theilweise veröffentlicht waren.
3. Dramatische oder dramatisch-musikalische Werke, welche in einem der übrigen Verbandsländer veröffentlicht oder aufgeführt und vor

*) V. N. R. G. 2^e série XII, 173.
Now. Recueil Gén. 2^e S. XXV.

der Aufhebung des Abkommens im Original oder in Uebersetzung in Deutschland erlaubterweise öffentlich aufgeführt sind, geniessen den Schutz gegen unerlaubte Aufführung im Original oder in einer Uebersetzung nicht.

§ 2. — Die im § 1 Nr. 1 gewährte Befugnis zur Verbreitung und zum Verkaufe von Exemplaren sowie zur Benutzung von Vorrichtungen unterliegt der Bedingung, dass die Exemplare und Vorrichtungen mit einem besonderen Stempel versehen sind. Die Abstempelung ist nur bis zum Ablaufe dreier Monate zulässig; diese Frist beginnt mit dem Schlusse des Monats, in welchem das Abkommen aufgehoben worden ist. Die näheren Anordnungen in Betreff der Abstempelung sowie in Betreff der Inventarisierung der abgestempelten Exemplare und Vorrichtungen werden vom Reichskanzler erlassen.

§ 3. — Diese Verordnung tritt mit dem Tage ihrer Verkündung in Kraft. Urkundlich unter Unserer Höchstehändigen Unterschrift und beigedrucktem Kaiserlichen Insigne.

Gegeben Neues Palais, den 29. November 1897.

(L. S.)

Wilhelm.

Fürst zu Hohenlohe.

58.

PORTUGAL, DANEMARK.

Déclaration provisoire relative au commerce entre le Portugal et le Danemark, en date du 14 décembre 1896.

Bulletin international des douanes, 1897.

En attendant la conclusion d'un traité de commerce et de navigation entre le Portugal et le Danemark, le Gouvernement de S. M. le Roi de Portugal et des Algarves et le Gouvernement de S. M. le Roi de Danemark sont convenus de la déclaration suivante:

Art. 1^{er}. — Aussi longtemps que le Danemark jouira du traitement stipulé dans l'article suivant, les produits d'origine portugaise, sans exclusion des denrées coloniales réexportées de la métropole, ne payeront au Danemark des droits plus élevés, quelle que soit leur nature ou dénomination, que ceux que payeront les produits similaires de toute autre provenance.

Art. 2. — Les produits énumérés dans la table ci-jointe, originaires du Danemark ou de ses colonies, exportés de la métropole, ne payeront au Portugal et aux îles adjacentes (Madère, Porto Santo et Açores) des droits plus élevés, quelle que soit leur nature ou dénomination, que ceux que payeront les produits similaires de toute autre provenance, tant que le Gouvernement danois n'aura pas augmenté les droits sur le liège brut ou ouvré ou sur les vins dont le titrage ne dépasse point 23 degrés centésimaux.

Art. 3. — Le Portugal et le Danemark se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les entrepôts, la réexportation et la navigation en général.

Art. 4. — Il est entendu que, dans l'application des articles 2 et 3, le Danemark ne pourra pas invoquer les traités que le Portugal a conclus ou pourra conclure avec l'Espagne et le Brésil, ni, pour ce qui a trait à la navigation, les traités signés entre le Portugal et la République sud-africaine le 11 décembre 1875, entre ledit royaume et l'État libre d'Orange le 10 mars 1876.

En foi de quoi, les plénipotentiaires, dûment autorisés, ont signé la présente déclaration et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition, à Copenhague, le 14 décembre 1896.

*A. De Castro Feijó.
Rechts Thott.*

59.

GRÈCE.

Projet de loi du contrôle international, du 12 janvier
1898/31 décembre 1897.

Publication officielle du Ministère des Finances Athènes.

Chapitre I.

Institution du Contrôle International.

Art. 1^{er} — En conformité de l'article II des préliminaires de la paix entre la Grèce et la Turquie signés à Constantinople le 6/18 septembre 1897 par les Puissances médiatrices et de l'article final déclarant exécutoires les clauses du dit acte, la perception et l'emploi de revenus suffisants au service de l'emprunt pour l'indemnité de guerre et des autres dettes nationales seront placés sous le contrôle absolu d'une Commission Internationale des représentants des Puissances médiatrices siégeant à Athènes.

Cette Commission qui fonctionnera jusqu'à complète extinction des emprunts en or contractés à l'étranger depuis 1881, y compris les nouveaux emprunts prévus par la présente loi, sera composée de six membres à raison d'un pour chacune des Puissances médiatrices. Chaque Puissance nommera son représentant dans les conditions déterminées par l'art. 2 de la présente loi.

Cette nomination sera communiquée préalablement au Gouvernement Hellénique d'après les usages diplomatiques.

Le contrôle de cette Commission s'exercera dans les conditions déterminées par la présente loi sur tous les revenus de l'État qui seront affectés au service :

a) de l'emprunt en or qui sera contracté pour le paiement à la Turquie de l'indemnité de guerre fixée à L. T. 4,000,000, et des indemnités pour dommages privés, évaluées par le Traité de paix à L. T. 100,000.

b) de l'emprunt de 1833 garanti par la France, la Grande-Bretagne et la Russie.

c) des emprunts en or, consolidés ou amortissables, conclus par l'État Hellénique à l'étranger de 1881 à 1893 inclusivement.

d) des emprunts qui seront contractés en vue de pourvoir aux besoins mentionnés à l'article 10.

Chapitre II.

De la Commission Internationale de Contrôle.

Art. 2. — Les délégués des Puissances jouiront des mêmes droits que le personnel des légations accréditées en Grèce.

Le président de la Commission sera chargé de la représenter tant auprès du Gouvernement Hellénique que vis-à-vis des tiers. Il signera en son nom les actes et la correspondance et veillera à l'exécution de ses décisions.

Les fonctions de Président seront exercées à tour de rôle par chacun des membres de la Commission pendant une durée de six mois.

Pendant la première année, les membres chargés des fonctions de Président seront élus par leurs collègues. La présidence sera ensuite successivement dévolue à chacun des membres de la Commission en suivant l'ordre alphabétique des Puissances.

Toutefois aucun membre ne pourra être investi de ces fonctions s'il ne fait pas partie de la Commission depuis une année au moins.

Les membres appelés par l'ordre de roulement pourront décliner la présidence.

En cas d'empêchement du Président, ses fonctions seront exercées par un autre membre de la Commission.

L'entrée en fonction du Président ou de son remplaçant sera notifiée au Gouvernement Hellénique.

Art. 3. — Les décisions de la Commission Internationale seront prises à la majorité absolue des voix.

La présence d'au moins trois membres sera nécessaire pour rendre les délibérations valables et les décisions exécutoires. Les membres absents ou empêchés pourront exprimer leur vote par écrit.

Les décisions prises sans que tous les membres aient participé au vote, pourront être révisées si deux membres en font la demande dans le délai d'un mois. La seconde délibération sera définitive.

Art. 4. — La Commission présentera au Gouvernement Hellénique le compte semestriel de ses opérations; elle présentera également un rapport annuel qui sera rendu public par la voie de l'impression.

Les frais d'administration de la Commission fixés à un maximum de fr. 150,000 y compris une somme de 60,000 fr. à titre d'émoluments pour les six délégués, seront prélevés sur le produit des revenus affectés.

Ce maximum pourra être révisé tous les cinq ans par un accord entre les six Puissances et le Gouvernement Hellénique.

La Commission établira avant le commencement de chaque année le budget de ses dépenses d'administration qui sera notifié au Gouvernement Hellénique.

La Commission arrêtera son règlement intérieur et en donnera notification au Gouvernement Hellénique.

Le Gouvernement prendra les mesures nécessaires pour assurer la sécurité du local affecté aux réunions de la commission et à l'installation de son service.

Art. 5. — La Commission nommera, sous la réserve spécifiée à l'article 36, les agents et employés dont elle aura besoin pour son service.

Ces employés auront droit à des pensions de retraite qui leur seront servies par le Gouvernement, d'après les lois du Royaume, et ils seront assujettis aux retenues mensuelles prescrites par ces lois.

Ces pensions ne pourront être liquidées sur des émoluments supérieurs à 5000 drachmes par an.

Art. 6. — Un commissaire Royal du Gouvernement sera nommé auprès de la Commission et servira d'intermédiaire entre elle et les autorités Helléniques.

Ce commissaire aura le grade et les appointements du commissaire Royal de la Cour des comptes.

Chapitre III.

De la dette publique en or.

Art. 7. — Le produit de l'emprunt pour l'indemnité de guerre et pour les indemnités aux particuliers mentionnées à l'art. 1 sera tenu intégralement à la disposition de la Commission Internationale qui l'emploiera aux paiements à faire à la Turquie pour compte et conformément aux indications du Gouvernement Hellénique.

Le reliquat sera mis à la disposition du Gouvernement pour recevoir l'emploi qui aura été arrêté de concert avec la Commission Internationale.

Le service de cet emprunt s'effectuera conformément aux dispositions de la loi qui autorisera son émission avec l'assentiment des Puissances.

Art. 8. — Le service de l'emprunt de 1833 continuera à s'effectuer conformément à la note identique des Puissances garantes de cet emprunt en date du 28 décembre 1864, de la réponse du Gouvernement Hellénique en date du 15/27 janvier 1865 et de l'art. VI du traité en date du 17/29 mars 1864 entre ces-mêmes Puissances et la Grèce.

Art. 9. — Le service des emprunts:

5 0/0	1881
5 0/0	1884
4 0/0	1887 (Monopoles)
4 0/0	1889 (Rente)
5 0/0	1890 (Pirée-Larisse)
5 0/0	1893 (Funding Loan)

s'effectuera à l'avenir conformément aux dispositions du règlement annexé à la présente loi.

Art. 10. — Le Gouvernement Hellénique réalisera au moyen d'un emprunt de 55 millions de francs effectifs en or les sommes nécessaires:

1° Pour couvrir le déficit de l'exercice 1897.

2° Pour rembourser ou convertir la dette flottante en or s'élevant à fr. 31,375,093.35.

3° Pour subvenir aux paiements à faire en 1898 aux porteurs de la dette actuelle en or, conformément aux articles 1, 14 et 15 du règlement annexé à la présente loi.

Les déficits de l'année 1898 et des années suivantes pourront également être couverts au moyen d'emprunts dont le maximum est fixé à 20 millions de francs effectifs en or, et qui seront émis au fur et à mesure des besoins avec l'assentiment de la Commission Internationale.

Le produit des emprunts prévus par le présent article sera tenu intégralement à la disposition de la commission Internationale, qui l'emploiera de concert avec le Gouvernement Hellénique d'après les indications ci-dessus.

Le service de ces emprunts s'effectuera conformément aux dispositions de la loi qui autorisera l'émission du premier emprunt avec l'assentiment des Puissances et des lois qui autoriseront les émissions subséquentes avec l'assentiment de la Commission Internationale.

Chapitre IV.

Des revenus affectés au service des emprunts en or.

Art. 11. — Sont affectés au service des emprunts visés par les articles 7 à 10 les produits bruts:

1° Des Monopoles: sel, pétrole, allumettes, cartes à jouer, papier à cigarettes et émeri de Naxos dont le rendement annuel est évalué à 12,300,000 Dr.

2° Des droits sur le tabac dont le rendement annuel est évalué à 6,600,000 Dr.

3° Des droits de timbre spécifiés par l'article 17 dont le rendement annuel est évalué à 10,000,000 Dr.

4° Des droits d'importation perçus par la douane du Pirée, dont le rendement annuel est évalué à 10,700,000 Dr.

Total 39,600,000 Dr.

Seront prélevés sur ces produits bruts, en dehors des frais visés par les articles 4 et 25:

1° Les commissions allouées à la Société dont il sera parlé à l'article 14.

2° Les sommes payées par la même Société en exécution des marchés visés à l'article 15.

3° Les frais de confection des papiers timbrés, timbres mobiles, timbres spéciaux, banderoles et estampilles dont il sera parlé aux articles 15 à 20.

Les autres frais de perception des impôts et revenus affectés seront payés directement par le Gouvernement Hellénique.

Les plus-values qui, aux termes de l'art. 6 du règlement annexé à la présente loi, doivent s'ajouter pour faire partie du service des emprunts visés à l'article 9, seront calculées exclusivement sur les produits:

1° Des Monopoles (y compris l'émeri de Naxos).

2° Des droits sur le tabac.

3° Des droits de timbre spécifiés par l'article 17.

Dans le cas où le tarif d'une ou plusieurs de ces impôts, droits ou revenus viendrait à être augmenté, le produit réel de cette augmentation serait arbitré par la Commission Internationale d'après des bases arrêtées d'avance avec le Gouvernement Hellénique et il en serait fait déduction dans le calcul des plus-values.

Art. 12. — En prévision du cas où pendant deux semestres consécutifs les sommes effectivement versées à la Commission Internationale sur le produit total des revenus affectés en vertu de l'article précédent n'atteindraient pas 85 % de l'ensemble des évaluations fixées par le même article, le Gouvernement affecte dès à présent au service de la dette les droits de douane :

1° de Laurium dont le produit brut est évalué à . . . 1,500,000 Dr.

2° de Patras dont le produit brut est évalué à . . . 2,400,000 Dr.

3° de Volo dont le produit brut est évalué à . . . 1,700,000 Dr.

4° de Corfou dont le produit brut est évalué à . . . 1,600,000 Dr.

Ces affectations supplémentaires seront applicables successivement et jusqu'à concurrence de la somme nécessaire pour parfaire le total des évaluations fixées par l'article précédent. Leur effet sera suspendu lorsque le total aura été de nouveau atteint pendant deux années consécutives par l'ensemble des revenus précédemment affectés d'après l'ordre indiqué ci-dessus.

Art. 13. — Si le produit des revenus affectés n'atteignait pas vingt jours avant l'échéance la somme nécessaire pour assurer le service des emprunts susvisés, le Gouvernement Hellénique serait obligé de verser immédiatement la différence, en se conformant aux indications de la Commission Internationale.

Chapitre V.

Mode de perception des revenus affectés.

Art. 14. — La perception des droits et revenus visés par les articles 11 et 12 de la présente loi y compris l'administration des Monopoles de l'État actuellement existants, est confiée à une Société Hellénique qui aura son siège à Athènes et sera placée sous le contrôle absolu de la Commission Internationale.

Les statuts de cette Société, ainsi que la convention qui sera conclue entre elle et le Gouvernement en vue de régler l'exécution du paragraphe précédent et de déterminer le montant des commissions et la nature des franchises qui seront accordées à la Société, seront sanctionnés par Décret Royal après avoir été agréés par les Puissances.

Ces statuts et cette convention ne pourront être modifiés qu'avec l'assentiment de la Commission Internationale.

En cas de non exécution soit des statuts soit de la convention susmentionnés, ou de contravention aux dispositions de la présente loi, l'approbation des statuts devra être révoquée, si la Commission Internationale en fait la demande.

La révocation pourra également être prononcée, dans les mêmes cas, sur l'initiative du Gouvernement avec l'assentiment de la Commission.

En cas de dissolution de la Société ou à l'expiration de son mandat,

la Commission Internationale s'entendra avec le Gouvernement sur son remplacement par une autre Société ou sur l'adoption d'un mode différent de perception, et prendra immédiatement les mesures d'urgence nécessaires pour sauvegarder les droits et les intérêts qui lui sont confiés.

Art. 15. — Les monopoles établis sur le sel, le pétrole, les allumettes, les cartes à jouer, le papier à cigarettes et l'émeri de Naxos, continueront à être régis par les lois en vigueur et les décrets royaux émis pour leur exécution, en tant que ces lois et décrets ne sont pas modifiés par la présente loi, et les décrets à émettre pour son exécution.

Les marchés et commandes pour l'achat du pétrole seront notifiés par le Gouvernement à la Commission Internationale.

Les achats d'allumettes, de cartes à jouer et de papier à cigarettes seront soldés par la Société sur le produit des revenus affectés, d'après les commandes approuvées par la Commission Internationale en vertu des marchés, qui à partir de l'expiration des traités en cours, seront conclus par le Gouvernement après entente avec elle.

Les types des estampilles qui seront apposées sur les récipients du pétrole, boîtes d'allumettes et paquets de cartes à jouer en vue d'en assurer le monopole, seront déterminé d'accord par le Gouvernement et la Commission Internationale.

Les conditions d'exploitation et de vente de l'émeri de Naxos seront arrêtées de concert par le Gouvernement et la Commission Internationale.

Art. 16. — A l'avenir les droits sur le tabac seront acquittés au moyen de banderoles, dont le modèle sera arrêté par le Gouvernement de concert avec la Commission Internationale.

Art. 17. — Sont affectés au service de la dette publique les droits de timbre perçus au moyen de l'emploi de papiers timbrés ou de l'apposition de timbres mobiles, à l'exception des droits et taxes consulaires et scolaires ainsi que du timbre perçu sur les billets d'entrée aux spectacles, bals, concerts etc.

Le timbrage spécial est aboli pour les titres et actes énumérés dans l'article 15 de la loi du 30 décembre 1887. A l'avenir ces titres et actes devront être rédigés sur papier timbré ou revêtus de timbres mobiles.

Le timbrage spécial ne pourra plus être appliqué à l'avenir aux droits de timbres affectés en vertu du présent article.

Les modèles des papiers timbrés et timbres mobiles dont il sera fait usage à l'avenir seront concertés entre le Gouvernement et la Commission Internationale.

Art. 18. — Les droits d'entrée dans les douanes dont les revenus sont affectés au service de la dette publique par les articles 11 et 12 seront perçus au moyen de timbres spéciaux dont la forme sera concertée entre le Gouvernement et la Commission Internationale, et qui seront appliqués sur les reçus délivrés par l'administration.

Art. 19. — Le mode de confection des banderoles, papiers timbrés, timbres mobiles, timbres spéciaux et estampilles sus-mentionnés sera réglé par la Commission Internationale de concert avec le Gouvernement Hellenique.

Les commandes seront faites par la Commission Internationale et reçues dans son dépôt qui sera situé à Athènes et placé sous la garde du Gouvernement Hellénique.

Les livraisons seront faites par la Commission Internationale, qui pourra utiliser à cet effet le concours de la Société visée à l'article 14. Les conditions de ce concours seront déterminées par la convention à conclure entre le Gouvernement et la Société.

La livraison des banderoles, papiers timbrés, timbres mobiles, papier à cigarettes et timbres spéciaux aura lieu contre paiement comptant.

Art. 20. — L'annulation des banderoles de tabac aura lieu au moyen de l'apposition sur les paquets mis en vente d'un timbre humide couvrant à la fois la banderole et l'enveloppe du paquet.

Celle des papiers timbrés resultera de leur mise en usage.

Celle des timbres mobiles aura lieu au moyen de leur oblitération dans les conditions prévues par les lois et décrets sur le timbre, par les personnes qui en feront emploi.

Celle des timbres spéciaux au moyen de leur perforation par les employés chargés de délivrer les quittances de douane.

Chapitre VI.

Contraventions et pénalités.

Art. 21. — Les dispositions de l'article 482 du code pénal seront applicables aux employés des douanes affectées qui en délivrant les quittances ne se serviraient pas des timbres spéciaux prévus dans l'art 18.

Les particuliers qui coopéreraient à cette contravention seront passibles des peines édictées contre la soustraction.

Art. 22. — La contrefaçon ou l'altération des papiers timbrés, des timbres mobiles et des timbres spéciaux de douane seront punies conformément aux dispositions de l'article 235 du code pénal.

Les dispositions de l'article 238 du même code seront applicables à ceux qui auront coopéré soit à la contrefaçon ou altération des timbres, soit à la mise en circulation de timbres faux, ainsi qu'à ceux qui auront fabriqué des planches, poinçons ou matrices pour l'impression de papier timbré ou timbres mobiles sans une autorisation donnée par le Gouvernement sur avis conforme de la Commission Internationale.

Art. 23. — La contrefaçon des estampilles et des banderoles de tabac mentionnées dans les articles 15 et 16 sera punie conformément à l'article 262 du code pénal.

La fabrication sans autorisation des planches servant à leur impression sera considérée comme tentative de contrefaçon et punie comme telle.

Chapitre VII.

Emploi du produit des revenus affectés au service des emprunts en or.

Art. 24. — Toutes les sommes encaissées par la société visée à l'article 14 seront versées intégralement au moins une fois par semaine à la caisse du contrôle, ou, sur l'ordre de la Commission internationale, à la Banque Nationale de Grèce, qui les conservera pour le compte de la Commission.

La Banque Nationale ne bonifiera pas d'intérêts sur ces sommes et ne recevra aucune commission sur les paiements qu'elle aura à faire en vertu des ordres de la Commission Internationale.

La conversion en or ou en traites sur l'étranger jusqu'à concurrence du service de chaque semestrialité, aura lieu dans les 15 jours qui suivront les versements opérés pour le compte de la Commission Internationale, en vertu d'ordres arrêtés par elle avec le concours d'un délégué de la Banque Nationale.

Celle-ci sera responsable du paiement exact des traites, à l'achat desquelles son délégué n'aura pas fait d'opposition. Elle recevra du Gouvernement une commission sur le montant des traites pour lesquelles elle aura donné sa garantie.

Les détails d'exécution du présent article seront réglés par une convention qui sera conclue avec l'assentiment de la Commission Internationale entre le Gouvernement et la Banque Nationale.

Art. 25. — La Commission Internationale pourra placer temporairement à intérêt pour le compte du service de la dette les sommes converties en or.

Elle assurera le service des différents emprunts en or, en se conformant aux dispositions de la présente loi. A cet effet elle remettra aux établissements payeurs, en temps utile, et au plus tard huit jours avant chaque échéance, les provisions nécessaires au service du coupon et de l'amortissement de la dette publique en or, y compris la commission de banque.

Elle surveillera l'emploi régulier de ces sommes par les dits établissements.

Elle opérera de concert avec le Gouvernement le rachat ou le tirage des titres qui devront être amortis, en conformité des dispositions du règlement annexé à la présente loi, ainsi que des lois mentionnées aux articles 7 et 10, et veillera à l'annulation de ces titres.

Les frais de commission des établissements étrangers qui seront chargés de l'encaissement des traites, les frais de transport de l'or à l'étranger et les courtages pour l'achat du change et de l'or, seront prélevés sur les revenus affectés.

Art. 26. — La Commission Internationale statuera de concert avec le Gouvernement Hellénique sur les cas qui lui seront signalés de perte, vol, destruction ou détérioration des titres de la dette publique extérieure, toutes les fois qu'ils n'auront pas été prévus par une disposition légale.

Art. 27. — Le Gouvernement Hellénique ne pourra frapper d'aucun impôt général ou spécial ni les titres, intérêts et remboursements des dettes visées par les articles 7 à 10, ni les sommes provenant des revenus affectés au service de ces dettes.

Chapitre VIII.

De la dette publique en drachmes papier.

Art. 28. — La dette de l'État en billets de banque constituée au moyen d'obligations amortissables et de rentes, s'élevant en capital à Dr. 60,728,795 et de bons de Trésor s'élevant à 18,845,862,24 dr. sera

unifiée par une loi et convertie en obligations amortissables d'un nouvel emprunt dont le service ne dépassera pas 3,900,000 drachmes par an.

Art. 29. — Le maximum de la somme que le Gouvernement peut émettre en bons de trésor, après acquittement des bons mentionnés à l'article précédent, est fixé à 10 millions de drachmes. Ce maximum ne pourra être dépassé qu'avec l'assentiment de la Commission Internationale.

Art. 30. — La dette en billets de banque à cours forcé s'élevant à 74,000,000 de drachmes, ainsi que la dette en coupures d'une et de deux drachmes garantie par les Banques d'émission s'élevant à 20,000,000 de drachmes, seront amorties à partir de l'année 1900 au moyen de versements annuels dont le minimum est fixé à 2,000,000 de drachmes.

Cet amortissement pourra cesser avec l'assentiment de la Commission Internationale quand la dette en billets de Banque aura été réduite à 40,000,000 de drachmes.

Aucun nouvel emprunt sur cours forcé ne pourra être conclu par le Gouvernement sans l'assentiment de la Commission Internationale avant que la dette en billets de banque à cours forcé ait été entièrement amortie.

Aucune autre émission de monnaie fiduciaire ne pourra être ordonnée ou autorisée par le Gouvernement, en dehors de celles qui auront lieu pour les besoins du commerce, dans les limites fixées ou à fixer par les statuts des Banques d'émission présentes et à venir.

Art. 31. — Les sommes excédant le service de chaque semestrialité des emprunts faisant l'objet des articles 7 à 10, augmentées des frais prévus par les articles 4 et 25 seront mises à la disposition de la Banque Nationale de Grèce pour être employées :

1^o) au service de la dette envers les héritiers du Roi Othon et de l'emprunt patriotique.

2^o) au service des emprunts qui pourront être émis en billets de banque en remplacement d'une partie des emprunts en or prévus à l'art. 10 en vue de couvrir les déficits budgétaires de l'année 1898 et des années suivantes.

3^o) au service des dettes en billets de banque, mentionnées aux articles 28 et 30.

4^o) aux versements annuels prévus à l'article précédent pour le rachat des billets à cours forcé.

S'il existe un solde disponible, la Banque Nationale est tenue de le verser sans délai dans la caisse de l'État.

Dans le cas où les sommes mises à la disposition de la Banque Nationale en vertu du 1^{er} paragraphe du présent article ne suffiraient pas pour solder les paiements prévus au même paragraphe, le Gouvernement devra verser la différence à la caisse de la Banque Nationale.

Chapitre IX.

Du contentieux relatif à l'exécution de la présente loi.

Art. 32. — En cas de désaccord entre la Commission Internationale et le Gouvernement Hellénique sur l'interprétation ou l'exécution de la présente loi et des décrets royaux rendus en conformité de ces dispositions, il y aura lieu à arbitrage.

Si les parties ne s'entendent pas sur le choix d'un arbitre unique, chacune d'elles devra nommer un arbitre dans le délai d'un mois à partir du jour où l'arbitrage aura été demandé.

Si les arbitres ainsi désignés ne parviennent pas à se mettre d'accord, la nomination d'un tiers arbitre sera déferée par les parties ou par l'une d'entre elles au choix du Président de la Confédération Helvétique.

La sentence arbitrale sera toujours en dernier ressort.

Art. 33. — Les réclamations que la société visée à l'article 14 pourrait avoir à élever contre la Commission Internationale seront adressées au Gouvernement qui se concertera à ce sujet avec la Commission.

A défaut d'entente, entre le Gouvernement et la Commission il sera fait application des dispositions de l'article précédent; la société sera, en ce cas, représentée par le Gouvernement, et pourra produire par son intermédiaire tous mémoires, documents, actes et preuves qu'elle jugera utiles pour soutenir ses réclamations.

Art. 34. — La Commission Internationale peut ester en justice devant les tribunaux ordinaires soit comme demanderesse soit comme défenderesse en matière civile ou commerciale, sauf dans les cas prévus par les deux articles précédents.

Pour la signature, la signification, ou l'acceptation de tous actes, judiciaires ou autres, la Commission est représentée par son Président.

Sont interdits et de nul effet, tant à l'égard de la Commission qu'à l'égard des tiers, les actes d'exécution forcée, saisie-arrest, sequestre, etc. sur les sommes, valeurs ou créances placées sous le contrôle de la Commission Internationale.

Chapitre X.

Du contrôle de la Commission Internationale sur les services concourant à l'administration des revenus affectés.

Art. 35. — Tout fonctionnaire public qui disposerait irrégulièrement d'une somme perçue pour le compte de la Commission Internationale, sera rendu personnellement responsable de la somme détournée par son fait, et sera passible des peines édictées par la loi contre la soustraction de deniers publics.

Les mêmes responsabilités seront encourues par la Société mentionnée à l'art. 14 de la présente loi, et par ses employés, dans le cas où ceux-ci disposeraient irrégulièrement de sommes d'argent, articles de monopoles, timbres, banderoles, ou autres valeurs.

Art. 36. — Les membres de la Commission pourront se rendre en personne dans les différents bureaux de perception et établissements appartenant aux services dont les revenus sont affectés, en vue de s'assurer de l'exacte application des dispositions légales et réglementaires; ils pourront se faire représenter tous livres, comptes et pièces de comptabilité.

La Commission pourra également nommer à cet effet des agents, dont le choix sera agréé par le Gouvernement; ces agents jouiront dans l'exercice de leurs fonctions de la protection accordée aux fonctionnaires de l'Etat;

ils adresseront leurs rapports à la Commission, sans pouvoir intervenir directement dans la gestion des services.

La Commission Internationale pourra aussi requérir du Gouvernement l'exercice d'inspections et d'une surveillance spéciale sur les services des revenus affectés.

Les chefs de service des administrations participant à la gestion des revenus affectés adresseront à la Commission Internationale par l'entremise du Gouvernement aux époques qui seront fixées par lui, d'accord avec la Commission, des rapports détaillés sur les opérations de leur service.

Art. 37. — La Commission Internationale pourra requérir l'aide du Gouvernement pour remédier aux irrégularités et en empêcher le renouvellement.

A sa demande, le Gouvernement remplacera les employés, dont le service aurait donné lieu à des plaintes motivées.

Dans les services d'exécution des administrations participant à la gestion des revenus affectés, les employés ne pourront être déplacés qu'après notification faite à la Commission Internationale des motifs qui auront déterminé leur déplacement.

Chapitre XI.

Dispositions générales.

Art. 38. — La présente loi ne pourra être modifiée qu'avec l'assentiment de six Puissances.

Si à l'avenir la Commission Internationale juge que le rendement annuel des impôts et revenus affectés excède les sommes nécessaires pour la garantie des dettes visées par la présente loi, elle proposera à l'assentiment des Puissances une modification des articles 11 et 12, sans toutefois qu'il puisse être porté atteinte aux droits des porteurs de la dette actuelle, tels qu'ils résultent du règlement annexé à la présente loi.

Les lois et règlements relatifs à l'assiette et aux tarifs des impôts perçus sous forme de monopoles, des droits sur le tabac et des droits de timbre ne pourront être modifiés par le Gouvernement qu'avec l'assentiment de la Commission Internationale.

Dans le cas où le Gouvernement Hellénique modifierait à l'avenir les tarifs des droits perçus à l'importation et où il s'en suivrait dans les douze mois subséquents une diminution du produit des douanes placées sous le contrôle de la Commission Internationale, au dessous des évaluations fixées par les articles 11 et 12, le Gouvernement serait tenu sur la demande de la Commission d'affecter immédiatement au service des dettes sus-visées des revenus supplémentaires équivalant à la diminution du produit, résultant de l'application des nouveaux tarifs.

Art. 39. — La présente loi ainsi que le Règlement qui y est annexé et qui en fait partie intégrante entreront en vigueur à la date de l'émission des emprunts visés par les articles 7 et 10 § 1.

Toutes les dispositions contraires à la présente loi et aux décrets et règlements rendus pour son exécution sont et demeurent abrogées.

Disposition transitoire.

Art. 40. — Le mode de perception applicable en vertu de la présente loi, aux revenus affectés par l'article 11 entrera en vigueur au plus tard deux mois après la date fixée par l'article 39 § 1^{er}.

Jusqu'à cette époque la perception des revenus en question se fera comme par le passé et les sommes perçues de ce chef soit par le Caissier Central du trésor, soit par la Société de Régie des Monopoles devront être mises tous les huit jours à la disposition de la Commission Internationale.

Les banderoles de tabac, les papiers timbrés et les timbres mobiles, dont il est fait actuellement usage pour la perception des droits ne pourront plus être employés à partir de la même époque.

Les détenteurs de papiers timbrés et timbres mobiles pourront dans le mois suivant les échanger contre des papiers timbrés et timbres mobiles des nouveaux modèles prévus par la présente loi.

Le Ministre des Finances

Streit

Les Délégués

Testa

Suszara

Dubois de l'Estang

E. FG. Law

L. Bodio

A. Smirnow.

L'adjoint du délégué d'Allemagne

Dr. W. Kaufmann

ANNEXE.

Règlement de l'ancienne dette.

Art. 1. — Le montant en capital des titres restant en circulation sur les emprunts émis l l'Étranger de 1881 à 1893 s'élève:

Pour l'emprunt	5 0/0	1881	à frs	103,500,000
"	"	5 0/0 1884	"	90,531,000
"	"	4 0/0 1887 Monopoles	"	133,045,000
"	"	4 0/0 1889 Rente	"	155,000,000
"	"	5 0/0 1890 Pirée-Larisse	"	59,901,500
"	"	5 0/0 1893 Funding Loan	"	9,739,000
Total				frs 551,716,500

Les titres sortis aux tirages de juin 1893 qui n'ont pas été échangés contre des obligations Funding Loan seront réglés au cours de 65 0/0 de leur valeur nominale.

Les titres sortis aux tirages de novembre 1893 seront réglés au cours de 75 0/0.

Les coupons de ces titres échus jusqu'au 1^{er} janvier 1898 inclusivement et non présentés au paiement, seront payés à raison de 30 0/0 de

leur valeur et les certificats ou tickets qui seront délivrés aux porteurs pour les 70 % impayés, seront acquittés dans les conditions prévues par l'article 15.

Les coupons postérieurs au 1 janvier 1898 devront être remis avec les titres.

Les tirages postérieurs à la Loi du 10/12 décembre 1893 sont annulés; les titres sortis à ces tirages sont compris dans les chiffres ci-dessus et assimilés aux autres titres.

Art. 2. — Le service en or des intérêts et de l'amortissement, tel qu'il a été établi par les contrats organiques des emprunts spécifiés ci-dessus et modifié provisoirement par la loi du 10/12 décembre 1893 se fera, à partir du 1^{er} avril 1898, aux conditions du présent Règlement, pour l'exécution duquel les dits emprunts sont divisés en trois groupes, savoir:

1 ^{er} Groupe	4 % 1887 Monopoles	133,045,000	
	5 % 1893 Funding Loan	9,789,000	
	Ensemble	142,784,000	
2 ^{ème} Groupe	5 % 1881	103,500,000	
	5 % 1884	90,531,000	
	5 % 1890 Pirée-Larisse	59,901,500	
	Ensemble	253,932,500	
3 ^{ème} Groupe	4 % 1889 Rente	155,000,000	
Total francs		551,716,500	

Art. 3. — Le Gouvernement affecte au service initial de ces emprunts, à partir du 1^{er} janvier 1903 une somme de 14,850,000 drachmes devant produire au minimum 9,000,000 de francs or par an.

Cette somme est destinée:

1^o) à servir aux dits emprunts d'après le classement établi par l'Art. 2, un minimum d'intérêt annuel fixé à:

43 % de l'intérêt originel soit 1.72 % pour l'emprunt 1887 Monopoles,
32 % de l'intérêt originel soit 1.60 % pour l'emprunt 5 % 1893 Funding Loan, et pour les emprunts du second groupe.

32 % de l'intérêt originel soit 1.28 % pour l'emprunt formant le troisième groupe.

2^o) à opérer au moyen du surplus l'amortissement de chacun des dits emprunts, soit par voie de rachat, soit par voie de tirage suivant la distinction établie à l'article 10.

La somme affectée annuellement à l'amortissement sera égale à 2 % de l'intérêt originel des titres actuellement en circulation d'après l'article 1 et sera répartie entre les différents groupes d'emprunts d'après le classement établi par l'art. 2 et la proportion indiquée par l'art. 11.

Pendant l'année 1898 et les quatre années suivantes la somme affectée à l'amortissement sera exceptionnellement réduite à 1 % de l'intérêt originel. En conséquence, la somme en drachmes, affectée au service initial de l'ensemble des dits emprunts sera ramenée, pour cette période, à 14,437,500 drachmes devant produire au minimum 8,750,000 frs. or par an.

Art. 4. — Les intérêts relatifs aux titres rachetés ou amortis serviront exclusivement au relèvement de l'intérêt à servir aux titres restant en circulation.

Art. 5. — Il sera tenu compte de la valeur en drachmes des remises effectuées aux maisons chargées du service des anciens emprunts en vue de constituer la provision minima en or nécessaire au service des échéances d'une année. Cette valeur sera déterminée d'après le prix de revient moyen de l'ensemble des remises achetées pendant l'année par la Commission Internationale, augmenté des courtages, commissions, agios relatifs à ces remises et, en cas d'envoi de groupes d'or, des frais de transport et d'assurance.

Si le compte ainsi établi fait ressortir un total inférieur à la somme en drachmes spécifiée au premier et au dernier paragraphe de l'art. 3, la différence en drachmes constituant une économie sur le change des provisions sera appliquée jusqu'à concurrence de 60 % au service des emprunts sus-mentionnés, savoir :

30 % au relèvement de l'intérêt.
30 % à l'augmentation de l'amortissement.

Si les sommes en drachmes spécifiées au premier et au dernier paragraphe de l'Article 3 ne produisaient pas en frs. les minima nécessaires au service initial des dits emprunts en vertu des dispositions qui précèdent, la différence serait parfaite sur le produit des revenus affectés au service de la Dette publique ou, en cas d'insuffisance, sur les ressources générales de l'État.

Art. 6. — Le produit brut actuel des Monopoles est évalué à 12,300,000 Dr.
celui des droits sur le tabac 6,600,000 "
" " " de timbre à 10,000,000 "
Total 28,900,000 "

Lorsque le produit brut de ces impôts dépassera dans son ensemble le total ci-dessus de drachmes 28,900,000, la plus-value en drachmes, après déduction des dépenses fixées à 18 % de cette plus-value, sera appliquée jusqu'à concurrence de 60 % au service des mêmes emprunts savoir :

30 % au relèvement de l'intérêt
30 % à l'augmentation de l'amortissement.

Art. 7. — Les comptes relatifs aux intérêts des titres rachetés ou amortis, à l'économie sur le change et aux plus-values des recettes, seront établis à la fin de chaque année.

Art. 8. — Le relèvement de l'intérêt aura lieu, dans l'ordre indiqué par l'article 2, par gradation de 2 % de l'intérêt originel des différents emprunts constituant un groupe.

Les sommes applicables au relèvement des intérêts en vertu des dispositions qui précèdent seront portées au crédit d'un compte spécial.

Lorsque le crédit de ce compte, augmenté éventuellement de ses intérêts, atteindra 2 % du montant originel de l'intérêt des emprunts com-

posant le premier groupe, ce supplément de 2 % sera ajouté au plus prochain coupon des dits emprunts.

Les rentrées suivantes seront appliquées successivement et dans les mêmes conditions au relèvement de l'intérêt des deuxième et troisième groupes.

Après application faite au dernier groupe, les relèvements d'intérêts reprendront dans le même ordre, de manière à ce que les recettes disponibles de chaque année soient toujours employées en première ligne au profit du groupe ou des groupes qui n'auront pas pris part aux distributions précédentes.

Art. 9. — L'intérêt des emprunts faisant l'objet du présent Règlement ne pourra jamais être relevé au delà du chiffre fixé à l'origine.

Lorsque cette limite sera atteinte pour un des groupes, le surplus disponible sera appliqué au relèvement de l'intérêt du groupe suivant et, lorsque tous les emprunts auront retrouvé l'intérêt original, le surplus sera conservé par le Gouvernement.

Art. 10. — L'amortissement aura lieu par voie de rachat et, si les titres ont dépassé le pair, par voie de tirage.

Art. 11. — Les sommes affectées à l'amortissement en vertu des articles 5 et 6 seront portées au crédit d'un compte spécial.

Elles seront appliquées à l'amortissement de chaque groupe d'emprunts aussitôt que le crédit du compte, augmenté éventuellement de ses intérêts atteindra 2 % de l'intérêt original de ce groupe, savoir :

I. Groupe: 4 % 1887 Monopoles				frs. 106,436
	5 % 1893 Funding Loan	"	9,739	116,175.—
II. Groupe: 5 % 1881				" 103,500
	5 % 1884	"	90,531	
	5 % 1890 Pirée-Larisse	"	59,901.50	253,932.50
III. Groupe: 4 % 1889 Rente				124,000.—
Total francs				494,107.50

Les règles spécifiées à l'article 8 en ce qui concerne l'ordre à observer pour le relèvement de l'intérêt seront applicables aux amortissements prévus par le présent article.

Art. 12. — Sont chargés du service de la Dette Hellénique extérieure:

A Athènes	La Banque Nationale de Grèce
" Berlin	La Nationalbank für Deutschland
	M. S. Bleichröder
" Francfort s/M.	M. M. von Erlanger et fils
" Londres	M. M. C. J. Hambro et fils
" Paris	le Comptoir National d'Escompte de Paris.

Dans le cas où une de ces maisons ou établissements viendrait à se transformer ou à cesser le service de la dette, le Gouvernement d'accord avec la Commission Internationale désignera sans retard une autre maison chargée de ce service dans la même ville. Dans le cas où cette désignation n'aurait pas eu lieu dans le délai d'un mois, la Commission Internationale pourra provisoirement prendre les mesures nécessaires pour éviter toute interruption du service des emprunts.

Il est alloué aux maisons et établissements une commission de $\frac{1}{2}\%$ sur le montant de leurs paiements.

Les publications relatives au service des emprunts se feront aux frais du Gouvernement Hellénique. Les coupons payés seront remis aux consuls de Grèce dans les villes où les paiements ont eu lieu, pour servir à la vérification qui en sera faite par la Commission Internationale de concert avec le Gouvernement Hellénique.

Art. 13. — En échange des obligations provisoires émises pour l'emprunt 5% 1898 (Funding Loan) M. M. C. J. Hambro et fils sont autorisés à émettre des titres définitifs, dont le texte sera sans retard arrêté par le Gouvernement, de concert avec la Commission Internationale.

Ils sont en outre autorisés à payer jusqu'au 31 mars 1899 aux porteurs de chaque obligation provisoire sur laquelle il a déjà été payé 80% de l'intérêt primitif 2 Shillings par chaque Livre Sterling, représentant les 70% non payés. Ces paiements seront imputés sur les sommes qui leur ont été remises pour faire face aux intérêts des dites obligations.

Le solde restant entre leurs mains sera employé à l'amortissement au moyen de l'acquisition sur le marché d'obligations provisoires.

Art. 14. — Le Gouvernement Hellénique restituera les 3,860,061,07 Dr. qui se trouvait en décembre 1898 dans les caisses de la Société des Monopoles, sous déduction du coupon de janvier 1894 payé sur l'emprunt 4% 1887 à raison de 50% en papier, soit 1% sur dr. 133,045,000 1,330,450.— Dr.

Drachmes 2,529,611.07

Cette somme sera payée par versements de 500,000 drachmes en 5 années à partir de 1898 et sera employée à améliorer l'intérêt de l'emprunt 4% de 1887. Le supplément d'intérêt qui en résultera sera ajouté au second coupon de chacune de ces 5 années.

Art. 15. — Les créances relatives aux 70% impayés sur les coupons des emprunts sus-visés depuis le 1^{er} avril 1894 jusqu'au 1^{er} janvier 1898 inclusivement, seront réglées à 5% de leur montant.

Ce paiement aura lieu contre remise des certificats ou tickets délivrés aux porteurs, quatre ans après l'échéance du coupon pour lequel les certificats ou tickets auront été délivrés, à l'exception toutefois du paiement relatif au coupon d'avril 1894 qui sera effectué seulement à partir de juillet 1898.

Les certificats ou tickets représentant les créances seront annulés et remis au Gouvernement.

Des nouveaux certificats ou tickets payables dans les mêmes conditions et aux mêmes échéances seront délivrés aux porteurs des coupons qui n'ont pas encore été présentés au paiement.

Art. 16. — Les intérêts des emprunts qui font l'objet du présent règlement se prescriront par 5 ans.

Le remboursement des titres sortis au tirage se prescrira par 30 ans. Le paiement des certificats ou tickets visés par l'article 15 sera prescrit une année après l'échéance indiquée par le dit article.

Art. 17. — Le service ordinaire des emprunts qui font l'objet du

présent Règlement, ainsi que les autres paiements à effectuer en vertu de ces dispositions, auront lieu par l'intermédiaire de la Commission Internationale et seront assurés au moyen du produit des revenus affectés et, en cas d'insuffisance, par les ressources générales de l'Etat Hellénique.

Le Ministre des Finances

Streit.

Les Délégués

Testa.

Sussara.

Dubois de l'Etang.

E. FG. Law.

L. Bodio.

A. Smirnow.

L'adjoint du délégué d'Allemagne

Dr. W. Kaufmann.

Séance du 31 décembre 1897.
12 janvier 1898.

Les Délégués se réunissent en présence de M. Streit Ministre des Finances à l'effet d'arrêter définitivement d'accord avec lui le texte du projet de loi et du projet de règlement qui seront soumis à l'agrément des Puissances.

Avant l'échange des signatures Mr. le Ministre fait observer :

1^o Que d'après l'article 39 § 1 la loi ainsi que le règlement qui en fait partie intégrante ne doivent entrer en vigueur qu'à la date de l'émission, des emprunts visés par les articles 7 et 10 : que d'un autre côté, d'après l'article 2 du projet de règlement, le nouveau service des emprunts doit commencer à partir du 1^{er} avril 1898 ; qu'il doit être entendu que cette dernière date a été insérée en vue de fixer les sommes qui devront être payées aux créanciers à partir de la mise en exécution du règlement ; mais que les paiements, d'après le règlement, ne commenceront effectivement qu'à l'époque fixée par l'article 39 § 1 du projet de loi.

2^o que le projet d'arrangement de Paris de 1896 contenait une clause ainsi conçue : les porteurs des titres renoncent à se prévaloir des avantages et garanties spéciales qui découlent des contrats originaux des divers emprunts de la dette Hellénique extérieure. Que cette clause n'ayant pu à raison de son caractère être insérée dans un texte législatif, il doit être entendu que les dispositions relatives aux garanties spéciales des anciens emprunts doivent être considérées comme abrogées en vertu du second paragraphe de l'article 29 du projet de loi.

Les Délégués reconnaissent d'un commun accord que les observations de Monsieur le Ministre sont entièrement conformes à la signification qu'ils attachent eux-mêmes aux deux paragraphes de l'article 29.

Le Ministre des Finances

Streit.

Les Délégués

Testa

Sussara.

Dubois de l'Etang.

E. FG. Law.

L. Bodio.

A. Smirnow.

L'adjoint du délégué d'Allemagne

Dr. W. Kaufmann.

ALLEMAGNE.

Ordonnance relative à l'importation des plantes vivantes de provenance américaine, du 5 février 1898.

Reichsgesetzblatt 1898 No. 3.

Verordnung, betreffend die Einfuhr lebender Pflanzen und frischen Obstes aus Amerika. Vom 5. Februar 1898.

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden Deutscher Kaiser, König von Preussen etc. verordnen im Namen des Reichs, nach erfolgter Zustimmung des Bundesraths, was folgt:

§ 1. — Zur Verhütung der Einschleppung der San José Schildlaus (*Aspidiotus perniciosus*) ist die Einfuhr lebender Pflanzen und frischer Pflanzenabfälle aus Amerika, ferner der Fässer, Kisten und sonstigen Gegenstände, welche zur Verpackung oder Verwahrung derartiger Waaren oder Abfälle gedient haben, bis auf Weiteres verboten.

Das Gleiche gilt von Sendungen frischen Obstes und frischer Obstabfälle aus Amerika sowie von dem zugehörigen Verpackungsmateriale, sofern bei einer an der Eingangsstelle vorgenommenen Untersuchung das Vorhandensein der San José Schildlaus an den Waaren oder dem Verpackungsmateriale festgestellt wird.

Auf Waaren und Gegenstände der vorbezeichneten Art, welche zu Schiff eingehen und von dem Schiffe nicht entfernt werden, findet das Verbot keine Anwendung.

§ 2. — Der Reichskanzler ist ermächtigt, Ausnahmen von diesem Verbote zu gestatten und die erforderlichen Sicherheitsmassregeln anzuordnen.

§ 3. — Gegenwärtige Verordnung tritt mit dem Tage ihrer Verkündung in Kraft.

Urkundlich unter Unserer Höchstehändigen Unterschrift und beigedrucktem Kaiserlichen Insiegel.

Gegeben Berlin, den 5. Februar 1898.

(L. S.)

Wilhelm.

Graf von Posadowsky.

61.

ALLEMAGNE.

Ordonnances concernant, la réglementation de l'émigration,
du 14 mars 1898.

Reichsgesetzblatt 1898 No. 10.

(Nr. 2451.) Bekanntmachung, betreffend Bestimmungen über den Geschäftsbetrieb der Auswanderungsunternehmer und Agenten. Vom 14. März 1898.

Auf Grund des § 21 des Gesetzes über das Auswanderungswesen vom 9. Juni 1897 (Reichs-Gesetzbl., S. 463) hat der Bundesrath in seiner Sitzung vom 14. März 1898 die nachstehenden Bestimmungen über den Geschäftsbetrieb der Auswanderungsunternehmer und Agenten beschlossen.

Bestimmungen über den Geschäftsbetrieb der Auswanderungsunternehmer und Agenten.

I. Geschäftsbetrieb der Auswanderungsunternehmer.

§ 1. — Jeder Auswanderungsunternehmer ist verpflichtet, die von ihm beförderten Auswanderer in ein Verzeichniss nach dem im Anhange beigefügten Formular, und zwar für jedes Schiff gesondert, einzutragen. Er ist befugt, dem Formulare noch weitere Spalten hinzuzufügen.

§ 2. — Spätestens am Tage nach Abgang eines Schiffes, welches Auswanderer an Bord genommen hat, muss der Unternehmer das im § 1 gedachte Verzeichniss der Auswanderungsbehörde in zwei Abschriften (Kopien, Abdrücken) einreichen.

In ausserdeutschen Häfen, von welchen aus deutsche oder über Deutschland kommende Auswanderer befördert werden, ist das Verzeichniss dem deutschen Konsul einzureichen.

§ 3. — Dem Reichskommissare für das Auswanderungswesen ist zu jeder Zeit Einsicht in das Schiffstagebuch zu gewähren.

§ 4. — Der Unternehmer darf Auswanderer nur befördern auf Grund eines mit ihnen (bei Familien mit dem Familienvorstande) vorher in deutscher Sprache abgeschlossenen schriftlichen Vertrags. Dem Vertrage dürfen Uebersetzungen in fremden Sprachen beigefügt werden.

§ 5. — Verträge mit Auswanderern, welche über einen deutschen Hafen ohne Schiffswechsel nach einem aussereuropäischen Hafen befördert werden sollen, müssen möglichst in nachstehender Reihenfolge enthalten:

1. den Namen und den Wohnort des Unternehmers;
2. den Ort und den Tag, von welchem ab die Beförderung übernommen wird;
3. den Ort und den Tag, von welchem ab die Verpflegung übernommen wird;
4. den Namen und die Nationalität des zu benutzenden Schiffes;
5. den Namen der Schiffalinie;
6. den aussereuropäischen Ausschiffungshafen;

7. den Vor- und Familiennamen des Reisenden und der mit ihm reisenden Familienglieder;
8. das Alter;
9. den Familienstand (Vater, Mutter, Sohn, Tochter u. s. w. — bei Einzelreisenden die Angabe, ob verheirathet, ledig);
10. den bisherigen Wohnort;
11. den Preis der Seebeförderung in Reichswährung für jede einzelne Person;
12. die Erklärung, dass der Reisende für Beförderung, Gepäcktransport (abgesehen von etwaiger Ueberfracht — Ziffer 24), Beköstigung und Unterbringung bis zum aussereuropäischen Ansschiffungshafen ausser dem vorstehend bezeichneten Preise nichts zu entrichten hat;
13. die Angabe, wo und wann sich der Reisende zur Abfahrt einzufinden hat, ferner, wo und wann das Gepäck spätestens einzuliefern ist;
14. die Angabe, welchen Theil des bezahlten Ueberfahrtsgeldes der Reisende verliert, wenn er sich so spät nach der festgesetzten Abfahrtszeit einfindet, dass die Fahrt ohne ihn angetreten werden muss; dieser Theil darf nicht mehr als die Hälfte des Ueberfahrtsgeldes betragen;
15. die Verpflichtung des Unternehmers, dem Reisenden von der festgesetzten Abfahrtszeit an bei jeder nicht von dem Reisenden selbst verschuldeten Verzögerung in der Beförderung, an dem zur Abfahrt oder zur Einschiffung bestimmten Orte ohne besondere Vergütung Unterkunft und Verpflegung an Bord des Schiffes oder in einem Auswandererlogirhause oder, wo solches nicht vorhanden, in einem geeigneten Gasthause zu gewähren;
16. die Berechtigung des Reisenden, falls eine solche Verzögerung länger als eine Woche dauert, von dem Vertrage zurückzutreten und die Rückerstattung des gezahlten Fahrpreises zu verlangen, unbeschadet der ihm nach dem bürgerlichen Rechte etwa zustehenden Ansprüche auf Schadensersatz;
17. die Verpflichtung des Unternehmers, das Ueberfahrtsgeld unverkürzt zurückzuerstatten, wenn der Reisende oder einer der ihn begleitenden Familienangehörigen vor Antritt der Seereise stirbt oder nachweislich durch Krankheit oder sonstige, ausser seiner Macht liegende Zwischenfälle am Antritte der Seereise verhindert wird;
18. Die Verpflichtung des Unternehmers, das Ueberfahrtsgeld nach Abzug eines bestimmt zu bezeichnenden, jedenfalls nicht mehr als die Hälfte betragenden Theiles zurückzuerstatten, falls der Reisende vor Antritt der Reise aus anderen Gründen vom Vertrage zurücktritt;
19. die Verpflichtung des Unternehmers, während der Seereise jedem über zehn Jahre alten Reisenden (wobei zwei Kinder unter zehn Jahren für einen Reisenden gelten) eine Schlafkoje mit Matratze, Kopfpfuhl und Schlafdecke zur Benutzung zu überweisen;
20. die Verpflichtung des Unternehmers, dem Reisenden während der Seereise mindestens drei tägliche Mahlzeiten zu verabreichen und ihm das dazu nöthige Ess- und Trinkgeschirr unentgeltlich zur Verfügung zu stellen;
21. die Verpflichtung des Unternehmers, dem Reisenden während der Seereise das erforderliche Trink- und Waschwasser sowie die erforderlichen Wascheinrichtungen zu gewähren;

22. die Verpflichtung des Unternehmers, dem während der Seefahrt erkrankten Reisenden die nöthigen Heilmittel und Pflege unentgeltlich zu gewähren;
23. die Verpflichtung des Unternehmers, das rechtzeitig eingelieferte Reisegepäck mit demselben Schiffe wie den Reisenden zu befördern und falls dies nicht geschieht, für allen dadurch entstehenden Schaden aufzukommen;
24. die Verpflichtung des Unternehmers, an Reisegepäck während der Seereise mindestens $\frac{1}{2}$ Kubikmeter ohne besonderes Entgelt zu befördern, und die Angabe, wieviel für etwaige Ueberfracht zu entrichten ist;
25. die Verpflichtung des Unternehmers, auf Verlangen des Reisenden, dessen Gepäck auf Kosten des Reisenden gegen Feuers- und Wassergefahr zu versichern;
26. die Verpflichtung des Unternehmers, dass, wenn das Schiff unterwegs durch einen Seeunfall oder einen anderen Umstand an der Fortsetzung der Reise verhindert oder zu einer längeren Unterbrechung derselben genöthigt werden sollte, dem Reisenden ohne besondere Vergütung angemessene Unterkunft und Verpflegung gewährt und die Beförderung des Reisenden und seines Gepäcks nach dem Bestimmungsorte sobald als möglich herbeigeführt wird;
27. die Bestimmung, dass im Auslande Beschwerden über mangelhafte Erfüllung des Vertrags, Schadensersatzansprüche u. s. W. bei dem zuständigen deutschen Konsul oder dessen Vertreter geltend zu machen sind;
28. die Bestimmung, dass der Vertrag dauernd in Händen des Reisenden bleibt;
29. den Ort und Tag des Vertragsabschlusses;
30. die Unterschriften der beiden vertragschliessenden Parteien. (Dabei genügt von Seiten des mit Familie Reisenden die Unterschrift des Familienvorstandes. Hat der Reisende einen gesetzlichen Vertreter, so muss dieser unterzeichnen. Von Seiten des Unternehmers genügt der Firmenstempel. Bei Unternehmern, welche zur Bestellung eines inländischen Bevollmächtigten verpflichtet sind (§ 4. des Auswanderungsgesetzes), ist die Unterschrift oder der Firmenstempel dieses Bevollmächtigten erforderlich. Bei Unternehmern, welche ihren Geschäftsbetrieb durch einen Stellvertreter ausüben, genügt die Unterschrift oder der Firmenstempel des Stellvertreters.)

§ 6. — Wird bei einer Beförderung über einen deutschen Hafen ohne Schiffswechsel nach einem aussereuropäischen Hafen auch die Weiterbeförderung und Verpflegung oder nur die Weiterbeförderung der Auswanderer vom aussereuropäischen Ausschiffungshafen bis an das Auswanderungsziel übernommen, so müssen die Verträge ausser den im § 5. vorgeschriebenen Angaben und Bestimmungen enthalten:

- 6 a. die genaue Bezeichnung des Auswanderungsziels;
- 6 b. die Beförderungsmittel vom aussereuropäischen Ausschiffungshafen bis an das Auswanderungsziel;
- 11 a. den Preis für die Weiterbeförderung vom Ausschiffungshafen nach dem Auswanderungsziele;

- 26 a. die Verpflichtung des Unternehmers, dem Reisenden bei einer im aussereuropäischen Ausschiffungshafen eintretenden, nicht von dem Reisenden selbst verschuldeten Verzögerung der Weiterbeförderung ohne besondere Vergütung angemessene Unterkunft und Verpflegung zu gewähren;
- 26 b. die Berechtigung des Reisenden, falls eine solche Verzögerung länger als eine Woche dauert, von dem Vertrage zurückzutreten und die Erstattung des für die Weiterbeförderung gezahlten Preises zu verlangen, unbeschadet der ihm nach bürgerlichem Rechte etwa zustehenden Ansprüche auf Schadensersatz;
- 26 c. die Verpflichtung des Unternehmers, falls der Reisende oder einer der ihn begleitenden Familienangehörigen vor Beginn der Weiterbeförderung stirbt oder nachweislich durch Krankheit oder sonstige, ausser seiner Macht liegende Zwischenfälle am Antritte der Weiterreise verhindert ist, den für die Weiterbeförderung gezahlten Preis dem Reisenden oder seinen Hinterbliebenen unverkürzt zurückzuerstatten;
- 26 d. die Verpflichtung des Unternehmers, dem Reisenden, falls dieser im aussereuropäischen Ausschiffungshafen aus anderen Gründen von der Weiterbeförderung zurücktreten sollte, den für die Weiterbeförderung gezahlten Preis, vorbehaltlich eines bestimmt zu bezeichnenden, keinesfalls mehr als zehn vom Hundert betragenden Abzugs zurückzuerstatten;
- 26 e. die Angabe, wieviel Gepäck des Reisenden bei der Weiterbeförderung frei befördert wird, soweit diese Angabe zur Zeit des Vertragsabschlusses gemacht werden kann;
- 26 f. insoweit die Weiterbeförderung und Verpflegung vom aussereuropäischen Ausschiffungshafen bis an das Auswanderungsziel dem Unternehmer bei der Ertheilung der Erlaubniss zur Bedingung gemacht worden ist:
 die Verpflichtung des Unternehmers, dem Reisenden, falls durch einen Unfall des Beförderungsmittels oder einen anderen ausserhalb der Person des Reisenden liegenden Umstand die Fortsetzung der bereits angetretenen Weiterreise verhindert werden oder eine längere Unterbrechung derselben eintreten sollte, ohne besondere Vergütung Unterkunft und Verpflegung zu gewähren und die Beförderung des Reisenden sowie seines Gepäcks nach dem Bestimmungsorte sobald als möglich herbeizuführen.

§ 7. — Verträge mit Auswanderern, welche von oder durch Deutschland kommend sich zu Schiff oder mit der Eisenbahn nach einem ausserdeutschen Hafen begeben, um von dort aus nach einem aussereuropäischen Lande befördert zu werden (Verträge über Beförderung mit Schiffswechsel in einem ausserdeutschen Zwischenhafen oder Verträge über die Beförderung über einen ausserdeutschen Einschiffungshafen des europäischen Festlandes), müssen möglichst in nachstehender Reihenfolge enthalten:

- 1. den Namen und den Wohnort des Unternehmers;
 die Verpflichtung des Unternehmers, die Beförderung der Reisenden von Deutschland bis zur Landung im aussereuropäischen Ausschiffungshafen

- zu übernehmen, insoweit nicht der Reichskanzler bei geringem Verkehre der in Betracht kommenden Schiffslinie Ausnahmen gestattet hat;
3. den Ort und den Tag, von welchem ab die Beförderung übernommen wird;
 4. den Ort und den Tag, von welchem ab die Verpflegung übernommen wird;
 5. die Angabe des Reisewegs bis zu dem Hafen, von welchem aus die aussereuropäische Fahrt angetreten wird;
 6. die Angabe der Beförderungsmittel auf den einzelnen Strecken dieses Reisewegs, und zwar für die zu Schiff zurückzulegenden Strecken: den Namen und die Nationalität des zu benutzenden Schiffes, den Namen der Schiffslinie; die Bezeichnung des Schiffsplatzes; für die mit der Eisenbahn zurückzulegenden Strecken: die Angabe der Wagenklasse;
 7. den Hafen, von welchem aus die aussereuropäische Fahrt angetreten wird;
 8. den Namen und die Nationalität des zur aussereuropäischen Fahrt zu benutzenden Schiffes;
 9. den Namen der Schiffslinie;
 10. den aussereuropäischen Ausschiffungshafen;
 11. den Vor- und Familiennamen des Reisenden und der mit ihm reisenden Familienglieder;
 12. das Alter;
 13. den Familienstand (Vater, Mutter, Sohn, Tochter u. s. w. — bei Einzelreisenden die Angabe, ob verheirathet, ledig);
 14. den bisherigen Wohnort;
 15. den Preis der Beförderung in Reichswährung bis zu dem Hafen, von welchem aus die aussereuropäische Fahrt angetreten wird, für jede einzelne Person, und zwar wenn die Beförderung theils zu Schiff, theils mit der Bahn erfolgt, getrennt für jede Art der Beförderung;
 16. den Preis der Beförderung in Reichswährung von dem vorbezeichneten Hafen bis zur Landung im aussereuropäischen Ausschiffungshafen für jede einzelne Person;
 17. die Erklärung, dass der Reisende von Deutschland bis zur Landung im aussereuropäischen Ausschiffungshafen für Beförderung und Gepäcktransport (abgesehen von etwaiger Ueberfracht — Ziffer 29), sowie für Beköstigung und Unterbringung, soweit diese übernommen sind, ausser dem vorbezeichneten Preise nichts zu bezahlen hat;
 18. die Angabe, wo und wann sich der Reisende in Deutschland zur Abfahrt einzufinden hat, ferner, wo und wann das Gepäck in Deutschland spätestens einzuliefern ist;
 19. die Angabe, welchen Theil des bezahlten Ueberfahrtsgeldes der Reisende verliert, wenn er sich so spät nach der festgesetzten Abfahrtszeit einfindet, dass die Fahrt ohne ihn angetreten werden muss; dieser Theil darf nicht mehr als die Hälfte des Ueberfahrtsgeldes betragen;
 20. die Verpflichtung des Unternehmers, dem Reisenden von der festgesetzten Abfahrtszeit an bei jeder nicht von dem Reisenden selbst verschuldeten Verzögerung in der Beförderung, an dem Orte, wo die Verzögerung erfolgt, ohne besondere Vergütung Unterkunft und Verpflegung an Bord

- des Schiffes oder in einem Auswandererlogirhaus oder, wo solches nicht vorhanden, in einem geeigneten Gasthause zu gewähren;
21. die Berechtigung des Reisenden, falls eine solche Verzögerung länger als eine Woche dauert, von dem Vertrage zurückzutreten und die Rückerstattung des gezahlten Fahrpreises oder des entsprechenden Theiles desselben zu verlangen, unbeschadet der ihm nach dem bürgerlichen Rechte etwa zustehenden Ansprüche auf Schadensersatz;
 22. die Verpflichtung des Unternehmers, den Fahrpreis für die Beförderung von Deutschland nach dem aussereuropäischen Ausschiffungshafen oder den entsprechenden Theil desselben unverkürzt zurückzuerstatten, wenn der Reisende oder einer der ihn begleitenden Familienangehörigen vor Antritt der Reise oder vor Antritt der aussereuropäischen Fahrt stirbt oder nachweislich durch Krankheit oder sonstige, ausser seiner Macht liegende Zwischenfälle am Antritt oder der Fortsetzung der Reise verhindert wird;
 23. die Verpflichtung des Unternehmers, den Fahrpreis nach Abzug eines bestimmt zu bezeichnenden, jedenfalls nicht mehr als die Hälfte betragenden Theiles des in Ziffer 23 bezeichneten Fahrpreises zurückzuerstatten, falls der Reisende vor Antritt der Reise aus anderen Gründen vom Vertrage zurücktritt;
 24. die Verpflichtung des Unternehmers, während der Seereise jedem über zehn Jahre alten Reisenden (wobei zwei Kinder unter zehn Jahren für einen Reisenden gelten) eine Schlafkoje mit Matratze, Kopfpfühl und Schlafdecke zur Benutzung zu überweisen;
 25. die Verpflichtung des Unternehmers, dem Reisenden während der Seereise mindestens drei tägliche Mahlzeiten zu verabreichen und ihm das dazu nöthige Ess- und Trinkgeschirr unentgeltlich zur Verfügung zu stellen;
 26. die Verpflichtung des Unternehmers, dem Reisenden während der Seereise das erforderliche Trink- und Waschwasser sowie die erforderlichen Wascheinrichtungen zu gewähren;
 27. die Verpflichtung des Unternehmers, dem während der Seefahrt erkrankten Reisenden die nöthigen Heilmittel und Pflege unentgeltlich zu gewähren;
 28. die Verpflichtung des Unternehmers, das rechtzeitig eingelieferte Reisegepäck mit demselben Schiffe wie den Reisenden zu befördern und, falls dies nicht geschieht, für allen dadurch entstehenden Schaden aufzukommen;
 29. die Verpflichtung des Unternehmers, an Reisegepäck während der Seereise mindestens $\frac{1}{2}$ Kubikmeter ohne besonders Entgelt zu befördern, und die Angabe, wieviel für etwaige Ueberfracht zu entrichten ist, und, falls die Beförderung bis zu dem Hafen, von welchem aus die aussereuropäische Fahrt angetreten wird, ganz oder theilweise mit der Eisenbahn oder einem Flussschiff erfolgt: die Angabe, wieviel Gepäck während dieses Theiles der Reise frei befördert wird und wieviel für etwaige Ueberfracht zu entrichten ist;
 30. die Verpflichtung des Unternehmers, auf Verlangen des Reisenden dessen

Gepäck während der Seereise auf Kosten des Reisenden gegen Feuers- und Wassergefahr zu versichern;

31. die Verpflichtung des Unternehmers, dass, wenn das Schiff unterwegs durch einen Seeunfall oder einen anderen Umstand an der Fortsetzung der Reise verhindert, oder zu einer längeren Unterbrechung derselben genöthigt werden sollte, dem Reisenden ohne besondere Vergütung angemessene Unterkunft und Verpflegung gewährt und die Beförderung des Reisenden und seines Gepäcks nach dem Bestimmungsorte sobald als möglich herbeigeführt wird;
- 31 a. falls die Beförderung des Reisenden nach dem Hafen, von welchem aus die aussereuropäische Fahrt angetreten wird, ganz oder theilweise mit der Eisenbahn oder mit einem Flussschiff erfolgt:
die Verpflichtung des Unternehmers, auch dem während dieses Theiles der Reise etwa erkrankten Reisenden die nöthigen Heilmittel und Pflege unentgeltlich zu gewähren;
- 31 b. soweit die vorgenannte Beförderung mit der Eisenbahn erfolgt und die Verpflegung des Reisenden während der Bahnfahrt übernommen wird:
die Verpflichtung des Unternehmers, an bestimmten näher zu bezeichnenden Stationen den Reisenden zu beköstigen und ihm bei längerem als dreistündigem Aufenthalte kostenfreie Unterkunft in einem Gasthause zu gewähren;
32. die Bestimmung, dass im Auslande Beschwerden über mangelhafte Erfüllung des Vertrags, Schadensersatzansprüche u. s. w. bei dem zuständigen deutschen Konsul oder dessen Vertreter geltend zu machen sind;
33. die Bestimmung, dass der Vertrag dauernd in Händen des Reisenden bleibt
34. den Ort und Tag des Vertragsabschlusses;
35. die Unterschrift der beiden vertragschliessenden Parteien. (Dabei genügt von Seiten des mit Familie Reisenden die Unterschrift des Familienvorstandes. Hat der Reisende einen gesetzlichen Vertreter, so muss dieser unterzeichnen. Von Seiten des Unternehmers genügt der Firmenstempel. Bei Unternehmern, welche zur Bestellung eines inländischen Bevollmächtigten verpflichtet sind (§ 4 des Auswanderungsgesetzes), ist die Unterschrift oder der Firmenstempel dieses Bevollmächtigten erforderlich. Bei Unternehmern, welche ihren Geschäftsbetrieb durch einen Stellvertreter ausüben, genügt die Unterschrift oder der Firmenstempel des Stellvertreters.)

§ 8. — Wird bei einer Beförderung der im § 7. bezeichneten Art auch die Weiterbeförderung und Verpflegung oder nur die Weiterbeförderung der Auswanderer vom aussereuropäischen Anschiffungshafen bis an das Auswanderungsziel übernommen, so gelten auch hierfür die Bestimmungen des § 7., jedoch mit der Massgabe, dass die unter Ziffer 2 daselbst vorgesehene Verpflichtung des Unternehmers, für die Beförderung des Reisenden zu sorgen, nicht nur bis zur Landung im aussereuropäischen Anschiffungshafen, sondern bis zur Erreichung des Auswanderungsziels zu übernehmen ist.

- des Schiffes oder in einem Auswandererlogirhaus oder, wo solches nicht vorhanden, in einem geeigneten Gasthause zu gewähren;
21. die Berechtigung des Reisenden, falls eine solche Verzögerung länger als eine Woche dauert, von dem Vertrage zurückzutreten und die Rückerstattung des gezahlten Fahrpreises oder des entsprechenden Theiles desselben zu verlangen, unbeschadet der ihm nach dem bürgerlichen Rechte etwa zustehenden Ansprüche auf Schadensersatz;
 22. die Verpflichtung des Unternehmers, den Fahrpreis für die Beförderung von Deutschland nach dem aussereuropäischen Ausschiffungshafen oder den entsprechenden Theil desselben unverkürzt zurückzuerstatten, wenn der Reisende oder einer der ihn begleitenden Familienangehörigen vor Antritt der Reise oder vor Antritt der aussereuropäischen Fahrt stirbt oder nachweislich durch Krankheit oder sonstige, ausser seiner Macht liegende Zwischenfälle am Antritt oder der Fortsetzung der Reise verhindert wird;
 23. die Verpflichtung des Unternehmers, den Fahrpreis nach Abzug eines bestimmt zu bezeichnenden, jedenfalls nicht mehr als die Hälfte betragenden Theiles des in Ziffer 23 bezeichneten Fahrpreises zurückzuerstatten, falls der Reisende vor Antritt der Reise aus anderen Gründen vom Vertrage zurücktritt;
 24. die Verpflichtung des Unternehmers, während der Seereise jedem über zehn Jahre alten Reisenden (wobei zwei Kinder unter zehn Jahren für einen Reisenden gelten) eine Schlafkoje mit Matratze, Kopfpfuhl und Schlafdecke zur Benutzung zu überweisen;
 25. die Verpflichtung des Unternehmers, dem Reisenden während der Seereise mindestens drei tägliche Mahlzeiten zu verabreichen und ihm das dazu nöthige Ess- und Trinkgeschirr unentgeltlich zur Verfügung zu stellen;
 26. die Verpflichtung des Unternehmers, dem Reisenden während der Seereise das erforderliche Trink- und Waschwasser sowie die erforderlichen Wascheinrichtungen zu gewähren;
 27. die Verpflichtung des Unternehmers, dem während der Seefahrt erkrankten Reisenden die nöthigen Heilmittel und Pflege unentgeltlich zu gewähren;
 28. die Verpflichtung des Unternehmers, das rechtzeitig eingelieferte Reisegepäck mit demselben Schiffe wie den Reisenden zu befördern und, falls dies nicht geschieht, für allen dadurch entstehenden Schaden aufzukommen;
 29. die Verpflichtung des Unternehmers, an Reisegepäck während der Seereise mindestens $\frac{1}{2}$ Kubikmeter ohne besonders Entgelt zu befördern, und die Angabe, wieviel für etwaige Ueberfracht zu entrichten ist, und, falls die Beförderung bis zu dem Hafen, von welchem aus die aussereuropäische Fahrt angetreten wird, ganz oder theilweise mit der Eisenbahn oder einem Flussschiff erfolgt: die Angabe, wieviel Gepäck während dieses Theiles der Reise frei befördert wird und wieviel für etwaige Ueberfracht zu entrichten ist;
 30. die Verpflichtung des Unternehmers, auf Verlangen des Reisenden dessen

Gepäck während der Seereise auf Kosten des Reisenden gegen Feuers- und Wassergefahr zu versichern;

31. die Verpflichtung des Unternehmers, dass, wenn das Schiff unterwegs durch einen Seeunfall oder einen anderen Umstand an der Fortsetzung der Reise verhindert, oder zu einer längeren Unterbrechung derselben genöthigt werden sollte, dem Reisenden ohne besondere Vergütung angemessene Unterkunft und Verpflegung gewährt und die Beförderung des Reisenden und seines Gepäcks nach dem Bestimmungsorte sobald als möglich herbeigeführt wird;
- 31 a. falls die Beförderung des Reisenden nach dem Hafen, von welchem aus die aussereuropäische Fahrt angetreten wird, ganz oder theilweise mit der Eisenbahn oder mit einem Flussschiff erfolgt:
die Verpflichtung des Unternehmers, auch dem während dieses Theiles der Reise etwa erkrankten Reisenden die nöthigen Heilmittel und Pflege unentgeltlich zu gewähren;
- 31 b. soweit die vorgenannte Beförderung mit der Eisenbahn erfolgt und die Verpflegung des Reisenden während der Bahnfahrt übernommen wird:
die Verpflichtung des Unternehmers, an bestimmten näher zu bezeichnenden Stationen den Reisenden zu beköstigen und ihm bei längerem als dreistündigem Aufenthalte kostenfreie Unterkunft in einem Gasthause zu gewähren;
32. die Bestimmung, dass im Auslande Beschwerden über mangelhafte Erfüllung des Vertrags, Schadensersatzansprüche u. s. w. bei dem zuständigen deutschen Consul oder dessen Vertreter geltend zu machen sind;
33. die Bestimmung, dass der Vertrag dauernd in Händen des Reisenden bleibt
34. den Ort und Tag des Vertragsabschlusses;
35. die Unterschrift der beiden vertragschliessenden Parteien. (Dabei genügt von Seiten des mit Familie Reisenden die Unterschrift des Familienvorstandes. Hat der Reisende einen gesetzlichen Vertreter, so muss dieser unterzeichnen. Von Seiten des Unternehmers genügt der Firmenstempel. Bei Unternehmern, welche zur Bestellung eines inländischen Bevollmächtigten verpflichtet sind (§ 4 des Auswanderungsgesetzes), ist die Unterschrift oder der Firmenstempel dieses Bevollmächtigten erforderlich. Bei Unternehmern, welche ihren Geschäftsbetrieb durch einen Stellvertreter ausüben, genügt die Unterschrift oder der Firmenstempel des Stellvertreters.)

§ 8. — Wird bei einer Beförderung der im § 7. bezeichneten Art auch die Weiterbeförderung und Verpflegung oder nur die Weiterbeförderung der Auswanderer vom aussereuropäischen Ansschiffungshafen bis an das Auswanderungsziel übernommen, so gelten auch hierfür die Bestimmungen des § 7., jedoch mit der Maassgabe, dass die unter Ziffer 2 daselbst vorgesehene Verpflichtung des Unternehmers, für die Beförderung des Reisenden zu sorgen, nicht nur bis zur Landung im aussereuropäischen Ansschiffungshafen, sondern bis zur Erreichung des Auswanderungsziels zu übernehmen ist.

Ausserdem müssen die Verträge enthalten:

- 10 a. die genaue Bezeichnung des Auswanderungsziels;
- 10 b. die Beförderungsmittel vom aussereuropäischen Ausschiffungshafen bis an das Auswanderungsziel;
- 16 a. den Preis für die Weiterbeförderung vom aussereuropäischen Ausschiffungshafen nach dem Auswanderungsziele;
- 31 c. die Verpflichtung des Unternehmers, dem Reisenden bei einer im aussereuropäischen Ausschiffungshafen eintretenden, nicht von dem Reisenden selbst verschuldeten Verzögerung der Weiterbeförderung ohne besondere Vergütung angemessene Unterkunft und Verpflegung zu gewähren;
- 31 d. die Berechtigung des Reisenden, falls eine solche Verzögerung länger als eine Woche dauert, von dem Verträge zurückzutreten und die Erstattung der durch die anderweitige Weiterreise entstandenen Kosten zu verlangen, unbeschadet der ihm nach dem bürgerlichen Rechte etwa zustehenden Ansprüche auf Schadensersatz;
- 31 e. die Verpflichtung des Unternehmers, falls der Reisende oder einer der ihn begleitenden Familienangehörigen vor Beginn der Weiterbeförderung stirbt oder nachweislich durch Krankheit oder sonstige, ausser seiner Macht liegende Zwischenfälle am Antritte der Weiterreise verhindert ist, den für die Weiterbeförderung gezahlten Preis dem Reisenden oder seinen Hinterbliebenen unverkürzt zurückzuerstatten;
- 31 f. die Verpflichtung des Unternehmers, dem Reisenden, falls dieser im aussereuropäischen Ausschiffungshafen aus anderen Gründen von der Weiterbeförderung zurücktreten sollte, den für die Weiterbeförderung gezahlten Fahrpreis vorbehaltlich eines bestimmt zu bezeichnenden, keinesfalls mehr als zehn vom Hundert betragenden Abzugs zurückzuerstatten;
- 31 g. die Angabe, wieviel Gepäck des Reisenden bei der Weiterbeförderung frei befördert wird, soweit diese Angabe zur Zeit des Vertragsabschlusses gemacht werden kann;
- 31 h. insoweit die Weiterbeförderung und Verpflegung von dem aussereuropäischen Ausschiffungshafen bis an das Auswanderungsziel dem Unternehmer bei der Ertheilung der Erlaubniss zur Bedingung gemacht worden ist:

die Verpflichtung des Unternehmers, dem Reisenden, falls durch einen Unfall des Beförderungsmittels oder einen anderen ausserhalb der Person des Reisenden liegenden Umstand die Fortsetzung der bereits angetretenen Weiterreise unmöglich gemacht werden oder eine längere Unterbrechung derselben eintreten sollte, ohne besondere Vergütung Unterkunft und Verpflegung zu gewähren und die Beförderung des Reisenden sowie seines Gepäcks nach dem Bestimmungsorte sobald als möglich herbeizuführen.

§ 9. — Verträge über die Beförderung von Auswanderern über See nach einem aussereuropäischen Orte in Europa müssen möglichst in nachstehender Reihenfolge enthalten:

- 1. dem Namen und den Wohnort der Unternehmers;
- 2. die Verpflichtung des Unternehmers, die Beförderung des Reisenden

- von Deutschland bis zur Landung im Ausschiffungshafen zu übernehmen;
3. den Ort und den Tag, von welchem ab die Beförderung übernommen wird;
4. den Ort und den Tag, von welchem ab die Verpflegung übernommen wird;
5. den Namen und die Nationalität des zu benutzenden Schiffes;
6. den Namen der Schiffslinie;
7. den Ausschiffungshafen;
8. den Vor- und Familiennamen des Reisenden und der mit ihm reisenden Familienglieder;
9. das Alter;
10. den Familienstand (Vater, Mutter, Sohn, Tochter u. s. w. — bei Einzelreisenden die Angabe, ob verheirathet, ledig);
11. den bisherigen Wohnort;
12. den Preis der Seebeförderung in Reichswährung für jede einzelne Person;
13. die Erklärung, dass der Reisende von Deutschland bis zur Landung im Ausschiffungshafen für Beförderung und Gepäcktransport (abgesehen von etwaiger Ueberfracht — Ziffer 20), sowie für Beköstigung und Unterbringung, soweit diese übernommen sind, ausser dem vorstehend bezeichneten Preise nichts zu bezahlen hat;
14. die Angabe, wo und wann sich der Reisende zur Abfahrt einzufinden hat, ferner, wo und wann das Gepäck spätestens einzuliefern ist;
15. die Verpflichtung des Unternehmers, während der Seereise jedem über zehn Jahre alten Reisenden (wobei zwei Kinder unter zehn Jahren für einen Reisenden gelten) eine Schlafkoje mit Matratze, Kopfpfuhl und Schlafdecke zur Benutzung zu überweisen;
16. die Verpflichtung des Unternehmers, dem Reisenden während der Seereise mindestens drei tägliche Mahlzeiten zu verabreichen und ihm das dazu nöthige Ess- und Drinkgeschirr unentgeltlich zur Verfügung zu stellen;
17. die Verpflichtung des Unternehmers, dem Reisenden während der Seereise das erforderliche Trink- und Waschwasser sowie die erforderlichen Wascheinrichtungen zu gewähren;
18. die Verpflichtung des Unternehmers, dem während der Seefahrt erkrankten Reisenden die nöthigen Heilmittel und Pflege unentgeltlich zu gewähren;
19. die Verpflichtung des Unternehmers, das rechtzeitig eingelieferte Reisegepäck mit demselben Schiffe wie den Reisenden zu befördern und, falls dies nicht geschieht, für allen dadurch entstehenden Schaden aufzukommen;
20. die Verpflichtung des Unternehmers, an Reisegepäck während der Seereise mindestens $\frac{1}{2}$ Kubikmeter ohne besonderes Entgelt zu befördern, und die Angabe, wieviel für etwaige Ueberfracht zu entrichten ist;
21. die Verpflichtung des Unternehmers, auf Verlangen des Reisenden dessen Gepäck auf Kosten des Reisenden gegen Feuers- und Wassergefahr zu versichern;

22. die Erklärung, dass im Uebrigen die Rechte und Pflichten der Vertragsschliessenden sich nach den in dem Deutschen Handelsgesetzbuch über das Frachtgeschäft zur Beförderung von Reisenden enthaltenen Bestimmungen richten;
23. die Verpflichtung des Unternehmers, dass, wenn das Schiff unterwegs durch einen Seeunfall oder einen anderen Umstand an der Fortsetzung der Reise verhindert, oder zu einer längeren Unterbrechung derselben genöthigt werden sollte, dem Reisenden ohne besondere Vergütung angemessene Unterkunft und Verpflegung gewährt und die Beförderung des Reisenden und seines Gepäcks nach dem Bestimmungsorte sobald als möglich herbeigeführt wird;
24. die Bestimmung, dass im Auslande Beschwerden über mangelhafte Erfüllung des Vertrags, Schadensersatzansprüche u. s. w. bei dem zuständigen deutschen Konsul oder dessen Vertreter geltend zu machen sind;
25. die Bestimmung, dass der Vertrag dauernd in Händen des Reisenden bleibt;
26. den Ort und den Tag des Vertragsabschlusses;
27. die Unterschriften der beiden vertragsschliessenden Parteien. (Dabei genügt von Seiten des mit Familie Reisenden die Unterschrift des Familienvorstandes. Hat der Reisende einen gesetzlichen Vertreter, so muss dieser unterzeichnen. Von Seiten des Unternehmers genügt der Firmenstempel. Bei Unternehmern, welche zur Bestellung eines inländischen Bevollmächtigten verpflichtet sind (§ 4. des Auswanderungsgesetzes), ist die Unterschrift oder der Firmenstempel dieses Bevollmächtigten erforderlich. Bei Unternehmern, welche ihren Geschäftsbetrieb durch einen Stellvertreter ausüben, genügt die Unterschrift oder der Firmenstempel des Stellvertreters)

§ 10. — Der dem Auswanderer hinsichtlich seiner Person und seines Gepäcks für die Beförderung mit einem binnenländischen Beförderungsmittel berechnete Preis darf den nachweislich an Ort und Stelle zu entrichtenden tarifmässigen Beförderungspreis nicht übersteigen.

§ 11. — Für die Verträge dürfen nur Formulare verwendet werden, deren Muster von dem Unternehmer dem Reichskanzler eingereicht und von diesem genehmigt sind.

§ 12. — Der Vertrag ist dem Auswanderer, bei einer auswandernden Familie dem Familienvorstande, vor der Einschiffung oder, falls auch die Bahnbeförderung zum Hafen übernommen ist, vor deren Beginn auszuhändigen und dauernd zu belassen.

§ 13. — Mit Auswanderern, welche aus oder durch Deutschland kommend, sich nach einem ausserdeutschen Hafen begeben wollen, um von dort aus nach einem aussereuropäischen Lande befördert zu werden, dürfen nur Verträge der in den §§ 7. und 8., nicht aber der im § 9. bezeichneten Art geschlossen werden.

§ 14. — Die Auswanderungsbehörde kann verlangen, dass der Unternehmer zur Sicherstellung der ihm aus den §§ 27. bis 30. des Gesetzes über das Auswanderungswesen entstehenden Verpflichtungen eine das Ueberfahrtsgehalt um den halben Betrag übersteigende Summe versichert oder einen der Versicherungssumme entsprechenden Betrag hinterlegt.

Im Falle der Versicherung bedürfen sowohl die Wahl des Versicherers wie der Inhalt der Versicherungspolice der Genehmigung durch die Auswanderungsbehörde. Die Police über die geschlossene Versicherung ist spätestens sechsendreissig Stunden nach Abgang des Schiffes der Auswanderungsbehörde einzuliefern.

Die etwaige Hinterlegung ist bei der im § 26. dieser Bestimmungen bezeichneten Stelle zu bewirken und der Auswanderungsbehörde vor Abgang des Schiffes nachzuweisen.

Wird die Verwendung des sichergestellten Betrags oder eines Theiles desselben nöthig, so ist der Unternehmer zur sofortigen Ergänzung verbunden.

Falls der Unternehmer durch Säumniss in der Erfüllung seiner im Absatz 1 bezeichneten Verbindlichkeiten ein Einschreiten der Behörden veranlasst, ist die Auswanderungsbehörde befugt, die durch die Säumniss erwachsenen Kosten aus der Versicherungs- oder der Hinterlegungssumme zu decken. Sie ist berechtigt, zu diesem Zwecke die Versicherungssumme zu erheben. Ein entsprechender Vermerk ist in die Police beziehungsweise die Hinterlegungsurkunde aufzunehmen.

§ 15. — Der Unternehmer bedarf zur Beförderung der Auswanderer mit gecharterten Schiffen der vorgängigen Genehmigung der Auswanderungsbehörde.

II. Geschäftsbetrieb der Agenten.

§ 16. — Der Auswanderungsagent hat in jedem Falle, in welchem er den Abschluss eines Beförderungsvertrags vermittelt, dem Auswanderer (bei Familien dem Familienvorstande) einen Empfangsschein auszustellen.

§ 17. — Die Empfangsscheine müssen möglichst in nachstehender Reihenfolge enthalten:

1. je nach der Art des zu vermittelnden Vertrags die Angaben, welche
 - a) in den Ziffern 1 bis 6 des § 5 oder
 - b) in diesen Ziffern und den entsprechenden Zusätzen des § 6 oder
 - c) in den Ziffern 1, 3 bis 10 des § 7 oder
 - d) in diesen Ziffern und den entsprechenden Zusätzen des § 8 oder
 - e) in den Ziffern 1, 3 bis 7 des § 9vorgesehen sind;
2. die von dem Auswanderer auf den Fahrpreis geleisteten Zahlungen;
3. die in den Spalten 1 bis 11 des im Anhange beigefügten Verzeichnisses vorgesehenen Angaben;
4. den Preis für die Beförderung, getrennt für die einzelnen Strecken der Beförderung und die einzelnen Personen;
5. den Namen und Wohnort des Agenten;
6. den Tag und Ort der Ausstellung des Empfangsscheines und die Unterschrift des Agenten;
7. eine nach den einzelnen Posten getrennte Abrechnung über alle von dem Auswanderer aus irgend einem Grunde an den Agenten geleisteten Zahlungen;
8. unter der Ueberschrift „Bedingungen“ je nach der Art des zu vermittelnden Vertrags die Angaben, welche

- a) in den Ziffern 12 bis 26 des § 5 oder
- b) in diesen Ziffern und den entsprechenden Zusätzen des § 6 oder
- c) in den Ziffern 2, 17 bis 31 b des § 7 oder
- d) in diesen Ziffern und den entsprechenden Zusätzen des § 8 oder
- e) in den Ziffern 2, 18 bis 23 des § 9

vorgesehen sind;

9. unter der Ueberschrift „Rathschläge“ Folgendes:

Es wird dem Reisenden empfohlen:

- a) auf oder an jedem Gepäckstück äusserlich seinen Namen deutlich lesbar in unverwischbarer Farbe anzubringen;
- b) ein behördlich beglaubigtes Verzeichniss seiner Gepäckstücke und der darin befindlichen Gegenstände mit sich zu führen;
- c) sich mit einem Passe oder Heimathscheine zu versehen.

§ 18. — Für die Empfangsscheine dürfen nur Formulare verwendet werden, deren Muster von dem Unternehmer dem Reichskanzler eingereicht und von diesem genehmigt sind.

• Sämmtliche Agenten eines Unternehmers haben das nämliche Muster zu verwenden.

§ 19. — Die Formulare müssen unter fortlaufenden Nummern in festgebundenen Büchern, welche mit Seitenzahlen versehen sind und auf dem ersten Blatte die Bescheinigung der Ortspolizeibehörde über die Zahl der Seiten tragen, enthalten sein. In den Büchern müssen neben dem Formular eines jeden Empfangsscheins zwei gleichlautende Formulare zu Abschriften des Empfangsscheins dergestalt enthalten sein, dass der Empfangsschein und eine Abschrift desselben ohne Verletzung des Einbandes herausgenommen werden können. In den zu Abschriften bestimmten Formularen können die unter den Ziffern 8 und 9 des § 17 bezeichneten Gegenstände fehlen.

§ 20. — Der Agent hat, sobald er das Formular eines Empfangsscheins ausfüllt, in der gleichen Weise auch die beiden Formulare zu den Abschriften auszufüllen. Der Empfangsschein ist dem Auswanderer auszuhandigen; von den Abschriften ist die eine alsbald dem Unternehmer zu übersenden während die zweite mit dem Buche in den Händen des Agenten verbleibt.

§ 21. — Agenten, welche den Beförderungsvertrag selbst abschliessen, haben das Vertragsformular auszufüllen und zu unterzeichnen. Ausserdem finden die §§ 16 bis 20 Anwendung.

§ 22. — Die Landes-Zentralbehörden können vorschreiben, dass die Agenten von dem Abschluss oder der Vermittelung von Beförderungsverträgen binnen einer bestimmten Frist einer von ihnen zu bezeichnenden Behörde Anzeige zu machen haben.

III. Gemeinsame Bestimmungen für den Geschäftsbetrieb der Auswanderungsunternehmer und Agenten.

§ 23. — Die Unternehmer haben ihren Agenten, ausländische Unternehmer auch ihren Bevollmächtigten, den Preis für die Beförderung von Auswanderern genau mitzutheilen. Bevollmächtigten wie Agenten ist es verboten den Auswanderern einen höheren als den vom Unternehmer festgesetzten Preis zu berechnen.

§ 24. — Die Unternehmer haben ihre an die Agenten und Auswanderer gerichteten Schreiben zu kopiren. Die gleiche Bestimmung gilt für die Agenten hinsichtlich der von ihnen an die Unternehmer und Auswanderer gerichteten Schreiben.

Die Auswandererverzeichnisse, die Abschriften der Empfangsscheine und der gesammte Schriftwechsel sind noch drei Jahre nach der letzten Eintragung beziehungsweise nach dem Empfang oder der Absendung der Schreiben genau nach der Zeitfolge geordnet aufzubewahren und dem Reichskommissare für das Auswanderungswesen, der Auswanderungsbehörde und der Ortspolizeibehörde der gewerblichen Niederlassung oder des Wohnsitzes des Unternehmers oder des Agenten auf Verlangen zur Einsicht vorzulegen.

§ 25. — Die höheren Verwaltungsbehörden sind befugt, den Unternehmern und den Agenten die Ankündigung ihres Geschäfts durch Plakate an öffentlichen Orten für den ganzen Umfang ihres Verwaltungsbezirkes oder für einzelne Theile desselben zu untersagen.

In den Annoncen, Prospekten und Zirkularen muss stets der Weg, auf welchem die Auswanderer befördert werden sollen, ausdrücklich und genau bezeichnet werden; soll ein Schiffswechsel stattfinden, so ist dies ebenfalls anzugeben.

§ 26. — Die gemäss §§ 5, 7, 14 des Gesetzes über das Auswanderungswesen zu bestellende Sicherheit ist durch Hinterlegung des von dem Reichskanzler, bei Agenten von den höheren Verwaltungsbehörden festgesetzten Betrags in baarem Gelde oder in Schuldverschreibungen des Deutschen Reichs oder eines Bundesstaats zu leisten.

Die Landes-Zentralbehörden können die Hinterlegung in anderen Papieren zulassen; sie bezeichnen die Stellen, bei denen die Hinterlegung zu erfolgen hat.

Welche Landes-Zentralbehörden zuständig sind, bestimmt sich nach dem Orte der gewerblichen Niederlassung des Unternehmers oder des Agenten, bei den im § 4 des Auswanderungsgesetzes bezeichneten Unternehmern nach dem Wohnorte des Bevollmächtigten.

§ 27. — In der Urkunde, durch welche die Sicherheit bestellt wird, haben sich die Unternehmer und Agenten den nachstehend bezeichneten Verbindlichkeiten zu unterwerfen.

§ 28. — Die bestellte Sicherheit haftet für alle anlässlich des Geschäftsbetriebs der Unternehmer und Agenten gegenüber den Behörden und gegenüber den Auswanderern begründeten Verbindlichkeiten insbesondere:

1. für alle Nachtheile und Kosten, welche den Auswanderern dadurch entstehen, dass die ihnen auf Grund
 - a) des Beförderungsvertrags,
 - b) des Gesetzes über das Auswanderungswesen, sowie der zur Ausführung desselben ergangenen Vorschriften und Verordnungen,
 - c) der den Unternehmern und Agenten bei der Erlaubnisserteilung etwa gestellten besonderen Bedingungen
 zustehenden Ansprüche nicht erfüllt sind;

2. für alle Kosten, welche einer Reichs- oder Landesbehörde dadurch entstehen, dass die Nichterfüllung der unter 1 bezeichneten Verbindlichkeiten das Einschreiten der Behörde veranlasst hat;
3. für alle Geldstrafen und Kosten, auf welche wegen Zuwiderhandlung gegen die unter 1 b und c genannten Vorschriften erkannt worden ist.

§ 29. — Die höhere Verwaltungsbehörde ist befugt, aus der bestellten Sicherheit zu berichtigen:

- a) die im § 28 Ziffer 1 bezeichneten Ansprüche der Auswanderer, sobald dieselben entweder durch rechtskräftiges Erkenntniss eines inländischen oder durch ein mit dem Vollstreckungsurtheile versehenes Erkenntniss eines ausländischen Gerichts oder durch Beschluss der höheren Verwaltungsbehörde oder durch Entscheidung des zuständigen deutschen Konsuls oder dessen Stellvertreters festgestellt sind;
- b) die im § 28 Ziffer 2 bezeichneten Ansprüche einer Reichs- oder Landesbehörde, sobald die der Behörde erwachsenen Kosten bei der Reichsbehörde durch deren Beschluss, bei der Landesbehörde durch den Beschluss der höheren Verwaltungsbehörde, nach Anhörung des Unternehmers oder Agenten festgestellt sind;
- c) die Geldstrafen und Kosten, welche durch rechtskräftiges gerichtliches Erkenntniss oder durch rechtskräftigen Strafbefehl (Strafverfügung) festgestellt sind.

§ 30. — Wenn die hinterlegte Summe durch Ersatzleistungen verringert oder erschöpft ist, so muss sie innerhalb eines Monats wieder auf ihren ursprünglichen Betrag gebracht werden. Das Gleiche muss geschehen, wenn der Kurswerth der hinterlegten Papiere sich um zehn vom Hundert niedriger stellt, als der bei der Annahme der Sicherheit berechnete Werth.

§ 31. — Die Rückgabe der Sicherheit kann beantragt werden, wenn der, welcher sie bestellt hat, stirbt oder auf die erhaltene Erlaubniss verzichtet oder wenn ihm diese entzogen wird.

Die Rückgabe erfolgt, nachdem alle Ansprüche an die bestellte Sicherheit erledigt sind, frühestens aber ein Jahr nach dem Zeitpunkte, mit welchem die Rückgabe beantragt werden kann. Sie kann schon früher erfolgen, wenn ein Geschäftsnachfolger die Haftung für alle Verbindlichkeiten seines Vorgängers unter Bereitstellung seiner Sicherheitsleistung für dieselbe übernimmt.

Berlin, den 14. März 1898.

Der Reichskanzler.

In Vertretung:

Graf von Posadowsky.

Anhang. (Auswanderer-Verzeichniss.)

(bez. auch des Bevollmächtigten oder des Stellvertreters.)

Verzeichniss.

der mit dem (Nationalität) Dampf- schiffe (Namen) am von direkt
über

..... nach dem Hafen (Ueberseeischer Ausschiffungshafen) beförderten Auswanderer.

Nr.	Die zu einer Familie gehörenden Personen sind unter einander zu schreiben und durch eine Klammer als zusammen gehörig zu bezeichnen.		Geschlecht		Alter (in Jahren)	(Bei deutschen Männern von 17 bis 25 Jahren). Ist die Entlassungsurkunde oder das Zeugnis (§. 23 des Ausweges.) vorgelegt?		Bisheriger Wohnort ^{a)}	Staatsangehörigkeit	Beschreibung des bisherigen Berufs ^{b)}	Stellung im bisherigen Berufs ^{c)}	Ziel der Auswanderung (Ort und Staat)
	Zunamen	Vornamen	Männlich	Weiblich								
1.	2.	3.	4.		5.	6.	7.	8.	9.	10.	11.	12.

^{a)} Anmerkung 1 (nur für die erste Seite des Verzeichnisses). Die Beschreibung des Wohnorts muss eine so genaue sein, dass die Verwechselung mit einem gleich oder ähnlich lautenden Namen ausgeschlossen ist.

^{b)} Anmerkung 2 (nur für die erste Seite des Verzeichnisses). Die Angabe des Berufs muss eine ganz genaue sein.

		Es genügt z. B. nicht:		Fabrikarbeiter	
		sondern muss heissen:		Textil-	Arbeiter
				Buchbinder	Geselle
				Landwirth	Tagelöhner
				Landwirth	Besitzer
Geht aus der Beschreibung des Berufs schon die Stellung darin hervor, so wird über beide Spalten geschrieben, z. B.				Kellner	
				Beamter	

(Nr. 2452) Bekanntmachung, betreffend Vorschriften über Auswandererschiffe.
Vom 14. März 1898.

Auf Grund des § 36 des Gesetzes über das Auswanderungswesen vom 9. Juni 1897 (Reichs-Gesetzblatt S. 463) hat der Bundesrath in seiner Sitzung vom 14. März 1898 die nachstehenden Vorschriften über Auswandererschiffe beschlossen.

Vorschriften über Auswandererschiffe.

I. Beschaffenheit der Auswandererschiffe.

§ 1. — Die Auswandererschiffe (§ 37 des Gesetzes über das Auswanderungswesen) müssen mindestens den Anforderungen der ersten Klasse des Germanischen Lloyd genügen.

Anstatt der ersten Klasse des Germanischen Lloyd kann der Reichskanzler die entsprechende Klasse einer anderen Klassifikationsgesellschaft zulassen.

Dampfschiffe müssen ausserdem den von der Seeberufsgenossenschaft erlassenen Vorschriften über wasserdichte Schotten für Passagierdampfer in aussereuropäischer Fahrt entsprechen.

§ 2. — Kein Schiff darf als Auswandererschiff benutzt werden, bevor es nach gründlicher Untersuchung im Dock oder auf der Helling für seetüchtig befunden worden ist.

Diese Untersuchung ist jährlich mindestens einmal zu wiederholen.

§ 3. — Die Untersuchung muss im Inlande von staatlichen Besichtigern, im Auslande von Besichtigern des Germanischen Lloyd oder einer anderen nach § 1 zugelassenen Klassifikationsgesellschaft vorgenommen werden.

Befindet sich unter den staatlichen Besichtigern kein Schiffsbautechniker, so ist ein solcher hinzuzuziehen.

§ 4. — Dampfschiffe dürfen die Reise nur mit Kesseln und Maschinen, welche sich in gutem, seetüchtigen Zustande befinden, antreten. Insbesondere muss der Schraubenwellentunnel gegen den Schiffsraum wasserdicht und gegen den Maschinenraum mit einem sicheren dichten Verschlusse hergestellt sein.

Die Kessel sind jährlich einer äusseren und einer inneren Untersuchung zu unterziehen. Für das Verfahren gelten die landesgesetzlichen Bestimmungen.

§ 5. — Schiffe, welche unlängst eine, übeln Geruch zurücklassende Ladung an Bord gehabt haben oder durch übelriechende Flüssigkeiten verunreinigt worden sind, dürfen erst nach gründlicher Reinigung als Auswandererschiffe benutzt werden. Die Reinigung hat nach der Entlöschung in der Weise zu geschehen, dass das Stauholz aus dem Schiffe entfernt und sodann sämtliche Laderäume gehörig mit Schmierseifelösung ausgespritzt und gewaschen werden. Demnächst sind sämtliche Schiffsluken — mit in denselben angebrachten Windsegeln oder sonstigen geeigneten Lüftungsvorrichtungen — bis zur völligen Austrocknung offen zu halten.

Die Besichtigter oder der Untersuchungsarzt können andere Arten der Reinigung vorschreiben oder zulassen.

II. Einrichtung und Ausrüstung der Auswandererschiffe zur Aufnahme der Auswanderer.

§ 6. — Kein Schiff darf als Auswandererschiff benutzt werden, bevor von den Besichtigern die für die Auswanderer bestimmten Räume ausgemessen und die zulässige Personenzahl festgesetzt worden ist. Diese Festsetzung gilt auch für die späteren Reisen des Schiffes, solange in dessen Räumen keine Veränderung vorgenommen wird. Von solcher Veränderung hat der Unternehmer der Auswanderungsbehörde behufs Wiederholung der Messung unverzüglich Anzeige zu machen.

Die von den Besichtigern für jeden Raum festgesetzte zulässige Personenzahl muss in demselben auf einem Metallschild eingravirt oder in haltbarer Farbe angebracht sein.

§ 7. — Für jede im Auswandererdeck reisende Person, einschliesslich der etwa unterwegs an Bord genommenen, muss ein durch Ladung, Gepäck (abgesehen von Handgepäck) oder Proviantgegenstände nicht bechränkter Raum von mindestens 2,85 Kubikmeter vorhanden sein. Bei Berechnung dieses Raumes wird eine mehr als 2,40 Meter betragende Deckshöhe nur für 2,40 Meter angenommen. Ausserdem muss für jede im Auswandererdeck reisende Person ein Raum von mindestens 0,25 Quadratmeter auf Deck zur Benutzung frei bleiben.

§ 8. — Das jeweilig zur Unterbringung der Auswanderer bestimmte Deck muss so hoch liegen, dass die Seitenfenster sich während der Reise noch über der Wasserlinie befinden. Es muss eine Höhe von mindestens 1,83 Meter von Deck zu Deck und einen dichten Fussboden von ausreichender Stärke haben.

Ist das oberste Schiffsdeck von Eisen, so dürfen in dem Raume unmittelbar unter demselben Auswanderer nur untergebracht werden, wenn das eiserne Deck mit einem fest darauf verholzten hölzernen Schutzdeck von mindestens 7 Centimeter Dicke versehen ist.

Oberhalb der jeweilig für die Auswanderer bestimmten Räume darf kein Vieh als Ladung untergebracht werden.

§ 9. — Die Eingänge vom Deck zu den Auswanderräumen müssen mit dichtanschliessenden Kappen von genügender Höhe oder dementsprechenden Einrichtungen versehen sein.

Aus jeder zwischen festen Querwänden liegenden Abtheilung eines Auswandererdeckes muss eine im Lichten mindestens 0,80 Meter breite, mit festen Geländern versehene Treppe unmittelbar auf das Deck führen. Fasst solche Abtheilung mehr als einhundert Personen, so muss für jedes Hundert eine solche Treppe vorhanden sein; fasst die Abtheilung mehr als vierhundert Personen, so müssen für je einhundertundfünfzig Personen eine Treppe, mindestens aber deren vier vorhanden sein.

§ 10. — Dem zu Unterbringung der Auswanderer bestimmten Deck muss für die nothwendigen Verrichtungen genügendes Tageslicht zugeführt werden. Das Licht kann ausser durch Seitenfenster auch von obenher eingeführt werden.

Von Sonnenuntergang bis Sonnenaufgang sind diese Räume gehörig zu beleuchten, und zwar müssen für je einhundert Personen mindestens zwei

starke Laternen verwendet werden. Die Erleuchtung mit offenem Lichte oder mit explodierbaren Stoffen, wie Petroleum, Spiritus, Acetylen u. s. w., ist verboten. Bei der Verwendung elektrischen Lichtes sind in jeder Abtheilung des Auswandererdeckes mindestens zwei Nothlichter zu brennen.

§ 11. — Für jede der im § 9. Absatz 2 bezeichneten Abtheilungen müssen zwei Luftzieher (Ventilatoren) von mindestens 30 Centimeter Durchmesser vorhanden sein, von welchen der eine zum Einlassen, der andere zum Auslassen der Luft dient, und welche so hoch über das Deck hervorragen, dass die Luft ungehinderten Zutritt und Abzug hat. Das untere Ende der Luftzieher muss so angebracht sein, dass der kalte Luftstrom nicht unmittelbar auf Schlafkojen trifft. Sind mehr als einhundert Personen in der Abtheilung untergebracht, so muss nach Anordnung der Besichtigter oder des Untersuchungsarztes entweder die Zahl der Luftzieher entsprechend vermehrt oder ihr Querschnitt entsprechend erweitert werden.

Andere Lüftungsvorrichtungen sind zulässig, falls mit denselben nach dem Ermessen der Besichtigter oder des Untersuchungsarztes mindestens die gleiche Wirkung erreicht wird.

§ 12. — Die Auswandererräume müssen bei kaltem Wetter geheizt werden und zu diesem Zwecke mit ausreichenden und ungefährlichen Heizeinrichtungen versehen sein. Ausnahmen kann die Auswanderungsbehörde zulassen.

§ 13. — Die Schlafkojen müssen in genügender Anzahl vorhanden und mit Matratze, Kopfpfuhl und Schlafdecke für jeden Auswanderer versehen sein. Diese Gegenstände sind nach jeder Reise gründlich zu reinigen und zu desinfizieren. Die einzelnen Kojen müssen durch niedrige Zwischenwände von einander getrennt sein; jede Kojе muss mindestens 1,83 Meter lang und 0,60 Meter breit sein, doch können Doppelkojen von der doppelten Breite ohne Scheidewand angelegt werden. Mehr als zwei Kojen dürfen nicht über einander angebracht werden. Der Abstand der unteren Kojen vom Fussboden muss mindestens 0,15 Meter, der Abstand der oberen von der Decke des Raumes mindestens 0,75 Meter betragen. Eine Einzelkoje darf nur von einer Person über zehn Jahre oder von zwei Kindern unter zehn Jahren, eine Doppelkoje von nicht mehr Personen als zwei Frauen, oder einer Frau mit zwei Kindern unter zehn Jahren, oder einem Ehepaare, oder einem Manne mit zwei eigenen Kindern unter zehn Jahren, oder zwei Männern benutzt werden.

Zur Erleichterung des Besteigens der Längskojen sind Gänge von mindestens 0,60 Meter Breite anzubringen.

In jeder Abtheilung muss zum Besteigen der oberen Kojen für je einhundert solcher Kojen mindestens eine tragbare Treppe vorhanden sein.

Die Schlafkojen müssen mit fortlaufenden leicht erkennbaren Nummern versehen sein.

§ 14. — Zur Einnahme der Mahlzeiten muss im Auswandererdecke die erforderliche Anzahl von Tischen und Bänken angebracht sein.

Der Raum, welchen diese Gegenstände einnehmen, wird von dem im § 7 vorgeschriebenen nicht in Abzug gebracht.

§ 15. — Die etwa im Auswandererdeck hergerichteten Kammern müssen so eingerichtet sein, dass zwischen ihnen und dem ausserhalb der-

selben in der betreffenden Abtheilung des Auswandererdeckes verbleibenden Raume ein ungehinderter Luftwechsel stattfinden kann. Die Kammern und dieser Raum sind ausserdem mit hinreichenden Lüftungsvorrichtungen zu versehen. Wegen der Heizung kommt § 12, wegen des Luftraums § 7 mit der Massgabe zur Anwendung, dass den Kammern der ausserhalb derselben in der betreffenden Abtheilung des Auswandererdeckes verbleibende Raum hinzugerechnet wird, soweit er zur Benutzung der Auswanderer freigehalten wird, ohne durch Ladung, Gepäck (abgesehen von Handgepäck) oder Proviantgegenstände eingeschränkt zu werden. Die Kammern und der ausserhalb derselben verbleibende Raum sind bei Tage wie bei Nacht für die nothwendigen Vorrichtungen genügend zu erleuchten, auch muss bei der Verwendung elektrischen Lichtes eine genügende Anzahl von Nothlichtern ausserhalb der Kammern gebrannt werden. Das im § 10 Absatz 2 enthaltene Verbot der Verwendung gewisser Beleuchtungsmittel findet auch hier Anwendung.

§ 16. — Weibliche Auswanderer, welche ohne Begleitung von Ehemännern oder Eltern reisen, sind in einer von den übrigen Plätzen abgesonderten Abtheilung (§ 9 Absatz 2) unterzubringen. Auf Verlangen muss auch jeder andere weibliche Auswanderer in dieser Abtheilung untergebracht werden. Frauen dürfen Knaben unter zehn Jahren mit in diese Abtheilung nehmen.

Sind mehr als fünfundzwanzig weibliche Auswanderer in der Frauenabtheilung untergebracht, so muss eine Aufwärterin, welcher die Aufrechterhaltung der Ordnung sowie die Bedienung und Hilfeleistung obliegt, die Nacht daselbst zubringen. Die Frauenabtheilung ist mit einer verschliessbaren Thür zu versehen und soweit entfernt von der Männerabtheilung anzubringen, als der mit Auswanderern besetzte Raum des Schiffes dies irgend gestattet.

§ 17. — Die über vierzehn Jahre alten männlichen Auswanderer, welche nicht mit ihrer Ehefrau reisen, sind ebenfalls in einer besonderen, mit einer verschliessbaren Thür zu versehenen Abtheilung unterzubringen.

§ 18. — Bei geringerer Auswandererzahl können an Stelle der besonderen Frauen- und Männerabtheilungen mit verschliessbaren Thüren versehene Kammern innerhalb der Abtheilungen hergerichtet werden. Auf diese Kammern kommen die Vorschriften des § 15 zur Anwendung.

§ 19. — Zur ausschliesslichen Benutzung der Auswanderer müssen mindestens zwei Waschlhäuser, eins für die männlichen und eins für die weiblichen Auswanderer, von hinlänglicher, der Personenzahl entsprechender Grösse vorhanden und mit den nöthigen Wascheinrichtungen ausgerüstet sein. Auf Dampfschiffen müssen die Häuser mit Wasserleitung oder Pumpen versehen sein.

Die Anbringung von Waschlhäusern kann unterbleiben, sofern die Auswanderer in Kammern untergebracht werden, und in jeder Kammer für je sechs darin unterzubringende Personen mindestens eine fest angebrachte Wascheinrichtung vorhanden ist.

Auf jedem Schiffe, welches den 30. Grad nördlicher Breite nach Süden überschreiten soll, muss eine Bade- oder Brausevorrichtung vorhanden sein.

Den Auswanderern muss das zum Waschen nöthige Süsswasser in ausreichender Menge geliefert werden.

§ 20. — Abtritte müssen in solcher Zahl vorhanden sein, dass für je fünfzig männliche und je fünfzig weibliche Auswanderer mindestens einer zu deren ausschliesslichem Gebrauche dient. Die für die männlichen und die für die weiblichen Auswanderer bestimmten Abtritte müssen, wenn thunlich, auf verschiedenen Seiten des Schiffes gelegen sein. Von den Aufenthaltsräumen der Auswanderer müssen die Abtritte durch einen dichten Verschluss oder in sonst geeigneter Weise abgeschlossen sein.

Die Fussböden und Wände der Abtritte sind durch einen Oelanstrich und Verkitten oder auf sonst geeignete Weise gegen Luft und Wasser undurchlässig zu machen. Die Abtritte müssen gut gelüftet und bei Tage wie bei Nacht hell beleuchtet sein.

§ 21. — Auf jedem Schiffe müssen sich mindestens zwei abgesonderte Krankenzimmer befinden, der eine für die männlichen, der andere für die weiblichen Auswanderer. Die Krankenzimmer müssen auf je einhundert Personen 10 Kubikmeter Luftraum enthalten. Sie dürfen bei Berechnung des den Reisenden nach §§ 7, 15 zu gewährenden Raumes nicht mitberücksichtigt und nur so stark belegt werden, dass für jede darin befindliche Person mindestens 5 Kubikmeter Luftraum vorhanden sind. Falls bei zahlreichen Erkrankungen die Krankenzimmer nicht ausreichen, muss der Schiffsführer für weiteren abgesonderten Raum sorgen.

§ 22. — Die Krankenzimmer müssen möglichst günstig gelegen, mit besonders guten Erleuchtungs-, Lüftungs- und Heizungseinrichtungen, sowie mit einer Thür versehen sein, welche so breit ist, dass ein Kranker hineingetragen werden kann. In der Nähe der Krankenzimmer müssen sich eine besondere Badeeinrichtung für die Kranken und zwei Abtritte befinden. Die Wände der Krankenzimmer sind mit Oelanstrich zu versehen, der Fussboden ist durch einen Oelanstrich oder auf andere Weise wasserdicht zu machen.

Die Räume sollen enthalten: auf je einhundert Personen mindestens zwei Kojen mit Matratzen, Kopfpfuhl, Decken und zweimal Bettwäsche, ferner die nöthige Anzahl von Krankenanzügen, einen zu Operationen geeigneten Tisch, eine Wascheinrichtung für den Arzt und falls keine Badeeinrichtung in unmittelbarer Nähe vorhanden, eine Badewanne, ferner Wasserbehälter mit genügendem Wasser. Die Kojen müssen mindestens an einer vollen Längsseite einen freien Raum von mindestens 1 Meter Breite haben. Sie dürfen mit Ausnahme der Vorsätze nicht von Holz sein. Die oberen Kojen müssen, soweit sie an der Wand angebracht sind, zum Aufklappen eingerichtet sein. An jeder Koje muss ein Behälter für die Aufnahme von Trinkgefässen und Arzneigläsern, sowie einer für Spei- und Uringläser vorhanden sein.

§ 23. — Die Deckaufgänge, Sonderabtheilungen, Kammern, Waschlhäuser, Abtritte und Krankenzimmer sind als solche durch Anschläge zu bezeichnen, welche bei Räumen, die ausschliesslich für Männer oder für Frauen bestimmt sind, dies ersichtlich machen müssen.

III. Beköstigung der Auswanderer.

§ 24. — Die Beköstigung darf nicht den Auswanderern überlassen bleiben. Denselben sind in mindestens drei täglichen regelmässigen Mahlzeiten die Speisen gehörig zubereitet, in angemessener Abwechslung und in den aus dem Verhältnisse zu dem vorschriftsmässig mitzunehmenden Proviante sich ergebenden Mengen zu verabreichen; auch ist die vorgeschriebene Trinkwasser sowie das zum Essen und Trinken nöthige Geschirr zu liefern.

§ 25. — Auf jedem Schiffe muss sich mindestens ein erfahrener Koch für die Auswanderer befinden.

Wenn deren Zahl mehr als einhundert beträgt, so ist entweder noch ein Hilfskoch anzustellen oder es sind einige dazu geeignete Reisende dem Koche als Gehülften beizugeben.

Der Koch muss der deutschen Sprache vollständig mächtig sein.

§ 26. — Jedes Schiff muss mit dem nöthigen Geschirre zur Herstellung und Austheilung der Speisen, sowie mit einer richtigen Waage und richtigen Gewichten versehen sein. Von den Kochtöpfen darf einer ausser zum Wasserkochen nur zur Bereitung von Thee und Kaffee benutzt werden.

§ 27. — Jedes Schiff muss Wasser und Proviant, Brenn- und Leuchtmaterial für die wahrscheinliche längste Dauer der Reise in den im Anhang A verzeichneten Mengen mitnehmen. Dabei ist auf jedem Proviantkollo oder Gefässe der Inhalt und das Nettogewicht beziehungsweise die Menge deutlich zu markieren.

Die Auswanderungsbehörde kann gestatten, dass bestimmte Mengen von Proviant und Wasser auch unterwegs an Bord genommen werden. Der Unternehmer hat zu diesem Zwecke der Auswanderungsbehörde in zwei Stücken ein Verzeichniss der Gegenstände vorzulegen, aus dem ersichtlich ist, wo diese an Bord genommen werden sollen. Die Verzeichnisse werden, wenn sie mit dem Genehmigungsvermerke der Auswanderungsbehörde versehen sind, dem Unternehmer zurückgegeben.

Die Auswanderungsbehörde kann im einzelnen Falle gestatten, dass auf einem Segelschiffe eine geringere als die im Anhang A vorgeschriebene Menge Wasser mitgenommen wird, vorausgesetzt, dass auf dem Schiffe ein gutes Abdampfgeräth (Destillirapparat) für frisches Wasser vorhanden ist, das in vierundzwanzig Stunden für jeden Kopf der Mannschaft und der Reisenden so viel trinkbares Wasser liefern kann, als erforderlich ist, um die für einen Tag mit der Reise mitgenommene Menge auf die nach Anhang A für einen Tag mitzunehmende Menge zu ergänzen.

Als wahrscheinliche längste Dauer der Reise gelten die im Anhang B verzeichneten Zeiträume. Verzögert sich nach der Aufnahme der Auswanderer der Abgang des Schiffes länger als eine Woche, so muss der Proviant dieser Verzögerung entsprechend ergänzt werden.

§ 28. — Zur Aufbewahrung des Wassers müssen eiserne Behälter vorhanden sein, welche im Innern einen Ueberzug von Cement oder einem anderen tauglichen Stoffe haben. Ein Anstrich von Mennige ist verboten.

Dampfschiffe müssen mit einem guten Abdampfgeräthe (Destillirapparate) für Frischwasser versehen sein, welches in vierundzwanzig Stunden

für jeden Kopf der Mannschaft und der Reisenden fünf Liter trinkbares Wasser liefern kann.

IV. Bedienung und Krankenbehandlung.

§ 29. — Auf jedem Schiffe muss sich für je einhundert Auswanderer mindestens ein Aufwärter oder eine Aufwärterin befinden. Eine Aufwärterin muss jedoch schon dann vorhanden sein, wenn sich unter den Auswanderern fünfundzwanzig weibliche befinden. Den Aufwärttern (Aufwärterinnen) liegt es ob, für die gehörige Reinhaltung, Lüftung und Desinfektion der den Auswanderern überwiesenen Räume zu sorgen und die Auswanderer in dieser Beziehung zu beaufsichtigen.

Die Aufwärter sind in der Regel zu anderweiten Schiffsarbeiten nicht zu verwenden.

§ 30. — Jedes Schiff muss einen approbirten, vertragsmässig zur unentgeltlichen Behandlung der Auswanderer verpflichteten Arzt an Bord haben. Derselbe hat sich über seine Approbation und seine Tauglichkeit zum Schiffsarzte der Auswanderungsbehörde und dem Untersuchungsarzte persönlich auszuweisen. Der Schiffsarzt ist von dem Unternehmer mit einer Dienstanweisung zu versehen, von welcher ein Abdruck (Abschrift) der Auswanderungsbehörde einzureichen ist. Er hat eine Krankenliste und ein Tagebuch zu führen. In die Liste müssen die Namen der Kranken, die Art und Dauer der Krankheit und die Angabe, ob Unterbringung im Krankenzimmer erfolgt ist, eingetragen werden. In das Tagebuch sind alle für den Gesundheitszustand der Auswanderer wichtigeren Vorfälle und die ihre Gesundheit nachtheilig beeinflussenden Ursachen einzutragen. Nach Beendigung der Reise hat der Schiffsarzt in dem Tagebuche schriftlich zu versichern, dass er alle ihm obliegenden Angaben vollständig eingetragen habe. Krankenliste und Tagebuch sind nach der Rückkehr des Schiffes von der Reise durch den Unternehmer dem Untersuchungsarzt unverzüglich vorzulegen. Auch hat auf Verlangen des Untersuchungsarztes der Schiffsarzt persönlich vor ihm zu erscheinen.

§ 31. — Auf jedem Schiffe ist wenigstens ein zur Krankenpflege geeigneter seefester Mann mitzunehmen. Bei einer erheblichen Anzahl von Auswanderern kann von der Auswanderungsbehörde die Mitnahme von mehreren Krankenpflegern verlangt werden. Den Umständen nach kann die Auswanderungsbehörde auch die Mitnahme von einer oder mehreren Krankenpflegerinnen für die weiblichen Auswanderer verlangen.

Den Krankenpflegern liegt unter Aufsicht des Schiffsführers und des Arztes die Pflege und Wartung der Kranken ob. Sie dürfen zu den regelmässigen Schiffsarbeiten nur nach besonderer Verfügung des Schiffsführers und nur insoweit verwendet werden, als dies mit der ihnen obliegenden Krankenpflege vereinbar ist.

§ 32. — An Arzneien und anderen Hilfsmitteln zur Krankenpflege sind mindestens die im Anhang C verzeichneten Gegenstände mitzunehmen. Die Auswanderungsbehörde kann die Mitnahme weiterer Arzneimittel ver-

langen. Die Arzneien müssen den Vorschriften des deutschen Arzneibuchs entsprechen.

§ 33. — Die im § 32 bezeichneten Gegenstände sind in einer Schiffsapothek und wo diese fehlen sollte, in einem besonderen verschliessbaren, Börter und Schiebladen enthaltenden Schranke gehörig geordnet aufzubewahren.

§ 34. — Auf Verlangen des Arztes ist den Kranken besondere Krankenkost zu verabreichen.

V. Sicherheits- und Rettungsvorschriften.

§ 35. — Die Mitnahme der in Anhang D unter 1 bis 3 verzeichneten explosiven und feuergefährlichen Gegenstände (soweit nicht die ersteren zur Abgabe von Signalen erforderlich sind) ist verboten. Diese Bestimmung findet keine Anwendung auf die Beförderung des Schiessbedarfs für die im Auslande befindlichen Schiffe der Kaiserlichen Marine und für die Kaiserlichen Schutztruppen in den deutschen Schutzgebieten, sofern der Schiessbedarf in Kisten, welche mit einer gut verlötheten Metallumhüllung und über dieser noch mit einer Holzverkleidung versehen sind, verpackt ist und die Verstaung in gegen Feuergefahr gesicherten Räumen unter Aufsicht eines Feuerwerksoffiziers oder Oberfeuerwerkers der Kaiserlichen Marine erfolgt.

Die im Anhang D unter 4 bezeichneten Stoffe dürfen nicht unter Deck befördert werden.

Im Uebrigen gelten hinsichtlich der feuergefährlichen und ätzenden Stoffe die für deren Beförderung in Kauffahrteischiffen von den Landesregierungen erlassenen Bestimmungen.

§ 36. — Die Mitnahme von Knochen oder Lumpen, ausser wenn die letzteren entweder desinfiziert oder gewaschen, getrocknet und gepresst sind, ist verboten.

Die Mitnahme von ungereinigten Haaren, frischen und gesalzenen Häuten ist nur gestattet, wenn diese Gegenstände in vollkommener Trennung und Abdichtung von den Personen-, Proviant- und Wirthschaftsräumen verladen werden. Die ungereinigten Haare und frischen Häute müssen ausserdem mit fester und dichtschiessender Verpackung versehen sein.

§ 37. — Dampfschiffe müssen mit einer Schlauchleitung versehen sein, durch welche bei Ausbruch von Feuer das nöthige Wasser zum Löschen an jede Stelle des Schiffes geleitet werden kann.

§ 38. — Zum Abgeben von Noth- und Lootsignalen muss sich mindestens ein Geschütz von genügender Grösse mit reichlichem Schiessbedarf nebst der erforderlichen Menge von Blanlichtern und Raketen an Bord befinden.

§ 39. — Jedes Schiff muss mit dem erforderlichen Rettungsgeräth, insbesondere mit Booten, Rettungsgürteln und Rettungsbojen (Rettungsringen) versehen sein.

§ 40. — An Booten müssen vorhanden sein:

Bei einem Brutto-Raumgehalte des Schiffes					mindestens	mit einem Gesamt- Raumgehalte von mindestens
von	über	bis	250	Kubikmeter	2 Boote	6 Kubikmeter
		250	500	"	2	7
"	"	500	800	"	2	8,5
"	"	800	1 100	"	2	9
"	"	1 100	1 400	"	2	11
"	"	1 400	1 700	"	3	17
"	"	1 700	2 000	"	3	21
"	"	2 000	2 300	"	4	32
"	"	2 300	2 600	"	4	26
"	"	2 600	2 900	"	4	29
"	"	2 900	3 600	"	4	35
"	"	3 600	4 300	"	4	42
"	"	4 300	5 000	"	4	46
"	"	5 000	5 700	"	4	49
"	"	5 700	6 400	"	4	52
"	"	6 400	7 100	"	4	55
"	"	7 100	7 800	"	4	58
"	"	7 800	8 500	"	4	61
"	"	8 500	9 200	"	6	67
"	"	9 200	9 900	"	6	70
"	"	9 900	10 600	"	6	73
"	"	10 600	11 300	"	6	76
"	"	11 300	12 000	"	6	79
"	"	12 000	12 700	"	6	82
"	"	12 700	13 400	"	6	85
"	"	13 400	14 100	"	8	92
"	"	14 100	14 800	"	8	95
"	"	14 800	15 500	"	8	98
"	"	15 500	16 200	"	8	101
"	"	16 200	16 900	"	8	104
"	"	16 900	17 600	"	10	111
"	"	17 600	18 300	"	10	114
"	"	18 300	19 000	"	10	117
"	"	19 000	19 700	"	10	120
"	"	19 700	20 400	"	10	123
"	"	20 400	21 100	"	10	126
"	"	21 100	21 800	"	10	129
"	"	21 800	22 500	"	10	132
"	"	22 500	24 000	"	12	140
"	"	24 000	25 500	"	12	144

Bei einem Brutto-Raumgehalte des Schiffes				mindestens	mit einem Gesamt- Raumgehalte von mindestens
von	über 25 500	bis 27 000	Kubikmeter	12 Boote	148 Kubikmeter
"	" 27 000	" 28 500	"	14 "	152 "
"	" 28 500	" 30 000	"	14 "	156 "
"	" 30 000	" 31 500	"	14 "	160 "
"	" 31 500	" 33 000	"	14 "	164 "
"	" 33 000	" 34 500	"	14 "	168 "
"	" 34 500	" 36 000	"	14 "	172 "
"	" 36 500	" 37 500	"	14 "	180 "
"	" 37 500	" 39 000	"	14 "	188 "
"	" 39 000	" 40 500	"	14 "	196 "
"	" 40 500	" 42 000	"	14 "	204 "
"	" 42 000	" 43 500	"	14 "	212 "
"	" 43 500	" 45 000	"	14 "	220 "
"	" 45 000	" 46 500	"	16 "	228 "
"	" 46 500	" 48 000	"	16 "	236 "
"	" 48 000	" 50 000	"	16 "	244 "
"	" 50 000	"	"	im Ver- hältnisse mehr.	im Verhältnisse mehr.

Kein Boot darf weniger als 3 Kubikmeter Raumgehalt haben.

§ 41. — Als Raumgehalt eines Bootes in Kubikmeter gilt das mit 0,6 vervielfachte Produkt seiner in Meter ausgedrückten grössten äusseren Länge, grössten äusseren Breite und inneren Tiefe.

Die Länge wird zwischen den Aussenflächen der Beplankung neben dem Vordersteven bis zur hinteren Fläche des Spiegels, beziehungsweise bis zur Aussenfläche der Beplankung neben dem Achtersteven,

die Breite zwischen den Aussenflächen der Beplankung,

die Tiefe in der Mitte der Länge zwischen der oberen Kante des Schandeckels (Dollbord) und der oberen Kante des Kieles gemessen. Hat das Boot einen Setzbord mit Oeffnungen (Rundseln) für die Riemen, so wird die Tiefe von der Unterkante dieser Oeffnungen bis zur Oberkante des Kieles gemessen.

An jedem Boote muss der Raumgehalt auf einem Metallschild eingravirt oder in haltbarer Farbe angebracht sein.

§ 42. — Die vorgeschriebenen Boote (§ 40) müssen bis auf zwei Rettungsboote, die beiden anderen feste Boote sein.

Als Rettungsboote gelten:

1. Vorn und hinten scharf gebaute Boote aus Holz oder Metall, welche, wenn aus Holz, entweder mit festen, dichten Luftkästen von

mindestens zehn Prozent des Boots-Raumgehalts oder mit gleichwerthigen Schwimmvorrichtungen versehen sind. An jeder Seite muss aussenbords eine Sicherheitsleine von vorn bis hinten befestigt sein.

Bei Metallbooten dieser Art ist den räumliche Inhalt der Schwimmvorrichtungen, entsprechend der durch das Baumaterial bedingten geringeren Schwimmfähigkeit, zu erhöhen.

2. Boote, wie unter Ziffer 1, bei welchen mindestens die Hälfte der Schwimmvorrichtung aussenbords angebracht ist.

§ 43. — Wenn der vorgeschriebene Booterraum (§ 40) grösser sein

Beide Arten von Rettungsbooten müssen bei voller Belastung noch einen genügenden Freibort haben.

würde als zur Unterbringung sämtlicher auf dem Schiffe zu befördernden Personen einschliesslich der Schiffsbesatzung und der unterwegs an Bord zu nehmenden Personen nothwendig ist, so dürfen der Booterraum und die Zahl der Boote auf das hierzu nothwendige Mass herabgesetzt werden. Bei dessen Berechnung ist davon auszugehen, dass die im § 42 Ziffer 1 bezeichneten Boote auf je 0,285 Kubikmeter, andere Boote auf 0,23 Kubikmeter Raumgehalt eine Person aufzunehmen im Stande sind.

§ 44. — Wenn die vorgeschriebenen Boote nicht für alle zu befördernden Personen einschliesslich der Schiffsbesatzung und der unterwegs an Bord zu nehmenden Personen ausreichend Platz gewähren, so muss bei Schiffen unter 14 000 Kubikmeter Raumgehalt noch bis zu einem Viertel, bei Schiffen von über 14 000 bis 28 000 Kubikmeter Raumgehalt noch bis zu drei Achteln und bei grösseren Schiffen noch bis zur Hälfte des vorgeschriebenen Booterraums an Hilfsbooterraum in Gestalt von anderweitigen Booten, zusammenklappbaren Booten, Rettungsflößen, schwimmenden Decksitzen oder gleichwerthigen Einrichtungen vorhanden sein.

Rettungsflöße, schwimmende Decksitze u. s. w. müssen wenigstens 0,085 Kubikmeter Luftkasteninhalt oder eine entsprechende andere Schwimmvorrichtung für die Person haben und auf einem Metallschilde mit dem Vermerke versehen sein, wieviel Personen sie zu tragen vermögen.

Ein Dampf- oder Motorbeiboot kann von den Besichtigern als Ersatz für Hilfsbooterraum zugelassen werden, vorausgesetzt, dass die Art der Maschine, des Kessels oder der Ausrüstung nicht das Leben der Insassen gefährdet. Der von der Maschine und dem Kessel eingenommene Raum muss von dem kubischen Inhalte des Bootes in Abzug gebracht werden.

§ 45. — Für die Aufstellung der Boote müssen so viele Davits angebracht sein, als die Bauart des Schiffes dies gestattet. Soweit die Anbringung von Davits unthunlich ist, müssen die Schiffe nach Möglichkeit mit anderen Vorrichtungen ausgestattet sein, mit deren Hülfe ein schleunige Herablassen der Boote bewirkt werden kann.

Von den vorgeschriebenen Booten müssen so viele als möglich unter den Davits oder den anderen Vorrichtungen zum Herablassen stehen, während die übrigen Boote neben den ersteren so aufzustellen sind, dass sie schnell unter die Davits oder anderen Vorrichtungen geschoben werden können.

Die unteren Blöcke der Bootstäljen dürfen nicht mit festen Haken versehen sein, sondern müssen Vorrichtungen haben, die ein sicheres und

schnelles Loslösen der Boote von den Blöcken ermöglichen. Sofern die zum Herablassen der Boote erforderlichen Taljen nicht an den Davits oder Kränen hängen, müssen sie stets klar zum Aufbringen in den Booten liegen.

Der Hilfsbootraum ist auf Deck möglichst geschützt gegen Seeschlag und so unterzubringen, dass er die Arbeiten nicht hindert.

Die Boote u. s. w. sind möglichst so unterzubringen, dass nach jeder Seite des Schiffes die Hälfte des vorhandenen Bootsraums zu Wasser gelassen werden kann.

§ 46. — Sämmtliche Boote, Klappboote, Rettungsflöße u. s. w. müssen sich stets in seetüchtigem Zustande befinden und hierauf jährlich mindestens einmal gründlich untersucht werden. Sämmtliche Boote sollen mindestens einmal im Monat ausgeschwungen werden.

Die Untersuchung auf Seetüchtigkeit sowie das Ausschwingen der Boote ist jedesmal im Schiffstagebuche zu verzeichnen.

Die Boote und Klappboote sind mit einer laufenden Nummer zu versehen.

§ 47. — Für jedes mitgenommene Boot und Klappboot müssen an Ausrüstungsgegenständen vorhanden sein:

- mindestens ein Riemen für jede Ruderbank und ausserdem zwei Reserveriemen, $1\frac{1}{2}$ Satz Dollen oder Rudergabeln und je zwei Pföcke für jedes Wasserablassloch; Dollen und Pföcke müssen angebunden sein;
- ein Schöpfeimer, Ruder mit Pinne oder Joch und Leinen dazu, eine Fangleine von hinreichender Länge;
- ein wasserdicht verschliessbarer Wasserbehälter, welcher stets mit frischem Wasser gefüllt sein muss;
- ein wasserdicht verschliessbarer Brotbehälter, welcher stets mit gutem Hartbrote gefüllt sein muss;
- die nöthige Anzahl von Nothsignalen;
- eine Flasche Rum oder Cognac.

Für jedes Rettungsboot müssen ausserdem vorhanden sein;

- Mast und Segel zum Gebrauche fertig;
- an jedem Bootsende ein angebundenes Kappbeil;
- ein Bootskompass;
- ein Gefäss mit 5 Kilogramm vegetabilischem oder animalischem Oele zur Beruhigung der Wellen;
- die nöthige Zahl von Oelbeuteln;
- eine Laterne, deren Brenndauer acht Stunden beträgt.

§ 48. — Sämmtliche Rettungsboote müssen stets die vorgeschriebene Ausrüstung enthalten, während die Ausrüstung für die übrigen Boote und die Klappboote in einem leicht erreichbaren Raume bereit zu halten ist.

§ 49. — Zur Bemannung müssen für jedes Klappboot mindestens zwei, für jedes gewöhnliche feste Boot mindestens drei und für jedes Rettungsboot mindestens vier erwachsene Personen der Schiffsbesatzung, welche des Ruderns kundig sind, vorhanden sein.

§ 50. — Sämmtliche Personen der Schiffsbesatzung sind bei jeder sich bietenden Gelegenheit in der Handhabung der Boote und im Rudern

zu üben. Zahl, Art, Zeit und Ort der abgehaltenen Uebungen sind im Schiffstagebuche zu vermerken.

§ 51. — Für jede zu befördernde Person, einschliesslich der Schiffsbesatzung und der unterwegs an Bord zu nehmenden Personen, muss ein Rettungsgürtel (Schwimmweste, Korkjacke) vorhanden sein, welcher ein eisernes Gewicht von mindestens 10 Kilogramm während mindestens sechs Stunden tragen kann. Die Rettungsgürtel müssen entweder in den Schlafkojen oder an Stellen, welche der Mannschaft und den Reisenden bekannt sind, derartig aufbewahrt werden, dass sie jederzeit leicht erreichbar sind.

Nicht zulässig sind Rettungsgürtel, welche vor dem Gebrauch aufgeblasen werden müssen.

Die Rettungsgürtel sind mindestens einmal jährlich auf ihre Beschaffenheit zu untersuchen. Der Befund ist im Schiffstagebuche zu verzeichnen.

Der Schiffsführer ist verpflichtet, die Reisenden baldthunlichst auf die Rettungsgürtel hinweisen und über deren Gebrauch unterrichten zu lassen.

§ 52. — Auf jedem Schiffe müssen so viele Rettungsbojen (Rettungsringe) vorhanden sein, als im § 40 Boote vorgeschrieben sind.

Die Rettungsbojen müssen von weisser oder rother Farbe sein und eine Tragfähigkeit (§ 51) von mindestens 14 Kilogramm haben.

Die Füllung der Bojen muss aus grossen Korkstücken oder einem Stoffe von ähnlicher Güte und Dauerhaftigkeit bestehen; Korkabfälle, Korkasche u. s. w. sind nicht zulässig, desgleichen nicht Bojen, welche vor dem Gebrauch aufgeblasen werden müssen. Um jede Rettungsboje muss eine Sicherheitsleine befestigt sein.

Die Rettungsbojen müssen stets auf dem oberen Deck an geeigneten Stellen derartig angebracht sein, dass sie zum sofortigen, durch die Befestigungsart nicht behinderten Gebrauche bereit sind. Eine Rettungsboje soll sich am Heck des Schiffes oder in nächster Umgebung desselben befinden.

§ 53. — In jedem Schiffe muss eine gedruckte Zusammenstellung der Vorschriften über die Handhabung des Sicherheitsdienstes (Sicherheitsrolle) in mehreren Stücken vorhanden und an mindestens drei den Auswanderern leicht zugänglichen Stellen ausgehängt sein. Aus der Rolle muss hervorgehen, welche Verrichtungen den einzelnen Leuten der Besatzung bei Gefahr obliegen und nach welchen Stellen des Schiffes sich die Reisenden in diesem Falle zu begeben haben.

Die Rolle ist in je einem Stücke der Auswanderungsbehörde und dem Reichskommissare für das Auswanderungswesen einzureichen.

§ 54. — Jeder Mann der Schiffsbesatzung muss in der Handhabung der Sicherheitsvorrichtungen sowie davon unterrichtet sein, was er beim Ertönen bestimmter Signale zu thun verpflichtet ist. Jedem Manne ist, entsprechend der Eintheilung in der Rolle, eine Nummer zuzutheilen, nach der sich die ihm bei eintretender Gefahr obliegenden Verrichtungen bestimmen.

Die gesammte Schiffsbesatzung ist nach einer Bootsrolle auf die Boote und Klappboote einzutheilen und an jedem Boote müssen die Nummern der

dafür bestimmten Leute angeschlagen sein. Offiziere und Unteroffiziere sind auf die Boote gleichmässig zu vertheilen.

Für jeden Raum, in welchem sich Reisende befinden, sind ausserdem eine oder mehrere Nummern der Schiffsbesatzung und zwar vorzugsweise die im § 29 bezeichneten Aufwärter einzutheilen, welchen es im Falle einer Gefahr ausschliesslich obliegt, die in dem betreffenden Räume befindlichen Reisenden an die für sie bestimmten Sammelplätze zu führen.

VI. Aerztliche Untersuchung der Reisenden und der Schiffsbesatzung.

§ 55. — Sämmtliche mit einem Auswandererschiffe reisenden Personen, mit Ausnahme derjenigen Klassen von Reisenden, für welche dies von der Auswanderungsbehörde ein- für allemal oder im einzelnen Falle festgesetzt wird, sind vor ihrer Einschiffung einer Untersuchung durch einen von der Auswanderungsbehörde zu bestimmenden Arzt zu unterwerfen. Die Untersuchung hat in einem geeigneten, von dem Unternehmer anzuweisenden Raume stattzufinden.

Stellt sich bei der Untersuchung heraus, dass eine Person an einer ansteckenden Krankheit leidet, welche durch Uebertragung die Gesundheit Anderer gefährden kann, so ist sie zurückzuhalten. Die Zurückhaltung erstreckt sich auch auf diejenigen, welche wegen ihrer Beziehungen zu dem Kranken zur Verbreitung der Krankheit beitragen können.

Auch solche Personen sind zurückzuhalten, die so schwer erkrankt sind, dass ihre Weiterreise mit augenscheinlicher Lebensgefahr für sie oder mit Gefahr für ihre Umgebung verbunden sein würde.

Die Beförderung körperlich Hülflloser ist nur in Begleitung für sie sorgender Angehöriger, oder von Wärtern, oder dann statthaft, wenn seitens des Unternehmers für eine Wartung während der Reise Sorge getragen wird.

Der Arzt hat von der Zurückhaltung von Personen unter Angabe der Ursache der Auswanderungsbehörde Anzeige zu machen; diese sorgt nöthigenfalls für die Unterbringung der Zurückgehaltenen.

Zum Nachweise der geschehenen ärztlichen Untersuchung wird der Beförderungsvertrag von dem Arzte abgestempelt.

§ 56. — Die Schiffsbesatzung ausschliesslich der Offiziere ist vor jeder Reise ebenfalls auf ihren Gesundheitszustand durch einen Arzt zu untersuchen, welcher krank befundene Leute von der Mitreise auszuschliessen hat. Die Untersuchung ist vor der Einschiffung der Auswanderer zu beenden, doch können später angemusterte Leute nachträglich untersucht werden. Ueber die Vornahme der Untersuchung hat der Arzt den Besichtigern schriftlich oder mündlich eine Erklärung abzugeben.

VII. Besichtigung der Auswandererschiffe und Einschiffung der Auswanderer.

§ 57. — Die Schiffe sind vor jeder Reise von staatlich angestellten Besichtigern sowie einem von der Auswanderungsbehörde zu bestimmenden Arzte (Untersuchungsarzte) einer Besichtigung zu unterziehen. Die Aus-

wanderungsbehörde kann die Besichtigung der mitzunehmenden Arzneien auch einem Apotheker übertragen.

§ 58. — Jeder Unternehmer hat von der beabsichtigten Reise eines Schiffes, sobald der Zeitpunkt der Reise feststeht, spätestens aber drei Tage vor der Abreise, der Auswanderungsbehörde Anzeige zu erstatten.

Der Anzeige ist der Nachweis, soweit er nicht bereits früher erbracht ist, beizufügen:

1. dass das Schiff den Anforderungen der ersten Klasse des Germanischen Lloyd oder einer anderen zugelassenen Klassifikationsgesellschaft sowie den Vorschriften der Seeberufsgenossenschaft hinsichtlich der Einrichtung wasserdichter Schotten entspricht (§ 1);
2. dass das Schiff längstens im letztvergangenen Jahre auf seine Seetüchtigkeit untersucht und für seetüchtig befunden worden ist (§§ 2, 3).

§ 59. — Die Auswanderungsbehörde hat, falls sie die eingereichten Nachweise genügend befindet, die Besichtigung des Schiffes zu veranlassen und dafür zu sorgen, dass der Reichskommissar für das Auswanderungswesen rechtzeitig benachrichtigt wird.

§ 60. — Von dem Zeitpunkte des Einganges der Anzeige ab steht das Schiff unter der Aufsicht der Besichtiger, welche ebenso wie der Untersuchungsarzt jederzeit an Bord und zu allen Räumen des Schiffes zuzulassen sowie vom Schiffsführer und der Schiffsbesatzung mit jeder verlangten Auskunft zu versehen sind. Die Besichtiger sind berechtigt, den für das Schiff bestimmten Proviant bereits an Land zu untersuchen.

§ 61. — Die Besichtiger haben sich nach erhaltener Anzeige davon zu überzeugen,

1. dass das Schiff nach Beschaffenheit und Seetüchtigkeit sowie nach Einrichtung und Ausrüstung den bestehenden Vorschriften genügt,
2. dass Wasser und Proviant in genügender Menge und guter Beschaffenheit an Bord vorhanden sind,
3. dass sich die vorgeschriebenen Sicherheitsvorrichtungen und Geräthe in brauchbarem Zustande befinden und, wenn thunlich, dass die Mannschaft mit deren Handhabung vertraut ist,
4. dass die vorgeschriebene ärztliche Untersuchung der Reisenden und der Schiffsbesatzung vorgenommen worden ist,
5. dass die Auswanderer nach den für sie bestimmten Räumen des Schiffes geleitet werden,
6. wenn thunlich, dass die Auswanderer in den für sie bestimmten Räumen untergebracht sind.

§ 62. — Der Untersuchungsarzt hat sich nach erhaltener Anzeige davon zu überzeugen, dass auf dem Schiffe die zur Erhaltung der Gesundheit der Auswanderer getroffenen Vorschriften beobachtet und dass die Arzneien und die anderen Hilfsmittel zur Krankenpflege in vorschriftsmässiger Menge und guter Beschaffenheit vorhanden und untergebracht sind. Nach erfolgter Untersuchung und Beseitigung etwaiger Mängel hat er darüber dem Schiffsführer eine Bescheinigung auszustellen, welche die Erklärung enthält, dass er gegen die Einschiffung der Auswanderer keine Einwendung zu erheben habe.

Wird die Untersuchung der Arzneien durch einen Apotheker ausgeführt, so ist der Arzt zur Untersuchung derselben nicht verpflichtet, er darf jedoch die vorgeschriebene Bescheinigung erst ausstellen, nachdem ihm der Apotheker das ordnungsmässige Vorhandensein der Arzneien versichert hat.

§ 63. — Spätestens vierundzwanzig Stunden vor der beabsichtigten Abreise des Schiffes hat der Unternehmer den Besichtigern in zwei Stücken ein Verzeichniss des für die Auswanderer und die Schiffsbesatzung mitzunehmenden Proviantes nach einem gedruckten, die einzelnen Gegenstände aufführenden Formulare sowie erforderlichenfalls in zwei Stücken ein entsprechendes von der Auswanderungsbehörde genehmigtes Verzeichniss der etwa unterwegs an Bord zu nehmenden Mengen von Proviant und Wasser zu übergeben.

Zu dem gleichen Zeitpunkte hat der Unternehmer dem Untersuchungsarzt (Apotheker) ein Verzeichniss der mitzunehmenden Arzneien und anderen Hilfsmittel zur Krankenpflege zu übergeben.

§ 64. — Spätestens sechs Stunden vor dem in Aussicht genommenen Zeitpunkte der Einschiffung der Auswanderer hat der Unternehmer eine summarische Angabe über die Höchstzahl der mit dem Schiffe zu befördernden Personen, getrennt nach der Zahl

- a. der Personen im Alter über zehn Jahre,
- b. der Kinder zwischem einem und zehn Jahren,
- c. der Kinder unter einem Jahre,
- d. der alleinreisenden Frauen,
- e. der alleinreisenden Männer

an Bord des Schiffes zur Verfügung der Besichtigter zu halten.

Dieser Angabe hat der Unternehmer die Erklärung hinzuzufügen:

- dass nach seiner gewissenhaften Ueberzeugung das Schiff sich in seetüchtigem Zustande befindet,
- dass er gewissenhaft Sorge getragen habe, um das Schiff mit der vorgeschriebenen Einrichtung und Ausrüstung zu versehen,
- dass im Schiffe nicht Gegenstände geladen sind, deren Mitnahme verboten ist.

§ 65. — Der für die Auswanderer und die Schiffsbesatzung bestimmte Proviant muss vor dem Beginne der Einschiffung der Auswanderer an Bord gebracht sein. Ladung darf nach diesem Zeitpunkte nur insoweit an Bord genommen werden, als deren Transport nicht durch die Räume erfolgt, welche von Auswanderern besetzt sind.

Die Besichtigter können Ausnahmen gestatten, müssen dies aber in der Besichtigungsverhandlung vermerken.

§ 66. — Die Einschiffung der Auswanderer darf erst erfolgen, nachdem die Besichtigter hierzu die Genehmigung erteilt haben. Die Genehmigung darf nicht eher erteilt werden, als bis:

1. die Einrichtung und Ausrüstung sowie die Beladung des Schiffes mit den für die Auswanderer bestimmten Proviantgegenständen, soweit nicht nach § 65 Ausnahmen gestattet sind, vollendet ist,
2. die vorgeschriebene Besichtigung geschehen und die Erledigung etwaiger Ausstellungen gesichert ist,
3. die Bescheinigung des Arztes (§ 62 Absatz 1) vorgelegt ist.

§ 67. — Die Auswanderer dürfen nur in der Zeit zwischen Sonnenaufgang und Sonnenuntergang an Bord gebracht werden.

Die Besichtigter können Ausnahmen gestatten, müssen dies aber in der Besichtigungsverhandlung vermerken.

§ 68. — Die Besichtigter haben über die Ausführung ihrer Obliegenheiten durch Ausfüllung eines Formulars nach Anhang E. in doppelter Ausfertigung eine Verhandlung aufzunehmen, zu welcher der Schiffsführer oder dessen Stellvertreter und der etwa vorhandene Proviantverwalter die daselbst vorgesehenen Erklärungen abzugeben haben. Die Verhandlung ist von den Besichtigern, dem Schiffsführer oder dessen Stellvertreter und dem Proviantverwalter zu unterzeichnen.

Die Aufnahme der Verhandlung darf vor der Einschiffung der Auswanderer begonnen, jedoch erst nach vollendeter Einschiffung zum Abschlusse gebracht werden.

§ 69. — Nach dem Abschlusse der Verhandlung haben die Besichtigter dem Schiffsführer eine Ausfertigung der Verhandlung und des mit einem Besichtigungsvermerke zu versehenen Proviantverzeichnisses (§ 63) sowie erforderlichenfalls des in §§ 27, 63 vorgeschriebenen Ergänzungsverzeichnisses zu übergeben und die Genehmigung zum Auslaufen des Schiffes zu erteilen.

Die zweiten Ausfertigungen sowie die Bescheinigung des Arztes (§ 62 Absatz 1) werden der Auswanderungsbehörde eingereicht.

VIII. Sorge für die Auswanderer während der Reise.

§ 70. — Dem Führer eines Auswandererschiffs liegen die folgenden Verpflichtungen ob:

1. die Auswanderer wohlwollend zu behandeln und auf ein anständiges Betragen der Mannschaft zu halten, auch täglich das Auswandererdeck zu besuchen oder durch seinen Stellvertreter besuchen zu lassen;
2. die im Interesse der Sittlichkeit und Ordnung erforderlichen Massregeln zu treffen, insbesondere jeden unsittlichen Verkehr zwischen der Schiffsbesatzung und den Auswanderern nach Möglichkeit zu verhindern und Zuwiderhandlungen der Besatzung disziplinarisch zu ahnden, ferner dafür zu sorgen, dass die den Reisenden angewiesenen Plätze während der Reise beibehalten werden, dass die Frauen- und Männerabtheilungen (§§ 16, 17, 18) nicht von Unbefugten betreten und am Abende regelmässig geschlossen werden, und dass die Mannschaft die Auswandererräume nur betritt, wenn der Schiffsdienst es erforderlich macht;
3. für die gehörige Einrichtung, Reinigung, Lüftung, Desinfektion und Erleuchtung der für die Auswanderer bestimmten Räume, insbesondere für die baldmöglichste Beseitigung des Auswurfs der Seekranken und die tägliche Reinigung der Auswandererräume zu sorgen;
4. dafür zu sorgen, dass diejenigen Mengen von Proviant und Wasser, deren Einnahme unterwegs gestattet ist, vollzählig und in guter Beschaffenheit an Bord kommen;
5. die grösste Sorgfalt für gute Erhaltung des Proviantes aufzuwenden und namentlich zu verhindern, dass Gegenstände, welche eine nachtheilige Wirkung auf dessen Beschaffenheit äussern können, zum Bei-

- spiele Petroleum oder Farbe, in den Proviantraum oder in dessen Nähe gebracht werden;
6. zu veranlassen, dass der Proviant den Auswanderern gehörig zubereitet und in den vorschriftsmässigen Mengen zugetheilt, über die etwa nothwendig gewordene Verringerung der Beköstigungsmengen aber sofort ein die Gründe angebender Vermerk, der vom Schiffsführer, dessen Stellvertreter und dem etwa vorhandenen Proviantverwalter zu unterzeichnen ist, in das Schiffstagebuch eingetragen wird;
 7. sobald Wassermangel droht, dafür zu sorgen, dass Süsswasser hergestellt wird;
 8. dafür zu sorgen, dass die Rettungsgeräthe in guter Beschaffenheit und vollständiger Ausrüstung jederzeit bereit gehalten werden; auch auf die gute Instandhaltung der Schlauchleitung (§ 37) zu achten;
 9. erkrankte Personen in die Krankenräume bringen zu lassen und, falls die vorhandenen nicht ausreichen, weiteren abgesonderten Raum zur Unterbringung der Kranken bereit zu stellen;
 10. falls sich auf dem Schiffe Frauenspersonen befinden, hinsichtlich deren der Verdacht entsteht, dass sie zu Unzuchtszwecken ins Ausland verbracht werden sollen, dem für den Ausschiffungshafen zuständigen deutschen Konsul so frühzeitig als möglich Mittheilung von Namen, Staatsangehörigkeit und Reiseziel dieser Personen und ihrer Begleiter zu machen;
 11. den Nachlass der an Bord Verstorbenen, sofern er sich nicht im Besitze von Angehörigen derselben befindet, sofort in Verwahrung zu nehmen und in einem von ihm und zwei Zeugen zu unterschreibenden Verzeichnisse thunlichst genau aufzuführen. Das Nachlassverzeichniss hat der Schiffsführer alsbald nach seiner Ankunft am überseeischen Landungsplatze dem deutschen Konsul zu übergeben und dessen Verfügung wegen des Weiteren einzuholen;
 12. einige Stücke des Reichsgesetzes, betreffend das Auswanderungswesen, und der auf Grund der §§ 21 und 36 desselben erlassenen Vorschriften zur Kenntnissnahme der Auswanderer an Bord des Schiffes, insbesondere auch im Auswandererdeck, bequem sichtbar anschlagen oder aushängen zu lassen.

§ 71. — Der Unternehmer ist verpflichtet, Bücher und Zeitschriften, die ihm von Vereinen zum Schutze der Auswanderer und von anderen Seiten mit Genehmigung der Auswanderungsbehörde zur Benutzung der Auswanderer zur Verfügung gestellt werden, an Bord mitzunehmen und zur Verfügung der Auswanderer zu halten. Die Herbeiführung der Genehmigung der Auswanderungsbehörde ist Sache des Gebers der Bücher.

IX. Allgemeine und Uebergangsbestimmungen.

§ 72. — Rücksichtlich des Schiffsraums, der Ausrüstung und Verproviantirung sind im Allgemeinen zwei Kinder unter zehn Jahren für eine Person, Kinder unter einem Jahre, abgesehen von der für sie mitzunehmenden Milch, gar nicht zu rechnen.

§ 73. — Beschwerden über die Anordnungen der Besichtigter und des Arztes, insbesondere über die Versagung der Genehmigung zur Einschiffung der Auswanderer, sind bei der Auswanderungsbehörde anzubringen und von dieser sofort — zum Mindesten vorläufig — zu entscheiden.

§ 74. — Die Auswanderungsbehörde kann die den Besichtigern und dem Untersuchungsarzt obliegenden Verrichtungen selbst ausüben.

§ 75. — Für Schiffe, welche vor dem 1. Juli 1897 in Bau gegeben worden sind, treten für schon vorhandene Einrichtungen folgende Erleichterungen ein:

1. Die Bestimmungen über die Einrichtung wasserdichter Schotten im § 1 Absatz 3 und im § 58 Absatz 2 Ziffer 1 finden keine Anwendung.
2. Es genügt je eine Treppe für zweihundert Reisende (§ 9).
3. Die Einzelkoje braucht nur 0,50 Meter, die Doppelkoje nur 1 Meter breit zu sein (§ 13).
4. Die Kojen in den Krankenräumen dürfen ganz von Holz sein. Die oberen Kojen brauchen nicht zum Aufklappen eingerichtet zu sein. Von der Erfüllung der Anforderungen hinsichtlich der Breite der Thür und der benachbarten Lage von Abtritten und einer besonderen Badeeinrichtung kann abgesehen werden (§ 22).
5. Die vorgeschriebenen Boote müssen mindestens zur Hälfte Rettungsboote und dürfen bis zu einem Viertel Klappboote sein (§ 42).
6. Ein Rettungsgürtel braucht nur 8 Kilogramm, eine Rettungsboje nur 12 Kilogramm tragen zu können (§§ 51, 52).

§ 76. — Bis zum 1. April 1899 kann die Auswanderungsbehörde im einzelnen Falle:

1. von dem Nachweise der Untersuchung des Schiffes auf Seetüchtigkeit absehen, (§ 58 Absatz 2 Ziffer 2),
2. gestatten dass eine geringere als die im § 49 vorgeschriebene Zahl von ruderkundigen Personen vorhanden ist.

§ 77. — Für die von ausländischen Häfen aus abgehenden Auswandererschiffe kann der Reichskanzler mit Zustimmung des Bundesraths Ausnahmen von den vorstehenden Vorschriften zulassen.

Berlin, den 14. März 1898.

Der Reichskanzler.

In Vertretung:

Graf von Posadowsky.

Anhang A.

Verzeichniss auf der Auswandererschiffen mitzunehmenden Mengen von Proviant und Wasser, Brenn- und Leuchtmaterial (§ 27 der Vorschriften).

Für je zehn Tage der im § 27 und Anhang B bestimmten längsten Reisedauer sind für jeden Auswanderer an Wasser wenigstens 60 Liter und an Proviant wenigstens folgende Mengen mitzunehmen:

1. Rindfleisch	2 000	Gramm,
2. Schweinefleisch oder Speck	1 000	"
3. Heringe	3	Stück,
4. Brot (Weizen- oder Roggen-)	3 600	Gramm,
5. Mehl (Weizen- oder Roggen-)	720	"
6. Erbsen	275	"
7. Bohnen	225	"
8. Reis	360	"
9. Graupen	180	"
10. Hafergrütze	50	"
11. Pflaumen	100	"
12. Schnittäpfel	50	"
13. Sauerkohl	400	"
14. Gemüse, getrocknet, gepresst	100	"
15. Frische Kartoffeln	3 000	"
16. Butter	350	"
17. Salz	120	"
18. Essig	0,12	Liter,
19. Kaffee, geröstet, auch in Tafeln	125	Gramm,
20. Zichorien	25	"
21. Thee	20	"
22. Zucker	150	"
23. Syrup	100	"
24. Milch, kondensirte	120	"

Ferner ist an Speisen für Kranke und Kinder auf je einhundert Reisende für je zehn Tage der längsten Reisedauer mitzunehmen:

25. Rothwein	5	Liter,
26. Zucker	2 000	Gramm,
27. Sago	1 000	"
28. Hafergrütze	2 000	"
29. Perlgraupen	1 500	"
30. Kondensirte Milch	1 000	"

und ausserdem für jedes an Bord befindliche Kind im Alter unter einem Jahre für je zehn Tage 500 Gramm, oder an Stelle der kondensirten haltbare (sterilisirte) Naturmilch, wobei ein Gewichtstheil kondensirter Milch sechs Gewichtstheilen sterilisirter Milch gleich zu rechnen ist.

Das mitzunehmende Wasser muss von guter Beschaffenheit sein.

Von der vorgeschriebenen Menge Rindfleisch (Ziffer 1) muss mindestens

ein Fünftel frisch oder präservirt sein. Statt des frischen oder präservirten Rindfleisches kann frisches oder präservirtes Kalb- oder Hammelfleisch mitgenommen werden. Von dem frischen oder präservirten Fleische muss von Beginn der Reise an, soweit der Vorrath reicht, mindestens zweimal in der Woche eine volle Tagesration gegeben werden.

Wird statt eines Theiles des Rindfleisches Schweinefleisch oder Speck mitgenommen, so werden 375 Gramm Schweinefleisch oder 250 Gramm Speck gleich 500 Gramm Rindfleisch gerechnet; jedoch darf keinesfalls mehr als die Hälfte der vorgeschriebenen Menge Rindfleisch durch Schweinefleisch ersetzt werden. Wird ein Theil des Rindfleisches durch Fisch ersetzt, so werden 375 Gramm Fisch gleich 500 Gramm Rindfleisch gerechnet; jedoch darf Fisch nur an zwei Tagen der Woche gegeben werden.

Schiffe, welche eine der Anzahl der beförderten Auswanderer entsprechende Bäckerei an Bord haben, können statt der mitzunehmenden Menge Brot (Ziffer 4) eine um zehn Prozent geringere Menge Mehl mitnehmen. Von dem mitzunehmenden Brote oder Mehle muss mindestens die Hälfte Weizenbrot oder Weizenmehl sein.

Von den unter Ziffer 8 und Ziffer 9 aufgeführten Nahrungsmitteln kann, wenn nur die Gesamtmenge vorhanden ist, der Vorrath des einen zu Gunsten des anderen verringert werden; dasselbe gilt von den unter Ziffer 11 und Ziffer 12 aufgeführten Gegenständen.

Das Gemüse (Ziffer 14) ist in mindestens zwei Sorten mitzunehmen.

Statt frischer Kartoffeln (Ziffer 15) oder eines Theiles derselben dürfen getrocknete oder gepresste Kartoffeln mitgenommen werden, wobei 20 Gramm der letzteren gleich 100 Gramm frischer Kartoffeln zu rechnen sind.

Statt der Butter (Ziffer 16) darf Margarine erster Qualität mitgenommen werden. Für Reisen nach einem überseeischen südlichen Hafen kann die vorgeschriebene Menge Butter oder Margarine um ein Drittel verringert werden, wenn statt dessen für je 3000 Gramm Butter oder Margarine 4000 Gramm süsse gute Marmelade mitgenommen werden. Der Butter- oder Margarinevorrath ist jedoch zuerst zu verzehren.

Für Reisen, deren wahrscheinliche längste Dauer achtzig Tage oder mehr beträgt, müssen für jeden Reisenden 600 Gramm Zitronensaft, sowie ausser der unter Ziffer 22 vorgeschriebenen Menge Zucker 600 Gramm Zucker mitgenommen werden zur Bereitung von Limonade, welche vom zweiundzwanzigsten Tage der Reise ab den Auswanderern täglich als Getränk verabreicht werden muss.

Der Schiffsführer hat dafür zu sorgen, dass für die an Bord befindlichen Kinder im Alter von ein bis sechs Jahren täglich leichte Speisen, als Haferschleim, Graupen, Milchreis u. s. w. verabreicht werden.

Ausser dem Proviant müssen mitgenommen werden: Besen, die nöthige Menge Brennöl (mit Ausnahme von Petroleum) oder Lichte; ferner auf Segelschiffen an Feuerung zum Kochen für einhundert Reisende für je zehn Tage 10 Hektoliter Steinkohlen und $1\frac{1}{2}$ Kubikmeter Holz, für eine grössere Anzahl von Reisenden im Verhältnisse mehr.

Für die Schiffsmannschaft sind mindestens dieselben Rationen wie für die Reisenden mitzunehmen, wobei die Besichtigter sachgemässe Abweichungen gestatten können.

Anhang B.

Wahrscheinliche längste Reisedauer (§ 27 der Vorschriften)
für Fahrten

nach	mit Dampf- schiffen von weniger als 10 Knoten Geschwindig- keit in der Stunde Tage.	mit Dampf- schiffen von 10 bis 15 Knoten Geschwindig- keit in der Stunde Tage.	mit Dampf- schiffen von mehr als 15 Knoten Geschwindig- keit in der Stunde Tage.	mit Segelschiffen in der Zeit zwischen dem 15. März und 15. Oktober Tage.	mit Segelschiffen in der Zeit zwischen dem 15. Oktober und 15. März Tage.
1. der Ostküste von Nordamerika nördlich dem 30. Grade nördlicher Breite . .	40	25	20	80	90
2. der Ostküste von Amerika zwischen dem 30. Grade nördlicher Breite und dem Kap St. Roque .	40	30	30	80	90
3. der Ostküste von Südamerika südlich Kap St. Roque . . .	60	45	45	120	130
4. der Westküste von Afrika bis zum Kap der guten Hoffnung	60	45	45	120	130
5. einer Gegend über Kap Horn oder Kap der guten Hoffnung hinaus, ohne dass der Aequator zweimal passirt wird	80	60	60	160	170
6. einer Gegend, wobei der Aequator zweimal passirt wird. . .	100	80	80	200	210
7. Australien und China	80	60	60	160	170

Anhang C.

Verzeichniss der Arzneien und anderen Hilfsmittel zur Krankenpflege, welche auf einem Auswandererschiffe mindestens mitzunehmen sind (§ 32 der Vorschriften).

A. Arzneien*)

(für 100 Personen einschliesslich der Schiffsbesatzung, über 100 bis zu 500 Personen das Doppelte, für mehr Personen das Dreifache).

Acidum boricum pulverisatum	50 g
„ carbolicum cum Sapone aa	8 000 g
† „ hydrochloricum dilutum	100 g
„ nitricum dilutum (Reagens)	30 g
„ tannicum	50 g
Aether	100 g
† Alumen pulveratum	200 g
Ammonium chloratum	200 g
Antipyrinum in Pulvern zu 1,0 g	50 Pulver
Apomorphinum hydrochloricum in Glasröhrchen zu 0,1 g	5 Röhrchen
Aqua Calcariae	500 g
„ destillata	1 000 g
Argentum nitricum fusum	5 g
† Atropinum sulfuricum solutum (1 : 99)	25 g
Balsamum Copaivae	100 g
† „ peruvianum cum Spiritu aa	400 g
Bismutum subnitricum	100 g
„ „ cum Natr. bicarb. aa 0,5 g	100 Pulver
Camphora solut. in Spiritu (1 : 9)	20 g
† Capsulae amylaceae	300 Stück
Chininum hydrochloricum in Pulvern zu 1,0 g	200 Pulver
Chloralum hydratum c. Aqu. dest. aa in abgetheiltem Glase	200 g
Chloroformium (in 3 Gläsern)	300 g
Cocainum hydrochloricum	5 g
† Collodium elasticum	100 g
Cuprum sulfuricum in Krystallen (in 2 Stück)	30 g
Diphtherie-Heilserum zu je 1000 Einheiten	5 Heildosen
Emplastrum adhaesivum american	4 m
„ „ anglicum	3 Stück
† Extractum Filicis aethereum in Kapseln zu 0,5 g	50 Kapseln
Extractum Secalis cornuti fluidum	20 g
† Flores Chamomillae	450 g

*) Für Reisen, deren wahrscheinliche längste Dauer (Anhang B) 25 Tage nicht übersteigt, genügt bei den † bezeichneten Arzneien die Hälfte der angegebenen Mengen.

Folia Digitalis in { NB. Vor jeder Reise }	
Pulvern zu 0,1 g { zu erneuern! }	50 Pulver
†Fructus Foeniculi	200 g
†Glycerinum	200 g
†Gummi arabicum	100 g
Hydrargyrum bichloratum in Pastillen zu 1,0 g	50 Stück
" chloratum in Pulvern zu 0,8 g	60 Pulver
" " " zu 0,01 g cum Sacch. lact. 0,8 g	50 "
Hydrargyrum oxydatum 0,2 cum adipe ad 10 g	10 g
Jodoformium	100 g
Kalium bromatum	100 g
" chloricum	400 g
† " jodatum	200 g
" permanganicum	50 g
Kindermehlpräparate	10 Büchsen
Kreosotum cum Spiritu aa	20 g
†Linimentum saponato-camphorat. liquid	400 g
†Liquor Ammonii anisatus	100 g
" " caustici	150 g
" Ferri sesquichlorati	50 g
† " Kalii acetici	100 g
" " arsenicosi, Fowlersche Lösung	25 g
" Plumbi subacetici	200 g
Lycopodium	50 g
Magnesium carbonicum	50 g
† " sulfuricum	4 000 g
Morphinum hydrochloricum in Pulvern zu 0,01 g cum Sacch. 0,5	80 Pulver
Morphinum hydrochloricum 1,0 cum Aqu. dest. 50,0 (in einer weithalsigen Flasche)	50 g
Natrium bicarbonicum	300 g
† " salicylicum in Pulvern zu 1,0 g	300 Pulver
Oleum camphoratum (10 % Kampheröl)	25 g
† " Lini cum Aqu. Calcariae aa	1 000 g
† " Ricini	4 000 g
Phenacetinum in Pulvern zu 1,0 g	50 Pulver
†Pillulae laxantes (Extr. Aloes, Rhei, Sapon, Jalap, Rad. Rhei aa 7,5 g)	150 Pillen
†Pulvis aërophorus anglicus	50 Stück
" Ipecacuanhae opiatas in Pulvern zu 0,5 g	80 Pulver
" Liquiritiae compositus	100 g
" Magnesiae cum Rheo	30 g
† " Radicis Ipecacuanhae in Pulvern zu 1,0 g	40 Pulver
" salicylicus cum Talco	400 g
†Sal. Carolin. factit	1 000 g
Schutzpockenlymphe { NB. Vor jeder Reise zu erneuern! }	50 Portionen

†Sirupus simplex	500 g
Solutio Fehlin (die einzelnen Bestandtheile getrennt)	100 g
Species pectorales	100 g
Spiritus	750 g
„ aethereus	100 g
„ Sinapis	200 g
†Succus Liquiritiae	100 g
Tinctura Chinae composita	100 g
„ Jodi	100 g
„ Opii simplex	150 g
„ Rhei vinosa	150 g
„ Strophanthi	25 g
„ Valerianae aetherea	50 g
Trionalum in Pulvern zu 1,0 g	20 Pulver
†Trochisci Santonini zu 0,05 g	20 Stück
Unguentum Acidi borici (cum adipe)	400 g
„ Hydrargyri cinereum in Päckchen zu 2,0 g	180 Stück
„ Paraffini	400 g
„ Zinci	100 g
†Zincum sulfuricum in Pulvern zu 1,0 g	60 Pulver

B. Desinfektionsmittel

(für 100 Personen einschliesslich der Schiffsbesatzung, über 100 bis zu 500 Personen das Doppelte, für mehr Personen das Dreifache).

Acidum carbolicum cum Sapone aa | 40 kg

C. Andere Hilfsmittel zur Krankenpflege. *)

1. Apothekergeräte.

Messgefäss	2
Handwaage mit Gewichten	1
* Trichter (Glas-)	1
Hornlöffel	5
Tropfenzähler	3
* Medicingläser mit Korken (zu 200 ccm Inhalt)	50
* Salbenkruken	6
* Milchflaschen (zum Sterilisiren)	10
Holzschachteln	20
Pappschachteln	20
Zettel mit der Aufschrift „Aeusserlich“	200
Düten	100
Spirituslampe	1

*) Die unter C 1, 2, 3 und 4 aufgeführten, mit * versehenen Gegenstände sind, wenn mehr als 100 bis zu 500 Personen, einschliesslich der Schiffsbesatzung, an Bord sind, in doppelter, bei mehr als 500 Personen in dreifacher Anzahl oder Menge mitzunehmen.

* Filtrirpapier (Bogen)	4
Reagenspapier, rothes und blaues	je 1 Buch
* Reagensgläser	6

2. Krankengeräthe.

* Waschschale	1
Eiterbecken	2
Eisbeutel	8
* Wasserdichter Stoff	3 m
* Oelleinewand	2 m
* Einnehmegefäß	1
Trinkrohr (von Glas)	2
* Spülgefäß mit Zubehör (Irrigator)	1
* Steckbecken	1
Urinflasche (für Männer)	1
Tragbeutel (Suspensorien)	6
Bruchbänder (2 rechtsseitige, 2 linksseitige)	4
Säuger	10
Brusthütchen	4

3. Verbandmittel.

* Gips	2 kg
* Gipsbinden, etwa 5 m lang, 7 cm breit	10 Stück
* Verbandwatte	1 kg
* Salicylwatte	1 kg
* Ungeleimte Watte	1 kg
* Jodoformgaze in Bindenform	2 qm
* Verbandmull	2 kg
* Flanellbinden, etwa 5 m lang, 7 cm breit	6
* Mullbinden, 10 zu 8 cm, 10 zu 10 cm Breite, etwa 5 m lang	20
* Kleisterbinden	10
* Mitellen	4
* Verbandtücher	4
* Drahtschienen	4
* Holzschienen (einschl. Spaltschienen)	12
* Pappe	6 Bogen
* Leinenes Band (2—3 cm breit)	3 m
* Sicherheitsnadeln	2 Schachteln
* Verbandscheere	1

4. Aerztliche Geräthe und Instrumente.

(NB. Die Metalltheile derselben müssen thunlichst vernickelt sein.)

* Maximalthermometer	3
Stethoskop	1
* Handbürste	1
Chloroformirapparat	1

Pravazsche Spritzen	2
Tripperspritzen	6
Gummi-Katheter (Nelatonsche oder Jacques-Patent) . . .	6
Bougies	12
Gummischlauch zu Magenausspülungen (1 m lang, mit einem Trichter)	1
Schlundstösser	1
Grätenfänger	1
Reflektor mit Stirnbinde	1
Zungenspatel	2
Ohrentrichter	1 Satz
Belloqsches Röhrchen	1
Haarpinsel	6
Rachenpinsel	2
Trachealkanülen	2
Spritze für Diphtherie-Heilserum	1
Esmarchscher Schlauch mit Binde	1
* Katgut	2 Fläschchen
Scheidenspekula	1 Satz
Induktionsapparat nebst Vorräthen zum Nachfüllen . . .	1
Englische Zahnzangen in einem Holzkasten	5
Verbandtasche	1
enthaltend:	
Bistouri (2 grade Klingen)	1
„ (Knopf- und Sichelmesser)	1
grade Scheere	1
Coopersche Scheere	1
scheerenförmige Arterienpincetten	2
anatomische Pincette	1
Hakenpincette	1
gewöhnliche Sonde	1
Hohlsonde	1
Myrthenblattsonde	1
Spatel	1
Höllensteinhalter	1
Wundnadeln	6
Seide (Nr. 2 und Nr. 3)	2 Platten
kleines Rasirmesser	1
Amputationsbesteck	1
enthaltend:	
grosses Messer	1
mittleres Messer	1
scharfe vierzinkige Haken	2
scheerenförmige Arterienpincetten	4
Grosse Säge	1
Stichsäge	1
schneidende Knochenzange	1

Knochenmeißel	1
Troikart	1
Wundnadeln	6
Seide (Nr. 2 und Nr. 3)	2 Packete
Geburtshülfliches Besteck	1
enthaltend:	
Zange	1
Perforatorium	1
Haken	1
Katheter	1
seidene Schlingen	2

5. Bücher.

Arzneibuch für das Deutsche Reich.	1
Anleitung zur Gesundheitspflege an Bord von Kauffahrtschiffen, auf Veranlassung des Staatssekretärs des Innern bearbeitet im Kaiserlichen Gesundheitsamte (Neueste Ausgabe)	1
Ein Lehrbuch der Tropenkrankheiten (nur für Schiffe, die den 30. Grad nördlicher Breite überschreiten) . . .	1

Anhang D.

Verzeichniss der explosiven, feuergefährlichen und ätzenden Stoffe, deren Mitnahme auf einem Auswandererschiff überhaupt oder unter Deck verboten ist.

(§ 35 der Vorschriften.)

1. Schiess- und Sprengpulver; Nitroglycerin (Sprengöl) und Nitroglycerin enthaltende Präparate, insbesondere Dynamit; Nitrocellulose, insbesondere Schiessbaumwolle; pikrinsäure Salze und explosive Gemische, welche chloresäure und pikrinsäure Salze enthalten; flüssiges Acetylen; Knallquecksilber, Knallsilber, Knallgold und die damit hergestellten Präparate; Pulvermunition mit Ausnahme der Metallpatronen; Patronen aus Dynamit oder anderen Nitroglycerin enthaltenden Präparaten; Feuerwerkskörper einschliesslich der bengalischen Streichhölzer und bengalischen Schellackpräparate (Flammenbücher, Salonkerzen, Fackeln, Belastigungshölzchen, Leuchtstangen und dergleichen, jedoch mit Ausnahme chinesischer Fire Crackers; Zündungen mit Ausnahme der Sicherheitszündler, der Zündhütchen, Zündspiegel und der in der Armee und Marine vorgeschriebenen nicht sprengkräftigen Zündungen.
 2. Schwefeläther (Aethyläther), Collodium, Schwefelkohlenstoff (Schwefelalkohol), Petroleumäther (Gasolin, Neolin und dergleichen) und ähnliche aus Petroleum, Harz-, Steinkohlen-, Braunkohlen-, Torf- oder Schiefertheer bereitete Stoffe, sowie alle entzündbaren Flüssigkeiten, deren spezifisches Gewicht unter 0,68 liegt; rothe rauchende Salpetersäure.
 3. Rohes Petroleum (Rohnaphta), sowie alle Destillate aus diesem und aus Theer-, Harz-, Steinkohlen-, Braunkohlen-, Torf- oder Schieferölen von einem spezifischen Gewicht über 0,68, sofern diese Destillate bei einer Temperatur von 15 Grad Celsius und darunter bei Berührung mit Feuer eine lebhaft Flamme erzeugen (Benzin, Ligroin und dergleichen).
 4. Schwefel-, Salpeter- und Salzsäure; Raketen, Fackelfeuer und Sternsignale der Kaiserlichen Marine und der Kaiserlichen Schutztruppen; Zündwurst und Bickfordsche Zündschnur der Kaiserlichen Schutztruppen.
-

Anhang E.

Besichtigungs-Verhandlung.

(§ 68 der Vorschriften.)

Verhandelt

zu am ten 1

An Bord des Dampf- schiffs der
Segel-
bestimmt nach

Wir die
Ich der mitunterzeichnete(n) Besichtiger habe(n) das vorgenannte
Auswandererschiff am mit Rücksicht auf die zum
Schutze der Auswanderer gegebenen Vorschriften gewissenhaft besichtigt
und erkläre(n) was folgt*):

Dazu ist zu
bemerken:

1. Wir haben uns
Ich habe mich davon überzeugt, dass das Schiff sich
in seetüchtigem und gut gereinigtem Zustande befindet und
dass es mit der vorschriftsmässigen Einrichtung und Aus-
rüstung zur Aufnahme der Auswanderer versehen ist. Ins-
besondere wird bemerkt:

2. Die für die Auswandererräume festgesetzte zulässige
Personenzahl beträgt und ist in den Räumen
angeschlagen.

Das Schiff war nach Angabe der Unternehmers zur
Aufnahme der folgenden Zahlen von Auswanderern
bestimmt:

- a) Personen im Alter über zehn Jahre
- b) Kinder zwischen ein und zehn Jahren
- c) Kinder unter einem Jahre
- d) Alleinreisende Frauen
- e) Alleinreisende Männer

3. Es waren vorhanden:

Laternen

Luftzieher

Schlafkojen:

a) Einzelkojen

b) Doppelkojen

Kammern für zusammen Personen;

Waschhäuser:

a) für Männer

b) für Frauen

Wascheinrichtungen in den Kammern
für Personen;

*) Sollten einige der vorstehend vorgesehenen Besichtigungshandlungen nicht
vorgenommen sein, so sind die betreffenden Zeilen zu streichen und der Grund
in der Spalte für Bemerkungen anzugeben.

Bade- oder Brausevorrichtungen:

a) für Männer....., b) für Frauen.....;

Abtritte:

a) für Männer....., b) für Frauen.....;

Krankenzimmer:

a) für Männermit cbm Luftraum,

b) für Frauenmit cbm Luftraum.

Die Frauenabtheilung war eingerichtet für.....
Frauen; die Männerabtheilung für Männer.

Die verschiedenen Räume waren mit den vorgeschriebenen Aufschriften versehen.

Dazu ist zu
bemerken:

4. Wir haben uns ferner durch Stichproben davon überzeugt, dass Wasser und Proviant in vorgeschriebener Menge und guter Beschaffenheit entsprechend dem anliegenden Verzeichniss an Bord gebracht worden sind.

Es wurden untersucht:

a) hinsichtlich der Beschaffenheit

.....

.....

b) hinsichtlich der Menge

.....

.....

Es wurde das anliegende Ergänzungsverzeichniss übergeben.

5. Auch habe(n) wir uns davon überzeugt, dass
ich mich

a) Aufwärter,

b) Aufwärterinnen vorhanden waren.

6. Wir haben uns davon überzeugt, dass die gegebenen
Ich habe mich Sicherheitsvorschriften sorgfältig beachtet sind und dass sich die vorgeschriebenen Einrichtungen und Geräte an Bord befanden.

Insbesondere wird bemerkt:

7. Explosive und feuergefährliche und ätzende Gegenstände, deren Mitnahme verboten ist, habe(n) wir nicht bemerkt.
ich

8. An Gegenständen, deren Mitnahme nur unter besonderen Vorsichtsregeln erfolgen darf, sind nach Angabe des Schiffsführers keine — folgenden — an Bord gekommen

.....

.....

und vorschriftsmässig im

.....

untergebracht.

9. An Signalen und Rettungsgeräthen sin vorhanden: Dazu ist zu
 Schuss für das Geschütz } nach Angabe des
 Blaulichter } Schiffsführers.
 Raketen }
 Rettungsboote..... mit cbm Bootsraum,
 gewöhnliche Boote mit cbm Bootsraum,
 Klappboote....., Flösse mit cbm Bootsraum,
 Decksitze....., Rettungsgürtel (Korkjacken,
 Korkwesten)....., Rettungsbojen....., Stück
 der Sicherheitsrollen......
10. Aus dem Schiffstagebuche habe(n) $\frac{\text{wir}}{\text{ich}}$ ersehen, dass die
 Boote, Klappboote, Rettungsflösse u. s. w. sowie die Rettungs-
 gürtel und Bojen zuletzt am auf ihre See-
 tüchtigkeit und Tauglichkeit untersucht worden und dass die
 Boote zuletzt am ausgeschwungen worden sind.
11. Sämmtliche vorgenannte Gegenstände waren vorschrifts-
 mässig untergebracht.
12. Die vorgeschriebene Bootsanzüstung habe(n) $\frac{\text{wir}}{\text{ich}}$ in den
 Booten Nr. genau untersucht und vorschriftsmässig vor-
 handen befunden. Die Ausrüstung war, soweit sie sich nicht
 in den Booten befand, im untergebracht.
13. Es waren erwachsene ruderkundige Per-
 sonen vorhanden.
14. Zur Führung der Auswanderer bei Gefahr waren
 Personen eingetheilt.
15. $\frac{\text{Wir}}{\text{Ich}}$ habe(n) festgestellt, dass die Mannschaft mit der
 Handhabung der Sicherheitseinrichtungen vertraut ist und
 zwar auf folgende Weise:

16. Es wurde das Boot Nr. (das Klappboot Nr.)
 von den auf sie eingetheilten Nummern
 der Besatzung aus-
 geschwungen, zu Wasser gefiert und losgemacht.
17. $\frac{\text{Wir die}}{\text{Ich der}}$ mit unterzeichnete(n) Besichtiger habe(n) am
 um Uhr dem Schiffsführer die Erlaubniss zur
 Einschiffung der Auswanderer ertheilt, nachdem $\frac{\text{wir}}{\text{ich}}$ die $\frac{\text{uns}}{\text{mir}}$
 bis dahin obliegenden Besichtigungshandlungen vorgenommen
 und die vorgeschriebene Bescheinigung des Untersuchungs-
 arztes erhalten habe(n).

18. Wir die Besichtiger habe(n) uns ferner davon über- Dazu ist zu
Ich der mich bemerken.

zeugt, dass die vorgeschriebene ärztliche Untersuchung der Reisenden und der Schiffsbesatzung vorgenommen worden ist und dass die Reisenden in die für sie bestimmten Räume gewiesen worden sind.

19. Wir habe(n) von dem Schiffsführer — dessen Stell-
Ich vertreter — (sowie von dem Proviantverwalter) folgende Erklärung entgegengenommen:

„Wir versichern, dass die Gegenstände, welche in dem übergebenen Proviant- und Arzneimittel-Verzeichniss aufgeführt worden, sich unserer gewissenhaften Ueberzeugung nach wirklich an Bord befinden, und dass wir von diesen Gegenständen nichts von Bord bringen lassen, noch vor dem Antritte der Reise etwas verbrauchen oder verbrauchen lassen wollen;

dass, abgesehen von dem Kajüts- und Mannschaftsproviant, andere Proviantgegenstände als die in dem Verzeichniss aufgeführten und die von den Besichtigern nachträglich genehmigten sich weder an Bord befinden noch vor Antritt der Reise an Bord gebracht werden sollen;

dass wir für die Einnahme der in dem Ergänzungsverzeichniss aufgeführten Mengen von Proviant und Wasser gewissenhaft Sorge tragen wollen;

dass wir ein Stück des Reichsgesetzes, betreffend das Auswanderungswesen, und der auf Grund der §§ 21 und 36 desselben erlassenen Vorschriften erhalten und von deren Inhalte Kenntniss genommen haben;

dass wir diesen Vorschriften gewissenhaft nachkommen wollen.“

20. Wir die Besichtiger habe(n) die Genehmigung zu folgenden
Ich der Ausnahmen von den allgemeinen Vorschriften ertheilt:

.....
.....
.....

21. Ausserdem habe(n) wir zu bemerken:
ich

.....
.....

22. Wir die Besichtiger habe(n) hierauf diese Verhandlung
Ich der abgeschlossen, sie unterzeichnen lassen, je eine Ausfertigung derselben, sowie der übergebenen Verzeichnisse dem Schiffsführer übergeben und demselben die Genehmigung zum Auslaufen des Schiffes ertheilt.

Die Besichtiger.
Der

Der Schiffsführer.

(Der Stellvertreter.)

(Der Proviantverwalter.)

Page
100

Table des matières.

Conférence internationale.

02. 1890. Avril 20. Allemagne, Belgique etc. Actes et Protocoles de la
Juin 8 Conférence chargée de reviser le Régime des spiritueux
en Afrique.
-

NOUVEAU
RECUEIL GÉNÉRAL
DE
TRAITÉS
ET
AUTRES ACTES RELATIFS AUX RAPPORTS
DE DROIT INTERNATIONAL.

CONTINUATION DU GRAND RECUEIL

DE
G. FR. DE MARTENS

PAR

Felix Stoerk

Professeur de droit public à l'Université de Greifswald.
Membre de l'Institut de droit international.

DEUXIÈME SÉRIE.

TOME XXV.

TROISIÈME LIVRAISON.



LEIPZIG
LIBRAIRIE DIETERICH
THEODOR WEICHER
1900.

Feb. 6, 1901

ALLEMAGNE, BELGIQUE, ESPAGNE, CONGO, FRANCE,
GRANDE-BRETAGNE, ITALIE, PAYS-BAS, PORTUGAL,
RUSSIE, SUÈDE ET NORVÈGE, TURQUIE.

Actes et Protocoles de la Conférence chargée de reviser
le Régime des spiritueux en Afrique; réunie à Bruxelles
du 20 avril au 8 juin 1899.

Publication officielle. Bruxelles 1899.

Protocoles de la Conférence chargée de reviser le Régime des spiritueux
en Afrique.

Protocole No. I

Séance du 20 avril 1899.

Les Gouvernements de l'Allemagne, de la Belgique, de l'Espagne, de
l'État Indépendant du Congo, de la France, de la Grande-Bretagne, de
l'Italie, des Pays-Bas, du Portugal, de la Russie, de la Suède et Norvège
et de la Turquie ayant résolu de procéder à la revision du régime des
spiritueux prévu par l'article 92 de l'Acte Général du 2 juillet 1890,
leurs Plénipotentiaires se sont réunis en Conférence à Bruxelles, le jeudi
20 avril 1899, à 2 heures.

Étaient présents:

Pour l'Allemagne:

M. le Dr. Göhring, Conseiller Intime de Légation.

Pour la Belgique:

M. le baron Lambermont, Ministre d'État.

M. Van Maldeghem, Conseiller à la Cour de Cassation.

Pour l'Espagne:

Son Excellence, M. de Villa-Urrutia, Ministre d'Espagne à Bruxelles.

Feb. 6, 1901

ALLEMAGNE, BELGIQUE, ESPAGNE, CONGO, FRANCE,
GRANDE-BRETAGNE, ITALIE, PAYS-BAS, PORTUGAL,
RUSSIE, SUÈDE ET NORVÈGE, TURQUIE.

Actes et Protocoles de la Conférence chargée de reviser
le Régime des spiritueux en Afrique; réunie à Bruxelles
du 20 avril au 8 juin 1899.

Publication officielle. Bruxelles 1899.

Protocoles de la Conférence chargée de reviser le Régime des spiritueux
en Afrique.

Protocole No. I.

Séance du 20 avril 1899.

Les Gouvernements de l'Allemagne, de la Belgique, de l'Espagne, de
l'État Indépendant du Congo, de la France, de la Grande-Bretagne, de
l'Italie, des Pays-Bas, du Portugal, de la Russie, de la Suède et Norvège
et de la Turquie ayant résolu de procéder à la revision du régime des
spiritueux prévu par l'article 92 de l'Acte Général du 2 juillet 1890,
leurs Plénipotentiaires se sont réunis en Conférence à Bruxelles, le jeudi
20 avril 1899, à 2 heures.

Étaient présents:

Pour l'Allemagne:

M. le Dr. Göhring, Conseiller Intime de Légation.

Pour la Belgique:

M. le baron Lambermont, Ministre d'État.

M. Van Maldeghem, Conseiller à la Cour de Cassation.

Pour l'Espagne:

Son Excellence, M. de Villa-Urrutia, Ministre d'Espagne à Bruxelles.

Pour l'Etat Indépendant du Congo:

M. P. de Smet de Naeyer, Ministre d'Etat.

M. H. Droogmans, Secrétaire Général du Département des Finances de l'Etat Indépendant du Congo.

Pour la France:

Son Excellence M. Gérard, Ministre de France à Bruxelles.

Pour la Grande-Bretagne:

Son Excellence sir F.-R. Plunkett, Ministre d'Angleterre à Bruxelles.

M. H. Farnall, du Foreign Office à Londres.

Pour l'Italie:

Son Excellence M. le Commandeur Cantagalli, Ministre d'Italie à Bruxelles.

Pour les Pays-Bas:

Son Excellence M. le Jonkhear de Pestel, Ministre des Pays-Bas à Bruxelles.

Pour le Portugal:

Son Excellence M. le comte de Tovar, Ministre de Portugal à Bruxelles.

Pour la Russie:

Son Excellence M. de Giers, Ministre de Russie à Bruxelles.

Pour la Suède et Norvège:

Son Excellence M. le comte Fersen Gyldenstolpe, Ministre de Suède et Norvège à Bruxelles.

Les Gouvernements avaient désigné en outre comme délégués:

M. Boeder, Commissaire d'arrondissement à Victoria (Cameroun).

M. De Smet, Inspecteur général des accises au Ministère des Finances de Belgique.

M. Bruylants, Chimiste de l'Administration des contributions directes, domaniales et accises de Belgique.

M. H.-J. Read, du Colonial Office à Londres.

M. J.-H. Drielsma, Inspecteur en chef des contributions directes, des droits de douane et des accises au Ministère des Finances des Pays-Bas.

M. de Castilho, Capitaine de vaisseau de la Marine portugaise.

Avant la séance les Plénipotentiaires et les Délégués ont été reçus par M. de Favereau, Ministre des Affaires Étrangères, qui leur a souhaité la bienvenue en ces termes:

„Messieurs,

Il y a dix ans, dans ce même salon, un de mes honorables prédécesseurs, M. le Prince de Chimay, recevait la Conférence chargée d'aviser aux mesures à prendre pour combattre le terrible fléau de la traite des esclaves en Afrique.

La Conférence actuelle est en quelque sorte la suite de la précédente, et son objet a, au point de vue humanitaire et civilisateur, une importance qui ne saurait être méconnue.

Je fais, messieurs, les vœux les plus sincères pour le succès de vos travaux; je ne doute pas qu'ils n'aboutissent à des résultats féconds."

Sir Francis Plunkett répond:

"En l'absence momentanée des Ministres de Turquie et d'Allemagne, je me trouve être le doyen des Plénipotentiaires ici présents. C'est en cette qualité que j'ai l'honneur de remercier très sincèrement Votre Excellence, au nom de mes collègues et au mien, de l'accueil bienveillant qu'Elle a eu la gracieuseté de nous faire. Bruxelles semble désigné pour être le siège d'une Conférence sur les affaires africaines. Le concours éclairé que le Gouvernement belge a prêté aux Représentants des Puissances de la Conférence qui s'est tenue en 1889 nous est un gage de la réussite de nos efforts.

Votre Excellence peut être assurée que nous ferons tout ce qui dépendra de nous pour mener à bonne fin et dans le plus bref délai possible, les travaux importants de la Haute Assemblée."

M. le Ministre des Affaires Étrangères s'étant retiré, la Conférence entre dans la salle réservée à ses délibérations.

Reprenant la parole, Sir Francis Plunkett s'exprime en ces termes:

"Je remplis un devoir bien agréable en proposant à la Conférence d'offrir la présidence de ses réunions à M. le baron Lambermont.

Il n'y a personne en Europe, et si je ne craignais de blesser sa modestie, j'ajouterais, personne dans le monde entier, qui ait joué un rôle plus utile à la cause de la civilisation en Afrique. Son nom s'impose donc tout naturellement au choix de la Conférence dont le but est de compléter l'œuvre importante accomplie il y a dix ans sous ses auspices et sous la direction de son auguste Souverain. Aussi suis-je convaincu d'être l'interprète des sentiments unanimes de l'Assemblée, en priant M. le baron Lambermont d'accepter la présidence de nos réunions."

M. le baron Lambermont répond:

"Messieurs,

Je suis très touché, très reconnaissant des paroles que M. le Ministre d'Angleterre vient de prononcer. Je ne le suis pas moins des suffrages que veulent bien m'accorder MM. les Plénipotentiaires.

J'aurais beaucoup de raisons de décliner l'honorable mission qui m'est offerte. La première, c'est que pour guider les autres il faut voir très clair soi-même. Or, ma vue est très sujette à caution, mais je ne puis oublier que j'ai consacré une partie de ma longue carrière à la cause qui nous réunit aujourd'hui et à laquelle je veux rester fidèle. Je suis à votre disposition. Vous pouvez compter sur tout mon dévouement, sur tout mon concours.

Messieurs, je suis heureux de revoir parmi vous plusieurs des vétérans qui ont été mes compagnons dans les campagnes précédentes. Vous trouverez naturel que ma pensée et nos regrets se reportent vers ceux que nous avons perdus. Je me sens toutefois rassuré et consolé en saluant les nouveaux collègues qui nous apportent leurs lumières et une collaboration qui, j'en suis certain, sera bienveillante.

Selon l'usage, il y a lieu de compléter le Bureau. Je vous propose de maintenir en fonctions les anciens Secrétaires de la Conférence, MM. Ch. Seeger et le comte A. de Robiano, et de remplacer M. Gosselin, ancien Premier Secrétaire de la Légation Britannique, par M. Raikes, son successeur.

Quant à notre programme, il est des plus simples. Nous n'avons plus à chercher notre chemin.

La Conférence de Berlin a fait un devoir aux Puissances de travailler à améliorer la condition des races indigènes en Afrique. Elle a distinctement visé et condamné l'abus des boissons alcooliques. La Conférence de Bruxelles a édicté sur les spiritueux, à titre d'essai et de transaction, un tarif sujet à revision d'après les résultats qu'il aurait produits.

C'est cette revision que vous avez mandat d'opérer.

Afin d'éclairer votre jugement, nous avons demandé aux Puissances ayant des possessions en Afrique, la statistique des importations de boissons spiritueuses dans leurs colonies; les renseignements obtenus à cet égard, nous vous les avons communiqués.

Nous avons également mis sous vos yeux un avant-projet de la Convention qui remplacerait celle de 1890.

Il serait possible d'en aborder dès maintenant l'examen. Considérant toutefois que plusieurs Gouvernements ont envoyé à Bruxelles des Délégués techniques, dont les avis pourraient être fort utiles, nous vous proposons de constituer une Commission au sein de laquelle siègeraient tous les Délégués, ainsi que les Plénipotentiaires qui jugeraient à propos d'assister à ses séances.

La première séance aura lieu demain à 10 heures du matin.

La Commission se livrerait à un examen général de l'avant-projet de Convention et à un échange de vues destiné à préparer l'accord entre toutes les parties.

J'espère que Messieurs les Plénipotentiaires voudront bien se charger de prévenir leurs Délégués qu'ils seront attendus demain à 10 heures du matin au Ministère des Affaires Étrangères."

Avant la fin de la séance, Son Excellence M. Gérard, Ministre de France, déclare qu'il a une observation à présenter, par ordre de son Gouvernement, sur la mention, dans les premiers questionnaires statistiques adressés en 1897 aux divers Gouvernements et parmi les colonies espagnoles, de certains territoires, lesquels font l'objet entre les Gouvernements français et espagnol de négociations non encore terminées.

M. le Ministre de France présente cette observation en parfait accord avec son collègue d'Espagne, les deux Gouvernements s'étant prévenus et concertés à ce sujet.

Son Excellence M. de Villa-Urrutia, Ministre d'Espagne, déclare qu'il se rallie aux observations présentées par M. le Ministre de France.

M. le Président ajoute que ces déclarations seront actées au Protocole de la séance.

La séance est levée à 3 h. $\frac{1}{2}$.

Göhring.

Bon Lambermont.

A. van Maldeghem.

W.-R. de Villa-Urrutia.

P. de Smet de Naeyer.

H. Droogmans.

A. Gérard.

F.-R. Plunkett.

H. Farnall.

R. Cantagalli.

R. de Pestel.

C^{te} de Tovar.

N. de Giers.

Aug.-F. Gyldenstolpe.

Certifié conforme à l'original:

Arthurs Raikes.

Ch. Seeger.

C^{te} André de Robiano.

Protocole No. II.

Séance du 30 mai 1899.

Étaient présents:

Pour l'Allemagne:

Son Excellence M. le comte d'Alvensleben, Ministre d'Allemagne à Bruxelles.

M. le Dr. Göhring, Conseiller Intime de Légation.

Pour la Belgique:

M. le baron Lambermont, Ministre d'État.

M. Van Maldeghem, Conseiller à la Cour de Cassation.

Pour l'Espagne:

Son Excellence M. de Villa-Urrutia, Ministre d'Espagne à Bruxelles.

Pour l'État Indépendant du Congo:

M. P. de Smet de Naeyer, Ministre d'État.

M. H. Droogmans, Secrétaire Général du Département des Finances de l'État Indépendant du Congo.

Pour la France:

Son Excellence M. Gérard, Ministre de France à Bruxelles.

Pour la Grande-Bretagne:

Son Excellence sir F.-R. Plunkett, Ministre d'Angleterre à Bruxelles.
M. H. Farnall, du Foreign Office à Londres.

Pour l'Italie:

Son Excellence M. le Commandeur Cantagalli, Ministre d'Italie à Bruxelles.

Pour les Pays-Bas:

Son Excellence M. le Jonkheer de Pestel, Ministre des Pays-Bas à Bruxelles.

Pour le Portugal:

Son Excellence M. le comte de Tovar, Ministre de Portugal à Bruxelles.

Pour la Russie:

Son Excellence M. de Giers, Ministre de Russie à Bruxelles.

Pour la Suède et Norvège:

Son Excellence le comte Fersen Gyldenstolpe, Ministre de Suède et Norvège à Bruxelles.

Pour la Turquie:

Son Excellence Carathéodory Efendi, Ministre de Turquie à Bruxelles.

M. le Président annonce à la Conférence que la Commission chargée par elle d'élaborer un projet de convention a terminé ses travaux. Le rapport a été communiqué à tous les Membres de la Conférence. Il n'est donc pas nécessaire d'en donner lecture, et, si aucune objection n'est élevée, l'Assemblée pourra procéder immédiatement à l'examen du projet de convention. Le rapport, après avoir reçu sa forme définitive, restera annexé au Protocole de la séance.

M. le comte d'Alvensleben dit que les représentants de l'Allemagne n'ont aucune observation à présenter au sujet du rapport qu'ils acceptent. Ils tiennent cependant à profiter de l'occasion pour rendre hommage à l'auteur de ce travail, M. le second Plénipotentiaire de Belgique, qui s'est acquitté avec compétence et talent de la tâche difficile qui lui était dévolue et qui, secondé par le Bureau, a rendu fidèlement les discussions.

M. Van Maldeghem, tout en remerciant M. le comte d'Alvensleben des paroles flatteuses que Son Excellence a bien voulu lui adresser, demande à associer MM. les secrétaires à ces éloges.

Sir F.-R. Plunkett fait la déclaration suivante:

„Les Plénipotentiaires britanniques ont pris connaissance du rapport qui vient d'être soumis à la Conférence, et qui présente un résumé sommaire des longues discussions qui ont eu lieu au sein de la Commission. Les Plénipotentiaires britanniques croient toutefois devoir faire usage de la faculté qu'ils se sont réservée à la séance du 21 avril, de présenter in

extenso, pour qu'il figure au protocole de la Conférence, un memorandum expliquant les raisons qui ont amené le Gouvernement de Sa Majesté Britannique à désirer et à recommander avec instance un droit minimum de 100 francs par hectolitre sur les spiritueux à 50 degrés, avec augmentation proportionnelle triple au-dessus de ce degré.

Les Plénipotentiaires britanniques ne peuvent que constater à regret que la Conférence ne partage pas leur manière de voir. Dans ces conditions, et pour empêcher la continuation d'un désaccord qui pourrait compromettre gravement le succès de ses travaux, ils sont prêts à faire un sacrifice pour arriver à un résultat pratique, et quoiqu'ils eussent beaucoup préféré le droit minimum général de 75 francs proposé par M. le Président, ils acceptent le taux réduit de 70 francs proposé par l'Allemagne, avec exception de 60 francs pour le Togoland."

Mé mor a n d u m.

Le Gouvernement Britannique propose à la Conférence le droit de 100 francs par hectolitre à 50°. Il propose ce droit pour plusieurs raisons. Ce chiffre est relativement bas si on le compare aux droits existant dans plusieurs colonies, où les spiritueux sont actuellement frappés de taxes atteignant ce chiffre ou bien le dépassant*).

A Sierra Leone, le droit est de 80 francs. A la Côte d'Ivoire, il est déjà de 100 francs. A la Côte d'Or, il atteint aujourd'hui près de 124 francs. Lagos, la côte du Niger et le territoire du Niger ont un droit de 54 francs, Cameroun 75 francs environ, et le Congo français, en dehors du bassin conventionnel, 60 francs. Abstraction faite des Colonies britanniques, il n'y a donc que le Sénégal, la Guinée française, le Togo et le Dahomey où l'augmentation nécessaire pour arriver à 100 francs serait considérable.

L'Acte général de Bruxelles prévoyait une augmentation des droits; une grande partie des colonies se sont déjà engagées dans cette voie et ont fourni plusieurs étapes. Il n'y a, en dehors du bassin conventionnel du Congo, que le Dahomey qui en soit resté au droit minimum de la première Conférence.

Il convient d'examiner l'influence que peut avoir une augmentation du droit, d'abord sur le revenu, ensuite sur le commerce des spiritueux, enfin sur l'ensemble du commerce d'importation**).

A la Côte d'Or, le droit de 80 francs a été perçu pendant longtemps. Les importations y varient légèrement d'année en année, mais l'impôt a été jusqu'à ce jour suffisant pour empêcher toute augmentation considérable. Le droit de 80 francs a produit en 1897 un revenu de 3,265,000 francs. Ce droit élevé ne détruit donc ni le commerce ni le revenu.

Le Lagos présente ce grand avantage qu'il permet de constater l'effet que produit un changement du droit dans une des régions les plus typiques de l'Afrique occidentale. Jusqu'au mois de novembre 1895, le droit n'a

*) Voir tableau annexé au protocole de la séance, annexe n° 6.

**) Voir tableau annexé au protocole de la séance, annexe n° 7.

été que de 27 francs; à partir de cette date, il a été de 54 francs. Jusqu'au moment de l'augmentation du droit, qui a en effet été doublé, l'importation s'est accrue très sensiblement, surtout pendant les années 1893, 1894 et 1895. L'année 1893 marque le commencement de la pénétration du commerce vers l'intérieur; ce fait se produisit aussitôt après l'expédition militaire qui détruisit la puissance des Yibus, tribu qui entravait le commerce direct avec les Yorubas, la race agricole de l'intérieur. Les importations qui étaient de 52,000 hectolitres en 1892 atteignaient déjà 85,000 hectolitres en 1895. Mais l'augmentation du droit s'est fait sentir, et les importations baissèrent, en 1896, à 56,000 hectolitres; elles montèrent à 67,000, en 1897, pour retomber, en 1898, à 62,000 hectolitres.

La même expérience a été faite dans la région voisine, c'est-à-dire à la côte du Niger. Les importations, qui étaient de 62,000 hectolitres en 1892, s'élevèrent en 1893 à 118,000; en 1894 et en 1895 elles atteignaient respectivement 80,000 et 95,000 hectolitres. L'Administration ayant annoncé à l'avance l'augmentation du droit qui devait avoir lieu au mois de novembre 1895, le chiffre de 1896, à savoir 38,000 hectolitres, est évidemment un chiffre anormal. Une grande partie des importations qui devraient figurer dans les statistiques de cette année ont eu lieu en réalité l'année précédente. En 1897, le chiffre des importations a été de 53,000 hectolitres.

Dans le Lagos ainsi qu'à la côte du Niger, l'augmentation du droit a donc arrêté un accroissement d'importation qui prenait des proportions réellement effrayantes.

Il y a lieu d'examiner ensuite l'effet que produit l'augmentation du droit sur le revenu fourni par les spiritueux. Dans le Lagos, ce revenu était, en 1892, de 2,400,000 francs; en 1896 et en 1897, il dépassait 3 millions de francs. De même à la côte du Niger, il était de 2,200,000 francs en 1892, mais en 1897, il n'était pas loin de 3 millions. Les diverses administrations ne doivent donc pas craindre qu'une élévation des droits aura pour conséquence d'amener une diminution du revenu.

On a prétendu que toute diminution dans l'importation des spiritueux devait amener une diminution dans les autres importations; que l'indigène exigeait une certaine quantité de spiritueux. Mais l'expérience des colonies britanniques prouve qu'il n'en est nullement ainsi.

A la Côte d'Or, la proportion de la valeur des spiritueux importés, comparée à celle de la totalité des importations en commerce spécial, a été, en 1894, de 13 %; en 1895, de 11 %; en 1896, de 9 %. Cette grande diminution dans les importations de spiritueux a été accompagnée d'une augmentation absolue très notable dans les importations totales; celles-ci sont montées de 17 millions et demi de francs en 1894, à près de 23 millions en 1895, et à 25 millions en 1896.

Les chiffres du Lagos et de la côte du Niger présentent le même résultat. Au Lagos, le pour cent des spiritueux a été de 17 % en 1894, de 7 % en 1896, de 8 % en 1897. Les importations en commerce spécial ont été pour les mêmes années de 18 millions, 22 millions et près de 19 millions de francs respectivement. A la côte du Niger le pour cent a été également pour les années 1894, 1896 et 1897, 20 %, 9 % et 12 %;

et pour les importations totales environ 18 millions, 16 millions et demi et 16 millions respectivement.

En proposant une augmentation des droits, la Grande-Bretagne a la certitude qu'elle ne se trompe pas dans ses prévisions.

En effet, les revenus de ses colonies dans l'Afrique occidentale suffisent à peine à couvrir leurs dépenses administratives; une diminution du revenu, fût-elle même minime, rendrait nécessaire un appel à la mère patrie. La Grande-Bretagne risque donc de compromettre l'équilibre financier de ses colonies; mais elle est convaincue que le droit de 100 francs n'entraînera aucune diminution dans le rendement de l'impôt.

L'enjeu que met la Grande-Bretagne est considérable. Les importations des spiritueux dans toutes les colonies anglaises s'élèvent à 180,000 hectolitres; le revenu que produit cette importation peut être évalué à 12 millions de francs.

Les déductions statistiques que nous venons d'avoir l'honneur de soumettre à la Conférence, sont, croyons-nous, très instructives et méritent toute l'attention de nos honorables Collègues: la Grande-Bretagne a seule pu constater quels sont les résultats commerciaux et financiers produits par une augmentation du droit. Les autres colonies ou bien n'ont pas élevé leurs droits, ou bien, et c'est le cas du Cameroun, l'augmentation est de date si récente qu'elle n'a pu jusqu'à présent produire tous ses effets.

Le commerce des alcools est destructif des autres commerces, qui lui sont de beaucoup préférables. Nous sommes convaincus qu'à la longue une diminution du trafic des spiritueux aura même forcément pour conséquence une augmentation d'un trafic plus avantageux et, en un mot, plus lucratif pour l'industrie européenne.

Nous demandons que les Puissances suivent en Afrique la voie dans laquelle se sont engagées toutes les nations européennes: l'imposition de l'alcool non pas uniquement en vue de produire des revenus, mais en vue d'empêcher l'abus des boissons spiritueuses.

M. le Président dit que la déclaration de M. le Ministre d'Angleterre ainsi que le memorandum qui l'accompagne seront insérés dans le Protocole de la séance.

Carathéodory Efendi rappelle que n'ayant pas assisté à la première réunion de la Conférence, il avait tenu néanmoins, dès que l'occasion s'était offerte à lui de le faire, à s'associer à ce qu'avait dit en si excellents termes, Sir F.-R. Plunkett en parlant du baron Lambermont et en lui offrant au nom de l'Assemblée la présidence de la Conférence.

Carathéodory Efendi avait pris soin en même temps de préciser l'attitude que le Gouvernement Ottoman comptait prendre dans la question de la revision du régime des spiritueux en Afrique, ajoutant que son adhésion serait acquise à toute proposition qui serait de nature à concilier les intérêts de l'humanité avec ceux du commerce légitime.

Son Excellence n'a pas trouvé trace dans le rapport des paroles qu'elle a prononcées à cette occasion et elle désirerait que l'omission fût réparée.

M. le Président après avoir remercié Son Excellence de ce qu'il y a de personnellement gracieux dans ses paroles, dit qu'il sera fait droit

au désir exprimé par M. le Ministre de Turquie. Il constate ensuite que, moyennant cette addition, le rapport peut être considéré comme adopté.

M. le Président aborde l'examen du projet de convention.

Après le préambule qui ne provoque aucune observation, il donne lecture de l'article premier, ainsi que d'une formule de rédaction pour le paragraphe à intercaler dans le cas où le droit exceptionnel de 60 francs pour la colonie du Togo serait accepté. La proposition qui fait l'objet du paragraphe dont il s'agit, n'avait pas semblé soulever d'objection. M. le Ministre de France s'était toutefois réservé d'en référer à son Gouvernement.

M. Gérard dit que ses instructions lui permettent d'accepter la réduction proposée pour le Togo pourvu que l'exception soit étendue à la colonie limitrophe du Dahomey. Les deux territoires se trouvant dans une situation identique, il convient de leur appliquer la même tarification. Le Dahomey devrait donc être compris dans la formule de rédaction dont M. le Président vient de donner lecture.

Sir F.-R. Plunkett ne manquera pas de faire part à son Gouvernement de la demande formulée par M. le Ministre de France, mais Son Excellence ne se croit pas autorisée à y souscrire avant d'en avoir référé à Londres.

M. le comte d'Alvensleben reconnaît que l'extension au Dahomey du régime exceptionnel consenti pour le Togo est une conséquence naturelle de l'adoption de la proposition allemande. Il est donc tout disposé à y donner son assentiment.

M. le Président espère que le Gouvernement Britannique envisagera la question de la même manière.

M. le comte de Tovar dit que ses instructions ne mentionnent pas la question du tarif réduit pour le Togo. Son Excellence présume qu'il y a eu simple omission. Il est donc probable que ce point ne soulève pas d'objection de la part de son Gouvernement et qu'il en sera de même en ce qui concerne le Dahomey. Mais Son Excellence ne peut se prononcer sur cette double question sans en avoir référé.

M. le Président rappelle que l'accord ne s'est pas établi jusqu'ici sur le paragraphe de l'article premier qui réserve aux Puissances la faculté de provoquer la revision du tarif avant l'expiration du terme de six ans.

M. Gérard dit que le Gouvernement français ne peut accepter sous cette forme la clause de la revision facultative. Les motifs de cette détermination ont été développés au cours des délibérations de la Commission et se trouvent résumés dans le rapport. Son Excellence croit pouvoir se dispenser de revenir sur ses précédentes observations et se borner à faire connaître qu'Elle a reçu de nouveau des instructions en vue de faire écarter une disposition dont la nécessité n'est, aux yeux du Gouvernement de la République, nullement démontrée.

M. Göhring rappelle qu'en Commission, les Plénipotentiaires allemands se sont ralliés à la clause de la revision facultative. „Nous considérons, ajoute M. Göhring, que cette clause a essentiellement pour but de ne pas fermer hermétiquement la porte à un échange de vues pour le cas où il se présenterait des faits graves, d'une nature tout à fait extraor-

dinaire et dont l'exactitude serait reconnue, sans toutefois impliquer l'obligation de toucher au régime que nous allons introduire. Nous consentirions donc à la clause dont il s'agit. Nous sommes même autorisés à déclarer que si, à la Conférence, on n'arrivait pas à un accord sur la revision facultative, l'Allemagne resterait néanmoins disposée à se prêter à un pareil échange de vues dans les conditions que je viens d'indiquer. De son côté, l'Allemagne se plait à croire que les autres Puissances ne s'y refuseraient pas, si elle venait à le suggérer.

„Ceci, poursuit M. le second Plénipotentiaire d'Allemagne, reste subordonné au maintien de l'accord sur les propositions faites par nous, c'est-à-dire sur le chiffre général de 70 francs et sur celui de 60 francs pour le Togo. Dans le cas contraire, la déclaration que je viens d'avoir l'honneur de faire devrait être considérée comme non avenue.“

Sir F.-R. Plunkett remercie M. le second Plénipotentiaire d'Allemagne pour sa déclaration.

M. le Président dit quelle sera insérée dans le Protocole.

M. le comte de Tovar demande à M. Göhring de vouloir bien préciser la portée de sa déclaration. Si la revision facultative est écartée dans la convention, il semble difficile d'admettre l'hypothèse d'un échange de vues qui aurait pour but de provoquer la revision du tarif avant l'échéance fixée par la convention même.

M. Göhring dit que dans le cas où la clause de la revision facultative disparaîtrait de la convention, la revision du tarif conventionnel ne pourra évidemment plus être réclamée avant l'expiration de la période prévue dans le traité. Mais l'Allemagne qui a consenti à admettre le principe de la revision facultative à laquelle l'Angleterre attache un grand intérêt, reste libre de déclarer que, dans le cas où la clause de revision facultative serait écartée, elle est disposée, si certaines éventualités se produisent, à se prêter à un échange de vues avec l'une ou l'autre des Puissances intéressées, dans le but d'apporter, moyennant réciprocité, tels changements que les circonstances comporteraient. Cette attitude est d'ailleurs en harmonie avec la pensée dont s'inspire l'article XCVII de l'Acte général de Bruxelles.

La déclaration faite par les Plénipotentiaires allemands n'engage personne sauf l'Allemagne, et, dans ces conditions, elle ne compromet en rien la fixité du tarif conventionnel.

M. le comte de Tovar n'insiste pas sur son observation, mais ses instructions lui prescrivent de demander, comme l'a fait son Collègue de France, la suppression à l'article 1^{er} du paragraphe relatif à la revision facultative.

M. Gérard se demande si, en laissant ouverte la faculté de revision avant l'échéance de la période de six ans, par la perspective de négociations qui peuvent se produire pour ainsi dire chaque jour, on ne créera pas cet état d'incertitude dont les inconvénients ont déjà été allégués par les Plénipotentiaires allemands pour s'opposer à l'établissement d'un délai de revision trop rapproché. En insistant pour la suppression de la clause de revision facultative, le Gouvernement Français a eu en vue d'assurer au droit une certaine fixité. Il semble donc naturel de le maintenir pendant

une période de six ans, et cela pour les raisons mêmes qui ont été invoquées par M. Göhring. M. le Ministre de France ne voit d'ailleurs pas d'objection à ce que les Plénipotentiaires allemands fassent éventuellement la déclaration dont il s'agit. Cette déclaration est de droit.

M. le Président fait observer qu'il n'est jamais interdit à une Puissance signataire d'un traité d'en demander la modification. Si une semblable démarche a lieu, les Puissances co-signataires sont libres de l'admettre ou non. Il est évident qu'on ne pourrait stipuler qu'il sera interdit de modifier un traité, si tous les intéressés sont d'accord pour le faire. Dans ces conditions, il ne semble pas que la déclaration des Plénipotentiaires allemands soit de nature à alarmer le commerce.

En ce qui concerne le point principal, à savoir si l'on maintiendra ou non dans le texte de la convention la clause de revision facultative, M. le Président, après avoir constaté que MM. les Ministres de France et de Portugal s'opposent à ce que cette clause soit maintenue, demande à ce sujet l'avis des autres Plénipotentiaires.

M. le comte de Tovar tient à déclarer, au préalable, que son Gouvernement ne fait pas de la suppression de la disposition dont il s'agit la condition de son adhésion au droit proposé de 70 francs.

M. Cantagalli dit que ses instructions lui laissent une latitude suffisante pour lui permettre de se rallier à la clause de revision facultative. Les raisons invoquées par M. Göhring lui paraissent militer en faveur du maintien de cette disposition. Quant à la déclaration faite par les Plénipotentiaires allemands, il ne doute pas que son Gouvernement n'y donne, le cas échéant, sa pleine adhésion.

Sir F.-R. Plunkett donne lecture de la déclaration suivante :

„Les Plénipotentiaires britanniques tiennent à soumettre à la Conférence un résumé des motifs pour lesquels le Gouvernement de Sa Majesté persiste à vouloir maintenir dans la Convention une clause réservant à chacune des Puissances le droit de demander la revision avant l'expiration des six ans. Il est notoire que, déjà en 1889, le Gouvernement Britannique demandait un droit minimum de 200 francs. S'il s'est borné, dans la présente Conférence, à proposer un minimum de 100 francs, c'était uniquement par esprit de conciliation et avec le désir très sincère de fixer le droit à un taux qu'il croyait pouvoir être accepté par les Puissances.

„Malheureusement, même ce minimum n'a pas obtenu l'assentiment général. Afin d'éviter que les travaux de la Conférence ne restent stériles, le Gouvernement Britannique s'est déclaré prêt à accepter un droit de 75 francs pour six ans, et il aurait accepté ce droit sans stipuler une revision avant l'échéance de ce terme.

„Mais puisque ce taux réduit a été écarté, les Plénipotentiaires britanniques attachent une très grande importance à ce qu'on inscrive dans la Convention un article qui permettrait de soumettre de nouveau la question aux Puissances, si l'utilité d'une revision venait à se faire sentir avant l'expiration des six ans.

„Les grands changements qui se préparent actuellement en Afrique par suite de l'introduction des chemins de fer et des bateaux à vapeur, permettent de croire qu'avant l'expiration de la période relativement longue

de six ans, la Grande-Bretagne, ou toute autre Puissance, pourrait se trouver en présence d'une situation tellement modifiée dans ses possessions africaines, quelle désirerait y apporter des améliorations qu'il lui serait difficile de réaliser sans la coopération des autres Puissances signataires et sans un nouvel examen des questions que cette Conférence a pour mission de régler."

Son Excellence ajoute que, dans la plupart des pays, les Parlements votent les droits chaque année, de sorte que le commerce se trouve toujours dans la nécessité de prévoir la possibilité d'un changement de ces droits à une échéance relativement rapprochée. Il est donc naturel que la Grande-Bretagne ne pense pas qu'il faille se lier les mains pour une durée de six ans, précisément dans un pays où les changements se succèdent avec le plus de rapidité.

Le Gouvernement Britannique désire, en conséquence, se réserver la possibilité d'une revision, et il espère que les autres Gouvernements y consentiront à leur tour.

M. Gérard croit devoir répéter ce qu'il a déjà eu l'occasion de dire en Commission, à savoir que le Gouvernement français ayant accepté le droit de 75 francs, ne peut se rallier à la clause facultative de revision, alors que le droit se trouve abaissé à 70 francs, les raisons qui lui ont fait écarter cette clause conservant toute leur valeur.

M. de Smet de Naeyer déclare que l'État du Congo aurait préféré voir maintenir la clause de revision facultative, mais il croit qu'en présence de l'opposition qu'elle rencontre de la part de M. le Ministre de France, il conviendra d'y renoncer.

Au surplus, les Plénipotentiaires de l'État du Congo se rallient entièrement aux considérations qui ont suggéré aux Plénipotentiaires allemands la déclaration qu'ils viennent de faire.

M. le Président, après avoir constaté le désaccord qu'a fait naître le maintien de l'alinéa 2 de l'article premier, demande aux Plénipotentiaires britanniques s'ils ne seraient pas en mesure de prendre, dès à présents, une résolution permettant de réunir l'unanimité soit dans un sens, soit dans l'autre.

Sir F.-R. Plunkett dit que les Plénipotentiaires britanniques ont constaté à regret le refus absolu du Gouvernement français d'admettre dans la convention le 2^e alinéa de l'article premier. Dans ces conditions, et comme l'unanimité est indispensable pour arriver à un résultat, ils sont prêts à accepter la suppression de ce paragraphe, à condition que toutes les autres dispositions de la convention, sauf toutefois celle qui concerne la question du Dahomey qui sera soumise à leur Gouvernement, soient maintenues telles qu'elles ont été provisoirement arrêtées. Ils se réservent toutefois de faire une déclaration officielle, analogue à celle qui fut faite par lord Vivian en 1890, et dans laquelle ils expliqueraient les raisons qui leur avaient fait désirer une clause de revision facultative, en y ajoutant les mêmes réserves qu'ont faites les Plénipotentiaires allemands quant à un échange de vues entre les Puissances au sujet d'une pareille revision.

M. le Ministre d'Angleterre exprime l'espoir que la Conférence verra dans cette résolution une preuve manifeste du désir du Gouvernement Britannique de contribuer au succès de la Conférence, et il compte à cette fin sur le concours de tous ses Collègues.

M. Gérard tient à déclarer à son tour que si le Gouvernement de la République n'a pas pu s'associer à la revision facultative, ce n'est pas qu'il ait éprouvé quelque hésitation devant le chiffre du droit, puisqu'il s'était au contraire montré disposé à accepter le chiffre le plus élevé, mais uniquement parce qu'il s'est préoccupé de maintenir la fixité du régime et qu'il a voulu éviter d'introduire dans la convention une clause qui aurait pour effet d'en infirmer la valeur.

M. le comte de Tovar remercie M. le Ministre d'Angleterre d'avoir, en renonçant au maintien de l'alinéa 2 de l'article 1^{er}, donné satisfaction au désir qu'il avait exprimé au nom de son Gouvernement.

Sir F.-R. Plunkett dit qu'il a été heureux d'avoir pu satisfaire au désir exprimé par M. le Ministre de Portugal.

M. le Président croit être l'interprète de la Conférence en rendant hommage à l'esprit de conciliation dont MM. les Plénipotentiaires britanniques viennent de donner une nouvelle preuve, et grâce auquel l'accord entre les Puissances pourra se réaliser.

Il continue ensuite la lecture des autres paragraphes de l'article 1^{er}.

Par suite de la suppression de l'alinéa 2, il y aura lieu de modifier l'alinéa 3 en le remplaçant par l'alinéa correspondant du projet primitif. Il serait donc conçu dans les termes suivants:

„A l'expiration de la période de six ans mentionnée ci-dessus, le droit d'entrée sera soumis à revision en prenant pour base les résultats produits par la tarification précédente.“

L'alinéa 4 ne donne lieu à aucune observation.

A l'alinéa 5, M. le comte de Tovar rappelle que dans la dernière séance de la Commission, il a demandé que le mot sera fût remplacé par le mot pourra, afin de donner à cette clause un caractère facultatif et non obligatoire.

Cet amendement ayant rencontré une certaine opposition, en ce qui concernait la faculté de ne pas augmenter le droit au delà de 50 degrés, son Gouvernement lui a fait savoir que, tenant compte de cette opposition, il acceptait de modifier l'amendement dans l'ordre d'idées indiqué au cours des travaux de la Commission, de façon qu'il laisserait intacte l'obligation d'élever proportionnellement le droit au-dessus de 50 degrés et qu'il ne viserait plus que la seule faculté de le diminuer proportionnellement au-dessous de 50 degrés. L'alinéa pourrait donc être rédigé ainsi:

„Le droit d'entrée stipulé au § 1^{er} sera augmenté ou pourra être diminué proportionnellement au-dessus ou au-dessous de 50 degrés centésimaux“, c'est-à-dire que l'augmentation proportionnelle au-dessus de 50 degrés resterait obligatoire, mais que la diminution au-dessous serait facultative.

M. le Ministre de Portugal estime que sa proposition réduite à ces termes ne pourra manquer d'être adoptée. Elle répond, en effet, au but

humanitaire de la Conférence, en ce sens qu'elle permet de frapper les alcools de faible degré du droit de 70 francs qui atteint les alcools à 50°.

M. de Smet de Naeyer déclare que le Gouvernement du Congo ne fait pas d'objection à l'amendement présenté par M. le Ministre de Portugal, mais il y aurait lieu d'en modifier la rédaction. On dirait :

„Le droit d'entrée stipulé au § 1^{er} sera augmenté proportionnellement pour chaque degré au-dessus de 50 degrés centésimaux; il pourra être diminué proportionnellement pour chaque degré au-dessous de 50 degrés centésimaux.“

De plus, cet alinéa devrait prendre place après l'alinéa 1^{er}.

Ces propositions sont adoptées.

M. le Président suggère de placer après l'alinéa 2 le paragraphe relatif à l'exception concernant le Togo et le Dahomey.

M. de Smet de Naeyer estime que ce paragraphe devrait précéder la disposition relative à l'augmentation et à la diminution proportionnelles du droit d'entrée.

M. Gérard propose de mettre à la fin de l'article l'alinéa qui stipule que les Puissances conservent le droit de maintenir et d'élever la taxe au delà du minimum là où elles le possèdent déjà.

M. le Président fait observer que l'article 2 stipule que le droit d'accise ne sera pas inférieur au minimum du droit d'entrée. Or, en supposant admise l'exception relative au Togo et au Dahomey, il y aura désormais deux minimums : l'un, le minimum général de 70 francs, qui s'appliquera à toutes les possessions de la zone; l'autre, le minimum exceptionnel de 60 francs applicable seulement aux deux colonies précitées. Il est bien entendu que la stipulation de l'article 2 se rapporte au minimum de 70 francs, et, exceptionnellement pour le Togo et le Dahomey, au minimum de 60 francs. Aucun doute ne doit subsister à ce sujet.

M. Gérard croit qu'on pourrait dire, pour éviter toute équivoque : „Il est entendu qu'exceptionnellement le droit d'entrée pourra n'être que de 60 francs par hectolitre à 50 degrés pour les colonies du Togo et du Dahomey“.

Cette rédaction est adoptée.

M. le Président donne lecture de l'article 2.

M. de Smet de Naeyer fait remarquer que cet article renferme, à l'alinéa 2, une incidente qui figurait déjà dans l'article 93 de l'Acte de Bruxelles, et qui y a été insérée, sur l'observation qu'il serait, dans certains cas, difficile de contrôler avec exactitude la production domestique indigène. Il désirerait qu'il fût bien entendu que les mots dans la „mesure du possible“, ne s'appliquent pas au cas où il s'agit de production industrielle; dans ce cas le contrôle est toujours possible et la perception du droit ne peut rencontrer de difficultés.

M. le Président répond que l'article 93 de l'Acte général visait la production de spiritueux par les indigènes; du reste le texte de l'article est conforme à la pensée exprimée par M. de Smet de Naeyer. L'article disant que les Puissances s'engagent à assurer la perception du droit „dans la mesure du possible“, il est évident que du moment qu'il est possible d'exercer une surveillance, il y a obligation pour les Puissances d'assurer la perception

du droit. M. le Président ajoute qu'en 1890, on avait déjà fait remarquer que dans les régions où existait la production indigène des spiritueux, le revenu provenant de la perception du droit d'accise était destiné aux municipalités. Il en résulte que le fisc a un intérêt à ce que la taxe soit régulièrement perçue et par conséquent à ce que la disposition dont il s'agit ne soit pas éludée.

Les articles 3, 4 et 5 ne donnent lieu à aucune observation.

La lecture du projet de convention étant terminée, M. le Comte d'Alvensleben rappelle l'importance attachée par le Gouvernement allemand à la question de la suppression du traitement différentiel pour les spiritueux. Les Plénipotentiaires allemands en ont donné les raisons au cours des travaux de la Commission; Son Excellence n'y reviendra donc pas, mais Elle tient à annoncer dès à présent qu'ils demanderont à pouvoir insérer une déclaration sur ce point dans le Protocole de clôture.

M. le Président ne voit pas d'objection à ce qu'il en soit ainsi.

Il donne ensuite lecture des trois formules de rédaction destinées au Protocole.

En réponse à une demande de M. Gérard relativement à la place qu'occuperont les vœux qui en font l'objet, M. le Président est d'avis qu'on pourrait les insérer dans le protocole de clôture, à la suite des déclarations faites par les Plénipotentiaires anglais et allemands. On pourrait également en faire l'objet d'un protocole additionnel.

M. Gérard pense que leur place est au Protocole et non en annexe à la convention, ce qui ne répondrait pas d'ailleurs à la pensée du Gouvernement français.

M. le Président dit qu'il est donc entendu que ces formules figureront dans le Protocole de clôture. Il ajoute que dans son opinion on saura gré à la Conférence d'avoir été attentive aux transformations qui s'accomplissent pour ainsi dire de jour en jour en Afrique et d'avoir posé quelques jalons, qui, sans créer d'obligations formelles, attireront l'attention des Puissances.

M. le Président demande la permission d'entretenir la Conférence, en terminant, de deux points d'ordre d'ailleurs secondaire.

Le premier est relatif à la République de Libéria. Cet État a établi sur les spiritueux un droit d'importation très élevé; on ne peut donc lui adresser de reproche à ce point de vue, mais on a exprimé le désir que des recommandations lui soient faites en ce qui concerne les mesures à prendre dans son territoire pour empêcher l'infiltration des spiritueux dans l'intérieur. M. le Président déclare que le Gouvernement belge, conformément au désir qui lui a été exprimé, se chargera volontiers de faire le nécessaire pour obtenir l'adhésion de la République à la nouvelle convention, adhésion qui, d'ailleurs, ne paraît pas douteuse, et pour la presser de prendre les mesures les plus propres à répondre au but que la Conférence s'est proposé.

Le second point concerne le Bureau spécial établi au Ministère des Affaires Étrangères à Bruxelles, en exécution de l'article 82 de l'Acte général.

Dans l'idée première de la Conférence de 1889—1890, ce Bureau devait être un instrument de contrôle et de direction en même temps qu'un dépôt appelé à centraliser tous les documents et renseignements relatifs à la répression de la traite. Ce dernier caractère lui a seul été conservé; c'est comme Bureau de renseignements qu'il fonctionne actuellement et qu'il publie chaque année un Recueil des documents qui lui ont été communiqués par les différentes Puissances.

Il convient de remarquer, toutefois, que l'on a constaté quelques lacunes dans les communications qu'Elles lui ont adressées jusqu'à présent, notamment en ce qui concerne les renseignements statistiques. Aussi croit-il devoir profiter de cette occasion pour recommander aux Puissances, dans l'intérêt de l'œuvre commune, de transmettre régulièrement au Bureau de Bruxelles les documents et renseignements dont Elles pourraient disposer.

M. Gérard dit que M. le Président est allé au-devant du désir de son Gouvernement en s'exprimant, comme il vient de le faire, au sujet des mesures qu'aurait à prendre éventuellement la République de Libéria.

En ce qui concerne le Bureau de Bruxelles, Son Excellence dit que le Gouvernement français a donné récemment une preuve de l'intérêt qu'il attache à ses travaux en lui adressant une invitation de participer à la prochaine Exposition universelle de Paris, invitation que le Bureau s'est empressé d'accepter.

M. le Président répond que c'est avec une réelle satisfaction que le Bureau de Bruxelles a reçu cette invitation et qu'il compte bien y donner suite.

La séance est levée à 5½ heures.

Alvensleben.
Göhring.
Bon Lambermont.
A. Van Maldeghem.
W.-R. de Villa-Urrutia.
P. de Smet de Naeyer.
H. Droogmans.
A. Gérard.
F.-R. Plunkett.
H. Farnall.
R. Cantagalli.
R. de Pestel.
C^{te} de Tovar.
N. de Giers.
Aug.-F. Gyldenstolpe.
Et. Carathéodory.

Certifié conforme à l'original:

Arthurs Raikes.
Ch. Seeger.
C^{te} André de Robiano.

Annexes au Protocole n° II

Annexe n° 1.

Rapport de la commission chargée d'examiner le projet de revision du régime des spiritueux établi par l'acte général de Bruxelles.

Messieurs,

Les Puissances, également animées de la volonté de protéger efficacement les populations autochtones de l'Afrique et d'assurer à ce vaste continent les bienfaits de la civilisation, ne se sont pas bornées, lorsqu'elles ont arrêté les stipulations de l'Acte général de Bruxelles du 2 juillet 1890, à organiser la répression de la traite; elles ont formulé aussi un ensemble de mesures restrictives du trafic des spiritueux.

Le régime institué par ces dispositions, s'appliquant à des régions si récemment ouvertes à la pénétration européenne et sujettes à des changements aussi brusques qu'imprévus, ne pouvait constituer, à beaucoup d'égards, qu'une expérience.

La Conférence de 1889—1890 l'avait compris. Aussi, non contentes de s'être réservé, dans l'article 97 de l'Acte général, la faculté d'y introduire ultérieurement et de commun accord, les modifications ou améliorations dont l'utilité serait démontrée, les Puissances signataires s'engagèrent-elles, par une stipulation spéciale, à soumettre à une nouvelle étude, dans un délai déterminé, la question du tarif des droits à établir sur les spiritueux à leur entrée en Afrique.

C'est pour remplir cet engagement que la Conférence actuelle s'est réunie.

La Commission qu'elle a chargée de l'examen préalable des questions qui lui sont soumises, nous a confié la mission de faire rapport sur ses travaux.

Cet examen ayant porté sur trois objets: le droit d'entrée, le droit d'accise et enfin quelques mesures d'exécution, nous rendrons successivement compte des opinions émises dans le sein de la Commission et des résolutions prises sur chacun de ces objets.

§ 1. Droit d'entrée.

D'après l'article 92 de l'Acte général, les Puissances ayant des possessions ou exerçant des protectorats dans les régions de la zone qui ne sont pas placées sous le régime de la prohibition et où les spiritueux étaient, à l'époque de sa mise en vigueur, importés librement ou soumis à un droit d'importation inférieur à 15 francs par hectolitre à 50°, se sont engagées à établir un droit de 15 francs pendant les trois premières années. A l'expiration de cette période, le droit pouvait être porté à 25 francs pendant une nouvelle période de trois ans.

Il avait été entendu que les Puissances conservaient le droit de maintenir ou d'élever les taxes au delà du minimum dans les régions où elles le possédaient antérieurement.

D'après le même article 92, le droit d'entrée devait, à la fin de la sixième année, être soumis à revision, en prenant pour base une étude comparative des résultats produits par les tarifications existantes.

Cette étude comparative, destinée à éclairer la route à suivre et à fournir les éléments du problème à résoudre, la Commission l'entreprit aussitôt qu'elle fut constituée.

La prévoyance des auteurs de l'Acte général lui avait ménagé dès l'abord quelques facilités à cet effet.

Par l'article 95, les signataires avaient promis de se communiquer, par l'entremise du Bureau de Bruxelles, les renseignements relatifs au trafic des spiritueux dans leurs territoires respectifs. Malheureusement, ces communications n'ont pas été aussi complètes qu'on aurait pu l'espérer. Toutefois, antérieurement à la réunion de la Conférence, il a été dressé, par les soins des divers Gouvernements, des données statistiques qui ont été mises à profit. (Annexe n° 5.)

Pour servir de base à la discussion, M. le Président avait fait remettre aux membres de la Conférence un projet de convention formulé d'après les indications fournies par les Plénipotentiaires britanniques.

Nous reproduisons cet avant-projet à titre d'annexe au présent rapport. (Annexe n° 2.)

C'est dans ces conditions que le débat fut engagé à la séance du 21 avril 1899 de la Commission à laquelle la Conférence avait renvoyé l'examen du projet.

Il appartenait à M. le Ministre d'Angleterre d'ouvrir les débats, la Conférence se trouvant réunie à la suite de l'initiative prise par son Gouvernement d'accord avec celui de S. M. le Roi des Belges.

Sir F.-R. Plunkett, sous réserve de donner communication à la Conférence en séance plénière du memorandum préparé par MM. les Plénipotentiaires britanniques, crut devoir se borner pour le moment à rappeler que les propositions anglaises se trouvent déposées dans l'avant-projet distribué et qu'elles ont en vue un droit minimum de 100 francs par hectolitre à 50°, et un maximum de 200 francs. Quant à ce maximum, les Plénipotentiaires anglais l'ont suggéré, croyant répondre à un désir, mais, en ce qui les concerne, ils préféreraient qu'il n'y eût point de maximum du tout.

Puis M. Farnall, second Plénipotentiaire britannique, apporta à l'appui des propositions de son Gouvernement une série de considérations qu'il importe de résumer.

Elles se rattachent à deux ordres d'idées :

1° Quel doit être le chiffre du droit ?

Celui de 100 francs ne paraît pas exagéré. Des droits élevés, qui excèdent dans certains cas le maximum de 200 francs, existent dans plusieurs colonies. Il en est ainsi dans quelques colonies portugaises.

Dans d'autres, ils approchent de 100 francs. Ainsi, dans la Gambie, le droit est de 40 francs; dans la Guinée française, de 45 francs; à Sierra-Leone, de 80 francs; à la Côte d'Ivoire, de 100 francs. A la Côte d'Or, il atteint près de 124 francs. A Lagos, il est de 54 francs; au Cameroun, d'environ 70 francs; au Gabon, de 60 francs. En réalité, le droit de 100 francs n'impliquerait une augmentation considérable qu'au Sénégal, à la Guinée française, au Togo et au Dahomey; partout ailleurs, il ne présenterait rien d'anormal.

Pour compléter cette revue des possessions situées en dehors du bassin conventionnel du Congo à la côte occidentale, M. Farnall faisait remarquer qu'à Libéria, le droit est de 6 shillings par gallon (162 francs par hectolitre), et dépasse par conséquent le droit de 100 francs.

2° Quelle serait l'influence d'une augmentation des droits frappant les importations de spiritueux, sur le revenu qu'ils produisent, ainsi que sur le commerce général des colonies?

L'augmentation du droit, dit M. Farnall, est de date récente dans un certain nombre de colonies anglaises; il en est quelques-unes cependant où elle remonte à une date assez ancienne pour qu'on puisse juger des résultats qu'elle a produits.

Ainsi, à la Côte d'Or, où le droit de 80 francs a été perçu pendant longtemps, le revenu a été, en 1897, de 3,265,000 francs.

Les importations y varient légèrement d'année en année. D'autre part, le droit a été suffisant pour empêcher l'augmentation des importations de spiritueux, bien que depuis la défaite des Achantis, les travaux de pénétration dans cette colonie aient été poussés très activement.

Le Lagos fournit également un exemple très instructif, en ce sens qu'il permet de se rendre compte de l'effet qu'a produit le changement du droit dans une des régions les plus typiques de l'Afrique occidentale. Jusqu'au mois de novembre 1895, le droit n'a été que de 27 francs; il a été porté depuis lors à 54 francs.

Antérieurement à l'augmentation du droit, les importations s'étaient accrues très rapidement. Elles étaient:

En 1892 de	52,000 hectolitres.
En 1893 de	76,000 —
En 1894 de	84,000 —
En 1895 de	85,000 —

Il y a lieu de remarquer ici que c'est de 1893 que date la pénétration du commerce vers l'intérieur et l'accroissement des importations des spiritueux; c'est vers cette époque, en effet, qu'eut lieu l'expédition militaire qui détruisit la puissance de la tribu des Jebus.

Les conséquences de l'augmentation du droit se sont fait immédiatement sentir.

En 1896, les importations tombaient à 56,000 hectolitres.

En 1897, elles s'élevèrent à 67,000 hectolitres.

En 1898, elles ont été de 62,000 hectolitres, chiffre qui se rapproche de celui de 1892.

On voit qu'ici également l'augmentation du droit a eu pour conséquence d'enrayer l'accroissement des importations. La même expérience a été faite à la Côte du Niger.

Les importations, qui étaient de 62,000 hectolitres en 1892, se sont élevées en 1893 à 118,000 hectolitres, en 1894 et en 1895 à 80,000 et 95,000 hectolitres. En 1896, à la suite de l'augmentation du droit, elles sont tombées à 38,000 hectolitres.

Ce chiffre toutefois est anormal; en effet, l'administration coloniale ayant annoncé à l'avance la prochaine élévation du droit, une importation

considérable s'est produite en 1895; une grande partie de cette importation devrait donc figurer en réalité dans les statistiques de 1896.

En 1897, le chiffre des importations a été de 53,000 hectolitres.

En ce qui concerne l'effet de l'augmentation du droit sur le revenu produit par les spiritueux, il est à remarquer que le Lagos, dont les ressources suffisent à peine à couvrir les dépenses, n'a pas fait jusqu'à ce jour appel à l'intervention financière de la mère patrie.

En 1894, sous le régime du droit de 27 francs, les revenus fournis par les importations d'alcool ont été de 2,400,000 francs. En 1896, sous le régime du droit nouveau, ils se sont élevés à 3 millions de francs. En 1898, ils atteignaient 3,500,000 francs. De même à la Côte du Niger, le revenu, qui était, en 1892, de 2,200,000 francs, passait en 1897, malgré l'augmentation du droit, à 3 millions de francs.

Il est donc prouvé par l'expérience que l'augmentation du droit, tout en produisant une diminution dans les importations de spiritueux, loin de diminuer les revenus, les accroit au contraire.

Ce qui vient d'être dit pour le Lagos et la Côte du Niger, est vrai pour toutes les colonies anglaises de la côte occidentale.

On dira peut-être qu'en proposant d'élever le droit à 100 francs, la Grande-Bretagne compromet la situation financière de ses colonies, il n'en est rien, et le Gouvernement britannique est convaincu qu'il ne court aucun risque et que les ressources de ses administrations coloniales ne seront nullement atteintes par l'élévation du droit qu'il a en vue.

Quant à l'influence que pourrait avoir cette augmentation sur le commerce général, quelques négociants ont soutenu que le nègre exigeait une certaine quantité de spiritueux en échange des produits qu'il livrait, et qu'un refus de satisfaire à cette exigence aurait pour conséquence d'entraver les transactions commerciales.

L'expérience prouve au contraire que les importations générales augmentent lorsque les importations de spiritueux diminuent.

Ainsi à Lagos, en 1894, c'est-à-dire avant l'élévation du droit, le pourcentage des importations de spiritueux était de 17 % des importations totales en commerce spécial; il était, en 1896, après l'augmentation du droit, de 7 %; en 1897, de 8 %; tandis que l'ensemble des importations en commerce spécial passait de 18 millions à 22 millions et à 19 millions de francs environ.

Dans le protectorat de la Côte du Niger, le pourcentage, en ce qui concerne les spiritueux, a été, pour 1894, de 20 %; pour 1896, de 9 %; pour 1897, de 12 %; tandis que les importations totales se sont élevées pour ces mêmes années à 18, 16 $\frac{1}{2}$ et 16 millions de francs.

A la Côte d'O'r, l'exemple est encore plus frappant. Les importations de spiritueux, qui étaient en 1894 de 13 % du commerce total, tombaient en 1895 à 11 %; et en 1896 à 9 %; tandis que les importations totales en commerce spécial montaient de 17 $\frac{1}{2}$ millions en 1894 à 25 millions en 1896.

En résumé, le second Plénipotentiaire britannique estimait que le droit de 100 francs n'avait rien d'exagéré, que son application aurait pour effet de restreindre les importations de spiritueux sans nuire en aucune façon

aux intérêts du commerce en général et sans tarir la source des revenus que la plupart des États trouvent dans le droit sur les alcools.

M. le Président attire l'attention sur un autre point de vue. En étudiant les statistiques fournies par l'État du Congo, il avait été frappé par ce fait que sur 1,151,000 litres de spiritueux importés en 1896, le chiffre des alcools de 85° à 95° s'élève à 516,103 litres, et celui des spiritueux de 35° à 45° à 456,360 litres. Il résulte de là que dans le chiffre total des importations, les alcools concentrés représentent une large part, à peu près la moitié. Ce point de vue lui semblait devoir entrer en ligne de compte dans les déterminations à prendre.

M. de Smet de Naeyer fit remarquer que le fait d'importer des alcools concentrés ne prouve pas qu'ils soient généralement consommés à l'état pur par les indigènes. Si les alcools concentrés sont importés de préférence, c'est en vue d'une réduction du fret. Ils sont mélangés d'eau avant d'être livrés à la consommation.

Le premier Plénipotentiaire de l'État du Congo pense que lorsqu'en 1890 on a proposé le droit de 15 francs à 50°, il était entendu que ce taux augmenterait ou diminuerait suivant le degré. C'est ainsi d'ailleurs que l'État du Congo a interprété la disposition et qu'il l'applique.

M. Gérard et Sir F.-R. Plunkett font observer de leur côté qu'à la côte des Somalis comme dans certaines colonies anglaises, le système de l'augmentation proportionnelle est appliqué également.

Répondant à une question de M. Gérard, M. le Président dit qu'en 1890, cette question de l'augmentation proportionnelle des droits n'avait pas fait l'objet de l'examen de la Conférence. On s'est borné à cette époque à mettre un droit de 15 francs et de 25 francs par hectolitre à 50°, mais on a cru que ce droit était fixe.

M. Göhring, second Plénipotentiaire d'Allemagne, donna à son tour quelques renseignements sur le droit établi au Cameroun depuis le mois de novembre 1898. Ce droit est de 50 Marks par hectolitre à 49° Tralles avec augmentation de 5 Pfennigs pour chaque degré et par litre en plus, ce qui porte à bien au delà de 300 francs le droit par hectolitre à 100°. Pour les boissons spiritueuses dont le degré d'alcool ne peut être établi à raison du mélange qu'elles renferment, le droit est de 60 Marks par hectolitre.

M. le Président fit observer, comme suite aux renseignements fournis par MM. Farnall et Göhring, que les chiffres des importations ne sont pas seuls à considérer. Une autre enquête s'impose. Il s'agit de savoir quels ont été les résultats moraux de ces importations; quelle influence elles ont exercée sur la condition morale et physique des indigènes.

Si l'on consulte les rapports des missionnaires et des voyageurs, on est obligé de constater que ces résultats ont été mauvais.

Le fait dominant, c'est qu'abstraction faite de toute question de tarif, si l'on additionne le chiffre des quantités d'alcool versées annuellement par l'Europe en Afrique, on arrive à constater que pour 1896, par exemple, ce chiffre s'élève au total effrayant de plus de 88 millions de litres. Devant un pareil résultat, on ne peut rester indifférent.

Il n'avait pas encore été question dans l'échange de vues auquel se livrait la Commission du chiffre du droit à établir.

M. le Président émit l'avis que l'on trouverait peut-être un terrain sur lequel l'entente pourrait se faire si l'on adoptait un tarif ayant pour point de départ un certain degré d'alcool et qui monterait dans une certaine proportion pour les spiritueux d'une force alcoolique supérieure.

En supposant, par exemple, un droit de 50 francs par hectolitre à 50°, on arriverait à frapper d'un droit de 100 ou de 200 francs l'hectolitre à 100°, suivant qu'on adopterait l'augmentation proportionnelle simple ou triple. Il ne faudrait cependant pas aller jusqu'à dégrever à peu près complètement les alcools au-dessous de 50°, en adoptant pour eux la diminution proportionnelle.

Sir F.-R. Plunkett dit que l'Angleterre n'a l'intention de proposer à la Conférence un droit de 100 francs comme point de départ par hectolitre à 50°, avec augmentation proportionnelle triple au-dessus de 50° et diminution proportionnelle simple au-dessous de 50°.

M. de Smet de Naeyer déclara que les Plénipotentiaires du Congo seraient heureux de voir la Conférence se rallier à la proposition anglaise.

M. de Pestel, tout en applaudissant à l'idée d'augmenter graduellement les droits, estimait que l'élévation du taux actuel de 15 ou 25 francs à 100 francs constituerait un saut beaucoup trop brusque. En procédant de la sorte, on favoriserait la contrebande et le commerce illicite.

Le Gouvernement néerlandais est d'avis qu'un droit de 50 francs, qui pourrait être révisé au bout de trois ans, serait parfaitement adapté aux circonstances actuelles. Ce serait là un premier progrès très sensible, d'autant plus qu'en dehors du bassin conventionnel du Congo, chaque État resterait libre d'élever le droit à son gré. Le droit de 50 francs serait établi par hectolitre à 50° avec augmentation et diminution proportionnelles simples au-dessus et au-dessous de 50°. Son Excellence ajouta qu'un droit très élevé aurait en outre l'inconvénient de favoriser les distilleries indigènes. Le droit d'accise sur ces dernières pouvant rester fixé au minimum, le droit d'entrée agirait comme un véritable droit protecteur.

Accessoirement à son objet principal, le taux du droit d'entrée, l'échange de vues porta encore, dans cette première séance, sur l'opportunité d'établir un droit maximum et sur la durée de la nouvelle période de revision.

D'un accord unanime, il a paru préférable de ne pas fixer de droit maximum, et quant à la durée à assigner au régime nouveau, une période de trois ans réunit à ce moment la plupart des suffrages.

M. Göhring cependant la trouvait trop courte.

Il faisait remarquer combien étaient incomplets les renseignements fournis à la Conférence actuelle, bien que neuf ans se fussent écoulés depuis le traité de 1890. A quoi M. Farnall répondait que les événements vont vite en Afrique et que dans l'état actuel de développement des colonies dans ce pays, il devient plus facile de se rendre compte des effets produits par les tarifications. Ainsi, à Lagos et à la Côte du Niger, trois ans ont suffi pour permettre la constatation de résultats caractéristiques.

La question du taux du droit fut reprise à la séance de l'après-midi.

En ouvrant la discussion, M. le Président fit remarquer que jusqu'ici la revue à laquelle la Commission s'était livrée avait ressemblé parfois à une discussion douanière.

Mais il se présente ici, à son avis, des points de vue plus élevés. La question de l'alcoolisme qui, en Europe, alarme tous les esprits préoccupés de l'avenir de la civilisation, ne peut être négligée quand il s'agit de l'Afrique.

L'empoisonnement des populations noires par l'alcool constitue pour elles un danger aussi redoutable que le fléau de la traite. Cette question avait déjà été soulevée à la Conférence de Berlin; elle y a fait l'objet d'un vœu inséré au Protocole. Depuis cette époque, les événements ont marché; l'Afrique a subi de sérieuses transformations, les moyens de communication se sont développés, le commerce s'est organisé. La Conférence n'a évidemment pas pour mission de résoudre tous les problèmes à la fois, mais elle doit s'attacher à suivre les faits. Or, parmi ces faits, il en est un qui domine tous les autres: c'est, comme il l'a dit déjà, qu'on importe en une année 38 millions de litres d'alcool en Afrique.

Il ne pourrait s'agir de mettre brusquement un terme à un pareil état de choses, quelque regrettable qu'il soit. Il existe, en effet, des intérêts légitimes dont il y a lieu de tenir compte. Mais rien n'empêche de renforcer les mesures qui ont été prises il y a dix ans et qui ne sont plus en rapport avec la situation actuelle. Il est à espérer que la Conférence n'hésitera pas à s'engager dans cette voie.

M. Farnall demanda à exposer les motifs qui ont engagé le Gouvernement britannique à proposer le droit minimum de 100 francs avec augmentation proportionnelle triple pour les alcools au-dessus de 50°. C'est en comparant la situation qui existait en 1890 avec celle qui se présente aujourd'hui, qu'il a été amené à prendre l'initiative de convoquer la Conférence et à faire la proposition soumise en ce moment à ses délibérations. Il espère que cette proposition sera acceptée.

En 1889-1890, le droit de 15 francs avait été défendu à la Conférence par une minorité, et la majorité, faute de pouvoir obtenir mieux, y a souscrit. C'est là un point important qu'il convient de rappeler et que la Grande-Bretagne, de son côté, n'a jamais perdu de vue. D'autre part, en suivant la marche du commerce des spiritueux en Afrique et notamment à la côte occidentale où elle présente le plus d'importance, le Gouvernement britannique s'est toujours souvenu de l'attitude observée dans cette question par la France et des paroles éloquentes que prononçait son représentant, M. Bourée, lorsqu'il déclarait que le concours des Plénipotentiaires français était acquis d'avance aux propositions les plus sévères et par conséquent les plus efficaces, et qu'il exprimait en même temps, au nom de son Gouvernement, le regret que la prohibition ne fût pas absolue et ne s'étendît pas à tout le continent africain.

La France a suivi sans interruption la voie dans laquelle elle s'était déjà engagée à cette époque.

À la Côte d'Ivoire, elle a établi un droit de 100 francs; au Gabon, un droit de 60 francs.

L'État Indépendant du Congo, de son côté, est entré dans la même voie en soumettant à la prohibition totale la plus grande partie de son territoire. Il est vrai que dans la région côtière, le droit d'entrée est fort peu élevé, mais il convient de remarquer que les importations de spiritueux y sont peu considérables.

En ce qui concerne l'Allemagne, il résulte des déclarations de ses Plénipotentiaires à la Conférence de 1889-1890, qu'elle regardait le droit de 15 francs comme un essai, et estimait qu'il y aurait lieu de procéder à un nouvel examen à l'expiration du terme de six ans.

„Cette expérience, disait M. Göhring dans la séance du 30 avril 1890, le Gouvernement allemand la suivra avec intérêt et sans parti pris. Au bout de six ans, il sera à même de juger en connaissance de cause, et il se déclare prêt à se concerter alors avec les autres Puissances sur les mesures à adopter suivant les circonstances, sans prendre actuellement aucun engagement.“

Le Gouvernement anglais a suivi avec intérêt ce qui a été fait à cet égard dans les possessions allemandes, et il a constaté avec satisfaction le chiffre auquel a été porté le droit au Cameroun.

M. Farnall rappelle ensuite que c'est à l'initiative de M. Sanford, second Plénipotentiaire des États-Unis à la Conférence de 1889-1890, que fut suggéré le droit de 15 francs comme intermédiaire entre celui de fr. 7.50 proposé par la Hollande et celui de 50 francs proposé par l'Angleterre.

Ce droit de 15 francs était, au dire des négociants que M. Sanford avait consultés, parfaitement acceptable par le commerce.

Mais depuis lors, les États-Unis ont accentué leur attitude. En effet, dans la précédente séance, M. le Président a donné connaissance à la Commission d'un extrait des instructions de leur représentant à Bruxelles. Il en résulte que le Gouvernement américain est favorable aujourd'hui aux droits même les plus élevés. C'est donc qu'il est d'avis que le commerce est parfaitement en état de les supporter. Il est à remarquer, à ce propos, qu'à la Côte d'Or, où les importations de spiritueux faites par les États-Unis celles des Pays-Bas et de l'Allemagne réunies, le droit élevé qui y est établi n'a gêné en bien leurs transactions commerciales.

Il résulte de ce qui précède, que la France et l'Allemagne ont été amenées, par l'expérience qu'elles ont faite depuis 1890, à élever leurs droits sur les spiritueux de leur propre initiative.

C'est M. le baron Lambermont qui, au cours des travaux de la première Conférence, a rappelé à diverses reprises que la période de six ans, prévue par l'article 92 de l'Acte général, serait une période d'essai; qu'après ce délai, il y aurait lieu de remanier le tarif existant et de prendre les mesures qui seraient rendues nécessaires.

Nous nous trouvons actuellement en présence de ce résultat, que dans nombre de colonies le droit sur les spiritueux dépasse déjà 100 frans, et que dans d'autres, il en approche de très près: dans la Guinée portugaise, il est de 150 francs; à Libéria, de 162 francs; à la Côte d'Ivoire, de 100 francs; au Gabon, de 60 francs; au Cameroun, d'environ 70 francs. Ainsi donc, la France, l'Allemagne et le Portugal sont allés pour ainsi dire

au-devant des propositions de l'Angleterre par les tarifications qu'ils ont établies dans leurs possessions respectives.

M. le second Plénipotentiaire d'Angleterre a démontré précédemment que l'expérience faite dans ses colonies par la Grande-Bretagne lui avait prouvé que l'augmentation du droit sur les spiritueux n'avait ni tué le commerce des spiritueux, ni diminué les revenus qui en résultent, mais qu'elle avait par contre empêché l'augmentation des importations.

Le Gouvernement britannique considère donc que la question est à peu près résolue par l'expérience et que, dans ces conditions, un droit de 100 francs, comme celui que propose l'Angleterre, est de nature à obtenir l'assentiment de toutes les Puissances représentées.

Puis M. Göhring exposa les vues du Gouvernement allemand. Il déclara que ses instructions ne lui permettaient pas d'accepter le droit minimum de 100 francs.

Le Gouvernement allemand est d'avis que ce chiffre n'est pas motivé par les circonstances. La fixation d'un minimum de droit équivalant pour chaque Puissance à enchaîner son autonomie douanière. Il est vrai que les traités de commerce ont parfois ce résultat, mais il s'agit alors d'un échange de concessions réciproques. Ici on demande à l'Allemagne de fixer un minimum pour des exigences qui se présentent ailleurs, car, comme il le démontrera plus loin, le régime existant dans ses colonies suffit entièrement à sauvegarder les intérêts allemands. Certes, si la cause de la civilisation en Afrique était menacée, le Gouvernement Impérial ne reculerait pas devant les mesures nécessaires pour parer au danger, mais, malgré les tableaux effrayants que l'on a faits des ravages produits par l'alcool parmi les populations indigènes, la situation est en réalité tout autre qu'on la dépeint. On sait que c'est en Angleterre que se trouve le foyer de cette agitation dirigée contre les prétendus abus de l'alcool; mais, même dans ce pays, des opinions contraires, émanant d'hommes compétents, se sont fait jour. Des Gouverneurs de colonies anglaises se sont prononcés dans un sens absolument différent de celui des comités philanthropiques, et, dernièrement encore, une personnalité occupant un haut rang et jouissant d'une autorité incontestée, a jugé opportun de mettre une sourdine à l'agitation que les sociétés de tempérance avaient organisée. Il y a plus. Une pétition émanant d'une de ces sociétés et communiquée à la Conférence, a permis à M. Göhring de constater que les opinions qui s'y trouvent exprimées diffèrent sensiblement de celles qu'on soutenait en 1889. En effet, les auteurs de cette pétition, au lieu d'insister comme jadis sur les effets nuisibles produits par la consommation des spiritueux, se préoccupent avant tout du point de savoir si le commerce anglais a réellement retiré des colonies tous les avantages qu'il pouvait en espérer, et s'il ne convient pas, pour lui frayer la route, d'enrayer le commerce des spiritueux.

On a parlé également de l'inondation de l'Afrique par les boissons spiritueuses. Le tableau statistique dressé par les soins du Bureau montre, pour l'année 1896, une importation totale de 386,000 hectolitres. Cependant, il y a lieu d'observer que les spiritueux dont il s'agit sont à 50°.

Il en résulte que ce chiffre ne représente en réalité que 190,000 hectolitres d'alcool pur. Cette importation est certes très considérable; toute-

fois, il ne faut pas perdre de vue qu'elle se répartit sur une population occupant un territoire de 42 degrés de latitude. Il est très difficile d'évaluer, même approximativement, le chiffre de cette population, mais en supposant qu'elle soit d'environ cent millions d'âmes, cela ne donnerait qu'un cinquième de litre par tête d'habitant. Si l'on dédouble ce chiffre, on obtient deux cinquièmes, ce qui, en comparant la situation à celle qui existe en Europe, ne donne pas en somme un si mauvais résultat.

On a parlé encore d'hinterland infesté. Or, l'Allemagne a prohibé complètement le trafic des spiritueux dans ses possessions de la mer du Sud, dans la Nouvelle-Guinée, dans son protectorat de l'Afrique orientale, dans l'Afrique occidentale du Sud.

Il ne reste donc que le Togo et le Cameroun où le régime de la prohibition ne soit pas établi. Mais il est à remarquer que si, dans ces colonies, la prohibition n'a pas été établie par la loi, elle existe cependant en fait jusqu'à proximité de la côte, parce que le commerce vers l'intérieur ne peut se faire qu'au moyen de porteurs, les voies fluviales faisant défaut. Or, il est prouvé par l'expérience qu'après trois ou quatre jours de marche, la prohibition s'exerce virtuellement par suite des frais de transport qui absorbent la valeur de la marchandise. Si néanmoins il se produit dans l'hinterland du Togo et du Cameroun une certaine infiltration de spiritueux, elle doit se faire du côté des colonies voisines, dont les voies navigables donnent plus de facilités à la pénétration des marchandises vers l'intérieur.

En ce qui concerne l'empoisonnement des indigènes par l'alcool, allégation passée à l'état d'axiome, M. le second Plénipotentiaire d'Allemagne a été très étonné de la retrouver dans les documents publiés par le Bureau de Bruxelles. On lit, en effet, dans le rapport d'un administrateur de colonie, que les eaux-de-vie de traite importées d'Allemagne sont de très mauvaise qualité, qu'elles sont toxiques.

M. Göhring croit que s'il est déjà très difficile pour un spécialiste de reconnaître le caractère toxique d'une boisson spiritueuse, la chose l'est plus encore pour un simple administrateur.

En Allemagne, les hommes techniques compétents ont émis l'opinion qu'en général les alcools de pommes de terre fabriqués dans le pays sont supérieurs aux eaux-de-vie de mélasse et de betterave. Ces alcools ont été utilisés dans la fabrication des vins de France et d'Espagne. Il n'en serait pas ainsi s'ils étaient aussi détestables qu'on l'a prétendu.

En Allemagne, les distilleries sont soumises à un contrôle très sévère; leurs installations ont atteint un haut degré de perfection. Le commerce des spiritueux, d'autre part, se trouve tout entier dans les mains de négociants à l'abri de tout reproche. De plus, la loi prescrit que tout alcool destiné à la consommation soit absolument rectifié.

Une allégation, aussi peu fondée que la précédente, consiste à dire que l'ivrognerie est générale en Afrique. On a fait, à ce sujet, dans les colonies allemandes, de nombreuses et fréquentes enquêtes depuis des années, sans parler de l'enquête permanente à laquelle se livrent les spécialistes africains, attachés à l'Administration coloniale à Berlin. M. Boeder, qui a fait partie pendant dix ans de l'Administration du Togo et du Cameroun, qui a été un observateur attentif et consciencieux des hommes et des choses, nie

formellement que l'ivrognerie soit générale dans ces colonies. Des cas d'ivrognerie se présentent à l'occasion des fêtes ou des enterrements, mais ces cas sont exceptionnels; ils ne constituent pas une habitude chez les populations indigènes.

Quant à la dégradation et à l'extermination de la race noire par l'abus de l'alcool dont on parle, M. Göhring fait observer qu'il est d'un intérêt primordial, pour chaque Puissance possessionnée en Afrique, de veiller à la conservation des populations indigènes, car celles-ci sont indispensables pour la mise en valeur du sol et l'on ne pourrait les remplacer par des blancs. D'ailleurs, au dire d'hommes compétents en cette matière, cette dégradation n'existe pas; on constate au contraire que la population augmente dans des proportions normales.

Les plaintes sur les effets désastreux de la consommation de l'alcool émanent surtout des missionnaires qui lui ont attribué l'insuccès de leurs travaux; mais la véritable cause de cet insuccès est ailleurs: elle se trouve soit dans des considérations personnelles, soit dans les traditions séculaires de la vie sauvage.

M. le second Plénipotentiaire britannique a attiré l'attention de la Commission sur l'opposition qui existe, selon lui, entre le commerce des spiritueux et le développement du commerce en général, et sur l'influence préjudiciable que le premier exerce sur le second.

Les tableaux statistiques du commerce de Hambourg que M. Göhring est parvenu à se procurer, et qui donnent en mètres cubes les chiffres de la majeure partie des exportations vers l'Afrique, montrent que, pour la période de 1891 à 1898, les exportations de spiritueux ont diminué de 28,000 à 24,000 mètres cubes, tandis que le commerce général s'est accru de 75,000 à 110,000 mètres cubes, de sorte que la proportion du commerce des spiritueux au commerce général est descendue de 39% à 22%.

Un autre tableau qui donne le chiffre de l'exportation totale pour l'année 1898 en ce qui concerne les colonies de la Côte occidentale, non compris le Cameroun, le Togo et le Sud-Ouest africain allemand, montre que la proportion a été de 28% pour le commerce des spiritueux, et de 72% pour le restant du commerce.

Si l'on considère maintenant le Cameroun, on trouve 12% pour les spiritueux et 86% pour le reste. Le Togo donne 10% pour les spiritueux et 90% pour le reste. Le Sud-Ouest africain, $\frac{1}{2}$ % pour les spiritueux et $99\frac{1}{2}$ % pour le reste.

On voit donc que le régime existant n'a pas pour le commerce, autre que celui des spiritueux, ces conséquences préjudiciables dont on a parlé.

Le Gouvernement Impérial pense que le régime sous lequel se trouvent placées les colonies allemandes ne réclame pas une transformation radicale. Les sociétés philanthropiques allemandes se déclarent satisfaites de la situation existante, sauf en ce qui concerne le Togo. Mais il faut tenir compte de la position de cette dernière colonie, située entre les possessions anglaises et françaises, et de l'impossibilité où elle se trouve d'élever ses droits tant que les possessions voisines ne l'auront pas fait de leur côté.

Toutefois, le Gouvernement allemand reconnaît qu'il y a lieu d'accorder aux États compris dans le bassin conventionnel du Congo, des moyens plus

efficaces pour combattre l'introduction des spiritueux, et qu'il importe de leur fournir en même temps des ressources nouvelles.

Il n'est donc pas opposé à une augmentation modérée du droit existant.

En ce qui concerne les colonies situées en dehors du bassin conventionnel, bien qu'elles aient la faculté d'élever les droits aussi haut qu'elles le jugent convenable, il est tout disposé également, afin de donner satisfaction au vœu exprimé par certaines Puissances, de consentir dans les mêmes conditions à une semblable augmentation du droit minimum.

Les Plénipotentiaires allemands sont autorisés, par conséquent, à déclarer que leur Gouvernement accepte le chiffre de 50 francs par hectolitre à 50° proposé par le Plénipotentiaire des Pays-Bas; toutefois, ils sont chargés d'ajouter qu'il n'y consent qu'à la condition que tout droit différentiel sur les spiritueux en Afrique sera supprimé.

En ce qui concerne la période de revision de trois ans, prévue par l'article 1^{er} de l'avant-projet, le Gouvernement Impérial la trouve de trop courte durée pour qu'il soit possible de se prononcer sur les résultats du nouveau régime à établir.

Il pense qu'une période de dix ans serait préférable.

Sir F.-R. Plunkett constate qu'il n'existe pas de droits différentiels sur les spiritueux dans les colonies britanniques de la zone.

Après l'exposé de la manière de voir du Gouvernement allemand, il y avait à connaître celle des autres Puissances.

Carathéodory Efendi dit que, n'ayant pu assister à la première séance de la Conférence, il tient à s'associer à ce qu'à dit, en si excellents termes, sir F.-R. Plunkett au sujet de la personnalité de M. le Baron Lamhermont. En sa qualité d'ancien Plénipotentiaire de Turquie à la Conférence de 1889-1890, il a, pendant de longs mois, été le témoin des efforts intelligents que M. le Baron Lamhermont n'a cessé d'apporter à la grande cause humanitaire qu'il défend encore aujourd'hui. Nul n'était mieux indiqué que lui pour présider cette haute Assemblée, nul n'était mieux à même de concilier les intérêts divers dans les matières délicates soumises à ses délibérations. Il est persuadé que, grâce à sa haute compétence, grâce aussi à la bonne volonté dont sont animés les différents Gouvernements représentés à la Conférence, il sera possible d'atteindre le résultat que l'on a en vue. Quant à l'attitude que le Gouvernement Ottoman compte prendre dans la question de la revision du régime des spiritueux en Afrique, Son Excellence indique les raisons de principe et de fait qui, dans l'opinion du Gouvernement turc, rendaient désirable, sinon d'empêcher entièrement, du moins d'entraver autant que possible cette importation qui, de l'avis général, provoque parmi les populations indigènes des maux et des calamités sur lesquels il croit inutile d'insister davantage. Mais il ne faut pas oublier qu'à côté de la théorie il y a la pratique, à côté de l'absolu, le relatif. Des intérêts recommandables sont en jeu, et il faudra rechercher une transaction permettant de réunir les suffrages de l'unanimité des Puissances représentées.

M. le Ministre de Turquie ajoute que son vote est acquis à toute proposition qui serait de nature à concilier les intérêts en présence. Le Gou-

vernement de Sa Majesté le Sultan accueillera avec une vive satisfaction les résolutions qui auront pour but de faire faire un pas sérieux à l'œuvre de civilisation et d'humanité dans le continent africain.

M. de Villa-Urrutia, après avoir rappelé qu'à la Conférence de 1889-1890 l'Espagne s'était associée à toutes les mesures préconisées en vue de réaliser l'œuvre de civilisation et d'humanité qu'on avait en vue, déclara que son Gouvernement se ralliera à toute proposition appelée à atteindre ce but.

M. Gérard dit que le Gouvernement français, lui aussi, reste fidèle à la pensée qui l'avait guidé en 1889, et désire poursuivre concurremment avec les autres Puissances le même idéal. Il est autorisé à accepter le chiffre sur lequel l'accord se sera établi entre les Gouvernements représentés, et qui permettra de réaliser un progrès sur le système actuel.

Le principal moyen de restreindre l'importation des spiritueux en Afrique, consiste dans l'augmentation du droit.

Le Gouvernement britannique a proposé de fixer ce droit à 100 francs par hectolitre à 50⁰ avec augmentation proportionnelle triple.

L'État du Congo s'est rallié à ce chiffre sans se prononcer d'ailleurs en faveur de l'augmentation proportionnelle triple. Quant à la Hollande et à l'Allemagne, elles ont proposé le chiffre de 50 francs. Les instructions de M. le Ministre de France lui permettent d'accepter ce dernier chiffre; toutefois, il est autorisé à ne pas mettre obstacle à un droit plus élevé, si les différentes Puissances se mettent d'accord pour l'adopter.

M. le Ministre de France ajoute en ce qui concerne la question de l'échelle ascendante et descendante du droit, qu'il ne pourrait admettre que la proportion simple. Parmi d'autres raisons, la proportion triple paraît au Gouvernement de la République de nature à rencontrer de sérieuses difficultés d'application pour le personnel douanier en service à la côte d'Afrique.

M. Cantagalli signala le fait, que le Gouvernement italien a établi dans sa colonie de l'Érythrée le droit minimum fixé par l'Acte général et l'y a maintenu jusqu'à ce jour, tant pour des raisons locales et en vue de protéger les distilleries indigènes que pour ménager un revenu que la contenance menacerait si le droit était beaucoup plus élevé. Cependant, le Gouvernement italien a donné pour instruction à Son Excellence, d'accepter le droit de 50 francs.

M. le comte de Tovar dit que ses instructions lui prescrivent de proposer le chiffre de 80 francs. Son Excellence profite de cette occasion pour signaler à la Conférence que le Gouvernement portugais vient de saisir les Chambres d'un projet de loi augmentant considérablement l'impôt sur la fabrication des spiritueux à Angola dans le but de favoriser l'établissement de l'industrie sucrière, de façon à diminuer la production de l'alcool et à augmenter la production du sucre.

Le dépôt de ce projet de loi atteste que le Gouvernement portugais, s'il ne peut faire le sacrifice de certains intérêts, n'en cherche pas moins à atteindre par d'autres voies le but humanitaire poursuivi par la Conférence.

M. le comte Fersen Gyldenstolpe déclare avoir reçu de son Gouvernement des instructions analogues à celles de M. le Ministre d'Espagne.

Cette série d'observations absorba la séance du 26 avril.

La discussion fut reprise le 29.

M. Farnall s'attacha à signaler certains points sur lesquels il est en désaccord avec M. Göhring.

Le second Plénipotentiaire britannique pense que les effets pernicioeux de l'alcool sur les populations d'Afrique, reconnus par la Conférence de 1890, ne peuvent être contestés. Aussi, après la mise en vigueur de l'Acte général, les Puissances possessionnées à la côte occidentale, se sont-elles empressées d'élever les droits au-dessus du minimum fixé par cet Acte.

Sur dix-neuf Administrations coloniales de cette côte, il en est quinze qui ont déjà imposé des droits supérieurs au taux de 25 francs; il n'y en a pas moins de onze qui dépassent le taux de 50 francs, et il ne reste que huit colonies où l'on perçoit un droit inférieur à 50 francs. Deux de ces colonies, la Gambie et le Congo, demandent qu'il soit porté à 100 francs.

Pour quatre autres d'entre elles, la France, d'accord avec l'attitude qu'elle a observée en 1889 et avec sa ligne de conduite au Gabon et à la Côte d'Ivoire, se déclare prête à imposer une taxe supérieure à 50 francs.

Il reste donc le Togo et l'Angola.

Il convient d'ajouter qu'il n'y a actuellement que 150,000 hectolitres qui soient imposés à un droit inférieur à 50 francs, tandis que près de 240,000 hectolitres sont frappés d'un droit supérieur.

Pourquoi un droit supérieur à 50 francs serait-il nuisible au Togo alors qu'il ne l'est pas au Cameroun?

M. Göhring a fait également état de ce fait que les spiritueux importés en Afrique se répartissent sur une population très nombreuse, et il en conclut que la consommation par tête d'habitant se réduit à un chiffre très minime. N'est-ce pas oublier que le coût élevé des transports empêche les spiritueux de pénétrer dans l'intérieur, d'où il résulte que la consommation par tête sera d'autant plus forte pour les populations relativement peu nombreuses de la zone côtière?

Lors de la discussion au Reichstag du Budget colonial de 1897-1898, un Député a évalué la consommation de l'alcool au Togo, en 1894, à 16 litres par tête d'habitant. Les Délégués britanniques ignorent si cette appréciation a été contestée; seulement M. de Richthofen a reconnu que la question des spiritueux n'avait pas encore reçu de solution satisfaisante au Togo et au Cameroun, et c'est depuis cette époque que les droits ont été augmentés au Cameroun.

Les Délégués britanniques trouvent dans les données statistiques fournies par M. le second Plénipotentiaire d'Allemagne, la confirmation de ce fait, signalé antérieurement, qu'une diminution dans le commerce des spiritueux a pour conséquence une augmentation du commerce des autres produits, plus avantageux à la fois pour l'Europe et pour l'Afrique.

M. Göhring déclara ne pas vouloir suivre M. Farnall dans toutes les considérations qu'il venait de présenter. Il entendait se borner à une courte réponse. M. Farnall a parlé du Togo et de l'Angola. En ce qui

concerne le Togo, le Gouvernement allemand était tout disposé à augmenter les droits à la condition que l'Angleterre et la France fissent de même à la Côte d'Or (Est du Volta) et au Dahomey. C'est à l'initiative du Gouvernement anglais qu'a été conclue la Convention qui empêche l'Allemagne d'élever le droit d'importation au Togo en suivant une échelle ascendante par degré. On ne peut donc lui adresser aucun reproche à cet égard.

M. Farnall dit que le Gouvernement britannique serait charmé de modifier ces arrangements.

Reprenant la suite de sa réponse, M. Göhring fit allusion au chiffre de 16 litres par tête d'habitant cité comme représentant la consommation au Togo, chiffre que M. de Richthofen a considéré comme inadmissible. Il fit remarquer que, dans cette colonie, l'Allemagne a ses frontières assez ouvertes du côté de ses voisins. Le fleuve, qui longe sa frontière occidentale, a son embouchure dans la colonie anglaise de la Côte d'Or et n'est navigable que pour le commerce anglais. Si le chiffre de 16 litres était exact, la contrebande devrait y intervenir pour une large part. En outre, M. Göhring fit remarquer que la statistique présentée par lui prouve que le commerce général a su prendre un essor très satisfaisant même sous le régime actuel de la tarification des spiritueux.

Puis M. Droogmans exposa les considérations qui avaient engagé le Gouvernement de l'État du Congo à se rallier à la proposition anglaise. L'expérience a prouvé que le droit de 15 francs est absolument insuffisant pour enrayer l'importation des alcools.

La grande préoccupation du Gouvernement congolais a toujours été de protéger les populations indigènes contre les abus de l'alcool. Dès 1885, il a cherché à empêcher le trafic des spiritueux de s'avancer au delà des cataractes inférieures. Les stipulations de l'Acte de Berlin ne permettant pas une interdiction complète, il a pris des mesures fiscales sévères. Quand, en 1890, la Conférence de Bruxelles reconnut la nécessité d'établir des zones de prohibition, l'État du Congo plaça sous ce régime toute la région située au delà de l'Inkissi, d'une superficie d'environ 2,250,000 kilomètres carrés.

A la suite de l'achèvement du chemin de fer, cette zone fut étendue jusqu'à la M'Pozo, c'est-à-dire jusqu'au point initial de la voie ferrée.

Quant au Bas-Congo (18,000 kilomètres carrés), la situation est tout autre. Depuis longtemps, les factoreries y vendent de l'alcool et l'État éprouve de sérieuses difficultés à combattre ce trafic sans compromettre les relations commerciales. Néanmoins des mesures furent prises pour le réglementer, mais celles-ci demeurèrent inefficaces faute d'une entente avec les colonies voisines. L'État dut les abroger et se contenter du droit de 15 francs par hectolitre.

Ce régime n'a pas été suffisant pour protéger les indigènes contre les effets désastreux de l'alcool. A plusieurs reprises, le Gouvernement de l'État du Congo a déclaré qu'il croyait des droits plus élevés nécessaires.

C'est en somme le Bas-Congo qui absorbe les 12,000 hectolitres renseignés par les statistiques. Dans cette région, l'alcool constitue un article d'échange, une véritable monnaie. L'expérience a démontré que cette grande importation d'alcool est une véritable calamité. Tout ce que gagne le noir

est converti en alcool. Dès qu'un indigène se livre à la boisson, tous les membres de sa famille imitent son exemple. On a vu des femmes donner des spiritueux à boire à des enfants au sein.

Dans les parties du Bas-Congo où l'usage de l'alcool date de loin, la mortalité est grande. Dans la zone du Kakongo, qui confine à la côte et au fleuve et où il y avait jadis une population dense, les villages sont actuellement rares; les nombreux cimetières avec leurs tombes garnies de bouteilles vides, situés dans des espaces déserts, témoignent que ce pays était très peuplé autrefois.

Là où l'infiltration des alcools est de date plus récente, les habitants diffèrent sensiblement des autres tant au physique qu'au moral. La différence est encore plus grande quand on compare les natifs du Haut-Congo, qui sont soustraits à l'influence des spiritueux d'importation, à ceux de la zone maritime. Les noirs de l'intérieur sont intelligents, fiers, soigneux de leur personne, robustes et bien bâtis; le contraire est vrai pour les habitants du bas-fleuve. Le noir qui ne boit pas a conscience de la dégradation que produit l'abus de l'alcool. Malheureusement, l'occasion lui fait trop souvent contracter des habitudes d'intempérance.

Ces considérations, M. le second Plénipotentiaire de l'État du Congo les a présentées pour faire comprendre l'importance que son Gouvernement attache à l'augmentation du droit en vue de protéger plus efficacement la population indigène.

Cet échange de vues, succédant aux communications faites à la précédente séance, révélait l'existence de certaines divergences, portant moins sur le but à atteindre que sur les moyens à employer pour le réaliser.

M. le Président formula en conséquence un projet transactionnel que nous reproduisons comme troisième annexe à ce rapport.

En présentant ce projet à l'Assemblée, M. le Baron Lambermont dit qu'il s'est attaché à faire dans la mesure du possible la part égale aux divers intérêts en cause.

En ce qui concerne le chiffre du droit, on se trouve en présence de points de départ très différents: à l'une des extrémités apparaît le chiffre de 100 francs, à l'autre celui de 50 francs, voire même de 30 francs. C'est entre ces deux extrémités qu'il faut chercher un chiffre transactionnel.

Les Plénipotentiaires de l'Allemagne ayant émis l'avis qu'il serait utile d'assigner une durée assez longue au nouveau tarif afin de permettre au commerce de combiner ses opérations, le Président avait fait remarquer qu'en présence des transformations rapides qui s'opèrent en Afrique, il ne serait pas, quant à présent, conforme à la marche des faits d'immobiliser en quelque sorte le régime douanier et de régler pour dix ans les conditions du commerce. Il a, en conséquence, été amené à croire qu'une durée de six ans serait de nature à concilier ces deux points de vue.

De leur côté, les Représentants des Pays-Bas avaient recommandé d'éviter de passer trop brusquement à un chiffre élevé. Un système d'échelonnement des droits semblait donc de nature à leur donner satisfaction. Il paraît possible de combiner ces deux ordres d'idées en divisant, d'une part, la période de révision comme on l'a fait en 1890, et d'autre part en

échelonnant les droits. C'est le système que consacre le projet, élaboré en vue de préparer les voies à un accord.

Le projet indique le chiffre de 60 francs pour la première période et celui de 75 francs pour la seconde. Le chiffre initial n'est qu'un peu au-dessus du chiffre de 50 francs, auquel plusieurs membres de la Commission se sont ralliés; il reste notablement au-dessous du taux de 100 francs proposé par les Plénipotentiaires anglais. Le chiffre de 75 francs, qui est le chiffre intermédiaire exact, ne serait atteint qu'à l'expiration de la première période. Les Gouvernements auront à apprécier si cette proposition transactionnelle peut être acceptée.

M. le Président donna ensuite lecture des paragraphes 3 et 4 de l'article 1^{er}. Ils ne font que reproduire les dispositions de l'Acte de Bruxelles.

L'article 2 (variante) de l'avant-projet n'étant, comme on l'a fait remarquer, que le commentaire du tarif, a été fusionné avec l'article 1^{er} dont il est devenu le paragraphe final.

Quant à l'article 2 du projet nouveau relatif au droit d'accise, on a repris exactement, pour sa rédaction, celle de l'article 93 de l'Acte général.

L'article 3 réserve aux Puissances qui n'ont pas jugé devoir se faire représenter à la présente Conférence, le droit d'adhérer à la future Convention.

L'article 4 concerne les ratifications et consacre, à cet égard, la procédure adoptée en 1890.

L'article 5 fixe la date du 1^{er} janvier 1900 comme celle de l'entrée en vigueur de la convention. On a cru pouvoir sans inconvénient réintégrer dans le projet la mention de l'époque à partir de laquelle le tarif pourra être appliqué. En effet, la Convention n'est pas destinée à être publiée dès maintenant, et il y a intérêt à ne pas s'exposer à voir différer sa mise en vigueur. Chaque Gouvernement restera libre d'ailleurs d'indiquer une date différente, s'il le juge bon. En tout cas, il a paru difficile d'en suggérer une plus rapprochée, en vue de laisser aux Gouvernements qui auraient à soumettre la Convention à l'approbation de Parlements, le temps nécessaire pour se mettre en règle à ce point de vue.

Le Président ajoute que les articles qui se trouvaient dans l'avant-projet et qui étaient relatifs aux zones de prohibition et à la falsification des alcools, ne figurent plus dans le projet actuel; il en est de même de la stipulation qu'il s'agissait d'y introduire en ce qui concerne les chemins de fer. Il propose d'en faire l'objet, soit d'un Protocole qui serait annexé à la Convention, soit d'une insertion au Protocole.

On ne pouvait guère espérer la mise en discussion immédiate et sans examen préalable de ce projet. Sa présentation provoqua cependant une importante déclaration des Délégués portugais.

M. le Comte de Tovar rappela qu'il avait eu l'occasion, à la séance précédente, de montrer qu'en proposant d'élever le droit actuel au chiffre de 30 francs, le Portugal avait donné un témoignage de son désir de conciliation. Son Gouvernement a à tenir compte, dans la province d'Angola, de certains intérêts, dont la protection ne contrarie pas le but humanitaire qu'on poursuit. M. de Castilho a en effet montré à la Conférence de 1889—1890, que l'alcool fabriqué à Angola est infiniment moins nuisible que les spiritueux venant d'Europe. Il importe, du reste, de ne pas com-

parer des situations absolument différentes. Les mesures de rigueur se comprennent pour les pays neufs, habités par des indigènes restés sauvages ou à peu près, comme c'est le cas pour le Bas-Congo, les régions du Togo, etc. Mais ces mesures ne se justifient plus dans des colonies de trois siècles, aussi civilisées que certaines contrées d'Europe, où les habitants noirs des ports et des grands centres industriels sont arrivés à un degré de culture bien supérieur à celui des habitants des régions que l'alcool n'atteint pas. Au surplus, la surveillance d'une police vigilante empêche les abus et réprime les excès.

Le Gouvernement portugais, voulant néanmoins donner un nouveau témoignage de ses sentiments humanitaires et de son esprit de conciliation, a autorisé Son Excellence à adhérer au chiffre de 50 francs.

„En faisant, ajoute le comte de Tovar, cette déclaration dont la haute portée sera, je n'en doute pas, dûment appréciée par la Conférence, je dois cependant ajouter que l'adhésion du Gouvernement portugais à l'élévation du droit actuel de 15 et de 25 francs au chiffre de 50 francs, dépend du maintien du statu quo reconnu ou établi par l'Acte général de Bruxelles, en tout ce qui ne concerne pas le point précis de la fixation du nouveau droit, objet exclusif de la revision et le seul auquel il puisse apporter sa collaboration dans cette Conférence.“

Le projet transactionnel, après avoir été soumis à l'examen des différents Gouvernements, fut discuté dans la séance du 10 mai.

M. Göhring exposa la manière de voir de son Gouvernement.

La question à laquelle le Gouvernement impérial attache la plus grande importance, est relative au traitement différentiel. Il est sans doute superflu de faire en ce moment un exposé complet des différents modes d'application du traitement différentiel. Il suffira d'attirer l'attention de la Commission sur les droits différentiels proprement dits et sur ceux qui concernent les produits de la fabrication intérieure.

Il existe des droits différentiels dans les colonies françaises et dans les colonies portugaises. Dans ces dernières, le droit sur les produits étrangers est triple de celui établi sur les produits nationaux, ce qui équivaut à une véritable prohibition.

En ce qui concerne les produits de la fabrication intérieure, M. le baron Lambermont avait suggéré l'idée que le montant de l'accise fût équivalent au droit d'entrée, non pas seulement au droit conventionnel minimum, mais au droit d'entrée quelconque qui serait établi. Le Gouvernement impérial croyait même qu'en établissant cette équivalence entre les deux droits, on n'allait pas assez loin dans la voie de la taxation des produits indigènes et que ceux-ci devraient être grevés plus fortement, d'abord à cause du bas prix de la matière première et de la main-d'œuvre, ensuite à cause de la proximité des lieux de production et de ceux de consommation, ce qui supprime à peu près les frais de transport. Enfin, parce que le contrôle s'exerce plus difficilement pour eux que pour les produits importés.

Il semblait, pour ces diverses raisons, que l'accise devait être supérieure au droit d'entrée qu'il s'agit d'établir. Au lieu de cela, on s'est arrêté dans le projet transactionnel au système de l'Acte général de Bruxelles qui

limite au minimum du droit d'entrée la taxation obligatoire de la production intérieure.

Les Plénipotentiaires allemands sont d'avis qu'une pareille disposition n'est pas conforme au but que poursuit la Conférence.

L'Allemagne a dans cette question un intérêt particulier à raison du voisinage de ses colonies des possessions portugaises où la production intérieure a pris un développement considérable. Elle a fermé ses territoires du côté de la mer, mais aujourd'hui ses frontières intérieures sont menacées par l'invasion des produits qui sont d'autant plus recherchés qu'ils sont moins chers.

Elle considère le traitement différentiel en cette matière comme une source d'incertitudes pour le commerce et une prime à la contrebande. En s'imposant dans ses colonies des restrictions obligatoires, elle entre en campagne contre son propre commerce, mais en agissant de la sorte elle se croit en droit de demander que les autres Puissances, de leur côté, épuisent leurs moyens d'action et ne se bornent pas à agir contre les produits allemands en favorisant leurs propres produits. On a prétendu qu'on ne pouvait pas imposer de restriction à la liberté des Puissances d'établir chez elles un traitement différentiel, que ce serait porter atteinte à leur autonomie. Mais il est à remarquer que dans le bassin conventionnel du Congo, cette considération n'a pas empêché l'exclusion de tout droit différentiel. Et la Conférence actuelle, en fixant les droits sur les spiritueux, ne fait elle-même que restreindre la souveraineté des différents Gouvernements. Qu'on examine comme on le voudra la question dont il s'agit ici, elle présentera toujours une très grande importance. Aussi le Gouvernement impérial, en consentant dans la séance précédente à une augmentation du droit en vigueur, avait-il mis comme condition préalable la suppression de tout droit différentiel sur les spiritueux en Afrique.

Les instructions que viennent de recevoir les Plénipotentiaires allemands les autorisent à ne pas insister davantage sur cette condition. Le Gouvernement impérial a été d'avis que le terrain était actuellement trop peu préparé pour aborder la solution de cette question; il a craint, en insistant, de provoquer un ajournement indéfini de la Conférence. Or, il ne veut pas amener un pareil résultat, d'abord parce qu'il désire être agréable aux Puissances représentées, ensuite parce qu'il prend en considération la situation particulière dans laquelle se trouve l'État Indépendant du Congo.

Un ajournement aurait pour conséquence de conserver à toutes les Puissances possessionnées en dehors du bassin conventionnel, la faculté d'élever leurs droits sur les spiritueux importés, tandis que l'État du Congo serait obligé de s'en tenir aux minima obligatoires de 15 et de 25 francs. Or, c'est surtout pour permettre au Gouvernement de l'État du Congo de se procurer des moyens d'action meilleurs que ceux dont il dispose que le Gouvernement allemand a voulu éviter un ajournement. Toutefois, il n'entend pas, en prenant cette résolution, que la question du droit différentiel soit écartée définitivement du débat. Il pense que cette question renaîtra un jour, et c'est dans cette pensée qu'il a chargé ses Plénipotentiaires de demander que le protocole de la Conférence renferme une déclaration ayant pour but de maintenir cette manière de voir du Gouvernement

allemand et de réserver sa liberté d'action pour l'avenir. En ce qui concerne l'article 2, les Plénipotentiaires allemands désireraient que cet article fût formulé d'une façon différente, parce que la rédaction actuelle semble créer à nouveau le régime de faveur établi au profit des produits de la fabrication intérieure et aux dépens des produits importés. Peut-être pourrait-on se contenter d'une référence à l'article 93 de l'Acte général. Ils expriment également le vœu que le rapport répète ce qui a été dit dans le rapport de la première Conférence, à savoir que la France et le Portugal reconnaissent que dans les possessions où existent des droits différentiels, le droit frappant les produits nationaux ne pourra être inférieur au minimum du droit d'entrée. Il s'agit ici des droits différentiels proprement dits, tandis que l'article 2 ne vise que les taxes frappant les produits de la fabrication intérieure.

Les Plénipotentiaires allemands sont également autorisés à déclarer que leur Gouvernement, tout en jugeant que 50 francs constituent un chiffre raisonnable, ne s'oppose pas à l'établissement d'un droit de 60 francs par hectolitre à 50⁰ centésimaux.

Ils n'ont rien à objecter non plus à la durée de la période de revision. Ils avaient originairement proposé dix ans, ils acceptent aujourd'hui la période de six ans.

Mais ils ont des objections à faire en ce qui concerne les deux étapes prévues dans cette période. Ils trouvent que la fixation d'une étape intermédiaire ne répond pas au but que la Conférence se propose. En effet, du moment que le commerce est prévenu qu'après un certain nombre d'années le droit sera augmenté, il cherchera naturellement à écouler le plus de marchandises possible. Des stocks considérables se formeront, et comme les produits ne peuvent, en Afrique, se conserver longtemps en magasin sous peine de se détériorer, on les jettera en grande quantité sur le marché et on encouragera la consommation des spiritueux au lieu de la restreindre.

D'autre part, le commerce en général a intérêt à être assuré d'une certaine stabilité. Un régime nouveau a été établi récemment au Cameroun, et si la disposition dont il s'agit était adoptée, il faudrait le modifier de nouveau au bout de trois ans. C'est jeter la perturbation dans les opérations commerciales que de stipuler de pareilles étapes sans nécessité.

Dans cet ordre d'idées, un droit de 75 francs après trois ans ne paraît pas acceptable au Gouvernement allemand, tandis que le droit de 60 francs s'encadre parfaitement dans le régime actuellement en vigueur au Cameroun.

Cependant, il serait disposé à l'accorder dans une certaine mesure. L'État du Congo ayant déclaré qu'il se ralliait au chiffre de 100 francs proposé par l'Angleterre, les Plénipotentiaires allemands sont autorisés à consentir à ce que, dans le bassin conventionnel du Congo, le droit soit porté à 75 francs.

M. de Castilho demanda à présenter quelques observations en réponse aux affirmations de M. Göhring relativement à la fabrication des spiritueux dans les colonies portugaises, afin de le tranquilliser sur les dangers que cette fabrication présenterait, suivant lui, pour les possessions allemandes limitrophes.

A la côte orientale, dit-il, les possessions allemandes sont séparées des possessions portugaises par le fleuve Rowuma, et de plus, dans la partie nord de la province de Mozambique, il n'existe aucune fabrication de boissons distillées. Les indigènes seuls y fabriquent de l'alcool en très petite quantité et pour leur propre consommation.

L'invasion des possessions allemandes par les spiritueux fabriqués dans le Mozambique n'est donc pas à craindre, les distilleries de cette province se trouvant à une grande distance de la Rowuma.

Ce n'est que dans le voisinage du Zambèze, autour de Quilimane, que les premières distilleries se rencontrent.

La même observation peut être faite en ce qui concerne l'Angola, séparé des possessions allemandes au sud-ouest par le Cunène. Le sud de l'Angola est stérile et inhabité. Ce n'est qu'à la côte, dans la baie d'Alexandre et la baie des Tigres (Great Fish bay), qu'on trouve une population d'une certaine importance, composée exclusivement de pêcheurs ne vivant que du produit de leur pêche.

Les distilleries les plus rapprochées de la frontière allemande sont établies à Mossamedes, à plus de 100 milles du Cunène, et les spiritueux qu'elles fabriquent ne pourraient pénétrer dans l'intérieur à cause des déserts qui leur font obstacle. Par conséquent, les possessions allemandes à la côte occidentale ne courent non plus aucun danger.

M. de Castilho a tenu à présenter les observations qui précèdent, uniquement afin que son silence ne pût être interprété comme un acquiescement aux allégations de M. le second Plénipotentiaire allemand.

Ensuite Sir F.-R. Plunkett donna lecture de la déclaration suivante :

„Le Gouvernement Britannique a examiné la proposition des Plénipotentiaires belges avec grand soin et avec le plus vif désir de concilier les intérêts en présence, mais il se trouve à regret empêché d'y donner une adhésion complète.

Il considère que le droit de 60 francs proposé comme minimum ne constituerait qu'une augmentation trop minime comparativement aux droits qui sont déjà établis en réalité, pour pouvoir être acceptée comme suffisante pendant une période d'une durée relativement longue.

De plus, ce minimum ne subirait, au bout de trois ans, qu'une augmentation peu importante, et il serait loisible à chaque Puissance de se refuser à prendre en considération toute augmentation ultérieure du droit pendant une nouvelle période de trois ans.

Comme transaction et dans le désir très sincère de concilier les divers intérêt en jeu, le Gouvernement Britannique proposerait un droit de 75 francs pour trois ans, et ensuite un droit de 100 francs. Ou bien il accepterait un droit minimum de 60 francs augmentant d'année en année de 10 francs sans limitation, mais sans stipulation quant à la période de durée.

Chacune des Puissances signataires se réserverait le droit de demander, quand elle le jugera convenable, que la question du chiffre des droits soit prise en reconsidération.

Nous devons rappeler à la Conférence que déjà, en 1889, le Gouvernement Britannique considérait le taux de 200 francs comme étant le seul offrant des chances suffisantes; et que, si nous avons proposé un taux de

100 francs au début de la Conférence actuelle, c'était uniquement dans un esprit de conciliation, en vue de nous rapprocher de ce que nous supposons rentrer dans l'idée des autres Gouvernements et nullement comme un taux suffisant.

Nous avons déjà expliqué, dans la déclaration faite par M. Farnall à la première séance de la Commission, que l'expérience acquise dans nos colonies donne lieu de croire qu'un droit d'entrée élevé serait avantageux au commerce général, et il nous semble que les renseignements donnés par certains de nos Collègues et le résultat de l'examen que nous avons pu faire des statistiques des colonies étrangères en Afrique, prouvent qu'il en est bien ainsi.

Je crois opportun de faire encore quelques observations à l'appui de la proposition que je viens de faire.

Nous nous trouvons actuellement, en Afrique, à la naissance pour ainsi dire d'une ère nouvelle. Les chemins de fer et les bateaux à vapeur vont ouvrir au trafic des régions nouvelles; d'importantes opérations commerciales vont probablement se faire. Or, aujourd'hui que l'on peut encore exercer une influence sur la marche des événements futurs, le Gouvernement Britannique désire vivement ouvrir la voie au commerce général et empêcher que les progrès de la civilisation ne tournent à l'avantage d'un commerce désastreux en facilitant la propagation des alcools."

À la suite de cette déclaration, il fut momentanément sursis à l'examen de la question du taux du droit sur laquelle un accord complet n'avait pu jusqu'alors s'établir. Cependant, M. de Smet de Naeyer tint à remercier M. le second Plénipotentiaire d'Allemagne des paroles qu'il venait de prononcer et qui marquent à la fois le désir de l'Allemagne de voir aboutir la Conférence et sa sympathie pour l'État du Congo.

Revenant à l'objet du débat, il constata que la Commission se trouvait en présence de trois propositions: celle des Plénipotentiaires allemands qui prévoit un taux unique de 60 francs; le projet transactionnel dû à l'initiative des Représentants de la Belgique, et enfin la proposition anglaise qui vient d'être énoncée.

Les Plénipotentiaires de l'État du Congo, ajouta-t-il, forment des vœux pour que la Conférence aboutisse à une entente moyennant des sacrifices réciproques. Dans leur pensée, l'entente devrait se faire sur un chiffre unique s'appliquant à une période assez longue, afin d'éviter des variations de nature à favoriser la spéculation et à provoquer une recrudescence du trafic.

De son côté, M. le Président suggéra l'idée que l'entente pourrait peut-être se réaliser sur les bases suivantes:

Le droit serait fixé à 75 francs pour six ans. Chaque Puissance aurait la faculté de demander la revision avant cette échéance, mais la revision serait obligatoire à l'expiration de la période de six ans.

La revision obligatoire reportée à six ans offrirait au commerce une base plus stable pour ses opérations.

D'autre part, le chiffre du droit serait suffisamment élevé pour assurer pendant la période fixée la réalisation du but humanitaire qu'on poursuit.

M. le Président recommanda cette combinaison à l'attention des Gouvernements.

Une nouvelle rédaction de l'article 1^{er} fut préparée en conséquence et distribuée. Elle constitue l'annexe n° 4, litt. A du rapport.

La Commission se réunit une dernière fois le 23 mai. A cette séance, les Plénipotentiaires firent successivement connaître les vues de leurs Gouvernements respectifs au sujet des propositions qui leur avaient été soumises à la fin de la séance précédente.

M. Göhring, sans revenir sur la question des spiritueux dans son ensemble, fit remarquer que le Gouvernement impérial se croyait tenu à une grande réserve à raison de la contradiction qu'il avait signalée dans le fait de proscrire en quelque sorte les alcools à l'entrée, et d'en favoriser d'autre part le trafic au moyen de droits différentiels.

Pouvait-il imposer au commerce national des restrictions sans réclamer en échange une réforme du régime des droits différentiels?

Il se rend compte toutefois des difficultés très grandes qu'il rencontrerait sur ce terrain et comprend qu'il risquerait, en insistant, de provoquer l'échec de la Conférence. Il n'a pas voulu aller jusque-là, et il a résolu d'abandonner pour le moment la question des droits différentiels, quelque importante qu'elle soit, et de se borner à formuler une déclaration dans laquelle il maintiendra sa manière de voir à cet égard, et se réservera sa complète liberté d'action pour l'avenir.

Cependant, le maintien de la situation actuelle en ce qui concerne les droits différentiels, entraîne pour le Gouvernement allemand l'impossibilité de consentir à une augmentation trop considérable du droit d'entrée sur les spiritueux. Il ne faut pas que l'on se demande en Allemagne pourquoi le Gouvernement impérial croit devoir faire la guerre aux produits de l'industrie nationale, alors que d'autres Puissances agissent dans un sens tout opposé.

Les Plénipotentiaires allemands ont proposé au début le droit de 60 francs comme droit minimum. Toutefois, le Gouvernement Britannique insistant sur l'adoption d'un chiffre plus élevé en se fondant sur le résultat d'expériences faites dans les colonies anglaises, le Gouvernement impérial, bien que les données recueillies par lui dans les colonies allemandes ne concordent pas absolument avec les appréciations des Plénipotentiaires britanniques, ne veut pas se séparer de l'Angleterre sur cette question. Après avoir examiné à nouveau jusqu'où il pouvait aller sans compromettre la situation du commerce dans ses colonies, il en est arrivé à proposer le chiffre de 70 francs, sous le bénéfice toutefois d'une exception d'une portée secondaire pour l'œuvre envisagée dans son ensemble, mais d'une grande importance pour l'Allemagne.

Cette exception qui touche un peu aux intérêts de l'Angleterre et de la France, à l'exclusion de ceux des autres Puissances, ne paraît pas de nature à rendre une entente difficile. Elle concerne le Togoland, colonie neuve, dont les débuts ont été assez pénibles, où les voies de communication sont encore insuffisantes, et dont le commerce n'est pas dans des mains puissantes. Supprimer subitement le commerce des spiritueux dans ces contrées, ce

serait faire disparaître un des instruments habituels d'échange, désorganiser le trafic et compromettre jusqu'à l'avenir des cultures.

Ces effets se feront sentir d'une façon d'autant plus sensible que l'écart entre le droit nouveau et le droit ancien sera plus considérable.

Le droit de 70 francs représenterait, à peu de chose près, le quintuple du droit actuellement perçu. En effet, le tarif de 22 Marks ne s'applique qu'à l'hectolitre à 100⁰, ce qui donne le chiffre de 15 francs pour l'hectolitre à 50⁰.

Au surplus, il ne faut pas perdre de vue que ce tarif, relativement bas, a été en quelque sorte imposé à l'Allemagne. Elle aurait préféré faire au Togo ce qu'elle a fait au Cameroun: habituer le commerce à une augmentation graduelle du droit d'entrée. Mais ici elle se trouvait liée, d'un côté par sa convention avec l'Angleterre; de l'autre, par la nécessité de tenir compte de l'état de choses existant au Dahomey, et de son intérêt à maintenir son tarif au niveau de celui de cette colonie. Dès lors, si le commerce n'est pas préparé à une forte augmentation du droit, on ne saurait en faire un grief à l'Allemagne. En tout cas, si l'on demande au Gouvernement impérial de fermer les yeux sur le régime de faveur dont jouissent certaines colonies, on ne peut en même temps lui demander d'abandonner les intérêts de ses propres colonies. C'est pourquoi il ne pourrait souscrire pour Togo à un droit supérieur à 60 francs.

En résumé, les Plénipotentiaires allemands sont chargés de proposer le chiffre de 70 francs comme minimum général, et celui de 60 francs pour la colonie allemande de Togo.

Ils sont autorisés à adopter toutes les autres clauses du projet, et ils espèrent que l'entente pourra s'établir sur ces bases.

M. Gérard fait connaître que le Gouvernement français accepte la nouvelle rédaction de l'article premier, sauf en ce qui concerne la revision facultative. Son Excellence rappelle que son Gouvernement, a adhéré successivement à toutes les propositions transactionnelles qui ont été présentées. C'est à ce titre qu'il s'est rallié en dernier lieu au droit de 75 francs pour une période de six ans. Mais que le chiffre adopté soit 70 ou 75 francs, le Gouvernement français estime que la fixité du tarif s'impose pendant une période de six ans. En posant le principe d'une revision facultative qui pourrait être demandée au début même de cette période, au lendemain pour ainsi dire de la nouvelle tarification, ne risque-t-on pas d'émettre un doute, de porter un jugement moins favorable sur l'efficacité de la solution adoptée par la Conférence?

Il serait peut-être assez délicat, au moment même où un accord est consacré, de paraître en infirmer la valeur. Sans doute, il s'agit d'une revision purement facultative. Mais pourquoi dès lors poser un principe que l'opposition d'une seule puissance est de nature à rendre illusoire? Il n'est pas excessif de laisser au nouveau régime à établir une fixité de six ans, que le Gouvernement français considère comme pleinement justifiée.

En ce qui concerne l'exception demandée par les Plénipotentiaires d'Allemagne pour la colonie de Togo, M. le Ministre de France ne pourra qu'en référer à son Gouvernement. Il exprime l'espoir que l'entente ne sera pas de ce chef impossible à réaliser.

Sir F.-R. Plunkett déclare que le Gouvernement Britannique aurait préféré le droit transactionnel de 75 francs. Toutefois, l'Allemagne ayant exprimé le désir de le voir modifier, il a, dans un esprit de conciliation et pour arriver à un arrangement, autorisé ses Plénipotentiaires à accepter la proposition de fixer le droit minimum à 70 francs pour toute l'étendue de la zone, sauf en ce qui concerne le Togo, où il serait réduit à 60 francs.

Dans ces conditions, on pouvait espérer que toutes les difficultés auraient été résolues. Mais le Gouvernement français vient, par l'organe de son Représentant, de faire une réserve sur un point auquel le Gouvernement Britannique attache une grande importance. Elle concerne la clause de la revision facultative pendant la période de six ans.

M. le Ministre d'Angleterre ne pense pas, comme on l'a prétendu, que cette clause soit sans utilité pratique. Chacun sait que si l'Angleterre s'est résignée à accepter le taux du droit proposé, c'est uniquement en vue d'arriver à une solution. Mais elle considère que ce droit est insuffisant pour remédier aux abus que l'on veut combattre et dont l'expérience ne tardera pas à démontrer l'existence. Elle a, par conséquent, voulu laisser une porte ouverte à la revision dans le cas où la nécessité viendrait à s'en faire sentir.

Si encore le droit avait été fixé à 75 francs, elle aurait peut-être pu transiger sur ce point, mais avec la réduction à laquelle elle vient de consentir, cette clause lui paraît d'autant plus importante, et, pour le moment, elle ne peut que la maintenir. Pour le reste, le Gouvernement Britannique accepte le projet transactionnel tel qu'il a été formulé.

Répondant à l'observation par laquelle M. le Ministre d'Angleterre a terminé sa déclaration, M. le Ministre de France fait remarquer que le chiffre de 75 francs a été accepté par le Gouvernement de la République, qui se trouve sur ce point d'accord avec le Gouvernement Britannique. Mais les considérations sur lesquelles le Gouvernement français s'appuie pour écarter la revision facultative conservent à ses yeux toute leur valeur, lors même que le droit se trouve abaissé au chiffre de 70 francs.

M. Cantagalli dit qu'il est autorisé par son Gouvernement à accepter les différents articles du projet transactionnel ainsi que les trois formules de rédaction du protocole. Toutefois, ses instructions et ses pouvoirs lui laissent une latitude suffisante pour lui permettre, à la suite des observations présentées par le second Plénipotentiaire d'Allemagne, et qui méritent d'être prises en considération, de se rallier aux chiffres moindres qu'il a proposés, à savoir 70 et 60 francs.

M. le Ministre d'Italie ajoute qu'il a été heureux d'avoir pu contribuer pour sa part à faciliter une entente, et il espère que celle-ci pourra se réaliser à brève échéance.

M. de Pestel déclare que son Gouvernement l'autorise à se rallier à la dernière formule proposée, et à adhérer à toute proposition qui serait de nature à conduire à un accord définitif. Tout en acceptant le chiffre de 75 francs, il est prêt à accepter les chiffres moindres proposés par les Plénipotentiaires allemands.

M. le comte de Tovar dit que ses instructions lui permettent d'accepter le chiffre de 75 francs. Il croit inutile de rappeler que le Portugal,

après avoir proposé un chiffre initial de 30 francs, a successivement adhéré aux droits de 50, 60 et 75 francs. Il a voulu témoigner ainsi de ses sentiments de conciliation et de son désir d'arriver à une entente, malgré les sacrifices qui devaient résulter pour lui de l'établissement de ces droits élevés. Cependant, il subordonne son adhésion au retrait de la clause qui prévoit la revision facultative pendant la période de six ans.

Le Gouvernement portugais est d'avis qu'après avoir élevé le droit dans des proportions aussi considérables, il serait incompatible avec la sûreté des opérations commerciales de créer un état d'incertitude comme celui qui résulterait de la clause dont il s'agit.

En ce qui concerne le dernier paragraphe de l'article 1^{er} qui prévoit l'augmentation ou la diminution proportionnelle du droit au-dessus ou au-dessous de 50°, il voudrait que l'on remplaçât le mot „sera“ par celui de „pourra“, afin de rendre cette disposition facultative et non impérative.

M. le comte de Tovar manifesta ensuite le désir de présenter quelques observations personnelles au sujet de ce qu'avait dit M. le second Plénipotentiaire d'Allemagne relativement aux droits différentiels, non en vue de discuter l'opinion qu'il avait émise, mais pour que son silence ne pût être considéré comme un manque d'égard vis-à-vis de son collègue.

M. Göhring, en réponse à l'objection qui lui avait été faite que la proposition allemande tendant à la suppression des droits différentiels impliquait une atteinte aux droits de souveraineté des Puissances, a dit que toutes les résolutions qu'avait en vue la présente Conférence limitaient en réalité ces droits de souveraineté. Cela est tout à fait exact; mais quand les Puissances consentent ici à apporter des restrictions à la liberté d'action qui leur appartient, les concessions qu'elles se montrent disposées à faire sur ce terrain, elles les font dans un but humanitaire et civilisateur; chacune, à ce point de vue, fait ce qu'elle croit pouvoir faire; si on vient exiger d'elles des concessions semblables au nom d'intérêts matériels, alors ces concessions en appellent d'autres en échange, et l'on ne négocie plus un traité ayant un but de civilisation mais un traité de commerce. A l'époque de la première Conférence, lord Vivian, parlant de la revision du régime des spiritueux, a dit qu'elle se ferait au nom de l'humanité. Or, on ne voit pas en quoi l'existence des droits différentiels peut léser les droits de l'humanité. Le but de la Conférence actuelle est limité: elle n'a à s'occuper d'autre chose que de la revision du taux du droit en vigueur; mais en supposant qu'elle eût les pouvoirs nécessaires pour traiter la question des droits différentiels, il semble qu'elle aurait tout intérêt à les maintenir là où ils existent. Il est évident, en effet, que, si on les supprime, on favorise la concurrence des alcools étrangers; ceux-ci entreront en plus grande quantité et le but que l'on poursuit ne sera pas atteint.

Le Gouvernement portugais, ainsi que Son Excellence l'a déjà annoncé, a saisi récemment sa législature d'un projet de loi élevant le droit d'accise en vue d'encourager la fabrication du sucre de canne. Si on venait à lui demander de supprimer les droits différentiels, à quoi lui aurait servi d'inaugurer cette nouvelle politique financière, si en même temps on l'empêche d'enrayer l'introduction des alcools étrangers, qui sont beaucoup plus pernicieux pour l'indigène que les alcools fabriqués dans le pays même?

Carathéodory Efendi rappelle qu'il a déjà eu l'occasion de déclarer que le Gouvernement ottoman était disposé à souscrire aux mesures les plus radicales. Ses instructions lui donnent la plus grande latitude pour se rallier aux résolutions qui seront prises par la majorité. Il accepte donc le chiffre de 75 francs, de même que tout autre chiffre sur lequel l'Assemblée se sera mise d'accord. A ce propos, M. le Ministre de Turquie désirerait, dans un esprit de conciliation, pouvoir présenter une observation personnelle.

Il lui semble que les quelques difficultés qui restent à régler pourraient être aisément surmontées si les Parties en remettaient la solution au Président qui remplirait dans l'occurrence les fonctions d'arbitre. Ainsi, l'Angleterre est d'avis que la revision du régime doit être facultative pendant tout le cours de la période de six ans; la France et le Portugal font opposition à cette manière de voir. Si chacune de ces Puissances maintient son opinion, l'entente deviendra impossible. Qu'est-ce qui empêcherait de confier au Président, dans la sagesse et l'habileté duquel chacun a pleine confiance, le soin de décider comment cette revision facultative pourra s'exercer?

En supposant que l'Angleterre, après quelque temps, jugeant que la revision est devenue nécessaire, fasse une proposition en ce sens, et qu'une des Puissances intéressées s'y oppose, qu'arrivera-t-il dans ce cas? La Conférence se réunira-t-elle ou non? Et si elle se réunit sans tenir compte de cette opposition, quelle valeur pratique pourront avoir ses résolutions à défaut d'unanimité? Il serait donc de beaucoup préférable que le Président décidât, par exemple, que la revision facultative ne pourra se faire que dans certaines conditions; qu'on fera un premier essai; qu'après un certain délai la proposition de revision pourra être introduite. Sur ces bases, l'Angleterre qui a déjà fait preuve de conciliation en abaissant le chiffre du droit qu'elle avait proposé primitivement, pourrait arriver à une entente avec la France et le Portugal et toute difficulté serait écartée.

Sir F.-R. Plunkett dit qu'il n'est pas autorisé à accepter la procédure suggérée par M. le Ministre de Turquie.

Il restait à connaître la manière de voir du Gouvernement de l'État Indépendant du Congo.

M. de Smet de Naeyer dit que les Plénipotentiaires du Congo auraient été tout disposés à accepter le chiffre de 75 francs du projet transactionnel, mais puisque celui de 70 francs est actuellement proposé, ils déclarent pouvoir s'y rallier.

M. de Smet de Naeyer exprime ensuite la surprise que lui a fait éprouver l'amendement suggéré par M. le comte de Tovar et tendant à rendre facultative l'augmentation proportionnelle du droit stipulé. Cet amendement, s'il était adopté, équivaldrait à une réduction de 50 % du taux du droit. Il espère que M. le Ministre de Portugal n'insistera pas sur sa proposition.

M. le comte de Tovar ayant déclaré que telles sont les instructions reçues de son Gouvernement, M. de Smet de Naeyer fait ressortir la gravité des conséquences qui résultent de la proposition de M. le Ministre de Portugal et le prie d'insister auprès de son Gouvernement pour qu'il ne main-

tienne pas cette réserve qu'il considère comme destructive de toute l'œuvre de la Conférence.

Sir F.-R. Plunkett partage entièrement cette manière de voir.

M. le Président dit qu'il est entendu que M. le comte de Tovar fera connaître à son Gouvernement que l'opinion de la Commission est contraire à l'amendement qu'il a proposé.

Après que M. le Ministre d'Espagne eut déclaré que son Gouvernement se rallie au projet transactionnel et aux chiffres proposés par les Plénipotentiaires allemands, le débat sur la question du droit d'entrée fut clôturé.

M. le Président le résuma.

La Convention elle-même, dit-il, n'est plus en question; le chiffre du droit à établir ne soulève plus de difficulté, l'accord s'étant fait sur celui de 70 francs. La clause de revision facultative toutefois, peut encore donner lieu à quelque hésitation.

Cette clause ayant été proposée par lui dans un esprit de conciliation, il lui paraît assez difficile de la combattre. Toutefois, il n'a pas la certitude qu'elle ait été généralement bien comprise.

Elle n'implique pas, en effet, pour chaque Puissance, la faculté de dénoncer la Convention pendant la durée de la période de six ans, mais seulement la faculté d'en demander la revision.

Elle peut, jusqu'à un certain point, rassurer les esprits de ceux qui trouveront que la Conférence n'a pas été assez loin dans les mesures qu'elle a arrêtées.

Mais d'autre part, ainsi que l'a dit M. le Ministre de France elle implique un jugement peu flatteur sur l'œuvre accomplie en commun par les Gouvernements représentés. De plus, en tant que démonstration de l'insuffisance du taux du droit établi, il ne faut pas perdre de vue que le chiffre proposé représente plus du quadruple du droit minimum actuellement en vigueur. Il est évident, dans ces conditions, que la simple comparaison des chiffres constituera pour l'opinion publique une démonstration plus probante qu'une clause de revision facultative que l'opposition d'une seule partie peut rendre inefficace.

M. le Président exprime l'espoir qu'avant la réunion de la Conférence les Gouvernements intéressés dans cette question auront manifesté des dispositions propres à ménager une entente définitive.

En ce qui concerne la proposition faite par M. le Ministre de Turquie de le charger du soin de résoudre la difficulté, M. le Président, tout en remerciant Carathéodory Efendi du témoignage de confiance qu'il a bien voulu lui accorder, déclare que si les Gouvernements le consultant à ce sujet, il suggérera l'idée de remplacer la clause dont il s'agit par une déclaration analogue à celle que Lord Vivian a faite en 1890. Par cette déclaration, le Gouvernement britannique ferait savoir qu'il aurait désiré un chiffre plus élevé et qu'il se réservait de réaliser ses projets dans l'avenir, mais que, ne voulant pas rendre stériles les labeurs de la Conférence, il se ralliait au chiffre adopté.

Cette déclaration serait insérée dans le protocole et par là-même rendue publique, ce qui, au point de vue de l'opinion, produira un meilleur effet

qu'une clause dont l'efficacité serait laissée à la discrétion de chacune des Puissances.

M. le Président exprime le désir que l'idée qu'il vient de développer soit soumise à l'appréciation des Gouvernements.

Sir F.-R. Plunkett ne manquera pas de rendre un compte exact à son Gouvernement des paroles de M. le Président; cependant, il doit déclarer de nouveau que ses instructions, en ce qui concerne la revision facultative, sont très précises. Il tient à ne laisser subsister aucun doute sur ce point afin de ne pas induire ses Collègues en erreur.

Le Gouvernement Britannique fera peut-être quelques concessions relativement à la forme de la disposition, mais Son Excellence ne saurait promettre qu'il en sera fait ainsi quant au fond.

M. Gérard ne peut que maintenir ses précédentes observations portant sur la clause de revision facultative dont les avantages ne lui apparaissent pas, mais dont certains inconvénients n'ont pas été sans frapper M. le Président. Il se réserve au surplus de communiquer à son Gouvernement la suggestion qui vient d'être faite, touchant la déclaration britannique à insérer dans l'un des protocoles, et il ne peut qu'attendre à cet égard les instructions de son Gouvernement.

M. le comte de Tovar fait observer, en ce qui concerne la modification qu'il a proposée à la clause stipulant l'augmentation et la diminution proportionnelle du droit, qu'il avait également pour instruction de la présenter comme une condition de l'adhésion de son Gouvernement; toutefois, il fera connaître à ce dernier les objections qu'elle a soulevées au sein de la Commission.

M. de Smet de Naeyer fait observer que le mot pourra, proposé par M. le Comte de Tovar en remplacement du mot sera, qui figure dans l'article, permettra d'introduire de l'alcool pur moyennant un droit d'entrée de 70 francs; il suffira de le diluer ensuite pour que, en fait, l'alcool à 50° n'ait plus qu'à payer un droit de 35 francs. D'ailleurs, il est à remarquer que, lorsqu'on fixe un taux pour le droit d'entrée ou le droit d'accise sur les spiritueux, c'est toujours par degré de force alcoolique qu'on l'établit, de manière que chaque degré d'alcool soit frappé. Quoi qu'il en soit, il ne s'oppose pas à ce qu'on puisse ne pas diminuer proportionnellement le droit au-dessous de 50°.

M. le Comte de Tovar fait remarquer à ce propos qu'en 1890, on avait établi un droit fixe sans augmentation ou diminution proportionnelle.

M. de Smet de Naeyer répond que l'article 92 de l'Acte de Bruxelles avait stipulé un droit de 15 francs pour l'hectolitre à 50°. La France et l'État Indépendant du Congo ont interprété la disposition en ce sens que ce droit de 15 francs devait être augmenté ou diminué proportionnellement au degré de force alcoolique des spiritueux au-dessus ou au-dessous de 50°. Si dans certains pays on a agi différemment, c'est qu'il y a eu malentendu sur le sens de l'Acte Général.

§ 2. Du droit d'accise.

L'article 3 du projet de convention suggéré par les Plénipotentiaires britanniques porte :

„Le droit d'accise prévu par l'article 93 de l'Acte général de Bruxelles ne sera pas inférieur au droit d'entrée fixé à l'article premier.“

En ouvrant la discussion sur cet article, M. le Président émit l'avis que tel qu'il est rédigé, ce texte pourrait donner lieu à des divergences d'interprétation, du moins en ce qui concerne les territoires situés en dehors du bassin conventionnel du Congo. Pour ces derniers, le doute n'est pas possible; les droits d'entrée ne pourront être autres que ceux que la Conférence aura fixés et, par conséquent, le droit d'accise y sera toujours égal au droit d'entrée.

Mais dans les autres possessions de la zone, les Puissances qui conservent la liberté de taxer les spiritueux importés à un taux supérieur au minimum, auront-elles la faculté de s'en tenir à ce minimum pour les spiritueux fabriqués à l'intérieur, de manière à favoriser et à développer la production indigène par l'établissement d'un régime différentiel?

Cette question a sans doute moins d'importance aujourd'hui qu'on propose de porter le minimum à un chiffre élevé. Il n'en reste pas moins vrai qu'il serait plus conforme, sinon à la lettre, du moins à l'esprit de l'Acte de Bruxelles, de faire disparaître l'équivoque que la rédaction de l'article 3 du projet laisse subsister. En offrant une prime à la fabrication indigène, on risque d'ouvrir une porte au moment où on se préoccupe d'en fermer une autre. Dès lors, ne vaut-il pas mieux, dans l'intérêt de la cause humanitaire, que la Conférence a pour mission de servir, de stipuler clairement que le droit d'accise devra être partout le même que le droit d'entrée? Si la Commission partageait ces vues, la rédaction devrait être modifiée de la manière suivante:

„Le droit d'accise sur les spiritueux fabriqués à l'intérieur ne sera pas inférieur au droit d'entrée.“

Cette proposition fit surgir des réserves de diverse nature.

M. le comte de Tovar, tout en annonçant qu'il désirait en référer à son Gouvernement pour lequel la question présentait une grande importance, émit le sentiment personnel qu'il fallait interpréter l'article 93 de l'Acte de Bruxelles en ce sens que les Puissances conservent la faculté de s'en tenir pour l'accise au droit minimum.

D'après M. de Smet de Naeyer, il ne paraît pas possible de contester le droit des Puissances d'établir dans leurs colonies, si elles le jugent opportun, un régime de taxes différentielles destiné à favoriser la fabrication indigène. La Conférence de 1889—1890 s'est prononcée en ce sens. C'est du moins ce qui résulte du rapport de sa Commission technique. Il ajouta toutefois que ses observations avaient un caractère purement général et absolument désintéressé, puisque d'une part l'État du Congo a interdit, par la création d'une zone de prohibition, toute fabrication de spiritueux dans la plus grande partie de son territoire et que, d'autre part, l'Acte général de Bruxelles ne lui permet pas l'établissement d'un régime différentiel.

M. le Président ne put se rallier d'une façon absolue à cette manière de voir, ni quant à la question de droit ni surtout quant au but à atteindre.

Si l'on veut protéger les indigènes contre l'importation des alcools étrangers, il ne faut pas que la prime offerte à la fabrication intérieure

stérilise ces efforts. S'il y a des boissons indigènes inoffensives, il y en a qui ne le sont pas, et l'on sait que la préférence des noirs va aux spiritueux de mauvaise qualité.

La Conférence de 1889—1890 n'a pas voulu encourager la production indigène. Elle a nettement marqué son intention en stipulant que le droit d'accise ne serait pas inférieur au droit d'entrée.

Toutefois la question, en ce qui concerne le territoire situé en dehors du bassin conventionnel du Congo, n'a pas été définitivement résolue à cette époque, certaines puissances ayant formulé des réserves.

Les réserves de M. le Ministre de Portugal avaient encore un autre objet.

Son Excellence contestait à la Conférence la compétence nécessaire pour s'occuper d'autres questions que celles de la revision de l'article 92 de l'Acte général. Elle persistait à croire que la Conférence actuelle avait été convoquée en vue de procéder à la revision dudit article et non à celle de l'article 93.

M. le Président lui répondit que l'article 92 ne pouvait pas être séparé de l'article 93.

La question du droit d'accise ne reçut pas de solution dans la séance du 21 avril.

Elle fut reprise dans celle du 26 avril.

M. le Président posa la question de savoir si l'entente ne pourrait s'établir, dans le cas où il serait admis que l'article 3 ne s'appliquerait qu'aux régions où la fabrication indigène n'existe pas. Il ajouta toutefois qu'il préférerait le système qu'il avait déjà énoncé et qui lui paraissait plus conforme au but poursuivi.

La discussion sur ce point fut remise après que M. le Président eut exprimé sa confiance que le Portugal, qui a contribué à l'œuvre de 1890, ne se séparera pas du concert des Puissances sur une question qui a une réelle importance au point de vue de la préservation des populations indigènes de l'Afrique.

La question du droit d'accise ne fut pas encore définitivement résolue dans la séance du 26 avril.

Elle fut reprise à celle du 10 mai.

M. Göhring rappela qu'en ce qui concerne les produits de la fabrication intérieure, M. le Baron Lambermont avait suggéré l'idée que le montant de l'accise fût équivalent au droit d'entrée, non pas seulement au minimum conventionnel, mais au droit d'entrée quel qu'il soit. Le Gouvernement Impérial croyait même, pour diverses raisons, que l'accise aurait dû être supérieure au droit d'entrée qu'il s'agit d'établir. En tout cas, les Plénipotentiaires allemands désiraient que l'article fût formulé d'une façon différente, la rédaction proposée semblant créer à nouveau le régime de faveur adopté au profit des produits de la fabrication intérieure. Peut-être pourrait-on se contenter d'une référence à l'article 93 de l'Acte général?

M. le Président fit remarquer de son côté que l'article tel qu'il est rédigé pourrait laisser croire qu'on se trouve en présence d'une disposition nouvelle, alors qu'on ne fait que constater un engagement souscrit précédemment par les Puissances, et dont la Conférence actuelle n'a pas

pris l'initiative. Il serait utile toutefois de faire ressortir ce caractère dans la rédaction même; on donnerait ainsi satisfaction au désir exprimé par M. le second Plénipotentiaire d'Allemagne.

L'article serait rédigé de la façon suivante: „Ainsi qu'il résulte de l'article 93 de l'Acte général de Bruxelles, les boissons distillées qui seraient fabriquées dans les régions visées à l'article 92 dudit Acte général et destinées à être livrées à la consommation, seront grevées d'un droit d'accise. Ce droit d'accise, dont les Puissances s'engagent à assurer la perception, dans la limite du possible, ne sera pas inférieur au minimum du droit d'entrée fixé par l'article 1^{er} de la présente convention*)“. On marquerait de la sorte qu'il n'y a que rappel d'une prescription liant déjà les Gouvernements.

M. le Comte de Tovar, tout en renouvelant ses réserves générales au sujet de la compétence de la Conférence, déclare que la rédaction nouvelle qu'il soumettra à son Gouvernement ne lui paraît pas, à première vue, devoir soulever d'objection de sa part.

La question se reproduisit à la séance du 23 mai.

M. le Ministre de Portugal dit que son Gouvernement maintient l'opinion qu'il a exprimée dès l'origine quant à la compétence de la Conférence.

Toutefois, il n'a pas de motif pour s'opposer à ce que l'article 2 soit maintenu dans la présente Convention avec la rédaction qui lui a été donnée et qui est conforme à celle de l'article 93 de l'Acte de 1890.

§ 3. Propositions relatives aux mesures complémentaires en vue de limiter le trafic des spiritueux.

L'article 4 de l'avant-projet porte:

„Les Puissances s'engagent à soumettre à un nouvel examen les zones de prohibition précisées à l'article 91 de l'Acte général de Bruxelles, en vue de les étendre autant que possible et de prendre les mesures nécessaires pour empêcher l'introduction de spiritueux par leurs frontières intérieures dans les dites zones de prohibition.“

Au cours de la discussion, ce texte fut complété par un paragraphe additionnel ainsi conçu:

„Les Puissances prendront les mesures nécessaires pour empêcher que les chemins de fer établis ou à établir de la côte vers l'intérieur, ne servent à l'introduction des spiritueux dans les zones de prohibition.“

En soumettant ces textes à la Commission, M. le Président dit que certaines Puissances ont jugé opportun de profiter de l'occasion pour recommander des mesures d'exécution complémentaires destinées à rendre plus efficace la protection des indigènes. Les zones de prohibition ont été considérées par la conférence de 1889—1890 comme le correctif de l'insuffisance du tarif. On ne veut pas que le commerce des spiritueux s'étendant en Afrique y fasse, pour ainsi dire, tache d'huile.

Le danger est plus grand aujourd'hui que les voies de pénétration sont plus nombreuses et plus perfectionnées.

*) Voir annexe 4, lettre B.

En 1889—1890, on s'est borné à stipuler que les Puissances notifieraient leurs zones de prohibition sans préciser davantage. On ne pouvait aller au delà à une époque où les limites des possessions de plusieurs des contractants étaient encore plus ou moins indéterminées. Actuellement, les frontières sont presque partout fixées, les territoires cadastrés. La nouvelle convention se borne à rappeler aux Puissances l'engagement qu'elles ont pris d'établir des zones de prohibition.

Elle ajoute une disposition visant l'infiltration des spiritueux par les frontières intérieures, en prenant soin de n'imprimer à cette disposition que le caractère d'une simple mesure d'exécution.

Cet exposé des motifs rencontra l'adhésion complète des Plénipotentiaires britanniques. Sir F.-R. Plunkett affirma le prix que le Gouvernement de la Reine attache aux zones de prohibition et à leur protection. La manière dont certaines colonies sont en quelque sorte enchevêtrées, rend les efforts isolés à peu près inefficaces. On ferait un grand pas si, tout en respectant le principe de la souveraineté, on arrivait à un arrangement établissant des zones de prohibition là où l'utilité en serait démontrée.

C'est pour la colonie du Niger et celles qui l'environnent que le danger est le plus immédiat. Jusqu'ici les alcools ne pénétraient guère à l'intérieur. Bientôt ils seront envoyés par chemins de fer et par bateaux à vapeur. Si l'on ne prend pas des mesures sérieuses, le mal s'étendra considérablement. Ce que nous voulons, ajoute Sir F.-R. Plunkett, ce n'est pas fermer les marchés existants, mais empêcher de nouveaux centres de débit. Le meilleur moyen d'y arriver, c'est d'étendre les zones de prohibition.

Mais l'article 4 donna lieu à des réserves de la part de M. le comte de Tovar. A son avis, la question ne rentre pas dans l'objet précis de la Conférence, c'est-à-dire la revision du tarif.

M. Gérard partage la manière de voir de M. le Ministre du Portugal. Il lui paraît que l'article 4 s'écarte des limites dans lesquelles la revision prévue par l'Acte général de Bruxelles doit être poursuivie. L'article 92 de cet Acte vise uniquement la revision de la tarification adoptée à cette époque. Il convient de s'en tenir au seul mandat dont la nouvelle Conférence soit régulièrement investie.

On peut se demander, au surplus, si les dispositions proposées dans l'article 4 ne font pas double emploi avec certaines clauses impératives de l'Acte général de Bruxelles. Pourquoi les reprendre si elles se suffisent à elles-mêmes? Et n'est-il pas préférable de rester dans les limites que tracent les prescriptions formelles de l'article 92 en vertu desquelles la Conférence est réunie?

Sir F.-R. Plunkett insiste au contraire pour le maintien au projet de l'article 4. Son Gouvernement ne demande pas à la Conférence de fixer elle-même les limites des zones de prohibition, mais il voudrait profiter de l'occasion pour en faire admettre non seulement l'utilité, mais encore la nécessité.

M. Gérard ne croit pas que la Conférence ait qualité pour revenir sur la question des zones de prohibition telle qu'elle est réglée par l'Acte général de Bruxelles.

D'ailleurs, dans les termes où il est conçu, l'article 4 proposé tend à

l'expression d'un vœu plutôt qu'à la stipulation de nouvelles mesures. Appartient-il à la Conférence, dont l'objet est nettement défini dans les lettres de convocation, d'entrer dans la voie où on veut l'engager? Les vœux que l'on propose ne sauraient en eux-mêmes que rencontrer l'adhésion unanime des Gouvernements. Mais il appartient aux Puissances intéressées d'en assurer la réalisation dans leur pleine liberté d'action.

Telles sont à cet égard les vues du Gouvernement de la République, qui est toujours disposé à se montrer favorable à toute mesure propre à faciliter l'œuvre que poursuit la Conférence.

M. le Président répond à ces observations. Il ne croit pas que l'on puisse se prévaloir du fait que l'invitation à la Conférence ne mentionne que la revision de l'article 92 pour exclure du programme des questions se rattachant à l'objet de la réunion.

Il rappelle ce qui se passe à propos des traités de commerce. Dans les négociations commerciales, on n'a pas tout fait quand on a arrêté le chiffre d'un droit de douane; on règle aussi les mesures d'exécution, et c'est là l'objet d'un protocole qui accompagne très souvent les traités de commerce.

Cela peut être surtout nécessaire lorsque, comme dans le cas présent, un intervalle de six ans peut avoir changé les circonstances en vue desquelles on avait fait un arrangement précédent. La compétence quant à la détermination des droits d'entrée implique la compétence quant aux mesures d'exécution. La forme qui leur serait donnée peut varier.

Certaines propositions prennent la forme, de vœux insérés soit dans le traité, soit dans les protocoles. Ces vœux servent à éclairer les Puissances et se commandent à leur attention.

En présence des réserves formulées par MM. les Ministres de France et de Portugal, la question fut laissée en suspens.

Elle se représenta à la séance du 26 avril.

M. Gérard rappelle les objections, qui à ses yeux, rendent inutile la rédaction proposée. Les prescriptions relatives aux zones de prohibition ont déjà trouvé leur expression dans l'Acte général de Bruxelles. Le Gouvernement français n'ignore pas les obligations qu'elles lui imposent; il y satisfait dans la mesure compatible avec l'étendue considérable des territoires de l'intérieur placés dans sa sphère d'action. Les explorateurs et officiers français, notamment M. Binger, ont pu constater que les alcools de traite n'ont pas pénétré, à proprement parler, dans les hinterlands des possessions françaises de l'Ouest Africain. La contamination de ces régions n'est pas à craindre et la France se considère comme suffisamment armée avec les prescriptions de l'Acte général de Bruxelles.

M. Farnall fait remarquer que l'article 5 serait une garantie de plus. Ce que la Grande-Bretagne voudrait, c'est d'être assurée du concours de ses voisins pour les zones intérieures au même degré que pour la zone totale.

M. Gérard n'a pas à préjuger la réponse du Gouvernement français sur ce point, mais il croit que la Conférence ne saurait l'aborder utilement.

M. de Smet de Naeyer insiste sur l'utilité du texte proposé. En le défendant, il a principalement en vue le cas des colonies voisines d'autres

colonies dans lesquelles n'auraient pas été tracées de zones de prohibition. La Conférence semble pouvoir émettre le vœu que les précautions nécessaires soient prises pour éviter la contamination des premières par les secondes. C'est un des cas visés à l'article 4.

L'article 94 de l'Acte général serait suffisant si on pouvait l'appliquer aux deux espèces de zones: aussi bien à la zone générale de l'article 90, qu'aux zones dont parle l'article 91. Mais il ne stipule rien pour ces dernières. Cette lacune, l'article 4 vient la combler. Alors que l'article 91 ne vise que ce que chaque Puissance est tenue de faire sur son propre territoire, l'article 4 du projet renferme une clause destinée à préserver des infiltrations les colonies limitrophes. En Europe, les États voisins font des arrangements en vue de parer à ce danger; la Belgique a un accord à ce sujet avec la France; elle en a un autre avec les Pays-Bas.

M. le premier Plénipotentiaire du Congo fait des vœux pour qu'en Afrique une entente s'établisse dans ce sens.

Sir F.-R. Plunkett appuya cette manière de voir et insista sur le prix que la Grande-Bretagne attacherait à être assurée du concours de ses voisins pour les zones intérieures au même degré que pour la zone totale.

De son côté, M. le Président revient sur une observation qu'il avait déjà présentée. Il fit remarquer que la forme à donner aux mesures proposées était une question secondaire; que rien n'empêcherait, le cas échéant, de les faire figurer au Protocole comme constituant des mesures d'exécution destinées à faire produire au régime nouveau établi par la Conférence, quant au tarif, les meilleurs résultats.

Il resterait à trouver la formule. Peut-être pourrait-on en adopter une qui serait plus élastique encore et qui s'inspirerait des observations présentées par M. le Ministre de France.

M. le Baron Lambermont insista surtout sur l'importance, au point de vue de l'extension du commerce des spiritueux, de la question des chemins de fer.

Si l'on veut éviter les abus, il faut aviser. On peut se demander si le moment est venu de le faire. Mais il serait certainement utile d'indiquer dès à présent le principe. Il est hors de doute que les chemins de fer devront faire l'objet d'une réglementation. Les voies de communication se multiplient, le commerce s'étend. On ne pourra plus prétendre bientôt que les spiritueux ne pénètrent pas dans les hinterlands et que les zones de prohibition se protègent d'elles-mêmes. M. le Président estime en conséquence qu'il faudrait mentionner ce point, sinon dans la Convention, du moins au Protocole.

Des observations analogues furent présentées au sujet de l'article 5 de l'avant-projet, lequel était ainsi conçu: „Les Puissances aviseront au moyen d'empêcher dans la mesure du possible l'importation des spiritueux falsifiés.”

En donnant lecture de cet article, M. le Président a rappelé que la question des falsifications a fait l'objet, en 1889, d'une proposition due à l'initiative de M. Sanford. Le second Plénipotentiaire des États-Unis d'Amérique avait suggéré d'établir un système de contrôle. La Conférence, qui touchait à sa fin, n'a pas jugé qu'il lui restât le temps nécessaire pour

en faire l'objet d'un examen approfondi. Elle s'est bornée à l'expression d'un vœu, lequel fut inséré dans les Protocoles. Le projet reprend la même idée, mais en laissant les mesures d'exécution à l'appréciation des Puissances. Chacune d'elles a des lois sur la falsification des denrées alimentaires, et il lui appartiendra de veiller à leur exécution, spécialement en ce qui concerne les spiritueux. Les Puissances ne prendraient donc d'autre engagement que celui de veiller à l'application de leur législation et d'examiner quelles seraient éventuellement les mesures à prendre pour atteindre le but que l'on a en vue. Il semble que dans ces conditions l'article peut être accepté sans difficulté.

En ce qui concerne l'article 5 proposé, M. Gérard se réfère à ses précédentes observations. Les objections que cet article soulève à ses yeux sont les mêmes que celles qu'il a déjà formulées sur l'article 4. Il se réserve d'ailleurs d'en référer pour l'un et pour l'autre à son Gouvernement, qui n'a pas eu connaissance de ces deux clauses.

Le projet transactionnel présenté à la séance du 29 avril réservait pour le protocole, sous forme de vœux, les dispositions des articles 4 et 5 du projet primitif et leur donnait, pour tenir compte des observations de M. le Ministre de France, une rédaction nouvelle, dont les termes sont reproduits à l'annexe n° 3.

Elles furent soumises à l'examen de la Commission dans sa séance du 10 mai.

Tout en rappelant ses réserves antérieures, M. Gérard s'est déclaré prêt, si la Conférence insistait pour le maintien des dispositions projetées, à se rallier à une rédaction qui trouverait place dans l'un des protocoles et qui n'impliquerait aucun caractère impératif. Il demande en conséquence de substituer dans les formules aux mots „devoir“ et „nécessaires“ les mots „opportunité et convenance“ et les mots „propres à“.

Sans s'opposer aux remaniements proposés, M. le Président ne crut pas pouvoir se rallier entièrement à la manière de voir de M. le ministre de France en ce qui concerne l'opportunité qu'il y aurait de restreindre l'emploi dans les protocoles de certaines formules qui, sans avoir la portée d'engagements formels, peuvent néanmoins avoir leur raison d'être et offrir une utilité réelle.

On trouve parfois ainsi le moyen de parer à des inconvénients graves et d'échapper à des dissidences qui pourraient devenir dangereuses. Peut-être, ajoute le Président, risquerions-nous de ne pas rencontrer une approbation générale, notamment aux prochaines assises de La Haye, si nous repoussions le moyen de recourir au Protocole pour résoudre certaines difficultés.

D'ailleurs, cette pratique n'est pas nouvelle; c'est ainsi qu'au Congrès de Paris on a joint aux clauses obligatoires du traité des vœux insérés dans le Protocole. M. le Président fait cette observation uniquement en vue de ne pas laisser infliger en quelque sorte un désaveu à une procédure dont on s'est servi autrefois non sans avantage. Cette réserve faite, il n'a aucune difficulté à admettre les modifications de rédaction proposées par Son Excellence.

En ce qui concerne la formule relative aux chemins de fer, M. Gérard se demandait si cette formule ne faisait pas double emploi avec celle qui vise l'infiltration des spiritueux par les diverses voies de communication des frontières intérieures dans les zones de prohibition. Les termes généraux de cette dernière formule embrassent ses chemins de fer et les voies navigables. Il estimait donc que l'on pourrait fusionner les deux formules en une seule.

M. de Smet de Naeyer fit observer que la disposition concernant les chemins de fer a une portée plus générale et qu'elle a pour but d'empêcher la pénétration des spiritueux même en dehors des zones de prohibition.

A la suite de ces observations, le texte des déclarations à insérer au protocole fut provisoirement arrêté dans les termes suivants :

„Les Puissances signataires ou adhérentes se réservent d'examiner et de prendre s'il y a lieu, chacune dans la pleine liberté d'action, les mesures propres à empêcher l'introduction des spiritueux par les diverses voies de communication de leurs frontières intérieures dans les zones de prohibition prévues à l'article 91 de l'Acte général de Bruxelles.

„La Conférence, tenant compte des facilités nouvelles que les chemins de fer ou la navigation à vapeur apportent ou apporteraient au transport des boissons alcooliques, attire l'attention des Puissances intéressées sur l'opportunité de prendre les mesures propres à empêcher la contamination, par ces voies, des populations indigènes.

„La Conférence actuelle s'associe aux recommandations déjà faites par celles qui l'ont précédée quant à l'opportunité et à la convenance de prendre, chacune dans la sphère de sa législation, les dispositions propres à prévenir les abus qu'entraîne l'importation des boissons alcooliques falsifiées en destination de la zone tracée par l'article 90 de l'Acte général de Bruxelles.”

Les autres dispositions du projet primitif, c'est-à-dire les articles 3, 4 et 5, n'ont pas donné lieu à difficultés.

M. le Président fit remarquer à propos de l'article 4 qu'on doit chercher à hâter l'entrée en vigueur de la nouvelle Convention, afin de laisser le moins de marge possible à la spéculation. Toutefois, il y aurait peut-être lieu, pour tenir compte des convenances parlementaires de certaines Puissances, de reculer quelque peu la date de l'entrée en vigueur et de la reporter au 1^{er} février.

M. le comte de Tovar dit que son Gouvernement désire que la rédaction des articles 4 et 5 soit empruntée textuellement à celle des articles 99 et 100 de l'Acte général de Bruxelles. Les Chambres, en Portugal, ne se réunissent qu'en janvier. Les travaux parlementaires ne commencent guère avant le mois suivant. Le Gouvernement portugais se trouverait donc dans l'impossibilité matérielle d'être prêt en temps utile, si la date de l'entrée en vigueur était fixée au 1^{er} janvier ou même au 1^{er} février.

M. le Président dit qu'on a suivi dans le projet la procédure tracée en 1890, mais en l'abrégeant. On avait cru pouvoir lui donner un caractère moins sacramentel et mieux adapté, semblait-il, au degré d'impor-

tance de la Convention. Il ne voit toutefois aucune objection à ce qu'il soit donné satisfaction sous ce rapport à M. le Ministre de Portugal. Il serait cependant désirable que l'entrée en vigueur ne fût pas reculée au delà d'une certaine limite. Le texte de l'Acte général ne fixe pas de date précise; il se borne à indiquer le soixantième jour après celui où aura été dressé le Protocole de dépôt des ratifications. Il suffirait donc qu'une Puissance ne fût pas en mesure d'adresser sa ratification avant le mois de mai prochain pour que l'entrée en vigueur fût reportée au mois de juillet suivant. Ce serait regrettable à tous les points de vue.

M. le Président ne s'oppose pas à ce que l'on s'en rapporte pour les articles 4 et 5 au texte de l'Acte général, mais il exprime en même temps le vœu de voir les Puissances faire les diligences nécessaires en vue de hâter, autant que possible, l'envoi de leurs ratifications.

M. le comte de Tovar dit que son Gouvernement ne désire nullement retarder l'exécution des engagements qu'il aura souscrits. Mais il se trouve lié par certains usages, certaines nécessités parlementaires. Il fera néanmoins ce qui dépend de lui pour adresser sa ratification dans le plus bref délai possible.

M. le Président compte sur le bon vouloir du Gouvernement portugais.

M. de Smet de Naeyer se demande si l'on ne pourrait pas réduire à trente jours le délai prévu par l'Acte général.

Sir F.-R. Plunkett adhère à cette manière de voir.

M. le Président fait remarquer que c'est à dessein que la Conférence de 1889-1890 a fixé le terme relativement long de soixante jours. A cette époque, dans plusieurs des colonies où l'Acte général devait recevoir son application, tout ou presque tout était à créer. Le traité lui-même était une œuvre vaste, comportant un ensemble de mesures d'application qu'il fallait laisser le temps de combiner et de préparer. Aujourd'hui, la situation est bien différente; les institutions fonctionnent partout et les instructions peuvent se transmettre dans des conditions de célérité beaucoup plus grandes. Le Président estime en conséquence qu'un terme de trente jours serait suffisant, et il en propose l'adoption.

M. le comte de Tovar promet d'en référer à son Gouvernement.

Une nouvelle formule de rédaction des articles 3, 4 et 5 (voir annexe n° 4 littéra B) fut préparée et distribuée.

A la séance suivante, M. le comte de Tovar présenta une observation à propos de l'article 5, d'après lequel la Convention doit entrer en vigueur dans toutes les possessions des Puissances contractantes le trentième jour à partir de celui où sera dressé le protocole de dépôt des ratifications.

Il fit remarquer que les mots „dans toutes les possessions“ étaient trop vagues.

Il a été fait droit à cette observation par l'addition des mots: „situées dans la zone déterminée par l'article 90 de l'Acte général de Bruxelles“.

Messieurs les rapporteurs auxquels vous avez confié la tâche de vous rendre compte des travaux de la Commission, croient vous en avoir présenté, dans les lignes qui précèdent, un complet et fidèle résumé.

Si, comme il arrive dans toutes les délibérations auxquelles prennent part un grand nombre de Puissances, des divergences de vues ou d'intérêts ont pu se manifester, les débats, grâce aux dispositions conciliantes montrées par les divers Gouvernements, autorisent l'espoir que l'entente définitive ne saurait tarder à être consacrée.

Les Rapporteurs:
Göhring.
A. van Maldechem.
H. Droogmans.
J. Deloncle.
H. Farnall.
Augusto de Castilho.

Le Président,
Baron Lambertmont.

Annexe n° 2.

Avant-projet de Convention.

Article 1^{er}. — A partir de la mise en vigueur de la présente Convention et pendant une période de trois ans, le droit d'entrée sur les spiritueux tel qu'il est réglé par l'article XCII de l'Acte général de Bruxelles, sera porté à francs par hectolitre à 50 degrés centésimaux dans toute l'étendue de la zone où n'existerait pas le régime de la prohibition visé à l'article XCI dudit Acte Général.

A l'expiration de cette période, le droit sera soumis à revision, en prenant pour base les résultats produits par les tarifications précédentes.

Les Puissances examineront à ce moment si le minimum de francs peut être élevé et porté à un maximum de francs par hectolitre à 50 degrés centésimaux.

Article 2. — Le droit sur les spiritueux prévu à l'article précédent sera réduit proportionnellement pour chaque degré au-dessous de 50 degrés centésimaux.

Il sera augmenté dans une proportion triple pour chaque degré au-dessus de 50 degrés centésimaux.

Article 2 (variante). — Le droit sur les spiritueux prévu à l'article précédent sera augmenté ou diminué proportionnellement pour chaque degré au-dessus ou au-dessous de 50 degrés centésimaux.

Article 3. — Le droit d'accise prévu par l'article XCIII de l'Acte général de Bruxelles ne sera pas inférieur au droit d'entrée fixé à l'article premier.

Article 4. — Les Puissances s'engagent à soumettre à un nouvel examen les zones de prohibition prévues à l'article XCI de l'Acte général de Bruxelles, en vue de les étendre autant que possible et de prendre les mesures nécessaires pour empêcher l'introduction des spiritueux par leurs frontières intérieures dans lesdites zones de prohibition.

Article 5. — Les Puissances aviseront au moyen d'empêcher dans la mesure du possible l'importation des spiritueux falsifiés.

Article 6. — Il est entendu que les Puissances qui ont signé l'Acte général de Bruxelles ou y ont adhéré et qui ne sont pas représentées dans la Conférence actuelle conservent le droit d'adhérer à la présente Convention.

Article 7. — La présente Convention sera ratifiée dans le délai le plus court possible et en tout cas avant la fin de l'année courante.

Chaque Puissance adressera sa ratification au Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges.

Il en sera de même des adhésions.

Article 8. — La présente Convention entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1900.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leur cachet.

Annexe n° 3.

Projet transactionnel.

Article 1^{er}. — A partir de la mise en vigueur de la présente Convention et pendant une période de trois ans, le droit d'entrée sur les spiritueux, tel qu'il est réglé par l'article XCII de l'Acte général de Bruxelles, sera porté à 60 francs par hectolitre à 50 degrés centésimaux dans toute l'étendue de la zone où n'existerait pas le régime de la prohibition visé à l'article XCI dudit Acte général.

A l'expiration de cette période, le droit sera porté à 75 francs pendant une nouvelle période de trois années.

Il sera, à la fin de la sixième année, soumis à revision, en prenant pour base une étude comparative des résultats produits par ces tarifications.

Les Puissances conservent le droit de maintenir et d'élever les taxes au delà des minima fixés par le présent article dans les régions où elles le possèdent actuellement.

Les droits d'entrée stipulés aux §§ 1 et 2 du présent article seront augmentés ou diminués proportionnellement pour chaque degré au-dessus ou au-dessous de 50 degrés centésimaux.

Article 2. — Les boissons distillées qui seraient fabriquées dans les régions visées à l'article XCII de l'Acte général de Bruxelles et destinées à être livrées à la consommation intérieure, seront grevées d'un droit d'accise.

Ce droit d'accise, dont les Puissances s'engagent à assurer la perception, dans la limite du possible, ne sera pas inférieur aux minima des droits d'entrée fixés par l'article 1^{er} de la présente Convention.

Article 3. — Il est entendu que les Puissances qui ont signé l'Acte général de Bruxelles ou y ont adhéré et qui ne sont pas représentées dans la Conférence actuelle conservent le droit d'adhérer à la présente Convention.

Article 4. — La présente Convention sera ratifiée dans le délai le plus court possible et en tout cas avant la fin de l'année courante.

Chaque Puissance adressera sa ratification au Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges.

Il en sera de même des adhésions.

Article 5. — La présente Convention entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1900.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leur cachet.

Pour le Protocole.

Les Puissances ayant des possessions limitrophes en Afrique se réservent de s'entendre entre elles en vue de prendre, s'il y a lieu, les mesures nécessaires pour empêcher l'introduction des spiritueux par les diverses voies de communication de leurs frontières intérieures dans les zones de prohibition prévues à l'article XCI de l'Acte général de Bruxelles.

La Conférence, tenant compte des facilités nouvelles que les chemins de fer ou la navigation à vapeur apportent ou apporteraient au transport des boissons alcooliques, attire l'attention des Puissances intéressées sur la nécessité de prendre les mesures nécessaires pour empêcher la contamination, par ces voies, des populations indigènes.

La Conférence actuelle s'associe aux recommandations déjà faites par celles qui l'ont précédée quant au devoir pour les Puissances de prendre, chacune dans la sphère de sa législation, les dispositions nécessaires pour prévenir les abus qu'entraîne l'importation des boissons alcooliques falsifiées en destination de la zone tracée par l'article XC de l'Acte général de Bruxelles.

Annexe n° 4 (A).

Nouvelles formules de rédaction.

Article 1^{er}. — A partir de la mise en vigueur de la présente Convention, le droit d'entrée sur les spiritueux, tel qu'il est réglé par l'Acte général de Bruxelles, sera porté, dans toute l'étendue de la zone où n'existerait pas le régime de la prohibition visé à l'article XCI dudit Acte général, au taux de 75 francs par hectolitre à 50 degrés centésimaux, pendant une période de six ans.

Pendant cette période, les parties contractantes se réservent le droit de procéder, sur la demande d'une d'entre elles, à une nouvelle revision du droit, en prenant pour base les résultats produits par la tarification précédente.

S'il n'a pas été fait usage de cette faculté, la revision aura lieu de plein droit à l'expiration de la sixième année.

Les Puissances conservent le droit de maintenir et d'élever la taxe au delà du minimum fixé par le présent article dans les régions où elles le possèdent actuellement.

Le droit d'entrée stipulé au § 1^{er} sera augmenté ou diminué proportionnellement pour chaque degré au-dessus ou au-dessous de 50 degrés centésimaux.

(B.)

Articles 2, 3, 4 et 5.

Article 2. — Ainsi qu'il résulte de l'article XCIII de l'Acte général de Bruxelles, les boissons distillées qui seraient fabriquées dans les régions visées à l'article XCII du dit Acte général et destinées à être livrées à la consommation, seront grevées d'un droit d'accise.

Ce droit d'accise, dont les Puissances s'engagent à assurer la perception dans la limite du possible, ne sera pas inférieur au minimum du droit d'entrée fixé par l'article premier de la présente Convention.

Article 3. — Il est entendu que les Puissances qui ont signé l'Acte général de Bruxelles ou y ont adhéré et qui ne sont pas représentées dans la Conférence actuelle conservent le droit d'adhérer à la présente Convention.

Article 4. — La présente Convention sera ratifiée dans un délai qui sera le plus court possible et qui, en aucun cas, ne pourra excéder un an.

Chaque Puissance adressera sa ratification au Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges, qui en donnera avis à toutes les autres Puissances signataires de la présente Convention. Les ratifications de toutes les Puissances resteront déposées dans les archives du Royaume de Belgique.

Aussitôt que toutes les ratifications auront été produites, ou au plus tard un an après la signature de la présente Convention, il sera dressé acte du dépôt dans un Protocole qui sera signé par les Représentants de toutes les Puissances qui auront ratifié.

Une copie certifiée de ce Protocole sera adressée à toutes les Puissances intéressées.

Article 5. — La présente Convention entrera en vigueur dans toutes les possessions des Puissances contractantes le trentième jour à partir de celui où aura été dressé le Protocole de dépôt prévu à l'article précédent.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leur cachet.

(C.)

Pour le Protocole.

Les Puissances signataires et adhérentes se réservent d'examiner et de prendre, s'il y a lieu, chacune dans sa pleine liberté d'action, les mesures propres à empêcher l'introduction des spiritueux par les diverses voies de communication de leurs frontières intérieures dans les zones de prohibition prévues à l'article XCI de l'Acte général de Bruxelles.

La Conférence, tenant compte des facilités nouvelles que les chemins de fer ou la navigation à vapeur apportent ou apporteraient au transport des boissons alcoolique: attire l'attention des Puissances intéressées sur l'opportunité de prendre les mesures propres à empêcher la contamination, par ces voies, des populations indigènes.

La Conférence actuelle s'associe aux recommandations déjà faites par celles qui l'ont précédée quant à l'opportunité et à la convenance pour les Puissances de prendre, chacune dans la sphère de sa législation, les dispositions propres à prévenir les abus qu'entraîne l'importation des boissons alcooliques falsifiées en destination de la zone tracée par l'article XC de l'Acte général de Bruxelles.

Annexe n° 5.

Régime et Statistique

des spiritueux importés dans la zone du continent d'Afrique définie par l'article XC de l'Acte général de Bruxelles et placée sous l'autorité des Puissances signataires ou adhérentes à cet Acte.

Régime et statistique des spiritueux importés dans la zone du continent
sous l'autorité des Puissances

CÔTE

TERRITOIRES DE LA ZONE.	MONTANT DU DROIT par hectolitre à 50° centésimaux		Prohibition partielle ou totale.
	en 1889	en 1896	
1. Sénégal et dépendances . .	30 francs.	30 francs.	. . . .
2. Gambie (Angleterre) . .	40 fr. par hect. à 57°/o.	40 fr. par hect. à 57°/o.	. . . .
3. Guinée portugaise . . .	80 fr. p. hect. sur le brandy	80 fr. p. hect. sur le brandy	Partielle.
4. Guinée française . . .	. . . . .	45 francs.	. . . .
5. Sierra-Leone (Angleterre) .	54 fr. par hect. à 57°/o	80 fr. par hect. à 57°/o	. . . .
6. Côte d'Ivoire (France). . .	. . . . .	100 francs.	. . . .
7. Côte d'Or (Angleterre) . .	O. du Volta 80 fr. p. h. à 57°/o	O. du Volta 80 fr. p. h. à 57°/o	. . . .
8. Togo (Allemagne) . . .	E. — 27 fr. — Genièvre 6 M., Rhum 2 M. 40	E. — 27 fr. — 22 Marks.	. . . .
9. Dahomey et dépendances (France) . . . . .	. . . . .	15 francs.	. . . .
10. Lagos (Angleterre) . . .	fr. 18 50	54 francs.	. . . .
11. Protectorat anglais de la côte du Niger	27 fr. p. h. à 57°/o s. l. brandy	27 fr. p. h. à 57°/o s. l. brandy	. . . .
12. Territoires de la Compagnie anglaise du Niger	fr. 22 05 (1891).	27 francs.	. . . .
13. Cameroun (Allemagne) . .	27 fr.	27 francs.	Partielle.
14. Possessions espagnoles (Fer- nando-Po)	20 Marks.	40 Marks.	. . . .
15. Congo français { Gabon	100°/o.	60 francs.	. . . .
{ Congo (Bas- sin conven- tionnel) . . . . .	. . . . .	25 francs.	. . . .
16. État Indépendant du Congo	. . . . .	15 francs.	Partielle.
17. Angola { a. Congo portugais jusqu'à la Loge (Bassin con- ventionnel) . . . . .	. . . . .	2 \$ 700 (15 francs).	. . . .
b. Ambriz	6°/o <i>ad valorem</i>	2 \$ 700 (15 francs).	. . . .
c. Angola, Ben- guela, Mossa- medès	10 \$ 000	69 \$ 000 (fr. 833 33).	. . . .
18. Afrique allemande du Sud- Ouest jusqu'au 22° degré .	. . . . .	18 \$ 000 (100 francs).	. . . .
		45 \$ 000 (250 francs).	. . . .
		200 Marks.	Totale.

¹⁾ Le degré d'alcool n'est pas donné par les statistiques.

²⁾ On n'a pas d'indication précise sur le degré de force des spiritueux im-
portés. En général ils sont de 25 ou 30° au-dessous du proof.

³⁾ La force moyenne des spiritueux de traite dans les territoires du Niger est,
pour le brandy, 19°/o u. p.; gin, 21°/o u. p.; rhum, 20°/o u. p.

d'Afrique définie par l'article XC de l'Acte général de Bruxelles et placée signataires ou adhérentes à cet Acte.

OCCIDENTALE.

QUANTITÉ IMPORTÉES: eaux-de-vie, genièvre, rhum, etc., en hectolitres à 50° centésimaux								Observations.
en 1889	en 1892	en 1893	en 1894	en 1895	en 1896	en 1897	en 1898	
. . . .	61.740,76	40.676,66	58.653,40	48.576,50	49.754,60	—	—	
1.737	1.656	2.218	1.075	1.078	889	984	1.818	
2.202,134	5.087,798	8.166,44	3.818,19	4.988,38	5.400,36	—	—	
. . . .	7.480,08	7.583,50	12.498,80	6.893,60	4.688,00	—	—	
15.557	12.941	11.513	12.166	9.777	7.331	7.399	9.094	
. . . .	1.956,58	2.828,22	3.550,26	4.124,20	2.153,73	—	—	
19.181	47.520	54.984	49.695	53.099	44.558	44.648	42.226	
24.024 ¹⁾	14.926	10.743	10.928	11.845	8.590	6.746	—	
. . . .	36.900	42.500	41.800	44.000	48.000	—	—	
59.029	52.094	76.381	84.834	85.388	56.152	57.142	62.127	
—	(1892-1893) *) 62,341		(1893-1894) 118,598	(1894-1895) 80,561	(1895-1896) 94,676	(1896-1897) 37,747	(1897-1898) 52,914	
3.185 ²⁾	9.984	14.486	—	6.463	7.262	7.400	8.094	
7.651 ³⁾	11.241	11.613	16.813	14.029	14.121	12.248	—	
—	—	—	—	—	—	—	—	
3.774,11 ⁴⁾	4.576,99	{ 3.877 5.000	4.170 6.429	4.073 8.319	4.893 6.172	— —	— —	
. . . .	5.407,45 ⁵⁾	18.311,80	16.144,15	13.719,22	11.517,99	10.501,94	11.515,14	
. . . .	23.985,87	27.279,41222	30.827,06	24.930,5825	14.052,51	—	—	
10.939,35	7.563,23498	12.181,52361	9.677,703	8.066,84123	5.413,51632	—	—	
2.241,4905	4.814,92684	10.881,0447	10.915,98732	1.850,4125	1.311,41643	—	—	
. . . .	. . . .	. . . .	. . . .	. . . .	690 ⁶⁾	627	—	

¹⁾ Les renseignements fournis par la Colonie ne permettent pas de distinguer pour les années 1889 et 1892 les importations au Gabon des importations dans le Bassin conventionnel du Congo.

²⁾ Ces chiffres concernent les quantités importées, quel que soit le degré de force.

³⁾ Ces chiffres concernent l'ensemble du territoire.

Annexe n° 6.

Administrations qui perçoivent déjà un droit se rapprochant sensiblement du droit de 100 francs proposé par la Grande-Bretagne, ou qui atteint ou qui dépasse ce droit:

	Droit.
Guinée portugaise	150 francs.
Sierra Leone	80 —
Libéria	162 —
Côte-d'Ivoire.	100 —
Côte-d'Or	123 —
Cameroun	entre 65 et 75 —
Congo français (en dehors du bassin du Congo)	60 —
Allemagne du Sud-Ouest	200 —

Administrations qui perçoivent un droit sensiblement inférieur au droit proposé par la Grande-Bretagne:

	Droit.
Sénégal	30 francs.
	(+ 12% sur les spiritueux étrangers).
Gambie	40 francs.
Guinée française	45 —
Togo	27 —
Dahomey	15 —
Congo	15 —
Congo français dans le bassin conventionnel .	25 —
Colonies portugaises id.	15 —

Administrations qui perçoivent un droit intermédiaire entre les deux catégories précédentes:

	Droit.
Lagos	54 francs.
Côtes du Niger	54 —
Territoires du Niger, en dehors de la zone de prohibition	54 —

CÔTE D'OR.

Année.	Importations de spiritueux.	Droit.	Importations totales en commerce spécial.	Pour cent de spiritueux.	Revenu produit par l'imposition des spiritueux.
	Hectolitres.	Frs.	(Valeur.) Frs.	(Valeur.)	Frs.
1892	47,000	80	—	—	—
1893	55,000		—	—	—
1894	50,000		17,500,000	13 %	—
1895	53,000		—	—	—
1896	44,000		22,800,000	11 %	3,406,000
1897	45,000	123	25,170,000	9 %	3,312,000
1898	—		—	—	—
1899	—		—	—	—

LAGOS.

1892	52,000	27 jusqu'au 1 ^{er} nov. 1895.	—	—	—
1893	76,000		—	—	—
1894	84,000		18,000,000	17 %	2,400,000
1895	85,000		20,400,000	13 %	2,308,000
1896	56,000		22,000,000	7 %	3,040,000
1897	67,000	54	18,960,000	8 %	3,050,000
1898	62,000		—	—	3,420,000
1899	—		—	—	—

CÔTES DU NIGER.

1892	62,000	27 jusqu'au 1 ^{er} nov. 1895.	—	—	—
1893	118,000		—	—	—
1894	80,000		17,700,000	20 %	2,210,000
1895	95,000		18,800,000	18 %	2,900,000
1896 ¹⁾	38,000 ¹⁾		16,400,000 ¹⁾	9 %	2,780,000 ¹⁾
1897	53,000	54	16,000,000	12 %	2,900,000
1898	—		—	—	—
1899	—		—	—	—

Note. — Les statistiques de Sierra Leone, de la Gambie et des territoires du Niger sont omises, parce que l'importation y est très peu considérable.

¹⁾ Année normale; l'augmentation de droit ayant été annoncée quelques mois avant son application, une grande partie des importations pour la consommation de cette année figure comme importation de 1895.

Protocole No. III.

Séance du 7 juin 1899.

Étaient présents:

Pour l'Allemagne:

Son Excellence M. le comte d'Alvensleben, Ministre d'Allemagne à Bruxelles.

M. le Dr. Göhring, Conseiller Intime de Légation.

Pour la Belgique:

M. le baron Lambermont, Ministre d'État.

M. Van Maldeghem, Conseiller à la Cour de Cassation.

Pour l'Espagne:

Son Excellence M. de Villa-Urrutia, Ministre d'Espagne à Bruxelles.

Pour l'État Indépendant du Congo:

M. P. de Smet de Naeyer, Ministre d'État.

M. H. Droogmans, Secrétaire Général du Département des Finances de l'État Indépendant du Congo.

Pour la France:

Son Excellence M. Gérard, Ministre de France à Bruxelles.

Pour la Grande-Bretagne:

Son Excellence sir F.-R. Plunkett, Ministre d'Angleterre à Bruxelles.

M. H. Farnall, du Foreign Office à Londres.

Pour l'Italie:

Son Excellence M. le Commandeur Cantagalli, Ministre d'Italie à Bruxelles.

Pour les Pays-Bas:

Son Excellence M. le Jonkheer de Pestel, Ministre des Pays-Bas à Bruxelles.

Pour le Portugal:

Son Excellence M. le comte de Tovar, Ministre de Portugal à Bruxelles.

Pour la Russie:

Son Excellence M. de Giers, Ministre de Russie à Bruxelles.

Pour la Suède et Norvège:

Son Excellence le comte Fersen Gyldenstolpe, Ministre de Suède et Norvège à Bruxelles.

Pour la Turquie:

Son Excellence Carathéodory Efendi, Ministre de Turquie à Bruxelles.

M. le Président propose à la Conférence de procéder à une seconde et dernière lecture du projet de Convention, en vue d'en arrêter le texte définitif. Il rappelle que, indépendamment de certaines modifications de

détail suggérées au cours de la séance précédente, il restait à connaître la réponse des Gouvernements anglais et portugais au sujet de la proposition faite par M. le Ministre de France d'étendre au Dahomey l'exception consentie en faveur du Togo.

Sir F.-R. Plunkett dit que les Plénipotentiaires britanniques sont autorisés à accepter le chiffre de 60 francs pour le Dahomey comme pour le Togo.

M. le comte de Tovar annonce que son Gouvernement se rallie également à la proposition de M. le Ministre de France.

M. de Giers dit qu'il a les pouvoirs nécessaires pour accepter, au nom du Gouvernement Impérial, le projet de Convention dans la forme qui lui a été donnée en dernier lieu.

M. le Président procède ensuite à la lecture du Préambule et des articles de la Convention, ainsi que des formules destinées à figurer au Protocole. Il rappelle que, sur la proposition de M. le premier Plénipotentiaire de l'État Indépendant du Congo, le paragraphe de l'article 1^{er} relatif à l'augmentation et à la diminution proportionnelles a été placé à la suite de celui qui concerne le Togo et le Dahomey, pour bien marquer que l'augmentation ou la réduction proportionnelle s'applique au droit exceptionnel de 60 francs au même titre qu'au tarif général de 70 francs.

M. de Smet de Naeyer fait observer, à propos du paragraphe qui concerne la revision du tarif, qu'il doit être bien entendu que dans le cas où la revision ne se ferait pas à l'expiration de la période de six ans, le minimum fixé par la Convention restera en vigueur.

Sir F.-R. Plunkett se rallie entièrement à cette manière de voir et demande qu'il en soit fait mention au Protocole.

M. le Président dit que l'on s'est déjà trouvé d'accord pour interpréter dans ce sens l'article 92 de l'Acte général de Bruxelles; aucun dissentiment ne s'est élevé sur ce point. En tous cas, il reste convenu, et le Protocole en gardera la trace, que, si la revision n'a pas lieu à l'échéance fixée, le *statu quo* sera maintenu.

M. le Président donne lecture de l'article 2.

M. de Smet de Naeyer dit qu'il doit être entendu que le droit d'accise devra, comme le droit d'entrée, être augmenté proportionnellement pour les alcools au-dessus de 50 degrés.

Sir F.-R. Plunkett estime qu'il conviendrait de constater au Protocole l'accord sur ce point.

M. le comte de Tovar dit que n'ayant pas eu à discuter la question qui fait l'objet de l'article 2 du projet de Convention, son Gouvernement considérant que ce point est en dehors de la compétence de la Conférence, il se trouve pour cette raison même dans l'impossibilité de se prononcer sur l'interprétation qui lui est donnée aujourd'hui par M. le Premier Plénipotentiaire de l'État Indépendant du Congo.

M. le Président dit que l'exactitude de cette interprétation ne saurait être contestée en elle-même.

Il est certain, en effet, que le droit d'accise ne pouvant être inférieur au minimum fixé par la Convention, doit suivre le sort de ce minimum et augmenter proportionnellement avec lui. M. le baron Lambertmont a l'en-

tière confiance que le Gouvernement portugais interprète dans le même sens la disposition dont il s'agit.

Sir F.-R. Plunkett partage complètement cette manière de voir. Il pense qu'aucune dissidence n'existe quant au fond sur ce point. Il serait utile toutefois que le Protocole le constatât.

M. le Président dit qu'il sera acté au Protocole que sauf l'observation présentée par M. le Ministre de Portugal, la Conférence a été unanime pour interpréter l'article 2 dans le sens qu'il vient d'indiquer.

Les autres articles du projet ne donnent lieu à aucune observation. Il en est de même des recommandations rédigées sous forme de vœux qui doivent figurer au Protocole de la séance de clôture.

M. le Président propose à la Conférence de se réunir le lendemain pour procéder à la clôture de ses travaux et à la signature de la Convention. Le Protocole de cette séance renfermera le texte des déclarations que MM. les Plénipotentiaires d'Allemagne et d'Angleterre se sont réservés de faire à la séance de clôture.

M. Gérard estime, en ce qui regarde les vœux dont l'expression, ainsi qu'il a été convenu, doit figurer au Protocole de la *séance finale*, qu'il serait bon de déterminer la façon dont ces vœux seront introduits. Il demande si ce n'est pas M. le Président de la Conférence qui pourrait prendre l'initiative de les introduire. Cette procédure semble la plus naturelle et la plus indiquée.

M. le Président dit qu'il sera procédé de la manière suggérée par M. le Ministre de France.

La séance est levée à midi.

*Alvensleben.
Göhring.
Bon Lambermont.
A. Van Maldeghem.
W.-R. de Villa-Urrutia.
P. de Smet de Naeyer.
H. Droogmans.
A. Gérard.
F.-R. Plunkett.
H. Farnall.
R. Cantagalli.
R. de Pestel.
C^{te} de Tovar.
N. de Giers.
Aug.-F. Gyldenstolpe.
Ét. Carathéodory.*

Certifié conforme à l'original:

*Arthurs Raikes.
Ch. Seeger.
C^{te} André de Bobiano.*

Protocole No. IV.

Séance du 8 juin 1899.

Étaient présents:

Pour l'Allemagne:

Son Excellence M. le comte d'Alvensleben, Ministre d'Allemagne à Bruxelles.

M. le Dr. Göhring, Conseiller Intime de Légation.

Pour la Belgique:

M. le baron Lambermont, Ministre d'État.

M. Van Maldeghem, Conseiller à la Cour de Cassation.

Pour l'Espagne:

Son Excellence M. de Villa-Urrutia, Ministre d'Espagne à Bruxelles.

Pour l'État Indépendant du Congo:

M. P. de Smet de Naeyer, Ministre d'État.

M. H. Droogmans, Secrétaire Général du Département des Finances de l'État Indépendant du Congo.

Pour la France:

Son Excellence M. Gérard, Ministre de France à Bruxelles.

Pour la Grande-Bretagne:

Son Excellence sir F.-R. Plunkett, Ministre d'Angleterre à Bruxelles.

M. H. Farnall, du Foreign Office à Londres.

Pour l'Italie:

Son Excellence M. le Commandeur Cantagalli, Ministre d'Italie à Bruxelles.

Pour les Pays-Bas:

Son Excellence M. le Jonkheer de Pestel, Ministre des Pays-Bas à Bruxelles.

Pour le Portugal:

Son Excellence M. le comte de Tovar, Ministre de Portugal à Bruxelles.

Pour la Russie:

Son Excellence M. de Giers, Ministre de Russie à Bruxelles.

Pour la Suède et Norvège:

Son Excellence M. le comte Fersen Gyldenstolpe, Ministre de Suède et Norvège à Bruxelles.

Pour la Turquie:

Son Excellence Carathéodory Efendi, Ministre de Turquie à Bruxelles.

M. le Président annonce aux Plénipotentiaires qu'ils ont été convoqués pour procéder à la clôture de leurs travaux et pour signer la Convention issue de leurs délibérations.

M. le comte d'Alvensleben donne lecture de la déclaration suivante :

„Le Gouvernement Impérial a dû insister sur la contradiction qui, selon sa manière de voir, existe entre la lutte engagée contre le trafic des spiritueux en général et la protection accordée dans quelques colonies africaines à certains spiritueux grâce à un traitement différentiel s'accroissant de plus en plus.

Dans ces conditions, le Gouvernement Impérial devait se demander sérieusement s'il n'y avait pas lieu pour lui de subordonner son concours dans la présente Conférence à une réforme en ce qui concerne la question du traitement différentiel. Si le Gouvernement Impérial se montre prêt néanmoins à signer le nouvel acte, il y a consenti afin de donner une preuve du prix qu'il attache à amener un accord entre toutes les Puissances intéressées. Toutefois, le Gouvernement Allemand se voit obligé de déclarer d'une manière formelle que, lors d'une révision future, il subordonnera son concours à l'aspect général que présentera à ce moment la question du traitement différentiel des spiritueux en Afrique."

Sir F.-R. Plunkett donne à son tour lecture d'une déclaration rédigée en ces termes :

„Conformément à la réserve que les Plénipotentiaires britanniques ont faite à la séance du 30 mai, ils viennent constater par la présente déclaration qu'en acceptant le taux du droit minimum admis par la Conférence pour une période de six ans, le Gouvernement de Sa Majesté Britannique ne reconnaît nullement que ce taux soit suffisant.

S'il s'est rallié à ce chiffre, c'est uniquement en vue de ne pas compromettre le succès des travaux de la Conférence; mais il ne regrette pas moins très sincèrement qu'il n'ait pas été possible d'obtenir l'assentiment de la Conférence à un chiffre plus élevé.

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique a également chargé ses Plénipotentiaires d'exprimer son vif désir de voir augmenter le minimum à l'expiration de la période de six ans fixée par la présente Convention; il se plaît à espérer que si la nécessité d'une révision se faisait sentir avant cette échéance, les Puissances représentées ne se refuseraient pas à examiner à nouveau la question du taux du droit, dans le cas où le Gouvernement de Sa Majesté Britannique les inviterait à le faire."

M. le Président dit que, conformément aux décisions déjà prises par la Conférence, il y a lieu de placer dans le Protocole de la séance de clôture les recommandations suivantes sous forme de vœux, qui ont été adoptées par l'Assemblée :

„Les Puissances signataires et adhérentes se réservent d'examiner et de prendre, s'il y a lieu, chacune dans sa pleine liberté d'action, les mesures propres à empêcher l'introduction des spiritueux par les diverses voies de communication de leurs frontières intérieures dans les zones de prohibition prévues à l'article XCI de l'Acte général de Bruxelles.

„La Conférence, tenant compte des facilités nouvelles que les chemins de fer ou la navigation à vapeur apportent ou apporteront au transport des boissons alcooliques, attire l'attention des Puissances intéressées sur l'op-

portunité de prendre les mesures propres à empêcher la contamination, par ces voies des populations indigènes.

„La Conférence actuelle s'associe aux recommandations déjà faites par celles qui l'ont précédée quant à l'opportunité et à la convenance pour les Puissances de prendre, chacune dans la sphère de sa législation, les dispositions propres à prévenir les abus qu'entraîne l'importation des boissons alcooliques falsifiées en destination de la zone tracée par l'article XC de l'Acte général de Bruxelles.“

Carathéodory Efendi déclare que les instructions qui lui ont été transmises par son Gouvernement sont conçues de manière à laisser à son appréciation le point de savoir s'il peut signer la Convention. Toutefois, comme il n'a pas reçu jusqu'à présent d'autorisation formelle à cet égard, Son Excellence désire, bien qu'il n'y ait aucun doute que cette autorisation ne lui soit accordée, qu'il soit acté au Protocole que sa signature n'a été donnée qu'*ad referendum*.

M. le comte de Tovar déclare également ne pouvoir donner sa signature qu'*ad referendum*. Les pouvoirs qui lui ont été remis ne lui permettent pas pour le moment d'aller au delà. Son Excellence ajoute qu'Elle ne doute aucunement que le Gouvernement portugais ne ratifie sa signature.

Carathéodory Efendi prononce ensuite les paroles suivantes :

Messieurs, j'ai eu l'occasion, à différentes reprises déjà, d'exprimer les sentiments d'admiration que nous avons éprouvés tous pour la manière dont les débats de cette Conférence ont été conduits par notre Président. Je croirais offenser sa modestie en y insistant davantage aujourd'hui. Qu'il me permette de lui dire cependant que nous le remercions pour les efforts qu'il a apportés à l'œuvre commune et que nous le félicitons pour l'heureuse issue de nos travaux.

Je m'adresse en même temps à lui pour le prier de transmettre à M. de Favereau l'expression de notre gratitude pour l'intérêt avec lequel il a suivi nos délibérations et pour l'extrême courtoisie avec laquelle il a bien voulu mettre ses salons à notre disposition. Le corps diplomatique connaît depuis longtemps les sentiments dont le Gouvernement belge est animé à son égard ; le Ministre des Affaires Étrangères vient de leur donner une nouvelle consécration.

J'adresse également mes remerciements à Messieurs les membres du Bureau ; ils ont été non seulement les secrétaires de la Conférence, mais encore pour chacun des Plénipotentiaires des collaborateurs dévoués.

M. le Président répond en ces termes :

„Messieurs,

Les compliments si gracieux et si affectueux que M. le Ministre de Turquie veut bien m'adresser, et auxquels vous vous associez, me vont au cœur. Je l'en remercie, je vous en remercie tous. Souffrez cependant que je n'en garde qu'une modeste part. Si nous pouvons nous féliciter de l'accord qui va être signé, c'est grâce à votre concours éclairé, grâce aussi à votre patience, souvent mise à l'épreuve, que ce résultat a pu être obtenu. Quant à moi, je regarderai comme l'un des moments les plus heureux de

ma carrière, déjà si longue, celui où j'ai eu l'honneur de réunir les suffrages et de mériter l'indulgence d'une telle Assemblée.

Messieurs, je n'aurais pas rendu toute ma pensée si je la renfermais dans cette enceinte. Dans toute négociation où des intérêts divers sont en cause, l'entente ne peut s'établir qu'au prix de concessions mutuelles. Je crois remplir un devoir de la Présidence en rendant hommage encore une fois au bon vouloir manifesté par les Puissances pour l'œuvre de la Conférence.

L'intérêt attaché à notre mission était d'ailleurs légitime et justifié. Il ne saurait se mesurer sur la simple comparaison entre tel ou tel droit de douane. Envisagé à un point de vue plus élevé, il est l'un des éléments ou des facteurs de cette grande croisade qui honorera l'époque contemporaine et qui poursuit la rédemption et la civilisation des races malheureuses de l'Afrique.

Messieurs, n'eussions-nous qu'aidé au succès de cette généreuse entreprise, nous pouvons, nous aussi, dire avant de nous séparer: nous n'avons pas perdu notre journée.

M. Cantagalli croit répondre aux sentiments de l'Assemblée en adressant ses remerciements à MM. les Délégués dont la compétence et les lumières ont grandement facilité la tâche des Plénipotentiaires.

M. Farnall remercie, au nom du Délégué britannique, M. le Ministre d'Italie pour les paroles qu'il vient de prononcer.

Les autres Plénipotentiaires s'associent à M. le second Plénipotentiaire britannique au nom de leurs délégués respectifs.

Il est procédé ensuite, par tous les Plénipotentiaires, à la signature de la Convention.

Cette formalité étant accomplie, M. le Président déclare que la mission de la Conférence est terminée et prononce la clôture de ses travaux.

La séance est levée à 3 h. $\frac{1}{2}$.

Alvensleben.

Göhring.

Bon Lambermont.

A. van Maldeghem.

W.-R. de Villa-Urrutia.

P. de Smet de Naeyer.

H. Droogmans.

A. Gérard.

F.-R. Plunkett.

H. Farnall.

R. Cantagalli.

R. de Pestel.

C^{te} de Tovar.

N. de Giers.

Aug.-F. Gyldenstolpe.

Ét. Carathéodory.

Certifié conforme à l'original:

Arthur's Raikes.

Ch. Seeger.

C^{te} André de Robiano.

Annexe au Protocole n° IV.

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand; Sa Majesté le Roi des Belges; Sa Majesté le Roi d'Espagne et en son nom Sa Majesté la Reine Régente du Royaume; Sa Majesté le Roi-Souverain de l'État Indépendant du Congo; le Président de la République Française; Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes; Sa Majesté le Roi d'Italie; Sa Majesté la Reine des Pays-Bas; Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, etc., etc.; Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies; Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, etc.; et Sa Majesté l'Empereur des Ottomans:

Voulant pourvoir à l'exécution de la clause de l'article XCII de l'Acte général de Bruxelles qui prescrit la revision du régime d'entrée des spiritueux dans certaines régions de l'Afrique;

Ont résolu de réunir à cet effet une Conférence à Bruxelles et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand,

le Sieur Frédéric-Jean, Comte d'Alvensleben, Son Chambellan et Conseiller intime actuel, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges,

et

le Sieur Guillaume Göhring, Son Conseiller intime de Légation;

Sa Majesté le Roi des Belges,

le Sieur Auguste Baron Lambermont, Son Ministre d'État, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire,

et

le Sieur Auguste Van Maldeghem, Conseiller à la Cour de Cassation de Belgique;

Sa Majesté le Roi d'Espagne, et en son nom Sa Majesté la Reine Régente du Royaume,

le Sieur W. Ramirez de Villa-Urrutia, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges;

Sa Majesté le Roi-Souverain de l'État Indépendant du Congo,

le Sieur Paul de Smet de Naeyer, Son Ministre d'État, Membre de la Chambre des Représentants de Belgique,

et

le Sieur Hubert Droogmans, Secrétaire général du Département des Finances de l'État Indépendant du Congo;

- Le Président de la République Française,
 le Sieur A. Gérard, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire
 de la République Française près Sa Majesté le Roi des Belges;
- Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne
 et d'Irlande, Impératrice des Indes,
 Sir Francis Plunkett, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plé-
 nipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges,
 et
 le Sieur H. Farnall, du Foreign Office;
- Sa Majesté le Roi d'Italie,
 le Sieur R. Cantagalli, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plé-
 nipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges;
- Sa Majesté la Reine des Pays-Bas,
 le Jonkheer Rudulphe de Pestel, Son Envoyé Extraordinaire et
 Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges;
- Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves,
 le Sieur Antoine-Marie, Comte de Tovar, Son Envoyé Extra-
 ordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des
 Belges;
- Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies,
 le Sieur N. de Giers, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipo-
 tentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges;
- Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège,
 le Sieur Auguste-L.-Fersen, Comte Gyldenstolpe, Son Ministre
 Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges;
- Sa Majesté l'Empereur des Ottomans,
 Étienne Carathéodory Efendi, Haut Dignitaire de Son Empire,
 Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté
 le Roi des Belges.

Lesquels, munis de pouvoirs en bonne et due forme, ont adopté les
 dispositions suivantes:

Article I. — A partir de la mise en vigueur de la présente Con-
 vention, le droit d'entrée sur les spiritueux, tel qu'il est réglé par l'Acte
 général de Bruxelles, sera porté, dans toute l'étendue de la zone où n'exis-
 terait pas le régime de la prohibition visé à l'article XCI dudit Acte
 général, au taux de 70 francs par hectolitre à 50 degrés centésimaux,
 pendant une période de six ans.

Il pourra exceptionnellement n'être que de 60 francs par hectolitre
 à 50 degrés centésimaux dans la colonie du Togo et dans celle du Da-
 homey.

Le droit d'entrée sera augmenté proportionnellement pour chaque degré
 au-dessus de 50 degrés centésimaux; il pourra être diminué proportion-
 nellement pour chaque degré au-dessous de 50 degrés centésimaux.

A l'expiration de la période de six ans mentionnée ci-dessus, le droit d'entrée sera soumis à revision en prenant pour base les résultats produits par la tarification précédente.

Les Puissances conservent le droit de maintenir et d'élever la taxe au delà du minimum fixé par le présent article dans les régions où elles le possèdent actuellement.

Article II. — Ainsi qu'il résulte de l'article XCIII de l'Acte général de Bruxelles, les boissons distillées qui seraient fabriquées dans les régions visées à l'article XCII dudit Acte général et destinées à être livrées à la consommation, seront grevées d'un droit d'accise.

Ce droit d'accise, dont les Puissances s'engagent à assurer la perception dans la limite du possible, ne sera pas inférieur au minimum du droit d'entrée fixé par l'article I^{er} de la présente Convention.

Article III. — Il est entendu que les Puissances qui ont signé l'Acte général de Bruxelles ou y ont adhéré et qui ne sont pas représentées dans la Conférence actuelle conservent le droit d'adhérer à la présente Convention.

Article IV. — La présente Convention sera ratifiée dans un délai qui sera le plus court possible et qui, en aucun cas, ne pourra excéder un an.

Chaque Puissance adressera sa ratification au Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges, qui en donnera avis à toutes les autres Puissances signataires de la présente Convention. Les ratifications de toutes les Puissances resteront déposées dans les archives du Royaume de Belgique.

Aussitôt que toutes les ratifications auront été produites, ou au plus tard un an après la signature de la présente Convention, il sera dressé acte du dépôt dans un Protocole qui sera signé par les Représentants de toutes les Puissances qui auront ratifié.

Une copie certifiée de ce Protocole sera adressée à toutes les Puissances intéressées.

Article V. — La présente Convention entrera en vigueur dans toutes les possessions des Puissances contractantes situées dans la zone déterminée par l'article XC de l'Acte général de Bruxelles, le trentième jour à partir de celui où aura été dressé le Protocole de dépôt prévu à l'article précédent.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leur cachet.

Fait à Bruxelles, le huitième jour du mois de juin mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf.

Table chronologique.

1896.

<u>Janvier 9.</u>	Grande-Bretagne. Correspondance concernant les moyens d'assistance diplomatique et consulaire pour le développement du commerce anglais.	112
<u>1897. Mars 31.</u>		
Avril 20.	Russie, Autriche-Hongrie. Arrangement concernant le régime prophylactique à appliquer en temps d'épidémie au trafic-frontière entre la Russie et l'Autriche-Hongrie.	3
Avril 30.	Belgique. Loi modifiant quelques dispositions relatives au mariage.	12
Juin 17.	Allemagne, Luxembourg. Arrêté qui approuve l'arrangement intervenu entre le Grand-Duché et Allemagne, le 22 mai 1896, pour régler le commerce des eaux-de-vie entre les deux pays.	18
Juin 22.	Belgique, Japon. Traité de commerce et de navigation.	25
Juin 25.	Autriche-Hongrie, Italie. Convention pour l'assistance gratuite réciproque des malades indigents.	33
Juillet 18.	Allemagne. Loi sur le service militaire dans les colonies allemandes.	35
Août 4.	France, Japon. Traité de commerce.	40
Août 6.	Autriche, Hongrie. Communication des actes de l'état civil.	49
Août 29.	Autriche-Hongrie, Uruguay. Traité d'extradition du 25 juin 1887, suivi d'un Protocole d'échange des ratifications.	51
<u>Septembre 3.</u>	Allemagne, Belgique etc. Correspondance et rapport sur la législation des pays respectifs en matière de la responsabilité des propriétaires ou armateurs pour dommages en cas de perte ou accident de navires.	187
<u>1897. Janvier 7.</u>		
Octobre 16.	Allemagne, Pays-Bas. Traité sur l'entretien des installations destinées à servir la navigation dans la mer côtière et dans les embouchures de l'Ems.	56
Octobre 26.	Ethiopie, Italie. Traité de paix.	59
Octobre 26.	Ethiopie, Italie. Convention relative à la reddition des prisonniers de guerre italiens.	61
Novembre 4.	Colombie, Costa-Rica. Convention d'arbitrage pour la délimitation des frontières.	62
Novembre 12.	Danemark, Italie. Déclaration pour la reconnaissance des certificats de jaugeage.	63
<u>Novembre 14.</u>	Allemagne, Autriche-Hongrie etc. Union internationale pour établir des règles communes concernant plusieurs matières de droit international privé se rapportant à la procédure civile.	217
<u>1897. Mai 22.</u>		
Novembre 19.	Espagne, Suisse. Traité entre la Suisse et l'Espagne sur l'exécution réciproque des jugements ou arrêts en matière civile ou commerciale.	65

Décembre 5.	Autriche. Loi sur l'établissement et domicile.	68
Décembre 5.	Allemagne, Suisse. Traité destiné à régler le service de douane à la frontière.	71
Décembre 8.	Grèce, Suisse. Déclaration destinée relativement aux données recueillies, lors des recensements périodiques de la population.	78
Décembre 14.	Danemark, Portugal. Déclaration provisoire relative au commerce entre le Portugal et le Danemark.	474
Décembre 17.	Suisse, Uruguay. Correspondance relative à la démission de M. Rappas Consul de Suisse à Montevideo.	75
Décembre 21/9.	Autriche-Hongrie, Bulgarie. Convention de commerce.	83

1897.

Janvier 11.	Autriche. Loi sur les brevets d'inventions.	229
Janvier 25.	Etat-Indépendant du Congo. Rapport au roi-souverain sur l'état du pays.	267
Janvier 26.	Japon, Portugal. Traité de commerce et de navigation.	281
Février 4.	Grande-Bretagne, Chine. Arrangement modifiant la portée de la Convention du 1 ^{er} mars 1894 concernant Burmah et Thibet.	288
Février 16.	Bulgarie, Serbie. Traité de commerce.	298
Février 21.	France. Décret promulguant le Règlement ayant pour objet de prévenir les abordages en mer.	313
Mars 4.	Belgique, France. Convention pour l'exécution du service de la Caisse d'épargne.	325
Mars 17.	République Sud-Africaine, Etat Libre D'Orange. Traité d'alliance.	327
Mars 30.	Allemagne, Espagne, Grande-Bretagne. Arrangement concernant l'interprétation des dispositions de l'article IV du protocole de Sulu du 7 mars 1885 portant la défense d'importer les armes à feu, les munitions de guerre et alcools dans l'Archipel de Sulu.	330
Avril 7.	Grande-Bretagne, Mexique. Traité concernant la démarcation des possessions respectives du 8 juillet 1893 et article additionnel y relatif.	331
Avril 9.	Pérou. Décret relatif à la frappe et à l'importation de la monnaie d'argent au Pérou.	334
Avril 10.	France, Brésil. Traité pour soumettre à un arbitrage la difficulté pendant entre la France et le Brésil en matière des frontières du Brésil et de la Guyane française.	335
Avril 15.	Allemagne, Belgique. Convention destinée à régler les droits respectifs sur la ligne d'Aix-la-Chapelle à Maestricht.	337
Avril 28.	Allemagne, Etat Libre d'Orange. Traité d'amitié et de commerce.	352
Avril 28.	Russie. Règlement concernant les relations entre l'Empire et le Grand-Duché de Finlande.	357
Mai 28.	Luxembourg. Loi sur le domicile de secours.	366
Juin 9.	Allemagne. Loi sur l'émigration.	375
Juin 12/24.	Bulgarie, Pays-Bas. Notes échangées destinées à établir réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée.	383
Juillet 2.	Bulgarie, Russie. Convention de commerce.	384
Juillet 3.	Bade, Suisse. Arrangement visant la pêche dans les eaux limitrophes.	396
Juillet 9.	Allemagne, France. Convention relative à la délimitation des possessions françaises du Dahomey et du Soudan et des possessions allemandes du Togo.	415
Juillet 12/24.	Bulgarie, Grande-Bretagne. Traité commercial.	417

Juillet 30.	Vénézuéla. Décret relatif aux étrangers qui interviennent dans les luttes électorales.	433
Juillet 30.	Autriche-Hongrie. Ordonnances donnant exécution à la loi sur la juridiction consulaire du 30 août 1891.	434
Juillet 30.	France, Suisse. Arrangement concernant le contrôle du mouvement des boissons entre les deux pays.	451
<u>Août 18.</u>		
Août 6.	Grande-Bretagne. Prohibition d'importer les marchandises étrangères fabriquées dans les prisons.	452
Août 7.	Norvège. Loi sur le Tarif général des douanes.	452
Septembre 18.	Grande-Bretagne, France, Tunisie. Traité conclu pour déterminer les rapports de la Grande-Bretagne et de la France en Tunisie.	462
<u>Septembre 25.</u>		
<u>Décembre 28.</u>		
Septembre 30.	Espagne. Ordonnances royales relatives au certificats d'origine.	464
	Allemagne, Russie. Arrangement ayant pour but de dispenser réciproquement les sujets plaidant devant les tribunaux de l'autre État contractant de toute caution ou dépôt qui pourrait être exigé d'eux en leur qualité d'étrangers.	467
Octobre 20.	Grande-Bretagne, Japon. Arrangement concernant la protection réciproque des brevets d'invention et des marques de fabrique et de commerce.	467
Octobre 29.	Belgique, France etc. Convention additionnelle pour augmenter les contingents déterminés par l'article 9 de la convention du 6 novembre 1885 et par l'article 3 de l'acte additionnel du 12 décembre de la même année.	469
Novembre 23.	Allemagne. Ordonnance destinée à donner exécution au traité du 9 septembre pour la protection internationale de la propriété littéraire et artistique.	473
<u>Décembre 17.</u>	Grèce. Projet de loi du contrôle international.	475
<u>1898. Janvier 12.</u>		

1898.

Février 5.	Allemagne. Ordonnance relative à l'importation des plantes vivantes de provenance américaine.	492
Mars 14.	Allemagne. Ordonnances concernant, la réglementation de l'émigration.	493

1899.

<u>Avril 20.</u>	Allemagne, Belgique, Espagne etc. Actes et Protocoles de la Conférence chargée de reviser le Régime des spiritueux en Afrique; réunie à Bruxelles du 20 avril au 8 juin.	543
<u>Jun 8.</u>		

Table alphabétique.

(République Sud-)Africaine.		
1897. Mars 17.	État Libre d'Orange. Traité d'alliance.	327
Allemagne.		
1896. Juin 17.	Luxembourg. Arrêté qui approuve l'arrangement intervenu entre le Grand-Duché et l'Allemagne, le 22 mai 1896, pour régler le commerce des eaux-de-vie entre les deux pays.	18
1896. Juillet 18.	Loi sur le service militaire dans les colonies allemandes.	35
1896. Septembre 7.	Belgique, Danemark. Correspondance et rapports sur la législation des pays respectifs en matière de la responsabilité des propriétaires ou armateurs pour dommages en cas de perte ou accident de navires.	187
1897. Janvier 7.	Pays-Bas. Traité sur l'entretien des installations destinées à servir la navigation dans la mer côtière et dans les embouchures de l'Ems.	56
1896. Octobre 16.	Autriche-Hongrie, Belgique etc. Union internationale pour établir des règles communes concernant plusieurs matières de droit international privé, se rapportant à la procédure civile.	217
1896. Novembre 14.	Suisse. Traité destiné à régler le service de douane à la frontière.	71
1897. Mai 22.	Espagne, Grande-Bretagne. Arrangement concernant l'interprétation des dispositions de l'article IV du protocole de Sulu du 7 mars 1885 portant la défense d'importer les armes à feu, les munitions de guerre, et les alcools dans l'Archipel de Sulu.	390
1896. Décembre 5.	Belgique. Convention destinée à régler les droits respectifs sur la ligne d'Aix-la-Chapelle à Maestricht.	337
1897. Mars 30.	État Libre d'Orange. Traité d'amitié et de commerce.	352
1897. Avril 15.	Loi sur l'émigration.	375
1897. Avril 28.	France. Convention relative à la délimitation des possessions françaises du Dahomey et du Soudan et des possessions allemandes du Togo.	415
1897. Juin 9.	Russie. Arrangement ayant pour but de dispenser réciproquement les sujets plaidant devant les tribunaux de l'autre État contractant de toute caution ou dépôt qui pourrait être exigé d'eux en leur qualité d'étrangers.	467
1897. Juillet 9.	Ordonnance destinée à donner exécution au traité du 9 septembre pour la protection internationale de la propriété littéraire et artistique.	473
1897. Septembre 30.	Ordonnance relative à l'importation des plantes vivantes de provenance américaine.	492
1897. Novembre 29.		
1898. Février 5.		

1898. Mars 14.	Ordonnances concernant, la réglementation de l'émigration.	493
1899. <u>Avril 30.</u> <u>Juin 8.</u>	Belgique, Espagne etc. Actes et Protocoles de la Conférence chargée de reviser le Régime des spiritueux en Afrique; réunie à Bruxelles du 20 avril au 8 juin.	543

Autriche-Hongrie.

1896. Avril 20.	Russie. Arrangement concernant le régime prophylactique à appliquer en temps d'épidémie au trafic-frontière entre la Russie et l'Autriche-Hongrie.	3
1896. Juin 25.	Italie. Convention pour l'assistance gratuite réciproque des malades indigents.	33
1896. Août 6.	Communication des actes de l'état civil.	49
1896. Août 29.	Uruguay. Traité d'extradition du 25 juin 1887, suivi d'un Protocole d'échange des ratifications.	51
1896. <u>Septembre 7.</u> 1897. <u>Janvier 7.</u>	Allemagne, Belgique etc. Correspondance et rapports sur la législation des pays respectifs en matière de la responsabilité des propriétaires ou armateurs dommages en cas de perte ou accident de navires.	187
1896. <u>Novembre 14.</u> 1897. <u>Mai 22.</u>	Allemagne, Belgique etc. Union internationale pour établir des règles communes concernant plusieurs matières de droit international privé, se rapportant à la procédure civile.	217
1896. Décembre 21/29.	Bulgarie. Convention de commerce.	83
1897. Juillet 30.	Ordonnances donnant exécution à la loi sur la juridiction consulaire du 30 août 1891.	434

Autriche.

1896. Décembre 5.	Loi sur l'établissement et le domicile.	68
1897. Janvier 11.	Loi sur les brevets d'inventions.	229

Bade.

1897. Juillet 3.	Suisse. Arrangement visant la pêche dans les eaux limitrophes.	396
------------------	---	-----

Belgique.

1896. Avril 30.	Loi modifiant quelques dispositions relatives au mariage.	12
1896. Juin 22.	Japon. Traité de commerce et de navigation.	25
1896. <u>Septembre 7.</u> 1897. <u>Janvier 7.</u>	Allemagne, Danemark etc. Correspondance et rapport sur la législation des pays respectifs en matière de la responsabilité des propriétaires ou armateurs pour dommages en cas de perte de navires.	187
1896. <u>Novembre 14.</u> 1897. <u>Mai 22.</u>	Allemagne, Autriche-Hongrie etc. Union internationale pour établir des règles communes concernant plusieurs matières de droit international privé, se rapportant à la procédure civile.	217
1897. Mars 4.	France. Convention pour l'exécution du service de la Caisse d'épargne.	325
1897. Avril 15.	Allemagne. Convention destinée à régler les droits respectifs sur le ligne d'Aix-la-Chapelle à Maestricht.	337
1897. Octobre 29.	France, Grèce etc. Convention additionnelle pour augmenter les contingents déterminés par l'article 9 de la convention du 6 novembre 1885 et par l'article 3 le l'acte additionnel du 12 décembre de la même année.	469
1899. <u>Avril 30.</u> <u>Juin 8.</u>	Allemagne, Espagne etc. Actes et protocoles de la Conférence chargée de reviser le Régime des spiritueux en Afrique; réunie à Bruxelles du 20 avril au 8 juin.	543

Brésil.

1897. Avril 10. France. Traité pour soumettre à un arbitrage la difficulté pendant entre la France et le Brésil en matière des frontières du Brésil et de la Guyane française. 335

Bulgarie.

1896. Décembre 21/29. Autriche-Hongrie. Convention de commerce. 83
 1897. Février 16. Serbie. Traité de commerce. 298
 1897. Juin 12/24. Pays-Bas. Notes échangées destinées à établir réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée. 383
 1897. Juillet 2. Russie. Convention de commerce. 384
 1897. Juillet 12/24. Grande-Bretagne. Traité commercial. 417

Chine.

1897. Février 4. Grande-Bretagne. Arrangement modifiant la portée de la Convention du 1^{er} mars 1894 concernant Burmah et Thibet. 288

Colombie.

1896. Novembre 4. Costa-Rica. Convention d'arbitrage pour la délimitation des frontières. 62

État-Indépendant du Congo.

1897. Janvier 25. Rapport au Roi-Souverain sur l'état du pays. 267

Congo.

1899. Avril 20.
Juin 8. Allemagne, Belgique etc. Actes et Protocoles de la Conférence chargée de reviser le Régime des spiritueux en Afrique; réunie à Bruxelles du 20 avril au 8 juin. 543

Costa-Rica.

1896. Novembre 4. Colombie. Convention d'arbitrage pour la délimitation des frontières. 62

Danemark.

1896. Septembre 7.
1897. Janvier 7. Allemagne, Belgique etc. Correspondance et rapports sur la législation des pays respectifs en matière de la responsabilité des propriétaires ou armateurs pour dommages en cas de perte ou accident de navires. 187
 1896. Novembre 12. Italie. Déclaration pour la reconnaissance des certificats de jaugeage. 63
 1896. Décembre 14. Portugal. Déclaration provisoire relative au commerce entre le Portugal et le Danemark. 474

Espagne.

1896. Septembre 7.
1897. Janvier 7. Allemagne, Belgique etc. Correspondance et rapports sur la législation des pays respectifs en matière de la responsabilité des propriétaires ou armateur pour dommages en cas de perte ou accident de navires. 187
 1896. Novembre 14. Allemagne, Autriche-Hongrie etc. Union internationale pour établir des règles communes concernant plusieurs matières de droit international privé, se rapportant à la procédure civile. 217

1896. Novembre 19.	Suisse. Traité entre la Suisse et l'Espagne sur l'exécution réciproque des jugements ou arrêts en matière civile ou commerciale.	65
1897. Mars 30.	Allemagne, Grand-Bretagne. Arrangement concernant l'interprétation des dispositions de l'article IV du protocole de Sulu du 7 mars 1885 portant la défense d'importer les armes à feu, les munitions de guerre et les alcools dans l'Archipel de Sulu.	330
1897. <u>Sept. 25.</u> <u>Déc. 28.</u>	Ordonnances royales du 25 septembre et 28 décembre relatives au certificat d'origine.	464
1899. <u>Avril 20.</u> <u>Juin 8.</u>	Allemagne, Belgique etc. Actes et Protocoles de la Conférence chargée de reviser le Régime des spiritueux en Afrique; réunie à Bruxelles du 20 avril au 8 juin.	543

Ethiopie.

1896. Octobre 26.	Italie. Traité de paix.	59
1896. Octobre 26.	Italie. Convention relative à la reddition des prisonniers de guerre italiens.	61

France.

1896. Août 4.	Japon. Traité de commerce.	40
1896. <u>Septembre 7.</u>	Allemagne, Belgique etc. Correspondance et rapports sur la législation des pays respectifs en matière de la responsabilité des propriétaires ou armateurs pour dommages en cas de perte ou accident de navires.	187
1896. <u>Janvier 7.</u>	Allemagne, Autriche-Hongrie etc. Union internationale pour établir des règles communes concernant plusieurs matières de droit international privé, se rapportant à la procédure civile.	217
1896. <u>Novembre 14.</u>	Brésil. Traité pour soumettre à un arbitrage la difficulté pendant entre la France et le Brésil en matière des frontières du Brésil et de la Guyane française.	335
1897. <u>Mai 22.</u>	Allemagne. Convention relative à la délimitation des possessions françaises du Dahomey et du Soudan et des possessions allemandes du Togo.	415
1897. <u>Juillet 30.</u> <u>Août 18.</u>	Suisse. Arrangement concernant le contrôle du mouvement des boissons entre les deux pays.	451
1897. <u>Septembre 18.</u>	Grande-Bretagne, Tunisie. Traité conclu pour déterminer les rapports de la Grande-Bretagne et de la France en Tunisie.	462
1897. <u>Octobre 29.</u>	Belgique, Grèce etc. Convention additionnelle pour augmenter les contingents déterminés par l'article 9 de la convention du 6 novembre 1885 et par l'article 3 de l'acte additionnel du 12 décembre de la même année.	469
1899. <u>Avril 20.</u> <u>Juin 8.</u>	Allemagne, Belgique etc. Actes et Protocoles de la Conférence chargée de reviser le Régime des spiritueux en Afrique; réunie à Bruxelles du 20 avril au 8 juin.	543

Grande-Bretagne.

1896. <u>Janvier 8.</u>	Correspondance concernant les moyens d'assistance diplomatique et consulaire pour le développement du commerce anglais.	112
1897. <u>Mars 31.</u>	Chine. Arrangement modifiant la portée de la Convention du 1 ^{er} mars 1894 concernant Burmah et Thibet.	238

1897. Mars 30.	Allemagne, Espagne. Arrangement concernant l'interprétation des dispositions de l'article IV du protocole de Sulu du 7 mars 1885 portant la défense d'importer les armes à feu, les munitions de guerre et les alcools dans l'Archipel de Sulu.	330
1897. Avril 7.	Mexique. Traité concernant la démarcation des possessions respectives et article additionnel y relatif.	331
1897. Juillet 12/24.	Bulgarie. Traité commercial.	417
1897. Août 6.	Prohibition d'importer les marchandises étrangères fabriquées dans les prisons.	452
1897. Septembre 18.	France, Tunisie. Traité conclu pour déterminer les rapports de la Grande-Bretagne et de la France en Tunisie.	462
1897. Octobre 20.	Japon. Arrangement concernant la protection réciproque des brevets d'invention et des marques de commerce.	467
1899. <u>Avril 20.</u> <u>Juin 8.</u>	Allemagne, Belgique etc. Actes et Protocoles de la Conférence chargée de reviser le Régime des spiritueux en Afrique; réunie à Bruxelles du 20 avril au 8 juin.	543

Grèce.

1896. <u>Septembre 7.</u>	Allemagne, Belgique etc. Correspondance et rapports sur la législation des pays respectifs en matière de la responsabilité des propriétaires ou armateurs pour dommages en cas de perte ou accident de navires.	187
1897. <u>Janvier 7.</u>		
1896. Décembre 8.	Suisse. Déclaration échangée relativement aux données recueillies lors des recensements périodiques de la population.	73
1897. Octobre 29.	Belgique, France etc. Convention additionnelle pour augmenter les contingents déterminés par l'article 9 de la convention du 6 novembre 1885 et par l'article 3 de l'acte additionnel du 12 décembre de la même année.	469
1897. <u>Décembre 31.</u>	Projet de loi du contrôle international.	475
1896. <u>Janvier 12.</u>		

Italie.

1896. Juin 25.	Autriche-Hongrie. Convention pour l'assistance gratuite réciproque des malades indigents.	
1896. <u>Septembre 7.</u>	Allemagne, Belgique etc. Correspondance et rapports sur la législation des pays respectifs en matière de la responsabilité des propriétaires ou armateurs pour dommages en cas de perte ou accident de navires.	187
1897. <u>Janvier 7.</u>		
1896. Octobre 26.	Ethiopie. Traité de paix.	59
1896. Octobre 26.	Ethiopie. Convention relative à la reddition des prisonniers de guerre italiens.	61
1896. Novembre 12.	Danemark. Déclaration pour la reconnaissance des certificats de jaugeage.	63
1896. <u>Novembre 14.</u>	Allemagne, Autriche-Hongrie etc. Union internationale pour établir des règles communes concernant plusieurs matières de droit international privé, se rapportant à la procédure civile.	217
1897. <u>Mai 23.</u>		
1897. Octobre 29.	Belgique, France etc. Convention additionnelle pour augmenter les contingents déterminés par l'article 9 de la convention du 6 novembre 1885 et par l'article 3 de l'acte additionnel du 12 décembre de la même année.	469
1899. <u>Avril 20.</u> <u>Juin 8.</u>	Allemagne, Belgique etc. Actes et Protocoles de la Conférence chargée de reviser le Régime des spiritueux en Afrique; réunie à Bruxelles du 20 avril au 8 juin.	543

Japon.

1896. Juin 22.	Belgique. Traité de commerce et de navigation.	25
1896. Août 4.	France. Traité de commerce.	40
1897. Janvier 26.	Portugal. Traité de commerce et de navigation.	281
1897. Octobre 20.	Grande-Bretagne. Arrangement concernant la protection réciproque des brevets d'invention et des marques de fabrique et de commerce.	467

Luxembourg.

1896. Juin 17.	Allemagne. Arrêté qui approuve l'arrangement intervenu entre le Grand-Duché et l'Allemagne, le 22 mai 1896 pour régler le commerce des eaux-de-vie entre les deux pays.	18
1896. Novembre 14.	Allemagne, Autriche-Hongrie etc. Union internationale pour établir des règles communes concernant plusieurs matières de droit international privé, se rapportant à la procédure civile.	217
1897. Mai 22.		
1897. Mai 23.	Loi sur le domicile de secours.	366

Mexique.

1897. Avril 7.	Grande-Bretagne. Traité concernant la démarcation des possessions respectives et article additionnel y relatif.	331
----------------	---	-----

Norvège.

1896. Septembre 7.	Allemagne, Belgique etc. Correspondance et rapports sur la législation des pays respectifs en matière de la responsabilité des propriétaires ou armateurs pour dommages en cas de perte ou accident de navires.	187
1897. Janvier 7.		
1897. Août 7.	Loi sur le Tarif général des douanes.	452

État-Libre d'Orange.

1897. Mars 17.	République Sud-Africaine. Traité d'alliance.	327
1897. Avril 28.	Allemagne. Traité d'amitié et de commerce.	352

Pays-Bas.

1896. Septembre 7.	Allemagne, Belgique etc. Correspondance et rapport sur la législation des pays respectifs en matière de la responsabilité des propriétaires ou armateurs pour dommages en cas de perte ou accident de navires.	187
1897. Janvier 7.		
1896. Octobre 16.	Allemagne. Traité sur l'entretien des installations destinées à servir la navigation dans la mer côtière et dans les embouchures de l'Ems.	56
1896. Novembre 14.	Allemagne, Autriche-Hongrie etc. Union internationale pour établir des règles communes concernant plusieurs matières de droit international privé, se rapportant à la procédure civile.	217
1897. Mai 22.		
1897. Juin 12/24.	Bulgarie. Notes échangées destinées à établir réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée.	383
1899. Avril 20.	Allemagne, Belgique etc. Actes et Protocoles de la Conférence chargée de reviser le Régime des spiritueux en Afrique; réunie à Bruxelles du 20 avril au 8 juin.	543
1899. Juin 8.		

Pérou.

1897. Avril 9.	Décret, en date du 9 avril 1897, relatif à la frappe et à l'importation de la monnaie d'argent au Pérou.	334
----------------	--	-----

Portugal.

1896. Septembre 7.
1897. Janvier 7.

Allemagne, Belgique etc. Correspondance et Rapports sur la législation des pays respectifs en matière de la responsabilité des propriétaires ou armateurs pour dommages en cas de perte ou accident et navires. 187

1896. Novembre 14.
1897. Mai 22.

Allemagne, Autriche-Hongrie etc. Union internationale pour établir des règles communes concernant plusieurs matières de droit international privé, se rapportant à la procédure civile. 217

1896. Décembre 14.

Danemark. Déclaration provisoire relative au commerce entre le Portugal et le Danemark. 474

1897. Janvier 26.

Japon. Traité de commerce et de navigation. 281

1899. Avril 20.
Juin 8.

Allemagne, Belgique etc. Actes et Protocoles de la Conférence chargée de reviser le Régime des spiritueux en Afrique; réunie à Bruxelles du 20 avril au 8 juin. 548

Russie.

1896. Avril 20.

Autriche-Hongrie. Arrangement concernant le régime prophylactique à appliquer en temps d'épidémie au trafic-frontière entre la Russie et l'Autriche-Hongrie. 8

1896. Septembre 7.
1897. Janvier 7.

Allemagne, Belgique etc. Correspondance et rapports sur la législation des pays respectifs en matière de la responsabilité des propriétaires ou armateurs pour dommages en cas de perte ou accident de navires. 187

1897. Avril 28.

Règlement concernant les relations de l'Empire avec le Grand-Duché de Finlande. 357

1897. Juillet 2.

Bulgarie. Convention de commerce. 384

1897. Septembre 30.

Allemagne. Arrangement ayant pour but de dispenser réciproquement les sujets plaissant devant les tribunaux de l'autre État contractant de toute caution ou dépôt qui pourrait être exigé d'eux en leur qualité d'étrangers. 467

1899. Avril 20.
Juin 8.

Allemagne, Belgique etc. Actes et Protocoles de la Conférence chargée de reviser le Régime des spiritueux en Afrique; réunie à Bruxelles du 20 avril au 8 juin. 548

Serbie.

1896. Septembre 7.
1897. Janvier 7.

Allemagne, Belgique etc. Correspondance et rapports sur la législation des pays respectifs en matière de la responsabilité de propriétaires ou armateurs pour dommages en cas de perte ou accident de navires. 187

1897. Février 16.

Bulgarie. Traité de commerce. 298

Suède.

1896. Septembre 7.
1897. Janvier 7.

Allemagne, Belgique etc. Correspondance et rapports sur la législation des pays respectifs en matière de la responsabilité des propriétaires ou armateurs pour dommages en cas de perte ou accident de navires. 187

Suède et Norvège.

1896. Novembre 14.
1897. Mai 22.

Allemagne, Autriche-Hongrie etc. Union internationale pour établir des règles communes concernant plusieurs matières de droit international privé, se rapportant à la procédure civile. 217

1899. Avril 20.
Juin 8.

Allemagne, Belgique etc. Actes et Protocoles de la Conférence chargée de reviser le Régime des spiritueux en Afrique; réunie à Bruxelles du 20 avril au 8 juin. 548

Suisse.

1896. Novembre 14.	Allemagne, Autriche-Hongrie etc. Union internationale pour établir des règles communes concernant plusieurs matières de droit international privé, se rapportant à la procédure civile.	217
1896. Mai 22.		
1896. Novembre 19.	Espagne. Traité entre la Suisse et l'Espagne sur l'exécution réciproque des jugements ou arrêts en matière civile ou commerciale.	65
1896. Décembre 5.	Allemagne. Traité destinée à régler le service de douane à la frontière.	71
1896. Décembre 8.	Grèce. Déclaration échangée relativement aux données recueillies lors des recensements périodiques de la population.	73
1896. Décembre 17.	Uruguay. Correspondance relative à la démission de M. Rappaz Consul de Suisse à Montévidéo.	75
1897. Juillet 3.	Bade. Arrangement visant la pêche dans les eaux limitrophes.	396
1897. <u>Juillet 30.</u> <u>Août 18.</u>	France. Arrangement concernant le contrôle du mouvement des boissons entre les deux pays.	451
1897. Octobre 29.	Belgique, France etc. Convention additionnelle pour augmenter les contingents déterminés par l'article 9 de la convention du 6 novembre 1885 et par l'article 3 de l'acte additionnel du 12 décembre de la même année.	469

Tunisie.

1897. Septembre 18.	Grande-Bretagne, France. Traité conclu pour déterminer les rapports de la Grande-Bretagne et de la France en Tunisie.	462
---------------------	---	-----

Turquie.

1899. <u>Avril 20.</u> <u>Juin 8.</u>	Allemagne, Belgique etc. Actes et Protocoles de la Conférence chargée de reviser le Régime des spiritueux en Afrique; réunie à Bruxelles du 20 avril au 8 juin.	543
--	---	-----

Uruguay.

1896. Août 29.	Autriche-Hongrie. Traité d'extradition du 25 juin 1887, suivi d'un Protocole d'échange des ratifications.	51
1896. Décembre 17.	Suisse. Correspondance relative à la démission de M. Rappaz Consul de Suisse à Montévidéo.	75

Vénézuéla.

1897. Juillet 30.	Décret relatif aux étrangers qui interviennent dans les luttes électorales.	433
-------------------	---	-----

Table analytique.

- Abordages en mer.** France 313.
Accident de navires. Allemagne-Belgique etc. 187.
Actes de l'état civil. Autriche-Hongrie 49.
Affaire consulaire. Suisse-Uruguay 75.
Alcools 21. Allemagne-Espagne etc. 380.
Alliance. République Sud-Africaine-Etat Libre d'Orange 327.
Arbitrage. Colombie-Costa-Rica 62. France-Brésil 335.
Armes à feu. Allemagne-Espagne etc. 380.
Assistance gratuite. Autriche-Hongrie-Italie 33. — judiciaire gratuite 223. — publique 371.
Bateaux de pêche 317.
Bâtiments au mouillage 319.
Boissons. Suisse-France 451.
Brevets d'inventions. Autriche 229. Grande-Bretagne-Japon 467.
Burmah et Thibet. Grande-Bretagne-Chine 288.
Caisse d'épargne 325.
Carte de légitimation. Autriche-Hongrie-Bulgarie 95.
Caution judicatum solvi. Allemagne-Russie 222, 467.
Certificat d'origine. Autriche-Hongrie-Bulgarie 111. Espagne 464.
Chemin de fer 6. Allemagne-Belgique 337.
Choléra 5.
Colonies allemandes. Allemagne 35.
Communication d'actes judiciaires 219.
Commerce Luxembourg-Allemagne 18. Belgique-Japon 25. France-Japon 40. Autriche-Hongrie-Bulgarie 83. Grande-Bretagne 112. Japon-Portugal 381. Bulgarie-Serbie 298. Allemagne-Etat Libre d'Orange 352. Russie-Finlande 357. Pays-Bas-Bulgarie 383. Bulgarie-Russie 384. Grande-Bretagne-Bulgarie 417. Portugal-Danemark 474.
Commission rogatoire 220. — Internationale de Contrôle. Grèce 476.
Conférence chargée de reviser le Régime des spiritueux en Afrique. Allemagne-Belgique etc. 543.
Consuls 29.
Contrainte par corps 224.
Contrôle international. Grèce 475.
Délimitation des frontières. Colombie-Costa-Rica 62. — des possessions. France-Allemagne 415.
Démarcation des possessions. Grande-Bretagne-Mexique 331.
Détresse, signaux des — 324.
Dettes publiques. Grèce 477.
Domicile. Autriche 68. — de secours. Luxembourg 366.
Domages en cas de perte de navires. Allemagne-Belgique etc. 187.
Douane à la frontière. Allemagne-Suisse 71. Norvège 452.
Droits de douane 389.
Eaux-de-vie. Luxembourg-Allemagne 18.
Emigration 873. Allemagne 498.
Entretien des installations. Allemagne-Pays-Bas 56.
Epidémies. Russie-Autriche 3.
Etablissement. Autriche 68.
Etrangers. Vénézuéla 433. Allemagne-Russie 467.
Extradition. Autriche-Hongrie-Uruguay 51.
Feux de navires 315. — des bateaux-pilotes 317.
Frontières. France-Brésil 335.
Jaugeage. Danemark-Italie 63.
Importation des plantes vivantes. Allemagne 492.
Jurisdiction consulaire. Autriche-Hongrie 434.
Luttes électorales. Vénézuéla 433.
Malades indigents. Autriche-Hongrie-Italie 33.
Marchandises étrangères fabriquées dans les prisons. Grande-Bretagne 452.
Mariages. Belgique 12.

- Mer côtière.** Allemagne-Pays-Bas 56.
Monnaie d'argent. Pérou 334.
Monopoles d'État 88.
Mouvement des boissons. Suisse-France 451.
Munitions de guerre. Allemagne-Espagne etc. 330.
Nationalité. France 292.
Navires à voiles 313.
Paix. Ethiopie-Italie 59.
Passage de la frontière 8.
Pêche dans les eaux limitrophes. Suisse-Bade 396.
Prisonniers de guerre. Ethiopie-Italie 61.
Procédure civile. Allemagne-Autriche-Hongrie etc. 217.
Propriété littéraire et artistique. Allemagne 473.
Rapport sur l'état du pays. État Indépendant du Congo 263.
Recensements périodiques de la population. Suisse-Grèce 73.
Régime des spiritueux en Afrique. Allemagne-Belgique etc. 543.
Règles de barre et de route 321.
Responsabilité des propriétaires de navires. Allemagne-Belgique etc. 187.
Révision sanitaire 10.
Service militaire. Allemagne 35.
Signaux de jour et de nuit. France 315.
— Phoniques pour la brume etc. 320.
Spiritueux en Afrique. Allemagne-Belgique etc. 543.
Stations sanitaires 7.
Traitement de la nation la plus favorisée. Pays-Bas-Bulgarie 333. Tunisie 462.
Traffic-frontière. Russie-Autriche 3.
Union de droit international privé. Allemagne-Autriche-Hongrie etc. 217. — monétaire. Belgique-France etc. 469.
Voyageurs de Commerce. Autriche-Hongrie-Bulgarie 95. Grande-Bretagne-Bulgarie 429.
Zône frontière 4.





3 2044 093 005 262

